Université Lille Nord de France
Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur

PRES Université Lille Nord de France

Thèse délivrée par

L'Université Lille 2 – Droit et Santé

Université Lille 2
Droit et Santé

N° attribué par la bibliothèque

__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

THÈSE

Pour obtenir le grade de Docteur en Science politique

Présentée et soutenue publiquement par

Luc SEMAL

Le 8 décembre 2012

Militer à l'ombre des catastrophes

Contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition

JURY

Directeur de thèse : M. Pierre MATHIOT, Professeur des Universités, Institut d'Études Politiques de Lille.

Membres du jury:

M. Xavier CRETTIEZ, Professeur des Universités, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

M. Andrew DOBSON, Professeur des Universités, Keele University (Royaume-Uni).

M. Michel HASTINGS, Professeur des Universités, Institut d'Études Politiques de Lille.

M. Bruno VILLALBA, Maître de conférences, Institut d'Études Politiques de Lille.

M. Edwin ZACCAI, Professeur des Universités, Université Libre de Bruxelles (Belgique).

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Pierre Mathiot, mon directeur de thèse, pour la confiance qu'il m'a accordée, et pour son soutien sans faille depuis nos premières rencontres.

Quand j'ai rejoint l'Institut d'Études Politiques de Lille en 2002, Michel Hastings y enseignait l'anthropologie politique. Je m'étais inscrit à son cours par curiosité, mais dès la première séance, son érudition et son humour avaient su me rendre la chose passionnante. Plusieurs années plus tard, lors de la remise des diplômes, j'avais en poche l'un des ouvrages qu'il m'avait fait découvrir et que j'ai toujours plaisir à relire. Je ne savais pas encore qu'il me ferait un jour l'honneur de présider mon jury de thèse, m'accompagnant une fois de plus dans l'un des rites initiatiques de notre tribu. Je l'en remercie sincèrement.

Merci à Xavier Crettiez, pour avoir accepté d'être rapporteur de cette thèse.

Mes échanges avec Andrew Dobson et Edwin Zaccai ont toujours été des moments très enrichissants pour mon travail. Ils m'ont aidé à contextualiser ma pensée et à mieux saisir la profondeur historique de l'écologisme et du développement durable. Je les remercie d'être aujourd'hui dans mon jury.

Depuis dix ans, Bruno Villalba a su me conseiller et m'encourager dans mes recherches, dans mes lectures, dans mon écriture. Il a su me ramener sur terre pendant mes excès d'enthousiasme, et me remettre en selle quand pointaient les moments d'abattement. Son amitié m'a amené à découvrir des romans dont j'ignorais jusqu'à l'existence, qui ont été parmi mes plus belles lectures et qui ont nourri ce travail. Pour tout cela, merci.

Mes remerciements vont également à Grégory Quenet, dont les conseils ont contribué à m'orienter dans mon approche de la théorie politique environnementale ; à Dominique Bourg, en qui j'ai pu trouver une écoute bienveillante et des critiques constructives ; à Émilie Hache, pour ses conseils et ses encouragements.

Cette thèse a également été nourrie par nombre de rencontres scientifiques, et souvent amicales, au sein des collectifs de recherche avec lesquels j'ai eu la chance de travailler lors des dernières années. Je remercie évidemment toute l'équipe du Ceraps, qui m'a accompagné intellectuellement, en réservant une pensée spéciale à Caroline et Younes, qui m'ont souvent apporté leur aide au pied levé dans les moments d'urgence.

Je remercie également le Cetcopra, qui m'a accueilli dans mes toutes premières années de recherche, et tout spécialement Alain Gras, qui m'a appris à porter un autre regard sur son sujet de prédilection, l'histoire des techniques.

Je remercie encore l'équipe du réseau Développement Durable & Territoires Fragiles, qui m'a impressionné par la simplicité chaleureuse avec laquelle les jeunes chercheurs y sont accueillis. Mes pensées vont tout particulièrement à Bertrand Zuindeau, Sandrine Rousseau, Olivier Petit et Franck-Dominique Vivien, qui m'ont fait découvrir les passionnants « pas de côté » qu'autorise l'interdisciplinarité.

Je remercie l'équipe du programme de recherche « Sobriétés », qui depuis déjà deux ans m'accompagne dans un esprit de convivialité studieuse, ainsi que l'équipe du programme « Adap'terr », avec une pensée spéciale pour François Bertrand qui m'avait fait confiance dès notre première rencontre, et qui depuis n'a jamais été avare en encouragements.

Cinq années d'observation participante m'ont permis de rencontrer de nombreux militants des réseaux de la décroissance et de la transition. Je ne peux qu'une fois de plus les remercier pour leur accueil, pour leur temps et pour leur confiance. Mes remerciements vont en particulier aux équipes qui m'ont fait une place au cours de ces années : la revue Entropia*, le magazine* Silence *et l'Institut Momentum. Yves Cochet, Agnès Sinaï, Françoise Gollain et Michel Bernard m'ont particulièrement soutenu dans mon travail, par la constance de leurs encouragements et de leurs conseils.*

Je remercie également les membres du groupe de transition de Totnes pour m'avoir accordé leur temps et leur confiance à plusieurs reprises, notamment Lou, Hal, Chris, Annie, Ben, Jacqi et Inez.

Enfin, je tiens à chaleureusement remercier tous ces militants français ou britanniques qui m'ont ouvert leur porte, en m'accueillant chez eux pour un repas ou pour quelques jours : Agathe, Alessandro et Laetitia, Alice et Cyril, Allison, Andie, Angela, Aude, Bertrand, Cara, Catherine et John, Chris, Claire et Chris, Corinne, Étienne, François et Françoise, Françoise et Dave, George, Helena, Jacqueline et Pierre, Jean-Claude et Martine, Linda et Michelle, Lynn, Michel et Anne-Sophie, Niall, Pauline, Peter et Kate, Philippe, Robert.

Merci aux étudiants de Sciences Po Lille et de Sciences Po Paris qui m'ont fait la gentillesse de s'intéresser à mes cours sur le sujet, et dont les questions m'ont régulièrement obligé à reformuler mes idées et à clarifier ma pensée.

Merci à ma famille et à mes amis.

Merci à Mathilde.

Ce travail est dédié à Jeanne et Armand, qui étaient à mes côtés.

Liste des abréviations et des acronymes

Ademe : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

AdOC : Association des objecteurs de croissance.

AFS : Association française de sociologie.

AFSP : Association française de science politique.

AIE : Agence internationale de l'énergie.

AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

APPGOPO : *All Party Parliamentary Group on Peak Oil and Gas*.

ASPO : *Association for the Study of Peak Oil and Gas.*

ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne.

BNP : *British National Party*.

CAT : *Centre for Alternative Technologies*.

Ceraps : Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales.

CESE : Conseil économique, social et environnemental.

Cetcopra : Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques.

CNDP : Commission nationale du débat public.

CNRS : Centre national de la recherche scientifique.

CPE : Contrat première embauche.

CSA : *Community Supported Agriculture*.

EDAP : *Energy Descent Action Plan*.

EELV : Europe-Écologie-Les Verts.

EF! : *Earth First!*

EPOC : Écologie, pacifisme et objection de croissance.

EROEI : *Energy Return on Energy Invested*.

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

KEDAP : *Kinsale Energy Descent Action Plan*.

LO : Lutte ouvrière.

Miviludes : Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

MOC : Mouvement des objecteurs de croissance.

NEF : *New Economics Foundation*.

NIMBY : *Not In My Backyard*.

NMS : Nouveaux mouvements sociaux.

NPA : Nouveau parti anticapitaliste.

OGM : Organismes génétiquement modifiés.

ONG : Organisation non-gouvernementale.

ONGE : Organisation non-gouvernementale environnementale.

ONU : Organisation des nations unies.

PCF : Parti communiste français.

PG : Parti de gauche.

POC : Parti des objecteurs de croissance.

PPLD : Parti pour la décroissance.

RAT : Réseau des Amis de la Terre.

RSE : Responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

SEL : Système d'échanges locaux.

TTT : *Transition Town Totnes*.

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature.

UMP : Union pour un mouvement populaire.

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques.

WWF : *World Wide Fund for Nature*.

INTRODUCTION 13
1- Le catastrophisme écologiste et l'esprit du temps 15
1.1. Une réflexion transdisciplinaire sur les implications politiques de la crise écologique. 16
1.2. Une théorie politique saisie par le défi écologique : la « green political theory » 20
1.3. L'essor récent de deux mobilisations catastrophistes : la décroissance et la transition 22
2- La politique à l'ombre des catastrophes..... 28
2.1 Une approche ethnographique et comparative des mobilisations catastrophistes 30
2.2 Une contribution à la compréhension sociologique du catastrophisme écologiste 34
2.3 Un questionnement sur les outils de la théorie politique face aux ruptures écologiques 41
2.4 Une contribution à la compréhension politologique du récit catastrophiste 49

PARTIE I : PRECIPITATIONS 61

I- MOUVEMENTS CATASTROPHISTES : UNE APPROCHE COMPARATIVE INTERNATIONALE..... 67
1- Une approche comparative de la décroissance et de la transition..... 68
1.1 Une communauté de raisonnement catastrophiste..... 69
1.2 La décroissance : du slogan au mouvement..... 74
1.3 La transition : de l'initiative locale au réseau international 82
1.4 Une approche comparée internationale..... 87
2- Des réseaux catastrophistes distincts, mais en cours d'imbrication 91
2.1 Structure d'opportunité politique : une division entre élites scientifiques et politiques . 91
2.2 Mobilisation des ressources : le rôle des données nouvelles sur le pic pétrolier 94
2.3 Dynamiques d'internationalisation des mobilisations : traductions et imbrications.... 100
3- Méthodologie : approcher les pratiques politiques catastrophistes 105

3.1 Délimiter et aborder des terrains catastrophistes 106
3.2 Approche ethnographique et observation participante 109
3.3 Matériaux récoltés 113

II- LE CATASTROPHISME DANS L'ECOLOGISME ET LES MOBILISATIONS ECOLOGISTES 119
1- La dimension catastrophiste de l'écologisme *120*
1.1 Catastrophisme n'est pas millénarisme 121
1.2 Un discours institué : « je ne suis pas catastrophiste, mais… » 126
1.3 Spécificité du catastrophisme écologiste dans le champ politique 129
2- Structure discursive du catastrophisme écologiste *134*
2.1 Un constat catastrophiste : la tendance à la dégradation globale 134
2.2 Un compte à rebours catastrophiste : la fuite du temps 138
2.3 Un horizon catastrophiste : l'effondrement 141
3- De l'écologisme aux mobilisations écologistes : le catastrophisme perdu de vue *146*
3.1 La théorie des nouveaux mouvements sociaux et sa remise en cause 147
3.2 Foisonnement et routinisation de la sociologie des mobilisations écologistes 150
3.3 Reconsidérer la spécificité catastrophiste des mobilisations écologistes 155

III- L'HYPOTHESE DE RUPTURE DANS LA PENSEE POLITIQUE CATASTROPHISTE 159
1- L'hypothèse de continuité par-delà les crises politiques *161*
1.1 La continuité pendant les crises politiques 161
1.2 La continuité par-delà les « catastrophes écologiques » 164
1.3 La continuité au temps de la société du risque 168
2- La continuité dans le cadrage dominant de la crise écologique *173*
2.1 Cadrage temporel : alarmisme sans fatalisme 174
2.2 Cadrage scientifique : des diagnostics problématisés 178
2.3 Cadrage idéologique : réaffirmation d'une triple continuité 182
3- L'hypothèse de rupture : vers une précipitation des catastrophes *186*
3.1 Le global et l'irréversible contre l'hypothèse de continuité 187
3.2 Des tipping points *écologiques aux* tipping points *politiques* 191
3.3 Précipitation, cumul et convergence des catastrophes 197

IV- QUALIFIER OU DISQUALIFIER LA CATASTROPHE : CONTROVERSES EPISTEMOLOGIQUES 205
1- Penser la rupture : inspirations épistémologiques *207*
1.1 Les sciences humaines et sociales face à la bombe atomique 208
1.2 Les sciences humaines et sociales face à l'anthropocène 214
2- La théorie politique face aux ruptures écologiques *220*
2.1 Les rendez-vous manqués de la science politique française 221
2.2 Structuration et évolution de la « green political theory » 225

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 231

PARTIE II : POLITISATIONS 235

I- TRAJECTOIRES CATASTROPHISTES ET LOGIQUE SOCIALE DE DESILLUSION 243

1- Trajectoires catastrophistes : conversions et transformations 244

1.1 Démêler des trajectoires catastrophistes hétérogènes 245

1.2 Socialisation de conversion : un idéal-type de rupture catastrophiste 251

1.3 Socialisation de transformation : un idéal-type de glissement catastrophiste 255

1.4 Trajectoires individuelles et socialisations réticulaires 260

2- Les déterminants sociaux de ruptures biographiques individuelles 263

2.1 Une rupture biographique récurrente : le « déclic » du pic pétrolier 264

2.2 Disponibilité biographique pour un basculement impliquant 271

3- Logique sociale de la désillusion catastrophiste 278

3.1 Une génération pionnière arrivant en fin de carrière militante 279

3.2 Une génération primo-militante persuadée qu'elle vivra les catastrophes 283

II- IDENTITE CATASTROPHISTE : INCARNER UN AGENDA POLITIQUE SURDETERMINANT 289

1- S'identifier : communauté d'héritage et communauté d'avenir 291

1.1 Filiations théoriques 292

1.2 Projections fictionnelles 295

1.3 Anticipations pratiques 298

2- S'aligner : le cadrage politique et la légitimation d'une cause collective 303

2.1 Des processus de cadrage qui donnent sens aux expériences catastrophistes 303

2.2 Connexion de cadres : politiser l'enjeu technique du pic pétrolier 307

2.3 Extension de cadre : rallier les anticapitalistes et les anti-productivistes 311

2.4 Amplification de cadre : exalter l'autonomie et la convivialité 318

2.5 Transformation de cadre : convaincre que la sobriété peut être heureuse ? 324

3- Agir : le primat de l'identité catastrophiste sur la conquête du pouvoir 332

3.1 Le détachement des catastrophistes à l'égard des logiques institutionnelles 332

3.2 L'affirmation identitaire de l'agenda catastrophique dans le champ politique 336

III- DEDUCTIONS : LA POLITISATION DU TEMPS PERDU 341

1- Déduction politique : l'assèchement des espoirs de maîtrise institutionnelle 343

1.1 Vingt-cinq ans de développement durable : désillusions et défections 343

1.2 La montée en puissance des théories et des politiques d'adaptation 350

1.3 Le fil vert : souvenirs, mémoire et politisation du temps perdu 356

2- Déduction scientifique : évolutivité des diagnostics géologiques et climatiques 362

2.1 Pic pétrolier : trop tard pour éviter un choc énergétique mondial ? 363

2.2 Réchauffement climatique : trop tard pour enrayer l'emballement ? 371
2.3 Un travail politique nécessairement inachevé : la synthèse catastrophiste 376
3- Un ré-enchâssement du politique dans la matérialité catastrophique *382*
3.1 Le matérialisme catastrophiste au prisme de la sociologie environnementale 383
3.2 Entre mémoire et prophétisme : la catastrophe comme agent révolutionnaire 387

IV- ANTICIPATIONS : LA POLITISATION DU TEMPS QU'IL RESTE 393
1- Continuité : prolonger le projet démocratique dans un temps infini *394*
1.1 Temps long, myopie démocratique et lunetterie institutionnelle 395
1.2 Une dissonance politique : le long terme au défi des contractions catastrophiques 401
2- Rupture : recentrer le projet démocratique dans le temps de la fin *408*
2.1 Regards de la green political theory sur les dilemmes écolo-démocrates 408
2.2 Une proposition théorique émergente : le délai plutôt que la durée 416
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 427

PARTIE III : DELIBERATIONS 431

I- DISPOSITIFS ET METHODES POUR UNE PRATIQUE POLITIQUE DE L'HEURISTIQUE DE LA PEUR .. 441
1. La réhabilitation partielle des émotions par la théorie démocratique *443*
1.1 L'impossibilité pratique de bannir les émotions hors du jeu politique 444
1.2 Le rôle ambivalent de la peur en politique 445
1.3 Les propositions philosophiques pour une heuristique de la peur 448
1.4 L'éclairage de la sociologie des mobilisations sur le travail émotionnel des militants 451
2. Le travail émotionnel des militants pour encadrer l'heuristique de la peur *452*
2.1 Retranscrire et partager un choc moral : la découverte du pic pétrolier 453
2.2 Dispositifs de sensibilisation : les projections publiques de documentaires 459
2.3 Méthodes d'accompagnement politique pour une canalisation heuristique de la peur 464
3. L'intégration de l'heuristique de la peur à des processus délibératifs *470*
3.1 Le rôle de la peur comme condition de la raison délibérative 471
3.2 Prolongements professionnels et institutionnels 475

II- RECITS CATASTROPHISTES : RESONANCES NARRATIVES CONTRE DISSONANCES COGNITIVES .. 481
1- « Savoir n'est pas croire » : les obstacles aux croyances catastrophistes *483*
1.1 La supraliminarité et les méthodes pour la minimiser 484
1.2 Dissonances cognitives et dissonances sociales 488
2- Travail militant : résonances narratives contre dissonances cognitives *493*
2.1 Une stratégie de contestation narrative des grands récits continuistes 494
2.2 L'histoire de Cuba sans pétrole : « The Power of Community » 498
2.3 L'histoire de la Seconde guerre mondiale : « The New Home Front » 501

2.4 L'histoire qu'il reste à écrire : « In Transition 1.0 » 505
3- Délibérations narratives : le Plan de décroissance énergétique de Totnes *510*
3.1 L'accompagnement politique d'une délibération locale à visée narrative 511
3.2 Formalisation, professionnalisation et institutionnalisation 515

III- TERRITORIALISATION DES DELIBERATIONS CATASTROPHISTES 521
1- L'idéal de relocalisation à l'épreuve de la contraction temporelle *522*
1.1 Le rôle structurant de la relocalisation dans l'idéal écologiste 523
1.2 Résilience : de la relocalisation idéale à la relocalisation en catastrophe 527
1.3 La dénonciation du risque survivaliste comme ressource démocratique 531
2- Confronter le projet catastrophiste à la matérialité d'un territoire *535*
2.1 Des ressources matérielles pour manger, se chauffer, se soigner 535
2.2 Ressources communautaires et valorisation des savoir-faire locaux 539
2.3 Communautés locales et collectivités territoriales 542
3- La délibération territoriale comme pédagogie catastrophiste *546*
3.1 Le renouvellement de l'action directe par son recentrage sur la résilience 546
3.2 La « pédagogie des catastrophes » comme travail politique territorial 550
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE 557

CONCLUSION : LA CATASTROPHE COMME PROCESSUS POLITIQUE 561
1- Une proposition méthodologique pour l'étude des mobilisations catastrophistes *562*
2- Une inscription du catastrophisme dans l'histoire des idées politiques *565*
3- L'invitation à une approche réflexive de la trajectoire politologique *568*

ANNEXES 573
1- Liste de nos soixante-cinq séquences d'observation participante *573*
2- Liste de nos trente interventions publiques en contexte militant *588*
3- Principaux résultats électoraux de la décroissance en France *593*
4- Portrait des principaux militants régulièrement observés *600*
5- Document : « Le pari de l'effondrement » *610*

BIBLIOGRAPHIE ET FILMOGRAPHIE 613
INDEX 651

Introduction

« Animus ex ipsa desperatione sumatur. »[1]

Novembre 2009, Besançon (France) : l'équipe d'*Entropia*, la *« revue d'étude théorique et politique de la décroissance »*, organise une journée de tables rondes sur le thème de sa septième livraison, l'effondrement[2]. Environ deux cents auditeurs sont réunis pour écouter la quinzaine d'intervenants réunis, parmi lesquels plusieurs *« têtes d'affiche »* de la décroissance (entre autres, l'économiste Serge Latouche, le député français Yves Cochet et le député belge Paul Lannoye). Des exposés et des débats avec la salle, il ressort que presque tous s'accordent à dire qu'un *« effondrement »* est en cours, et que des temps difficiles s'annoncent du fait de la convergence des crises écologiques, énergétiques, financières, économiques, politiques, sociales, alimentaires, sanitaires, etc. L'ambiance s'avère quelque peu anxiogène. Néanmoins, certains militants présents insistent aussi sur les *« raisons d'espérer »*, en affirmant que cet effondrement généralisé pourrait être l'élément déclencheur qui permettra l'émergence de sociétés enfin plus écologiques et plus humaines. Quelques semaines plus tard, nous saisissons l'occasion d'un entretien avec l'un des orateurs qui avait terminé son intervention sur une note d'espoir. Mais cette fois, en privé, il tempère son optimisme, tout en expliquant avoir cédé à une forme de pudeur qui limite la propension à tenir des propos trop pessimistes à une tribune. Sur le ton de la confidence, il nous dit craindre que l'effondrement en cours ne soit déjà trop avancé pour encore pouvoir être désamorcé sans douleur : *« Je pense qu'on est tous à peu près d'accord là-dessus, mais que c'est un constat difficile, qui reste difficile à assumer quand on parle en public… C'est un peu l'innommable de la décroissance. »*

Juin 2010, Newton Abbot (Royaume-Uni) : le réseau des *Transition Towns* organise les rencontres annuelles du mouvement. Celui-ci bénéficie alors d'un succès relativement important, étant devenu l'un des mouvements écologistes britanniques les plus dynamiques des deux ou trois dernières années. Au deuxième jour de ces rencontres, un atelier est

---

[1] *« Trouvons notre courage dans notre désespoir même »* : maxime attribuée à Sénèque, reprise en conclusion de son intervention par Philippe Bihouix, ingénieur spécialiste du pic des ressources et objecteurs de croissance, à Paris, le 16 décembre 2011, dans le cadre des séminaires organisés par l'Institut Momentum.

[2] « L'Effondrement… et après ? », *Entropia*, vol. 7, septembre 2009. Voir aussi le site internet de la revue : www.entropia-la-revue.org (consulté le 11 novembre 2011).

organisé sur le thème de l'avenir du mouvement, ou plus exactement du contexte dans lequel le mouvement devra évoluer. La centaine de participants est donc invitée à se répartir en petits groupes de six ou sept militants, chaque groupe devant imaginer ce que sera le contexte national et mondial dans un an, dans cinq ans et dans dix ans. Chacun doit alors raconter comment il imagine l'évolution du monde d'ici-là, puis celle du mouvement lui-même, pour finalement illustrer ses propos par des dessins et comparer les résultats obtenus avec les autres groupes. Dans un premier temps, tous les groupes parviennent à imaginer et à illustrer 2011 : les militants évoquent des crises financières, des ruptures d'approvisionnement énergétique, d'autres problèmes encore, mais qui restent finalement d'une ampleur gérable. Cependant, dès qu'il faut imaginer 2015, certains groupes vacillent : chocs pétroliers majeurs, réfugiés climatiques, effondrements financiers… Certains militants refusent d'aller plus loin, ou estiment ne pas en avoir la force, et décident d'arrêter l'exercice. Les scénarios de 2020 sont à peu près de la même teneur, et aboutissent à des dessins reflétant cette anxiété, entre accidents nucléaires, pénuries énergétiques et chaos social. Quelques militants ont quitté la salle les larmes aux yeux. L'atelier a été si éprouvant que les animateurs des rencontres ressentent le besoin d'organiser le lendemain une séance de discussion collective sur cette expérience, pour se réconforter en la relativisant. À cette occasion, l'un des participants conclut : *« Finalement, tout cela nous le savions déjà… Simplement nous ne voulions pas le voir. »*

De telles scènes ne sont pas rares dans les mouvements pour la décroissance et pour la transition, respectivement apparus en marge des démocraties représentatives française en 2002, et britannique en 2005. Elles peuvent dérouter au premier abord, par la manière dont l'engagement militant y semble saturé d'émotions et de croyances que l'on pourrait qualifier d'*« atypiques »*. Mais pour cette même raison, elles suscitent aussi des interrogations qui touchent à plusieurs niveaux d'analyse. D'abord, on peut s'interroger sur le contenu de la croyance de ces militants, en se demandant plus précisément quel est cet avenir anxiogène qu'ils anticipent avec tant de conviction que certains se sentent gênés d'en parler en public, voire ne peuvent s'empêcher d'en pleurer. Un sociologue des mobilisations pourrait plutôt être intrigué par le fait que le pessimisme – apparemment radical – de ces réseaux n'ait pas débouché sur une démobilisation massive, et se demanderait alors quelles sont les ressources collectives qui ont pu être mobilisées pour entretenir l'engagement au service d'un mouvement politique. Quant au théoricien de la démocratie, il souhaiterait vraisemblablement comprendre comment ces mouvements se situent par rapport aux institutions représentatives,

en se demandant pourquoi ces militants semblent ne plus croire en la capacité du système démocratique à désamorcer les désastres pressentis.

La dimension *catastrophiste* de ces deux mouvements constitue un élément de réponse incontournable à chacune de ces interrogations. Le travail qui va suivre est une thèse sur les idées et les pratiques politiques catastrophistes qui sont apparues en marge des démocraties représentatives, dans les années 2000, en France avec le mouvement pour la décroissance, et au Royaume-Uni avec celui pour la transition. L'étude de ces deux réseaux nous permettra de mener une réflexion sur les outils et les méthodes analytiques dont dispose la sociologie des mouvements sociaux pour appréhender des mobilisations atypiques, numériquement peu importantes, mais porteuses de questionnements innovants sur les modèles explicatifs de l'engagement politique. Enfin, nous tâcherons de montrer comment la sociologie des mobilisations catastrophistes contemporaines peut contribuer à interroger originalement certains éléments-clés de la théorie démocratique, en l'invitant à se confronter davantage à la dimension matérielle des conditions d'existence de toute communauté politique.

1- Le catastrophisme écologiste et l'esprit du temps

Dans *Accélération* (2005), le sociologue allemand Hartmut Rosa ébauchait une théorie sociale fondée sur l'idée que la modernité tardive, depuis les années 1970, avait profondément altéré notre rapport au temps[1]. En faisant de l'accélération sociale la principale composante de la dynamique de la modernité, il aspirait à fonder sociologiquement le constat diffus selon lequel les sociétés contemporaines sont comme prises en étau par des urgences toujours plus pressantes. L'accélération généralisée et la concurrence des urgences dessinent ainsi un *esprit du temps* qui, paradoxalement, va de pair avec un sentiment de pétrification, inspiré par l'impuissance du politique à maîtriser ces phénomènes. À l'horizon commence alors à se deviner l'image encore floue d'un point de rupture, qui serait le résultat d'une saturation de l'accélération et des urgences…

Le catastrophisme doit être compris comme une interrogation sur cet horizon de la modernité, ou comme le pressentiment d'un *seuil* au-delà duquel tout pourrait *basculer*. Nous proposons de l'étudier au prisme d'un de ses éléments particulièrement emblématiques, très significatif par la façon dont il cristallise ces inquiétudes contemporaines : *la crise écologique*

[1] Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010 (2005).

globale, c'est-à-dire ce phénomène historiquement inédit, progressivement objectivé au cours des dernières décennies, et introduisant dans nos sociétés modernes l'idée qu'elles approchent de seuils au-delà desquels les dysfonctionnements écologiques planétaires pourraient entraîner une rupture des conditions matérielles nécessaires à la perpétuation des communautés politiques. Depuis les années 1970, une importante réflexion transdisciplinaire a permis la structuration de courants scientifiques accordant une valeur paradigmatique à la crise écologique. L'éthique environnementale, la sociologie environnementale et l'histoire environnementale (entre autres[1]) ont ainsi questionné la signification et les conséquences de l'irruption écologique dans les sociétés modernes. Au sein de ce vaste mouvement théorique, la science politique a davantage tardé à s'emparer de la question, si bien que c'est seulement au début des années 1990 qu'émerge un courant comparable : celui de la *green political theory*. Celui-ci, principalement anglophone, a alors commencé à interroger certains concepts fondamentaux de la théorie démocratique au prisme de la matérialité de la crise écologique globale. Mais pendant les années 2000, la *green political theory* se voit à son tour questionnée par l'essor de mouvements sociaux comme la décroissance et la transition, qui incarnent une rupture dans le sens et les modalités de l'engagement écologiste, et qui l'invitent à se pencher sur une hypothèse encore peu explorée à ce jour : l'hypothèse d'une rupture catastrophique *proche*, qui contraindrait les sociétés modernes à refonder leur projet démocratique pour l'adapter aux contraintes matérielles de la fin de l'abondance énergétique.

1.1. Une réflexion transdisciplinaire sur les implications politiques de la crise écologique

À partir des années 1970, plusieurs champs disciplinaires se sont structurés au sein des sciences humaines, qui ont attribué à la crise écologique globale une valeur paradigmatique. C'est le cas notamment de l'éthique environnementale. Auparavant, la réflexion éthique sur la valeur morale des entités non-humaines existait, mais elle était principalement portée par des figures extérieures au champ scientifique de la philosophie proprement dit – notamment Aldo Leopold, qui était forestier lorsqu'il a formulé sa proposition d'une éthique de la terre (*« Land Ethic »*), publiée dans les années 1940, à titre posthume[2]. Il faut attendre 1971 avant que des philosophes universitaires comme John Baird Callicott s'inspirent des écrits de Leopold, ainsi que d'autres auteurs comme David Hume ou Charles Darwin, pour dispenser les premiers

[1] C'est aussi le cas en économie, avec les *Ecological Economics* : Robert Costanza (dir.), *Ecological Economics: The Science and Management of Sustainability*, New York, Columbia University Press, 1991.
[2] Aldo Leopold, *Almanach d'un comté des sables*, Paris, Aubier, 1995 (1949).

enseignements spécifiquement consacrés à l'éthique environnementale[1]. Ce courant philosophique s'est ensuite progressivement pérennisé et institutionnalisé avec la création de chaires, de revues, de formations, de programmes de recherche, de réseaux scientifiques, etc. Callicott est aujourd'hui directeur du département de philosophie de l'Université du Nord-Texas, et préside la Société internationale d'éthique environnementale. En France, les travaux de ce courant ont été importés et diffusés par des passeurs universitaires devenus spécialistes du sujet, tels que Catherine Larrère ou Hicham-Stéphane Afeissa[2]. C'est ainsi qu'un champ disciplinaire international s'est lentement structuré au sein de la communauté scientifique des philosophes, en intégrant le constat d'une crise écologique globale comme point de départ d'un questionnement radical des fondements épistémologiques de l'éthique. Cela s'est traduit par la production d'une abondante littérature scientifique, qui vise notamment à déterminer la valeur morale des entités non-humaines communément appelées *« biodiversité »*, mais aussi les principes moraux qui justifient nos responsabilités et devraient guider nos actions à leur égard. C'est donc une réflexion d'origine éthique, mais qui débouche sur des questionnements très politiques… et cela d'autant plus que, ainsi que le fait remarquer la philosophe Virginie Maris, chargée de recherche au CNRS, le débat sur la valeur morale de la biodiversité s'est imposé sous la pression d'un fait *objectif*, celui d'une inquiétante accélération des pertes de biodiversité, qui pourrait menacer à moyen terme les relatifs équilibres écosystémiques qui soutiennent notre existence :

> *« Il convient de retracer brièvement l'histoire de ce catastrophisme d'un nouveau genre. Le Déluge n'est plus derrière nous, dans un lointain passé qui aurait englouti les monstres et les genres perdus parvenant jusqu'à nous sous forme de fossiles. Il est à venir, et l'homme seul, sans intervention divine ni prédestination supranaturelle, en est la cause. »*[3]

Une trajectoire scientifique comparable est observable avec le courant scientifique de la sociologie environnementale. Il s'agit aujourd'hui d'un champ international très structuré, qui lui aussi dispose de ses propres réseaux, colloques, revues, chaires, enseignements, etc. Déjà plusieurs ouvrages collectifs volumineux en ont dressé le panorama ces dernières années[4]. La figure emblématique qui synthétise cette trajectoire scientifique collective est sans doute celle

---

[1] John Baird Callicott, *Éthique de la terre*, *sine loco*, Wildproject, 2010 (1985-2001).
[2] Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier, 1997 ; Hicham-Stéphane Afeissa, *La Communauté des êtres de nature*, Paris, MF éditions, 2010.
[3] Virginie Maris, *Philosophie de la biodiversité. Petite éthique pour une nature en péril*, Paris, Buchet-Chastel, 2010, p.27.
[4] Michael R. Redclift et Graham Woodgate (dir.), *The International Handbook of Environmental Sociology, Second Edition*, Cheltenham-Northampton, Edward Elgar, 2010 ; Riley E. Dunlap et William Michelson (dir.), *Handbook of Environmental Sociology*, Westport (CT), Greenwood, 2002.

de Riley Dunlap, qui en 1978 avait proposé avec William Catton de fonder un *« nouveau paradigme écologique »* (*« New Ecological Paradigm »*) pour la sociologie, qui consisterait à ré-enchâsser l'étude des faits sociaux dans l'environnement matériel qui leur permet d'exister[1]. Devenu Professeur à la *Oklahoma State University*, il a présidé l'*International Sociological Association's Research Comitee on Environment and Society*, et continue aujourd'hui à distinguer une *« sociologie de l'environnement »* (qui s'intéresse surtout aux représentations subjectives de l'environnement) d'une *« sociologie environnementale »* qui attribue à la crise écologique globale une véritable valeur paradigmatique, en s'inquiétant de la fragilisation *objective* des conditions matérielles qui sous-tendent tous les phénomènes sociaux[2]. Parmi les textes fondateurs de cette sociologie environnementale, il faut citer celui de William Catton, *Overshoot* (1980), pensé dans le contexte des chocs pétroliers des années 1970, et dans lequel l'auteur développe l'hypothèse sociologique selon laquelle l'accélération actuelle des consommations matérielles des sociétés modernes pourrait finir par excéder les capacités de charge de l'environnement… précipitant un effondrement économique et démographique sans précédent[3]. Plus prudent dans la forme, le sociologue britannique Stephen Cotgrove allait tout de même jusqu'à affirmer que tout scientifique devrait aujourd'hui considérer sur un pied d'égalité les thèses *catastrophistes* et les thèses *cornucopiennes* (c'est-à-dire relevant du mythe de la corne d'abondance) :

> *« It would seem prudent, for the long term interests of us all, to pay particular attention to the warnings of the Catastrophists. The cards are stacked against them: their view of reality must struggle against considerable odds. But they* could *be right. And if their vision of the future is closer to reality, and if we ignore it, then the results could well be disastrous for the future of civilization as we know it today. »*[4]

On peut encore évoquer le cas de l'histoire environnementale, née dans les années 1960 et 1970 sous l'influence d'auteurs emblématiques comme Donald Worster ou Roderick Nash[5]. Dans un article de 2009, les historiens Fabien Locher et Grégory Quenet ont retracé les étapes

---

[1] William Catton, Jr. et Riley E. Dunlap, « Environmental sociology: a new paradigm », *The American Sociologist*, vol. 13, 1978, p.41-49.
[2] Riley E. Dunlap, « The maturation and diversification of environmental sociology: from constructivism and realism to agnosticism and pragmatism », *in* Michael R. Redclift et Graham Woodgate (dir.), 2010, *op. cit.*, p.15-32.
[3] William R. Catton, Jr., *Overshoot: The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Urbana-Chicago, University of Illinois Press, 1982 (1980).
[4] Stephen Cotgrove, *Catastrophe or Cornucopia: The Environment, Politics and the Future*, Chichester-New York-Brisbane-Toronto-Singapore, John Wiley and Sons Publishing, 1982, p.120.
[5] Donald Worster, *Les Pionniers de l'écologie. Une histoire des idées écologiques*, Paris, Sang de la terre, 1992 (1977) ; Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 2001 (1967).

qui ont jalonné la structuration théorique et organisationnelle de ce courant scientifique, au fil des décennies[1]. Ils montrent comment l'histoire environnementale, après des débuts difficiles, a fait l'objet d'une reconnaissance théorique et d'une institutionnalisation croissante au sein des milieux universitaires à partir des années 1990. À la même époque, quelques précurseurs commencent à développer une approche comparable dans le monde francophone[2]. Locher et Quenet expliquent également comment cette structuration rend possible une diversification des approches et des courants internes à ce nouveau champ disciplinaire, désormais suffisamment étoffé pour produire une vraie contribution *collective* à la réflexion contemporaine sur les fondements épistémologiques de leur discipline. Là encore, la crise écologique globale se voit attribuer par certains auteurs une valeur paradigmatique, et justifie un questionnement radical de la manière de penser l'histoire moderne. On retrouve une telle approche dans l'ouvrage emblématique de John McNeill, dans *Du Nouveau sous le soleil* (2000), qui démontre que l'accélération moderne des consommations énergétiques, des dégradations écologiques et de l'expansion démographique constituent un fait historiquement sans précédent… et surtout, que ce phénomène inédit avait été permis par une relative stabilité de l'environnement, laquelle pourrait ne pas durer, si l'on examine le constat objectif de l'épuisement des sols, de la raréfaction des énergies fossiles, du réchauffement climatique, etc. Ce ré-enchâssement de l'histoire humaine dans l'histoire plus vaste de la déstabilisation environnementale globale amène ainsi l'auteur à s'interroger sur le caractère éventuellement *transitoire* des systèmes politiques et idéologiques contemporains, implicitement dépendants d'une croissance qui pourrait bientôt s'arrêter ou s'inverser dans un monde écologiquement dégradé :

> *« De fait, nous avons bâti de nouvelles politiques, de nouvelles idéologies et de nouvelles institutions reposant sur l'hypothèse d'une croissance continue. Si cette ère d'exubérance devait toucher à sa fin, ou même seulement se ralentir progressivement, alors nous ferions face à une nouvelle série d'ajustements traumatisants. »*[3]

Éthique environnementale, sociologie environnementale et histoire environnementale : ces trois disciplines montrent comment l'acceptation du caractère matériellement objectif de

---

[1] Fabien Locher et Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n°56-4, octobre-décembre 2009, p.7-37.

[2] Corinne Beck et Robert Delort, *Pour une histoire de l'environnement. Travaux du Programme Interdisciplinaire de recherche sur l'Environnement*, Actes du colloque de mars 1991, Paris, CNRS Editions, 1993 ; Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle en France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

[3] John R. McNeill, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010 (2000), p.45.

la crise écologique globale, depuis les années 1970, a permis la structuration et la maturation d'une pensée scientifique collective interrogeant les fondements épistémologiques des principales sciences humaines et sociales. Ces travaux aboutissent tous à un appel à reconsidérer certains des concepts-clés de la théorie politique ; et pourtant, il faut attendre les années 1990 pour que le courant de la *green political theory*, principalement anglophone, ne commence à initier un mouvement scientifique comparable au sein des sciences politiques.

1.2. Une théorie politique saisie par le défi écologique : la « green political theory »

C'est au début des années 1990 que commence à se structurer le courant scientifique de la *green political theory* (que l'on pourrait appeler *« théorie politique environnementale »* en français, en référence aux autres courants précédemment cités)[1]. À une époque où la plupart des politistes étudiaient les mobilisations environnementalistes ou les politiques publiques de l'environnement (*« environmental politics »*), l'émergence de ce nouveau champ disciplinaire incarnait une volonté d'expliquer la signification plus profonde de l'irruption de l'écologisme dans le monde des idées politiques. C'est ce que firent des auteurs comme Andrew Dobson ou Robert Goodin, en tentant de cartographier l'idéologie écologiste, ses idées, ses valeurs et ses propositions[2]. L'analyse de la cohérence interne de l'écologisme reste encore compatible avec une approche descriptive et distanciée, dans la lignée de l'histoire des idées politiques, et donc relativement indépendamment de tout jugement normatif concernant la réalité et l'ampleur de la *« crise écologique globale »* dénoncée par les mouvements verts. Mais dès lors qu'il s'agit d'expliquer pourquoi l'idéologie écologiste apparaît *précisément* dans les années 1970, ces auteurs doivent intégrer à leur modèle explicatif le rôle déterminant joué dans ce phénomène politique par la progressive objectivation scientifique d'une déstabilisation environnementale mondiale. Petit à petit, les politistes de la *green political theory* vont collectivement prendre acte de la réalité *objective* de cette crise globale, et questionner à leur tour certains concepts fondamentaux de leur discipline scientifique à la lumière de ce phénomène inédit.

Dans les années 1990, ce sont notamment les travaux de l'éthique environnementale qui inspirent cette évolution de la *green political theory*, en amenant certains auteurs à envisager les implications politiques de la reconnaissance d'une valeur morale à certaines entités non-humaines. C'est ainsi que dès 1992, dans *Environmentalism and Political Theory*, la politiste

---

[1] John Barry, entrée « Green political theory », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.249-252.
[2] Andrew Dobson, *Green Political Thought*, London-New York, Routledge, 2007 (1990) ; Robert Goodin, *Green*

australienne Robyn Eckersley envisage une évolution de la théorie démocratique qui élargirait la communauté morale bien au-delà des seuls êtres humains, par l'adoption d'une approche politique *« écocentrique »*, c'est-à-dire accordant une valeur intrinsèque (*en soi* et *pour soi*) à certaines entités non-humaines[1]. C'est l'un des premiers exemples de confrontation directe de la théorie démocratique aux propositions éthiques de l'écologisme, en l'occurrence l'idée que les communautés politiques ne devraient pas se penser comme isolables du reste du monde dans lequel elles s'inscrivent. Toutefois, cet argumentaire écocentrique n'introduisait pas encore de pression matérielle et temporelle très précise, et consistait surtout à expliquer pourquoi il *faudrait* élargir les communautés politiques aux entités non-humaines…

C'est au tournant des années 1990-2000 qu'un nouveau pas théorique semble franchi par certains auteurs de la *green political theory*, lorsque le réchauffement climatique global devient une réalité suffisamment objectivée pour justifier de reconsidérer à cette lumière inédite certains concepts fondamentaux de la théorie politique. Désormais, ce réchauffement global n'est plus compris comme une hypothèse, mais plutôt comme un fait matériel qui questionne certains impensés de la théorie politique : par exemple, que signifie la souveraineté pour un État dont le territoire sera définitivement submergé dans quelques décennies ? De plus, si le réchauffement climatique joue un rôle décisif dans cette évolution épistémologique, il n'est pourtant que l'un des nombreux éléments de la crise écologique globale, aux implications plus vastes encore. Un ouvrage emblématique de cet essai de recomposition théorique est *Political Theory and the Ecological Challenge* (2006), qui regroupe une quinzaine de textes analysant chacun un concept fondamental de la théorie politique au prisme de la crise écologique : le conservatisme, le libéralisme, le socialisme, le communautarianisme, le cosmopolitanisme, le nationalisme, le féminisme, la démocratie, l'État, les droits, la justice, la représentation, la liberté, la citoyenneté et la sécurité[2].

Ainsi, en une vingtaine d'années, le courant de la *green political theory* est passé de l'étude distanciée de l'écologisme (comme une idéologie parmi d'autres) à un questionnement épistémologique sur les implications de la matérialité de l'environnement pour les fondements de la théorie démocratique. La déstabilisation écologique globale, dont la réalité ne peut plus raisonnablement être niée (ni dans son principe, ni dans la multiplicité de ses implications

---

Political Theory, Cambridge, Polity Press, 1992.

[1] Robyn Eckersley, *Environmentalism and Political Theory: Toward an Ecocentric Approach*, London, UCL Press, 1992.

[2] Andrew Dobson et Robyn Eckersley (dir.), *Political Theory and the Ecological Challenge*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

concrètes) devient ainsi une injonction à se pencher sur des impensés de la science politique, sur des postulats implicites qui n'étaient pas problématiques tant que l'idée de crise écologique globale ne restait qu'une hypothèse discutable… mais qui le deviennent aujourd'hui avec l'accroissement d'une pression matérielle objective sur les communautés politiques. Le premier de ces impensés est que les communautés politiques sont toujours *inscrites dans un environnement écologique qui conditionne leur perpétuation*, et qui peut être irréversiblement altéré par les activités humaines. En intégrant cette idée à leur cadre théorique et épistémologique, les auteurs de la *green political theory* ne font que prendre acte de certaines avancées récentes des sciences de la vie et de la Terre, par exemple sur le risque réel d'un basculement écosystémique global, à horizon 2050, tel que le montrait en juin 2012 un article de la revue *Nature*[1].

Le courant de la *green political theory* n'est ni complètement homogène, ni totalement stabilisé. La diversité des revues, des chaires et des enseignements qui le structurent permet la coexistence de multiples approches, non réductibles les unes aux autres. Mais il constitue tout de même un champ théorique suffisamment élaboré pour avoir produit, au sein de la science politique, des outils et des méthodes analytiques qui accordent à la crise écologique globale une vraie valeur paradigmatique. Il contribue ainsi à nous donner les moyens de penser les implications théoriques et pratiques de cette évolution du monde pour les communautés politiques contemporaines et futures. Cela inaugure un espace scientifique dans lequel la perspective catastrophiste, plutôt anomale aux yeux de la théorie politique conventionnelle, va progressivement gagner en sens et en cohérence, à mesure que nous expliquerons la manière dont les penseurs et les militants qui l'incarnent conçoivent l'*insertion* des communautés politiques dans un environnement global au bord du basculement.

1.3. L'essor récent de deux mobilisations catastrophistes : la décroissance et la transition

Jusqu'ici, la *green political theory* a privilégié une approche principalement théorique, en confrontant notamment les théories démocratiques à des données issues d'autres champs disciplinaires, tels que l'éthique environnementale ou les sciences de la vie et de la Terre. Au cours des années 2000, il s'est opéré un certain renouvellement dans le sens et les modalités des mobilisations écologistes, qui pourrait amener ce courant théorique à envisager certaines voies de recherche encore peu explorées. Cette évolution s'est notamment opérée au sein de

[1] Anthony D. Barnosky, Elizabeth A. Hadly & al., « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature*,

deux mouvements dissemblables, mais fortement comparables : d'une part celui de la *décroissance*, né vers 2002, principalement francophone, et d'autre part celui des *Transition Towns*, apparu vers 2005 au Royaume-Uni, mais assez largement internationalisé depuis lors. Tous deux constituent des mouvements sociaux faiblement structurés, se constituant aux marges de la démocratie (en raison principalement de leur absence de visée électorale), mais qui portent cependant une critique proprement politique aux mécanismes représentatifs. Et surtout, ils incarnent dans le champ politique un engagement innovant par sa dimension *catastrophiste*, perceptible au fait que les penseurs et les militants affichent, dans leurs discours et dans leurs pratiques politiques, la conviction qu'un basculement écologique global s'annonce à court ou moyen terme.

Le *mouvement de la décroissance* est un mouvement social aux effectifs peu nombreux, très faiblement structuré, né en France en 2002, sur l'initiative d'une convergence de militants majoritairement issus des réseaux écologistes, altermondialistes, libertaires, critiques du développement, etc.[1] Les membres de ce mouvement évitent généralement de se présenter comme des *« décroissants »* (terme qui pourrait ne renvoyer qu'à des pratiques quotidiennes de sobriété potentiellement apolitiques) et adoptent plutôt l'appellation d'*« objecteurs de croissance »*, revendiquant ainsi une filiation avec les objecteurs de conscience dont l'acte de refus était investi d'un sens hautement politique. Dès l'origine, la dimension politique a été pleinement assumée, quand ces réseaux émergents se sont mobilisés pour tenter de récolter les 500 parrainages qui auraient permis à Pierre Rabhi, figure de l'agro-écologie dans les Cévennes, d'être le candidat de la décroissance aux élections présidentielles de 2002. Par la suite, des objecteurs de croissance ont régulièrement été candidats à des élections nationales ou locales, quelques-uns parvenant même à se faire élire localement (par exemple à Saint-Nazaire), mais sans que cela ne constitue la priorité stratégique de ces réseaux. En 2012, quatre micro-partis français se revendiquaient de la décroissance, mais aucun ne pouvait véritablement prétendre représenter le mouvement dans son ensemble. La relative visibilité politique de la décroissance est surtout le fait d'une intense production éditoriale, autour de périodiques (*Entropia*, *Silence*, *La Décroissance*, etc.) et de plusieurs dizaines d'essais de défense-illustration (dont les plus diffusés ont été ceux de l'économiste hétérodoxe Serge Latouche et ceux du politologue-conférencier Paul Ariès). À partir de 2007, la constitution du

---

vol. 486, 7 juin 2012, p.52-58.

[1] Stéphane Lavignotte, *La Décroissance est-elle souhaitable ?*, Paris, Textuel, 2010 ; Timothée Duverger, *La Décroissance, une idée pour demain. Une alternative au capitalisme, synthèse des mouvements*, Paris, Sang de la Terre, 2011.

réseau *Research and Degrowth* a symbolisé l'ambition paradigmatique du mouvement dans le domaine économique, et la décroissance est désormais un sujet d'atelier lors des rencontres scientifiques internationales de la *European Society for Ecological Economics*[1]. En parallèle, le mouvement pour la décroissance s'incarne aussi dans une stratégie d'agitation politique appuyée sur un vaste répertoire d'actions collectives, qui allie des habitudes de consommation engagée[2], des pratiques coopératives[3], des actions de désobéissance civile anti-publicitaire[4], l'organisation de marches, de conférences, etc. Le mouvement politique de la décroissance, bien qu'idéologiquement hétérogène, se situe dans la lignée revendiquée de l'écologisme des années 1970, tant par sa conflictualité interne que par ses idées (ferme affirmation de limites à la croissance[5]) et par ses modalités pratiques (très nette réticence à toute formalisation organisationnelle qui pourrait impliquer une centralisation ou une hiérarchisation interne, mais identité politique et intellectuelle significative grâce à la diffusion de périodiques[6]). D'existence très récente dans le champ politique, ce mouvement demeure peu étudié par les sociologues et politistes : ainsi Sylvie Ollitrault, dans un ouvrage par ailleurs assez complet sur le militantisme écologiste en France, n'évoque-t-elle la décroissance qu'en une seule occasion, en tant qu'idéologie anti-consumériste[7].

La *transition* est un réseau davantage structuré, et donc plus facile à cerner dans le cadre d'une étude des mobilisations. Né en 2005, initialement cantonné à Totnes (petite ville de 9000 habitants dans le Devon, au Royaume-Uni), le mouvement s'est rapidement répandu : il comptait en juin 2012 près d'un millier de groupes locaux, principalement dans les pays anglophones, et coordonnés par une ONG, le *Transition Network* (dont le siège est à Totnes). Chaque groupe local a vocation à concevoir et mettre en œuvre des stratégies de résilience

---

[1] Joan Martínez-Alier, Unai Pascual, Franck-Dominique Vivien et Edwin Zaccai, « Sustainable De-Growth: Mapping the Context, Criticisms and Future Prospects of an Emergent Paradigm », *Ecological Economics*, 69, 2010. URL : http://www.web.ca/~bthomson/degrowth/degrowth_history.pdf (consulté le 12 mars 2012). Il y a eu des sessions spéciales sur la décroissance lors des rencontres internationales de la *European Society for Ecological Economics* à Istanbul, en juin 2011 : http://www.esee2011.org/ (consulté le 12 octobre 2012).

[2] Ève Chiapello et Anne Hurand, « Se détacher de la consommation : enquête auprès des objecteurs de croissance en France », *in* Sandrine Barrey et Emmanuel Kessous (dir.), *Consommer et protéger l'environnement. Opposition ou convergence ?*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.113-134 ; Sophie Dubuisson-Quellier, *La Consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p.96-103.

[3] Claire Lamine, *Les AMAP. Un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*, Gap, Yves Michel, 2008.

[4] David Hiez et Bruno Villalba (dir.), *La Désobéissance civile. Approches politique et juridique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008.

[5] Michaël Bruckert, *Généalogie et circulation du concept de décroissance*, Mémoire de recherche de HEC, sous la direction d'Ève Chiapello, 2007.

[6] Émilie Van Der Henst, *Intellectuels décroissants. La construction d'un espace intellectuel autour de la décroissance*, Mémoire de recherche de Lille 2, sous la direction de Bruno Villalba, 2007.

[7] Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p.193.

locale face à un pic pétrolier supposé imminent : cette focalisation sur la question pétrolière, associée à la question climatique, a été diagnostiquée par les politistes John Barry et Stephen Quilley comme la principale inspiration de la sensibilité catastrophiste du mouvement[1]. Plus récent encore que la décroissance, il a jusqu'à présent fait l'objet de peu de publications académiques. Sa structuration en réseau est davantage formalisée et centralisée, autour du *Transition Network* et du leader Rob Hopkins, professeur de permaculture[2], docteur diplômé de l'Université de Plymouth[3] et auteur de l'ouvrage séminal du mouvement[4]. Les initiateurs du réseau ont beaucoup été inspiré par les activités d'une université privée basée à Totnes, le *Schumacher College*, qui depuis 1991 dispense des formations sur les théories et les pratiques écologistes radicales, dans la lignée des travaux de l'économiste Ernst Friedrich Schumacher et du biologiste James Lovelock[5]. Dans la sphère publique, le répertoire d'action des groupes locaux se concentre surtout sur l'organisation de conférences, de kermesses, de projections de documentaires, rappelant certaines pratiques de l'éducation populaire, mais nettement centrées sur les questions pétrolières et climatiques. Ces groupes locaux recourent aussi à des pratiques coopératives (jardins partagés, monnaies locales), voire à des pratiques locales d'expertise (production de documents proposant une stratégie communale de reconstruction de la résilience[6]). Il arrive que des membres de la transition participent aux exécutifs locaux (conseil municipal, conseil de district), mais le cas reste rare, et la stratégie du mouvement est majoritairement extra-institutionnelle. Enfin, la focalisation sur l'action à l'échelle locale a conduit à une formalisation plus nette des méthodes d'animation politique territoriale, avec l'expérimentation de pratiques délibératives visant à accompagner la population dans la construction d'un projet territorial catastrophiste (par exemple en rédigeant un plan communal de décroissance énergétique).

---

[1] John Barry et Stephen Quilley, « The transition to sustainability: Transition Towns and sustainable communities », *in* Liam Leonard et John Barry (dir.), *The Transition to Sustainable Living and Practice*, *Advances in Ecopolitics*, vol.4, Bingley, Emerald, 2009, p.1-28.

[2] La permaculture est un mouvement d'inspiration écologiste, à la fois philosophique et agricole, initié dans les années 1970 par des précurseurs comme les Australiens Bill Mollisson et David Holmgren, visant à favoriser la relocalisation et l'autosuffisance par des méthodes de conception de systèmes agricoles et sociaux s'inspirant des écosystèmes naturels et pouvant harmonieusement s'y intégrer.

[3] Robert John Hopkins, *Localisation and Resilience at the Local Level: The Case of Transition Town Totnes (Devon, UK)*, Thèse de doctorat, *School of Geography, Earth and Environmental Science*, *University of Plymouth*, 2010. URL: http://xa.yimg.com/kq/groups/22317429/1112065515/name/RobHopkins+PhD+-+2010.pdf (consulté le 12 octobre 2012).

[4] Rob Hopkins, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010 (2008).

[5] Ernst Friedrich Schumacher, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil, 1978 (1973). Sur le *Schumacher College*, voir : www.schumachercollege.org.uk (consulté le 12 octobre 2012).

[6] Transition Town Totnes, Jacqi Hodgson et Rob Hopkins, *Transition in Action: Totnes and District 2030, an Energy Descent Action Plan*, Totnes, Transition Town Totnes, 2010.

Les penseurs et les militants qui incarnent ces deux mouvements sont rarement soucieux des débats épistémologiques qui agitent la *green political theory*… et souvent, ils en ignorent même l'existence. Mais la manière dont ils témoignent d'une rupture du sens et des modalités de l'engagement écologiste au début du XXIe siècle pourrait contribuer à attirer l'attention de ce champ disciplinaire sur un phénomène nouveau, et potentiellement très significatif dans le cadre épistémologique qui est le sien : *la rationalisation politique du catastrophisme*, entendu comme la traduction en idées, en discours et en pratiques politiques de la ferme conviction qu'un basculement écologique global imminent s'apprête à remettre en cause les conditions matérielles de la perpétuation du projet démocratique moderne.

Qualifier de *« catastrophistes »* les mouvements de la décroissance et de la transition est un choix que nous faisons, et qu'il nous faut justifier. En effet, peu des militants concernés se définissent spontanément ainsi, et beaucoup refuseraient même cette étiquette, si elle n'était pas davantage expliquée. Mais selon nous, lorsque les militants refusent d'être ainsi désignés, c'est à cause de la connotation très péjorative du terme *« catastrophisme »* dans le langage politique courant, où il sonne comme l'accusation d'une sorte de fascination pathologique et paralysante pour la catastrophe… Or ce n'est évidemment pas à ce catastrophisme-là que nous pensons. Si ces mouvements peuvent objectivement être qualifiés de *« catastrophistes »*, c'est parce qu'ils entretiennent *la conviction qu'une ère politique et économique est en train de se refermer définitivement avec la fin annoncée de la croissance*, pour le meilleur et pour le pire. Ils conçoivent leur engagement politique comme devant s'adapter à un monde qui est en train de *basculer*, sous l'effet de ruptures écologiques majeures. Tel que nous l'employons, le mot *« catastrophisme »* renvoie à cette pensée du basculement, de la rupture, de la discontinuité majeure (à la fois écologique, économique, sociale et politique) qui confère à ces mouvements leur relatif atypisme politique, quand ils assurent que la croissance ne reviendra *jamais*, que le secteur aéronautique est *condamné*, que la mondialisation n'aura été qu'une *parenthèse* de notre histoire, etc. Ainsi compris, le catastrophisme est un mode de pensée qui peut structurer un engagement politique, quand un militant commence à *adapter* ses pratiques politiques au basculement global qu'il pressent. Bien sûr, ni la décroissance, ni la transition ne doivent être *réduites* à des mobilisations catastrophistes, mais elles partagent malgré tout une même *dimension*, une même *sensibilité* catastrophiste, à la fois perceptible dans leurs idées, leurs discours et leurs pratiques politiques. Elles peuvent être qualifiées de catastrophistes, parce qu'elles n'hésitent pas à faire de la catastrophe un élément central de leurs interventions dans l'espace public. Et même si

certains des militants concernés relativisent ou refusent ce terme, il faut pourtant y recourir pour désigner un phénomène bien réel, et qui ne devrait pas rester inintelligible – à savoir, cette manière qu'ont les militants de la décroissance et de la transition de faire de la politique comme *« à l'ombre des catastrophes »*, en réintroduisant sans cesse, comme critère de pertinence de leur engagement, leur certitude de vivre dans une époque de basculement du monde.

À l'origine du catastrophisme des mouvements pour la décroissance et la transition, il y a eu, au tout début des années 2000, la diffusion par l'ASPO (*Association for the Study of Peak Oil and Gas*) de données affirmant que le pic pétrolier mondial serait atteint au début du XXIe siècle[1]. L'expression *« pic pétrolier »* désigne le moment à partir duquel la production mondiale de pétrole, au lieu de croître chaque année, commencera à décroître chaque année, en dépit de la demande et des investissements. La décroissance et la transition endossent les analyses selon lesquelles le pic pétrolier signifie à court terme un renchérissement dramatique des énergies, et à moyen terme des pénuries qui rendront définitivement impossible le retour de la croissance, au risque du chaos politique (selon un scénario qui a constitué la trame de plusieurs rapports officiels des années 2000[2]). La rupture catastrophique n'est pas un projet, mais un *destin matériel*, qui rendra rapidement obsolète le projet démocratique moderne fondé sur l'expansion perpétuelle par la croissance, le progrès technique, le développement, etc. Et c'est au sein de ce destin que les deux mouvements prétendent formuler un nouveau projet démocratique, extrait de l'imaginaire de l'abondance matérielle, et recentré sur les enjeux-clés que sont pour eux l'autonomie, l'équité et la sobriété heureuse. À leurs yeux, la démocratie ne pourra se perpétuer qu'au prix de cette *reformulation du projet démocratique*. C'est ce projet politique qu'ils font vivre en marge des démocraties représentatives contemporaines ; c'est lui qui leur donne cette dimension atypique qui questionne nos méthodes sociologiques d'appréhension des processus de mobilisation ; et c'est lui qui pourrait inspirer de nouvelles pistes de réflexion à la théorie politique environnementale pour

---

[1] L'ASPO est une association fondée en 2000, notamment par des géologues à la retraite, et qui s'est donné pour mission d'alerter le public sur les dangers du pic pétrolier mondial qu'ils estiment imminent. Ses travaux ayant joué un rôle déterminant dans le lancement des mouvements pour la décroissance et pour la transition, nous aurons souvent l'occasion d'y faire référence. URL : http://ww.peakoil.net (consulté le 12 octobre 2012).

[2] Notamment le *« rapport Hirsch »*, qui avait été commandé par le Département de l'Énergie aux États-Unis : Robert L. Hirsch, Roger Bezdek et Robert Wendling, *Peaking of World Oil Production: Impacts, Mitigation and Risk Management*, New York, Nova Science Publishers, 2006. L'armée allemande a également publié un rapport sur le sujet en 2010 : Zentrum für Transformation der Bundeswehr, *Sicherheitspolitische Implikationen knapper Ressourcen*, Strausberg, 2010 ; Hervé Kempf, « L'armée allemande et le pic pétrolier : voilà le document », *Reporterre*, 16 septembre 2010, http://www.reporterre.net/spip.php?article1276 (consulté le 12 octobre 2012).

comprendre les implications de l'inféodation de toute communauté politique à un environnement qui n'est pas immuable.

2- La politique à l'ombre des catastrophes

Depuis les années 1970, le tournesol a été identifié comme la fleur symbolisant l'idéal écologiste. Tourné vers le soleil, il aime la chaleur et la lumière. Il résume une aspiration à se détacher des énergies fossiles pour réconcilier les sociétés humaines avec des cycles naturels pratiquement éternels. Ce symbole est encore largement valable. Toutefois, l'essor des deux mouvements catastrophistes que nous venons de présenter suggère que quelque chose a peut-être changé dans les réseaux écologistes des années 2000. Au fil des décennies, le diagnostic scientifique relatif à la réalité et à l'ampleur de la crise écologique globale n'a cessé de se radicaliser. La perspective de voir advenir de grandes ruptures énergétiques (pic pétrolier), écosystémiques (sixième grande extinction) ou climatiques (emballement du réchauffement global) a progressivement gagné en plausibilité. Tout cela laisse désormais planer comme une ombre sur l'écologie politique contemporaine : *l'ombre des catastrophes*, qui signerait l'échec de ce courant politique qui prétendait changer la société pour les prévenir. L'idéal écologiste s'en trouve comme assombri. Le tournesol écologiste peut-il réellement *s'adapter* à l'ombre des catastrophes ? Une étude des mobilisations contemporaines de la décroissance et de la transition peut nous aider à répondre à cette question. Ce sont deux mouvements écologistes qui ont prospéré à la manière de fleurs des zones ombragées, en s'adaptant au manque de luminosité, là où d'autres auraient pu dépérir. L'ombre des catastrophes qu'ils pressentent leur est à la fois une *contrainte* et une *ressource* politique. Elle est une contrainte quand il leur faut confronter leurs aspirations utopiques à la noirceur de leurs craintes, et elle est une ressource quand elle laisse entrevoir la nécessité d'une refondation politique après les grandes ruptures qui matérialiseraient le basculement du monde. En développant un *militantisme à l'ombre des catastrophes*, ils ont contribué à renouveler le sens et les modalités de l'engagement écologiste au début du XXIe siècle. Cette évolution fournit un point de départ tangible pour questionner l'adaptabilité des théories politiques et des pratiques démocratiques à la perspective – désormais plausible, à en croire les sciences naturelles – d'une précipitation de ruptures écologiques majeures.

Les mobilisations catastrophistes contemporaines promeuvent un projet politique de reformulation démocratique qui invite la théorie politique à s'interroger sur l'inscription des

communautés politiques dans les contraintes liées à leur condition matérielle et temporelle. En effet, si les mobilisations pour la décroissance et la transition se situent principalement à l'écart des institutions représentatives, en revanche, elles restent fermement attachées à l'idéal démocratique. Mais leur conviction de l'imminence de ruptures écologiques catastrophiques les amène à douter de la viabilité de la version moderne du projet démocratique, qui semble trop intrinsèquement liée à un imaginaire d'abondance matérielle consubstantiel aux idées de progrès technique, d'expansion économique, de développement, de disponibilité énergétique, etc.[1] Leur catastrophisme est une négation de ces grands récits continuistes sur lesquels la démocratie moderne s'est édifiée et légitimée… et c'est ce qui les rend difficiles à situer par rapport aux théories démocratiques contemporaines, qui ont été développées et consolidées dans une période d'expansion économique sans précédent historique, et particulièrement peu propice au questionnement des limites matérielles au projet moderne.

L'hypothèse catastrophiste s'ancre dans une conception discontinuiste de la temporalité politique, où l'ère de relative abondance dans laquelle nous vivons est comprise comme une période transitoire de l'histoire humaine… donc une période qui a eu un début, et qui aura une fin – une fin qui n'est pas à proprement parler un instant. C'est cette fin, notamment, qui concentre l'attention des réseaux politiques catastrophistes contemporains : selon eux, elle prendra la forme d'une rupture systémique, dont la dimension matérielle entraînera nécessairement une recomposition radicale du politique, soit du fait de l'effondrement de l'idée démocratique, soit grâce à la refondation de cette idée dans un esprit plus compatible avec la contraction définitive des ressources matérielles et énergétiques. C'est à cette refondation que les mouvements pour la décroissance et pour la transition prétendent œuvrer, mais cette tâche n'est pas sans paradoxe. En effet, l'hypothèse catastrophiste introduit dans le jeu démocratique *la perspective de finitudes et d'irréversibilités non-négociables*, dont la convergence réduirait la marge de manœuvre des communautés démocratiques, en dépit de toute prétention volontariste – par exemple, la fin du pétrole ou la disparition d'une ressource halieutique. Or cette idée de contrainte extra-sociale et non-négociable peut aisément sembler contredire l'essence de la théorie démocratique, par la manière dont elle déprécie l'étendue du

[1] Depuis la fin des années 1990, plusieurs ouvrages à la marge des sciences politiques ont questionné la manière dont l'esprit démocratique s'est progressivement imbriqué avec ces idées, au point qu'il est difficile aujourd'hui de le penser indépendamment d'elles. Sur les idées de développement, de disponibilité énergétique et de progrès technique, voir respectivement : Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, 3e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2007 (1997) ; Timothy Mitchell, *Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone*, Alfortville, Éditions è®e, 2011 ; Alain Gras, *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007.

pouvoir de la délibération et de l'autodétermination : de ce point de vue, en effet, ce serait à l'idéal démocratique de s'adapter à la finitude des ressources, et non l'inverse. Ce que nous tâcherons d'expliquer, c'est que l'énonciation et la politisation de l'hypothèse catastrophiste peuvent paradoxalement ouvrir des espaces délibératifs inattendus, en accroissant par exemple l'importance symbolique et politique d'une ressource en voie de disparition, dont il faut alors réévaluer et re-hiérarchiser les usages en fonction de leur degré de légitimité dans un contexte de finitude non-négociable. C'est du moins ce que laissent entrevoir les processus délibératifs initiés par certains des groupes catastrophistes dont nous allons parler.

Mais auparavant, il nous faut encore expliquer le cheminement qui nous permettra d'en venir à l'étude de ces processus délibératifs. Tout d'abord, nous préciserons la démarche méthodologique qui a été la nôtre pour aborder les terrains catastrophistes. Nous avons opté pour une approche ethnographique et compréhensive, privilégiant l'observation participante, qui nous permettait de pérenniser avec nos interlocuteurs un climat de confiance propice à la verbalisation des croyances et des émotions intimes qui entourent ce type d'engagement. La compréhension plus fine de la pensée catastrophiste permet de relire à cette lumière l'histoire sociologique des mobilisations écologistes, en soulignant davantage la manière dont celles-ci ont évolué, de manière discontinue, dans leur rapport à l'horizon de la catastrophe écologique globale. Cette relecture sociologique de la politisation des idées catastrophistes dans les réseaux écologistes peut à son tour nourrir une réflexion sur les outils dont dispose la théorie politique pour penser les ruptures écologiques, et inspirer un prolongement des travaux de la théorie politique environnementale qui soulignerait l'inféodation de la version moderne du projet démocratique à des conditions écologiques dont l'immuabilité est sérieusement mise en doute depuis les années 1970. Enfin, nous expliquerons comment cette étude des implications du catastrophisme écologiste pour la théorie démocratique peut aussi trouver un écho dans la tradition philosophique et politologique de questionnement de notre temporalité politique, et contribuer ainsi à une réflexion plus large sur les horizons temporels du politique.

2.1 Une approche ethnographique et comparative des mobilisations catastrophistes

Les mouvements pour la décroissance et la transition sont émergents, idéologiquement hétérogènes, organisés en réseaux faiblement structurés, et identifiés par des pratiques de consommation déviantes. Pour toutes ces raisons, ils présentent la particularité d'être des mobilisations atypiques, voire marginales, au point d'être parfois abordés à la manière d'une anomalie anecdotique. L'écueil de la *« réduction folklorique »* n'est jamais loin lorsqu'il faut

décrire de tels phénomènes sociaux, d'où la nécessité de construire une méthodologie visant explicitement à lutter contre cette tendance, conformément à la mise en garde par laquelle le politiste Bernard Lacroix introduisait son étude des utopies communautaires des années 1970 : *« Ne caricaturons pas. Il est toujours un peu facile de sourire. »*[1]

Dans une série d'essais sur le regard scientifique, l'historien Carlo Ginzburg défend l'idée selon laquelle l'analyse des situations sociales peut être enrichie par la pratique de l'*« estrangement »*, une mise à distance de l'objet qui doit aider le scientifique à poser un regard vierge sur des phénomènes auxquels il pourrait être habitué au point de ne plus les voir[2]. Mais dans le cas du catastrophisme, cette proposition mérite d'être inversée : bien souvent, ce n'est pas une trop grande proximité intellectuelle et sociale qui empêche de saisir les enjeux du catastrophisme, mais plutôt, au contraire, une trop grande *distance*. En effet, il ne serait que trop facile de réduire le militantisme catastrophiste à quelque chose de lointain, de baroque, d'étrange, voire à quelque chose de pathologique ou d'ésotérique. Une approche méthodologique adéquate doit donc *désamorcer* cette mise à distance spontanée, de manière à comprendre la logique interne à la démarche catastrophiste.

Nous avions souvent à l'esprit les conditions d'enquête de Philippe Bourgois, lorsqu'il étudiait la socialisation des dealers de crack à New York, et qu'il avait méthodologiquement choisi de les accompagner plusieurs mois, pour éprouver la profondeur de leur quotidien et se donner les moyens sociologiques d'accéder à leur monde[3]. Sa démarche consistait à établir une proximité avec les enquêtés, en sachant bien qu'elle ne serait jamais fusionnelle, mais en espérant tout de même que l'effort de rapprochement lui permettrait – paradoxalement – de mieux apprécier sa propre distance à l'égard de son objet d'étude, et de construire ainsi son regard sociologique. Un peu à sa manière, nous avons voulu accéder au monde subjectif des militants catastrophistes en adoptant une démarche résolument compréhensive, fondée sur une pratique ethnographique de l'observation participante[4]. Les entretiens formalisés se sont vite avérés inadéquats, car ils nous semblaient peu propices au dépassement des discours institués sur la décroissance et la transition. En revanche, notre présence répétée sur le terrain nous permettait d'accéder à des données bien plus structurantes, par exemple quand un militant

---

[1] Bernard Lacroix, *L'Utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006 (1981), p.7.
[2] Carlo Ginzburg, *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, 2001, p.31-36.
[3] Philippe Bourgois, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001 (1995).
[4] Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 4e éd., 2010 (1997) ; Daniel Cefaï (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La

nous confiait inopinément ses doutes et ses craintes à l'égard de l'avenir : cela n'était vraiment possible qu'après un long apprivoisement, dans un climat de confiance mutuelle qui nécessitait d'avoir du temps. De plus, il ne nous paraissait pas adéquat de figer la parole de chaque militant à un moment donné, alors que nous cherchions plutôt à saisir le caractère *mouvant* de la relation politique à la catastrophe. Parce que nous avons plutôt fait le choix de côtoyer ces militants, et certains pendant cinq ans, nous avons pu observer leur *trajectoire* vers le catastrophisme, par une lente renégociation identitaire du sens et des modalités de leur engagement politique.

Pas d'entretiens ponctuels et formalisés, donc, mais plutôt une observation participante assidue, avec une présence régulière sur le terrain, propre à rassurer les enquêtés. Pourtant, même ainsi, il restait un obstacle significatif. Les réseaux de la décroissance et de la transition sont numériquement peu importants. Les militants y nourrissent une très forte réflexivité au sujet de leur propre engagement, et beaucoup ont déjà été déçus par des journalistes ou des étudiants qui, après les avoir interrogés, n'avaient fait qu'une restitution caricaturale de leurs propos. Pour toutes ces raisons, l'arrivée du chercheur dans ses milieux n'est pas toujours évidente à négocier : en fait, le terrain exige du chercheur qu'il *donne des gages*. Être régulièrement présent et participer aux tâches logistiques est un minimum, mais ce n'est pas suffisant pour rendre acceptable une présence dans la durée. Qui plus est, comme ces réseaux sont faiblement structurés et géographiquement éclatés, il nous fallait adopter un procédé d'approche nous permettant d'accéder à un éventail significatif de chacun de ces deux mouvements : dans le cas de la décroissance, nous devions pouvoir nous rapprocher de groupes locaux, de revues, de *think tanks*, d'associations et de partis politiques ; dans le cas de la transition, il fallait nous donner les moyens d'accéder au réseau national, mais aussi à des groupes ruraux et urbains, certains étant significatifs par la manière dont le mouvement les érige en modèles (Totnes, Lewes, Bristol) et d'autres – au contraire – par leur discrétion. Dans chacun de ces contextes, il nous faudrait justifier notre présence, et donner envie à des militants surchargés de nous consacrer beaucoup de leur temps. Au départ, la chose n'était pas aisée, et il faut avouer que les premières approches ont souvent été décevantes.

C'est finalement notre démarche comparative internationale qui nous a fourni la solution à ce problème méthodologique. En effet, lorsque nous commencions notre étude, les réseaux français de la décroissance ignoraient généralement jusqu'à l'existence de ceux britanniques

---

Découverte-M.a.u.s.s., 2003 ; Howard S. Becker, *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002 (1998).

pour la transition, et inversement. Mais en 2008, le magazine décroissant *Silence*, ayant appris le sujet de notre recherche, nous a commandé un dossier sur le réseau des *Transition Towns*[1]. À partir de ce moment, il devenait possible de nous présenter aux militants de la transition que nous souhaitions rencontrer comme des compagnons de route de la décroissance, en arguant que nous participions à faire connaître le mouvement de la transition en France. Nous avons alors pu accéder à de nombreux groupes locaux (tant en ville qu'à la campagne, et tant emblématiques qu'anonymes) et à certaines figures du réseau national, avec suffisamment de constance pour apprécier leur évolution dans le temps. À l'inverse, sans que nous l'ayons vraiment anticipé, nous avons rapidement été identifié par les réseaux français de la décroissance comme un spécialiste du mouvement britannique de la transition. Cela nous a valu d'être régulièrement invité par des objecteurs de croissance pour faire une présentation-débat en contexte militant, que ce soit auprès de groupes locaux, de revues, de *think tanks* ou de partis politiques. Ce sont ces premiers contacts qui, en devenant soudainement faciles, nous ont permis de sélectionner l'éventail significatif des micro-groupes que nous allions suivre dans la durée[2]. Après cela, notre accès au terrain ne posa plus aucun problème : notre *« expertise internationale »* avait fait de nous une personne-ressource pour ces réseaux, et c'est ainsi que nous donnions les gages qui étaient attendus de nous, tout en nous construisant un regard légèrement *étranger* sur chacun des deux réseaux nationaux. Ce faisant, nous avons compris que la condition de l'immersion et de la proximité avec le terrain était de *contribuer à sa propre réflexivité* – dans notre cas, en lui fournissant des éléments de comparaison politique internationale.

Le choix d'une approche comparative internationale avait effectivement pour objectif de nous éviter de nous perdre dans le particularisme de l'un ou l'autre des mouvements étudiés, en nous incitant plutôt à trouver un schéma d'explication au moins partiellement applicable à chacun des deux cas[3]. D'un côté, nous avions la décroissance, dont l'ambition paradigmatique inspirait une intense activité éditoriale, mais très faiblement structurée par ailleurs ; de l'autre, nous avions la transition, qui n'avait pas produit plus d'une demi-douzaine d'ouvrages, mais qui s'était rendue visible en formalisant davantage son réseau de groupes locaux coordonnés

---

[1] Le magazine écologiste *Silence*, fondé en 1982, est aujourd'hui le plus ancien périodique écologiste français encore en activité. C'est un mensuel sans publicité, d'une quarantaine de pages, qui fonctionne sur une base associative, avec quelques salariés. Il sera décrit de manière plus détaillée dans notre prochain chapitre, avec les autres principaux périodiques des réseaux de la décroissance.

[2] Nos interventions en contexte militant, qui se multiplient à partir de 2009, sont listées en annexe 2.

[3] Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

depuis le siège de Totnes. Au-delà des évidentes différences organisationnelles et culturelles, nous avons cherché à identifier les traits communs de ces deux mouvements qui partagent la même conviction catastrophiste qu'à court terme, le pic pétrolier global nous précipitera dans l'ère de l'après-croissance. Pour naviguer entre ces deux cultures politiques, nous pouvions nous appuyer sur plusieurs études préalables qui établissaient une comparaison entre milieux écologistes français et britanniques (ou entre francophones et anglophones), que ce soit dans leurs logiques identitaires, dans leurs références théoriques ou dans leurs répertoires d'actions collectives respectifs[1]. Au final, nous disposions ainsi d'un cadre méthodologique solide pour aborder chacun de ces deux milieux politiques atypiques, et pour observer dans la durée leur imbrication progressive à mesure qu'ils se reconnaissaient et s'hybridaient. Cela nous a donné la possibilité d'observer d'au plus près la structuration d'une pensée et de pratiques politiques catastrophistes internationales, au sein des mobilisations écologistes, aux alentours de 2010.

2.2 Une contribution à la compréhension sociologique du catastrophisme écologiste

Les mouvements pour la décroissance et pour la transition sont des mouvements sociaux à vocation politique, parce qu'ils sont porteurs d'un projet de société alternatif au service duquel ils vont mettre en œuvre des stratégies d'action collective visant à rallier des soutiens et établir des rapports de force pour faire entendre leurs revendications auprès d'institutions locales (soutien à une production agricole de proximité, par exemple) et nationales (lutte contre le nucléaire et les gaz de schiste, par exemple). Nous pourrons donc les étudier au prisme de la sociologie des mobilisations, en portant une attention particulière aux processus menés par des réseaux faiblement structurés et hiérarchisés[2]. Sur bien des points, il nous sera possible de situer notre analyse dans la lignée d'autres travaux portant sur les mobilisations environnementalistes et écologistes, tant en France[3] qu'au Royaume-Uni[1].

---

[1] Florence Faucher, *Les Habits verts de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999a ; Christopher Rootes (dir.), *Environmental Protest in Western Europe*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2003 ; Kerry H. Whiteside, *Divided Natures: French Contributions to Political Ecology*, Cambridge-London, MIT Press, 2002 ; Brian Doherty et Graeme Hayes, « *A Tale of Two Movements* : manifestations anti-OGM en Grande-Bretagne et en France », *in* David Hiez et Bruno Villalba (dir.), 2008, *op. cit.*, p.175-190.

[2] Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011 (1996) ; Bert Klandermans et Suzanne Staggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 2002 ; Olivier Fillieule et Cécile Péchu, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993 ; Pierre Mercklé, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004 ; Pierre Mathiot, « Mouvements sociaux : les nouvelles formes de l'action collective », *Revue politique et parlementaire*, vol. 968, décembre 1993, p.45-55.

[3] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.* ; Graeme Hayes, *Environmental Protest and the State in France*, Hampshire-New York, Palgrave Macmillan, 2002 ; Michael Bess, *La France vert clair. Écologie et modernité*

Toutefois, notre intérêt pour la dimension catastrophiste des mouvements contemporains nous amènera aussi à questionner la manière dont la sociologie de l'action collective a conçu, jusqu'à présent, *la trajectoire historique des mobilisations écologistes*. Comme nous allons le voir, le rapport à la catastrophe écologique globale a connu plusieurs phases au cours de cette histoire militante… et surtout, il a connu *une évolution profonde dans les années 2000*, à mesure que les réseaux émergents de la décroissance et de la transition initiaient une rupture dans le sens et les modalités de leur engagement politique, à la lumière des données nouvelles dont ils disposaient au sujet du pic pétrolier et du réchauffement climatique global. Il s'agit donc de montrer d'abord que le catastrophisme n'est pas simplement réductible à un aspect immuable des mobilisations écologistes, et ensuite que sa montée en puissance dans les idées et les pratiques écologistes des années 2000 doit interroger la manière dont la sociologie des mobilisations a concentré l'essentiel de son attention aux trajectoires d'institutionnalisation de l'écologisme, sans aborder de front la structuration parallèle d'un catastrophisme politique en rupture avec ce processus d'institutionnalisation.

Selon Andrew Dobson, l'écologisme est une idéologie politique à part entière, incarnée par des mobilisations sociales, dont la naissance peut être située au tournant des années 1960 et 1970. Certes, il avait déjà existé des réflexions plus ou moins politisées sur la fragilité de la nature ou les dangers de la technique, mais ces précédents ne doivent pas faire perdre de vue la *« spécificité historique »* de l'écologisme comme idéologie politique cohérente, proposant un cadre interprétatif général des problèmes politiques contemporains[2]. Or, selon Dobson, le trait le plus distinctif de cette *« nouvelle idéologie politique »* a alors été d'ancrer sa réflexion dans une pensée des limites globales à l'expansion démographique et industrielle, en arguant que la poursuite de la croissance mènerait nécessairement à un effondrement systémique de la société moderne, de l'humanité et de son environnement. Dobson insiste très fortement sur la valeur paradigmatique de cette vision de l'histoire dans la pensée verte, en montrant bien que cette spécificité intellectuelle est aussi une source de difficultés d'adaptation aux valeurs et aux convictions continuistes qui sous-tendent le jeu politique moderne.

---

technologique (1960-2000), Seyssel, Champ Vallon, 2011 (2003) ; Guillaume Sainteny, *L'Introuvable écologisme français ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000 ; Xavier Crettiez, entrée « Écologie politique », *in* David Alcaud et Laurent Bouvet (dir.), *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Paris, Sirey, 2004, p.100-104.

[1] Derek Wall, *Earth First! and the Anti-Roads Movement: Radical Environmentalism and Comparative Social Movements*, London-New York, Routledge, 1999 ; Benjamin Seel, Matthew Paterson et Brian Doherty (dir.), *Direct Action in British Environmentalism*, London-New York, 2000.

[2] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.22-26.

Cette pensée des limites globales à la croissance a été fondatrice dans la structuration politique de l'écologisme. Dans une étude affinant la typologie des grands registres discursifs écologistes, les politistes John Dryzek et David Schlosberg montrent qu'elle s'est cristallisée en un courant de pensée florissant au début des années 1970 : il s'agit du *survivalisme*, ainsi nommé parce que ses penseurs emblématiques soutenaient l'idée qu'à terme, le problème des limites à la croissance pourrait remettre en cause *la survie de l'humanité ou de la civilisation*[1]. Les grandes figures du courant survivaliste étaient démographes (Paul Ehrlich), agronomes (Lester Brown), écologues (Garrett Hardin), etc. Ni leurs méthodologies analytiques, ni leurs pronostics, ni leurs préconisations politiques n'étaient véritablement homogènes, mais tous partageaient la même thèse scientifique fondamentale que la croissance, si elle se poursuivait trop longtemps, conduirait inéluctablement à un effondrement global. En général, l'ouvrage séminal *Limits to Growth*, dirigé par les Meadows en 1972, est considéré comme le parangon de ce courant de pensée[2]. John Dryzek affirme que ce courant a joué un rôle fondamental dans la structuration de l'imaginaire écologiste, parce qu'en injectant dans le champ politique l'hypothèse d'un lien entre limites à la croissance et effondrement global, c'est lui qui a établi l'horizon apocalyptique si particulier à l'écologisme dans le champ politique contemporain :

> *« This discourse of limits and survival was not all there was to environmentalism circa 1970. Many concerns were more local, more aesthetic, more concerned with quality of life than its mere perpetuation. But survivalism did set the apocalyptic horizon of environmentalism, the basic reason why concern about the environment was not just desirable, but also necessary. This is no less true after 2000 than in the late 1960s. In the early 1970s, though, survivalism did more than set these horizons. One of the most heated debates in the history of environmental concern was occasioned in 1972 by the publication of* The Limits to Growth *(Meadows et al., 1972), which within four years had sold four million copies. »*[3]

Mais malgré son importance séminale dans la structuration de l'écologisme, ce registre discursif a comme perdu en intensité et en visibilité au cours des années 1980 et 1990. L'une des principales raisons en est la virulence avec laquelle ces auteurs ont été critiqués, et même disqualifiés, en étant collectivement catégorisés au sein d'une famille intellectuelle présumée

---

[1] John S. Dryzek et David Schlosberg, *Debating the Earth: The Environmental Politics Reader*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005 (1998), p.5-48.
[2] Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.
[3] John S. Dryzek, *The Politics of the Earth: Environmental Discourses*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005 (1997), p.30.

excessive, irrationnelle et anti-moderne[1]. John Dryzek et David Schlosberg expliquent que les hypothèses survivalistes ont systématiquement été combattues par un courant de pensée qu'ils qualifient de *« prométhéen »*, et qui, à l'instar de Julian Simon et Herman Kahn, croyait en la capacité du progrès technique à repousser éternellement les limites à la croissance[2]. Selon le politiste états-unien Christopher Jones, cette entreprise de disqualification est parvenue à imposer à ce courant de pensée une étiquette très dépréciative, celle des *« doomsayers »* (ou *« prêcheurs d'apocalypse »*), qui a ensuite été réemployée pour délégitimer tout discours qui mettrait en garde nos sociétés contre le risque d'une rupture catastrophique globale, y compris des institutions scientifiques pourtant internationalement reconnues, comme le GIEC :

> *« 'Doomsayers' is a general term applied to prophets of doom. More narrowly, it is a derogatory term applied to environmental scientists who warn of potential global catastrophe due to 'overshoot': exceeding ecological carrying capacity limits, human overpopulation, resource depletion, and related issues. Examples of classic doomsayer literature include the writings of Thomas Malthus, Rachel Carson and Paul Ehrlich. The doomsayer label was given to the Club of Rome's report* Limits to Growth *and the* Report to the President (Carter) on the Year 2000*. Anti-environmental critics include individuals, such as the late Herman Kahn, and groups such as the so-called wise-use movement. Kahn, for example, argued that resource substitution and technological advances would continue to expand the global carrying capacity. Doomsayer status has also been given to atmospheric scientists and climatologists warning of global warming and to international bodies such as the International Panel on Climate Change. »*[3]

Mais un autre facteur a joué un rôle important dans le recul des approches survivalistes pendant les années 1980 et 1990 : l'institutionnalisation du mouvement écologiste. En effet, la posture survivaliste s'incarnait essentiellement en une *pensée*, et indirectement seulement en des pratiques de mobilisation politique. De plus, à quelques exceptions près (Paul Ehrlich), les

---

[1] On peut se faire une idée du succès de cette entreprise de délégitimation, en notant que dans le langage courant, notamment anglophone, le mot *« survivaliste »* est devenu un terme très péjoratif pour désigner un individu ou un groupe qui se prépare isolément à l'effondrement, par exemple en stockant de la nourriture ou des armes, et de manière parfaitement apolitique. Pour cette raison, les militants de la décroissance et de la transition critiquent fréquemment les *« survivalistes »*, mais on comprend bien que par ce mot, ils ne désignent pas le courant de pensée dont nous parlons ici. Un roman post-apocalyptique états-unien a beaucoup contribué à diffuser cette acception dépréciative du terme, en mettant en scène la lutte d'un héros contre des méchants *« survivalistes »* qui cherchent à le tuer : David Brin, *Postman*, Paris, J'ai lu, 1987 (1985). Nous aurons l'occasion de revenir plus tard sur la dimension mythique de la figure du *« survivaliste »* dans les réseaux de la décroissance ou de la transition, où il incarne surtout un idéal-type dont les militants jugent politiquement utile de se démarquer, pour souligner le contraste avec le caractère démocratiquement responsable de leur propre engagement politique.

[2] Julian Simon et Herman Kahn (dir.), *The Resourceful Earth: A Response to Global 2000*, New York, Basil Blackwell, 1984 ; John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*, p.49-88.

[3] Christopher B. Jones, entrée « Doomsayers », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.131.

auteurs survivalistes craignaient rarement un effondrement mondial avant le milieu du XXIe siècle, ce qui n'impliquait pas nécessairement une pression *immédiate* sur les mobilisations. Il n'y avait pas de risque de basculement catastrophique avant plusieurs décennies, si bien que le discours écologiste s'est fortement structuré autour des responsabilités envers les générations *futures*, qui *pourraient* avoir à affronter une situation d'effondrement. C'est dans ce contexte intellectuel de recul du survivalisme, et donc de mise à distance de l'horizon apocalyptique de l'écologisme, que doit se comprendre l'institutionnalisation du mouvement écologiste dans les années 1980 et 1990.

En toute logique, la sociologie des mobilisations a concentré sa force d'analyse sur cette trajectoire d'institutionnalisation. Selon le politiste Hein-Anton Van Der Heijden, l'essentiel des travaux sur le sujet ont mis en évidence trois tendances concomitantes : premièrement, une croissance organisationnelle des moyens humains et financiers ; deuxièmement, une institutionnalisation interne accroissant la professionnalisation, la centralisation et la hiérarchisation dans des structures formalisées ; et troisièmement, une institutionnalisation externe, à mesure que les modalités d'action politique non conventionnelles comme l'action directe non-violente sont progressivement délaissées au profit d'actions plus conventionnelles comme le lobbying, et que les groupes sont davantage associés à des processus de co-production des politiques publiques[1]. De telles évolutions ont été démontrées, à des degrés variés et selon des modalités diverses, tant pour les principaux partis écologistes que pour les grandes ONG environnementales internationales, les associations embarquées dans une forme de cogestion des politiques publiques, etc.[2] Enfin, cette institutionnalisation organisationnelle s'est accompagnée d'une tendance plus ambivalente à la normalisation idéologique : une majorité d'acteurs politiques et sociaux non-écologistes semblent désormais endosser le souci de l'environnement, mais ils tendent à le faire par le biais de cadrages *« euphémisés »*, c'est-à-dire n'aboutissant pas aux mêmes préconisations de rupture idéologique et économique que ne le proposait l'écologisme des origines – un phénomène qualifié de *« mainstreaming de l'écologisme »* par Andrew Dobson[3]. Cette dilution idéologique a également touché les partis

---

[1] Hein-Anton Van Der Heijden, « Political opportunity structure and the institutionalisation of the environmental movement », *Environmental Politics*, vol. 6(4), 1997, p.25-50 ; Neil Carter, *The Politics of the Environment: Ideas, Activism, Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p.135-141.

[2] Bruno Villalba, « La transmutation d'Europe Écologie-Les Verts », *in* Pierre Bréchon (dir.), *Les Partis politiques français*, Paris, La Documentation Française, 2011, p.129-154 ; Sylvain Lefèvre, *ONG & Cie. Mobiliser les gens, mobiliser l'argent*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011 ; Pierre Lascoumes, *L'Éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994.

[3] Andrew Dobson, « 'All I left behind' – the mainstreaming of ecologism », *Contemporary Political Theory*, vol. 8 (3), Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, p.319-328.

écologistes eux-mêmes, qui ont progressivement réduit l'importance structurante de la pensée des limites dans leur discours, donnant finalement l'image d'une famille politique sans grande homogénéité intellectuelle – un exemple d'*« hermaphrodisme idéologique »*, selon Michel Hastings[1].

L'institutionnalisation des mouvements écologistes pendant cette période n'est pas à discuter. En revanche, on peut s'interroger sur une tendance collective à reléguer le courant de pensée survivaliste à une forme proto-politique d'écologisme, qui aurait rationnellement été abandonné par la suite, au profit d'engagements politiques plus réalistes. Certes, c'est ce que laissent penser les trajectoires d'institutionnalisation des années 1980 et 1990… mais c'est aussi ce que remet en cause l'essor des mobilisations pour la décroissance et la transition dans les années 2000. En effet, en s'appuyant sur la perspective du pic pétrolier mondial, ces deux mouvements réinjectent dans le champ politique l'hypothèse écologiste séminale d'un risque d'effondrement global. Il ne s'agit pas d'une répétition à l'identique du discours survivaliste original, mais plutôt de sa *mise à jour* en fonction d'un contexte politique et écologique qui a grandement évolué en trois ou quatre décennies. Alors que le survivalisme des années 1970 annonçait un risque d'effondrement à moyen ou à long terme, le catastrophisme des années 2000 insiste désormais sur un risque *imminent* d'effondrement, peut-être dans la décennie qui vient, et presque certainement du vivant des générations *présentes*. De plus, contrairement à la posture survivaliste des années 1970 qui restait très intellectuelle, le catastrophisme présent va davantage s'incarner en des pratiques politiques concrètement observables dans les réseaux de la décroissance et de la transition qui, désormais, *se préparent* au basculement du monde.

Cette préparation se manifeste par une adaptation générale des pratiques sociales et politiques à l'anticipation de la rupture catastrophique qu'implique le basculement global d'un monde en croissance vers un monde en décroissance. Ainsi Dennis Meadows, figure emblématique du survivalisme des années 1970 qui mettait en garde contre le risque d'un effondrement global à long terme, est devenu proprement catastrophiste dans les années 2000, en arguant que le pic pétrolier était désormais trop imminent pour que l'on puisse encore l'anticiper efficacement : selon lui, il est *« trop tard pour le développement durable »*, *« trop tard pour obtenir de bons résultats »*, si bien qu'il n'y aurait désormais plus pour seule solution que de se préparer *« en catastrophe »* à une contraction économique et énergétique

[1] Michel Hastings, « Le discours écologiste : un exemple d'hermaphrodisme idéologique », *in* Pierre Bréchon (dir.), *Le Discours politique en France. Évolution des idées partisanes*, Paris, La Documentation Française, 1994, p.115-136.

d'ampleur historiquement inédite[1]. On notera pourtant que dans les réseaux de la décroissance et de la transition, cette évolution vers des logiques de préparation ne s'accompagne d'aucune tendance significative à la légitimation de la violence politique, contrairement à ce qui a pu être observé dans d'autres types de mouvances écologistes radicales[2]. Les militants pour la décroissance et pour la transition adoptent plutôt des répertoires d'action d'inspiration non-violente, et restent profondément attachés aux logiques délibératives quand il s'agit de décider des modalités pratiques de la préparation locale à la catastrophe.

Ces pratiques politiques de préparation à une catastrophe globale questionnent les outils de la sociologie des mobilisations. La focalisation sur les trajectoires d'institutionnalisation a permis de souligner les contraintes propres au champ politique, mais a davantage laissé dans l'ombre la dimension catastrophiste des mobilisations écologistes, qui les rendait pourtant atypiques par rapport aux autres *« nouveaux mouvements sociaux »*. Or c'est cette dimension catastrophiste qui incarne chez les militants la conviction que des contraintes extra-politiques pourraient finir par réduire la marge de manœuvre des démocraties modernes. Les réseaux de la décroissance et de la transition donnent aujourd'hui l'occasion de revenir sur cet impensé de la sociologie des mobilisations, en nous invitant à nous pencher sur la *spécificité politique* qu'est la *conception catastrophiste de l'histoire* dans les processus de mobilisation écologiste (du moins pour ceux qui sortent du schéma classique de l'institutionnalisation). Cela peut paraître d'autant plus important que l'essor des mouvements catastrophistes contemporains s'inscrit dans un contexte plus vaste, marqué notamment par l'assèchement des perspectives institutionnelles de maîtrise politique de la crise écologique globale : Edwin Zaccai montre à ce sujet qu'après vingt-cinq ans de développement durable, les retentissants échecs à enrayer le réchauffement global (Copenhague 2009) ont instillé un doute jusque dans des cercles plus officiels, qui laisse présager de la fin d'un cycle politique dans les prétentions institutionnelles à maîtriser les grandes dégradations écologiques[3]. C'est pour cette raison que l'étude des mobilisations pour la décroissance et la transition peut nous amener à une réflexion d'ordre plus théorique, sur les outils dont dispose la théorie politique pour penser les conséquences démocratiques d'un échec à enrayer les ruptures systémiques contre lesquels mettent en garde les sciences de la vie et de la Terre.

---

[1] Dennis Meadows, « Il faut construire rapidement de la résilience », *Imagine*, vol. 91, mai-juin 2012, http://www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article1421 (consulté le 23 mai 2012).
[2] Xavier Crettiez, *Les Formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008.
[3] Edwin Zaccai, *Vingt-cinq ans de développement durable, et après ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

2.3 Un questionnement sur les outils de la théorie politique face aux ruptures écologiques

Le cas des mobilisations pour la décroissance et la transition montre que, dans le champ politique, certains acteurs sont devenus catastrophistes à mesure qu'ils cessaient de croire en la capacité du système politique actuel à se perpétuer par-delà les ruptures écologiques… et même en sa capacité à se réformer pour anticiper ces ruptures. C'est une occasion pour nous d'initier une réflexion théorique, sur les outils dont disposent les théoriciens de la démocratie contemporaine pour prendre en considération les *conditions écologiques de la continuité des communautés politiques*. Nous allons donc tenter de confronter les pratiques politiques et délibératives des mouvements catastrophistes avec les cadres d'analyse dont dispose la théorie démocratique pour penser les épisodes de rupture.

La sociologie des crises et des révolutions a déjà produit d'importantes controverses au sein de la théorie politique, entre les partisans d'un paradigme de la continuité et de ceux d'un paradigme de rupture. Par exemple, Alexis de Tocqueville entendait démontrer la continuité centralisatrice sous-jacente au basculement institutionnel qu'avait été la Révolution française. Pierre Rosanvallon critiquait cette vision en montrant au contraire l'ampleur des ruptures survenues[1]. Beaucoup d'auteurs doutent par ailleurs de l'efficacité de cette dichotomie, ainsi que l'ont résumé les politistes Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen, qui décrivent plutôt la réalité comme un entrelacs de ruptures et de continuités[2]. Il est cependant un point au sujet duquel l'hypothèse de continuité reste majoritairement admise : par-delà tous les soubresauts institutionnels, il y aurait une continuité sous-jacente, celle des communautés politiques en perpétuelle réorganisation, tantôt de manière lente et souterraine, tantôt de manière accélérée. Cette hypothèse est notamment celle privilégiée par la sociologie des crises politiques élaborée par Michel Dobry. Selon lui, toutes les crises, même les plus violentes, peuvent être analysées comme autant d'états critiques du politique, certes, mais auxquels succéderont

---

[1] *« L'État français a donc bien une histoire spécifique, qui n'est pas seulement celle d'une croissance linéaire et progressive. C'est de ce point de vue que l'on peut critiquer la thèse tocquevillienne, toujours très largement partagée, de la* continuité*. L'État, explique Tocqueville dans* L'Ancien Régime et la Révolution*, a traversé comme un roc inébranlable l'histoire de France. […] Mais cette analyse a pour inconvénient majeur de réduire l'État au système administratif et de négliger l'État en tant que forme politique. Si la linéarité et la continuité peuvent caractériser à grands traits l'évolution de l'administration, l'histoire de la forme étatique est au contraire faite en France de ruptures. »* Pierre Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p.275-276.

[2] *« In reality, however, there often is considerable continuity through and in spite of historical breakpoints, as well as dramatic institutional reconfiguration beneath the surface of apparent stability or adaptive self-reproduction, as a result of an accumulation over longer periods of time of subtle incremental changes. »* Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen (dir.), *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political*

toujours de nouveaux états routiniers assurant finalement la continuité de la communauté politique[1]. Cette communauté politique peut rompre avec ses institutions préalables, mais elle-même perdurera, en se renouvelant *perpétuellement*, au fil des crises institutionnelles qu'elle surmontera. Ainsi l'analyse historique proposée par Marcel Gauchet incarne-t-elle une forme de ce grand récit continuiste d'une *tendance au progrès du politique* vers l'approfondissement démocratique, par-delà toutes les ruptures institutionnelles, idéologiques, technologiques ou morales[2]. Quoiqu'il advienne, l'homme demeurera un *« animal politique »* qui continuera à former des communautés politiques avec ses semblables.

Ce que les mouvements catastrophistes contemporains nous invitent à questionner dans ce modèle théorique, c'est la manière dont il semble *isoler* l'analyse des changements sociaux et politiques en pensant pouvoir faire abstraction des ruptures écologiques. C'est exactement ce que l'historien états-unien John McNeill reprochait à sa propre discipline, avant de plaider pour une réinscription de l'histoire politique moderne dans son contexte environnemental de déstabilisation écologique globale, qui n'est pas selon lui un fait périphérique ou anecdotique, mais un impensé fondamental et à potentiel paradigmatique (*cf. supra*). Les mouvements de la décroissance et de la transition nous invitent à penser la rupture et la continuité non pas en *isolant* les communautés politiques de leur environnement, mais au contraire en les y *insérant*. Comprenant cela, on peut noter un décalage avec les modèles classiques de théorisation de la rupture politique : par exemple, nous n'avons pas affaire à des mouvements révolutionnaires au sens propre du terme, puisque la rupture qu'ils pressentent non seulement n'est pas le fait de leur volonté, mais en plus semble souvent les effrayer. Il ne s'agit pas non plus exactement d'une pensée en terme de crises politiques, puisque l'ampleur des ruptures attendues pourrait selon ces militants apporter un terme définitif à la version moderne du projet démocratique… voire, en cas d'évolution cataclysmique (réchauffement global extrême, emballement technique ou guerre nucléaire), à la fin totale et définitive du politique.

Ainsi poussée jusqu'au bout de sa logique, l'hypothèse catastrophiste invite la théorie politique à réinsérer ses analyses dans un environnement et dans une temporalité qui ne sont pas immuables. Sans nécessairement penser la fin du politique en tant que tel, peut-on au

---

Economies, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005, p.8.

[1] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 3e éd., 2009 (1986).

[2] Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, vol. 1, *La Révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007 ; Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, vol. 2, *La Crise du libéralisme, 1880-1914*, Paris, Gallimard, 2007 ; Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, vol. 3, *À l'épreuve des totalitarismes*, Paris, Gallimard, 2010.

moins penser la fin du politique tel que nous le concevons, ou même la fin d'une communauté politique, suite à des ruptures écologiques ? Certains développements récents de la sociologie des risques ont commencé à envisager que des ruptures catastrophiques puissent mettre à mal les conditions de la continuité du politique, pour un temps et dans un espace plus ou moins étendus. Certes, il y a une sociologie des risques conventionnels, dont les désastres naturels et les accidents industriels majeurs, qui n'exclut pas la continuité du politique. Au contraire, elle propose d'analyser les recompositions du politique avant, pendant et après la crise engendrée par la matérialisation du risque en accident, ainsi que le fait par exemple Claude Gilbert[1]. Mais il existe aussi une réflexion croissante sur le changement de nature des risques à mesure que ceux-ci prolifèrent, croissent et s'entrecroisent dans une tendance convergente à la systématisation : c'est notamment l'analyse véhiculée par les travaux du sociologue allemand Ulrich Beck, qui considère que l'accroissement *objectif* des risques majeurs est suffisamment significatif pour diagnostiquer notre basculement dans la *« société du risque »* [2]. Cette analyse demeure cependant controversée, puisque d'autres, à l'instar d'Olivier Borraz, se refusent à admettre l'accroissement objectif des risques auxquels nous serions soumis, et ne voient en la *« société du risque »* qu'une colonisation inédite du langage institutionnel et politique par la notion de risque[3].

Si l'on suit néanmoins l'analyse d'Ulrich Beck, la question est de savoir s'il existe un seuil au-delà duquel la prolifération des risques systémiques devient de nature à remettre en cause les conditions, notamment écologiques, de la continuité du politique (ou, du moins, du politique tel que nous le concevons aujourd'hui). L'hypothèse est envisagée par Astrid von Busekist, dans sa relecture politiste du sociologue allemand[4]. Plus largement, cette question fait écho à un ensemble de travaux récents, en marge de la science politique, qui s'emploient à ré-enchâsser le politique dans une pensée systémique des interactions entre humains et non-humains, dans la lignée notamment des travaux de Bruno Latour[5]. L'irruption de l'hypothèse catastrophiste dans le champ politique fait écho à ces recherches, parce qu'elle témoigne de l'émergence de mouvements sociaux qui rompent avec le postulat de la continuité, et qui fondent leur engagement sur la profonde conviction que des ruptures *écologiques* majeures

---

[1] Claude Gilbert (dir.), *La Catastrophe, l'élu et le préfet*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1990.
[2] Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001 (1986), p.471-493.
[3] Olivier Borraz, *Les Politiques du risque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p.11-13.
[4] *« No Future ? »*, *in* Astrid von Busekist, *Penser la politique. Enjeux et défis contemporains*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p.365-371.
[5] Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 2004 (1999).

auront nécessairement pour résultat des ruptures *politiques* majeures. Selon eux, la continuité du politique est remise en cause par la précipitation des discontinuités dans l'ordre écologique qui conditionne l'accès de toute communauté politique à des environnements vivables et à des ressources vitales. En *ré-enchâssant* le politique dans son environnement naturel et technique, l'hypothèse catastrophiste rappelle que la continuité du politique a des *conditions* matérielles et écologiques : la contestation du postulat de la continuité du politique passe par l'imposition au champ politique de considérations qui, *a priori*, lui sont extérieures.

Pourtant, là encore, l'analyse au prisme de la sociologie des risques n'est pas totalement satisfaisante pour les cas qui nous intéressent. Les mouvements de la décroissance et de la transition ne pensent pas le pic pétrolier et le réchauffement climatique comme des risques, mais comme *des faits matériellement avérés* qui conduiront *nécessairement* à un basculement catastrophique mondial (le passage d'un monde de croissance à un monde de décroissance). Il y a évidemment des risques impliqués par cette perspective : risque de pénurie énergétique, de canicule, d'inondation, etc. Mais l'approche catastrophiste de ces mouvements suggère très précisément de ne pas considérer ces risques trop isolément les uns des autres, comme autant de problèmes à régler au cas par cas, et de questionner prioritairement la rupture *globale* qui est à l'origine de cette prolifération des risques énergétiques et climatiques… et qui, elle, doit être envisagée comme une absolue *certitude*, sur la base de laquelle il serait justifié d'initier une renégociation du projet démocratique qui prendrait acte de la fin de l'abondance.

Peut-être est-ce la sociologie des controverses qui s'est le plus approchée de cette façon d'envisager la rupture écologique globale comme une certitude. Certains ouvrages récents ont effectivement cherché à interroger le décalage entre le complet consensus de la communauté scientifique sur la réalité du réchauffement climatique d'une part, et la persistance d'un doute à ce sujet dans les communautés politiques d'autre part[1]. Or les mouvements catastrophistes contemporains comptent parmi les acteurs de cette controverse, par leur façon de s'approprier les données géologiques et climatiques pour les politiser conformément à leur conception catastrophiste de l'avenir. On pourrait alors étudier les controverses qui opposent les réseaux catastrophistes contemporains à des réseaux complexes d'acteurs scientifiques et politiques plus continuistes, parmi lesquels figureraient aussi les quelques essayistes qui ont fait leur spécialité du climato-scepticisme ou de l'écolo-scepticisme[2]. Mais le risque serait de revenir

[1] Edwin Zaccai, François Gemenne et Jean-Michel Delocry (dir.), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
[2] Bruno Tertrais, *L'Apocalypse n'est pas pour demain. Pour en finir avec le catastrophisme*, Paris, Denoël, 2011 ; Pascal Bruckner, *Le Fanatisme de l'Apocalypse. Sauver la Terre, punir l'homme*, Paris, Grasset, 2011 ;

insensiblement à une dilution de l'hypothèse catastrophiste dans un univers de représentations concurrentes qui se vaudraient à peu près toutes. Ce serait un problème, dans la mesure où les historiens des sciences Naomi Oreskes et Erik Conway ont clairement montré qu'il n'y a plus de controverse scientifique quant à la réalité du réchauffement climatique, et tout au plus une controverse médiatique nourrie par des *« procédés mensongers »*[1]. De leur point de vue, l'état de la science ne laisse *aucun doute* quant à la réalité du réchauffement climatique, et il devient nécessaire de nous interroger sur notre incapacité à prendre acte de ce diagnostic, et sur notre tendance à nous réfugier dans l'idée que la chose reste controversée.

Bien sûr, la question est alors de savoir jusqu'à quel point l'existence sociologique de la controverse pourrait être écartée de l'analyse théorique. Même si le réchauffement climatique et son origine anthropique sont considérés comme des certitudes, son ampleur et son rythme restent discutés, notamment à cause des marges d'incertitude liées à ce que les sociétés décideront ou non de faire dans les années à venir. Mais malgré cela, il faut bien constater qu'à mesure que les années passent, les scénarios d'emballement climatique à potentiel catastrophique sont *a minima* jugés *plausibles* par certaines figures des sciences de la vie et de la Terre[2]. Dès lors, il devient scientifiquement difficile d'écarter l'hypothèse catastrophiste du champ de la théorie politique, au prétexte que des controverses se poursuivraient dans la société. Au contraire, il semblerait plus heuristique d'*accompagner l'hypothèse catastrophiste dans ses analyses et ses déductions*, de manière à réexaminer à sa lumière certains postulats de la théorie politique, dont notamment le postulat de la capacité des communautés politiques à continûment se perpétuer par-delà les ruptures catastrophiques qui pourraient advenir dans leur environnement. Cela implique évidemment une certaine *prise de risque théorique*, mais que l'on peut choisir d'assumer si l'on considère que la validité des modèles théoriques tient aussi à leur capacité à permettre d'appréhender les situations les plus extrêmes (voire les plus

---

Bjørn Lomborg, *Cool It: The Skeptikal Environmentalist's Guide to Global Warming*, New York, Knopf, 2007 ; Bjørn Lomborg, *L'Écologiste sceptique. Le véritable état de la planète*, Paris, Le Cherche-midi, 2004 (2001) ; Luc Ferry, *Le Nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992 ; Claude Allègre et Alain Bouldouyre, *L'imposture climatique. Ou la fausse écologie*, Paris, Plon, 2010 ; Claude Allègre, *Ma vérité sur la planète*, Paris, Plon, 2007. Pour une réfutation de l'ouvrage de Luc Ferry, voir : Hervé Kempf, *La Baleine qui cache la forêt. Enquêtes sur les pièges de l'écologie*, Paris, La Découverte, 1994. Pour une réfutation des essais de Claude Allègre, voir : Sylvestre Huet, *L'Imposteur, c'est lui. Réponse à Claude Allègre*, Paris, Stock, 2010 ; Stéphane Foucart, *Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Paris, Denoël, 2010 ; Florence Leray, *Le Négationnisme du réchauffement climatique*, Lyon, Golias, 2011.

[1] Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Les Marchands de doute. Comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur les enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, Paris, Le Pommier, 2012 (2010).

[2] James Hansen, *Storms of my Grandchildren: The Truth about the Coming Climate Catastrophe and our Last Chance to Save Humanity*, London-Berlin-New York-Sidney, Bloomsbury, 2009 ; Robert Kandel et Maya Kandel, *La Catastrophe climatique*, Paris, Hachette, 2009.

extravagantes, ce qui était la thèse défendue par le politiste Daniel W. Drezner, quand il a entrepris d'évaluer la robustesse des grands modèles explicatifs des relations internationales en les confrontant à des scénarios d'invasion massive de zombis[1]). Dans notre cas, nous pouvons nous appuyer sur l'étude sociologique des réseaux de la décroissance et de la transition pour confronter la théorie démocratique à un scénario de rupture catastrophique majeure, de manière d'abord à comprendre comment cela impacterait les pratiques démocratiques, et ensuite à envisager les modalités de reformulation du projet démocratique qui pourraient s'ensuivre.

À l'heure actuelle, les travaux qui accompagnent l'hypothèse catastrophiste sont surtout portés en marge du champ disciplinaire de la science politique, et à l'initiative de chercheurs en philosophie ou en psychologie sociale[2]. Notre contribution consistera à interroger comment la structuration scientifique du courant de la théorie politique environnementale pose les bases d'une pensée politologique à potentiel paradigmatique, qui ré-enchâsserait les communautés politiques étudiées dans la finitude non seulement de leur environnement matériel, mais aussi de leur trajectoire temporelle – l'histoire des communautés politiques ayant alors un début et une fin, possiblement liée à des ruptures écologiques majeures. Cela nécessitera une certaine ouverture à l'interdisciplinarité, tant vis-à-vis d'autres sciences humaines et sociales (histoire, sociologie et éthique environnementales, économie écologique) qu'avec les sciences de la vie et de la Terre (géologie, climatologie, écologie)[3]. Au prisme de notre étude sociologique des mouvements pour la décroissance et la transition, nous espérons contribuer à une réflexion politologique plus large sur l'inféodation des communautés politiques à la continuité d'un environnement… qui jusqu'à présent avait pu sembler donné une fois pour toutes, mais dont la stabilité peut aujourd'hui plausiblement paraître compromise, si l'on considère les récentes mises en garde climatologiques[4], énergétiques[1], écologiques[2], etc.

---

[1] Daniel W. Drezner, *Theories of International Politics and Zombies*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2011, p.17.

[2] Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009 ; Bertrand Méheust, *La Politique de l'oxymore. Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, Paris, La Découverte, 2009 ; Harald Welzer, *Les Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXIe siècle*, Paris, Gallimard, 2009 (2008).

[3] Olivier Petit, Bruno Villalba et Edwin Zaccai, « Interdisciplinarité et développement durable », *in* Bertrand Zuindeau (dir.), *Développement durable et territoires*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p.37-48 ; Marc Jollivet et Jean-Marie Legay, « Dossier interdisciplinarité : canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales », *Natures-Sciences-Sociétés*, vol. 13 (2), avril-juin 2005, p.184-188.

[4] GIEC, *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Genève, GIEC, 2007. URL : http://www.un.org/french/climatechange/ipcc.shtml (consulté le 31 mai 2012) ; Nicholas Stern, *The*

Dans la littérature politologique francophone, le sujet a commencé à être abordé, depuis la fin des années 2000, sous l'angle des *dysfonctionnements temporels* de la démocratie. Mais la plupart des auteurs ont axé leur réflexion sur le problème du long terme, qui contourne en quelque sorte l'hypothèse catastrophiste d'un basculement qui serait déjà amorcé : pour Pierre Rosanvallon, les catastrophes n'étant pas imminentes, le problème est d'abord celui d'une *« myopie des démocraties »*, qui devront donc apprendre à peser les conséquences à long terme de leurs décisions[3]. La position du philosophe Dominique Bourg et du politiste Kerry Whiteside prolonge cette analyse, lorsqu'ils proposent comme solution à la crise écologique une réforme institutionnelle qui fonderait une *« Académie du futur »* et qui orienterait les décisions d'un *« nouveau Sénat »* en charge de faire respecter les intérêts des générations futures[4]. Ils insistent ainsi sur l'importance des processus délibératifs comme condition de constitution d'une nouvelle relation à l'environnement. Derrière ces propositions, il y a l'idée que la démocratie doit parvenir à s'obliger à penser à long terme pour espérer sortir de la crise écologique.

Mais l'hypothèse catastrophiste nous invite à questionner ces analyses, en pointant une autre forme possible de dysfonctionnement temporel. Selon Bruno Villalba, il convient de garder à l'esprit que la version moderne du projet démocratique est profondément structurée par une série de notions qui, justement, à leur manière, incarnent une pensée du long terme : ce sont *« le développement »*, *« le progrès »*, *« la croissance »*, etc. Le problème, selon lui, est qu'aujourd'hui cette conception du long terme semble de plus en plus remise en cause par la *matérialisation* de la crise écologique globale, autrement dit le réchauffement climatique et le pic des ressources… Le système démocratique est donc *déjà* soucieux du long terme, mais souffre d'une forme de cécité qui l'empêche de voir que ses espoirs long-termistes sont *déjà* en train de se fracasser sur la matérialité des limites écologiques. Le problème central devient alors l'assèchement de la vision long-termiste sur laquelle se fondait le projet démocratique. Cela pose la question de la capacité de l'esprit démocratique à se réinventer indépendamment de l'imaginaire du progrès perpétuel qui l'animait jusqu'alors, et à se confronter au contraire à

Economics of Climate Change: The Stern Review, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2007.

[1] Robert L. Hirsch, Roger Bezdek et Robert Wendling, 2006, *op. cit.*

[2] Millenium Ecosystem Assessment, *Ecosystems and Human Well-Being: Synthesis Report*, Washington DC, Island Press, 2005 ; Anthony D. Barnosky, Elizabeth A. Hadly & al.,2012, *op. cit.*

[3] Pierre Rosanvallon, « Sortir de la myopie des démocraties », *Le Monde*, 8 décembre 2009 ; Pierre Rosanvallon, « Le souci du long terme », *in* Dominique Bourg et Alain Papaux (dir.), *Vers une société sobre et désirable*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.151-162.

[4] Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil, 2010, p.91-92.

la notion de *délai*, entendue comme une limitation du temps effectivement disponible pour la délibération avant que ne se concrétisent des finitudes et des irréversibilités globales[1].

Selon Bruno Villalba, la matérialisation de la crise écologique globale se traduit par trois grandes contractions qui entravent de plus en plus les régimes démocratiques. La première est une *« contraction matérielle »*, entendue comme la diminution progressive de la disponibilité des ressources, et notamment du pétrole, qui est le carburant du projet de société d'abondance. La deuxième est une *« contraction temporelle »*, comprise comme la réduction progressive de l'horizon temporel du politique, qui voit son avenir de plus en plus compromis à mesure que sont fragilisées les conditions écologiques de sa propre perpétuation. Et enfin, la troisième est une *« contraction démocratique »*, qui désigne la manière dont la convergence des ruptures catastrophiques réduit de plus en plus la marge de manœuvre des communautés politiques, à mesure que les seuils d'irréversibilité sont atteints les uns après les autres[2]. En établissant un lien logique entre ces trois grandes contractions, Villalba esquisse un cadre théorique pour penser la façon dont un faisceau de contraintes environnementales croissantes pourrait progressivement *enserrer* le projet démocratique jusqu'à l'étouffer complètement. En effet, le risque serait alors de voir les régimes démocratiques s'enfermer dans une *« crise sans fin »*, où les logiques délibératives seraient court-circuitées par l'accumulation des pénuries… et des tensions sociales qui s'ensuivraient nécessairement.

Ce problème de la *« contraction démocratique »* est le nœud gordien de l'hypothèse catastrophiste. L'envisager, c'est déjà commencer à accepter l'idée que le monde extérieur puisse réduire la marge de manœuvre du politique en le privant de ses ressources matérielles et temporelles. Pour cette raison, la perspective catastrophiste est souvent comprise comme la négation de la délibération et de l'esprit démocratique. Mais en réalité, il serait plus exact de dire que c'est la *catastrophe*, plutôt que le catastrophisme, qui annihile la délibération : quand une ressource disparaît irréversiblement, il est trop tard pour en délibérer. La fixation et la répartition de quotas de pêche peuvent faire l'objet de négociations *avant* la disparition d'une espèce, mais elles ne le peuvent plus *après*. La contraction démocratique découle donc de la catastrophe, et non du catastrophisme. En revanche, ce que nous montrent les mouvements contemporains pour la décroissance et la transition, c'est que – paradoxalement – les militants

---

[1] Michel Badré, Dominique Bourg, Jean-René Brunetière, Jean Gadrey, Alain Grandjean, Bernard Perret et Bruno Villalba, « Les droits de l'avenir : comment prendre des décisions de long terme ? », *Esprit*, mars-avril 2011, p.205-235.

[2] Bruno Villalba, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & politique*, n°40, 2010, p.95-113.

catastrophistes délibèrent *constamment*. Certes, en prenant acte de la catastrophe, le catastrophisme dresse l'acte de décès du projet de démocratie par l'abondance… mais dans le même temps, *il ré-ouvre un espace délibératif* où il sera légitime de débattre du projet de société qu'il faudra reconstruire ensuite. Dans sa dimension énergétique, par exemple, c'est justement parce qu'il prend acte de la finitude non-négociable des réserves pétrolières que le catastrophisme ré-investit cette ressource d'une valeur *politique* en autorisant le débat sur la hiérarchisation des usages – plus ou moins légitimes – d'une ressource irremplaçable et vouée à disparition. Les mouvements catastrophistes produisent donc des pratiques politiques qui invitent à relativiser l'hypothèse théorique selon laquelle la perspective catastrophiste signerait l'acte de décès du politique, et à œuvrer à une compréhension politologique plus fine du récit catastrophiste.

2.4 Une contribution à la compréhension politologique du récit catastrophiste

Si la question de la déstabilisation écologique globale invite la théorie politique à se confronter de manière originale à l'hypothèse catastrophiste, il faut cependant avoir à l'esprit que tout cela s'inscrit dans une histoire intellectuelle plus longue, celle de la réflexion sur la naissance et la mort des civilisations, de saint Augustin observant la chute de Rome à Jared Diamond méditant sur les leçons de l'Ile de Pâques et l'avenir du Montana[1]. Mobiliser l'hypothèse catastrophiste au service d'une réflexion épistémologique sur la temporalité démocratique risque fort d'éveiller chez le lecteur le souvenir du courant de pensée que l'on pourrait qualifier de *« décliniste »*, à forte résonance conservatrice ou réactionnaire, qui irait du comte de Gobineau imaginant la décadence de l'humanité par le métissage des races, à Oswald Spengler proposant une lecture cyclique de la croissance et du déclin des civilisations[2]. Notre travail devra donc faire la part entre ce qui relève d'une pensée atemporelle de la fin des temps, et ce qui peut légitimement être considéré comme propre à notre époque ; mais il devra aussi expliquer pourquoi la pensée catastrophiste contemporaine *n'est pas réductible à une pensée de la fin*, du fait de la manière dont elle prétend procéder à

---

[1] Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006 (2005).

[2] Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Éditions Pierre Belfond, 1967 (1853-1855) ; Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, vol. 1, *Forme et vérité*, Paris, Gallimard, 1948 (1918) ; Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, vol. 2, *Perspectives de l'histoire mondiale*, Paris, Gallimard, 1948 (1923).

une reformulation du projet démocratique qui – paradoxalement – permettrait de perpétuer une communauté démocratique par-delà le basculement global.

Ce qu'il y a de commun à toutes les pensées – extrêmement hétérogènes – de la fin, c'est certainement *la force politique du récit qui les sous-tend*. En effet, le catastrophisme est une forme de mise en récit qui contribue à donner du sens à la réalité, mais qui contient aussi un fort potentiel mobilisateur, fondé sur la rhétorique du *« sursaut »*, de la *« préparation »* et de la *« résilience »*. La force narrative de la catastrophe est déjà perceptible dans le sens que prend ce terme dans le vocabulaire du théâtre : la catastrophe vient y clore une unité d'action, de temps et d'espace, tout en contribuant rétrospectivement à lui donner du sens, voire une morale[1]. À un niveau plus politique aussi, la rhétorique de la catastrophe permet de penser la perspective d'un *« coup de théâtre »*, c'est-à-dire d'une rupture radicale dans la routine des événements, que rien ne laissait pressentir, et qui débouchera selon les cas soit sur la fin du monde, soit sur la fin d'un monde. La puissance narrative de ce registre politique tient notamment à son utilité pour contourner le problème de l'inertie sociale, ou celui de la faiblesse numérique de certains groupes prétendant changer le monde, en cultivant la conviction que la *« table rase »* est inéluctable. Dans son ouvrage de référence sur *La Fin du monde* (1989), l'historien Lucian Boia insiste sur cette dimension très politique de la rhétorique apocalyptique, quand il affirme que *« les marginaux, les minorités opprimées, font volontiers appel aux cavaliers de l'Apocalypse : ils ont tout à gagner, plus rien à perdre »*[2]. Ces analyses historiques font écho à l'approche sociologique de Francesca Polletta, qui cherche à expliquer le rôle mobilisateur du registre narratif dans les mouvements sociaux contemporains, et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir[3].

Cela étant, il serait probablement abusif d'en déduire que tous les récits de la fin se valent les uns les autres. C'est la critique que l'on pourrait adresser au travail de Lucian Boia, qui se contente d'interroger l'*imaginaire* de la fin du monde, sans se pencher sur la question de la matérialité des ruptures… ce qui l'amène à mettre sur un pied d'égalité la perspective d'invasion extraterrestre, pour le moins controversée dans les réseaux scientifiques, de celle d'apocalypse nucléaire, qui pourrait légitimement sembler sensiblement plus étayée. Pourtant, en creux, on trouve dans son étude une forme de *sécularisation* de la pensée de la fin, qui va continuer à faire écho à la rhétorique religieuse du millénarisme ou de l'Apocalypse, mais qui

---

[1] Marie-Claude Hubert, *Le Théâtre*, Paris, Armand Colin, 1988, p.71-72.
[2] Lucian Boia, *La Fin du monde. Une histoire sans fin*, Paris, La Découverte, 1999 (1989), p.240.
[3] Francesca Polletta, *It Was Like a Fever: Storytelling in Protest and Politics*, Chicago, Chicago University Press, 2006.

va aussi radicalement s'en distinguer en s'ancrant dans une réflexion d'ordre plus scientifique, fondée sur l'analyse rationnelle de faits *tangibles* – à commencer par l'existence *indéniable* de la bombe atomique, dont Boia note lui-même qu'elle a largement dominé les récits de la fin du monde à partir de 1945, marquant une *rupture de sens* significative dans ce registre qui pouvait jusqu'alors raisonnablement paraître spéculatif. Or, c'est important de le souligner, c'est bien dans cette lignée que pourrait se situer une théorie politique environnementale qui s'intéresserait à l'influence des ruptures écologiques sur les communautés politiques.

Deux précédents théoriques peuvent nous éclairer dans cet effort d'appropriation et de rationalisation politologique du récit catastrophiste. Premièrement, il y a celui des sciences de la vie et de la Terre, au sein desquelles le catastrophisme constitue un paradigme scientifique important, après avoir longtemps été suspecté de religiosité : originellement, le catastrophisme y désignait une théorie géologique postulant que l'évolution du vivant était surtout le fait de catastrophes ou de cataclysmes, qui remodelaient les paysages et amenaient certaines espèces à disparaître[1]. Fortement associé à l'imagerie du Déluge biblique, le catastrophisme fut vivement critiqué par les théoriciens d'une évolution plus lente et plus graduée, parfois résumée sous le terme de *« gradualisme »*. Les travaux de Darwin mirent d'abord à mal la théorie catastrophiste, jusqu'à ce que la théorie de l'évolution réintègre explicitement les catastrophes comme agents de l'évolution. Le cas le plus célèbre est celui de la cinquième extinction massive des espèces, survenue il y a 65 millions d'années, au cours de laquelle s'éteignirent, entre autres, les dinosaures : l'explication privilégiée de ce phénomène est aujourd'hui la conjonction de la chute d'une météorite dans le Golfe du Mexique d'une part, et d'éruptions volcaniques titanesques en Inde d'autre part[2]. Ainsi, après avoir été rejeté en bloc, le paradigme catastrophiste a finalement été partiellement réhabilité au sein des sciences de la vie et de la Terre, parce que lui seul permettait de penser *certains moments précis* de l'évolution, où brusquement les règles de la continuité, jusqu'alors valables, ont été comme suspendues, le temps d'une précipitation catastrophique. Ensuite seulement, les règles de la continuité peuvent reprendre leur cours, mais au sein d'un monde vivant radicalement réorganisé, et donc radicalement différent de celui qui existait avant la rupture catastrophique.

---

[1] Claude Babin, *Autour du catastrophisme. Des mythes et légendes aux sciences de la vie et de la Terre*, Paris, Vuibert, 2005.

[2] Richard E. Leakey et Roger Lewin, *La Sixième extinction. Évolution et catastrophes*, Paris, Flammarion, 1999 (1996) ; Walter Alvarez, *La Fin tragique des dinosaures*, Paris, Hachette, 1998 (1997) ; Stephen J. Gould, « Le choc d'un astéroïde », *in Quand les poules auront des dents*, Paris, Seuil, 1991 (1983), p.373-387.

Deuxièmement, il y a le modèle de la *« théorie des catastrophes »*, développée vers le milieu du XXe siècle à la suite des travaux du mathématicien français René Thom, dans le champ de la systématique[1]. Ce modèle vise à expliquer pourquoi les systèmes présentent des *seuils de rupture*, au-delà desquels s'opèrent de brusques discontinuités, des basculements dans la nature du système lui-même. Il peut nous intéresser, car il a trouvé d'importants échos dans l'étude des populations et des écosystèmes, en particulier pour modéliser les seuils au-delà desquels une croissance démographique trop soutenue risque de déboucher sur un brutal effondrement. Sans entrer dans le détail des controverses portant sur ces modèles, on notera la filiation de ces modèles avec la vague des modélisations qui ont nourri le courant survivaliste de l'écologisme des années 1970 : les Meadows, bien sûr, mais aussi les Odum ou James Lovelock, qui sont aujourd'hui encore des références fréquemment invoquées par les penseurs contemporains de la décroissance et de la transition[2].

Ce que nous apprennent ces deux précédents théoriques, c'est que nous parlons bien de *catastrophe* et non, par exemple, d'apocalypse. La catastrophe n'est pas une forme de vérité révélée ; elle n'a pas de sens en elle-même ; elle reste ouverte à des interprétations politiques concurrentes… et, c'est important, *elle n'est pas nécessairement la fin de tout*. En revanche, elle introduit l'idée d'une rupture, d'une discontinuité majeure entre un *avant* et un *après*, qui rappellerait brutalement que les conditions écologiques dans lesquelles a prospéré la version moderne du projet démocratique ne sont peut-être pas immuables. Une fois encore, cela fait écho aux travaux de l'historien John McNeill lorsqu'il démontre que la déstabilisation globale de l'environnement est aujourd'hui suffisamment avérée pour nous imposer d'envisager une rupture fondamentale dans les conditions écologiques de l'histoire moderne (*cf. supra*). La perspective catastrophiste invite à penser d'une part les limites des théories et des pratiques démocratiques contemporaines en cas de rupture catastrophique effective, et d'autre part la manière dont ces théories et ces pratiques pourraient être renégociées dans un contexte post-catastrophique.

---

[1] René Thom, *Paraboles et catastrophes. Entretiens sur les mathématiques, la science et la philosophie*, Paris, Flammarion, 2010 (1983).

[2] Donella Meadows, Dennis Meadows et Jorgen Randers, *Beyond the Limits: Confronting Global Collapse, Envisioning a Sustainable Future*, Post Mills (VT), Chelsea Green Publishing, 1992 ; Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows, *Limits to Growth. The 30-Year Update*, White River Junction (VT), Chelsea Green Publishing, 2004 ; Donella H. Meadows, *Thinking in Systems: A Primer*, White River Junction VT, Chelsea Green Publishing, 2008 ; Howard T. Odum, *Environment, Power and Society For the Twenty-First Century: The Hierarchy of Energy*, New York, Columbia University Press, 2007 (1971) ; Howard T. Odum et Elisabeth C. Odum, *A Prosperous Way Down: Principles and Policies*, Boulder, University Press of Colorado, 2008 (2001) ; James Lovelock, *La Terre est un être vivant. L'hypothèse Gaïa*, Paris, Flammarion, 1993 (1979) ; James Lovelock, *La Revanche de Gaïa. Préserver la planète avant qu'elle ne nous détruise*, Paris, Flammarion, 2007.

L'appropriation politologique du récit catastrophiste se heurte cependant à un récurrent *soupçon d'incompatibilité* entre logiques catastrophistes et logiques démocratiques. Dans une discussion avec Michaël Fœssel, le philosophe Frédéric Worms envisage que l'obsession de la catastrophe finisse par justifier la relativisation, puis l'abandon de tout souci de justice :

> *« Puisque la catastrophe met en cause la vie, la survie, l'existence, elle semble passer avant tout, et c'est au nom de la catastrophe qu'on suspend les règles de droit. Elle fait donc douter de la justice métaphysiquement – puisqu'on en vient à se demander "À quoi bon la justice ?" – mais aussi politiquement puisqu'on en vient à douter de la nécessité de respecter les droits de l'homme, la liberté, la fraternité, la justice, le refus de la torture… au nom de la catastrophe. »*[1]

Dans le même ordre d'idée, selon la philosophe Catherine Larrère, *« la "prophétie de malheur" […] exclut toute possibilité de choix. […] Le choix du scénario du pire interdit tout débat démocratique : sous la menace de la catastrophe imminente, on ne saurait délibérer. »*[2] Le catastrophisme serait donc intrinsèquement inhibiteur de toute délibération démocratique : au mieux, il inciterait à l'immobilisme par refus de toute décision impliquant la moindre prise de risque, ce qu'affirment souvent les détracteurs du principe de précaution[3] ; au pire, il serait susceptible de justifier des dérives autoritaires au nom de l'état d'urgence. Cette accusation d'incompatibilité avec l'esprit démocratique est d'autant plus virulente qu'effectivement, on trouve certains penseurs d'inspiration écologiste qui ont émis des doutes quant à la capacité de la démocratie à pouvoir traiter le problème de la catastrophe écologique globale[4]. Mais par ailleurs, il faudrait aussi souligner que le courant de la *green political theory* a collectivement pris ses distances avec de telles analyses, et a au contraire produit une abondante littérature scientifique pour dépasser cette approche confrontationnelle en réfléchissant à ce que pourrait être un renouvellement de l'esprit des Lumières à l'heure de la crise écologique globale[1]. Cela fournit un cadre théorique au sein duquel nous pourrons chercher les conditions d'articulation,

---

[1] Michaël Fœssel et Frédéric Worms, « La catastrophe est-elle une politique ? », *Esprit*, mai 2011, p.54-70, p.56. Voir aussi : Yves Citton, « La passion des catastrophes », *Revue Internationale des Livres et des Idées*, janvier-février 2009, URL : http://www.fabula.org/revue/document4926.php (consulté le 12 mars 2012).

[2] Catherine Larrère, entrée « Précaution », *in* Monique Canto-Sperber (dir.), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, Paris, Presses Universitaires de France, 3e éd., 2001, p.1259-1262, repris dans Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*, p.93.

[3] Jean de Kervasdoué, *Les Prêcheurs de l'apocalypse. Pour en finir avec les délires écologiques et sanitaires*, Paris, Plon, 2007 ; Jean de Kervasdoué, *La Peur est au-dessus de nos moyens. Pour en finir avec le principe de précaution*, Paris, Plon, 2011 ; Gérald Bronner et Étienne Géhin, *L'Inquiétant principe de précaution*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010.

[4] Robert L. Heilbroner, *An Inquiry into the Human Prospect*, New York, HarperRow, 1974 ; William Ophuls et A. Stephen Boyan, Jr., *Ecology and the Politics of Scarcity Revisited: The Unravelling of the American Dream*, New York, W.H. Freeman and Company, 1992 (1977).

plutôt que de confrontation, entre les logiques catastrophistes et les logiques démocratiques… non pas à partir de raisonnements spéculatifs, mais en tâchant toujours d'ancrer la réflexion dans une approche sociologique des *pratiques de délibération catastrophiste* expérimentées par les réseaux de la décroissance et de la transition.

Pour aller d'une logique de confrontation vers une logique de complémentarité, nous avions souvent à l'esprit les travaux de deux philosophes, qui ont beaucoup contribué à une *rationalisation de la démarche catastrophiste* en tant que méthode philosophique permettant d'accéder à une meilleure compréhension de la réalité du monde moderne. Le premier était Jean-Pierre Dupuy qui, depuis 2002, lutte contre la connotation dépréciative qui entoure ce terme, pour *« montrer au contraire que l'on peut construire un catastrophisme cohérent et conforme à la raison la plus exigeante »*[2]. Dans la lignée d'Ivan Illich[3] (dont il fut l'élève et le collaborateur) et de Hans Jonas[4], il développe une critique de la technique qui l'amène à constater un changement dans la réalité matérielle des risques contemporains, qui comportent désormais un *« potentiel apocalyptique »*, au point qu'*« il est rationnel aujourd'hui d'être catastrophiste dans le sens indiqué par le commandement de Jonas »*[5]. Sur cette base, Dupuy développe l'idée d'une démarche catastrophiste *heuristique*, d'abord purement métaphysique, mais dont les implications politiques transparaissent de plus en plus clairement au fil des ouvrages. Cette proposition philosophique a été rendue possible par un important effort de conceptualisation qui démarque la catastrophe de son sens euphémisé (désastre naturel ou accident industriel) et qui lui attribue un sens fort, radical. La catastrophe à laquelle renvoie le catastrophisme de Dupuy, c'est un basculement du monde, pour partie déjà en cours, et à *« potentiel apocalyptique »* – ce qui fait immanquablement penser au diagnostic posé par les mobilisations contemporaines pour la décroissance et pour la transition :

> *« Je parle de* la *catastrophe au singulier, non pour désigner un événement unique, mais un système de discontinuités, de franchissements de seuils critiques, de ruptures, de changements structurels radicaux qui s'alimenteront les uns les autres, pour frapper de*

---

[1] Tim Hayward, *Ecological Thought: An Introduction*, Oxford, Polity Press, 1995, p.39.
[2] Jean-Pierre Dupuy, *Le Catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002, p.81.
[3] Ivan Illich, *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2003 ; Ivan Illich, *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Fayard, 2005.
[4] Hans Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, 1998 (1979).
[5] Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*, p.93.

plein fouet avec une violence inouïe les générations montantes. Mon cœur se serre lorsque je pense à l'avenir de mes enfants et de leurs propres enfants qui ne sont pas encore nés. »[1]

Quant au second philosophe, il s'agit de Günther Anders, spécialiste de la question de l'arme nucléaire, que Dupuy a beaucoup contribué à faire connaître en marge de ses propres travaux[2]. Günther Anders avait été le premier mari de Hannah Arendt, et l'on peut trouver des résonances entre les deux œuvres. Mais la vie d'Anders a connu une rupture philosophique fondatrice en 1945, avec l'explosion des premières bombes atomiques, *matérialisations* d'un basculement technique *tangible* qui allait devenir l'élément le plus structurant de sa pensée. Sous sa plume, l'horizon de l'apocalypse nucléaire devient *le* sujet philosophique et politique par excellence, car cette apocalypse porterait en elle l'*« extinction de tout but possible »*. Selon lui, le bombardement d'Hiroshima et la répétition de cet acte sur Nagasaki symbolisent ni plus ni moins que notre basculement du temps continu de l'histoire vers ce qu'il appelle le *« temps de la fin »* :

> *« Il n'est pas certain que nous ayons déjà atteint la fin des temps. Il est certain en revanche que nous vivons définitivement dans le temps de la fin et que le monde dans lequel nous vivons est par conséquent un monde incertain. "Dans le temps de la fin" signifie : dans cette époque où nous pouvons chaque jour provoquer la fin du monde. – "Définitivement" signifie que le temps qui nous reste est pour toujours le "temps de la fin" : il ne peut plus être relayé par un autre temps mais seulement par la fin. »*[3]

Pour Anders, la vraie rupture catastrophique, celle qui fait brusquement basculer d'un système à un autre, est *déjà* advenue dès 1945, lorsque l'humanité a basculé du *« genre des mortels »* au *« genre mortel »*. Le *« temps de la fin »* qui est désormais le nôtre est un compte à rebours sans échappatoire, un simple *« délai »* que nous pourrons, tout au plus, prolonger. Selon lui, si nous parvenions à la comprendre à sa juste mesure, cette rupture majeure devrait nous paraître suffisamment radicale pour justifier une reconsidération totale de nos manières de concevoir la philosophie et, bien sûr, la politique. Son parcours intellectuel atypique incarne cette volonté de rompre avec les invariants de l'intellectualisme distancié, et avec l'idée qu'une telle rupture ontologique pourrait n'être qu'un épiphénomène politique[1]. Et dans l'ensemble de son œuvre, Anders prolonge et systématise cette analyse, en expliquant que

---

[1] Jean-Pierre Dupuy, *La Marque du sacré*, Paris, Carnets Nord, 2008, p.31.

[2] Jean-Pierre Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Seuil, 2005 ; Jean-Pierre Dupuy, *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, Paris, Seuil, 2006 ; Jean-Pierre Dupuy, « Günther Anders, le philosophe de l'âge atomique », préface à Günther Anders, *Hiroshima est partout*, Paris, Seuil, 2008, p.7-31.

[3] Günther Anders, *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, *sine loco*, Le Serpent à plumes, 2006 (1981), p.312.

l'invention et la production en masse de l'arme atomique doivent être comprises comme le résultat logique d'une société industrielle déshumanisante, dans laquelle l'humain, devenu simple rouage, peut éliminer des millions de ses congénères, sans haine, par la simple pression d'un bouton[2]. Anders amorce ainsi une réflexion initialement ontologique, mais à portée politique, sur le potentiel apocalyptique des ruptures catastrophiques engendrées par le développement de la technique.

Anders et Dupuy se retrouvent ainsi dans l'idée que le catastrophisme serait *devenu* une condition *nécessaire* pour hausser le débat démocratique à la hauteur des catastrophes qui caractérisent l'après-1945. Selon Dupuy, sans catastrophisme, *« nous n'accordons pas un* poids de réalité *suffisant à l'inscription de la catastrophe dans le futur. Ni cognitivement ni émotionnellement, nous ne sommes touchés par l'anticipation du malheur à venir. »*[3] Les catastrophes en cours seraient *« supraliminaires »*, c'est-à-dire démesurément trop grandes pour être spontanément perçues et comprises, si bien que seule une démarche délibérément catastrophiste serait en mesure de se hisser à la hauteur des enjeux. Toutefois, il est vrai que dans leur défense de l'heuristique catastrophiste, ni Dupuy, ni Anders n'abordent la question de l'incarnation politique de leur proposition métaphysique. Ils se contentent de pointer une forme de dysfonctionnement temporel du projet moderne, qui ne parvient pas à prendre acte du fait que depuis 1945, ses ambitions à long terme sont contredites par la plausibilité d'une rupture catastrophique à potentiel apocalyptique pouvant intervenir à tout moment. C'est justement à ce stade que l'analyse empirique des processus délibératifs mis en œuvre par les mouvements contemporains de la décroissance et de la transition pourra apporter un éclairage original, en nous permettant de mieux comprendre quelles seraient les conditions et les limites d'une articulation entre la théorie démocratique et la temporalité catastrophiste.

* * *

Nous allons donc procéder à une approche sociologique, comparée et internationale, des mobilisations contemporaines de la décroissance et de la transition[4]. À travers ce prisme, nous

---

[1] Günther Anders, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, Paris, Allia, 2001 (1977).
[2] Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Ivréa-Encyclopédie des nuisances, 2002 (1956) ; Günther Anders, *La Haine à l'état d'antiquité*, Paris, Payot & Rivages, 2007 (1985).
[3] Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*, p.199-200.
[4] Cette thèse de doctorat prolonge et amplifie une réflexion personnelle initiée en deuxième année de Master à l'Institut d'Études Politiques de Lille, dans le cadre d'un mémoire de recherche où nous interrogeions les implications politiques des mises en garde relatives au pic pétrolier mondial, mais sans encore appuyer notre réflexion sur une étude de terrain conséquente : Luc Semal et Mathilde Szuba, *Les Processus décisionnels démocratiques à l'épreuve des pénuries énergétiques. Du refoulement à l'intégration ?*, Mémoire de recherche

nourrirons une réflexion sur la manière dont une théorie politique environnementale pourrait nous aider à comprendre la spécificité de ces mouvements, en nous incitant à considérer l'inscription des communautés politiques contemporaines dans un monde qui est en train de changer très rapidement, selon les sciences de la vie et de la Terre. Notre contribution à la structuration d'une théorie politique environnementale francophone consiste en une étude plus approfondie de l'hypothèse catastrophiste, selon laquelle l'accélération du processus moderne de déstabilisation écologique globale pourrait à court terme remettre en cause les conditions écologiques de la perpétuation du politique tel que nous le connaissons, c'est-à-dire fondé sur un idéal démocratique difficilement dissociable d'un imaginaire social d'abondance et de prospérité matérielle. Pour ce faire, nous procéderons en trois temps, qui s'articuleront autour des concepts de *précipitations*, de *politisations* et de *délibérations*.

La première partie sera principalement consacrée à une analyse relevant de la sociologie des idées politiques, de manière à inscrire notre étude des mouvements pour la décroissance et la transition dans l'histoire plus longue des mobilisations écologistes. La notion centrale sera la *« précipitation »*, qui synthétise le champ lexical de la rupture catastrophiste : basculement, emballement, effondrement, effet de seuil, *tipping points*, etc. La précipitation peut évoquer une forme d'accélération, mais en y ajoutant aussi la possibilité d'un seuil critique. Dans les sciences physiques, le mot *« précipitation »* désigne un seuil au-delà duquel une masse solide se condense soudainement au sein d'un corps liquide : les éléments qui composent la matière restent les mêmes… et pourtant quelque chose a changé de sa réalité physique, quelque chose de totalement nouveau s'est brusquement *matérialisé*. En mobilisant les ruptures écologiques, climatiques ou énergétiques en cours, les mouvements pour la décroissance et la transition invitent à une réflexion sur la signification politique des *précipitations catastrophiques*. Nous commencerons par présenter ces deux mouvements, en montrant que leurs émergences parallèles dans les années 2000 témoignent de la structuration récente d'une pensée militante inédite, analysable au moyen d'une approche ethnographique, compréhensive, comparative et internationale (chapitre 1). Sur la base de ces études de cas, nous expliquerons pourquoi l'émergence de ces deux mouvements au sein des réseaux écologistes du début des années 2000 incarne une forme de résurgence d'un catastrophisme plus ancien, propre à l'écologisme et aux mobilisations qui l'incarnent (chapitre 2). Nous verrons alors pourquoi cette résurgence de la pensée catastrophiste conduit à une rupture dans la conception du temps politique : la perspective de voir des *tipping points* écologiques entraîner à court terme des *tipping points*

---

de l'Institut d'Études Politiques de Lille, sous la direction de Bruno Villalba, 2006.

socio-politiques contredit l'hypothèse de continuité qui sous-tend le cadrage politique dominant de la crise écologique, et amène les réseaux catastrophistes à lui substituer un cadrage émergent fondé sur l'hypothèse d'une précipitation déjà en cours de catastrophes convergentes (chapitre 3). Cette proposition de refondation des temps politiques autour du concept de catastrophe vient alimenter un univers de controverses épistémologiques sur les outils dont nous disposons pour penser l'insertion des communautés politiques dans un environnement qui n'est pas immuable (chapitre 4).

Après avoir ainsi exploré la spécificité de la pensée catastrophiste contemporaine sur le plan des idées, nous en viendrons à une analyse plus détaillée des trajectoires individuelles et collectives qui ont nourri les *« politisations »* de la pensée des précipitations catastrophiques. Certes, il existe sans doute des individus ou des groupes qui, en développant une forte conviction catastrophiste, se retirent plus ou moins du jeu politique, parce qu'ils en jugent les règles obsolètes. Mais dans le cadre de cette étude, nous nous intéresserons à ceux qui, au contraire, *construisent un engagement politique qui se nourrit de leur diagnostic catastrophiste* : c'est notamment le cas des militants de la décroissance et de la transition qui, tout en prenant acte de la dimension catastrophique du pic pétrolier et du réchauffement climatique, font tout de même le choix d'intervenir dans le débat public en y injectant des éléments de cadrages et des propositions programmatiques qui leur sont propres. La deuxième partie examinera donc la variété des processus de politisation qui sont intervenus lorsque des individus ont commencé à se mobiliser autour des mots d'ordre de décroissance et de transition, introduisant ainsi le discours catastrophiste dans le champ politique, et promouvant un cadrage où l'*ampleur du temps perdu* et l'*insuffisance du temps qu'il reste* deviennent des problèmes proprement politiques. Ces politisations de la pensée catastrophiste sont d'abord perceptibles à travers l'analyse des trajectoires militantes individuelles, qui témoignent de dynamiques collectives de conversions catastrophistes, sur fond de désillusion politique dans les réseaux écologistes (chapitre 1). La dimension collective de ce phénomène, avec ses effets de groupe et ses processus de socialisation, conduit progressivement à la constitution d'une identité politique catastrophiste, qui soude le groupe en interne et structure son originalité vis-à-vis de l'extérieur (chapitre 2). Ces conversions interviennent moins par héritage que par déduction, suite au constat d'une incapacité persistante des sociétés industrialisées à inverser les tendances lourdes des dérèglements globaux. Le catastrophisme intervient lorsque le militant prend acte de cette incapacité et en déduit des considérations politiques, notamment en termes de menaces croissantes pesant sur les conditions matérielles de la continuité du

politique (chapitre 3). La déduction catastrophiste conduit alors à l'anticipation catastrophiste, par laquelle les militants tentent d'anticiper les conséquences des catastrophes qu'ils jugent désormais partiellement inéluctables : dans un temps politique conçu non plus comme une durée mais comme un délai, comme un compte à rebours, ils recomposent radicalement leurs pratiques politiques de manière à les concilier avec l'ensemble des contraintes induites par les catastrophes attendues (chapitre 4).

Enfin, la troisième partie s'intéressera aux *« délibérations »* catastrophistes, notamment mises en œuvre par le mouvement de la transition, plus formalisé et professionnalisé que celui de la décroissance. Nous tâcherons d'y analyser ce phénomène politique paradoxal, qui voit des mouvements politiques catastrophistes fonder leur identité sur l'anticipation de ruptures catastrophiques *non-négociables*, et pourtant *construire des espaces délibératifs* dans lesquels les pratiques démocratiques sont mobilisées pour œuvrer à l'invention d'un projet de société qui serait insérable dans ce contexte de contraction matérielle non-négociable. Étant donné le caractère très récent de ces expérimentations délibératives catastrophistes, nous n'aurons pas les moyens d'explorer toutes les possibilités soulevées par ce paradoxe qu'est la construction d'une négociation démocratique locale à partir d'un constat globalement non-négociable. En revanche, nous pourrons orienter notre analyse sur trois points problématiques des théories de la délibération, qui se trouvent au cœur des pratiques catastrophistes. D'abord, la question de la place des émotions dans la délibération démocratique pourra ici être abordée au prisme du travail politique d'accompagnement émotionnel auquel procèdent les militants, dans une forme de mise en pratique politique tangible de l'heuristique de la peur (chapitre 1). Ensuite, nous nous pencherons sur la mobilisation du registre narratif dans les arènes délibératives, en montrant que les réseaux catastrophistes cultivent consciemment des résonances narratives, visant à réduire les dissonances cognitives qui pourraient entraver les processus délibératifs qu'ils initient localement (chapitre 2). Enfin, nous montrerons comment la territorialisation des processus délibératifs prend un sens particulier au sein des réseaux catastrophistes, du fait de leur conviction que l'imminence des catastrophes globales impose une reconstruction de la résilience des territoires, c'est-à-dire une préparation matérielle et psychologique collective qui impose une renégociation générale du projet de territoire avec l'ensemble de la population et des collectivités locales (chapitre 3). Ces trois chapitres montreront ensemble qu'en ouvrant des espaces délibératifs catastrophistes, le mouvement de la transition œuvre à une animation politique du territoire qui donne l'idée d'une *« pédagogie des catastrophes »* qui ne serait plus entendue comme un effet spontané des précipitations catastrophiques, mais comme un *travail*

politique à part entière, s'appuyant sur des pratiques délibératives, et consistant à diffuser localement des cadres d'interprétation et de problématisation facilitant la compréhension et l'appréhension de basculements politiques supraliminaires à l'échelle locale.

Partie I : Précipitations

Que désignent la catastrophe et le catastrophisme en science politique ? En histoire[1], en philosophie[2], en géographie[3], dans d'autres disciplines encore, la catastrophe a bénéficié d'importants efforts de conceptualisation au cours des dernières décennies. Mais en science politique, même l'ouvrage particulièrement instructif dirigé en 1990 par Claude Gilbert ne procède pas à une classification rigoureuse qui permettrait de distinguer la catastrophe de l'accident, de la crise ou du désastre[4]. On peut expliquer la persistance de cette confusion par le fait que le terme de *« catastrophe »* est massivement utilisé dans le champ politique lui-même, et souvent de manière synonymique aux termes voisins. Est-ce une crise économique qui a engendré en 2008 des catastrophes politiques ? Ou est-ce au contraire une catastrophe économique qui engendra des crises politiques ? Et la crise écologique est-elle une succession de catastrophes, ou bien est-ce l'inverse ? Souvent, les mots apparaissent ici interchangeables, limitant le potentiel conceptuel des différents termes considérés.

Notre propos n'est pas de formuler une classification théorique arbitraire prétendant conceptualiser ces notions polysémiques. En revanche, nous proposons de prendre appui sur l'analyse de deux mouvements catastrophistes émergents pour construire un cadre d'analyse permettant aux politistes de mieux appréhender le rôle joué par la perspective catastrophiste

---

[1] François Walter, *Catastrophes. Une histoire culturelle. XVIe-XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2008 ; Anne-Marie Mercier-Faivre et Chantal Thomas, *L'Invention de la catastrophe au XVIIIe siècle. Du châtiment divin au désastre naturel*, Genève, Droz, 2006.
[2] Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*
[3] André Dauphiné, *Risques et catastrophes. Observer – spatialiser – comprendre – gérer*, Paris, Armand Colin, 2003 (2001), p.16.
[4] Claude Gilbert (dir.), 1990, *op. cit.*

dans certains processus de mobilisation agitant aujourd'hui le champ politique. L'enjeu n'est pas de parvenir à un concept universellement valide de *« catastrophe »*, mais simplement de stabiliser cette notion à un degré de cohérence suffisant pour contribuer à la sociologie des mobilisations écologistes d'une part, et à la théorie politique s'intéressant aux implications des dégradations écologiques globales d'autre part.

Mais partons du terrain. Deux mobilisations à vocation politique, la décroissance et la transition, ont connu un succès honorable depuis 2002-2005 – la première notamment dans les milieux francophones, la seconde surtout dans les milieux anglophones. Ces succès ne sont pas électoraux, puisque malgré quelques candidatures aux résultats modestes, la conquête du pouvoir électoral n'est généralement pas une priorité pour ces réseaux. Si succès il y a, ce serait plutôt par le rééquilibrage des rapports de force au sein des réseaux écologistes d'une part, et dans les luttes théoriques pour la définition d'un cadre d'analyse commun de la *« crise écologique »* d'autre part. La décroissance et la transition restent des mobilisations animées par des réseaux numériquement restreints : des mobilisations marginales, donc, mais pourtant pas anecdotiques. En France, le philosophe Dominique Bourg, l'un des principaux théoriciens du développement durable, affirme depuis 2010 que l'ampleur de la crise écologique impose désormais une réflexion politique sur la décroissance – perspective qu'il avait pourtant plutôt combattue jusqu'alors[1]. Au Royaume-Uni, l'économiste Tim Jackson a produit en 2009 pour l'officielle *Sustainable Development Commission* un rapport affirmant sans détours que la croissance n'était plus désormais ni souhaitable, ni possible[2]. Ces deux *« retournements »* sont symptomatiques d'une lutte théorique pour la définition du cadre d'analyse politique d'un phénomène inédit – la *« crise écologique globale »* – sur fond de doutes croissants quant à la possibilité réelle d'enrayer les dégradations écologiques au temps du pic pétrolier et du réchauffement climatique. C'est dans ce contexte de lutte théorique que la décroissance et la transition rencontrent une audience loin d'être négligeable, en dépit de la faiblesse de leurs effectifs numériques et de leur posture le plus souvent délibérément extra-institutionnelle.

Nous proposons l'hypothèse selon laquelle ces mobilisations doivent une part de leur succès au rapport innovant qu'elles instituent avec *« la catastrophe »* (au sens de catastrophe écologique globale, ou de précipitation des catastrophes). En ce sens, elles incarnent dans le champ politique des formes de *catastrophismes*, aux implications politiques à la fois pratiques

---

[1] Dominique Bourg, « L'éco-scepticisme et le refus des limites », *Études*, vol. 7, tome 413, 2010, p.29-40. URL : http://www.cairn.info/revue-etudes-2010-7-page-29.htm (consulté le 12 mars 2012).
[2] Tim Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, Etopia-De Boeck, 2010 (2009).

et théoriques. Dire que des militants (ou des mobilisations) sont *« catastrophistes »* ne signifie pas qu'ils puissent être réduits à cette seule dimension. Cela signifie seulement que leur préoccupation routinisée vis-à-vis de la catastrophe les conduit à développer des analyses, des pratiques et des discours politiques (ou à portée politique) qui ne peuvent pas être totalement expliqués et analysés indépendamment de ce rapport avec la catastrophe. C'est cette *relation* entre l'acteur politique catastrophiste et le phénomène catastrophique que nous chercherons à analyser : une *interaction*, entre d'une part un individu qui analyse un phénomène réputé extérieur à lui, et d'autre part ce phénomène lui-même, dont l'influence amènera l'individu à effectivement modifier ses pratiques sociales et politiques… pour, éventuellement, réviser ensuite sa perception de la catastrophe, et ainsi de suite.

La catastrophe et le catastrophisme ont une temporalité qui leur est propre : c'est la *précipitation*. En partant des cas de la décroissance et de la transition, cette première partie entend montrer comment l'introduction de cette temporalité catastrophique se manifeste de nos jours dans le champ politique, pour en tirer certains éléments susceptibles de contribuer à préciser le concept de catastrophe en science politique. Dans un premier temps, cela signifie présenter les réseaux de la décroissance et de la transition, afin de justifier l'approche méthodologique comparative et internationale que nous avons retenue, du fait de l'imbrication croissante de ces mobilisations (chapitre 1). Le catastrophisme de ces deux mobilisations émergentes ne peut cependant être compris qu'au regard d'un contexte politique plus large, celui de l'écologisme et des mobilisations écologistes qui, depuis les années 1970, se sont construites en partie autour de la perspective d'une *« catastrophe écologique globale »* (chapitre 2). Cette perspective amène penseurs et militants catastrophistes à se démarquer de l'hypothèse dominante d'une continuité politique par-delà la crise écologique, pour plutôt développer l'hypothèse alternative d'une rupture radicale des grands équilibres écologiques, et donc des conditions matérielles de continuité du politique (chapitre 3). Enfin, et à un niveau plus théorique, nous pourrons alors faire le point sur les controverses épistémologiques qui entourent cette hypothèse de rupture, en montrant d'abord que d'autres sciences humaines et sociales sont parvenues à structurer un espace disciplinaire permettant de développer les outils et les méthodes nécessaires pour appréhender les conséquences socio-politiques des ruptures écologiques, et en proposant ensuite des pistes pour contribuer à un travail similaire dans le champ de la théorie politique (chapitre 4). Nous aurons ainsi montré comment la notion de précipitation, qui sous-tend celle de catastrophe, peut aider à comprendre le phénomène du

catastrophisme au prisme de la sociologie des mobilisations, de l'histoire des idées politiques, de la sociologie des crises, et de la théorie politique.

I- Mouvements catastrophistes : une approche comparative internationale

« Me comprends-tu, au moins, en ce moment, toi ? Non, tu me juges fou ! Tu m'examines, tu te gardes de moi ! […] Viens-t'en me dire seulement Je t'ai compris ! et tu me rendras heureux, une seconde, peut-être. »[1]

Dans les années 2000, deux mobilisations distinctes ont fait une irruption remarquée dans les réseaux écologistes français et britanniques : la *décroissance*, surtout francophone, et la *transition*, principalement anglophone. Ce ne sont pas des mouvements de masse, mais ce sont des mobilisations suffisamment significatives pour avoir renouvelé certaines approches et thématiques propres à l'écologie politique. Ce sont ces mobilisations, notamment, qui ont initié une réflexion politique sur les ruptures sociales, économiques et politiques que pourrait entraîner à court terme une raréfaction accélérée des énergies fossiles. Sur cette hypothèse, ils ont élaboré des systèmes d'idées, de discours et de pratiques politiques que nous qualifierons de *catastrophistes*, parce qu'ils sont conçus et vécus comme devant être adaptés à un contexte perçu comme *catastrophique*. Le pic pétrolier, mais aussi l'accélération du réchauffement global, la crise économique et sociale, en bref, une *précipitation de catastrophes multiples*, semblent s'imposer à ces militants comme des réalités pressantes, au point qu'ils estiment ne plus pouvoir en faire abstraction dans le cadre de leur engagement politique.

Le catastrophisme observé dans ces réseaux militants n'est donc pas réductible à une option métaphysique contemplative. Il apparaît au contraire comme un élément structurant de l'engagement politique au sein de ces mobilisations, où l'ombre des catastrophes semble à la fois intangible et omniprésente. Cela signifie que cette ombre contribue à façonner la manière dont ces groupes conçoivent et pratiquent la politique : idées, espoirs, répertoires d'action, revendications, discours, dispositifs, stratégies, doivent alors être analysés en tenant compte de cette dimension explicative. L'enjeu n'est pas de produire une spéculation théorique sur le concept de catastrophe, mais plutôt d'observer comment la réalité des mobilisations existantes est *déjà* effectivement influencée par l'ombre des catastrophes, pour, *ensuite seulement*, tenter

[1] Guy de Maupassant, *Solitude* (1884), *in Apparition et autres contes d'angoisse*, Paris, Flammarion, 1987.

d'en tirer quelques enseignements susceptibles de contribuer à une meilleure compréhension des catastrophes écologiques dans le domaine de la théorie politique.

Les mobilisations contemporaines pour la décroissance et la transition constituent deux terrains distincts permettant cette approche : par facilité de langage, nous parlerons parfois de mobilisations *« catastrophistes »*. Mais ce raccourci ne doit pas dissimuler l'hétérogénéité des usages liés à la catastrophe au sein de ces mouvements. Aucun des individus ou des groupes que nous avons étudiés ne pourrait être réduit à sa seule dimension catastrophiste. Il serait plus juste de toujours préciser que leurs discours et leurs pratiques présentent une *tonalité*, ou des *accents* catastrophistes, si bien que la perspective catastrophique *contribue* à modeler leur engagement, mais sans jamais suffire à le résumer entièrement. À cela s'ajoute le fait que les deux mobilisations étudiées, du fait de leur caractère récent, ne sont pas stabilisées, et que les pratiques politiques catastrophistes qui y sont développées ne sont donc pas véritablement homogènes – d'où la nécessité qu'il y aurait à toujours parler de *catastrophismes* au pluriel, pour ne pas perdre de vue l'irréductible part d'hétérogénéité dans les incarnations militantes d'une préoccupation politique significative à l'égard des catastrophes.

Ce premier chapitre vise à exposer les précautions méthodologiques qui ont préludé à l'analyse sociologique de ces pratiques politiques catastrophistes dans leur pluralité. D'abord, une présentation plus détaillée des mobilisations pour la décroissance et la transition s'avère nécessaire pour justifier l'opportunité d'une approche comparative, analysant conjointement deux mouvements pourtant initiés dans des contextes nationaux différents. Nous montrerons ensuite comment ces deux mobilisations, quoique distinctes, tendent désormais à s'imbriquer par une dynamique d'internationalisation des réseaux militants préoccupés par la précipitation des catastrophes. Enfin, nous expliquerons pourquoi l'approche ethnographique, privilégiant une observation participante et compréhensive, s'est imposée à nous comme la plus adéquate pour saisir l'objet souvent fuyant qu'est l'influence de l'ombre portée par les catastrophes sur les pratiques et les idées politiques développées au sein des réseaux de la décroissance et de la transition.

1- Une approche comparative de la décroissance et de la transition

Notre étude des pratiques politiques catastrophistes contemporaines se fonde sur une approche comparative, analysant conjointement deux mobilisations, l'une française et l'autre britannique. Ce choix méthodologique se justifie par les importantes similitudes constatables

dans les filiations théoriques, mais aussi dans les modalités pratiques, qui ont conduit à l'émergence de la décroissance en France et de la transition au Royaume-Uni. Nous verrons d'abord qu'il existe au sein de l'écologie politique, depuis une quarantaine d'années, des courants de pensée qui mettent en garde contre les conséquences d'un irrespect prolongé des limites de la planète. Cette préoccupation s'est comme cristallisée en France, à partir de 2002, autour du terme *décroissance*, qui a bientôt précipité une mobilisation spécifique au sein des réseaux écologistes, et qui se distingue notamment par de sensibles accents catastrophistes. Au Royaume-Uni, un phénomène comparable s'est joué autour du terme de *transition*, à partir de 2005, quand des groupes locaux ont commencé à être formés pour se préparer à la catastrophe annoncée du pic pétrolier. Les mobilisations pour la décroissance et la transition participent donc d'une même communauté de raisonnement, qui a construit des idées, puis des pratiques politiques fondées sur la perspective de précipitations catastrophiques imminentes, voire déjà en cours : c'est cela qui justifie le choix d'une approche comparative transnationale, analysant ces deux mouvements non pas successivement, mais conjointement.

1.1 Une communauté de raisonnement catastrophiste

Les mouvements que nous proposons d'analyser participent d'une même communauté de raisonnement catastrophiste, progressivement constituée depuis les années 1970 au sein de l'écologie politique, et qui s'est comme *précipitée* en deux mobilisations au cours des années 2000, autour du mot de décroissance en France, et de celui de transition au Royaume-Uni. Les termes ou les concepts peuvent évidemment varier d'une culture nationale à une autre, mais les données du problème et les principaux enchaînements logiques restent fondamentalement les mêmes. La dimension transnationale de cette communauté de raisonnement catastrophiste s'explique notamment par la diffusion, depuis les années 1970, et dans un grand nombre de pays industrialisés, d'abord de la pensée écologiste, et surtout de la conception des *« limites de la planète »* portée par cette pensée écologiste.

On attribue généralement un rôle majeur aux travaux de l'équipe Meadows, au début des années 1970, dans la construction théorique et politique de l'idée qu'il existe des limites globales à la croissance – limites qu'il n'est pas soutenable, pas durable, de ne pas respecter. Leur rapport fondateur, *Limits to Growth*, publié en 1972, procédait à une modélisation du système planétaire, qui mettait en évidence, d'une part, que l'expansion humaine suivait une tendance à la croissance exponentielle et, d'autre part, que si elle se prolongeait, cette

croissance ne pouvait que se heurter au mur des limites naturelles globales, brutalement, et dans un avenir relativement proche à l'échelle d'une société (première moitié du XXIe siècle). Les Meadows se situent explicitement dans la lignée d'auteurs antérieurs, qui avaient eux aussi questionné l'avenir de la croissance de l'humanité et de son système économique : Thomas R. Malthus, John Stuart Mill, John Maynard Keynes, etc.[1] Mais *Limits to Growth* innove en proposant un modèle systémique qui intègre de nombreuses variables en croissance, rassemblées en cinq grandes catégories : la population, la pollution, la production industrielle par tête, la consommation de ressources naturelles et le quota alimentaire. Aucune de ces variables, affirment les Meadows, ne peut tolérer une croissance infinie, parce que notre monde est un monde fini.

Sur la base de ce diagnostic, le *« livre des limites »* de l'équipe Meadows procède ensuite à une réflexion plus prospective. Si le prolongement de la croissance exponentielle n'est pas possible à moyen, voire à court terme, que va-t-il se passer ? Les auteurs élaborent trois types de scénarios, fondés sur des hypothèses politiques et temporelles différentes (voir l'encadré n°1). La première famille de scénarios modélise l'hypothèse d'une transition volontariste menant à une stabilisation globale avant que les limites planétaires soient effectivement dépassées : ce serait l'option la plus souhaitable, selon les auteurs, qui plaident en faveur d'un *« passage de l'état de croissance à l'état d'équilibre global »*[2]. La deuxième famille de scénarios imagine pourtant que cette action volontariste tarde à être mise en œuvre. Dans ce cas, l'expansion démographique et industrielle dépasserait les limites du soutenable à l'échelle planétaire : il en résulterait des troubles écologiques, économiques et sociaux importants, mais il resterait encore une fenêtre temporelle et une marge de manœuvre politique suffisantes pour initier un retour contrôlé, par une forme de décroissance choisie, au respect des limites écologiques mondiales. La troisième famille de scénarios, enfin, envisage ce qu'il arriverait si cette action volontariste n'était pas mise en œuvre : dans ce cas, affirment les auteurs, les limites finiraient par s'imposer d'elles-mêmes, vraisemblablement sous forme d'effondrement *catastrophique*. La publication de ce rapport suscita de vives controverses théoriques et politiques, aux ramifications nombreuses[3].

---

[1] Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population*, Paris, Gonthier, 1963 (1803) ; John Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, Paris, Dalloz, 1953 (1848) ; John Maynard Keynes, *La Pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 2002.

[2] Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972, *op. cit.*, p.283.

[3] Alfred Sauvy, *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 ; Armand Petitjean (dir.) *Quelles limites ? Réponses de D. Meadows, le Club de Rome, G. Picht*, Paris, Seuil, 1974 ; H.S.D. Cole, Christopher Freeman, Marie Jahoda et K.L.R. Pavitt, *L'Anti-Malthus. Une critique de « Halte à la croissance »*, Paris, Seuil, 1974

Encadré n°1 : les idéaux-types de scénarios élaborés par les Meadows depuis 1972

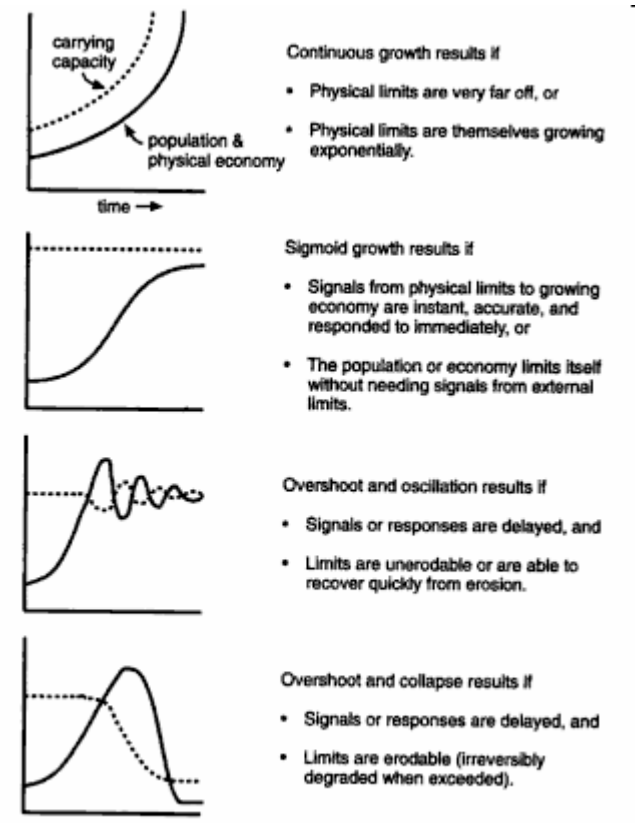


Figure 2.2 Structural causes of the four possible behaviour modes of the world model
Source: Meadows *et al.* 1992

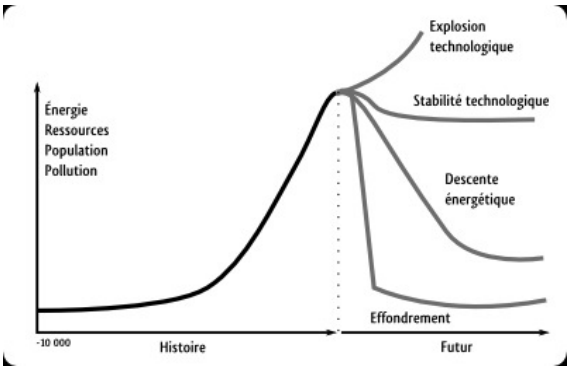
Ce schéma est extrait des mises à jour (en 1992 et en 2004) du rapport Meadows. Le graphique (a) correspond à un scénario de l'absurde, où il n'y aurait pas de limites à la croissance. Le graphique (b) illustre la **première famille de scénarios**, c'est-à-dire une stabilisation douce par anticipation des limites. Puis le graphique (c) montre la **deuxième famille de scénarios**, dans laquelle les limites sont dépassées, mais suffisamment peu significativement pour encore autoriser une stabilisation par oscillation. Enfin, le graphique (d) correspond à la **troisième famille de scénarios**, dans lesquels un dépassement excessif des limites aboutit finalement à un effondrement.

Prenant acte de l'obsolescence des scénarios de type (b), les Meadows résumait ainsi le problème tel qu'ils le concevaient en 2004 : *« What policies will increase the chances of a smooth transition back beneath planetary limits – a transition like (c) rather than (d) ? »* (p.138).

Les réseaux de la décroissance et de la transition reprennent abondamment ce type de graphiques, ainsi que le montrent les deux images reproduites ci-dessous : à gauche, le logo du réseau *Research and Degrowth*, et à droite, la traduction d'un schéma régulièrement utilisé par Rob Hopkins

(1973) ; Sicco Mansholt, *La Crise. Conversations avec Janine Delaunay*, Paris, Stock, 1974, p.150-184.

dans ses présentations (nous l'avons nous-mêmes vu l'utiliser dans l'une de ses conférences à Totnes, le 11 novembre 2008) :



Source : www.degrowth.net (consulté le 7 août 2012).

Le rapport Meadows est important parce qu'il n'est pas isolé. Au contraire, il s'inscrit dans un courant de pensée émergeant au début des années 1970, qui s'inquiète de ce que le non-respect des limites écologiques puisse, à terme, menacer la survie de l'humanité – d'où le nom de courant *« survivaliste »* que lui attribuent les politistes anglophones John Dryzek et David Schlosberg[1]. Outre le rapport Meadows, on inclut généralement dans cette famille de pensée des auteurs tels que Garrett Hardin (pour ses travaux sur la tragédie des communs), Paul Ehrlich (pour son analyse des risques de catastrophe démographique), Kenneth Boulding (pour sa contribution à la modélisation de l'économie du *« Vaisseau-planète Terre »*) ou encore l'agronome Lester Brown[2]. Par la suite, en aval du rapport Meadows, des économistes hétérodoxes, tel que Herman Daly, ont développé le courant de l'*« Ecological Economics »*, ou de l'économie écologique, dont l'un des axes de recherche vise à théoriser les modalités d'une transition économique vers un état stable global[3].

La communauté de raisonnement catastrophiste qui nous intéresse aujourd'hui s'inscrit dans la lignée de cette pensée des limites. Elle se distingue néanmoins par sa tendance à tirer des conclusions politiques, à la fois idéologiques et pratiques, du fait que *plusieurs décennies*

---

[1] John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*, p.7-10 ; John S. Dryzek, 2005 (1997), *op. cit.*, p.27-50.

[2] Garrett Hardin, « The tragedy of the commons » (1968), repris dans John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*, p.25-36 ; Paul R. Ehrlich, *La Bombe P*, Paris, Fayard-J'ai lu, 1972 ; Lester R. Brown, 2007 (2006), *op. cit.* ; Kenneth E. Boulding, « The economics of the coming Spaceship Earth », *in* Henry Jarrett (dir.), *Environmental Quality in a Growing Economy: Essays from the 6th RFF Forum*, Baltimore, RFF-Johns Hopkins Press, 1966, p.3-14.

[3] Herman E. Daly (dir.), *Economics, Ecology, Ethics: Essays Toward a Steady-State Economy*, San Francisco, W.H. Freeman, 1980 ; Herman E. Daly, *Steady-State Economics*, Washington, Island Press, 1991 ; Herman E.

se sont écoulées depuis la publication du rapport Meadows en 1972, au cours desquelles la croissance a continué, et les limites globales ont été dépassées. En 1982, le sociologue états-unien William Catton avait consolidé le concept d'*« overshoot »* pour exprimer la possibilité que les limites du soutenable aient déjà été dépassées à l'échelle globale, au risque de mener à un effondrement planétaire[1]. En 1992, dans une mise à jour de leur rapport emblématique, les Meadows annoncent que cette perspective est devenue réalité au cours des années 1980 : leur première famille de scénarios, qui imaginait une action volontariste de passage à l'état stable avant que les limites planétaires ne soient atteintes, de fait, se trouve déjà obsolète[2]. Au cours des années 1990, un nouvel indicateur synthétique global, l'empreinte écologique, permet de consolider cette hypothèse : les données concordent pour affirmer que, depuis les années 1980 environ, l'humanité vit comme au-dessus de ses moyens[3]. En 2004, dans une nouvelle mise à jour de leur rapport, les Meadows intègrent à leur modèle systémique cette notion d'empreinte écologique, désormais largement répandue dans les milieux écologistes : les auteurs valident une fois de plus leurs hypothèses, et constatent avec inquiétude que le jour approche où la deuxième famille de scénarios deviendra, à son tour, obsolète[4]. Si rien n'est fait auparavant, alors ce jour-là, trop de temps aura été perdu, et l'effondrement deviendra inévitable, avant de devenir réalité. Les publications suivantes de Dennis Meadows témoignent d'une analyse de plus en plus sombre, l'auteur considérant qu'au fil du temps, les scénarios d'effondrement catastrophique se font de plus en plus probables[5].

C'est sur cet arrière-fond théorique et politique que s'est progressivement construite la communauté de raisonnement catastrophiste qui nous intéresse. Dans des contextes nationaux et intellectuels hétérogènes, avec des approches et des vocabulaires très différents, le constat de l'incapacité persistante des institutions à enrayer les tendances lourdes de la dégradation écologique globale amène des penseurs et des militants écologistes à suivre un cheminement intellectuel et politique comparable à celui des Meadows. L'hypothèse de voir l'humanité

Daly, *Beyond Growth: The Economics of Sustainable Development*, Boston, Beacon Press, 1996.

[1] William R. Catton, Jr., 1982 (1980), *op. cit.*.

[2] Donella Meadows, Dennis Meadows et Jorgen Randers, 1992, *op. cit.*

[3] Mathis Wackernagel et William Rees, *Notre empreinte écologique. Comment réduire les conséquences de l'activité humaine sur la Terre*, Montréal, Écosociété, 1999 (1995) ; Aurélien Boutaud et Natacha Gondran, *L'Empreinte écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

[4] Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows, 2004, *op. cit.* ; Luc Semal, « D. Meadows, J. Randers et D. Meadows, 2004, *Limits to Growth. The 30-Year Update*, Chelsea Green Publishing », *Développement Durable et Territoires*, 2007, http://developpementdurable.revues.org/4422 (consulté le 11 avril 2012).

[5] Megan Gambino et Dennis Meadows, « Is it too late for sustainable development? », *Smithsonian*, 16 mars 2012, URL : http://www.smithsonianmag.com/science-nature/Is-it-Too-Late-for-Sustainable-Development.html?onsite_source=relatedarticles&onsite_medium=internallink&onsite_campaign=SmithMag&onsite_content=Is%20it%20Too%20Late%20for%20Sustainable%20Development? (consulté le 11 avril 2012).

engager une stabilisation volontariste anticipant les limites globales est devenue obsolète, et celle de voir entamer dans les temps une décroissance volontariste pour revenir à ces limites s'éloigne dangereusement. À l'inverse, l'hypothèse de voir survenir des ruptures de nature catastrophique, éventuellement sous forme d'effondrement, ne cesse de croître ; pour certains penseurs et militants, elle finit par devenir certitude. Et c'est au sein de cette communauté de raisonnement que prospèrent, de nos jours, les idées et les pratiques politiques catastrophistes, qui trouvent un écho croissant dans les réseaux écologistes les plus sceptiques à l'égard des réponses institutionnelles à la crise écologique globale – développement durable, croissance verte, etc. Cette communauté de raisonnement n'est pas pleinement homogène, tant sont variables les hypothèses concernant le degré de probabilité d'un effondrement catastrophique, ou les conceptions précises de la forme qu'il pourrait prendre. Néanmoins, cette communauté de raisonnement n'en est pas moins réelle, soudée par l'idée qu'il faut désormais se préparer à une rupture, à *« quelque chose »* de nature catastrophique, qui doit amener à une révision radicale de la manière de concevoir les formes et les objectifs de l'engagement politique. Comment ? C'est à ce stade que la communauté de raisonnement devient communauté de questionnement, car les idées et les pratiques avancées ne sont pas stabilisées, et souvent même restent controversées. D'où l'intérêt de procéder à une analyse détaillée de deux incarnations relativement structurées de cette communauté, de deux mobilisations qui ont comme précipité ce type de raisonnement dans le champ politique, en le traduisant en pratiques effectives au sein des réseaux écologistes : la décroissance et la transition, qui ne pourraient pas être résumées à leur seule dimension catastrophiste, mais au sein desquelles le catastrophisme politique se fait aujourd'hui particulièrement prégnant.

1.2 La décroissance : du slogan au mouvement

En tant que mouvement politique, la décroissance a d'abord émergé en France entre 2002 et 2004. Les magazines *Casseurs de Pub*, *Silence* et *L'Écologiste* furent durant cette période les premiers à utiliser ce terme de manière systématique, dans l'intention explicite de rompre avec la rhétorique consensuelle du développement durable (voir encadré n°2). À ces titres vinrent bientôt s'ajouter le journal satirique *La Décroissance* (à partir de mars 2004, dirigé par Vincent Cheynet, bimensuel puis mensuel) et la revue théorique *Entropia* (à partir de 2006, dirigée par Jean-Claude Besson-Girard, semestrielle). Durant les entretiens avec les dirigeants de ces publications, l'image revient régulièrement d'une fusée à trois étages, avec

La Décroissance comme journal vulgarisateur pour le grand public, *Silence* pour le public déjà sensibilisé mais en recherche d'informations sur les expérimentations pratiques, et *Entropia* pour des articles plus conséquents et plus théoriques. Ces publications représentent la forme d'existence la plus aisément identifiable de la décroissance sur la scène publique : elles constituent non seulement des espaces d'information pour les réseaux militants, mais aussi des pôles identitaires contribuant à cartographier les courants internes à ce mouvement sous-structuré (ce qui n'est pas sans rappeler l'analyse, par Guillaume Sainteny, du rôle joué par la presse écologiste dans la première moitié des années 1970[1]).

Encadré n°2 : les trois magazines ayant initié le mouvement de la décroissance vers 2002

Casseurs de Pub, fondé en 1999 et basé à Lyon, utilise le terme de décroissance à partir de novembre 2001 (n°3). Il s'agit d'un magazine annuel, fondé notamment par d'anciens publicitaires repentis inspirés par l'exemple de la revue canadienne *Adbusters*. Référence du mouvement anti-pub, ce magazine publie des textes à sensibilité altermondialiste, anticapitaliste ou écologiste. On trouve parmi ses animateurs plusieurs futurs acteurs du mouvement de la décroissance, comme Vincent Cheynet, Bruno Clémentin, Paul Ariès, etc. Cette équipe joue en 2004 un rôle moteur dans la création et l'animation du journal *La Décroissance*.

Silence, fondé en 1982 et basé à Lyon, est aujourd'hui le doyen des périodiques écologistes encore existants. Il fonctionne sans publicité, sur une base associative, et livre chaque mois un numéro d'une quarantaine de pages (dont un dossier d'une quinzaine de pages), diffusé à environ 5000 exemplaires. Ces thèmes de prédilection sont l'écologie, les alternatives et la non-violence, traités sous l'angle des pratiques engagées plutôt que sous celui de la théorie. Un dossier sur la décroissance avait déjà été publié par ce magazine en 1993, sous la plume de Jacques Grinevald, mais qui à l'époque était resté sans suite[2]. Un nouveau dossier sur la « décroissance soutenable », dirigé cette fois par Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, a ensuite été publié en février 2002 (n°280) : à partir de cette date, et face au succès rencontré par ce terme dans les milieux militants, la « décroissance » devient une référence régulière du magazine, à la fois comme titre de rubrique et comme paradigme plus général. Ce magazine sera aussi le premier en France à publier, régulièrement à partir de 2009, des dossiers sur le mouvement des *Transition Towns*, allant jusqu'à co-éditer la traduction française du *Manuel de*

[1] *« À cette époque, le mouvement écologiste ne possède pas encore de structures propres (à l'exception des* Amis de la Terre*, naissants). Aussi, la presse militante et spécialisée va-t-elle jouer un rôle important, servant de substituts d'organisation à un mouvement sous-structuré. Ainsi, les créations de [diverses revues entre 1969 et 1975] peuvent-elles s'analyser autant comme la création d'organes de presse alternative possédant chacun sa sensibilité propre que comme l'édification de véritables pôles militants et de substituts d'organisation du mouvement. »* Guillaume Sainteny, *Les Verts*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 (1991), p.10.

[2] Jacques Grinevald, « Georgescu-Roegen : bioéconomie et biosphère », *Silence*, n°164, avril 1993, p.4-14.

transition de Rob Hopkins en 2010, contribuant ainsi activement à l'imbrication théorique et militante des deux mouvements.

L'Écologiste, fondé en 2000, est l'émanation française du magazine britannique *The Ecologist* – l'un des magazines écologistes militants les plus anciens et les plus diffusés outre-manche, dirigé par Edward Goldsmith. La version française publie des articles traduits de l'anglais, mais aussi des textes francophones originaux. Sans s'y limiter, ce magazine se démarque des publications comparables par la place qu'il accorde aux dimensions spirituelles de la crise écologique globale. À partir de 2002, il a régulièrement ouvert ses pages à des auteurs se revendiquant de la décroissance, sans toutefois devenir un magazine exclusivement centré sur ce thème.

Cet usage du terme *« décroissance »* a cependant des racines plus anciennes : Jacques Grinevald[1] raconte comment en 1979 il a proposé ce vocable, en partie par boutade, pour la traduction en français des textes de l'économiste roumain hétérodoxe Georgescu-Roegen[2] (en anglais, ce dernier utilisait plutôt le terme de déclin, *declining*). Toutefois, pendant plus de deux décennies, ce terme n'est que ponctuellement utilisé, et il faut attendre 2002-2004 pour qu'il commence à faire référence à un courant de pensée et à un mouvement politique. Outre ses premières apparitions dans les magazines *Silence* et *Casseurs de Pub*, le mot décroissance aurait été mentionné en public une première fois lors d'un colloque organisé à Lyon, en 2002, sous l'égide de l'UNESCO, sur le thème *« défaire le développement, refaire le monde »*[3]. Il y fut fortement applaudi, et ce succès encouragea l'équipe de *Silence* à publier en 2003 un ouvrage collectif exclusivement consacré à ce thème[4]. Parmi les contributeurs se trouvent des figures déjà familières des milieux écologistes francophones (Serge Latouche, Pierre Rabhi). La décroissance apparaît désormais comme un mot-slogan auquel se rallie un grand nombre d'*« objecteurs de croissance »*, un *« mot-obus »* (selon l'expression du politiste et militant de la décroissance Paul Ariès) pour clamer un profond désaccord avec le discours trop consensuel du développement durable. Encouragées par le rapide succès du journal *La Décroissance* lancé en 2004 (bientôt tiré à près de 40 000 exemplaires), d'autres publications suivent rapidement, signées par des noms qui réapparaîtront ensuite régulièrement dans ces

[1] Jacques Grinevald, « Histoire d'un mot : sur l'origine historique de l'emploi du mot décroissance », *Entropia*, vol. 1, automne 2006, p.185-188 ; Jacques Grinevald, « Nicholas Georgescu-Roegen et le "message terrestre" de la décroissance », *Entropia*, vol. 10, printemps 2011, p.135-154.
[2] Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance. Entropie, écologie, économie*, 3e éd., Paris, Ellébore-Sang de la Terre, 2006 (1979).
[3] Collectif, *Défaire le développement, refaire le monde*, Lyon, Parangon, 2003.
[4] Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003).

milieux : *Decrescendo Cantabile* de Jean-Claude Besson-Girard[1], *Décroissance ou barbarie* de Paul Ariès[2], *Le Pari de la décroissance* de Serge Latouche[3], *Le Choc de la décroissance* de Vincent Cheynet[4], etc. En 2011, l'équipe du magazine *Silence* avait compté une centaine d'ouvrages abordant la question de la décroissance, auxquels il fallait ajouter plusieurs sites, wikis, blogs et forums régulièrement alimentés sur internet[5].

Bientôt identifiée en tant que nébuleuse activiste, la décroissance n'en constitue pourtant pas moins un courant de pensée particulièrement hétérogène. Une tendance à la provocation et à la conflictualité interne a encore alimenté cet aspect du mouvement : assumant volontiers ses dissensions, l'équipe dirigeante du journal *La Décroissance* s'est publiquement brouillée avec plusieurs personnalités ou tendances de l'objection de croissance – l'équipe du magazine *Silence*, Pierre Rabhi et Jean-Paul Besset (accusés de collaborer avec Nicolas Hulot), le journaliste Fabrice Nicolino, etc. Ces violentes crises internes sont, pour partie, liées à des querelles de personnes. Mais il ne faudrait pourtant pas s'arrêter là : au-delà des diverses incompatibilités d'humeur et rancunes personnelles qui agitent périodiquement le microcosme de la décroissance, ces conflits internes recoupent des querelles de légitimité pour affirmer les contours conceptuels du mouvement, ainsi que l'affirmation de leaderships théoriques et stratégiques concurrents : qui a la légitimité nécessaire pour *« labelliser »* une initiative comme relevant ou non de la décroissance, ou pour parler au nom du mouvement dans les médias ? Le journal *La Décroissance*, qui depuis ses débuts a multiplié les anathèmes internes au mouvement, est aujourd'hui régulièrement critiqué pour sa tendance à s'arroger le droit d'exclure du mouvement les personnalités et les courants en conflit avec sa direction. À titre d'exemple, l'équipe du Parti pour la décroissance (PPLD) a publié en janvier 2012 un communiqué de presse par lequel il annonçait prendre ses distances avec un journal dont il dénonçait notamment l'*« attitude dogmatique qui consiste à systématiquement rejeter en bloc tout ce qui n'est pas dans la ligne »*[6].

L'hétérogénéité du mouvement pour la décroissance se traduit aussi par une grande variété d'attitudes vis-à-vis de l'engagement politique[7] (malgré un relatif consensus sur le fait

---

[1] Jean-Claude Besson-Girard, *Decrescendo Cantabile. Petit manuel pour une décroissance harmonieuse*, Lyon, Parangon/Vs, 2005.
[2] Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Golias, 2005.
[3] Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.
[4] Vincent Cheynet, *Le Choc de la décroissance*, Paris, Seuil, 2008.
[5] Voir notamment : www.decroissance.org et http://decroissance.free.fr/ (consultés le 5 avril 2012).
[6] Communiqué de presse du PPLD, « La saloperie que nous n'achèterons pas », mis en ligne le 2 janvier 2012. Source : http://www.partipourladecroissance.net/?p=6720#more-6720 (consulté le 28 février 2012).
[7] Timothée Duverger, 2011, *op. cit.*, p.212-223.

que la décroissance pose des questions politiques et ne se résume pas à une simple question de choix de vie individuel). Quatre partis politiques autonomes se réclament de ce mouvement (voir encadré n°3) : le Parti pour la décroissance (PPLD), le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), le Parti des objecteurs de croissance (POC) et Écologie, pacifisme et objection de croissance (EPOC). Des listes ou des candidatures ont ainsi été organisées pour plusieurs élections locales depuis 2007, parfois au moyen d'alliances ponctuelles[1]. D'autres objecteurs de croissance ont choisi de poursuivre ou d'entamer leur engagement au sein de partis politiques plus installés, et non exclusivement centrés sur la décroissance : généralement le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), le Parti de Gauche (PG), ou les Verts (puis Europe-Écologie-les Verts, EELV). Au sein d'EELV, un courant minoritaire pour la décroissance s'est constitué depuis 2006-2007, notamment autour du député Yves Cochet[2]. Concernant les présidentielles, Pierre Rabhi a échoué à récolter les 500 signatures en 2002, Yves Cochet a perdu de peu la primaire des Verts pour 2007, et plusieurs candidats ont tenté de rassembler le mouvement sur leur nom pour 2012 : Paul Ariès, Clément Wittmann, une candidature collective sous le nom de *« l'escargot »*, etc. Mais en parallèle de ces tentatives électorales hétéroclites perdurent aussi des sensibilités de la décroissance qui refusent la participation au jeu électoral – soit qu'ils se trouvent plus proches de la simplicité volontaire[3] à échelle individuelle, locale ou associative, soit qu'ils s'inscrivent plutôt dans une démarche d'inspiration libertaire[4].

Encadré n°3 : les quatre partis politiques français se revendiquant de la décroissance

Le Parti pour la décroissance (PPLD) a été fondé par Vincent Cheynet en 2005, autour notamment du journal *La Décroissance*. Cette initiative, qui était la première du genre au sein du mouvement de la décroissance, a suscité de vives polémiques internes au mouvement (dont notamment une brouille entre l'équipe du journal et Serge Latouche, ce dernier étant opposé à la création d'une formation partisane). Onze candidats sont investis par le PPLD pour les élections législatives de 2007, qui réunissent de 0,24% à 2,71% des suffrages exprimés. Le PPLD s'est ensuite réorganisé en se recentrant sur des réseaux militants parisiens, et en prenant ses distances avec

[1] Emmanuelle Gouriou, *Le Parti pour la décroissance et ses militants au sein de la démocratie représentative française : représentations, relations et contradictions*, Mémoire de recherche de l'Université de Lille II, sous la direction de Bruno Villalba, 2012. Voir aussi l'annexe 3 pour un récapitulatif des résultats électoraux de la décroissance.
[2] Yves Cochet, *Antimanuel d'écologie*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2009.
[3] Serge Mongeau, *La Simplicité volontaire, plus que jamais…*, Montréal, Écosociété, 1998.
[4] Jean-Pierre Tertrais, *Du développement à la décroissance. De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 2006.

l'équipe initiale et le journal mensuel. Il revendiquait une cinquantaine d'adhérents au début de l'année 2012, dont une dizaine véritablement actifs (auxquels s'ajoutent entre 200 et 400 sympathisants ponctuellement mobilisables). Site internet : http://www.partipourladecroissance.net (consulté le 3 avril 2012).

Le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) a été fondé en 2007 par des militants en désaccord avec l'organisation partisane du PPLD, qui ont donc privilégié une forme d'existence politique volontairement moins structurée et plus informelle. Ses réseaux organisent régulièrement des séminaires, notamment dans les Cévennes, où se discutent également les stratégies politiques et électorales. Parmi ses principaux animateurs, on trouve notamment Christian Sunt (ancien des Verts et des Amis de la Terre), Jean-Luc Pasquinet (ancien du PPLD), Thierry Brulavoine (conseiller municipal à Saint-Nazaire, élu sur une liste décroissante en 2008) et Michel Lepesant (enseignant en philosophie). Du fait de son organisation d'inspiration libertaire, le MOC ne procède pas par adhésions formelles, et ne revendique donc pas un nombre précis de militants. Il y a néanmoins une *« coopérative du MOC »*, chargée d'assurer la visibilité et les activités politiques du collectif, et qui compte une vingtaine de participants actifs. Il anime depuis 2007 un *« appel des OC »* (622 abonnés en février 2012) et diffuse une *« lettre des OC »* (diffusion stabilisée autour de 3600 abonnés en février 2012). Source : entretiens directs et site internet http://www.les-oc.info/category/moc/ (consulté le 28 février 2012).

Le Parti des objecteurs de croissance (POC) a été fondé en 2010 par des objecteurs de croissance majoritairement lyonnais, issus du PPLD, et gravitant notamment autour du journal *La Décroissance*. Il ne revendiquait en février 2012 qu'une dizaine d'adhérents, mais précisait aussi explicitement que son objectif était moins de faire masse que de faciliter l'organisation légale et administrative des objecteurs de croissance qui seraient candidats aux élections locales (notamment à Lyon et en région Rhône-Alpes). Site internet : http://www.objecteursdecroissance.fr/ (consulté le 3 avril 2012).

Écologie, pacifisme et objection de croissance (EPOC) a été fondé en mai 2012, à la suite de la campagne présidentielle de Clément Wittmann, en préparation des élections législatives qui allaient suivre. Cette arrivée plutôt tardive sur la scène politique, par rapport au calendrier de nos propres travaux, ne nous a pas permis de suivre ses activités électorales dans la durée. Site internet : www.e-p-o-c.fr (consulté le 13 octobre 2012).

Autour des périodiques et des partis politiques centrés sur la décroissance gravitent ceux que l'on appelle parfois, dans le mouvement, les *« fantassins de la décroissance »*. Ces derniers sont difficilement quantifiables, en l'absence de toute coordination nationale, et donc de toute possibilité d'adhésion formelle au mouvement. Seule la diffusion des périodiques

d'une part, et l'affluence aux événements publics d'autre part, permettent d'évaluer l'ampleur de ces cercles. Il existe dans certaines grandes villes (comme Paris, Lyon ou Lille) des collectifs pour la décroissance, qui organisent ou participent régulièrement à des actions publiques – selon un répertoire d'action collective associant micro-manifestions, action directe non-violente, interpellation des élus locaux, etc. Trois lieux où nous avons étudié les réseaux d'objecteurs de croissance sont présentés ci-dessous, dans l'encadré n°4. Mais ces collectifs eux-mêmes restent numériquement peu significatifs, puisque beaucoup d'objecteurs de croissance consacrent plutôt leur temps militant à des structures qui, tout en étant ouvertes à l'idée de décroissance, n'en font pas le seul mot d'ordre de leur action : groupes locaux d'ATTAC, des Amis du *Monde Diplomatique*, des Amis de la Terre, etc.

Encadré n°4 : trois exemples de réseaux locaux d'objecteurs de croissance

À Lille, il existe depuis 2005 un réseau d'objecteurs de croissance actif, mais organisé de manière assez informelle. Une structure associative a été adoptée, mais surtout dans le but de faciliter certaines démarches telles que la location de salles. Un *« café-décroissance »* a pendant plusieurs années été organisé chaque mois au *Café citoyen* (petite restauration bio et équitable dans le centre-ville), sur des thèmes tels que la simplicité volontaire, la réduction du temps de travail, etc. Les participants à ce collectif se retrouvaient également à l'occasion d'autres événements, qu'ils organisaient ou auxquels ils se rattachaient : vélorution mensuelle (manifestation à vélo), déboulonnages (actions mensuelles de désobéissance civile par barbouillage de panneaux publicitaires), actions de l'Église de la très-sainte consommation (théâtre de rue satirique notamment pratiqué à l'occasion de fêtes commerciales), etc. Il est très difficile d'évaluer le nombre de participants à ces actions, qui fédéraient des individus aux modalités d'engagement très hétérogènes. Un noyau dur d'au moins une vingtaine de personnes s'est néanmoins maintenu tout au long de notre étude. Il est arrivé que des conférenciers tels que Paul Ariès attirent jusqu'à deux cent spectateurs dans cette ville.

A Lyon, des groupes similaires se maintiennent depuis plusieurs années. La principale différence tient au fait que plusieurs réseaux et médias écologistes nationaux sont basés à Lyon, et ont donc fortement contribué à l'animation des réseaux locaux d'objecteurs de croissance. Le magazine *Silence* et le journal *La Décroissance* ont leurs locaux dans cette ville (ce qui a parfois posé des problèmes de cohabitation et de partage des locaux). On y trouve aussi le réseau national *Sortir du nucléaire*, et la maison d'édition *Parangon*, qui publie notamment *Entropia* et d'autres ouvrages de référence sur la décroissance. La présence et l'engagement de ces réseaux constituent des ressources

politiques qui ont permis les premières candidatures à des élections locales se réclamant de la décroissance.

À Saint-Jean-du-Gard, des rencontres d'objecteurs de croissance sont régulièrement organisées par le MOC, qui ont rassemblé environ 150 personnes en février 2011, sur le thème de la transition. Des groupes locaux d'ATTAC y participent également, ainsi que d'autres structures associatives locales, plutôt orientés à l'extrême-gauche ou d'inspiration libertaire. Les réseaux écologistes des Cévennes sont amplement mobilisés à cette occasion, pour faciliter le transport des participants, pour héberger les conférenciers, etc. Ces rencontres annuelles ont pour objectif de contribuer à la réflexion collective du mouvement et à l'élaboration de propositions politiques. Certains y discutent aussi d'orientations idéologiques et de stratégies électorales.

En tant que démarche écologiste radicale, la décroissance a rapidement fait l'objet de quelques publications de défense-illustration[1]. Elle a aussi suscité quelques publications clairement hostiles[2]. Dans les milieux académiques, la décroissance a jusqu'ici été analysée le plus souvent comme pratique de consommation engagée[3] (avec une attention particulière aux conflits qui en résultent avec les normes dominantes de consommation[4]), comme paradigme économique émergent[5], comme paradigme intellectuel en cours de constitution[6], comme recomposition de courants théoriques préexistants[7], comme réseau politique anti-productiviste faiblement structuré[8], ou encore comme mouvement en cours d'internationalisation[9]. D'une manière générale, la tendance est à la reconnaissance d'une controverse théorique de plus en plus structurée entre théories de la décroissance et théories du développement durable ou de la

---

[1] Frédéric Durand, *La Décroissance. Rejet ou projets ?*, Paris, Ellipses, 2008 ; Stéphane Lavignotte, 2010, *op. cit.* ; Timothée Duverger, 2011, *op. cit.* ; Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, *La Décroissance. Dix questions pour comprendre et en débattre*, Paris, La Découverte, 2010 ; dossier « Sens de la décroissance », *Ecorev*, n° 26.

[2] Cyril di Méo, *La Face cachée de la décroissance. Une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Guillaume Duval, « L'impasse de la décroissance », *Cosmopolitiques*, vol. 13, août 2006, p.35-42, URL : http://cosmopolitiques.phpnet.org/IMG/pdf/04-_Duval.pdf (consulté le 3 avril 2012).

[3] Sophie Dubuisson-Quellier, 2009, *op. cit.*, p.96-103 ; Ève Chiapello et Anne Hurand, 2011, *op. cit.*

[4] Anne Hurand, *Comment vivre la décroissance dans une société de croissance ? Essai sur les objecteurs de croissance aujourd'hui en France*, Mémoire de recherche de HEC, sous la direction d'Ève Chiapello, 2008, URL : http://appli6.hec.fr/amo/Public/Files/Docs/66_fr.pdf (consulté le 3 avril 2012) ; Thierry Luisin, *Le Mouvement des objecteurs de croissance. Comment rester décroissant dans un monde de croissance ?*, Mémoire de recherche de l'Institut d'Études Politiques de Lille, sous la direction de Bruno Villalba, 2010.

[5] Joan Martínez-Alier, Unai Pascual, Franck-Dominique Vivien et Edwin Zaccai, 2010, *op. cit.* ; Frank-Dominique Vivien, *Le Développement soutenable*, Paris, La Découverte, 2005, p.97-105.

[6] Émilie Van Der Henst, 2007, *op. cit.*

[7] Michaël Bruckert, 2007, *op. cit.*

[8] Françoise Gollain, « Les débats autour du mouvement pour la décroissance », *French Politics, Culture & Society*, vol. 24, n°2, summer 2006, p.115-128.

[9] Agathe Eyriolles, *Les Sens de la décroissance. Filiations et transmissions entre la France et l'Italie*, Mémoire de recherche de Sciences Po Paris, sous la direction de Nonna Mayer et Marc Lazar, 2007.

croissance verte[1]. En revanche, la question de la sensibilité catastrophiste au sein du mouvement de la décroissance reste généralement un point inexploré de ces études. Pourtant, assumé ou controversé, le catastrophisme y est un leitmotiv, parce que la décroissance est une notion forgée à l'ombre des catastrophes : c'est cette lacune dans les études de la décroissance que nous espérons contribuer à combler.

1.3 La transition : de l'initiative locale au réseau international

Peu après le mouvement de la décroissance, mais de manière totalement indépendante, le mouvement des *Transition Towns* a émergé au Royaume-Uni entre 2004 et 2007. Durant cette période, la transition est passée du statut d'expérience locale isolée à celui de réseau international de centaines de groupes, coordonnés par l'ONG *Transition Network*, et militant activement pour la transition de leur localité vers l'après-pétrole. La publication en 2008 du *Transition Handbook* de Rob Hopkins[2], l'initiateur du mouvement, correspond à peu près au véritable décollage du mouvement – et le début de son internationalisation, puisque plusieurs traductions de ce texte ne tardent pas à être mises en ligne, puis publiées en version papier, en allemand, en néerlandais, en italien, en français (*Manuel de transition*, 2010), etc.

Depuis septembre 2000, Rob Hopkins était professeur de permaculture au collège d'éducation permanente de la petite ville de Kinsale, 2300 habitants, sur la côte irlandaise. En septembre 2004, lui et ses étudiants organisèrent deux événements pour la première journée de séminaire : d'abord une projection de *The End of Suburbia*[3], film documentaire consacré à la question du pic pétrolier, puis une conférence de Colin Campbell de l'*Association for the Study of Peak Oil* (ASPO). Rob Hopkins a ensuite raconté comment cette journée fut un choc pour lui et pour ses étudiants, au point de leur inspirer l'idée d'*« un projet pour les étudiants de deuxième année en permaculture, qui (en supposant que les prévisions de Campbell devaient s'avérer exactes) se proposaient d'explorer les voies par lesquelles la ville de Kinsale pourrait réussir à effectuer la transition vers un avenir consommant moins*

---

[1] Christophe Beaurain, « "Croissance verte, développement durable, décroissance : éléments de controverse" (Journée d'études, Lille, 6 mai 2010) », *Natures Sciences Sociétés*, n°19, vol. 3, 2011, p290-293 ; Aude Porcedda, « "Pour la suite du monde : développement durable ou décroissance soutenable ?" Compte-rendu de colloque (Montréal, 18-19 mai 2009) », *Natures Sciences Sociétés*, n°18, vol. 3, 2010, p.334-336.
[2] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*
[3] Gregory Greene, *The End of Suburbia: Oil Depletion and the End of the American Dream*, Canada, The Electric Wallpaper Company, 2004. URL : www.theendofsuburbia.com (consulté le 15 août 2011).

d'énergie »[1]. L'expérience passionna le professeur et ses étudiants, et il en résulta un *« Plan d'action de descente énergétique »* pour Kinsale (*Kinsale Energy Descent Action Plan*, ou KEDAP). Une des idées centrales qui y était avancée était la nécessité de *« reconstruire la résilience locale »*, c'est-à-dire la capacité de la communauté locale à encaisser le choc du pic pétrolier, et donc de la fin de l'énergie abondante et bon marché, sans sombrer dans le chaos. Cependant, une fois l'année terminée, les étudiants se dispersèrent et le plan ne fut pas sensiblement mis en œuvre, notamment faute d'ancrage local.

L'année suivante, néanmoins, l'expérience de Kinsale fut mise à profit par Hopkins et quelques autres militants écologistes pour lancer une initiative plus durable à Totnes, 9000 habitants, dans le Devon (sud-ouest de l'Angleterre)[2]. En octobre 2005, il organisa avec quelques autres militants locaux une première projection de *The End of Suburbia*, puis une série de conférences consacrées à la question du pic pétrolier. Cela dura jusqu'en septembre 2006, date à laquelle une fête publique fut organisée, appelée *« great unleashing »*, dont le but était de marquer le lancement *« officiel »* de l'initiative *Transition Town Totnes* (TTT, ou Totnes en Transition). Ce fut un beau succès pour une si petite ville (350 personnes présentes), et par la suite les événements s'accélérèrent : nouvelles projections et conférences, lancement d'une monnaie locale (la Livre de Totnes), lancement d'un Plan de descente énergétique élaboré par les habitants, etc. Et surtout, l'histoire de l'expérience de Totnes commençant à circuler dans les réseaux militants, des initiatives similaires furent bientôt lancées dans d'autres communes, d'abord britanniques, puis internationales (quoique surtout dans des pays anglophones comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis ou le Canada). En janvier 2008, trente-quatre initiatives[1] de transition avaient été comptabilisées par l'équipe de Totnes. Ce chiffre se mit ensuite à augmenter rapidement, et atteignait plusieurs centaines de groupes de transition actifs dans le monde en décembre 2011.

Encadré n°5 : deux exemples de groupes locaux pour la transition

À Seaton (Devon), ville côtière de 6000 habitants à quelques dizaines de kilomètres de Totnes, un groupe de transition a été initié autour de 2006. Il y avait à cette époque un conflit entre l'équipe municipale et des écologistes locaux, au sujet d'un projet de construction de supermarché en zone humide. L'approche des élections municipales a encouragé la formation du groupe, certains rejoignant

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.121.
[2] Rob Hopkins, *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, Totnes, Green Books, 2008, p.176-193.

la liste d'opposition pour y porter quelques idées de la transition. Il y a eu une élue, qui se trouve aujourd'hui dans l'opposition et tente autant que possible d'intégrer le souci du pic pétrolier aux préoccupations municipales. C'est un cas de figure qui n'est pas majoritaire parmi les groupes que nous avons rencontrés, mais qui est loin d'être isolé. La plus grande partie de l'activité du groupe de transition se joue néanmoins hors du conseil municipal, entre militants, et souvent aussi en association avec les groupes des communes voisines.

À Bristol (Somerset), des groupes de transition ont été fondés dans plusieurs quartiers de la ville, ceux de Redland et de Montpelier étant les plus actifs. Il existe aussi un groupe de coordination à l'échelle municipale. Bristol a été la première grande ville à rejoindre le réseau de la transition. Les groupes de quartiers organisent, dans leurs aires respectives, des ateliers de travail sur le pic pétrolier, des échanges de graines pour les potagers, et diverses autres activités régulièrement pratiquées par les groupes de transition britanniques. La particularité du réseau de Bristol est d'avoir obtenu que la municipalité finance la rédaction d'un rapport d'une centaine de pages évaluant la vulnérabilité du territoire à un pic pétrolier rapide et brutal. Le financement de ce rapport a été obtenu après que les groupes de transition ont organisé une journée de conférences en face de la mairie, le 25 novembre 2007, durant laquelle sont intervenus divers spécialistes du pic pétrolier, dont Richard Heinberg, David Strahan et Jeremy Leggett. Les élus municipaux présents ont dit être impressionnés par la capacité de mobilisation de ces groupes, plus de 400 personnes étant venues à cette occasion. La rédaction en a été confiée à des membres des groupes locaux de transition. Le rapport, publié en 2009, est régulièrement cité en exemple par les autres groupes de transition comme un exemple de ce que devrait faire l'ensemble des communes du pays.

Comme dans le cas de la décroissance, toutefois, il demeure délicat d'évaluer combien d'individus se trouvent réellement impliqués dans ce mouvement : le réseau de la transition recense les groupes existants, mais il n'y a aucune adhésion formelle à ces groupes. D'après nos observations, certaines initiatives locales de transition regroupent plusieurs dizaines de personnes, mais d'autres ne comptent qu'une petite poignée de militants véritablement actifs. Autour de ces groupes gravitent généralement quantité de sympathisants ou de militants épisodiques, dont le nombre semble impossible à chiffrer sérieusement. Nous nous bornerons donc à constater qu'aucun des événements publics organisés par la transition auxquels nous avons assisté au cours de nos terrains n'a rassemblé moins d'une trentaine de personnes, et que les rencontres annuelles du mouvement rassemblent généralement plusieurs centaines de personnes, pour la plupart engagées dans des groupes locaux.

---

[1] *Ibid.*, p.134.

Historiquement associé à une personne, une expérience et un lieu précis, le mouvement de la transition apparaît plus organisé et structuré que celui de la décroissance. Clairement, l'expérience de Totnes initiée par Rob Hopkins et théorisée dans le *Manuel de Transition* donne le ton à l'ensemble du réseau. Il serait sans doute excessif de parler de centralisation ; néanmoins, il existe un réseau coordonnant les initiatives de transition aux niveaux national et international, basé à Totnes, et qui vérifie toujours qu'une liste de quelques critères sont bien respectés avant d'ajouter un nom supplémentaire à la liste des initiatives *« labellisées »* par le *Transition Network*[1]. Le discours de la transition insiste volontiers sur l'aspect informel de cette mise en réseau, ainsi que sur l'absence de volonté centralisatrice, et il est vrai qu'une grande marge de liberté est ensuite accordée aux initiatives de transition (l'un des principes de base de la transition étant *« let it go where it wants to go »*[2], *« laisser les choses aller là où elles veulent aller »*). Cette organisation lâche et décentralisée n'est pas sans évoquer celle des premières coordinations écologistes nationales des années 1970, analysées notamment par Guillaume Sainteny[3]. Mais la simple existence de cette structure, même minimale, tranche avec la totale absence de coordination du mouvement de la décroissance.

L'existence publique du mouvement de la transition ne s'épanouit pas non plus selon les mêmes modalités que celle du mouvement de la décroissance. Ici, pas de journaux, de magazines ou de revues, mais une personnalisation plus sensible du mouvement autour de Rob Hopkins et de son ouvrage de référence. Les autres publications issues du mouvement se situent clairement dans la lignée du *Manuel de transition* (et elles sont presque toujours préfacées par Hopkins), et donnent là encore une impression d'organisation et de structuration bien plus importante que chez les objecteurs de croissance français[4]. Une utilisation systématique des médias numériques a facilité la diffusion de l'information[5]. Mais surtout,

---

[1] *Ibid.*, p.220-222.
[2] *Ibid.*, p.172.
[3] *« Le* Réseau des Amis de la Terre *(RAT) qui existe entre 1977 et 1983, présente des caractéristiques analogues. Son but est de coordonner les différents groupes, pas toujours déclarés, "*Les Amis de la Terre de…*" qui se sont créés dans les années soixante-dix, après la fondation en 1970, de l'association nationale* Les Amis de la Terre. *Mais chaque groupe est autonome et "libre de ses orientations et de ses structures pourvu qu'elles soient compatibles avec les textes de base du réseau". Autant dire que le RAT ne coordonne presque rien. »* Guillaume Sainteny, 1997, (1991), *op. cit.*, p.14.
[4] Shaun Chamberlin, *The Transition Timeline: For a Local, Resilient Future*, Totnes, Green Books, 2009 ; Tamzin Pinkerton et Rob Hopkins, *Local Food: How to Make it Happen in your Community*, Totnes, Transition Books, 2009 ; Peter North, *Local Money: How to Make it Happen in Your Community*, Totnes, Transition Books, 2010 ; Chris Bird, *Local Sustainable Homes: How to Make it Happen in Your Community*, Totnes, Transition Books, 2010 ; Alexis Rowell, *Communities, Councils and a Low-Carbon Future: What We Can Do if Governments Won't*, Totnes, Transition Books, 2010.
[5] Voir les sites www.transitiontowns.org, www.transitionculture.org et www.territoiresentransition.net (consultés le 15 août 2011).

l'existence du lieu emblématique de Totnes (très belle bourgade photogénique, pittoresque et bucolique, qui détient l'un des records de concentration de bâtiments historiques classés pour toute l'Angleterre) a rendu possible une incarnation du mouvement particulièrement propice au compte-rendu de son expérience dans les médias internationaux, spécialisés ou généralistes[1]. Les militants de Totnes racontent volontiers être débordés par les demandes d'interview, tant de la part des journalistes que des universitaires ou des autres militants (et ils en sont venus à surnommer *« pèlerins »* ces personnes qui défilent à Totnes, guidés surtout par leur curiosité). Ils tentent de les réorienter vers d'autres initiatives de Transition relativement avancées, par exemple Lewes (dans le Kent)… Mais *« tout le monde veut voir Totnes »*, résument-ils parfois.

Le rapport entretenu avec la politique est très différent, quoique tout aussi compliqué, que celui du mouvement de la décroissance. Officiellement, la transition est une initiative par le bas, qui ne se charge pas de politique : elle se veut d'ailleurs *« ouverte »*, *« inclusive »* et *« positive »*, dans l'idée de proposer plutôt que de s'opposer. Cependant, il n'est pas rare qu'un ou plusieurs élus locaux participent à l'initiative de transition : même à Totnes, c'est une élue locale Verte, Jacqi Hodgson, qui s'est trouvée en charge de la coordination du travail préparatoire du Plan local de descente énergétique[2]. Ici ou là, on trouve des élus locaux qui s'investissent dans cette démarche (généralement des *Greens* ou des *Lib-Dems*), mais en leur nom propre, et donc ni en tant qu'élu, ni en tant que représentant de leur parti. Dans d'autres cas, plus rares, ce sont des militants qui ont été élus sur un programme de transition inspiré par le mouvement (par exemple à Seaton, dans le Devon[3]). Toutefois, d'une manière générale, la transition reste à l'écart des élections. Ce qui ne l'empêche pas de vouloir interpeller les politiques locaux : le *Manuel de transition* conseille de rapidement contacter les élus pour les

---

[1] De nombreux reportages sur Totnes et les *Transition Towns* ont été publiés pendant la durée de notre étude, tant dans des médias consacrés aux enjeux écologistes (*La Maison écologique*, *La Revue durabl*e, *Ekologik*, etc.) que dans des médias plus généralistes (*Arte*, la *BBC*, *Géo*, *TGV magazine*, etc.) Il serait fastidieux et répétitif d'analyser ici ces textes, qui se contentent bien souvent d'une présentation générale du mouvement, se focalisant sur les réalisations les plus photogéniques sans aller véritablement au-delà du discours des militants eux-mêmes. En tant que doctorant identifié comme *« spécialiste »* de ce mouvement, nous avons été amené à répondre à plusieurs sollicitations journalistiques pour expliquer et analyser ce mouvement. Voir notamment l'émission *Terre à terre*, diffusée sur *France Culture* le 6 novembre 2010, à l'occasion de la traduction de la version française du *Manuel de transition*, et dont nous étions les principaux intervenants (avec Mathilde Szuba) : http://www.franceculture.fr/emission-terre-a-terre-debat-au-latina-les-villes-en-transition-version-francaise-2010-11-06.html (consulté le 3 avril 2012).

[2] Transition Town Totnes, Jacqi Hodgson et Rob Hopkins, 2010, *op. cit.*

[3] Luc Semal et Mathilde Szuba, « Villes vers la sobriété », *Silence*, n°365, février 2009, p.4-16.

informer de la démarche, de les associer autant que possible, et de ne pas les attendre en cas de refus ou d'immobilisme de leur part[1].

Les quelques travaux académiques déjà consacrés à la transition ont pour l'instant cherché à théoriser ou évaluer la contribution de ces initiatives locales à l'adoption effective de pratiques et de modes de vie post-carbone, selon le cadre analytique de la transition des régimes socio-techniques, et sans intérêt particulier pour la portée politique du phénomène[2]. D'autres ont étudié le rôle moteur joué par la ville de Totnes[3] et les processus d'internationalisation de ce réseau[4]. Dans de plus rares cas, l'importance accordée par le mouvement aux notions de pic pétrolier et de résilience a amené certains auteurs à entamer une analyse du rôle central joué par l'idée de crise, de catastrophe ou d'effondrement dans leur démarche[5]. Mais la question du catastrophisme, comme dans le cas de la décroissance, n'est généralement pas franchement abordée (peut-être parce que le mouvement de la transition met volontiers en avant sa volonté d'être *« positif »* dans ses déclarations publiques ou semi-publiques). Et pourtant, avec l'imminence du pic pétrolier postulée par la transition, l'ombre de la catastrophe y est omniprésente, au point d'évidemment influer sur les processus de mobilisation, de socialisation et de politisation. Là encore, c'est ce thème précis de la place du catastrophisme dans le mouvement qu'il s'agira d'analyser ici, sans prétendre que cette dimension catastrophiste suffirait à dresser un tableau exhaustif du mouvement.

1.4 Une approche comparée internationale

Ainsi la décroissance et la transition s'inscrivent-elles dans une même communauté de raisonnement catastrophiste, qui cherche à ébaucher des idées et des pratiques politiques cohérentes face au problème global que constitue le dépassement prolongé des limites à la

---

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.162-163 ; Alexis Rowell, 2010, *op. cit.*

[2] Gill Seyfang, Alex Haxeltine, Tom Hargreaves et Noel Longhurst, « Energy and communities in transition – towards a new research agenda on agency and civil society in sustainability transitions », CSERGE Working Paper EDM 10-13, 30 juillet 2010, URL : http://www.cserge.ac.uk/sites/default/files/edm_2010_13.pdf (consulté le 5 avril 2012) ; Gill Seyfang et Alex Haxeltine, « Growing grassroots innovations: exploring the role of community-based social movements for sustainable energy transitions », CSERGE Working Paper EDM 10-13, 30 juillet 2010, URL : http://www.cserge.ac.uk/sites/default/files/edm_2010_08.pdf (consulté le 5 avril 2012).

[3] Lou Perrin, *Le Mouvement des villes en transition : une réponse originale aux crises énergétiques et climatique ? Étude de cas : Totnes, Devon, première initiative*, Mémoire de recherche de l'Université de Toulouse-Le Mirail, sous la direction de Frédéric Durand et Frédéric Leriche, 2009.

[4] Pierre-Yves Lacombe, *Le Mouvement de la Transition. Un renouveau de l'action collective sur le territoire dans un contexte de crise systémique*, Mémoire de recherche de l'Institut d'études d'urbanisme de Paris, sous la direction de Guillaume Faburel, 2011.

[5] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.* ; Luc Semal et Mathilde Szuba, « Les *Transition Towns* :

croissance. Ces deux mouvements se situent nettement en marge des mobilisations écologistes institutionnalisées, et construisent un registre de justification de leur démarche qui accorde un rôle déterminant aux catastrophes, en cours ou à venir. Ils se prêtent donc bien à une analyse conjointe, permettant la comparaison des diverses stratégies d'appréhension politique de la catastrophe développées dans le cadre de ces deux mouvements[1].

Toutefois, le recours à la méthode comparative en sciences sociales réclame certaines précautions particulières. Celle-ci peut en effet être mobilisée à des fins très diverses, tant pour souligner les similitudes persistantes dans des processus *a priori* très différents, que pour souligner les divergences apparues dans des contextes relativement analogues[2]. Dans tous les cas, la démarche comparative permet l'élaboration d'hypothèses *a priori* plus robustes que celles fondées sur la généralisation d'un cas unique.

Depuis leur émergence dans une grande variété de contextes nationaux ou régionaux au tournant des années 1960-1970, les mobilisations écologistes ou environnementalistes ont suscité de nombreuses études comparatives. L'une des approches les plus fréquentes consiste à comparer des processus équivalents, mais développés de façon parallèle dans des contextes différents. Au début des années 2000, Christopher Rootes, Olivier Fillieule et d'autres ont ainsi pu comparer leurs résultats respectifs concernant l'analyse d'un élément précis des mobilisations environnementalistes, en l'occurrence le recours à la manifestation comme forme d'action collective[3]. Une telle comparaison de cas monographiques juxtaposés – un chapitre consacré au cas de la France, le suivant à celui du Royaume-Uni, etc. – tend à souligner les divergences plutôt que les similitudes. La même tendance se dessine lorsqu'un chercheur dresse la monographie d'un cas qui lui est étranger, par exemple lorsque le politiste britannique Graham Hayes étudie les pratiques protestataires et les structures d'opportunité politique en France[4], lorsque Michael Bess étudie la construction du mouvement écologiste au sein de la société française[5], ou lorsque Kerry Whiteside étudie les apports spécifiques des auteurs français à l'écologie politique[6]. Dans chacun de ces cas, l'étude d'un cas étranger au

---

résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé », *Entropia*, vol. 7, automne 2009, p.178-188.

[1] Luc Semal, « Logiques et limites des expérimentations de modes de vie post-carbone : analyse comparative des stratégies de deux mouvements, la décroissance et la transition », *in* Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.177-186.

[2] Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), 1996, *op. cit.*

[3] Christopher Rootes (dir.), 2003, *op. cit.*

[4] Graeme Hayes, 2002, *op. cit.*

[5] Michael Bess, 2011 (2003), *op. cit.*

[6] Kerry Whiteside, 2002, *op. cit.*

contexte national d'origine du chercheur contribue à faire émerger des particularismes qui pourraient échapper aux chercheurs indigènes.

Mais l'analyse comparative ne procède pas nécessairement par juxtaposition de cas monographiques analysés indépendamment les uns des autres, et dont ensuite seulement on listerait les convergences et divergences. En effet, la nature intrinsèquement transnationale des mobilisations écologistes peut aussi justifier une analyse conjointe, plutôt que juxtaposée, de divers cas nationaux. Cette approche tend généralement à mettre en évidence des éléments de relative homogénéité entre des cas d'étude *a priori* différents les uns des autres : cette démarche avait par exemple été adoptée par Dorothy Nelkin et Michael Pollak, pour étudier conjointement l'essor d'oppositions extraparlementaires au nucléaire, dans les années 1970, à la fois en France et en Allemagne[1].

Notre propre étude se positionne plutôt dans cette perspective, et pourrait être située dans la continuité des analyses développées par Florence Faucher dans son ouvrage consacré aux *Habits verts de la politique*[2]. L'auteure y démontrait notamment que les processus de structuration et d'institutionnalisation des partis Verts français et britanniques pouvaient être étudiés conjointement (plutôt que de manière juxtaposée), et que le choix de ce procédé méthodologique contribuait à mettre en évidence des analogies remarquables. Elle ne manquait évidemment pas de souligner certaines divergences notables entre militants français et britanniques, par exemple concernant leur rapport à la nature ou leurs attentes vis-à-vis du champ politique. Mais malgré cela, sa démonstration permettait d'identifier plusieurs traits communs aux deux cas étudiés : importance de la mise en cohérence des modes de vie et des croyances politiques, aspiration au respect en interne de règles démocratiques exemplaires, respect accordé au militant individuel en tant que personnalité autonome, volonté réaffirmée de *« faire de la politique autrement »*, etc. D'autres ouvrages analysant conjointement des cas issus de contextes nationaux différents pourraient encore être cités, par exemple celui de Jérôme Vialatte sur les partis verts d'Europe Occidentale[3]. Mais celui de Florence Faucher retiendra davantage notre attention, parce que les principaux cas nationaux qu'elle a étudiés, la France et le Royaume-Uni, s'avèrent être les mêmes que les nôtres. Mieux, beaucoup des militants catastrophistes aujourd'hui actifs dans les réseaux de la décroissance ou de la transition ont été (ou sont encore) membres des organisations partisanes décrites par Faucher.

---

[1] Dorothy Nelkin et Michael Pollak, 1981, *op. cit.*
[2] Florence Faucher, 1999a, *op. cit.*
[3] Jérôme Vialatte, *Les Partis Verts en Europe Occidentale*, Paris, Economica, 1996.

L'un des enjeux de notre travail sera donc de comprendre comment l'émergence de réseaux catastrophistes, en France et au Royaume-Uni, a amené certains militants à faire évoluer les idées et les pratiques politiques analysées par elle une quinzaine d'années auparavant.

Nous n'élaborerons donc pas deux monographies qui seraient ensuite comparées l'une à l'autre. De fait, il est certain que la décroissance et la transition présentent des différences, par exemple dans leurs manières respectives de concevoir les enjeux électoraux. Mais au sein de cette irréductible hétérogénéité, *la démarche catastrophiste apparaît comme un élément de relative homogénéité, identifiable tant au sein de la décroissance qu'au sein de la transition*. Cette affirmation, qui n'était qu'une hypothèse lors de nos premiers mois d'enquête (2007), s'est ensuite vue confirmée par le rapprochement effectif des deux mouvements et les inspirations croisées qui en ont découlé. À l'image du travail fourni par Faucher en 1999, les deux cas d'étude sur lesquels s'appuiera notre démonstration seront donc étudiés de manière *imbriquée*, et non simplement juxtaposée.

Ce choix méthodologique impose cependant une grande prudence dans le traitement conjoint des données. Se pose d'abord le problème de la barrière linguistique dans le traitement des entretiens et des bibliographies, puisque des termes comme catastrophisme ou survivalisme, pour ne prendre que ces deux exemples, n'ont pas nécessairement les mêmes connotations que leurs traductions littérales en anglais – d'où des risques de mésinterprétation qui ne pouvaient être minimisés que par une présence prolongée auprès des milieux étudiés, de manière à multiplier les occasions d'éclaircissements ou de précisions avec les principaux intéressés. Il y a également le problème des différences institutionnelles entre la France et le Royaume-Uni, dont il fallait tenir compte, par exemple, pour l'analyse des stratégies de construction d'une démarche politique catastrophiste, à l'échelon local comme à l'échelon national – problème limité, cependant, par le caractère majoritairement extra-institutionnel des deux mouvements.

Par précaution méthodologique, l'origine précise de chaque donnée (réseaux français ou britanniques, de la décroissance ou de la transition) sera donc toujours précisée, de manière à maintenir visibles les inévitables variations linguistiques, institutionnelles, culturelles, etc. Mais l'enjeu sera aussi de ne pas nous focaliser sur ces variations, de manière à pouvoir démontrer que le catastrophisme constitue bien un élément transnational déterminant des mobilisations écologistes contemporaines – au même titre, par exemple, que le recours à l'expertise ou la référence aux enjeux globaux, notamment mis en évidence par Sylvie

Ollitrault[1]. Cette dimension transnationale du catastrophisme écologiste contemporain se manifeste aujourd'hui principalement par l'imbrication croissante des réseaux de la décroissance et de la transition qui, depuis 2009 environ, tendent à s'inspirer mutuellement en entrecroisant leurs registres idéologiques et leurs pratiques politiques.

2- Des réseaux catastrophistes distincts, mais en cours d'imbrication

La décroissance et la transition sont des terrains en cours d'imbrication. En effet, bien qu'ils aient émergé indépendamment l'un de l'autre dans des contextes nationaux différents, le mouvement de la décroissance et celui de la transition tendent aujourd'hui à entrecroiser leurs cadres théoriques et leurs registres militants. La sociologie des mobilisations fournit de précieux outils conceptuels pour expliquer les différentes étapes de ce processus : *premièrement*, la relative simultanéité de leurs émergences (structure des opportunités politiques) ; *deuxièmement*, la rapidité de leurs essors avec ralliement de réseaux préexistants (théorie de la mobilisation des ressources) ; et *troisièmement*, enfin, la tendance aux inspirations croisées par-delà les frontières nationales (militantisme transnational). La démonstration de cette imbrication progressive est déterminante dans la justification d'une analyse conjointe et comparée de ces deux mouvements initialement distincts.

2.1 Structure d'opportunité politique : une division entre élites scientifiques et politiques

Les formes d'existence des mobilisations écologistes diffèrent sensiblement entre la France et le Royaume-Uni, en raison notamment des divergences institutionnelles observables entre ces deux contextes nationaux. En France, la relative ouverture du système partisan a permis la formation de coalitions électorales majoritaires, qui conduisirent le parti Vert à participer à des exécutifs locaux (communes et régions), puis nationaux (1997-2002), selon une logique d'institutionnalisation et de normalisation partisane décrite par Bruno Villalba[2]. Au Royaume-Uni, à l'inverse, le scrutin majoritaire uninominal à un tour induit un système partisan plus fermé, qui hypothèque donc toute existence significative des partis écologistes à l'échelle nationale[3]. (Une première députée Verte, par ailleurs proche du mouvement de la

[1] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.93-122 et p.189-192.
[2] Bruno Villalba, 2011, *op. cit.*
[3] Florence Faucher, « L'impossible développement des Verts britanniques », *in* Pascal Delwit et Jean-Michel De

transition, Caroline Lucas, a été élue en 2010 dans la circonscription de Brighton.) Les modes de politisation des deux mouvements écologistes, français et britannique, s'avèrent donc sensiblement différents l'un de l'autre. Et pourtant, il est possible d'expliquer l'émergence quasi-simultanée des deux mouvements catastrophistes – la décroissance et la transition – en démontrant l'existence d'une même structure d'opportunité politique transnationale, décelable à la fois dans le contexte français et dans le contexte britannique.

La sociologie des mobilisations recourt au concept de structure d'opportunité politique pour expliciter les facteurs qui rendent possible, dans un contexte politique et institutionnel donné, l'émergence d'un mouvement social. Ce concept d'origine états-unienne fait partie de ceux introduits au début des années 1990 dans les milieux académiques francophones, par des politistes comme Olivier Fillieule et Cécile Péchu[1]. À leur suite, Érik Neveu en a proposé la définition suivante :

> *« La notion de "SOP" vise à mesurer le degré d'ouverture et de réactivité d'un système politique aux mobilisations. À mobilisation égale, des contextes politiques augmentent ou minorent les chances de succès de mouvements sociaux. »*[2]

Depuis, le concept de structure d'opportunité politique a amplement été mobilisé pour l'analyse de mouvements écologistes, et notamment par Graeme Hayes dans son étude des protestations environnementalistes françaises des années 1990[3]. Dans le cas qui nous intéresse, le fait que deux mouvements à tendance catastrophiste aient émergé à quelques mois d'écart, en France et au Royaume-Uni, et aient parallèlement réussi à s'installer dans les deux champs politiques nationaux, ne peut pas être réduit à une simple coïncidence : au contraire, il est nécessaire d'identifier ce qui a constitué, dans le contexte politique de l'époque, une structure d'opportunité politique favorisant ces deux émergences catastrophistes quasi-simultanées.

En 2008, Sidney Tarrow et Charles Tilly ont affiné la liste des critères qui, selon eux, permettent la réussite de tel ou tel mouvement social[4]. Parmi ces critères, la *division des élites* peut contribuer à expliquer le contexte ayant favorisé l'émergence de la décroissance et de la transition comme acteurs politiques durables : en effet, si l'on considère que les questions

---

Waele (dir.), *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999b, p.197-219.
[1] Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, *op. cit.*, p.173-177.
[2] Érik Neveu, 2011 (1996), *op. cit.*, p.86.
[3] Graeme Hayes, 2002, *op. cit.*
[4] Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p.106.

scientifiques interfèrent de plus en plus avec les processus politiques, alors le traitement politique de l'enjeu écologique peut être analysé en termes de division des élites – notamment dans le domaine du réchauffement climatique, entre d'une part des *élites scientifiques* qui valident régulièrement des scénarios climatiques toujours plus pessimistes, et d'autre part des *élites politiques* ne parvenant pas à prendre de décisions susceptibles d'effectivement inverser la courbe croissante des émissions de gaz à effet de serre.

Du côté des élites scientifiques, nombre de rapports internationaux (rapports du GIEC[1], rapport Stern[2], etc.) affirment désormais la réalité du réchauffement climatique et de son origine anthropique, mais interpellent aussi le politique sur la gravité des risques encourus par les populations humaines et leurs systèmes économiques en cas d'inaction prolongée. La survenue de catastrophes désormais comprises comme les premières manifestations du réchauffement global, telles que la canicule de 2003 ou le désastre de la Nouvelle-Orléans en 2005, a contribué à la diffusion de ces diagnostics scientifiques auprès du grand public.

Les élites politiques se voient ainsi attribuer une responsabilité croissante dans des problèmes pressants mis en évidence par les scientifiques, mais qu'elles peinent néanmoins à appréhender selon les catégories traditionnelles du politique[3]. Les études de Daniel Boy sur les perceptions de l'environnement indiquent d'ailleurs que les parlementaires accordent moins d'importance que leurs électeurs à de tels enjeux[4]. Des sommets internationaux comme ceux de Rio (1992), de Johannesburg (2002) ou de Copenhague (2009) ont contribué à une forte légitimation des problèmes environnementaux globaux comme enjeux politiques de première importance. Et pourtant, l'intense activité politique menée au nom du développement durable, nationalement et internationalement, depuis plus d'une vingtaine d'années, ne débouche pas sur une inversion effective des tendances lourdes de la dégradation écologique globale : dérèglement climatique, dépendance aux énergies fossiles, pertes de biodiversité, etc.

Cette dissonance croissante entre, d'une part, l'annonce sans cesse réaffirmée par les élites scientifiques d'une crise écologique inédite aux conséquences gravissimes et, d'autre part, l'incapacité patente des élites politiques à inverser les tendances lourdes de cette crise écologique, est tout autant dénoncée dans les milieux écologistes du Royaume-Uni que dans

---

[1] GIEC, 2007, *op. cit.*
[2] Nicholas Stern, 2007, *op. cit.*
[3] Bruno Latour, 2004 (1999), *op. cit.*
[4] Daniel Boy, *Les Parlementaires et l'environnement*, Rapport de recherche, 2003, URL : http://www.developpement.durable.sciences-po.fr/publications/cahier7.pdf (consulté le 3 avril 2012).

ceux de la France. C'est cette dissonance qui forme la structure d'opportunité politique ayant rendu possible l'émergence, quasi-simultanée dans ces deux pays, de mobilisations extra-institutionnelles à forte tonalité catastrophiste. C'est une structure d'opportunité politique qui a principalement joué dans les cercles militants déjà restreints de l'écologie politique, mais qui a suffi pour ouvrir un espace de contestation politique où se sont engouffrées les deux mobilisations pour la décroissance et pour la transition.

2.2 Mobilisation des ressources : le rôle des données nouvelles sur le pic pétrolier

La démonstration qu'il existe une structure d'opportunité politique ne suffit cependant pas à expliquer le succès d'une mobilisation. Il faut encore identifier et expliquer les ruptures et les continuités militantes observables avec d'éventuelles mobilisations antérieures. Or, dans notre cas, il apparaît que ni la décroissance française, ni la transition britannique ne peuvent être considérées comme des mobilisations inventées *ex nihilo* dans les années 2000. Il faut plutôt y voir une ré-appropriation et une reconfiguration critique de pratiques, d'idées et de réseaux préexistants, qui débouchent sur des formes de mobilisation renouvelées (et, surtout, davantage structurées par l'ombre des catastrophes à venir, ou supposées à venir).

La théorie de la mobilisation des ressources contribue à expliquer pourquoi l'existence préalable de réseaux militants, de supports de publication ou de sources de financement déjà identifiées s'avère souvent une condition nécessaire du succès d'une mobilisation émergente[1]. Ainsi que le résume Érik Neveu, *« il ne s'agit plus […] de se demander* pourquoi *des groupes se mobilisent, mais* comment *se déclenche, se développe, réussit ou échoue la mobilisation »*[2]. C'est la capacité des entrepreneurs de mobilisation (entendus comme les individus ou les groupes cherchant à initier une action collective) à mobiliser un maximum de ressources qui sera finalement déterminante pour leur capacité ou leur incapacité à tirer profit d'éventuelles ouvertures d'opportunités politiques.

Dans le cas de la décroissance comme dans celui de la transition, il a fallu que des entrepreneurs de mobilisation soient en mesure de mobiliser avec succès suffisamment de ressources militantes, idéologiques, scientifiques, financières et autres, quand s'entrouvrait la

---

[1] Bob Edwards et John D. McCarthy, « Ressources and social movement mobilization », *in* David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden-Oxford-Victoria, Blackwell Publishing, 2004, p.116-152.
[2] Érik Neveu, 2011 (1996), *op. cit.*, p.50.

structure des opportunités politiques. De fait, les réseaux écologistes disposent de diverses ressources potentiellement mobilisables au service de causes ou d'organisations émergentes. Ainsi, dans son analyse des débuts de l'organisation militante *Earth First!* au Royaume-Uni, Derek Wall recourt à la théorie de la mobilisation des ressources pour expliquer comment le recours à l'éco-sabotage s'avère être un choix étonnamment rationnel au vu des structures d'opportunités d'une part, et des ressources politiques disponibles d'autre part : il insiste notamment sur la ressource militante et culturelle que constituaient certains réseaux militants préexistants, très structurés idéologiquement, déjà aguerris à l'action directe non-violente, et donc presque immédiatement mobilisables quand l'annonce d'un gigantesque programme autoroutier a fait évoluer la structure des opportunités politiques[1]. C'est un travail similaire qu'il faut mener concernant la décroissance et la transition, pour expliquer quelles ressources ont été efficacement mobilisées par ces réseaux émergents au service de leurs mobilisations à forte tonalité catastrophiste.

Les plus élaborées des analyses disponibles sur la décroissance montrent combien ce mouvement, malgré son caractère plutôt récent, s'inscrit dans des filiations et des courants de pensée remontant au moins aux années 1970[2]. Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider expliquent ainsi comment *« l'idée de décroissance a été saisie à partir de plusieurs "portes d'entrée" ou grilles de lecture de la situation contemporaine, qui se croisent sans être toujours concurrentes, ni divergentes »*[1] : la décroissance agglomère selon eux une demi-douzaine de courants hétérogènes, respectivement inspirés par une critique écologique, par une critique du système des besoins, par une critique de l'économie politique, par une critique démocratique, par une critique culturaliste, par une critique de la perte des sens, etc. Ces courants s'inscrivent dans la lignée de traditions militantes (pratiques et théoriques), et leurs ralliements concomitants au mot-slogan de décroissance expliquent une part du rapide succès du mouvement. Le passage réussi du *« slogan »* au mouvement s'est matérialisé par la mobilisation de ressources propres à chacun de ces courants. Le ralliement des réseaux critiques de la publicité, notamment autour de la revue *Casseurs de Pub*, a par exemple été déterminant dans la constitution de l'équipe dirigeante du journal *La Décroissance* : mobilisation de ressources militantes (temps, réseaux d'activistes basés à Lyon, lectorat déjà réceptif) et professionnelles (notamment savoir-faire dans le détournement d'image et dans l'édition). De la même manière, le ralliement de réseaux critiques du développement, autour

[1] Derek Wall, 1999, *op. cit.*, p.41-42.
[2] Michaël Bruckert, 2007, *op. cit.* ; Timothée Duverger, 2011, *op. cit.*, p.19-73.

notamment d'un cercle d'objecteurs de croissance issus de *l'Association des amis de François Partant*, a facilité l'émergence du mouvement par la mise à disposition de ressources éditoriales (collection *« L'Après-développement »* dirigée par Serge Latouche aux éditions Parangon, où ont été publiés plusieurs des premiers ouvrages sur la décroissance). Enfin, il faut noter l'importance particulière de la fondation de la revue *Entropia* dans le processus de mobilisations de ressources intellectuelles et universitaires (voir encadré n°6) : organisation de colloques, de séminaires et de journées d'étude, intégration et encadrement d'étudiants rédigeant des mémoires de recherche ou des thèses de doctorats, etc.

Encadré n°6 : le rôle de la revue Entropia *dans la mobilisation des ressources universitaires*

La revue *Entropia* a été fondée en 2006 par un groupe majoritairement constitué d'universitaires intéressés par les idées de la décroissance, mais désireux de fonder un espace de réflexion collective qui permettrait à la fois d'aider à l'émergence d'une *« famille de pensée »*, et d'asseoir la légitimité théorique de cette orientation politique dans le champ intellectuel. Outre le directeur de publication Jean-Claude Besson-Girard, le comité de rédaction initial était composé de Jean-Paul Besset (ex-rédacteur en chef du journal *Le Monde*), François Brune (écrivain), Alain Gras (professeur de socio-anthropologie à la Sorbonne), Serge Latouche (professeur d'économie à l'Université Paris-sud Orsay) et Agnès Sinaï (journaliste spécialiste des questions d'écologie politique). La revue n'est pas universitaire au sens strict, et se définit plutôt comme une *« revue d'étude théorique et politique »*, mais elle est majoritairement composée d'universitaires. L'organisation régulière de journées de tables rondes publiques, qui font suite chaque semestre à la sortie d'un nouveau numéro, s'inspire fortement des pratiques universitaires (entre 50 et 200 spectateurs selon les cas), et favorise la constitution et l'élargissement d'un réseau d'inter-connaissance entre les principaux animateurs du débat théorique sur la décroissance.

L'histoire de la fondation de cette revue a été bien documentée dans un mémoire de recherche de science politique, rédigé en 2007 par Émilie Van Der Henst[2]. Il en ressort que l'existence de cette revue a joué un rôle déterminant dans le processus de mobilisations des ressources intellectuelles et universitaires nécessaires à la légitimation de la pensée décroissante dans le champ politique. Cette revue, à la présentation extérieure explicitement inspirée de la revue *Esprit*, a permis au comité de rédaction de solliciter le soutien ou la participation de personnalités reconnues des réseaux écologistes – André Gorz, Edgar Morin, Dominique Bourg, etc. – pour les amener à se positionner par rapport à la décroissance, dans l'idée d'ouvrir des dialogues contribuant à la légitimation de ce courant de pensée

[1] Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, 2010, *op. cit.*, p.21.
[2] Émilie Van Der Henst, 2007, *op. cit.*

émergent. Enfin, on notera que plusieurs doctorants (dont nous-même) y ont publié des présentations de leurs travaux, puis ont été invités à rejoindre le comité de rédaction, ce qui a permis de faire émerger une communauté de recherche intergénérationnelle sur la décroissance. La revue est donc parvenue à s'imposer comme un espace de convergence pour des recherches qui, sans être nécessairement *centrées* sur la décroissance, s'avèrent *utiles* en tant que ressources intellectuelles mobilisables dans le cadre d'une stratégie de légitimation théorique au sein du champ politique.

Au Royaume-Uni, le rapide succès de la transition peut également s'expliquer par la pluralité des réseaux qui ont rallié le mouvement émergent, et ont ainsi permis la mobilisation de ressources déterminantes dans cet essor. La ville de Totnes, notamment, n'est pas un lieu neutre en matière de militantisme vert : elle comporte une forte minorité sensibilisée aux enjeux écologiques, qui gravite par exemple autour du *Schumacher College* (lieu de recherche sur les énergies et les pratiques alternatives, fondé au début des années 1990, du nom de l'auteur emblématique de *Small Is Beautiful*[1] en 1973), et dont la présence et la réceptivité se sont avérées déterminantes dans les premières années du mouvement. L'existence à Totnes de l'éditeur *Green Books* a constitué une ressource éditoriale de premier ordre dans le processus de consolidation théorique et de diffusion des modes d'action proposés par le groupe local. De même, la présence dans la même commune de psychologues (ressource professionnelle) a considérablement influé sur la dimension psychologique du mouvement, dont rend compte la deuxième partie du *Manuel de transition*[2]. Enfin, les réseaux préexistants du mouvement de la permaculture se sont fortement impliqués dans la création des réseaux d'initiatives locales de transition dans les pays anglophones, notamment en Nouvelle-Zélande et en Australie.

Mais toutes ces ressources, en somme, demeurent relativement conventionnelles dans le paysage des mobilisations contemporaines – puisqu'en réalité, presque toute mobilisation nouvelle s'appuie aussi sur des réseaux préexistants, un minimum de ressources financières, des compétences politiques ou professionnelles, etc. Dans le cas de la décroissance et de la transition, il faut encore y ajouter une autre forme de ressources, qui a joué un rôle spécifique et déterminant dans la précipitation de mobilisations catastrophistes : il s'agit de ressources *scientifiques*, celles produites et diffusées par l'*Association for the Study of Peak Oil and Gas* (ASPO) à partir de sa fondation en 2000 (voir encadré n°7). Avant l'existence de l'ASPO, et bien que des mises en garde concernant un pic pétrolier global aient été formulées par des

[1] Ernst Friedrich Schumacher, 1978 (1973), *op. cit.*
[2] Rob Hopkins, 2010 (2008), p.84-107.

géologues dès les années 1950, cette thématique n'apparaissait quasiment jamais dans les préoccupations des principaux mouvements écologistes français ou britanniques. En revanche, la création de l'ASPO a permis la production de données et d'argumentaires qui ont rapidement circulé dans les réseaux écologistes, par le biais de sites internet, de conférences publiques, d'articles diffusés sur les *mailing lists* militantes, etc. Au travers de l'ASPO, qui a mis à disposition des conférenciers et des bibliographies, ce sont des ressources universitaires, militantes et scientifiques conséquentes qui ont été mobilisées par les mouvements émergents pour la décroissance et pour la transition. Et ces ressources ont joué un rôle proprement déterminant : les premières publications parlant de décroissance en 2001-2002, dans *Casseurs de Pub*, justifiaient leurs propos en reprenant les croquis du pic pétrolier produits par l'ASPO, dont les scénarios étaient explicitement cités. Quant au mouvement de la transition, on a vu qu'il a directement été inspiré à Rob Hopkins par une conférence publique du géologue Colin Campbell, fondateur de l'ASPO, en 2004. Nous aurons l'occasion de revenir sur la manière dont ces ressources scientifiques ont été mobilisées pour justifier la promotion d'un nouveau cadrage politique *catastrophiste* au sein de réseaux écologistes préexistants – catastrophiste parce qu'annonçant le basculement imminent d'un monde de croissance à un monde de décroissance, du fait des pénuries énergétiques qui s'annoncent. Nous verrons aussi comment la diffusion de ces ressources scientifiques a été une étape importante dans de nombreuses trajectoires biographiques, provoquant à l'occasion des formes de conversion catastrophiste. Pour l'instant, il convient simplement de démontrer que, dans le contexte de la structure d'opportunité politique que constituait la désaffection croissante vis-à-vis du développement durable, une ressource scientifique nouvelle (les données produites par l'ASPO annonçant l'imminence d'une rupture énergétique majeure) a joué un rôle déterminant dans l'émergence et la légitimation des mobilisations catastrophistes des deux côtés de la Manche.

Encadré n°7 : l'ASPO et l'annonce d'un pic pétrolier mondial imminent

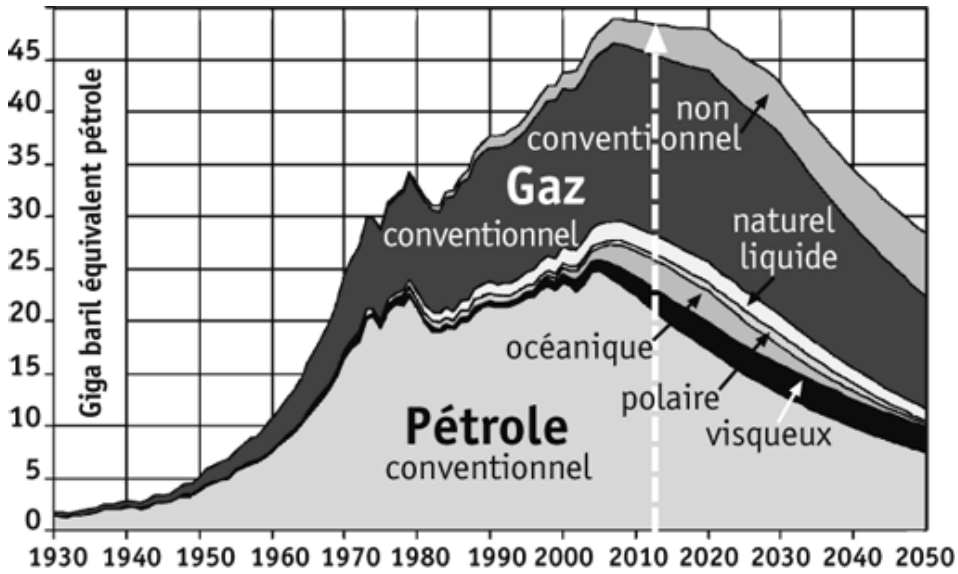
L'ASPO (*Association for the Study of Peak Oil and Gas*) a été créée en 2000 par Colin Campbell. Regroupant notamment des géologues pétroliers à la retraite et des universitaires, elle a pour objet la production d'expertise indépendante et la diffusion de données sur le pic pétrolier mondial, supposé imminent ou en cours. Le pic pétrolier mondial est le moment où, après avoir régulièrement augmenté pendant plusieurs décennies, la production annuelle de pétrole mondial plafonnera, puis diminuera inéluctablement, année après année. L'ASPO organise régulièrement des conférences internationales pour faire connaître ses travaux (la première en 2002 à Uppsala, en Suède ; celle de 2011 à Bruxelles, en Belgique ; celle de 2012 à Vienne, en Autriche). Des membres des

mouvements pour la transition et pour la décroissance s'y rendent chaque année, et même parfois sont invités à y intervenir.

L'association ne prétend pas annoncer la date du pic pétrolier mondial. Cependant, il est clair que ses membres s'accordent à penser que l'échéance est imminente à l'échelle d'une société : ainsi le pic du pétrole conventionnel aurait déjà été dépassé en 2005, et le pic *« tous liquides »* pourrait advenir vers 2015-2020. Ils s'accordent également sur la gravité de cette rupture, vraisemblablement porteuse de bouleversements économiques et politiques d'une ampleur inédite. Certains affirment que des efforts conséquents permettraient de limiter les dégâts en accélérant la transition vers d'autres énergies, par exemple le nucléaire, tandis que d'autres estiment que c'est une parenthèse historique qui se referme, celle d'une abondance énergétique mondiale qui n'avait pas de précédent dans l'histoire, et qui n'aura vraisemblablement pas d'équivalent à l'avenir.

Source : http://aspofrance.org/ (consulté le 15 août 2011).

L'ASPO est à l'origine de la plupart des données et des graphiques relatifs au pic pétrolier sur lesquels les mouvements de la décroissance et de la transition fondent leur engagement politique : ci-dessous, le graphique qui était représenté sur la profession de foi des objecteurs de croissance Vincent Cheynet et Florence Leray, candidats aux législatives de 2012 dans la 1ère circonscription du Rhône.



Source : www.objecteursdecroissance.fr (consulté le 7 août 2012).

Les mouvements pour la décroissance et la transition ont donc pu émerger grâce à leur capacité à mobiliser des ressources politiques diverses : réseaux militants préexistants, savoir-faire professionnels, contacts éditoriaux, ressources universitaires et scientifiques, etc. La concentration géographique des ressources a été plus affirmée dans le cas de la transition

(Totnes) que dans celui de la décroissance (Lyon et Paris). À l'inverse, la mobilisation des ressources théoriques (notamment bibliographiques et universitaires) a davantage été mise en œuvre dans le cadre de la décroissance, par exemple autour de la revue *Entropia*. Il nous reste maintenant à montrer comment cette mobilisation des ressources, initialement menée dans deux contextes nationaux bien distincts, et au service de deux mobilisations bien cloisonnées, débouche désormais sur une dynamique transnationale, fortement facilitée par le recours aux médias numériques, par laquelle la décroissance et la transition tendent à s'entremêler dans leur quête réciproque d'un dialogue international susceptible de consolider leurs hypothèses, de conforter leur audience militante, et donc de contribuer à leur légitimité politique.

2.3 Dynamiques d'internationalisation des mobilisations : traductions et imbrications

Dans ses premiers mois, la décroissance était une mobilisation presque exclusivement française. En miroir, la transition était une mobilisation principalement britannique. Pendant quelque temps, elles ont suivi des trajectoires distinctes, mais parallèles : réaction à une même structure d'opportunité politique transnationale, stratégies comparables de mobilisation des ressources disponibles dans les réseaux écologistes préexistants, et impulsion décisive des données produites par l'ASPO. À partir de 2009, cependant, nous avons observé un intérêt réciproque croissant de part et d'autre de la Manche, entre ces deux réseaux qui, tout en reconnaissant volontiers leurs différences, comprenaient également qu'ils avaient beaucoup à apprendre l'un de l'autre, puisque sur la base d'un constat catastrophiste partagé, ils en venaient à formuler des propositions politiques souvent étonnamment comparables. Il s'en est suivi une dynamique d'internationalisation de ces deux mouvements, qui a contribué à leur imbrication croissante l'un avec l'autre, à mesure que se déroulait notre enquête. La genèse de cette dynamique doit être expliquée pour justifier notre manière d'appréhender les deux mouvements de la décroissance et de la transition comme étant aujourd'hui reliés au sein d'une même communauté politique, internationale et catastrophiste.

Commençons par rappeler que dès leurs premières publications, la décroissance et la transition ont multiplié les références au global, en soulignant dans les deux cas la nécessité de penser à des perspectives d'internationalisation de leurs mobilisations respectives. La référence au global peut être considérée comme une constante des mobilisations écologistes contemporaines. Dès 1962, dans *Printemps silencieux*, Rachel Carson construisait un lien entre dénonciation d'atteintes locales à l'environnement d'une part, et d'un problème

d'échelle planétaire d'autre part[1]. De même, depuis que des photographies de la planète Terre ont été diffusées en 1968, elles sont devenues un symbole omniprésent dans l'iconographie de l'écologie politique[2]. Et même dans le cas de mobilisations issues de pollutions localisées, la pensée écologiste tend à lier luttes locales et enjeux globaux : Tudi Kernalegenn l'a montré dans le cas des marées noires, Andrew Szasz dans celui des déchets toxiques[3]. Pour toutes ces raisons, Sylvie Ollitrault affirme que le mot d'ordre *« penser global, agir local »* n'est pas un simple slogan, mais plutôt un véritable référentiel au prisme duquel les écologistes conçoivent effectivement leur engagement politique[4].

Il en va de même pour les mouvements de la décroissance et de la transition, qui ne peuvent être expliqués de manière satisfaisante qu'en tenant compte de la dimension globale, donc internationale, des problèmes qu'ils soulèvent : réchauffement climatique, pic pétrolier mondial, etc. Certes, les objecteurs de croissance comme les militants de la transition tendent à privilégier les démarches politiques locales, et se méfient de toute prétention au gigantisme institutionnel du type *« gouvernement mondial »*. Mais ils n'en affirment pas moins que pour être utiles, les démarches locales devraient idéalement s'inscrire dans un effort coordonné de décroissance, ou de transition, à l'échelle mondiale. D'où l'affichage récurrent, dans un cas comme dans l'autre, d'une volonté d'œuvrer à la diffusion des idées et des pratiques bien au-delà des seules frontières nationales, en constituant notamment des réseaux internationaux d'initiatives locales présumées inspirées par des logiques politiques comparables.

Dans le cas de la décroissance, le souci d'internationalisation s'est incarné de plusieurs façons. La *decrescita*, version italienne de la décroissance, est sans doute l'exemple le plus abouti d'exportation et d'acclimatation du mouvement dans un contexte non-francophone : l'économiste italien Mauro Bonaïuti[5] avait déjà contribué en France au premier ouvrage collectif sur la décroissance, et Maurizio Pallante écrivit dès 2005 le premier ouvrage italien sur le sujet[6]. D'une manière générale, les réseaux universitaires italiens de Serge Latouche jouèrent un rôle important dans cette exportation transalpine[7]. Le mouvement italien pour la

---

[1] Rachel Carson, *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963 (1962).
[2] Horace Herring, entrée « Whole Earth photograph », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.472-473.
[3] Tudi Kernalegenn, 2006, *op. cit.* ; Andrew Szasz, *Ecopopulism: Toxic Waste and the Movement for Environmental Justice*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 1994.
[4] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.189-192.
[5] Mauro Bonaïuti, « À la conquête des biens relationnels », *in* Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), 2005 (2003), *op. cit.*, p.28-33.
[6] Maurizio Pallante, *La Décroissance heureuse. La qualité de vie ne dépend pas du PIB*, Namur, Nature et Progrès Belgique, 2011 (2005).
[7] Agathe Eyriolles, 2007, *op. cit.*

decrescita est aujourd'hui moins étoffé que son équivalent français, mais il fédère néanmoins des réseaux militants conséquents, des ressources numériques, des publications périodiques, des réseaux universitaires, etc.[1] Un processus similaire, quoique moins abouti, a pu être observé avec l'exportation vers l'Espagne de la notion de *decrescimiento* – terme employé, notamment, par le sociologue Ernest Garcia, proche d'Alain Gras[2]. Dans d'autres pays francophones industrialisés (Belgique, Suisse), l'exportation a été très rapide. Au Québec, le travail d'importation a surtout été le fait des éditions Écosociété, dirigées par Serge Mongeau, principal inspirateur du mouvement québécois de la simplicité volontaire, et qui dès 2003 avait contribué au premier ouvrage collectif consacré à la décroissance[3]. L'exportation du concept de décroissance vers les réseaux militants anglophones fut moins heureuse : la traduction littérale *degrowth*, proposée en 2007 par les francophones du réseau *Research and Degrowth*, reste relativement peu reprise par les milieux anglophones[4]. La traduction en 2009 de l'un des ouvrages de référence de Serge Latouche[5], ainsi que de premières publications académiques[6], pourraient contribuer à donner davantage de sens au néologisme *degrowth*. D'autres objecteurs de croissance font néanmoins le choix de recourir à des traductions moins littérales, et souvent inspirées d'ouvrages anglo-saxons, comme la proposition de *« powerdown »* de Richard Heinberg[7], celle de *« downshifting »* de Juliet Schor[8], ou celle de *« prosperous way down »* de Howard et Elisabeth Odum[9]. Assez largement diffusée dans les milieux militants écologistes depuis 2009 environ, la notion latino-américaine de *« buen*

---

[1] Voir : www.decrescita.it, http://decrescitafelice.it, www.partitodecrescita.it et www.decrescita.com (consultés le 5 avril 2012).

[2] Ernest Garcia, *Medio ambiente y sociedad. La civilizacion industrial y los limites del planeta*, Madrid, Alianzaensayo, 2004.

[3] Serge Mongeau (dir.), *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance*, Montréal, Écosociétés, 2007 ; Serge Mongeau, « Vers la simplicité volontaire », *in* Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), 2005 (2003), *op. cit.*, p.112-116.

[4] Le réseau *Research and Degrowth* a été lancé en 2007-2008 par des chercheurs engagés, surtout francophones et hispanophones, tels que François Schneider ou Fabrice Flipo, pour promouvoir une réflexion transdisciplinaire et internationale sur la notion encore émergente de décroissance. Il s'est notamment fait connaître par l'organisation de colloques consacrés à cette thématique, d'abord à Paris (18-19 avril 2008), puis à Madrid (26-29 mars 2010), à Montréal (13-19 mai 2012), et à Venise (19-22 septembre 2012). URL : http://degrowth.org/ et http://degrowthpedia.org (consultés le 5 avril 2012).

[5] Serge Latouche, *Farewell to Growth*, Cambridge-Malden, Polity Press, 2009 (2006).

[6] Joan Martínez-Alier, Unai Pascual, Franck-Dominique Vivien et Edwin Zaccai, 2010, *op. cit.*

[7] Richard Heinberg, *Powerdown: Options and Actions for a Post-Carbon World*, Forest Row, Clairview Books, 2007 (2004).

[8] Juliet Schor, *The Overspent American: Upscaling, Downshifting, and the New Consumer*, New York, Basic Books, 1998.

[9] Howard T. Odum et Elisabeth C. Odum, 2008 (2001), *op. cit.*

vivir » a également été analysée comme un équivalent possible de la décroissance, qui rendrait inutile une traduction littérale sans ancrage autochtone[1].

Du côté de la transition également, la question de l'internationalisation du mouvement s'est rapidement posée. La mise en ligne de textes et de témoignages a grandement facilité l'exportation de la transition vers d'autres pays anglophones : Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis (*via* notamment le réseau nord-américain pré-existant des *post-carbon cities*[2]), etc. Vers les pays non-anglophones, la traduction du livre de Rob Hopkins a souvent été déterminante (Allemagne, Italie, Pays-Bas). Dans cette dernière catégorie, le cas de la France est aujourd'hui le plus documenté[3]. C'est dans les réseaux de la décroissance qu'ont été publiées les premières brèves sur le mouvement des *Transition Towns* (dans le journal *La Décroissance* d'octobre 2007[4]), puis les premiers dossiers conséquents (dans le magazine *Silence* en février 2009[5] et dans la revue *Entropia* en septembre 2009[6]), à chaque fois pour souligner la proximité politique entre transition et décroissance. Dans les premiers groupes de transition effectivement actifs en France, il est rapidement apparu que quelques anglophones immigrés ont joué un rôle déterminant de *« passeurs »* (voir encadré n°8).

Encadré n°8 : Trièves-après-pétrole, le premier groupe local pour la transition en France

Dans le Trièves (Isère), des militants issus de trois communes autour de Mens se sont réunis pour fonder la première initiative de transition française, en 2007-2008. Les réseaux militants écologistes étaient déjà très actifs dans cette zone rurale peu densément peuplée, qui héberge notamment depuis 1994 le centre écologique *Terre vivante* : expérimentation et recherche en agriculture biologique et en habitat écologique, formation, visites et stages pratiques, revue nationale *Les Quatre saisons du jardinage*, maison d'édition Terre Vivante, etc. Les militants locaux étaient déjà fortement sensibilisés au registre politique de la décroissance, même si tous n'y adhéraient pas complètement.

Avec la fondation du groupe local de transition *« Trièves-après-pétrole »*, les militants à l'initiative de cette démarche affirmaient poursuivre un double objectif : d'abord prendre mieux en

[1] Raúl Zibechi, « Le "Bien vivre" », *Entropia*, vol. 9, automne 2010, p.28-38.
[2] Daniel Lerch, *Post-Carbon Cities: Planning for Energy and Climate Uncertainty*, Sebastopol, New Society Publishers, 2007.
[3] Luc Semal et Mathilde Szuba, « France qui décroît, France en transition », *in* Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.180-185.
[4] Emmanuel Broto, « Piquistes ! », *La Décroissance* n°43, octobre 2007, p.3.
[5] Luc Semal et Mathilde Szuba, février 2009, *op. cit.*
[6] Christian Araud, « Scénarios du futur et initiatives de transition », *Entropia*, vol. 7, automne 2009, p.133-143 ; Luc Semal et Mathilde Szuba, automne 2009, *op. cit.*

compte l'imminence du pic pétrolier dans les pratiques écologistes des militants eux-mêmes, et ensuite ouvrir un espace de discussion sur ce thème avec les groupes, les habitants et les élus locaux qui seraient jusqu'à présent restés à l'écart des réseaux écologistes, et *a fortiori* des réseaux décroissants. Ce cas de figure, où des réseaux locaux écologistes déjà très implantés localement tentent de renouveler les modalités de leur engagement en fondant un groupe local de transition et en insistant davantage sur le pic pétrolier, se retrouve dans d'autres localités (à Totnes, autour du *Schumacher College*, ou à Machynlleth, dans le Pays de Galles, autour du *Centre for Alternative Technologies*).

Le cas de Trièves-après-pétrole met en évidence deux éléments importants dans le processus d'imbrication des réseaux catastrophistes de la décroissance et de la transition. D'abord, le recours fréquent à internet comme source d'information sur les initiatives innovantes en matière d'écologie politique semble avoir été déterminant : c'est par internet que plusieurs des initiateurs de la démarche locale de transition déclarent s'être d'abord renseignés sur le mouvement britannique, avant de décider de passer eux-mêmes à l'acte. Quant à l'autre élément déterminant, il s'agit de la présence locale de militants britanniques, installés en France de longue date, mais disposant encore de contacts dans les réseaux écologistes anglo-saxons. Ces quelques militants ont joué le rôle de *« passeurs »* en facilitant, par leurs explications et leurs précisions, l'appropriation dans les réseaux francophones de concepts et d'approches linguistiquement ou culturellement marqués – par exemple avec la notion de communauté locale, souvent suspectée par les militants français de véhiculer un esprit de repli autarcique, alors que les militants britanniques désignent simplement ainsi les gens vivant dans une même localité. Nous avons noté que, dans les premiers groupes de transition initiés en France, il y avait presque toujours au moins un *« passeur »* de nationalité autre que française. C'est seulement à partir de 2010, quand les réseaux français de la transition commençaient à être significativement étoffés, que les passeurs ont été sensiblement plus rares lors de nos enquêtes de terrain.

On notera encore que le recours aux outils numériques joue un rôle important dans ce phénomène d'entrecroisement international et d'imbrication des réseaux militants : sites internet, wikis militants, traductions collaboratives, etc. Plusieurs objecteurs de croissance francophones nous ont affirmé suivre régulièrement l'actualité des sites internet anglophones consacrés au pic pétrolier ou au mouvement de la transition. Cette observation rejoint celles de Dominique Cardon et Fabien Granjon sur l'essor d'un internet militant, qui tend à accroître l'intensité des relations internationales entre mouvements socio-politiques potentiellement affinitaires[1]. Mais cette internationalisation demeure cependant nettement déséquilibrée, car si de nombreux objecteurs de croissance francophones lisent suffisamment l'anglais pour se

[1] Dominique Cardon et Fabien Granjon, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p.81-110.

renseigner sur la transition, à l'inverse nous avons rencontré très peu de militants britanniques de la transition capables de lire le français dans le texte. L'imbrication s'est d'abord faite par importation en France des idées et des pratiques de la transition britannique, et c'est ensuite seulement, et dans une moindre mesure, que les passerelles militantes ainsi établies semblent avoir amené certains activistes britanniques à se renseigner sur la décroissance française.

Pour la décroissance comme pour la transition, l'internationalisation est un enjeu de première importance : pour enrichir la réflexion militante, bien sûr, mais aussi parce que la dimension internationale du mouvement est régulièrement invoquée par les militants comme un élément de légitimation de leur action. L'invocation de l'internationalisation véhicule l'idée qu'ailleurs aussi, des mouvements similaires travaillent dans le même sens, que des convergences sont possibles entre les luttes, etc. En France comme au Royaume-Uni, l'un des leitmotivs des entretiens que nous avons menés était que l'interviewé considérait son propre pays comme *« en retard »* par rapport à l'autre, où les mobilisations étaient perçues (ou fantasmées) comme bien plus actives et bien plus efficaces. En réalité, au-delà du seul discours, l'internationalisation demeure une réalité largement inachevée : la décroissance reste un questionnement largement francophone, tandis qu'une grande majorité des groupes de transition s'avèrent encore anglo-saxons. Néanmoins, les quelques passerelles internationales effectivement établies entre décroissance et transition permettent de confirmer le diagnostic d'une *« communauté de raisonnement »* catastrophiste, puisque les deux mouvements se sont finalement *« reconnus »* et *« identifiés »* comme cousins : selon Serge Latouche, *« le mouvement des Villes en Transition […] est peut-être la forme de construction par le bas de ce qui se rapproche le plus d'une société de décroissance »*[1]. De même, lors d'un entretien en juin 2012, l'un des principaux animateurs du *Transition Network* a spontanément mentionné le *« degrowth network »* comme étant l'un des plus proches équivalents de la transition[2].

3- Méthodologie : approcher les pratiques politiques catastrophistes

La décroissance et la transition offrent donc l'occasion de mener une étude empirique des pratiques politiques catastrophistes, susceptible d'informer et de prolonger les réflexions plus théoriques jusqu'à présent menées sur les notions de catastrophe et de catastrophisme. À

[1] Serge Latouche et Didier Harpagès, *Le Temps de la décroissance*, *sine loco*, Éditions Thierry Magnier, 2010, p.86-87.
[2] Entretien à Totnes, dans le siège du *Transition Network*, le 13 juin 2012.

cette fin, il nous a fallu définir une méthodologie adaptée aux terrains catastrophistes eux-mêmes : *premièrement*, délimiter des terrains réellement accessibles et objectivables dans le cadre d'une étude de plusieurs années ; *deuxièmement*, construire un protocole de recherche ethnographique privilégiant l'observation participante ; et *troisièmement*, identifier et récolter des matériaux significatifs concernant le rapport des militants au catastrophisme.

3.1 Délimiter et aborder des terrains catastrophistes

La décroissance et la transition constituent deux terrains en cours d'imbrication, qui s'avèrent convenir à une étude des militantismes catastrophistes (bien qu'il ne faille pas les réduire à cela). Mais une fois ces terrains identifiés, il reste à les approcher et à identifier les méthodes d'analyse les plus adéquates. Si l'enquête de terrain est rapidement apparue incontournable, néanmoins sa mise en œuvre a soulevé plusieurs problèmes[1].

Bien qu'elle soit indéniablement un mouvement politique, la décroissance n'est pas un parti structuré comme EELV ou le *Green Party* britannique. Il s'agit plutôt d'un mouvement réticulaire, une *« galaxie »* décentralisée, composée de courants fortement hétérogènes, ainsi que d'un relativement grand nombre de chapelles correspondant à des sensibilités évolutives et conflictuelles[2]. Les effectifs que cela représente sont difficiles à évaluer, étant donné qu'il n'existe aucun *« registre »* des objecteurs de croissance, ni aucune association fédératrice et représentative – tout au plus des réseaux de sociabilité informels, structurés par l'inter-connaissance des militants. Le critère du mode de vie *« sobre »*, parfois retenu pour les enquêtes centrées sur la consommation des objecteurs de croissance, s'avère peu pertinent : Ève Chiapello et Anne Hurand concluaient leur enquête à ce sujet en notant *« qu'il n'existait pas de critères précis et impératifs (comme être végétarien, ne pas avoir de voiture individuelle, ou travailler à temps partiel) qui permettent de dire avec certitude qu'une personne est un objecteur de croissance ou ne l'est pas »*[3]. Aux événements organisés par les objecteurs de croissance participent des individus dont le mode de vie ne s'éloigne pas sensiblement des modes de vie dominants. Plutôt que le critère du mode de vie, les objecteurs de croissance qui ont été étudiés dans le cadre de notre étude ont été sélectionnés sur le critère de l'*engagement politique*, au sens aussi large que possible : participation à des groupes

[1] Stéphane Beaud et Florence Weber, 2010 (1997), *op. cit.*
[2] Fabrice Flipo, « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, vol. 50, 2007, p.143-151.
[3] Ève Chiapello et Anne Hurand, 2011, *op. cit.*

locaux, déplacements réguliers pour des conférences ou des événements sur le thème de la décroissance, participation aux réseaux nationaux, etc. La presse engagée et la littérature *« décroissante »* ont été consultées et étudiées de manière systématique.

Pour la transition, l'identification du terrain a été considérablement plus aisée. Bien qu'il n'y ait pas non plus d'adhésion officielle à la transition, il existe en revanche un réseau national de groupes locaux clairement identifiés : c'est au cours des rencontres nationales annuelles du mouvement (avril 2008, juin 2010) que nous avons établi des contacts avec une dizaine de ces groupes locaux, qui ont ensuite servi de terrains d'enquête.

Dans les deux cas, cependant, le terrain s'est révélé d'un premier abord assez difficile[1]. Les objecteurs de croissance et les militants de la transition réellement actifs dans ces réseaux sont finalement assez peu nombreux, en comparaison de l'attrait médiatique et universitaire qu'ils exercent. En conséquence, il devient rare de trouver un membre de la transition ou un objecteur de croissance qui n'ait pas déjà répondu au moins une fois à des demandes d'entretien ou d'enquête de la part de journalistes ou d'étudiants, et le plus souvent sur des thèmes généralistes et rebattus : *« Qu'est-ce que la décroissance ? »*, *« Qu'est-ce que la transition ? »*, *« Comment vivez-vous au quotidien ? »*, *« Peut-on voir votre compost ? »*, etc. De fait, ces terrains sont déjà *« brûlés »* pour tout chercheur qui se contenterait de demander un entretien avant d'avoir été présent à plusieurs événements, d'avoir participé à plusieurs actions, bref d'avoir gagné la confiance des enquêtés, en montrant un réel investissement dans la durée plutôt qu'une curiosité ponctuelle et éphémère. Le groupe de transition de Totnes a sans doute été le plus explicite en la matière, puisqu'il fait volontiers savoir qu'il croule sous les demandes, et qu'il répond en priorité aux journalistes impliqués et aux chercheurs qui ont, en retour, quelque chose à amener au mouvement (notamment des problématiques et des résultats d'enquête susceptibles d'aider à la mobilisation locale, par exemple l'étude des leviers qui permettraient de favoriser les circuits courts pour l'alimentation). En 2012, un site internet a été mis en place par le *Transition Network*, consacré à la *Transition Research*, et qui proposait notamment des conseils à destination des groupes sollicités par des étudiants ou des chercheurs, et même un *« protocole de recherche »* que les chercheurs devraient s'engager à respecter pour pouvoir observer des groupes de transition[1].

Un autre problème est la forte réflexivité propre à ces milieux militants. Très portés à l'auto-analyse, fortement dotés en capital culturel, très curieux des problématiques et des

[1] Stéphane Beaud et Florence Weber, 2010 (1997), *op. cit.*, p.39-40.

hypothèses explorées par le chercheur, les interviewés veulent souvent comprendre, voire maîtriser la recherche en cours. Certains avaient déjà été déçus par les résultats médiatiques ou universitaires de précédents entretiens qu'ils avaient accordés. Ce problème se posait d'autant plus qu'à plusieurs reprises, des militants ont eu connaissance d'une de nos interventions académiques (séminaire, journée d'étude, colloque) et s'y sont rendus pour nous écouter. Les universitaires sont d'ailleurs relativement nombreux dans les réseaux de la décroissance et de la transition (y compris les doctorants et les directeurs de thèse), ce qui entrave encore plus les velléités de cloisonnement entre terrain d'étude et travail académique. Le fait d'avoir privilégié les terrains britanniques nous a cependant aidé à préserver au mieux cette distinction.

Enfin, et c'est peut-être là le point le plus délicat, les militants de la décroissance et de la transition disposent généralement de discours politiques bien rôdés, qui rejettent souvent d'emblée le terme de *« catastrophisme »*. Le terme est trop connoté, trop controversé pour être véritablement assumé par des militants qui tentent d'utiliser l'entretien pour déconstruire les étiquettes péjoratives qui leur sont généralement attribuées. Et pourtant, les références aux catastrophes à venir (ou supposées à venir) sont des leitmotivs des entretiens que nous avons effectués. Dans ces conditions, comment faire pour étudier les militantismes catastrophistes ? Il était impensable de faire irruption à un événement militant, de solliciter un entretien auprès d'un parfait inconnu, et de lui demander immédiatement s'il se qualifiait de catastrophiste : les réponses auraient été massivement négatives, et nous en aurions dû en conclure que le catastrophisme n'existe pas.

Il a donc fallu mettre au point pour cette étude une méthodologie *ad hoc*, fondée sur l'établissement de relations de confiance dans la durée avec des réseaux d'informateurs, de manière à pouvoir régulièrement recueillir leurs impressions, leurs sentiments, leurs analyses à l'égard du temps qui passe, des catastrophes qui (selon eux) s'annoncent, de la manière dont ils conçoivent leur engagement politique face à cette montée des périls, etc. À cette fin, c'est une approche ethnographique, et privilégiant l'observation participante, qui a été retenue.

---

[1] Source : http://www.transitionnetwork.org/support/researchers (consulté le 7 août 2012).

3.2 Approche ethnographique et observation participante

Comment étudier la dimension catastrophiste de l'engagement politique auprès de militants que cette notion met mal à l'aise ? Pour cela, il est nécessaire d'adopter une approche méthodologique propre à mettre en lumière les creux, les silences, les oublis, les doutes, etc. Dans son étude des riverains et des travailleurs de La Hague dans le Cotentin, Françoise Zonabend cherche à mettre en lumière la manière dont le nucléaire, omniprésent mais rarement visible, façonne les manières d'être :

> *« J'ai voulu élucider les silences, les oublis, les trous de mémoire que le nucléaire occasionne en ces lieux et dont je suis d'ailleurs victime moi-même lorsque j'y séjourne. En sorte que j'ai cherché à savoir comment se comportent les riverains de ces établissements à haut risque : les admettent-ils, les refusent-ils, en rêvent-ils, veulent-ils, peuvent-ils en parler ? Enfin, j'ai tenté de comprendre comment réagissent, pensent et vivent les hommes et les femmes qui, chaque jour, vont travailler à l'usine et sont confrontés à cette radioactivité toujours invisible, mais sans cesse présente. Quels rapports entretiennent-ils avec cette énergie dont les effets dangereux sont imprévisibles et qu'ils doivent situer, au prix d'un effort conceptuel, dans leurs propres grilles d'interprétation ? »*[1]

En bien des occasions, notre étude du catastrophisme a résonné avec cette étude d'une angoisse latente réelle, mais rarement exprimée comme telle. Confrontée à cet objet d'étude fuyant, Françoise Zonabend privilégie *« l'acte de parler »* qui lui permet d'étudier en creux cette force agissante, mais confinée en marge du discours des interviewés :

> *« C'est donc dans les détournements, les failles, les interstices du discours que nos interlocuteurs, malgré eux, se dévoilent quelque peu et laissent affleurer une anxiété latente. Plus encore, c'est dans le lapsus, le jeu de mots, le détournement de vocabulaire, la métaphore, les configurations de l'imaginaire, que l'on décèle une anxiété réelle niée par ces gens, occupés qu'ils sont à continuer de vivre là et d'y travailler sans trop de peine et sans trop d'interrogation. »*[2]

À cette fin, il a fallu établir avec les interviewés la confiance nécessaire pour les amener à dépasser les discours formatés qu'ils tendent souvent à tenir spontanément lorsqu'ils doivent parler de leur mouvement – discours bien rôdés, qui cherchent à convaincre l'enquêteur de la nécessité de leur engagement, du plaisir qu'ils en retirent, de l'écart qui les sépare des clichés véhiculés par les médias, etc. Cette confiance a été acquise grâce à une présence régulière au

---

[1] Françoise Zonabend, *La Presqu'île au nucléaire*, Paris, Odile Jacob, 1989, p.9.
[2] *Ibid.*, p.17.

sein de ces réseaux (d'octobre 2007 jusqu'en décembre 2011), mais aussi par une présence active : pour obtenir des entretiens, pour dépasser les discours formatés, *ces réseaux attendent très souvent du chercheur qu'il leur apporte quelque chose, qu'il se sente concerné, qu'il s'investisse*. En la matière, la spécificité internationale de notre étude nous a permis de leur apporter une expertise originale tout en conservant l'essentiel de notre distanciation.

Avec Mathilde Szuba, doctorante en sociologie au Cetcopra (Paris 1), nous avons notamment concrétisé cet investissement en rédigeant pour les réseaux français des textes de présentation et d'analyse du mouvement britannique de la transition, à une époque où celui-ci demeurait encore largement inconnu en France. Ces textes ont été publiés sous forme de dossiers ou d'articles dans les revues *Silence*[1], *Entropia*[2] et *Mouvements*[3], et ont ensuite débouché sur de multiples interventions publiques pour présenter la transition (28 présentations publiques[4] à notre actif en décembre 2011, sans compter les séminaires de recherche). Nous avons également été sollicités pour l'écriture d'un chapitre de conclusion à la version française du *Manuel de transition* de Hopkins[5]. Ces interventions publiques, orales et écrites, nous ont grandement facilité la tâche pour accéder à des terrains *a priori* difficiles d'accès : l'apport de données britanniques nous permettait de nous situer hors des chapelles conflictuelles de la décroissance française ; et le fait de contribuer à l'exportation vers la France des principes de la transition nous a ouvert les portes de plusieurs groupes locaux britanniques.

La tendance de ces milieux à l'auto-réflexivité les rendait particulièrement demandeurs de l'expertise internationale que nous pouvions leur apporter – et dont l'une des principales concrétisations fut notre intégration en août 2009 au comité de rédaction d'*Entropia*, revue d'étude théorique et politique de la décroissance, et en juin 2011 à l'association du magazine *Silence*. Cependant, à mesure que nous devenions identifiés comme *« experts »* français de la transition britannique, il nous arrivait de plus en plus fréquemment d'être également présentés comme *« importateurs »*, voire comme *« ambassadeurs »* de la transition en France – ce dont

---

[1] Luc Semal et Mathilde Szuba, février 2009, *op. cit.* ; Luc Semal et Mathilde Szuba, « Villes en transition : vers le rationnement », *Silence*, n°379, mai 2010, p.4-16 ; Luc Semal et Mathilde Szuba, « Pic pétrolier et résilience », *Silence*, n°385, décembre 2010, p.4-17.
[2] Luc Semal et Mathilde Szuba, automne 2009, *op. cit.* ; Luc Semal, « Des plans de limitation énergétique pour la décroissance », *Entropia*, vol. 9, automne 2010, p.175-184.
[3] Luc Semal et Mathilde Szuba, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*, vol. 63, septembre 2010, p.130-136.
[4] Voir annexe 2 pour une liste de nos présentations publiques auprès des réseaux militants.
[5] Luc Semal et Mathilde Szuba, *in* Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*

nous nous étions toujours gardés, en refusant notamment de participer à des groupes locaux, malgré les appels du pied pressants en ce sens dans notre agglomération (Lille).

À mesure que se déroulaient nos enquêtes de terrain, notre statut a donc évolué pour passer d'observateur extérieur à celui de *« participant-comme-observateur »*, selon les catégories proposées par Raymond Gold et reprises dans l'ouvrage de Daniel Cefaï :

> *« Ce type de rôle est le plus utilisé sans doute dans les enquêtes de communauté, où un observateur développe des relations dans la durée avec ses informateurs, et où il a tendance à accorder plus de temps et d'énergie à la participation qu'à l'observation. À certains moments, il observe sur un mode formel, comme dans des situations d'entretien directif. À d'autres moments, il observe de façon informelle, quand il assiste par exemple à des fêtes. Lors des premiers temps de son séjour dans une communauté, ses informateurs peuvent se sentir relativement mal à l'aise en sa présence, tant dans les situations formelles qu'informelles. Mais il est probable que cette gêne disparaisse au fur et à mesure qu'ils apprennent à se connaître et à se faire confiance. »*[1]

Cette approche méthodologique nous a paru non seulement la plus appropriée, mais même la seule véritablement pertinente pour établir dans la durée la confiance permettant de libérer la parole des interviewés, et notamment leurs discours indirects sur la catastrophe et le catastrophisme. C'était aussi une manière pour nous de pouvoir saisir l'évolution dans le temps des discours de nos interlocuteurs, voire leurs discontinuités et leurs contradictions : la proximité avec le terrain créait ainsi les conditions d'une analyse plus approfondie, et moins convenue, des discours militants sur la catastrophe et le catastrophisme.

Par ailleurs, le choix de l'observation participante nous a amené à régulièrement partager les conditions de vie des personnes enquêtées, ce qui a un sens particulier dans le cadre de notre étude : l'expérience corporelle du froid (en situation d'hébergement chez des militants qui limitent le chauffage en hiver), des distances (longues marches à pied pour rejoindre des terrains d'enquête éloignés de tout transport en commun), de la pluie (idem), des bagages à porter (idem), du végétarisme local et de saison, etc., font ici partie intégrante de la démarche sociologique. En effet, cette expérience « librement consentie » de sobriété contrainte peut alors devenir un vecteur de connaissance théorique et pratique de ce que signifie, par exemple, la vie avec peu ou pas d'énergies fossiles. Ces expérimentations concrètes facilitent les discussions avec les enquêtés sur la dimension matérielle du

---

[1] Raymond I. Gold, « Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique », *in* Daniel Cefaï (dir.), 2003, *op. cit.*, p.345.

catastrophisme, et permettent une meilleure compréhension de l'*habitus* qui caractérise ces militants – à la manière par exemple de Loïc Wacquant, lorsqu'il décide d'intégrer la pratique de la boxe comme élément de sa démarche sociologique, de manière à faire de l'expérience corporelle un outil de connaissance plutôt qu'un obstacle à la compréhension de l'*habitus* des jeunes boxeurs de Chicago[1].

Cependant cette approche présente aussi quelques risques, notamment la routinisation des relations et la confusion des rôles entre enquêteur et informateur, qui tend d'une part à encourager l'informateur à une auto-analyse permanente (qui le conduit à sélectionner et brouiller les informations qu'il fournit), et d'autre part à faire oublier au chercheur le minimum d'extériorité que requiert son rôle jusqu'à le faire *« virer indigène »*. Nous avons tenté d'éviter ces deux écueils, d'abord en variant autant que possible les groupes étudiés et les informateurs, et ensuite en refusant toujours de nous impliquer dans un groupe lillois.

Enfin, notre intégration progressive dans des réseaux universitaires, où nous présentions et analysions ces travaux, nous a permis de maintenir, et parfois d'approfondir notre distance objectivante avec les terrains étudiés. Tout au long de notre étude, nous avons régulièrement présenté nos résultats provisoires et testés nos hypothèses lors de séminaires et de colloques[2], ainsi qu'aux congrès 2009 de l'Association française de sociologie (AFS[3]) et de l'Association

---

[1] Loïc Wacquant, *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2002 (2000).

[2] Luc Semal, « Militer pour des sociétés post-carbone : comparaison de deux mouvements, la décroissance française et la transition britannique », colloque *Environnement et modes de vie*, Université de Caen, septembre 2008 ; Luc Semal et Bruno Villalba, « Traduire l'urgence dans la décision politique. Contribution de l'écologie à la notion de durée », école thématique CNRS *L'évaluation de la durabilité*, Cargèse, 19-24 octobre 2008 ; Luc Semal, « Choisir une transition énergétique : laquelle, jusqu'à quand et jusqu'à quoi ? Intérêts, ambiguïtés et limites d'un mythe pacificateur », séminaire *Énergie et société*, Fondation Gabriel Peri, 11 février 2009 ; Luc Semal et Bruno Villalba, « La politique peut-elle intégrer la notion de délai ? », Colloque *Défi écologique : la politique peut-elle sauver l'espèce humaine ?*, Paris, Académie des Sciences Morales et Politiques, 20 mars 2009 ; Luc Semal, « La sobriété comme question politique : décroissance, *transition towns* et autres durabilités fortes », *Croissance verte, décroissance, développement durable : éléments de controverses*, journée d'étude du SIDD (Séminaire interdisciplinaire sur le développement durable), Lille, 6 mai 2010 ; Luc Semal, « Villes en transition et militantisme de la sobriété », colloque *Pour une socio-anthropologie de l'environnement* organisé par le laboratoire Cetcopra, 24 septembre 2010 ; Luc Semal, « Les villes en transition : un exercice de prospective radicale et citoyenne », Séminaire *Villes post-carbone* organisé par la mission prospective du Ministère de l'environnement, l'Ademe et l'Université du Maine, La Défense, 26 novembre 2010 ; Luc Semal, « Militer à l'ombre des catastrophes », colloque *Socio-anthropologie : autour d'Alain Gras*, organisé par le laboratoire E=MC2 de l'université Pierre Mendès-France à Grenoble, 22 janvier 2011 ; Luc Semal et Mathilde Szuba, « Villes en transition et émancipation sous contrainte », intervention au séminaire mensuel du laboratoire Logiques d'agir de l'Université de Besançon, 26 janvier 2011 ; Luc Semal et Mathilde Szuba, « La résilience selon les Villes en transition », journée interdisciplinaire *Résiliences* sur le développement durable organisée par le réseau Développement durable et territoires, Lille, 19 mai 2011.

[3] Luc Semal, « Voter avec son porte-monnaie… ou s'abstenir ? Analyse d'un collectif anti-pub comme révélateur des tensions latentes des pratiques de sobriété », congrès de l'AFS (Association française de sociologie), Paris, 14-17 avril 2009.

française de science politique (AFSP[1]). De plus, à partir de septembre 2010, nous avons été sollicité par Agnès Sinaï et Émilie Hache pour dispenser à Sciences Po Paris un enseignement de 24 heures, exclusivement centré sur la décroissance et la transition, destiné à des étudiants de M2 en filières *Sciences et politiques de l'environnement* et *Environnement, développement durable et risques*. D'abord seul (semestre d'automne 2010), puis en binôme avec Agnès Sinaï (semestres de printemps et d'automne 2011), il nous a donc fallu inventer de toutes pièces un enseignement intitulé *« Politiques de décroissance »*, puis *« Théories et politiques de la décroissance »*[2]. C'était, à notre connaissance, le premier enseignement conséquent consacré à cette thématique dans un Institut d'études politiques. Dans cette institution et à ce stade de spécialisation, les étudiants s'avèrent suffisamment exigeants pour imposer un important travail de mise à distance et de réflexivité de la part de l'enseignant. Au fil des semestres, nous avons constaté que le fait de dispenser ce cours a contribué à renforcer la légitimité que nous avions aux yeux de certains de nos contacts dans les réseaux de la décroissance et de la transition. Cela nous a finalement facilité l'accès à certains terrains qu'il n'aurait pas été facile d'aborder autrement, notamment lorsque nous devions contacter des figures nationales de l'objection de croissance.

3.3 Matériaux récoltés

Ainsi conçue, notre enquête de terrain nous a permis de réunir une quantité importante de matériaux divers : bibliographies, sitographies, littérature militante internationale, archives personnelles, documentation grise (tracts et autres), etc. À cela s'ajoutent bien sûr nos propres carnets d'observation, ainsi que des retranscriptions d'entretiens formalisés ou impromptus.

La constitution de la bibliographie a évidemment commencé dès avant les premiers déplacements sur le terrain. La décroissance et la transition se caractérisent par des littératures militantes très abondantes – publications diverses à consulter régulièrement (journaux, revues, magazines, tracts, blogs), et surtout de très nombreux essais. Les références croisées entre les publications des objecteurs de croissance nous ont permis de délimiter un champ d'étude bibliographique structuré par l'inter-connaissance militante. Concrètement, il s'agissait de

---

[1] Luc Semal et Bruno Villalba, « Traduire l'urgence dans la décision politique. Contribution de l'écologie à la notion de durée », congrès de l'AFSP (Association française de sciences politiques), Grenoble, 7-9 septembre 2009.

[2] Voir : http://supportscoursenligne.sciences-po.fr/201010/KINT3125/pdf/KINT3125_plan_cours.pdf (consulté le 3 avril 2012).

connaître les ouvrages de base sur la décroissance (ou sur la transition), mais aussi d'être sans cesse à l'écoute des ouvrages spontanément évoqués par les interviewés – ce qu'ils ne manquent jamais de faire, tant est prégnante leur tendance à l'auto-réflexivité. Le grand nombre de publications sur ces sujets au cours des quatre dernières années a été tel que la bibliographie s'est sans cesse enrichie au cours de l'étude. De plus, outre les ouvrages ouvertement militants, le travail bibliographique a dû intégrer des rapports et des ouvrages de haute vulgarisation consacrés à des thèmes techniques, tels que le pic pétrolier, le changement climatique, la biodiversité, l'agriculture (permaculture), la crise économique… qui s'avèrent structurants dans la constitution et la politisation de la pensée catastrophiste. La bibliographie a donc été un pan de travail exceptionnellement important au cours de cette étude.

Nos carnets d'observation constituent sans doute le matériau le plus original dont nous disposons. Notre capacité à fournir de l'*« expertise »* internationale à nos terrains nous a en effet grandement facilité la tâche pour l'observation : dans la majorité des cas, nous sommes parvenus à nous faire héberger chez des militants, de manière à poursuivre les entretiens de manière informelle, parfois pendant des heures. La parole des interviewés y était davantage libérée, et c'est généralement en ces occasions que *« l'ombre des catastrophes »* planait le plus sensiblement sur les propos tenus. Malheureusement, cette méthode rendait difficile l'enregistrement des discussions, si bien qu'une fois isolé, il nous fallait encore prendre en note un maximum de ce qui avait été dit, exercice qui nous entraînait parfois jusque tard dans la nuit. De cette manière, une douzaine de groupes britanniques ont pu être observés, notamment ceux de Seaton (trois jours en 2008), Exeter (trois jours en 2008), Totnes (trois jours en 2008, trois jours en 2010, deux fois cinq jours en 2012), Sidmouth (un jour en 2008), Bristol (trois jours en 2010), Glastonbury (trois jours en 2010), Langport (trois jours en 2010), Machynlleth (trois jours en 2010), Londres (trois jours en 2010 et trois jours en 2011), Lewes (un jour en 2012) et Brighton (deux jours en 2012). Nous nous sommes également rendus à deux reprises aux rencontres annuelles nationales de la transition au Royaume-Uni (avril 2008 et juin 2010, respectivement deux et trois journées). En France, les observations ont été davantage morcelées, avec des présences sur le terrain plus fréquentes, mais plus courtes – rarement plus de deux journées consécutives sur le terrain. Nos principaux terrains ont été effectués à Paris, Strasbourg, Lille, Saint-Jean-du-Gard, Malaucène, Villedieu, Mûr-de-Bretagne, Royère-de-Vassivières, Arles, Cenves, etc. Une liste plus détaillée d'environ soixante-cinq séquences d'observation participante se trouve en annexe 1, avec les dates des déplacements, ainsi que la description des lieux et des groupes visités.

Dans chaque cas, les lieux ont été choisis en fonction des possibilités d'hébergement, des possibilités de bénéficier de recommandations inter-militantes, et surtout de l'organisation d'événements locaux lors de notre séjour : par exemple, une journée d'ateliers organisée à Exeter (octobre 2008) nous a permis de prendre une dizaine de contacts locaux et d'effectuer ainsi une douzaine d'heures d'entretiens en ce lieu, sans compter les entretiens impromptus et les observations moins formalisées. Nous estimons disposer d'environ 400 pages de notes utilisables dans nos carnets d'observation, auxquelles il faut ajouter l'abondante *« littérature grise »* qui nous était fournie par les militants en ces occasions.

Assez rapidement après avoir entamé les enquêtes de terrain, l'organisation d'entretiens formalisés et enregistrés nous est apparue inadéquate pour l'étude du catastrophisme. De tels entretiens nous auraient certainement permis de recueillir la pensée de certains militants sur la notion de catastrophe à un instant donné, mais cela aurait posé deux problèmes. D'une part, les notions de catastrophe et de catastrophisme sont tellement connotées que les militants, au premier abord, surveillent énormément leurs propos à ce sujet : seule une longue présence sur le terrain, faite d'entrevues régulières dans des contextes plus informels, nous a permis de percevoir la variabilité entre le discours public et le discours privé d'un même individu, quand il se sent suffisamment en confiance avec un interlocuteur pour lui faire part de ses doutes, de son éventuel sentiment d'impuissance, de la manière dont il envisage son avenir en anticipant sur l'échec de ses actions militantes, etc. D'autre part, la méthodologie ethnographique fondée sur une présence sinon continue, du moins régulière auprès des enquêtés, nous a permis de mieux saisir l'évolutivité du rapport militant à la catastrophe : il s'agissait presque toujours de militants qui étaient déjà actifs dans les réseaux écologistes depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, et qui étaient entrés dans une phase transitoire de leur engagement, une phase de réévaluation des idées et des pratiques à l'aune de la temporalité nouvelle introduite notamment par le pic pétrolier. C'est pour ces raisons que nous avons privilégié les moments d'observation participante, ce qui nous a permis d'établir une relation de confiance avec certains militants que nous avons ensuite régulièrement retrouvés, année après année, à l'occasion des événements organisés par les réseaux de la décroissance et de la transition, mais aussi parfois de manière plus informelle encore, pour un repas chez eux, pour un week-end d'ateliers où ils nous conviaient, pour un anniversaire, etc. Certains militants qui partaient en vacances à vélo, et qui cherchaient donc des lieux d'étape bon marché, se sont occasionnellement invités chez nous, ou même nous ont rejoint sur le lieu de nos vacances estivales. Cela permettait d'établir avec eux une réciprocité qui nous donnait l'occasion, en

retour, de pénétrer régulièrement leur domicile, et d'y observer les implications comportementales et matérielles de l'engagement catastrophiste, par exemple dans la gestion des éventuels conflits familiaux qui pouvaient en découler, ou dans les pratiques alimentaires… Toutes ces informations n'étaient accessibles que grâce à une relation régulière, permettant un dialogue permanent avec les enquêtés sur une base largement informelle, alimentée de dons et de contre-dons. Nous avons finalement rencontré plusieurs dizaines de militants français et britanniques au cours de nos terrains, dont une quarantaine avec lesquels nous avons établi des contacts réguliers : en annexe 4, nous présentons le profil d'une trentaine d'entre eux, parmi les plus emblématiques, avec les précautions ou les silences nécessaires pour préserver, autant que possible, leur anonymat.

Certains des terrains ont été effectués en binôme avec Mathilde Szuba, qui travaillait sur des thématiques proches (quoique davantage sous l'angle des politiques publiques[1]). Le fait de voyager comme un *« jeune couple d'étudiants »*, qui ne se rend sur ses terrains qu'en transports en commun, nous a grandement facilité l'accès aux terrains : aux yeux des interviewés, cela désacralisait l'image du chercheur, mais cela apparaissait aussi comme une marque de respect pour les valeurs défendues par ces mouvements – *« authenticité »* supposée du travail en couple, et respect de l'environnement jusque dans le travail de recherche[2]. À l'occasion, nous pouvions ainsi mener deux entretiens à la fois, par exemple lorsque nous étions hébergés par un autre couple. Par ailleurs, tous les temps morts de la recherche (inévitables dans toute enquête de terrain : repas, attente entre deux entretiens, temps passé dans les transports…) ont ainsi pu être mis à profit par des mises au point sur les données récoltées. Pour reprendre les mots de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot lorsqu'ils évoquent leur collectif de recherche, *« le collectif est ici un couple, ce qui induit une discussion quasi ininterrompue sur le déroulement de l'enquête, ses stratégies, ses hypothèses, une discussion qui oblige à l'explicitation : le séminaire de recherche est permanent »*[3]. Lorsque douze heures d'observation et d'entretiens se succèdent, qui plus est

---

[1] Mathilde Szuba, *Gouverner dans un monde fini. La traduction institutionnelle de limites environnementales dans une politique de quotas individuels d'énergie : la carte carbone du gouvernement Blair*, Thèse de doctorat de sociologie de l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, sous la direction d'Alain Gras et Bruno Villalba, 2012 (à soutenir).

[2] Il nous est arrivé plusieurs fois d'entendre nos interviewés médire de chercheurs qui utilisent abondamment la voiture ou l'avion pour leurs recherches sur la décroissance ou la transition. Indépendamment de tout jugement de valeur, nous n'avons pu que constater combien ces chercheurs se sont ainsi *« coupés »* de leur terrain d'étude en commettant un impair au regard des valeurs internes aux milieux enquêtés. Le recours exclusif aux transports en commun s'est très vite imposé comme un impératif méthodologique pour notre recherche.

[3] Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, Quadrige-Presses Universitaires de France, 2009 (1997), p.180.

dans une langue étrangère, et qu'il faut les retranscrire pendant la nuit avant de recommencer le lendemain dès huit heures, nous n'étions pas trop de deux. Cette coopération intellectuelle et logistique a sensiblement contribué à la qualité des matériaux récoltés. Il convient néanmoins de préciser que les propos tenus ici demeurent évidemment le fruit d'une analyse personnelle de ces matériaux, et d'une formalisation écrite dont l'auteur assume seul l'entière responsabilité.

* * *

La décroissance et la transition constituent donc deux réseaux militants distincts, mais en cours d'imbrication, que nous choisissons ici de qualifier de *« catastrophistes »*. Cela ne signifie pas que le catastrophisme suffise à résumer ces deux mobilisations, mais simplement que toutes deux présentent une *dimension catastrophiste* significative. Non seulement la thématique de la catastrophe est récurrente dans les théories et les discours, mais en plus cette insistance influe sur les pratiques politiques elles-mêmes : répertoires d'action, construction des identités collectives, élaboration des stratégies, etc. Ces deux mobilisations incarnent donc des formes de catastrophisme, parce que la perspective des catastrophes à venir y intervient à la fois comme *ressource politique* et comme *contrainte*. En cela, elles s'enracinent dans une tradition politique particulière, l'écologisme, dont l'imaginaire a toujours accordé une place particulière à la notion de catastrophe, ainsi que nous allons le voir au prochain chapitre.

II- Le catastrophisme dans l'écologisme et les mobilisations écologistes

« L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central, selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement et sur la vie des êtres humains. »[1]

Émergeant dans les années 2000, les réseaux de la décroissance et de la transition s'inscrivent aussi dans la lignée plus ancienne des mouvements écologistes, où l'hypothèse d'une catastrophe globale, à la fois environnementale et sociale, a historiquement joué un rôle structurant. Pour contextualiser notre étude, ce chapitre tâchera d'analyser la place accordée à la catastrophe et au catastrophisme, d'une part dans l'*écologisme* comme idéologie, et d'autre part dans les *mobilisations écologistes* comme incarnation militante de cette idéologie.

Il existe relativement peu d'études francophones de l'écologisme en tant que structure idéologique inspirant les idées, les discours et les pratiques écologistes – on notera cependant les publications de Dominique Simonnet et de Guillaume Sainteny[2]. La rareté de ces analyses n'a malheureusement pas permis la structuration d'une pensée collective allant au-delà de quelques monographies de qualité. Dans le monde anglophone, en revanche, le courant de la *green political theory* a produit depuis le début des années 1990 une abondante littérature scientifique visant à cartographier l'écologisme, avec ou sans utilisation explicite de ce mot[3]. Parmi les auteurs appartenant à ce courant, le politiste britannique Andrew Dobson voit en l'écologisme une idéologie politique à part entière, qu'il propose de distinguer de l'environnementalisme – celui-ci étant entendu comme l'expression d'un souci cloisonné pour l'environnement, qui reste compatible avec les autres grandes idéologies contemporaines : libéralisme, socialisme, conservatisme, etc. Parmi la liste de critères qu'il identifie pour

---

[1] Cornelius Castoriadis, « L'écologie contre les marchands », *in Une société à la dérive*, Seuil, Paris, 2005, p.237.

[2] Dominique Simonnet, *L'Écologisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979 (1982) ; Guillaume Sainteny, 2000, *op. cit.*

[3] Voir notamment : Robert Goodin, 1999, *op. cit.* ; John Barry, *Rethinking Green Politics*, London, Sage, 1999 ; Brian Baxter, *Ecologism: An Introduction*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999 ; Mark J. Smith,

justifier cette distinction, Dobson souligne la place centrale que l'écologisme accorde à la catastrophe dans sa construction théorique et discursive :

> *« No presentation of ecologism would be complete without the appropriate (usually heavy) dosage of warning of doom and gloom. Political ecologists invariably claim that dire consequences will result if their warnings are not heeded and their prescriptions not followed. (…) The radical green's consistent use of apocalyptic tone is unique in the context of modern political ideologies. »*[1]

Cependant, même si les analystes anglophones de l'écologisme évoquent fréquemment l'imaginaire de la catastrophe comme un trait marquant de cette idéologie, ils ne se sont pas jusqu'à présent livrés à une analyse en règles de la dimension catastrophiste de l'écologisme : ce sera l'objet des deux premiers tiers de ce chapitre, qui prolongeront la réflexion à ce sujet en analysant les spécificités politiques de la dimension catastrophiste de l'écologisme.

Quant au troisième tiers de ce chapitre, il analysera l'une des principales incarnations de l'écologisme sur la scène politique, à savoir les mobilisations écologistes proprement dites. Il apparaîtra alors que la dimension catastrophiste de l'écologisme a été comme *« perdue de vue »*, d'une part par les militants écologistes eux-mêmes, qui ont euphémisé cette partie de leur discours à mesure que leurs actions se normalisaient et d'institutionnalisaient, et d'autre part par les analyses sociologiques de ces mobilisations, qui n'ont pas fait du catastrophisme un registre significativement explicatif dans leurs démonstrations. Cette tendance à la normalisation et à la routinisation des mobilisations écologistes n'a cependant conduit qu'à une euphémisation de la dimension catastrophiste de l'écologisme, et non à sa disparition. Or, aujourd'hui, les mobilisations pour la décroissance et pour la transition peuvent être analysées comme l'un des prolongements des courants écologistes traditionnellement réfractaires à ces trajectoires d'institutionnalisation, et renouant avec le catastrophisme initial de l'écologisme.

1- La dimension catastrophiste de l'écologisme

Le catastrophisme est souvent décrit comme une dimension essentielle de l'écologisme, et pourtant peu d'écologistes se définissent spontanément comme des catastrophistes. Pour résoudre ce paradoxe, il nous faut d'abord préciser ce qui distingue le catastrophisme d'autres notions proches, notamment le millénarisme, avec lesquelles il est parfois amalgamé. Puis il

---

Ecologism: Towards Ecological Citizenship, Buckingham, Open University Press, 1998.

faut comprendre les modalités d'existence du catastrophisme dans les discours écologistes, à savoir une présence sous-jacente, qu'il faut savoir déceler dans des discours institués tendant souvent à le nier ou à le relativiser. Enfin nous montrerons que malgré la diversité des formes politiques du catastrophisme, le catastrophisme écologiste constitue bien un cas spécifique au sein du champ politique, caractérisé par ses conséquences en termes de pratiques sociales, et par sa prétention à fonder scientifiquement une pensée systémique de la catastrophe globale.

1.1 Catastrophisme n'est pas millénarisme

La notion de catastrophisme est particulièrement délicate à manier tant elle véhicule des connotations péjoratives et une imagerie folklorique. C'est pour cette raison qu'un travail rigoureux de conceptualisation du catastrophisme doit être tenté avant de pouvoir mobiliser ce terme en tant que concept utile et utilisable en sociologie politique. Dans ce domaine, le catastrophisme doit être compris comme *une démarche par laquelle des individus ou des groupes sociaux mobilisent la catastrophe comme ressource politique au point de sensiblement faire évoluer leurs pratiques politiques et sociales en conséquence*. En ce sens, il doit être strictement distingué du millénarisme ou des discours apocalyptiques, auxquels les critiques réduisent parfois abusivement les approches décroissantes.

L'imagerie du catastrophisme, y compris dans la littérature académique, n'envisage généralement pas que la catastrophe puisse faire l'objet d'un processus de politisation, et encore moins d'un processus de politisation rationnel. Le catastrophisme est plus volontiers analysé sous l'angle de la bizarrerie, voire de la pathologie sociale. Trois approches peuvent alimenter cette tendance, si l'on ne prend pas la peine de différencier leur objet d'étude du catastrophisme politique. Il s'agit d'abord d'une approche *historique* (centrée sur l'analyse de mouvements passés qui s'étaient effectivement focalisés sur l'apocalypse ou la fin des temps), ensuite d'une approche *anthropologique* (plutôt centrée sur la permanence d'un imaginaire collectif relatif à la catastrophe globale), et enfin d'une approche *psychologique* (davantage encline à analyser la rhétorique eschatologique sous l'angle pathologique, voire sectaire).

L'approche historique est parfaitement illustrée par un ouvrage des médiévistes Claude Carozzi et Huguette Taviani-Carozzi, initialement publié en 1982, et consacré à la question de la fin des temps au Moyen Âge. Cependant, *La Fin des temps* n'est pas un ouvrage sur le

---

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.16.

catastrophisme, mais sur le millénarisme : la différence est fondamentale. Le millénarisme est ici entendu comme un phénomène essentiellement religieux, *« dont on trouve des exemples, sous des formes différentes, dans presque toutes les religions passées ou actuelles »*. Le millénarisme n'est pas qu'une théorie ou une disposition d'esprit, puisqu'il inspire aussi des comportements sociaux, voire des mobilisations spécifiques :

> *« La source de ces comportements, qui poursuivent l'accomplissement terrestre d'un salut collectif dans un temps et un espace renouvelés, est à rechercher dans la nostalgie persistante du paradis perdu que l'on s'efforce de reconquérir par des pratiques rituelles, religieuses ou politiques. »*[1]
>
> *« Mais à côté de ces spéculations élaborées par les moines ou les clercs, l'eschatologie est aussi une réalité vivante. Périodiquement des foules se mettent en marche sous la conduite de prophètes en se donnant des allures messianiques. »*[2]

Dans la chrétienté médiévale, la récurrence de la *« tentation millénariste »* traduit l'existence d'un *« état psychologique commun »* structuré par l'attente de la réalisation de la parole divine. Mais la diversité des exégèses millénaristes témoigne aussi d'une volonté de remettre en question la parole canonique de l'Église, sur un arrière-fond de querelles où la dimension politique n'est pas totalement absente : *« derrière toutes ces poussées à tendance millénariste persiste le vieux désir de faire éclater le cadre de la Révélation telle qu'elle est étroitement définie par l'Église »*[3].

Ce détour par l'analyse historique des millénarismes médiévaux permet de dissoudre deux idées reçues susceptibles de parasiter une analyse politiste du catastrophisme. D'abord le millénarisme ne se limite pas à l'image d'Épinal des peurs de l'An Mil (une *« légende romantique »* selon Georges Duby[4]), puisqu'il renvoie plutôt à un état d'esprit latent, qui se cristallise parfois sous la forme de mouvements collectifs et de pratiques religieuses ou politiques. Ensuite, et surtout, millénarisme n'est pas catastrophisme : le millénarisme est fondé sur une croyance religieuse, et notamment sur une vérité dévoilée par une parole prophétique dont la réalisation est attendue. Le catastrophisme, au contraire, n'est par fondé sur une croyance religieuse : il procède par déduction plutôt que par révélation. Le philosophe Jean-Pierre Dupuy, théoricien contemporain du catastrophisme, mobilise ponctuellement la

---

[1] Claude Carozzi et Huguette Taviani-Carozzi, *La Fin des temps. Terreurs et prophéties au Moyen Âge*, Paris, Flammarion, 1999 (1982), p.11.
[2] *Ibid.*, p.17.
[3] *Ibid.*, p.17.
[4] Georges Duby, *An 1000 an 2000. Sur les traces de nos peurs*, Paris, Textuel, 1995, p.20.

notion d'apocalypse, mais plutôt pour illustrer son propos théorique que pour justifier la nécessité de penser la catastrophe[1].

Une deuxième approche, plus anthropologique, consiste à analyser la crainte de la fin du monde comme un invariant des sociétés humaines. C'est l'angle choisi par l'historien roumain Lucian Boia lorsqu'il reconstitue l'historique des grandes pensées eschatologiques de l'Antiquité à nos jours. L'apparente omniprésence d'un imaginaire de la fin du monde dans l'histoire humaine le conduit à la conclusion qu'il s'agit surtout d'une rhétorique aisément mobilisable pour invoquer un changement radical ou une restructuration globale : *« la fin du monde ne fait que donner forme en même temps à son angoisse (que tout se dégrade) et à son espérance (que tout sera mieux) »*[2]. Et si la pensée de la fin du monde se résume à cela, alors le catastrophisme peut n'être que l'un des avatars contemporains de ce registre particulier de rhétorique potentiellement mobilisatrice.

Cependant, Lucian Boia observe une modification significative dans cet imaginaire, qui s'amorce au XIXe siècle pour s'affirmer pleinement au XXe siècle. Jusqu'alors, la fin du monde était pensée comme un phénomène religieux, relevant d'une volonté divine (et cela même si ces exégèses religieuses recoupaient souvent des querelles politiques[3]). Mais dès la fin du XIXe siècle, la pensée de la fin du monde tend à se séculariser : ce ne sont plus les colères divines qui sont en cause, mais des phénomènes naturels auxquels l'humanité ne peut rien. Cette évolution de l'imaginaire collectif, note-t-il, est particulièrement décelable dans l'affirmation d'un nouveau genre littéraire qui allait devenir la science-fiction, où les désastres et les fins du monde se multiplient sans aucune intervention divine : épidémies[4], météores[5], désastres sismiques ou climatiques[6], invasions d'extraterrestres belliqueux[7], etc. À la manière de Yannick Rumpala[8] ou de Peter Y. Paik[9], Lucian Boia analyse ces romans apocalyptiques

---

[1] Jean-Pierre Dupuy, 2008, *op. cit.*, 43-47.
[2] Lucian Boia, 1999 (1989), *op. cit.*, p.239.
[3] *« La fin du monde devient le terrain de confrontations qui n'étaient que très partiellement religieuses, entre défenseurs et adversaires de l'ordre politique et social en place. Plus une communauté était marginale et persécutée […], plus haut elle brandissait la menace apocalyptique contre ses adversaires. Choisir l'une ou l'autre des formules eschatologiques, dans des variantes modérées ou extrêmes, signifiait en fait un choix politique fondamental. L'enjeu était le ciel, mais aussi la terre. La fin du monde se politisait de plus en plus. » Ibid.*, p.89.
[4] Mary Shelley, *Le Dernier homme*, Paris, Gallimard, 1988 (1826).
[5] Arthur Conan Doyle, *La Ceinture empoisonnée*, Paris, Laffont, 1980 (1913).
[6] Rosny Aîné, *La Mort de la Terre*, Paris, Flammarion, 1997 (1910).
[7] Herbert G. Wells, *La Guerre des mondes*, Paris, Mercure de France, 1950 (1898).
[8] Yannick Rumpala, « Artificial intelligences and political organization: an exploration based on the Science Fiction work of Iain M. Banks », *Technology in Society*, vol. 34, 2012, p.23-32.
[9] Peter Y. Paik, *From Utopia to Apocalypse: Science Fiction and the Politics of Catastrophe*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 2010.

comme les manifestations artistiques de préoccupations socio-politiques réelles. Partielles ou totales, ces fins du monde imaginées témoignent de la disparition de la parole révélée dans la pensée eschatologique, et insistent désormais davantage sur les continuités entre les avancées matérialistes de la science et certaines de leurs conséquences désastreuses. Par la suite, ce mouvement de sécularisation s'achève véritablement lorsque les récits eschatologiques commencent à imaginer une humanité *responsable* de la fin des temps : certains récits envisagent cette possibilité dès l'entre-deux-guerres, par exemple lorsque le romancier Régis Messac imagine dès 1935 l'invention et l'utilisation d'une arme capable d'anéantir l'humanité entière[1]. Mais la tendance devient évidente après l'invention effective de l'arme atomique en 1945. Dès lors, une abondante littérature témoigne de la montée en puissance d'un imaginaire de la fin du monde dominé par l'image de la bombe atomique[2]. Le cinéma n'est pas en reste, ainsi que l'a montré Hélène Puiseux dans son abondante anthologie sur le sujet[3]. D'autres thèmes viennent bientôt diversifier les fins du monde totalement ou partiellement imputables à l'humanité, comme la surpopulation[4], la crise énergétique[5] ou la catastrophe écologique[6], mais presque toujours désormais avec une tendance à arrimer ces récits aux avancées de la science moderne.

Ce détour par l'approche anthropologique et littéraire de Lucian Boia montre que si la crainte de la fin du monde peut éventuellement être considérée comme une constante de nos sociétés, il faut néanmoins saisir le basculement opéré autour de 1945. La sécularisation de cette crainte semble achevée lorsque la bombe atomique devient une réalité tangible, qui incarne désormais la possibilité *matériellement avérée* de cette perspective. Du point de vue de la sociologie politique, c'est pendant cette même époque que se structurent les politiques de dissuasion nucléaire et les mouvements pacifistes antinucléaires : dès lors, ce n'est plus d'une intemporelle *« pensée de la fin du monde »* dont il est question, mais de stratégies et de mobilisations politiques qui intègrent sciemment et rationnellement *un risque majeur avéré* comme élément structurant de leur identité. Là encore, l'élément déterminant pour le politiste doit être l'effacement de la *« parole révélée »* ou de la *« parole prophétique »* au profit d'une

---

[1] Régis Messac, *Quinzinzinzili*, Talence, L'Arbre vengeur, 2007 (1935).
[2] Pierre Boulle, *La Planète des singes*, Paris, Julliard, 1963 ; Walter M. Miller, *Un cantique pour Leibowitz*, Paris, Gallimard, 2001 (1960).
[3] Hélène Puiseux, *L'Apocalypse nucléaire et son cinéma*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1988.
[4] Harry Harrison, *Soleil Vert*, Paris, Presses de la Cité, 1974 (1966).
[5] James G. Ballard, *Salut l'Amérique !*, Paris, Denoël, 1981.
[6] Kate Wilhelm, *Le Temps des genévriers*, Paris, Denoël, 1980 (1979).

démarche de déduction scientifique et de conceptualisation politique, dont le catastrophisme est une des modalités d'existence.

Enfin, une troisième approche consiste à réduire tout discours *« catastrophiste »* à une étrangeté psychologique, voire à une pathologie collective. Sur un mode parfois folklorique, Leon Festinger et son équipe ont montré comment des groupuscules pouvaient effectivement être soudés par une croyance commune en une prophétie apocalyptique, et cela malgré même un évident désaveu de la croyance par les faits[1]. Sur un mode plus tragique, les discours prophétiques peuvent également être suspectés de dissimuler des pratiques dangereuses, voire sectaires : en juin 2011, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) publiait un rapport officiel s'inquiétant de *« la résurgence des discours apocalyptiques à l'approche de 2012 »*[2]. Le rapport est en partie inspiré des travaux de l'historien Luc Mary[3], dont la démarche est proche de celle de Lucian Boia, la fin du monde étant décrite comme une constante anthropologique. La Miviludes note que la succession des catastrophes naturelles et des crises financières peut inciter les personnes fragiles à prêter l'oreille à de telles prophéties qui, derrière des prédictions illusoires, dissimulent de véritables risques d'instrumentalisation et de manipulation – avec des références explicites aux suicides collectifs de l'Ordre du Temple Solaire[4].

Mais là encore, le catastrophisme politique se distingue radicalement des ces pratiques religieuses collectives par *l'absence de parole révélée* : il n'y a pas de *« prophète »* chez les militants de la décroissance ou de la transition, tout au plus l'appropriation sélective de données scientifiques reconnues par les autorités internationales (notamment le GIEC) et légitimées par les discours alarmistes de nombreux chefs d'État (du *« notre maison brûle »* de Johannesburg en 2002 à l'emphase des discours de Copenhague en 2009). Cette différence impose de strictement distinguer le catastrophisme de tout autre discours eschatologique à connotation religieuse intrinsèque (millénarisme ou prophétie apocalyptique). Une fois cette distinction clairement établie, il devient possible d'identifier les mobilisations qui incarnent un catastrophisme politique, et d'étudier comment leurs pratiques politiques interrogent les cadres d'analyse de la science politique.

---

[1] Leon Festinger, Henry W. Riecken et Stanley Schachter, *L'Échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993 (1956).
[2] Miviludes, *Rapport annuel de la Miviludes 2010*, Paris, La Documentation Française, 2011.
[3] Luc Mary, *Le Mythe de la fin du monde. De l'Antiquité à 2012*, Paris, Trajectoire, 2009.
[4] Miviludes, 2011, *op. cit.*., p.14.

1.2 Un discours institué : « je ne suis pas catastrophiste, mais… »

Le catastrophisme politique est donc une démarche à distinguer des discours millénaristes ou prophétiques fondés sur une parole révélée. Il désigne plutôt *une tendance des militants à s'emparer de discours scientifiques alarmistes, et à se les approprier pour extrapoler sur une précipitation des catastrophes à venir, au point de sensiblement faire évoluer leurs pratiques politiques en conséquence*. Ce dernier point, celui d'une évolution sensible des pratiques, est important mais mérite clarification.

Au début de cette recherche, il est vite apparu que très peu de militants ou d'auteurs se définissent spontanément comme des *« catastrophistes »*. Lorsque ce mot est employé lors des entretiens, il est même souvent rejeté avec une forme de gêne. Cela a sûrement à voir avec la connotation péjorative du terme, et avec des considérations stratégiques : d'un point de vue militant, le catastrophisme est fréquemment accusé d'être contre-productif et démobilisateur. De même que la sociologue Claire Lamine a constaté l'existence d'un *« discours institué »* chez les membres d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (c'est-à-dire un discours convenu, approprié par les militants, mais parfois plus conforme à la manière dont ils se perçoivent qu'à une réalité objective[1]), nous nous sommes heurtés à un discours écologiste institué tendant à éviter ou à rejeter le terme *« catastrophisme »*. Si l'on se limitait à l'auto-définition que les militants et auteurs donnent d'eux-mêmes, le catastrophisme des écologistes serait donc quasiment inexistant. Mais ce résultat serait peu satisfaisant tant la rhétorique de la catastrophe est aujourd'hui omniprésente dans le traitement politique et médiatique de la *« crise écologique »*.

Pour surmonter ce problème, il est nécessaire de s'inspirer de la méthode classificatoire proposée par les politistes anglo-saxons John Dryzek et David Schlosberg pour étudier les genres littéraires issus des grands clivages internes à l'analyse des questions écologiques[1]. Dans une partie d'ouvrage intitulée *« Feast or Famine? The Severity of Environmental Problems »*, les deux auteurs proposent d'opposer un courant de textes *« survivalistes »*, qui défendent l'idée de l'existence de limites naturelles à la croissance, à un courant de textes *« prométhéens »*, selon lesquels l'analyse en termes de limites est absurde ou inadéquate. Le premier courant regroupe des auteurs comme les Meadows, Garrett Hardin ou Lester Brown, tandis que le second est incarné par Julian Simon et Bjørn Lomborg. Les uns et les autres ne se définissent pourtant pas spontanément dans leurs ouvrages comme des *« survivalistes »* ou

[1] Claire Lamine, 2008, *op. cit.*, p.41.

des *« prométhéens »*, mais l'imposition de cette distinction est nécessaire pour comprendre la structuration des controverses autour des enjeux environnementaux : Meadows et Simon incarnent les idéaux-types de deux approches différentes, voire inconciliables de ces enjeux. Mais pourquoi Dryzek et Schlosberg choisissent-ils les termes relativement controversés de *« survivalistes »* et de *« prométhéens »* ? Parce qu'ils reprennent ainsi des termes préexistants, afin de les conceptualiser suffisamment pour leur donner un sens spécifique, non exactement substituable à l'usage courant qui en est fait. Le *« survivalisme »* renvoie alors à un courant d'auteurs qui postulent que la crise environnementale menace la survie de l'humanité et que les pratiques humaines (sociales, politiques, économiques, démographiques) doivent être revues à l'aune de ce problème. En faisant de la sorte, Dryzek et Schlosberg soulignent que tous les auteurs travaillant sur les enjeux écologiques ne partagent pas cette analyse, et construisent une définition scientifique du *« survivalisme »* qui se démarque de l'usage courant du même terme (notamment dans la culture populaire américaine, où il désigne plutôt la recherche individuelle de la survie dans un monde en cours d'effondrement[2]).

C'est un travail similaire qui doit être fait pour que le *« catastrophisme »* puisse devenir un concept significatif en science politique. Peu usité, sinon de manière dépréciative, le terme renvoie pourtant à une réalité sociale qui pose question, tant aux acteurs des mobilisations qu'aux politistes. Pourquoi, dans ces milieux politiques, le catastrophisme est-il sur toutes les lèvres sans que presque personne n'accepte franchement l'étiquette ? Souvent les militants interrogés à ce sujet dans les entretiens rejetaient le terme *« catastrophisme »* parce qu'ils craignaient qu'il soit compris comme une forme de fascination pathologique, voire de plaisir morbide pour la catastrophe (rappelant ainsi, mais sans jamais l'évoquer directement, l'analyse du *« désir de catastrophe »* proposée par le sociologue Henri-Pierre Jeudy[3]) :

> *« Enquêteur : Est-ce que tu te définirais comme catastrophiste ?*
>
> *OC : [Silence avec moue dubitative] Je ne sais pas… En fait, ça dépend, qu'est-ce que tu entends par catastrophiste ?*
>
> *Enquêteur : Hé bien… Par exemple, est-ce que tu penses que les catastrophes, ou les perspectives d'effondrement dont tu parlais tout à l'heure, t'ont amené à vraiment faire évoluer ta manière de concevoir le monde, ou ta manière de faire la politique ?*

---

[1] John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*
[2] David Brin, 1987 (1985), *op. cit.*
[3] Henri-Pierre Jeudy, *Le Désir de catastrophe*, Belval, Circé, 2010 (1992).

OC : [Immédiatement] Ah oui, c'est sûr. Si c'est ça que tu entends par catastrophiste, alors oui, certainement, je suis catastrophiste. Je pense qu'on ne peut plus faire abstraction de ce que je racontais tout à l'heure. Mais c'est quelque chose qui ne serait pas évident à faire comprendre, comme ça, en ces termes-là… »[1]

Plusieurs objecteurs de croissance français invoquent spontanément l'ouvrage des deux post-situationnistes René Riesel et Jaime Semprun, qui dénoncent le catastrophisme de la décroissance comme participant d'une propagande contribuant à faire intégrer aux individus des contraintes naturalisées, plutôt qu'analysées en termes de luttes sociales[2]. Et pourtant, presque tous ces mêmes objecteurs de croissance acceptaient volontiers l'idée selon laquelle des catastrophes (ou une catastrophe globale) étaient inéluctables au point qu'il faille réévaluer l'ensemble des pratiques politiques à cette aune. Car on ne milite pas de la même manière lorsque l'on estime avoir du temps devant soi, et lorsque l'on estime que des catastrophes globales sont imminentes : c'est cette distinction qui doit maintenant justifier une analyse politiste du *« catastrophisme »*.

Aux yeux du politiste, le *« catastrophisme »* est une manière d'aborder la politique dans laquelle la perspective de la catastrophe (ou de la précipitation des catastrophes) constitue l'étalon, ou l'un des principaux étalons, des théories et des pratiques politiques. Cela signifie que l'influence sur les pratiques politiques doit être effective : lorsque Jacques Chirac annonce en 2002 à Johannesburg que *« notre maison brûle »*, bien qu'il tienne effectivement des propos à tonalité catastrophiste, cela ne suffit pas à faire de lui un acteur politique catastrophiste à part entière. Le recours ponctuel à la rhétorique catastrophiste n'est donc pas un critère suffisant pour le politiste : pour pouvoir parler de catastrophisme proprement dit, *c'est l'ensemble des théories, des discours et des pratiques politiques conjointement mises en œuvre qui doivent refléter, dans la durée, le souci du militant à l'égard d'une catastrophe présumée à venir*. Il faut encore noter que le recours au terme précis de *« catastrophe »* n'est pas absolument nécessaire : certains militants parlent plus volontiers d'*« effondrement »* que de catastrophe, et rentrent néanmoins tout à fait dans la typologie catastrophiste[3].

Conformément à cette analyse, il nous a donc fallu identifier les modalités d'existence politique du catastrophisme, en l'absence de recours systématique à cette notion par les

---

[1] Entretien avec un objecteur de croissance français, sexagénaire, au cours d'un repas faisant suite à une séance de travail sur la décroissance, le 24 août 2011.
[2] René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 2008.
[3] Richard Heinberg, *The Oil Depletion Protocol: A Plan to Avert Oil Wars, Terrorism and Economic Collapse*,

acteurs eux-mêmes. Pour cela, il y a évidemment les failles du discours institué, à l'image de cette petite phrase récurrente chez les objecteurs de croissance comme chez les militants de la transition : *« je ne suis pas catastrophiste, mais… »*. Paradoxalement, cette phrase introduisait presque toujours une séquence discursive que nous qualifierions de catastrophiste, parce que prenant acte de catastrophes à venir, dont il fallait désormais tenir compte dans le cadre d'une action à portée politique. De plus, au-delà des seuls discours, le catastrophisme de l'écologisme peut se manifester par une rhétorique du corps et de l'action sociale, une mise en ordre du quotidien, témoignant plus ou moins explicitement d'une croyance en de profondes ruptures à venir (par exemple lorsque des militants de la décroissance ou de la transition apprennent collectivement à entretenir un potager, en affirmant que l'autonomie alimentaire locale redeviendra une priorité dans les deux décennies à venir). C'est donc aussi à travers des pratiques sociales associées à l'idée de *préparation*, et investies d'une signification politique en lien avec l'avenir d'une sécurité environnementale et d'une cohésion sociale menacées, que s'exprime le catastrophisme de certains militants écologistes.

1.3 Spécificité du catastrophisme écologiste dans le champ politique

S'il est maintenant clair que l'écologisme et les mobilisations écologistes présentent une dimension catastrophiste significative, il faut encore expliquer en quoi ce catastrophisme écologiste constitue un trait spécifique, propre à cette idéologie et à ses manifestations militantes, au sein du champ politique.

Il faut d'abord se demander si certains mouvements ou certaines mobilisations non-écologistes pourraient légitimement être analysés sous l'angle du catastrophisme. Dans les milieux d'extrême-droite, le spectre d'une *« catastrophe »* à venir peut structurer l'identité et l'action politiques : la rhétorique de la menace induite par une immigration présumée *« massive et incontrôlée »* en est un exemple[1]. Dans un domaine plus institutionnalisé, les controverses sur la réforme du régime des retraites ont parfois été l'occasion de propos à tonalité presque catastrophiste : le vieillissement de la population rend nécessaire la réforme, faute de quoi le système implosera[2]. René Rémond analyse l'histoire politique du siècle passé en posant la question du catastrophisme, sans pourtant accorder une place particulière à la

---

Gabriola Island, New Society Publishers, 2006.

[1] Pierre-André Taguieff, *Le Nouveau national-populisme*, Paris, CNRS éditions, 2012.

[2] Xavier Gaullier, *Le Temps des retraites. Les mutations de la société salariale*, Paris, Seuil-La République des

question de l'écologie politique[1]. Enfin, dernier exemple, la crise économique mondiale qui sévit depuis 2008 a donné lieu à de nombreuses interprétations alarmistes dans le champ politique, qui justifiaient des mesures exceptionnelles au nom, entre autres, du sauvetage de la Zone euro ou de l'économie mondiale[2].

Dans son acception courante, le terme de *« catastrophisme »* est effectivement très employé pour qualifier une posture rhétorique fréquente en politique, consistant à mettre en garde contre des périls futurs pour légitimer des propositions présentes. Nous proposons cependant de ne pas nous limiter à cette acception courante, et de forger une définition plus restreinte, et donc un concept plus précis et plus utile, du catastrophisme en science politique. Le catastrophisme qui nous intéresse va au-delà de la seule posture rhétorique ponctuelle, et se manifeste au contraire de façon durable non seulement dans les pratiques discursives, mais aussi et surtout dans les pratiques corporelles, sociales ou collectives à portée politique. Ce catastrophisme-ci n'induit pas seulement un discours public, mais aussi quelque chose de plus profond : un rapport particulier au monde, à la société et à la politique, sur lequel plane durablement l'ombre des catastrophes.

Cette rigueur conceptuelle nous paraît nécessaire, parce que comme beaucoup d'autres, le concept de *« catastrophisme »* est toujours menacé d'être utilisé de manière extensive au point de redevenir une notion floue, et donc de perdre toute substance ou utilité analytique. Parler de catastrophisme au sujet des retraites fait partie, selon nous, de ces usages trop extensifs : l'implosion d'un système de retraites peut bien sûr être un désastre politique et social, mais le concept de *« crise politique »*, au sens de Michel Dobry, devrait être suffisant pour rendre compte de ce type de phénomène – la crise conduisant à une restructuration du champ politique, puis à un nouvel état de stabilité dynamique relativement durable[3]. Il n'est donc question ici ni de catastrophe *globale et irréversible* comme dans le cas de l'écologisme, ni de *pratiques sociales catastrophistes* comme dans le cas des mobilisations écologistes.

Cette spécificité du catastrophisme écologiste dans le champ politique est ensuite renforcée par sa propension à s'appuyer *continûment*, c'est-à-dire avec une relative cohérence théorique et discursive depuis quarante ans, sur des diagnostics *scientifiques*, donc soumis à

Idées, 2003.

[1] René Rémond, *L'Histoire politique du XXe siècle autorise-t-elle un certain optimisme ou bien justifie-t-elle quelque catastrophisme ?*, Saint-Sébastien-sur-Loire, Pleins feux, 1998.

[2] François Chesnais, *Les Dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

[3] Michel Dobry, 2009 (1986), *op. cit.*

de possibles contre-expertises publiques dans leurs champs respectifs. Le catastrophisme écologiste dans le champ politique doit beaucoup à la présence constante de scientifiques qui mobilisent leurs ressources professionnelles pour légitimer le discours sur la catastrophe possible, probable ou certaine : ce sont des personnalités comme les biologistes Roger Heim[1], Jean Dorst[2] (tous deux directeurs du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris) et Fairfield Osborn[3], les écologues Howard Odum[4] et James Lovelock[5], l'agronome René Dumont[6], le mathématicien Pierre Samuel[7], etc. Dès 1970, les Amis de la Terre disposaient en France d'un Comité de Parrainage, comprenant notamment Roger Heim, Jean Dorst, Claude Lévi-Strauss, Théodore Monod, Konrad Lorenz et Jean Rostand. Plus récemment, les propos du médiatique et consensuel Nicolas Hulot ont évolué vers davantage de catastrophisme[8], sous l'influence notamment des travaux produits par le *« Comité de veille écologique »* qu'il a réuni, composé de personnalités scientifiques telles que l'écologue Robert Barbault[9], le polytechnicien Jean-Marc Jancovici[10], le philosophe Dominique Bourg[11], etc. La dimension catastrophiste de l'écologie politique est ainsi profondément ancrée dans le rationalisme scientifique (ce qui avait échappé à Luc Ferry, mais pas à Kerry Whiteside[12]).

Mobilisée dès les débuts du catastrophisme écologiste, la légitimité scientifique gagne encore en importance à mesure que des organismes scientifiques internationaux, comme le GIEC, endossent à leur tour des discours catastrophistes parfois dignes des précurseurs scientifiques de l'écologie politique[13]. Sur la scène politique nationale et internationale, la gravité de la *« crise climatique »* n'est plus mise en doute, et les déclarations officielles rivalisent souvent de propos alarmistes ou catastrophistes (comme ce fut le cas au sommet sur

---

[1] Roger Heim, *L'Angoisse de l'an 2000. Quand la nature aura passé, l'Homme la suivra*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973 ; Roger Heim, préface à Rachel Carson, 1963 (1962), *op. cit.*
[2] Jean Dorst, *Avant que nature meure*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1964.
[3] Fairfield Osborn, *La Planète au pillage*, Arles, Actes Sud, 2008 (1948).
[4] Howard T. Odum, 2007 (1971), *op. cit.*
[5] James Lovelock, 1993 (1979), *op. cit.*
[6] René Dumont, *L'Utopie ou la mort !*, Seuil, 1973.
[7] Pierre Samuel, *Écologie. Détente ou cycle infernal*, Paris, Union générale d'éditions, 1973.
[8] Nicolas Hulot et le Comité de veille écologique, *Combien de catastrophes avant d'agir ? Manifeste pour l'environnement*, Paris, Seuil, 2002.
[9] Robert Barbault, *Un éléphant dans un jeu de quilles. L'homme et la biodiversité*, Paris, Seuil, 2006.
[10] Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, *Le Plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie*, Paris, Seuil, 2006.
[11] Dominique Bourg, *Le Nouvel âge de l'écologie*, Paris, Descartes & Cie, 2003.
[12] *« Had Ferry dwelt with on the work of any thinker considered in this chapter, he might have seen that French ecologists, with their fascination for systems ecology, are more likely to be guilty of scientizing nature than of sacralizing it. »* Kerry Whiteside, 2002, *op. cit.*, p.110.
[13] GIEC, 2007, *op. cit.*

le climat de Copenhague en 2009, malgré l'absence d'accord final[1]). En matière de politiques environnementales, ce n'est donc plus tant la possibilité d'une catastrophe écologique globale qui fait débat, mais plutôt son degré de probabilité, sa nature, les échéances négociables, etc. La spécificité du catastrophisme écologiste dans le champ politique se fonde donc aussi sur ces interactions permanentes avec des processus de légitimation scientifique et politique (dont ne bénéficient pas, par exemple, les discours potentiellement *« catastrophistes »* d'extrême-droite).

Le catastrophisme écologiste a, par ailleurs, la particularité d'élargir le cadre d'analyse des problèmes environnementaux diagnostiqués par les scientifiques, jusqu'à les relier à des enjeux sociaux (justice environnementale[2]), spirituels (Ernst Schumacher[3], Pierre Rabhi[4]), techniques (Lewis Mumford[5], Ivan Illich, Jacques Ellul, Hans Jonas), démocratiques (Murray Bookchin[1]), etc. La dimension catastrophiste inhérente à l'écologisme ne se limite donc pas à la seule analyse des dégradations environnementales : elle s'attache au contraire à toujours ré-enchâsser les considérations environnementales dans un contexte plus large de catastrophe *« globale »*, *« civilisationnelle »* ou *« anthropologique »*, où la perte de l'environnement s'accompagne d'une perte d'autonomie, d'une perte de sens, d'une perte de convivialité, etc. Cette *interaction entre catastrophes environnementales et catastrophes socio-politiques* est propre au catastrophisme écologiste, puisque les autres discours dits *« catastrophistes »* observables dans le champ politique tendent davantage à cloisonner leur cadre théorique : les analyses dites *« catastrophistes »* sur l'avenir de la Zone euro s'inquiètent de possibles perturbations économiques, politiques et sociales, mais ne font généralement pas le lien avec les dégradations environnementales. À l'inverse, le catastrophisme écologiste prétend intégrer les crises économiques majeures à son analyse des conséquences d'une dégradation globale et irréversible de l'environnement mondial. L'écologisme est fondamentalement une pensée de la *catastrophe globale généralisée* – environnementale, bien sûr, mais pas seulement.

Le catastrophisme écologiste est donc bien une forme spécifique de catastrophisme au sein du champ politique, parce qu'il induit *un système continu de pratiques sociales* allant bien au-delà des postures rhétoriques ponctuelles, et parce qu'il procède par mobilisation de

---

[1] Edwin Zaccai, « L'échec de Copenhague en perspective », *Esprit*, n°362, février 2010, p.6-13.
[2] Andrew Szasz, 1994, *op. cit.*
[3] Ernst Friedrich Schumacher, 1978 (1973), *op. cit.*
[4] Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010.
[5] Lewis Mumford, *Le Mythe de la machine*, vol. 1, *La technologie et le développement humain*, Paris, Fayard, 1973 (1967) ; Lewis Mumford, *Le Mythe de la machine*, vol. 2, *Le Pentagone de la puissance*, Paris, Fayard, 1974 (1967).

données scientifiques pour construire une *pensée systémique de la catastrophe globale*, fondée sur la mise au jour d'interactions entre catastrophes environnementales d'une part, et catastrophes sociales, économiques ou politiques d'autre part.

Ceci étant établi, il reste cependant à déterminer si toutes les modalités d'existence de l'écologisme dans le champ politique manifestent cette dimension catastrophiste de manière significative. De fait, l'hétérogénéité des pratiques et des mobilisations observées est un leitmotiv des études du mouvement écologiste, tant au niveau national qu'international. Dans leur proposition de classification des principaux courants de discours écologistes, Dryzek et Schlosberg mettent en évidence la grande diversité des approches développées depuis les années 1970 : outre le survivalisme et son contraire prométhéen, les auteurs identifient un courant davantage centré sur la recherche de réponses réformistes (rationalisme administratif, démocratie libérale), un autre privilégiant les approches économistes (libéralisme de marché, développement durable, modernisation écologique), un autre encore se réclamant plutôt de la critique sociale verte (écologie profonde, biorégionalisme, écocentrisme, écologie sociale, mouvement pour la justice environnementale, perspectives indigènes), etc.[2] Toutes ces approches de la pensée écologiste ne sont pas réductibles, loin de là, à des variantes du catastrophisme. Et cependant, même si certains courants de pensée comme la *« modernisation écologique »*[3] ou l'écologie industrielle[4] ne peuvent pas franchement être qualifiés de *« catastrophistes »*, leur existence et les enjeux qu'ils soulèvent ne peuvent finalement être convenablement analysés qu'à condition de tenir compte du contexte plus vaste dans lequel ils s'inscrivent : un contexte de controverses persistantes sur l'horizon catastrophique au sein du mouvement écologiste. En effet, la modernisation écologique a d'abord été conçue comme une réponse devant invalider les théories *« survivalistes »* des limites de la croissance[5]. L'ombre de la catastrophe est *toujours* présente dans le mode de pensée écologiste, que ce soit pour affirmer son imminence ou pour affirmer qu'il est encore temps de changer de cap.

Le catastrophisme écologiste peut donc être considéré comme une forme *spécifique* du catastrophisme dans le champ politique. Mais il reste maintenant à expliquer, de manière plus

---

[1] Murray Bookchin, *Vers une technologie libératrice*, Paris, Librairie Parallèles, 1974.
[2] John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*
[3] Stephen C. Young (dir.), *The Emergence of Ecological Modernisation: Integrating the Environment and the Economy?*, London-New York, Routledge, 2000.
[4] Braden R. Allenby, *Industrial Ecology: Policy Framework and Implementation*, Upper Saddle River (NJ), Prentice Hall, 1999.
[5] Peter Christoff, entrée « Ecological modernization », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.154.

détaillée, par quels éléments théoriques et discursifs le catastrophisme se manifeste dans la construction idéologique de l'écologisme.

2- Structure discursive du catastrophisme écologiste

Nous venons de démontrer que l'écologisme comporte une dimension catastrophiste spécifique dans le champ politique, même s'il faut souvent aller au-delà des discours institués pour la déceler. Mais il nous faut maintenant expliquer en quoi ce catastrophisme joue un rôle *structurant* dans l'écologisme, suffisamment significatif pour ne pas pouvoir être négligé dans la compréhension et l'analyse de cette idéologie. À cette fin, nous proposons d'analyser trois éléments de démonstration récurrents dans les écrits et les discours écologistes : *premièrement* le constat sans cesse réitéré d'une tendance à la dégradation irréversible de l'environnement global ; *deuxièmement* l'affirmation d'un compte à rebours d'ores et déjà enclenché avant la catastrophe globale ; *troisièmement* la persistance d'un horizon dominé par la crainte d'un effondrement généralisé en cas d'échec de l'écologisme.

2.1 Un constat catastrophiste : la tendance à la dégradation globale

L'écologisme est une idéologie essentiellement fondée sur un constat catastrophiste, celui d'une *tendance générale à la dégradation des conditions de vie* – dégradation de l'environnement, bien sûr, mais aussi dégradation des relations sociales par le biais d'une perte de convivialité, d'une perte de cohésion, d'une perte d'autonomie, d'une perte de sens, etc. C'est donc une idéologie motivée par la dénonciation d'une dégradation *objective*, *globale*, et potentiellement *irréversible* des conditions d'existence de nos sociétés.

L'écologisme est une idéologie, selon Andrew Dobson, parce qu'il fournit à la fois un prisme d'interprétation des problèmes posés par la situation présente, un idéal de vie future où ces problèmes auraient été résolus, et une stratégie de transition conduisant de la situation présente à cet idéal futur[1]. Le constat catastrophiste appartient au premier de ces trois points, le prisme d'interprétation des problèmes présents : l'ordre social contemporain, fondé sur la croissance infinie dans un monde fini, n'est pas soutenable. Car le point central de l'idéologie écologiste, continue Dobson, est l'affirmation qu'il existe *des limites à la croissance*, et que le

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.1-10.

non-respect de ces limites ne peut conduire, à la longue, qu'à une catastrophe généralisée. La croissance de ces dernières décennies, qui se poursuit aujourd'hui, se paye nécessairement par des dégradations environnementales et sociales. C'est la somme de ces dégradations locales ou ponctuelles qui s'avère, finalement, accélérer la marche du monde vers une *« catastrophe écologique globale »*. L'écologisme est sans doute la seule idéologie politique contemporaine à affirmer, avec une telle conviction et une telle constance, que l'humanité court à sa perte. Le choix est clair : il faut *« changer ou disparaître »*, affirme Goldsmith ; c'est *« l'utopie ou la mort »*, et même *« l'écologie ou la mort »*, lui répond, comme en écho, René Dumont[1].

Derrière ce dénominateur commun, les divers courants de l'écologisme ne mettent cependant pas tous l'accent sur les mêmes phénomènes de dégradation. Dans son étude de la normalisation des idées environnementales en France, l'historien américain Michael Bess distingue ainsi deux pôles au sein de l'écologisme : le premier est celui de l'*« écologisme naturaliste »*, et le second celui de l'*« écologisme social »*[2].

L'*écologisme naturaliste* a été fortement inspiré par des auteurs comme Jean Dorst ou Philippe Lebreton en France, Aldo Leopold ou Rachel Carson dans les pays anglophones[3]. Jusque dans les années 1960, il s'agissait surtout pour eux de dénoncer la dégradation de la nature en tant que bien commun, en défendant l'idée de sa valeur récréative ou de sa valeur esthétique, voire de sa valeur intrinsèque – des débats qui se prolongent aujourd'hui encore chez les philosophes de l'environnement[4]. Certes, la dénonciation des ravages infligés à la nature n'était déjà pas un thème de réflexion totalement novateur, puisqu'il était largement développé par des auteurs plus anciens tels que George Perkins Marsh, John Muir, Robert Hainard ou Fairfield Osborn[5]. Au tournant des années 1960-1970, cependant, la littérature naturaliste devient à la fois plus abondante et plus alarmiste. Désormais, la dégradation de l'environnement naturel est décrite comme un phénomène suffisamment avéré et significatif pour menacer les conditions de vie de l'humanité : ainsi le biologiste Roger Heim publie-t-il à

---

[1] Edward Goldsmith (dir.), *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972 ; René Dumont, 1973, *op. cit.* ; René Dumont, *La Campagne de René Dumont et du mouvement écologique : naissance de l'écologie politique. Déclarations, interviews, tracts, manifestes, articles, rapports, sondages, récits et nombreux autres textes*, Paris, Pauvert, 1974.
[2] Michael Bess, 2011 (2003), *op. cit.*, p.157-170.
[3] Jean Dorst, 1964, *op. cit.* ; Pr. Mollo Mollo (Philippe Lebreton), *L'Énergie, c'est vous*, Paris, Stock, 1974 ; Aldo Leopold, 1995 (1949), *op. cit.* ; Rachel Carson, 1963 (1962), *op. cit.*
[4] Catherine Larrère et Raphaël Larrère, 1997, *op. cit.*
[5] David Lowenthal, *George Perkins Marsh: Prophet of Conservation*, Seattle-London, University of Wahington Press, 2003 ; Donald Worster, *A Passion for Nature: The Life of John Muir*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011 (2008) ; Roland de Miller, *Robert Hainard peintre et philosophe de la nature*, Paris, Sang de la Terre, 1987 ; Fairfield Osborn, 2008 (1948), *op. cit.*

cette époque un ouvrage sous-titré *« quand la nature passera, l'homme la suivra »*[1]. Chez ces naturalistes qui contribuent à l'invention de l'écologisme, le constat catastrophiste est inspiré principalement par l'accélération de la destruction des écosystèmes qui rendent possible la continuité des sociétés humaines : extinctions d'espèces, érosion des sols, empoisonnement de l'environnement, déforestation, etc. À ces thèmes traditionnels de la littérature naturaliste viennent bientôt s'en ajouter d'autres, tels que la pollution atmosphérique, les retombées des essais nucléaires, l'épuisement des ressources fossiles, etc. La littérature engagée qui incarne ce courant assume généralement une forte dimension scientifique, et veut *démontrer*, chiffres à l'appui, la réalité *objective* d'une dégradation globale de l'environnement. Il s'en dégage une forme de catastrophisme à forte tonalité scientifique, d'inspiration naturaliste, qui traverse l'ensemble de l'écologisme (notamment via l'affirmation de limites à la croissance) mais à des degrés divers, certains militants se l'appropriant davantage que d'autres.

L'*écologisme social* constitue, selon Michael Bess, le second pôle de l'écologisme. On trouve là des auteurs qui, tout en dénonçant la dégradation globale de l'environnement, ne fondent cependant pas l'essentiel de leurs discours sur les limites naturelles à la croissance. Leur adhésion à l'écologisme est plutôt motivée par une dénonciation de la dégradation de la qualité de vie, de la dégradation des relations sociales, bref de l'aliénation qu'entraînent nécessairement l'industrialisme et le productivisme. La perte d'autonomie, la perte des sens, la soumission au travail ou à la technique sont alors des thèmes récurrents, développés par des auteurs tels que Lewis Mumford, Murray Bookchin, Ivan Illich, Barry Commoner, Jacques Ellul, André Gorz, etc.[2] La dimension catastrophiste est sans doute ici moins évidente, puisque ce n'est pas nécessairement la survie de l'espèce humaine en tant que telle qui est supposée menacée, mais plutôt les *conditions de l'autonomie humaine* – ou les conditions d'une *« vie authentiquement humaine »*, pour reprendre les termes de Hans Jonas[3]. Il faut cependant souligner que ce catastrophisme fondé sur le constat d'une dégradation de la qualité de vie en société ne nie pas le catastrophisme fondé sur le constat scientifiquement informé d'une dégradation des conditions environnementales assurant les conditions de survie de l'humanité : au contraire, ces deux catastrophismes tendent plutôt à se compléter l'un l'autre. Ainsi Bernard Charbonneau, penseur écologiste engagé aux côtés de Jacques Ellul, a théorisé

---

[1] Roger Heim, 1973, *op. cit.*
[2] Lewis Mumford, 1973 (1967), *op. cit.* ; Lewis Mumford, 1974 (1967), *op. cit.* ; Murray Bookchin, 1974, *op. cit.* ; Ivan Illich, 2003, *op. cit.* ; Ivan Illich, 2005, *op. cit.* ; Barry Commoner, *Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil, 1969 (1963) ; Jacques Ellul, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Armand Colin, 1954 ; André Gorz, *Écologie et politique*, Paris, Seuil, 1978 (1975).
[3] Hans Jonas, 1998 (1979), *op. cit.*

dans *Le Feu vert*, publié en 1980, le dilemme qui s'offrait au mouvement écologiste en cours d'institutionnalisation, entre d'une part la préservation de l'autonomie des sociétés humaines, et d'autre part la préservation d'une nature en péril[1]. Que privilégier, que sacrifier ? Dans ce cercle vicieux, la dégradation globale de l'environnement et la dégradation globale des conditions de vie en société deviennent les deux faces d'un même discours catastrophiste, qui dénonce l'industrialisme et le productivisme comme conduisant l'humanité à sa perte – sans que la forme de cette perte soit toujours formellement précisée.

En travaillant non pas sur les courants théoriques de l'écologisme, mais plutôt sur les trajectoires des militants eux-mêmes, Sylvie Ollitrault a identifié deux idéaux-types de trajectoires individuelles qui s'avèrent en fait correspondre à ces deux pôles : un *« itinéraire à dominante scientifique »*, et un *« itinéraire à dominante politique »*[2]. Elle y ajoute toutefois un troisième idéal-type, correspondant à un *« itinéraire à dominante réactive »* – pour les cas de militants qui se sont engagés dans l'écologisme suite à un conflit local. C'est dans ce dernier cas que la dimension catastrophiste de l'engagement est la moins prégnante. Pourtant, même les associations de type NIMBY (*« not in my backyard »*) évoluent souvent de la défense d'intérêts particuliers locaux vers la prise en compte de problématiques plus globales[3]. Ollitrault montre ainsi que certains des militants venus à l'écologisme par le prisme d'un conflit purement local en viennent à utiliser la référence au global comme une ressource pour leur action :

> *« Le terrain de l'écologie, qui a diffusé largement le "Penser globalement, agir localement", est un lieu d'observation, particulièrement pertinent, du paradoxe de ces causes qui injectent localement des normes puisées dans des représentations universelles. Ces normes constituent autant une ressource de mobilisation qu'un coût puisque toute action en leur nom permet à des groupes d'intérêt puissants et fortement structurés localement de délégitimer facilement des causes étrangères au tissu social local. »*[4]

Ainsi le coût de cette référence au global peut-il être compensé par la possibilité d'initier *« une montée en généralité et une mise en cohérence d'intérêts disparates »*, et par celle *« de conquérir une image dans l'espace médiatique et de diffuser localement, en*

---

[1] Bernard Charbonneau, *Le Feu vert. Autocritique du mouvement écologique*, Lyon, Parangon/Vs, 2009 (1980).
[2] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.25-34.
[3] Danny Trom, « De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue Française de Science Politique*, n°49 (1), 1999, p.31-50.
[4] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.189-190.

direction de l'opinion publique, des actions de portée supra-nationale »[1]. Ce phénomène n'est pas observable uniquement dans les classes sociales supérieures, si l'on pense par exemple aux mouvements populaires de la *« justice environnementale »* contre les dépôts de déchets toxiques, ou aux mobilisations que Joan Martínez-Alier a analysées sous l'expression d'*« environnementalisme des pauvres »*[2].

La dimension catastrophiste de l'écologisme s'exprime donc d'abord par ce constat d'une tendance persistante à la dégradation globale de l'environnement, compris à la fois comme environnement naturel et comme environnement social, à l'échelle planétaire comme à l'échelle locale. Les mouvements de la décroissance et de la transition se situent de toute évidence dans cette lignée, puisqu'ils fondent leur engagement politique sur la croyance d'une incapacité des sociétés actuelles à se perpétuer encore bien longtemps, du fait des désastres environnementaux et sociaux qui commencent – pic pétrolier, réchauffement climatique, explosion des inégalités, effondrements économiques, etc. Il faut néanmoins souligner que si le constat catastrophiste constitue bien un dénominateur commun de l'écologisme, cela laisse encore une très grande marge de controverse sur la *nature* de la catastrophe anticipée (plutôt à dominante naturelle ou à dominante sociale, par exemple), mais aussi sur son *échéance*, comme nous allons le voir maintenant.

2.2 Un compte à rebours catastrophiste : la fuite du temps

Dès ses débuts, l'écologisme s'est placé sous le signe du *temps qui passe*, rythmé par des phénomènes de seuils, qui viennent régulièrement ponctuer, incarner et matérialiser la dégradation continue de l'environnement global. Points de ruptures, seuils d'emballement et seuils d'irréversibilité sont des notions qui rythment les publications et les discours écologistes. Ces notions attestent l'existence d'un *imaginaire du compte à rebours* comme élément déterminant de l'écologisme, et plus précisément de la dimension catastrophiste de l'écologisme. Mais là encore, même si cette idée de compte à rebours constitue bien un dénominateur commun du catastrophisme écologiste, en revanche il faut souligner la diversité des phénomènes de dégradation auxquels le compte à rebours est supposé s'appliquer.

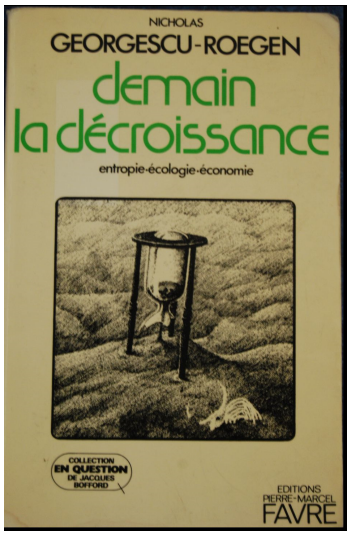
---

[1] *Ibid.*, p.192.
[2] Andrew Szasz, 1994, *op. cit.* ; Joan Martínez-Alier, *The Environmentalism of the Poor: A Study of Ecological Conflicts and Valuation*, Londres, Edward Elgar, 2002.

Nous pouvons prendre l'image du *sablier*, récurrente dans les publications écologistes, pour illustrer la manière dont ce dénominateur commun du catastrophisme écologiste est décliné par divers auteurs selon des modalités différentes.

Le pôle naturaliste de l'écologisme a fréquemment produit des déclarations ou des ouvrages centrés sur l'idée d'un temps désormais compté : *Avant que nature meure* (Jean Dorst, 1965), *L'Angoisse de l'an 2000* (Roger Heim, 1973), *Le Compte à rebours a-t-il commencé ?* (Albert Jacquard, 2009), etc. Depuis des décennies, les biologistes impliqués dans les programmes de conservation de la nature étaient effectivement confrontés à des situations de « course contre la montre », quand le rythme de raréfaction d'une espèce laissait prévoir la matérialisation d'un seuil d'irréversibilité (autrement dit l'extinction) à relativement court terme. La prégnance de cet imaginaire temporel est encore démontrée par le logo de la *Suny Series in Endangered Species*, collection d'ouvrages naturalistes consacrés aux espèces menacées, publiée par les *State University of New York Press* (voir encadré n°9)[1].

Encadré n°9 : deux exemples de la symbolique du sablier dans les représentations écologistes



La première édition française de *Demain la décroissance*, livre-phare de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, offre une variante de cette approche (voir encadré n°9)[2]. Sa couverture représente en effet un *sablier brisé*, qui symbolise cette fois doublement le rôle du

[1] Lee Boyd et Katherine A. Houpt (dir.), *Przewalski's Horse: The History and Biology of an Endangered Species*, Albany (NY), State University of New York Press, 1994.
[2] Nicholas Georgescu-Roegen, 2006 (1979), *op. cit.*

temps dans les phénomènes de dégradation de l'environnement, de la matière et de l'énergie : contrairement à un sablier conventionnel que l'on peut retourner indéfiniment, un sablier percé perd sans cesse du sable et devient finalement inutilisable. Il s'agit évidemment ici d'une symbolique de l'entropie, concept central des travaux de Georgescu-Roegen, et qui l'ont directement amené à voir en la décroissance le destin de l'humanité, dont l'anticipation réclame une adaptation sociale et politique globale. Ici, ce ne sont plus les écosystèmes qui incarnent la fuite du temps, mais plutôt la consommation continue de ressources fossiles qui, par définition, finiront par s'épuiser : un jour viendra où arrivera la fin du pétrole, puis celle du gaz, du charbon, des métaux, etc. Comme dans le pôle naturaliste proprement dit, l'image du sablier est inspirée par le constat que la dégradation globale ne pourra pas se poursuivre *indéfiniment*, qu'elle aboutira nécessairement à un seuil de rupture, à une fin.

Le pôle social de l'écologisme n'est pas en reste, puisque la thématique du sablier est aussi appropriée par des auteurs tels qu'Alain Lipietz, quoique sous un sens sensiblement différent[1]. Dans *La Société en sablier*, cet économiste écologiste engagé chez les Verts a décrit un processus d'appauvrissement des classes moyennes, progressivement écartées de la richesse et des classes supérieures de la société, ainsi que le sable qui s'écoule de bas en haut jusqu'à épuisement total. S'il est vrai que Lipietz développe moins la thématique du *« temps qui s'écoule »* que ne le font les auteurs du pôle naturaliste, néanmoins l'analogie du sablier n'est pas neutre : elle renvoie à l'idée d'un processus en cours (la dégradation de la cohésion, de la qualité de vie en communauté et de la convivialité de nos sociétés) qui ne pourra pas se dégrader *éternellement*. Que se passera-t-il quand une majorité écrasante de la société aura fait les frais de cette dégradation sociale ? Derrière la démonstration de Lipietz, il y a cette question qui renvoie à l'anticipation de points de rupture, dont l'auteur ne dit pas précisément quand ils interviendront, mais de l'existence desquels il ne semble pas douter.

L'imaginaire temporel du compte à rebours constitue donc un dénominateur commun du catastrophisme écologiste, qui laisse néanmoins une assez large *marge d'interprétation* sur les modalités d'interactions environnementales et sociales qui finiront par entraîner des points de rupture dans la fuite du temps. Ce dénominateur commun ne débouche pas non plus sur un quelconque consensus concernant *l'échéance* du compte à rebours symbolisé par le sablier. Au début des années 1970, la catastrophe écologique globale était encore souvent décrite comme un horizon *lointain* et, qui plus est, *encore évitable* : René Dumont ou les Meadows,

[1] Alain Lipietz, *La Société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La Découverte, 1998 (1996).

par exemple, annonçaient des effondrements pour le milieu du XXIe siècle, soit 80 ans plus tard, ce qui laissait beaucoup de temps avant la fin du sablier. Mais dans les années 2000, la catastrophe envahit davantage l'imaginaire, et notamment chez les militants de la transition et de la décroissance. À leurs yeux, les issues de secours semblent s'être obstruées au fil du temps, les transitions supposées nécessaires semblent démesurément ambitieuses au regard des échéances annoncées : en bref, comme le résume le titre d'un essai de Richard Heinberg, *« la fête est finie »*[1].

La compréhension de cette temporalité en *« compte à rebours »* est absolument capitale dans l'explication du catastrophisme écologiste, parce que les auteurs et les militants qui s'y réfèrent y voient une réalité *objective* qui va *effectivement* influencer le sens et les modalités de leurs engagements politiques. La réduction du *« temps qui reste »* influe sur les théories, les discours et les pratiques, et cela contribue à expliquer l'essor récent de mouvements comme la décroissance et la transition dont les militants modifient leur relation au politique parce qu'ils considèrent *manquer de temps*, arrivant à la fin du sablier. Ils ne militent plus en 2012 comme ils militaient en 1972, parce qu'on ne milite pas à la veille d'une catastrophe comme on le ferait avec quarante ans devant soi. Ce ne sont pas seulement les ressources mobilisables ou les structures d'opportunité politique qui évoluent, mais c'est aussi, du point de vue des écologistes eux-mêmes, le moment historique qui n'est plus le même.

Si toutes les mobilisations écologistes ne sont pas explicitement catastrophistes, toutes font au moins occasionnellement référence au rapprochement de seuils d'irréversibilité qu'il ne faudrait pas dépasser. Une analyse exigeante du catastrophisme en tant que démarche politique doit donc tenir compte de cette spécificité temporelle des mobilisations écologistes, en situant les cas étudiés dans le contexte d'un *« compte à rebours »* environnemental hors duquel elles n'ont pas de sens.

2.3 Un horizon catastrophiste : l'effondrement

La dimension catastrophiste de l'écologisme s'exprime donc, d'une part, par l'idée d'une tendance continue à la dégradation globale et, d'autre part, par celle d'une temporalité conçue comme un compte à rebours. Mais où cette dégradation globale aboutira-t-elle, quand le compte à rebours arrivera à son terme ? Il n'y a pas, en la matière, de conception homogène

[1] Richard Heinberg, *Pétrole : la fête est finie! Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier*, Paris,

susceptible de fédérer tous les auteurs que nous avons évoqués : le catastrophisme écologiste ne fournit ni vision unifiée de la *« catastrophe »* finale, ni programme politique qui serait susceptible d'y faire face.

Depuis le début des années 1970, cependant, le terme d'*« effondrement »* a souvent été employé par les acteurs catastrophistes pour condenser les craintes de ce qu'il adviendrait si la dégradation de l'environnement n'était pas enrayée à temps. *« Effondrement »* est déjà le mot employé pour évoquer le scénario du pire par Paul Ehrlich (*« des situations de crise précédant l'effondrement général »*[1]), par le rapport Meadows (*« l'expansion exponentielle qui mène le système global jusqu'aux limites de la Terre et à l'effondrement final »*[2]), par Edward Goldsmith et l'équipe de *The Ecologist* (*« l'effondrement, l'"implosion" de nos sociétés »*[3]), par René Dumont (*« l'effondrement certain de notre civilisation »*[4]), et par bien d'autres encore. Il est devenu une sorte de fil rouge de la littérature écologiste, tant française qu'anglo-saxonne, jusque dans les années 2000 où on le trouve à nouveau sous la plume des Meadows (*« Once the concept of collapse was unthinkable. Now it has begun to enter in the public discourse – though still a remote, hypothetical, and academic concept »*[5]), de Lester Brown (*« poussant notre civilisation de ce début de XXIe siècle vers le déclin et peut-être vers l'effondrement »*[6]), de Richard Heinberg (*« l'effondrement sociétal général »*[7]), comme titre de dossier pour la revue *Entropia*[8], etc. Toutefois, cette notion d'*« effondrement »* reste peu conceptualisée : comme celle de catastrophe, elle est souvent utilisée sans plus de précision, sa connotation intrinsèquement négative suffisant à évoquer l'idée d'une issue violente et peu enviable. Mais quelques auteurs ont néanmoins cherché à préciser leur propos en détaillant la signification qu'ils attribuent à ce terme. En 2005, notamment, le biologiste Jared Diamond en donnait la définition suivante, dans son ouvrage éponyme :

> *« Par effondrement, j'entends une réduction drastique de la population humaine et/ou de la complexité politique/ économique/ sociale, sur une zone étendue et une durée*

Éditions Demi-Lune, 2008 (2003).
[1] Paul R. Ehrlich, 1972 (1968), *op. cit.*, p.49.
[2] Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972, *op. cit.*, p.287.
[3] Edward Goldsmith (dir.), 1972, *op. cit.*, p.5.
[4] René Dumont, *Seule une écologie socialiste…*, Paris, Robert Laffont, 1977, p.269.
[5] Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows, 2004, *op. cit.*, p.xxii.
[6] Lester R. Brown, *Le Plan B. Pour un pacte écologique mondial*, Paris, Calmann-Lévy & Souffle Court, 2007 (2006), p.15.
[7] Richard Heinberg, 2008 (2003), *op. cit.*, p.286.
[8] Dossier « L'Effondrement… et après ? », *Entropia* n°7, 2009.

importante. Le phénomène d'effondrement est donc une forme extrême de plusieurs types de déclin moindre. »[1]

Le livre de Diamond s'inscrit à la convergence de deux traditions académiques : celle de l'histoire environnementale globale d'une part, et celle de l'étude des effondrements de civilisations passées d'autre part (notamment dans la lignée des travaux de Joseph Tainter[2], Norman Yoffee et George Cowgill[3]). Diamond ambitionnait ainsi d'analyser la part de responsabilité attribuable aux dégradations environnementales dans certains cas passés d'effondrements localisés. L'exercice n'était pas entièrement nouveau, puisqu'il avait déjà été esquissé par des auteurs tels que Fairfield Osborn[4], Jean Dorst[5] ou Clive Ponting[6]. L'ouvrage de Diamond rencontra un réel succès populaire et académique, mais il suscita aussi de vives controverses, tant dans les cercles militants que dans les milieux scientifiques – par exemple sous la plume de l'écologiste marxiste Daniel Tanuro, qui fustige la fascination des écologistes pour ce qu'il appelle les *« îles-de-pâqueries »*[7]. S'il n'est pas utile de résumer ici l'ensemble des critiques adressées à Diamond, il nous faut cependant nous attarder sur deux d'entre elles, particulièrement intéressantes pour l'explication du catastrophisme écologiste.

Une première série de critiques porte sur la méthodologie comparative élaborée par Diamond pour cet ouvrage (et qu'il a ensuite détaillée dans un essai ultérieur[8]). Les historiens et archéologues Patricia McAnany et Norman Yoffee ont dirigé, en 2009, un recueil de textes intitulé *Questioning Collapse*, qui constitue à ce jour la réfutation la plus aboutie des thèses défendues par l'auteur d'*Effondrement*[9]. Selon eux, Diamond accumule les inexactitudes, les raccourcis trompeurs et les erreurs d'interprétation, lorsqu'il s'approprie des travaux qu'il ne maîtrise pas complètement : il voit des effondrements là où il n'y en a pas et, par conséquent, établit sur cette mauvaise base des comparaisons abusives. Au fond, Diamond serait surtout coupable de présentisme ou d'anachronisme, parce qu'il plaquerait sur les situations passées un prisme d'analyse inspiré par la situation présente de crise écologique globale. Certains ont

---

[1] Jared Diamond, 2006 (2005), *op. cit.*, p.15.
[2] Joseph Tainter, *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
[3] Norman Yoffee et George Cowgill, *The Collapse of Ancient States and Civilisations*, Tucson, University of Arizona Press, 1988.
[4] Fairfield Osborn, 2008 (1948), *op. cit.*
[5] Jean Dorst, 1979, *op. cit.*
[6] Clive Ponting, *A Green History of the World: The Environment and the Collapse of Great Civilisations*, New York, Penguin, 1991.
[7] Daniel Tanuro, *L'Impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.
[8] Jared Diamond et James A. Robinson (dir.), *Natural Experiments of History*, Cambridge-London, Belknap Press of Harvard University Press, 2011.
[9] Patricia A. McAnany et Norman Yoffee (dir.), *Questioning Collapse: Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

vu là une attaque décisive, invalidant la totalité de la démonstration de Diamond : c'était par exemple le cas du journaliste scientifique Nicolas Journet, qui titrait dans *Sciences Humaines* que *« la théorie de l'effondrement s'effondre »*[1]. Mais la réalité est peut-être plus complexe. En effet, en conclusion de l'ouvrage de McAnany et Yoffee, l'historien John McNeill fournit une analyse plus subtile des limites de la démarche comparative d'*Effondrement* : selon lui, la situation présente est inédite au point de rendre illusoire toute comparaison avec une situation passée[2]. Or, ce qui fait le caractère inédit de notre époque, c'est notamment notre utilisation massive des énergies fossiles qui rend les sociétés *« radicalement insoutenables »* à l'échelle planétaire, et induit justement un risque d'effondrement global inédit dans l'histoire humaine. Donc si la méthode d'histoire comparative élaborée par Diamond est effectivement battue en brèche dans cet ouvrage, en revanche sa préoccupation concernant le risque d'effondrement global dans les décennies à venir n'y fait l'objet d'aucune réfutation spécifique. Pour cela, il aurait fallu – et ce n'est pas le cas – un article réfutant, point par point, le premier chapitre de l'ouvrage de Diamond, dans lequel celui-ci explique pourquoi le Montana présente tous les symptômes d'un territoire menacé d'effondrement.

Reste une seconde série de critiques, qui porte davantage sur la notion d'effondrement elle-même. Effectivement, les textes rassemblés par McAnany et Yoffee accusent à plusieurs reprises Diamond de voir des effondrements là où il n'y en a pas : les sociétés pascuanes et mayas, notamment, ne se seraient pas effondrées, puisque de nombreux Pascuans et Mayas vivent encore de nos jours[3]. Diamond serait donc coupable de nier le succès de ces peuples qui, grâce à une formidable capacité de résilience, ont réussi à s'adapter et à survivre (ethnocentrisme d'autant plus coupable qu'il serait insultant à l'égard de peuples ayant déjà dû souffrir les ravages du colonialisme occidental). Mais là encore, la réalité est sans doute plus complexe. Lorsque Diamond affirme qu'une civilisation s'est effondrée, il ne prétend pas pour autant qu'elle a disparu : selon ses propres termes, l'effondrement implique juste une *« réduction drastique de la population humaine et/ou de la complexité politique/ économique/ sociale »*, ce qui n'exclut ni l'existence de survivants, ni la reconnaissance d'une grande capacité de résilience et d'adaptation chez ceux-ci. Sur ce point précis, l'erreur des critiques

---

[1] Nicolas Journet, « La théorie de l'effondrement s'effondre », *Sciences Humaines* n°213, mars 2010.
[2] John R. McNeill, « Sustainable suvival », *in* Patricia A. McAnany et Norman Yoffee (dir.), 2010, *op cit.*, p.364-365.
[3] Terry L. Hunt et Carl P. Lipo, « Ecological catastrophe, collapse, and the myth of "ecocide" on Rapa Nui (Easter Island) » *in* Patricia A. McAnany et Norman Yoffee (dir.), 2010, *op cit.*, p.21-44 ; Patricia A. McAnany et Tomás Gallareta Negrón, « Bellicose rulers and climatological peril? Retrofitting twenty-first centuries woes on eighth-century Maya society », *in* Patricia A. McAnany et Norman Yoffee (dir.), 2010, *op cit.*, p.142-175.

de Diamond est certainement de lui avoir imputé une conception de l'effondrement trop romantique, dont il essayait justement de se démarquer, qui prétendrait que des peuples disparaissent complètement en un court laps de temps. Au contraire, Diamond explique que les processus d'effondrement peuvent durer plusieurs décennies, et que c'est justement l'une des raisons pour lesquelles il est si difficile de prendre conscience de ce phénomène quand il advient. En résumé, aux historiens qui prétendent que l'effondrement n'existe pas parce qu'il y a toujours des groupes humains qui parviennent à s'adapter et à survivre, Jared Diamond répond qu'il ne faut pas nécessairement attendre la disparition complète d'un peuple pour parler d'effondrement, et qu'il suffit pour cela de constater une *« réduction drastique de la population humaine et/ou de la complexité politique/ économique/ sociale »* – ce qui correspond certes moins à l'image d'Épinal de l'effondrement, mais davantage à des réalités historiques observables.

Ces controverses autour de l'ouvrage de Jared Diamond nous intéressent, parce qu'elles témoignent bien du caractère composite des représentations de l'effondrement, d'abord dans les milieux académiques, mais aussi dans les réseaux militants. Certains associent à ce terme l'image d'une fin complète de l'humanité, d'autres y voient simplement – entre guillemets – des millions ou des milliards de morts, et d'autres encore décrivent plutôt un monde sans hécatombe, mais considérablement appauvri (ou, selon les termes de Nicolas Hulot, *« une forte dégradation de nos conditions de vie : non pas la fin du monde, mais "une vie pourrie" sur une planète abîmée de manière irréversible »*[1]). De même, certains voient en l'effondrement un moment précis, une rupture nette, isolable et datable, quand d'autres y voient un processus de longue haleine, une forme d'*« effondrement lent »* dont rendent mieux compte les notions de *« désagrégation »* ou de *« pourrissement »*. Dans les milieux de la décroissance, certains militants parlent volontiers à ce sujet d'*« effondrement catabolique »*[2]. Ceux de la transition, quant à eux, expriment fréquemment l'idée d'une catastrophe lente, d'une crise sans fin, résumée par l'expression *« long emergency »* (*« longue urgence »*) forgée par le géologue James H. Kunstler[3].

Mais malgré la nature éminemment composite des représentations qu'elle véhicule, la notion d'effondrement donne à voir un condensé des enjeux liés à la démarche catastrophiste

---

[1] Nicolas Hulot et le Comité de veille écologique, 2002, p.197.
[2] Yves Cochet, « L'effondrement, catastrophique ou catabolique ? », *Institut Momentum*, séminaire du 27 mai 2011, http://www.institutmomentum.org/2011/05/l%E2%80%99effondrement-catabolique-ou-catastrophique/#more-316 (consulté le 2 mai 2012).
[3] James Howard Kunstler, *La Fin du pétrole. Le vrai défi du XXIe siècle*, Paris, Plon, 2005.

en politique. Les militants catastrophistes militent *à l'ombre des catastrophes*, ou à l'ombre d'une catastrophe globale, dont la nature précise ne peut qu'être supputée sur la base de travaux scientifiques relativement convergents, mais aussi sensiblement hétérogènes. Cette part d'incertitude est intrinsèque à la démarche catastrophiste, et c'est sans doute l'un des traits qui la distinguent du millénarisme, de la prophétie apocalyptique ou de la vérité révélée. Les mots pour désigner cette ombre incertaine sont nécessairement imparfaits, car lourdement connotés, et donc très propices aux controverses : *« catastrophe »*, *« effondrement »*, etc. Néanmoins, les militants catastrophistes postulent que ces notions imprécises renvoient à un phénomène *objectif*, fort peu enviable, et déjà en cours de concrétisation à mesure que sont passés des seuils d'irréversibilité – et cela, en revanche, leur apparaît généralement comme une *certitude*. Et c'est justement cette certitude qui les amène à développer d'autres formes d'engagement politique, plus en phase avec la temporalité de la précipitation catastrophique. Dans les années 2000, l'émergence des mouvements pour la décroissance et pour la transition témoigne d'un regain de cette forme de certitude catastrophiste, d'autant plus nette qu'elle fait irruption au sein de mobilisations écologistes qui tendaient à *« perdre de vue »* la dimension catastrophiste de l'écologisme à mesure qu'elles s'institutionnalisaient ou se routinisaient.

3- De l'écologisme aux mobilisations écologistes : le catastrophisme perdu de vue

Le catastrophisme est au cœur de l'écologisme, il est l'une des caractéristiques propres à cette idéologie. Mais l'écologisme est aussi une idéologie qui évolue dans le temps, et qui a connu depuis les années 1970 un phénomène d'institutionnalisation et de normalisation, que Dobson qualifie de *« mainstreaming of ecologism »*[1]. Par une analyse de l'évolution des mobilisations écologistes (qui sont l'une des principales manifestations de l'écologisme dans le champ politique), il est possible de montrer que le catastrophisme a progressivement été « perdu de vue » au cours de ce *mainstreaming*, tant par les militants eux-mêmes que par les sociologues et les politistes qui les étudiaient. Par « perdu de vue », nous voulons dire que la dimension catastrophiste n'a jamais totalement disparu des mobilisations écologistes, mais qu'elle y a progressivement été euphémisée, jusqu'à finalement passer pour un élément peu significatif, voire anecdotique de l'engagement écologiste. Le catastrophisme écologiste n'a donc pas pu être intégré aux modèles analytiques de la sociologie des mobilisations.

[1] Andrew Dobson, 2009, *op. cit.*

3.1 La théorie des nouveaux mouvements sociaux et sa remise en cause

Les mouvements écologistes, tels qu'ils existent aujourd'hui, sont apparus au tournant des années 1960-1970, d'abord aux Etats-Unis, puis dans d'autres pays occidentaux[1]. C'est à cette époque que sont fondées deux organisations environnementalistes internationales encore en activité aujourd'hui : Friends of the Earth, fondée en 1969 par David Brower, ex-dirigeant du Sierra Club, et Greenpeace, née en 1971 d'une opposition aux essais nucléaires américains en Alaska[2]. C'est aussi en 1969 qu'est fondé le magazine britannique *The Ecologist* (avec la participation active d'Edward Goldsmith). Le 22 avril 1970 est la première « Journée de la Terre »[3]. En 1972 est organisée par l'ONU la Conférence de Stockholm sur l'Environnement Humain, notamment marquée par la publication de l'ouvrage co-écrit par René Dubos et Barbara Ward, et par d'intenses débats au sein même du mouvement environnementaliste naissant[4]. Cette année 1972 est également marquée par la publication du rapport Meadows sur les limites à la croissance, par la fondation du journal *La Gueule ouverte*, etc. Dans le sillage de cette effervescence intellectuelle et militante, les écologistes font leurs premiers pas en politique : en France, un pas symbolique est franchi en ce sens en 1974, avec la candidature de l'agronome René Dumont aux élections présidentielles.

La sociologie des mobilisations émerge à cette même époque dans les milieux académiques, avec notamment la publication de multiples travaux sur les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). Ce terme permettait d'englober dans une même analyse des mobilisations hétéroclites, parmi lesquelles les mouvements environnementalistes, mais aussi les mouvements antinucléaires, les mouvements pacifistes et les mouvements féministes. Les théoriciens des NMS ambitionnaient notamment de rompre avec la tendance à analyser ces mobilisations sous l'angle de la psychologie sociale, et de proposer plutôt un nouveau cadre d'analyse sociologique permettant de penser l'émergence de luttes sociales annonciatrices de nouvelles forces politiques, de nouveaux modes d'organisation collective et de nouvelles

---

[1] Chris Rootes, entrée « Environmental movements », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.176-178.
[2] Robert Hunter, *Les Combattants de l'arc-en-ciel. La première expédition de Greenpeace (Amchitka, 1971)*, Paris, Gallmeister, 2007 (2004) ; Robert Hunter, *Greenpeace*, Paris, Robert Laffont, 1983.
[3] Lettie McSpadden, entrée « Earth Day », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.134.
[4] Barbara Ward et René Dubos, *Nous n'avons qu'une terre*, Paris, Fayard-J'ai lu, 1972 ; Claude-Marie Vadrot, *Déclaration des droits de la nature*, Paris, Stock, 1973 ; John McCormick, entrée « Stockholm Conference », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.433-434.

normes morales et comportementales[1]. En France, Alain Touraine et son équipe défendaient l'idée, plus controversée, selon laquelle *un* nouveau mouvement social pourrait émerger pour supplanter et remplacer le mouvement ouvriériste : ils tentèrent notamment une analyse en ces termes du mouvement antinucléaire[2]. La théorisation des NMS rendit effectivement possible une forte structuration de la sociologie des mobilisations, autour de concepts innovants et d'approches méthodologiques renouvelées[3]. Plus largement, le cadre théorique des NMS permettait de souligner la *nouveauté* de ces mobilisations, à une époque où Ronald Inglehart conceptualisait le basculement des sociétés post-industrielles vers le post-matérialisme[4]. Dans ce contexte, les NMS pouvaient effectivement apparaître comme étant les symptômes d'une configuration politique et sociale inédite.

Néanmoins, la supposée « nouveauté » des NMS ne faisait pas l'unanimité parmi les sociologues et les politistes. Des travaux d'histoire environnementale, comme ceux de Donald Worster ou de Roderick Nash, contribuaient à prouver que les mobilisations écologistes des années 1970 s'ancraient en réalité dans des traditions scientifiques, littéraires ou politiques déjà anciennes[5]. Plusieurs analystes, notamment états-uniens, soulignèrent que des filiations pouvaient être établies avec les idées et les pratiques associées au transcendantalisme, autour d'auteurs tels que Henry David Thoreau et Ralph Waldo Emerson[6]. D'autres insistèrent plutôt sur la tradition littéraire du romantisme, en soulignant l'attachement à l'idée de nature dont témoignaient les textes emblématiques de Jean-Jacques Rousseau, William Wordsworth ou Goethe[7]. Mais surtout, plusieurs auteurs retraçant l'histoire des sciences de la vie montrèrent que des organismes scientifiques et des groupes de pressions d'inspiration naturaliste s'étaient périodiquement engagés dans la sphère publique pour obtenir des mesures de protection de ressources ou d'espaces naturels[8]. Certaines de ces campagnes avaient même été fructueuses,

---

[1] Claus Offe, « New social movements: challenging the boundaries of institutional politics », *Social Research*, vol. 52, 1985, p.817-867.

[2] Alain Touraine, Zsuza Hegedus, François Dubet et Michel Wieviorka, *La Prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

[3] Russell J. Dalton et Manfred Kuechler (dir.), *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

[4] Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1977 ; Ronald Inglehart, *La Transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993 (1990).

[5] Donald Worster, 1992 (1977), *op. cit.* ; Roderick Nash, 2001 (1967), *op. cit.*

[6] Henry David Thoreau, *Walden ou la vie dans les bois*, Paris, Gallimard, 1998 (1854) ; Gilles Farcet, *Henry Thoreau. L'Éveillé du Nouveau Monde*, Paris, Sang de la Terre, 1998 (1986) ; Ralph Waldo Emerson, *La Nature*, Paris, Allia, 2009 (1836) ; C. Jon Delogu, *Ralph Waldo Emerson. Une introduction*, Rennes, Les Perséides, 2006.

[7] Armand Farrachi, *Rousseau ou l'état sauvage*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 ; Piers H.G. Stephens, entrée « Romanticism », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.403 ; William Wordsworth, *Poèmes*, Paris, Gallimard, 2001 (1807-1842).

[8] Donald Worster, 1992 (1977), *op. cit.* ; Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, Paris, Seuil, 2000

au point de contribuer à des prises de décision politiques conséquentes et durables : ainsi le mouvement conservationniste états-unien, autour de personnalités comme George Perkins Marsh et John Muir, et ensuite d'organisations spécifiques comme le Sierra Club, a-t-il joué un rôle déterminant à partir des années 1870 dans la création, puis la multiplication des grands parcs nationaux[1]. Les discours et les pratiques de structures telles que l'UICN, fondée en 1948, ou le WWF, fondé en 1961, témoignaient même d'une relative continuité militante et institutionnelle, entre d'une part le mouvement conservationniste de la fin du XIXe siècle, et d'autre part les mobilisations écologistes contemporaines[2].

Ces données historiques amenèrent nombre de sociologues et de politistes à relativiser la « nouveauté » des NMS en général, et des mobilisations environnementalistes des années 1970 en particulier. Il fallait au contraire les réinscrire dans une histoire politique plus longue, faite de résurgences et de recompositions périodiques. Karl-Werner Brand, notamment, suggérait que les prétendus « nouveaux » mouvements sociaux vivent en réalité une existence cyclique, naissant et s'éteignant régulièrement, en quelques décennies d'intervalle : la création des grands parcs nationaux à la fin du XIXe siècle d'une part, et l'essor de l'écologie politique dans les années 1970 d'autre part, ne seraient donc finalement que deux points culminants dans les grands cycles de l'engagement politique en faveur de la protection de la nature[3]. De telles interprétations n'étaient pas rares, au point que selon George Steinmetz, la démonstration du caractère ancien des prétendus NMS est devenue un véritable leitmotiv de la sociologie des mobilisations : *« A cottage industry has grown up around the project of proving that the new social movements were really not so new after all »*[4]. Au début des années 1990, les tendances à l'essoufflement et à l'institutionnalisation des NMS semblaient encore conforter de telles analyses, ainsi que le soulignaient Olivier Fillieule et Cécile Péchu :

> *« Le cas le plus flagrant [d'institutionnalisation des NMS] n'est-il pas d'ailleurs celui du mouvement écologiste qui a débouché ces dernières années dans la plupart des pays européens sur la création de partis politiques se présentant aux élections, nouant des*

(1991) ; Sharon E. Kingsland, *The Evolution of American Ecology, 1890-2000*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2005 ; Pascal Acot, *Histoire de l'écologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994 (1988).

[1] David Lowenthal, 2003, *op. cit.* ; Donald Worster, 2011 (2008), *op. cit.*

[2] Max Nicholson, *La Révolution de l'environnement. Guide à l'usage des nouveaux maîtres du monde*, Paris, Gallimard, 1973 (1970) ; Jon E. Fitch, entrée « World Conservation Union », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.477 ; Lettie McSpadden, entrée « World Wide Fund for Nature », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.480-481.

[3] Karl-Werner Brand, « Cyclical aspects of new social movements: waves of cultural criticism and mobilization cycles of new middle-class », *in* Russell J. Dalton et Manfred Kuechler (dir.), 1990, *op. cit.*, p.23-42.

[4] George Steinmetz, « Regulation theory, post-marxism and the new social movements », *Comparative Studies*

alliances avec les partis classiques, et exerçant des activités d'information et de pression à travers un réseau associatif puissant ? » [1]

Ces interrogations rétrospectives sur les limites de la théorie des NMS sont importantes dans notre démonstration, parce qu'elles questionnent en même temps le sens historique qu'il faut accorder à l'émergence de l'idéologie écologiste d'une part, et des mobilisations qui l'ont incarnée d'autre part. La théorie des NMS laissait penser que quelque chose de « nouveau », donc d'inédit, était en train de se jouer dans les sociétés industrialisées, qui pourrait être de l'ordre de la rupture ou du basculement. À l'inverse, la remise en cause de cette théorie traduit une distanciation de la sociologie des mobilisations, de plus en plus critique à l'égard de telles analyses, qui l'incite dès lors à se recentrer sur l'identification des modalités pratiques rendant possibles les mobilisations collectives proprement dites, plutôt que de chercher à attribuer une signification historique à telle ou telle mobilisation. Ce recadrage théorique a indéniablement conduit à une connaissance plus fine des processus de mobilisation eux-mêmes, mais par le biais de cadres analytiques potentiellement applicables à *toutes* les mobilisations, ce qui ne permet peut-être pas de saisir l'entièreté de la spécificité catastrophiste de l'écologisme.

3.2 Foisonnement et routinisation de la sociologie des mobilisations écologistes

Depuis le début des années 1990, et dans la lignée de la distanciation critique croissante à l'égard de la théorie des NMS, la sociologie des mobilisations a sensiblement renouvelé ses outils et ses cadres analytiques – souvent sur la base de propositions théoriques initialement formulées par des universitaires anglophones, avant d'être appropriées par la communauté internationale des sociologues et des politistes[2]. En France, ce foisonnement méthodologique et théorique s'accompagne d'un nouvel élargissement du champ d'application de la sociologie des mobilisations, qui s'intéresse désormais à l'engagement de groupes parfois restreints, et dont les pratiques militantes n'avaient pas encore fait l'objet d'enquêtes très approfondies : engagements en faveur des sans-papiers, des malades du sida, des prostitués, des collectifs de chômeurs, d'exclus ou de marginaux, etc.[3] L'essor des micro-mobilisations dans la sphère

---

in Society and History, vol. 36(1), 1994, p.176-212, repris dans Derek Wall, 1999, *op. cit.*, p.38.

[1] Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, *op. cit.*, p.155.

[2] Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, *op. cit.* ; Érik Neveu, 2005 (1996), *op. cit.* ; Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ?*, Paris, La Découverte, 2007 ; Philippe Corcuff, *Les Nouvelles sociologies*, Paris, Armand Colin, 2011 (1995).

[3] Johanna Siméant, *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999 ; Christophe Broqua, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ; Lilian Mathieu,

publique amène aussi les chercheurs à ré-interroger des pratiques militantes qui, même dans les structures partisanes plus conventionnelles, semblent évoluer : sans aller jusqu'à parler de *« nouveaux NMS »*, on constate tout de même un certain renouvellement des répertoires d'action collective, ainsi qu'une fragmentation des carrières et des trajectoires d'engagement qui semblent perdre de leur linéarité, tout cela dans un contexte de valorisation accrue de la subjectivité permettant une renégociation des articulations entre identités individuelles et identités collectives[1]. La sociologie des mobilisations se dote ainsi d'outils et de méthodes qui lui permettent d'élargir la compréhension des logiques de l'action collective, et de redécouvrir le rôle de phénomènes tels que le recours à la violence politique[2] ou l'appel aux émotions[3].

La sociologie des mobilisations écologistes a bien profité de ce foisonnement théorique et méthodologique. Les travaux de Sylvie Ollitrault, notamment, rendent efficacement compte de la diversité des pratiques militantes écologistes, et de l'utilité de ces outils sociologiques récemment développés pour expliquer les modalités contemporaines de ces engagements – par exemple, la tendance à organiser des campagnes ponctuelles mises en scène de manière à attirer l'attention des médias, le recours accru aux outils numériques, ou la multiplication des réseaux informels qui gravitent autour des organisations plus institutionnalisées[4]. De plus, ces approches innovantes enrichissent les paradigmes préexistants, mais sans s'y substituer. Les approches en termes de mobilisation des ressources – par exemple de ressources scientifiques, ainsi que l'avaient mis en évidence Dorothy Nelkin et Michael Pollak, en 1981, au sujet des mobilisations antinucléaires[5] – demeurent parfaitement valables. De même, l'idée de structure d'opportunité politique est largement mobilisée par Graeme Hayes, en 2002, pour expliquer les différentes phases d'existence des mobilisations écologistes en France[6].

Sur le fond, cependant, ce foisonnement d'outils et d'approches méthodologiques tend aussi à *normaliser* l'étude sociologique des mobilisations écologistes – c'est-à-dire que les mobilisations écologistes tendent à être perçues comme suffisamment *normales*, par rapport

---

Mobilisations de prostitués, Paris, Belin, 2001 ; Daniel Mouchard, « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La Vie des Idées*, 7 septembre 2010, URL : http://www.laviedesidees.fr/Les-mouvements-sociaux.html (consulté le 12 mars 2012).

[1] Olivier Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005 ; Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

[2] Isabelle Sommier, *La Violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

[3] Philippe Braud, *L'Émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Christophe Traïni (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

[4] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*

[5] Dorothy Nelkin et Michael Pollak, *The Atom Besieged: Extraparliamentary Dissent in France and Germany*, Cambridge-London, MIT Press, 1981.

[6] Graeme Hayes, 2002, *op. cit.*

aux autres mobilisations, pour ne pas justifier une approche sociologique spécifique. À cette normalisation de la sociologie des mobilisations écologistes correspond, au niveau empirique, une tendance à l'institutionnalisation et à la routinisation des questions environnementales comme enjeu politique, dont rendent compte de nombreuses études.

La modalité la plus documentée de cette tendance à l'institutionnalisation est sans doute la constitution, dans de nombreux pays occidentaux, de partis écologistes. Depuis les années 1990, en effet, ce phénomène a suscité d'abondantes études comparatives, qui convergent en soulignant la difficulté à traduire en pratiques effectives l'aspiration partagée à *« faire de la politique autrement »*[1]. L'expérience des coalitions et du partage du pouvoir, déjà à l'échelle locale et plus encore à l'échelle nationale, accélère ce phénomène en accentuant la propension à justifier, pour des raisons pragmatiques, l'adaptation aux réalités du champ politique tel qu'il existe, par exemple avec ses exigences de personnalisation et de professionnalisation de la vie politique[2]. Même dans un pays comme le Royaume-Uni, où le mode de scrutin limite drastiquement la tendance à l'institutionnalisation, Florence Faucher constate que dès le début des années 1990, les militants conservationnistes du *Green Party* – inspirés notamment par les ouvrages des Meadows – avaient renoncé à croire que leur parti pouvait se faire le porteur de leurs revendications dans la sphère publique, tant étaient devenus dominants les partisans d'un discours plus orienté vers l'écologie sociale[3].

Les pratiques politiques développées au sein des structures associatives écologistes ont, elles aussi, connu un processus de normalisation et d'institutionnalisation. Les travaux de Pierre Lascoumes montrent comment les associations environnementalistes, peu à peu, ont été associées à des dispositifs de consultation ou de concertation, au risque de glisser vers des pratiques de co-gestion de l'*« éco-pouvoir »*[4]. Cette tendance se trouve encore renforcée par la tentation de compenser ainsi le sous-dimensionnement structurel des ressources financières et administratives du Ministère de l'environnement, qui ne dispose pas toujours des moyens qui seraient nécessaires à un contrôle efficace des activités relevant de ses compétences[5]. Quant

---

[1] Florence Faucher, 1999a, *op. cit.* ; Ferdinand Müller-Rommel et Thomas Poguntke (dir.), *Green Parties in National Governments*, London-Portland, Frank Cass Publishers, 2002 ; E. Gene Frankland, Paul Lucardie et Benoît Rihoux (dir.), *Green Parties in Transition: the End of Grass-Roots Democracy?*, Farnham-Burlington, Ashgate Publishing, 2008 ; Jérôme Vialatte, 1996, *op. cit.* ; Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele (dir.), 1999, *op. cit.*

[2] Bruno Villalba, 2011, *op. cit.* ; Guillaume Sainteny, 1997 (1991), *op. cit.* ; Daniel Boy, Vincent Jacques le Seigneur et Agnès Roche, *L'Écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

[3] Florence Faucher, 1999b, *op. cit.*

[4] Pierre Lascoumes, 1994, *op. cit.*

[5] Florian Charvolin, *L'Invention de l'environnement en France. Chronique anthropologique d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003.

aux grandes ONG internationales, elles ont également évolué jusqu'à devenir des groupes de pression relativement intégrés aux processus de concertation nationaux et internationaux[1].

À un niveau infra-politique, d'autres structures environnementalistes ou écologistes ont davantage œuvré à une diffusion plus informelle de nouvelles normes de consommation et de production dans la société, ainsi que le montrent par exemple les travaux de Michelle Dobré sur l'écologisation des modes de vie[2]. Les travaux de Claire Lamine sur les AMAPs, ou de Sophie Dubuisson-Quellier sur les consommations engagées, entre autres, montrent comment ces pratiques peuvent effectivement se diffuser au-delà des seuls cercles écologistes les plus politisés, mais au prix de négociations et de compromis pragmatiques qui contribuent à faire perdre de vue la dimension catastrophiste de l'idéologie qui a contribué à les faire émerger[3]. L'essor des politiques de maîtrise de la demande énergétique, développées par les pouvoirs publics ou des organismes comme l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), a conduit des auteurs comme Marie-Christine Zélem à développer une analyse à la frontière de la sociologie politique et de la sociologie de la consommation, qui met en lumière les nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les campagnes et les dispositifs d'incitation au changement des comportements[4]. Enfin, des études comparables ont été menées du côté des producteurs engagés dans l'écologisation des procédés industriels, ou en faveur de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE), qui témoignent d'une même tendance à l'appropriation sélective d'objectifs toujours menacés d'être renégociés selon les critères d'un champ économique imposant ses règles propres[5]. Toutes ces études centrées sur l'écologisation des modes de vie, de consommation et de production se situent à la marge de celles consacrées à la sociologie des mobilisations écologistes proprement dites, mais elles les complètent néanmoins utilement en montrant comment la diffusion, l'institutionnalisation et la normalisation des pratiques associées à l'écologisme s'analysent aujourd'hui au moyen de méthodologies conventionnelles, relevant notamment de la sociologie de la consommation.

---

[1] Sylvain Lefèvre, 2011, *op. cit.* ; Denis Chartier, « Développement soutenable et ONG. De la difficulté d'incarner l'alternative », *in* Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien (dir.), *Le Développement durable*, Paris, La Documentation Française, 2010, p.103-126.

[2] Michelle Dobré, *L'Écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), 2009, *op. cit.*

[3] Claire Lamine, 2008, *op. cit.* ; Sophie Dubuisson-Quellier, 2009, *op. cit.*

[4] Marie-Christine Zélem, *Politiques de maîtrise de la demande de l'énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique*, Paris, L'Harmattan, 2010.

[5] Suren Erkman, *Vers une écologie industrielle*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2004 (1998) ; Nicolas Buclet, *Écologie industrielle et territoriale. Stratégies locales pour un développement durable*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011.

Restent, enfin, quelques formes d'engagements écologistes moins conventionnelles, qui persistent et regagnent régulièrement en visibilité dans le champ politique. Le recours à des formes diverses d'action directe non-violente a pu être étudié dans le cadre des mobilisations écologistes, notamment dans le cas des campagnes très médiatisées contre des programmes autoroutiers au Royaume-Uni, contre les OGM, contre des infrastructures aéroportuaires, etc.[1] Ces engagements ont également été nourris par l'émergence du mouvement altermondialiste, et plus généralement par un renouveau transnational des mouvements contestataires qui a contribué au renouvellement des répertoires d'action collective[2]. Quelques auteurs se sont intéressés aux controverses sémantiques qui entourent ces pratiques, parfois qualifiées d'éco-sabotage, voire d'éco-terrorisme – le premier terme étant revendiqué par des organisations comme *Earth First!*, qui s'inspirent des romans de l'états-unien Edward Abbey, tandis que le second est davantage utilisé par leurs opposants, de manière à disqualifier des pratiques ainsi rapprochées de quelques cas extrêmes comme les meurtres perpétrés par Unabomber[3]. Mais malgré une radicalité affichée, les violences contre les personnes restent rares, y compris dans les mouvements de libération animale[4]. De plus, ces pratiques restant extrêmement isolées, les études sociologiques ont plutôt analysé des formes de mobilisation plus répandues, telles que la désobéissance civile, en insistant souvent sur les efforts de théorisation et de légitimation politique menés par les acteurs eux-mêmes[5]. Ainsi que l'a montré l'ouvrage dirigé par Bruno Villalba et le juriste David Hiez, il se joue là un travail de mobilisation politique aux marges de la légalité, mais qui paradoxalement reste en quête d'une légitimité institutionnelle, et qui n'est pas à l'abri d'une forme de banalisation à mesure qu'il est approprié par des groupes divers, au nom de causes tout aussi variées[6]. Enfin, on notera que certaines analyses suggèrent que les recours ponctuels à l'action directe non-violente doivent presque toujours être compris comme s'articulant avec d'autres formes d'actions plus conventionnelles, dans une stratégie

---

[1] Benjamin Seel, Matthew Paterson et Brian Doherty (dir.), 1999, *op. cit.*

[2] Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003 (2001).

[3] Brian Doherty, entrée « Monkey-wrenching », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.324 ; Dave Foreman et Bill Haywood, *Ecodefense: A Field Guide to Monkeywrenching*, Chico, Abbzug Press, 2002 (1985) ; Edward Abbey, *Le Gang de la clef à molette*, Paris, Gallmeister, 2006 (1975) ; Edward Abbey, *Le Retour du gang de la clef à molette*, Paris, Gallmeister, 2007 (1989) ; Matthew P. Tunno et Zachary A. Smith, entrée « Eco-terrorism », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.151 ; Unabomber (Théodore Kaczynski), *Manifeste. L'avenir de la société industrielle*, Monaco, Jean-Jacques Pauvert aux Éditions du Rocher, 1996.

[4] Christophe Traïni, *La Cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

[5] José Bové et Gilles Luneau, *Pour la désobéissance civique*, Paris, La Découverte, 2004.

[6] David Hiez et Bruno Villalba, 2008, *op. cit.*

plus large de renforcement et de légitimation institutionnelle des groupes moins radicaux qui restent en dialogue avec les autorités[1].

Ainsi, des partis verts aux pratiques désobéissantes, en passant par les structures associatives environnementalistes et les réseaux de consommation engagée, la diversification foisonnante des incarnations politiques des préoccupations écologistes a suscité une variété tout aussi foisonnante d'études sociologiques. Mais la plupart des pratiques politiques ainsi étudiées relevant de la normalisation ou de l'institutionnalisation, il en ressort logiquement l'impression que le catastrophisme initial de l'écologisme s'est dilué avec le temps, qu'il a été comme « perdu de vue », par les militants comme par les sociologues qui les étudiaient. C'est à ce stade que l'analyse des mouvements émergents pour la décroissance et pour la transition peut enrichir la sociologie des mobilisations écologistes, en nous amenant à nous interroger sur le pourquoi de ces mobilisations catastrophistes elles-mêmes, mais aussi, en creux, sur cet étonnant phénomène d'euphémisation de la dimension catastrophiste dans la sociologie des mobilisations écologistes en général.

3.3 Reconsidérer la spécificité catastrophiste des mobilisations écologistes

La tendance à l'institutionnalisation des mobilisations écologistes a suffisamment été démontrée par les études qui viennent d'être citées pour ne pas être remise en cause. Les discours et les pratiques développés dans les partis verts et les grandes ONG témoignent bien d'une tendance à la professionnalisation, la diffusion des normes de consommation plus respectueuses de l'environnement se fait au prix d'une certaine déradicalisation, etc. Dans le même temps, le catastrophisme initialement déterminant dans la structuration idéologique de l'écologisme s'est comme dilué, perdant progressivement de son caractère pressant, devenant tout au plus une forme d'invocation rituelle relative à *« l'urgence »* d'agir pour la planète ou pour l'environnement. Il est donc logique que la sociologie politique ait, à son tour, perdu de vue la dimension catastrophiste des mobilisations écologistes, en privilégiant plutôt l'étude de l'institutionnalisation des discours et des pratiques.

Mais l'essor des mouvements pour la décroissance et pour la transition, dans les années 2000, procure une occasion de relativiser ce récit sociologique de l'institutionnalisation des mobilisations écologistes. Avec ces mouvements, c'est en effet la dimension catastrophiste de

[1] Denis Chartier, 2010, *op. cit.*

l'écologisme qui, soudainement, refait irruption sur le devant de la scène, pour partie même *en réaction* au spectacle de l'institutionnalisation des idées vertes. En l'espace de quelques années, des groupes se forment qui reconsidèrent le sens et les modalités de leur engagement politique à l'aune de la précipitation des catastrophes qui s'annonce, et au premier rang desquelles se trouve, notamment, le pic pétrolier. Ce phénomène est récent, hétéroclite, et non encore stabilisé. Néanmoins, il est déjà suffisamment significatif pour inviter à une réflexion sur la manière dont la sociologie politique, en reconsidérant la spécificité catastrophiste des mobilisations écologistes, pourrait contribuer à l'explication de la signification historique de ces mobilisations, bien sûr, mais aussi de l'idéologie écologiste qui les anime, et finalement de la crise écologique elle-même comme élément perturbateur de la théorie politique.

S'interroger sur la signification historique des mobilisations écologistes, et le faire au prisme de la résurgence contemporaine de leur dimension catastrophiste, implique une prise de risque théorique et méthodologique. C'est faire le pari qu'il existe une correspondance, peut-être indirecte, entre l'évolution de ces mobilisations d'une part, et un niveau plus élevé de l'histoire générale d'autre part. La théorie des NMS avait partiellement fait ce pari, par la manière dont elle amenait à mettre l'accent sur la *« nouveauté »* des mobilisations étudiées, et donc sur leur originalité historique : c'est, par exemple, ce que faisait l'équipe d'Alain Touraine en cherchant à savoir si le mouvement antinucléaire esquissait les traits d'un futur mouvement social qui pourrait prendre le relais du mouvement ouvrier comme catalyseur des conflits politiques à venir[1]. Mais l'institutionnalisation des NMS n'a généralement pas incité à poursuivre de telles démonstrations.

Christopher Rootes, l'un des spécialistes contemporains des mobilisations écologistes, est aujourd'hui l'un des politistes qui nous fournit le plus de pistes pour renouer le fil de cette réflexion avortée sur la signification historique des mobilisations écologistes. Il considère, en effet, que ces mobilisations ont suivi une trajectoire qui leur est particulière, non réductible à celle des autres NMS, et qui doit être comprise comme dialoguant avec la compréhension du phénomène de plus en plus objectif qu'est la dégradation de la situation environnementale :

> *« Their survival and their resistance to the deradicalizing effects of institutionnalization has distinguished environmental movements from other new social movements. Because pressing environmental problems are part of the chronic condition of an industrialized world, western environmental movements, although by no means universally anti-capitalist, are recurrently influenced by the critical analyses of their*

radically anti-capitalist constituents, as recent campaigns against genetically modified organisms and anti-roads protests have shown. »[2]

En suggérant que les *« problèmes environnementaux pressants appartiennent à la condition chronique du monde industrialisé »*, Christopher Rootes établit un lien entre le phénomène social que sont les mobilisations, et le phénomène plus matériel qu'est la crise écologique. Selon lui, ce lien suffit déjà à distinguer les mobilisations écologistes des autres NMS. Mais la décroissance et la transition nous offrent l'occasion de prolonger cette analyse, car au-delà d'une *« condition chronique »*, elles introduisent plutôt dans la pensée politique le souci d'une précipitation catastrophique, donc d'une rupture. Dès lors, il convient d'identifier la signification historique attribuable à cette brusque résurgence du catastrophisme écologiste, à l'heure même où la tendance générale des mobilisations écologistes semblait s'orienter vers les voies de l'institutionnalisation.

Les mobilisations pour la décroissance et pour la transition nous invitent à reconsidérer la spécificité du catastrophisme écologiste, non pas de manière spéculative, mais sur la base des pratiques et des idées politiques qui l'incarnent dans le champ politique. Pour cela, nous mobiliserons abondamment certaines des méthodes récemment issues de la sociologie des mobilisations, telles que l'étude des émotions et des dispositifs de sensibilisation, le recours aux récits, la mobilisation des ressources, les structures d'opportunité politique, etc. Mais au-delà, nous tenterons encore de montrer comment cette résurgence catastrophiste nous invite à reconsidérer la signification historique de ces mobilisations, en mettant davantage l'accent sur leur relation au *temps qui passe*, au *temps qu'il reste*, au *temps qu'il manque*. Cela signifie réintroduire, dans l'étude des mobilisations écologistes, l'étude de leurs relations, souvent compliquées, avec le constat objectif d'une dégradation matérielle de l'environnement naturel et social, avec la pression d'une temporalité en forme de compte à rebours, et avec l'horizon de l'effondrement qui se précise à leurs yeux.

En reconsidérant ainsi la spécificité catastrophiste des mobilisations écologistes, nous poserons les bases d'une réflexion plus large, de l'ordre de l'histoire des idées politiques et de la théorie politique, sur la façon dont les précipitations matérielles de la crise écologique peuvent nous amener à réévaluer la manière dont nous concevons aujourd'hui les relations entre les communautés politiques d'une part, et les conditions matérielles qui leur permettent d'assurer leur continuité d'autre part – conditions matérielles désormais précarisées, selon les

---

[1] Alain Touraine, Zsuza Hegedus, François Dubet et Michel Wieviorka, 1980, *op. cit.*
[2] Christopher Rootes, 2002, *op. cit.*, p.177.

diagnostics des réseaux pour la décroissance et pour la transition, par la précipitation des catastrophes écologiques qui s'annoncent.

* * *

Depuis son émergence dans les années 1960-1970, l'écologisme a présenté une sensible dimension catastrophiste, spécifique au sein du champ politique, et qui mêle préoccupations environnementales et sociales. Ce catastrophisme écologiste n'est pas homogène, car les penseurs et les militants l'expriment selon des modalités diverses, jouant avec la hiérarchisation des urgences et l'intensité des mises en garde. Trois dénominateurs communs peuvent cependant être identifiés : d'abord le constat d'une tendance actuelle à la dégradation globale de l'environnement naturel et social, ensuite une conception spécifique du temps compris comme un compte à rebours, et enfin un horizon dominé par le spectre de l'effondrement des sociétés industrielles en cas d'échec politique de l'écologisme. Cette dimension catastrophiste de l'écologisme a fait l'objet de quelques analyses en histoire des idées politiques, mais n'a pas encore fait l'objet d'une étude systématique dans le cadre d'une sociologie des mobilisations écologistes. Cet oubli provisoire peut s'expliquer par le fait qu'avec le temps, beaucoup de ces mobilisations ont euphémisé leur rhétorique catastrophiste jusqu'à lui donner l'apparence d'un élément peu significatif pour la compréhension de ce registre d'action collective. Aujourd'hui, cependant, la résurgence de mouvements plus explicitement catastrophistes comme la décroissance et la transition nous donne l'occasion de reconsidérer le rôle du catastrophisme dans le cadre spécifique des mobilisations écologistes. Pour cela, le prochain chapitre s'attachera à préciser la notion de catastrophe à laquelle ces mobilisations se réfèrent, à montrer en quoi elle diffère de la notion plus institutionnalisée de crise environnementale, et à expliquer en quoi la notion de catastrophe amène les militants à développer une conception spécifique de l'engagement politique.

III- L'hypothèse de rupture dans la pensée politique catastrophiste

« Non, je ne m'attendais point à une révolution telle que nous l'allions voir ; et qui eût pu s'y attendre ? J'apercevais, je crois, plus clairement qu'un autre les causes générales, qui faisaient pencher la monarchie de Juillet vers sa ruine. Je ne voyais pas les accidents qui allaient l'y précipiter. Cependant, les jours qui nous séparaient de la catastrophe s'écoulaient rapidement. »[1]

La notion de *« crise écologique »* (ou de *« crise environnementale »*) est aujourd'hui communément employée dans le champ politique. Son traitement a conduit au développement de procédures innovantes, tant à l'échelle nationale (Grenelle de l'environnement en 2007) qu'internationale (notamment conférences de l'ONU sur l'environnement, puis Sommets de la Terre, de 1972 à 2012[2]). Plusieurs études ont contribué à expliquer comment les questions environnementales, initialement portées dans le débat public par un mouvement écologiste relativement marginal et minoritaire, ont fini par être endossées par la quasi-totalité des partis et des organisations politiques. Mais ces mêmes études convergent aussi par la démonstration qu'elles apportent de *l'affadissement* du diagnostic et des propositions écologistes au cours de ce processus d'institutionnalisation. L'historien Michael Bess considère ainsi que, même si les idées écologistes se sont indubitablement diffusées dans l'ensemble de la société française depuis cinquante ans, la France ne s'est pas pour autant convertie à l'écologisme : ce ne sont que les idées écologistes socialement les moins impliquantes, et politiquement les moins perturbatrices, qui ont massivement été adoptées, donnant naissance à une société *« vert clair »* ou *« écolo-tiède »*, plutôt qu'à une société véritablement écologiste[3]. Andrew Dobson dresse un constat similaire, quand il explique que le *« mainstreaming de l'écologisme »* s'est

[1] Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1978 (1893), p.54.
[2] Philippe Le Prestre, *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*, Paris, Armand Colin, 2005, p.131-217.
[3] Michael Bess, 2011 (2003), *op. cit.*

fait au prix de l'abandon des croyances fondatrices de cette idéologie : valeur intrinsèque de la nature, limites à la croissance et nécessité d'une décentralisation radicale[1].

Dans ce chapitre, nous proposons de prolonger ces analyses en déconstruisant l'apparent consensus dont bénéficie aujourd'hui la notion de « crise écologique ». En science politique, le concept de crise renvoie à une catégorie d'analyse précise, notamment définie par les travaux de Michel Dobry, et sous-tendue par *l'hypothèse de continuité*[2]. La version institutionnelle des discours sur la « crise écologique » semble effectivement souscrire à cette hypothèse, en réduisant ce phénomène à une série de dysfonctionnements auxquels le politique serait en mesure de mettre un terme pour assurer sa propre perpétuation. Mais des mouvements comme la décroissance et la transition ne partagent pas cette analyse : leurs militants s'engagent en politique en misant plutôt sur une *hypothèse de rupture*, induite notamment par le basculement de nos sociétés dans un nouvel âge climatique et géologique[3]. Ils considèrent que la notion de crise perd sa pertinence lorsque le phénomène dont il est question devient global et irréversible, c'est-à-dire sans frontières spatiales ni temporelles, et que la continuité même du politique menace d'en être brisée. La décroissance et la transition pensent donc en termes de ruptures, de basculements et de *tipping points*.

Pour comprendre les idées qui motivent ces mobilisations, nous proposons de clarifier ce qui distingue l'hypothèse institutionnelle de *continuité malgré la crise écologique*, d'une part, de l'hypothèse plus radicale de *rupture catastrophique*, d'autre part. Premièrement, nous effectuerons un retour critique sur le concept de crise en sociologie politique, de façon à montrer comment l'hypothèse de continuité qui la sous-tend, si elle convient dans le cas de crises politiques liées à des catastrophes écologiques locales et ponctuelles, est pourtant mise à mal à mesure que sont identifiés des risques systémiques aux conséquences potentiellement globales et irréversibles. Puis nous montrerons que l'institutionnalisation du thème de la crise écologique s'est faite au prix d'un processus de cadrage politique réaffirmant la validité de l'hypothèse de continuité politique… et donc de continuité économique (croissance verte), de continuité philosophique (réaffirmation de l'anthropocentrisme), de continuité institutionnelle (réponses étatiques), etc. Enfin, nous terminerons par l'analyse d'une hypothèse concurrente, portée par les mouvements de la décroissance et de la transition : l'hypothèse d'une rupture majeure, déjà en cours, sous la forme d'une *précipitation de catastrophes convergentes*, dont

[1] Andrew Dobson, 2009, *op. cit.*
[2] Michel Dobry, 2009 (1986), *op. cit.*
[3] Claude Lorius et Laurent Carpentier, *Voyage dans l'anthropocène. Cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*, *sine loco*, Actes Sud, 2010.

l'emballement paroxystique bousculerait le politique en y introduisant la pression d'une matérialisation de l'irréversibilité, et en menaçant ainsi de contredire le postulat de continuité.

1- L'hypothèse de continuité par-delà les crises politiques

En sociologie politique, la crise a été conceptualisée comme un moment d'adaptation, de *recomposition* du système politique, lui permettant de maintenir sa propre continuité. Il s'agit d'une étape nécessaire, mais *normale* de renégociation des institutions et des rapports de force suite à une perturbation interne ou extérieure au champ politique – crise économique, guerre, révoltes, catastrophes naturelles, etc. Michel Dobry a notamment développé un paradigme qui renonce totalement à expliquer les facteurs déclenchant les crises et les conséquences qu'elles engendrent, pour ne se focaliser que sur les mécanismes de renégociation au sein du système politique *pendant* la crise elle-même. Dans un premier temps, nous allons expliquer comment cette approche a conduit à valoriser l'hypothèse d'une profonde continuité du politique en dépit de la succession des crises qui l'agitent régulièrement. Puis nous montrerons comment la problématique émergente des « catastrophes écologiques », où se mêlent enjeux naturels et techniques, a été analysée comme ne remettant pas fondamentalement en cause l'hypothèse de continuité du politique. Mais nous verrons également que ces mêmes catastrophes ont aussi conduit à des réflexions sur une éventuelle prolifération de risques nouveaux, globaux, et susceptibles d'entraîner des conséquences graves et irréversibles au point de fragiliser les conditions de la continuité du politique.

1.1 La continuité pendant les crises politiques

Dans *Sociologie des crises politiques*, dont la première édition a été publiée en 1986, Michel Dobry a développé un paradigme affirmant que les crises politiques ne pouvaient être convenablement expliquées qu'à la condition de souscrire à une *« hypothèse de continuité »*. En défendant cette position théorique et méthodologique, il rompait avec d'autres approches qui assimilaient les crises politiques à des *« processus sociaux aboutissant, ou susceptibles d'aboutir, à des ruptures dans le fonctionnement des institutions politiques, pas nécessairement légitimes, propres à un système social et paraissant menacer la persistance de ces institutions »*, à des *« discontinuités intervenant dans le flux "normal" des routines ou des échanges politiques »*. Au contraire, affirme-t-il, la crise s'inscrit dans la continuité du

politique, et il faut donc l'expliquer sans recourir à *« des "facteurs", des "variables" ou des configurations causales radicalement différents de ceux auxquels le politiste ou l'historien a recours pour rendre compte des jeux politiques des conjonctures plus routinières »*[1].

Si Dobry insiste à ce point sur l'hypothèse de *continuité*, c'est pour mettre en évidence le caractère normal des crises politiques en tant que *mécanisme d'adaptation du politique*, en tant qu'étape nécessaire à la redéfinition des interactions et des dispositifs de la politique. Il s'agissait de rompre avec d'autres paradigmes explicatifs auxquels il était reproché d'accorder trop d'importance à des facteurs d'ordre psychologique[2]. Il s'ensuivait un recentrage de l'attention du politiste sur l'activité tactique des acteurs de la crise (notamment en termes de mobilisation des ressources) et, à l'inverse, une perte d'intérêt pour les processus sociaux qui se jouent avant ou après la crise proprement dite :

> *« C'est dire que l'hypothèse de continuité correspond aussi à un déplacement de l'intérêt théorique vers ce qui se joue* dans *les processus de crise eux-mêmes, dans les échanges de coups qui y interviennent, au détriment des "causes", "déterminants" ou "pré-conditions" des crises, censés tout expliquer et, éventuellement (mais les deux peuvent se cumuler), au détriment des résultats ou des sous-produits de ces processus, tels que, par exemple, la chute d'un régime, la guerre civile, le compromis aboutissant à un "rééquilibrage" du système politique ou encore, bien sûr, le "changement", l'une des catégories fourre-tout parmi les plus accueillantes de celles dont dispose la science politique. »*[3]

En recentrant l'analyse sur la dimension « normale » de la crise, Dobry espère mettre un terme à trois illusions (l'illusion étiologique, l'illusion de l'histoire naturelle, et l'illusion héroïque) qui conduisent fréquemment le sociologue à négliger le cœur du problème, à savoir la réorganisation des interactions politiques *pendant* la crise elle-même. Une crise politique peut évidemment être précipitée par des événements extérieurs au champ politique, de même qu'elle peut entraîner des conséquences tout aussi extérieures, mais tous ces éléments doivent être écartés de manière à circonscrire l'analyse au seul domaine politique : la crise politique est donc *la période durant laquelle le politique se réorganise, en fonction des ressources mobilisables par les différentes forces en présence, mais sans rompre avec lui-même*. Dobry continue aujourd'hui à développer cette analyse, en distinguant les ruptures superficielles de

---

[1] Michel Dobry, 2009 (1986), *op. cit.*, p.1-3.
[2] Gustave Lebon, *Psychologie des foules*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006 (1895) ; Ted R. Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1970.
[3] Michel Dobry, 2009 (1986), *op. cit.*, p.3-4.

l'ordre politique (changements de régime, bifurcations politiques, etc.) des constantes plus fondamentales du politique – ces dernières se perpétuant par-delà les crises, conformément à l'hypothèse de continuité[1].

Ainsi comprises, les crises politiques contribuent à perpétuer l'équilibre dynamique du politique, et manifestent ainsi sa flexibilité et sa capacité d'adaptation face aux situations de tension qui ne manquent pas de surgir dans la sphère publique. Cette conception rejoint les études empiriques qui soulignent le rôle des crises dans la construction progressive de la démocratie représentative, par exemple chez Pierre Rosanvallon[2] ou chez Marcel Gauchet[3]. Selon eux, une sociologie historique du politique montre comment les périodes de crise contribuent à une redéfinition des termes du débat démocratique, voire à une recomposition des institutions qui encadrent et structurent ce débat. La crise n'apparaît ainsi que comme l'une des étapes de la continuité – étape particulière, certes, parce qu'elle rompt avec les pratiques politiques routinières et amène à leur reconsidération, mais étape tout de même. Par ailleurs, il faut noter que ce penchant pour l'hypothèse de continuité n'est pas spécifique à l'analyse politique française : ainsi, Hannah Arendt avait déjà expliqué comment le politique, par-delà la succession des crises, doit construire un rapport au temps qui rende possible la continuité du projet politique, à savoir l'amélioration de la condition humaine par le renforcement des conditions effectives de la liberté[4].

Un point reste cependant en suspens, qui nous intéressera particulièrement dans notre analyse de la démarche catastrophiste en politique. La crise peut constituer une phase normale d'adaptation du politique, conformément à l'hypothèse de continuité ; néanmoins, elle n'en reste pas moins *une phase critique*, qui doit donc logiquement *prendre fin* avec le retour à une forme d'équilibre temporaire du politique. Divers travaux empiriques d'histoire des crises politiques se sont d'ailleurs attachés à classifier les scénarios existants de « sortie de crise » par des études comparatives[5]. C'est précisément l'hypothèse de continuité elle-même qui implique qu'une crise politique ne peut pas être éternelle. Ainsi, même des situations de vives tensions politiques qui se prolongent depuis des décennies peuvent encore être analysées en termes de crise politique, et donc de *« stratégies de sortie de crise »* : Philippe Cauvet montre

---

[1] Michel Dobry, « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », *in* Marc Bessin, Claire Bidart et Michel Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, p.64-88.
[2] Pierre Rosanvallon, 1990, *op. cit.*
[3] Marcel Gauchet, 2007, *op. cit.* ; Marcel Gauchet, 2010, *op. cit.*
[4] Hannah Arendt, *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972 (1954).
[5] Jérôme Grévy (dir.), *Sortir de crise. Les mécanismes de résolution des crises politiques (XVIe-XXe siècle)*,

par exemple que le conflit nord-irlandais, même s'il dure depuis plusieurs générations, peut néanmoins être conçu comme une crise politique susceptible de prendre fin un jour, lorsque le politique sera parvenu à établir un nouvel équilibre interne à ce sujet[1].

C'est sur ce point précis, celui de la « sortie de crise », que se cristallise l'opposition entre *l'hypothèse de continuité* qui sous-tend le concept de crise, et *l'hypothèse de rupture* qui sous-tend la notion de catastrophe. Le catastrophisme écologiste découle de la croyance en un *basculement* prochain, voire imminent, de la société, et donc aussi de son ordre politique. Les militants catastrophistes ne souscrivent pas à l'hypothèse de continuité, et leur engagement se fonde sur un autre prisme d'interprétation du monde et du politique. Si la catastrophe n'est qu'une représentation sans fondement empirique, alors l'hypothèse de continuité de Dobry n'est absolument pas remise en cause. En revanche, si la catastrophe correspond à une réalité effective, empiriquement observable, alors il faut réexaminer à cette lumière le concept de crise tel qu'il vient d'être exposé : ce sera l'objet des prochains paragraphes, d'abord dans le cas de *« catastrophes écologiques »* locales et ponctuelles, puis dans celui de catastrophes moins isolables, car tendant à la systématisation dans la société du risque.

1.2 La continuité par-delà les « catastrophes écologiques »

Si le catastrophisme écologiste est sous-tendu par l'hypothèse de rupture, en revanche il existe aussi des acceptions plus institutionnalisées de la catastrophe qui ne contredisent pas l'hypothèse de continuité. L'hétérogénéité des représentations politiques associées à la notion de *« catastrophe »* impose un travail de décodage et d'explicitation de ces représentations souvent implicites. Qu'est-ce qu'une *« catastrophe écologique »* ? Comment, et jusqu'à quel point cette notion peut-elle s'articuler avec le concept de crise politique au sens de Dobry ?

Déjà en 1994, le sociologue Pierre Lascoumes mettait en garde contre l'abus qui pouvait résulter d'un usage trop indifférencié de l'expression *« catastrophe écologique »*[2]. Il appuyait sa démonstration sur des exemples empruntés à l'essai du journaliste Roger Cans fustigeant les confusions entretenues à ce sujet jusque dans les milieux politiques et académiques[3]. Cans ébauchait une classification tendant à distinguer vraies et fausses catastrophes écologistes en

---

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

[1] Philippe Cauvet, « La question territoriale dans la sortie de crise en Irlande du Nord : une approche historique », *in* Jérôme Grévy (dir.), 2010, *op. cit.*, p.225-238.

[2] Pierre Lascoumes, 1994, *op. cit.*, p.113-114.

[3] Roger Cans, *Tous verts ! La surenchère écologique*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, p.95-114.

fonction des conséquences effectivement engendrées, d'une part en pertes de vies humaines, et d'autre part en termes de dégâts pour l'environnement. Les événements de Seveso et de Three Mile Island étaient ainsi relégués au rang d'accidents industriels, tandis que ceux de Bhopal ou de Tchernobyl étaient qualifiés de *« véritables »* catastrophes écologiques.

Ce qu'il importe de souligner face à une telle tentative de classification, c'est que la « catastrophe » est ici comprise comme un événement *extérieur* au politique, supposé pouvoir être qualifié indépendamment de lui, selon des critères objectifs, et qui peut tout au plus (mais pas nécessairement) faire l'objet d'une *politisation* débouchant sur une *crise politique* au sens de Dobry. Cette acception institutionnelle fait de la catastrophe un événement, un accident ponctuel, qui peut-être aura pour conséquence une adaptation du politique, mais sans remettre fondamentalement en cause l'hypothèse de continuité. Après la catastrophe, et éventuellement après la crise politique que celle-ci aura précipitée, le politique pourra reprendre son cours au prix de quelques renégociations internes – adaptation des législations, des réglementations, remise en cause de choix technologiques antérieurs, indemnisations, etc.

Si l'hypothèse de continuité n'est pas remise en cause à ce stade, il y a en revanche matière à questionner la dichotomie peut-être trop stricte entre la catastrophe extra-politique d'une part, et la crise politique d'autre part. Est-ce vraiment la catastrophe qui engendre la crise politique, unilatéralement, ou bien l'interaction entre les deux phénomènes est-elle plus complexe ? Pour apporter des éléments de réponse à cette question, il faut s'interroger sur les conditions socio-environnementales de production de la catastrophe, et sur la nature hybride du binôme formé par la catastrophe et la crise politique.

La notion de *« catastrophe naturelle »* renvoie à une sorte d'idéal-type de la catastrophe extra-politique, excluant presque toute responsabilité humaine directe : un ouragan, un séisme, un tsunami, une inondation peuvent provoquer une situation d'urgence appelant une réaction immédiate à laquelle contribuera le politique[1]. Cette *gestion de crise* imposée par la catastrophe n'est pas une crise politique, tant qu'aucune responsabilité n'est pointée (et la dénomination de catastrophe dite « naturelle » tend à désamorcer une telle éventualité). Une crise politique ne peut intervenir qu'indirectement, pour des raisons situées en amont ou en aval de la catastrophe elle-même – soit que des mesures de prévention aient été négligées, soit que tous les moyens nécessaires à la gestion de crise n'aient pas été efficacement mobilisés. Observant des controverses à ce sujet suite au tsunami de 2004, le philosophe Jean-Pierre

[1] Claude Gilbert (dir.), 1990, *op. cit.*

Dupuy a vu en cette difficulté à identifier des catastrophes qui seraient véritablement « naturelles » une réminiscence de la pensée rousseauiste, qui voyait en l'homme le principal responsable de ses maux, et qui fut l'objet d'une vive et longue polémique entre Rousseau et Voltaire[1]. On peut aussi y voir un premier signe d'une difficulté à maintenir en pratique la stricte dichotomie entre la catastrophe extra-politique d'une part, et la crise politique d'autre part : existe-t-il des catastrophes dont les conséquences seraient pleinement naturelles, en cela qu'elles excluraient toute forme de responsabilité humaine ?

Cette question, qui reste largement théorique dans le cas de catastrophes communément admises comme *« naturelles »*, pose des problèmes bien plus concrets lorsque surviennent des accidents industriels débouchant sur des *« catastrophes écologiques »*. Les marées noires, par exemple, constituent un cas d'école de catastrophe hybride, impliquant des responsabilités humaines aussi bien que des enjeux naturels, et débouchant fréquemment sur des crises politiques. En étudiant l'histoire des luttes écologistes dans le Finistère, Tudi Kernalegenn a démontré comment la réitération des marées noires (notamment le *Torrey Canyon* et l'*Amoco-Cadiz*) a localement conduit à une politisation du problème, ainsi qu'à une reconfiguration durable des équilibres politiques régionaux, dont l'une des principales répercussions a été le succès de l'opposition au projet de centrale nucléaire à Plogoff[2]. Plus récemment, les marées noires entraînées en France et en Espagne par le naufrage du *Prestige* ont donné lieu à des controverses politiques où étaient conjointement traités les enjeux politiques (responsabilités des décideurs, définition des priorités, moyens déployés pour la gestion de crise) et les enjeux environnementaux (dégâts sur le littoral, dégradation des ressources halieutiques, problèmes sanitaires à court et long terme)[3]. Des controverses similaires ont entouré la gestion de la crise politique et environnementale causée par la marée noire s'échappant de la plate-forme pétrolière *Deepwater Horizon* dans le Golfe du Mexique, en 2010.

Selon le paradigme de la crise défini par Dobry, l'explication des crises causées par ces catastrophes doit faire abstraction de tout facteur extra-politique. On peut alors observer que le politique s'adapte et se réorganise effectivement, validant ainsi l'hypothèse de continuité. Mais en ne concentrant l'analyse que sur la continuité du politique, cette démarche ne permet

---

[1] Jean-Pierre Dupuy, 2005, *op. cit.*

[2] Tudi Kernalegenn, *Luttes écologistes dans le Finistère. Les chemins bretons de l'écologie* (1967-1981), Fouesnant, Yoran Embanner, 2006. Pour une illustration du processus de politisation de la catastrophe, et de la tentative d'inventer une sortie de crise politique, voir : Rapport de la Commission d'enquête du Sénat, *La Catastrophe de l'Amoco Cadiz*, Paris, Hachette, 1978.

[3] Xabier Itçaina et Julien Weisbein (dir.), *Marées noires et politique. Gestion et contestations de la pollution du Prestige en France et en Espagne*, Paris, L'Harmattan, 2011.

pas de saisir un autre phénomène : l'apparition de possibles *ruptures* dans l'environnement lui-même, et plus encore dans les interactions socio-environnementales. De telles ruptures se manifestent notamment par l'irruption de dégradations *irréversibles*, dont les conséquences restent localisées ou gérables, mais dont le politique se voit contraint par les faits de prendre acte dans sa réorganisation. Il faut donc s'interroger sur la nature des interactions entre deux niveaux distincts, mais pas hermétiquement séparés : d'une part celui du politique qui fait preuve d'une relative continuité, et d'autre part celui de l'environnement où interviennent des ruptures d'ordre davantage catastrophique.

Même terminée, une catastrophe locale laisse fréquemment des traces durables dans l'environnement et dans les mémoires collectives, bien au-delà de la seule temporalité de la crise politique proprement dite. Dans son étude monographique des suites d'une inondation meurtrière dans une commune française, l'ethnologue Julien Langumier a montré comment la catastrophe continue à exister, dans une forme traumatique, infra-politique, dans le souvenir des témoins devenus des survivants : un phénomène sur lequel le politique n'aura quasiment pas de prise, mais dont il ne pourra cependant pas faire abstraction[1]. Dans d'autres cas, c'est même le territoire lui-même qui conserve à très long terme les stigmates de la catastrophe, bien au-delà de la temporalité conventionnellement admise pour une crise politique. Ainsi le *Dust Bowl* des années 1930, phénomène d'érosion massive lié à la surexploitation des plaines états-uniennes, a été décrit par l'historien de l'environnement Donald Worster comme un cas d'école de désastre environnemental imposant son irréversibilité aux sociétés humaines, qui doivent réinventer des modes d'organisation politique *intégrant cette réalité nouvelle*[2].

Des observations similaires peuvent être dressées au sujet des territoires contaminés, abandonnés et inhabitables, autour de la centrale de Tchernobyl : s'il est vrai que le politique a manifesté une forme de continuité en mettant en œuvre une relative surveillance du site, Jean-Pierre Dupuy a aussi montré comment la réorganisation du politique ne peut faire autrement que d'intégrer le fait accompli d'une rupture irréversible, matériellement inscrite dans le territoire où se déploie le politique[3]. La réitération du phénomène à Fukushima en mars 2011, mais aussi la perspective de voir un jour des États insulaires être irrémédiablement

---

[1] *« Comment vit-on à Cuxac-d'Aude après la catastrophe ? Ou plutôt,* avec *la catastrophe, tant cette dernière semble encore présente, tel un spectre qui réveillerait sans cesse le souvenir du drame et ferait de l'avenir un objet de vigilance, de méfiance, voire de crainte et d'angoisse ? »* Julien Langumier, *Survivre à l'inondation. Pour une ethnologie de la catastrophe*, Paris, ENS Éditions, 2008, p.26.

[2] Donald Worster, *Dust Bowl: The Southern Plains in the 1930s*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2004 (1979).

[3] Jean-Pierre Dupuy, 2006, *op. cit.*

submergés en conséquence du réchauffement climatique, avec toutes les implications politiques que cela entraîne, montrent que l'inscription de l'irréversibilité dans le territoire n'est pas réductible à un phénomène isolé, négligeable, mais pourrait servir de point de départ pour une réflexion sur les *conditions environnementales de la continuité du politique*.

En conclusion provisoire, l'hypothèse de continuité semble bien appropriée pour traiter les phénomènes d'adaptation internes au champ politique, y compris après une catastrophe naturelle ou écologique : on peut alors rendre compte des stratégies de sortie de crise, avec leurs lots de négociations, d'indemnisations, de réhabilitations, de sanctions, etc. En revanche, le concept de crise ne permet pas d'appréhender comment les conditions de la continuité du politique peuvent être affectées par l'irruption de ruptures catastrophiques, irréversibles, dans l'environnement où se déploie le politique. Cette difficulté de la science politique à traiter des interactions entre le politique et son environnement n'est pas nouvelle, et Bruno Villalba a vu dans ce silence les conséquences d'une construction épistémologique faisant de *« l'exclusion de l'environnement »* un critère de scientificité au sein de cette discipline[1]. Mais dès lors, comment le concept de crise politique peut-il intégrer certains facteurs explicatifs initialement extra-politiques, à commencer par la matérialisation territoriale d'irréversibilités locales, voire d'irréversibilités globales dans le cas du réchauffement climatique ? Toute réponse à cette question passe nécessairement par une analyse de l'articulation entre le concept de crise politique d'une part, et ceux de risque et de société du risque d'autre part.

1.3 La continuité au temps de la société du risque

Une catastrophe écologique locale et ponctuelle peut avoir pour conséquence une crise politique, laquelle se résout (selon l'hypothèse dominante de la continuité définie par Dobry) par une adaptation, une renégociation du politique. Les débats et controverses qui s'ensuivent gravitent alors fréquemment autour de la notion de *risque* : par exemple l'ampleur de la catastrophe peut être attribuée à un défaut de précaution ou de prévention, ou la sortie de crise politique peut passer par la négociation de politiques susceptibles de diminuer les risques de répétition de catastrophes similaires à l'avenir. Le concept de risque ne contredit donc en rien

[1] Bruno Villalba, « La sociologie politique et l'environnement : questions sur un silence », *in* Corinne Beck, Yves Luginbühl et Tatiana Muxart (dir.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Paris, Quae, 2005, p.369-382.

l'hypothèse de continuité : au contraire, il peut être l'un des instruments mobilisés par le politique pour assurer sa propre perpétuation.

Lorsque André Dauphiné associe dans une même étude risques et catastrophes, il prend soin de les distinguer l'un de l'autre : le risque existe dans la durée, et il renvoie à un danger dont la concrétisation est incertaine[1]. À l'inverse, la catastrophe renvoie plutôt à l'idée d'un risque concrétisé sous forme de *désastre soudain*, de forte intensité mais de courte durée, un accident passager qui peut évidemment laisser des traces durables, mais dont le paroxysme ne saurait se prolonger bien longtemps. La gestion des risques n'est donc pas une situation de crise : elle est une réalité *continue*, mais qui prévoit la possibilité d'une concrétisation du risque, et donc d'un basculement soudain (mais temporaire) du politique dans l'état d'urgence et dans la gestion de crise[2].

Depuis les années 1980, le concept de risque a connu un grand succès académique, qui s'est notamment manifesté par la diffusion et l'adoption rapide de l'expression « société du risque »[3] (plus encore que celle de « civilisation du risque »[4]). Les études convergent pour affirmer *la profusion croissante de l'activité politique liée aux risques naturels et industriels*, parfois en réaction à un désastre avéré, et pour réduire la probabilité de sa répétition à l'avenir (par exemple suite à l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en 2001, qui a conduit à une législation nouvelle en matière de risques industriels[5]). La définition d'un risque n'a cependant rien de mécanique, puisqu'elle est toujours le fruit d'une construction sociale, d'une mobilisation collective qui parvient à « extraire » un risque pour l'insérer dans un univers controversé et pour interpeller ainsi le politique. Ce travail de négociation sociale et politique s'inscrit dans l'hypothèse de la continuité, puisqu'il permet l'invention de stratégies de « sortie de crise » pour mettre fin, par une réponse *politique*, à une situation critique de confrontations et de controverses dans l'espace public.

Il est cependant un point sur lequel divergent aujourd'hui les analyses des spécialistes du risque : la profusion de l'activité politique liée aux risques n'a-t-elle pour origine qu'une modification des représentations et des attentes sociales liées au risque ? Ou y a-t-il quelque

---

[1] André Dauphiné, 2003 (2001), *op. cit.*, p.16.
[2] Patrick Lagadec, *États d'urgence. Défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, Paris, Seuil, 1988 ; Patrick Lagadec, *La Gestion des crises. Outils de réflexion à l'usage des décideurs*, Paris, Mac Graw-Hill, 1991.
[3] Patrick Peretti-Watel, *La Société du risque*, Paris, La Découverte, 2010 (2001).
[4] Patrick Lagadec, *La Civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Paris, Seuil, 1981.
[5] Laure Bonnaud et Emmanuel Martinais, *Les Leçons d'AZF. Chronique d'une loi sur les risques industriels*, Paris, La Documentation Française, 2008.

chose de plus, à savoir une prolifération *effective* des risques ? Le politiste Olivier Borraz défend la première position : l'omniprésence des risques dans les sociétés contemporains n'est réellement perceptible qu'au niveau des discours et des prises de position politique ; en revanche, toujours selon lui, rien ne peut formellement démontrer une prolifération réelle des risques, qui rendrait le monde plus incertain et plus dangereux[1]. Logiquement, la suite de son analyse se concentre donc sur les processus politiques d'invention et de gestion des risques, sans chercher à déterminer le degré de réalité objective de ces risques.

Le sociologue Ulrich Beck, à l'inverse, fonde son analyse sur l'hypothèse que l'une des caractéristiques de la modernité est la manière dont elle favorise une prolifération *effective* des risques, tant dans le domaine des interactions sociales que dans celui des innovations technologiques. Sur ce dernier point notamment, il estime que le développement des sciences et des technologies conduit les sociétés industrialisées à produire des risques *nouveaux*, souvent non perceptibles par les sens, et qui ne peuvent être saisis qu'en recourant à des données et des mesures scientifiques. La prolifération des nouveaux risques est évidemment favorisée par cette invisibilité, mais aussi par la dilution de responsabilité qui accompagne leur production. La société du risque est la conséquence d'un second âge de la modernité, dit *« âge de la modernité tardive »* ou *« réflexive »*, et qui amène la modernité à se soumettre elle-même à sa propre critique. Certaines réalités typiques de la première modernité, comme les frontières nationales, perdent de leur sens quand les risques engendrés par la modernité finissent par les nier : les risques mondialisés ne s'arrêtent pas aux frontières, le nuage de Tchernobyl fait plusieurs fois le tour de la planète avant de se diluer. Astrid von Busekist le résume ainsi dans sa relecture politiste d'Ulrich Beck :

> *« La société du risque donne naissance à des "communautés de menace" objectives qui ne peuvent être appréhendées que dans le cadre d'une société mondiale […]. Et les communautés de ce monde du risque global sont alors des communautés de la peur (par opposition aux communautés de misère) qui ont pour mission d'empêcher le pire. Ce ne sont plus les intérêts, mais la peur qui commande nos sociétés. »*[2]

Mais la société du risque produit un rapport paradoxal aux sciences et à la technique : alors qu'elles sont responsables de la production croissante des risques nouveaux, c'est par elles qu'il faut passer pour comprendre la multiplication des risques, et c'est aussi par elles qu'il faut passer pour tenter de rationaliser ces risques en les rendant appréhensibles et

[1] Olivier Borraz, 2008, *op. cit.*, p.11-13.
[2] Astrid von Busekist, 2010, *op. cit.*, p.369.

traitables par le politique. Car la concrétisation du risque – sous forme de « catastrophe » – entraîne une situation de crise qui interpelle le politique, réclame son intervention en faveur de la régulation, et pointe sa responsabilité en matière de prévention. Le politique est alors sommé d'agir, mais il ne peut le faire sans recourir à la science qui contribue à la production des risques – et souvent, qui plus est, en situation d'incertitude, ce qui a mené à la formulation de propositions telles que les forums hybrides pour favoriser l'émergence et la structuration d'une démocratie technique[1].

En France, l'un des principaux résultats de ces réflexions et de ces expérimentations a été l'inscription controversée dans la Constitution du principe de précaution, qui prend acte de la nécessité d'une intervention du politique en situation d'incertitude scientifique, donc en cas de *« risque de risque »*[2]. Mais surtout, le principe de précaution introduit un coin dans la conception conventionnelle des risques, en considérant la possibilité de dégâts *« graves ou irréversibles »* : cette distinction acte du fait que *tous les risques ne se valent pas*, puisque la concrétisation de certains d'entre eux pourrait avoir des conséquences échappant au politique. Se pose alors la question de savoir jusqu'où peuvent aller ces risques nouveaux, jusqu'à quel point ils peuvent s'avérer *« graves ou irréversibles »*, et notamment de savoir s'ils peuvent l'être suffisamment pour remettre en cause l'hypothèse de continuité. À ce stade, les dégâts graves et irréversibles ne sont encore reconnus que comme une *éventualité*, et le principe de précaution est justement supposé *empêcher* leur concrétisation : il prend acte de la *possibilité* de ruptures catastrophiques, mais prétend les prévenir et préserver ainsi la continuité du politique.

Certains critiques ont cependant mis en doute sa capacité effective en la matière. En s'appuyant notamment sur l'exemple de Tchernobyl, le philosophe Jean-Pierre Dupuy construit une critique originale du principe de précaution, dont il pointe *« les graves insuffisances »* face à l'irréversibilité de la catastrophe[3]. Le principe de précaution a abondamment été critiqué (en tant que tel ou pour les usages abusifs qui en sont faits) pour des raisons économiques ou pour son caractère supposé *« risquophobe »*[1]. Mais la critique de Dupuy est autre : selon lui, le problème n'est pas simplement celui d'une augmentation des risques en nombre ou en intensité, comme le laisserait supposer l'expression de « société du

---

[1] Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.
[2] Philippe Kourilsky et Geneviève Viney, *Le Principe de précaution*, Paris, Odile Jacob-La Documentation française, 2000.
[3] Jean-Pierre Dupuy, 2006, *op. cit.*, p.149-167.

risque ». La vraie nouveauté serait plutôt le basculement de nos sociétés dans le temps de la catastrophe, qui nous imposerait de penser non plus en termes de risques, mais en termes d'*inexorabilité* – ce qu'il tempère néanmoins ainsi :

> *« Je ne veux pas dire par là que la catastrophe est nécessairement devant nous, mais que si nous n'accordons pas à l'avenir son poids de réalité, nous n'aurons aucune chance d'échapper à ce qui est peut-être depuis toujours notre destin, l'autodestruction. »*[2]

Dupuy offre un exemple intéressant d'effort théorique visant à expliquer comment la prolifération de risques *nouveaux*, parfois *globaux*, et aux conséquences potentielles *graves* et *irréversibles*, finit à la longue par fragiliser l'hypothèse de continuité. Ouvrage après ouvrage, il en est venu à affirmer la nécessité qu'il y a selon lui à *« dépasser la problématique des risques »* pour prendre acte de notre basculement dans une nouvelle temporalité structurée par l'horizon de la catastrophe[3]. La possibilité, puis la probabilité croissante de voir se concrétiser des dommages globaux, *« graves et irréversibles »*, justifient selon lui l'abandon de l'hypothèse de continuité, et l'exploration de l'hypothèse de rupture.

Pour conclure, rappelons qu'en tant que telle, la problématique des risques ne contredit pas nécessairement l'hypothèse de continuité. Au contraire, la politisation des risques semble même d'abord la valider. Cependant, toutes les réflexions émergentes sur la prolifération de risques nouveaux, globaux, et susceptibles d'entraîner des dommages graves et irréversibles, commencent à *questionner sérieusement l'hypothèse de la continuité*. D'une part, il paraît de plus en plus insatisfaisant de limiter l'analyse des crises à leur seule dimension politique, alors que l'on observe parallèlement une hybridation croissante de leurs causes et de leurs conséquences avec des phénomènes sociaux et environnementaux. D'autre part, l'hypothèse de continuité est désormais elle-même concurrencée par celle de rupture catastrophique.

Mais la controverse entre l'hypothèse de continuité et celle de rupture n'est pas qu'une controverse académique : elle connaît aussi une déclinaison sur le plan politique, dont l'enjeu est la *définition* et *qualification* du problème écologique contemporain. Si l'on s'en tient à l'hypothèse de continuité, alors la « crise écologique » doit être comprise comme une crise politique, qui appelle une réponse politique, et qui prendra fin lorsque des stratégies adéquates de sortie de crise auront été adoptées. Mais à cette approche plutôt institutionnelle, il peut en être opposée une autre, plus radicale, et qui découle de l'hypothèse de rupture : la prétendue

---

[1] Jean de Kervasdoué, 2011, *op. cit.* ; Gérald Bronner et Étienne Géhin, 2010, *op. cit.*
[2] Jean-Pierre Dupuy, 2006, *op. cit.*, p.168.
[3] Jean-Pierre Dupuy, 2008, *op. cit.*, p.87.

« crise écologique » n'est pas une crise, et encore moins une crise politique, elle est le symptôme d'un basculement plus large dans un nouvel état social, voire dans une nouvelle ère géologique et climatique, caractérisée par la précipitation des catastrophes. La suite de ce chapitre sera consacrée à la confrontation de ces deux postures politiques, la première étant une approche institutionnelle dont les militants catastrophistes tentent de se démarquer, et la seconde étant celle plus radicale, développée par ces militants eux-mêmes.

2- La continuité dans le cadrage dominant de la crise écologique

Pendant la *« Convention écologie de l'UMP »* du 19 octobre 2005, Nicolas Sarkozy proposait de définir ainsi le projet de sa formation politique en matière d'environnement : *« engager en cinq ans les actions nécessaires pour que tous les problèmes écologiques de la France soient résolus d'ici une génération (deux pour le climat) : agriculture, déchets, biodiversité, risques industriels, santé environnementale, effet de serre »*[1]. Cette citation illustre bien l'application de l'hypothèse de continuité à la crise écologique globale. Certes, il y a une reconnaissance explicite de la réalité de cette crise écologique, désormais admise comme un problème dont le politique ne peut plus faire abstraction[2]. Mais dans le même temps, cette crise est réduite à un problème qui ne remet nullement en cause l'hypothèse de continuité, puisqu'un peu de volontarisme suffirait pour que le politique trouve la voie d'une sortie de crise relativement rapide : un problème, une solution, fin de la crise politique. Les prochains paragraphes ont pour objectif de préciser les mécanismes de cette problématisation dominante de la « crise écologique », qui néglige l'hypothèse de rupture catastrophiste et lui préfère l'hypothèse plus conventionnelle de continuité. Cette intégration partielle et ambivalente procède de trois cadrages qui consolident l'hypothèse de continuité : d'abord un cadrage *temporel*, qui reconnaît un constat alarmiste mais en refusant tout fatalisme ; ensuite un cadrage *scientifique*, qui cloisonne l'action publique autour de quelques diagnostics problématisés ; et enfin un cadrage *idéologique*, qui réinterprète les enjeux de la crise

[1] Nicolas Sarkozy, « Discours Convention de l'UMP sur l'écologie », 19 octobre 2005, URL : http://www.u-m-p.org/sites/default/files/fichiers_joints/dates_cles/discours_nicolas_sarkozy_6.pdf (consulté le 13 mars 2012) ; Nathalie Kosciusko-Morizet, « Entretien », *Revue Internationale et Stratégique*, vol. 60(4), 2005, p.93-100, URL : http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2005-4-page-93.htm (consulté le 13 mars 2012).
[2] Bruno Villalba, « Dire la crise ? L'injonction contradictoire de l'idée de crise écologique dans le champ politique », *in* Corinne Beck, Yves Luginbühl et Tatiana Muxart (dir.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Paris, Quae, 2005, p.383-391.

écologique comme ne remettant pas fondamentalement en cause les continuités économiques, philosophiques et institutionnelles de nos sociétés.

2.1 Cadrage temporel : alarmisme sans fatalisme

Par-delà les crises environnementales locales et ponctuelles (du type des marées noires), la crise écologique globale a émergé depuis une quarantaine d'années comme « problème public » justifiant une intervention publique légitime – un processus bien décrit notamment par Philippe Le Prestre dans le domaine des relations internationales[1]. Nous allons nous intéresser ici à l'un des aspects spécifiques de cette mise à l'ordre du jour, ou de cette mise à l'agenda : les processus cognitifs et normatifs de *formulation*, de *qualification* et de *cadrage* qui ont donné un sens politique à la notion de crise écologique, et ont donc conditionné les termes du débat public sur ce thème. En effet, l'accession au statut de problème public légitime constitue toujours un processus de *problématisation* qui déterminera pour partie les réponses potentiellement mises en œuvre par les pouvoirs publics, ainsi que l'ont montré les nombreuses études des dynamiques de mises à l'agenda depuis plusieurs décennies[2].

Un premier effet de cadrage concerne le rapport au temps de la crise écologique globale. En effet, si le discours public sur cette crise adopte volontiers une tonalité alarmiste (c'est-à-dire mettant en garde contre de possibles catastrophes à venir *si rien n'est fait d'ici-là*), il ne se fait quasiment jamais fataliste (c'est-à-dire partant du principe qu'il est *déjà trop tard* pour éviter certaines de ces catastrophes). Il s'agit donc d'un cadrage temporel admettant une part significative d'alarmisme, mais excluant tout fatalisme : la crise écologique globale est ainsi conceptualisée comme étant encore susceptible d'être réglée par le volontarisme politique et l'action publique, ainsi que l'illustrait la citation de Nicolas Sarkozy évoquée plus haut. Ce processus de cadrage temporel réaffirme la continuité de la capacité du politique à maîtriser son environnement, et donc les conditions de sa propre perpétuation.

Or ce cadrage-là n'allait pas de soi, si l'on considère la diversité des cadrages temporels qui étaient en concurrence dans les écrits des précurseurs de la littérature écologiste. Cette hétérogénéité initiale peut être démontrée par l'analyse de trois auteurs de référence en la

---

[1] Philippe Le Prestre, 2005, *op. cit.*, p.40-60.
[2] Roger W. Cobb et Charles D. Elder, *Participation in American Politics: The Dynamics of Agenda-Building*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1983 (1972).

matière : d'une part Rachel Carson et Barry Commoner, que l'on pourrait rattacher à un pôle alarmiste, et d'autre part Paul Ehrlich, davantage associé à un pôle fataliste.

Dans *Printemps silencieux*, publié en 1962, la biologiste américaine Rachel Carson dénonce l'empoisonnement progressif de l'environnement par la diffusion massive dans l'environnement de pesticides à vie longue, notamment le DDT[1]. Elle ne se prive pas de développer quelques scènes-chocs relatant la mort avérée, dans tel ou tel État américain, d'un travailleur ou d'un enfant victime d'une ingestion directe de pesticides : de telles anecdotes, choquantes, resteront par la suite l'une des figures classiques de la littérature écologiste. Mais avec cet ouvrage, Rachel Carson innove surtout en construisant un discours de mise en garde contre un phénomène de dégradation environnementale diffus mais massif, progressif mais potentiellement irréversible. Elle construit une argumentation scientifique tendant à démontrer non seulement la sous-estimation générale de l'empoisonnement de l'environnement, mais aussi les effets attendus de cet empoisonnement pour la chaîne alimentaire et, finalement, les sociétés humaines. L'explicitation des interrelations entre dégradations de l'environnement et menaces à long terme pour le bien-être des sociétés humaines deviendra une figure imposée de la littérature écologiste. Mais Rachel Carson conclut son ouvrage par une série de propositions de solutions techniques (privilégier la lutte biologique contre les ravageurs), et surtout politiques (mieux encadrer et réglementer l'utilisation des pesticides) qu'elle appelle *« l'autre route »* : une conclusion en forme d'appel optimiste à l'action, qui là encore deviendra une figure imposée de la littérature écologiste[2].

La structure de l'ouvrage de Carson est archétypale d'une littérature écologiste que l'on qualifiera ici d'« alarmiste » – non pas dans un sens péjoratif, mais plutôt dans le sens d'une mise en garde contre une tendance néfaste mais *encore réversible*, comme quelqu'un tirerait une sonnette d'alarme pour avertir d'un danger et prévenir un accident grave. Rachel Carson insiste sur l'intense gravité de l'empoisonnement massif qui est en cours, mais dans le même temps elle propose les solutions qui permettraient de résoudre le problème. La crise environnementale, telle qu'elle la diagnostique, est bien une *« crise »* dans le sens où une action politique volontariste pourrait y mettre un terme. La question posée par Carson est bien celle des modalités de passage d'une agriculture mortifère, dont les jours sont comptés, à une agriculture harmonieuse et potentiellement éternelle. Si rien n'est fait, selon Carson, la crise du DDT peut devenir une catastrophe irréversible (fin des oiseaux et printemps silencieux),

[1] Rachel Carson, 1963 (1962), *op. cit.*
[2] *Ibid.*, p.262.

mais les seuils d'irréversibilité ne sont pas encore dépassés. Régulièrement réédité dans de nombreuses langues, devenu l'un des jalons les plus invoqués des travaux retraçant les débuts de l'écologie politique, cet ouvrage a profondément marqué la structure de la rhétorique alarmiste qui appelle à une transition, à un changement de cap *avant qu'il ne soit trop tard*.

D'autres ouvrages, dans la lignée de celui de Carson, alimenteront la réflexion alarmiste naissante des débuts de l'écologie politique. Dans *Science and Survival*, publié en 1963, le biologiste américain Barry Commoner élargit le spectre des menaces pesant sur l'avenir de l'humanité bien au-delà de ce qu'avait fait Rachel Carson : ce ne sont plus seulement les pesticides qui sont en cause, mais aussi les pollutions atmosphériques engendrées par les automobiles et les industries, les retombées radioactives induites par les essais nucléaires, etc.[1] Il insiste sur le rôle primordial de la science dans cette crise systémique, comme partie du problème mais aussi comme partie de la solution pour aider à la traduire en des termes appréhensibles par le politique :

> *« La science peut mettre en lumière la profondeur de cette crise et se rendre utile en la soumettant au jugement de l'humanité toute entière. Mais seule une action sociale y portera remède. Seul ce jugement est capable de déterminer si le savoir scientifique que nous avons reçu débouchera sur la destruction de l'espèce humaine ou sur une amélioration de son bien-être. »*[2]

Comme chez Carson, le ton alarmiste est de rigueur, mais toujours contrebalancé par le rappel qu'*il n'est pas trop tard*, et que la catastrophe (en tant que dénouement irréversible) peut encore être évitée. Commoner en conclura dans ses ouvrages suivants que la solution passe d'abord par une meilleure compréhension scientifique de l'écologie comme pensée des relations entre l'humanité et son environnement naturel[3], mais aussi par une politisation du mouvement écologiste qui permettrait de remettre en cause les choix technologiques qui ont engendré les conditions de la crise environnementale (par exemple en matière d'énergie[4]). Si Barry Commoner a bien œuvré en faveur de cette politisation de la crise environnementale (notamment en devenant l'une des sources d'inspiration des courants de l'éco-socialisme et de

---

[1] Barry Commoner, 1969 (1963), *op. cit.*
[2] *Ibid.*, p.175.
[3] Barry Commoner, *L'Encerclement. Problèmes de survie en milieu terrestre*, Paris, Seuil, 1972 (1971).
[4] Barry Commoner, *La Pauvreté du pouvoir. L'énergie et la crise économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980 (1976).

la justice environnementale), il considérait que l'aboutissement de cet engagement pouvait être la fin de la crise environnementale, donc l'évitement du pire et de la catastrophe[1].

Mais à ces postures alarmistes peuvent en être opposées d'autres (auxquels conviendrait mieux l'appellation de *« fatalistes »*) qui insistent au contraire sur *l'inéluctabilité* des drames à venir, sur *l'impossibilité* désormais d'éviter ces drames, et donc sur le basculement *déjà* advenu dans une temporalité catastrophique. Le démographe Paul Ehrlich peut être considéré comme la principale figure de cette tendance, tant *The Population Bomb* et ses suites marquèrent les débuts de l'écologie politique[2] (cet ouvrage était déjà invoqué, entre autres, par les Meadows[3] et par René Dumont[4]). Selon Ehrlich, l'inertie des courbes démographiques est telle que vraisemblablement, au moment où il écrit, les principaux seuils d'irréversibilité ont *déjà* été dépassés :

> *« Aucune personne avertie ne pense sérieusement que les États-Unis puissent sauver le monde de la famine, grâce à des exportations alimentaires, encore qu'ils aient certainement les moyens de remédier temporairement et localement à des situations de crise précédant l'effondrement général. Et de plus : les ressources alimentaires ne suffisent plus à la consommation actuelle. Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Si ce sont les optimistes qui ont raison, l'état de carence que nous vivons durera peut-être encore vingt ans. Dans le cas contraire, nous allons assister, peut-être dès les prochaines années, et certainement à partir de 1980, à des famines massives. Jusqu'à présent, les faits semblent donner raison aux pessimistes et nous devrions déjà envisager qu'ils puissent avoir raison sur toute la ligne. »*[5]

Paul Ehrlich entretint dès cette époque d'assez vives polémiques avec Barry Commoner sur la nature des principales causes de la crise environnementale (démographiques selon le premier, technologiques et politiques selon le second). Mais au regard de la distinction entre temps de la crise et temps de la catastrophe, c'est surtout la polémique sur les *échéances* des drames qui s'avère importante. Alors que Commoner considère qu'une action volontariste pourrait mettre fin à la crise, et même améliorer le bien-être de l'humanité, Ehrlich tend plutôt à considérer les famines comme désormais inéluctables : en ce sens, il bascule dans le temps catastrophique en annonçant les malheurs et les dilemmes à venir. Les choix ont déjà été faits, il reste à gérer le dénouement de leurs conséquences : *« La bataille pour nourrir la totalité de*

---

[1] Michael Egan, *Barry Commoner and the Science of Survival: The Remaking of American Environmentalism*, Cambridge-London, MIT Press, 2007.
[2] Paul R. Ehrlich, 1972, *op. cit.*
[3] Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972, *op. cit.*, p.171.
[4] René Dumont, 1973, *op. cit.*, p.73.
[5] Paul R. Ehrlich, 1972, *op. cit.*, p.49.

l'humanité a eu lieu, nous en sommes au dénouement », affirme-t-il[1]. Évidemment, Ehrlich conclut lui aussi par des propositions d'action politique, mais celles-ci ont pour objectif de limiter les dégâts, non de les éviter… et moins encore d'améliorer le bien-être.

En conclusion, tous les *« précurseurs »* de l'écologie politique n'ont pas tenu des discours interchangeables sur la temporalité de la crise écologique globale. Dès les années 1960, l'énonciation des échéances et des perspectives de solutions introduisait des clivages structurants au sein de la littérature écologiste. Mais des surenchères et d'évidentes erreurs de prophétie ont contribué à disqualifier le discours public des *« fatalistes »* : ainsi Ehrlich ne bénéficie-t-il généralement plus aujourd'hui d'une aura comparable à celles de Carson ou de Commoner dans les travaux retraçant l'histoire des pionniers de l'écologie politique. Cette disqualification progressive de la rhétorique fataliste au profit de la rhétorique alarmiste s'est prolongée dans le cadrage temporel de la crise écologique globale comme problème public : dans son acception conventionnelle, illustrée par la citation de Nicolas Sarkozy, cette crise reste encore sous contrôle, et aucune irréversibilité majeure n'est encore advenue qui serait de nature à remettre en cause la continuité du politique. Toutefois ce cadrage temporel n'est pas la seule dimension de la problématisation « continuiste » de la crise écologique, et il faut maintenant considérer un autre aspect de ce processus : le cadrage scientifique, qui contribue à définir des concepts problématisés conditionnant les réponses politiques qui s'ensuivront.

2.2 Cadrage scientifique : des diagnostics problématisés

Des biologistes Carson et Commoner au démographe Ehrlich, les premiers qui portèrent le discours de la crise écologique dans le débat public étaient plus souvent des hommes et des femmes de science que des militants politiques. C'est en pointant et en décrivant les logiques souterraines de dysfonctionnements jusqu'alors passés inaperçus qu'ils ont contribué à construire la rhétorique émergente de la crise écologique globale. Mais les mises en garde formulées par des scientifiques isolés ne valent pas diagnostic : c'est seulement à partir des années 1970 que la problématisation de la crise écologique s'incarne en un long processus de *formulation et validation collective d'un diagnostic scientifique*. Les enjeux sont multiples : contribuer à la prise de conscience collective, obtenir des financements pour la recherche de solutions, mais aussi influer sur le politique en se mettant en mesure de lui fournir des faits

[1] *Ibid.*, p.13.

plutôt que des opinions ou des suspicions. Ce processus de validation scientifique peut être étudié dans de nombreux domaines, dont deux seront ici développés : d'abord la validation du diagnostic d'une *« crise de la biodiversité »*, et ensuite celle du diagnostic d'une *« crise climatique »*.

L'histoire de l'écologie politique peut être lue comme une continuation explicitement politisée de questionnements auparavant portés par des tenants de l'écologie scientifique : c'est du moins la lecture proposée par l'historien Donald Worster lorsqu'il tente de mettre au jour les filiations intellectuelles qui ont mis la crise écologique au cœur des préoccupations contemporaines[1]. En effet, l'inquiétude écologiste se nourrit dès ses débuts du constat anxieux d'une dégradation massive des écosystèmes, présumée porteuse de conséquences à terme gravissimes pour les sociétés humaines : déforestations, érosions des sols, disparitions d'espèces… Ces thèmes sont progressivement mis en relations les uns avec les autres, pensés de manière systémique, jusqu'à ce que le problème change de nature. Le titre de l'ouvrage publié dès 1948 par le biologiste américain Fairfield Osborn, *La Planète au pillage*, traduit ce saut qualitatif : la somme des dégradations locales éparses devient telle que commence à sourdre une préoccupation pour l'environnement *planétaire*, dans sa totalité[2].

Les premiers ouvrages consacrés aux espèces animales éteintes du fait de l'activité humaine remontent au milieu du XIXe siècle, mais témoignent surtout du constat désolé de voir disparaître certaines grandes espèces emblématiques, sans véritable souci pour les équilibres des grands écosystèmes[3]. Il faut attendre les années 1960 pour que la liste de ces extinctions commence explicitement à s'inscrire dans une préoccupation plus large sur la dégradation généralisée des écosystèmes dans le monde. L'ouvrage publié en 1964 par Jean Dorst, bientôt directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, est lui aussi révélateur de ce saut qualitatif : il ne s'agit plus d'énumérer la litanie des espèces disparues et de déplorer la perte esthétique et scientifique que cela représente, mais de mettre en garde contre un phénomène global et insidieux, la *« mort de la nature »*[4]. Jean Dorst pointe la responsabilité humaine dans cette dégradation globale, et met vivement en garde contre les conséquences à long terme qui peuvent en être attendues. Néanmoins, dans cet ouvrage et

---

[1] Donald Worster, 1992 (1977), *op. cit.*
[2] Fairfield Osborn, 2008 (1948), *op. cit.*
[3] Hugh Edwin Strickland et Melville Alexander Gordon, *The Dodo and its Kindred: Or, the History, Affinities and Osteology of the Dodo, Solitaire, and Other Extinct Birds of the Islands Mauritius, Rodrigez and Bourbon*, London, Benkham and Reeve, 1848 ; Andrew C. Isenberg, *The Destruction of the Bison: An Environmental History, 1750-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
[4] Jean Dorst, 1964, *op. cit.*

dans les suivants, il affirme parallèlement qu'il n'est pas trop tard pour enrayer cette tendance néfaste, et qu'une action politique volontariste pourrait encore y mettre un terme[1].

Internationalement, d'autres ouvrages viennent confirmer ce diagnostic, qui pointent désormais l'aspect massif et systémique des pertes d'espèces animales et végétales : c'est le sens de l'ouvrage du biologiste Norman Myers, publié en 1979, qui diagnostique une sous-estimation dramatique du recul du nombre d'espèces[2]. Dans les années 1980, ce saut qualitatif (de l'énumération de quelques espèces disparues à la compréhension d'un phénomène de disparitions en masse) se cristallise autour d'un terme, celui de *« biodiversité »* proposé par l'équipe du biologiste Edward O. Wilson[3]. Il ne s'agit pas de décrire ici par le détail les nombreuses facettes du concept de biodiversité, mais plutôt de souligner le basculement induit par son invention et son succès : le concept de biodiversité n'a été inventé, il n'a de sens que parce que la diversité de la vie *est* menacée, *est* en train de s'appauvrir dramatiquement. La philosophe Virginie Maris y voit un *« concept de crise »*, et même un *« concept problématisé »*, qui prend implicitement acte de la gravité du phénomène en cours, et de la nécessité absolue de l'enrayer[4]. Au concept de biodiversité, Richard E. Leakey et Roger Lewin adjoignent celui de *« sixième extinction »*, qui traduit l'hypothèse selon laquelle le recul actuel de la diversité du vivant n'aurait pas eu d'équivalent depuis 65 millions d'années, c'est-à-dire depuis la disparition en masse des dinosaures et autres reptiles géants[5]. Patrick Blandin préfère à cette expression celle de *« premier grand bouleversement »*, qui insiste davantage sur le caractère inédit de cette crise de la biodiversité, en cela qu'elle est causée par une espèce consciente de ses actes (l'espèce humaine) et non par des phénomènes géologiques ou biologiques aveugles[6].

---

[1] *« Rien à craindre maintenant… Dissipons une crainte et inscrivons-nous en faux contre une suite de contrevérités et de simples contrefaçons de la réalité, colportées avec insistance par quelques alarmistes : pour le proche avenir, l'apocalypse écologique n'est qu'un mauvais roman. Aucun des dommages jusqu'à présent causés à la biosphère et aux mécanismes de la vie sur terre n'est irréversible. Nulle perturbation grave n'a été mise clairement en évidence à l'échelle planétaire. […] Mais demain… […] Quelques-uns de ces sombres pronostics pourraient, dans l'avenir, devenir réalité, si nous continuions à accumuler nos erreurs sur la lancée actuelle. L'heure est venue de changer radicalement notre attitude à l'égard de la nature et de l'environnement traditionnel légué par ceux qui nous ont précédés au fil des siècles. Devrions-nous échouer, alors certes nous pourrions craindre la disparition de notre civilisation actuelle selon plusieurs scénarios aisément racontables. »* Jean Dorst, *La Force du vivant*, Paris, Flammarion, 1979, p.172-173.

[2] Norman Myers, *The Sinking Ark: A New Look at the Problem of Disappearing Species*, Oxford-New York, Pergamon Press, 1979.

[3] Edward O. Wilson, *Sauvons la biodiversité !*, Paris, Dunod, 2007 (2006) ; Christian Lévêque, *La Biodiversité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

[4] Virginie Maris, *Philosophie de la biodiversité : petite éthique pour une nature en péril*, Paris, Buchet-Chastel, 2010.

[5] Richard E. Leakey et Roger Lewin, 1999 (1996), *op. cit.*

[6] Patrick Blandin, *Biodiversité. L'avenir du vivant*, Paris, Albin Michel, 2010, p.142.

Biodiversité, sixième extinction, premier bouleversement : la communauté scientifique ne se contente pas d'enregistrer le recul de la diversité du vivant, elle entérine aussi le fait que ce recul *est un problème*, que la situation actuelle est une *situation de crise* : c'est par exemple le sens des préconisations formulées en 2005 par le *Millenium Ecosystem Assessment*[1]. Mais dans le même temps, justement parce qu'il en appelle au politique, ce diagnostic problématisé suggère que le politique est en mesure d'enrayer le phénomène, d'y mettre un terme en élaborant des stratégies adéquates de sortie de crise – programmes de conservation d'espèces, lutte contre la déforestation illégale, financement accru de la recherche scientifique, etc. En bref, le diagnostic problématisé suggère que le politique est encore en mesure de garantir sa propre continuité s'il fait preuve de suffisamment de volontarisme en ce sens.

Un processus comparable de validation scientifique des mises en garde écologistes peut être observé au sujet de la question climatique[2]. Là non plus, les précurseurs n'ont pas manqué, qui subodoraient que des rejets massifs de gaz dans l'atmosphère pourraient à la longue avoir des effets climatiques néfastes. Dans une vaste chronologie des écrits sur ce thème, Jacques Grinevald montre que plusieurs mises en garde avaient déjà été formulées à ce sujet dès le XIXe siècle[3]. Les désaccords scientifiques quant à la nature des dérèglements possibles ont perduré au moins jusque dans les années 1970 (notamment entre partisans du réchauffement global et partisans d'un nouvel âge glaciaire[4]), au point que les militants écologistes eux-mêmes devaient souvent admettre leur incertitude, au risque d'affaiblir leur argumentation. Le glissement de la suspicion à la certitude se joue au tournant des années 1990, avec le début des travaux du GIEC : rapport après rapport, les climatologues valident la réalité d'ores et déjà observable d'un réchauffement climatique global, et surtout pointent le danger que représenterait à terme une continuation des émissions massives de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Là encore, le réchauffement climatique est formulé sous forme de *concept problématisé*, dont la validation scientifique implique nécessairement une interpellation du politique : la situation climatique actuelle est une situation de crise, à laquelle le politique doit répondre par

---

[1] Millenium Ecosystem Assessment, 2005, *op. cit.*

[2] Robert Kandel, *Le Réchauffement climatique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

[3] Jacques Grinevald, *La Biosphère de l'anthropocène. Climat et pétrole, la double menace : repères transdisciplinaires (1824-2007)*, Genève, Georg, 2007.

[4] *« Un système aussi expérimenté que Gaïa ne se laisse pas facilement démonter. Il n'en demeure pas moins que nous devrons nous montrer très prudents pour éviter les désastres cybernétiques de rétroaction positive sauvage ou d'oscillation nette. Si par exemple les méthodes de contrôle du climat que j'ai postulées étaient sujettes à de graves perturbations, nous risquerions de souffrir d'une fièvre planétaire ou du frisson d'une ère glaciaire, ou encore de connaître des oscillations marquées entre ces deux états inconfortables. »* James Lovelock, 1993

des stratégies de sortie de crise – décarbonatation de l'économie, transition énergétique vers le nucléaire ou les renouvelables, capture et stockage du carbone, géo-ingénierie, etc. Mais comme dans le cas de la biodiversité, l'appel au politique suggère nécessairement que le politique dispose encore de la capacité effective à enrayer le phénomène par l'élaboration de solutions adéquates, et donc de garantir les conditions de la continuité.

En conclusion, ces deux cas de concepts problématisés (biodiversité et réchauffement climatique) montrent que la mise à l'agenda de la crise écologique globale induit un processus de cadrage scientifique qui en appelle *in fine* au politique, en suggérant donc nécessairement que le politique est en mesure de mettre en œuvre des stratégies de sortie de crise – mais avec l'aide de la science, et sous condition de volontarisme suffisant. Par ailleurs, on notera que ce processus de cadrage scientifique tend à concentrer l'attention publique sur quelques-uns seulement des phénomènes globaux associables à la crise écologique globale (notamment la biodiversité et le réchauffement climatique), au détriment d'une multitude d'autres facettes de cette même crise – épuisement des ressources halieutiques, raréfaction des ressources fossiles, érosion et artificialisation des sols, pollution des eaux douces, etc. Le cadrage scientifique qui accompagne la mise à l'agenda de la crise écologique globale conduit donc à *cloisonner* les diverses dimensions de la crise écologique globale, en appelant le politique à formuler des stratégies de sortie de crise *ad hoc* pour chacune d'entre elles. Cette approche cloisonnée va à l'encontre de la tradition écologiste de dénonciation d'une crise globale et systémique, qui par son ampleur et sa complexité serait bien plus à même de remettre en cause la capacité de maîtrise du politique, et donc l'hypothèse de sa continuité.

Ainsi le cadrage scientifique de la crise écologique comme problème public, comme son cadrage temporel, tend à problématiser la question d'une manière pleinement compatible avec l'hypothèse de continuité. Il ne nous reste plus qu'à montrer comment un cadrage idéologique vient parachever cette interprétation politique *« continuiste »* de la crise écologique globale.

2.3 Cadrage idéologique : réaffirmation d'une triple continuité

Le cadrage temporel et le cadrage scientifique qui accompagnent la problématisation de la crise écologique globale tendent à renforcer l'hypothèse de continuité, en suggérant que le politique est encore en mesure d'engager des actions ciblées (en faveur de la biodiversité, de

---

(1979), *op. cit.*, p.153-154.

la lutte contre le réchauffement climatique, etc.) susceptibles d'enrayer des dégradations dont la réalité et l'ampleur font de moins en moins débat. Mais à cela, il faut encore ajouter une troisième forme de cadrage, d'ordre plus politique, qui consiste à formuler la crise écologique globale de manière *désidéologisée* (ce qui constitue en soi une forme de cadrage idéologique). Pour expliquer ce phénomène, il convient de revenir à la distinction élaborée par Andrew Dobson entre l'écologisme comme idéologie d'une part, et l'environnementalisme comme souci désidéologisé pour l'environnement d'autre part[1].

Historiquement, l'écologisme a émergé au tournant des années 1960-1970 comme idéologie fondée sur la mise en garde contre une crise écologique systémique, susceptible de dégénérer en catastrophe globale, environnementale et sociale, en l'absence de réaction adéquate à relativement court terme. La réaction préconisée était une profonde réorganisation de l'ordre politique et social, fondée sur une triple rupture : d'abord une rupture *économique*, avec la reconnaissance de limites matérielles à la croissance ; puis une rupture *philosophique*, avec la nécessité d'accorder aux entités non-humaines une valeur intrinsèque qui permettrait de les intégrer à la communauté morale et à la communauté politique ; et enfin une rupture *institutionnelle*, avec l'idée d'une décentralisation radicale nécessaire tant pour des raisons démocratiques que pour des raisons matérielles et énergétiques. L'environnementalisme, au contraire, est une manière de concevoir les problèmes environnementaux comme réels, certes, mais susceptibles d'être résolus par des arrangements socio-économiques marginaux, qui ne remettraient nullement en cause les structures existantes de la société.

En 2009, Andrew Dobson est revenu sur cette distinction pour analyser le phénomène qu'il a appelé *« mainstreaming de l'écologisme »* : autrement dit, il s'agissait de comprendre comment la construction du quasi-consensus sur la nécessité d'enrayer la crise écologique globale avait modifié ou non le paysage idéologique contemporain[2]. Son constat est que les trois ruptures initialement proposées par l'écologisme – rupture économique, rupture philosophique et rupture institutionnelle – ont progressivement été euphémisées à mesure que les grandes familles idéologiques préexistantes s'appropriaient la thématique de la crise écologique globale en la reformulant, en la recadrant et en la reproblématisant. Dès lors, il est possible de voir en cette évolution le parachèvement de la déclinaison de l'hypothèse de continuité à la crise écologique globale. En bref, la mise à l'agenda de cette crise se fait au

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*
[2] Andrew Dobson, 2009, *op. cit.*

prix de sa *soumission à l'hypothèse de continuité*, ce que l'on peut démontrer en reprenant les trois traits initialement distinctifs de l'écologisme par rapport à l'environnementalisme.

L'écologisme prophétisait une *rupture économique forte*, justifiée par l'existence de limites matérielles non-négociables à la croissance – industrielle, démographique, etc. Cette rupture devait se manifester soit sous la forme d'une stabilisation plus ou moins consentie, soit sous celle d'un effondrement plus ou moins brutal, selon les politiques engagées. Mais l'environnementalisme, au contraire, postule que cette rupture n'est pas inéluctable : d'autres formes de croissance sont possibles, qui permettraient de maintenir pendant encore longtemps une relative *continuité économique*. Les théories de la croissance verte, notamment, ont contribué à cette problématisation « continuiste » : alors que l'écologisme s'était initialement construit sur la préconisation d'un état stationnaire, voire d'une décroissance, la résolution de la crise écologique globale est désormais pensée comme compatible avec la perpétuation de la croissance devenue « propre », « verte » ou « dématérialisée ». La croissance économique, éventuellement découplée de la croissance matérielle grâce au progrès technique, pourra ainsi continuer, continuer, continuer…

De la même manière, l'écologisme préconisait une *rupture philosophique forte*, avec notamment la remise en cause de l'anthropocentrisme en faveur de l'écocentrisme. Certes, ce penchant écocentriste est relativement peu explicité dans les milieux francophones, pour des raisons notamment culturelles (expliquées ailleurs par Kerry Whiteside[1]). Mais les penseurs écologistes n'en ont pas moins régulièrement appelé à une modification du regard porté sur les entités non-humaines, en soulignant notamment le fait que la nature ne pouvait pas être impunément réduite à un stock de pures ressources à la disposition de l'humanité. À l'inverse, l'environnementalisme plaide pour la *continuité philosophique* : il réaffirme la légitimité de l'anthropocentrisme en préconisant une meilleure connaissance, et surtout une exploitation plus rationnelle des ressources naturelles. Avec la diffusion d'analyses telles que celles justifiant l'évaluation économique des services écosystémiques, c'est potentiellement l'ensemble des entités et des phénomènes non-humains qui peuvent être traduits en termes de ressources rationnellement exploitables. Dans le même ordre d'idée, la tentative du rapport Stern d'évaluer en dollars le coût de l'inaction face au réchauffement climatique a suscité de vives critiques dans les milieux écologistes, dubitatifs quant au sens d'un tel exercice appliqué

[1] Kerry H. Whiteside, 2002, *op. cit.*

à un phénomène global susceptible de briser les équilibres écosystémiques au point de remettre en cause les conditions mêmes de survie de l'humanité[1].

Enfin, l'écologisme postulait la nécessité d'une *rupture institutionnelle forte*, tant pour des raisons d'ordre démocratique qu'au nom d'exigences matérielles. D'un point de vue démocratique, d'abord, la décentralisation radicale était vue comme une condition préalable nécessaire à une mise en œuvre effective de l'idéal démocratique (conformément aux analyses en termes de *« seuils de contre-productivité »* selon Illich[2] ou de *« communautés à échelle humaine »* selon Sale[3]). Mais cette nécessité était aussi d'ordre matériel, la raréfaction des ressources étant réputée devoir imposer à moyen terme une relocalisation générale des économies, et donc de la vie politique – sur une base territoriale qui, selon les auteurs, pouvait être communautaire, municipale, bio-régionale, fédérale, etc. L'environnementalisme, au contraire, table plutôt sur l'hypothèse d'une *continuité institutionnelle* : ce sont les structures existantes, et en premier chef les États, qui vont prendre en charge l'élaboration de stratégies de sortie de crise. Alors qu'il était initialement dénoncé comme l'un des facteurs de la crise écologique globale, la mise à l'agenda de cette même crise réhabilite l'État comme l'un des principaux acteurs politiques susceptibles de mettre un terme au problème grâce à sa capacité d'intervention administrative, fiscale, etc.

Ce processus de cadrage idéologique (ou, plus exactement, de cadrage désidéologisant) conduit donc à la réaffirmation d'une triple continuité, là où l'écologisme plaidait initialement pour une triple rupture. Le cas du Grenelle de l'environnement, initié en 2007 après la victoire électorale de Nicolas Sarkozy, est l'une des multiples incarnations de cette ré-interprétation de la crise écologique globale comme compatible avec l'hypothèse de continuité. La croissance verte, donc la continuité économique, était au cœur des débats, et aucun des groupes de travail n'a produit de préconisations allant dans le sens de l'état stable ou de la décroissance. Il n'a nullement été question d'attribuer une valeur intrinsèque à certaines entités non-humaines, ce qui revenait de fait à s'inscrire dans une continuité philosophique. Enfin, l'État est demeuré le grand ordonnateur de cette expérience politique, et même si les collectivités territoriales ont bien été associées à la *« gouvernance à cinq »*, elles ne se sont pas vu conférer de pouvoirs significativement accrus par la suite, d'où le constat d'une certaine continuité institutionnelle dans la recherche de la soutenabilité.

---

[1] Nicholas Stern, 2007, *op. cit.*
[2] Ivan Illich, 2003, *op. cit.* ; Ivan Illich, 2005, *op. cit.*
[3] Kirkpatrick Sale, *Human Scale*, New York, Coward, McCann and Geoghegan, 1980.

S'il est intéressant de conclure sur le Grenelle de l'environnement comme incarnation du cadrage conduisant à la réaffirmation de l'hypothèse de continuité, ce n'est pas tellement pour le Grenelle en lui-même, mais plutôt pour les oppositions qu'il a suscitées. En effet, les objecteurs de croissance ont alors violemment critiqué cette expérience politique, au point d'organiser à plusieurs reprises des *Contre-Grenelle* dont l'objectif affiché était de repolitiser l'écologie[1]. Dans les milieux politiques de la décroissance, mais aussi dans ceux qui allaient devenir les milieux politiques de la transition en France, la dénonciation du Grenelle comme une *« mascarade »* ou comme un *« enfumage »* est devenue un leitmotiv – pas seulement pour des raisons conjoncturelles d'opposition politique, mais aussi pour des raisons plus profondes, liées à un désaccord fondamental : comment souscrire à une hypothèse de continuité économique, philosophique et institutionnelle quand l'ère du pétrole abondant et bon marché touche à sa fin ? Comment ne pas souscrire plutôt à une hypothèse de rupture ? C'est cette argumentation qui va maintenant être étudiée, afin de mettre en lumière la manière dont la souscription à l'hypothèse de rupture amène les réseaux catastrophistes de la décroissance et de la transition à développer une conception profondément divergente de la crise écologique globale, et que résume bien l'expression de précipitation des catastrophes.

3- L'hypothèse de rupture : vers une précipitation des catastrophes

Par rapport à d'autres mobilisations politiques, les mobilisations catastrophistes ont la particularité de souscrire à une hypothèse de rupture plutôt qu'à une hypothèse de continuité. Souscrire à une hypothèse de rupture ne signifie pas, en l'occurrence, *préconiser* des ruptures, mais aussi et surtout *anticiper* des ruptures environnementales dont on s'attend à ce qu'elles engendrent à leur tour des ruptures économiques, sociales, et finalement politiques. Certes, l'annonce de possibles catastrophes à venir a toujours fait partie de l'écologisme (d'où l'idée d'une dimension catastrophiste de l'écologisme exposée au chapitre précédent). Mais au sein des mouvements de la décroissance et de la transition, cette dimension catastrophiste prend une tournure nouvelle, dans la mesure où les catastrophes attendues sont décrites comme de plus en plus difficilement évitables ou gérables à mesure que le temps passe. C'est pour cette raison que ces mouvements incarnent un retour en force de l'hypothèse de rupture dans le

[1] Collectif, *Pour repolitiser l'écologie. Le Contre-Grenelle de l'environnement*, Lyon, Parangon/Vs, 2007. Voir aussi : Jean-Christophe Mathias, *Grenelle de l'environnement. La supercherie écologique*, Paris, Sang de la Terre, 2010 ; Stephen Kerckhove, *Grenelle de l'environnement. L'histoire d'un échec*, Gap, Éditions Yves Michel, 2010.

paysage politique contemporain, au moment même où le thème de la crise écologique globale tend à être réinterprété dans le débat public dominant sous une forme compatible avec l'idée de continuité. Trois éléments d'explication peuvent être développés pour analyser la manière dont l'hypothèse de rupture développée par ces réseaux militants se distingue radicalement du cadrage « continuiste » dominant précédemment décrit : *premièrement*, l'insistance appuyée sur la dimension globale et irréversible du phénomène, qui rendrait illusoire toute prétention à une quelconque « sortie de crise » ; *deuxièmement*, le lien de causalité établi par les militants entre l'advenue de *tipping points* écologiques et celle de *tipping points* politiques ; et enfin, *troisièmement*, la théorisation émergente d'une convergence de précipitations catastrophiques susceptible de transformer la crise systémique en catastrophe globale sur laquelle le politique perdrait quasiment tout contrôle.

3.1 Le global et l'irréversible contre l'hypothèse de continuité

La notion de crise renvoie implicitement à une phase critique, mais qui peut prendre fin (la fameuse *« sortie de crise »*). Une crise qui sévirait partout et tout le temps n'aurait pas de sens : il faut nécessairement qu'il existe des unités de temps ou d'espace qui échappent à cette crise. Lorsque l'hypothèse de continuité est appliquée au cas de la crise écologique globale, cela revient à suggérer qu'avec une action publique adéquate, les conséquences de cette crise écologique pourraient être circonscrites dans le temps et dans l'espace. Mais à l'inverse, les réseaux catastrophistes de la décroissance et de la transition insistent sur la nature à la fois *globale* et *irréversible* de la « crise écologique mondiale », qui dès lors ne devrait plus être comprise comme une crise, mais plutôt comme un *basculement*. L'hypothèse de continuité met en avant la perspective d'une sortie de crise négociée, tandis que l'hypothèse de rupture invite à penser l'imminence d'un basculement global et irréversible, échappant au politique, et auquel celui-ci devra tenter de s'adapter, tant bien que mal, et sans être assuré d'y parvenir.

Considérons d'abord la question de la *globalité* du basculement. La dimension globale de la crise écologique est désormais communément admise, jusque dans les acceptions plus conventionnelles et « continuistes » de cette crise. La construction de relations internationales focalisées sur les questions environnementales, à travers des dispositifs tels que le Protocole de Kyoto, en est une preuve. Mais il faut néanmoins souligner que la littérature « continuiste » rappelle volontiers que les premières victimes du réchauffement climatique (voire des autres dégradations environnementales globales) seront les pays les plus pauvres – par exemple ceux

qui ne disposeront pas des finances nécessaires pour mettre en œuvre de larges programmes d'adaptation[1]. Une telle mise en garde suggère nécessairement, en miroir, que dans certaines zones de prospérité, les institutions resteraient en mesure de maîtriser les conséquences du réchauffement climatique sur leur propre territoire. Or c'est justement là l'un des points de clivages avec les acceptions plus catastrophistes de la crise écologique globale : au-delà de certains seuils, nul territoire ne serait plus à l'abri de voir la situation dégénérer jusqu'à devenir proprement ingérable. En bref, aucun territoire ne pourrait plus prétendre échapper à cette « crise » (ou, du moins, pas indéfiniment). L'argumentation développée par Diamond dans son essai *Effondrement*, et fréquemment invoquée par les réseaux catastrophistes, est assez emblématique. Après avoir présenté plusieurs exemples de désastres environnementaux localisés, l'auteur insiste dans ses chapitres finaux sur l'aspect inédit de la crise écologique actuelle, dont il estime qu'elle pourrait avoir pour conséquence finale un effondrement global, à l'échelle planétaire, qui n'épargnerait *aucun* territoire :

> *« Aujourd'hui, le monde n'est plus seulement confronté au risque circonscrit que la société de l'île de Pâques ou la terre des Mayas s'effondrent isolément sans en être affecté. Les sociétés sont à ce point interconnectées que le risque auquel nous sommes confrontés est celui d'un déclin mondial. »*[2]

Vient ensuite la question de l'*irréversibilité* de ce basculement. L'acception continuiste de la crise écologique globale admet bien que certaines *conséquences* de la crise puissent être irréversibles, par exemple en matière de réchauffement climatique – encore que les espoirs placés parallèlement en la géo-ingénierie puissent apaiser une part de cette crainte. Mais d'un point de vue catastrophiste, l'irréversibilité annoncée est de toute autre ampleur : ce ne sont pas simplement quelques irréversibilités éparses qui sont à craindre, mais une irréversibilité qui serait plutôt d'ordre systémique (et globale, comme nous venons de l'expliquer). Pour mieux expliquer l'affirmation progressive de cette crainte, typiquement catastrophiste, d'une *irréversibilité systémique*, il peut être intéressant de partir d'un cas précis – en l'occurrence, celui du rapport Meadows et de ses mises à jour successives.

Dès 1972, le rapport Meadows sur les limites à la croissance a été un texte fondateur de la pensée écologiste. De nombreux politistes spécialistes de la pensée verte y voient l'un des fers de lance des courants catastrophistes de l'écologisme, et il est vrai que ces textes sont

---

[1] Laurence Tubiana, François Gemenne et Alexandre Magnan, *Anticiper pour s'adapter. Le nouvel enjeu du changement climatique*, Paris, Pearson, 2010.
[2] Jared Diamond, 2006, *op. cit.*, p.576.

aujourd'hui encore régulièrement invoqués tant dans les milieux de la décroissance que dans ceux de la transition. En partant d'une analyse des grandes tendances à l'échelle mondiale, les auteurs constatent en effet que les sociétés humaines sont entrées depuis peu dans une phase de croissance exponentielle, aussi bien en termes démographiques qu'en termes de production industrielle, de consommation de ressources, de rejets polluants, etc. Mais, assurent-ils, ces croissances exponentielles ne peuvent pas se maintenir bien longtemps, car elles aboutiraient alors rapidement à un épuisement des ressources, à l'empoisonnement des environnements… et finalement à l'effondrement de la civilisation. Plusieurs scénarios sont dès lors envisagés, certains postulant une continuation de la croissance jusqu'à effondrement, d'autres imaginant un arrêt volontaire de la croissance. Ce qui nous intéressera ici, c'est de souligner qu'à cette date, l'équipe Meadows jugeait encore tout à fait plausible l'hypothèse d'une transition douce vers un état d'équilibre global :

> *« L'homme possède, pour une courte période de son histoire, la combinaison de moyens la plus puissante qui lui ait jamais été donnée : la science, la technologie, les matières premières. Il a en main tous les moyens matériels qui lui permettraient de créer une forme de société entièrement nouvelle et qui pourrait durer pendant des générations. Les deux objectifs qui lui manquent sont un* objectif réaliste*, à long terme – qui guiderait l'humanité vers un monde en équilibre –* et la volonté de l'atteindre*. Le choix est donc clair : ou bien ne se soucier que de ses intérêts à court terme, et poursuivre l'expansion exponentielle qui mène le système global jusqu'aux limites de la Terre et à l'effondrement final, ou bien définir l'objectif, s'engager à y parvenir et commencer, progressivement, rigoureusement, la transition vers l'état d'équilibre. »*[1]

À ce stade, les Meadows considèrent donc que le basculement brutal n'est *pas encore* une fatalité, et que la transition vers un état stable reste possible, à condition que soient adoptées les mesures politiques et économiques nécessaires. Mais ils admettent aussi qu'un tel programme nécessiterait des décennies, et bousculerait donc déjà fondamentalement la temporalité démocratique rythmée par les élections, les alternances et les changements de politique. Quelques mois plus tard, l'équipe de *The Ecologist* mit en lumière cette difficulté politique en rédigeant l'ébauche d'un programme de transition mondial, inspiré par le rapport Meadows, et qui aurait nécessité tout un siècle pour être appliqué[2]. Et cependant, malgré ces

[1] Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972, *op. cit.*, p.286-287.
[2] Edward Goldsmith (dir.), 1972, *op. cit.*, p.58.

évidentes tensions temporelles, la principale conclusion de ces travaux demeurait qu'aucun basculement brutal n'était encore inéluctable, qu'il restait du temps avant l'irréversible.

Mais les mises à jour du rapport Meadows, en 1992 puis en 2004, furent de plus en plus pessimistes sur ce point[1]. La comparaison entre les trois textes montre l'évolution du discours catastrophiste au fil des décennies, à mesure que le temps passe, et à mesure qu'augmente la probabilité d'une irréversibilité systémique menant à un basculement global :

> *« Consequently, we are much more pessimistic about the global future than we were in 1972. It is a sad fact that humanity has largely squandered the past 30 years in futile debates and well-intentioned, but half-hearted, responses to the global ecological challenge. We do not have another 30 years to dither. Much will have to change if the ongoing overshoot is not to be followed by collapse during the twenty-first century. »*[2]

> *« Once the limits to growth were far in the future. Now they are widely in evidence. Once the concept of collapse was unthinkable. Now it has begun to enter in the public discourse –though still a remote, hypothetical, and academic concept. We think it will take another decade before the consequences of overshoot are clearly observable and two decades before the fact of overshoot is generally acknowledged. »*[3]

Au fil des mises à jour, la notion d'*« overshoot »* devient centrale dans l'analyse des Meadows, qui s'appuient à ce sujet sur les travaux de Catton[4], puis sur ceux de Rees et Wackernagel consacrés à l'empreinte écologique[5]. Inspirée de la systémique, l'*« overshoot »* désigne un *dépassement* des limites naturelles par les sociétés humaines – dépassement qui, s'il se prolonge trop, ne peut que déboucher sur un effondrement. C'est cette idée qui permet aux Meadows de théoriser l'imminence d'une rupture systémique, irréversible, à l'échelle globale. Selon eux, l'humanité vit en situation de dépassement depuis les années 1980, ce qui signifie que nos sociétés sont en train d'irrémédiablement saper les capacités de régénération de l'environnement global. En bref, concluent-ils, l'humanité vit depuis déjà plusieurs décennies au-dessus de ses moyens : l'hypothèse d'un retour aux limites par une transition douce et planifiée s'éloigne chaque jour, si elle n'est pas déjà caduque ; à l'inverse,

---

[1] Donella Meadows, Dennis Meadows et Jorgen Randers, 1992, *op. cit.* ; Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows, 2004, *op. cit.*
[2] *Ibid.*, p.xvi.
[3] *Ibid.*, p.xxii.
[4] William R. Catton, Jr., 1982 (1980), *op. cit.*
[5] Mathis Wackernagel et William Rees, 1999 (1995), *op. cit.* ; Aurélien Boutaud et Natacha Gondran, 2009, *op. cit.*

l'hypothèse d'une rupture catastrophique prenant la forme d'un brusque effondrement gagne en plausibilité, jusqu'au jour où elle sera devenue inéluctable.

L'évolution du discours des Meadows montre comment la probabilité croissante d'une rupture systémique, à la fois *globale* et *irréversible*, introduit progressivement une dissonance profonde avec l'hypothèse plus « continuiste » d'une crise écologique dont les conséquences spatiales et temporelles resteraient encore largement maîtrisables. À mesure que le temps passe, que l'effondrement se fait une perspective de plus en plus plausible, l'hypothèse de continuité perd de sa crédibilité aux yeux des militants catastrophistes, qui conçoivent dès lors leur engagement politique comme devant plutôt tabler sur une hypothèse de rupture. Ceci étant établi, il convient d'analyser la manière dont ces militants conçoivent ce moment de rupture, et notamment quels liens de causalité ils établissent entre les seuils de basculements écologiques et les seuils de basculements politiques, ce qui sera possible grâce à la notion de *tipping points*.

3.2 Des tipping points *écologiques aux* tipping points *politiques*

La notion de *tipping points* a initialement été utilisée dans le domaine de la physique, pour désigner le point auquel un objet bascule d'un état d'équilibre à un autre, qualitativement différent du premier (par exemple lorsqu'un petit poids supplémentaire fait pencher la balance dans un sens plutôt que dans un autre). Il a déjà fait l'objet d'appropriations ponctuelles en sciences humaines et sociales, et notamment de la part du politiste Morton Grodzins, qui y recourrait pour exprimer la genèse des phénomènes de ségrégation spatiale : dans un quartier blanc bourgeois des États-Unis, expliquait-il dans les années 1950, quelques familles noires peuvent être tolérées, mais il arrive un moment à partir duquel l'installation d'une seule famille noire supplémentaire peut entraîner une dépréciation du quartier au point de provoquer le départ des familles blanches refusant cette cohabitation[1]. Le *tipping point* est donc ici un seuil social, au-delà duquel le processus continu d'accroissement de la mixité sociale est rompu par une brusque réaction sociale ramenant à un nouvel état de ségrégation spatiale. Si ce phénomène peut paraître éloigné de notre sujet, il montre néanmoins que la notion de *tipping point* a déjà pu être utilement utilisée, par le passé, en sciences humaines et sociales.

---

[1] Morton M. Grodzins, *The Metropolitan Area as a Racial Problem*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1958.

Entre-temps, la notion de *tipping point* a encore davantage été consolidée en physique et en mathématiques. Depuis les travaux du physicien René Thom, notamment, la théorie des catastrophes a permis de mieux appréhender le rôle des épisodes de ruptures catastrophiques dans l'évolution de systèmes généralement linéaires[1]. Alors qu'un système est normalement présumé suivre une évolution linéaire, continue, progressive, René Thom et ces successeurs ont mis en évidence l'existence de seuils au-delà desquels c'était le système lui-même qui *changeait de nature*, subitement, par exemple après une période de croissance exponentielle conduisant à un dépassement non-soutenable de limites non-anticipées. Or, parmi les auteurs régulièrement invoqués par les penseurs ou les militants catastrophistes, plusieurs partagent la particularité de penser en termes de *systèmes*[2]. C'est le cas des Meadows, mais aussi des Odum ou de James Lovelock, dont les travaux ambitionnent de parvenir à penser des phénomènes de ruptures non seulement dans le « système » formé par les sociétés et leur environnement, mais aussi au sein des sociétés elles-mêmes, d'une manière plus prospective, en essayant d'établir des liens de causalité entre ruptures écologiques et ruptures politiques.

Ces dernières années, la notion de *tipping point* a connu un succès croissant, et a même été l'objet de succès de librairie, dont l'essai du journaliste scientifique états-unien Malcolm Gladwell[3]. Sa diffusion croissante dans le langage courant peut faire craindre un usage trop extensif pour une analyse scientifique rigoureuse. Il importe donc ici de souligner que cette notion a un sens précis dans le domaine de la modélisation systémique – en tant que point de basculement d'un équilibre systémique à un autre – qui a largement irrigué les réflexions en sciences de la vie et de la Terre. Les penseurs et militants catastrophistes ne prétendent pas identifier des *tipping points* purement sociaux, mais établir des liens de causalité entre des *tipping points* écologiques d'une part, et d'autre part des *tipping points* socio-politiques qui en résulteraient. Ils extrapolent l'idée de ruptures écologiques globales en affirmant que dans un tel cas, les conditions matérielles de notre continuité socio-politique seraient abolies. Ce lien de cause à effet, du basculement écologique à un basculement socio-politique, est au cœur de la réflexion catastrophiste. Aucune preuve formelle ne pouvant être apportée à ce sujet, faute notamment d'expérience humaine en la matière, la pensée catastrophiste se construit autour de l'*anticipation* de ces seuils catastrophiques, soit qu'il s'agisse encore de tenter d'éviter leur franchissement, soit qu'il s'agisse déjà de se préparer aux conséquences de ce franchissement.

---

[1] René Thom, 2010 (1983), *op. cit.*
[2] Donella H. Meadows, 2008, *op. cit.*
[3] Malcolm Gladwell, *Le Point de bascule. Comment faire une grande différence avec de très petites choses*, Paris, Transcontinental, 2003 (2000).

Toute la difficulté de la pensée catastrophiste consiste alors à appréhender par anticipation, et donc avec une irréductible marge d'incertitude, une pluralité de *tipping points* écologiques convergents – climatiques, écosystémiques, énergétiques, etc. – ainsi que leurs conséquences prévisibles en termes de ruptures socio-politiques.

Dans le domaine de la modélisation climatique, la notion de *tipping point* a largement été appropriée pour décrire les *seuils d'emballement* (ou de rétro-actions positives) propres au climat. Si certains climatologues estiment que le climat terrestre est un système trop complexe pour que des *tipping points* puissent être anticipés avec certitude, il y a en revanche un consensus relativement établi concernant la plausibilité de tels seuils. Ainsi, comme le résume le journaliste engagé Mark Lynas, un réchauffement global de deux degrés pourrait coïncider avec un seuil au-delà duquel les océans deviendraient des émetteurs de carbone[1]. Le réchauffement pourrait alors se poursuivre de lui-même jusqu'à trois degrés, c'est-à-dire jusqu'à un seuil au-delà duquel les steppes sibériennes deviendraient des émettrices de méthane, ce qui pourrait mener le réchauffement à atteindre quatre, cinq ou six degrés. Un autre journaliste engagé, Fred Pearce (lui aussi abondamment cité dans les bibliographies des militants catastrophistes), a rédigé un essai entièrement consacré à de tels mécanismes climatiques[2]. D'une manière générale, la focalisation médiatique et internationale sur le seuil de 2°C (au-delà duquel le réchauffement climatique serait présumé devenir « ingérable ») montre les retombées de la diffusion de cette notion au-delà des seuls cercles scientifiques ou militants, jusque dans les milieux plus institutionnels[3].

D'autres « *tipping points* écologiques » ont été mis en évidence, par exemple en matière de biodiversité, sous la forme de *seuils d'effondrement*. Ainsi certaines espèces semblent-elles devoir exister en masse pour se reproduire efficacement, si bien qu'il suffit que le nombre d'individus chute à quelques centaines de couples pour qu'il soit déjà trop tard et que la disparition soit inéluctable : ce fut sans doute le cas du pigeon migrateur américain, éteint en 1914 alors qu'il avait été l'une des principales sources de viande sauvage aux États-Unis au XIXe siècle[1]. De tels seuils d'effondrement ont aussi pu être observés pour les populations de poissons, ce qui pose des problèmes en matière de ressources halieutiques (comme ce fut le

---

[1] Mark Lynas, *Six degrés. Que va-t-il se passer ?* Paris, Dunod, 2008 (2007), p.46 et p.279.
[2] Fred Pearce, *Points de rupture. Comment la nature nous fera payer un jour le changement climatique*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 (2007).
[3] John D. Cox, *Climate Crash: Abrupt Climate Change and What It Means For Our Future*, Washington, Joseph Henry Press, 2005 ; Michael C. MacCracken, Frances Moore et John C. Topping, Jr. (dir.), *Sudden and Disruptive Climate Change*, London, Earthscan, 2008 ; National Research Council, *Abrupt Climate Change: Inevitable Surprises*, Wahington, 2002.

cas pour la morue de Terre-Neuve[2]). Dans le domaine énergétique, la non-linéarité de la croissance de la consommation pétrolière est induite par le mécanisme de « pic pétrolier », théorisé dans les années 1950 par le géologue King Hubbert, qui s'est déjà matérialisé dans plusieurs pays anciens grands producteurs de pétrole : plusieurs publications dans des revues scientifiques de référence ont contribué, pendant la durée même de notre étude, à renforcer l'idée d'un « *tipping point* pétrolier » à l'échelle mondiale[3]. Des pics similaires peuvent, en théorie, être décrits ou anticipés pour l'ensemble des ressources fossiles[4]. Selon cette logique, la croissance de toute extraction de ressource fossile atteint nécessairement un *tipping point* au-delà duquel, quels que soient les efforts consentis, la production annuelle cessera de croître, et même se mettra à décroître inéluctablement.

Les auteurs et les militants catastrophistes s'approprient volontiers ces analyses, mais ils sont loin d'être les seuls. Ce qui les distingue davantage, en revanche, c'est leur tendance à établir un lien de causalité directe entre, d'une part, des *tipping points* écologiques (sur la base de consensus scientifiques relativement élaborés) et, d'autre part, des *tipping points* politiques (sur la base d'extrapolations sociales plus hypothétiques). Ils insistent ainsi sur le fait qu'un point de rupture *climatique* aurait nécessairement pour conséquence, selon eux, un point de rupture *économique, social et politique*. C'est ce lien de causalité qui nourrit l'hypothèse de rupture propre à la pensée catastrophiste, et qui la distingue des analyses conventionnelles en termes de crise, davantage fondées sur l'hypothèse de continuité. La perspective de points de rupture politiques à venir introduit, dans la manière de concevoir l'ordre politique et social, l'idée de compte à rebours écologique qui questionne d'emblée le postulat de la continuité du temps politique. L'expiration de ce compte à rebours est rarement décrit avec précision, mais il est toujours pressenti comme fort peu souhaitable, car correspondant à une perte de contrôle du politique sur les conditions mêmes de sa propre reproduction. Ce n'est pas nécessairement la *« fin de tout »* qui est au bout du compte à rebours, même chez les auteurs les plus pessimistes, mais au moins la *réduction drastique de la marge de manœuvre du politique*, et de la possibilité de résoudre les problèmes environnementaux par des moyens pacifiques. Les ouvrages à tonalité catastrophiste publiés depuis le début des années 1970 montrent la large diffusion de cette préoccupation dans les milieux écologistes :

---

[1] Patrick Blandin, 2010, *op. cit.*, p.110.
[2] Philippe Cury et Yves Miserey, *Une mer sans poissons*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p.45-49.
[3] James Murray et David King, « Climate policy: oil tipping point has passed », *Nature*, 481, janvier 2012, p.433-435.
[4] Richard Heinberg, *Peak Everything: Waking Up to a Century of Declines*, Philadelphia, New Society Publishers, 2007.

« En se soumettant sans condition à l'objectif de l'expansion, la société dans laquelle nous vivons se condamne elle-même. Il lui faudra inévitablement arrêter sa croissance en l'espace d'une génération – à moins qu'au prix de sacrifices incalculables pour le reste de l'humanité, ceux qui sont actuellement les maîtres du jeu ne réussissent à se donner un sursis. Mais tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, l'issue finale ne peut faire aucun doute. Ou nous persistons, et nous allons alors au-devant d'une succession de famines, d'épidémies, de crises sociales et de guerres ; ou nous changeons de cap, parce nous ne voulons pas pour nos enfants d'un retour au chaos, et il nous faut alors calculer ce changement, aux moindres frais pour l'humanité. »[1]

« Certes le redressement, s'il survient à un stade plus tardif, sera beaucoup plus laborieux, l'austérité plus dure. Des restrictions démographiques plus tardives seraient plus contraignantes, pour permettre la simple survie. »[2]

« Nous avons encore quelques atouts en main. Attention, nous ne les garderons pas longtemps ! C'est maintenant que tout se joue. C'est le moment de vérité. Il nous reste, selon les scientifiques, un petit créneau de quelques années. Si nous voulons nous atteler à notre reprise en main avant qu'il ne soit trop tard, sans attendre je ne sais quel miracle technologique qui se produirait au cours des prochaines décennies, nous devons profiter de cette étroite opportunité. Ou bien les sociétés humaines décident d'entreprendre sérieusement la mutation à laquelle l'histoire les contraint, ou bien elles laissent au temps la liberté de leur dicter ce qui va changer et de leur imposer un monde implacable dans lequel elles devront survivre. »[3]

Dans les réseaux contemporains de la décroissance et de la transition, c'est la notion de pic pétrolier qui a concentré les craintes relatives à un *tipping point* écologique – énergétique, en l'occurrence – qui pourrait rapidement entraîner un *tipping point* politique. Des auteurs engagés comme Richard Heinberg, Jean-Luc Wingert ou Yves Cochet ont contribué à la diffusion de cette idée dans les réseaux militants, en insistant sur les conséquences économiques à court terme du pic pétrolier mondial, lesquelles pourraient être suffisamment déstabilisatrices pour entraîner une désagrégation sociale et politique d'ampleur inédite en l'espace de seulement quelques années ou quelques décennies[4]. Nous aurons l'occasion de revenir, dans les chapitres ultérieurs, sur le rôle joué par le pic pétrolier dans l'imaginaire des réseaux catastrophistes des années 2000.

---

[1] Edward Goldsmith (dir.), 1972, *op. cit.*, p.1.
[2] René Dumont, 1973, *op. cit.*, p.148.
[3] Nicolas Hulot, 2006, *op. cit.*, p.18.
[4] Yves Cochet, *Pétrole apocalypse*, Paris, Fayard, 2005 ; Richard Heinberg, 2008 (2003), *op. cit.* ; Jean-Luc

Pour les réseaux catastrophistes, le lien de causalité entre *tipping point* écologique et *tipping point* politique ne fait quasiment aucun doute. On notera cependant une bien plus grande hétérogénéité des points de vue concernant l'*échéance* et le *rythme d'enchaînement* de ces points de rupture : Paul Ehrlich estimait en 1967 que des points de ruptures socio-politiques étaient imminents, sous la forme de famines massives[1]. Mais bien d'autres auteurs de référence du mouvement écologiste mettaient au contraire en garde contre la tentation d'annoncer des échéances trop précises ou trop alarmistes :

> *« Il s'agit de trouver des solutions non autoritaires, non technocratiques et aussi peu violentes que possible. Ce n'est guère praticable si on sombre dans le catastrophisme, si on annonce la peste et la famine pour 1975, la fusion des glaces polaires pour 1984 et la disparition de l'oxygène atmosphérique pour 1990. Les dangers ne sont ni aussi immédiats, ni aussi simplistes. »*[2]

Il est cependant intéressant de noter qu'en dépit de ces mises en garde contre un excès d'alarmisme, le lien de causalité lui-même (entre ruptures écologiques et ruptures politiques) n'est pas remis en cause. Il s'agit seulement d'appeler à prendre en compte la grande marge d'incertitude inhérente à tout travail prospectif :

> *« Même si certains délais indiqués se révèleront erronés, l'échéance restera de toute façon assez proche pour qu'il soit grand temps de nous y préparer, pour chercher à l'éviter. »*[3]

Ce qui fédère les réseaux écologistes porteurs d'un discours catastrophiste aujourd'hui, ce n'est donc pas tant l'annonce d'une date précise, ni même d'un mécanisme d'effondrement précis, mais plutôt l'idée que des *ruptures écologiques*, imminentes ou en cours, vont bientôt entraîner des *ruptures politiques* avec lesquelles il faudra compter, à l'aune desquelles il faut désormais concevoir son engagement politique, réévaluer ses espoirs et ses revendications, repenser les répertoires d'action, etc. Les ruptures politiques en question ne sont pas elles-mêmes décrites avec précision, et restent conçues de manières très hétérogènes, certains auteurs mettant davantage l'accent sur les conséquences politiques des ruptures énergétiques, d'autres sur celles des ruptures climatiques, d'autres sur celles des ruptures écosystémiques, etc. Mais on notera, en conclusion provisoire, que les réseaux catastrophistes ne fonctionnent pas par hiérarchisation des *tipping points* : il ne s'agit pas de déterminer si le pic pétrolier

---

Wingert, *La Vie après le pétrole. De la pénurie aux énergies nouvelles*, Paris, Autrement, 2005.
[1] Paul R. Ehrlich, 1972 (1967), *op. cit.*, p.49.
[2] Pierre Samuel, 1973, *op. cit.*, p.19.
[3] René Dumont, 1973, *op. cit.*, p.13.

induit des ruptures politiques plus importantes que le réchauffement climatique, ou l'inverse. Il s'agit plutôt de constater qu'en dépit des incertitudes inhérentes à la connaissance de ces points de rupture, la tendance est au cumul, à la convergence et à la précipitation des ruptures écologiques, et donc politiques.

3.3 Précipitation, cumul et convergence des catastrophes

Les réseaux militants de la décroissance et de la transition insistent volontiers sur les conséquences socio-politiques du pic pétrolier. Cependant, ils ne s'intéressent jamais au seul pic pétrolier, et tentent toujours d'*appréhender conjointement une pluralité de ruptures* qu'ils estiment en interactions les unes avec les autres : ruptures énergétiques, écosystémiques, climatiques, économiques, sociales, politiques, etc. Le catastrophisme écologiste ne se fonde pas sur l'annonce d'*une* rupture, isolable et datable, mais sur l'annonce d'une *multitude* de ruptures dont les effets cumulatifs présumés seraient de nature à réduire progressivement la marge de manœuvre du politique. Trois éléments du discours catastrophiste peuvent être mis en évidence, qui tous trois viennent renforcer l'hypothèse de rupture au détriment de l'idée de continuité : d'abord la notion de *précipitation* des catastrophes, suggérant que celles-ci sont déjà en cours et non plus « à venir » ; ensuite l'idée de *cumul* des catastrophes, qui exprime la perspective de voir les ruptures se surajouter les unes aux autres au point de dépasser la capacité de gestion du politique ; enfin l'idée de *convergence* des catastrophes, lesquelles se renforceraient les unes les autres au point de se fondre en un même phénomène, en un même basculement civilisationnel proprement inédit.

La notion de *précipitation* des catastrophes renvoie à l'idée de points de rupture qui se rapprochent à grande vitesse, mais aussi qui se matérialisent parfois plus vite qu'anticipé, qui deviennent réalité à un rythme difficilement saisissable par le politique. La phrase prononcée en 1969 par le Secrétaire général de l'ONU U Thant, et placée en exergue du rapport Meadows de 1972, est emblématique :

> *« Je ne voudrais pas dramatiser, mais la seule conclusion que je puisse tirer des informations en ma possession c'est qu'il reste à peine dix ans aux nations membres de l'O.N.U. pour oublier leurs anciennes querelles et s'associer pour mettre un terme à la course aux armements ; pour sauver l'environnement, pour freiner l'expansion démographique, et pour donner l'impulsion nécessaire au développement des contrées les moins privilégiées. Si l'on ne parvient pas à un tel accord au cours de la prochaine*

décennie j'ai bien peur que les problèmes que j'ai soulevés aient pris une ampleur telle qu'il sera devenu totalement impossible de les surmonter. »[1]

Dans la mise à jour du rapport datée de 2004, les trois auteurs la reprennent pour alimenter leur réflexion sur les conséquences du temps perdu dans la lutte contre la tendance au dépassement des limites. Ils notent à ce sujet que d'autres rapports sont venus confirmer cette idée générale que le temps est désormais compté… mais sans que l'on puisse savoir précisément combien de temps il reste, ni ce qu'il se passera une fois ce temps écoulé :

« Was U Thant right? Are the world's current problems already beyond anyone's capacity to control? Or was he premature[?] […] No one can answer those questions for you with complete assurance. »[2]

Cette incertitude assumée est fréquente dans la littérature catastrophiste. Elle permet évidemment de faire preuve de prudence, de ne pas s'exposer au risque de faire des prophéties incertaines qui pourraient s'avérer fausses et décrédibiliser l'auteur *a posteriori*, comme cela s'est passé pour Ehrlich, notamment. Mais paradoxalement, elle permet aussi de renforcer la rhétorique de l'urgence en soulignant qu'il est peut-être *déjà* trop tard – ou, du moins, en partie trop tard :

« La crise ou, plus exactement, les crises multiformes et interdépendantes de la machine du vivant se font de plus en plus prégnantes. Leurs menaces se rapprochent de l'humain. La tragédie est-elle pour autant programmée ? Personne, moi pas plus que quiconque, n'est capable de dire si nous avons déjà franchi le seuil de l'irréversible. On sait néanmoins que demain, quand bien même nous aurions arrêté toute émission de gaz à effet de serre, le phénomène lié à la part anthropique du réchauffement climatique continuerait à opérer pendant des décennies, voire des siècles ou des millénaires, à raison d'une augmentation de la température moyenne d'au moins deux à trois degrés Celsius et au prix de bouleversements naturels et sociaux considérables. »[3]

« Tout indique que nous nous trouvons à la croisée des chemins. L'ère de l'abondance est terminée. Celle de la rareté des ressources naturelles s'annonce. Un pas de plus dans la mauvaise direction, et l'irréparable peut se produire. »[1]

« Demain, il sera trop tard. […] Peut-être, déjà, les jeux sont faits. Puisque globalement, nous savons tout ou presque, nous connaissons les maladies qui nous

---

[1] U Thant, repris dans Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972, *op. cit.*, p.143.
[2] Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows, 2004, *op. cit.*, p.15.
[3] Nicolas Hulot, *Pour un pacte écologique*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p.21.

menacent, les destructions qui approchent. Seul un sursaut peut parvenir à changer notre monde avant qu'il ne se suicide. »[2]

Certains auteurs, notamment depuis la fin des années 2000, sont allés plus loin dans la rhétorique catastrophiste en arguant qu'au vu des travaux des climatologues, il est *déjà* trop tard pour véritablement enrayer le réchauffement, car les *tipping points* climatiques sont *déjà* dépassés :

> *« Les faits que l'on observe aujourd'hui, partout dans le monde, laissent augurer une évolution imminente du climat vers un état véritablement infernal, si chaud que ne survivra qu'une poignée d'individus sur les milliards d'habitants que compte la planète. »*[3]

> *« Over the past five years, almost every advance in climate science has painted a more disturbing picture of the future. The reluctant conclusion of the most eminent climate scientists is that the world is now on a path to a very unpleasant future and it is too late to stop it. Behind the façade scientific detachment, the climate scientists themselves now evince a mood of barely suppressed panic. No one is willing to say publicly what the climate science is telling us: that we can no longer prevent global warming that will this century bring about a radically transformed world that is much more hostile to the survival and flourishing of life. As I will show, this is no longer an expectation of what might happen if we do not act soon; this will happen, even if the most optimistic assessment of how the world might respond to the climate disruption is validated. »*[4]

Aucune de ces affirmations ne fait consensus, même au sein des réseaux catastrophistes contemporains. Mais l'idée que certains *tipping points* écologiques sont *déjà* passés, et que d'autres sont en train de l'être ou sur le point de l'être, est bien plus largement admise. Les deux points qui restent sujets à controverse portent, d'une part, sur la gravité des ruptures écologiques en train d'être consommées, et d'autre part sur la rapidité et l'ampleur des ruptures socio-politiques qui en découleront. Autrement dit, est-ce que le réchauffement climatique est déjà en train de s'emballer, ou reste-t-il encore quelques années ? Et est-ce que cet emballement est déjà d'ampleur suffisante pour devenir politiquement ingérable ? Sur ce point, les effets d'inertie permettent difficilement de diagnostiquer les points de rupture par anticipation, la seule certitude résidant dans le fait qu'une fois dépassés, ils réduiront la marge

---

[1] *Ibid.*, p.23.
[2] Claude-Marie Vadrot, *L'Horreur écologique. De l'inutilité du Ministère de l'environnement*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2007, p.20.
[3] James Lovelock, 2007, *op. cit.*, p.205.
[4] Clive Hamilton, *Requiem for a Species: Why We Resist the Truth About Climate Change*, London-Wahington DC, Earthscan, 2010, p.x-xi.

de manœuvre du politique, parfois à court terme, parfois des décennies plus tard. L'idée que des *tipping points* ont déjà été dépassés, ou sont en train de l'être, est déterminante dans l'hypothèse de rupture développée dans les réseaux catastrophistes. Elle suggère que même s'ils se font attendre, des *tipping points* politiques suivront nécessairement, qui pourraient être de nature à introduire des discontinuités fortes dans l'ordre social – rupture économique, rupture institutionnelle, rupture philosophique, voire rupture démocratique… En bref, rupture des référentiels dans lequel se conçoit aujourd'hui spontanément le politique.

Après l'idée de précipitation des ruptures, vient celle d'un *cumul* des ruptures, tout aussi déterminante dans la pensée catastrophiste. En effet, la difficulté à anticiper les conséquences des *tipping points* résulte évidemment des incertitudes qui entourent chacun d'entre eux, considérés séparément, mais aussi des multiples interactions qui les lient les uns aux autres. Le catastrophisme écologiste, fondamentalement systémique, insiste sur le potentiel de chaos politique et social qui résulte de la multitude de *tipping points* écologiques et politiques en train de se matérialiser avec un effet démultiplicateur :

> *« La société mondiale suit présentement un cours non durable ; chacun des douze problèmes de non-durabilité que nous venons de résumer suffirait à restreindre notre style de vie dans les prochaines décennies. Ce sont comme des bombes à retardement qui exploseront avant une cinquantaine d'années. »*[1]
>
> *« If only one or a few resource stocks were falling while others were stable or rising, one might argue that traditional growth could continue by the substitution of one resource for another (though they are limits to such substitution.) If only a few sinks were filling, humanity might substitute one (say, the ocean) for another (say, the air.) But since many sinks are filling and many stocks are declining, and the ecological footprint has surpassed the sustainable level, we need a more fundamental change. »*[2]

Dans le même ordre d'idée, les ingénieurs centraliens Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon font également remarquer que la raréfaction des ressources fossiles prend, elle aussi, un aspect systémique : alors que seule une vingtaine d'éléments étaient industriellement exploités dans les années 1970, c'est aujourd'hui la quasi-totalité de la table de Mendeleïev qui est « sollicitée », ce qui limite drastiquement les possibilités de transfert d'une ressource vers une autre en cas de raréfaction[3]. Spécialiste des questions pétrolières, Richard Heinberg

---

[1] Jared Diamond, 2006, *op. cit.*, p.555.
[2] Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows, 2004, *op. cit.*, p.122.
[3] Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon, *Quel futur pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société*, Les Ulis, EDP Sciences, 2010, p.25. Pour une appropriation militante de ces analyses, voir

développe une réflexion similaire en arguant que le pic pétrolier n'est que le premier d'une longue liste, toutes les ressources fossiles étant fondamentalement appelées à connaître leur pic, et même à relativement court terme pour le gaz et le charbon[1]. La raréfaction des énergies fossiles est présumée devoir précipiter celle des métaux, qui nécessitent de plus en plus d'énergie pour être extraits… et inversement, puisque de plus en plus de métaux sont nécessaires pour aller chercher des énergies fossiles de plus en plus inaccessibles.

De plus, cet entrelacs de *tipping points* cumulatifs n'est pas sans conséquences socio-politiques. Alain Gras, socio-anthropologue des techniques et universitaire engagé en faveur de la décroissance, a construit au fil de ses ouvrages une analyse des implications sociales du pic pétrolier : il y défend notamment l'idée que ce phénomène ne peut qu'entraîner un basculement de l'organisation sociale, actuellement dépendante du pétrole abondant et bon marché, vers *autre chose* – qui reste à déterminer, mais qui sera radicalement différent, d'une manière ou d'une autre. Un tel basculement correspond à un moment de *kairos*, où la société bousculée se voit forcée par les faits à repenser son organisation, voire à bifurquer vers une trajectoire nouvelle[2]. La société étant encore moins réductible à la modélisation que ne le sont les données climatiques ou énergétiques, il demeure bien sûr à peu près impossible d'anticiper la date de ces seuils sociaux, ou même les grandes lignes de la réorganisation sociale qui en résulterait. Mais d'un point de vue catastrophiste, la connaissance exacte de ces phénomènes n'est pas un préalable nécessaire à leur prise en compte politique : il suffit déjà de savoir que de tels seuils existent, et d'anticiper que l'accroissement des difficultés écologiques, alimenté par le cumul des *tipping points* (climatiques, énergétiques, écosystémiques, etc.), conduira à un accroissement de la propension à recourir à la violence pour résoudre les conflits politiques et sociaux qui en résulteront[3].

Les idées de précipitation et de cumul des ruptures catastrophiques sont parachevées, enfin, par l'idée de *convergence* des catastrophes. Les différentes ruptures écologiques qui ont été évoquées jusqu'ici ne font pas que se juxtaposer : elles s'alimentent les unes les autres à mesure qu'elles se matérialisent, et tendent dès lors à *faire système* dans une forme de plus en plus difficilement appréhensible et gérable par le politique. Les tensions liées au changement climatique accroissent celles liées à la rareté de l'eau douce, celles dues au pic pétrolier accroissent celles engendrées par la déforestation pour la culture des agrocarburants, etc. Et ce

---

notamment : « La décroissance promue par une grande école », *La Décroissance*, n°76, février 2011, p.5.
[1] Richard Heinberg, 2007, *op. cit.*
[2] Alain Gras, *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003, p.100-121.
[3] Harald Welzer, 2009 (2008), *op. cit.*

ne sont pas seulement des dégradations environnementales qui entrent ainsi en convergence, puisque viennent bientôt s'y adjoindre des crises sociales causées par la montée des inégalités écologiques, tant dans l'accès aux ressources que dans la vulnérabilité aux catastrophes[1]. Les effets cumulés de ruptures écologiques ou sociales se succédant à un rythme de plus en plus intense conduisent, dès lors, à une perte de contrôle du pouvoir démocratique sur des phénomènes qui lui échappent[2]. Une rupture chassant l'autre, l'accélération des catastrophes convergentes contribue à un sentiment d'immobilité et d'impuissance, de la part de sociétés et d'institutions confrontées à des crises et des emballements à répétition auxquelles elles n'ont plus ni le temps, ni les moyens de faire face[3]. La perspective d'une succession auto-accélératrice de ruptures et de crises insolubles amène les catastrophistes à penser le politique comme menacé dans sa continuité par une sorte d'urgence généralisée dans le temps et dans l'espace, une « longue urgence », selon l'expression proposée par James Howard Kunstler pour décrire les conséquences politiques du pic pétrolier mondial[4].

Jusqu'où penser cette convergence des catastrophes ? Une fois de plus, les auteurs et les militants catastrophistes ne proposent pas de position homogène. Les Meadows ou René Dumont évoquaient parfois la perspective d'une catastrophe globale, finale, vers *« le milieu du siècle prochain »*. Mais de manière générale, il ne faut pas chercher à réduire la démarche politique catastrophiste à une date ou à un phénomène isolé. Il est plus exact de comprendre que, même lorsqu'ils parlent de la catastrophe ou de l'effondrement, au singulier, il s'agit en réalité d'un exercice de synthèse – nécessairement réducteur – pour chercher à désigner un système complexe de seuils et de ruptures que l'hypothèse de continuité du politique n'est pas apte à saisir. Théoricien du catastrophisme, Jean-Pierre Dupuy prend le temps de cette mise au point lorsqu'il est lui-même amené à analyser *« la »* catastrophe, au singulier, entendue comme un phénomène général, inédit, propre à notre temps, et nourri par la convergence des technologies à potentiel catastrophique :

> *« Je parle de* la *catastrophe au singulier, non pour désigner un événement unique, mais un système de discontinuités, de franchissements de seuils critiques, de ruptures, de*

[1] Pierre Cornut, Tom Bauler et Edwin Zaccai (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007.
[2] Bruno Villalba, 2010, *op. cit.*
[3] Hartmut Rosa, 2010 (2005), *op. cit.*.
[4] James Howard Kunstler, 2005, *op. cit.*

changements structurels radicaux qui s'alimenteront les uns les autres, pour frapper de plein fouet avec une violence inouïe les générations montantes. »[1]

Ainsi, parler de *« la »* catastrophe au singulier revient à user d'un tour de passe-passe lexical, d'un raccourci posant d'emblée l'hypothèse de l'irruption d'une discontinuité radicale dans le monde politique. C'est, d'une formule, résumer l'hypothèse d'un basculement majeur, qui dépasserait le monde politique, mais qui l'entraînerait irrémédiablement avec lui. Bien sûr, la réalité est plus complexe, structurée par une multitude de petites discontinuités dont les liens, s'ils existent probablement, demeurent néanmoins difficiles à décrire ou à modéliser dans leurs innombrables interactions. Mais l'analyse des textes de référence de la décroissance et de la transition montre que ce surcroît de complexité, loin de miner l'argumentation catastrophiste, tend au contraire à la renforcer en soulignant l'aspect auto-accélérateur, cumulatif et convergent des ruptures attendues.

Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse de catastrophes plurielles ou d'une catastrophe singulière, l'essentiel réside dans le constat qu'il existe là une pensée politique proprement *catastrophiste*, liée à l'écologisme mais ne s'y résumant pas, et que les notions de crise et de continuité du politique ne permettent pas de saisir de manière satisfaisante. L'horizon de catastrophes cumulatives et convergentes n'y est pas défini de manière homogène, mais il n'en est pas moins dominé par la perspective de basculements subits d'un état à un autre (la fin du climat que nous connaissons pour un autre beaucoup plus instable et incertain) et de dénouements (la fin du pétrole abondant et bon marché, la fin des forêts primaires, la fin d'une multitude d'espèces, etc.). Ainsi entendu, l'horizon catastrophiste est une négation du temps continu de la crise : au contraire, il est un temps de la rupture, où se matérialisent des finitudes et des irréversibilités, à l'image de ce qui se joue à plus petite échelle autour de Tchernobyl ou de Fukushima. Ce n'est sans doute qu'une hypothèse ; ce n'en est pas moins un élément explicatif incontournable pour l'analyse des pratiques politiques émergentes dans ces réseaux qui, tout en se situant parfois délibérément en marge des enjeux électoraux ou institutionnels, n'en trouvent pas moins un écho croissant à mesure que se matérialisent et que se multiplient effectivement les *tipping points* écologiques.

* * *

En résumé, le catastrophisme écologiste – tel qu'il s'affirme notamment aujourd'hui dans les réseaux de la décroissance et de la transition – développe une *hypothèse de rupture*

[1] Jean-Pierre Dupuy, 2008, *op. cit.*, p.31.

qui contredit radicalement l'hypothèse de continuité généralement admise dans le champ politique comme dans celui de la sociologie politique. Selon les analyses conventionnelles, les discontinuités environnementales risquent effectivement d'imposer une réorganisation sociale et politique, mais d'ampleur relativement marginale, puisque ne remettant nullement en cause la continuité économique, la continuité philosophique, la continuité institutionnelle… bref, la continuité démocratique. Si les mouvements catastrophistes semblent parfois difficiles à situer ou à appréhender dans le jeu politique, c'est notamment parce qu'ils ne souscrivent pas (ou plus) à cette espèce de socle commun de l'analyse politique. Parce qu'ils estiment que des ruptures écologiques sont en train de se matérialiser, et parce qu'ils anticipent qu'elles auront *inévitablement* pour conséquences d'autres ruptures, politiques et sociales, ils conçoivent leur engagement politique comme devant se fonder sur ce diagnostic. Cela ne signifie pas sortir du jeu politique en présumant que tout est perdu ou que les jeux sont faits ; mais, en revanche, cela implique une réévaluation radicale des pratiques politiques – trajectoires militantes, répertoires d'action collective, stratégies électorales, etc. – à l'aune de l'hypothèse de rupture, qui est l'hypothèse catastrophiste par excellence. Toutefois, avant d'aborder l'analyse de ces pratiques politiques proprement dites, il nous reste à déterminer jusqu'à quel point et sous quelles conditions l'hypothèse catastrophiste, développée par des militants et des auteurs engagés, pourrait être source d'inspiration épistémologique pour les sciences humaines et la théorie politique : ce sera l'objet du prochain chapitre.

IV- Qualifier ou disqualifier la catastrophe : controverses épistémologiques

« L'homme, par son égoïsme trop peu clairvoyant pour ses propres intérêts, par son penchant à jouir de tout ce qui est à sa disposition, en un mot, par son insouciance pour l'avenir et pour ses semblables, semble travailler à l'anéantissement de ses moyens de conservation et à la destruction même de sa propre espèce. En détruisant partout les grands végétaux qui protégeoient le sol, pour des objets qui satisfont son avidité du moment, il amène rapidement à la stérilité ce sol qu'il habite, donne lieu au tarissement des sources, en écarte les animaux qui y trouvoient leur subsistance ; et fait que de grandes parties du globe, autrefois très-fertiles et très-peuplées à tous égards, sont maintenant nues, stériles, inhabitables, désertes. En négligeant toujours les conseils de l'expérience, pour s'abandonner à ses passions, il est perpétuellement en guerre avec ses semblables, les détruit de toutes parts et sous tous prétextes ; en sorte qu'on voit des populations, autrefois fort grandes, s'appauvrir de plus en plus. On diroit qu'il est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable. »[1]

À ce stade, l'hypothèse de rupture politique développée par les réseaux catastrophistes n'est encore qu'une hypothèse parmi d'autres. Elle doit donc être analysée et soumise à la critique au même titre que les autres courants idéologiques du paysage politique. Mais il est un autre point qu'il devient difficile de réduire au seul rang d'hypothèse. Les sciences de la vie et de la Terre produisent aujourd'hui un nombre croissant de données qui, dans des domaines divers, tendent à confirmer l'existence de *tipping points* en train d'être dépassés, ou en passe de l'être – *tipping points* climatiques, écosystémiques, énergétiques, etc. Une littérature abondante, tant dans le registre universitaire que dans ceux de la haute vulgarisation ou des rapports institutionnels, insiste sur le potentiel hautement déstabilisateur de telles

[1] Jean-Baptiste de Lamarck, *Système analytique des connaissances positives de l'homme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988 (1820).

ruptures écologiques, dont on peut raisonnablement attendre qu'elles entraînent des perturbations économiques, sociales et politiques d'ampleur. Jusqu'où ces perturbations sont-elles susceptibles d'aller ? C'est là que se situe aujourd'hui la plus grande incertitude, la perspective de ruptures socio-politiques majeures et inédites étant désormais considérée comme une hypothèse très plausible par nombre de chercheurs issus des sciences de la vie et de la Terre, et comme une quasi-certitude pour les réseaux catastrophistes de la décroissance et de la transition. Et c'est là aussi que se situe le cœur de la controverse, puisque l'hypothèse de rupture n'est véritablement envisagée ni dans les cercles de la politique conventionnelle, ni dans le domaine de la théorie politique, tous deux majoritairement fidèles à l'hypothèse de continuité.

L'objet de ce chapitre n'est pas de prétendre trancher cette controverse, mais seulement de poser quelques jalons visant à une meilleure appréhension de l'hypothèse de rupture par le champ de la théorie politique (et sur la base, notamment, des données sociologiques récoltées auprès des deux mouvements de la décroissance et de la transition). Cette argumentation se fera en deux temps. Dans un premier temps, il convient de revenir sur deux expériences théoriques dont il serait possible de s'inspirer pour penser la rupture majeure dans le domaine des sciences humaines et sociales. Il y a d'abord le cas de la bombe atomique, dont l'irruption sur la scène mondiale a nourri d'importants champs d'études en philosophie et en relations internationales : la bombe atomique était un *fait*, qui impliquait un risque *effectif* de rupture sociale, politique, ontologique majeure, avec l'anéantissement de l'humanité. Et il y a ensuite le cas plus récent, et moins stabilisé, de l'anthropocène, cette ère nouvelle à laquelle les géologues commencent à faire régulièrement référence : sur ce point, nous verrons que des champs disciplinaires tels que l'histoire environnementale parviennent à se structurer pour construire une analyse collective prenant acte de cette rupture majeure dans les relations entre les sociétés et leurs environnements en cours de déstabilisation.

Puis, dans un second temps, il sera temps de proposer quelques outils conceptuels et méthodologiques susceptibles de contribuer à une meilleure appréhension de l'hypothèse de rupture catastrophique par la théorie politique. Pour ce faire, nous commencerons par revenir sur quelques rendez-vous manqués de la science politique, en montrant comment l'approche constructiviste a limité la structuration universitaire francophone d'un champ théorique qui fonderait son analyse sur la réalité matérielle de ruptures écologiques (de manière comparable à celle de l'histoire environnementale, par exemple). Et enfin, nous expliquerons comment le courant anglo-saxon de la *green political theory* a fait preuve, dans sa structuration

universitaire et dans son évolution théorique depuis le début des années 1990, d'un souci croissant pour la prise en compte théorique de la matérialité écologique, développant ainsi des démarches et des outils conceptuels *ad hoc* dont l'importation, la critique et l'adaptation pourraient aujourd'hui utilement enrichir les débats francophones sur le sujet.

1- Penser la rupture : inspirations épistémologiques

Depuis des décennies, les sciences de la vie et de la Terre sont le théâtre de controverses récurrentes entre théories gradualistes (comme l'évolution ou la tectonique des plaques) et de théories catastrophistes (par exemple autour du rôle attribué à la chute d'un astéroïde dans la disparition des dinosaures). Lorsque ces controverses portent sur des ruptures éventuellement survenues il y a des millions d'années, le lien avec l'ordre politique et social contemporain est évidemment très lâche, sinon inexistant. Mais dès lors que ces controverses se déplacent vers des ruptures écologiques majeures susceptibles de se produire *de nos jours*, alors il peut très facilement s'ensuivre des controverses socio-politiques majeures, toute la question tournant alors autour de l'opportunité d'établir des liens de causalité entre catastrophes écologiques et catastrophes politiques. Ce fait est bien illustré par l'évolution des travaux de Naomi Oreskes qui, après avoir étudié la controverse scientifique qui a entouré la formulation de théorie de la tectonique des plaques, s'est ensuite intéressée aux controverses climatiques contemporaines, où s'entremêlent davantage considérations scientifiques, idéologiques et économiques[1]. Cela signifie que les théories impliquant des ruptures écologiques majeures *contemporaines* (et non *passées*) ne sont pas anodines pour notre manière de concevoir et d'analyser l'ordre socio-politique actuel. Les sciences humaines et sociales se trouvent nécessairement interpellées par la perspective de voir bouleversées les conditions matérielles de la continuité du politique, mais ne disposent pas nécessairement de méthodologies adéquates pour appréhender de tels objets d'étude – d'où l'occasion d'engager des questionnements épistémologiques innovants, ainsi que le montrent les cas de la bombe atomique d'une part, et de l'anthropocène d'autre part.

[1] Naomi Oreskes, *Plate Tectonics: An Insider's History of the Modern Theory of the Earth*, Boulder-Oxford, Westview Press, 2001 ; Naomi Oreskes et Erik M. Conway, 2012 (2010), *op. cit.*

1.1 Les sciences humaines et sociales face à la bombe atomique

Dès la fin du XIXe siècle, l'essor inédit de la puissance technique à la disposition des sociétés humaines suscitait des inquiétudes croissantes chez des personnalités des sphères scientifiques, mais aussi politiques, comme par exemple Winston Churchill :

> *« Mankind has never been in this position before. Without having improved appreciably in virtue or enjoying wiser guidance, it has got into its hands for the first time the tools by which it can unfailingly accomplish its own extermination. That is the point in human destinies to which all the glories and toils of men have at last led them. They would do well to pose and ponder upon their new responsibilities. Death stands at attention, obedient, expectant, ready to serve, ready to shear away the peoples en masse; ready, if called on, to pulverise without hope of repair, what is left of civilisation. »*[1]

Certes, l'hypothèse de voir l'humanité acquérir la capacité de s'autodétruire, et le faire effectivement, avait déjà été évoquée, selon des registres littéraires ou discursifs variés, avant 1945. Néanmoins, jusqu'à cette date, il ne pouvait encore être question que d'hypothèses prospectives, sans fondement matériel réellement tangible. Un grand nombre de ces préoccupations ont d'ailleurs été exprimées sous une forme littéraire, par exemple dans les récits d'anticipation du romancier français Régis Messac, qui imagine dès 1935 l'anéantissement de l'humanité par une arme secrète dévastatrice[2]. On pourrait encore citer les romans de H.G. Wells :

> *« Il ne voyait dans les successives transformations de la civilisation qu'un entassement absurde destiné, à la fin, à retomber et à détruire ceux qui l'avaient construite. S'il en est ainsi, il nous reste de vivre comme s'il en était autrement. »* [3]

Dans ce contexte, les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki, en août 1945, ont constitué une véritable rupture, parce qu'ils incarnaient une première *matérialisation* de cette angoisse jusqu'alors intuitive, marquant le basculement de la spéculation intellectuelle vers la réalité objective. La littérature et la culture populaire ont rapidement érigé la bombe atomique, et plus largement l'apocalypse nucléaire, comme instrument privilégié de la fin du monde : de nombreux travaux, dont par exemple ceux d'Hélène Puiseux sur l'imaginaire du nucléaire dans la culture cinématographique, ont étudié les *perceptions* et les *représentations* de ce

---

[1] Déclaration du 1er janvier 1929, reprise dans: Colin Challen, *Too Little, Too Late: the Politics of Climate Change*, Hove, Picnic Publishing, 2009, p.28.
[2] Régis Messac, 2007 (1935), *op. cit.*
[3] Herbert G. Wells, *La Machine à explorer le temps*, Paris, Gallimard, 1959 (1895), p.166.

fait[1]. Parallèlement, d'autres penseurs et scientifiques issus des sciences humaines et sociales ont cherché à analyser les conséquences socio-politiques du *fait* lui-même, et de son irruption soudaine dans la réalité de nos sociétés. C'est cette démarche, partant du constat d'une rupture objective dans la réalité pour tenter d'en tirer des enseignements théoriques sur les sociétés et leur organisation politique, qui s'avère la plus intéressante pour notre étude.

Les philosophes, d'abord, ont été nombreux à se sentir interpellés par ce fait nouveau qui semblait devoir s'imposer à leur réflexion. Les existentialistes Albert Camus et Jean-Paul Sartre ont souligné à plusieurs reprises le caractère inédit de la rupture ontologique qui venait de se produire, même s'ils devaient par la suite en tirer des analyses sensiblement différentes[2]. Hannah Arendt voit en ces mêmes bombardements un élément fondateur de la philosophie politique moderne : *« Politiquement, le monde moderne dans lequel nous vivons est né avec les premières explosions atomiques »*[3]. Elle insiste par ailleurs sur les parallèles avec l'autre catastrophe moderne déshumanisante que constituent Auschwitz et les camps de la mort[4]. Le philosophe Michel Serres décrit lui aussi une rupture ontologique majeure, en dénonçant à l'occasion l'incapacité des philosophes installés à se remettre en cause sur la base de ce fait nouveau : *« Je suis devenu philosophe à cause d'Hiroshima (…). Dans les années 1950 et 1960, lorsque je faisais mes études à l'Ecole Normale ou à la Sorbonne, j'ai dit aux épistémologues qui étaient mes professeurs qu'ils n'avaient pas entendu le son d'Hiroshima. »*[5] Des accents comparables sont récurrents chez Albert Jacquard[6], Bertrand Russell[7], et bien d'autres encore. On notera enfin que plusieurs scientifiques de renom, confrontés à l'ampleur de la rupture qu'ils ont contribué à consommer, ont développé des réflexions d'ordre philosophique ou politique pour plaider en faveur du bannissement mondial des armes atomiques : ce fut par exemple le cas d'Albert Einstein[8]. L'histoire de l'opposition pacifiste au nucléaire militaire converge en partie, à la fin des années 1960, avec celle du mouvement écologiste naissant, comme le montre notamment le récit de la naissance de l'ONG Greenpeace à l'occasion d'une mobilisation contre des essais nucléaires en Alaska[9].

---

[1] Hélène Puiseux, 1988, *op. cit.*
[2] Simone Debout, « Sartre et Camus face à Hiroshima », *Esprit*, n°239, janvier 1998, p.151-158.
[3] Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 (1961), p.39.
[4] Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2002 (1966).
[5] Michel Serres, « L'abécédaire de Michel Serres », *Le Monde Magazine*, 6 novembre 2010, p.46.
[6] Albert Jacquard, *Le Compte à rebours a-t-il commencé ?*, Paris, Stock, 2009, p.31-53 ; Albert Jacquard, avant-propos à Joseph Rotblat, Jack Steinberger et Bhalchandra Udgaonkar, *Un monde sans arme nucléaire*, Paris, T·R·A·N·S·I·T·I·O·N-L'Âge d'homme, 1995, p.7-8.
[7] Bertrand Russell, *Ma conception du monde*, *sine loco*, Gallimard, 1962, p.157-170.
[8] Banesh Hoffman et Helen Dukas, *Albert Einstein. Créateur et rebelle*, Paris, Seuil, 1979.
[9] Robert Hunter, 2007 (2004), *op. cit.*

Toutefois, le nombre important de philosophes *évoquant* la rupture ontologique de 1945 ne signifie pas que tous en font un élément véritablement incontournable de leur réflexion. Les analyses développées par ces divers auteurs ne sont pas homogènes, et n'ont pas donné lieu à une structuration notable dans le champ académique ou universitaire. Le philosophe allemand Günther Anders se distingue, en la matière, par sa constance dans la systématisation de la confrontation de l'élaboration philosophique avec la réalité atomique, et par sa recherche d'une méthodologie *ad hoc* pour théoriser la rupture ontologique incarnée par les explosions d'Hiroshima et de Nagasaki. L'enjeu était, selon lui, de trouver les outils conceptuels qui permettraient de prendre acte de notre basculement dans une ère nouvelle, celle du *« temps de la fin »*, où tout devait être repensé à l'ombre de l'anéantissement à venir[1]. Mais on constatera que cette expérience philosophique n'a pas fait école, et que Günther Anders est longtemps resté un auteur relativement peu traduit et peu cité – y compris par son ex-épouse Hannah Arendt et son ex-condisciple Hans Jonas, alors même que ceux-ci développaient des thèmes parfois très proches des siens.

Or un phénomène similairement ambivalent peut être observé dans les domaines de la science politique et des relations internationales. On y constate en effet une même tendance à la reconnaissance, presque rituelle, de l'avènement d'une rupture politique majeure en 1945, avec l'irruption de la force atomique sur la scène internationale. Mais cette reconnaissance va de pair avec une difficulté à systématiser la prise en compte de cette rupture. La perspective de voir éclater un conflit nucléaire est communément admise comme une menace d'ampleur inédite, mais, dans le même temps, la théorisation de l'*« équilibre de la terreur »* a mis cette menace à distance, en suggérant que sa matérialisation est hautement improbable, sinon impossible. La notion de *« destruction mutuelle assurée »* a notamment permis d'entretenir l'idée d'une continuité infinie du temps politique, puisqu'elle postule l'irrationalité absolue de l'auto-anéantissement, et donc l'impossibilité du recours effectif aux armes nucléaires en cas d'équilibre atomique entre les grandes puissances :

> *« C'est un curieux paradoxe de notre temps que l'un des facteurs essentiels qui font que la dissuasion [nucléaire] marche vraiment, et marche bien, est la peur sous-jacente qu'elle pourrait échouer en cas de crise très grave. Dans ces circonstances, on ne tente pas le destin. Si nous étions absolument certains que la dissuasion nucléaire était efficace à cent*

[1] Günther Anders, 2006 (1981), *op. cit.* ; Günther Anders, 2008, *op. cit.*

pour cent dans son rôle de protection contre une attaque nucléaire, alors sa valeur dissuasive contre une guerre conventionnelle tomberait à peu de chose ou même à zéro. »[1]

Le fait qu'aucun nouveau conflit nucléaire n'ait éclaté depuis 1945, et cela en dépit de toutes les proliférations, alimente l'idée d'une maîtrise effective du nucléaire militaire par les sociétés industrielles. Quand la menace d'une apocalypse atomique est évoquée, elle peut dès lors être analysée en termes de menace conventionnelle, parfaitement maîtrisable, hautement improbable, et donc relativement propice à la banalisation. Des ouvrages de référence sur la guerre et les relations internationales peuvent ainsi être rédigés en n'accordant qu'une place minime, sinon nulle, à cette perspective[2]. Cette mise à distance du fait atomique permet, en quelque sorte, de raisonner comme si la rupture n'était *pas encore* consommée, comme si le fait réellement important ne devait pas être l'existence de la bombe atomique, mais seulement son éventuelle réutilisation dans un avenir indéterminé. Pour Bruno Tertrais, par exemple, la rupture introduite par l'arme atomique reste du domaine du conditionnel :

« Enfin, et peut-être surtout, un nouvel emploi de l'arme atomique ferait entrer l'humanité dans une ère stratégique nouvelle, ravalant le 11 septembre au rang d'événement mineur. Mais il est impossible de prédire quels en seraient les contours. Selon les circonstances, une telle rupture historique pourrait conduire soit à la banalisation de l'arme nucléaire, soit au contraire à un désarmement généralisé. »[3]

Ainsi analysée, la *« catastrophe »* de 1945 demeure une rupture *inachevée*, comme si une apocalypse nucléaire non concrétisée devait rester du domaine de l'impensable, et donc de l'impossible. La notion de rupture ainsi mise à distance, rien ne semble pouvoir empêcher le politique de continuer, continuer, continuer…

Il existe cependant des tentatives de théorisation qui, dans le domaine des relations internationales, pourraient être mises en parallèle avec la pensée du *« temps de la fin »* de Günther Anders. Ainsi le politiste Louis René Beres plaidait en 1980, dans *Apocalypse*, pour une systématisation radicale de la prise en compte de la menace atomique par sa communauté scientifique. Selon lui, la persistance et l'aggravation de cette menace mondiale justifiaient une reconsidération majeure de l'agenda politique, mais aussi de l'agenda de la recherche, puisque le second interagit avec le premier :

---

[1] Bernard Brodie, *War and Politics*, New York, Macmillan, 1973, p.430-431, repris dans Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*, p.208-209.
[2] Thomas Lindemann, *Penser la guerre. L'apport constructiviste*, Paris, L'Harmattan, 2008.
[3] Bruno Tertrais, *La Menace nucléaire*, Paris, Armand Colin, 2011, p.120.

« This book is about nuclear catastrophe in the context of world politics, the ways in which it may occur, its implications for human life, and strategies that might be employed to avert it. Although, until recently, the focus of popular concern has shifted from nuclear war to more visible economic and environmental hazards, the threat presented by nuclear weapons is still the most devastating. Not only does it dwarf all other threats in terms of the magnitude of its destructive consequences, but it is also far more likely to occur than almost everyone imagines. […] The time for 'business as usual' in world politics is at an end. »[1]

De telles approches s'avèrent aujourd'hui d'autant plus pertinentes que certaines des conditions à l'équilibre de la terreur semblent progressivement s'effriter. Dès les années 1970, les travaux de George Allison sur la crise des missiles de Cuba avaient démontré que les analyses postulant la rationalité des acteurs étaient démenties par la réalité des luttes de pouvoir et d'intérêts, y compris lorsque l'utilisation d'armes atomiques était en jeu[2]. De plus, au premier équilibre de la terreur, relativement simple car n'opposant que deux blocs ou deux grandes puissances atomiques, se substitue désormais un équilibre de la terreur de plus en plus complexe, car impliquant un nombre croissant de puissances aux stratégies davantage mouvantes : Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord et bientôt, peut-être, l'Iran[3]. Non seulement la prolifération nucléaire n'a pas été enrayée, mais en plus ses formes se diversifient autour de trois axes : une prolifération verticale, par la course aux armements entre les grandes puissances nucléaires, une prolifération horizontale, qui entraîne l'augmentation du nombre d'États détenteurs d'armes atomiques, et une prolifération terroriste, avec la perspective de voir des organisations non-étatiques acquérir et utiliser de telles armes. Certains voient en ces proliférations le signe d'un retour en force de la menace nucléaire sur la scène internationale, à l'instar par exemple de François Heisbourg analysant l'émergence d'un *« hyperterrorisme »* susceptible de recourir à des armes radioactives[4]. On notera cependant qu'à ce jour, tous ces efforts théoriques n'ont pas abouti à la formation d'un champ disciplinaire structuré fondé sur la remise en cause de la continuité du politique par l'irruption de la menace nucléaire.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ce détour par la confrontation des sciences humaines et sociales à la matérialité de l'existence de la bombe atomique. D'abord, on notera

---

[1] Louis René Beres, *Apocalypse: Nuclear Catastrophe in World Politics*, Chicago-London, University of Chicago Press, 1980, p.1-2.
[2] George Allison, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown, 1971.
[3] François Géré, *La Prolifération nucléaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995 ; William Langewiesche, *Atomic Bazaar. Comment l'arme nucléaire est devenue l'arme du pauvre*, Paris, Allia, 2010.
[4] François Heisbourg et la Fondation pour la Recherche Stratégique, *Hyperterrorisme. La nouvelle guerre*, Paris, Odile Jacob, 2001.

qu'il existe des auteurs comme Anders ou Beres, par exemple, qui ont effectivement cherché à développer des réflexions originales en adoptant pour méthodologie la systématisation théorique de la prise en compte de ce qu'ils estimaient être un fait matériel nouveau et prédominant : la bombe atomique induisant la menace d'apocalypse nucléaire. À ce titre, ils fournissent des pistes potentiellement utiles pour la réflexion contemporaine sur la catastrophe et la crise écologique globale. Mais, par ailleurs, il s'avère que ces auteurs ne sont pas parvenus à structurer un champ disciplinaire conséquent autour de leur démarche : au contraire, il semble exister dans leurs disciplines respectives une difficulté persistante, ou une réticence, à systématiser la prise en compte de cette rupture matérielle et de ses conséquences socio-politiques. Le plus souvent, cette rupture est mise à distance par un raisonnement tendant à minimiser l'importance de l'existence de la bombe, tout en conditionnant la vraie rupture à une hypothétique réutilisation de l'arme, qui demeure à ce jour de l'ordre du virtuel. L'hypothèse de continuité demeure ainsi le paradigme dominant, en dépit des contributions théoriques fournies par les penseurs de la rupture atomique.

Alors comment s'inspirer de tels travaux ? Un élément de réponse est fourni par l'essai publié en 1990 par les paléoclimatologues Jean-Claude Duplessy et Pierre Morel, *Gros temps sur la planète*. À une époque où la réalité du réchauffement climatique n'était pas encore pleinement admise par la communauté scientifique, les auteurs analysaient les mécanismes par lesquels l'humanité était susceptible de perturber le climat terrestre. Deux scénarios dits *« catastrophiques »* faisaient alors l'objet d'un chapitre chacun, sous ces deux titres : *« Une catastrophe climatique envisageable : l'hiver nucléaire »* et *« Une catastrophe climatique possible : la fonte des glaces polaires »*[1]. Dans les deux cas, une rupture d'ordre climatique était décrite comme pouvant entraîner des conséquences socio-politiques majeures, de l'ordre elles aussi de la rupture. Mais en 1990, les deux scénarios étaient de l'ordre de l'hypothétique, le premier parce que la guerre nucléaire n'était pas une fatalité, le second parce que le réchauffement climatique n'était pas une certitude. Or, aujourd'hui, la donne a changé : le réchauffement climatique n'est plus de l'ordre de l'hypothétique, mais est désormais décrit par les climatologues comme un phénomène en marche, voire peut-être déjà en passe de connaître des *tipping points* majeurs. Cela signifie un basculement écologique inédit, parfois résumé par la notion plus générale d'anthropocène, et auquel les sciences humaines et sociales

[1] Jean-Claude Duplessy et Pierre Morel, *Gros temps sur la planète*, *sine loco*, Odile Jacob, 1990, p.213-230 et p.285-302.

commencent seulement à adapter leurs méthodologies et leurs outils conceptuels, à mesure que l'hypothèse d'hier devient la certitude d'aujourd'hui.

1.2 Les sciences humaines et sociales face à l'anthropocène

Depuis le début des années 2000, des chercheurs issus des sciences de la vie et de la Terre ont développé la notion d'anthropocène pour synthétiser l'idée d'une rupture historique et écologique majeure, en train d'être consommée, à l'échelle mondiale. Initialement formulée par le chimiste et lauréat du prix Nobel Paul Crutzen, cette notion a ensuite été abondamment reprise et enrichie par de nombreux climatologues, dont certains internationalement reconnus, tels que Claude Lorius[1]. L'anthropocène est définie comme l'ère géologique pendant laquelle, du fait de la croissance exponentielle des consommations d'énergies fossiles accompagnant la révolution industrielle, l'humanité est devenue une force géologique et climatique majeure, dans des proportions telles qu'elle serait en train de bouleverser les équilibres climatiques et écosystémiques à une échelle inédite depuis des millions d'années. Le réchauffement global est le premier marqueur de l'anthropocène, mais il n'est pas le seul, si bien que certains des théoriciens de cette ère nouvelle, au premier rang desquels Will Steffen, y associent volontiers la notion plus large de *« changement global »*, qui ambitionne de synthétiser en une même analyse l'ensemble des perturbations majeures liées à l'anthropocène[2]. Le changement global inclut donc le réchauffement climatique, mais aussi l'effondrement de la biodiversité, celui des ressources halieutiques, l'acidification des océans, la raréfaction de l'eau douce, etc.

En août 2012, à l'occasion du dernier Congrès géologique international qui s'est tenu à Brisbane, en Australie, la communauté internationale de géologie a discuté d'une éventuelle reconnaissance officielle de cette notion d'anthropocène, entendue comme notre basculement dans une ère géologique nouvelle. Cela équivaudrait à la reconnaissance, par les sciences de la vie et de la Terre, d'une rupture écologique majeure, d'une ampleur inédite. Dès lors, toute la question pour nous est de savoir si les sciences humaines et sociales disposent d'outils

---

[1] Paul J. Crutzen et Eugene F. Stoermer, « The 'Anthropocene' », *IGPB Newsletter*, n°41, mai 2000 ; Paul J. Crutzen, « Geology of Mankind », *Nature*, n°415, janvier 2002, p.23 ; Claude Lorius et Laurent Carpentier, 2010, *op. cit.* ; Paul Dukes, *Minutes to Midnight: History and the Anthropocene Era From 1763*, London-New York-Delhi, Anthem Press, 2011.

[2] Will Steffen, « A truly complex and diabolical policy problem », *in* John S. Dryzek, Richard B. Norgaard et David Schlosberg (dir.), *Climate Change and Society*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, p.21-38.

méthodologiques et conceptuels adéquats pour appréhender les implications épistémologiques de ce basculement, de cette rupture écologique.

Parmi les sciences humaines et sociales, l'histoire environnementale semble avoir été la plus prompte à se saisir de cette thématique nouvelle, en réussissant à l'intégrer à ses propres cadres analytiques et méthodologiques. Des questionnements épistémologiques ont été initiés à ce sujet dans d'autres champs disciplinaires, tels que l'économie ou le droit, mais sans que cela débouche pour l'instant sur une structuration disciplinaire équivalente à celle observable parmi les historiens. Nous nous concentrerons donc sur le cas précis de l'histoire, dans le but d'en tirer quelques enseignements susceptibles de contribuer à une meilleure appréhension par la théorie politique des conséquences épistémologiques de l'anthropocène.

La structuration de l'histoire environnementale, en tant que champ disciplinaire, a été initiée au tournant des années 1960-1970, principalement dans les milieux académiques nord-américains. Les historiens Fabien Locher et Grégory Quenet ont analysé, dans une publication de 2009, comment ce courant de pensée avait progressivement produit des approches et des outils analytiques, conceptuels et méthodologiques qui questionnaient et renouvelaient les présupposés épistémologiques de la discipline au prisme des relations entre les sociétés et leurs environnements[1]. Au fil du temps, l'histoire environnementale est devenue un champ disciplinaire autonome, incarné et identifié par des ouvrages fondateurs ou programmatiques, par une société scientifique spécifique fondée en 1977 (*American Society for Environmental History*), par des revues universitaires dédiées (*Environmental Review*, fondée en 1976, devenue *Environmental History Review* en 1990, puis *Environmental History* en 1996), par des enseignements, par des chaires, par des programmes de recherche, etc.

Quelques figures emblématiques de ce champ disciplinaire peuvent être présentées pour donner corps à ce processus de structuration. Donald Worster, parmi les premiers, a produit d'importants travaux sur les racines théoriques et scientifiques du mouvement écologiste, ainsi que sur le *Dust Bowl* comme cas emblématique d'une dégradation environnementale d'origine anthropique ayant d'importantes répercussions économiques et socio-politiques[2]. Roderick Nash a contribué à la compréhension de l'importance de l'idée de *wilderness* dans la construction de l'identité nationale américaine, à travers une relecture d'auteurs américains classiques tels que Henry David Thoreau, John Muir ou Aldo Leopold[3]. Enfin, William

[1] Fabien Locher et Grégory Quenet, 2009, *op. cit.*
[2] Donald Worster, 1992 (1977), *op cit.* ; Donald Worster, 2004 (1979), *op cit.*
[3] Roderick Nash, 2001 (1967), *op. cit.*

Cronon a contribué à mettre en lumière l'évolution des paysages américains et leurs relations avec l'histoire nationale, avant de produire l'un des ouvrages de référence en matière d'éco-biographie urbaine, en analysant l'histoire de Chicago sous l'angle de ses relations avec l'arrière-pays et les écosystèmes qui rendent possible son existence[1].

Ces auteurs, et bien d'autres avec eux, ont contribué au renouvellement de leur champ disciplinaire d'origine en postulant que le regard de l'historien devait aller bien au-delà de l'évolution des seules institutions humaines à travers le temps : les économies, les rapports de classes, les rapports de genres, les institutions politiques, les cultures doivent être analysés en liaison avec les écosystèmes naturels qui constituent leur contexte matériel et symbolique. L'histoire humaine ne peut dès lors pas être analysée de manière autonome, elle s'inscrit dans une histoire *« naturelle »* plus large avec laquelle elle interagit continuellement. Elle doit être relue en cherchant à analyser comment le monde biophysique a influencé les sociétés, et comment les sociétés ont en retour pensé leur environnement et l'ont modifié, volontairement ou non. L'histoire environnementale opère donc par ré-enchâssement des champs d'études historiques traditionnels dans une histoire plus large, à la fois matérielle et symbolique, de la relation à des entités extérieures aux institutions humaines – ressources, plantes, animaux, écosystèmes, etc.

La constitution et la structuration de ce champ disciplinaire ont ainsi permis aux historiens de s'emparer d'une multitude d'objets de recherche qui leur avaient jusqu'alors échappé, ou dont la construction académique avait jusqu'alors été opérée par le biais de méthodes instituées et de techniques éprouvées en-dehors de l'enjeu environnemental. Mais l'histoire environnementale n'est cependant monolithique ni dans ses conclusions générales, ni dans ses objets d'étude.

Dans ses conclusions d'abord, on note que les travaux des historiens de l'environnement sont fréquemment invoqués et appropriés par les acteurs des controverses environnementales : ainsi les écologistes tendent-ils à mettre en avant les recherches insistant sur la dégradation des écosystèmes, tandis que leurs adversaires privilégient plutôt les travaux soulignant la responsabilité anthropique dans la fabrication de la quasi-totalité des territoires, et même de ceux généralement qualifiés de *« naturels »*. L'existence de ces controverses tend à relativiser les soupçons selon lesquels l'histoire environnementale serait uniquement le fait de

[1] William Cronon, *Changes in the Land: Indians, Colonists and the Ecology of New England*, New York, Hill and Wang, 1983 ; William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, W.W. Norton & Co, 1991.

chercheurs engagés, c'est-à-dire soucieux d'inclure la question environnementale dans cette discipline au point de perdre toute prétention à l'impartialité scientifique.

Dans ses champs d'étude ensuite, Fabien Locher et Grégory Quenet distinguent au moins quatre grands domaines de recherches au sein de l'histoire environnementale[1]. Le premier a pour objet la conservation et la préservation des ressources et des espaces naturels, dans la lignée des travaux de Roderick Nash (et auquel on pourrait adjoindre l'analyse historique des mouvements environnementalistes ou écologistes à la manière de Kirkpatrick Sale[2]). Un deuxième traite de l'histoire environnementale globale, c'est-à-dire de l'évolution des rapports entre humanité et nature à l'échelle mondiale et sur la longue, voire la très longue durée, à la manière d'Alfred Crosby, Jared Diamond, Kenneth Pomeranz ou Mike Davis[3]. Un troisième étudie l'histoire environnementale au prisme de l'impérialisme et de la colonisation, certains auteurs comme Ranajit Guha contribuant à ouvrir la discipline à des cas d'étude non-occidentaux[4]. Enfin, le quatrième analyse des cas d'environnements urbains, à travers des éco-biographies urbaines inspirées de celle de Cronon, ou à travers l'analyse des inégalités environnementales engendrées par les pollutions massives de certaines zones urbaines défavorisées[1].

Cette évolution épistémologique de l'histoire, en tant que discipline et que méthode, a contribué à la production d'outils conceptuels et analytiques permettant une appréhension des enjeux scientifiques soulevés par le constat de l'anthropocène. La forte résonance entre le diagnostic géologique de l'avènement d'une ère nouvelle, d'une part, et l'approche proposée par les spécialistes de l'histoire environnementale globale, d'autre part, a permis l'initiation d'une réflexion interdisciplinaire originale. Dès ces premières publications consacrées à l'anthropocène, Paul Crutzen a enrichi son argumentation d'éléments explicitement tirés de l'histoire environnementale. En retour, des historiens ont entamé un travail de sophistication

---

[1] Fabien Locher et Grégory Quenet, 2009, *op. cit.*, p.22-34.

[2] Kirkpatrick Sale, *The Green Revolution: The American Environmental Movement 1962-1992*, New York, Hill and Wang, 1992.

[3] Alfred Crosby, *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492*, Westport, Greenwood, 1972 ; Alfred Crosby, *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986 ; Jared Diamond, 2006 (2005), *op. cit.* ; Jared Diamond, *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000 (1997) ; Jared Diamond, *Le Troisième chimpanzé. Essai sur l'évolution et l'avenir de l'animal humain*, Paris, Gallimard, 2000 (1992) ; Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel-Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2010 (2000) ; Mike Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003.

[4] Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Delhi, Oxford University Press, 1983.

théorique de la notion d'anthropocène, pour amener à une réflexion sur les significations historiques et épistémologiques de l'avènement de cette ère nouvelle : à titre d'exemple, on citera l'enseignement proposé à l'EHESS par Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz depuis mars 2012, intitulé *« Une histoire de l'anthropocène : capitalisme, technoscience et nature aux XIXe et XXe siècles »*[2].

Un ouvrage publié en 2000 par l'historien états-unien John R. McNeill a été au cœur de ces réflexions croisées[3]. Sous un titre explicite, *Du nouveau sous le soleil*, cet essai d'histoire environnementale globale entend questionner la manière dont les historiens considèrent la continuité des sociétés humaines et de leurs environnements. L'auteur y affirme, en effet, que cette continuité a été remise en cause au XXe siècle, par l'irruption soudaine de dégradations environnementales massives, à une échelle encore jamais observée auparavant dans la très longue histoire de l'humanité. Pour la première fois, l'humanité se trouve confrontée à des problèmes écologiques globaux et irréversibles, qui pourraient mener à un bouleversement des grands équilibres assurant la stabilité de nos conditions de vie. Cette perspective, par contraste, amène à relativiser les événements généralement jugés majeurs par les historiens s'appuyant sur des approches et des méthodes plus conventionnelles :

> *« Sans rien vouloir de tel, la race humaine a lancé la terre dans une expérience gigantesque non maîtrisée. C'est là, à mon avis, le trait majeur du XXe siècle, un trait qui à l'avenir devrait apparaître plus important encore que la Seconde Guerre mondiale, l'aventure communiste, l'expansion de l'alphabétisation de masse, l'extension de la démocratie ou l'émancipation croissante des femmes. »*[4]

Selon McNeill, cette rupture radicale dans l'histoire des sociétés humaines et de leur environnement s'explique par l'affirmation de trois tendances majeures au cours du XXe siècle : d'abord la conversion à un système énergétique fondé sur les combustibles fossiles, puis l'explosion démographique, et enfin l'attachement persistant à la croissance économique et à la puissance militaire. De ces trois tendances, l'utilisation massive des énergies fossiles est, selon lui, la plus importante, d'abord parce qu'elle a considérablement accéléré le rythme des dégâts infligés à l'environnement, et ensuite parce que ces énergies fossiles constituent un stock limité qui arrivera nécessairement à terme d'ici quelques décennies. La fin annoncée des énergies fossiles d'une part, et l'enclenchement de dérèglements climatiques inédits d'autre

---

[1] Andrew Szasz, 1994, *op. cit.*
[2] URL : http://www.ehess.fr/fr/enseignement/enseignements/2011/ue/1106/ (consulté le 12 mars 2012).
[3] John R. McNeill, 2010 (2000), *op. cit.*
[4] *Ibid.*, p.28.

part, constituent alors des ruptures écologiques suffisamment significatives pour consolider l'hypothèse de ruptures économiques majeures dans un avenir proche :

> *« Il s'agit d'une évolution extraordinaire, d'une entorse extrême par rapport aux modèles passés – même si nous avons une tendance naturelle à prendre pour acquis la situation présente et à considérer comme normaux les taux de croissance de l'ère moderne. Il est bien aisé de se méprendre sur des phénomènes hors du commun qui perdurent au-delà de la durée d'une vie humaine. »*[1]

De ruptures écologiques en ruptures économiques, c'est en fin de compte l'ensemble des conditions historiques permettant la continuité du politique tel que nous le concevons qui se trouvent questionnées :

> *« Si c'est le cas, alors l'effondrement se pointe à l'horizon, ainsi que les prophètes de l'apocalypse écologique l'ont souvent annoncé. […] Il est impossible de le savoir avec certitude et lorsque la certitude s'imposera il sera alors bien trop tard pour réagir efficacement. »*[2]

Ainsi l'argumentation développée par John McNeill l'incite-t-elle finalement à proposer une recomposition radicale des postulats épistémologiques de sa discipline, non pas comme exercice pittoresque et ponctuel, mais comme nécessité scientifique :

> *« Écrire l'histoire des temps modernes comme si les paramètres vitaux de la planète restaient stables, comme s'il ne s'agissait que d'un élément à l'arrière-plan des activités humaines, serait non seulement incomplet mais aussi trompeur. »*[3]

Le cas de l'histoire environnementale est potentiellement riche en enseignements pour la science politique. La structuration d'un champ disciplinaire et d'une communauté scientifique identifiée a progressivement permis la production d'outils et de méthodes autorisant l'analyse des institutions humaines à travers le prisme de leurs relations avec un contexte biophysique. Ces outils et ces méthodes, notamment parce qu'ils permettaient d'appréhender des ruptures globales et sur le très long terme, ont aisément pu être mobilisés par les historiens lorsque les sciences de la vie et de la Terre ont entrepris de conceptualiser l'avènement de l'anthropocène au début des années 2000. Par contraste, l'extrême rareté des travaux francophones de théorie ou de sociologie politiques sur le sujet semble témoigner d'une difficulté persistante pour ces disciplines à aborder l'hypothèse de ruptures écologiques susceptibles d'entraîner des ruptures

---

[1] *Ibid.*, p.35.
[2] *Ibid.*, p.471.
[3] *Ibid.*, p.476.

socio-politiques. Ce détour par l'histoire environnementale globale, en mettant en lumière les raisons de sa relative aisance à appréhender les enjeux historiques et politiques soulevés par notre récent basculement dans l'anthropocène, permet cependant d'explorer quelques pistes conceptuelles et méthodologiques qui pourraient contribuer à l'épanouissement d'une pensée comparable dans le champ de la science politique[1]. La question sera donc maintenant de savoir si la sociologie et la théorie politiques, à l'image de l'histoire environnementale, sont en mesure de développer des outils et des méthodes facilitant l'appréhension des ruptures écologiques majeures et de leurs conséquences socio-politiques.

2- La théorie politique face aux ruptures écologiques

L'histoire environnementale n'est pas un cas isolé de questionnement épistémologique suscité par l'irruption de la *« crise écologique globale »*. D'autres mouvements comparables ont notamment été initiés, depuis les années 1970, au sein des courants de la sociologie environnementale[2] ou de l'économie écologique[3]. Dans ces deux cas, ce questionnement est porté et incarné par des réseaux académiques, des revues, des sociétés scientifiques dédiées, des chaires d'université, etc. Par contraste, la science politique – tout au moins francophone – se distingue par l'absence en son sein d'une communauté scientifique équivalente, qui serait suffisamment structurée dans la durée pour produire des concepts et des méthodes permettant d'appréhender des ruptures écologiques majeures telles que l'anthropocène. Il convient donc à présent de questionner ce décalage disciplinaire, d'abord en expliquant pour quelles raisons le champ de la science politique francophone s'est structuré sans accorder de place déterminante à de telles approches, et ensuite en présentant comment le champ disciplinaire anglo-saxon de la *green political theory* pourrait aujourd'hui nous inspirer des méthodes et des outils qui contribueraient à une meilleure compréhension des interactions entre ruptures écologiques et ruptures politiques.

---

[1] Luc Semal, « J. R. McNeill, 2010, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Champ Vallon », *Études rurales*, vol. 188, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, p.225-228 ; Edwin Zaccai, « J. R. McNeill, 2010, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXème siècle*, Champ Vallon », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2011, URL : http://vertigo.revues.org/10705 (consulté le 12 mars 2012).
[2] Michael R. Redclift et Graham Woodgate (dir.), 2010, *op. cit.*
[3] Robert Costanza (dir.), 1991, *op. cit.*

2.1 Les rendez-vous manqués de la science politique française

La science politique recourt fréquemment à des méthodes et à des concepts issus de l'histoire pour expliquer la formation des catégories actuelles du politique, que ce soit dans le domaine de la sociologie historique ou dans celui de l'histoire des idées et des institutions politiques[1]. Étant donné l'existence de ces passerelles intellectuelles et universitaires, le peu d'échos rencontrés par les analyses de l'histoire environnementale chez les politistes mérite d'être expliqué. Pourquoi n'y a-t-il pas eu, au sein de la science politique francophone, de structuration d'un espace académique équivalent à celui de l'histoire environnementale, et qui aurait notamment développé des outils analytiques adaptés à l'analyse des liens de causalité, ou des interactions, entre ruptures écologiques et ruptures socio-politiques ? Pour apporter des éléments de réponse à cette question, il faut d'abord revenir sur les conditions de structuration du champ disciplinaire de la science politique, et notamment sur l'importance fondatrice attribuée à la stricte dichotomie entre nature et communautés politiques. C'est en effet dans ce contexte que peut s'expliquer le peu d'échos rencontrés par des auteurs d'origines variées qui, par leurs travaux, ont questionné ce présupposé épistémologique de la science politique. Cette série de rendez-vous manqués est enfin liée à la persistance de virulentes polémiques, qui ont également contribué à la relégation de ces questionnements épistémologiques émergents à l'écart des préoccupations centrales de la discipline.

Depuis les années 1970, nombre de politistes français se sont penchés sur les formes d'existence des thématiques environnementales ou écologistes dans le champ politique. Des contributions importantes ont d'abord été fournies, en matière de sociologie des mobilisations écologistes ou environnementalistes, par des travaux comme ceux d'Alain Touraine sur le mouvement anti-nucléaire, de Bernard Lacroix sur les communautés utopiques, de Dominique Allan Michaud sur les pratiques alternatives, de Sylvie Ollitrault sur les engagements et les parcours associatifs, etc.[2] La fondation de partis écologistes, leur installation dans le paysage politique, leur participation à des exécutifs locaux et nationaux ont suscité des études portant davantage sur l'institutionnalisation des thèmes et des acteurs politiques écologistes, lesquels

---

[1] Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007 (1997) ; Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992 ; Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Paris, Pluriel, 1994 (1979) ; Olivier Ihl, *La Fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996 ; Maurice Agulhon, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la IIe République*, Paris, Seuil, 1979 (1970) ; Alain Garrigou, *Le Vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la FNSP, 1992 ; Michel Hastings, *Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991.

[2] Alain Touraine, Zsuza Hegedus, François Dubet et Michel Wieviorka, 1980, *op. cit.* ; Bernard Lacroix, 2006 (1981), *op. cit.* ; Dominique Allan Michaud, *L'Avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990…*, Paris,

tendent souvent à adapter leurs pratiques politiques aux exigences de la professionnalisation des élus et des contraintes électorales[1]. D'autres, tels que Pierre Lascoumes ou Corinne Larrue, ont plutôt développé une sociologie de l'action publique montrant les mécanismes contribuant à l'émergence de nouveaux domaines et de nouvelles modalités de l'action publique[2].

L'intérêt de ces travaux n'est pas à démontrer. Tous ont contribué, selon des angles et des modalités différentes, à une meilleure compréhension de l'intégration des problématiques et des acteurs écologistes dans le champ politique depuis trois ou quatre décennies. Mais ce sont plutôt les modalités de structuration de cette communauté scientifique potentielle qui peuvent ici être plus amplement questionnées, à la lumière de l'exemple sensiblement différent fourni par l'histoire environnementale.

Les travaux qui viennent d'être cités ne sont pas formellement identifiés comme relevant d'un même courant disciplinaire, qui aurait par exemple pour objet les interactions entre communautés politiques et environnements biophysiques. Au regard des méthodes, concepts et ressources bibliographiques mobilisées, il apparaît que ces ouvrages appartiennent plutôt à des registres disciplinaires distincts, dont aucun n'accorde de rôle structurel aux interactions en question. En bref, ils appliquent aux sujets environnementaux des cadres analytiques plus généraux – ceux de la sociologie des mobilisations, de la sociologie de l'action publique, de la sociologie des partis politiques, etc. – qui pourraient tout aussi bien être appliqués à des sujets non environnementaux. Les mobilisations et les politiques environnementales ne sont donc pas négligées, mais elles n'ont pas été appréhendées comme nécessitant l'élaboration d'un cadre théorique et méthodologique particulier qui questionnerait, par exemple, les échelles d'espace et de temps où se conçoit le politique, à la manière de ce que tentent de faire les historiens de l'environnement dans leur propre discipline. Par conséquent, les recherches sur les politiques de l'environnement et les mobilisations écologistes apparaissent de manière éclatée dans le vaste champ disciplinaire de la science politique : elles n'ont pas donné lieu à une structuration spécifique qui aurait permis d'identifier et de vivifier un courant théorique développant des réflexions épistémologiques sur les conditions matérielles ou écosystémiques de la continuité des communautés politiques.

L'Harmattan, 1989 ; Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*

[1] Bruno Villalba, 2011, *op. cit.* ; Florence Faucher, 1999a, *op. cit.* ; Guillaume Sainteny, 1997 (1991), *op. cit.* ; Daniel Boy, Vincent Jacques le Seigneur et Agnès Roche, 1995, *op. cit.*

[2] Pierre Lascoumes, 1994, *op. cit.* ; Corinne Larrue, *Analyser les politiques publiques d'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Dans une publication de 2006, Bruno Villalba revient sur ce qu'il nomme le *« silence »* persistant de la sociologie politique à l'égard de la crise écologique. Il y explique qu'en tant que discipline académique, la science politique s'est principalement construite en opposition aux déterminismes matériels ou naturels, et en mettant au contraire l'accent sur les relations sociales, la symbolique, les rapports de force, de domination ou de soumission, etc.[1] Avec une telle origine, la science politique n'est pas particulièrement outillée pour appréhender un enjeu aussi matériel que la crise écologique. Bien entendu, il y a des politistes, et même beaucoup, qui s'intéressent à ce problème, mais les cadrages et les outils dont ils disposent les incitent à privilégier une approche d'essence constructiviste, c'est-à-dire en ne s'autorisant à aborder la crise écologique quasiment qu'au prisme des activités sociales qui s'y réfèrent (mobilisations, politiques publiques), sans accorder de valeur argumentative structurante aux abondantes données *« objectives »* fournies par les sciences de la vie et de la Terre.

Toute structuration disciplinaire amène nécessairement à privilégier certaines approches, certaines méthodes, certains enjeux plutôt que d'autres. Dans le cas de la science politique, l'étude des conditions matérielles de la continuité des communautés politiques a spécialement pâti, par contrecoup, de l'importance centrale accordée à la construction sociale du politique. Ce qui ne signifie nullement que cette question a été totalement négligée : au contraire, il est des politistes qui ont questionné dans leurs travaux cette cécité de leur discipline à l'égard de l'environnement. Bertrand de Jouvenel a ainsi développé, dès les années 1960, une réflexion économique et politique sur les impasses de la civilisation industrielle, en proposant au fil de ses ouvrages la trame d'une économie politique qui romprait avec la croissance démesurée[2]. Dans un autre registre, Jacques Ellul, juriste et politiste à Bordeaux, a construit tout au long de sa carrière une réflexion critique sur la dépossession de la liberté politique sous l'effet de l'autonomie croissante de la technique, consacrée *« enjeu du siècle »*[3]. Si ces deux auteurs sont aujourd'hui considérés comme des précurseurs par les courants écologistes, en revanche, ils n'ont pas fait école dans leur discipline d'origine, dans la mesure où il n'existe guère de courant disciplinaire significatif qui s'y soit constitué à leur suite pour critiquer et prolonger leurs analyses.

---

[1] Bruno Villalba, 2006a, *op. cit.*

[2] Bertrand de Jouvenel, *Arcadie. Essais sur le mieux-vivre*, Paris, Sédéis, 1968 ; Bertrand de Jouvenel, *La Civilisation de puissance*, Paris, Fayard, 1976.

[3] Jacques Ellul, 1954, *op. cit.* ; Jacques Ellul, *Le Système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 ; Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988 ; Jacques Ellul, *L'Illusion politique*, Paris, La Table Ronde, 2004 (1965).

Hors du champ disciplinaire de la science politique, d'autres auteurs, qui développaient des questionnements épistémologiques sur les relations entre les sociétés humaines et leurs environnements, en sont venus à interroger les catégories au travers desquelles se pensait le politique – communautés politiques, individus, contrat social, etc. C'est, par exemple, Serge Moscovici, lorsqu'il développe une analyse sociologique et psychologique de la manière dont les sociétés humaines conçoivent leurs rapports à la nature, pour ensuite proposer sur cette base une critique radicale de la stricte dichotomie entre nature et société sur laquelle se fonde la pensée occidentale[1]. C'est aussi Michel Serres, quand des réflexions d'ordre philosophique l'amènent à suggérer de doubler le contrat social d'un *« contrat naturel »*, qui fonderait une nouvelle forme de rapport politique entre les communautés humaines et leur planète[2]. C'est encore Bruno Latour, lorsque son analyse sociologique et anthropologique de l'histoire des sciences le conduit à inventer la formule de *« parlement des choses »*, dont le premier objectif est de prendre acte de la prolifération des hybrides, ni pleinement naturels, ni pleinement culturels, faisant irruption dans la sphère politique[3]. Cette liste pourrait encore être prolongée d'autres noms, notamment ceux de Félix Guattari, d'André Gorz, de Catherine Larrère, Edgar Morin, Philippe Descola, etc.[4] Tous partagent la particularité de développer une réflexion sur les relations entre les sociétés humaines et leurs environnements, qui finit par déborder les frontières de leur espace disciplinaire initial, pour les amener finalement à questionner certaines des catégories les plus fondamentales au travers desquelles se pense aujourd'hui le politique. Mais là encore, ces incursions individuelles n'ont guère entraîné de structuration d'un courant disciplinaire qui, au sein de la science politique, ambitionnerait de prolonger ces réflexions sur les liens entre les communautés politiques et leurs environnements naturels.

Ainsi, c'est la délimitation initiale des objets d'étude légitimes de la science politique, définie au cours d'une structuration académique tendant à disqualifier les registres explicatifs incluant des considérations naturelles ou matérielles, qui explique le nombre des rendez-vous manqués qui viennent d'être listés. Déjà sensible depuis le début des années 1970, cette mise

---

[1] Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1977 (1968) ; Serge Moscovici, *La Société contre nature*, Paris, Seuil, 1994 (1972) ; Serge Moscovici, *De la nature. Pour penser l'écologie*, Paris, Métailié, 2002.

[2] Michel Serres, *Le Contrat naturel*, Paris, Bourin, 1990 ; Michel Serres, *Le Mal propre. Polluer pour s'approprier ?*, Paris, Le Pommier, 2008.

[3] Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991 ; Bruno Latour, 2004 (1999), *op. cit.*

[4] Félix Guattari, *Les Trois écologies*, Paris, Galilée, 1989 ; André Gorz, 1978 (1975), *op. cit.* ; Catherine Larrère et Raphaël Larrère, 1997, *op. cit.* ; Edgar Morin et Anne Brigitte Kern, *Terre-Patrie*, Paris, Seuil, 1993 ; Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005 ; Philippe Descola, *Diversité des natures, diversité des cultures*, Paris, Bayard, 2010 ; Philippe Descola, *L'Écologie des autres. L'anthropologie et la question de la*

à distance disciplinaire a encore été amplifiée, au cours des années 1990, par des polémiques persistantes sur la dangerosité supposée des questionnements épistémologiques émergents aux marges de la science politique. L'essai de Luc Ferry consacré au *Nouvel ordre écologique* en a été l'une des incarnations les plus emblématiques, tant par la virulence des accusations qui y étaient portées que par l'ampleur des controverses qui s'en sont suivies[1]. Les thèses de Ferry furent vivement critiquées par les militants écologistes eux-mêmes, qui étaient les principaux mis en cause[2]. De manière moins attendue, elles le furent aussi par plusieurs spécialistes nord-américains des mobilisations écologistes françaises, dont Kerry Whiteside et Michael Bess, qui considèrent tous deux que l'auteur n'a pas suffisamment tenu compte des spécificités de l'écologisme français, et a ainsi irrémédiablement biaisé le reste de son argumentation[3]. Mais au sein de la science politique française et des disciplines avoisinantes, ces thèses furent au contraire plutôt bien reçues, par exemple par Marcel Gauchet ou Dominique Bourg[4].

Au final, toutes ces polémiques n'ont vraisemblablement fait qu'amplifier une difficulté préexistante des politistes, en l'occurrence leur difficulté à questionner l'une des dichotomies les plus structurantes de leur discipline, entre sociétés politiques et environnements naturels. Ce ne sont pas tant les individualités qui sont en cause ici, que la structuration disciplinaire initiale qui n'a pas permis la pleine intégration des questionnements émergents à ce sujet, en son sein et dans ses marges, fautes de cadrages et de méthodes adéquates. Cependant, cet embarras épistémologique à l'égard de la crise écologique n'a rien d'insurmontable, si l'on en croit l'exemple fourni par le courant anglophone de la *green political theory* – lequel, par son approche et ses outils, constitue sans doute l'exemple le plus approchant de ce que serait un équivalent de l'histoire environnementale pour la science politique.

2.2 Structuration et évolution de la « green political theory »

Le cas de la *green political theory* offre une illustration de ce que à quoi peut ressembler une structuration académique conséquente en la matière, lorsque des politistes travaillent collectivement et dans la durée à établir des cadres méthodologiques et analytiques permettant

---

nature, Paris, Quae, 2011.

[1] Luc Ferry, 1992, *op. cit.*

[2] Hervé Kempf, 1994, *op. cit.*

[3] Kerry H. Whiteside, 2002, *op. cit.*, p.74 ; Michael Bess, 2011 (2003), *op. cit.*, p.170-174.

[4] Marcel Gauchet, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *in La Démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002, p.199-206 ; Dominique Bourg, *Les Scénarios de l'écologie*, Paris, Hachette, 1996, p.124-125.

l'appréhension des interactions entre les communautés politiques et leurs environnements. Ce courant théorique existe dans le monde anglo-saxon depuis le début des années 1990. À l'image de l'histoire environnementale, il est désormais incarné par un champ disciplinaire relativement autonome, identifié par des ouvrages de référence, des réseaux universitaires, des chaires, des enseignements, des formations, des revues (articles et dossiers notamment publiés dans *Environmental Politics* et dans *Global Environmental Politics*), des écoles d'été, des ateliers organisés lors de congrès internationaux, des débats et des controverses internes, etc. L'analyse des bibliographies des principaux ouvrages français de référence sur les politiques environnementales (ou sur la théorie politique en général) montre toutefois que ces travaux ont jusqu'à présent fait l'objet d'une très faible diffusion dans les milieux francophones[1].

Notre intention n'est pas ici de vanter une quelconque supériorité de cette approche anglophone sur celle développée au sein de la science politique francophone, mais seulement de montrer que d'autres modalités de cadrage disciplinaire peuvent faciliter le développement d'approches et d'outils plus adaptés à certaines thématiques spécifiques, et en l'occurrence à l'appréhension des conséquences socio-politiques des ruptures écologiques majeures : le changement global, l'anthropocène, etc. Pour ce faire, nous proposons de revenir sur les étapes de la structuration progressive du champ disciplinaire de la *green political theory*, en mettant en lumière le cap épistémologique franchi par cette communauté politiste lorsqu'elle quitte un cadre analytique majoritairement constructiviste pour s'aventurer, vers le début des années 2000, dans un exercice de réflexion théorique prenant de plus en plus un appui direct sur la matérialité de la crise écologique globale. À cette fin, nous présenterons successivement les deux vagues de la *green political theory* qui se sont succédées, en les illustrant notamment par deux ouvrages du politiste Andrew Dobson, particulièrement représentatifs de l'évolution générale du champ disciplinaire dans son ensemble.

La première vague, dans les années 1990, visait à définir d'une part le statut, et d'autre part le contenu spécifique de l'écologisme dans l'histoire des idées politiques[2]. Andrew Dobson y a contribué en publiant en 1991 *Green Political Thought*, qui allait bientôt devenir

---

[1] Depuis 2011, nous avons entamé un travail de diffusion, d'adaptation et d'appropriation critique des travaux de ce mouvement dans les milieux francophones. Cela nous a notamment conduit à dispenser un enseignement intitulé *« Théorie politique environnementale »* (avec Mathilde Szuba) à l'Institut d'Études Politiques de Lille en septembre 2011, à organiser dans ce cadre une conférence publique d'Andrew Dobson en novembre 2011, et à préparer un entretien avec cet auteur destiné à publication dans la revue *Nature-Sciences-Sociétés*). Enfin, nous co-dirigerons avec Andrew Dobson un atelier sur le thème : « Appropriations et prolongements critiques de la *Green political theory* », au Congrès de l'AFSP de juillet 2013, à Paris.

[2] Robert Goodin, 1992, *op. cit.* ; John Barry, 1999, *op. cit.* ; Brian Baxter, 1999, *op. cit.* ; Alan Carter, *A Radical Green Political Theory*, London-New York, 1999.

l'un des ouvrages de référence sur le sujet chez l'éditeur Routledge (4e édition en 2007)[1]. Il y développait une analyse concevant l'écologisme comme une idéologie à part entière, non réductible à une variante des autres grandes idéologies contemporaines – libéralisme, socialisme, nationalisme, féminisme, conservatisme, etc. La spécificité idéologique de l'écologisme tient selon lui à la croyance en l'existence de limites à la croissance, et à un système de valeurs principalement écocentriste (parfois implicitement). Au fil des rééditions et d'articles connexes, Dobson a accentué trois aspects de sa pensée[2] : premièrement souligner la distinction entre l'écologisme, idéologie à part entière, et l'environnementalisme, souci de l'environnement compatible avec d'autres grandes idéologies politiques ; deuxièmement étudier les implications idéologiques du consensus croissant sur le constat de crise écologique (*« mainstreaming of ecologism »*) ; troisièmement systématiser l'analyse comparative de l'écologisme avec chacune des grandes idéologies déjà existantes, pour mieux identifier la spécificité de son contenu idéologique.

À ce stade, le courant de la *green political theory* ne développait pas encore d'approche fondamentalement différente de ce que l'on pouvait trouver au sein de la science politique française. Les travaux sur l'écologisme menés, par exemple, par Dominique Simonnet ou par Guillaume Sainteny, en constituent des équivalents plutôt convaincants[3]. Nous-mêmes nous situions également dans une démarche comparable, lorsque nous expliquions plus haut quelle était la place de la catastrophe et du catastrophisme dans la pensée écologiste. Car tous ces travaux partagent tous une même approche essentiellement constructiviste, c'est-à-dire qui ne s'intéresse qu'aux discours et aux prismes idéologiques des acteurs étudiés, indépendamment de toute considération matérielle relative à la crise écologique pourtant omniprésente dans les propos étudiés. En bref, que la crise écologique existe réellement ou non, peu importe à ce stade, puisque les politistes ne s'autorisaient encore à l'étudier qu'au travers des discours formulés par les acteurs, lesquels devaient être abordés avec la plus stricte neutralité. Il faut rappeler qu'à cette époque, la communauté des climatologues, notamment, n'affirmait pas encore avec une très ferme certitude qu'un réchauffement climatique était en cours, et qu'il était d'origine anthropique, ce qui maintenait une marge d'incertitude suffisante pour justifier la prudence dont faisaient preuve les politistes.

---

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*
[2] Andrew Dobson, 2009, *op. cit.*
[3] Dominique Simonnet, 1979 (1982), *op. cit.* ; Guillaume Sainteny, 2000, *op. cit.*

C'est au tournant des années 2000 que la *green political theory* développe une approche plus originale, qui se distingue de l'histoire des idées conventionnelle, et qui ne connaît pas de véritable équivalent dans le champ de la science politique francophone. C'est le début de la seconde vague de *green political theory*, qui consiste en une relecture des notions classiques de la théorie politique à l'aune de la crise écologique globale elle-même, et non plus des seuls discours qui s'y réfèrent. Andrew Dobson y a participé, notamment, en co-dirigeant en 2006 un ouvrage de référence intitulé *Political Theory and the Ecological Challenge*[1]. Alors que la première vague s'intéressait à l'écologisme en tant qu'idéologie, cette seconde vague ne se limite pas au seul domaine des idées politiques : elle passe un cap épistémologique en prenant acte de l'existence *matérielle* d'une crise écologique *objective* (incarnée notamment par le réchauffement climatique, mais aussi par le pic pétrolier, les pertes de la biodiversité, etc.) et en tentant d'en tirer les conséquences pour la théorie politique. Par exemple, Andrew Dobson a développé, dans plusieurs publications, le concept de citoyenneté environnementale, au travers duquel il analyse notamment les implications de la raréfaction des ressources pour la définition de la citoyenneté[2]. D'autres, dont l'Australienne Robyn Eckersley et le Britannique John Barry, ont fait un travail similaire pour les concepts d'État et de souveraineté, en prenant comme point de départ le constat d'un réchauffement climatique global qui, indépendamment de toute volonté humaine et de tout contrat social, ne respecte aucune frontière[3]. Il existe encore d'autres études similaires, portant notamment sur les concepts de représentation, de démocratie, de justice, de liberté, etc. L'objectif ici n'est pas d'en faire une liste exhaustive, mais de mettre en évidence l'évolution d'un cadrage théorique et méthodologique qui, après avoir presque exclusivement centré son analyse sur des *discours* et des *interprétations*, a peu à peu élargi son champ d'études à des *faits matériels* qui semblaient désormais suffisamment établis par les sciences de la vie et de la Terre pour pouvoir être considérés comme des *réalités objectives*.

Ce cap épistémologique de la *green political theory* n'a pas forcément explicitement été pensé en tant que tel. On notera d'ailleurs que plusieurs auteurs de ce courant poursuivent aujourd'hui encore des travaux que l'on pourrait plus aisément rattacher à la première qu'à la seconde vague. Cela signifie qu'en réalité, l'analyse sur les discours et les idées écologistes

---

[1] Andrew Dobson et Robyn Eckersley (dir.), 2006, *op. cit.*

[2] Andrew Dobson et Derek Bell (dir.), *Environmental Citizenship*, Cambridge-London, MIT Press, 2005 ; Andrew Dobson et Angel Valencia Sàiz (dir.), *Citizenship, Environment, Economy*, London, Routledge, 2005.

[3] Robyn Eckersley, *The Green State: Rethinking Democracy and Sovereignty*, Cambridge-London, MIT Press, 2004 ; John Barry et Robyn Eckersley (dir.), *The State and the Ecological Crisis*, Cambridge-London, MIT Press, 2005.

n'est pas achevée, et peut se prolonger aujourd'hui, mais qu'elle se double désormais aussi d'une étude sur la matérialité de la crise écologique – laquelle ne se manifeste d'ailleurs pas nécessairement selon les modalités et les attentes des écologistes eux-mêmes. C'est ce travail d'ouverture à la matérialité de la crise écologique, d'hybridation des objets d'étude, qui est à ce jour à peu près absent du champ de la science politique francophone (à quelques exceptions près, dont notamment le chapitre consacré par Astrid von Busekist aux interactions entre science, politique et avenir, mais qui demeurent trop isolées pour que l'on puisse parler d'un courant de pensée structuré[1]). Toutefois, de telles démarches n'existent dans les milieux anglophones que depuis une dizaine d'années, ce qui montre que le décalage temporel n'est pas aussi important qu'on pourrait le croire. Dans les milieux académiques anglophones, le passage de ce cap épistémologique a été facilité par la préexistence du champ disciplinaire de la *green political theory*, déjà fortement structuré et identifié par des bibliographies abondantes, des revues dédiées, des formations, des réseaux et des programmes de recherche, qui étaient en quelque sorte *prédisposés* à recevoir avec intérêt les données issues des sciences de la vie et de la Terre tendant à valider l'hypothèse que des ruptures écologiques fortes sont en train d'être consommées.

Le caractère récent des derniers développements de la *green political theory* incite cependant à quelque prudence. Les cadres analytiques, les méthodes mises en œuvre, les concepts élaborés sont encore sensiblement hétérogènes. Il est clair que l'élaboration d'outils qui permettraient à la science politique de concevoir une vision d'ensemble des implications socio-politiques de la crise écologique est encore loin d'être achevée, en dépit des avancées qui viennent d'être présentées. On notera notamment que si le champ disciplinaire de la *green political theory* produit de nombreuses publications à dominante théorique, il se distingue en revanche par la rareté de ses monographies et de ses études de cas détaillées, ce qui pose problème dès lors que l'on prétend justement étudier – entre autres – les conséquences socio-politiques de la *matérialisation* de la crise écologique. L'un des objectifs de la présente étude est justement de contribuer à y remédier, en proposant une étude détaillée de mouvements fondant leurs discours et leurs pratiques politiques sur une hypothèse de rupture, donc sur l'anticipation de catastrophes écologiques et politiques majeures, éminemment matérielles.

* * *

[1] Astrid von Busekist, 2010, *op. cit.*

Les modalités de structuration disciplinaire de la science politique ont abouti à délimiter un espace épistémologique plutôt fermé aux raisonnements qui s'appuieraient trop nettement sur des considérations naturelles ou matérielles. Sans prétendre aucunement juger du caractère historiquement justifié de cette orientation, on notera simplement qu'elle a aujourd'hui pour conséquence une relative cécité de la science politique à l'égard de la crise écologique, ce qui pose un problème croissant à mesure que les sciences de la vie et de la Terre produisent des données tendant à valider l'idée que des ruptures écologiques majeures sont en cours. Il y a aujourd'hui besoin d'un effort épistémologique consistant pour intégrer la dimension plus matérielle de la crise écologique globale dans les cadres analytiques de la discipline, à l'image de ce qu'il s'est fait par exemple chez les historiens de l'environnement. Le courant de la *green political theory* anglophone fournit l'illustration de ce à quoi pourrait ressembler une démarche similaire dans le champ de la science politique, avec la structuration d'un espace disciplinaire suffisamment conséquent et dynamique pour développer les outils conceptuels et méthodologiques qui permettent d'appréhender la dimension matérielle de la crise écologique globale et de ses implications pour la sphère socio-politique. Cependant ces réflexions n'en sont encore qu'à leurs débuts, même dans les réseaux académiques anglo-saxons, si bien qu'il reste beaucoup à faire pour expliquer de manière satisfaisante les liens de causalité entre ruptures écologiques majeures et ruptures socio-politiques. Ce sera l'objectif des parties suivantes que d'y contribuer, non pas par des spéculations purement théoriques, mais en nous appuyant sur l'étude des pratiques et des discours catastrophistes observables dans le cadre des mouvements de la décroissance et de la transition.

Conclusion de la première partie

Depuis que l'écologisme a fait irruption dans le paysage des idéologies politiques modernes au tournant des années 1960-1970, le souci de la catastrophe globale a été l'un de ses traits distinctifs. En France, comme dans les pays anglophones, les penseurs écologistes parlent systématiquement d'effondrement, en cours ou à venir, certain ou probable, avec de considérables variations dans le degré d'alarmisme d'un auteur à l'autre… Tous semblent partager une même crainte sous-jacente, celle qu'un jour, bientôt peut-être, la crise écologique globale atteigne un *seuil d'irréversibilité* au-delà duquel seraient compromises les conditions matérielles de la continuité du politique – du moins, tel que nous l'entendons aujourd'hui. Les idées politiques des mouvements contemporains pour la décroissance et pour la transition se situent dans cette tradition écologiste de la pensée de la catastrophe globale. Jusqu'à présent, cette tradition de pensée écologiste a relativement peu été questionnée par la science politique francophone. En effet, les analyses politilogiques des mobilisations écologistes se sont principalement concentrées sur des pratiques politiques conventionnelles : consommations engagées, structurations associatives, formations de partis politiques, etc. Il ressort de ces travaux une impression générale d'institutionnalisation des mouvements écologistes, laquelle a contribué à faire oublier le souci séminal de la catastrophe globale dans la pensée de cette famille politique.

Cette trajectoire d'institutionnalisation des mouvements écologistes existe certainement, par exemple si l'on considère l'évolution des grandes ONG environnementales ou de certains partis verts. Mais elle ne résume sans doute pas l'ensemble de la question, et la notion de *précipitations* peut nous aider à la relativiser. La précipitation n'est pas exactement l'urgence, et elle n'est pas non plus exactement l'accélération. Elle évoque plutôt un moment de rupture ou de basculement, en y ajoutant l'idée d'une *perte de contrôle*, d'une difficulté à maîtriser le cours des événements qui – soudain – vont trop vite. En ce sens, la précipitation pourrait être considérée comme une temporalité proprement catastrophique, introduisant une discontinuité majeure déviant le cours de l'histoire, avec la soudaineté d'une élément solide se *précipitant* brusquement dans un corps fluide. Or trois phénomènes contemporains peuvent être lus au

prisme de cette notion de précipitation, par la manière dont ils ont brusquement redonné une actualité aux travaux sur les notions de catastrophe et de catastrophisme en politique.

D'abord, depuis la fin des années 1990, la littérature scientifique des sciences de la vie et de la Terre témoigne d'une significative réduction des incertitudes scientifiques quant à la réalité et à l'ampleur de la déstabilisation écologique globale. Le réchauffement climatique, mais aussi le pic pétrolier ou l'effondrement de la biodiversité – entre autres – sont de plus en plus traités par les spécialistes comme des phénomènes *non linéaires*, et donc susceptibles de présenter des effets de seuil catastrophique (*tipping points*). Les scénarios scientifiques qui pronostiquent un emballement du réchauffement global ou une déplétion pétrolière brutale suggèrent que l'environnement des communautés politiques contemporaines pourrait à terme connaître une précipitation de ruptures proprement catastrophiques. Or cette perspective est relativement nouvelle, y compris pour la théorie politique, qui n'avait pas encore réellement eu besoin de se pencher sur de telles hypothèses. Aujourd'hui, cette perspective nouvelle peut notamment questionner notre manière de concevoir les crises politiques, parce que le modèle de la crise ne permet pas d'appréhender convenablement certains des scénarios sérieusement envisagés par les sciences de la vie et de la Terre, dans lesquels des catastrophes écologiques globales pourraient compromettre les conditions de la continuité du politique.

Ensuite, dans les années 2000, des mouvements politiques sont apparus qui semblent se structurer en prenant au sérieux les hypothèses catastrophistes. Ce sont les mouvements de la décroissance et la transition, qui renouent avec le survivalisme séminal de l'écologisme, mais en le réactualisant à la lumière de données scientifiques plus récentes, à commencer par celles relatives au pic pétrolier mondial. Tous deux ont ainsi développé une critique radicale de l'hypothèse de continuité qui sous-tend le champ politique, en arguant que la précipitation des catastrophes écologiques entraînerait nécessairement une précipitation des ruptures politiques. Ils procèdent notamment à une critique systématique des approches institutionnelles telles que le développement durable ou la croissance verte, renouant avec une tradition écologiste de la pensée des finitudes et des irréversibilités globales. Leur irruption dans le jeu politique peut être lue au prisme de la précipitation, parce qu'ils y ont soudainement incarné un mouvement dont la trajectoire historique ne cadrait pas avec le récit dominant de l'institutionnalisation des réseaux écologistes. Cela nous invite notamment à reconsidérer la spécificité du mouvement écologiste dans le champ politique, à savoir cette pensée de la catastrophe qui avait été perdue de vue au fil des décennies, mais dont on constate à présent qu'elle n'avait pas disparue.

Enfin, la radicalisation des diagnostics scientifiques quant à la réalité et l'ampleur de la déstabilisation écologique globale a entraîné une troisième précipitation, mais dans le champ politologique cette fois. Le courant de la *green political theory*, qui s'était d'abord structuré en étudiant l'écologisme de manière distanciée, au prisme de l'histoire des idées politiques, a fait évoluer son regard pour tenir compte de la réalité matérielle des dégradations écologiques globales. Cela a amené ces auteurs à interroger les concepts classiques de la théorie politique au prisme de phénomènes comme le réchauffement climatique global, en traitant désormais ce dernier non seulement comme un fait objectif, mais aussi comme une véritable hypothèque sur les conditions matérielles de continuité du politique. L'évolution récente de ce courant disciplinaire fournit ainsi un cadre théorique au sein duquel il sera possible de questionner les implications théoriques et pratiques, pour le champ politique, des ruptures catastrophiques qui pourraient survenir dans son environnement. Mais cette contribution théorique sera d'abord nourrie d'une approche sociologique des processus de politisations catastrophistes qui se sont opérés au sein des réseaux de la décroissance et de la transition dans les années 2000.

Partie II : Politisations

La pensée catastrophiste que cristallisent aujourd'hui les réseaux pour la décroissance et pour la transition émane d'une pensée scientifique, celle des systèmes et des écosystèmes, au sein desquels des déséquilibres excessifs conduisent à des ruptures d'ordre catastrophique, sur le mode de la précipitation plutôt que de la continuité. Elle conduit certains individus et certains groupes à eux-mêmes devenir catastrophistes, en incorporant la conviction que les ruptures environnementales majeures – écosystémiques, énergétiques, climatiques, etc. – ont nécessairement, auront *bientôt* nécessairement un impact sur les soubassements matériels qui permettent la continuité des communautés politiques existantes. Or selon une *doxa* répandue, à trop focaliser l'attention sur l'ampleur et l'inéluctabilité des catastrophes, le catastrophisme serait *« politiquement contre-productif »*, puisqu'il devrait logiquement conduire au sentiment d'impuissance, au découragement, à la démobilisation et à la dépolitisation.

En nous fondant sur l'étude empirique des mouvements pour la décroissance et pour la transition, nous allons montrer qu'au contraire, pendant les années 2000, il s'y est joué une forme de *politisation de la pensée catastrophiste*. La politisation, au sens de Jacques Lagroye, doit ici être entendue comme un processus de conversion des pratiques sociales en activités politiques[1]. La pensée catastrophiste est devenue pensée politique quand des individus ou des groupes qui la véhiculaient dans l'espace social ont commencé à investir un espace politique en structurant, ou en réaménageant les modalités de leur engagement en fonction des ruptures qu'ils jugent imminentes. Elle s'est donc politisée en se déclinant dans des pratiques, des

[1] Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », *in* Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p.359-372. Voir aussi : Lionel Arnaud et Christine Guionnet (dir.), *Les Frontières du politique. Enquêtes*

discours, des croyances, des revendications, des stratégies qui permettent de l'*incarner*, donc de lui conférer une existence dans le champ politique. Mais la politisation ne se réduit jamais à une pure transposition à l'identique, dans la mesure où l'ordre politique possède aussi ses règles propres, qui imposent toujours aux acteurs de re-qualifier leurs comportements et leurs causes d'une manière ou d'une autre. Il faut donc interroger les processus de politisation des réseaux catastrophistes dans leur dimension dynamique, conformément à leur statut d'acteurs politiques émergents, particulièrement enclins à la réflexivité, et expérimentant des modalités diverses de mise en cohérence d'un particularisme social et d'une activité politique.

Les processus de politisation font intervenir des trajectoires affectant des individus, des collectifs, des diagnostics, des causes communes… qu'il n'est jamais possible de totalement démêler. Dans son étude des parcours communistes, Bernard Pudal appréhende la politisation comme un processus complexe et dynamique à prospecter *« systématiquement »*, c'est-à-dire en rendant compte de l'entrecroisement des récits biographiques des militants avec les récits familiaux et partisans dans lesquels ils s'emboîtent – les récits individuels nourrissant ainsi les récits collectifs qui, par des jeux de ré-interprétation et de requalification, travaillent en retour le sens attribué aux expériences subjectives[1]. Il faut donc analyser dans un même mouvement les parcours individuels, qui donnent à voir la dimension dynamique (et souvent discontinue) de la constitution des habitus, les processus d'identification à un collectif politique objectivé, et l'émergence de cadres cognitifs partagés témoignant d'une culture politique commune. Les contraintes de l'analyse imposent d'aborder ces phénomènes successivement, mais il importe de bien concevoir la politisation de la pensée catastrophiste comme la résultante de toutes ces interactions où s'entrelacent l'individuel et le collectif, la subjectivité et l'objectivation.

Le premier chapitre de cette partie aura, pour point de départ, les parcours individuels des militants de la décroissance et de la transition. Il s'agira notamment de mettre en lumière la dimension dynamique des processus par lesquels on *devient* un militant catastrophiste, mais aussi de donner à voir le rôle socialisateur des milieux politiques dans lesquels ces individus évoluaient avant, pendant et après leur transformation. À la manière de Frédéric Sawicki dans son analyse de la politisation et de l'institutionnalisation d'une association environnementale, il sera intéressant de montrer comment les *« conversions »* individuelles s'inscrivent dans une trajectoire collective qui les transcende sans les résumer[2]. Cela nous conduira à identifier des

---

sur les processus de politisation et de dépolitisation, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

[1] Bernard Pudal, « La vocation communiste et ses récits », *in* Jacques Lagroye (dir.), 2003, *op. cit.*, p.147-161.

[2] Frédéric Sawicki, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », *in* Jacques Lagroye (dir.), 2003, *op. cit.*, p.123-146.

déterminants sociaux qui ont pu faciliter la précipitation du basculement catastrophiste chez certains militants, notamment en matière de disponibilité biographique[1]. Mais surtout, dans la lignée de Bernard Lacroix étudiant les expériences communautaires au tournant des années 1970, il conviendra d'identifier la logique sociale sous-jacente au prisme de laquelle les trajectoires individuelles se voient conférer une signification collective plus générale[2]. Il en ressortira l'image d'une logique sociale de désillusion, dans laquelle s'entrecroisent et se donnent sens les expériences individuelles caractéristiques d'une génération écologiste qui fut pionnière en son temps, mais qui arrive aujourd'hui en fin de carrière militante sur un constat d'échec, et celles d'une génération primo-militante persuadée qu'elle verra les catastrophes énergétiques et climatiques survenir de son vivant.

Au-delà des parcours individuels, le deuxième chapitre analysera comment les militants catastrophistes ont collectivement nourri un processus d'affirmation identitaire spécifique au sein des réseaux écologistes. L'identité politique des écologistes, telle que l'avaient étudiée Bruno Villalba ou Florence Faucher, s'enracine dans une culture politique hétérogène, plurielle, mais présentant tout de même des régularités[3] – dans les filiations théoriques, dans les pratiques politiques ou quotidiennes, etc. Nous verrons comment les mouvements pour la décroissance et la transition, sans s'en détacher, se sont *distingués* au sein de cette culture par un important travail identitaire de signification à l'égard des pratiques politiques. La théorie de l'alignement des cadres interprétatifs, dans la lignée de David Snow ou de Daniel Cefaï, permettra de mettre au jour un travail collectif d'ajustement cognitif, par lequel la politisation de l'enjeu technique du pic pétrolier a conduit à une ré-évaluation de l'agenda écologiste dans un sens plus catastrophiste, avec pour horizon proche un avenir de sobriété non-négociable. En comprenant mieux la manière dont l'horizon catastrophique est interprété par les militants comme *surdéterminant* l'agenda politique, nous pourrons expliquer pourquoi l'affirmation identitaire de ces réseaux semble primer sur la recherche d'efficacité électorale au sein du champ politique – efficacité qui réclamerait de négocier, voire de *nier* l'agenda catastrophiste qui fonde pourtant leur identité et leur culture politiques.

Le troisième chapitre prolongera cette réflexion sur la politisation de la temporalité catastrophiste, en interrogeant plus spécifiquement la profondeur historique et mémorielle des

---

[1] Doug McAdam, *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.
[2] Bernard Lacroix, 2006 (1981), *op. cit.*
[3] Bruno Villalba, *De l'identité des Verts. Essai sur la construction d'un nouvel acteur politique*, Thèse de doctorat de Science politique, sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, Université de Lille II, 1995 ; Florence Faucher, 1999a, *op. cit.*

réseaux pour la décroissance et la transition. En écho à la logique sociale de désillusion dont il a été question plus haut, nous verrons que ces réseaux travaillent la mémoire de l'écologie politique en l'interprétant comme une succession d'occasions irrémédiablement perdues, qui ne se représenteront plus : ce travail de signification révèle un processus de *« politisation du temps perdu »*, sorte d'usage politique du passé justifiant le diagnostic de ces réseaux – selon lequel il est *« trop tard »* pour éviter le choc des premières précipitations catastrophiques. Ce diagnostic se fonde sur une déduction politique, fondée sur l'assèchement du développement durable, de plus en plus concurrencé par les politiques d'adaptation, et sur une déduction plus scientifique, par l'appropriation de l'alarmisme des experts énergétiques et climatiques. Pour finir, cette politisation du temps perdu sera analysée au prisme épistémologique du courant de la sociologie environnementale, pour montrer comment ces réseaux en sont venus à militer à l'ombre de catastrophes auxquelles ils confèrent désormais le statut d'agents révolutionnaires au sein de leur système de pensée politique.

Enfin, le quatrième chapitre montrera comment l'attente de ruptures catastrophiques imminentes questionne les conceptions implicites de la temporalité en théorie politique. En effet, bien que les mouvements pour la décroissance et la transition soient d'abord des mobilisations, ils entretiennent aussi une prétention théorique, voire paradigmatique, qu'il est intéressant de questionner. Alors que la théorie politique analyse prioritairement la crise écologique globale comme un problème de long terme, donc de responsabilité présente à l'égard des générations futures, la pensée politique de ces réseaux introduit une *dissonance* en affirmant que bientôt, des contraintes temporelles et matérielles non-négociables (finitudes et irréversibilités) vont significativement restreindre la marge de manœuvre démocratique des générations présentes. En nous appuyant sur les analyses de la *green political theory*, nous montrerons cependant que l'ambition théorique des mouvements catastrophistes n'est pas de disqualifier le *principe* démocratique en tant que tel, mais plutôt de nier la capacité du *projet* démocratique *existant* à se maintenir au-delà des ruptures catastrophiques. C'est ce projet démocratique fondé sur un imaginaire de l'abondance qu'ils disqualifient, en affirmant que ses années sont comptées, en ce qui constitue un travail de *« politisation du temps qu'il reste »*. Au moyen des travaux de Bruno Villalba sur les conceptions de la temporalité de la crise écologique, nous expliquerons comment la notion de *« délai »*, entendue comme un *« temps de la fin »*, fournit un cadre théorique qui permet de donner sens aux ambitions paradigmatiques de la pensée politique décroissante. Le délai permet notamment d'expliquer comment les réseaux pour la décroissance et pour la transition prétendent paradoxalement *ré-*

ouvrir des espaces délibératifs : en prenant acte d'un contexte temporel et matériel non-négociable, mais au sein duquel il serait possible de rompre avec l'impératif implicite de l'abondance, ces mouvements proposent d'expérimenter des processus délibératifs préfigurant un *recentrage du projet démocratique* sur des valeurs et des objectifs dont la poursuite serait conciliable avec les contraintes de l'après-catastrophe – en bref, la sobriété, la convivialité et l'autonomie plutôt que l'abondance matérielle et l'expansion économique.

I- Trajectoires catastrophistes et logique sociale de désillusion

« Quant à Sue et moi, dans nos meilleurs moments, il y a bien des années, quand nos esprits étaient clairs, notre amour de la vérité plus fort que tout… les temps n'étaient pas mûrs pour nous. Nos idées étaient de cinquante ans en avance et ne pouvaient nous mener à rien. »[1]

Les militants de la décroissance et de la transition que nous avons rencontrés ne sont jamais nés catastrophistes. Ils le sont toujours *devenus* – par des cheminements personnels, bien sûr, mais qui ne peuvent jamais être retracés indépendamment de leurs interactions avec un environnement social. Le militantisme catastrophiste est donc un phénomène *dynamique*, qui relève de l'évolution de l'individu ; et c'est un phénomène qui implique une *socialisation* au contact d'autres groupes et d'autres individus. La socialisation, selon la sociologue Muriel Darmon, se définit comme *« l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit – on dira "formé", "modelé", "façonné", "fabriqué", "conditionné" – par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert – "apprend", "intériorise", "incorpore", "intègre" – des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement »*[2]. Ce chapitre vise à mettre au jour les modalités par lesquelles opère une forme de socialisation catastrophiste, de manière à expliquer les conditions de l'émergence, puis de l'expansion des réseaux de la décroissance et de la transition au cours des années 2000.

Mais cette socialisation est, avant tout, une socialisation *politique*, d'abord parce qu'elle opère principalement dans des réseaux nettement politisés, et ensuite parce qu'elle amène les individus concernés à recomposer leurs modalités d'appréhension du politique, tant dans le domaine des idées que dans celui des pratiques. La socialisation catastrophiste contribue donc à la politisation des militants par des dynamiques d'apprentissage et d'acculturation politique au contact des réseaux de la décroissance et de la transition. Il s'agira donc d'expliquer les processus par lesquels des individus sont amenés à s'approprier des diagnostics ou des idées catastrophistes, et à les intégrer à la manière dont ils conçoivent le sens de leur engagement.

---

[1] Thomas Hardy, *Jude l'obscur*, Paris, Albin Michel, 1950 (1895), p.468.
[2] Muriel Darmon, *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010 (2006), p.6.

Les récits de vie des militants de la décroissance et de la transition constituent un bon point de départ. Ils permettent, en effet, de démêler des trajectoires politiques récurrentes, puis de dresser des idéaux-types où se distinguent d'une part des parcours biographiques traversés de nettes ruptures, à la manière de conversions, et d'autre part des parcours témoignant d'une transformation plus graduelle, comme par un insensible glissement. Quand ces trajectoires-types seront établies, il deviendra possible d'expliciter les formes de leurs interactions avec l'environnement social et politique, et de montrer ainsi qu'il existe des déterminants sociaux qui influent sur la propension individuelle des militants à devenir catastrophistes – notamment le fait d'être exposés aux discours politisant le problème du pic pétrolier, d'une part, et d'être en situation de disponibilité biographique suffisante pour y être réceptif, d'autre part. Enfin, nous montrerons qu'au-delà de la multiplication des bifurcations biographiques individuelles, le phénomène catastrophiste contemporain prend son sens dans une logique sociale plus vaste, dont il est un point nodal : il s'agit d'une logique sociale de la désillusion, qui se nourrit à la fois du bilan teinté d'amertume dressé par les générations pionnières de l'écologie politique arrivant aujourd'hui en fin de carrière militante ; et de l'anticipation par de jeunes générations primo-militantes des catastrophes qu'elles sont persuadées de voir advenir de leur vivant.

1- Trajectoires catastrophistes : conversions et transformations

On ne naît pas militant catastrophiste, on le devient. L'étude des trajectoires politiques des militants rencontrés au sein des réseaux de la décroissance et de la transition ne cesse de confirmer ce constat… qui doit cependant être nuancé. En effet, la diversité des récits de vie reflète également la grande hétérogénéité des *« trajectoires catastrophistes »*, qui ne se font pas toutes au même rythme, ou pour les mêmes raisons, et qui bien sûr ne sont presque jamais parfaitement linéaires. En donnant un aperçu des trajectoires croisées d'un groupe de militants lillois se socialisant au catastrophisme après avoir été exposés ensemble aux théories du pic pétrolier, nous tâcherons de démêler les grandes lignes de leurs trajectoires catastrophistes. Puis nous nous appuierons sur deux récits de vie exemplaires, celui d'Yves Cochet et celui de Jean-Claude Besson-Girard, pour dégager deux idéaux-types de trajectoire catastrophiste : une socialisation de conversion par *« rupture catastrophiste »* pour le premier, et une socialisation de transformation par *« glissement catastrophiste »* pour le second. Enfin, sur cette base, nous montrerons que les trajectoires des militants anonymes et celles des personnalités publiques,

au-delà des parcours individuels, s'entrecroisent dans une forme de socialisation collective au sein de réseaux politiques catastrophistes émergents.

1.1 Démêler des trajectoires catastrophistes hétérogènes

Le 9 décembre 2004, en marge de notre formation sur les politiques territoriales du développement durable, et trois ans avant le début de notre doctorat, nous nous étions rendu à une conférence organisée par les Verts de Lille, dans le cadre des *« Ateliers du Meunier »* (une série de conférences-débats régulières sur divers enjeux de l'écologie politique). Ce soir-là, le député Vert de Paris Yves Cochet présentait, dans une petite salle publique du quartier de Wazemmes et à une cinquantaine d'auditeurs, son nouvel ouvrage, *Pétrole Apocalypse*, qui allait paraître[1]. En nous y rendant, nous ne savions pas véritablement à quoi nous devions nous attendre, et pourtant cette soirée allait régulièrement refaire irruption dans la suite de nos enquêtes de terrain lilloises. *A posteriori*, au fil des entretiens qui évoquaient spontanément cette soirée, nous avons reconstitué non seulement qu'il s'agissait apparemment du premier événement public organisé à Lille sur le thème du pic pétrolier, mais en plus que plusieurs des objecteurs de croissance que nous interrogions avaient été présents à cette causerie… et même en avaient gardé un souvenir assez vif, au point de le décrire comme un moment décisif de leur trajectoire militante, voire de leur trajectoire intimement personnelle. Pour clarifier cette impression d'abord diffuse, nous avons demandé à plusieurs de ces objecteurs de croissance de nous faire le récit de cette soirée telle qu'ils l'avaient vécue, séparément les uns des autres, de manière à pouvoir reconstituer aussi objectivement que possible une part de cette évolution politique collective, qui a alimenté la création d'un réseau lillois d'objecteurs de croissance, et de compagnons de route de la décroissance, inquiets des conséquences du pic pétrolier.

Thibault avait alors environ trente-cinq ans. Militant vert, jeune ingénieur spécialiste de l'énergie fraîchement arrivé à Lille, il avait eu connaissance des théories du pic pétrolier dès 2001, par le biais des publications de Laherrère et Campbell… donc, de l'ASPO. Après avoir entendu Yves Cochet à ce sujet, il a fortement plaidé en interne pour que cette intervention soit incluse dans la programmation des Ateliers du Meunier. D'après la longue description qu'il en a faite, il se souvient assez clairement de cette soirée, mais sans pour autant en faire une étape décisive dans son engagement : *« En fait, j'étais déjà cochétiste avant même ce*

[1] Yves Cochet, 2005, *op. cit.*

soir-là, pas cochétiste au sens des courants politiques, parce que Cochet, je ne le suis pas toujours sur les aspects stratégiques, mais en tout cas cochétiste sur la vision du monde, de l'énergie, de l'avenir… ». Nous ne connaissions pas encore Thibault en 2005, mais dans les années qui suivirent, nous l'avons régulièrement recroisé dans les événements associés à la décroissance, et c'est assez tardivement que nous avons pu reconstituer son rôle dans l'organisation de cette soirée. Depuis lors, il a poursuivi son engagement chez les Verts, puis à EELV, parallèlement à d'autres engagements associatifs régionaux. Sans nécessairement se qualifier spontanément d'objecteurs de croissance, il plaide sans équivoque pour une *« décroissance sélective »* dans le cadre d'une décroissance globale des flux de matière et d'énergie. Sincèrement inquiet des conséquences à venir du pic pétrolier, il a développé à partir de 2009 un intérêt croissant pour le mouvement britannique des Villes en transition, ce qui l'a amené à travailler sur la notion de résilience. Concernant les perspectives politiques d'avenir, il se dit *« assez pessimiste »*, et avoue croire de plus en plus en la *« pédagogie des catastrophes »*… mais il n'arrête pas pour autant de militer, ce qui atteste clairement de la dimension politique de son catastrophisme[1].

Ophélie avait également environ trente-cinq ans à cette époque. De la même manière, nous ne la connaissions pas, mais nous allions la recroiser à de multiples reprises dans notre parcours de recherche. Elle travaillait alors pour un groupe d'élus locaux verts. Son conjoint travaillant dans le domaine de l'énergie, elle dit qu'elle avait *« sans doute déjà entendu parler du pic pétrolier avant ce soir-là, mais sans y prêter véritablement attention »*. La conférence du 9 décembre 2004, en revanche, lui a laissé un souvenir encore très vif sept ans plus tard – sa première réaction lorsque nous lui en parlons en février 2012, étant de s'exclamer : *« Mais oui, je me souviens très bien de cette soirée-là ! C'est là où Cochet a fait son truc sur le pic pétrolier, c'était complètement fou… »*. Puis, plus tard dans la discussion : *« Je me souviens surtout quand il a dit, en gros, "Bon, la croissance, c'est fini, maintenant ce sera moins vite, moins loin, moins souvent, et plus cher". C'est surtout cette phrase-là dont je me souviens,*

[1] Les citations directes sont extraites d'un entretien du 6 juillet 2012, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités de Lille, en marge d'une réunion associative. Nous nous sommes entretenu avec lui une douzaine de fois au cours de notre étude, le plus souvent au cours des périodes d'observation participante, c'est-à-dire en marge des événements publics organisés à Lille autour de la décroissance ou de l'écologie politique. Il représente un profil-type de militants qui, d'année en année, à force de nous croiser sur le terrain, a construit avec nous une relation de confiance suffisante pour quasiment oublier notre statut de chercheur en observation lorsqu'il commentait l'événement auquel nous participions, ou un tout autre sujet. Malheureusement, c'est dans de tels moments, difficilement enregistrables, que ressortaient les propos catastrophistes les plus clairs, les plus francs, c'est-à-dire les moins *« contrôlés »* par l'inévitable prudence de langage de tout enquêté face un enquêteur. Souvent nous avons dû nous précipiter discrètement sur un papier et un crayon après un entretien impromptu, tant que les termes et les formules exactes restaient gravées dans notre mémoire.

mais c'est vraiment resté un souvenir très visuel, très marquant. Et toujours avec ce côté catastrophiste, mais paradoxalement avec un côté franc-parler qui légitimait aussi ce qu'il disait : "bon, la réalité, c'est qu'on est dans la merde, qu'est-ce qu'on fait ?" ». Pour Ophélie, cette soirée a incontestablement constitué un tournant important dans le cours de sa trajectoire politique : *« Oh là là, je ne me souviens pas de grand-chose en fait, à part cette phrase… mais en même temps, je m'en souviens très bien plusieurs années après, alors que j'ai dû assister à des dizaines et des dizaines de conférences dont je ne me souviens même pas y avoir assisté ! »*. Par la suite, elle allait travailler pour un groupe d'élus Verts d'une ville de la région. Au début de l'année 2012, elle a été engagée par un réseau régional d'associations environnementales, au sein duquel elle cherche à insuffler une plus grande préoccupation pour le pic pétrolier, en s'appuyant notamment sur les méthodes et analyses fournies par le mouvement des Villes en transition. Tout en continuant évidemment son engagement associatif, elle se dit régulièrement *« très pessimiste concernant l'avenir »*[1].

Noémie, étudiante en sciences humaines, avait alors environ vingt-cinq ans. Elle était déjà militante écologiste, mais par intermittence, et prévoyait de travailler dans le domaine du développement durable : soit pour un parti politique écologiste, soit dans la fonction publique, soit dans une ONG. Plusieurs années après, elle nous a raconté cette soirée comme étant une étape déterminante dans son parcours politique, mais aussi dans son parcours professionnel, voire dans son parcours intimement personnel : *« Je n'avais encore quasiment jamais entendu parler du pic pétrolier avant, et là, pour la première fois, j'entendais un homme politique, un élu, qui parlait de pénurie, qui disait que ça allait mal se passer… Je me suis dit bon sang, la crise écologique c'est plus grave que ce que je pensais, il faut que je me creuse tout ça ! »*. Dès les semaines qui suivirent, elle choisit le pic pétrolier comme sujet de son mémoire de fin d'études… ce qui l'amènera finalement à se spécialiser dans les politiques publiques de l'énergie. Parallèlement, elle poursuit un engagement associatif régulier au sein des réseaux français de la décroissance et de la transition. On notera que comme Ophélie, elle a gardé un souvenir très visuel de la soirée du 9 décembre 2004 : *« Je me souviens bien que comme le projecteur était en panne, Cochet n'a pas pu montrer ses diapos, alors il a dû mimer les courbes du pic pétrolier avec ses mains… ça aurait vraiment pu être ridicule, mais en fait*

[1] Les citations directes sont extraites de deux entretiens, le premier daté du 12 avril 2012, en marge d'un événement public organisé par le service développement durable de la Mairie de Lille, et le second daté du 13 juin 2012, en marge d'un séminaire de recherche sur la sobriété énergétique. Ces deux entretiens sont représentatifs des discussions informelles qui ont eu lieu en d'autres occasions, et qui ont permis l'établissement d'une relation de confiance davantage propice au surgissement des propos catastrophistes que des entretiens ponctuels et formalisés par la présence de l'enregistreur.

c'était quand même saisissant ! ». Elle dit maintenant qu'il est *« trop tard pour être optimiste »*, et travaille désormais sur la notion de résilience face aux chocs énergétiques, en s'inspirant, elle aussi, du mouvement britannique pour la transition[1].

Fred, une petite trentaine d'années, professeur en collège, était un militant actif dans un groupe local de Greenpeace. Dans les trois ou quatre années qui suivirent, nous l'avons très régulièrement croisé en marge des événements organisés par le réseau local des objecteurs de croissance. Son approche était principalement climatique, mais avec un cadrage nettement catastrophiste. Nous prévoyions de nous entretenir davantage avec lui, voire de lui demander un entretien plus formalisé, quand nous l'avons perdu de vue : un journal local a publié à la même période un article où il annonçait en substance abandonner le militantisme, du moins pour un temps, parce qu'il pensait avoir déjà fait tout son possible pour se faire entendre, mais sans obtenir de résultats à la hauteur des enjeux. Cette trajectoire militante est très incomplète, mais nous la mentionnons comme le seul cas dont nous disposons de démobilisation justifiée, du moins dans un discours à destination médiatique, par une forme de catastrophisme.

Nous-même, nous devons convenir que cette soirée a joué un rôle dans notre parcours personnel et professionnel : nous avions assisté à cette conférence un peu par hasard, parce que nous avions un peu entendu parler du pic pétrolier, sans nécessairement y attribuer une importance particulière. Mais les propos échangés d'une part, et l'ambiance de la salle d'autre part, nous ont laissé une vive impression, que nous allions revivre fréquemment par la suite au cours de nos terrains auprès de la décroissance et de la transition : lors de tels événements, il existe des moments où une tension semble traverser un groupe, quand celui-ci semble devenir particulièrement attentif, et soudain se sentir *personnellement concerné* par un diagnostic de rupture – une sorte de frisson collectif difficilement descriptible, mais sur le rôle duquel nous aurons l'occasion de revenir plus amplement lorsque nous traiterons de l'importance de la mobilisation des émotions via les dispositifs de sensibilisation expérimentés dans les réseaux de la décroissance et de la transition. Sans doute l'expérience de cette soirée a-t-elle joué un rôle à retardement dans la manière dont nous avons par la suite construit notre problématique de recherche et abordé nos terrains.

Évidemment, l'importance de cette soirée doit être relativisée. D'une part, ce ne sont que quelques-uns des cinquante auditeurs présents que nous avons ensuite côtoyés dans les réseaux locaux de la décroissance : les trajectoires des dizaines d'autres ne sont généralement

[1] Propos tenus lors d'un entretien réalisé le 15 juin 2011, en marge d'une réunion d'objecteurs de croissance.

pas en notre connaissance, sauf pour certains élus écologistes locaux qui ne manifestent aucun catastrophisme particulier à ce jour. D'autre part, nous avons aussi rencontré dans les années qui suivirent plusieurs objecteurs de croissance lillois qui n'avaient pas assisté à cette soirée : par exemple Nicolas, trentenaire, ex-publicitaire *« converti à la simplicité volontaire »*, qui faisait les manifestations anti-CPE à contre-courant, en scandant des slogans appelant à la décroissance, et qui se définissait en 2011 comme *« un paysan en recherche de terre »* ; Bertrand et Marine, couple de jeunes trentenaires, qui ont animé pendant plusieurs années le groupe local de décroissance, organisant des conférences et des actions anti-publicitaires, avant de recentrer leurs activités militantes sur des actions de théâtre de rue satirique et anti-consumériste ; Isabelle, pas encore trentenaire, diplômée en sciences sociales qui a travaillé quelques mois pour une collectivité territoriale, puis pour un parti écologiste, avant de rentrer durablement dans une démarche de simplicité volontaire qui l'amena à devenir militante anti-pub et pro-vélo ; etc. Les récits croisés de la soirée du 9 décembre 2004 doivent donc simplement être compris comme un procédé analytique permettant d'identifier un certain type d'événement, non pas nécessaire, mais certainement *récurrent* dans les trajectoires politiques des militants que nous avons suivis, et dont on peut trouver des équivalents dans une part importante des récits biographiques : souvent une conférence publique de Rob Hopkins ou de Richard Heinberg pour les militants britanniques de la transition, parfois la projection publique d'un documentaire, parfois la lecture d'un livre, etc.

Face à la grande hétérogénéité de ces trajectoires militantes, la difficulté est de parvenir à démêler des phénomènes suffisamment récurrents pour servir de trame à des idéaux-types d'évolution politique vers le catastrophisme. Dans la quasi-totalité des cas exposés ci-dessus, on constate que c'est sur la base d'un engagement politique préexistant qu'opère une forme de radicalisation catastrophiste, parfois sous la forme d'une rupture relativement nette (Noémie), parfois de manière plus graduelle (Thibault). Mais même lorsque l'évolution catastrophiste se fait de manière graduelle, elle conserve une dimension *dynamique*, évolutive, qui témoigne clairement du fait que l'on *devient* catastrophiste – de même que l'on *devient* militant, donc par une forme d'acculturation, peut-être même parfois d'initiation, où s'entremêlent une part de socialisation au sein des réseaux écologistes et une part de cheminement personnel frôlant parfois l'introspection (Noémie, *« bon sang, la crise écologique c'est plus grave que ce que je pensais, il faut que je me creuse tout ça »*). Cela montre que le catastrophisme de ces militants ne procède pas d'une espèce d'invariant psychologique, mais plutôt de processus spécifiques de socialisation et de politisation au sein des réseaux écologistes.

Pour aller plus loin dans l'identification d'idéaux-types de trajectoires catastrophistes, nous allons prolonger le travail sociologique ébauché par Ève Chiapello et Anne Hurand, qui avaient proposé de répartir les trajectoires biographiques des objecteurs de croissance qu'elles avaient interrogés en deux grandes catégories, celle des *« éternels »* et celle des *« convertis »* :

> *« Le premier groupe que nous appellerons les "éternels" pense avoir toujours vécu les idées de la décroissance au quotidien, même sans le savoir et déclare ne pas avoir eu de prise de conscience. […] Le second groupe, les "convertis", évoque à l'inverse une prise de conscience qui a modifié leur vie et leur pensée de façon importante. Des termes tels que "bifurquer" ou "décrocher" apparaissent dans leurs propos. »*[1]

La catégorie des *« convertis »* convient parfaitement à définir certaines des trajectoires présentées ci-dessus, où transparaissent de très nettes bifurcations militantes, professionnelles, voire personnelles. En revanche, la catégorie des *« éternels »* s'avère plus problématique, car elle ne présente pas l'aspect dynamique que nous avons tenté de démontrer précédemment. Cet apparent désaccord peut en fait s'expliquer par le fait qu'Ève Chiapello et Anne Hurand s'intéressent aux *trajectoires d'objecteurs de croissance*, tandis que nous nous intéressons davantage aux *trajectoires catastrophistes des objecteurs de croissance*… sachant qu'il convient de rappeler que tous les objecteurs de croissance ne sont pas catastrophistes au même degré, loin de là. Un objecteur de croissance se situera dans le groupe des *« éternels »* si, du fait de sa socialisation primaire, il a toujours pratiqué une forme de sobriété volontaire, mais cela n'empêche en rien que le *sens* attribué à ses pratiques décroissantes puisse évoluer avec le temps vers davantage de catastrophisme, de manière sous-jacente, sans rupture nette, par une forme de glissement plutôt que de basculement. Dès lors, il devient possible de réunir *« convertis »* et *« éternels »* dans une même dynamique politique catastrophiste, dans laquelle s'entrecroisent des trajectoires politiques qui suivent des modalités et des rythmes distincts.

Pour finir de clarifier les différentes formes de cette évolutivité catastrophiste, nous allons maintenant nous appuyer sur deux trajectoires de personnalités publiques engagées en faveur de la décroissance, qui nous serviront à démêler deux idéaux-types en la matière : il s'agit d'une part de la trajectoire politique d'Yves Cochet, dont la biographie fait apparaître une forme de rupture catastrophiste, et d'autre part de celle de Jean-Claude Besson-Girard, dont l'évolution relèverait plutôt du glissement catastrophiste. En procédant ainsi, nous reprenons la méthode employée notamment par Bernard Lacroix quand, sur la base d'un cas particulier mais emblématique de *« trajectoire exemplaire »*, il construit une forme idéal-

typique de l'engagement en vie communautaire[2]. Dans notre cas, il s'agit des trajectoires de personnes présentant une identité publique, laquelle a inévitablement fait l'objet d'un travail de mise en cohérence au travers de publications successives, mais que nous avons pu compléter par de fréquents échanges et entretiens de nature privée ou semi-publique, entre 2009 et 2012, dans le cadre des réunions régulièrement organisées autour de la revue *Entropia*. Nous tâcherons surtout de montrer que ces deux idéaux-types d'évolution catastrophiste correspondent aussi à deux formes déjà bien identifiées de socialisation, la *conversion* et la *transformation*, de sorte que les trajectoires catastrophistes puissent ensuite être pleinement appréhendées dans leur dimension *socialement construite*, au sein de réseaux politiques.

1.2 Socialisation de conversion : un idéal-type de rupture catastrophiste

Le premier idéal-type est celui de la *« rupture catastrophiste »*, identifiable dans la trajectoire du militant par une bifurcation plutôt précipitée des modalités de son engagement politique, ainsi que du sens qui lui est attribué. Pour désigner des épisodes aussi brusques de recomposition de l'identité sociale et politique, avec souvent pour conséquence une évolution sensible et rapide des modes de pensée et des modes de vie, la sociologie propose la catégorie des *« socialisations de conversion »*, *« c'est-à-dire de transformation radicale et totale, sur le modèle de la conversion religieuse »*[3]. De tels phénomènes de conversion politique ont par exemple été observés dans les études des parcours biographiques de militants communistes[4], mais aussi dans les analyses s'intéressant aux trajectoires de militants écologistes – et c'est dans cette lignée que se situent les travaux d'Ève Chiapello et Anne Hurand qui évoquent le cas des *« convertis »* à la décroissance. Les cas les plus évidents concernent des individus qui racontent être passés brutalement d'un état d'inconscience écologique et d'apathie politique à un activisme radicalement impliquant, souvent redoublé d'une reconversion professionnelle : c'est le cas notamment des publicitaires à l'origine du magazine *Casseurs de Pub*, puis de *La Décroissance*, qui se qualifient eux-mêmes de *« repentis »*[5] (et auquel correspond aussi, dans notre étude, le cas déjà évoqué de Nicolas, ex-publicitaire devenu paysan en quête de terre).

---

[1] Ève Chiapello et Anne Hurand, 2011, *op. cit.*, p.118.
[2] Bernard Lacroix, 2006 (1981), *op. cit.*, p.190-191.
[3] Muriel Darmon, 2010 (2006), *op. cit.*, p.117.
[4] Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989.
[5] Vincent Cheynet, 2008, *op. cit.*, p.7-9.

Dans le cas d'Yves Cochet, la *« conversion »* n'est pas aussi immédiatement évidente, mais c'est précisément pour cela que la trajectoire est intéressante : quand les ex-publicitaires connaissent simultanément une *« conversion écologiste »* et une *« conversion catastrophiste »* en passant brusquement d'une profession capitaliste à l'objection de croissance, Yves Cochet présente le cas d'un militant écologiste de longue date qui manifeste une forme de conversion catastrophiste après déjà plusieurs décennies d'activisme. L'étude de son parcours politique permet donc d'isoler (au moins partiellement) la socialisation catastrophiste de la socialisation écologiste qui l'a précédée. Elle permet également de faire écho aux trajectoires de militants plus anonymes, qui eux aussi étaient déjà des militants écologistes actifs avant de vivre leur basculement catastrophiste… et notamment Thibault, Ophélie et Noémie, déjà évoqués ci-dessus, chez qui le basculement semble justement avoir été précipité par leur exposition aux idées développées par Yves Cochet.

Militant écologiste depuis les années 1970, Yves Cochet a participé à la campagne de René Dumont en 1974, à la fondation du groupe rennais des Amis de la Terre, à la fondation des Verts en 1984, etc.[1] Ces engagements politiques se sont accompagnés de pratiques personnelles qui pourraient être qualifiées de *« décroissantes »* avant l'heure, comme l'auto-construction d'une maison bioclimatique. Jusqu'au début des années 2000, son parcours politique reflète le double processus de professionnalisation politique et d'institutionnalisation progressive, d'abord locale puis nationale, que les analyses des trajectoires des partis Verts mettent en évidence[2]. D'abord élu local, puis député européen (1989-1991), il fait partie des premiers écologistes à siéger à l'Assemblée nationale (1997-2011), et devient même Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du gouvernement Jospin (2001-2002). Il co-signe en 2003 un ouvrage au contenu engagé, mais encore assez classique au regard des revendications de son parti[3].

C'est vers 2005 que s'opère une rupture dans la trajectoire du député, rupture incarnée notamment par la publication de l'essai *Pétrole apocalypse* : un ouvrage au titre provocateur, au ton nettement alarmiste, qui expose le problème du pic pétrolier et de ses conséquences politiques, économiques et sociales[1]. Les préconisations politiques que l'auteur en déduit sont surtout désignées sous le nom de *« sobriété »*, et le mot *« décroissance »* n'est encore que très

---

[1] Jacques Perrin, *La Conception de la décroissance d'Yves Cochet*, Mémoire de recherche de l'Université Paris Marne-la-Vallée, sous la direction de Bertrand Alliot, 2010.
[2] Bruno Villalba et Yannick Boucher, « Le militant, la compétence et l'éthique : les conditions de l'investiture chez les Verts », *Politix*, vol. 9, 1990, p.37-43.
[3] Yves Cochet et Agnès Sinaï, *Sauver la Terre*, Paris, Fayard, 2003.

timidement évoqué, en conclusion… mais dans les semaines qui suivent la publication, Cochet finit par se rallier à ce terme controversé, et à se qualifier publiquement d'objecteur de croissance. Dès 2006, il est l'un des initiateurs et compagnons de route de la nouvelle revue *Entropia*, dont les travaux l'aideront à progressivement développer un discours politique structuré par la notion de décroissance, qu'il défend désormais jusque dans le cadre de ses interventions à l'Assemblée nationale[2]. En 2008, il fonde le Groupe interparlementaire d'étude du pic pétrolier et gazier, pour inviter des spécialistes du sujet à nourrir le débat politique en venant y exposer leurs thèses. Son dernier ouvrage en date, l'*Antimanuel d'écologie* de 2009, poursuit dans cette voie en systématisant la démarche catastrophiste initialement inspirée par le seul pic pétrolier[3].

Trois enseignements peuvent être tirés de cette trajectoire exemplaire, dont découle un idéal-type de trajectoire catastrophiste avec socialisation de conversion. Premièrement, il y a dans cet idéal-type un élément déclencheur – qui n'est pas nécessairement le seul en cause, mais qui s'impose tout de même comme le plus déterminant. En l'occurrence, il s'agit de la découverte de l'existence du pic pétrolier, dont les implications temporelles et matérielles constituent souvent un choc, même pour des écologistes militant de longue date (mais nous verrons plus tard que d'autres éléments, par exemple concernant le réchauffement climatique, peuvent aussi jouer ce rôle déclencheur). Chez Cochet, non seulement le lien de causalité est apparent dans les publications, mais en plus il se confirme encore dans les propos tenus lors d'entretiens privés ou semi-publics – ainsi, lorsque nous lui avons demandé s'il se souvenait du moment où il avait entendu parler du pic pétrolier pour la première fois :

> *« Hé bien en fait, c'est quand j'étais ministre, je crois… J'avais vu passer les textes de Campbell et Laherrère, et ça m'avait paru intéressant. Mais quand on est ministre, on a toujours la tête sous l'eau, donc je n'ai pas eu le temps de creuser davantage sur le moment. Et c'est surtout après 2002, quand on avait tout perdu, ha ha, forcément on avait plus de temps disponible, donc à un moment j'ai revu passer des textes et je me suis dit, il faut que je me renseigne davantage là-dessus. J'ai regardé ça chez moi, le soir, et le matin j'ai dit à mon équipe, bon, cherchez d'autres infos pour vérifier, mais apparemment c'est sérieux, et si c'est le cas il faut en parler, parce que c'est gravissime ! »*[4]

---

[1] Yves Cochet, 2005, *op. cit.*
[2] Yves Cochet, « Intervention d'Yves Cochet, député de Paris, à l'Assemblée nationale, le 14 octobre 2008 », *Entropia*, vol. 6, printemps 2009, p.190-193.
[3] Yves Cochet, 2009, *op. cit.*
[4] Propos recueillis dans le cadre d'un entretien semi-public, lors d'un repas partagé à Libourne, le 7 mai 2011, à l'occasion d'une journée de tables-rondes organisée par la revue *Entropia*.

Deuxièmement, la conversion catastrophiste entraîne des modifications de *pratiques* politiques, mais aussi une évolution du *sens* attribué à ces pratiques – ce qui implique qu'une approche ne se focalisant que sur les pratiques décroissantes risquerait de ne pas percevoir la conversion quand elle advient, d'où la nécessité de se pencher aussi sur les représentations et les discours par lesquels les militants cherchent à expliquer, légitimer, et finalement donner du sens à leurs actions. Le point déterminant est sans doute la manière dont ils relient leurs actions et leurs revendications politiques, nouvelles ou non, dans un contexte global qu'ils perçoivent comme radicalement nouveau : il n'est pas exactement pareil de prôner l'isolation des habitations pour favoriser la croissance verte dans le secteur du bâtiment, ou pour minimiser le nombre des décès liés au froid quand l'énergie viendra à manquer un hiver prochain. De même, la simplicité volontaire ne revêt pas le même sens quand elle est justifiée par des invariants philosophiques, ou quand elle est présentée comme un avant-goût, voire comme une première expérimentation des temps difficiles qui s'annoncent. Là encore, sur ce point, la trajectoire politique de Cochet est éclairante, tant la rupture est nette dans une part des pratiques politiques, certes, mais aussi dans l'évolution du sens attribué aux pratiques qui sont demeurées inchangées ; par exemple, l'action législative en tant que député, désormais conçue à l'ombre de catastrophes imminentes :

> *« Moi, idéologiquement, normalement je suis plutôt réformiste ; simplement, je constate que pendant trente ans j'ai été réformiste, et que jusqu'ici ça n'a pas vraiment marché… Alors maintenant, vu la situation, le contexte géologique, j'essaye autre chose, qui se rapproche plutôt du catastrophisme éclairé. »*[1]

> *« Maintenant, pour moi, mon rôle de député, c'est limiter le nombre de morts à venir. C'est terrible mais c'est comme ça… Je dis ça sérieusement ! »*[2]

Troisièmement, enfin, on constatera que la conversion catastrophiste constitue bien un phénomène social – c'est-à-dire que l'individu expérimente sous l'influence d'un entourage, mais aussi qui aura pour conséquence inévitable de faire évoluer, parfois profondément, les relations avec cet entourage. C'est pour cette raison qu'il s'agit bien d'une *socialisation* de conversion, et non d'un phénomène relevant de la seule psychologie individuelle. Dans le cas de Cochet, on a vu que la découverte des données relatives au pic pétrolier, puis la rencontre et la collaboration avec certains des scientifiques à l'origine de ces données, ont joué un rôle

---

[1] Propos recueillis dans le cadre d'un entretien semi-public, lors d'un repas partagé suite à une réunion du Comité de rédaction de la revue *Entropia*, le 25 novembre 2009.

[2] Propos recueillis lors des débats pendant le colloque intitulé *« Défi écologique : la politique peut-elle sauver l'espèce humaine ? »*, organisé à l'Académie des Sciences Morales et Politiques de Paris, le 20 mars 2009.

déterminant dans sa trajectoire. Mais il reste à souligner l'évolution de la manière dont il est perçu, en tant que personnalité publique, au sein de son propre parti : la campagne interne de 2007, pour l'investiture à la présidentielle, a été vécue comme opposant la ligne catastrophiste de Cochet, potentiellement effrayante pour les électeurs, à celle plus conventionnelle et plus consensuelle de Dominique Voynet, qui plaidait encore pour le développement durable, et qui finalement l'a emporté. La conversion catastrophiste a comme conséquence une évolution des idées, des discours et des pratiques qui peut ainsi aisément être perçue comme *« radicale »* ou *« excessive »* par l'entourage social qui n'a pas suivi le même cheminement – qu'il s'agisse d'ailleurs de l'entourage politique ou de l'entourage social, mais nous aurons l'occasion d'y revenir par la suite.

La trajectoire exemplaire de Cochet, marquée par le basculement de 2005, permet donc de démêler un premier idéal-type de trajectoire catastrophiste, relevant de la socialisation de conversion. Cet idéal-type permet de comprendre certaines trajectoires anonymes évoquées en début de chapitre, par exemple celles d'Ophélie ou de Noémie, qui se souviennent encore, parfois sept ans après, du moment précis auquel l'annonce de l'imminence du pic pétrolier a commencé à faire évoluer leur rapport à l'avenir, et donc les modalités de leur engagement politique. Cependant, les trajectoires de conversion ne permettant pas de pleinement expliquer tous les parcours que nous avons évoqués, il reste à dégager un second idéal-type, qui relèvera davantage de la *transformation*, graduelle et sous-jacente, que de la conversion.

1.3 Socialisation de transformation : un idéal-type de glissement catastrophiste

Jean-Claude Besson-Girard, peintre, poète, septuagénaire, militant écologiste depuis la fin des années 1960, ex-membre des Verts, a été parmi les premiers à s'investir dans le mouvement émergent pour la décroissance. Dès 2002, il fut le directeur de campagne de Pierre Rabhi – lequel voulait se présenter aux présidentielles au nom de la décroissance, mais n'est pas parvenu à recueillir les 500 parrainages nécessaires. À partir de 2006, Besson-Girard est devenu le directeur de la revue *Entropia*, et l'un des aînés du comité de rédaction. Quand nous avons été invité à rejoindre ce comité, en 2009, nous avons pu établir avec lui des relations cordiales et nous entretenir, au fil des rencontres et des réunions, de la manière dont il comprenait l'évolution de son engagement depuis les premiers pas de l'écologie politique.

Un jour, à ce sujet, il nous affirma : *« Personnellement, je n'ai pas bougé d'un iota »*[1]. Prise au pied de la lettre, cette formule laisserait penser qu'il y aurait, chez certains militants, une forme de constance politique, par-delà les décennies, à la fois dans les diagnostics, dans les convictions, dans les pratiques, et dans le sens qui leur est attribué.

Bien d'autres militants, généralement parmi les plus âgés, nous ont tenu des propos comparables, tant dans les milieux de la décroissance que dans ceux de la transition : *« Moi, j'étais déjà écologiste en 1968 »*[2], *« J'allais déjà à la fac à vélo en 1970 »*[3], *« La transition, je la vivais déjà dans les années 1970, bien avant que ça s'appelle la transition »*[4], *« La transition, en fait, c'est ce que nous on fait localement depuis toujours, mais avec d'autres mots »*[5], etc. L'affirmation de cette persévérance, de cette constance dans les convictions et dans l'action, mobilise évidemment les critères de l'antériorité et de l'expérience pour asseoir une légitimité – celle des *« éternels »* contre les *« convertis »*, pour reprendre les termes d'Ève Chiapello et Anne Hurand. Dans la plupart des cas dont nous avons pu juger, cette constance était évidemment réelle, et cela semble d'ailleurs avoir facilité la transmission de ressources politiques d'une génération à une autre – nous y reviendrons. Toutefois, certaines données laissent penser que l'hypothèse d'une parfaite constance politique ne suffit généralement pas à résumer les trajectoires politiques en question.

Sur la base de la trajectoire exemplaire incarnée par Jean-Claude Besson-Girard, il est possible de dresser l'idéal-type d'une *« socialisation de transformation »* catastrophiste, les socialisations de transformation étant entendues comme des socialisations *« qui ne constituent pas une transformation radicale et totale de l'individu mais qui ne font pas non plus que confirmer et renforcer une socialisation antérieure »*[6]. Dans ce cas, pas de rupture évidente, que ce soit dans les pratiques ou dans les représentations politiques, mais plutôt une sorte de *« glissement catastrophiste »*, sous-jacent et graduel, qui ne pourrait pas vraiment être daté, mais qui devient mieux perceptible *a posteriori*, par exemple en comparant des textes rédigés par un même auteur à plusieurs années d'écart. Ainsi, dans l'un de ses textes réunis dans le

---

[1] Propos recueillis en marge d'une réunion du comité de rédaction d'*Entropia*, à Paris, le 27 janvier 2011.
[2] Phrase prononcée par un objecteur de croissance sexagénaire, dans le cadre d'un séminaire sur la décroissance organisé à Saint-Jean-du-Gard, le 22 février 2009.
[3] Phrase prononcée par un objecteur de croissance sexagénaire, lors du débat suivant une table ronde organisée par la revue *Entropia*, à Paris, le 18 décembre 2010.
[4] Propos recueillis lors d'un entretien avec Ross, militant de la transition presque septuagénaire, alors qu'il nous faisait visiter son garage à vélos, le canoë avec lequel il allait pêcher en mer, et le potager qui lui assurait une quasi-autosuffisance en légumes, dans le Devon, le 8 novembre 2008.
[5] Propos recueillis lors d'un entretien avec un objecteur de croissance quinquagénaire, désireux de lancer un groupe de transition à Roubaix, le 19 novembre 2010.
[6] Muriel Darmon, 2010 (2006), *op. cit.*, p.119.

recueil *Decrescendo Cantabile* (2005), Jean-Claude Besson-Girard commence en réaffirmant la parfaite constance de ses convictions depuis les années 1970 :

> *« J'ai entendu parler, pour la première fois, de la notion de "décroissance" en juin 1975. […] Jacques Grinevald avait fait un exposé sur le travail en cours de son maître et ami Nicholas Georgescu-Roegen. Je fus fasciné non pas tant par le contenu de sa thèse, mais parce que j'eus la révélation que ce discours complexe, que j'étais loin de comprendre en détail, m'éclairait et apportait une validation théorique à ce que j'étais en train de vivre intuitivement à La Font de Rouve depuis quelques années. »*[1]

La Font de Rouve est l'expérience communautaire que Besson-Girard avait initiée dans les années 1970, et qui fut l'une des principales sources des sociologues Bertrand Hervieu et Danièle Hervieu-Léger, dans leurs ouvrages consacrés aux expériences néo-rurales des années 1970. Les deux chercheurs expliquaient alors que ces *« immigrants de l'utopie »* n'étaient généralement pas guidés par des craintes eschatologiques, et qu'au contraire leur démarche était animée par une aspiration au mieux-vivre, à l'émancipation et à l'autonomie[2]. Cette façon de concevoir l'engagement, qui n'a rien de catastrophiste, est aussi celle qui transparaît de la description du même phénomène par Besson-Girard lui-même :

> *« Tout le temps était occupé par l'apprentissage d'une alliance avec notre milieu naturel de vie, mais aussi par des relations humaines de plus en plus nombreuses, riches et diversifiées. Elles étaient toujours en lien étroit avec ce que nous accomplissions quotidiennement. La réduction volontaire de nos besoins permettait plus de disponibilités pour tisser des liens. Une solidarité souvent miraculeuse faisait le reste. Nous avions renoncé sans aucune peine aux plaisirs et aux distractions coûteuses de la ville. Un puissant désir d'autonomie et de création nous habitait. »*[3]

---

[1] Jean-Claude Besson-Girard, 2005, *op. cit.*, p.113.

[2] *« La crise économique a brisé – pour beaucoup de ceux qui aspirent aujourd'hui à retourner à la terre – des perspectives d'insertion sociale à laquelle leur donnait en principe accès leur formation. L'idée, très répandue après Mai, selon laquelle le capitalisme exsangue va s'effondrer sous les coups de boutoir des mouvements anti-institutionnels, n'en a pas pour autant – surtout après les élections législatives de 1978 – retrouvé une quelconque crédibilité. Si l'on part à la campagne, c'est pour échapper à l'aggravation continue des conditions de vie, pour retrouver une vie sociale "à la taille humaine", pour fuir l'anomie de la vie urbaine : ce n'est pas le paradis, mais c'est mieux que l'enfer… »* Bertrand Hervieu et Danièle Hervieu-Léger, *Le Retour à la nature. « Au fond de la forêt… l'État »*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005 (1979), p.102. Voir aussi : Bertrand Hervieu et Danièle Hervieu-Léger, *Des communautés pour les temps difficiles. Néo-ruraux ou nouveaux moines*, Paris, Le Centurion, 1983.

[3] Jean-Claude Besson-Girard, 2005, *op. cit.*, p.117.

Or le ton change radicalement, quelques pages plus loin, dans un court texte intitulé « L'Avenir aura-t-il lieu ? », et dans lequel c'est avec un ton nettement plus catastrophiste qu'est décrit l'esprit de l'engagement pour la décroissance dans les années 2000 :

> *« L'immense nouveauté de notre époque réside dans le fait que pour la première fois dans l'Histoire, il est reconnu que l'espèce humaine, sous la houlette implacable de l'Occident, intervient en tant que telle, et directement, sur le déterminant essentiel de sa propre apparition : la biosphère. Cette "intervention" dont, parmi d'autres, la crise climatique est une démonstration inquiétante, provoque des effets assimilables à un écocide généralisé. L'hospitalité de la terre est remise en question par les activités humaines, dont la gestion reste totalement découplée d'une introuvable régulation politique à la mesure de cette situation sans précédent. […] Si, désormais, c'est bien l'état de la planète qui doit commander la politique des États, le seul programme politique sensé est d'accomplir cette mutation déterminante de la pensée et de la politique pour que l'humanité puisse sortir du destin apocalyptique qu'elle avait fait sien, jusqu'alors, avant de prendre conscience qu'il n'était pas inéluctable. C'est un pari. Son risque est inestimable. C'est bien pourquoi il faut le tenir pour que l'avenir ait une chance d'avoir lieu. »*[1]

Cette démonstration n'invalide aucunement la réalité de certains éléments de continuité significatifs entre les années 1970 et les années 2000, tant dans les pratiques politiques que dans les convictions qui les motivent. Mais elle attire l'attention sur certaines évolutions sous-jacentes qui témoignent malgré tout de l'existence d'un *« glissement catastrophiste »*, incarné notamment par une évolution du regard porté sur le monde, à mesure que l'ombre porté par les catastrophes semble se faire plus pressantes : pas de rupture nette, pas de *« prise de conscience »* ou de conversion précisément datée, mais un sentiment diffus chez le militant que le temps passe, que les choses ne s'arrangent pas… et que certains points de rupture se rapprochent dangereusement.

De tout cela, il ressort donc un idéal-type de glissement catastrophiste, à propos duquel trois points restent à préciser. Premièrement, les trajectoires de glissement catastrophiste sont plus difficilement identifiables que les trajectoires de conversion, faute de date ou d'élément déclencheur aisément identifiable. De plus, si l'on s'en tient au discours des militants eux-mêmes, le récit de la constance de l'engagement par-delà les décennies peut faire naître l'impression d'une simple *« socialisation de renforcement »*, par laquelle les militants de

[1] *Ibid.*, p.126-128.

longue date ne feraient que consolider leur engagement politique avec le temps[1]. Mais il faut aller au-delà de cette première impression, et tâcher de démêler, derrière les récits trop cohérents reconstruits *a posteriori*, l'inévitable évolutivité des conceptions et des pratiques au fil des décennies : les pratiques politiques peuvent demeurer d'apparence inchangée, tout en se voyant attribuer avec le temps une signification politique différente. Malheureusement, s'il est possible de le faire pour analyser les parcours de personnalités publiques ayant laissé des témoignages écrits comme Besson-Girard, il est beaucoup plus délicat d'effectuer un travail équivalent dans le cas de militants plus anonymes, qui n'ont pas nécessairement pris en notes l'évolution de leurs sentiments au fil des années, et pour lesquels il faut se contenter des récits reconstitués de manière plus hasardeuse. En bref, si le glissement catastrophiste semble bien exister, malheureusement sa démonstration au cas par cas demeure délicate. Il faut souvent se contenter d'impressions peu stabilisées, par exemple lorsque Besson-Girard nous affirmait, dans une discussion à ce sujet :

> *« Il est certain qu'aujourd'hui, le contexte est plus pesant que dans les années 60-70, il n'y avait pas à l'époque ce sentiment partagé que l'effondrement, peu importe comment on l'appelle, pouvait être imminent. C'est l'état d'esprit qui n'est plus le même. »*[2]

Deuxièmement, il y a indéniablement une logique générationnelle pour sous-tendre les trajectoires de glissement catastrophiste. Ce sont presque toujours des sexagénaires, voire des septuagénaires qui présentent de tels parcours biographiques, bien sûr parce qu'une évolution graduelle demande beaucoup de temps… mais aussi parce que ces tranches d'âge renvoient à une génération qui s'est politisée au tournant des années 1960-1970, c'est-à-dire à l'époque de l'effervescence des premières mobilisations écologistes, sur fond de controverses relatives au survivalisme et aux limites à la croissance. Le phénomène du glissement catastrophiste d'une part de cette génération est peut-être ce qui distingue le plus les mobilisations écologistes des années 1970 de celles des années 2000, parce qu'il y introduit insidieusement une forme de désillusion politique découlant d'un constat d'échec à freiner la course à la catastrophe – mais nous reviendrons là-dessus en fin de chapitre. On peut cependant déjà noter que les relations entre les différentes cohortes de militants actifs dans les réseaux catastrophistes ne se sont pas politisées selon les mêmes trajectoires, et que cela a sans doute des conséquences sur leurs manières de militer (on notera par exemple la prédominance des ex-publicitaires *« convertis »*

---

[1] *Ibid.*, p.115-117.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien réalisé le 27 janvier 2011, en marge d'une réunion du Comité de rédaction d'*Entropia*.

dans l'équipe du journal *La Décroissance*, et au contraire celle des sexagénaires en voie de glissement catastrophiste dans l'équipe fondatrice d'*Entropia*).

Troisièmement, enfin, et comme pour les trajectoires de conversion, il faut insister sur la dimension *sociale* du glissement catastrophiste : il s'agit effectivement d'un processus de *socialisation*, déterminé par les interactions entre le militant et son entourage, et non une sorte d'involution psychologique individuelle. Le glissement catastrophiste se nourrit du temps qui passe, certes, mais aussi de la manière dont les collectivités politiques réagissent – ou non – à la multiplication des mises en garde catastrophistes par les communautés scientifiques, de la manière dont les réseaux politiques recomposent les modalités de l'action collective, etc. Par conséquent, après avoir démontré l'évolutivité et la dimension dynamique des trajectoires catastrophistes individuelles, il nous faut encore expliquer comment celles-ci se sont nourries mutuellement au sein de réseaux politiques émergents.

1.4 Trajectoires individuelles et socialisations réticulaires

Qu'elles opèrent sous forme de glissement insensible ou de conversion détonante, les trajectoires catastrophistes témoignent de l'existence de processus de socialisation spécifiques qui amènent des militants, souvent déjà politisés au préalable, et parfois même de longue date, à réévaluer leurs engagements et leurs pratiques politiques à l'aune des catastrophes à venir. Il y a *socialisation catastrophiste*, parce que chaque trajectoire individuelle s'inscrit dans un univers d'interactions – avec d'autres individus, d'autres groupes, d'autres réseaux – qui lui donnent un cadre et une orientation. Mais cette influence des collectifs sur les trajectoires individuelles s'avère assez délicate à cerner : la socialisation catastrophiste n'opère pas au sein d'instances politiques conventionnelles (parti ou syndicat), et ne relève pas non plus de la logique d'une *« socialisation de classe »*[1]. Elle s'épanouit plutôt en marge des mouvements institutionnalisés, et dans le cadre des réseaux pour la décroissance et pour la transition, dont l'organisation demeure largement *informelle* : non seulement il y a dans ces milieux une forte réticence à la centralisation et à la hiérarchisation qui entraîne une sous-structuration durable, mais en plus – et surtout dans les milieux de la décroissance – ces réseaux présentent encore une vive tendance à la segmentation et à la conflictualité interne (voir par exemple la violence des échanges politiques autour de l'équipe du mensuel *La Décroissance*). Le processus

[1] Muriel Darmon, 2010 (2006), *op. cit.*, p.27-37.

socialisateur de ces réseaux se manifeste donc moins dans des groupes stabilisés que dans des sensibilités collectives, des mouvances ou des publications emblématiques… qui cristallisent des diagnostics partagés, des craintes et des anticipations, et qui amènent ainsi les militants à radicalement reconsidérer le contexte temporel dans lequel ils inscrivent et conçoivent le sens de leur engagement politique.

Les trajectoires catastrophistes individuelles se nourrissent donc principalement d'une *socialisation réticulaire*, c'est-à-dire au sein de réseaux sociaux essentiellement informels. En l'occurrence, les réseaux catastrophistes recoupent en partie les milieux partisans écologistes plus conventionnels : en France, une tendance informelle se revendiquant de l'objection de croissance s'est constitué au sein des Verts, puis d'EELV, dans la lignée d'Yves Cochet ; au Royaume-Uni, Caroline Lucas, principale dirigeante et seule élue nationale du *Green Party*, a fréquemment été invitée à intervenir aux conférences du *Transition Network*. La socialisation partisane n'est donc pas complètement exclue… mais elle n'est pas dominante, loin s'en faut. Les réseaux politiques où s'opère la socialisation catastrophiste intègrent certains courants internes de partis politiques (EELV, *Green Party*, mais aussi PG, NPA, travaillistes…), mais aussi des réseaux associatifs environnementalistes ou altermondialistes (ATTAC ou les Amis de la Terre en France, *Friends of the Earth* au Royaume-Uni), des *think tanks* indépendants (la *New Economics Foundation* au Royaume-Uni, l'Institut Momentum en France, le réseau international *Research and Degrowth*), des réseaux autour de la presse alternative (les Amis du *Monde Diplomatique*, les Amis de *Silence*, les Amis d'*Entropia*), des centres de formation alternative (*Schumacher College* et *Centre for Alternative Technologies* au Royaume-Uni, le *Centre Terre Vivante* en France), etc. L'importante hétérogénéité des milieux socialisateurs témoigne du rôle des interactions entre une multitude de petites, voire de micro-structures, qui souvent coopèrent pour des actions ponctuelles (par exemple organiser une conférence), dans lequel les inter-connaissances individuelles jouent un rôle déterminant (on coopère avec les militants que l'on connaît personnellement), et dans lequel les appartenances multiples sont la norme (on s'investit dans plusieurs structures différentes, simultanément et successivement).

Les réseaux de la socialisation catastrophiste recoupent, pour une bonne partie, ceux de l'écologie politique… et pourtant, la socialisation catastrophiste doit surtout être comprise comme introduisant une discontinuité au sein de la socialisation écologiste. Dans *Militer pour la planète*, Sylvie Ollitrault a montré la pluralité des trajectoires écologistes, identifiant trois idéaux-types respectivement qualifiés d'*« itinéraire à dominante politique »*, d'*« itinéraire à*

dominante scientifique » et d'*« itinéraire à dominante réactive »*[1]. Néanmoins, poursuit-elle, la diversité de ces trajectoires s'inscrit dans un processus commun d'institutionnalisation de l'écologie, symbolisé par l'abandon des procédés de luttes propres aux mouvements sociaux revendicatifs (manifestations massives des années 1970) et par l'adoption de pratiques plus conventionnelles (cogestion, lobbying, contre-expertise). Selon Sylvie Ollitrault, ce processus d'institutionnalisation a fortement contribué à l'évolution de l'identité collective des militants écologistes :

> *« L'idée perdure dans les années 1990 que le temps des mouvements sociaux, bien qu'achevé faute de capacité à rassembler la contestation en grandes manifestations, symbolisait un temps de construction de l'identité militante écologiste. Néanmoins, le temps dit du réalisme qui s'était imposé à partir des années 1980 travaillait les identités militantes et les représentations de ce qui apparaissait comme possible. Les plus jeunes, souvent plus sceptiques en matière de révolution sociale, adhéraient à une autre forme de subversion par la transformation des mentalités, privilégiant une entrée "par les individus". […] Le réalisme amenait donc les militants à faire leur deuil de la révolution politique pour reformuler leur engagement en référence à une action sociale et pédagogique. »*[1]

Les trajectoires individuelles des militants écologistes reflèteraient donc une forme de deuil collectif (celui des espoirs en une révolution politique ou sociale qui aurait permis une réforme profonde des institutions) et le repli sur une forme de pragmatisme réformiste incarné par les partis écologistes, les ONG environnementales, les structures mono-thématiques, etc. Toutefois, sans invalider ce constat général posé par Ollitrault, les trajectoires catastrophistes introduisent des cas particuliers qui constituent autant de *« déviances »* : en bref, les militants catastrophistes semblent *bifurquer*, se démarquer de la tendance dominante au pragmatisme réformiste, en faire leur deuil… mais sans pourtant revenir exactement aux espoirs initiaux de révolution sociale. En effet, la socialisation catastrophiste conduit les individus à intégrer l'idée que l'imminence des ruptures catastrophiques (certaines ou probables) rend obsolète le pragmatisme réformiste autant que l'activisme révolutionnaire, la circonspection pédagogique autant que l'agitation sociale. Car la temporalité de la catastrophe n'est pas compatible avec celle des logiques institutionnalisées, de l'évolution des mentalités, de la pédagogie ou de l'éducation à l'environnement, etc. La certitude de ruptures à venir, progressivement intégrée sous l'effet socialisateur des réseaux catastrophistes, les conduit donc à rompre avec l'identité collective dominante des écologistes, encore sous-tendue par l'hypothèse de continuité. C'est

[1] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.25-34.

cette rupture qui explique que les réseaux catastrophistes contemporains se sont finalement constitués *à la marge* des associations environnementalistes et des partis écologistes les plus installés… et entretiennent avec eux des relations compliquées, voire conflictuelles.

L'analyse des trajectoires catastrophistes amène donc au constat, légèrement paradoxal, que la socialisation catastrophiste opère d'abord dans des réseaux qui recoupent fortement les réseaux écologistes… mais qu'elle conduit finalement les militants individuels à sensiblement se démarquer de ces réseaux écologistes. Pour résoudre ce paradoxe, il va maintenant falloir en revenir à l'analyse des bifurcations que constituent les ralliements de certains militants écologistes aux réseaux catastrophistes, de manière à identifier les déterminants sociaux qui expliquent pourquoi certains militants semblent effectivement basculer (au prix parfois d'une certaine rupture avec leur socialisation politique initiale), et d'autres non.

2- Les déterminants sociaux de ruptures biographiques individuelles

Malgré leur diversité, les trajectoires catastrophistes sont caractérisées par certains traits communs qui témoignent d'une relative homogénéité. Alors que l'évolution des mouvements écologistes est souvent analysée en termes d'institutionnalisation, l'irruption de courants catastrophistes introduit une dissonance dans l'identité militante des écologistes et dans le sens donné à leur engagement. Les logiques institutionnelles nécessitent du temps, alors que la logique catastrophiste suppose que celui-ci vient à manquer. Dès lors, l'accumulation des ruptures et des glissements catastrophistes individuels peut être lue comme un symptôme de désillusion collective sous l'effet du temps qui passe : ni les mobilisations des années 1970, ni l'institutionnalisation des années 1990 ne parviennent à réellement enrayer la précipitation des catastrophes annoncée depuis un demi-siècle par les écologistes. Les catastrophistes ne croient plus en la capacité des institutions à freiner la crise écologique, et c'est pour cette raison que la quasi-inéluctabilité des catastrophes devient un élément structurant de leur pensée politique. Ce basculement est le fruit d'une socialisation réticulaire introduisant une rupture biographique dans la trajectoire politique individuelle de certains militants… mais de *quels* militants, et pourquoi précisément de *ceux-là* ? On peut identifier deux déterminants sociaux, c'est-à-dire des éléments explicatifs touchant aux interactions des individus militants avec leur environnement social : d'une part, le fait d'être *exposé* à des données et des discours

[1] *Ibid.*, p.35.

susceptibles de précipiter la rupture biographique, et notamment les idées et les discours sur le pic pétrolier, véritable récurrence dans les parcours politiques des militants de la décroissance et de la transition ; et d'autre part, le fait d'être individuellement *disponible*, ou réceptif, c'est-à-dire de se trouver, au bon moment, dans une situation sociale qui ne rende pas la rupture biographique trop coûteuse, que ce soit sur le plan familial ou professionnel, amical, etc.

2.1 Une rupture biographique récurrente : le « déclic » du pic pétrolier

Avec le récit de la soirée organisée par les Verts de Lille le 9 décembre 2004 d'une part, et la trajectoire biographique d'Yves Cochet d'autre part, nous avons donné un premier aperçu du rôle joué par la découverte du pic pétrolier dans la dynamique catastrophiste. Bien sûr, cet épisode ne se retrouve pas dans la totalité des trajectoires politiques d'objecteurs de croissance ou de militants de la transition. Mais tout de même, sa récurrence est si fréquente dans les parcours individuels qu'il faut vraisemblablement lui attribuer une responsabilité particulière dans l'émergence et l'affirmation des réseaux catastrophistes. Il s'agit donc de montrer comment les données produites et mises à disposition depuis 2000 par l'ASPO ont atteint les réseaux écologistes ; puis comment ils y ont été repris et appropriés par certains passeurs qui, par leur travail de politisation et de diffusion du problème, s'avèrent avoir joué un rôle déterminant dans l'exposition des milieux écologistes à des données suffisamment perturbatrices pour précipiter certains militants vers le catastrophisme.

Après les exemples de trajectoires d'objecteurs de croissance évoqués plus haut dans ce chapitre, penchons-nous maintenant sur des cas issus des réseaux britanniques de la transition. Plus encore peut-être que ceux de la décroissance, les premiers groupes locaux de transition ont directement et explicitement été formés pour chercher des solutions au problème politique nouveau que constitue le pic pétrolier. À la figure d'Yves Cochet, par exemple, correspond au Royaume-Uni celle de Rob Hopkins, dans le rôle du passeur contribuant à la politisation de cet enjeu : au sein du premier groupe de transition qu'il a initié à Totnes en 2005, il a d'abord organisé une série de conférences et de projections publiques consacrées au pic pétrolier, de manière à ce que les réseaux écologistes locaux prennent connaissance des données existantes et se les approprient en les reformulant en un problème politique global, mais présentant des implications locales considérables. À mesure que l'expérimentation de Totnes était imitée, et que se formait un réseau national d'initiatives de transition, les principaux auteurs d'ouvrages de haute vulgarisation consacrés au pic pétrolier (dont Hopkins, lui-même devenu spécialiste

de la question entre-temps) ont de plus en plus été sollicités pour des conférences ou des débats, jouant finalement un rôle déterminant dans l'émergence, la croissance et l'affirmation du mouvement, ainsi que le soulignent les politistes John Barry et Stephen Quilley :

> *« High-profile books by Richard Heinberg, James Kunstler, David Strahan, Thomas Homer-Dixon and others have sold well enough to put the authors into the top thousand Amazon sales rank and to sponsor global speaker tours. Heinberg in particular has spoken to dozens of local transition and relocalisation initiatives. »*[1]

Le phénomène est moins évident dans les réseaux français de l'objection de croissance, sans doute en partie parce qu'il existe nettement moins d'auteurs francophones spécialistes de la question qu'il n'en existe d'anglophones. Les cas d'Yves Cochet ou d'Agnès Sinaï, qui se sont suffisamment familiarisés avec la littérature anglophone sur le pic pétrolier pour pouvoir animer un événement public sur le sujet, demeurent des exceptions[2]. Certains géologues ou ingénieurs de formation, membres de la petite branche française de l'ASPO comme Jean-Luc Wingert ou Adolphe Nicolas, y ont également contribué, mais sans l'aura militante qu'ont fini par acquérir les auteurs anglophones outre-manche[3]. La rareté des conférenciers et passeurs potentiels est encore aggravée par la spécificité nucléaire de la France, certains spécialistes francophones du pic pétrolier s'étant coupés d'une part des réseaux de la décroissance en se déclarant favorables à l'énergie atomique, à l'image de Jean-Marc Jancovici[4]. Et pourtant, il ne faudrait pas sous-estimer l'importance du rôle joué par la perspective du pic pétrolier dans la naissance et l'affirmation du mouvement pour la décroissance : d'abord, parce qu'on a vu que les tous premiers textes qui préfiguraient ce mouvement en 2002 faisaient déjà explicitement référence au pic pétrolier, et que cette tendance n'a pas faibli dans les années qui suivirent[5] ; ensuite, parce que même s'ils n'en font qu'un argument parmi d'autres de leur démonstration, la quasi-totalité des auteurs prônant la décroissance recourent à l'argument

---

[1] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.15.

[2] Tous deux ont notamment effectué un déplacement en Californie pour rencontrer les animateurs d'un *think tank* états-unien de référence sur la question : le *Post-Carbon Institute*, auquel participe par exemple Richard Heinberg. Voir : Agnès Sinaï, « La Californie par-delà l'effondrement », *Entropia*, automne 2009, p.189-201.

[3] Jean-Luc Wingert, 2005, *op. cit.* ; Adolphe Nicolas, *Énergies : une pénurie au secours du climat ?*, Paris, Belin, 2011.

[4] Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, 2006, *op. cit.* ; Jean-Marc Jancovici, *C'est maintenant ! Trois ans pour sauver le monde*, Paris, Seuil, 2009 ; Jean-Marc Jancovici, *Changer le monde : tout un programme !*, Paris, Calmann-Lévy, 2011.

[5] Pour preuve, quelques exemples de grands titres qui ont fait la une du journal *La Décroissance* : « Fin du pétrole : enfin, on y arrive ! », *La Décroissance*, n°21, mai 2004 ; « Pétrole : ça va mal finir ! », *La Décroissance*, n°24, décembre 2004 ; « Vive le pétrole cher ! », *La Décroissance*, n°25, février 2005 ; « Pétrole : la fête est finie ! », *La Décroissance*, n°44, novembre 2007 ; « Nous sommes assis sur le volcan du pic du pétrole », *La Décroissance*, n°72, septembre 2010 ; « Pic de pétrole : on fonce vers le chaos », *La Décroissance*, n°73, octobre 2010.

décisif du pic pétrolier pour justifier l'*inéluctabilité* de la décroissance ; enfin, parce que la diffusion des idées et des méthodes de la transition dans les milieux francophones de la décroissance, à partir de 2009, a contribué à remettre le pic pétrolier au cœur des débats. On a ainsi vu émerger des individualités qui, en l'espace de quelques années, sont parvenus à faire de leurs conférences sur le pic pétrolier leur principale activité professionnelle, tant est forte désormais la demande militante en ce sens : c'est notamment le cas de l'ingénieur Benoît Thévard, qui fut l'un des premiers passeurs de la transition en France, et qui participe depuis aux réflexions sur la décroissance au sein de l'Institut Momentum[1].

Ainsi, l'exposition des milieux écologistes aux publications et aux conférences relatives au pic pétrolier semble avoir joué un rôle déterminant dans l'émergence des réseaux pour la décroissance, et plus nettement encore dans celle des réseaux pour la transition. Des groupes et des individus qui étaient *déjà* actifs dans les réseaux écologistes semblent *basculer* vers une démarche plus catastrophiste à ce contact. Comment l'expliquer ?

Dans le *Manuel de transition*, Rob Hopkins raconte avoir vécu la découverte du pic pétrolier comme un véritable moment de rupture biographique : soudainement, il venait de comprendre que l'essentiel de la *« transition vers l'après-pétrole »* ne se ferait pas au temps des générations futures, mais de son propre vivant, dans les deux décennies à venir. Selon lui, le succès du mouvement pour la transition a été alimenté par de nombreux basculements de ce type : *« Comme je fréquente le sujet du pic pétrolier depuis un bout de temps, j'ai vu beaucoup de gens prendre conscience du pic pétrolier, vivre ce que j'appelle leur "moment* End of Suburbia*" »* (*The End of Suburbia* étant un documentaire consacré au pic pétrolier, clairement catastrophiste, et qui a abondamment été utilisé par les groupes de transition à des fins de sensibilisation, ainsi que nous le verrons dans le chapitre consacré aux émotions et aux dispositifs de sensibilisation dans les processus délibératifs catastrophistes). C'est un moment très particulier du parcours politique, voire du parcours personnel, qui correspond à *« l'instant où vous pigez réellement le pic pétrolier et ses implications »*[1]. C'est donc l'exposition aux données sur le sujet, par le biais des publications et des conférences de quelques passeurs, qui a rendu possible la multiplication des basculements individuels, suffisamment nombreux pour provoquer l'émergence et la pérennisation de réseaux politiques catastrophistes.

Ce moment que Hopkins raconte avoir vécu, nous l'avons effectivement retrouvé dans les trajectoires individuelles de militants que nous avons interrogés, et qui présentaient tous

[1] http://www.avenir-sans-pétrole.org/ (consulté le 11 octobre 2012).

les traits d'une socialisation de conversion au catastrophisme, sous l'effet d'une exposition au discours d'un passeur du pic pétrolier. Parmi les mots qui revenaient souvent pour décrire ce moment, ressortent ceux de *« déclic »*, d'*« appuyer sur un bouton »*, ou en anglais *« to switch the light on »*. C'est par exemple ce qui ressort de nos longs entretiens avec Bridget, militante de la transition, co-fondatrice et principale animatrice du groupe local dans une ville moyenne du Devon. Nous l'avons rencontrée pour un premier entretien, dans un petit restaurant, le soir du 14 novembre 2008, grâce à la recommandation de l'une de nos informatrices, impliquée dans le groupe d'une commune voisine. Elle organisait le lendemain un événement public sur la transition, auquel devait participer plus d'une soixantaine de personnes, ce qui nous permit de passer une journée avec elle pour l'aider, en observation participante. Le jour suivant, nous avons longuement déjeuné chez elle, pour poursuivre les entretiens de manière plus détendue. Enfin, nous l'avons retrouvée deux ans plus tard, le 12 juin 2010, à l'occasion des rencontres nationales du *Transition Network*, ce qui nous a permis d'effectuer un entretien de plus, lequel achevait de confirmer la pérennité de ses engagements, la cohérence de ses récits, etc. Son parcours politique est celui d'une militante écologiste de longue date, aujourd'hui entre la cinquantaine et la soixantaine. Après avoir été très active dans les années 1970, elle s'était relativement désengagée dans les années 1980-1990, période durant laquelle elle devait aussi s'occuper de ses deux filles, devenues étudiantes lorsque nous l'avons rencontrée. C'est au cours des années 2000 qu'elle a commencé à se réinvestir dans les réseaux écologistes locaux, en initiant notamment un groupe de transition. Ses propos montrent que son exposition aux travaux des passeurs du pic pétrolier a joué un rôle décisif dans son retour au militantisme, et surtout dans l'orientation de ses nouveaux engagements, sensiblement plus catastrophistes que les précédents :

> *« J'ai vécu dans deux communautés déjà, je connais beaucoup de gens qui y étaient aussi et on avait tout un réseau. Le père de mes filles vit toujours dans une communauté, à quelques kilomètres d'ici, donc j'ai connu trois communautés en tout. Depuis que je fais partie de la transition, je retrouve souvent dans les réunions des gens que je connaissais déjà par le réseau des communautés. En fait à cette époque [les années 1970], on avait le sentiment que la société ne pouvait pas marcher comme ça, que ça ne pouvait pas durer éternellement, que ça n'avait pas de sens de vivre comme ça, tous séparés dans des maisons pleines d'appareils électroménagers individuels, de consommer autant… On avait le sentiment qu'on ne devait pas prendre plus à la Terre que ce qu'elle nous donnait. Mais tout ça c'était plutôt de l'intuition, l'intuition que ça n'allait pas. D'ailleurs à ce moment-là, je*

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.86-89.

n'avais aucune idée du pic pétrolier et de ce que ça impliquait comme changement de société… Alors que le changement climatique on en parlait déjà. Je me souviens que j'avais lu le premier rapport Greenpeace sur le changement climatique en 1986. Mais le pic du pétrole, il n'y a que quatre ans que je suis au courant, j'ai lu un livre qui a été un véritable choc : The End Of Oil*, de Paul Roberts. Et puis ça a été confirmé par les rapports des scientifiques. Alors du coup je me suis remise à militer, notamment au sein de la transition, et puis en lançant une initiative ici. »*[1]

D'autres militants que nous avons interrogés ont directement été exposés à l'influence des passeurs à l'occasion d'événements publics organisés par des groupes de transition déjà constitués, et qu'ils n'ont alors fait que rejoindre. C'est par exemple le cas de David, avec qui nous nous sommes entretenu le 17 mai 2012, dans son bureau à Lewes (Sussex). Le groupe de transition de Lewes a été l'un des premiers à être fondé après celui de Totnes, et en 2012, il restait l'un des plus connus du Royaume-Uni (surtout grâce aux deux projets emblématiques que sont d'une part la monnaie locale, dite *« Lewes Pound »*, et d'autre part la coopérative de production locale d'énergie solaire, baptisée Ovesco). Le parcours de David est intéressant, car bien qu'il affirme avoir été socialisé à la finitude des ressources énergétiques dès le plus jeune âge (années 1970), sa rencontre avec le mouvement de la transition l'amène d'abord à s'engager dans une action politique locale, et ensuite à opérer une rupture professionnelle radicale en quittant son emploi pour se reconvertir dans la production d'énergie verte. Quand nous lui avons demandé à quelle occasion il avait entendu parler du pic pétrolier pour la première fois, il nous a effectivement répondu que c'était à l'occasion du premier événement public organisé par le groupe local de transition, une conférence de Rob Hopkins :

« The first time I heard about peak oil, specifically, it must have been around 2005-2006, when Rob Hopkins came here to give a talk about peak oil and transition. It must have been the first time I heard that phrase. But it was ideas I already had in mind. And about climate change, mostly, because I had heard a little bit earlier an other talk by… the Gaïa guy, what's his name again? Lovelock, that's it, James Lovelock. He gave a talk in Brighton a few years ago, and I had read his book in the 90s or 80s. Maybe the important time for me was in the 1970s, then there were coal strikes, people had cut off their energy consumption, their electricity… Oil prices went up, car was forbidden on week-ends, that was kind of

[1] Propos recueillis lors de l'entretien réalisé pendant un repas au domicile de Bridget, à Exeter (Devon), le 16 novembre 2008. Le livre mentionné est le suivant : Paul Roberts, *The End of Oil: On the Edge of a Perilous New World*, New York, Mariner Books, 2005.

rationing! It was a real crisis, I experienced it as a child, and I always thought there was no reason why it would not start again. »[1]

Comme souvent, cet extrait de parcours biographique présente certains traits relevant de la socialisation de transformation (il y avait déjà une socialisation primaire qui prédisposait à s'inquiéter des questions énergétiques) et d'autres qui évoquent plutôt une socialisation de conversion (souvenir assez précis de la première exposition à la question du pic pétrolier, qui a eu pour conséquence non seulement un engagement militant, mais en plus une reconversion professionnelle rapide et radicale). Rupture et glissement catastrophistes ne restent de toute façon que des idéaux-types de trajectoires catastrophistes, et la complexité des trajectoires individuelles relèvent souvent un peu des deux. Quoi qu'il en soit, le cas de David confirme que l'exposition aux écrits et aux conférences des passeurs qui politisent la question du pic pétrolier joue un rôle déterminant dans les trajectoires individuelles : ce sont ces moments d'exposition qui peuvent devenir l'élément déclencheur dans une trajectoire catastrophiste, en suscitant le *« déclic »* qui précipite le basculement du militant ou du futur militant.

Parfois, le *« déclic »* semble être intervenu avant l'exposition de l'individu au réseau catastrophiste proprement dit. Par exemple, lors d'un entretien avec Stephen, quinquagénaire britannique actif dans le groupe de transition de Glastonbury (Somerset), avec qui nous avons parlé à plusieurs reprises pendant nos trois jours de présence dans cette toute petite ville où nous le recroisions facilement, il apparaît que certains militants n'ont pas spécialement vécu leur rencontre avec la transition comme une rupture biographique :

« Moi j'ai commencé à m'intéresser à tout ça en 1993, en entendant parler du pic pétrolier. Enfin à l'époque je n'appelais pas ça comme ça, simplement je me rendais bien compte que le pétrole allait finir par s'épuiser un jour ou l'autre. Quand j'ai vu qu'il y avait un groupe de transition à Glastonbury, j'ai tout de suite compris de quoi il s'agissait, et je me suis dit que c'était vraiment une réponse intéressante. »[2]

Toutefois, même dans un parcours comme celui-ci, on constate que l'exposition aux idées de la transition entraîne une évolution significative de l'engagement, d'abord en posant des mots sur ce qui n'était auparavant qu'une sorte d'intuition ; et ensuite, grâce à ce langage nouveau, en favorisant un regain d'activisme militant désormais explicitement structuré par la perspective de la fin du pétrole abondant et bon marché. En ce sens, même dans la trajectoire de Stephen qui s'apparenterait plutôt à un renforcement qu'à une conversion, l'exposition au

[1] Propos recueillis lors de l'entretien réalisé dans le bureau de David, à Lewes (Sussex), le 17 mai 2012.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Stephen, dans un café de Glastonbury, le 25 octobre 2009.

travail de diffusion et de politisation effectué par les réseaux catastrophistes a finalement joué un rôle non négligeable.

Bien sûr, l'analyse de ces parcours biographiques est à prendre avec précaution. Dans les récits que nous ont faits les militants de leur conversion, de leurs moments de *« déclic »*, il peut se glisser une part involontaire de reconstruction ou de rationalisation *a posteriori*. Dans ce cas, il faudrait parvenir à distinguer ce que le sociologue Daniel Bertaux appelle la réalité historico-empirique d'une part, et la réalité psychique d'autre part : la première correspond à *« l'histoire réellement vécue et agie »*, tandis que la seconde est *« constituée de ce que le sujet sait et pense rétrospectivement de son parcours biographique »*[1]. Quand Hopkins fait le récit de sa propre conversion dans un livre que presque tous les militants britanniques que nous avons interrogés avaient au moins feuilleté, comment s'assurer qu'il n'a pas suggéré des récits similaires aux militants plus anonymes ? Nous aurions alors été en présence d'un mouvement magnifiant sa supposée capacité à susciter des conversions écologistes par le seul exposé de faits géologiques, en construisant inconsciemment un récit canonique spontanément repris par une majorité de militants. Plusieurs éléments nous font cependant penser que tel n'est pas le cas, et qu'il y a *réellement* des individus dont l'engagement politique bascule au contact des publications ou des événements publics liés au pic pétrolier. D'abord, nous avons identifié des trajectoires similaires chez des objecteurs de croissance français qui n'avaient pas lu Hopkins. Ensuite, nous avons souvent veillé à interroger plusieurs militants ayant assisté ou participé aux mêmes événements publics, de manière à vérifier que leurs récits se recoupaient bien. Et enfin, nous sommes parvenu à ré-interroger certains militants à plusieurs années d'écart, et leurs récits ne semblaient pas significativement varier.

De tout cela, on peut conclure que l'exposition aux idées et aux discours catastrophistes constitue un premier déterminant social dans les trajectoires catastrophistes individuelles. En temps voulu, nous reviendrons sur ce point en montrant que cette exposition procède d'une forme spécifique de travail politique, avec agencement et maîtrise de quelques dispositifs de sensibilisation réputés pouvoir susciter des chocs moraux favorisant la politisation du public. Mais n'anticipons pas davantage, et penchons-nous sur le second déterminant social qui est en cause : s'il est avéré que certains militants ont vécu une forme de basculement catastrophiste quand ils ont été exposés à une première présentation des problèmes politiques soulevés par le pic pétrolier, tous ne réagissent pourtant pas de la sorte. L'écart toujours sensible entre les dizaines de personnes qui assistent aux événements publics des réseaux catastrophistes d'une

part, et la faiblesse numérique des effectifs véritablement actifs dans ces réseaux d'autre part, tend même à montrer que seule une minorité des militants exposés bascule effectivement. Il faut donc se demander *lesquels* basculent, et pourquoi : cela pose la question du différentiel de *réceptivité* entre plusieurs individus exposés à un même message catastrophiste, question à laquelle il est notamment possible de répondre par la notion de disponibilité biographique.

2.2 Disponibilité biographique pour un basculement impliquant

Dans son étude désormais classique du profil des activistes du *Freedom Summer* états-unien dans les années 1960, le politiste Doug McAdam s'était heurté à une véritable énigme sociologique : pourquoi des jeunes gens blancs s'engageaient-ils dans un activisme politique à haut risque – il y avait déjà eu plusieurs morts au cours d'émeutes – alors qu'ils ne semblaient tirer aucun bénéfice direct de ce soutien aux droits de minorités ethniques ? Il ne s'agissait pas de nier la sincérité de cet engagement désintéressé, mais plutôt de réinscrire les spontanéités individuelles dans le contexte social avec lequel elles interagissent nécessairement. McAdam se demandait notamment pourquoi *certains* jeunes gens blancs consentaient à prendre de tels risques, pourquoi *seulement* ceux-là, et pourquoi *précisément* ceux-là. Or c'est en démêlant un idéal-type du profil social de ces activistes qu'a émergé un important élément de réponse : presque tous les individus étudiés étaient des jeunes gens finissant leurs études, et donc sans famille à charge, sans responsabilité professionnelle démesurée, sans vrai capital économique, etc. En bref, toute proportion gardée, *ils risquaient moins que d'autres à s'engager*, du moins à ce moment-là précis de leur vie. La faiblesse des liens sociaux qui auraient été susceptibles de réfréner leur idéalisme leur conférait une *« disponibilité biographique »* qui accroissait leur propension à consentir des engagements à hauts risques, y compris au péril de leur vie[2]. Par ailleurs, les travaux de Xavier Crettiez sur les processus de radicalisation violente ont montré que la disponibilité biographique pour un *« engagement à haut risque »* n'empêchait pas que doivent aussi intervenir des logiques émotionnelles et des résonances cognitives[3].

Le concept de disponibilité biographique est parfaitement approprié pour l'analyse de certains engagements écologistes. S'il n'utilise pas précisément cette expression-là, Bernard

---

[1] Daniel Bertaux, *Le Récit de vie*, 3e éd., Paris, Armand Colin, 2010 (1997), p.75.
[2] Doug McAdam, 1988, *op. cit.*
[3] Xavier Crettiez, « "*High risk activism*" : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, n°34, 2011/1, p.45-60 ; Xavier Crettiez, « "*High risk activism*" : essai sur le processus de radicalisation violente (seconde partie) », *Pôle Sud*, n°35, 2011/2, p.97-112.

Lacroix avançait néanmoins une argumentation comparable pour expliquer le profil-type des communards néo-ruraux au tournant des années 1960-1970 : il s'agissait essentiellement de jeunes gens, et surtout de jeunes hommes, disposant d'un faible capital économique, souvent à la fin de leurs études, et qui venaient d'acquérir ainsi un capital culturel suffisant pour justifier à leurs yeux une promotion sociale que la société n'était pas disposée à leur accorder – bref, ils avaient *relativement* moins à perdre que d'autres dans cette aventure, et donc s'avéraient davantage disponibles[1]. Quant au politiste Derek Wall, il recourt explicitement au concept de disponibilité biographique pour expliquer que certains militants d'*Earth First!*, même s'ils ne risquaient pas leur vie à proprement parler, consentaient tout de même à s'exposer aux gaz lacrymogènes, aux passages à tabac et à de lourdes sanctions pénales dans le cadre d'actions directes contre les grands programmes autoroutiers du Royaume-Uni des années 1990 :

> *« Activists from both cohorts had few family or work commitments to restrict their participation. The overwhelming majority were either university students (8 plus one further-education student) or unemployed (14) when they first became involved in EF! (UK). A further three were self-employed, a category which may provide some personal time flexibility. […] Few activists had children under the age of 16 or other caring commitments. None mentioned a caring role that might have restricted activism. Nonetheless intensive activism could present a challenge to personal relationships. »*[2]

Il est intéressant de noter que la disponibilité biographique semble surtout concerner les jeunes activistes, en fin d'études, sans grandes responsabilités familiales ni professionnelles. Cependant la participation à de telles actions constitue aussi une expérience déterminante de socialisation et de politisation, contribuant à la formation d'identités collectives durables, et susceptible de laisser des traces idéologiques et pratiques dans toute la suite des trajectoires politiques des militants concernés. Cet élément est à garder à l'esprit si l'on se souvient que les plus âgés des militants de la décroissance et de la transition ont souvent expérimenté la vie communautaire du début des années 1970 (parfois durablement, parfois occasionnellement), et que nombre d'activistes quadragénaires de la transition ont participé, de près ou de loin, au mouvement anti-routes britannique dont parle Derek Wall. Certes, leur statut social a évolué ; certes, leur disponibilité biographique s'est sans doute amenuisée ; mais il n'en demeure pas moins que ces premiers engagements ont nécessairement influé sur leur politisation.

---

[1] Bernard Lacroix, 2006 (1981), *op. cit.*
[2] Derek Wall, 1999, *op. cit.*, p.110-111.

Qu'en est-il alors de l'engagement politique dans les réseaux catastrophistes ? On peut parler d'*engagement à risque*, mais pas dans le sens classique d'une exposition à la répression institutionnelle, policière, légale ou financière (à laquelle s'exposent par exemple encore les faucheurs d'OGM). Le risque consenti dans le basculement catastrophiste serait plutôt celui de rompre trop explicitement avec les cadres d'interprétation, et surtout avec les pratiques qui sous-tendent la sociabilité dominante. Devenir militant catastrophiste ne se résume pas à une évolution métaphysique sans implications sociales particulières : au contraire, cela induit une adaptation significative des discours et des pratiques politiques en perspective de catastrophes perçues comme inéluctables par le militant… mais pas nécessairement par la majorité de son entourage politique, professionnel, amical ou familial, qui ne manquera certainement pas de disqualifier une évolution qui sera jugée excessive, radicale, voire dépressive ou paranoïaque. C'est ce qui ressort, par exemple, des propos tenus par Isabelle, jeune objectrice de croissance lilloise que nous avons déjà présentée plus haut, et qui nous racontait comment l'une de ses amies d'études, qu'elle n'avait pas revue depuis un ou deux ans, avait sévèrement disqualifié son choix de vivre la simplicité volontaire :

> *« Oh là là… Je lui expliquais tout ce que je faisais de mon temps, les déboulonneurs, la vélorution, tout ça, et à chaque fois, c'était "Mais, Isabelle enfin, c'est pas possible, tu peux pas faire que ça, tu vas quand même te chercher un travail ?" Alors je lui ai dit que moi je voyais pas les choses comme ça, j'ai essayé de lui expliquer la décroissance, la simplicité volontaire, etc., etc., Et à un moment, tu sais pas ce qu'elle m'a dit : "Mais, Isabelle, fais attention, ton diplôme est en train de se déprécier pendant tout ce temps ! Tu es en train de te marginaliser, Isabelle !" Par contre, quand je lui ai dit que j'avais travaillé deux mois pour [anonymat], là elle était contente parce que j'avais travaillé. Alors que moi, j'en avais rien à foutre, c'était surtout pour gagner un peu d'argent et arrêter le plus vite possible. »*[1]

Ce qui ressort très clairement de cet extrait d'entretien, c'est que les conséquences du basculement débordent de la seule sociabilité politique, car l'engagement catastrophiste est un engagement *socialement impliquant*. Certes, il existe des degrés divers de catastrophisme, et tous les militants ne poussent pas la cohérence aussi loin qu'Isabelle. Néanmoins, l'approche catastrophiste permet difficilement de maintenir un cloisonnement parfaitement étanche entre les différents cercles de sociabilité. Les travaux de Bernard Lahire sur *L'Homme pluriel* ont montré les limites empiriques des analyses cloisonnant les individus comme de purs citoyens,

[1] Propos recueillis lors d'un entretien dans un restaurant lillois, le 7 mars 2009.

de purs consommateurs, de purs professionnels, etc.[1] De même, le militant catastrophiste n'est jamais un pur militant, car il est aussi impliqué dans des relations familiales, professionnelles, associatives, amicales, affectives, etc. L'engagement catastrophiste, parce qu'il se fonde sur l'idée que la continuité est impossible, que des ruptures brutales sont en train d'advenir, doit *a fortiori* être saisi comme impliquant une reconfiguration potentiellement radicale de la totalité des pratiques sociales de l'individu, qui cherchera éventuellement à alerter, à se préparer, à se protéger… selon des modalités souvent difficiles à concilier ou à négocier avec l'entourage qui reste implicitement fidèle à l'hypothèse de continuité. En bref, le militant catastrophiste tend à rompre avec une grande part des routines sociales qu'il avait incorporées, ce qui induit finalement un risque non négligeable d'isolement et de désocialisation.

Ce risque étant établi, il reste à vérifier si les profils des militants qui basculent dans le catastrophisme présentent effectivement une forme de *disponibilité biographique*. Le récit de vie d'un catastrophiste notoire, Günther Anders, semble abonder en ce sens. Anders avait en effet remarqué que son statut de jeune étudiant lui avait permis d'analyser de manière plus *« catastrophiste »* la montée du nazisme dans son pays… à l'inverse de son père qui, étant installé dans la vie, aurait eu beaucoup à perdre si une analyse catastrophiste de la situation politique l'avait incité à quitter le pays :

> *« Je n'ai aucun mérite à avoir été moins aveugle que lui [mon père, face à l'arrivée du national-socialisme et de ses conséquences]. Ma position sociale n'était pas en jeu. Je ne risquais rien à savoir. Se libérer de tout préjugé, cela dépend pour une large part du danger que l'on encourt et que l'on fait encourir à d'autres en faisant preuve de discernement. Ce n'est pas un hasard si tant de penseurs qui ont risqué des idées originales n'ont pas fondé de famille. Moi, j'étais un jeune intellectuel, qui n'était responsable de personne, et pouvait donc de ce fait se permettre d'avoir de l'audace. »*[2]

Compte tenu de la sous-structuration chronique des réseaux de la décroissance et de la transition (absence d'adhésion formelle et de registres nationaux, structure éclatée en petits groupes locaux indépendants), il est impossible d'accéder à des données systématiques sur les classes d'âge et les catégories socio-professionnelles qui y sont majoritaires. En revanche, l'immersion participante nous a amené à constater que les profils sociologiques des membres de ces réseaux ne diffèrent pas sensiblement de ceux observables dans les réseaux écologistes en général. Les militants de la transition constatent même ironiquement que leur mouvement

---

[1] Bernard Lahire, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.
[2] Günther Anders, 2001 (1977), *op. cit.*, p.12.

peine parfois à mobiliser au-delà des *« usual green suspects »*, c'est-à-dire des individus issus des classes moyennes et dotés d'un fort capital culturel. En revanche, le capital économique n'est pas un critère significatif, car nous avons souvent rencontré des militants qui s'étaient engagés dans des démarches assez radicales de simplicité volontaire, avec réduction du temps de travail salarié et du train de vie (voire, dans de plus rares cas, des périodes significatives de chômage volontaire). Ces données restent cependant quantitativement insatisfaisantes, et nous vérifierons donc plutôt notre hypothèse des disponibilités biographiques en la confrontant à l'analyse qualitative de quelques trajectoires militantes que nous avons pu observer de façon plus détaillée.

Dorothée, environ vingt-trois ans, étudiait à Sciences Po Paris, lorsqu'elle a suivi notre cours sur la décroissance, en 2010, dans le cadre d'une deuxième année de Master consacrée aux questions environnementales. Son cas est intéressant, car il vient en contrepoint de celui d'Isabelle évoqué plus haut. Alors qu'il ne lui restait plus qu'un stage de six mois à effectuer pour obtenir son diplôme, Dorothée est venue nous demander conseil, parce qu'elle nous avait identifié comme un spécialiste des milieux de la décroissance. Elle voulait notamment savoir s'il existait des structures susceptibles d'accueillir une stagiaire travaillant sur la décroissance, par exemple l'Institut Momentum, qui était alors en gestation. Mais son intérêt pour ce thème était récent, et elle avait déjà auparavant obtenu un accord de principe pour un stage rémunéré au sein d'une firme énergétique multinationale, avec perspective d'embauche par la suite. Les réseaux sous-structurés de la décroissance ne pouvaient évidemment offrir ni de telles perspectives de carrière, ni une telle sécurité professionnelle et financière. Elle hésita sincèrement pendant plusieurs semaines… et choisit finalement la multinationale. Son récit est donc celui d'une bifurcation avortée, qui met en lumière l'obstacle que peut constituer le déficit de disponibilité biographique : une promesse de stage peut suffire à entraver le basculement d'un individu, par ailleurs sincère, dans l'incertitude sociale et professionnelle qu'implique l'engagement catastrophiste dans une société majoritairement continuiste.

Les cas d'Isabelle et de Dorothée témoignent du caractère ambivalent de la disponibilité biographique des plus jeunes militants de la décroissance ou de la transition. Il y a bien sûr, en fin d'études, un accroissement de disponibilité (lié à la distension des liens filiaux, d'une part, et à l'absence pour quelques années encore de responsabilités familiales ou professionnelles, d'autre part). Il y a donc peu à perdre dans l'immédiat… mais il y a davantage à perdre si l'on considère, à plus long terme, les perspectives d'insertion professionnelle. Les réseaux de la décroissance et de la transition offrent peu de perspectives d'emploi, contrairement à ceux de

l'écologie plus institutionnalisée. La professionnalisation du militantisme écologiste a été une tendance lourde des deux dernières décennies, ainsi que l'a montré Sylvie Ollitrault dans son analyse des pratiques de contre-expertise. Parce qu'il y a désormais de plus en plus de jeunes écologistes qui sortent des formations consacrées au développement durable ou aux politiques publiques environnementales, affirme-t-elle, *« la question n'est plus : comment un militant devient professionnel ?, mais comment un professionnel devient militant en "créant" son poste ? »*[1]. Et de ce point de vue, la posture catastrophiste est plutôt un obstacle qu'un atout, car peu de collectivités territoriales ou d'entreprises semblent disposées à embaucher un jeune diplômé qui se dirait ouvertement convaincu que l'effondrement est proche. En conclusion provisoire, il apparaît que la fin des études constitue *réellement* une période de disponibilité biographique, durant laquelle s'opèrent *réellement* des basculements catastrophistes, comme par exemple celui d'Isabelle… mais que la rareté des perspectives professionnelles dans les réseaux de la décroissance ou de la transition limite tout de même la fréquence, l'ampleur, et peut-être aussi la pérennité de tels basculements. Les jeunes militants de la décroissance ou de la transition que nous avons rencontrés devaient soit vivre dans une simplicité volontaire qui, tout en étant choisie, était parfois drastique ; soit se satisfaire de conditions de travail plutôt précaires dans les rares structures ouvertes à l'hypothèse de rupture (structures associatives et, parfois, recherche universitaire) ; soit renoncer à la cohérence en acceptant des emplois qu'ils jugent au mieux inutiles, au pire néfastes (au sein du service développement durable d'une collectivité territoriale, par exemple).

Reste une forme de disponibilité biographique dont nous n'avons pas encore parlé, et qui n'est pas celle (finalement classique) de la jeunesse étudiante ou fraîchement diplômée. Il s'agit de la disponibilité biographique des militants quinquagénaires ou sexagénaires, qui ont été actifs dans les mobilisations écologistes des années 1970, puis qui se sont sensiblement désinvestis dans les années 1980 et 1990, avant de renouer avec un militantisme plus engagé dans les années 2000 au sein des réseaux de la décroissance et de la transition, parfois même directement suite à leur découverte du problème du pic pétrolier. De tels profils sont fréquents dans les réseaux catastrophistes contemporains. Dans les entretiens que nous avons effectués avec des activistes de cette tranche d'âge, l'un des thèmes récurrents était que l'éducation des enfants avait limité le temps et l'énergie dévolus au militantisme… mais que le départ des enfants, devenus de jeunes adultes, avait laissé un vide que le réinvestissement politique avait finalement comblé. Bridget, quinquagénaire animatrice d'un groupe local de transition dont

[1] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.59.

nous avons déjà parlé plus haut, était dans ce cas : *« J'avais arrêté de militer quand j'avais deux enfants en bas âge. Maintenant elles sont plus grandes [18 et 22 ans] alors j'ai plus de temps, c'est ce qui m'a permis de recommencer à militer. »*[1] C'était aussi le cas d'Oliver, un membre actif du même groupe de transition, et qui nous a reçu pour un entretien de plusieurs heures dans la grande maison où il vit seul, depuis le départ de ses enfants :

> *« Avant, j'étais responsable de Friends of the Earth pour le district, alors j'ai beaucoup milité, mais ensuite j'ai eu des enfants et je n'avais plus le temps. Là j'ai recommencé depuis seulement quelques mois, et je suis très inquiet en ce qui concerne l'avenir. Il faudrait vraiment agir très rapidement, et pour cela il faudrait que les écologistes arrivent à s'unir. C'est plus ou moins ce qu'essaye de faire la transition, localement, à cause du pic pétrolier. »*[2]

Outre le départ des enfants, l'arrivée de la retraite, ou même simplement son approche, peuvent également accroître la disponibilité biographique de cette cohorte générationnelle. En guise d'exemple, on notera que parmi les fondateurs de la revue *Entropia*, il y avait plusieurs universitaires ou des intellectuels qui étaient aussi de jeunes retraités, ou en passe de le devenir, et qui renouaient alors avec une liberté de ton et de parole que la complexité des responsabilités et des relations professionnelles ne permettait sans doute pas toujours. Ce sont des personnalités comme Serge Latouche, Simon Charbonneau, Jean-Paul Besset ou Alain Gras, qui ont sensiblement radicalisé leur discours public pendant cette période – évidemment en toute sincérité, mais d'autant plus facilement que le coût professionnel en diminuait, et que s'accroissait donc leur disponibilité biographique. Le problème du rajeunissement du comité de rédaction s'est d'ailleurs imposé comme un thème récurrent des réunions de la revue, la plus grande difficulté étant de parvenir à impliquer les générations intermédiaires, celle des trentenaires et des quadragénaires, dont les diverses responsabilités réduisent drastiquement la disponibilité. Même au sein du public qui assiste aux événements publics organisés par ces réseaux, les trentenaires et les quadragénaires se déplacent peu, ainsi que l'avait un jour fait remarquer l'un des responsables d'*Entropia* : *« C'est vraiment étonnant, à chaque journée qu'on organise, il y a des jeunes et des vieux, mais on se demande où sont les trentenaires ou les quadras… Ils sont sans doute pris par leur boulot ou par leurs enfants. »*[3]

---

[1] Propos recueillis lors de l'entretien réalisé pendant le repas à son domicile, le 16 novembre 2008.
[2] Propos recueillis lors de l'entretien réalisé à son domicile, le 15 novembre 2008.
[3] Propos recueillis pendant le repas faisant suite à une journée de tables rondes organisée par la revue *Entropia*, le 7 novembre 2009, à Besançon.

En résumé, il existe bien des formes de disponibilité biographique qui accroissent la propension d'un individu à basculer dans une forme plus catastrophiste de militantisme après avoir été exposé à une mise en garde relative au pic pétrolier. Ces deux déterminants sociaux, l'exposition et la disponibilité, interviennent dans de nombreuses trajectoires individuelles, et constituent des facteurs explicatifs sociologiquement plus significatifs que le seul libre arbitre des militants (lequel existe, bien sûr, mais sans pouvoir être extrait de l'environnement social avec lequel il interagit). Par ailleurs, il y a évidemment des cas qui échappent en partie à ces déterminants. Une militante britannique quadragénaire, qui nous avait hébergé pendant trois jours en octobre 2008, avait trouvé le temps de fonder un groupe de transition alors qu'elle avait trois adolescents à sa charge, donc une faible disponibilité biographique[1]. Un autre nous affirmait, en juin 2010, que le pic pétrolier ne l'avait jamais réellement inquiété, et que c'était plutôt le constat scientifique de l'emballement en cours du réchauffement climatique qui avait précipité son basculement vers un catastrophisme radical[2]. De tels cas existent donc, mais d'après les terrains auxquels nous avons eu accès, et sur la base des entretiens dont nous disposons, nous pouvons les dire suffisamment rares pour ne pas significativement affecter la valeur explicative des deux déterminants sociaux que nous avons identifiés. Nous pouvons donc en venir au point suivant, qui consiste à regarder au-delà des seules trajectoires catastrophistes, pour tenter d'en saisir la signification plus générale, au regard des mouvements écologistes, voire de la société dans son ensemble : c'est la question de la *logique sociale* que révèle l'irruption en politique du phénomène catastrophiste dans les années 2000, une logique sociale de désillusion collective.

3- Logique sociale de la désillusion catastrophiste

Au-delà de la juxtaposition des trajectoires individuelles, le phénomène catastrophiste des années 2000 constitue une dynamique collective, laquelle s'insère à son tour dans un ensemble plus vaste, celui de la société toute entière. Il faut alors se demander s'il existe une logique sociale sous-jacente, qui nous éclairerait sur une signification plus générale de ce phénomène – à la manière notamment de Bernard Lacroix, qui démontrait qu'à la fin des années 1960, le phénomène communautaire était aussi le symptôme d'un dysfonctionnement

[1] Résumé fondé sur trois journées d'observation participante au domicile de Deborah, dans le Devon, du 7 au 10 novembre 2008.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Harry, à son domicile au Pays de Galles, le 22 juin 2010.

de l'ascension sociale, générateur de frustration pour toute une génération[1]. Dans notre cas, la dynamique des réseaux catastrophistes relève aussi de la frustration, ou plus exactement d'une *désillusion*, nourrie du constat partagé de ne pas être parvenu à inventer à temps les voies politiques qui auraient permis d'éviter la précipitation des catastrophes écologiques tant annoncées. Ce sont principalement deux générations militantes qui interagissent dans cette logique sociale de la désillusion catastrophiste. La première est celle des militants chevronnés, devenus quinquagénaires vers 2000 et sexagénaires vers 2010, qui avait joué un rôle politique pionnier dans les luttes écologistes des années 1970, et qui constate aujourd'hui avoir échoué à enrayer la course à l'abîme, en dépit de quarante années d'efforts. Quant à la seconde, c'est celle d'une génération de jeunes adultes, souvent primo-militants, qui fondent leur approche catastrophiste sur le constat désillusionné que, quoi qu'ils fassent, ils verront les catastrophes advenir de leur vivant, et qu'ils seront la génération du grand sevrage énergétique.

3.1 Une génération pionnière arrivant en fin de carrière militante

Revenons une dernière fois aux travaux de Bernard Lacroix. L'effervescence, puis la dissolution du phénomène communautaire qu'il étudiait, concernait principalement des jeunes gens appartenant à *une même génération* : celle qui avait une vingtaine d'années, ou un peu plus, autour de 1970. Il s'agit donc d'individus qui étaient dans la cinquantaine autour de l'an 2000, et dans la soixantaine vers 2010. Certains des parcours biographiques que nous avons étudiés (Jean-Claude Besson-Girard, Bridget) attestent de l'existence d'une continuité entre le phénomène communautaire des années 1970 d'une part, et les réseaux catastrophistes des années 2000 d'autre part. Il s'agit évidemment d'une continuité *relative*, tous les militants contemporains, même parmi les plus âgés, n'ayant pas participé à ces communautés. Mais le phénomène reste suffisamment significatif pour suggérer que la trajectoire de cette cohorte générationnelle n'est pas sans influence sur la logique sociale sous-jacente à l'émergence des réseaux catastrophistes français et britanniques. Il faut donc s'intéresser à la responsabilité de cette génération qui fut pionnière dans les années 1970, non seulement dans les communautés mais aussi plus généralement dans les premiers temps de l'écologie politique, et qui fournit aujourd'hui la plupart des doyens des réseaux pour la décroissance et la transition.

[1] Bernard Lacroix, 2006 (1981), *op. cit.*

À propos de cette génération, Bernard Lacroix expliquait qu'il fallait regarder au-delà du libre-arbitre des individus, et s'interroger plus fondamentalement sur la structure sociale permettant d'expliquer la concomitance soudaine des décisions individuelles au sein d'une même tranche d'âge, à un moment historique précis :

> *« La question du devenir et de l'effilochement du mouvement renvoyait alors à celle, plus énigmatique, de son surgissement ; pourquoi, en effet, l'apparition des communautés était-elle un phénomène propre aux années 70 ? Pourquoi 70 et non pas 65 ou 75 ? Nous admettions volontiers, sous ce rapport, que l'entrée en communauté procédait d'un "désir" de vie commune, ainsi qu'à un moment donné de la décision fondatrice de l'individu de devenir communard. Mais nous refusions de faire de ce désir un désir originaire dont l'irruption ne devrait surtout pas être interrogée, et de cette décision un acte souverain dont le libre arbitre serait l'ultime et unique explication. Ce refus joint à l'évidence du caractère daté du phénomène communautaire conduisait à orienter l'enquête du côté des processus sociaux de production des dispositions des acteurs, seuls capables de pouvoir rendre compte de la systématicité d'un espoir utopique, caractéristique d'une génération. »*[1]

Pour Lacroix, l'explication sociologique la plus convaincante de ce phénomène était la *« logique sociale de la frustration »* générée par un dysfonctionnement de l'ascension sociale, et dont pâtissaient principalement certains des jeunes étudiants qui venaient alors de se forger un capital culturel[1]. Sur ce modèle, il s'agit maintenant de savoir s'il est possible d'identifier une logique sociale expliquant qu'une part de cette génération pionnière dans les années 1970 se retrouve aujourd'hui, en fin de carrière militante, dans des réseaux catastrophistes.

Selon nous, il s'agit d'une *logique sociale de la désillusion*, qui transparaît de manière sous-jacente dans les trajectoires politiques des plus âgés des militants de la décroissance et de la transition, et qui se manifeste aussi bien dans les glissements que dans les conversions catastrophistes que nous avons décrits. Ces quinquagénaires et sexagénaires appartiennent en effet à la première génération militante de l'écologie politique, si bien que leurs trajectoires individuelles s'entrecroisent incessamment avec celle, mouvementée et non linéaire, de leur famille politique durablement sous-structurée. De même qu'ils ont été du fameux épisode communautaire qui s'est évanoui dans les années 1970, ils ont été des grandes mobilisations antinucléaires qui ont échoué à éviter la nucléarisation de l'Europe ; ils ont été des premiers réseaux associatifs environnementalistes qui ont glissé vers le lobbying et la cogestion ; ils ont été des premières formations politiques écologistes, dites biodégradables, qui n'ont pas réussi

[1] Bernard Lacroix, 2006 (1981), *op. cit.*, p.15.

à s'imposer dans le jeu électoral ; ils ont été des premiers partis écologistes structurés qui ont fini par se plier à la loi d'airain de la professionnalisation et du compromis permanent ; ils ont été des campagnes d'action directe anti-routes ou anti-OGM qui n'ont que faiblement ralenti la diffusion de ces techniques ; etc. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes militants qui ont été actifs dans toutes ces mobilisations parallèles ou successives, mais tous ces précédents ont été vécus par au moins une part des quinquagénaires et sexagénaires aujourd'hui engagés en faveur de la décroissance ou de la transition. Ces doyens de l'écologie politique injectent donc dans les réseaux catastrophistes contemporains une forme de *mémoire collective* – ce sont eux qui citent le plus volontiers les Meadows, Dumont, Lovelock, Goldsmith et autres précédents prestigieux, non pas simplement comme d'abstraites références théoriques, mais davantage encore comme d'anciens camarades avec lesquels ils ont vécu, lutté… et souvent perdu. Pas toujours, pas partout, car on évoque aussi très volontiers les victoires de la Vanoise, du Larzac ou de Plogoff, mais perdu si l'on considère la marche globale du monde.

Il ne faudrait pas se méprendre, et dresser un tableau trop misérabiliste de la mémoire aujourd'hui véhiculée par cette génération qui fut pionnière. Sylvie Ollitrault explique bien, par exemple, que pour les militants écologistes qui avaient connu la grande époque des années 1970, le souvenir des actions passées pouvait devenir une raison supplémentaire de confirmer ses propres certitudes, en s'attribuant le rôle – positivement connoté – du précurseur : *« Les déceptions ou la nostalgie d'expériences alternatives ne démotivaient aucunement ce type de militants qui rappelaient au contraire la cohérence de leurs aspirations, et détectaient dans les signes actuels les preuves qu'"ils avaient raison" »*[2]. Nos propres observations confirment effectivement une part de cette analyse : non seulement les doyens de la décroissance et de la transition ne regrettent aucun de leurs engagements passés ; non seulement ils s'attribuent rétrospectivement le rôle de clairvoyants précurseurs qui avaient compris avant les autres la marche catastrophique de nos sociétés ; non seulement leur présence active dans ces réseaux montre qu'ils ne se démobilisent pas ; mais en plus certains semblent même se *remobiliser*, en renouant avec un activisme politique qu'ils avaient mis entre parenthèse, notamment ceux qui avaient accumulé entre-temps des responsabilités professionnelles et familiales[3]. Cela montre

---

[1] *Ibid.*, p.113.
[2] Sylvie Ollitrault, 2008, *op. cit.*, p.35.
[3] Parfois, ce regain de militantisme se double d'un regain de radicalité, pouvant donner le sentiment d'être confronté à des *« born-again catastrophists »* : c'est notamment le cas dans les trajectoires les plus nettes de conversion catastrophiste, quand cette conversion est le fruit d'une *crise du sens* que l'individu attribue à son engagement politique. Mais méfions-nous, cependant, de ne pas recourir dans ce cas à des cadres d'analyse se rapprochant davantage de la psychologie que de la sociologie.

à nouveau que l'engagement catastrophiste n'est pas une forme de déprise politique, de retrait définitif et désenchanté, mais qu'il peut au contraire amener un individu à renouer avec des engagements antérieurs qui tendaient à s'effilocher.

Pas d'interprétation excessive de l'aspect désillusionné de cette génération, donc. Mais tout de même, de l'évocation des luttes passées transpire régulièrement un constat amer, celui de ne pas avoir réussi à enrayer les tendances lourdes de la dégradation écologique : hausse des émissions de gaz à effet de serre, dépendance aux énergies fossiles, pertes de biodiversité, prolifération nucléaire, empoisonnement des environnements, etc. C'est ce constat désabusé qui inspire des propos évidemment teintés d'ironie, mais aussi de franchise, tels ceux d'Yves Cochet affirmant dans un colloque : *« Nous, les écologistes, il y a trente-cinq ans qu'on perd, il n'y a pas de raison que cela s'arrête »*[1]. Serge Latouche, quand on lui demande s'il pense vraiment que la décroissance a une chance de se faire entendre dans la société actuelle, répond en citant Guillaume le Taciturne : *« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer »*[2]. Au Royaume-Uni, cet engagement teinté d'amertume est incarné par l'historien et économiste David Fleming, qui fut l'un des cofondateurs et des leaders de l'*Ecology Party* (futur *Green Party*) dans les années 1970, l'un des co-fondateurs de la *New Economics Foundation* au début des années 1980, Président de la *Soil Association* de 1984 à 1991, entre autres… Ces travaux sur la déplétion énergétique et la résilience firent de lui l'une des principales sources d'inspirations de Hopkins, et il milita activement dans le réseau de la transition jusqu'à son décès, fin 2010, à l'âge de 70 ans. Sa nécrologie affirmait : *« In his wry way, he would often describe himself as having failed at everything he turned his hand to »*[3]. C'est effectivement l'esprit des propos que nous l'avons entendu tenir lors des conférences annuelles du *Transition Network*, auxquelles il participa en 2008 et 2010 : en 2008 surtout, il y animait un atelier intitulé *« After the Crash »*, au cours duquel il expliquait qu'il ne voyait plus quelle action politique ou sociale pourrait réussir après tant d'échecs accumulés, et qu'il fallait maintenant prendre acte que le temps des catastrophes était venu[1].

De tels propos ne suffisent évidemment à résumer ni l'esprit de la décroissance, ni celui de la transition. Il faut néanmoins comprendre qu'ils influent sur les identités collectives qui se construisent au sein des réseaux catastrophistes contemporains, en y instillant une dose de

---

[1] Propos recueillis lors du colloque*« Défi écologique : la politique peut-elle sauver l'espèce humaine ? »*, organisé à l'Académie des Sciences Morales et Politiques de Paris, le 20 mars 2009.
[2] Propos recueillis lors de son intervention publique lors du cycle de conférences *« La décroissance a-t-elle un avenir ? »*, organisé à Paris par la Bibliothèque Publique d'Information du Centre Pompidou, le 18 juin 2012.
[3] Shaun Chamberlin, « Dr. David Fleming: a tribute », *The Ecologist*, 21 décembre 2010.

désillusion tragique. Ce n'est pas seulement une désillusion motivée par le constat que militer ne sert à rien, comme on pourrait en trouver dans de nombreux milieux politiques minoritaires ou groupusculaires. C'est une désillusion motivée par le constat de l'échec de quarante années de luttes politiques, dont l'objectif était d'interrompre une course à la catastrophe globale. Le fait d'avoir échoué pendant quarante ans est, *en soi*, érigé en un problème politique par cette génération désillusionnée : le contexte inédit de catastrophe globale qui est désormais le nôtre ne permet plus le même optimisme, les mêmes espoirs, les mêmes utopies que dans les années 1970. Nous reviendrons dans un prochain chapitre sur le processus de *« politisation du temps perdu »* auquel contribue cette génération, et qui se manifeste surtout par une reconnaissance croissante que certaines irréversibilités sont déjà consommées. Mais avant cela, il faut encore présenter l'autre profil générationnel actif dans ces réseaux, et qui regroupe notamment des jeunes adultes primo-militants persuadés qu'ils *vivront* les catastrophes annoncées.

3.2 Une génération primo-militante persuadée qu'elle vivra les catastrophes

L'entrée en politique d'une jeune génération n'est jamais univoque, de même qu'elle n'est jamais monolithique. Dans quelle proportion les jeunes gens de 1970 ont-ils réellement embarqué dans l'expérience communautaire ? Sans doute ne s'agissait-il seulement que d'une part infime d'entre eux. Et pourtant, on aurait tort de sous-estimer l'importance de cet épisode dans l'histoire politique de nos sociétés. Vécues de l'intérieur, en effet, ces quelques années ont été une période d'effervescence théorique et pratique, qui fut une étape déterminante dans les processus de politisation de nombreux acteurs des *« nouveaux mouvements sociaux »* qui allaient traverser les décennies suivantes. Vues de l'extérieur, elles eurent un retentissement bien supérieur à ce que la faiblesse des effectifs numériques concernés aurait laissé supposer, non seulement parce qu'elles infusèrent durablement dans l'imaginaire collectif, mais en plus parce qu'elles ne furent pas sans conséquences effectives sur les orientations officielles de l'aménagement des territoires ruraux. C'est donc avec une certaine légitimité qu'elles restent associées, quarante ans plus tard, à un *« esprit du temps »* qu'elles ne suffisent évidemment pas à résumer, mais dont elles ne sauraient pourtant pas être totalement écartées.

C'est en nous fondant sur ce constat que nous allons chercher à déterminer dans quelle mesure les jeunes gens qui ont rejoint les réseaux catastrophistes – et dont nous avons vu que

[1] Résumé fondé sur une observation participante lors de cet atelier, à Cirencester, le 12 avril 2008.

leur proportion relativement importante dans ces réseaux était liée à une forte disponibilité biographique – participent eux aussi d'une forme d'*« esprit du temps »*, d'esprit de la fin des années 2000. Il s'agit notamment de montrer comment opèrent des processus de transmission et d'acculturation par lesquels une jeune génération primo-militante, au contact des militants plus âgés que nous venons de décrire, développe une forme spécifique de *désillusion*, qui ne génère pas du désengagement, mais plutôt de l'engagement catastrophiste, structuré par la conviction partagée que les modalités de l'engagement doivent être *adaptées* aux ruptures qui s'annoncent. Car davantage encore que les militants les plus âgés, les jeunes générations qui se politisent au contact quotidien des diagnostics et des anticipations catastrophistes fondent leur engagement sur la certitude qu'ils verront ces ruptures *de leur vivant*, et qu'il ne serait donc pas raisonnable de construire sa vie politique (mais aussi sociale, familiale, etc.) sur une hypothèse de continuité qui semble se déliter sous leurs yeux.

Reprenons comme exemple le cas de Nicolas, ce jeune objecteur de croissance lillois qui, en 2006, remontait les manifestations anti-CPE à contre-courant en scandant des slogans pro-décroissance. Ancien publicitaire, il avait basculé dans la décroissance un peu plus tôt, à environ 27 ans, ce qui l'avait amené à quitter son emploi et à entamer une reconversion professionnelle pour devenir paysan en agriculture biologique. Il était encore à Lille fin 2006, quand a été organisée la concertation publique sur le réaménagement de la voirie de la Place de la République (l'une des plus grandes et des plus fréquentées des places de la ville, entre la Préfecture et le Musée des Beaux-Arts). Il est intervenu lors de la séance de questions ouvertes, pour demander aux élus si l'on avait pensé à prévoir un espace avec *« des anneaux scellés pour accrocher les chevaux, puisqu'on sait qu'avec le pic pétrolier il faudra bientôt se passer de voitures et trouver d'autres manières de se déplacer »*. Malheureusement, nous n'avons pas directement assisté à cette scène… mais son récit a suffisamment circulé pour que plusieurs objecteurs de croissance lillois nous la racontent spontanément, en y voyant un cas emblématique de la difficulté à établir un dialogue avec ceux qui pensent que les choses pourront continuer telles qu'elles sont. Isabelle, par exemple, nous l'a raconté en ces termes :

> *« Évidemment, je pense que personne l'a pris au sérieux. Sur le coup, ça a surtout fait rigoler… Il y avait un peu de provocation, mais c'était pas que ça, au fond c'est vrai qu'on va bientôt devoir se passer de voitures, à cause du pic pétrolier. Il va falloir trouver d'autres moyens de se déplacer, et il faudrait y penser maintenant, parce que ça va aller très vite. »*[1]

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Isabelle, à Lille, le 16 décembre 2010.

La logique de désillusion catastrophiste qui transparaît ici est triple. Premièrement, l'intervention et les interprétations qui en sont faites montrent que ces jeunes objecteurs de croissance n'accordent plus aucune crédibilité à l'hypothèse de continuité : ils ne proposent pas de réduire la place de la voiture, ils *annoncent* que le temps de la voiture touche à sa fin, indépendamment de leur propre volonté. L'imminence de la rupture est devenue leur profonde conviction, à partir de laquelle ils construisent leur discours politique. Deuxièmement, il y a aussi désillusion en la capacité du groupe à se faire entendre, même dans une arène politique justement dédiée à la concertation publique : au-delà de la part volontairement loufoque de la proposition, il y a dans l'intervention publique une demande réelle de prise en considération des ruptures à venir, et les objecteurs de croissance ne semblent ici même plus s'étonner de ne pas parvenir à se faire entendre. Troisièmement, la nature du nouveau projet professionnel de Nicolas, qui souhaite s'installer à la campagne pour devenir paysan, prend un autre sens après examen de cet épisode : le projet de vie est conçu en adéquation avec l'avenir tel que Nicolas le projette, celui d'un monde qui *inévitablement* va radicalement changer *de son vivant*, mais pas nécessairement *de son fait*. La désillusion catastrophiste déborde la seule sphère politique, et contamine les autres dimensions de la vie sociale du militant.

Il ne faudrait pas se méprendre sur l'esprit de cette désillusion, qui n'est pas forcément synonyme d'un engagement triste ou désespéré. L'intervention publique de Nicolas était aussi racontée comme une bonne blague faite à ceux qui ne veulent pas voir ; son nouveau projet professionnel est décrit avec ambition et enthousiasme ; bref, il y a certainement une part de joie de vivre dans ces actions. Mais si nous maintenons tout de même le terme de désillusion, c'est parce qu'il y a aussi dans cet engagement une forme de renoncement à l'hypothèse de continuité, à laquelle ces militants souscrivaient dans leur prime jeunesse, voire au début de leur engagement politique, et qu'ils assimilent désormais à une illusion collective. Selon eux, les ruptures interviendront bientôt, ce n'est qu'une question de temps. Dès lors, le principal problème consiste à concevoir des engagements, politiques et personnels, qui conservent un sens au regard de cet horizon catastrophique : cette *« politisation du temps qu'il reste »*, c'est-à-dire ce processus par lequel les réseaux de la décroissance et de la transition reconstruisent une conception politique du temps tenant compte de la fin de l'hypothèse de continuité, sera davantage détaillée dans un prochain chapitre.

Ce sont incontestablement de jeunes militants qui expriment le plus volontiers cette forme de désillusion catastrophiste. Toutefois, il serait difficile d'identifier une tranche d'âge précise. Dans son ouvrage sur *Les Non-conformistes des années 30*, le politiste Jean-Louis

Loubet del Bayle établit un lien entre ce qu'il appelle l'esprit de 1930, d'une part, et l'entrée sur la scène intellectuelle et politique de la première génération qui n'a pas vécu l'expérience de la Première guerre mondiale, d'autre part[1]. Ces jeunes gens qui ont eu vingt ans autour de 1930 ont certainement joué un rôle décisif dans l'émergence d'un *« esprit du temps »*… mais dans le même temps, il faut convenir que ce diagnostic allait au-delà de cette seule génération, qu'elle trouvait un écho dans les convictions d'intellectuels plus âgés, qui eux aussi étaient convaincus qu'ils vivaient des années tournantes, annonciatrices de grands bouleversements. Ainsi, derrière l'identification d'une cohorte générationnelle, nécessairement simplificatrice, il y a toujours la réalité d'interactions plus complexes entre un grand nombre de classes d'âge elles-mêmes hétérogènes.

Cette précaution étant explicitée, on peut néanmoins faire l'esquisse d'un phénomène générationnel parmi les plus jeunes militants de la décroissance et de la transition. Il concerne notamment *des individus ayant eu 20 ans dans les années 2002-2008*. L'année 2002 marque le début de la politisation du pic pétrolier et l'émergence du mouvement pour la décroissance. C'est aussi une année tournante pour le développement durable, le Sommet de Johannesburg ayant été vécu par les objecteurs de croissance comme la confirmation de leurs critiques. En France, c'est aussi la fin de la Gauche plurielle, et le bilan des Verts se trouve suffisamment critiqué dans les milieux écologistes pour amener certains jeunes militants à s'orienter vers d'autres formes d'engagement, hors des partis politiques conventionnels, ce dont bénéficiera finalement le mouvement de la décroissance. L'année 2008 est une autre année charnière, qui marque le début d'une crise économique mondiale appelée à durer, et que les militants de la décroissance et de la transition vont interpréter comme la première des grandes ruptures qu'ils annonçaient jusqu'alors uniquement sur le mode de l'anticipation. Si l'on acceptait le risque d'une formule sans doute trop simplificatrice, on pourrait parler d'*« esprit de 2005 »* – année où fut initié le mouvement de la transition… mais surtout année où a été atteint le pic mondial du pétrole conventionnel[2].

L'expression *« esprit de 2005 »* n'est pas absurde, si on la réinsère dans un contexte social plus vaste : l'économiste Éric Maurin a bien montré que la crise économique mondiale de 2008 a été la cause directe d'une flambée d'angoisse collective, cristallisée par la notion de *« déclassement »*… et qui depuis peine à s'éteindre, l'économie européenne allant de crise en

---

[1] Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les Non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 2001 (1969), p.30-35.
[2] James Murray et David King, janvier 2012, *op. cit.*

crise[1]. Aux alentours de 2005, quand cette peur du déclassement n'était pas encore d'actualité, les réseaux émergents de la décroissance et de la transition expliquaient que l'imminence du pic pétrolier allait bientôt nous précipiter dans la récession[2]. Selon Edwin Zaccai, l'essor de la décroissance à cette époque peut en partie s'expliquer par une forme d'anticipation de la crise mondiale de 2008[3]. Nous tendrions à abonder en son sens : la peur du déclassement qu'Éric Maurin observe à partir de 2008 renvoie à l'idée diffuse que, pour la première fois depuis des décennies, les jeunes générations pourraient vivre moins bien que leurs aînés. Cette angoisse, devenue presque banale depuis 2008, était comme *anticipée* dans les militantismes pour la décroissance et pour la transition pendant la période 2002-2008[4]. Objecteurs de croissance et militants de la transition partageaient déjà le sentiment de vivre des *« années tournantes »*, pour reprendre une expression de Jean-Louis Loubet del Bayle, et tentaient de construire des idées et des pratiques politiques anticipant sur les temps difficiles qui suivraient.

Voilà donc l'essence de la logique sociale de la désillusion catastrophiste, telle qu'elle se construit entre conscience du temps perdu d'une part, et anticipation du peu de temps qu'il reste d'autre part. Plusieurs générations militantes interagissent dans ce phénomène, avec parfois des entrecroisements étonnants – ainsi avons-nous pu entendre, lors d'un atelier sur l'effondrement organisé par le groupe de transition de Glastonbury, un militant presque sexagénaire critiquer le désintérêt pour ce thème d'un autre membre du groupe, Christopher, presque octogénaire :

> *« Il est gentil, Christopher, mais lui il ne sera sans doute plus là quand il y aura un effondrement. Alors que moi, je suis persuadé que ça arrivera de mon vivant… Je le vivrai en tant que personne âgée, mais je le verrai de mes yeux, et j'en subirai les conséquences. »*[5]

---

[1] Éric Maurin, *La Peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil, 2009.

[2] *« La fin du monde est-elle pour 2008 ? »*. Les textes étaient introduits ainsi : *« Selon l'ASPO, le pic d'extraction mondial du pétrole se produira en 2008. À ce moment, l'offre de pétrole déclinera et ne pourra plus répondre à une demande toujours croissante. Le prix de l'or noir va alors s'envoler. Le carburant irremplaçable de la société de consommation viendra à manquer avec le risque de précipiter le monde occidental dans le chaos. Serons-nous assez intelligents pour anticiper le choc ? »* Alain Gras, François de Ravignan, Marion Balestrat et Patrick Piro, « La fin du monde est-elle pour 2008 ? », *La Décroissance*, n°24, décembre 2004, p.14-15.

[3] Propos recueillis lors de son intervention publique à la JIDD (Journée interdisciplinaire sur le développement durable) : *« Le Développement durable, concept sous-exploité ou idée dépassée ? »*, journée organisé par le réseau Développement durable et territoires fragiles, à Lille, le 25 juin 2012.

[4] S'il est encore trop tôt pour disposer de données significatives sur le lien entre récession et pratiques de décroissance, certains journalistes ont commencé à étudier le sujet : *« La crise a provoqué en Grèce un télescopage inattendu entre la décroissance comme philosophie politique, consentie et même voulue, et ses nouveaux adeptes, bien obligés de gérer la pénurie. »* Extrait de : Olivier Razemon et Alain Salles, « Grèce : vivre en décroissance », *Le Monde*, 10 février 2012, p.18.

[5] Propos recueillis lors d'une journée d'ateliers organisés à Glastonbury, le 24 octobre 2009.

Difficile, donc, de répartir parfaitement les rôles générationnels au sein de ces réseaux ; mais le principe de la désillusion collective demeure, qui se nourrit à la fois de l'expérience des échecs passés et de l'anticipation des chocs à venir. Il reflète l'existence d'une forme d'air du temps, ou d'esprit collectif, qui se déploie dans des réseaux numériquement faibles, mais qui préfigurait déjà la montée en puissance, dans le reste de la société et avec un décalage temporel de quelques années, de la peur du déclassement. Le prochain chapitre permettra de clarifier, et parfois de relativiser ce parallèle entre catastrophisme et peur du déclassement, en montrant que la culture politique catastrophiste émergente propose des cadres d'interprétation visant justement à construire une conception plus positive de la sobriété collective.

* * *

La démarche catastrophiste des militants pour la décroissance et pour la transition est le fruit d'une *dynamique politique*, et non une espèce d'invariant psychologique. Les trajectoires individuelles font nettement ressortir des processus de socialisation, tantôt par conversion et tantôt par transformation, tantôt par rupture détonante et tantôt par glissement silencieux. Ces parcours politiques individuels ne sont pas exempts de déterminants sociaux, et l'on constate que les basculements ont opéré de manière privilégiée lorsque des militants écologistes en période de disponibilité biographique étaient exposés à des discours politisant le problème du pic pétrolier. Ce schéma ne suffit pas à résumer la complexité de l'ensemble des trajectoires individuelles, mais il donne les grandes lignes explicatives d'un phénomène collectif, celui d'individus et de groupes dont les bifurcations concomitantes ont conduit à l'émergence des réseaux pour la décroissance et la transition. Derrière ce phénomène collectif transparaît, de façon sous-jacente, une logique sociale de désillusion collective, qui se nourrit notamment d'une rencontre intergénérationnelle inédite – entre d'une part, la génération pionnière de l'écologie politique, qui arrive aujourd'hui en fin de carrière militante en dressant un bilan à l'arrière-goût d'échec ; et d'autre part une jeune génération, souvent primo-militante, qui se politise en acquérant la certitude qu'elle verra de son vivant de grandes ruptures écologiques, au premier rang desquelles le basculement dans l'après-pic pétrolier. Nous allons maintenant nous intéresser à la culture politique qui émerge de cette rencontre.

II- Identité catastrophiste : incarner un agenda politique surdéterminant

« Il est certain que ma conviction se trouve infiniment renforcée dès l'instant où une autre âme accepte de la partager. »[1]

Fruits des imbrications entre des trajectoires individuelles et des logiques sociales de désillusion, les réseaux de la décroissance et de la transition se sont imposés, en l'espace de seulement quelques années, comme les principaux *pôles d'attraction identitaire* auxquels se rattachent certaines minorités écologistes des champs politiques français et britannique. Plus encore, la tendance de ces deux mouvements à s'identifier l'un l'autre comme appartenant à une même famille politique suggère l'existence d'une similarité des logiques d'identification politique de part et d'autre de la Manche. Tout cela montre qu'en dépit d'une irréductible part d'hétérogénéité interne qu'il ne faudrait pas sous-estimer, ces deux réseaux partagent une *cohérence identitaire significative*, ancrée dans un univers de références, de connaissances et de pratiques communes, et qui peut être analysée en termes de *culture politique*.

Ce chapitre propose de démontrer comment les logiques culturelles à l'œuvre dans les réseaux de la décroissance et de la transition n'ont pas pour principal objectif leur intégration au champ politique par souci d'efficacité institutionnelle, mais plutôt l'*affirmation identitaire d'un agenda politique surdéterminant*. Cela n'exclut pas de régulières incursions électorales ou institutionnelles, mais cela permet de comprendre le statut périphérique de ces incursions dans les stratégies politiques des deux mouvements, et les raisons du sous-investissement en moyens humains et financiers dont elles pourraient sembler pâtir. Ces incursions ont pour rôle principal d'accéder à une tribune, c'est-à-dire à un vecteur permettant de réaffirmer l'identité collective de réseaux qui cherchent prioritairement à faire exister dans le champ politique un discours annonciateur de ruptures catastrophiques *contraignantes*, parce que *surdéterminantes* et souvent *inconciliables* avec les conceptions plus conventionnelles de l'agenda politique : relance durable de la croissance, prolongement éternel du progrès technique, renégociation

[1] Novalis, repris dans Joseph Conrad, *Lord Jim*, Paris, Gallimard, 1982 (1900), p.9.

perpétuelle des contraintes écologiques, réversibilité des décisions démocratiques, etc. Cette démonstration pourra s'appuyer sur les travaux des auteurs ayant déjà amplement analysé les cultures et les identités politiques des militants écologistes, dont notamment ceux de Bruno Villalba sur les Verts français, et ceux de Florence Faucher sur les Verts français et les *Greens* britanniques. Mais il s'agira également de les prolonger en montrant comment l'émergence des réseaux catastrophistes contemporains a recomposé certaines des logiques culturelles et identitaires en jeu, du fait de la pression exercée par l'horizon catastrophique sur le rapport de certains militants écologistes au champ politique.

Les affinités identitaires des réseaux catastrophistes s'ancrent dans une culture politique partagée – la culture politique pouvant être définie, selon Philippe Braud, *« comme un ensemble de connaissances et de croyances permettant aux individus de donner sens à l'existence routinière de leurs rapports au pouvoir qui les gouverne, et aux groupes qui leur servent de références identitaires. […] La culture stimule la construction d'un lien social, sans doute plus imaginaire que réel, en suggérant l'importance d'un passé commun, en faisant partager des valeurs communes (ou réputées telles), en proposant le cas échéant des tâches collectives à accomplir ensemble »*[1]. En suggérant des comportements communément admis au sein du collectif, elle fournit des repères qui, consciemment ou non, structurent et orientent les positionnements dans le champ politique. Dans notre cas, la culture politique catastrophiste désigne un ensemble complexe et instable d'idées, de pratiques, de valeurs et d'orientations communes, sur lequel les militants de la décroissance se fondent pour affirmer une identité *distincte* au sein des mouvements écologistes, et au sein du champ politique en général. Il ne s'agit pas d'une idéologie au sens doctrinaire du terme (l'idéologie de référence demeurant l'écologisme tel que le définit Andrew Dobson), mais plutôt d'un prisme commun de lecture du politique, distinct des autres cultures écologistes par sa constance à vouloir incarner dans le champ politique le souci de l'imminence des ruptures catastrophiques.

Pour analyser ces logiques culturelles émergentes, encore fluctuantes selon les groupes et les courants, nous nous appuierons notamment sur le triptyque identitaire qui avait structuré les travaux de Bruno Villalba sur les Verts au début des années 1990 : être, croire et agir[2]. En effet, l'identité politique s'incarne d'abord en des comportements admis, des manières d'être qui, chez les catastrophistes plus encore que chez les autres écologistes, tendent à déborder les activités de la sphère publique pour englober jusqu'aux expériences les plus intimes de l'être

[1] Philippe Braud, *Sociologie politique*, 9e éd., Paris, LGDJ, 2008, p.332-333.
[2] Bruno Villalba, 1995, *op. cit.*

aux autres et de l'être au monde. Cette distinction identitaire se prolonge par des processus de cadrage politique qui alignent les croyances et les convictions du mouvement jusqu'à leur donner un sens spécifique dans le champ politique. Enfin, c'est sur ce substrat de pratiques, de croyances et de convictions partagées que se peut construire une culture commune de l'agir politique, fondée dans les réseaux catastrophistes sur un relatif détachement à l'égard des impératifs institutionnels, et sur la mise en scène politique d'une cohérence identitaire dont l'intransigeance incarne allégoriquement la non-négociabilité des ruptures à venir.

1- S'identifier : communauté d'héritage et communauté d'avenir

Dans les réseaux politiques impliquant des effectifs numériquement restreints, il n'est pas toujours évident de démêler les logiques idéologiques, culturelles et identitaires. Plutôt que de procéder à une classification trop stricte qui rencontrerait vite ses limites empiriques, mieux vaut souvent essayer de saisir comment ces logiques complémentaires alimentent chez les militants le sentiment partagé d'appartenir à un même collectif politique, par la production simultanée de solidarité en interne et de distinction à l'égard de l'extérieur. Le politiste Derek Wall procédait ainsi dans son analyse de la culture politique des militants d'*Earth First!* :

> *« Politics, in the form of ideology that criticises an existing society and promotes an alternative vision, especially perhaps green politics, cannot easily be separated from culture. A strong culture can bind activists together, creating a sense of solidarity which helps them to take part in 'high-cost' direct action. »*[1]

De la même manière, dans les réseaux numériquement restreints de la décroissance et de la transition, il n'est pas rare que la perspective catastrophiste introduise des dissonances perturbatrices pour la vie quotidienne : *« Si je crois à ce que je dis, je ne vois vraiment pas comment je pourrais élever des enfants »*, nous a par exemple affirmé une objectrice de croissance lilloise[1]. L'engagement catastrophiste peut également susciter des tensions avec l'entourage familial ou professionnel, puisque les convictions catastrophistes s'exposent dans l'espace public à des disqualifications allant du sarcasme à la désapprobation. Le coût moral et social de cet engagement s'avère donc loin d'être négligeable, et il devient nécessaire d'expliquer ce qui peut le compenser. Nous proposons d'adapter aux réseaux catastrophistes l'argument de Derek Wall, selon lequel le coût d'un engagement à risque peut partiellement

[1] Derek Wall, 1999, *op. cit.*, p.142.

être compensé par le sentiment de solidarité qu'offre la communion culturelle et identitaire avec un collectif politique, même numériquement restreint : nous montrerons que dans les réseaux de la décroissance et de la transition, cette logique identitaire se nourrit du partage de filiations théoriques, de projections fictionnelles, et d'anticipations pratiques communes.

1.1 Filiations théoriques

La culture commune d'un groupe politique se manifeste d'abord par le sentiment de ses membres d'être ensemble les dépositaires d'un même héritage, d'une mémoire collective qui leur permet d'inscrire leur engagement dans une histoire qui lui donne sens. La présence dans les réseaux de la décroissance et de la transition de sexagénaires ayant vécu dans leur jeunesse les expériences communautaires et les grandes mobilisations écologistes des années 1970, et revendiquant ostensiblement la continuité de leurs engagements depuis cette époque, montre l'importance accordée dans ces milieux à cet élément de l'identité collective. À cette évidente filiation des luttes et des engagements, il faut aussi adjoindre une revendication de filiations théoriques, qui permet de compléter l'analyse de la dimension mémorielle de l'identité mise en scène par ces réseaux : en effet, les objecteurs de croissance et les militants de la transition se présentent volontiers, en tant que mouvement, comme les *véritables* héritiers de traditions intellectuelles, politiques et militantes – *« véritables »*, par opposition à d'autres mouvements écologistes accusés d'avoir davantage négocié, voire sacrifié leur identité écologiste à seule fin de gagner en efficacité institutionnelle. Cette analyse générale doit cependant être nuancée au regard des divergences entre les contextes politiques français et britanniques.

En France, les publications des objecteurs de croissance abondent en présentations des *« précurseurs »* ou des *« pères »* de la décroissance. Pendant plusieurs années, le journal *La Décroissance* incluait une rubrique historique dans laquelle furent présentés des figures dont le mouvement pouvait se réclamer : François Partant, Nicholas Georgescu-Roegen, André Gorz, Ivan Illich, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Paul Lafargue, Diogène, Jacques Tati, etc. Dans le même esprit, en 2010, la revue *Entropia* a consacré un dossier aux *« sources de la décroissance »*, avec des contributions mettant en avant les héritages de William Morris, Günther Anders, Paul Lafargue, Ludwig Boltzmann, etc.[1] On y trouvait aussi des articles sur la continuité de la décroissance avec les mouvements luddites, le groupe *Survivre et vivre*, les

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Isabelle à Lille, le 25 février 2010.

publications des Meadows, etc. Quant à Paul Ariès, il a consacré un ouvrage entier à la manière dont la décroissance pouvait être interprétée comme l'héritière de deux siècles de luttes des gauches anti-productivistes : luddites, canuts, socialistes libertaires, etc.[2]

L'abondance des filiations théoriques revendiquées témoigne de l'importance accordée dans le mouvement à la dimension historique de l'identité collective. Il y a évidemment dans ce phénomène une volonté affichée de légitimer les propositions politiques présentes en les inscrivant dans une historicité ; et sans doute aussi une tendance à l'intellectualisation liée à l'abondance des universitaires dans les équipes dirigeantes de ces publications. Un autre point paraît plus intéressant encore : parmi les très nombreuses figures mobilisées pour incarner l'héritage hétéroclite dont se revendique le mouvement, on constate l'absence presque totale de toute référence à une organisation durablement structurée. Ni les grandes ONG comme les Amis de la Terre ou Greenpeace, ni les principaux partis écologistes ne sont mentionnés dans cet héritage commun, alors qu'ils fournissent souvent la plus grande part des récits dans les analyses historiques du mouvement écologiste. Au contraire, ces ONG et ces partis politiques seront plutôt cités comme des contre-exemples, incarnant au mieux le dévoiement, au pire la trahison de l'écologie politique. La sympathie dont bénéficient, au sein des réseaux pour la décroissance, des figures comme Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Ivan Illich ou Günther Anders, vient aussi de la mise en scène de leur image d'intellectuels exigeants, qui n'hésitent pas à s'engager, mais qui sont demeurés rétifs aux logiques d'appareil.

Prenons un exemple : l'ouvrage de Bernard Charbonneau le plus abondamment cité dans ces réseaux est vraisemblablement *Le Feu vert : autocritique du mouvement écologiste*[3]. Il s'agit d'un essai initialement publié en 1980, longtemps introuvable, et qui a été réédité en 2009 dans la collection dirigée par Serge Latouche aux éditions Parangon. Il a pour principal objet – déjà – la critique de la récupération du mouvement écologiste par les institutions, et le risque de voir ses aspirations initiales se diluer dans une gestion purement technocratique des ressources à mesure que les pénuries se préciseront. Ses paragraphes les plus acerbes ont été cités à plusieurs reprises pour étayer la critique décroissante du Grenelle de l'environnement en 2007-2008, assimilé à une mascarade dans laquelle se compromettaient les dirigeants trop complaisants des grandes ONG et des Verts[4]. Ainsi, le positionnement politique des figures dont l'héritage est revendiqué par les objecteurs de croissance s'avère loin d'être neutre : les

---

[1] « Aux sources de la décroissance », *Entropia*, vol. 10, printemps 2011.
[2] Paul Ariès, *La Simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2010.
[3] Bernard Charbonneau, 2009 (1980), *op. cit.*
[4] Collectif, 2007, *op. cit.* ; Jean-Christophe Mathias, 2010, *op. cit.* ; Stephen Kerckhove, 2010, *op. cit.*

filiations théoriques de la décroissance recoupent une filiation politique de la réticence, voire de l'hostilité aux logiques institutionnelles. L'affirmation identitaire par la revendication d'un héritage collectif contribue de cette manière à nourrir un processus de *distinction*, qui permet aux membres du groupe de se reconnaître, mais aussi de se démarquer des réseaux écologistes davantage intégrés dans le champ politique, et notamment d'EELV.

Au Royaume-Uni, ce phénomène apparaît de façon moins évidente, pour deux raisons. D'abord, le mouvement des *Transition Towns* n'a pas été initié par des universitaires, et s'est rapidement centré sur l'action à l'échelle communale, si bien que relativement peu d'énergie militante a été consacrée aux publications théoriques. Ensuite, et surtout, la situation politique diffère profondément par rapport à la France : le *Green Party* n'ayant pas suivi de trajectoire institutionnelle comparable aux Verts, il n'a pas généré de rancœur similaire à celle que l'on observe dans les réseaux de la décroissance. Les militants de la transition tendent plutôt à voir en lui un *think tank* intéressant, mais incapable d'obtenir des élus au niveau national, et donc sans aucune perspective politique sérieuse… mais nous y reviendrons en fin de chapitre, et pour l'instant il suffit de comprendre que l'affirmation identitaire des réseaux catastrophistes britanniques n'implique pas un processus de distinction aussi net que dans le cas français. Ce processus existe, mais il produit une opposition nettement moins frontale, ainsi qu'en atteste cet extrait d'entretien avec l'un des principaux animateurs du *Transition Network* :

> *« En fait, on a souvent du mal à travailler avec les grandes ONG comme WWF ou Greenpeace, parce qu'au fond ils restent attachés à la croissance. Ils travaillent avec des gouvernements, avec des grandes entreprises, donc évidemment ils ne peuvent pas accepter que le pic pétrolier, ça veut dire la fin de la croissance. Avec les Amis de la Terre, ça marche un peu mieux, mais c'est pas toujours évident non plus. »*[1]

Les filiations théoriques revendiquées par le mouvement de la transition témoignent d'une construction identitaire prétendant prolonger une tradition de *scepticisme* à l'égard des logiques institutionnelles. Attardons-nous sur deux figures revenant de manière récurrente : Ernst F. Schumacher et James Lovelock. Dans les années 1970, le premier a été l'auteur de l'essai *Small Is Beautiful*, dont l'influence a été déterminante sur le mouvement écologiste britannique, et dont on pourrait comparer le contenu à une variation sur les thèmes du seuil de contre-productivité et des dangers de la démesure. Après sa mort, pour prolonger ses travaux, certains de ses amis et camarades de militantisme fondèrent, à Totnes et au début des années 1990, le *Schumacher College*, un lieu de formation aux théories et aux techniques alternatives

encore actif de nos jours. Des centaines de formations y ont été dispensées depuis vingt ans, et plusieurs des initiateurs du réseau de la transition en ont fait l'expérience, en tant qu'étudiants ou en tant que formateurs. On y cultive l'intérêt pour l'action à petite échelle, qui favorise la maximisation de l'autonomie des petites communautés locales, en bref, tout ce qui constitue aujourd'hui le socle culturel du *Transition Network*. Quant à James Lovelock, il a été l'un des formateurs les plus impliqués dans les débuts du *Schumacher College*, et ses travaux sur la théorie de Gaïa ont fourni la trame de l'approche holistique dont se revendique la transition. Si ces filiations théoriques ne font pas l'objet d'une mise en scène éditoriale comparable à ce qu'il se fait dans les réseaux de la décroissance, elles sont néanmoins incarnées à Totnes, la *« capitale »* de la transition, par les activités du *Schumacher College*, auxquelles participent presque toujours certains des animateurs du *Transition Network*.

En France comme au Royaume-Uni, les réseaux de la décroissance et de la transition s'inscrivent donc ostensiblement dans des filiations théoriques qui nourrissent leurs identités collectives. Ces filiations ne sont pas politiquement neutres, puisqu'elles entretiennent une tendance à se démarquer des logiques institutionnelles – frontalement en France, du fait de la présence des Verts dans le champ politique, et de manière plus feutrée au Royaume-Uni. Cela nourrit leur penchant à refuser ces logiques institutionnelles (c'est-à-dire à refuser de se plier au principe d'efficacité organisationnelle que réclamerait la conquête des institutions), pour plutôt *cultiver en marge du champ politique la cohérence interne de leur identité collective*, au prix sans doute d'une certaine incompatibilité avec les logiques de pouvoir.

1.2 Projections fictionnelles

Au-delà de la mise en scène d'une mémoire commune, l'identité collective se nourrit de projections vers l'avenir, qui procurent au groupe politique le sentiment de partager un même destin. Cette relation collective à l'avenir se manifeste par exemple dans la description par les militants de l'idéal sociétal vers lequel ils souhaiteraient tendre, dans la formalisation d'une stratégie politique, dans la rédaction d'un programme de gouvernement, etc. Dans les réseaux écologistes, elle se manifeste aussi par un imaginaire collectif de la catastrophe écologique à venir, qui s'incarne volontiers en des *projections fictionnelles*, c'est-à-dire principalement des romans ou des films d'anticipation imaginant l'aboutissement des tendances de la dégradation

[1] Propos recueillis lors d'un entretien dans le bureau du *Transition Network*, le 13 juin 2012.

écologique globale. Et au sein des réseaux écologistes, les milieux de la décroissance et de la transition se distinguent par leur propension à mobiliser ces références culturelles communes pour donner corps aux tendances mortifères de la société actuelle, et pour souder l'identité du groupe autour d'un *« scénario du pire »* que l'action collective vise à empêcher. Les romans et les films ne se voient pas attribuer la même valeur que les scénarios scientifiques, mais ils se voient tout de même attribuer une importance particulière dans l'identité collective, en tant que supports métaphoriques véhiculant une représentation commune des enjeux soulevés par le questionnement catastrophiste.

La référence culturelle la plus fréquemment invoquée est sans doute le film *Mad Max*, vraisemblablement parce que l'une des principales causes de la désagrégation sociale y est la raréfaction du pétrole[1]. Il fournit ainsi aux militants une représentation idéal-typique de ce que pourrait être un effondrement économique, politique et social faisant suite au pic pétrolier. La référence est internationale, puisqu'on la retrouve aussi bien dans le journal *La Décroissance* que dans le *Manuel de transition* de Rob Hopkins, entre autres[2]. La force de cette référence culturelle est telle qu'elle est généralement évoquée sans qu'il soit nécessaire de rappeler le contenu du film, au point que la référence se limite parfois à la seule image de Mel Gibson avançant une arme à la main, sans plus de précision[3]. Il s'agit évidemment d'une référence symbolique plutôt que théorique, qui n'est pas à prendre au pied de la lettre – le membre d'un groupe de transition qui y faisait référence a par exemple pris la peine de nous préciser qu'il s'agissait avant tout d'un film *« peu sérieux »*, *« plein d'incohérences »*, et qui s'adressait d'abord aux *« adolescents attardés qui aiment les poursuites en voiture »*[4]. Mais sans doute le fait le plus intéressant est qu'il ait *quand même* choisi cette référence-là : il savait que malgré sa dimension caricaturale, cette référence culturelle est suffisamment partagée pour véhiculer une conception collective de ce que la mobilisation du groupe cherche à éviter.

Beaucoup d'autres anticipations fictionnelles sont encore mobilisées, quoique de façon plus occasionnelle. Le film *Soleil Vert*, par exemple, inspiré d'un roman du même titre, a fait l'objet d'une projection publique à Paris, le 12 mai 2009, suivi d'un débat avec Alain Gras et Yves Cochet : il y était présenté comme une illustration romancée de l'aboutissement logique

---

[1] George Miller, *Mad Max*, Australie, Kennedy Miller Production, 1979.
[2] Collectif, « Mad Max garanti », *La Décroissance*, n°77, mars 2011, p.9 ; Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.54.
[3] Par exemple en une du journal *La Décroissance*, n°50, juin 2008.
[4] Propos tenus par un membre du groupe de transition de Glastonbury (Somerset), pendant une journée d'ateliers à laquelle nous avons assisté en observation participante, le 24 octobre 2009.

de la croissance démographique et industrielle[1]. Un objecteur de croissance lillois nous avait cité le roman *Ravage*, de René Barjavel, pour compléter ses propos lorsqu'il nous décrivait ce que signifiait pour lui le mot *« effondrement »*[2]. Enfin, pour des raisons plus conjoncturelles, plusieurs militants de la décroissance et de la transition nous ont spontanément cité le roman post-apocalyptique *La Route*, de Cormac McCarthy, pendant la période où le film qui s'en inspirait était encore à l'affiche[3]. Boris, par exemple, un objecteur de croissance trentenaire, avait trouvé cette histoire inintéressante parce qu'absurde, et ne donnant donc pas une image suffisamment *crédible* de ce à quoi pourrait ressembler un dénouement apocalyptique :

> *« Personnellement j'ai détesté ce film, je l'ai vraiment trouvé mauvais. La mise en scène du cannibalisme est vraiment ridicule… D'abord c'est une aberration entropique, l'humanité ne peut pas survivre plusieurs années grâce au cannibalisme ! »*[4]

Une part de la valeur accordée aux projections fictionnelles tient donc à la manière dont un récit parvient (ou non) à entrer en résonance avec l'imaginaire collectif du groupe : il ne suffit pas de parler d'effondrement ou d'apocalypse, il faut encore que la mise en scène de ces thèmes soit porteuse de sens pour les militants. C'est l'importance que ces réseaux accordent au pic pétrolier qui explique l'efficacité de la référence à *Mad Max*, dont l'évocation suffit à exprimer le scénario du pire. En bref, pour ces réseaux, le film de Mel Gibson est aujourd'hui devenu *un peu plus* qu'un film : il est devenu le vecteur culturel de l'expression d'une crainte collective, d'un scénario-repoussoir contre lequel l'action collective trouve son sens, et qui contribue ainsi au renforcement identitaire du groupe (par opposition à l'extérieur du groupe, qui continue à n'y voir *rien de plus* qu'un film). On notera que James Howard Kunstler, l'un des spécialistes anglophones du pic pétrolier les plus cités par le mouvement de la transition, a publié en 2008 un roman intitulé *World Made By Hand*, non traduit à ce jour, qui raconte la vie d'une petite communauté états-unienne, peu après l'effondrement énergétique global, dans un avenir proche[5]. Un objecteur de croissance qui l'avait lu en anglais nous l'a décrit comme *« vraiment intéressant »*, parce que *« donnant vraiment une idée de ce à quoi pourrait bien ressembler un monde sans pétrole, mais sans tomber non plus dans le délire* Mad Max *»*[6]. Si le roman est intéressant, c'est parce qu'il devient le support culturel qui permet à des militants

---

[1] Richard Fleischer, *Soleil Vert*, Etats-Unis, Metro Goldwin Mayer, 1973.
[2] René Barjavel, *Ravage*, Paris, Gallimard, 1972 (1943). Propos recueillis lors d'un entretien à Lille, en marge d'une réunion au domicile d'un objecteur de croissance lillois, le 14 décembre 2009.
[3] Cormac McCarthy, *La Route*, Paris, Éditions de l'Olivier, 2008 (2006) ; John Hillcoat, *La Route*, États-Unis, 2929 Productions & Dimension Films, 2009.
[4] Propos recueillis lors d'un entretien à Paris, en marge d'une réunion, le 5 janvier 2010.
[5] James H. Kunstler, *World Made By Hand*, New York, Grove Press, 2008.
[6] Propos recueillis lors d'un entretien à Copenhague, au Klimaforum, le 12 décembre 2009.

de se projeter *ensemble* dans une conception de l'avenir qui leur paraît vraisemblable, alors qu'elle demeure une pure fiction pour l'extérieur du groupe.

Les fictions d'anticipation apocalyptique ne suffisent évidemment pas à résumer tous les procédés par lesquels les réseaux catastrophistes se projettent collectivement vers l'avenir. Dans un prochain chapitre, nous reviendrons plus amplement sur cette question en montrant comment les réseaux catastrophistes intègrent à leurs pratiques délibératives des méthodes d'élaboration collective de récits, afin de produire des résonances narratives compensant les dissonances cognitives introduites par l'annonce de ruptures imminentes. Pour l'instant, en guise de conclusion provisoire, il suffit de constater qu'au sein des réseaux de la décroissance et de la transition, le processus collectif d'affirmation identitaire ne se nourrit pas seulement de données froides et objectives, mais aussi de romans et de films artistiques auxquels les militants attribuent un sens spécifique, différent du sens que lui attribue le grand public. Ces romans et ces films ont contribué à l'élaboration de la culture politique de ces réseaux, parce qu'ils leur fournissent les supports narratifs, voire allégoriques, nécessaires à l'élaboration des principales visions de l'avenir qui y sont aujourd'hui débattues.

1.3 Anticipations pratiques

L'importance des pratiques quotidiennes et du mode de vie dans les logiques culturelles et identitaires des mouvements écologistes est un leitmotiv de la littérature sociologique sur le sujet. Sylvie Ollitrault note à ce propos :

> *« Les écologistes aiment insister sur le fait que, contrairement aux idéologues qui restent dans le discours, eux vivent l'écologie avant tout comme une pratique. Ce sont des gestes routinisés, incorporés à la vie quotidienne ordinaire, qui marquent l'adhésion à l'identité écologiste et, par l'exemple, démontrent la possibilité matérielle de mettre en pratique cette révolution que peut représenter l'écologie. […] Il s'agit d'observer cette dynamique qui fait qu'être écologiste consiste à imprégner les dimensions de la sphère privée et de la sphère militante. […] Par leur persévérance à faire vivre la cause, ces militants s'apparentent à de véritables constructeurs d'un Nous ou entrepreneurs en construction d'une identité collective se démarquant d'un monde social à convertir. »*[1]

Auto-production, consomm'action, simplicité volontaire… L'adoption de pratiques quotidiennes plus écologiques comporte une dimension identitaire, parce qu'elle matérialise

le rattachement de chacun des individus à la communauté de convictions et de valeurs qui fait la spécificité du mouvement dans le champ politique. Les modes de vie écologiques en question se caractérisent notamment par des pratiques de consommation engagée[2], mais aussi parfois par des pratiques nettement plus radicales de dé-consommation (frugalité ou sobriété). La sociologue Michelle Dobré a ainsi analysé certaines pratiques de frugalité en termes de *« résistance ordinaire »*, soulignant par cette expression la dimension conflictuelle que peut présenter l'adoption de normes de consommation trop *« déviantes »* par rapport aux habitudes dominantes[3]. Plus les pratiques se font déviantes, plus la logique identitaire peut se renforcer, par un phénomène de *reconnaissance* et de *distinction* du groupe, par contraste vis-à-vis de la majorité fidèle aux normes dominantes.

Dans son étude des militants d'*Earth First!*, Derek Wall montre aussi que l'adoption de modes de vie écologiques ne peut pas être expliquée de manière parfaitement univoque :

> *« For many anti-road campaigners, lifestyle change is both an extension of green strategy and a means of survival: economic rationality and movement ethics are seen to coincide. EF! (UK) activists have established housing co-operatives or squats to make a low-cost activist life easier to sustain. […] Interview accounts indicate that an activist's lifestyle may include the rejection of car-use, changes to diet, communal living, the occasional 'ritualised' practice such as the growing of 'dreads' or the avoidance of cosmetic treatments like artificial shampoo, and general rejection of consumerism. Many activists saw these activities to be politically important in prefiguring a green society, and as a means both of deflecting charges of hypocrisy and of furthering social change. »*[4]

Dans la tradition des précédents travaux sur l'identité écologiste, les comptes-rendus de nos observations et de nos entretiens montrent l'importance des pratiques quotidiennes dans la constitution et le renforcement de cette identité. Les pratiques adoptées par les militants catastrophistes ne diffèrent pas sensiblement de celles observées dans le reste du mouvement écologiste, et vont de la consomm'action ponctuelle à des pratiques clairement radicales qui rejoignent celles décrites par Derek Wall. Si nous en restions là, nous pourrions dire que les pratiques quotidiennes catastrophistes ne présentent aucune particularité par rapport aux pratiques quotidiennes des écologistes dans leur ensemble.

---

[1] Sylvie Ollitrault, 2008, op. cit., p.42-44.
[2] Sophie Dubuisson-Quellier, 2009, *op. cit.*
[3] Michelle Dobré, 2003, *op. cit.*
[4] Derek Wall, 1999, *op. cit.*, p.162-163.

Néanmoins, la spécificité des pratiques quotidiennes catastrophistes peut encore être cherchée dans *le sens donné par les militants à leurs pratiques*. Sylvie Ollitrault souligne la dimension pédagogique de ces pratiques, adoptées par souci d'exemplarité pour montrer à la fois la sincérité de l'engagement et la faisabilité de la conversion écologique. Derek Wall reprend à peu près les mêmes éléments d'explication. Or, chez les militants catastrophistes, à ces considérations s'ajoute celle de *l'inéluctabilité de réductions importantes des normes de consommation dans un avenir relativement proche*. Si l'exemplarité demeure un registre d'explication mobilisé par les catastrophistes, il tend néanmoins à s'effacer derrières d'autres registres tels que l'*expérimentation*, voire la *préparation*. C'est de cette manière que Bertrand, objecteur de croissance lillois d'une trentaine d'années, justifiait le fait que sa compagne et lui aient adopté un mode de vie radicalement simplifié, qui leur permettait de vivre avec très peu d'argent et de dégager du temps pour leurs activités militantes :

> *« Ma copine a tendance à culpabiliser, parce qu'elle touche le RMI sans rien faire… Moi je lui dis tout le temps que non, elle fait quelque chose ! Elle est en train d'expérimenter plein de choses qui seront autant de ressources quand on fera la décroissance forcée, quand il n'y aura plus de pétrole à la pompe… »*[1]

Ce constat fait écho à ce que nous expliquions au chapitre précédent, sur les trajectoires de glissement catastrophiste : parfois, une apparente continuité des pratiques peut dissimuler un glissement du sens dont elles sont investies. Ce type d'évolution graduelle et silencieuse n'est pas aisément identifiable ; elle ne transparaît qu'en certaines occasions, dans certaines failles du discours institué, quand certaines formules montrent que la pratique de l'écologie au quotidien est aussi vécue sur le mode de l'*anticipation* de contraintes non choisies. Si l'on considère le cas de la nourriture, par exemple, Florence Faucher a très bien démontré que les pratiques alimentaires des écologistes français et britanniques étaient vécues comme des actes politiques, investis de sens, notamment parce qu'elles anticipaient sur une société verte idéale, qu'il fallait promouvoir par la cohérence des pratiques présentes[2]. L'exemplarité joue un rôle d'affirmation identitaire en interne, en renforçant la cohérence du collectif qui matérialise son degré de conviction et d'engagement, et en externe, parce qu'elle est aussi la mise en scène stratégique de la sincérité et de la détermination de l'engagement. On peut retrouver tout cela dans les entretiens avec les objecteurs de croissance et les militants de la transition ; mais il y

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Bertrand, à Lille, le 14 septembre 2009.
[2] Florence Faucher, « Manger vert. Choix alimentaires et identité politique chez les écologistes français et britanniques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 48, n°3-4, juillet-août 1998, p.437-457.

a peut-être quelque chose d'autre, par exemple lorsque Bertrand nous déclare à l'improviste, tandis qu'il prépare le repas en épluchant des pommes de terre :

> *« Souvent, quand j'épluche les légumes et que je mets les épluchures au compost, je pense que tout ce que je jette aujourd'hui, plus tard je serai sans doute content de le manger… Quand ce sera vraiment la crise, qui est-ce qui épluchera encore les légumes ? Personne, on en gardera le maximum ! »*[1]

Une impression similaire ressort des propos de Deborah, fondatrice d'un groupe de transition dans une petite ville du Devon, qui nous avait hébergé pendant trois jours, et nous avait fait le récit suivant pendant un repas avec sa famille :

> *« Un jour, en allant au bureau, j'ai vu qu'il y avait un lapin mort sur le bord de la route, il avait été heurté par une voiture. Alors je me suis arrêté sur le bas-côté pour regarder, il avait l'air frais, alors je l'ai emmené et une fois arrivée au bureau, on a un frigo là-bas, alors je l'ai mis dans le frigo pour le ramener chez moi le soir. Mes collègues étaient tellement dégoûtés qu'ils ne voulaient même plus rentrer dans la cuisinette où était le frigo ! Mais le soir, je l'ai cuisiné, on l'a mangé en famille [un mari et trois adolescents], et c'était très bon. […] Les collègues, je ne sais pas comment ils feront s'il commence vraiment à y avoir des pénuries alimentaires comme on peut le craindre, ils ne sont vraiment pas du tout résilients. »*[2]

Si l'on en croit ces extraits d'entretien, la dimension anticipative de l'alimentation verte ne se résume pas à l'anticipation de la société verte idéale, mais implique aussi l'anticipation des conséquences de catastrophes qui obligeront matériellement à changer. Cela contribue à modifier le sens dont sont investies les pratiques écologistes présentes : elles deviennent l'incarnation de pratiques futures qui, si elles ne sont pas massivement adoptées de manière volontaire, ne tarderont pas de toute façon à s'imposer sous l'effet des catastrophes. Les militants catastrophistes se distinguent donc au sein des réseaux écologistes par leur penchant à inclure dans leurs pratiques quotidiennes une forme de *pédagogie de l'adaptation*. C'est une pédagogie de l'adaptation à destination des autres, lorsque la pratique déviante est l'occasion d'ostensiblement mettre en scène que *« les autres »* ne sont pas prêts, qu'ils feraient bien de s'inspirer de *« nous »*, comme semble le suggérer Deborah à propos de ses collègues. Mais c'est aussi une pédagogie de l'adaptation en interne, voire par introspection, quand Bertrand

---

[1] Propos recueillis lors d'une séance d'observation participante au domicile de Bertrand et Marine, le 12 octobre 2009.

[2] Propos recueillis lors d'une séance d'observation participante au domicile de Deborah, dans une petite ville du Devon, le 9 novembre 2008.

se demande ce qu'il acceptera plus tard qu'il n'accepte pas encore aujourd'hui. Même au sein des réseaux écologistes, cette propension catastrophiste à incarner en pratiques quotidiennes une anticipation de l'après-catastrophe peut constituer un marqueur identitaire clivant, ainsi que le montre cet extrait d'entretien avec Isabelle, objectrice de croissance lilloise :

> *« J'étais à un pique-nique ce week-end, avec [d'autres militants écolos pas spécialement décroissants]. Quelqu'un a sorti du chocolat et l'a fait passer. J'ai dit que j'en prenais pas, et c'est vrai qu'en ce moment des fois, j'essaye de faire une journée entière sans chocolat du tout, mais c'est dur, je craque souvent avant la fin. Donc là j'en ai pas pris, mais on m'a demandé pourquoi… Alors j'ai dû expliquer, c'est à cause du pic du pétrole, bientôt on pourra plus en avoir, de chocolat, et j'essaye de m'y préparer… au moins de m'y préparer dans ma tête, tu vois. Mais eux, ils ont dit : "Oh ben non, quand même, on n'en est pas encore à ce point là…" »*[1]

Filiations théoriques, projections fictionnelles et anticipations pratiques : au premier abord, les références culturelles du catastrophisme semblent relativement peu distinctes des références culturelles de l'écologie politique en général. Mais en réalité, elles en diffèrent par le *cadre temporel* dans lequel sont mobilisées et mises en scène ces références théoriques, fictionnelles et pratiques : dans la perspective catastrophiste, les processus de légitimation théorique à long terme ou la pédagogie par l'exemplarité perdent de leur importance, faute de temps pour les mettre en œuvre. En revanche, tous les éléments de la culture catastrophiste s'articulent pour accroître le *poids de réalité* des catastrophes à venir : les filiations théoriques revendiquées justifient un scepticisme, voire une hostilité aux logiques institutionnelles qui font perdre de vue l'ampleur des catastrophes qui menacent ; les projections fictionnelles sont appropriées comme les supports synthétisant une vision commune des avenirs que l'action collective doit permettre d'éviter ou d'adoucir ; les pratiques quotidiennes sont mises en scène pour alimenter une pédagogie de l'adaptation contribuant à la reconnaissance en interne et à la distinction vis-à-vis de l'extérieur. Filiations, projections et anticipations initient le processus d'affirmation identitaire des réseaux catastrophistes contemporains, en donnant aux militants de la décroissance et de la transition le sentiment d'*être un groupe* soudé par une communauté d'héritage et par une communauté de destin. Il reste maintenant à voir comment ce processus se prolonge, de manière plus explicitement politisée, à travers l'élaboration et la légitimation d'une cause collective justifiant un engagement politique commun.

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Isabelle, dans un petit restaurant lillois, le 17 mai 2010.

2- S'aligner : le cadrage politique et la légitimation d'une cause collective

La mise en scène de filiations et d'anticipations communes ne suffit pas à alimenter un processus d'affirmation identitaire dans le champ politique. Il faut encore expliquer comment le sentiment d'appartenir à un collectif se prolonge dans un travail de *signification*, par lequel le groupe élabore et légitime une cause collective justifiant un engagement politique commun. C'est un travail politique, qui a pour objet les *perceptions* et les *croyances*, celles du groupe lui-même et celles de ses interlocuteurs dans le champ politique, et dont le principal objectif est de faire évoluer les représentations collectives dans un sens plus favorable à la cause. Ce travail politique *prolonge* le processus d'affirmation identitaire en opérant un incessant travail de recyclage, de réorganisation des cadres de l'expérience collective, et souvent de manière relativement consciente et délibérée de la part du collectif préexistant. En nous appuyant sur les travaux de Daniel Cefaï et Danny Trom, qui ont fortement contribué à une importation critique de l'*« analyse des cadres »* dans les réseaux francophones de la sociologie de l'action collective et des mobilisations, nous pouvons rendre compte des processus interprétatifs et discursifs par lesquels un cadre d'interprétation catastrophiste s'est progressivement distingué au sein des réseaux écologistes français et britanniques[1]. Après un retour nécessaire sur les apports théoriques de l'analyse des cadres, nous distinguerons et analyserons quatre processus de cadrage qui ont permis, par l'alignement et l'ajustement des expériences individuelles, que s'affirme dans le champ politique une identité collective catastrophiste.

2.1 Des processus de cadrage qui donnent sens aux expériences catastrophistes

Dans la lignée de l'analyse des *« schèmes interprétatifs »* d'Erving Goffman, les deux sociologues états-uniens David Snow et Robert Benford ont développé dans les années 1980 un modèle théorique pour étudier ce phénomène : *« l'analyse des cadres de l'expérience »*, ou des *« cadres de perception »*[2]. Selon eux, la théorie de la mobilisation des ressources – qui dominait alors la sociologie des mobilisations – ne permettait pas d'appréhender de manière satisfaisante les *motifs* pour lesquels certains groupes se mettaient à mobiliser des ressources militantes. Même après avoir été utilement complétée par l'idée de structures d'opportunité

---

[1] Daniel Cefaï et Danny Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001.

[2] Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 (1974) ; David Snow et Robert Benford, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization », *in* Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi et Sidney Tarrow (dir.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement Participation Across Cultures*, Greenwich

politique, la théorie de la mobilisation des ressources se focalisait sur la recherche de facteurs presque exclusivement objectifs, et négligeait par contrecoup la part des processus *discursifs* et *interprétatifs* dans le ralliement des soutiens à une cause collective émergente. D'où l'intérêt, selon David Snow, d'importer en sociologie des mobilisations une analyse des cadres, qui *« focalise son attention sur le "travail de signification" par où les militants et autres participants aux mouvements sociaux s'engagent »*[1]. Il s'agit d'expliquer comment les mouvements sociaux produisent du sens et des cadres d'interprétation susceptibles de contribuer à la motivation et à la justification d'une mobilisation pour l'action collective. Cette approche permet de mieux intégrer aux explications sociologiques le rôle des regards *subjectifs* que les militants portent sur le champ politique, en questionnant la manière dont ils *choisissent* de se positionner, de se mettre en scène, d'argumenter, de rechercher des résonances culturelles, etc.

Nous venons de voir combien importe, pour les militants catastrophistes, le *sens* dont ils ré-investissent les éléments traditionnels de l'identité politique écologiste. Les filiations théoriques, les références fictionnelles, les pratiques quotidiennes varient peu, si l'on en reste aux seuls critères objectifs : les écologistes tendent à pratiquer le végétarisme depuis quarante ans, et les militants catastrophistes contemporains font de même. Mais elles varient davantage si l'on s'intéresse au *vécu subjectif* des militants, quand les outils de l'analyse sociologique permettent de montrer qu'être végétarien par souci de cohérence individuelle, ou même par volonté d'exemplarité prosélyte, n'est pas la même chose qu'être végétarien pour se préparer psychologiquement et matériellement à l'après-catastrophe. C'est là tout le défi sociologique soulevé par l'analyse de l'identité collective catastrophiste, qui rend nécessaire une attention particulière au sens *subjectivement* et *inter-subjectivement* attribué par les militants à leurs pratiques politiques. Et c'est là que l'analyse des cadres s'avère utile, puisqu'elle permet d'insister sur le travail de *signification* dont se nourrit la mobilisation collective.

L'analyse des cadres ayant parfois été critiquée pour ses usages trop extensifs (selon les termes d'Érik Neveu[2]), il convient de préciser qu'elle n'a pas prétention à devenir une théorie exhaustivement explicative des mouvements sociaux. Daniel Cefaï a notamment rappelé que l'analyse des cadres complète, plutôt qu'elle ne contredit, la théorie de la mobilisation des ressources : on peut en effet concevoir une approche instrumentale des cadres, quand ceux-ci

---

(Conn), JAI Press, 1988, p.197-218.

[1] David Snow, « Analyse des cadres et mouvements sociaux », *in* Daniel Cefaï et Danny Trom (dir.), 2001, *op. cit.*, p.27.

[2] Érik Neveu, 2011 (1996), *op. cit.*

apparaissent comme des ressources symboliques que mobilisent des entrepreneurs de cause pour élargir le socle de leurs soutiens dans l'opinion publique[1]. La recherche de résonances culturelles avec les soutiens potentiels, notamment, montre que les processus de cadrage, de re-cadrage et de contre-cadrage peuvent faire l'objet de mises en scène délibérées, par le biais de dispositifs s'appuyant sur des ressorts d'apparence infra-politique : c'est notamment le cas des dispositifs s'appuyant sur des ressorts émotionnels ou narratifs, qu'ont étudié des auteurs comme James Jasper ou Francesca Polletta, et sur lesquels nous auront l'occasion de revenir plus amplement dans de futurs chapitres, qui analyseront de façon plus détaillée l'intégration des émotions et des récits aux processus délibératifs initiés par les réseaux de la décroissance et de la transition[2].

En dehors de toute prétention exhaustive, donc, l'analyse des cadres servira surtout à mieux comprendre le *travail politique de signification* qui a permis d'aligner les expériences individuelles des militants de la décroissance et de la transition. Il s'agit d'un travail politique collectif, auxquels participent des entrepreneurs de mobilisation dont la parole est investie d'une légitimité accrue (Serge Latouche ou Rob Hopkins, par exemple), mais qui cependant dépasse largement ces quelques personnalités, pour se déployer aussi dans l'ensemble des relations inter-individuelles par lesquelles les militants ajustent leurs expériences subjectives les unes avec les autres. Ce qu'il se joue là, dans cet espace d'intersubjectivité, c'est l'émergence d'une *identité collective*, c'est-à-dire du sentiment partagé de constituer un groupe *distinct*, caractérisé par une culture politique commune, qui nourrit des visions partagées de l'avenir et du sens de l'engagement politique. Plus encore que de cadres d'interprétation, nous parlerons ici de *processus de cadrage*, pour insister encore sur la dimension *dynamique* de la distinction identitaire des réseaux catastrophistes qui, pour s'affirmer, bifurquent et cherchent à s'extraire des réseaux écologistes existants en s'en démarquant. Ainsi que l'on fait remarquer Robert Benford et Scott Hunt, les processus de cadrages sont aussi des conflits de cadrages, entre des prismes de lecture concurrents, que les acteurs cherchent à promouvoir ou à disqualifier[3]. Les cadres d'interprétation catastrophistes doivent être appréhendés dans leur relation dynamique et complexe avec les cadres

---

[1] Daniel Cefaï, « Les cadres de l'action collective : définitions et problèmes », *in* Daniel Cefaï et Danny Trom (dir.), 2001, *op. cit.*, p.51-97.

[2] James Jasper, « L'art de la protestation collective », *in* Daniel Cefaï et Danny Trom (dir.), 2001, *op. cit.*, p.135-159 ; Francesca Polletta, « Contending stories: narrative in social movements », *Qualitative Sociology*, vol. 21(4), 1998, p.419-446 ; Francesca Polletta et James Jasper, « Collective identity and social movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 27, 2001, p.261-281.

[3] Robert Benford et Scott Hunt, « Cadrages en conflit : mouvements sociaux et problèmes sociaux », *in* Daniel Cefaï et Danny Trom (dir.), 2001, *op. cit.*, p.163-194.

d'interprétation écologistes dont ils dérivent, parfois simplement pour les prolonger, mais parfois aussi pour les bousculer significativement.

En effet, la distinction identitaire des mouvements catastrophistes contemporains ne se manifeste pas par l'émergence d'une nouvelle idéologie, mais par de nouveaux processus de cadrage. Dans un texte de 2005, David Snow et Robert Benford ont réaffirmé la distinction qu'ils établissaient entre l'idéologie d'une part, et les cadrages d'autre part : la première reste cantonnée dans le monde purement cognitif, tandis que les cadrages seront davantage ancrés dans la subjectivité du vécu. Pour Snow et Benford, l'idéologie peut donc être assimilée à une *« ressource culturelle mobilisable dans les activités de cadrage »*, qui agit à la fois comme ressource et comme contrainte, et dont certains éléments pourront être soit exaltés, soit passés sous silence en fonction des nécessités conjoncturelles du processus de cadrage qui alimente la dynamique de mobilisation[1]. L'idéologie écologiste, laquelle a globalement émergé vers le début des années 1970 selon Andrew Dobson, constitue donc une sorte de substrat idéel dont les cadres d'interprétation catastrophistes ne font que *dériver*, en proposant des *variations* de sens et d'expérience sur ce thème.

Nous nous situerons donc dans la lignée de certains travaux sociologiques qui, depuis la fin des années 1990, ont déjà appliqué l'analyse des cadres à des mobilisations écologistes. C'était notamment l'une des originalités du travail de Derek Wall, quand il s'intéressait à la dimension culturelle des mobilisations anti-routes (auxquelles avaient participé, rappelons-le, plusieurs des futurs militants de la transition)[2]. L'analyse des cadres permettait notamment d'appréhender la dimension *culturelle* de la motivation de l'engagement – une dimension très subjective, donc difficile à saisir sociologiquement, mais dont on ne peut pas faire abstraction quand il faut expliquer pourquoi des micro-groupes s'investissent dans des actions militantes à risque pour une cause collective qui pourrait paraître insensée selon les critères de la culture dominante. Plus récemment, en 2009, John Barry et Stephen Quilley ont également recouru à l'analyse des cadres dans leur étude du mouvement de la transition, en insistant sur la façon dont la perspective inédite du pic pétrolier avait suscité des processus de cadrage à peu près inédits dans l'histoire des mobilisations écologistes[3].

---

[1] David A. Snow et Robert D. Benford, « Clarifying the relationship between framing and ideology », *in* Hank Johnston et John A. Noakes (dir.), *Frames of Protest: Social Movements and the Framing Perspective*, Lanham, Rowman & Littlefiel Publishers, 2005, p.205-211.
[2] Derek Wall, 1999, *op. cit.*, p.144-150.
[3] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.15.

Nous proposons donc de prolonger leurs analyses, en démêlant quatre processus de cadrage par lesquels les réseaux de la décroissance et de la transition ont prolongé leur processus de distinction et d'affirmation identitaire dans le champ politique. Ces processus correspondent à quatre grandes catégories de *« travail de signification »* identifiées par Snow et Benford, et que Daniel Cefaï a contribué à importer en France[1] : premièrement, un travail de *connexion de cadres*, par lequel ils ont légitimé l'idée que le pic pétrolier ne se résume pas à un problème technique, et qu'il constitue plutôt un problème politique de premier ordre ; deuxièmement, un travail d'*extension de cadre*, qui a consisté à rechercher des résonances culturelles avec certains des mouvements anticapitalistes ou anti-productivistes préexistants ; troisièmement, un travail d'*amplification de cadre*, ayant pour but l'exaltation à leur compte de valeurs plutôt positivement connotées, la convivialité et l'autonomie ; et quatrièmement, enfin, un travail de *transformation de cadre*, sans doute le plus difficile, puisqu'il tente de donner un sens positif à la délicate notion de sobriété, qui contredit frontalement l'aspiration culturellement dominante à l'abondance matérielle.

2.2 Connexion de cadres : politiser l'enjeu technique du pic pétrolier

La *« connexion de cadres »* est sans doute l'opération de cadrage la plus simple : selon Daniel Cefaï, elle intervient lorsque *« le mouvement prend en charge des problèmes qui restaient jusque-là distincts les uns des autres, et les articule dans une plate-forme programmatique, en unifiant les cadres d'interprétation et de mobilisation »*, jusqu'à ce que soit obtenue une forme de consensus, peut-être précaire, mais suffisant pour être affiché dans l'espace public[2]. Dans le cas des mobilisations catastrophistes contemporaines, le principal processus de cadrage a consisté en une connexion entre, d'une part, l'inquiétude traditionnelle mais routinière des milieux écologistes quant au caractère épuisable des ressources ; et d'autre part, les données scientifiques nouvellement produites par l'ASPO qui, sans être spécialement écologistes, insistaient sur l'imminence d'un problème de pénurie énergétique majeure. C'est ce travail de signification qui a rendu possible la politisation du pic pétrolier dans les années 2000, et qui a été analysé par John Barry et Stephen Quilley comme l'essentiel du travail de recadrage politique auquel ont procédé les premiers initiateurs de la transition :

---

[1] David A. Snow et Robert D. Benford, « Framing processes and social movements: an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p.611-639 ; Daniel Cefaï, 2001, *op. cit.*, p.58-59 ; Daniel Cefaï, 2007, *op. cit.*, p.557-579.
[2] Daniel Cefaï, 2001, *op. cit.*, p.58.

« For the transition movement, the most important frames are provided by discourses on peak oil and climate change – and because of its relative neglect (partly deliberate) by main stream climate change activism, it is peak oil that provides the differentiating frame. The two critical pillars of the peal oil frame are

(i) that an impending energy crunch will cause unprecedented social upheaval, threatening the immediate safety and long-term survival of individuals and groups who do not benefit from resilient food provisioning economic, administrative and local political systems and

(ii) actions that individuals and communities take now can significantly enhance their resilience and increase their survival chances regardless of what happens in the rest of the world. *»*[1]

De fait, le *Manuel de transition* de Rob Hopkins est fondé sur l'interprétation de données sur le pic pétrolier issues d'une littérature spécialisée abondamment citée : Kunstler, Strahan, Homer-Dixon… et surtout, Heinberg[2]. Selon ses propres dires, son principal travail a consisté à faire le lien entre trois familles de travaux jusqu'alors indépendantes les unes des autres : les travaux de Heinberg sur les dangers liés au pic pétrolier ; ceux de David Holmgren sur la permaculture ; et ceux de David Fleming sur la résilience des communautés locales. Il s'agissait donc principalement d'un travail de mise en cohérence culturelle entre des éléments préexistants, mais cloisonnés les uns par rapport aux autres – un cas exemplaire de travail politique de connexion de cadres.

Voyons donc plus précisément en quoi a consisté ce travail de connexion. Il y a d'abord les données sur le pic pétrolier diffusées par l'ASPO à partir du début des années 2000 : ce sont des données principalement techniques, produites par des géologues qui cherchent à interpeller le champ politique, mais sans jusque-là réellement y parvenir. Quand Hopkins en entend parler, il est alors professeur de permaculture, notamment au *Schumacher College* : la permaculture est un mouvement actif depuis deux ou trois décennies, surtout dans les pays de culture anglophone, qui promeut des pratiques agricoles écologiques inspirées de la logique écosystémique, et dans lequel viendraient harmonieusement s'enchâsser les communautés humaines[3]. Parce que la permaculture s'appuie sur des procédés ne nécessitant virtuellement

---

[1] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.15.

[2] James Howard Kunstler, 2005, *op. cit.* ; David Strahan, *The Last Oil Shock: A Survival Guide to the Imminent Extinction of Petroleum Man*, London, John Murray Publishing, 2007 ; Thomas Homer-Dixon, *The Upside of Down: Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization*, London, Souvenir Press, 2006 ; Richard Heinberg, 2008 (2003), *op. cit.*

[3] David Holmgren, *Future Scenarios: How Communities Can Adapt to Peak Oil and Climate Change*, Totnes, Green Books, 2009.

aucun intrant pétrolier, Rob Hopkins et le mouvement de la transition peuvent se contenter de *« recycler »* les idées et les pratiques de la permaculture en les présentant désormais sous un angle nouveau : alors qu'elle était jusqu'alors défendue pour elle-même (par exemple dans les textes de David Holmgren), la permaculture sera désormais présentée par le mouvement de la transition comme une réponse *« évidente »* aux problèmes de production agricole que posera nécessairement le pic pétrolier.

Par ailleurs, Rob Hopkins et les premiers militants de la transition étaient également en liens avec David Fleming, qui avait abondamment travaillé sur la résilience des communautés locales, pour montrer qu'il s'agissait de la meilleure stratégie possible au regard des chocs écologiques qui s'annonçaient à relativement court terme[1]. Ici, le travail de connexion est sans doute plus simple, puisque Fleming intégrait déjà la perspective du pic pétrolier à ses travaux. Le mouvement de la transition procèdera simplement à une mise en cohérence culturelle, en formulant puis en légitimant l'idée que *face au choc imminent du pic pétrolier, la meilleure stratégie possible est de reconstruire la résilience des communautés locales, et que cela passe notamment par l'adoption de pratiques agricoles permaculturelles*. Ce travail de connexion n'a pas véritablement créé de nouvelles idées, mais il a ré-agencé d'une manière inédite trois familles d'idées qui préexistaient, et a inventé ainsi un *nouveau cadre interprétatif* qui fonde aujourd'hui encore l'originalité de la culture politique des militants de la transition. C'est un travail politique qui a notamment permis de réévaluer les propositions de la permaculture et de la résilience à la lumière des contraintes matérielles et temporelles inédites qu'introduit la perspective du pic pétrolier.

Aux origines du mouvement de la décroissance, on trouve un travail de connexion de cadres comparable, quoique sans doute moins élaboré. Un mouvement anti-publicitaire s'était formé depuis la fin des années 1990, dans la mouvance notamment de l'altermondialisme, et qui dénonçait – assez classiquement – l'emprise du consumérisme sur les esprits. À partir de 2001, cependant, le magazine *Casseurs de Pub* accorde une place croissante à la perspective du pic pétrolier, lequel impose de rompre non plus seulement avec la publicité, mais avec la croissance elle-même… Et c'est l'une des premières utilisations du terme de décroissance, autour duquel va bientôt se cristalliser le reste du mouvement[2]. Il y avait là un cadre d'analyse préexistant, celui de militants anti-pub qui luttaient depuis déjà plusieurs années contre le

---

[1] David Fleming, *Lean Logic: A Dictionary for the Future and How to Survive It*, *sine loco*, auto-édition, 2011, p.499-512.
[2] *Casseurs de Pub*, n°3, novembre 2001.

consumérisme, qui y voyaient un fléau social, économique et écologique… mais sans établir aucun lien avec une quelconque raréfaction du pétrole. En revanche, dès que se diffusent les données relatives à l'imminence du pic pétrolier, le travail de connexion de cadres se met à opérer : désormais, le pic pétrolier sera presque systématiquement invoqué pour justifier les actions anti-pub ou anti-consommation. En écho à la connexion de cadre entre le pic pétrolier et la permaculture à laquelle a opéré la transition, on peut ajouter que le mouvement de Pierre Rabhi, agronome reconnu dans les milieux écologistes pour son engagement en faveur des pratiques agricoles écologiques, avait été choisi en 2002 pour représenter la décroissance aux élections présidentielles (il avait échoué à réunir les 500 signatures). Comme dans le cas de la transition, on constate que plusieurs familles d'idées préexistantes – l'anti-consumérisme, la promotion d'une agriculture écologique relocalisée, etc. – sont réinterprétées, en l'espace de seulement quelques années, au prisme des contraintes matérielles et temporelles introduites par le pic pétrolier. Le travail de connexion de cadres a consisté à formuler, puis à légitimer au sein d'un groupe politique, l'idée que l'imminence du pic pétrolier contribuait à mettre en cohérence plusieurs formes d'action jusqu'alors éparses.

Dans les réseaux de la décroissance comme dans ceux de la transition, le premier travail de signification a donc consisté en un processus de cadrage permettant de relier un enjeu initialement technique (le pic pétrolier) à d'autres enjeux : la permaculture et la résilience au Royaume-Uni, la critique de la consommation, la relocalisation et l'agro-écologie en France. Ces connexions de cadre ont permis aux entrepreneurs de mobilisation d'élargir leurs soutiens en soulignant de manière convaincante les convergences entre des causes *a priori* distinctes : la transition a montré que les cadres d'interprétation des géologues de l'ASPO se combinaient bien avec ceux des militants de la permaculture et ceux des défenseurs de la résilience ; tandis que la décroissance a effectué un travail politique similaire en montrant la complémentarité des cadres d'interprétation de l'ASPO avec ceux du militantisme anti-pub et de l'écologisme radical. Des cadres d'interprétation préexistants ont ainsi été ré-assemblés de manière inédite, mais cohérente, dans la culture politique de la décroissance et de la transition. Ce travail de connexion de cadres a aussi permis la politisation du pic pétrolier, qui avait jusqu'alors été formulé comme un problème technique, mais qui constituait désormais un point nodal dans la culture de deux réseaux politiques émergents : la contrainte temporelle introduite par le pic pétrolier constitue en réalité *le seul élément radicalement nouveau* dans les cultures politiques de la décroissance et de la transition. Cette contrainte temporelle, c'est *« le temps qu'il reste »* avant la matérialisation des finitudes… mais n'anticipons pas. Pour l'instant, il faut encore

expliquer comment cette temporalité nouvelle débouche sur d'autres processus de cadrage, à commencer par un travail politique d'extension de cadre à destination des mouvements anti-productivistes et anticapitalistes.

2.3 Extension de cadre : rallier les anticapitalistes et les anti-productivistes

Un deuxième processus de cadrage, celui l'extension de cadre, consiste à exalter la proximité ou la complémentarité du cadre émergent avec d'autres cadres préexistants et déjà bien implantés : selon Daniel Cefaï, *« le mouvement cherche à étendre sa base de soutien et son rayon d'intervention en intégrant de nouveaux thèmes dans son discours, et en les reliant de façon argumentée à ses thèmes habituels de revendication »*, par exemple des écologistes anti-nucléaire tentant de rallier les militants pacifistes à leur cause en soulignant le rôle des centrales dans la prolifération nucléaire[1]. Selon Fillieule et Péchu, la catégorie de l'extension de cadre permet d'analyser la stratégie culturelle d'une organisation cherchant à *« étendre ses soutiens en agrégeant à ses revendications initiales d'autres thèmes qu'elle s'efforce alors de relier idéologiquement à ses véritables sujets de préoccupation »*[2]. Dans les milieux de la décroissance et de la transition, il y a eu tentative d'extension de cadre quand ont émergé des discours appelant plus ou moins explicitement au ralliement des mouvements anticapitalistes et anti-productivistes, au motif qu'ils étaient les plus à même de comprendre la manière dont l'imminence du pic pétrolier amenait à reconsidérer la validité du clivage gauche-droite.

L'ambiguïté des mouvements écologistes français par rapport au clivage gauche-droite n'est pas une nouveauté[3]. Ainsi, en dépit d'une volonté encore affichée de dépasser le vieux clivage gauche-droite, EELV entend conserver sa place dans la gauche de gouvernement, ce qui peut s'expliquer par l'existence de fortes contraintes électorales (modes de scrutin, lois sur le financement, etc.) d'une part, et par l'influence idéologique de courants écologistes issus de la gauche d'autre part[4]. L'hétéroclite mouvement de la décroissance se situe dans la lignée de cette tradition d'ambiguïté : le clivage gauche-droite serait largement insuffisant, parce que derrière lui se dissimulerait en réalité un consensus implicite sur le caractère nécessaire et bénéfique de la croissance perpétuelle[5]. Mais dans le même temps, le clivage gauche-droite

---

[1] Daniel Cefaï, 2001, *op. cit.*, p.58.
[2] Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, *op. cit.*, p.166.
[3] Michel Hastings, 1994, *op. cit.*
[4] Bruno Villalba, 2011, *op. cit.*, p.150-153.
[5] Bruno Clémentin, « La décroissance se situe-t-elle sur l'axe gauche-droite ? », *Entropia*, vol. 1, automne 2006,

n'est pas totalement dénué de sens, parce qu'il oppose globalement les intérêts de riches qui consomment et polluent beaucoup, à ceux de pauvres qui consomment et polluent moins : la volonté de hiérarchiser des responsabilités différenciées, de manière à pouvoir lutter contre les excès écologiques de la richesse par la régulation ou par la taxation, semble devoir rencontrer davantage de résonances culturelles à la gauche qu'à la droite de l'échiquier politique[1]. À cela s'ajoute l'angoisse récurrente de voir la décroissance *« récupérée »* et *« décrédibilisée »* par une éventuelle récupération venue de l'extrême-droite – angoisse alimentée par les prises de position pro-décroissance de personnalités controversées comme Alain de Benoist ou Alain Soral, dont chaque déclaration en ce sens semble avoir pour contrecoup de réactiver le clivage gauche-droite au sein des comités de rédaction de *La Décroissance* et d'*Entropia*[2]. En bref, le clivage gauche-droite, même s'il est unanimement jugé insuffisant, n'est finalement jamais totalement évacué, et le mouvement de la décroissance penche plutôt à gauche[3]. Ce tropisme culturel et stratégique s'est incarné en deux processus d'extension de cadres, à destination des réseaux anticapitalistes d'une part, et des réseaux anti-productivistes d'autre part.

L'anticapitalisme est un pôle culturel important de la vie politique française depuis déjà de nombreuses années. Sans toujours renvoyer à une idée précise, le mot est pourtant devenu un point de ralliement pour des courants politiques hétéroclites, généralement ancrés à gauche ou à l'extrême-gauche : partis politiques, comme le NPA ou le PG, réseaux associatifs comme ATTAC ou les Amis du *Monde Diplo*, etc. On peut estimer que les réseaux de la décroissance ont esquissé une extension de cadre à destination de ces réseaux anticapitalistes, et que cette extension de cadre a partiellement fonctionné, c'est-à-dire qu'elle est parvenue à susciter des résonances culturelles suffisantes pour fonder un sentiment de *proximité identitaire* entre les militants de la décroissance et certains des militants anticapitalistes. Ce processus de cadrage culturel consistait à arguer que la dépendance mutuelle du capitalisme et de la croissance était telle, que d'une part l'objection de croissance impliquait nécessairement d'être anticapitaliste, et d'autre part qu'être anticapitaliste devait logiquement mener à l'objection de croissance. Ce

---

p.34-41.

[1] Arthur Mitzman, « Convaincre la gauche européenne », *Entropia*, vol. 1, automne 2006, p.104-117.

[2] Alain de Benoist, *Demain, la décroissance ! Penser l'écologie jusqu'au bout*, Paris, Edite, 2007 ; Paul Ariès, « Les grands écarts de Soral », *La Décroissance*, n°78, avril 2011, p.16 ; Paul Ariès, « Les identiverts ? Non merci ! », *La Décroissance*, n°79, mai 2011, p.8. Par ailleurs, un conflit significatif a surgi au sein du comité de rédaction d'*Entropia*, lorsque certains de ses membres ont proposé d'inviter Alain de Benoist à soumettre un texte pour le printemps 2011. Après plusieurs échanges à ce sujet, parfois vifs, le conflit s'est finalement réglé par un veto de plusieurs membres du comité de rédaction.

[3] Paul Ariès (dir.), *Décroissance ou récession. Pour une décroissance de gauche*, Lyon, Parangon/Vs, 2012 ; Michel Lepesant (dir.), *Notre décroissance n'est pas de droite*, Lyon, Golias, 2012 ; Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste… sans devenir réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005.

travail de convergence théorique et politique s'est notamment manifesté au fil des volumes de la revue *Entropia*, qui incluaient des textes d'auteurs de référence des milieux anticapitalistes, par exemple un article du meneur des Lip Charles Piaget… ou des articles de l'économiste Jean-Marie Harribey, membre d'ATTAC initialement hostile à la décroissance, mais dont le positionnement a évolué, au fil des publications, vers davantage de ménagement[1]. L'évolution d'une autre dirigeante d'ATTAC, l'économiste Geneviève Azam, témoigne plus nettement encore de la part d'efficacité de cette extension de cadre[2]. Sans se rallier explicitement à la décroissance, elle a contribué, par ses prises de position, à la légitimation du terme, et donc du mouvement lui-même, au sein de son organisation[3]. Il y a d'ailleurs un groupe de travail (et une liste de diffusion) sur la décroissance au sein d'ATTAC, et il y a très souvent des groupes locaux de l'association qui co-organisent les événements publics organisés par les réseaux de la décroissance : journées de tables-rondes autour d'*Entropia*, rencontres estivales du MOC dans les Cévennes, etc. Ce fut par exemple le cas à Lille, pour une conférence de Paul Ariès organisée le 14 mai 2011, qui a rassemblé plus d'une centaine d'auditeurs, avec également la participation du groupe local de l'Association des Amis du *Monde Diplo*. On observe aussi les alliances électorales régulières de certains objecteurs de croissance avec le PG et le NPA, par exemple dans le Limousin pour les régionales de 2010. Enfin, on rappellera que pour les présidentielles de 2012, Paul Ariès a apporté son soutien à Jean-Luc Mélenchon, ce dernier affirmant avoir été convaincu par les objecteurs de croissance de renoncer à utiliser le mot *« croissance »* (voir l'annexe 3 pour une analyse plus détaillée des stratégies et des résultats électoraux des objecteurs de croissance). Bien sûr, cette extension de cadre n'a pas totalement abouti, puisque les réseaux anticapitalistes sont loin d'avoir totalement abandonné l'idée de croissance, mais tout de même, des résonances culturelles fortes ont pu être établies au fil des années.

---

[1] Charles Piaget, « Lip, les effets formateurs d'une lutte collective », *Entropia*, vol. 2, printemps 2007, p.141-166 ; Jean-Marie Harribey, « Désaliéner le travail pour économiser les ressources », *Entropia*, vol. 2, printemps 2007, p.24-38 ; Jean-Marie Harribey, « Comprendre la crise globale pour en sortir », *Entropia*, vol. 7, automne 2009, p.21-32.

[2] Geneviève Azam, « ATTAC : un tournant écolo », *Mouvements*, vol. 63, juillet 2010, p.32-46.

[3] *« La promesse de justice grâce à la croissance, c'est-à-dire grâce à l'accumulation infinie du capital, ne peut plus résister aux désastres sociaux et écologiques d'une telle politique. C'est pourquoi l'idée de décroissance dépasse désormais ceux qui en ont été les initiateurs. Qu'elle suscite l'adhésion ou le rejet, elle fait partie du débat public et impose la discussion sur la transition vers d'autres modèles de société, fondés sur la sobriété. La publication de l'ouvrage* Prospérité sans croissance ?*, par la très officielle Agence gouvernementale du développement durable au Royaume-Uni, ne change certes pas la politique de ce gouvernement, mais elle témoigne que la critique de la croissance, longtemps sujet tabou, a pénétré l'espace public. »* Geneviève Azam, *Le Temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme*, *sine loco*, Les Liens qui libèrent, 2010, p.40.

L'anti-productivisme n'étant pas un pôle de ralliement culturel aussi évident que l'anti-capitalisme, la tentative d'extension de cadre n'est pas aussi manifeste. Pourtant, elle a bien existé, et d'abord à destination des milieux écologistes. Nous avons déjà montré plus haut comment l'affirmation identitaire des réseaux pro-décroissance se nourrit de la condamnation des organisations écologistes qui auraient sacrifié leurs idées aux logiques institutionnelles (condamnation qui se manifeste par une hostilité récurrente à l'égard des dirigeants politiques d'EELV ou des grandes ONG environnementales, notamment[1]). Mais l'accusation vise moins les simples militants de ces organisations que leurs directions, accusées de brader l'héritage de l'anti-productivisme à des fins électoralistes[2]. L'argument dominant est que la vraie place des écologistes serait aux côtés des objecteurs de croissance, donc dans le refus de l'alliance avec une gauche de gouvernement fondamentalement productiviste. Il est indéniable qu'une part des militants d'EELV, et même une petite part des dirigeants du parti, ont été sensibles à cet effort de recadrage culturel : à Lille, nous avons observé que certains objecteurs de croissance convaincus militent activement à EELV (notamment Thibault et Ophélie), et le cas n'est pas rare, d'après ce que nous avons pu apercevoir à Paris ou à Lyon. On peut donc estimer que l'extension de cadre vers les milieux anti-productivistes a rencontré un petit succès, illustré notamment par le fait que les Verts ont repris à leur compte l'objectif d'une *« décroissance de l'empreinte écologique »*[3] ; mais que ce succès reste très limité par la persistance des logiques institutionnelles – et même de plus en plus limité à mesure que l'on se rapproche des cercles dirigeants des organisations écologistes, qui ont encore davantage incorporé les contraintes qui découlent de ces logiques institutionnelles. Enfin, on notera que l'écologie politique ne constitue sans doute pas la totalité des milieux anti-productivistes, et qu'en 2010, Paul Ariès a consacré un ouvrage à la tradition historique des gauches anti-productivistes françaises, qui tend à suggérer que l'objection de croissance en est aujourd'hui l'héritière : il s'agit donc d'une nouvelle tentative d'extension de cadre à destination des

[1] Paul Ariès et Florence Leray, *Cohn-Bendit, l'imposture*, Paris, Max Milo éditions, 2010. Voir aussi la rubrique des *« écotartufes »* et *« écotartufettes »*, rédigée par Vincent Cheynet dans le journal *La Décroissance*, qui présente les portraits de personnalités désignées comme *« faux-amis »* de l'écologie, et où sont particulièrement visés les dirigeants d'organisations politiques écologistes : Dominique Voynet (n°35, décembre 2006, p.6) ; Corinne Lepage (n°60, juin 2009, p.6) ; Eva Joly (n°73, octobre 2010, p.6) ; Cécile Duflot (n°82, septembre 2011, p.6) ; etc.

[2] Catherine Thuman et Vincent Cheynet, « Europe-Écologie-les-Verts, le show des rentiers de l'écologie », *La Décroissance*, n°55, décembre 2010, p.1 et p.5.

[3] Jérôme Gleizes, « Les verts et la décroissance », *Ecorev*, vol. 26, printemps 2007, p.61-63.

milieux anti-productivistes, mais qui s'adresse cette fois prioritairement aux réseaux se revendiquant par exemple du socialisme libertaire[1].

Reste le cas, plus problématique, du mouvement britannique pour la transition. D'abord les notions d'anticapitalisme et d'anti-productivisme ne renvoient pas exactement aux mêmes catégories politiques qu'en France ; ensuite, le mouvement de la transition s'est concentré sur l'échelle locale, en cherchant explicitement à désamorcer les grands clivages idéologiques par la recherche de convergences pragmatiques au niveau communal. Les efforts d'extension de cadre n'étaient donc ni aussi manifestes, ni aussi francs que ce que nous avons observé chez les objecteurs de croissance français. Cette prudence peut s'expliquer, au moins en partie, par les différences de culture politique entre la France et le Royaume-Uni, ainsi que le suggérait Dylan, membre du groupe de transition de Totnes, qui avait longtemps milité dans un parti anticapitaliste avant de rejoindre la transition : *« Évidemment je suis resté anticapitaliste, mais dans ce pays il y a un tel manque de conscience politique que si tu dis ça, tu te fermes tout de suite toutes les portes, les gens te prennent pour un dangereux anarchiste, presque pour un terroriste »*[2]. Il y a donc une part de stratégie politique dans ce recentrage sur le pragmatisme apolitique que permet l'action locale. Cela ne signifie évidemment pas que le mouvement de la transition est un mouvement anticapitaliste qui avance masqué, mais cela signifie qu'il peut exister des résonances culturelles sous-jacentes qui, sans être ouvertement revendiquées par les leaders du mouvement, n'en ont pas moins joué un rôle important dans la légitimation de cette cause collective dans certains milieux anticapitalistes et anti-productivistes. En effet, si l'on en croit les travaux de Derek Wall sur la pensée économique des mouvements écologistes radicaux, l'anticapitalisme vert s'inspire largement des travaux d'Ernst F. Schumacher[3] ; or nous avons vu qu'il était également l'une des principales sources d'inspiration de la transition. Et de fait, pendant nos entretiens, nous avons pu rencontrer plusieurs militants de la transition qui venaient initialement des milieux de l'écologie anticapitaliste : c'était le cas de Dylan, que nous venons de citer, mais aussi de Mandy, impliquée dans le groupe de transition de Totnes, mais aussi ex-militante anarchiste, qui pratique l'action directe non-violente dans le cadre de fauchages d'OGM, et qui nous a expliqué que l'anticapitalisme était *« une patate chaude de la transition, que personne ne veut vraiment prendre en main et traiter franchement, pour des raisons d'image vis-à-vis de*

---

[1] Paul Ariès, 2010, *op. cit.*
[2] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile de Dylan, le 15 juin 2010.
[3] Derek Wall, *Babylon and Beyond: The Economics of Anti-Capitalist, Anti-Globalist and Radical Green Movements*, London-Ann Arbor (MI), Pluto Press, 2005.

l'extérieur ». Elle poursuivait : *« Pour moi, c'est évident que si on est pour les relocalisations, si on est pour la résilience des communautés locales, alors évidemment on doit être contre les grandes compagnies et contre le capitalisme, mais quand je le dis, on me regarde comme si j'allais encore attirer des problèmes »*[1].

Si l'on traduit en termes sociologiques les propos de Dylan et Mandy, ils affirment que les résonances culturelles entre la transition et l'anticapitalisme vert leur semblent évidentes, et qu'ils regrettent que le travail politique d'extension de cadre ne soit pas plus approfondi ; et néanmoins ils choisissent de taire leurs frustrations. Dans d'autres cas, le conflit a pris un tour public : Alice Cutler, militante écologiste anticapitaliste avec qui nous avons fait un entretien à Bristol le 30 octobre 2009, a co-rédigé un court pamphlet déplorant la naïveté politique du mouvement de la transition, qui refuse de *« nommer ses ennemis »* – en dépit du bon sens, selon elle, parce que la transition post-pétrole serait incompatible avec l'activité des grandes firmes capitalistes qui sacrifieront le climat en brûlant le pétrole jusqu'à la dernière goutte[2]. Elle nous a affirmé que beaucoup de militants de la transition partageaient son diagnostic, et que certains réfléchissaient à ce que pourrait être un réseau de *« Just Transition Towns »*, au sens de justice sociale. Plus tard, nous avons interrogé quelques-uns des dirigeants nationaux du *Transition Network* à ce sujet : aucun ne prétendait parler au nom du réseau, mais l'esprit général de leurs réponses peut être résumé par les propos de l'un d'eux, Riley, avec qui nous avons fait un entretien à Bristol, le 30 octobre 2009 :

> *« Pour moi, il n'y a aucune ambiguïté. Depuis le début, on sait qu'il y a un problème avec la croissance économique, que la croissance économique ne sera plus possible. Mais on ne peut pas asséner une idée aux gens pour les forcer à comprendre, il faut qu'ils fassent eux-mêmes leur cheminement intellectuel, qu'ils tirent leurs propres conclusions. Ça a souvent été l'erreur des mouvements de gauche, ou des mouvements verts, de dire :"voilà la vérité, et voilà ce qu'il faut faire !" Tout le principe de la transition, c'est d'offrir aux gens un cadre commun de pensée, le changement climatique et le pic pétrolier, et un espace où ils pourront discuter de tout ça et se faire leur propre idée. […] Nous, au bureau de direction du réseau, on parle souvent de politique et d'économie. Et on est bien conscient qu'il y a un système qui a produit la situation dans laquelle on est aujourd'hui, et que donc il y a un problème avec ce système, et qu'il faut comprendre ça si on veut en changer. […] Mais là*

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Mandy, dans les locaux de la transition de Totnes, le 11 novembre 2008.

[2] Alice Cutler et Paul Chatterton, *The Rocky Road to a Real Transition: The Transition Towns Movement and What It Means for Social Change*, *sine loco*, Footprint, 2009 (2008). Voir aussi la réponse de Rob Hopkins : http://transitionculture.org/2008/05/15/the-rocky-road-to-a-real-transition-by-paul-chatterton-and-alice-cutler-a-

aussi, le but n'est pas de dire après au réseau : "voilà la vérité !". Parce que la transition ça n'est pas ça. Moi, plutôt que de dire aux gens ce qu'ils doivent penser, je les invite à regarder un documentaire sur le pic pétrolier, et je le regarde avec eux sinon ils ne le feront pas, et après seulement je leur demande quelles conclusions ils en tirent. La conclusion logique, c'est que la croissance n'est plus possible, mais il faut que les gens fassent le chemin eux-mêmes. »[1]

De tout cela, on peut conclure que le mouvement de la transition procède effectivement à un travail politique d'extension de cadre à destination des mouvements verts anticapitalistes du Royaume-Uni, mais de manière plus discrète que ne le fait la décroissance française. Le but de ce processus de cadrage est de susciter chez les écologistes anticapitalistes l'idée qu'ils ont vocation à rejoindre le mouvement de la transition, parce que c'est ce mouvement qui réfléchit aujourd'hui à l'organisation sociale qui émergera après l'échec du capitalisme. Cette opération d'extension de cadre a partiellement réussi, comme en témoignent les exemples de Dylan et Mandy, mais l'ambiguïté entretenue à ce sujet a aussi conduit à quelques heurts avec des alliés potentiels du mouvement. Enfin, on notera que l'un des réseaux les plus actifs dans le lancement des premiers groupes de transition français a été celui d'ATTAC, clairement anticapitaliste, et que les mêmes questions s'y sont posées. Fabien, un quadragénaire membre d'ATTAC et cofondateur d'un groupe de transition parisien, nous a ainsi déclaré : *« C'est vrai que des fois j'ai du mal, avec le côté apolitique de la transition, il faut pas dire du mal du capitalisme et tout ça, mais en même temps il faut bien avouer que depuis dix ans qu'ATTAC existe, ça tourne un peu en rond, alors c'est intéressant d'essayer une autre méthode, de ne pas prendre les gens de front avec l'anticapitalisme »*[2].

En conclusion, les réseaux de la décroissance et de la transition ont effectivement tenté d'effectuer un travail de ré-interprétation culturelle s'apparentant à un travail d'extension de cadre, et qui visait à élargir le cercle de leurs soutiens politiques en suscitant des résonances culturelles fortes dans les réseaux anti-productivistes et anticapitalistes. Ce travail politique s'est fait de manière parfaitement explicite dans les réseaux de la décroissance, et de manière plus prudente, presque feutrée au Royaume-Uni. La présence de militants anticapitalistes dans les groupes de transition ou de décroissance montre que ce travail d'extension de cadre n'a pas été sans effet ; néanmoins, on ne peut pas parler de ralliement franc et massif, et l'idée de

---

review/ (consulté le 11 octobre 2012).

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Riley, au domicile d'un membre du groupe de transition de Bristol, le 30 octobre 2009.

[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Fabien, pendant les journées d'été d'ATTAC, à Arles, le 20 août

décroissance reste encore assez marginale, même au sein des gauches anticapitalistes et anti-productivistes, en France comme au Royaume-Uni. Comment expliquer le caractère mitigé du bilan provisoire de cette tentative de convergence culturelle ? Il semblerait que les efforts des réseaux de la décroissance et de la transition à prôner la convergence des luttes (extension de cadre) et à exalter les valeurs positivement connotées de l'autonomie et de la convivialité (amplification de cadre) n'aient pas suffi à compenser le principal obstacle auquel se heurtent les mobilisations catastrophistes, à savoir la nécessité de donner un sens positif à la notion de sobriété qui contredit nécessairement la norme culturellement dominante de l'aspiration à l'abondance matérielle (transformation de cadre), ainsi que nous allons le voir maintenant.

2.4 Amplification de cadre : exalter l'autonomie et la convivialité

Un processus d'amplification de cadres intervient, selon Daniel Cefaï, lorsque *« le mouvement éclaircit et élargit les cadres disponibles, en mettant en exergue des valeurs potentiellement partageables, mais non formulées, ou encore en requalifiant des causes et en désignant les responsables d'une situation jugée néfaste »*, par exemple si une communauté de voisinage exalte la chaleur conviviale de son lieu de vie pour s'opposer à l'implantation d'un établissement pénitentiaire[1]. Depuis leurs débuts, les mobilisations écologistes ont mené une virulente critique de l'aliénation par le progrès technique, en leur opposant les notions positivement connotées d'autonomie et de convivialité. Les réseaux de la décroissance et de la transition prolongent ce tropisme culturel, sans nécessairement le renouveler en profondeur… mais souvent en se positionnant comme les *seuls* véritables défenseurs de ces notions, par un processus d'affirmation identitaire les amenant à se distinguer des promoteurs d'une écologie technicienne – *« techno-fix »* en anglais, c'est-à-dire fondée sur la surenchère technique et institutionnelle plutôt que sur la maîtrise sociale.

Depuis les années 1970, la valorisation de la notion d'*autonomie* est restée un marqueur identitaire important des mouvements écologistes. Dominique Allan Michaud a montré que le succès de ce terme pouvait en partie s'expliquer par un souci de distinction vis-à-vis de la revendication d'autogestion que portait, à la même époque, la deuxième gauche[2]. Alors que la demande d'autogestion n'incluait pas nécessairement une critique des logiques productivistes

---

2010.
[1] Daniel Cefaï, 2001, *op. cit.*, p.58.
[2] Dominique Allan Michaud, 1989, *op. cit.*, p.29-31.

en tant que telles, l'insistance sur l'autonomie amenait davantage à questionner la dimension aliénante du gigantisme économique, industriel et institutionnel. La croissance des facteurs d'aliénation menace l'autonomie des individus et des petites communautés : généralisation de l'emploi salarié spécialisé, hypertrophie des bureaucraties, addiction à la consommation par la création de faux besoins nécessitant d'accroître ses revenus, etc. L'exaltation de l'autonomie conduit donc à un questionnement fondamental sur les ambivalences du progrès technique, selon les termes de Jacques Ellul : la facilité et le confort qu'offre la technique ont toujours un coût, sous forme d'aliénation et de perte d'autonomie. Ivan Illich propose quant à lui la notion de *seuil de contre-productivité*, comme seuil au-delà duquel la croissance d'une institution ou la diffusion d'une technique produit davantage d'aliénation que d'autonomie : au-delà d'un certain seuil, l'institution médicale cesse d'accroître la capacité des individus à se soigner, et devient un monopole radical qui délégitime toute autre conception de la santé, et dépossède finalement les individus de leur capacité d'autodétermination face aux aléas du corps humain, à la maladie ou à la mort[1]. De même, au-delà d'un certain seuil, l'institution scolaire cesse de favoriser l'émancipation, car son statut monopolistique l'amène à délégitimer toute forme autonome de rapport à la connaissance et au savoir, au point de susciter l'exclusion et donc l'aliénation des individus inadaptés à sa propre logique[2].

Non seulement les objecteurs de croissance des années 2000 revendiquent de se situer dans la lignée de Jacques Ellul et Ivan Illich, mais en plus ils tendent à dénoncer la tendance dominante du mouvement écologiste à renier cet héritage. Ils prônent ainsi une revalorisation des logiques identitaires de l'écologie politique, qu'ils estiment actuellement excessivement sacrifiées aux logiques institutionnelles (nécessité de s'adapter à la réalité des institutions, des infrastructures et des normes de consommation existantes). Cette affirmation identitaire ne se limite pas au discours, elle s'incarne aussi dans une mise en scène ostensible des modes de vie autonomes qui démontrent la cohérence des idées et des pratiques : par exemple, le journal *La Décroissance* contient une rubrique faisant chaque mois le portrait d'un individu, d'un couple ou d'une famille pratiquant l'objection de croissance et la simplicité volontaire au quotidien. Les individus y sont présentés comme des individus désaliénés, qui ont su reconquérir leur autonomie en se construisant une identité libérée des besoins superflus, à l'instar de Stéphane, professeur de lycée : *« Malgré un bon salaire, il refuse à présent de se suréquiper, de consommer. Sans téléphone portable ni automobile, il goûte aux plaisirs simples et au*

[1] Ivan Illich, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Paris, Seuil, 1975.
[2] Ivan Illich, *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1973.

bonheur de savoir s'arrêter. »[1] Lors d'une des tables rondes de la revue *Entropia* auxquelles nous avons assisté, une oratrice quadragénaire qui concluait une intervention sur l'autonomie a été interpellée par un auditeur, qui lui demandait si elle vivait en cohérence avec ses idées : comme elle répondait qu'elle avait quitté l'université pour vivre simplement, en se contentant d'environ 500 euros par mois, toute la salle l'a applaudie[2]. Il n'y a pas nécessairement une *exigence* de pratiquer l'autonomie (beaucoup d'objecteurs de croissance reconnaissent même volontiers leurs propres incohérences), mais il est certain que cette pratique est encouragée, valorisée et mise en scène comme un marqueur identitaire fort de la culture décroissante.

Au Royaume-Uni aussi, la reconquête de l'autonomie est fréquemment exaltée dans le réseau de la transition. Toutefois, c'est davantage le terme de *sufficiency* qui revient dans les entretiens que nous avons réalisés : comme l'autonomie, il suggère qu'une foule de besoins artificiels ou superflus aliènent les individus, et qu'il est possible de s'en libérer à condition d'assumer le choix d'une vie simplifiée. La notion de *sufficiency* insiste cependant davantage sur l'idée d'autosuffisance, et donc d'autoproduction comme condition de la désaliénation et de l'autonomie. Les militants de la transition qui utilisaient ce terme faisaient généralement référence aux écrits de John Seymour, une figure de l'écologisme des années 1970, célèbre pour avoir rédigé, à partir de ses pratiques personnelles dans une ferme du Pays de Galles, des guides pratiques pour une vie bonne et autosuffisante à la campagne, autonome tant du travail salarié que de la surenchère technique[3]. Lors de notre premier séjour dans le Devon, en 2008, nous étions hébergé chez Deborah, qui avait vécu quelques années auparavant dans une ferme qu'elle et son mari dirigeaient selon les principes de John Seymour ; et parce qu'elle voulait nous montrer ce dont il s'agissait, elle nous a conduit chez l'un de ses amis, qui suscitait son admiration parce qu'il vivait encore selon les principes de Seymour alors qu'il approchait de ses soixante-dix ans. Nous avons donc effectivement passé quelques heures avec Ross, qui nous a fait visiter son jardin permaculturel, en nous montrant notamment la zone de bois qui lui fournit la totalité de son chauffage, et qu'il coupe lui-même à la scie à main ; le canoë qu'il transporte sur une charrette à vélo et avec lequel il va lui-même pêcher en mer la totalité du poisson qu'il consomme ; le potager dans lequel il cultive la totalité de ses légumes ; etc. Des militants de la transition de la région nous l'ont décrit comme *« un vrai héros »*[4].

---

[1] « Les plaisirs simples de Stéphane », *La Décroissance*, n°36, février 2007.
[2] Compte-rendu d'observation participante à Paris, le 29 mars 2008.
[3] John Seymour, *Revivre à la campagne*, *sine loco*, Éditions de Borée, 2009 (1976).
[4] Compte-rendu d'observation participante dans le Devon, le 8 novembre 2008.

Mais l'exaltation de la reconquête de l'autonomie individuelle s'accompagne aussi, le plus souvent, d'une exaltation du potentiel de *convivialité* qu'offriraient les relations sociales entre des individus autonomes et désaliénés. Comme l'autonomie, la notion de convivialité appartient à la tradition culturelle écologiste depuis les années 1970, et elle est un marqueur identitaire fort au sein de cette famille politique. Ce sont surtout les travaux pionniers d'Ivan Illich qui l'ont investie d'une dimension politique : par opposition à la société aliénante qui soumet des individus aux contraintes des monopoles radicaux, une société conviviale serait celle dont les institutions parviendraient à contenir les outils techniques en deçà de leurs seuils de contre-productivité[1]. L'autonomie individuelle est donc conditionnée par une organisation sociale adéquate, dont l'un des principaux traits serait d'encourager une défiance collective à l'égard de la croissance technique et institutionnelle. Ces réflexions ont ensuite été prolongées par d'autres auteurs de référence des milieux écologistes, par exemple Cornelius Castoriadis, lorsqu'il définit les sociétés autonomes comme celles parvenant à fonder des institutions qui seront capables de décider de leur propre autolimitation[2]. Mais Illich demeure tout de même l'auteur le plus cité en la matière par les objecteurs de croissance – et notamment par Serge Latouche, qui désigne parfois l'idéal poursuivi par le mouvement de la décroissance du nom de *« société conviviale »*[3].

L'insistance sur la dimension institutionnelle et politique de la convivialité conduit à une valorisation des potentiels démocratiques de l'échelon local. L'appel à la décentralisation et à la régionalisation, tradition culturelle des écologistes, se prolonge et se radicalise chez les objecteurs de croissance dans la revendication de relocalisations généralisées, y compris dans le domaine des institutions économiques et politiques[4]. Le territoire communal apparaît alors comme le territoire convivial par excellence, celui où existent des institutions politiques qui restent d'une dimension maîtrisable par la communauté locale, elle-même à taille humaine. Chez les militants de la transition britanniques, l'exaltation du potentiel convivial de l'échelon local se traduit par une forte valorisation du *« sense of local community »*, c'est-à-dire du sens de la *« communauté locale »* et de la vie sociale que celle-ci permet. La communauté locale au sens anglo-saxon désigne la population partageant un même territoire au quotidien, et qui présente un fort potentiel de relations de voisinage enrichissantes, voire de liens de solidarité

---

[1] Ivan Illich, *La Convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
[2] Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
[3] Serge Latouche, « La voie de la décroissance : pour une société d'abondance frugale », *in* Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris, La Découverte, 2011, p.43-72.
[4] Simon Charbonneau, « Pour une déconcentration des activités », *Entropia*, vol. 8, printemps 2010, p.182-189.

en cas de besoin (tout cela, sans la connotation communautariste ou autarcique qu'a parfois le terme de communauté en français). Ainsi la communauté locale se trouve-t-elle au cœur des aspirations des militants de la décroissance et de la transition, puisqu'elle est l'échelon par excellence des institutions conviviales qui permettraient l'autonomie effective des individus.

Dans les réseaux de la décroissance comme dans ceux de la transition, le tropisme par lequel les écologistes tendent à exalter les notions d'autonomie et de convivialité semble donc encore davantage accentué. L'insistance récurrente non seulement à valoriser ces notions dans leur dimension abstraite, mais aussi à les incarner par la mise en scène ostensible de pratiques quotidiennes, montre l'importance culturelle dont elles sont investies. Cette insistance joue aussi un rôle important dans le processus d'affirmation identitaire, par lequel les militants de la décroissance et de la transition se démarquent collectivement des organisations écologistes jugées trop complaisantes avec la surenchère technique et institutionnelle. L'exaltation de la convivialité et de l'autonomie implique donc, en creux, un certain scepticisme, voire une franche hostilité à l'égard du gigantisme industriel et administratif, auquel on oppose l'échelle de la communauté locale, politiquement et techniquement maîtrisable par la société. C'est ce que certains objecteurs de croissance nous ont résumé en citant le titre d'un article de 1974, signé par André Gorz : *« leur écologie et la nôtre »*, qui oppose d'une part le projet écologiste d'une société conviviale maîtrisant son outillage technique pour permettre la désaliénation et l'autonomie des individus, au projet technocratique d'une fuite en avant vers les démesures industrielles et administratives de la dépollution d'autre part[1].

En termes plus sociologiques, l'exaltation de l'autonomie et de la convivialité constitue une tentative d'*affirmation de cadre*, par laquelle les militants de la décroissance et ceux de la transition présentent leur mouvement comme le meilleur défenseur de notions positivement connotées non seulement chez les écologistes, mais aussi dans la société en général. En effet, ces dernières années, plusieurs études semblaient témoigner d'une relative valorisation des notions de simplicité, d'authenticité et d'autonomie dans certaines catégories de la population à fort capital culturel, parfois désignées sous le terme de *« créatifs culturels »*[2]. On peut donc supposer que ce processus de cadrage est motivé par la recherche de résonances culturelles avec les soutiens politiques potentiels que représentent ces catégories sociales. L'exaltation de l'autonomie et de la convivialité est aussi une tentative de reconquête de l'espace politique

[1] « Leur écologie et la nôtre », *in* André Gorz, 1975, *op. cit.*, p.9-16.
[2] Association Biodiversité Culturelle et Jean-Pierre Worms, *Les Créatifs culturels en France*, Gap, Éditions Yves Michel, 2006.

laissé vacant par l'intégration institutionnelle d'une partie du mouvement vert, par une sorte de retour aux sources de l'identité écologiste.

Mais cela ne s'arrête pas là. L'autonomie et la convivialité sont une tradition culturelle des écologistes, certes, mais leur exaltation prend un sens différent lorsque sont parallèlement annoncées des catastrophes imminentes. C'est sur ce point que les réseaux contemporains de la décroissance et de la transition innovent, par rapport à d'autres courants écologiques qui les ont précédés et qui prônaient aussi l'autonomie et la convivialité. Prenons l'exemple d'Oliver, un membre du groupe de transition d'Exeter, qui nous avait reçu chez lui pour un entretien de quelques heures, et qui nous expliquait ainsi l'action politique de la transition :

> *« Je pense que pour vraiment faire bouger les choses, il faut que les gens soient motivés, et pour ça il faut une carotte et un bâton. Le bâton, c'est le changement climatique qui est en cours. Et la carotte, ça doit être une vision positive de ce qu'on peut y gagner. Parce que s'il n'y a rien de positif à en tirer, franchement, autant se suicider tout de suite ! Mais ce qui est intéressant à la transition, c'est qu'il y a aussi cette vision positive. Parce que moi je pense que ça peut être agréable de s'adapter à ça, par exemple j'aime bien m'occuper de mon potager et faire du vélo… Si on dit à une famille qui a deux voitures qu'elle peut économiser 1000 ou 2000 livres par an en n'en gardant qu'une, s'ils voient qu'ils gagnent quelque chose, alors là ils agiront. Et on peut se préparer en mangeant de bonnes choses, en ayant une vie plus saine, en parlant à ses voisins, etc. »*[1]

Cette citation est emblématique de l'ambivalence qui entoure, dans ces mouvements, l'exaltation des notions d'autonomie et de convivialité. Le cœur du propos est d'expliquer que l'on peut gagner en autonomie et en qualité de vie si l'on renonce à certains besoins superflus tels que la deuxième voiture, et qu'en plus cela permettrait de dégager du temps pour une vie sociale plus conviviale. Mais la contextualisation du propos est déterminante : d'abord, il y a le rappel qu'il existe *« un bâton »*, le réchauffement climatique… et la citation se conclut sur l'idée que les pratiques autonomes et conviviales permettent de *« se préparer »*, et c'est là ce qui fait la particularité du cadrage culturel du catastrophiste contemporain par rapport à celui de l'écologisme plus conventionnel. L'autonomie et la convivialité demeurent des objectifs, mais elles ne permettront plus d'éviter les ruptures catastrophiques qui commencent déjà à se matérialiser – pic pétrolier, changement climatique qui est déjà *« en cours »* selon Oliver, etc. Elles permettront tout au plus d'adoucir les conséquences de ces ruptures, en fondant un cadre politique – la communauté locale – où pourront être négociés des mécanismes de solidarité et

[1] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile d'Oliver, à Exeter, le 15 novembre 2008.

de répartition équitable des efforts de réduction de la consommation. Mais la réduction de consommation, en tant que telle, est désormais présumée non-négociable, parce qu'elle résulte d'une contrainte matérielle, et non d'un choix politique. L'exaltation de l'autonomie et de la convivialité doit donc aussi être comprise comme une stratégie culturelle permettant, jusqu'à un certain point, de contrebalancer l'annonce de ruptures catastrophiques imminentes, qui de toute façon *imposeront* des formes radicales de relocalisation. Mais elle ne permet pas de la contrebalancer totalement, si l'on en juge par la difficulté récurrente à laquelle se heurtent les milieux de la décroissance et de la transition lorsqu'ils tentent de construire une conception positive de la sobriété, comme antithèse de l'aspiration dominante à l'abondance matérielle.

2.5 Transformation de cadre : convaincre que la sobriété peut être heureuse ?

La *« transformation de cadre »* intervient, selon Daniel Cefaï, lorsque *« le mouvement cherche à fonder, à diffuser et à justifier de nouvelles pratiques, ou à modifier les jugements de valeur à l'encontre des préjugés et opinions en vigueur »*[1]. C'est par exemple ce que l'on observe quand un groupe social stigmatisé entreprend de s'affirmer dans le champ politique comme un acteur collectif légitime, à la manière des prostitués qui se mobilisent pour se voir reconnaître des droits en tant que *« travailleurs du sexe »*, ainsi que l'ont montré les travaux de Lilian Mathieu[2]. C'est évidemment le processus de cadrage le plus difficile à mener à bien, non seulement parce qu'il ne peut s'appuyer sur aucune résonance culturelle existante, mais en plus parce qu'il contredit frontalement les cadrages culturels dominants. C'est précisément le cas des mouvements pour la décroissance ou la transition, dont l'action politique vise à *légitimer une proposition de réduction généralisée des consommations* – ce qui non seulement va à l'encontre des aspirations communément partagées à l'égard de la croissance et de l'abondance matérielle, mais en plus réveille facilement les angoisses liées au déclassement, à la récession et à la misère. Mais parce qu'ils sont catastrophistes, parce qu'ils adaptent leur engagement politique à leur conviction que le temps de l'opulence touche à sa fin que nous le voulions ou non, les militants de la décroissance et de la transition n'ont pas d'autre choix que de se confronter à cette question socialement délicate. La mobilisation pour la décroissance le fait frontalement, ne serait-ce que par le nom qu'elle s'est choisi ; la mobilisation en faveur de la transition le fait d'une autre manière, plus détournée mais non

[1] Daniel Cefaï, 2001, *op. cit.*, p.58.
[2] Lilian Mathieu, 2001, *op. cit.*

moins réelle. Toutes deux entreprennent de retourner le cadre interprétatif dominant qui disqualifie comme inacceptable, voire impossible, tout projet politique se fondant sur une perspective de réduction généralisée de la consommation. Et toutes deux tentent finalement d'inverser un stigmate, en essayant de convaincre qu'une réduction de la consommation peut être bénéfique, *a fortiori* dans le contexte catastrophique qui se dessine. Il s'agit donc bien d'une tentative de transformation de cadre, que l'on peut saisir notamment au travers des discours militants sur la sobriété.

En prônant une réduction de la consommation, tant à l'échelle individuelle qu'à celle de la société, la décroissance se situe dans le prolongement de la mouvance écologiste depuis les années 1970. Pour un penseur comme Illich, l'autonomie et la convivialité impliquaient une rupture avec l'idée de croissance, un refus de l'accumulation matérielle, et une valorisation de l'*« austérité »*[1]. André Gorz, à sa suite, s'est essayé à établir une distinction entre *« misère »*, d'une part, qui désigne une incapacité à satisfaire ses besoins vitaux, et *« pauvreté »*, d'autre part, qui n'est qu'une impression relative résultant des inégalités sociales : on n'est pauvre que par comparaison avec quelqu'un de plus riche… ce qui signifie qu'être *« pauvre »* n'est pas un état de manque absolu, et qu'il est possible de choisir la pauvreté : *« La pauvreté matérielle n'est pas humiliante quand elle procède d'un choix de se contenter de moins et non d'une relégation aux échelons inférieurs de la société »*[2]. Ces réflexions théoriques avaient pour corollaires des préconisations pratiques, telles que celles revendiquées par exemple dans le *Manuel de la vie pauvre*, assez largement diffusé durant cette même époque[3]. Exalter la pauvreté et l'austérité contre l'abondance matérielle, la tentative de transformation de cadre était déjà bien enclenchée.

Le vocabulaire de l'époque tranche cependant avec celui que choisissent les objecteurs de croissance contemporains. Aujourd'hui, les exaltations de l'austérité ou de la pauvreté sont des plus rares : certains objecteurs de croissance citent le diplomate iranien Majid Rahnema, dont les travaux reprennent l'opposition conceptuelle entre misère et pauvreté[4]. Mais le cas de Pierre Rabhi est plus représentatif : bien qu'il défende ponctuellement *« la pauvreté en tant que valeur de bien-être »*, son terme de prédilection est celui de *« sobriété heureuse »*[5]. Moins négativement connotée que l'austérité et la pauvreté, la notion de sobriété présente une

---

[1] Ivan Illich, 1973, *op. cit.*, p.13.
[2] André Gorz, 1975, *op. cit.*, p.41.
[3] Les Enfants d'Aquarius, *Manuel de la vie pauvre*, Paris, Stock, 1974.
[4] Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris-Arles, Fayard-Actes Sud, 2003.
[5] Pierre Rabhi, 2010, *op. cit.*, p.85.

dimension ambivalente, sur laquelle jouent volontiers les objecteurs de croissance. D'un côté, la sobriété peut être interprétée de manière globalement positive, à la manière de Pierre Rabhi, comme une *« sagesse ancestrale »* permettant l'autonomie et la convivialité… et de l'autre, elle peut aussi inclure une dimension plus problématique, et même plus douloureuse, celle du *« sevrage »* de nos sociétés dépendantes de richesses matérielles en cours d'épuisement, à la manière d'Yves Cochet qui affirme que nos sociétés sont *« droguées au pétrole »*, et qu'il faut rompre avec cette dépendance en allant vers des *« sociétés de sobriété »*[1]. Cette ambivalence est significative d'une tension sous-jacente à l'ensemble des discours décroissants, qui entreprennent de présenter comme *souhaitables* des réductions de consommation qui, au fond, seront également *imposées* par les faits après les catastrophes à venir.

La notion de sobriété est loin d'être la seule à être mobilisée dans cette opération de transformation de cadre. Il est vrai qu'elle a bénéficié d'une diffusion relativement importante dans les milieux politiques français à la fin des années 2000, notamment suite aux travaux de l'association *Négawatt*[2]. Il s'agit d'une association française, regroupant principalement des ingénieurs dont certains sont proches des réseaux de la décroissance, et qui ont produit des scénarios de sortie du nucléaire et de division par quatre des émissions de gaz à effet de serre pour la France à horizon 2050. Les actions préconisées se répartissent en trois catégories : la *sobriété*, qui implique une réduction de l'usage des services finaux de l'énergie ; l'*efficacité*, qui permet d'obtenir des services équivalents, mais en consommant moins d'énergie grâce à des progrès techniques ; et les *renouvelables*, qui se substituent aux énergies fossiles et au nucléaire pour produire l'énergie qu'il restera nécessaire de produire après tous ces efforts de maîtrise de la demande énergétique. Dans le cadre d'un programme de recherche consacré à l'idée de sobriété, coordonné par Bruno Villalba, nous avons montré que cette notion pouvait trouver un écho assez favorable chez certains acteurs associatifs et institutionnels de la région Nord-Pas-de-Calais, mais que sa réception sémantique n'était absolument pas stabilisée, et qu'elle restait souvent comprise comme simple synonyme de la maîtrise de la demande énergétique[3]. Mais ce flou est aussi justement ce qui permet à des associations proches de la décroissance de trouver un vocabulaire commun avec des institutions publiques qui n'accepteraient pas de travailler sur la décroissance, mais acceptent de travailler sur la sobriété comme élément d'une politique de maîtrise de la demande énergétique en perspective

[1] Yves Cochet, 2005, *op. cit.*, p.208-213.
[2] Association Négawatt, *Manifeste Négawatt. Réussir la transition énergétique*, Arles, Actes Sud, 2012.
[3] URL : http://sobrietes.meshs.fr/ (consulté le 11 octobre 2012).

du pic pétrolier[1]. S'il est trop tôt pour tirer les conclusions définitives de notre programme de recherche, il semble néanmoins qu'il existe un potentiel d'institutionnalisation de politiques locales de sobriété qui n'est pas sans lien avec les opérations de cadrage qu'ont nourries les réseaux de la décroissance et de la transition dans la deuxième moitié des années 2000.

Mais pour en revenir plus précisément aux réseaux de la décroissance, l'idée de sobriété n'est que l'une de celles mobilisées pour tenter de renverser le cadre d'interprétation qui tend à assimiler la réduction de la consommation au déclassement et à la régression. Beaucoup de militants de la décroissance parlent de *« simplicité volontaire »*, expression ancienne, et qui avait été remise au goût du jour dès les années 1990 par les textes de l'écologiste québécois Serge Mongeau[2]. Mais la simplicité volontaire insiste d'abord sur la dimension individuelle et librement consentie de la réduction de la consommation, si bien que d'autres expressions ont été inventées pour insister davantage sur la dimension collective et coordonnée des réductions nécessaires : Serge Latouche parle de *« sociétés d'abondance frugale »*[3], d'autres évoquent des *« sociétés de modération »*, etc. En réalité, aucune typologie stricte ne s'est imposée pour clarifier les nuances de ce champ lexical… et bien souvent les militants eux-mêmes ne cherchent pas à établir des distinctions trop strictes à ce sujet, ainsi que le montre cet extrait d'entretien avec deux objecteurs de croissance, Casimir et Fanny, jeune couple d'architectes lillois que nous avons régulièrement croisés lors de nos observations participantes :

> Casimir : *« Moi, je suis content que le mot décroissance existe. Parce que avant, quand je voyais les élections, je voyais tous les candidats qui ne nous proposaient que la croissance. Et moi, intuitivement, je me disais que ça allait pas. Et je me disais, putain les mecs, ils ont que la croissance à nous proposer. […] Alors moi, avant, je disais que je voudrais plutôt qu'on nous parle de pauvreté. Alors si Quentin était là, il dirait que c'est mon côté judéo-chrétien qui revient, mais voilà… Alors c'est vrai que la pauvreté, c'est les moines, etc. Après ça, je l'ai moins dit parce que je me suis rendu compte que ça avait un côté négatif, mais bon j'aimais bien que ça ait un côté négatif ! […] Quand j'ai entendu le mot décroissance, je me suis dit, voilà c'est ça. »*
>
> Fanny : *« Nous souvent, on parle plutôt de simplicité volontaire. Mais c'est pas par opposition au terme décroissance, c'est plutôt parce que c'est venu comme ça, et ça va bien*

---

[1] C'est notamment le cas du service développement durable de la Mairie de Lille, partenaire de notre programme de recherche *Sobriétés*, et qui a entamé dans ce contexte une réflexion sur les méthodes et les cadres proposés par le mouvement des *Transition Towns* pour se préparer au pic pétrolier.
[2] Serge Mongeau, 1998, *op. cit.*
[3] Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, *sine loco*, Mille et une nuits, 2011.

avec ce qu'on fait, l'architecture simple, la vie simple. Mais c'est pas du tout dans une idée de clivage entre simplicité et décroissance, non non. »

Casimir : *« Il y a peut-être des définitions précises à tous ces mots, mais on les connaît pas, alors on utilise les mots dans le sens où ils sont généralement compris. Par exemple, dans la présentation de l'association, je crois qu'on parle de décroissance, mais c'est pas sûr, peut-être qu'on a mis simplicité. »*

Fanny : *« Des fois on parle de sobriété aussi, ou de frugalité. Mais c'est pas très défini, on fait pas trop la différence. »*[1]

Cet extrait d'entretien montre combien l'opération de transformation de cadre s'avère socialement délicate, voire politiquement périlleuse. Les militants semblent toujours en quête de mots ou d'expressions qui, à la fois, diraient clairement la nécessité de réduire les trains de vie et désamorceraient les peurs que cette affirmation ne manque pas de susciter… d'où le succès de mots relativement audibles par le champ politique (sobriété, frugalité, modération), et le refus d'autres termes péjorativement connotés (privation, ascétisme, rigorisme). L'idée de pauvreté est rarement utilisée, et celle d'austérité semble avoir été totalement abandonnée depuis la crise économique de 2008 et la multiplication des plans d'austérité visant à relancer la croissance européenne au moyen de politiques libérales. Pour les objecteurs de croissance, il s'agit donc d'inventer les mots exprimant le caractère souhaitable de *certaines* formes de réduction de la consommation, mais sans pour autant exalter *toutes* les formes de réduction du niveau de vie : un travail permanent d'équilibrisme sémantique, qui accapare beaucoup de temps et d'énergie dans les écrits et les événements publics de la décroissance. De fait, le terme de décroissance lui-même avait été choisi en raison de sa charge provocatrice, les entrepreneurs de mobilisation voyant en lui un *« mot-obus »*, selon l'expression de Paul Ariès, qui bousculerait les consciences politiques justement parce qu'il s'opposerait frontalement à la vision dominante :

« La tâche à accomplir est considérable car autant la "décroissance" constitue la seule "contrainte" à laquelle l'humanité se heurte en ce nouveau millénaire, autant le discours qui la porte devient toujours de moins en moins "entendable". On gagne pourtant d'abord les guerres avec de la sémantique. L'idée de remettre en cause le principe de croissance est un impensable du système, car elle sape littéralement non seulement les intérêts des puissants de ce monde mais ses soubassements culturels et, à terme,

[1] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile de Casimir et Fanny, le 3 octobre 2008.

anthropologiques. […] Le discours de la décroissance est difficile à entendre, comme tout exercice de rééducation est douloureux à effectuer. »[1]

Cette opposition frontale à la croissance a largement entretenu les controverses avec les autres mouvements anticapitalistes ou anti-productivistes, et a donc limité l'efficacité des processus d'extension de cadres amorcés à leur destination : on a par exemple vu des militants de Lutte ouvrière (LO) dénoncer le projet de la décroissance d'appauvrir le peuple[2]. Mais la constance des objecteurs de croissance à utiliser ce terme provocateur montre aussi l'importance primordiale du travail de signification visant à attribuer un caractère positif à l'abandon de la croissance.

Dans les réseaux britanniques de la transition, le vocabulaire employé pour opérer ce processus de cadrage diffère fortement, mais l'objectif reste le même : il s'agit toujours de promouvoir une conception positive de la réduction des normes de consommation. Certains recourent pour cela à la notion de *sufficiency*, déjà évoquée plus haut ; d'autres à celle de *voluntary simplicity* ou à celle, très proche, de *downshifting*. Là encore, il serait absurde de prétendre établir une classification stricte entre ces termes, que les militants et les penseurs du mouvement eux-mêmes renoncent à séparer les uns des autres. Le terme de *« rationnement »*, plutôt mal connoté en France, pose moins de problèmes au Royaume-Uni, pour des raisons culturelles et historiques sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir plus tard. Quant au terme de décroissance, *« degrowth »*, nous avons pu constater que sans avoir été massivement adopté par les réseaux britanniques de la transition, il s'y est cependant suffisamment diffusé pour que les militants se l'approprient et commencent à y faire spontanément référence dans les entretiens que nous faisions avec eux, à partir de 2010 environ. Or il se trouve que cette appropriation britannique du néologisme *« degrowth »* a participé du travail de transformation de cadre par lequel les militants de la transition ont progressivement formulé l'idée que la fin de la croissance allait imposer la recherche de nouvelles formes de bien-être, parfois résumées sous l'expression de *« prospérité sans croissance »*, et fondamentalement incompatibles avec l'aspiration culturellement dominante à l'accumulation matérielle[1].

Le mot *« transition »* est évidemment moins provocateur que celui de *« décroissance »*, et il est clair que Rob Hopkins a choisi ce terme justement pour sa relative neutralité, c'est-à-

---

[1] Paul Ariès, « La décroissance est-elle soluble dans la modernité ? », *in* Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), 2005 (2003), *op. cit.*, p.126-127.

[2] Lutte ouvrière, « La décroissance, un point de vue parfaitement réactionnaire », 24 juin 2009. URL : http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/la-decroissance-un-point-de-vue (consulté le 11 octobre 2012).

dire pour sa relative compatibilité avec les points de vue dominants. Mais en choisissant ce terme, il ne renonçait pas pour autant au travail de signification consistant à promouvoir une conception positive de la sobriété ; simplement il voulait éviter que ce travail de signification soit déjà explicite dans le nom du mouvement. En effet, le *Manuel de transition* de 2008 dit déjà clairement que la croissance, même verte, ne sera plus possible après le pic pétrolier[2]. Et en 2009, lorsque le ministre britannique Ed Miliband a salué le travail des *Transition Towns* en disant qu'ils incarnaient la preuve qu'une croissance verte était possible, Rob Hopkins lui a répondu dans une lettre ouverte qu'il y avait un malentendu, et qu'au contraire les *Transition Towns* fondaient toute leur analyse sur le fait que la croissance ne reviendrait jamais… mais qu'il était possible de s'organiser pour rendre souhaitable cette perspective[3]. Donc s'il n'est pas toujours explicitement formulé, le travail de transformation de cadre n'en est pas moins présent dans le mouvement de la transition. Cela nous est clairement apparu lorsqu'en 2010, nous avons recroisé Bridget, militante dans le groupe de transition d'Exeter que nous avions rencontrée deux ans plus tôt, et qu'elle nous a présenté en ces termes à l'une de ses amies :

> *« Quand Luc et Mathilde étaient venus me voir la première fois il y a deux ans, ils m'avaient un peu expliqué leur travail, et ils m'avaient parlé de la décroissance… mais à l'époque, je crois que je n'étais pas prête. Ça a commencé à changer dans mon esprit avec la crise économique, et aussi avec des livres comme celui de Tim Jackson, qui m'ont aidée à comprendre que la croissance est finie, et que peut-être finalement ce n'est pas plus mal, en tout cas c'est comme ça. »*[4]

Cet extrait d'entretien montre bien la dimension dynamique du processus de cadrage, par lequel les militants sont *progressivement* amenés à faire évoluer leurs cadres interprétatifs sous l'influence du mouvement qui aligne les subjectivités individuelles. Alors que l'idée de décroissance lui faisait plutôt peur en 2008, la participation au mouvement de la transition et la lecture d'ouvrages comme celui de Tim Jackson, *Prosperity Without Growth*, ont conduit Bridget à modifier sa manière d'appréhender la question. En 2010, elle a finalement intégré l'idée que la croissance ne reviendra plus, et qu'éventuellement il sera possible de s'organiser pour donner un caractère relativement souhaitable à cet avenir de décroissance. Ses propos montrent bien, comme chez les objecteurs de croissance, le caractère très ambivalent de cette

---

[1] Tim Jackson, 2010 (2009), *op. cit.*
[2] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.133.
[3] Rob Hopkins, « Ed Miliband Muses on his Experience as a 'Keynote Listener' at the Transition Network conference », *Transition Culture*, 27 juillet 2009. http://transitionculture.org/2009/07/27/ed-miliband-muses-on-his-experience-as-a-keynote-listener-at-the-transition-network-conference/ (consulté le 10 octobre 2012).
[4] Propos recueillis lors d'un entretien avec Bridget, le 12 juin 2010, lors des rencontres nationales du *Transition*

perspective, qui est comprise comme nécessaire, dont il faut parler, mais qu'il est difficile de montrer sous un jour entièrement positif. Ce travail de signification s'appuie par ailleurs sur les publications de la *New Economics Foundation*, un *think tank* londonien très proche des réseaux de la transition, et qui s'efforce aujourd'hui de prolonger les travaux de Tim Jackson en cherchant à définir une conception de la prospérité qui serait compatible avec la fin de la croissance[1]. Finalement, dans cette opération de transformation de cadre, la *« prospérité sans croissance »* des réseaux britanniques s'avère très proche de la *« sobriété heureuse »* ou de la *« décroissance conviviale »* des objecteurs de croissance français, puisque ces expressions à l'apparence d'oxymores cherchent toutes à promouvoir une même idée : celle qu'il peut être bénéfique, voire désirable de consommer moins, et que de toute façon il n'y aura pas le choix.

En conclusion, on constate que les opérations de cadrage opérées par les mouvements de la décroissance et de la transition se recoupent largement, en dépit d'inévitables variations linguistiques : la perspective inédite de l'imminence du pic pétrolier mondial (connexion de cadre) introduit une pression matérielle et temporelle qui interpelle les milieux anticapitalistes et anti-productivistes (extension de cadre) ; cependant l'exaltation des valeurs positivement connotées que sont l'autonomie et la convivialité (affirmation de cadre) peine à compenser la difficulté à faire accepter un discours prétendant donner un sens souhaitable à la perspective d'une réduction généralisée des consommations (transformation de cadre). Considérés dans leur ensemble, ces processus de cadrage synthétisent le travail de signification politique par lequel les mouvements de la décroissance et de la transition ont réussi à aligner et à ajuster les expériences individuelles de leurs militants, et finalement à nourrir un processus d'affirmation identitaire par lequel les réseaux catastrophistes se sont progressivement *distingués* du reste des réseaux écologistes, en y développant leur propre culture politique. Il reste cependant à expliquer pourquoi ce processus de cadrage amène finalement les réseaux de la décroissance et de la transition à refuser de se plier aux exigences du principe d'efficacité dans le champ politique, et donc à privilégier les logiques identitaires sur les logiques institutionnelles.

Network à Newton Abbot (Devon).

[1] Andrew Simms, Victoria Johnson et Peter Chowla, *Growth Isn't Possible: Why We Need a New Economic Direction*, London, New Economics Foundation, 2010.

3- Agir : le primat de l'identité catastrophiste sur la conquête du pouvoir

L'analyse des processus de cadrage ne permet pas, à elle seule, de rendre compte de la culture politique d'un groupe. Certes, l'étude du travail de signification permet de saisir la part de manipulation symbolique et de redéfinition subjective de l'ordonnancement du champ politique à l'œuvre dans les organisations émergentes. Mais les cultures politiques, en tant que *« modèles de valeurs qui orientent les attitudes et les comportements politiques »*[1], intègrent aussi des éléments de positionnements stratégiques qui dérivent de ces processus de cadrage. Sur ce point, le cadre interprétatif original construit par les mouvements pour la décroissance et pour la transition les conduit à produire une culture politique en tension, prise en étau entre son attachement aux valeurs et à la temporalité longue de la démocratie d'une part, et son diagnostic d'un agenda catastrophique non-négociable d'autre part. Cette tension culturelle permanente est l'un des principaux traits distinctifs des groupes catastrophistes par rapport au reste des groupes écologistes plus conventionnels. Il faut donc expliquer comment cette tension est gérée par les réseaux de la décroissance et de la transition : d'abord, il y a effectivement un certain *détachement* de leur part à l'égard des logiques institutionnelles, et un certain désintérêt pour la conquête du pouvoir, lesquels ont parfois été perçus, mais un peu trop rapidement, comme une forme de retrait du champ politique. En réalité, si l'on considère la conception subjective de la temporalité politique qui motive l'engagement catastrophiste, on comprend qu'il s'agit moins d'un retrait que d'une stratégie d'affirmation identitaire, qui certes contredit le principe d'efficacité qu'exigent les logiques de pouvoir, mais qui permet en contrepartie d'*incarner*, dans le champ politique, la pression de l'agenda catastrophique, en la réaffirmant sans cesse comme réalité surdéterminante et non-négociable.

3.1 Le détachement des catastrophistes à l'égard des logiques institutionnelles

Les quelques études sociologiques existantes sur les milieux de la décroissance et de la transition montrent, à juste titre, qu'ils ne nourrissent pas vraiment d'intérêt significatif pour la conquête des institutions. Cela a conduit plusieurs sociologues, comme Sophie Dubuisson-Quellier, Ève Chiapello et Anne Hurand, à appréhender l'engagement pour la décroissance essentiellement comme une affaire d'évolution politisée des modes de vie et des formes de

[1] Denys Cuche, *La Notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 4e éd., 2010 (1996), p.128.

consommation[1]. Il s'agit d'une dimension importante de l'objection de croissance, mais il s'agit surtout de sa dimension la plus visible, qui tend à éclipser la question beaucoup plus délicate du positionnement de ces militants dans le champ politique. À trop souligner le rôle des modes de vie dans l'engagement pour la décroissance, le risque est d'en déduire un peu trop rapidement que les objecteurs de croissance se désintéressent des luttes politiques plus conventionnelles, et notamment des enjeux institutionnels. Nous allons voir que, sans être totalement faux, un tel diagnostic mériterait d'être davantage expliqué et nuancé.

Dans *Renouveau des mouvements contestataires*, Isabelle Sommier pose la question de l'absence de débouché politique à laquelle se heurtent les réseaux altermondialistes. Elle note que l'engagement se mêle d'une certaine désorientation stratégique, du fait que les militants ne semblent plus croire ni en l'efficacité de la réforme, ni en la possibilité de la révolution : *« L'horizon révolutionnaire, au sens léniniste, est en effet de toute évidence dépassé pour l'ensemble, ou peu s'en faut, des groupes contestataires actuels »*, et *« l'éclipse du modèle insurrectionnel entraîne une réelle difficulté à penser une stratégie »*[2]. L'impasse stratégique dans laquelle se trouvent ainsi acculés les mouvements contestataires amènerait des militants à se mettre en retrait, voire à s'échapper de la vie politique et sociale :

> *« En fait, la stratégie de l'*escapisme*, c'est-à-dire du retrait du monde, n'a pas besoin de lectures incitatives. Elle s'est d'abord exprimée dans des groupes écologistes radicaux ou ceux prônant aujourd'hui une "décroissance soutenable", une "réduction drastique de la production et de la consommation". Elle n'est pas absente dans une partie de la jeunesse qui, par réaction sans doute à un vécu de relégation, en particulier du monde du travail, voire à une stigmatisation croissante – quand les jeunes sont de plus en plus fréquemment présentés comme les nouvelles "classes dangereuses" – cultivent les espaces séparés, par exemple à travers ces expériences de suspension hors du temps et du monde que peuvent être les* rave parties*. Hugues Jallon perçoit aussi cette tentation de la dissidence dans les "formes d'utopie déconnexionniste" telles que l'économie du troc, les SEL ou la revendication d'un revenu d'existence. »*[3]

Quand Isabelle Sommier écrivait ces lignes, en 2003, le mouvement de la décroissance commençait à peine à émerger, et le flou du positionnement politique des premiers objecteurs de croissance pouvait effectivement laisser penser à une nouvelle variante d'escapisme, ou du

---

[1] Sophie Dubuisson-Quellier, 2009, *op. cit.*, p.96-103 ; Ève Chiapello et Anne Hurand, 2011, *op. cit.*
[2] Isabelle Sommier, 2003 (2001), *op. cit.*, p.269 et p.290.
[3] *Ibid.*, p.293. Voir aussi : Hugues Jallon, « De la résistance à la dissidence : les voies étroites de la contestation globale », *Mouvements*, vol. 25, janvier-février 2003, p.45-50.

moins de repli infra-politique vers la sphère individuelle des modes de vie. Mais aujourd'hui, le temps écoulé nous permet de disposer de davantage de données sur les pratiques politiques des partisans de la décroissance, et de nuancer ce constat. Si l'on observe effectivement un sensible réinvestissement politique de la question des modes de vie, on constate parallèlement des incursions récurrentes des objecteurs de croissance dans le jeu électoral[1]. Et lorsque des objecteurs de croissance parviennent à se faire élire, à l'image d'Yves Cochet à l'Assemblée nationale ou de Thierry Brulavoine au conseil municipal de Saint-Nazaire, ils investissent une énergie considérable dans les fonctions liées à leur mandat[2]. La relation qu'entretiennent les objecteurs de croissance avec le champ politique est donc plus compliquée que s'il s'agissait d'un simple retrait.

Un constat similaire pourrait être dressé concernant le mouvement britannique pour la transition. Les membres des groupes de transition rappellent très fréquemment, au cours des entretiens, que *« transition is not about politics »* – ce que l'on pourrait approximativement traduire par l'idée que la transition n'est pas une affaire de politique politicienne, orientée vers l'objectif de se faire élire. Et il est vrai que nous n'avons jamais rencontré, au cours de nos observations, de candidatures estampillées par la transition… Mais en revanche, nous avons rencontré en plusieurs endroits (à Seaton, à Totnes, à Langport) des membres du groupe de transition qui avaient été élus au conseil municipal sous une étiquette *« conventionnelle »*, par exemple *Green Party* ou *Lib-Dem*, et qui tentaient d'utiliser leur fonction d'élu pour parler du pic pétrolier, pour apporter leur soutien à certains projets emblématiques du groupe local de transition, pour s'opposer à des aménagements publics trop énergivores, etc. En bref, là aussi, on constate que même si elles ne sont évidemment pas centrales, les logiques institutionnelles et électorales ne sont pourtant pas totalement négligées par le mouvement de la transition.

De cette comparaison entre décroissance et transition, deux traits caractéristiques nous paraissent émerger. D'une part, il n'y a dans ces réseaux ni *« retrait du monde »*, ni tendance à l'*« escapisme »* ; au contraire, la récurrence des incursions électorales et institutionnelles démontre l'aspiration à établir une continuité d'engagement allant de la maîtrise individuelle de son mode de vie à la maîtrise collective du pouvoir démocratique. Mais, d'autre part, on doit aussi constater que les incursions électorales et institutionnelles se font finalement sans

[1] Voir notre annexe 3 à ce sujet.
[2] Thierry Brulavoine, membre actif du MOC, a été élu au Conseil municipal de Saint-Nazaire suite aux élections de 2008. Il a rendu compte de cette expérience élective par une chronique régulière dans le journal *La Décroissance*. Nous nous sommes entretenu avec lui à ce sujet en août 2010 lors des journées d'été d'ATTAC, et en mars 2011 lors des rencontres du MOC à Saint-Jean-du-Gard.

grande illusion : pour reprendre les termes d'un dirigeant du MOC, *« Évidemment il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, c'est vraiment la fonction de tribune qui nous intéresse, pour faire entendre nos idées »*[1]. En bref, obtenir des élus serait évidemment une bonne chose, mais ce n'est par une priorité du mouvement : la priorité est plutôt l'*affirmation identitaire distincte* du collectif en essayant de faire entendre des idées dissonantes au sein du champ politique, au risque d'être politiquement isolé et de ne pas être institutionnellement efficace.

Plutôt que de désintérêt, il conviendrait donc mieux de parler du *détachement* dont les réseaux catastrophistes font preuve envers les logiques institutionnelles. L'enjeu électoral et institutionnel est perçu comme important, mais il n'est pas perçu comme un enjeu prioritaire au point de valoir tous les sacrifices. L'investissement militant pour les campagnes électorales est significatif, surtout au regard de la petitesse des structures concernées, mais il n'est pas à la hauteur des exigences financières et stratégiques du principe d'efficacité institutionnelle, et il se fait sans illusions concernant les résultats à en attendre. Après dix années de présence sur la scène électorale, les objecteurs de croissance ne se sont pas dotés des structures minimales qui leur permettraient de profiter de financements officiels, et dans de très nombreux cas, ils demandent aux électeurs potentiels d'imprimer eux-mêmes leur bulletin de vote, ce qui limite encore davantage les scores obtenus. Quant aux militants de la transition, ils s'intéressent bien aux élections, mais se contentent de s'inviter dans les organisations politiques existantes, par une sorte d'entrisme en pointillés.

Ce détachement des catastrophistes à l'égard des logiques institutionnelles fait écho aux premières années de l'écologie politique, lorsque les écologistes des années 1970 sacrifiaient l'efficacité électorale à leur idéal de *« faire de la politique autrement »* : on parlait alors de formations politiques biodégradables, dont la nature éphémère était motivée par l'exigence prioritaire de lutter contre la hiérarchisation et la professionnalisation de la vie politique[2]. De telles motivations ne sont pas absentes des discours de la décroissance et de la transition, mais elles ne sont pas tout. Il faut encore leur ajouter un trait spécifique aux seules mobilisations catastrophistes, et qui renvoie à *leur conception subjective de la temporalité politique* : une temporalité catastrophique et surdéterminante, que ces mouvements essaient d'incarner dans le champ politique, en faisant une priorité absolue de leur cohérence identitaire.

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien réalisé pendant les rencontres du MOC, à Saint-Jean-du-Gard, le 6 mars 2011, à propos des élections législatives de l'année suivante.
[2] Bruno Villalba, 1995, *op. cit.*

3.2 L'affirmation identitaire de l'agenda catastrophique dans le champ politique

Au cours de ce chapitre nous avons vu que les réseaux de la décroissance et de la transition cultivent une identité politique spécifique, qui les amène à se distinguer des grandes organisations écologistes davantage intégrées aux logiques institutionnelles (partis politiques et ONG) : ils revendiquent des filiations théoriques qui justifient une forte réticence envers les exigences du champ politique ; ils partagent une vision de l'avenir dominée par la perspective de ruptures, voire d'effondrements ; ils investissent leurs pratiques quotidiennes d'un sens particulier en y voyant également une forme de préparation matérielle et psychologique aux contraintes des pénuries à venir. Les opérations de cadrage par lesquels ils se sont distingués au sein des mobilisations écologistes ont principalement découlé de leurs efforts pour politiser la question de l'imminence du pic pétrolier global, ce qui les a contraints à initier une délicate opération de transformation de cadre consistant à défendre l'idée qu'une réduction des normes de consommation est nécessaire, et qu'éventuellement cela pourrait s'avérer bénéfique. Cette affirmation collective aboutit à un positionnement original dans le champ politique, fondé sur un certain détachement à l'égard des logiques institutionnelles, qui sont comme sacrifiées à l'exigence supérieure de la cohérence identitaire.

Ce primat des logiques identitaires sur les logiques institutionnelles n'est pas le résultat d'un quelconque positionnement anti-politique de la part de ces réseaux. On peut au contraire estimer que les militants de la décroissance et de la transition se font une très haute idée de la politique, suffisamment haute pour y consacrer une énergie personnelle souvent considérable. Leur relatif détachement à l'égard de l'efficacité institutionnelle est plutôt à chercher du côté de la *temporalité catastrophique* dans laquelle ils inscrivent subjectivement leur engagement : à la suite du pic pétrolier, des ruptures socio-économiques majeures sont imminentes, sinon déjà entamées ; le champ politique unanimement tourné vers la relance de la croissance paraît incapable de prendre la mesure de ces ruptures ; l'inaudibilité politique des discours appelant à la sobriété rend illusoire toute conquête des institutions d'ici à ces ruptures. Dès lors que l'on considère cette temporalité subjective dans sa cohérence interne, on comprend pourquoi ces militants ne jugent pas utile de surinvestir dans les logiques institutionnelles, et pourquoi ils font plutôt une priorité supérieure de la *mise en scène de leur cohérence identitaire* : les élections fournissent l'occasion d'une tribune plutôt qu'un tremplin vers les institutions. C'est la *conviction subjective des ruptures à venir* qui constitue la principale clé d'explication de ce positionnement paradoxal à la marge du champ politique conventionnel.

Cette affirmation identitaire n'est alors pas sans évoquer la dimension prophétique du catastrophisme : dans un univers politique peuplé de continuistes, le catastrophiste use de toutes les tribunes possibles pour annoncer la rupture prochaine. Son isolement est une contrainte, mais il n'est pas disposé à sacrifier sa conviction profonde pour autant. Par une sorte d'inversion de stigmate, il peut faire de son isolement une ressource en mettant en scène sa cohérence politique désintéressée, contre vents et marées, parfois seul contre tous : cultiver une identité politique forte, détonante, dissonante… et fondée sur la certitude que l'avenir lui donnera raison, et sur l'espoir qu'alors son message deviendra plus audible. Voilà ce que peut signifier, dans les réseaux catastrophistes, le primat des logiques identitaires sur les logiques électorales et institutionnelles. Voilà aussi ce qui peut expliquer leur défiance à l'égard des grandes organisations vertes, plus ou moins explicitement accusées d'avoir perdu l'essentiel de la cohérence écologiste à mesure qu'elles s'acclimataient au jeu institutionnel en acceptant davantage de pragmatisme idéologique et stratégique – comme l'a par exemple montré Bruno Villalba pour le cas d'EELV, dont le souci de respectabilité électorale n'est pas sans lien avec le malaise persistant qu'y suscite la notion de décroissance[1].

Ce positionnement politique explique aussi pourquoi il est difficile de situer les réseaux catastrophistes contemporains selon la catégorisation traditionnelle opposant *« réformistes »* et *« révolutionnaires »* (ou *« radicaux »*, ou *« contestataires »*). De fait, les catastrophistes ne croient véritablement ni en leur capacité à inspirer des réformes, ni en leur capacité à susciter des révolutions. S'il fallait résumer leur stratégie, on pourrait dire qu'ils cherchent à prôner en urgence un maximum de réformes qui adouciront l'inévitable choc où s'hybrideront rupture catastrophique et situation révolutionnaire. La *« révolution »* dont il est question n'est pas tant une manœuvre insurrectionnelle que la nécessité d'improviser collectivement la gestion d'une situation inédite et hautement instable découlant de la catastrophe. L'hybridation des horizons catastrophique et révolutionnaire est notamment fondée sur la perspective du pic pétrolier global qui, du point de vue des catastrophistes, interdit désormais tout espoir de continuité :

> *« Le temps n'est plus où l'on pouvait voir en la mondialisation un mastodonte invincible et inattaquable et la localisation comme un simple choix de style de vie. La fin de l'ère du pétrole à bon marché arrive à grands pas et la vie est en passe de changer radicalement, qu'on le veuille ou non. »*[2]

---

[1] Bruno Villalba, 2011, *op. cit.*
[2] Rob Hopkins, 2010 (2008), p.15.

Cette citation de Rob Hopkins comporte l'une des expressions les plus récurrentes des discours catastrophistes, et qui résume bien l'ambivalence de cette posture politique : *« qu'on le veuille ou non »*. À l'*« impasse stratégique »* dont Isabelle Sommier parlait en 2003, les militants de la décroissance et de la transition n'ont pas répondu par un *« retrait du monde »*, mais par une stratégie intransigeante d'affirmation identitaire, tendue vers l'anticipation des ruptures écologiques qui bouleverseront le champ politique. Cela explique aussi pourquoi leur discours est presque systématiquement une *hybridation de destin et de projet*, entre ruptures qu'ils déplorent et remèdes qu'ils proposent – hybridation qu'illustrent bien ces propos tenus par un militant de la transition lors d'un atelier sur les conséquences de la crise économique globale, et qui furent vivement approuvés par les autres participants :

> *« Si on parle de transition, ça veut dire qu'on part de ce qui existe maintenant, et pas qu'on tire un trait sur ce qui se faisait jusque là pour repartir de zéro. Pourtant, c'est ça qui se passera s'il y a un effondrement, et je pense que c'est ce qui se passera qu'on le veuille ou non, non ? [les autres du groupe approuvent] Mais ça ne veut pas dire qu'on a le droit de ne pas essayer de faire en sorte que ce soit une transition aussi douce que possible… »*[1]

On voit dans cette citation comment les discours prophétiques et programmatiques en viennent à s'entremêler dans la motivation de l'engagement politique. La sincère conviction de l'imminence des catastrophes y joue un rôle fondamentalement ambivalent : elle est une *ressource* qui permet de sortir de l'impasse stratégique, en désamorçant les éventuels risques d'escapisme ou de démobilisation ; mais elle est aussi une *contrainte* qui borne radicalement l'étendue des revendications possibles, et qui contraint à revoir certaines exigences à la baisse (par exemple concernant ce que serait un pouvoir d'achat acceptable). Elle permet à nouveau de revendiquer, de s'engager ; mais elle implique aussi de se préparer, d'anticiper des ruptures dont l'énormité assombrit nécessairement l'horizon politique et social. C'est une particularité de l'engagement catastrophiste qui n'est perceptible qu'au prisme de la conception subjective que les militants se font de l'avenir, et donc de la temporalité politique. La priorité accordée aux logiques identitaires sur les logiques institutionnelles permet aux mouvements pour la décroissance et pour la transition d'*incarner cette temporalité dans le champ politique*, de l'y imposer par une sorte d'*intransigeance identitaire à dimension prophétique* qui anticipe, par un substitut discursif non-négociable, sur la prochaine précipitation de contraintes matérielles non-négociables auxquelles l'ensemble du monde politique et social devra s'adapter, bon gré

[1] Propos tenus par un militant de la transition britannique, quinquagénaire, pendant un atelier sur la crise économique, auquel nous avons assisté le 12 juin 2010, à Newton Abbot (Devon), pendant les rencontres

mal gré. On retrouve dans ce positionnement original certains traits de la stratégie politique des minorités actives étudiées par le psychologue social Serge Moscovici, dont l'objectif est moins de conquérir les institutions que d'exercer une influence plus insidieuse en prise directe avec la société[1]. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point, quand nous reviendrons sur la pédagogie des catastrophes comme travail de signification politique. Mais avant cela, il reste à analyser cette temporalité catastrophique qui contraint le militantisme catastrophiste, pris en étau qu'il est, entre l'ampleur du temps déjà perdu et la raréfaction du temps qu'il reste.

* * *

Le catastrophisme s'ancre donc fondamentalement dans une culture politique en tension, entre volonté de construction d'un projet démocratique d'une part, et sentiment de l'inéluctabilité d'un agenda catastrophique d'autre part. Cette culture politique émergente est née d'une nébuleuse d'éléments théoriques, fictionnels et pratiques, dont la convergence a facilité la politisation au début des années 2000. Le travail de signification mené au sein des réseaux de la décroissance et de la transition a permis la mise en cohérence symbolique nécessaire à l'émergence de mobilisations spécifiques et identifiées dans l'espace public. Le cadre interprétatif qui en a résulté se distingue par la temporalité resserrée imposée par le pic pétrolier, ainsi que par la nécessité de restriction des consommations qui en découle. Pris en étau entre l'insuffisance du réformisme et l'invraisemblance de la révolution, les mouvements catastrophistes en sont venus à privilégier l'affirmation identitaire plutôt que la conquête des institutions. En faisant une priorité de leur cohérence identitaire, ces mouvements initient une stratégie à dimension prophétique fondée sur une hybridation des horizons catastrophique et révolutionnaire. La non-négociabilité de l'affirmation identitaire catastrophiste est une forme de substitut par anticipation à la non-négociabilité matérielle des ruptures catastrophiques à venir. Au travers de cette intransigeance identitaire, ils incarnent allégoriquement dans le champ politique la pression de l'agenda catastrophique qui va, selon eux, surdéterminer l'agenda politique des années et des décennies à venir. Tout cela découle de leur conception subjective de la temporalité politique, qui résulte à la fois d'un travail de *déduction*, par lequel les échecs politiques passés justifient le sentiment d'une relative impuissance politique ; et d'un travail d'*anticipation*, par lequel une tentative de conciliation est initiée entre l'agenda catastrophique et l'agenda démocratique. Ce seront les thèmes des deux prochains chapitres.

---

annuelles du *Transition Network*.

[1] Serge Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979.

III- Déductions : la politisation du temps perdu

« Tous les matins du monde sont sans retour. »[1]

Les mobilisations catastrophistes contemporaines ne peuvent pas être appréhendées et analysées indépendamment du contexte social dans lequel elles s'inscrivent. Elles cristallisent une évolution politique et scientifique qui les dépasse, et qui s'est considérablement précisée au cours des années 2000 : une tendance à la reconnaissance – tantôt cynique, tantôt atterrée – que des seuils d'irréversibilité écologiques ont déjà été atteints, ou sont en passe de l'être. Ce constat politique et scientifique n'est pas le fait des réseaux catastrophistes, mais il est comme approprié par eux, et radicalisé dans ses conclusions. Constater que des seuils d'irréversibilité ont déjà été dépassés implique de reconnaître que certains choix politiques passés réduisent significativement, et de manière inédite, l'éventail des options politiques présentes et futures. La montée en puissance des théories et des politiques de l'adaptation constitue alors une sorte de pendant scientifique et institutionnel à la montée en puissance des réseaux catastrophistes dans les milieux écologistes contemporains, comme nous allons tenter de le démontrer.

Les parcours biographiques et les repères culturels des militants de la décroissance et de la transition montrent que le catastrophisme n'est pas un invariant psychologique, mais plutôt le fruit d'une socialisation. Mieux, il procède d'une *déduction* scientifique et politique, c'est-à-dire d'un raisonnement argumenté se fondant sur des expériences, des faits et des données auquel l'individu est confronté au cours de ses activités militantes. Le catastrophisme touche évidemment aux émotions, et nous aurons l'occasion de le voir dans un chapitre ultérieur ; mais il présente aussi une face froide, rationnelle, chiffrée, qu'il ne faudrait pas sous-estimer. C'est d'ailleurs cette dimension déductive qui rend l'argumentation catastrophiste falsifiable et discutable, et qui fait d'elle un objet de controverses politico-scientifiques, au lieu de n'être réductible qu'au rang des goûts et des couleurs dont on ne discute pas.

Ce chapitre vise à expliquer l'ancrage social et temporel de la déduction catastrophiste, ce qui nécessite d'élargir le champ des investigations un peu au-delà des seules pratiques militantes. L'ancrage social, c'est par exemple la manière dont la montée en puissance des

[1] Pascal Quignard, *Tous les matins du monde*, Paris, Gallimard, 1991, p.107.

théories et des politiques d'adaptation au changement climatique, bien qu'elle ne soit pas le fait des réseaux catastrophistes eux-mêmes, non seulement fait écho à leurs idées politiques, mais en plus est réappropriée et réinterprétée par eux comme une preuve supplémentaire de la justesse de leur posture politique. Quant à l'ancrage temporel, c'est la manière dont les idées catastrophistes se fondent sur une historicité de la crise écologique globale et, plus encore, sur une mémoire politique de l'échec répétitif des tentatives visant à y mettre fin : le phénomène catastrophiste doit être compris dans sa *profondeur mémorielle*, comme l'aboutissement (sans doute provisoire) de trente ou quarante ans d'impuissance écologiste à faire dévier les sociétés humaines de leur marche vers l'irréversibilité climatique, énergétique, écosystémique, sociale, économique, politique, etc. Quand une fenêtre d'action se referme, quand l'irréversibilité est consommée, le *« temps perdu »* devient un problème politique à part entière. La *« politisation du temps perdu »* se manifeste déjà quand des États insulaires dénoncent la responsabilité des pays fortement émetteurs de gaz à effet de serre qui les ont condamnés, en toute connaissance de cause, à une submersion désormais certaine du fait des inerties en jeu[1]. Et elle se manifeste aussi, dans un autre registre, quand les réseaux de la décroissance et de la transition font du constat d'irréversibilités climatiques et énergétiques le socle de leur engagement. Cela trahit une pensée politique où le temps est une ressource finie… et qui plus est, déjà bien entamée.

La politisation du temps perdu, c'est donc l'irruption en politique de l'idée qu'un seuil critique est *déjà* en passe d'être atteint dans l'accumulation des irréversibilités écologiques, au point de *déjà* contraindre significativement nos sociétés : ce qui était encore possible hier ne l'est peut-être déjà plus aujourd'hui, parce qu'il est *trop tard*. Ce processus de reconsidération conceptuelle de la temporalité politique se nourrit d'une double déduction : d'abord déduction politique, du fait de l'assèchement des perspectives de maîtrise institutionnelle des facteurs de la crise écologique globale ; et déduction scientifique ensuite, à mesure que cette impuissance politique radicalise le *« pessimisme des experts »* dont se revendiquent les militants. Prenant acte du temps perdu et des irréversibilités déjà consommées, les réseaux de la décroissance et de la transition ré-enchâssent leur pensée politique dans une matérialité catastrophique, selon un procédé réflexif que la sociologie environnementale permettra de mieux théoriser.

[1] Virginie Duvat et Alexandre Magnan, *Ces îles qui pourraient disparaître*, Paris, Le Pommier, 2012.

1- Déduction politique : l'assèchement des espoirs de maîtrise institutionnelle

Les réseaux catastrophistes contemporains se détachent des logiques institutionnelles, et privilégient plutôt leur affirmation identitaire autonome dans le champ politique. Mais il reste beaucoup à dire sur l'ancrage historique et mémoriel de ce détachement, et notamment sur la manière dont les espoirs de maîtrise institutionnelle des facteurs de la crise écologique globale se sont comme *asséchés* au cours des deux dernières décennies. La désillusion catastrophiste procède d'une déduction politique, parce qu'elle se nourrit de l'expérience *répétée* des échecs du politique dans ses tentatives de maîtrise de la consommation énergétique, des émissions de gaz à effet de serre, de réduction des pertes de biodiversité, etc. Les constats d'échec étant à peu près partagés dans les milieux écologistes, il faut surtout s'intéresser à leur interprétation politique, pour comprendre comment la politisation du temps perdu s'ancre dans un conflit mémoriel. À une mémoire dominante qui présente ces semi-échecs institutionnels comme des semi-victoires laissant espérer de nouveaux progrès à venir dans l'intégration politique des problèmes écologiques, les militants catastrophistes opposent leur propre mémoire, qui voit en ces mêmes événements la marque d'occasions *irrémédiablement perdues*, et les moments symboliques de notre basculement dans l'irréversibilité : à leurs yeux, désormais, il est trop tard pour éviter la catastrophe… et politiquement, cela change beaucoup de choses. Le bilan des vingt-cinq années d'institutionnalisation du développement durable d'abord, et la montée en puissance des politiques d'adaptation au réchauffement climatique ensuite, permettent de mettre en évidence cet assèchement des perspectives politiques que cristallisent aujourd'hui les mobilisations catastrophistes. Sur cette base, il sera possible de revenir sur la profondeur mémorielle du phénomène catastrophiste, en montrant comment les militants de la transition et de la décroissance élaborent désormais un usage politique de la mémoire écologiste qui fait le lien entre l'expérience des échecs passés et l'anticipation des catastrophes inéluctables.

1.1 Vingt-cinq ans de développement durable : désillusions et défections

Initialement formulée par des ONG dans les années 1980, reprise d'abord dans le rapport Brundtland en 1987, puis par les institutions internationales, nationales et locales lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, la notion de développement durable (ou soutenable) s'est progressivement imposée comme un cadre référentiel quasiment incontournable de l'action publique. Comme l'a noté Yannick Rumpala, le développement durable a d'abord agi

comme *« reconstruction narrative d'un projet commun »*, mais d'un projet qui *« n'a d'ailleurs pas besoin d'être cohérent pour être mobilisateur »* :

> *« Ce qui fait sa force tient notamment à l'armature narrative qui le sous-tend (un ensemble de menaces presque vitales appelant à une réaction forte et collective) et qui peut être utilisée pour mettre en avant son caractère désirable, voire nécessaire. […] Il faut toutefois garder à l'esprit que c'est surtout au niveau de l'argument général que l'adhésion paraît la plus facile à gagner. En introduisant davantage d'hétérogénéité, les déclinaisons des généralités laissent en revanche davantage de prises au retour des controverses. Si, vu de loin, peut paraître se dégager un mouvement d'ensemble, son évolution et son éventuelle issue ne sont donc pas établies par avance. »*[1]

Bien que l'une de ses principales raisons d'être ait été la reconnaissance institutionnelle d'une crise écologique globale, le développement durable n'est pas à proprement parler une notion écologiste. Mobilisateur sans être cohérent, le développement durable laissait dès son origine la porte ouverte à des interprétations multiples, voire contradictoires. En 2001, Pierre Lascoumes affirmait que cette ambiguïté inhérente était précisément le facteur primordial de la rapidité et de l'ampleur de son succès institutionnel, et que cela pourrait peser à terme sur la pertinence et l'efficacité de ses futures traductions pratiques : *« Les références à la notion de développement durable relèvent aujourd'hui plus souvent d'un mythe pacificateur, occultant des tensions réelles et toujours actuelles entre enjeux et entre acteurs, qu'elle ne constitue un cadre cohérent pour l'action »*[2]. En effet, si le mythe pacificateur permet d'ouvrir des espaces de négociation entre acteurs et stratégies précédemment cloisonnés, en contrepartie il s'expose à être vidé de sa substance par quantité de déclinaisons et de redéfinitions trop contradictoires. Et l'analyse de Lascoumes n'était pas isolée : Franck-Dominique Vivien, par exemple, a montré la survivance de logiques économiques fondamentalement inconciliables au sein de ce même référentiel d'apparence consensuelle[3]. Et sur un plan plus politique, les travaux menés par Bruno Villalba ont montré que la diversité des processus d'appropriation du développement durable par des acteurs hétérogènes tend à vider la notion de toute dimension performative objectivement identifiable :

---

[1] Yannick Rumpala, « Le développement durable comme reconstruction narrative d'un projet commun », *in* Bruno Villalba (dir.), *Appropriations du développement durable. Émergences, diffusions, traductions*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, p.61. Voir aussi : Yannick Rumpala, *Le Développement durable ou le gouvernement du changement total*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

[2] Pierre Lascoumes, « Les ambiguïtés des politiques de développement durable », *in* Yves Michaux (dir.), *Qu'est-ce que les technologies ?*, Paris, Odile Jacob, 2001, p.569.

[3] Franck-Dominique Vivien, 2005, *op. cit.*

> *« Dans cette phase de diffusion et d'élaboration d'un cadre formel de son appropriation, le DD aboutit davantage à la constitution d'une chimère : elle est une représentation politisée – et non politique, dans le sens où elle exercerait une contrainte effective – de la durabilité, mais porte aussi les attributs spécifiques à chaque acteur concerné (recherche de l'efficacité optimale, souci de légitimation politique, etc.). Elle condense donc des traits contradictoires, ce qui explique sa propagation et son succès. »*[1]

Les décennies passant, les bilans se sont multipliés, qui globalement confirmaient cette difficulté à passer de l'omniprésence discursive à la concrétisation pratique. Les analyses les plus bienveillantes constataient qu'après une longue première phase essentiellement consacrée à la pédagogie et à l'expérimentation, il devenait urgent d'engager des actes plus conséquents, et de passer à une *« seconde étape du développement durable »* qui serait celle d'une mise en pratique effective et d'une diffusion massive[2]. Mais d'autres doutaient ouvertement du degré de plausibilité de cette perspective, à l'image d'Edwin Zaccai, qui estime au contraire qu'en 2011, *« les signes d'une fin de règne se multiplient »* pour le développement durable :

> *« Une autre caractéristique actuelle, éminemment liée à une relative perte de désir envers l'idée de développement durable, est un pessimisme, voire un catastrophisme plus présent, y compris dans les élites, que ce n'était le cas dans les années 1990, à l'époque de son apogée. D'où l'idée qu'il serait temps de se proposer un nouveau concept qui serait de nature à catalyser les changements écologiques nécessaires. »*[1]

« Catastrophisme », le mot est lâché. Ce catastrophisme ambiant qui, selon Zaccai, sape de manière croissante la crédibilité accordée au développement durable, dépasse largement le cadre des seules mobilisations pour la décroissance et pour la transition. Mais ces dernières cristallisent ce phénomène de désillusion et de défection politique, en donnant à voir la pensée et l'action de groupes qui radicalisent le bilan, et qui tentent d'en déduire les grandes lignes de ce que doit être un engagement écologiste au temps de l'après-développement durable. Il faut donc saisir ces désillusions et ces défections dans leur dimension *dynamique*, dans leur ancrage temporel, en insistant sur le caractère *évolutif* des raisons pour lesquelles les militants de la décroissance et de la transition se détachent du développement durable.

Dès ses débuts, le mouvement pour la décroissance s'est construit dans une logique d'opposition théorique forte contre la notion de développement durable : Latouche dénonçait

---

[1] Bruno Villalba, « Une appropriation politisée mais peu politique », *in* Bruno Villalba (dir.), 2009, *op. cit.*, p.366.
[2] Jacques Theys, Christian du Tertre et Felix Raushmayer, *Le Développement durable, la seconde étape*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2010.

en elle une *« imposture »*, un *« oxymore »*, une *« tentative incantatoire de sauvetage de la croissance »*[2] ; Bayon, Flipo et Schneider, y voyaient un *« ensemble de recettes managériales et gestionnaires »*[3] ; Cheynet la réduisait à une association de *« mots poisons »*[4]. Ces quelques expressions donnent une idée de la virulence des accusations des objecteurs de croissance à l'égard du développement durable, et expliquent pourquoi s'est creusé un fossé apparemment infranchissable entre partisans de la décroissance et du développement durable : les cercles de sociabilité s'écartant les uns des autres, tout se passait souvent comme s'il fallait choisir son camp. On peut pourtant établir une relative continuité entre les arguments anti-développement durable des objecteurs de croissance d'une part, et les doutes aujourd'hui émergents parmi ses défenseurs d'autre part – à condition de ne pas céder à l'illusion, évidemment trop réductrice, d'une conversion à la décroissance des partisans du développement durable.

Une première critique portait sur le principe même de la notion de développement. Pour l'anthropologue et objecteur de croissance Gilbert Rist, le développement s'apparente à une croyance religieuse, à une foi en l'existence de cette abstraction prétendant résumer à elle seule l'ensemble des vertueuses aspirations humaines, alors qu'elle ne débouche en pratique que sur des politiques de marchandisation environnementale et sociale[5]. Le développement réellement existant produisant une crise écologique et sociale globale, il a fallu pour le sauver inventer une nouvelle abstraction, un nouvel idéal : le développement durable. Derrière les formules volontiers provocatrices de Rist, il y avait l'affirmation d'une impossibilité *pratique* du développement durable, liée à l'incompatibilité de la poursuite du développement avec une réduction des consommations et des pollutions. Or aujourd'hui, la désillusion collective vis-à-vis du développement durable se nourrit, entre autres, du constat que le développement des pays émergents se fait au prix de consommations et de pollutions croissantes : la Chine est devenue le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, et sa soif de ressources devient une inquiétude récurrente sur la scène internationale[6]… sans parler de l'Inde, du Brésil, etc.

Une deuxième critique portait sur la méthode associée au développement durable : dès les textes fondateurs, il était affirmé que cette notion ne pouvait être mise en œuvre que par un

---

[1] Edwin Zaccai, 2011, *op. cit.*
[2] Serge Latouche, 2006, *op. cit.*, p.113-114.
[3] Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, 2010, *op. cit.*, p.101.
[4] Vincent Cheynet, 2008, *op. cit.*, p.64.
[5] Gilbert Rist, 2007 (1997), *op. cit.*, p.417-437.
[6] Benoît Vermander, *Chine brune ou Chine verte ? Les dilemmes de l'État-parti*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

renforcement de la gouvernance[1]. La nécessité de rechercher un compromis entre l'ensemble des intérêts concernés a souvent été symbolisée par l'idéal de l'équilibre entre les trois piliers du développement durable. Mais pour les objecteurs de croissance, qui se rapprochent des conceptions de la durabilité forte, le problème était mal posé dès le départ : l'environnement, le social et l'économique ne se situent pas sur le même plan, car l'environnement est une pré-condition matérielle au social et à l'économique. La gouvernance nourrit donc l'illusion d'une négociabilité de l'environnement, en opposition avec tout l'héritage théorique de l'écologie politique. Or la défection que connaît aujourd'hui le développement durable est aussi liée au constat d'une incapacité persistante à donner suffisamment de poids politique aux intérêts environnementaux pour permettre la concrétisation de la gouvernance : non seulement les impératifs économiques restent prioritaires, mais en plus cette priorité s'est encore renforcée depuis 2008, sous l'effet de la crise économique. La crédibilité de la gouvernance s'en trouve affectée, bien au-delà des seuls cercles partisans de la décroissance ou de la transition.

Une troisième critique, enfin, portait sur la finalité du projet. Le développement durable tel qu'il s'est imposé institutionnellement n'a pas franchement rompu avec le productivisme. La notion de découplage, notamment, est rapidement apparue pour incarner la promesse de la conciliation prochaine entre croissance économique et décroissance des flux de matière et d'énergie. Une croissance dématérialisée, ou propre, ou durable, offrirait une troisième voie entre la croissance actuelle, environnementalement intenable, et la décroissance, socialement inacceptable. Les objecteurs de croissance ont dénoncé cette promesse du découplage comme une illusion, et les militants de la transition également, avec un vocabulaire moins virulent. Ils ont longtemps été isolés, mais ils le sont moins aujourd'hui – non pas parce qu'ils auraient soudain convaincu leurs détracteurs, mais parce que des partisans du développement durable *constatent*, année après année, l'inexistence de ce découplage dans la réalité, en dépit de tous les efforts consentis.

Considérons deux cas emblématiques de défection. Au Royaume-Uni, l'économiste Tim Jackson a publié en 2009 *Prospérité sans croissance* : il y constatait que les seuls découplages réellement observés jusqu'à présent avaient été des découplages *relatifs*, et non absolus[2]. Cela signifiait que tous les gains d'efficacité énergétique obtenus au cours des dernières décennies avaient largement été compensés par la croissance des consommations. Au mieux, ils avaient

[1] Hélène Combe, « La gouvernance, une impérieuse nécessité pour le développement durable », *in* Bertrand Zuindeau (dir.), 2010, *op. cit.*, p.491-501.
[2] Tim Jackson, 2010 (2009), *op. cit.*

permis de ralentir la hausse des consommations de matières et d'énergie, alors que l'objectif est fondamentalement de les réduire drastiquement. Si Jackson remet en doute la crédibilité de l'ambition du découplage, ce n'est pas sur la base d'une spéculation prospective, mais c'est en se fondant sur un constat empirique, et en dressant le bilan de l'expérience grandeur nature qu'ont constituée les vingt premières années du développement durable. À la trajectoire de cet expert britannique se détachant du développement durable, correspond celle d'un expert francophone, Dominique Bourg, qui fut l'un des principaux théoriciens et défenseurs de la notion de développement durable au cours des années 2000. En 2010, il constatait que *« le rêve d'un découplage entre la croissance des économies et la consommation des ressources a fait long feu »*, et que *« nous sommes désormais contraints de considérer à nouveau cette perspective [d'une décroissance des économies] »*[1]. Ces propos reflètent bien l'importance du temps perdu dans la désaffection à l'égard du développement durable, désaffection qui reste fondamentalement un processus évolutif, ancré dans des expériences biographiques, et nourri des constats d'échecs ou d'impuissance.

Il ne faudrait pas préjuger de l'avenir du développement durable. On peut suivre Edwin Zaccai lorsqu'il suggère que très vraisemblablement, le développement durable survivra à ces défections, ne serait-ce que parce que de nombreux professionnels continueront à s'y référer[2]. Mais on peut d'ores et déjà constater que la tendance à la défection du développement durable est interprétée par les objecteurs de croissance non pas seulement comme une confirmation de leurs critiques initiales, mais aussi comme la marque inquiétante d'un emballement, de la très grande proximité des seuils critiques qu'ils présentaient depuis longtemps :

> *« J'ai parlé avec des gens d'un master sur le développement durable à Paris, et vraiment, c'était impressionnant… Ils ne savent plus trop où ils en sont, un peu comme Dominique Bourg, finalement. Ils voient bien que le développement durable ne marche pas, que tout ça ça reste des discours, mais ils ont du mal à sauter le pas. Évidemment, le développement durable, c'est leur gagne-pain, aussi ! […] Ils ont été marqués par le bouquin de Tim Jackson [*Prospérité sans croissance*], ça oui, ils peuvent l'entendre. Il y a en ce moment une forme de « jacksonisation des esprits » chez les partisans du développement durable, peut-être que c'est le début de l'effondrement du développement durable : les gens n'y croient plus, et ça s'effondre, ça se dégonfle comme une baudruche vide. »*[3]

---

[1] Dominique Bourg, 2010, *op. cit.* ; « Le Pape du dédé converti à la décroissance ? », *La Décroissance*, n°72, septembre 2010, p.5.
[2] Edwin Zaccai, 2011, *op. cit.*, p.234-237.
[3] Propos recueillis lors d'un entretien avec une universitaire, objectrice de croissance, en marge d'une réunion de

On peut aussi supposer que même sans être massive, cette désaffection est suffisante pour que les formations consacrées au développement durable en soient affectées. Pendant la première séance de notre cours sur les *« théories et politiques de la décroissance »* à l'IEP de Paris, nous avons demandé aux étudiants qui avaient choisi cette option pourquoi ils l'avaient choisie. L'un d'eux, sans être à proprement parler un objecteur de croissance, nous a répondu par ces propos, sur lesquels plusieurs autres étudiants ont ensuite renchéri :

> *« Dans notre Master sur le développement durable, il y a en gros deux sortes de cours. Il y a des cours de diagnostics sur les problèmes environnementaux, et là c'est plutôt apocalyptique, et puis il y a ceux qui proposent des solutions… Et en fait on voit bien que les solutions ne sont pas à la hauteur, que c'est dérisoire par rapport à tous les problèmes qui nous sont présentés par ailleurs. Et quand on en parle aux profs, en gros ils disent que c'est vrai, mais que c'est émergent, qu'il faut encore du temps, mais en même temps ils disent qu'il y a urgence. Et c'est difficile de ne pas se dire que ça va pas, qu'il y a quelque chose qui ne colle pas. »*[1]

Dans le contexte moins conflictuel de la transition, si l'opposition au développement durable n'a pas été aussi systématiquement soulignée, Rob Hopkins indique cependant que les logiques de résilience et de relocalisation sont *a priori* incompatibles avec cette notion encore trop associée à l'idée de croissance. Le développement durable accorderait selon lui trop de confiance aux marchés et aux solutions technologiques[2]. De la même manière, les entretiens que nous avons effectués auprès de militants britanniques contenaient peu d'accusations directes à l'égard du développement durable, mais plutôt une défiance générale envers les solutions *« venues d'en haut »*, qu'elles soient institutionnelles ou technologiques :

> *« S'il y avait eu la transition il y a dix ans, ça n'aurait sans doute pas aussi bien marché, donc ça ne tient pas seulement à la personnalité de Rob Hopkins, ou au fait que c'est une idée radicalement nouvelle. C'est aussi que maintenant, les gens sont prêts à l'entendre, parce qu'on a reconnu l'urgence de la situation, et qu'ils voient aussi que les politiciens ne font pas ce qu'il faudrait : il faut agir maintenant, et pas attendre que le gouvernement prenne les choses en main, fasse tout d'en haut, ou attendre que quelqu'un invente quelque chose, une super technologie pour régler nos problèmes. »*[3]

---

la revue *Entropia*, à Paris, le 25 novembre 2010.

[1] Propos tenus par un étudiant d'environ 25 ans, le 3 février 2011, lors de la première séance du séminaire *« Théories et politiques de la décroissance »* à l'IEP de Paris, dans le cadre d'un Master 2 consacré au développement durable.

[2] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.54.

[3] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile de Bridget, membre et cofondatrice du groupe de transition d'Exeter (Devon), le 16 novembre 2008.

En résumé, le développement durable fait aujourd'hui l'objet d'une nette désaffection, qui va bien au-delà des seuls cercles catastrophistes qui nous intéressent. Il serait trompeur de penser qu'il y a là une franche conversion à la décroissance, mais on peut tout de même y voir les symptômes d'une *« fin de règne »*, pour reprendre les termes de Zaccai – comme si une conscience collective émergeait incommodément, nourrie du constat réitéré de l'impuissance du développement durable à concrétiser ses promesses. Les militants de la décroissance et de la transition ont conscience de cette évolution, et tentent d'en tirer profit. Mais ils craignent aussi que cette désaffection doive être interprétée comme le signe avant-coureur d'une forme de lâcher-prise collectif, de désorientation politique annonciatrice de ruptures critiques. Les controverses qui accompagnent l'actuelle montée en puissance des théories et des politiques d'adaptation au réchauffement climatique en sont symptomatiques.

1.2 La montée en puissance des théories et des politiques d'adaptation

S'interrogeant sur le cadre notionnel qui pourrait succéder au développement durable, Edwin Zaccai constate que la notion d'adaptation connaît aujourd'hui un succès croissant, qui fait d'elle le candidat le plus sérieux. C'est une notion ambiguë, note-t-il, dans la mesure où contrairement au développement durable, elle contient en elle-même la reconnaissance d'une incapacité à agir sur les causes des problèmes, et de la nécessité d'accepter de faire avec leurs conséquences :

> *« L'adaptation aux changements climatiques, mais par extension aux changements de toutes natures, consiste à minimiser les impacts négatifs auxquels est soumise une collectivité (voire à en tirer parti) sans pouvoir en modifier les causes. Le développement comprend une large part d'adaptation, sans quoi il ne pourrait être pragmatique. Mais il suppose aussi une organisation d'ensemble, une planification vers un progrès organisé, auxquelles l'adaptation renonce en théorie. Il se pourrait que, dans les années à venir, la part de l'adaptation comme mot d'ordre organisateur croisse avec la fragilisation de la superstructure du projet de développement. Superstructure affaiblie non seulement par les limites de la portée du concept dans le contexte actuel,, mais aussi par les difficultés d'action des instances de régulation nationales et mondiales, ce qui reporte l'accent sur des niveaux locaux. »*[1]

[1] Edwin Zaccai, 2011, *op. cit.*, p.233-234.

La montée en puissance de l'adaptation doit être analysée conjointement au vacillement de la notion de développement durable, comme le symptôme d'un recentrage politique : c'est le constat d'échec (total ou partiel) de la maîtrise des *causes* du réchauffement climatique qui conduit à se concentrer davantage sur une tentative de maîtrise des *effets* du réchauffement climatique. Le caractère dynamique et évolutif de ce recentrage politique fait écho à celui des mobilisations catastrophistes : les théories et les politiques de l'adaptation prospèrent sur la désaffection progressive à l'égard du développement durable, tout comme les théories et les politiques de la décroissance prospèrent sur la désaffection pour les logiques institutionnelles. Dans les deux cas, il y a un constat partagé qu'il est trop tard pour agir sur les causes, que des seuils d'irréversibilité ont été dépassés, et qu'il faut désormais se préparer à assumer les effets découlant de nos tergiversations et de nos échecs passés. Mais évidemment, ces deux constats ne se recoupent pas totalement, car ils correspondent à des registres politiques différents, au point que certains objecteurs de croissance sont parmi les plus virulents critiques des théories et des politiques d'adaptation.

En effet, la notion d'adaptation a longtemps été extrêmement controversée, et elle l'est encore aujourd'hui, en dépit de sa montée en puissance scientifique et institutionnelle. Dans un ouvrage de 2010 intitulé *Anticiper pour s'adapter*, Laurence Tubiana, François Gemenne et Alexandre Magnan font l'historique de cette controverse qui a accompagné la politisation du problème climatique sur la scène mondiale, dès la fin des années 1980. Le réchauffement global commençant à être admis comme un fait (et non plus comme une hypothèse), c'est avec grand espoir que le Protocole de Kyoto fut mis en place en 1997, comme un premier pas vers d'ambitieux programmes de réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, qui permettraient finalement une *atténuation* du réchauffement global. Mais une controverse parallèle émergeait sur la nécessité (ou non) d'engager par ailleurs des efforts d'*adaptation* au réchauffement climatique, pour parer à d'éventuels effets du réchauffement qui ne pourraient pas être atténués. Parce que l'adaptation anticipait implicitement sur un échec de l'atténuation (total ou partiel), tout plaidoyer en sa faveur pouvait être suspecté de défaitisme :

> *« L'adaptation a donc été considérée au départ [dans les décennies 1980-1990] comme un aveu d'échec des politiques d'atténuation, une solution de dernier recours qui ne devait en aucun cas être promue au même rang que l'atténuation. Le raisonnement était simple : plus on parlerait d'adaptation, moins on insisterait sur les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et plus le problème initial du changement climatique s'aggraverait. Les défenseurs de l'atténuation cherchaient ainsi à maintenir une certaine*

pression tant auprès des pays industrialisés, responsables historiques de l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, qu'auprès des pays en développement. »[1]

C'est au cours des années 2000 que la notion d'adaptation a progressivement gagné en légitimité dans les politiques climatiques, et que la controverse s'est amoindrie (mais sans disparaître). Trois phénomènes concomitants y ont contribué, selon Tubiana, Gemenne et Magnan. D'abord, les promoteurs de l'adaptation avaient pu identifier quelques cas de politiques qui contribueraient à la fois à l'adaptation et à l'atténuation, réduisant ainsi le dilemme théorique et politique qui les entravaient. Ensuite, le rapport du GIEC de 2007 a débouché sur *« un constat beaucoup plus pessimiste sur les impacts attendus »*[2], constat découlant du diagnostic que l'ampleur du temps perdu depuis les années 1990 avait *déjà* rendu irréversible un réchauffement dont les conséquences à retardement ne pouvaient *déjà plus* totalement être évitées. Enfin, et peut-être surtout, c'est à cette époque que s'est imposé le constat d'impuissance de la communauté internationale à coordonner une politique planétaire d'atténuation, notamment parce que des pays parmi les plus émetteurs, comme les États-Unis ou la Chine, pour des raisons diverses, restaient hors du Protocole de Kyoto :

> *« C'est à partir de 2001, lors de la conférence de Marrakech, que cette polémique s'est tarie. L'abandon par les États-Unis du Protocole de Kyoto ne permettait plus d'espérer un renversement rapide des tendances d'émissions des pays développés. Le réchauffement global était en marche et les ambitions d'un régime international sur le climat devaient avant tout viser une limitation des changements majeurs. L'adaptation devenait ainsi une partie inéluctable de l'action climatique. L'accumulation des analyses sur l'amplitude des impacts à long terme et sur la vitesse des changements affaiblissait le camp des optimistes qui pensaient l'adaptation comme une réponse spontanée des sociétés, qu'il n'était pas de fait nécessaire d'anticiper. »*[3]

Ainsi, deux des trois raisons ayant contribué à la légitimation de la notion d'adaptation dans les politiques climatiques sont le fruit du *temps perdu* en matière d'atténuation : d'abord le constat scientifique qui se fait nettement plus pessimiste en 2007, en suggérant que certains seuils d'irréversibilité sont déjà passés ; et ensuite le constat d'une impuissance politique, qui ne laisse entrevoir aucune piste d'action ambitieuse à court terme. Le succès de l'adaptation prospère ainsi non seulement sur le bilan d'un échec du politique à maîtriser les causes du réchauffement au cours des deux dernières décennies… mais aussi sur l'anticipation qu'il ne

---

[1] Laurence Tubiana, François Gemenne et Alexandre Magnan, 2010, *op. cit.*, p.17-18.
[2] *Ibid.*, p.76.
[3] Laurence Tubiana, François Gemenne et Alexandre Magnan, 2010, *op. cit.*, p.78.

sera vraisemblablement pas davantage capable d'y parvenir dans les années qui viennent. La nécessité de l'adaptation n'est pas un problème *ancien* que nous découvrons maintenant, c'est un problème *nouveau* résultant des échecs politiques des dernières décennies ; et c'est presque déjà un legs des générations passées aux générations présentes.

Comme le suggérait Zaccai, la traduction politique de ce succès notionnel conduit à un recentrage sur les actions à l'échelle nationale ou locale, plutôt que globale. Les conférences des parties de Montréal (2005) et de Nairobi (2006) ont été un tournant en la matière, puisque les stratégies nationales d'adaptation y ont été légitimées en tant que nouveau pan nécessaire des politiques climatiques. La France a ainsi publié en 2011 son *Plan national d'adaptation*[1] ; et le Royaume-Uni a fait de même[2]. À une plus petite échelle, certaines collectivités locales initient désormais des actions spécifiques en matière d'adaptation aux effets du réchauffement climatique, bien que la réduction d'échelle territoriale implique de très significatives marges d'incertitude scientifique dans l'anticipation de la nature et de l'ampleur des effets auxquels il faudrait s'adapter[3]. Là encore, c'est un constat d'échec à l'échelle internationale qui légitime cette montée en puissance des politiques d'adaptation aux échelons locaux et nationaux, en diffusant l'idée qu'un *« impératif de l'adaptation »* s'impose désormais au politique, avec un inévitable coût économique et social, tout cela sans doute pour plusieurs décennies[1].

Cependant la notion d'adaptation reste controversée, et même très vivement critiquée au sein des mouvements pour la décroissance et pour la transition. Cela peut paraître d'autant plus paradoxal que ces mouvements partagent avec les tenants de l'adaptation l'idée initiale que le développement durable est à bout de souffle, et que certains seuils d'irréversibilité ont déjà été dépassés. Cependant, le paradoxe se résout si l'on prend le risque théorique de voir là une *recomposition de la controverse climatique et énergétique au temps du dépassement des seuils d'irréversibilité* : le constat initial que certains seuils d'irréversibilité ont été dépassés semble en passe d'être communément partagé, et seules varient les interprétations politiques qui vont en être tirées. L'adaptation renonce à agir sur les causes du réchauffement, mais elle continue à affirmer la possibilité d'une maîtrise politique de ses effets ; tandis que les réseaux

---

[1] Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, *Plan national d'adaptation de la France aux effets du changement climatique : 2011-2015*, 2011. URL : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ONERC-PNACC-complet.pdf (consulté le 11 octobre 2012).

[2] Department for Environment, Food and Rural Affairs, *Defra's Climate Change Plan 2010*, 2010. URL: http://archive.defra.gov.uk/environment/climate/documents/climate-change-plan-2010.pdf (consulté le 11 octobre 2012).

[3] François Bertrand, « Changement climatique et adaptation des territoires », *in* Bertrand Zuindeau (dir.), 2010, *op. cit.*, p.339-350.

catastrophistes, en partant du même renoncement (partiel) à agir sur les causes, ne croient pas en notre capacité à instituer une maîtrise politique des effets du réchauffement : ils anticipent plutôt que des disruptions brusques nous précipiteront dans une organisation sociale radicalement *autre*, sans que les politiques d'adaptation y soient pour grand-chose.

La critique adressée par les catastrophistes à la notion d'adaptation a surtout pour objet l'ambiguïté du projet politique qui la sous-tend. En effet, à mesure qu'elle s'institutionnalise, l'adaptation est accusée d'accroître sa tendance initiale à promettre que quelques ajustements techniques marginaux suffiront à prolonger indéfiniment les modes de vie individuels et les organisations sociales actuelles : par exemple, la sociologue Elizabeth Shove a montré que les politiques britanniques d'adaptation envisageaient d'inclure la promotion des technologies de climatisation individuelle les plus efficaces… ce qui revenait à promettre non seulement une continuité du confort thermique individuel en dépit du réchauffement climatique, mais aussi la continuité de la disponibilité énergétique permettant d'envisager la diffusion massive de ces techniques[2]. De manière plus généralisante, Tubiana, Gemenne et Magnan constatent que si les notions d'adaptation et de développement peuvent être distinguées sur le plan théorique, dans les faits l'adaptation peine en réalité à s'émanciper des programmes et des politiques de développement[3]. Dès lors, l'adaptation est comprise par les réseaux catastrophistes comme la négation même de l'idée de rupture qui motive leur engagement, et comme implicitement trop sous-tendue par l'hypothèse de continuité pour constituer une option crédible.

Dans les réseaux britanniques de la transition, qui fondent leur stratégie d'action locale sur l'évitement des polémiques trop violentes, la défiance vis-à-vis de l'adaptation s'exprime en termes relativement courtois. Ainsi, selon Rob Hopkins, le terme d'adaptation renvoie globalement à une pléiade de stratégies illusoires *« qui prennent pour acquis que nous allons toujours trouver des inventions qui vont nous tirer du pétrin »*, par opposition à des scénarios d'évolution ou de transition *« qui demandent une certaine évolution, un changement d'attitude, mais qui prennent pour acquis que la société arrivera à préserver sa cohérence, quoique sous une forme plus localisée qui consommerait moins d'énergie »*[4]. On retrouve, dans cette opposition entre adaptation et évolution-transition, le net clivage entre les tenants

---

[1] Laurence Tubiana, François Gemenne et Alexandre Magnan, 2010, *op. cit.*, p.17.
[2] Elizabeth Shove, « Efficiency and consumption: technology and practice » (2004), *in* Tim Jackson (dir.), *The Earthscan Reader in Sustainable Consumption*, London-Sterling, Earthscan, 2006, p.293-304.
[3] Laurence Tubiana, François Gemenne et Alexandre Magnan, 2010, *op. cit.*, p.89-101.
[4] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.50-53.

d'une *hypothèse de continuité progressiste* et ceux d'une *hypothèse de rupture catastrophiste*, mais reformulée sur la base d'un constat commun d'irréversibilités déjà consommées.

Dans les réseaux de la décroissance, où la virulence polémique est bien plus affirmée, c'est l'ouvrage de Tubiana, Gemenne et Magnan qui a concentré les critiques du journal *La Décroissance*. Paul Ariès y dénonçait le projet politique implicite de l'adaptation, en insistant sur les coûts sociaux et environnementaux des techniques légitimées par ce nouveau cadre notionnel (et notamment la géo-ingénierie). Enfin, il soulignait le caractère fondamentalement illusoire de la promesse selon laquelle l'adaptation permettrait de sauver la continuité :

> *« Jusqu'à quand pourra-t-on continuer à faire de bonnes affaires en refoulant ce que nous savons ? Nos adeptes de la "juste adaptation" voient loin et même très loin. Il ne s'agit pas seulement, selon eux, de s'adapter au monde actuel déjà déprécié, mais d'accepter l'idée qu'il nous faudra demain nous adapter à un monde encore plus déprécié mais toujours aussi lucratif. La "juste" adaptation sera une adaptation permanente jusqu'à l'effondrement final. »*[1]

Au-delà des polémiques et des controverses sur les termes, il apparaît nettement que la montée en puissance des politiques d'adaptation d'une part, et l'émergence des mouvements catastrophistes d'autre part, incarnent deux phénomènes concomitants qui résultent d'une même logique sociale sous-jacente : le diagnostic selon lequel des seuils d'irréversibilité climatique ont déjà été dépassés, du fait d'un échec persistant du politique à enrayer la hausse mondiale des émissions de gaz à effet de serre. Dans les deux cas, c'est donc un même processus de *« politisation du temps perdu »* qui est à l'œuvre, en tant que mise en problème politique des conséquences de plusieurs décennies d'échec. Simplement, entre les deux cas, ce même processus se fait selon des registres temporels différents : les politiques d'adaptation misent sur une hypothèse de continuité (selon laquelle le politique parviendra à gérer tant bien que mal la matérialisation des conséquences des irréversibilités), tandis que les mouvements catastrophistes tablent sur une hypothèse de discontinuité catastrophique (selon laquelle les échecs ont déjà été suffisamment significatifs pour rendre inévitable une perte de contrôle du politique sur des phénomènes devenus globaux, irréversibles et interagissants). Il y a donc là la trace d'un conflit dans l'interprétation à proposer des *« années perdues »* du développement durable et de l'atténuation ; conflit au sein duquel les réseaux catastrophistes construisent une mémoire collective alternative de ces échecs, clé d'un usage politique du passé.

---

[1] Paul Ariès, « Contre la "juste adaptation" à la barbarie ! », *La Décroissance*, n°77, p.4.

1.3 Le fil vert : souvenirs, mémoire et politisation du temps perdu

Pour expliquer la relation des militants catastrophistes à ces décennies d'échec, il faut analyser les ressources mémorielles qu'ils mobilisent dans leurs usages politiques du passé : il s'y mêle des faits historiquement avérés, mais aussi des souvenirs individuels reconstruits et réinterprétés *a posteriori*, et des éléments de mémoire commune qui participent du sentiment d'identité collective. Dans les réseaux pour la décroissance et la transition, la politisation du temps perdu se fonde sur une *« entreprise mémorielle »*, c'est-à-dire sur l'élaboration d'une mémoire politique collective proposant une interprétation spécifique du passé, laquelle va non seulement renforcer la cohésion identitaire du mouvement, mais en plus va tendre à justifier son positionnement dans le champ politique. Et la colonne vertébrale de cette mémoire collective est la suivante : les échecs répétés des dernières décennies prouvent l'incapacité des mobilisations écologistes à modifier significativement le cours du monde, ainsi que celle des sociétés industrialisées à profiter des maigres fenêtres d'action qui leur restaient, au point que plus rien ne semble pouvoir désamorcer les ruptures catastrophiques qui s'annoncent. C'est ce que résume cette phrase prononcée devant nous par un objecteur de croissance sexagénaire, en marge d'une réunion de la revue *Entropia* : *« En fait, il aurait fallu bifurquer dans les années 70, là on aurait eu le temps, mais maintenant je ne suis pas sûr que ce soit encore possible… »*[1]. Mais il faut trouver une méthodologie permettant de saisir, au-delà des seuls souvenirs individuels, la construction – éclatée et chaotique – d'une mémoire collective ayant vocation à être mobilisée dans un usage politique du passé.

La politiste Marie-Claire Lavabre a publié, en 1994, un essai d'analyse sociologique de la mémoire communiste, intitulé *Le Fil rouge* : constatant qu'il existait un cliché très répandu selon lequel le Parti communiste français (PCF) falsifiait l'histoire pour l'instrumentaliser, à la manière des Soviétiques, elle s'interrogeait sur les divers usages politiques du passé dans les milieux communistes[2]. Elle montrait notamment que les théories de l'instrumentalisation étaient excessivement simplistes, puisqu'elles négligeaient l'inévitable existence de souvenirs individuels fortement susceptibles de résister à une éventuelle propagande. Elle élaborait donc une conception plus complexe de la mémoire communiste, où les souvenirs d'expériences personnelles pouvaient faire l'objet d'un travail collectif de reconstruction, de signification et

---

[1] Propos recueillis lors d'un comité de rédaction de la revue *Entropia*, le 25 novembre 2010, à Paris.
[2] Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation

de ré-interprétation *a posteriori*, qui ouvrait la voie à des usages politiques du passé. Le *« fil rouge »* par lequel se perpétue métaphoriquement la mémoire communiste ne peut donc pas être réduit à une simple entreprise de falsification menée par un parti tout-puissant : il est plus juste de le concevoir comme une entreprise collective, pas nécessairement délibérée… et si elle l'est, pas nécessairement efficace. La mémoire collective, parce qu'elle est une forme de mise en scène de l'identité du groupe, a une signification politique : en mettant en lumière certains événements, mais aussi en en laissant d'autres dans l'ombre, en privilégiant certaines interprétations, elle propose une grille de lecture politisée de l'histoire – qui n'est sans doute jamais pleinement cohérente, pleinement partagée ou pleinement efficace, mais qui constitue néanmoins une sorte de socle identitaire commun sur lequel peut s'appuyer l'engagement, par exemple en nourrissant le mythe historique d'une progression continue des acquis sociaux.

Ce modèle de la mémoire collective est une source d'inspiration valable pour l'analyse des usages politiques du passé dans les réseaux catastrophistes contemporains. Marie-Claire Lavabre considérait en effet que s'il était évident que la mémoire communiste était spécifique par son contenu, en revanche aucune donnée ne justifiait de la supposer spécifique dans sa forme. Cette étude de cas ambitionnait donc de présenter une mémoire collective *« telle que tous les partis, familles ou groupements politiques sont susceptibles de la produire »*[1]. Nous estimerons donc qu'il existe une mémoire collective écologiste, un *« fil vert »*, qui constitue une ressource mobilisable en vue d'un usage politique du passé… mais que les mouvements catastrophistes contemporains tendent à réinterpréter selon leurs propres référentiels.

Notre principal obstacle méthodologique est l'absence d'étude spécifiquement centrée sur la question de la mémoire écologiste. Cela peut sans doute partiellement s'expliquer par le caractère plutôt récent de cette famille politique : quarante ans, c'est très peu par rapport aux histoires du socialisme, du communisme, de l'anarchisme, des grands courants de la droite, etc. À cela s'ajoute le problème du caractère éclaté des mobilisations écologistes, qui ne laisse pas émerger de structure organisatrice pouvant jouer un rôle comparable au PCF dans le cadre d'une entreprise mémorielle. Enfin, il y a le problème des parcours biographiques individuels, qui témoignent d'un important nomadisme organisationnel, et qui montrent donc en creux l'incapacité des structures politiques écologistes à pérenniser les adhésions et à capitaliser une mémoire politique comparable à celle du PCF – ce que Bruno Villalba avait déjà montré dans

---

nationale de Sciences Politiques, 1994.
[1] *Ibid.*, p.25.

les années 1990 au sujet des Verts[1]. Mais nous pourrons tout de même nous appuyer sur les données existantes dans les travaux qui, sans procéder exhaustivement à une analyse de la mémoire écologiste, fournissent des pistes d'interprétation non négligeables. Le titre de l'ouvrage de l'historien Michael Bess, *La France vert clair*, offre un condensé de l'une des interprétations dominantes du passé écologiste : en s'appuyant sur les souvenirs racontés par des dirigeants Verts et sur les archives historiques auxquelles il a eu accès, il finit par faire entrevoir l'image d'une histoire *inachevée*, d'un processus d'écologisation *inabouti*… mais qui va dans le bon sens, et qui laisse penser qu'après les premiers pas, viendront d'autres actions plus décisives[2]. Bien sûr, il faudrait davantage distinguer ce qui relève de l'interprétation de l'historien, de ce qui relève vraiment d'une mémoire collective reconstruite au travers des entretiens, ce qui dépasserait de loin le cadre de notre travail sur la décroissance et la transition. Mais cette esquisse de la mémoire écologiste nous paraît tout de même crédible, dans la mesure où elle semble être confirmée par d'autres travaux comme ceux de Dobson sur le *mainstreaming* inabouti de l'écologisme, ou ceux de Villalba sur l'intégration tout autant inaboutie d'EELV au champ institutionnel[3]. La mémoire écologiste semble trop hétérogène et trop peu documentée pour que l'on puisse déterminer à quel point est partagée cette ré-interprétation *a posteriori* des quatre premières décennies de l'écologie politique, mais on peut tout de même considérer qu'il s'agit sans doute de la forme dominante du *« fil vert »*, celle que vont mettre en scène les dirigeants des grandes organisations écologistes. Enfin, il s'agit aussi d'une conception assez communément répandue de l'intégration progressive des préoccupations écologistes dans le champ politique : intégration inaboutie, certes, mais qui se poursuit et qui va dans le bon sens, sans bouleversement majeur.

L'entreprise mémorielle à laquelle procèdent les réseaux catastrophistes contemporains introduit cependant une dissonance dans cette mémoire écologiste. Les faits historiques sont les mêmes, mais les interprétations et les usages politiques diffèrent radicalement, au point de mener à une sorte de conflit mémoriel. La mémoire écologiste est jalonnée d'événements et de dates emblématiques, qui ont laissé des souvenirs individuels aux militants qui les ont vus de leurs yeux, mais qui ont aussi été reconstruits et réinterprétés de manière intersubjective : Larzac (1971), Stockholm (1972), Creys-Malville (1977), Plogoff (1981), Tchernobyl (1986), Sommet de Rio (1992), Gauche plurielle (1997), Protocole de Kyoto (1997), Sommet de

[1] Bruno Villalba, « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle*, vol. 53, Paris, Presses de Sciences Po, janvier-mars 1997, p.96.
[2] Michael Bess, 2011 (2003), *op. cit.*
[3] Andrew Dobson, 2009, *op. cit.* ; Bruno Villalba, 2011, *op. cit.*

Johannesburg (2002), Grenelle de l'environnement (2007), Sommet de Copenhague (2009), Fukushima (2011), Sommet de Rio+20 (2012), etc. S'entremêlent ici des luttes, des désastres écologiques, et des tournants politiques[1]. Mais ce terreau mémoriel commun est soumis à des usages politiques différents : à la théorie du processus inabouti qui va pourtant dans la bonne direction, les réseaux catastrophistes opposent celle du dévoiement des ambitions initiales de l'écologie et de la perte *irrémédiable* d'occasions *qui ne reviendront plus*. Dans cet essai d'interprétation alternative, l'accent sera davantage mis sur les désastres écologiques, qui seront interprétés comme les signes avant-coureurs des futures ruptures catastrophiques, et sur les échecs politiques, qui étayeront la conviction que rien ne peut plus arrêter la course à l'abîme.

Cet usage politique dissonant de la mémoire écologiste fait écho à la logique sociale de désillusion qui sous-tend les trajectoires individuelles des militants de la décroissance et de la transition. Les expériences vécues fournissent les souvenirs qui nourrissent cette entreprise mémorielle, et qui sont réinterprétés à sa lumière, dans une interaction dynamique. Il devient alors possible de prolonger notre analyse précédente des parcours biographiques d'objecteurs de croissance et de militants de la transition, en insistant davantage sur la manière dont les récits qui en sont faits reflètent le processus de politisation du temps perdu. Si l'on revient par exemple sur le cas de John, militant sexagénaire dans le groupe de transition de la petite ville de Langport (Somerset), on constate qu'il ne présente pas son expérience communautaire des années 1970 comme un premier pas, mais plutôt comme un échec regrettable, d'autant plus regrettable qu'il a aujourd'hui pour conséquence lointaine de nous avoir menés à une situation pré-catastrophique :

> *« John Seymour, c'est un de mes héros personnels. J'ai habité avec lui dans sa ferme au Pays de Galles pendant un moment, tu sais. C'était à la fin des années 1970, et en fait, c'est triste, mais sa ferme ne marchait pas très bien. Pourtant les idées étaient formidables, mais voilà, ça n'a pas vraiment marché. Moi j'étais là-bas au moment où sa femme l'a quitté, et je crois qu'il ne s'est pas vraiment remis. À ce moment-là, il écrivait le* Complete Book of Self-Sufficiency*, mais il le faisait quasiment par nécessité, parce qu'il fallait que ce soit publié et vendu pour sauver la ferme. Je devrais pas vous le dire, parce que c'est un héros d'avoir écrit ça, et les idées étaient bonnes… […] C'est un peu ce qui s'est passé dans les années 1970, avec la ferme de Seymour. Les idées étaient formidables, mais finalement*

[1] Voir par exemple le livre collectif publié pour le trentième anniversaire de la revue *Silence*, et qui met en scène une histoire de l'écologie dont la décroissance et la transition sont parmi les principaux aboutissements : Collectif, *L'Écologie en 600 dates*, Congé-sur-Orne, Le Passager clandestin, 2012.

ça a périclité. Comme une voiture dont les roues tournent à vide dans la boue… Mais peut-être que maintenant c'est différent. Je crois que les gens sont plus conscients que le système est à bout, que de grands changements sont sur le point d'advenir… »[1]

Côté français, le cas de Fabien est également éclairant : objecteur de croissance membre d'ATTAC, quadragénaire, il s'est engagé en 2009 dans la formation d'un groupe de transition à Paris. Lorsque nous lui avons demandé de nous raconter comment cela s'est passé, il nous a répondu en mettant en avant le rôle déclencheur du moment où il dit avoir compris la mort du Protocole de Kyoto, peu avant le fiasco géopolitique de Copenhague :

« Je me souviens, la première fois que j'ai entendu parler de la transition, c'était aux journées d'été d'Attac, en août 2009. À ce moment-là on sentait déjà que Copenhague, ce serait à coup sûr un échec, et donc que Kyoto c'était mort, et moi, personnellement, j'étais vraiment déprimé par tout ça… Alors quand j'ai vu cette histoire de Villes en transition, je me suis dit que c'était ça qu'il fallait faire. De toute façon les grands mécanismes internationaux sont morts, ou presque, et donc ce qu'il reste c'est faire la résilience chez nous, localement, pour se préparer. »[2]

Certaines trajectoires biographiques de personnalités publiques viennent confirmer la manière dont un événement vécu peut faire l'objet d'une ré-interprétation *a posteriori*, pour nourrir finalement une mémoire de la désillusion. On peut citer le cas d'Yves Paccalet, qui a longtemps été le compagnon de route du Commandant Cousteau, et qui a finalement rédigé un essai où il avoue son sentiment d'avoir lutté pour rien[3]. Dans le même ordre d'idée, le journaliste écologiste Claude-Marie Vadrot, après avoir été l'un des témoins enthousiastes de la Conférence de Stockholm en 1972, a fait de ce souvenir l'un des exemples emblématiques de ses espoirs déçus, des occasions manquées, qui justifiaient à ses yeux de ne plus attendre grand-chose des sommets internationaux. Pour preuve, il suffit de comparer l'esprit de ces deux textes, dont le premier avait été rédigé au retour de Stockholm en 1972, et le second au retour de Johannesburg en 2002 :

« Ce livre se veut la certitude qu'il n'est pas possible que les peurs et les angoisses exprimées à Stockholm, ainsi que les espoirs de solution qui ont commencé à se faire jour, ne s'organisent pas peu à peu autour d'une évolution accélérée qui s'appellera peut-être un

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec John, dans un café de Langport (Somerset), en marge de la réunion mensuelle du groupe local de transition, le 27 octobre 2009.

[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Fabien, lors des rencontres annuelles du *Transition Network* à Newton Abbot (Devon), le 13 juin 2010.

[3] Yves Paccalet, *L'Humanité disparaîtra, bon débarras !*, Paris, Arthaud, 2006 ; Bruno Villalba, « Yves Paccalet, *L'Humanité disparaîtra, bon débarras !* », *Ecorev*, vol. 23, été 2006, p.76-77.

jour une nouvelle révolution. Révolution qui sera d'inspiration transnationale, pour reprendre un mot qui a fait fureur dans la capitale suédoise. »[1]

« Une autre image me reste de cet instant surréaliste [le discours de Jaques Chirac affirmant que "notre maison brûle"] : la réaction littéralement pâmée de la cour journalistique présidentielle, accourue l'espace d'une journée à Johannesburg pour la représentation de leur acteur favori. Les éminents membres de la presse présidentielle, chasseurs de petites phrases et laudateurs de grands discours, se poussaient du coude en regardant avec commisération les "journalistes écolos" dubitatifs, qui expliquaient avoir du mal à croire aux envolées lyrico-présidentielles. […] Les journalistes spécialisés, qui en avaient entendu d'autres et du même tonneau, estimaient que la mutation génétique du président, aussi miraculeuse qu'elle puisse paraître, leur semblait relever exclusivement de la célèbre méthode Coué. »[2]

L'entreprise mémorielle à laquelle procèdent les réseaux catastrophistes s'incarne donc en une mise en perspective historique qui donne une *signification* à l'histoire collective des mouvements écologistes, laquelle se reflète sur les trajectoires individuelles du fait de la ré-interprétation permanente des expériences par ceux-là mêmes qui les ont vécues. Évidemment l'expression d'*« entreprise mémorielle »* ne renvoie pas à un processus délibéré ou centralisé, mais plutôt à un processus collectif et éclaté, sans organisme coordinateur, à l'image plutôt des réseaux largement informels de la décroissance et de la transition. Mais cela n'en est pas moins un processus réel, dont la principale conséquence est qu'il existe désormais un usage alternatif de la mémoire écologiste dans le champ politique, qui dénonce l'illusion des petits pas, et qui justifie en contrepoint une posture catastrophiste. Il est difficile d'évaluer le degré d'efficacité de cet usage politique du passé à des fins catastrophistes ; mais des cas comme celui de Fabien (ralliant la transition juste après avoir pris acte de la mort de Kyoto) semblent suggérer qu'elle n'est pas nulle. Ce n'est pas tant l'expérience d'*un* échec politique qui peut précipiter le basculement catastrophiste d'un militant, mais plutôt la *redondance* des échecs, par exemple lorsque chaque sommet climatique est vécu comme *une déception de plus*, dans le cadre d'un engagement où le temps est considéré comme une ressource finie. Chaque échec supplémentaire aggrave le regard porté sur les échecs précédents, et suscite une dissonance favorisant la réceptivité du militant à d'autres sociabilités plus catastrophistes : l'échec de Copenhague en 2009 amène à reconsidérer *a posteriori* le Protocole de Kyoto comme un

[1] Claude-Marie Vadrot, 1973, *op. cit.*, p.25-26.
[2] Claude-Marie Vadrot, 2007, *op. cit.*, p.10.

échec, et à s'interroger sur le temps perdu depuis 1997 dans la lutte politique contre le réchauffement climatique.

En conclusion, il faut replacer cette entreprise mémorielle dans un contexte politique et social plus large, caractérisé par l'assèchement du développement durable et par la montée en puissance des théories et des politiques de l'adaptation. L'usage politique que font les réseaux catastrophistes de la mémoire écologiste ne fait finalement que *cristalliser* une interrogation ambiante sur l'après-développement durable. Quand l'interprétation dominante suggère que l'adaptation permettra de sauver la continuité, les mouvements pour la décroissance et pour la transition voient en ce glissement politique le signe que les ruptures catastrophiques sont plus imminentes que jamais. Leur relecture *a posteriori* des échecs du mouvement écologiste, mais aussi de l'ensemble des efforts politiques visant depuis au moins vingt-cinq ans à inventer un développement durable et à instituer une maîtrise politique des causes du réchauffement, les amène à en déduire que la politique ne parviendra plus à anticiper l'irréversible. Marie-Claire Lavabre évoque dans son ouvrage une *« corde de l'espérance »*, *« qui permet, selon Henri Desroche, la conjugaison de l'avenir et du passé, du messianisme et de la mémoire »*[1]. Dans notre cas, le *« fil vert »* tel que le conçoivent les catastrophistes permet plutôt de conjuguer mémoire écologiste et prophétisme, déduction politique et annonce de la catastrophe. Il reste à expliquer comment cet usage politique du passé écologiste est comme *projeté* vers un avenir catastrophique, par des procédés s'appuyant sur des déductions scientifiques.

2- Déduction scientifique : évolutivité des diagnostics géologiques et climatiques

Les travaux retraçant l'origine historique de l'écologie politique insistent volontiers sur la diversité des sources théoriques, mais certains – tel Jean-Paul Deléage[2] – attribuent un rôle primordial à la pensée d'inspiration scientifique qui introduisait le constat d'un déséquilibre croissant entre l'expansion des activités humaines d'une part, et la finitude des capacités d'absorption et de régénération des systèmes naturels d'autre part. Cette fibre scientifique de l'écologisme n'a jamais totalement disparu, mais elle a sensiblement été concurrencée dans le processus de construction identitaire des écologistes par des éléments de critique sociale plus

[1] Marie-Claire Lavabre, 1994, *op. cit.*, p.21. L'ouvrage auquel il est fait référence est le suivant : Henri Desroche, *Sociologie de l'espérance*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, p.46.
[2] Jean-Paul Deléage, 2000 (1991), *op. cit.*

focalisés, par exemple, sur la question de l'autonomie des individus[1]. Aujourd'hui, l'essor des mouvements pour la décroissance et la transition pose la question de la *résurgence* de cette pensée d'inspiration scientifique dans les milieux écologistes, mais aussi – surtout – celle de l'*évolutivité* de cette pensée. Car le discours contemporain sur l'épuisement des ressources ou sur l'impact climatique des activités humaines n'est pas qu'un recyclage à l'identique de ceux des années 1970. Il témoigne au contraire d'une appropriation dynamique des diagnostics scientifiques par ces réseaux, avides de données nouvelles, et souvent prompts à reconsidérer la temporalité de leurs engagements à cette lumière. Les mouvements pour la décroissance et la transition renouent donc avec la tradition scientifique de l'écologisme… mais ce faisant, ils prennent aussi acte de l'ampleur du temps passé depuis les premières mises en garde : ainsi, de même que l'assèchement des perspectives institutionnelles nourrit une déduction politique, l'alarmisme croissant des diagnostics experts nourrit une déduction scientifique légitimant la posture catastrophiste. La déduction scientifique consolide la déduction politique en donnant à voir les conséquences à attendre de l'impuissance institutionnelle – des conséquences floues quant à leur déroulé exact, mais dont la dimension irréversible est interprétée par les militants comme une validation de l'hypothèse de rupture contre celle de continuité. Cette hypothèse de rupture transparaît d'abord dans l'appropriation politique des diagnostics catastrophistes sur l'imminence du pic pétrolier ; et ensuite dans celle des diagnostics climatologiques mettant en garde contre l'imminence de seuils d'emballement climatique. Dans les deux cas, la déduction scientifique nourrit l'idée qu'il est déjà en partie *« trop tard »*, trop tard non pas pour agir politiquement, mais trop tard pour espérer que l'action politique puisse suffire à éviter une rupture d'ordre systémique.

2.1 Pic pétrolier : trop tard pour éviter un choc énergétique mondial ?

Paradoxalement, les craintes relatives au pic pétrolier qui ont *précipité* l'émergence des mobilisations pour la décroissance et pour la transition au début des années 2000, ne sont pas exactement nouvelles. Dès le XIXe siècle, certains scientifiques avaient mis en garde leurs contemporains sur le caractère épuisable des réserves en charbon. Le philosophe des sciences et objecteur de croissance Jacques Grinevald a retracé l'histoire de ces alertes tantôt sérieuses, tantôt hasardeuses, au fil des deux derniers siècles[2]. Dans les années 1950, cependant, advient

[1] Bruno Villalba (dir.), 1995, *op. cit.*
[2] Jacques Grinevald, 2007, *op. cit.*

une rupture théorique importante à ce sujet : le géologue Marion King Hubbert développe la théorie du pic pétrolier, pointant le fait que pour des sociétés visant l'expansion continue, le problème n'est pas tant la *« fin du pétrole »* que la *« fin du pétrole abondant et bon marché »*, susceptible d'intervenir beaucoup plus tôt. Hubbert annonçait notamment le début du déclin de la production annuelle de pétrole états-unien pour le début des années 1970, ce qui advint effectivement. Il affirmait qu'un pic pétrolier mondial adviendrait également, mais à plus long terme et avec une marge d'erreur beaucoup plus grande, aux alentours de l'an 2000. Hubbert jugeait qu'il y avait là un problème sérieux, mais qu'il restait quand même suffisamment de décennies pour envisager une transition énergétique relativement sereine. L'histoire de cette découverte a abondamment été reprise, dans les années 2000, par les géologues qui allaient prolonger ces travaux et, ainsi, alimenter en raisonnements géologiques les mouvements pour la décroissance et la transition[1].

Les travaux de Hubbert furent vivement controversés. Si le pic de production est une réalité indéniable à une échelle locale, peut-on extrapoler ce modèle prédictif à une échelle mondiale ? Hubbert ne sous-estimait-il pas l'importance des gisements encore inconnus, des progrès techniques à venir, des substituts énergétiques tels que le nucléaire ? La controverse scientifique était le fait de géologues, mais il s'y joignait aussi des compagnies pétrolières, des États, des communautés internationales, des organismes indépendants, etc. Au cours des années 1970, les courant *« survivalistes »* de l'écologie politique, sous l'influence d'auteurs comme l'économiste Georgescu-Roegen[2] ou les Meadows[1], a fait de la finitude des ressources fossiles – au premier rang desquelles le pétrole – un élément central de sa démonstration. Mais peu se risquaient encore à avancer des dates, ou alors avec précaution, et à des horizons assez lointains : rarement moins de quelques décennies. Puis vinrent les années 1980, où les préoccupations relatives au pic pétrolier ont nettement reflué, ne suscitant quasiment plus aucune publication spécifique, sur fond de contre-choc pétrolier mondial, et de recul des mobilisations écologistes dans les pays industrialisés. Il faut attendre le début des années 2000 pour que la controverse pétrolière fasse son retour sur la scène politique, sous l'impulsion de la création de l'ASPO, dont les travaux vont précipiter l'émergence des mouvements de la décroissance et de la transition. Ce qu'il faut donc expliquer, c'est pourquoi une thématique aussi ancienne fait soudainement un tel retour dans les milieux écologistes français et britanniques dans les années 2000.

---

[1] Jean-Luc Wingert, 2005, *op. cit.* ; Adolphe Nicolas, 2011, *op. cit.*
[2] Nicholas Georgescu-Roegen, 2006 (1979), *op. cit.*

Dans les mouvements écologistes proprement dits, l'inquiétude quant à la finitude des ressources, et notamment des ressources énergétiques fossiles, a toujours été un leitmotiv de l'argumentation politique. Mais les textes des années 1960-1970 et ceux des années 2000 ne sont pourtant pas interchangeables, car il est advenu entre-temps une forme de contraction de l'horizon temporel dans lequel se conçoit l'écologie politique. De plus, cette contraction n'est pas intervenue progressivement au fil des décennies, mais plutôt brusquement, vers le début des années 2000, comme par une prise de conscience *précipitée* de l'ampleur du temps perdu et du peu de temps qu'il reste.

Dans les années 1960-1970, l'horizon temporel de la raréfaction des ressources est encore lointain, et assez flou. Bernard Charbonneau, militant écologiste partisan de l'action associative locale et très hostile à toute institutionnalisation des idées vertes, ne partageait certainement pas la ligne stratégique de René Dumont, premier candidat écologiste à une élection présidentielle et futur compagnon de route du parti Vert. Si l'on compare leurs écrits, on constate qu'ils avaient en commun le souci de la finitude des énergies fossiles, mais que ce souci demeurait relativement abstrait, n'étant pas associé à l'idée d'un risque *imminent* :

> *« Le risque d'une destruction physique [de nous-même] est encore le moins certain, mais il n'est pas négligeable. D'abord, rien ne nous assure que la multiplication de la population, associée à l'augmentation indéfinie de la production, ne nous menace pas d'un épuisement des ressources du globe : l'expérience moderne est trop courte pour préjuger de l'avenir. Les gisements de pétrole et de charbon peuvent s'épuiser, au mieux dans quelques siècles – même pas la durée d'un empire. »*[2]

> *« Certes les réserves connues de pétrole croissent, ces dernières années, deux fois plus vite que la production. Mais elles sont de plus en plus extraites en mer, accroissant ainsi les risques de pollution des océans […]. Notre seule certitude est bien qu'un jour ces stocks auront une fin ; chaque fois que nous les brûlons inutilement dans nos autos, nous pourrions penser aux gosses du "tiers monde" qui manquent dramatiquement de protéines – que peut fournir le pétrole. »*[1]

On constate par ailleurs que l'expression *« pic pétrolier »*, bien qu'elle existât déjà à cette époque et qu'elle fût déjà utilisée par des scientifiques abondamment cités comme les Meadows, n'avait apparemment pas encore *« percolé »* jusque dans les milieux écologistes – ou, pour le dire autrement, elle n'avait pas encore fait l'objet d'une appropriation politique.

---

[1] Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972, *op. cit.*
[2] Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 2002 (1969), p.28.

Tout se passe encore comme si la raréfaction des ressources fossiles était un problème de long terme, peut-être proche à l'échelle d'une société, mais pas véritablement *imminent*. Dans les années 1980 et 1990, les préoccupations écologistes connaissent des hauts et des bas, sans que la question pétrolière soit jamais considérée comme véritablement prioritaire. Les regains d'intérêt sporadiques dont bénéficient les questions écologiques sont surtout liés, à la fin des années 1980 notamment, à des problèmes tels que les pluies acides, l'accident de Tchernobyl, le trou dans la couche d'ozone, etc.

Le tournant déterminant est intervenu peu après 2000, suite à la fondation de l'ASPO (*Association for the Study of Peak Oil and Gas*) par les trois géologues Alain Perrodon, Jean Laherrère et Colin Campbell[2]. Financée notamment par ses travaux d'expertise, elle a connu une monté en puissance et un relatif intérêt médiatique au cours de la décennie suivante, notamment du fait de la hausse des prix du pétrole. La production et la diffusion de données *« indépendantes »* sur le pic pétrolier sont par ailleurs facilitées pendant cette décennie par l'émergence de ce qui est parfois appelé *« la blogosphère peakoiliste »*[3], c'est-à-dire des réseaux de *« médiactivistes »* engagés mettant à disposition des mouvements émergents l'essentiel des résultats de leur contre-expertise pétrolière[4]. De fait, la mise à disponibilité de données conséquentes, produites par des géologues *« indépendants »* (plusieurs étant à la retraite), a constitué un élément déclencheur déterminant lors des débuts du mouvement pour la décroissance – ils sont cités dès 2002 par *Casseurs de Pub*, dès 2003 par l'anthropologue des techniques Alain Gras (qui co-fondera *Entropia* en 2006) : *« En tout état de cause, même en tenant compte de ces incertitudes, le problème reste posé dans le très court terme, et non dans cinquante ans, échéance que l'on tenait pour probable encore récemment »*[5]. À la transition également, Rob Hopkins raconte comment sa rencontre avec Colin Campbell fut déterminante dans la naissance de *Transition Town Totnes*[6]. La fondation de groupes d'étude parlementaires sur la question a été perçue comme une légitimation supplémentaire de cette inquiétude, tant en France (*Groupe interparlementaire d'études sur les pics pétroliers et gaziers*, fondé en 2008 à l'initiative du député vert Yves Cochet[7]) qu'au Royaume-Uni (*All*

---

[1] René Dumont, 1973, *op. cit.*, p.21.
[2] Jean-Luc Wingert, 2005, *op. cit.*, p.89.
[3] Voir notamment : http://aspofrance.org/, www.oleocene.org, www.picpetrolier.net, www.postcarbon.org, www.energybulletin.net, www.theoildrum.com, www.petrocollapse.org, www.lifeaftertheoilcrash.net, www.peakoil.net, www.drydipstick.com, etc. (consultés le 15 août 2011).
[4] Dominique Cardon et Fabien Granjon, 2010, *op. cit.*, p.118.
[5] Alain Gras, 2003, *op. cit.*, p.118.
[6] Rob Hopkins, 2010 (2008), p.121.
[7] URL : http://www.assemblee-nationale.fr/qui/xml/organe.asp?id_organe=/13/tribun/xml/xml/organes/403141.xml

Party Parliamentary Group on Peak Oil and Gas, APPGOPO, fondé en 2007 à l'initiative du député libéral-démocrate John Hemming[1]).

Les membres de l'ASPO estimaient généralement que le pic pétrolier adviendrait entre 2005 et 2015, avec de graves conséquences économiques et socio-politiques. Leurs travaux restaient pourtant controversés, car les prévisions officielles sont nettement plus optimistes. Ces dernières pourraient être résumées par l'analyse proposée par Philippe Copinschi : *« Ce n'est donc probablement pas par manque de pétrole que l'homme cessera d'en utiliser, mais parce que des technologies plus performantes (notamment en termes de rendement énergétique, de pollution et d'émissions de gaz à effet de serre) seront mises au point et se généraliseront »*[2]. En d'autres termes, les scénarios énergétiques officiels restent fidèles à l'hypothèse implicite de la continuité, et cela à trois niveaux : premièrement, le modèle du pic de production n'a pas nécessairement de sens à l'échelle mondiale, notamment du fait de la substitution probable par de nouvelles sources énergétiques alternatives dans les décennies à venir ; deuxièmement, s'il devait effectivement advenir un pic pétrolier mondial, il n'est pas sûr qu'il soit imminent ; et troisièmement, s'il devait effectivement être imminent, ses conséquences socio-économiques pourraient encore être atténuées par des stratégies d'adaptation énergétique. Ces trois affirmations ont fait l'objet d'innombrables publications dans la *« blogosphère peakoiliste »*, qui tâchaient de leur opposer un raisonnement nettement plus catastrophiste : le modèle du pic pétrolier est valable à l'échelle mondiale ; ce pic pétrolier mondial est imminent ; il aura des conséquences socio-économiques majeures, voire dramatiques.

L'émergence de cette controverse a précipité l'émergence des mobilisations pour la décroissance et pour la transition, qui ont très vite endossé les analyses *« catastrophistes »* de l'ASPO, les introduisant ainsi de manière inédite dans le champ politique. La rapidité de cette appropriation militante s'explique notamment par le fait que les nouvelles données de l'ASPO ne faisaient souvent que *consolider* ce que les militants écologistes supputaient auparavant sur un mode plus intuitif. Les pronostics de l'ASPO ont donc été adoptés d'autant plus facilement qu'ils suscitaient une importante résonance avec une prédisposition cognitive des militants. Il s'agissait moins d'une rupture idéologique que d'une réévaluation temporelle, d'un simple *resserrement* de l'agenda catastrophique : la crise pétrolière *dans la décennie qui vient*, et non

---

(consulté le 11 octobre 2012).

[1] URL : http://appgopo.org.uk/ (consulté le 11 octobre 2012).

[2] Philippe Copinschi, *Le Pétrole, quel avenir ? Analyse géopolitique et économique*, Bruxelles, De Boeck, 2010, p.100.

dans cinquante ans, pour paraphraser Alain Gras. Mais cette contraction temporelle, même si elle s'appuie sur des prédispositions cognitives, n'est pas politiquement neutre : à l'idée qu'il faut effectuer une transition énergétique en quelques décennies se substitue, finalement assez brusquement, la perspective d'un choc énergétique mondial, imminent… et potentiellement sans fin, puisque suivi d'une réduction inéluctable de la production mondiale. Effectuer une transition énergétique mondiale en quelques décennies était très difficile, le faire en quelques années est quasiment impossible. C'est là que se joue le basculement catastrophiste des futurs réseaux pour la décroissance et pour la transition, dans cette compréhension soudaine qu'il est *« trop tard »* pour véritablement éviter le choc du pic pétrolier. Au mieux, l'activité politique pourra prétendre atténuer les effets du pic, mais pas les annihiler.

Dans les années qui suivirent, la hausse progressive des prix du pétrole a été vécue par les militants catastrophistes comme une validation empirique des analyses de l'ASPO. Quand le cours du baril dépassa pour la première fois les 100 dollars, les objecteurs de croissance de Lille ont organisé une fête sur la voie publique – de manière provocatrice, non pas tellement parce qu'ils s'en réjouissaient, mais pour mettre en scène politiquement l'imminence de la fin d'une dépendance collective[1]. Le journal *La Décroissance* titrait ainsi l'un de ses articles : *« Tout se réalise comme prévu »*[2]. Plus tard, une militante britannique de la transition nous dit avoir remarqué à cette époque que plusieurs de ses voisins cherchaient à revendre leur 4x4 parce qu'ils n'avaient plus les moyens de les faire rouler, et qu'elle avait vécu ce spectacle comme la confirmation de ce qu'elle annonçait depuis plusieurs années[3]. Puis vint la crise économique et financière de l'automne 2008, au sujet de laquelle nombre d'objecteurs de croissance et de militants de la transition suivirent à nouveau les analyses de l'ASPO, pour qui la crise économique avait été précipitée par la hausse des prix du pétrole : la hausse des prix des carburants a été le coup de grâce pour tous les ménages états-uniens surendettés dépendants de l'automobile dans leurs banlieues résidentielles[4]. Tous ces exemples montrent combien ce sentiment de *confirmation* était largement partagé, tant par les penseurs que par les simples militants de la décroissance et de la transition. Mais on peut aussi y déceler un lent glissement du diagnostic scientifique : après avoir longtemps été une perspective *lointaine*,

---

[1] Explication recueillie lors d'un entretien avec Isabelle, le 16 mai 2008.
[2] « Tout se réalise comme prévu », *La Décroissance*, n°48, avril 2008, p.16.
[3] Résumé de propos recueillis lors d'un entretien avec Deborah, à son domicile, à Seaton (Devon), le 7 novembre 2008.
[4] Collectif, « Le pic du pétrole vu d'en haut », *La Décroissance*, n°55, décembre 2008, p.8-9 ; Yves Cochet, « Les vraies causes de la récession », *Entropia*, vol. 7, Lyon, Parangon/Vs, automne 2009, p.11-20 ; Jeff Rubin, *Why Your World Is Going To Get a Whole Lot Smaller: Oil and the End of Globalization*, New York, Random House, 2009.

après avoir été pendant quelques années une perspective *imminente*, le choc du pic pétrolier mondial devenait *une réalité en cours*. Cela signifiait qu'il devenait trop tard pour anticiper le choc, et qu'il fallait désormais commencer à en gérer les conséquences socio-économiques.

Dernière confirmation en date, le *World Energy Outlook* de 2010, c'est-à-dire le rapport annuel de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), reconnaissait rétrospectivement que le pic mondial du pétrole conventionnel avait été dépassé dès 2006 : *« La production de pétrole brut se stabilise plus ou moins autour de 68-69 Mb/j (millions de barils par jour) à l'horizon 2020, mais ne retrouve jamais le niveau record de 70 Mb/j qu'elle a atteint en 2006 »*[1]. Année après année, la controverse publique continuait ainsi à être recomposée : désormais le principe du pic pétrolier mondial semble relativement admis, mais les continuistes affirment que les productions de pétrole non-conventionnel pourront efficacement compenser pendant plusieurs années le début du déclin du pétrole conventionnel. Pour les objecteurs de croissance et les militants de la transition, il devenait clair que nous étions déjà sur le *« plateau ondulé »* qu'est le sommet du pic pétrolier : une période de dix à quinze années pendant lesquelles la production mondiale de pétrole plafonnera malgré quelques variations aléatoires, avant d'entamer sa longue et définitive descente. Le journaliste et militant écologiste Hervé Kempf, qui se définit depuis cette période comme un objecteur de croissance, avait publié dans *Le Monde* un texte prenant acte de ce basculement[2]. Hors des réseaux écologistes, on pourrait encore citer le cas du socialiste Michel Rocard, qui prend désormais le pic pétrolier comme une réalité justifiant la relance de la production mondiale d'énergie nucléaire, dernier frein à une décroissance désormais *« inévitable »*, qui pourrait dégénérer en *« guerre civile »*[3]. Plus généralement, on constate que le sentiment de confirmation continue à croître au fil des années dans les réseaux de la décroissance et de la transition, à mesure que se diffuse l'idée que le pic pétrolier est déjà une réalité en cours, et non plus un risque éventuel pour l'avenir. Cela nourrit des raisonnements scientifiques proposant des interprétations alternatives de la réalité présente au prisme de la contrainte croissante, énergétique et économique, du pic pétrolier : dans un article de janvier 2012 publié dans la revue *Nature*, James Murray et David King démontraient par des calculs économiques que le pic pétrolier mondial avait été dépassé en 2005… mais aussi que la crise européenne des dettes souveraines pouvait être considérée comme une conséquence de ce pic, dans la mesure où l'alourdissement de la dette publique

---

[1] International Energy Agency, *World Energy Outlook 2010*, Paris, OECD/IEA, 2010.
URL: http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/weo2010.pdf (consulté le 11 octobre 2012).
[2] Hervé Kempf, « Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 ! », *Le Monde*, 24 novembre 2010.
[3] Michel Rocard, Dominique Bourg et Floran Augagneur, « Le genre humain, menacé », *Le Monde*, 2 avril 2011;

des pays méditerranéens – et notamment de l'Italie – était étroitement corrélée à la hausse de la facture liée à leurs importations pétrolières[1].

Bien entendu, la controverse politico-scientifique sur le pic pétrolier mondial n'est pas close. Mais ses termes ont sensiblement évolué, puisque le principe de ce pic est relativement admis aujourd'hui. Les continuistes arguent désormais que seul le *« pic de tous les liquides »* (qui inclut tous les pétroles non conventionnels) sera véritablement déterminant, que celui-ci n'interviendra probablement pas avant la fin de la décennie 2010, et qu'il reste donc possible d'anticiper en promouvant d'autres énergies de substitution. Mais les catastrophistes vivent la recomposition de la controverse comme une confirmation de leurs thèses, les continuistes ne pouvant plus nier ni la réalité du plafonnement de la production pétrolière mondiale, ni celle de la hausse des contraintes économiques qui s'ensuit. Pour notre analyse des mobilisations de la décroissance et de la transition, l'élément le plus important dans cette controverse sera son caractère *évolutif* et *dynamique* : d'abord la pénurie de ressources est une crainte latente liée à un avenir lointain et laissant encore la possibilité d'une anticipation relativement sereine ; puis les données diffusées par l'ASPO après 2000 précipitent une ré-interprétation catastrophiste de cette crainte latente au motif de l'imminence du pic pétrolier ; puis l'envolée des prix du pétrole et la crise économique de 2008 sont interprétées comme des confirmations empiriques qu'il est trop tard pour anticiper un choc énergétique mondial ; puis le rapport de l'AIE est compris comme un début de reconnaissance officielle du problème sous la pression des faits économiques et énergétiques… Tout cela démontre que le discours catastrophiste sur l'épuisement des ressources ne se limite pas à une répétition à l'identique des mêmes mises en garde, mais qu'il est au contraire le résultat d'une déduction d'inspiration scientifique – donc discutable, comme tout raisonnement scientifique – se fondant sur une analyse évolutive combinant données scientifiques et réalités socio-économiques. La mise en évidence de cette dimension évolutive permet de souligner l'importance de l'ancrage temporel de ce raisonnement d'inspiration scientifique, c'est-à-dire de la façon dont la posture catastrophiste émerge à mesure que s'impose l'idée qu'il est *« trop tard »* pour anticiper un choc énergétique mondial. C'est une forme de *« politisation du temps perdu »*, au sens de la politisation d'une déduction scientifique aboutissant à l'idée que le politique devra désormais gérer des irréversibilités *déjà* advenues et *déjà* contraignantes, matériellement et

---

Michel Rocard, « La société de demain sera moins marchande et moins cupide », *Le Monde*, 25 février 2012.
[1] James Murray et David King, janvier 2012, *op. cit.*, p.435.

économiquement. Un phénomène en partie comparable peut être observé concernant le réchauffement climatique.

2.2 Réchauffement climatique : trop tard pour enrayer l'emballement ?

Le statut du réchauffement climatique comme *« problème politique »* est fort différent de celui du pic pétrolier. En effet, l'idée qu'un réchauffement global est en cours et que cela rend nécessaire une action politique a été fortement légitimée, depuis la fin des années 1990, par les publications successives du GIEC, et par la montée en puissance de politiques climatiques aux échelons international, national et local. De plus, les déclarations scientifiques et politiques à ce sujet, sans être nécessairement catastrophistes, sont très fréquemment alarmistes : à défaut d'être traduite en politiques publiques, l'idée de compte à rebours est fortement présente dans les déclarations officielles, ce qui se traduit par exemple par la manière dont le Sommet de Copenhague en 2009 a été politiquement et médiatiquement mis en scène comme le Sommet *« de la dernière chance »*[1]. Pour ces raisons, la manière dont les réseaux pour la décroissance et la transition interprètent et politisent l'enjeu climatique leur est nettement moins spécifique que celle dont ils interprètent et politisent le pic pétrolier. On peut cependant prolonger ce que nous avons dit plus haut sur la montée en puissance des théories et politiques de l'adaptation, de façon à montrer comment ces réseaux s'approprient des diagnostics scientifiques évolutifs qui les amènent à la déduction que, là aussi, il est peut-être déjà *« trop tard »* pour enrayer le processus du réchauffement climatique.

Parmi l'ensemble des militants français et britanniques que nous avons rencontrés, sans surprise, nous n'en avons jamais rencontré un seul qui doute de la réalité du réchauffement climatique ou de son origine anthropique. Au contraire, les mots employés sont souvent très durs pour déprécier les climato-sceptiques : la journaliste et objectrice de croissance Florence Leray parle notamment des *« négationnistes du climat »*[1]. Au Royaume-Uni, certains militants les désignaient sous le nom de *« solar guys »*, c'est-à-dire les *« mecs solaires »*, en référence à leur argument selon lequel la hausse de température globale des dernières années serait due non pas aux gaz à effet de serre, mais à des éruptions solaires. Politiquement, les négateurs du climat sont le plus souvent identifiés comme des adversaires, et éventuellement comme des adversaires particulièrement hargneux, qu'il faut ignorer ou combattre, mais qu'il n'est pas

[1] Edwin Zaccai, février 2010, *op. cit.*

utile de chercher à convaincre. Riley, militant dans un groupe de transition de Bristol, nous a ainsi décrit la manière dont les climato-sceptiques peuvent perturber les événements publics que son mouvement organise périodiquement :

> *« Il y a un type qui a vraiment agressé Rob Hopkins quand il est venu parler ici… C'est un type qui est partisan de la théorie selon laquelle c'est un refroidissement qui commence en ce moment, que le carbone ne fait pas tout et ne provoque pas forcément de réchauffement, etc. Il aurait bien aimé que Rob Hopkins reprenne ça à son compte, parce que ça aurait donné de la visibilité à ses théories, mais pour Hopkins, le réchauffement climatique et le pic pétrolier, c'est un peu la Bible de la transition, pas question de remettre ça en cause. Du coup, ce type qui habite à Totnes, il déteste Rob Hopkins, et il l'attaque assez souvent. »*[2]

Là où les militants de la décroissance et de la transition que nous avons rencontrés se distinguent davantage, c'est dans la radicalité de leur appropriation de la question climatique, et dans l'ampleur du potentiel apocalyptique que certains lui attribuent. Le rapport du GIEC de 2007 affirme que le réchauffement climatique est un phénomène *« sans équivoque »*, déjà en cours, déjà observable, *« très probablement attribuable à la hausse des émissions de GES anthropiques »*, et qui *« pourrait avoir des conséquences brusques ou irréversibles selon l'ampleur et le rythme de l'évolution du climat »* ; mais il préconise aussi des niveaux de stabilisation des concentrations atmosphériques en gaz à effet de serre qui pourraient tous *« être atteints en déployant un éventail de technologies qui sont déjà commercialisées ou qui devraient l'être d'ici quelques décennies, à condition toutefois que des mesures adaptées et efficaces stimulent la mise au point, l'acquisition, l'application et la diffusion de ces technologies et éliminent les obstacles connexes »*[3]. La nécessité de politiques d'adaptation y est clairement affirmée, mais sans remettre encore en cause l'hypothèse de continuité. Or il se trouve des militants de la décroissance ou de la transition qui doutent de la crédibilité de cette hypothèse – soit parce qu'ils accordent plus de crédit à des scientifiques sensiblement plus pessimistes que le GIEC, à l'image de James Hansen[4] ; soit parce qu'ils jugent que les échecs du développement durable, de Kyoto et de Copenhague ont déjà prouvé l'impuissance du politique à se donner les moyens de sauver la continuité. Cela incite ces militants à affirmer leur conviction que le réchauffement climatique est *déjà* un phénomène massif et irréversible,

---

[1] Florence Leray, 2011, *op. cit*
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Riley, au domicile d'une autre militante de la transition, à Bristol (Somerset), le 30 octobre 2009.
[3] GIEC, 2007, *op. cit.*, p.2, p.5, p.14 et p.22.
[4] James Hansen, 2009, *op. cit.*

et d'une ampleur dépassant largement les capacités du politique – à la manière d'Oliver, qui milite dans le groupe de transition d'Exeter (Devon), et qui après plus d'une heure d'entretien à son domicile a fini par nous décrire ainsi sa conception de l'avenir :

> *« Moi je ne suis pas pessimiste, je suis réaliste. Maintenant c'est admis que le changement climatique existe et qu'il est en cours. Mais ce qui est moins admis, c'est la gravité de la situation, parce que le climat se réchauffe plus vite que tout ce qui était prévu. Donc c'est vraiment très urgent et très grave. Pour ma part, j'ai des débats avec [le groupe local de transition] parce que, eux, ils se concentrent surtout sur la vie sans pétrole. Mais ça, c'est seulement une partie du problème, et peut-être la plus facile, parce qu'après tout ça peut être sympa de vivre sans pétrole. Ce qu'il faut surtout, c'est s'adapter à la vie sans pétrole* et *au changement climatique lui-même, et ça c'est beaucoup plus difficile. Parce qu'avec le changement climatique, il va y avoir des millions de gens affamés dans le monde, et des guerres, et comme le Royaume-Uni importe 80% de sa nourriture, il y aura des pénuries alimentaires ici. Et en plus il y aura des millions de réfugiés qui vont fuir les pays du Sud, alors il vaut mieux y réfléchir dès aujourd'hui… »*[1]

Il serait excessif d'affirmer qu'un tel discours est monnaie courante dans les réseaux de la décroissance et de la transition. En *off*, un autre militant local nous a décrit Oliver comme quelqu'un tenant des propos *« particulièrement déprimants »*… mais il est aussi notable qu'il ne nous l'a pas décrit comme quelqu'un tenant des propos excessifs ou infondés[2]. On pourrait donc dire que sans être tenus pour absurdes, de tels propos sont loin d'être unanimement approuvés dans les réseaux de la décroissance et de la transition, voire mettent franchement certains militants mal à l'aise. Ce trouble est partiellement lié à l'ampleur des incertitudes en jeu, ainsi qu'à l'absence de toute structure scientifique comparable à l'ASPO pour légitimer de telles analyses. Mais il est aussi accru par une crainte diffuse que les lectures trop sombres de l'avenir climatique soient interprétées, voire instrumentalisées pour justifier des mesures d'adaptation que les militants redoutent – à commencer par la relance de l'énergie nucléaire. Au Royaume-Uni notamment, la décennie 2000 a vu plusieurs personnalités écologistes se résoudre à prôner cette relance parce qu'ils s'étaient convaincus du potentiel apocalyptique du réchauffement climatique. Cela a notamment été le cas de James Lovelock, figure tutélaire de l'écologie britannique depuis qu'il a formulé l'hypothèse Gaïa dans les années 1970, et dont les travaux avaient beaucoup influencé les futurs leaders du mouvement de la transition :

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile d'Oliver, à Exeter (Devon), suite à une journée en sa compagnie pour un événement public du groupe local de transition, le 15 novembre 2008.

[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec un autre membre du groupe de transition d'Exeter (Devon), le 15 novembre 2008.

« À mon avis, il faut admettre que le seuil a été franchi et nous préparer au pire. Dans l'urgence, la priorité doit être de maintenir le patient en vie (dans notre cas, la civilisation) le temps que la situation se stabilise et d'empêcher, à tout le moins, un changement trop rapide. Nous sommes à la veille d'un emballement, et les effets du réchauffement se feront sentir dans quelques décennies tout au plus. Nous devrions nous préparer dès maintenant à une élévation du niveau de la mer, à des vagues de chaleur presque intolérables, comme celle qui a frappé le cœur de l'Europe en 2003, et à des tempêtes d'une violence sans précédent. Nous devrions aussi nous préparer à des phénomènes locaux ou régionaux tout à fait imprévisibles. Il est nécessaire de se doter sans tarder de sources d'énergie sûres et fiables et d'élever des digues contre la montée des eaux. Seule la fission nucléaire peut nous permettre d'attendre que la fusion et des formes d'énergie renouvelables cohérentes deviennent des sources durables d'approvisionnement. […] Par-dessus tout, nous devons veiller à notre approvisionnement en électricité, car la technologie sur laquelle repose notre civilisation en a un besoin impératif. »[1]

La trajectoire de Lovelock n'est pas isolée : les deux journalistes scientifiques George Monbiot et Mark Lynas, dont les livres sur le réchauffement climatique nous ont très souvent été cités comme des ouvrages de référence par les militants britanniques, se sont eux aussi prononcés en faveur d'une relance du nucléaire dans les mois qui suivirent la publication du rapport du GIEC de 2007[2]. Un équivalent français pourrait être Jean-Marc Jancovici, dont les relations avec les réseaux de la décroissance sont souvent parasitées par son engagement pro-nucléaire[3] : un groupe local d'objecteurs de croissance que nous suivions en 2011 avait acté la décision de l'inviter à donner une conférence sur le pic pétrolier, mais a finalement renoncé quelques jours plus tard, quand l'un des membres a pointé ce désaccord de fond, citations à l'appui[1]. Au Royaume-Uni, le *Transition Network* ne s'est pas explicitement prononcé contre l'énergie nucléaire, mais les responsables nationaux ou locaux auxquels nous avons posé la question reconnaissaient volontiers, en privé, que la relocalisation énergétique qu'ils prônent est difficilement conciliable avec le gigantisme de l'atome. L'économiste et fervent militant écologiste David Fleming, qui fut jusqu'à sa mort en 2010 l'un des principaux inspirateurs et compagnons de route du mouvement, avait publié fin 2007 un livret expliquant pourquoi les analyses pro-nucléaires de Lovelock étaient erronées : une centrale nucléaire est extrêmement

---

[1] James Lovelock, 2007, *op. cit.*, p.211-212.
[2] George Monbiot, *Heat: How to Stop the Planet From Burning*, Cambridge, South End Press, 2009 (2007) ; Mark Lynas, 2008 (2007), *op. cit.* ; Mark Lynas, *The God Species: How the Planet Can Survive the Age of Human*, London, Fouth Estate, 2011.
[3] Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, 2006, *op. cit.* ; Jean-Marc Jancovici, 2009, *op. cit.* ; Jean-Marc Jancovici, 2011, *op. cit.*

vulnérable aux ruptures d'approvisionnement énergétique, ne serait-ce que parce qu'il faut y acheminer chaque jour un nombre considérable d'ouvriers et d'ingénieurs… or l'imminence du pic pétrolier laisse penser que de telles ruptures d'approvisionnement vont être de plus en plus fréquentes, et il serait donc plus prudent de consacrer nos dernières années d'abondance énergétique à une sortie maîtrisée du nucléaire, pendant que nous en avons encore les moyens matériels, politiques et financiers[2]. On voit là transparaître les conflits d'interprétation qui peuvent surgir au sein des réseaux catastrophistes, quand ils tentent d'articuler entre elles les différentes ruptures majeures sur lesquelles ils fondent leur engagement.

Avant de revenir plus en détail sur cette articulation, concluons sur l'évolutivité de la pensée d'inspiration scientifique qui amène certains des militants de la décroissance ou de la transition à penser qu'il est *« trop tard »* pour enrayer le réchauffement climatique ; ou *« trop tard »* pour l'enrayer dans de bonnes conditions, par exemple sans devoir se résoudre à une relance du nucléaire. En effet, même si le rapport du GIEC de 2007 semble avoir joué un rôle important dans le basculement de certains militants, le phénomène n'a rien de massif. Il n'y a pas dans ce cas-ci de date précise qui ressorte, mais plutôt une période de quelques années, à peu près entre 2005 (entrée en vigueur du Protocole de Kyoto) et fin 2009 (Conférence des parties à Copenhague, vécue par les militants comme la mort de Kyoto). Cette évolution n'est pas à proprement parler spécifique aux réseaux de la décroissance et de la transition, puisque dans le même temps commençait une montée en puissance des théories et des politiques de l'adaptation, dans un contexte international d'assèchement des perspectives de concrétisation du développement durable. Mais on trouve dans ces réseaux des groupes ou des militants qui ont radicalisé ce type de raisonnement pendant cette période, en se forgeant la conviction que les seuils d'irréversibilité politiques et climatiques étant déjà dépassés, il fallait désormais se préparer psychologiquement et matériellement à un monde *radicalement autre* – perspective face à laquelle les politiques d'adaptation apparaissent bien dérisoires. On notera simplement que ces analyses radicales de l'irréversibilité climatique ne font pas consensus, même dans les réseaux de la décroissance et de la transition. Il arrive d'ailleurs que certains des militants les plus pessimistes admettent volontiers que des efforts immédiats d'atténuation permettraient au moins de gagner du temps, et ne seraient donc pas complètement vains : leur conviction, ou quasi-conviction qu'il est *« trop tard »* se fonde plutôt sur l'anticipation du probable échec de toute politique qui prétendrait mettre en œuvre ces efforts. Ici, la déduction scientifique et la

---

[1] Résumé de propos recueillis lors d'un entretien avec une objectrice de croissance, le 15 juin 2011.
[2] David Fleming, *The Lean Guide to Nuclear Energy: A Life-Cycle in Trouble*, London, The Lean Economy

déduction politique sont difficilement dissociables l'une de l'autre, mais elles convergent pour justifier une posture catastrophiste : année après année, les institutions perdent tout contrôle politique et technique sur l'emballement énergétique et climatique en cours, ce qui fait perdre tout reste de crédibilité à l'hypothèse de continuité ; il devient donc nécessaire de se préparer à des ruptures majeures, prévisibles dans leurs principes généraux, mais incertaines dans leurs formes et leurs modalités précises. Nous allons maintenant expliquer comment les réseaux de la décroissance et de la transition élaborent une synthèse catastrophiste en tentant d'articuler, notamment, les perspectives de ruptures qu'ils déduisent du réchauffement climatique d'une part, et du pic pétrolier d'autre part.

2.3 Un travail politique nécessairement inachevé : la synthèse catastrophiste

Ancrée dans une tradition de pensée d'inspiration scientifique, l'écologie politique s'est distinguée depuis les années 1960-1970 par son approche systémique des relations entre les sociétés humaines et les écosystèmes naturels. Avec le concours de scientifiques engagés comme les Odum, les Meadows ou James Lovelock, cette approche a notamment permis de mettre en évidence les risques majeurs que peuvent engendrer des interactions déséquilibrées ou défectueuses avec un environnement vulnérable. Ce raisonnement systémique s'appliquant tant à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale, il est devenu pour les mouvements écologistes l'un des modes d'explication privilégiés de la crise écologique globale. Un faible déséquilibre systémique n'est pas nécessairement grave ou irréversible, s'il est provisoire ; mais s'il dure, il risque d'entraîner une rupture systémique, d'ordre catastrophique – le passage brutal d'un état systémique à un autre. C'est en se fondant sur de tels raisonnements que les Meadows élaborèrent leur modèle, et affirmèrent qu'une expansion humaine excessivement prolongée conduirait nécessairement à une rupture catastrophique, à l'*« effondrement »*, sous l'interaction dynamique de la raréfaction des ressources et de l'accroissement des pollutions.

La pensée politique des réseaux pour la décroissance et la transition se situe dans le prolongement théorique de ces essais de synthèse systémique, mais elle s'en distingue par l'insistance qu'elle met à essayer d'anticiper les points de rupture catastrophiques susceptibles d'intervenir les premiers. C'est un effet direct du resserrement de l'agenda énergétique et climatique que nous venons d'exposer : contrairement aux Meadows qui affirmaient que des

---

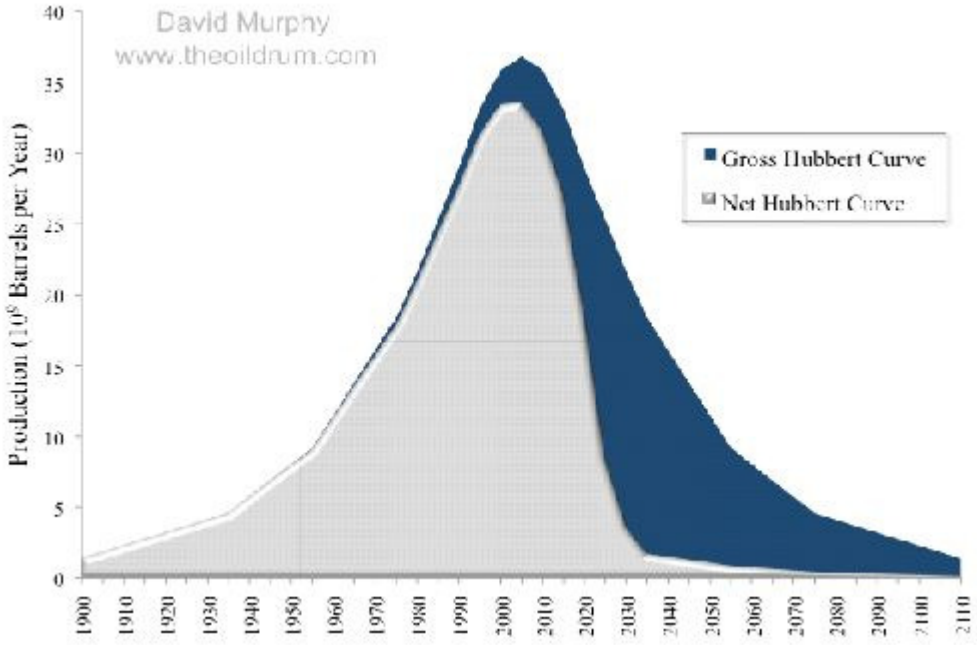
Connection, 2007.

ruptures catastrophiques pouvaient intervenir dans un délai de quelques décennies, les réseaux catastrophistes contemporains penseraient plutôt en termes d'années. Dès lors, ils s'essayent à un travail politique de *« synthèse catastrophiste »*, en tentant notamment d'expliciter et de démêler les interactions entre pic pétrolier et réchauffement climatique, de manière à préciser autant que possible le cadre temporel et matériel dans lequel doit se concevoir l'engagement. Cependant ce travail politique de synthèse catastrophiste demeure nécessairement inachevé, dans la mesure où la complexité systémique elle-même s'avère difficilement réductible à une grille de lecture unique. Ainsi, bien qu'ils partagent un même mode de raisonnement plutôt catastrophiste, c'est-à-dire n'accordant plus une grande confiance en la capacité du politique à préserver bien longtemps les conditions de la continuité économique et sociale, de sensibles variations d'analyse se font jour entre les catastrophistes qui privilégient l'entrée pétrolière et ceux qui privilégient l'entrée climatique.

Pour les militants et les penseurs qui insistent sur la question énergétique, c'est le pic pétrolier mondial qui va précipiter notre basculement d'un système à un autre – d'un monde en croissance à un monde en décroissance, pour résumer. Le pic du pétrole conventionnel, qui a été atteint en 2005 ou 2006, a déjà suffi à précipiter une crise économique mondiale. Le pic *« tous liquides »*, attendu dans la décennie 2020, achèvera la rupture systémique en refermant définitivement la parenthèse historique de l'abondance énergétique. C'est, en résumé, la thèse défendue par la plupart des auteurs spécialistes du pic pétrolier, et celle sur laquelle se fondent les réseaux de la décroissance et de la transition. Un élément-clé de leur démonstration est le problème de l'*énergie nette*, c'est-à-dire de l'énergie effectivement disponible si l'on déduit l'énergie nécessaire à son extraction (dite EROEI en anglais, pour *Energy return on energy invested*). Reprenant les analyses de l'ASPO, le géologue Adolphe Nicolas explique cette idée en rappelant que dans les années 1930, un puits texan produisait cent barils de pétrole pour un seul baril investi (100/1). En 2005, l'EROEI du pétrole brut mondial était descendu à 19/1, et dans les gisements non-conventionnels, il était déjà passé sous les 10/1. Ce rapport diminue à mesure que les gisements les plus accessibles s'épuisent, et que l'industrie doit se tourner vers des pétroles de moindre qualité, ou plus difficilement accessibles, comme les huiles de schiste ou les forages dans les mers arctiques[1]. Ce serait là un facteur important de la hausse des prix du baril depuis le début des années 2000, qui aggrave encore les tensions que suscite déjà sur le marché le plafonnement de la production mondiale. Le problème est que lorsque l'EROEI tombe à 1/1, en réalité il n'y a déjà plus de pétrole réellement accessible, en dépit des réserves

théoriquement disponibles. Les géologues de l'ASPO imaginent qu'alors adviendra un déclin brutal et rapide de la production pétrolière mondiale, sans doute de l'ordre de plusieurs points de pourcentage par an : c'est la théorie de la *« falaise de l'énergie nette »*, en référence à la courbe qui l'illustre schématiquement (voir encadré n°10).

Encadré n°10 : le graphique de la « falaise de l'énergie nette »



Ce graphique illustrant la *« falaise de l'énergie nette »* a servi de support visuel lors de plusieurs événements publics organisés par la transition, et auxquels nous assistions comme observateur (par exemple, lors d'une conférence donnée par Ben Brangwyn (*Transition Network*), lors du Klimaforum des ONG en marge du Sommet de Copenhague, le 14 décembre 2009. Ce graphique a été mis en ligne par le site *The Oil Drum*, consacré au pic pétrolier, mais il a ensuite abondamment été repris dans les réseaux de la décroissance et de la transition. Cette image-ci vient du blog de Rob Hopkins, *Transition Culture*. Source : http://transitionculture.org/2009/07/29/transport-in-transition-a-guest-piece-by-peter-lipman/ (consulté le 13 octobre 2012).

Certains des auteurs travaillant sur l'EOREI déduisent de cette analyse que les réserves d'énergies fossiles réellement accessibles ont sans doute été surestimées, et que de ce fait, les scénarios les plus pessimistes du GIEC sont matériellement irréalistes. C'est ce qu'Adolphe Nicolas résume – mais sous forme interrogative – par le titre de son essai de 2011, *Énergies :*

[1] Adolphe Nicolas, 2011, *op. cit.*, p.43.

une pénurie au secours du climat ? Il précise explicitement que son propos ne doit pas être compris comme une incitation à baisser la garde sur le climat, mais plutôt comme une mise en garde contre la tendance à ne considérer que la dimension climatique du problème, de manière décontextualisée[1] : le pic pétrolier posera des problèmes *concrets* (économiques et matériels) bien avant le réchauffement climatique, et l'enjeu sera donc de trouver des solutions pour s'adapter au pic sans aggraver le réchauffement, plutôt que l'inverse.

Mais ces analyses restent insatisfaisantes aux yeux des penseurs et des militants de la décroissance et de la transition qui privilégient l'approche climatique. Ils ne prétendent pas nier le pic pétrolier, mais plutôt démontrer que celui-ci ne constitue pas une garantie suffisant à enrayer tout risque d'emballement climatique – en quelque sorte, de ce point de vue, le pic pétrolier intervient *« trop tard »*. Pour preuve, nous aurions déjà atteints, ou serions en passe d'atteindre des seuils critiques de concentration atmosphérique en gaz à effet de serre au-delà desquels les risques de discontinuités climatiques deviendraient significatifs : ce raisonnement se fonde sur l'idée – schématiquement résumée – qu'un réchauffement de 2 °C pourrait suffire à entraîner une diminution de l'albédo aggravant le réchauffement pour lui faire atteindre 3°C, ce qui suffirait à déclencher le dégel du permafrost et à atteindre un réchauffement de 4 °C, ce qui pourrait entraîner une acidification des océans et une élévation de température jusqu'à 5 °C, etc. La seule manière d'écarter un tel risque serait une réduction mondiale des émissions de gaz à effet de serre à un rythme *encore supérieur* à ce qu'imposerait spontanément le pic pétrolier. Fondamentalement, l'idée n'est pas nouvelle, puisque déjà dans les années 1970, Ivan Illich dénonçait le piège de la notion de *« crise énergétique »*, qui suggérait implicitement que les sociétés industrielles manquaient d'énergie, alors qu'elles n'en avaient jamais eu autant à leur disposition : il y avait plutôt une crise de l'usage de l'énergie, liée au dépassement d'un seuil de contre-productivité, et susceptible d'entraîner des désastres sociaux et environnementaux bien avant que l'énergie vienne sérieusement à manquer[2]. Près de quarante ans après, son ami et disciple Jean-Pierre Dupuy prolongeait ce constat de surabondance énergétique, en y liant plus explicitement le problème du réchauffement climatique :

> *« Si nous voulons éviter le désastre irréversible que serait une augmentation de la température de 3 degrés à la fin du siècle, l'humanité doit s'astreindre impérativement à ne pas extraire du sous-sol dans les deux siècles qui viennent plus du tiers du carbone*

---

[1] *Ibid.*, p.137-151.
[2] Ivan Illich, *Énergie et équité*, *in* Ivan Illich, 2003, *op. cit.*, p.379-447.

aujourd'hui connu qui s'y trouve accumulé, sous forme de pétrole, de gaz et de charbon. Conclusion : ce n'est pas de rareté qu'il faut parler, mais de surabondance – *nous avons déjà trois fois trop de ressources fossiles. »*[1]

La ruée vers les gaz de schiste est intervenue assez tard dans la période de notre étude, mais nous avons tout de même constaté que plusieurs des militants de la décroissance et de la transition avec lesquels nous étions en contact ont été particulièrement actifs dans le cadre de ces actions *« anti-extractivistes »*. Ainsi Henri, membre actif dans un groupe de transition en région francilienne, et qui y était l'un de nos contacts les plus réguliers, a assez soudainement consacré une part très importante de son énergie militante à la campagne d'ATTAC contre les gaz de schiste : son argument était que la concrétisation du pic pétrolier allait accroître de plus en plus la tentation d'extraire des énergies fossiles particulièrement polluantes, au mépris du risque évident d'emballement climatique[2]. En effet, plus l'EROEI se détériore, plus le volume des émissions de gaz à effet de serre augmente, pour un niveau constant de consommation finale d'énergie. Les mobilisations contre les gaz de schiste ont aussi marqué les militants britanniques : en juin 2010, l'un d'eux nous expliquait que selon lui, cette affaire *« montre bien que le capitalisme ira jusqu'au bout de sa logique, qu'il sera le dernier à tenir debout, après être allé chercher la dernière énergie fossile, et après avoir complètement détruit le climat, quel que soit l'impact du pic pétrolier »*[3]. En conclusion, malgré le pic pétrolier, il y aurait encore *« trop de pétrole »* sur Terre, pour reprendre le titre d'un ouvrage sur le sujet par l'ingénieur Henri Prévôt[1]. L'analyse reste catastrophiste, du fait de l'idée que nous serions en passe de basculer d'un système climatique à un autre, mais à un rythme et sous une forme qui varient sensiblement de ce que laisse entrevoir la focalisation sur le pic pétrolier.

En réalité, les deux approches – entrée pétrolière et entrée climatique – cohabitent au sein des réseaux catastrophistes contemporains. Au cours des entretiens, nous n'avons *jamais* entendu un militant prétendre que seule l'une des deux dimensions importait, et que l'autre dimension était un faux problème qui ne mériterait pas vraiment d'attention. C'est vraiment la manière dont ces deux problèmes doivent être articulés, *emboîtés* l'un dans l'autre, qui reste objet de discussions. Et il faut noter que les mobilisations catastrophistes, jusqu'à présent, ont

---

[1] J.-P. Dupuy, 2008, p.35.
[2] Résumé de propos recueillis lors d'un entretien avec Henri en marge de l'université d'été d'ATTAC, à Arles, le 21 août 2010.
[3] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile de Harry, à Macchynlleth (Pays de Galles), le 22 juin 2010 : écologiste radical, il soutient le groupe local de transition, mais n'y participe pas vraiment directement, justement parce qu'il estime que ce mouvement accorde un peu trop d'importance au pic pétrolier par rapport au réchauffement climatique.

prospéré sans avoir eu besoin d'apporter une réponse univoque et définitive à cette question. Au contraire, la synthèse catastrophiste se satisfait d'une certaine marge d'incertitude qui fait elle-même partie de la rupture systémique : le basculement catastrophiste est d'abord un saut dans l'inconnu, qu'il est impossible d'anticiper précisément, et dont seul le principe général peut être déduit des informations politiques et scientifiques incomplètes dont les mouvements disposent. Mais la rupture systémique n'en demeure pas moins une certitude, ou une quasi-certitude, aux yeux des penseurs et des militants.

Le mouvement de la transition a beaucoup œuvré à l'articulation politique du problème du pic pétrolier avec celui du réchauffement climatique. Rob Hopkins, notamment, a inclus dans le *Manuel de transition* une analyse croisée de deux rapports de référence sur le pic pétrolier d'une part, et sur le réchauffement climatique d'autre part. Le premier rapport, dit *« rapport Hirsch »*, a été réalisé en 2005 suite à une commande du Département américain de l'énergie[2]. Ne tenant compte que du problème du pic pétrolier, il préconisait une politique énergétique volontariste susceptible d'en limiter les effets sociaux, en recourant notamment à des solutions néfastes pour le climat (charbon liquéfié, forages en eaux profondes). Le second, dit *« rapport Stern »*, ne s'intéressait qu'au réchauffement climatique, et préconisait donc des solutions ne tenant pas compte de la raréfaction de l'énergie, par exemple des compensations carbone[3]. Selon Hopkins, l'apport du mouvement de la transition était d'imposer une analyse conjointe de ces deux questions, examinées *« comme les deux facettes d'un même problème »*, car seule cette approche systémique peut aboutir à des solutions pertinentes : *« relocalisation planifiée, quotas énergétiques négociables, infrastructure énergétique décentralisée, production alimentaire locale, planification de la descente énergétique, monnaies locales, phytothérapie locale »*[4].

Enfin, la synthèse catastrophiste telle que la conçoivent les réseaux pour la décroissance et pour la transition ne procède pas d'une simple *juxtaposition* de ruptures catastrophiques. Il serait plus juste de parler d'une *convergence* de catastrophes, conduisant à une convergence de contraintes, et réduisant d'autant les perspectives de solutions techniques et politiques : quelle solution trouver à un problème écologique qui n'aggrave pas un ou plusieurs autre(s) risque(s) ? Plus les catastrophes inter-agissantes sont nombreuses, plus elles limiteront la marge de manœuvre des sociétés, comme le note James Howard Kunstler :

---

[1] Henri Prévôt, *Trop de pétrole ! Énergie fossile et réchauffement climatique*, Paris, Seuil, 2007.
[2] Robert L. Hirsch, Roger Bezdek et Robert Wendling, 2006, *op. cit.*
[3] Nicholas Stern, 2007, *op. cit.*
[4] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.38.

« Le pic pétrolier et les changements climatiques constituent une plus grande menace conjointement que pris isolément. Notre plus grand espoir est donc de faire converger la compréhension que nous avons de chacun d'eux et la façon de gérer les problèmes qu'ils présentent. Le pic pétrolier et les changements climatiques doivent être fusionnés en une même problématique – il nous faut une approche qui les traite comme un tout. […] Ne pas incorporer une compréhension complète du pic pétrolier dans l'argumentaire des solutions aux changements climatiques constituerait un échec lamentable. »[1]

En conclusion, les mouvements de la décroissance et de la transition prolongent la tradition écologiste d'une pensée écologiste d'inspiration scientifique. Mais leur raisonnement tient compte de l'importance du temps perdu depuis les premières mises en garde contre des ruptures d'ordre systémique, qui furent émises voici déjà au moins une quarantaine d'années. Lorsqu'ils s'approprient des données relatives au problème des ressources, ils en viennent à la conclusion qu'il est trop tard pour anticiper efficacement le choc socio-économique qu'est le pic pétrolier mondial. Lorsqu'ils s'approprient des données sur les problèmes de pollution, ils en concluent qu'il est peut-être déjà trop tard pour enrayer le réchauffement global. Ces deux déductions d'inspiration scientifique, consolidées par la déduction politique de l'assèchement des perspectives institutionnelles, ancrent le militantisme catastrophiste dans une temporalité politique véritablement spécifique : une parenthèse historique est en train de se refermer, nous sommes en train de basculer dans un monde en décroissance, et l'engagement politique a pour vocation de *limiter* les effets de la rupture. Déductions politiques et scientifiques convergent donc pour inciter à ré-enchâsser le politique dans une temporalité et une matérialité de rupture catastrophique : à cette politisation du temps perdu, que l'on observe chez les penseurs et les militants, correspond en épistémologie le courant de la sociologie environnementale, qui peut aider à clarifier la portée théorique de ce ré-enchâssement du politique.

3- Un ré-enchâssement du politique dans la matérialité catastrophique

Parce qu'elle est systémique, la pensée écologiste considère que le politique ne devrait pas être appréhendé indépendamment des contraintes matérielles du monde biophysique. Les données et les théories issues des sciences géologiques et climatiques servent à réintroduire dans le politique des contraintes qui, *a priori*, sont construites comme lui étant extérieures. La particularité de la pensée catastrophiste, telle qu'on la retrouve dans les mouvements pour la

[1] James Howard Kunstler, repris dans Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.38.

décroissance et pour la transition, est d'ajouter à cette approche une perspective temporelle particulièrement contraignante – déjà présente dans certaines autres mobilisations écologistes, mais de manière plus euphémisée, car sans la pression d'immédiateté qu'elle prend ici. Selon les mobilisations catastrophistes contemporaines, en effet, trop de temps a déjà été perdu pour qu'il soit encore possible de véritablement prévenir le choc du pic pétrolier, voire d'enrayer le réchauffement climatique. Cela n'empêche en rien de militer ou d'agir politiquement… mais cela incite à ré-enchâsser le politique dans une matérialité et dans une temporalité qui vont le contraindre dans ses moyens, dans ses objectifs et dans ses ambitions. Cette pensée politique de la contrainte biophysique, que les réseaux catastrophistes répercutent aujourd'hui avec une marge temporelle beaucoup plus restreinte, inspire depuis les années 1970 les développements épistémologiques du courant de la sociologie environnementale. C'est donc à ce prisme qu'il convient d'analyser la dimension matérialiste du catastrophisme contemporain, de manière à faire apparaître les relations d'insertion qui réintègrent le politique dans une finitude à la fois matérielle et temporelle. Cette précision épistémologique permettra, pour finir, de revenir sur l'usage politique du passé à l'œuvre dans les réseaux de la décroissance et de la transition, en montrant comment l'ampleur du temps perdu les conduit à la déduction politico-scientifique que le pic des ressources pourrait incarner une nouvelle forme d'agent révolutionnaire dans les toutes prochaines décennies.

3.1 Le matérialisme catastrophiste au prisme de la sociologie environnementale

Le courant de la sociologie environnementale est né dans le courant des années 1970, sous l'impulsion de jeunes chercheurs états-uniens, dont notamment Riley Dunlap et William Catton. Ces derniers avaient plaidé pour une refondation épistémologique de leur discipline, au motif qu'elle avait conquis et conservé son autonomie scientifique en construisant, puis en entretenant l'illusion qu'une étanchéité parfaite séparait les faits sociaux d'une part, des faits biophysiques d'autre part. Depuis les grands textes fondateurs de la recherche sociologique, ce biais persistant aurait conduit la plupart des auteurs à développer une malheureuse forme de cécité épistémologique, qui les aurait empêchés de comprendre l'insertion des dynamiques économiques, sociales et politiques dans la matérialité du monde : à ne vouloir expliquer les faits sociaux qu'au moyen d'autres faits sociaux, la sociologie classique se serait fourvoyée en prétendant étudier une humanité abstraite et désincarnée, au mépris des conditions matérielles nécessaires à l'existence et à la perpétuation sociales. Scientifiquement problématique, cette

illusion serait devenue franchement dangereuse à mesure que s'imposait la crise écologique globale, parce qu'elle aurait engendré des habitudes de pensée qui empêcheraient de saisir la complexité des intrications réelles entre faits sociaux et faits environnementaux.

Pour remédier à cette cécité disciplinaire, Riley Dunlap et William Catton proposèrent donc de rompre avec le *« paradigme de l'exemption humaine »*, pour lui préférer le *« nouveau paradigme environnemental »*[1]. Le paradigme de l'exemption humaine désigne le présupposé épistémologique implicitement dominant, selon lequel les faits sociaux de l'humanité peuvent être analysés indépendamment de tout contexte biophysique matériel, comme s'ils étaient exemptés de toute contrainte environnementale. Le nouveau paradigme environnemental, au contraire, prétend ré-enchâsser l'humanité dans son environnement de manière à comprendre comment des contraintes de ressources ou de pollutions peuvent contribuer à l'explication de certains phénomènes sociaux. Les sociétés interagissent avec leurs environnements naturels ou matériels, mais le nouveau paradigme environnemental suggère que ces relations ne sont pas symétriques : il existe des limites environnementales sur lesquelles aucun contrat social ne peut avoir prise, et qui *in fine* borneront l'expansion humaine de manière non-négociable. L'enjeu épistémologique de la sociologie environnementale était donc de parvenir à identifier et à conceptualiser la manière dont les sociétés s'enchâssent dans la contraignante matérialité du monde – d'une manière comparable à la mission scientifique que l'économiste René Passet attribue au courant de l'*Ecological Economics*, à savoir l'identification et la conceptualisation des *« relations d'insertion »* par lesquelles la sphère environnementale peut contenir la sphère sociale, qui contient elle-même la sphère économique[2]. Dire que la sphère environnementale *« contient »* la sphère sociale signifie que cette dernière n'est qu'un sous-ensemble incomplet de la première, mais cela signifie aussi que l'environnement *entrave* et *circonscrit* l'activité sociale, comme dans un corset ou une camisole qu'il est strictement *impossible* de déborder.

La confrontation (peut-être trop simplificatrice, comme nous le verrons plus bas) entre le *« paradigme de l'exemption humaine »* et le *« nouveau paradigme environnemental »* était la transposition directe, dans le champ théorique, de la controverse qui opposait politiquement le courant survivaliste (Meadows…) au courant prométhéen (Simon, Kahn…) dans les années 1970[3]. William Catton notamment, en 1982, dans son essai *Overshoot*, prolongea l'analyse des survivalistes par un essai de modélisation sociologique des limites environnementales à

---

[1] William Catton, Jr. et Riley E. Dunlap, 1978, *op. cit.* ; Riley E. Dunlap et William Catton, Jr., « Struggling with human exemptionalism », *The American Sociologist*, vol. 25 (1), 1994, p.5-30.
[2] René Passet, *L'Économique et le vivant*, 2e éd., Paris, Economica, 1996 (1979), p.10.
[3] John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*, p.5-88.

l'expansion humaine[1]. S'inspirant sélectivement des écrits de Malthus et de Hardin, il affirme que tout environnement a une capacité de charge maximale qui ne peut physiquement pas être dépassée de manière durable : tôt ou tard, les limites environnementales finissent toujours par s'imposer, et en dernier recours sous forme d'effondrement démographique. Or, selon Catton, les sociétés humaines ont temporairement pu s'exempter de cette contrainte, et outrepasser la capacité de charge mondiale, grâce notamment à l'abondance des énergies fossiles. Lorsque le pétrole, le gaz et le charbon viendront à manquer, il est probable que l'éphémère parenthèse de l'exemption humaine se refermera définitivement. Dès lors, Catton cherche à établir une typologie des formes – douces ou brutales – que pourrait prendre ce *« retour aux limites »* de la capacité de charge. Le point commun à tous ces scénarios est l'impossibilité biophysique de la continuité économique et sociale. L'effondrement pointant à l'horizon, Catton conclut par un appel à la *« modestie »*, c'est-à-dire à l'autolimitation individuelle et collective, à la fois comme nécessité et comme moindre mal.

Tout en étant un parangon de la pensée sociologique des limites environnementales, le travail de Catton n'est pas exactement représentatif de l'ensemble du courant de la sociologie environnementale. Sa conception intransigeante des limites environnementales a parfois été accueillie avec réticence, sans doute en partie aussi à cause des auteurs sulfureux sur lesquels il s'appuyait (notamment Malthus, mais aussi des auteurs plus récents qui mettaient en doute la capacité des démocraties à résister à l'effondrement, comme William Ophuls ou Robert Heilbroner, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir au prochain chapitre). Sans encore nous pencher sur la question des leçons politiques à en tirer, nous allons pour l'instant nous limiter à la seule question des controverses épistémologiques qui s'en sont suivies. Or sur ce point, il apparaît effectivement que beaucoup de sociologues environnementaux ont évolué, notamment dans les années 1980-1990 où la pensée survivaliste fut comme mise en sommeil, vers une approche moins *« matérialiste »* des limites environnementales. Dans un article de 2010 dressant le bilan de trois décennies de débats internes à la sociologie environnementale, Riley Dunlap constate d'ailleurs que les milieux académiques européens semblent nettement moins ouverts que leurs équivalents nord-américains aux analyses matérialistes des problèmes écologiques :

> *« In sum, we presently have two loosely distinguishable 'camps' of sociologists focusing on environmental issues: the first, with somewhat disproportionate European representation, treats 'environmental matters' largely as symbolic/ideational/cultural*

[1] William R. Catton, Jr., 1982 (1980), *op. cit.*

phenomena best examined via a hermeneutic/interpretative approach, typically adopts a relativistic stance toward knowledge claims – including those issued by scientists – concerning environmental conditions, and is hesitant to deal with materialistic dimension of ecological problems.[…] The second 'camp', predominantly but far from exclusively North American, is strongly interested in the material aspects of the environment, treats accounts of environmental conditions – whether lay or scientific – as potential indicators of ecological problems and examines the complex ways in which this conditions/problems are inter-related with social phenomena via empirical investigations. »[1]

Selon Dunlap, la sociologie environnementale est donc maintenant structurée par un clivage opposant des sociologues environnementaux *« agnostiques »* à d'autres qui seraient *« pragmatiques »*. Les agnostiques sont des sociologues notamment européens, qui se refusent à intégrer les moindres données biophysiques dans leurs analyses sociologiques ; tandis que les pragmatiques sont des sociologues surtout nord-américains, qui tentent une intégration des indicateurs écologiques dont ils disposent, aussi imparfaits soient-ils, au sein de leurs analyses sociologiques. Pour ces derniers, il est plus facile d'admettre qu'un événement géologique tel que le pic pétrolier global puisse avoir un impact *décisif* sur le cours de nos sociétés, au point peut-être de rompre les conditions matérielles de la continuité économique. Et sans reprendre nécessairement l'entièreté du raisonnement de Catton, ils peuvent néanmoins s'appuyer sur des indicateurs synthétiques comme l'empreinte écologique pour intégrer à leurs analyses une forme de capacité de charge maximale, dont le dépassement prolongé ne saurait être durable, et se solderait vraisemblablement par une forme d'effondrement.

Il y a évidemment une sensible prétention prédictive, sinon prophétique, au sein de la branche la plus *« matérialiste »* de la sociologie environnementale – et comment pourrait-il en être autrement, dès lors que des auteurs assument le risque de créditer l'hypothèse de ruptures sociales majeures à relativement court terme ? À ce stade, notre propos ne vise cependant ni à endosser, ni à dénoncer cette prétention prédictive, mais simplement à mettre en parallèle la dimension matérialiste de la branche la plus pragmatique de la sociologie environnementale d'une part, et celle des mobilisations catastrophistes contemporaines d'autre part. Il y a là une forme de continuité analytique entre pensée scientifique et pensée politique qui se fonde sur l'ambition partagée de ré-enchâsser la société dans des contraintes environnementales fortes, dont il a temporairement été possible de s'exempter, mais qui sont en passe de se réimposer brutalement. Ces contraintes environnementales sont d'abord des contraintes *matérielles*, telle

[1] Riley E. Dunlap, 2010, *op. cit.*, p.23.

que la raréfaction définitive de l'énergie après le pic pétrolier mondial, puis le *« pic de tout »*[1]. Mais par ailleurs, et c'est plus rarement souligné, ce sont aussi des contraintes *temporelles* : le dépassement des limites ne peut pas être indéfiniment prolongé, il arrive nécessairement un moment où trop de temps a été perdu, où trop peu de temps reste disponible, et où la contraction matérielle finit par *s'imposer* en renvoyant le politique à sa propre impuissance. C'est ce type d'épisode de basculement que les sociologues environnementaux pressentent sans prétendre prédire… et que les militants catastrophistes contemporains n'hésitent plus à annoncer, en transcendant la mémoire des échecs politiques passés par l'introduction d'un nouvel agent révolutionnaire : la catastrophe du pic pétrolier global et, à un peu plus long terme, celle du *« pic de tout »*.

3.2 Entre mémoire et prophétisme : la catastrophe comme agent révolutionnaire

Résumons : par leur usage politique du passé et de la mémoire écologiste, les réseaux catastrophistes contemporains introduisent une forte dissonance par rapport au récit dominant de l'intégration progressive des enjeux écologiques par les institutions. Après l'assèchement des perspectives de maîtrise institutionnelle des facteurs de la crise écologique globale, avec la montée en puissance des théories et des politiques de l'adaptation, et avec l'appropriation de diagnostics scientifiques pointant l'imminence des seuils de basculement énergétiques et climatiques, les réseaux de la décroissance et de la transition cessent à peu près de croire en la plausibilité d'une action politique volontariste en la matière. Et pourtant, le *statu quo* n'est pas viable, parce que la parenthèse historique de l'abondance énergétique et matérielle touche à sa fin, rendant impossible la continuité des systèmes politiques et sociaux fondés sur le partage des bénéfices de la croissance. Dès lors, à défaut du politique, c'est la rupture catastrophique qui devient l'agent le plus probable du bouleversement qui s'annonce.

Si les mouvements de la décroissance et de la transition insistent très volontiers sur la dimension *désirable* des options politiques qu'ils préconisent, on retrouve presque toujours dans la même argumentation l'idée qu'une part de ces options deviennent aussi *inévitables* à cause du pic des ressources. C'est pourquoi dans les réseaux francophones, la décroissance est alternativement présentée comme un *projet politique* qui doit susciter l'adhésion, et comme un *destin* qui n'aura finalement pas besoin de cette adhésion pour devenir réalité. De la même

[1] Richard Heinberg, 2007, *op. cit.*

manière, Rob Hopkins affirme que le problème du réchauffement climatique dit que nous *devrions* changer, au nom de notre sécurité future ou de celle des générations à venir, tandis que celui du pic pétrolier dit que nous serons bientôt *forcés* à changer, du fait d'une contrainte matérielle immédiate[1]. À cette tension perpétuelle, dans le discours des militants, entre le désirable et l'inévitable, correspond en sociologie environnementale une tension équivalente entre autonomie sociale et déterminismes matériels.

Le sociologue et militant éco-socialiste états-unien John Bellamy Foster a élaboré une critique intéressante du clivage épistémologique proposé par Catton et Dunlap[2]. Selon lui, ces auteurs font erreur lorsqu'ils accusent la sociologie classique de s'être construite de manière aveugle aux contraintes environnementales au sein desquelles évoluent les sociétés : on trouve en effet chez Weber, chez Durkheim, et surtout chez Marx, des pages montrant que les pères de la discipline avaient conscience de la forte dépendance des sociétés au monde matériel qui les entoure ; ce ne sont pas eux, mais seulement leurs disciples qui, au fil des décennies, ont comme *dérivé* vers l'illusion qu'est le paradigme implicite de l'exemption humaine. Dès lors, la thèse de Foster est qu'il est possible de revenir aux textes classiques de la sociologie, et d'y trouver des éléments épistémologiques ou analytiques susceptibles de nous aider à concevoir sociologiquement le problème de la crise écologique globale contemporaine. Étant lui-même spécialiste de l'analyse marxiste des problèmes environnementaux, il exhume notamment la notion de *« rupture métabolique »* : il s'agit d'une rupture dont Marx et d'autres s'inquiétaient dès le milieu du XIXe siècle ; rupture dans le métabolisme éternel entre l'homme et la terre, à cause de l'appauvrissement des sols que provoquait déjà le développement industriel lorsqu'il concentrait des populations prolétarisées dans des villes qui se nourrissaient du produit des campagnes sans leur renvoyer ensuite les déchets qui auraient dû retourner à la terre. À partir de cet exemple, Foster soutient qu'il serait scientifiquement justifié de reconsidérer la manière dont la sociologie conçoit l'insertion de la société dans la matérialité environnementale, avec une part nécessaire d'autocritique épistémologique, mais qu'heureusement cela n'impliquerait pas nécessairement de rejeter comme désuet toute la sociologie écrite jusqu'à aujourd'hui.

À la lumière de ces raisonnements sociologiques, il s'agit de comprendre comment le *désirable* que prônent les militants catastrophistes contemporains s'insère dans l'*inévitable* qu'ils annoncent de manière imminente. L'inévitable, c'est la part des contraintes matérielles qui s'imposeront indépendamment de toute volonté politique : une contraction énergétique, et

---

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.39.
[2] John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011 (2009).

à sa suite une contraction matérielle drastique. C'est une contrainte qui a nécessairement des implications économiques, sociales et politiques majeures : en référence au *Small Is Beautiful* des années 1970, Rob Hopkins affirme que désormais, *« Small Is Inevitable »*[1]. On trouve des prévisions équivalentes chez des auteurs français proches de la décroissance, par exemple le géologue Jean-Luc Wingert, que son raisonnement scientifique amène à conclure que la future rétractation de la mondialisation est désormais un cadre général sur lequel le politique n'aura quasiment aucune prise, et dont il devra simplement répartir socialement les conséquences :

> *« Lentement le réseau de transports international qui a mis un siècle à se déployer va se rétracter. L'ordre et l'ampleur des événements seront probablement dictés par les lois de la physique. »*[2]

On constate encore que les penseurs et les militants de la décroissance et de la transition attribuent à ce basculement catastrophique une inéluctabilité, une importance historique et une efficacité immédiate qui peuvent faire écho à certaines prophéties révolutionnaires – ainsi des propos d'Yves Cochet, quand un raisonnement qu'il qualifie de *« géologie politique »* aboutit à l'annonce d'une contraction radicale et définitive de la civilisation industrielle :

> *« En extrapolant ces méthodes à l'ensemble de la planète, on peut estimer que nous avons atteint aujourd'hui – en 2009 – le maximum de la production mondiale de pétrole. C'est un événement exceptionnel dans l'histoire humaine. Pour la première fois, les volumes de la matière première la plus indispensable à l'ensemble de l'économie mondiale auront cru pendant cent cinquante ans pour diminuer ensuite, année après année. L'image mentale de la « croissance » – du PIB, de la population, du nombre d'automobiles… – se heurte à la décroissance géologique, inéluctable, irréversible de son plus précieux fluide. »*[3]

Enfin, l'annonce de l'inévitable est aussi une manière pour les militants de désamorcer le côté dérisoire que risquerait sinon de revêtir leur action politique, du fait de l'écart flagrant entre l'ampleur du changement social qu'ils prétendent entreprendre d'une part, et la petitesse des réseaux qu'ils parviennent effectivement à mobiliser d'autre part. C'était par exemple ce qui ressortait des propos tenus par Oswald, un militant britannique quadragénaire du groupe de transition de Glastonbury (Somerset), lors d'une journée d'ateliers qui n'avaient réuni qu'une grosse trentaine de personnes sur les milliers d'habitants de la commune – résultat honorable, dont le groupe se félicitait, mais qui posait aussi la question de l'avenir :

---

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.17.
[2] Jean-Luc Wingert, 2005, *op. cit.*, p.197.
[3] Yves Cochet, 2009, *op. cit.*, p.105.

« Les masses ne changeront pas avant que l'économie s'effondre. Nous on ne pourra pas les forcer à s'impliquer, ce qu'on peut faire c'est expérimenter, voir ce qui marche, ce qui ne marche pas, et garder la transition comme une porte ouverte que les gens pourront trouver et pousser pour nous rejoindre, quand ils en auront envie. […] Le jour où il n'y aura plus de pétrole à la pompe, on ne sera pas comme aujourd'hui, seulement 8 à discuter [en référence aux huit participants de la discussion en cours], mais 8000, et ce jour-là on parlera vraiment de résilience locale. »[1]

L'inévitable, selon la pensée politique de la décroissance et de la transition, c'est donc la contrainte matérielle de la fin de l'abondance énergétique et matérielle. Ce basculement dans l'ère de la raréfaction des ressources n'est pas inévitable au sens où, pour les marxistes, le prolétariat rendrait la révolution inévitable : ici, il n'y a plus guère d'acteur social en cause. C'est la rupture catastrophique elle-même – via le pic pétrolier et le pic de tout – qui devient le véritable agent révolutionnaire. C'est elle, en effet, qui est supposée rompre les conditions matérielles de la continuité, et projeter la société dans une ère post-croissance dont elle ne sait encore quasiment rien. De même que les sociologues environnementaux enchâssent la sphère sociale dans la sphère environnementale, les militants catastrophistes insèrent l'inéluctabilité du bouleversement révolutionnaire dans l'inéluctabilité de la rupture catastrophique. Il n'y a donc pas de projet révolutionnaire à proprement parler, mais un contexte *« révolutionnaire »* par l'ampleur des bouleversements économiques et sociaux au sein duquel le politique doit se redéfinir et inventer un nouveau projet, aussi désirable que possible, tout en faisant le deuil de l'abondance matérielle et énergétique. C'est parce qu'ils conçoivent ainsi leur rôle politique que les mouvements de la décroissance et de la transition tendent à se détacher des logiques institutionnelles, pour se concentrer plutôt sur une stratégie rappelant davantage celle des minorités actives décrites par Serge Moscovici[2]. Et c'est aussi cela qui permet à l'engagement politique de conserver un sens, voire une rationalité propre, en dépit des déductions politiques et scientifiques conduisant à penser qu'il est en partie trop tard. La politisation du temps perdu conduit ainsi les militants catastrophistes, assez paradoxalement, à se projeter au-delà de leurs propres échecs et désillusions, dans un avenir catastrophique auquel il faut se préparer… par un travail d'anticipation politique, pendant le peu de temps qu'il reste.

* * *

[1] Propos tenus par Oswald, militant britannique quadragénaire du groupe de transition de Glastonbury (Somerset), lors d'un atelier réunissant une petite dizaine de personnes, pendant une journée d'ateliers réunissant une grosse trentaine de personnes, le 24 octobre 2009.
[2] Serge Moscovici, 1979, *op. cit.*

La pensée catastrophiste procède donc d'une double déduction : déduction empirique d'une part, fondée sur le constat d'un assèchement des perspectives politiques après quarante années de mobilisations écologistes ; et déduction scientifique d'autre part, fondée sur une appropriation militante du pessimisme des experts. Ces déductions s'appuient sur un usage politique du passé, à mesure que les réseaux catastrophistes élaborent une mémoire des échecs à enrayer la course à la catastrophe énergétique et climatique. Mais paradoxalement, pourtant, ce constat d'impuissance ne conduit pas à la démobilisation politique. Au contraire, le résultat de cette impuissance, selon le raisonnement catastrophiste, ne peut que conduire à une rupture catastrophique majeure, qui contiendra en elle la nécessité d'une réorganisation économique, sociale et politique d'ampleur révolutionnaire. La politisation du temps perdu, c'est le regard rétrospectif vers les échecs passés qui, paradoxalement, redonne du sens à l'engagement en incitant le militant à se projeter dans un avenir où s'entrelacent les horizons catastrophiques et révolutionnaires. C'est ainsi la mémoire des échecs et des impuissances qui rouvre l'horizon politique et permet la politisation du temps qu'il reste.

IV- Anticipations : la politisation du temps qu'il reste

« Car il nous faisait confiance, par-dessus le marché. Il croyait qu'il suffirait d'attirer notre attention sur le sort des derniers grands éléphants pour que nous prenions immédiatement les mesures nécessaires pour garantir leur immortalité. Ce qu'il y avait de plus révoltant, c'est qu'il paraissait tranquillement convaincu que nous y pouvions quelque chose, que nous tenions notre destinée et celle des éléphants entre nos propres mains, que la protection de la nature était une tâche pour les mains humaines, qu'il n'y a pas un temps pour durer et un temps pour finir, que nous pouvions encore nous en tirer. »[1]

Du constat de l'ampleur du temps perdu, les militants pour la décroissance et pour la transition déduisent l'importance politique du temps qu'il reste. Quand l'essentiel des acteurs politiques souscrivent encore à l'hypothèse de continuité malgré la crise écologique globale, eux souscrivent désormais à l'hypothèse d'une précipitation de ruptures imminentes : rupture énergétique (pic pétrolier), rupture matérielle (pic des ressources), rupture climatique (risque accru d'emballement), rupture économique (arrêt définitif de la croissance, puis basculement dans la décroissance), rupture sociale (explosion des inégalités et tendances au déclassement), rupture institutionnelle (démondialisation accélérée), rupture politique (obsolescence de la légitimation démocratique par la maximisation de l'abondance), etc. Pour ces militants, c'est une parenthèse historique qui se referme irrémédiablement, et le politique ne peut rien y faire dans l'ensemble. Mais en revanche, ils affirment qu'en prenant acte de ce basculement historique, le politique pourrait tout de même se donner les moyens de mettre en délibération un *recentrage* du projet démocratique sur les priorités de l'ère qui s'ouvre. C'est en ce sens qu'ils procèdent à la *« politisation du temps qu'il reste »* : d'abord, prendre acte politiquement que la parenthèse d'abondance dont se nourrit le projet démocratique actuel est en train de se refermer définitivement ; et ensuite seulement, délibérer du recentrage du projet démocratique

[1] Romain Gary, *Les Racines du ciel*, Paris, Gallimard, 1980 (1956), p.132.

sur des valeurs et des objectifs *insérables* dans le nouveau contexte environnemental, fondé sur les notions d'autonomie, de sobriété et de convivialité.

On retrouve ici l'opposition politique récurrente entre les tenants de l'hypothèse d'une continuité potentiellement illimitée d'une part, et les défenseurs de l'hypothèse d'une rupture imminente et politiquement surdéterminante d'autre part. Mais maintenant que nous avons suffisamment détaillé cette dissonance émergente dans le champ politique, il se fait temps de préciser la controverse théorique qui lui fait écho en science politique, et qui oppose diverses manières de concevoir la conciliation entre les temporalités écologiques et démocratiques. Il est possible de la schématiser sous la forme d'une confrontation entre (d'une part) des auteurs mettant l'accent sur les conséquences écologiques à long terme du développement présent, et (d'autre part) d'autres qui insistent davantage sur la possibilité de l'inexistence même de ce long terme. Les premiers cherchent à prolonger la continuité ; les seconds émettent l'idée que la continuité n'est peut-être plus le bon référentiel temporel pour penser le caractère inédit des implications politiques d'une crise écologique globale incarnée par l'irruption de finitudes et d'irréversibilités. Les deux approches ne sont pas totalement inconciliables… mais en mettant l'accent sur des problèmes distincts, elles peuvent inspirer des préconisations et des postures politiques sensiblement différentes.

Ce chapitre vise, d'une part, à montrer que le cadrage théorique qui maintient la focale sur l'hypothèse de continuité ne permet pas de répondre de manière totalement satisfaisante aux questions dissonantes introduites dans nos sociétés par le comportement politique des réseaux catastrophistes ; et, d'autre part, que la proposition théorique émergente selon laquelle nous aurions basculé dans un délai, sans prétendre à l'exhaustivité explicative, peut utilement contribuer à une meilleure compréhension du cadre temporel dans lequel se déploient les pratiques délibératives de la décroissance et de la transition… auxquelles seront consacrés les chapitres suivants.

1- Continuité : prolonger le projet démocratique dans un temps infini

Depuis le premier essor de l'écologie politique dans les années 1970, les incertitudes scientifiques concernant la réalité et la gravité de la crise écologique contemporaine ont été considérablement réduites. L'essor institutionnel du développement durable d'une part, et la certitude *« sans équivoque »* du GIEC concernant le réchauffement climatique d'autre part, ont notamment nourri une réflexion théorique croissante sur la nécessité d'une meilleure prise

en compte des conséquences à long terme de nos décisions politiques, parfois résumée en un appel à la responsabilité présente vis-à-vis des générations futures. De plus, cette réflexion théorique a également inspiré des innovations et des expérimentations institutionnelles, si l'on songe par exemple à l'inscription du principe de précaution dans la Charte de l'environnement adossée en 2005 à la Constitution française. Toutefois, une difficulté persistante à traduire en décisions et en pratiques effectives cette responsabilité à l'égard des générations futures s'est maintenue, atteignant même un sommet symbolique en 2009, lors de l'échec de la conférence des parties de Copenhague. C'est à l'occasion de ces événements qu'on a vu resurgir diverses propositions d'ingénierie institutionnelle visant à ré-ancrer plus fermement le souci du long terme dans l'architecture démocratique. Il faut donc présenter ces développements récents de la théorie politique aux prises avec la crise écologique globale ; mais il sera ensuite nécessaire de pointer certaines de leurs limites explicatives et pratiques face aux perspectives dissonantes que les mouvements catastrophistes contemporains faisaient entendre dans le même temps, en incarnant dans le champ politique l'annonce de ruptures majeures imminentes.

1.1 Temps long, myopie démocratique et lunetterie institutionnelle

Dans une tribune publiée en 2009 dans le journal *Le Monde* à l'occasion du sommet de Copenhague, et reprise dans un plus long texte en 2010, Pierre Rosanvallon propose d'étudier notre difficulté actuelle à coordonner une action politique contre le réchauffement climatique à la lumière des disputes théoriques – déjà anciennes – sur le caractère *« temporellement dysfonctionnel »* des régimes démocratiques[1]. Dès la fin du XVIIIe siècle, en effet, des voix s'étaient élevées pour dénoncer d'une part leur impuissance à trancher dans l'urgence à cause de la contraignante lenteur des délibérations collectives, et d'autre part leur impuissance à maintenir une conception cohérente de l'intérêt général par-delà l'instabilité du pouvoir et les aléas électoraux. Selon Rosanvallon, il y a sur ce point une faiblesse *structurelle* du régime démocratique, historiquement liée à son projet initial d'émancipation : aucune tradition passée ne peut légitimement contraindre ou prédéterminer la volonté générale des vivants ; et par conséquent, aucune décision présente ne peut définitivement prédéterminer et contraindre les générations suivantes. Mais cette faiblesse structurelle était connue, si bien qu'elle a beaucoup

[1] Pierre Rosanvallon, 2009, *op. cit.* ; Pierre Rosanvallon, 2010, *op. cit.*

été discutée, et qu'elle a déjà engendré de nombreuses propositions institutionnelles qu'il faut avoir à l'esprit, afin d'aborder efficacement le problème contemporain de la crise écologique globale… laquelle ne ferait que reformuler, quoique de manière plus pressante, des questions finalement déjà anciennes sur le rapport des démocraties au temps long, passé et futur.

Le grand problème théorique et politique que soulève le réchauffement climatique, c'est celui de la *« myopie des démocraties »*, selon Rosanvallon. À cause de sa formulation initiale, et à cause aussi des contraintes électorales et sondagières qui s'imposent au champ politique, la démocratie a conservé une nette *« préférence pour le présent »*, voire un *« court-termisme »* empêchant quasiment de contraindre le présent au nom du futur. C'est pourquoi il s'avère si difficile aux générations présentes de consentir des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'intérêt des générations futures, en dépit même d'un accord de principe sur cet objectif. La seule solution serait donc d'inventer des dispositifs institutionnels permettant d'enrichir l'ordre démocratique en y injectant ce fameux souci du long terme, que le politique ne parvient pas, pour l'instant, à cultiver spontanément. Jusqu'à présent, affirme Rosanvallon, les tentatives en ce sens ont surtout recouru à la formule du bicamérisme, système dans lequel une chambre basse peut représenter les intérêts présents, tandis qu'une chambre haute se voit symboliquement chargée de veiller à une forme plus durable d'intérêt général, généralement celui de la nation… mais dans les faits, les contraintes électorales jouent également dans les chambres hautes, qui restent sujettes au court-termisme. Rosanvallon se détourne donc de la solution bicamérale, pour proposer plutôt un renforcement des dispositifs non-représentatifs déjà existants dans nos démocraties, et auquel le politique pourrait plus explicitement confier la responsabilité de veiller au respect d'un intérêt général à long terme.

Quatre propositions sont alors formulées pour corriger les tendances court-termistes de la démocratie en la complexifiant. Premièrement, inscrire le souci du long terme et celui des générations futures dans la Constitution, pour contraindre l'ensemble des décisions présentes ; deuxièmement, renforcer le rôle patrimonial de l'État, institution la mieux placée pour agir dans la durée pour la conservation des conditions de la vie commune ; troisièmement, fonder une *« Académie du futur »*, dont la fonction serait d'éclairer les citoyens et les décideurs en leur explicitant les enjeux à long terme de chaque décision ; et quatrièmement, multiplier les *« forums de l'avenir »* où les citoyens pourraient eux-mêmes se familiariser avec le souci du long terme, et peut-être finir par s'en faire eux-mêmes les défenseurs (dans un esprit inspiré des conférences de citoyens, jusqu'à présent expérimentées de façon sporadique). Ce dernier

point est important dans l'argumentation de Rosanvallon : en effet, ainsi qu'il le reconnaît lui-même, les trois premières propositions ne sont nullement révolutionnaires, puisqu'elles ne font que renforcer des dispositifs déjà existants – la Charte de l'environnement et le principe de précaution sont *déjà* adossés à la Constitution, il y a *déjà* une significative responsabilité patrimoniale de l'État, et il y a *déjà* des académies scientifiques et un Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour éclairer les décideurs. Rosanvallon l'admet volontiers, et constate que rien de tout cela n'a suffi, pour l'instant, à véritablement compenser la myopie démocratique. Il en conclut qu'aucune ingénierie institutionnelle, aussi sophistiquée soit-elle, ne pourra finalement imposer le souci du long terme si les décideurs, et donc d'abord les citoyens qui les choisissent, n'endossent eux-mêmes ce souci… d'où l'importance des forums de l'avenir, dont on suppose qu'ils contribueront à la nécessaire acculturation long-termiste des citoyens qui, *in fine*, conserveront toujours le dernier mot dans ce schéma.

À la même époque, le philosophe Dominique Bourg et le politiste Kerry Whiteside ont développé une réflexion qui reprenait une partie de l'argumentation de Rosanvallon, mais en l'amplifiant et en la complexifiant dans deux directions[1]. D'abord, sur le constat initial, ils estiment que la crise écologique globale ne se réduit pas à un problème de déficit de souci du long terme : c'est une situation sans précédent historique, qui pose toute une panoplie de problèmes inédits, et le manque de préoccupation pour le temps long n'est que l'un d'entre eux. Ensuite, contrairement à Rosanvallon, ils estiment que le système représentatif lui-même peut encore significativement être enrichi – notamment par le biais d'une refonte profonde du système bicaméral, avec l'introduction d'une chambre haute dont la légitimité ne serait pas élective et qui pourrait pourtant intervenir dans le processus législatif. Ces deux auteurs vont donc bien plus loin dans l'idée qu'un basculement écologique est en train d'opérer, qui serait de nature à justifier un remodelage institutionnel ; toutefois, ils n'en viennent pas encore à rompre avec l'hypothèse qu'une ingénierie institutionnelle vraiment volontariste permettrait de maintenir une continuité potentiellement illimitée du projet politique moderne.

Sur le constat, Bourg et Whiteside établissent une liste des cinq aspects inédits qui leur semblent caractériser les problèmes environnementaux contemporains. Premièrement, ce sont des problèmes inédits par leur spatialité, en cela qu'ils sont *globaux et transfrontaliers*, à la manière du réchauffement climatique ou des accidents nucléaires : les gaz à effet de serre ou les nuages radioactifs remettent en cause la pertinence de l'État-nation comme institution la plus appropriée pour faire émerger et pour défendre l'intérêt général. Deuxièmement, ce sont

pour la plupart des problèmes *invisibles*, voire totalement inaccessibles aux cinq sens, à l'image une fois de plus des gaz à effet de serre et du réchauffement climatique : ni le citoyen, ni l'élu ne peuvent spontanément se faire une idée du problème au moyen de leur expérience vécue, ainsi que le supposaient les pères fondateurs de la démocratie ; aujourd'hui, il faut nécessairement se reposer sur des diagnostics et des modélisations scientifiques dont la complexité échappe à la plupart des non-initiés… ce qui bouscule les fondements théoriques du monopole de la légitimité élective dans la construction de l'intérêt général. Troisièmement, la plupart de ces problèmes étaient *imprévisibles* en l'état des connaissances, ou du moins ils étaient entourés d'une forte incertitude : c'est assez pour remettre en question la légitimité que les élus tiraient de leur compétence en matière de prévoyance et d'anticipation politique. Quatrièmement, ce sont des problèmes inédits par leur temporalité, en cela qu'ils mettent en branle des *inerties et des irréversibilités* colossales – de l'ordre de centaines, voire de milliers d'années dans le cas du réchauffement climatique. On retrouve là l'essentiel de l'argument de Rosanvallon sur le penchant dommageable des démocraties au court-termisme. Cinquièmement, enfin, ce sont des problèmes inédits par leur qualification, car il ne s'agit plus de problèmes de pollutions, comme dans les siècles précédents, mais bien des *problèmes de flux et de limites*… Or si les problèmes de pollution peuvent trouver des solutions techniques, les problèmes de flux posent plutôt la question de l'auto-limitation, d'une réduction *absolue* des consommations de matière et d'énergie. C'est sur ce dernier point que les auteurs se rapprochent le plus des théories de la décroissance, mais ils ne vont pas franchement jusque-là, notamment parce qu'ils laissent en suspens l'*ampleur*, le *rythme* et les *conséquences* de cette réduction des flux – aménagement à la marge par un usage plus rationnel des ressources ou franche décroissance des habitudes de consommation, de la mobilité, de l'équipement technique, de la surface habitée, etc. ?

Les propositions de perfectionnement institutionnel auxquelles aboutissent Bourg et Whiteside recoupent celles de Rosanvallon, mais elles vont aussi nettement plus loin dans la remise en cause du monopole de la légitimité élective dans le fonctionnement démocratique… notamment parce qu'elles prennent davantage en considération le caractère historiquement *inédit* de la crise écologique globale, quand Rosanvallon tend plutôt à replacer les problèmes actuels dans la continuité de controverses pluriséculaires. Ainsi, quand Rosanvallon propose d'intégrer le souci du long terme à la Constitution existante, Bourg et Whiteside préconisent plutôt de franchement fonder une nouvelle forme de constitution, dite *« bioconstitution »*, qui

[1] Dominique Bourg et Kerry Whiteside, 2010, *op. cit.*

consacrerait notamment la refonte du système bicaméral. La proposition d'Académie du futur est maintenue, mais Bourg et Whiteside y adjoignent l'idée d'un *« nouveau Sénat »* dont la fonction serait d'instituer une médiation entre elle et les processus décisionnels. Et c'est sur ce point, surtout, que transparaît la divergence avec Rosanvallon : le *« nouveau Sénat »* ne serait plus une chambre législative à proprement parler, mais plutôt un garant de la bioconstitution disposant d'un droit de veto opposable à tout projet de loi qui ne prendrait pas suffisamment en compte les problèmes environnementaux globaux et à long terme. Enfin, pour distinguer le rôle et le régime de légitimité des nouveaux sénateurs, il est proposé qu'ils ne soient non plus élus, mais désignés par le sort au sein d'une liste de spécialistes établie par les grandes ONGE (organisations non-gouvernementales environnementales), voire pour un tiers d'entre eux au sein de la population en général. Contrairement à Rosanvallon, les auteurs font donc le pari qu'avec un mode de désignation non-électif d'une part, et avec une mission clairement édictée et circonscrite d'autre part, une assemblée pourrait s'extraire des passions court-termistes et se faire l'incarnation d'un contre-pouvoir long-termiste.

Ces propositions ont ensuite été rediscutées et réaménagées dans le cadre d'un ouvrage collectif dirigé en 2011 par Dominique Bourg, *Pour une 6e République écologique*, et auquel ont contribué plusieurs spécialistes actuels des dispositifs de démocratie participative[1] – Yves Sintomer, Loïc Blondiaux, etc. Le groupe de travail y argue notamment qu'il y a encore une forte marge de manœuvre en matière de *« démocratisation de la démocratie »*, c'est-à-dire de complexification et d'amélioration des institutions existantes. Cela débouche sur plusieurs préconisations qui recoupent les précédentes : premièrement, améliorer le système représentatif existant en accroissant la représentativité des représentants (mandat unique et non renouvelable, scrutin proportionnel, parité, régime primo-ministériel de responsabilité) ; deuxièmement, développer la démocratie participative (Collège de la participation citoyenne, référendums d'initiative citoyenne, pluralisation de l'expertise) ; troisièmement, renforcer les droits humains pour protéger l'environnement (principe de non-régression, droit à l'expertise pluraliste, procureur général de l'environnement et de la santé) ; quatrièmement, gouverner le long terme. Ce dernier point est une variation sur la proposition précédente de bioconstitution, dans laquelle l'Académie du futur devient un Collège du futur ; où le *« nouveau Sénat »* est transformé en une troisième chambre appelée *« Assemblée du long terme »*, et constituée de deux collèges (l'un issu de la liste des ONGE, et l'autre composé de citoyens ordinaires désignés par le sort) ; et où le Président de la République devient *« Président du long terme »*,

dispose d'un droit de veto constructif lui permettant de saisir l'Assemblée du long terme. Ce corpus de propositions avait notamment vocation à nourrir la campagne, finalement avortée, de Nicolas Hulot pour l'élection présidentielle de 2012.

Ces propositions, dans toutes leurs variétés, ont le mérite d'avoir initié l'acclimatation, dans la science politique francophone, de réflexions qui s'étaient jusqu'alors principalement développées à ses marges – notamment chez le philosophe Michel Serres proposant d'établir un *« Contrat naturel »*, ou chez l'anthropologue Bruno Latour préconisant la formalisation d'un *« Parlement des choses »*[2]. Sous la pression du rapport du GIEC de 2007 et de l'échec de Copenhague en 2009, le problème de l'impuissance de nos institutions semble de plus en plus difficile à éluder. Mais comment y remédier ? Contrairement à ce que pourraient suggérer de réelles similitudes dans les constats et les préconisations, tous les auteurs ne s'accordent pas sur ce point. Ainsi que le conseille Bruno Villalba, il importe de se demander *jusqu'où* ces différents auteurs sont prêts à penser l'adaptation du politique à la crise écologique globale, et *jusqu'à quel point* ils sont prêts à en tirer des conclusions cognitivement perturbatrices[3]. Ainsi avons-nous vu que pour Pierre Rosanvallon, la crise écologique est quasiment réductible à la seule crise climatique, elle-même quasiment réductible à un problème de prise en compte du long terme, laquelle ne justifie pas de toucher au cœur de l'architecture constitutionnelle – en dernier recours, ce sont les citoyens qui doivent s'acculturer au long-termisme, et cela peut se faire par le biais de conférences de citoyens. Dominique Bourg et le politiste Kerry Whiteside vont déjà nettement plus loin : considérant la crise écologique de manière plus holistique et systémique, ils insistent sur le caractère inédit du phénomène, et complexifient la conception du défi politique qui en découle – il ne s'agit plus seulement de l'éternel dysfonctionnement temporel de la démocratie, mais plus fondamentalement du fait qu'elle ait été conçue à une époque où n'existait pas encore de problèmes environnementaux à la fois globaux, à très long terme, irréversibles, imprévisibles, inaccessibles aux sens, et absolument irréductibles à un problème technique. Ce constat initial plus complexe les amène à aller sensiblement plus loin dans leurs préconisations, allant jusqu'à corriger l'ordre constitutionnel, en remettant en cause le monopole de la légitimité élective dans le système bicaméral : sur ce point, le prolongement de 2011 qui relègue l'Assemblée du long terme en une troisième chambre dans un système tricaméral constitue d'ailleurs peut-être un recul, indépendamment de sa justification.

---

[1] Dominique Bourg & al., *Vers une 6e République écologique*, Paris, Odile Jacob, 2011.
[2] Michel Serres, 1990, *op. cit.* ; Bruno Latour, 2004 (1999), *op. cit.*
[3] Michel Badré, Dominique Bourg, Jean-René Brunetière, Jean Gadrey, Alain Grandjean, Bernard Perret et Bruno Villalba, mars-avril 2011, *op. cit.*

Mais les auteurs laissent en suspens une question qui, pourtant, pourrait être considérée comme un problème central, voire comme un point de départ : quels sont l'ampleur et le rythme des réductions des flux de matières et d'énergies dont devraient vraisemblablement décider ces institutions nouvelles ? Ou, pour le dire autrement, en quoi consiste *concrètement* le projet sociétal que cette ingénierie institutionnelle prétend encourager ? L'enjeu dissimulé derrière cette question est de savoir s'il est vraiment envisageable que le génie institutionnel suffise à enclencher la résolution de la crise écologique globale, et à sauver ainsi *in extremis* la continuité des communautés politiques existantes. En fait, tous les auteurs que nous venons d'évoquer reconnaissent spontanément qu'aucune ingénierie institutionnelle ne peut vraiment verrouiller écologiquement les processus décisionnels démocratiques. Il y aura toujours des possibilités de contourner ou de surmonter même les garde-fous les plus élaborés… d'où un appel presque rituel à la prise de conscience, à l'acculturation des citoyens et des élus, et aux procédures qui peuvent y participer, telles que les conférences de citoyens. On notera en plus qu'évidemment, cette prise de conscience collective est également un préalable nécessaire à toute réforme institutionnelle ambitieuse. Et c'est là que les mouvements catastrophistes font entendre leur voix dissonante : sur la base de leurs déductions politiques et scientifiques, eux considèrent pour acquis qu'aucune prise de conscience n'opèrera avant que les seuils décisifs de rupture systémique aient été atteints. Ainsi, pour eux, si l'ingénierie institutionnelle se concrétise un jour, ce sera trop tard, et ce ne sera pas suffisant.

1.2 Une dissonance politique : le long terme au défi des contractions catastrophiques

La décroissance et la transition sont d'abord des mouvements sociaux ; néanmoins, ils affichent aussi une prétention paradigmatique dans le domaine socio-économique[1]. Dès lors, il est possible d'identifier quelques éléments sous-jacents qui préfigurent une théorie politique du temps *distincte* de celle qui sous-tend les propositions d'ingénierie institutionnelle faites par Rosanvallon, Bourg et Whiteside[2]. Il serait sans doute excessif d'affirmer que la posture catastrophiste conduit à une opposition systématique à cette série de préconisations, mais il transparaît tout de même que les penseurs et les militants cultivent un certain *scepticisme* à leur égard. Car s'ils partagent effectivement une bonne part du diagnostic initial (déficit de

[1] Joan Martínez-Alier, Unai Pascual, Franck-Dominique Vivien et Edwin Zaccai, 2010, *op. cit.*
[2] Nous avons eu l'occasion de discuter directement de cette question avec Dominique Bourg et Bruno Villalba, en marge du colloque *« Les Futurs de la démocratie »* organisé à Lausanne, les 23 et 24 février 2012, et nous les en remercions. L'analyse que nous en tirons ici n'engage toutefois que nous.

prise en compte du long terme), ils y ajoutent celui d'une pression temporelle et matérielle qui restreint drastiquement la marge de manœuvre démocratique, ce qui les rend dubitatifs quant à la *capacité* et à la *volonté* de nos sociétés de se soumettre aux limites environnementales avant d'y être matériellement contraintes par une précipitation effective des catastrophes. Ils ne mettent pas en cause le *principe* démocratique, mais ils jugent que la piste du verrouillage institutionnel par une complexification des processus décisionnels est temporellement et matériellement *inappropriée*. À toutes ces propositions visant à consolider le souci du long terme par des réformes constitutionnelles qui demanderaient énormément de temps sans être certaines d'aboutir, les réseaux catastrophistes opposent désormais leur propre diagnostic d'une *triple contraction catastrophique* déjà amorcée, déjà en cours de matérialisation, et qui prend déjà de court même les plus élaborées des pistes de réforme institutionnelle.

La première contraction catastrophique est une *contraction temporelle*, qui correspond à la réduction du temps qu'il reste. Certes, nous avons vu que l'on trouve dans les réseaux de la décroissance et de la transition des penseurs et des militants qui estiment qu'au vu des risques d'emballement climatique, le pic pétrolier arrive trop tard – en bref, qu'il y a *trop* de pétrole, et que tout le problème consiste à donner suffisamment de poids politique aux conséquences à long terme du réchauffement pour parvenir à autolimiter *volontairement* notre consommation d'énergies fossiles. Lorsque Rosanvallon, Bourg et Whiteside insistent sur le souci du long terme, ils se rapprochent de ce point de vue. Mais nous avons vu aussi que la particularité des réseaux catastrophistes consiste à promouvoir une approche résolument systémique de la crise environnementale globale, et notamment à toujours relier le problème du réchauffement avec celui du pic pétrolier, voire du *« pic de tout »*. Or ces pics ne sont pas des problèmes de long terme : ils interagissent avec le problème à long terme qu'est en partie le réchauffement, mais en eux-mêmes ils sont des problèmes *de très court terme*, puisque le pic mondial du pétrole conventionnel a *déjà* été atteint vers 2005, et que les réseaux catastrophistes estiment que la crise économique mondiale qui sévit depuis 2008 est *déjà* le début de la concrétisation des conséquences matérielles de ce basculement. En focalisant l'essentiel de l'attention sur le long terme, l'option de l'ingénierie institutionnelle sur-valorise la *contrainte par anticipation* qu'il y aurait, par obligation morale, à consentir aujourd'hui dans l'intérêt des générations futures, tout en négligeant d'offrir une interprétation efficace de la *contrainte immédiate* qu'implique la raréfaction définitive des énergies fossiles. Le risque est alors de perpétuer une dichotomie trop artificielle prétendant opposer les contraintes du présent (surtout économiques) à celles de l'avenir (surtout environnementales) – les premières

l'emportant toujours sur les secondes, et *a fortiori* en situation de crise économique… or selon la grille de lecture du catastrophisme, nous serions *déjà* entrés dans une crise économique sans fin, du fait du pic pétrolier. En bref, les réseaux catastrophistes plaident eux aussi pour le souci du long terme, mais ils n'en font pas le cœur de leur argumentation, puisque pour eux la crise écologique est déjà devenue le problème des générations *présentes*, qui verront *de leur vivant* la fin de l'abondance, ou même qui commencent déjà à la voir pour ceux qui sont *déjà* rattrapés par le déclassement.

La deuxième contraction, qui découle du pic pétrolier et du pic des ressources, est une *contraction matérielle*. Pierre Rosanvallon propose de renforcer le souci du temps long, mais il ne dit rien de la signification matérielle de ce souci – croissance verte ou décroissance, par exemple. Dominique Bourg et Kerry Whiteside vont déjà bien plus loin, puisqu'ils affirment d'une part qu'il sera nécessaire de réduire les flux de matière et d'énergie, et d'autre part que les faibles résultats obtenus en matière de découplage entre consommation énergétique et performance économique n'y suffiront pas : il faudra donc *« consommer moins »*[1]. Mais ils en disent peu sur l'ampleur et le rythme de cette réduction de la consommation, comme si cette question n'était pas de leur ressort, eux se concentrant sur la question institutionnelle. Or pour le mode de pensée catastrophiste, éminemment matérialiste, il est illusoire de penser pouvoir dissocier la question institutionnelle de la question matérielle. Ils proposent plutôt de prendre le constat matériel, scientifiquement argumenté, pour point de départ : le pic global du pétrole conventionnel a été atteint en 2005 ; à sa suite viendra le pic global des ressources ; tout cela *imposera matériellement* une réduction des flux de matières et d'énergies. Cette réduction n'est déjà plus un choix du ressort de la politique, elle est déjà en train de devenir un contexte environnemental non-négociable au sein duquel il faudra concevoir de nouveaux systèmes politiques. Inventer des institutions élaborées pour *décider* de réduire ces flux est donc une fausse piste, parce que cela perpétue l'illusion que nous pourrions encore décider du contraire. En revanche, les réseaux catastrophistes préconisent que les institutions *existantes* prennent acte de la contraction matérielle qui débute, pour se mettre en mesure de pouvoir délibérer des règles de *répartition* des réductions de consommation matérielles et énergétiques. Mais cela impliquerait préalablement de rompre clairement avec la mystique de l'abondance matérielle qui prévaut aujourd'hui dans l'espace politique, via des notions comme le pouvoir d'achat, la relance de la croissance, etc. Il ne s'agit pas d'un programme d'austérité visant à ramener les comptes publics à l'équilibre afin de retrouver un jour les bases d'une croissance saine, mais

plutôt de gérer le basculement dans la décroissance matérielle en inventant un nouveau projet de société, radicalement plus sobre, au service duquel mettre les institutions démocratiques.

La contraction temporelle et la contraction matérielle qu'annoncent les catastrophistes ne sont pas des *propositions* politiques, mais d'abord un contexte non-négociable dans lequel le politique devra *s'insérer*, avec ou sans réformes constitutionnelles. Cette dimension non-négociable est à la base de la plus dissonante des trois contractions catastrophiques, à savoir la *contraction démocratique*. En effet, Rosanvallon, Bourg et Whiteside présentent souvent leurs préconisations comme autant d'enrichissements ou d'approfondissements de la démocratie, cultivant implicitement l'idée de la continuité d'un même projet démocratique avant et après le constat de crise écologique globale. En effet, la démocratie suppose une certaine liberté de choix, et ces auteurs proposent des améliorations institutionnelles qui aideraient les citoyens et les élus à faire le *bon* choix… Mais pour les catastrophistes, à l'inverse, il faut partir du fait que le faisceau de contraintes qui pèsent de plus en plus sur le politique *réduit* sa marge de manœuvre, en *réduisant* l'éventail des options possibles. Jusqu'à un certain point, la nation souveraine a la possibilité matérielle de décider d'une relance de la croissance aux dépens du futur ; mais quand la déplétion pétrolière commence, il perd irrémédiablement cette option. La liberté de choisir se restreint à mesure que les fondements matériels de la puissance politique se contractent, imposant des options jusqu'alors refusées. L'approche consistant à préconiser des aménagements institutionnels suppose que nos sociétés peuvent encore choisir – ou non – de se réformer de manière à garantir aux générations futures une capacité de choix continue par-delà les décennies. À l'inverse, l'approche catastrophiste diagnostique qu'une contraction démocratique commence déjà à contraindre le politique, à réduire sa capacité de choix pour des raisons matérielles, que le mouvement va s'accélérer dans les quelques décennies à venir, et que les générations futures auront une liberté de choix significativement réduite par rapport à la nôtre. La puissance matérielle que les énergies fossiles confèrent aujourd'hui encore aux démocraties disparaîtra dans les quelques décennies qui viennent : la question soulevée par les réseaux catastrophistes est de savoir si les démocraties, qui ont historiquement été conçues en période d'expansion économique, industrielle et démographique, sauront *se réinventer* dans la période de pénuries cumulatives qui s'ouvre définitivement. Les militants de la décroissance et de la transition ne s'opposent pas *par principe* au choix démocratique, mais ils *constatent* son insertion et sa subordination dans un environnement matériel en cours de contraction, et s'interrogent sur la capacité des communautés démocratiques à se reconduire au-delà de la fin

[1] Dominique Bourg et Kerry Whiteside, 2010, *op. cit.*, p.17.

définitive d'une ère d'abondance économique, énergétique et matérielle qui a profondément modelé leur imaginaire politique.

Pour ne pas en rester à des considérations trop générales, examinons un cas pratique où l'approche des réseaux catastrophistes introduit une dissonance par rapport aux préconisations d'ingénierie institutionnelle : *le rationnement de l'énergie*. C'est une perspective politique qui est partagée par les réseaux de la décroissance et par ceux de la transition, qui la revendiquent et la prophétisent à la fois, dans une argumentation où se mêlent, de manière caractéristique, le souhaitable et l'inéluctable. Nous allons d'abord montrer comment cette argumentation militante se met en effet au diapason d'une triple contraction catastrophique ; puis nous allons voir que loin de se catonner aux sphères de l'écologie radicale, l'institutionnalisation de cette option politique a déjà été entamée au Royaume-Uni ; et enfin, nous reviendrons aux aspects plus théoriques de la question, en montrant comment le cas du rationnement cristallise une divergence analytique forte entre théoriciens de la continuité et théoriciens de la rupture.

Les penseurs et les militants britanniques de la transition évoquent très fréquemment le rationnement comme une option politique sérieuse, voire inéluctable à mesure que l'énergie se fera de plus en plus rare et de plus en plus chère. Il n'est pas souvent présenté comme une option politique désirable dans l'absolu, mais presque toujours comme la plus désirable des options matériellement envisageables dans la perspective des ruptures d'approvisionnement énergétiques qui s'annoncent suite au pic pétrolier – la seule autre option étant l'explosion des inégalités d'accès à l'énergie, socialement intenable autrement que par la force. Ainsi Oswald, militant du groupe de Glastonbury (Somerset), pendant un entretien réalisé en octobre 2009, a commencé l'une de ses phrases par : « *Quand l'énergie sera rationnée…* ». Nous lui avons demandé ce qu'il entendait par cela, et il nous a répondu ce que nous avons réentendu depuis, en substance, de la part de nombreux autres militants : *« Hé bien, je pense que bientôt, quand l'essence sera si chère que le pays ne pourra plus en importer autant que maintenant, on commencera à avoir de vraies pénuries, et face au chaos que ça provoquera le rationnement ne sera plus une option, mais simplement la seule solution possible »*[1]. Cette phrase concentre à la fois la perspective d'une contraction temporelle (le rationnement sera mis en place par les générations présentes, et sans doute dès la décennie qui s'ouvre) ; celle d'une contraction matérielle (les réductions de consommations énergétiques seront si brusques et drastiques que la paix sociale en sera menacée) ; et enfin celle d'une contraction démocratique (l'option de

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Oswald, dans un jardin public, à Glastonbury (Somerset), le 25 octobre 2009.

différer la réduction des consommations sera devenue matériellement impossible, si bien que le rationnement s'imposera au politique). On peut retrouver des propos comparables dans les écrits de quelques figures emblématiques de la transition, comme Hopkins ou Chamberlin[1]. En France, l'imaginaire du rationnement est plus difficilement mobilisable pour des raisons historiques, car il y reste symboliquement associé à la période de l'Occupation (alors qu'il a davantage été un outil de résistance au Royaume-Uni pendant la même période) ; néanmoins, quelques auteurs comme Yves Cochet ou Paul Ariès s'y réfèrent de manière similaire[2].

Mais au-delà des discours militants, la perspective du rationnement a fait l'objet d'un intérêt institutionnel marqué au Royaume-Uni. En effet, les dispositifs de rationnement font partie des solutions politiques classiques auxquels recourent les pouvoirs publics en cas de pénurie temporaire – guerre, catastrophe naturelle, etc. Il n'est donc pas rare que les rapports officiels ou semi-officiels consacrés à la vulnérabilité énergétique envisagent cette perspective en cas de difficultés d'approvisionnement : par exemple, le rapport *Saving Oil in a Hurry*, publié en 2005 par l'AIE, préconisait dans une telle situation d'imposer une réduction de la vitesse sur autoroutes à 90 km/h, le rationnement de l'essence, la création de voies spéciales pour le covoiturage, voire le raccourcissement de la semaine de travail de cinq à quatre jours, l'interdiction de la circulation automobile non-professionnelle le week-end, etc.[3] Mais si le rationnement y est envisagé, c'est encore comme instrument politique de gestion de crise… donc comme dispositif *transitoire*, adopté pour gérer une anomalie passagère sans remettre en cause le présupposé de la continuité matérielle des sociétés d'abondance. Toutefois, dans son travail de thèse, la sociologue Mathilde Szuba a retracé l'historique d'un projet de politique publique étudié par les gouvernements travaillistes de Tony Blair et de Gordon Brown, de la fin des années 1990 à la fin des années 2000, et qui aurait institué pour les décennies à venir un *système national de quotas individuels de carbone décroissants d'année en année*[4]. Connu sous le nom générique de *« carte carbone »*, ce projet avait initialement été imaginé par David Fleming, économiste qui serait plus tard l'un des principaux inspirateurs et compagnons de route du mouvement de la transition, comme une politique publique visant à *mimer* la courbe de raréfaction des énergies fossiles, pour l'*accompagner* politiquement,

---

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.70-72 ; Shaun Chamberlin, 2009, *op. cit.*

[2] Yves Cochet, 2009, *op. cit.*, p.268-270 ; Paul Ariès, « Pour un rationnement désirable », *La Décroissance*, n°50, juin 2008, p.2-4.

[3] International Energy Agency, *Saving Oil in a Hurry*, Paris, OECD/IEA, 2005.
URL: http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/savingoil.pdf (consulté le 11 octobre 2012).

[4] Mathilde Szuba, « La Carte carbone : des quotas d'énergie pour les particuliers », *in* Séverine Frère et Helga-Jane Scarwell (dir.), *Éco-fiscalité et transport durable : entre prime et taxe ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011, p.161-187.

puisqu'il n'était pas possible de prétendre s'y opposer. Mathilde Szuba montre bien que cette politique publique avait initialement été conçue selon une approche plutôt catastrophiste, pour accompagner la fermeture de la parenthèse historique de l'abondance matérielle… mais qu'à mesure qu'elle était reprise par des instances officielles, elle était réinterprétée et réaménagée dans un sens plus continuiste, par exemple quand on envisageait d'y adjoindre quelques mécanismes de compensation qui auraient permis de dépasser les quotas disponibles. Dans ce cas, l'approche continuiste s'incarne en une tendance à toujours vouloir *renégocier* le rythme et l'ampleur de la contrainte, à en différer les conséquences, etc. L'approche catastrophiste, à l'inverse, fonde son argumentation politique sur le caractère essentiellement *non-négociable* des contractions catastrophiques – temporelle, matérielle et démocratique.

La perspective du rationnement est un cas emblématique, qui cristallise les divergences entre hypothèse continuiste et hypothèse catastrophiste chez les acteurs politiques… mais qui laisse aussi entrevoir un clivage analytique chez les théoriciens de la science politique. Les propositions d'ingénierie institutionnelle s'inscrivent dans une épistémologie où l'on postule qu'il sera possible de prolonger le projet démocratique, potentiellement indéfiniment, et qu'il sera éternellement possible de maintenir une marge de choix au moins équivalente à celle que connaissent les générations présentes : les problèmes environnementaux restent des problèmes de long terme qu'il sera possible d'anticiper, de différer, de renégocier à l'infini. Mais depuis les années 2000, les mobilisations catastrophistes ont fait entendre une voix dissonante dans le champ politique en annonçant l'imminence d'une triple contraction catastrophique de nature à *réduire l'amplitude des choix temporellement et matériellement réalistes* pour la démocratie. Sur la base de ce diagnostic, ils se détachent des tentatives de réformes institutionnelles, et se replient sur des stratégies de *préparation* aux contractions qu'ils annoncent. Ce comportement politique émergent est un fait social que la théorie politique implicitement continuiste ne peut pas pleinement expliquer de manière satisfaisante, parce que la dissonance est trop grande. Il nous faut donc partir à la recherche d'une théorie politique de la temporalité qui, sans être nécessairement exhaustive, permettra au moins de concevoir l'hypothèse théorique émergente de la fin d'un épisode démocratique, historiquement particulier, et qui pourrait laisser place à un *autre* projet démocratique, radicalement différent en cela qu'il aurait définitivement rompu avec la mystique de l'abondance matérielle. Cette hypothèse théorique émergente, délicate à cerner car encore extrêmement mouvante et fluctuante, peut être abordée par le biais des travaux de la *green political theory* d'une part, et de ceux de Bruno Villalba d'autre part.

2- Rupture : recentrer le projet démocratique dans le temps de la fin

La question de la *« contraction démocratique »* est au cœur de la dissonance introduite, politiquement et théoriquement, par la montée en puissance des mobilisations et des pensées catastrophistes au cours des années 2000. L'idée qu'une contraction temporelle et matérielle doive inéluctablement restreindre les capacités de choix des générations présentes et futures est difficilement conciliable avec le modèle actuel de la démocratie qui, au-delà de ses seules institutions, fonde aussi sa légitimité sur un imaginaire du progrès économique et social. Pour certains, comme Luc Ferry, la perspective que des contraintes environnementales puissent un jour restreindre les libertés humaines suffit à disqualifier les écologies politiques au motif de leur penchant antidémocratique[1]. L'argument est récurrent, et il pointe une véritable tension dans le discours écologiste entre l'attachement à la procédure démocratique d'une part, et la nécessité vitale de résultat écologique d'autre part. Mais il le pointe de manière caricaturale, en confondant indistinctement d'une part les contraintes que les écologistes sont supposés vouloir imposer au nom d'impératifs moraux, et d'autre part celles que la crise écologique est en passe d'imposer par un impératif matériel indépendant de toute volonté politique, au point de frapper d'impuissance toutes les procédures délibératives qui prétendraient aller dans un sens opposé. Pour y voir plus clair, nous allons d'abord faire un nouveau détour par le courant de la *green political theory*, où la tension entre procédure démocratique et principe de réalité écologique a déjà fait l'objet de discussions avancées depuis au moins une vingtaine d'années. Puis, en nous appuyant sur les travaux de Bruno Villalba appliquant la notion de *« délai »* (au sens de Günther Anders) à la crise écologique contemporaine, nous tâcherons de prolonger ces réflexions en montrant que le principe de réalité écologique ne s'oppose peut-être pas tant au *principe* démocratique, en tant que tel, qu'au *projet* démocratique tel qu'il a existé depuis plus d'un siècle – c'est-à-dire un projet implicitement *exemptionnaliste* (selon le terme utilisé par les sociologues Catton et Dunlap), mais auquel pourrait succéder un projet de démocratie *écologiquement insérée* (en référence aux relations d'insertion de René Passet).

2.1 Regards de la green political theory sur les dilemmes écolo-démocrates

Depuis son émergence au début des années 1990, le courant de la *green political theory* a suscité de nombreuses contributions visant à clarifier la relation – parfois ambiguë – de la

[1] Luc Ferry, 1992, *op. cit.*

pensée écologiste avec le régime démocratique. Dans un article de 2002 visant à faire le point sur ces controverses où s'entremêlent théorisations et propositions politiques, le politiste John Barry montre que si l'accusation est fréquente, en revanche les francs plaidoyers en faveur des solutions *« éco-autoritaires »* sont extrêmement rares[1]. Il y a effectivement quelques auteurs emblématiques qui ont explicitement mis en doute la capacité et la volonté des démocraties à mettre en œuvre des politiques environnementales à la hauteur de la situation : ce sont surtout l'écologue Garrett Hardin, l'économiste Robert Heilbroner ou le politiste William Ophuls qui entrent dans cette catégorie[2]. Selon Barry, leurs arguments sont de deux sortes : d'abord, les régimes démocratiques modernes seraient intrinsèquement liés par la nécessité de favoriser la croissance, fatalement destructrice de l'environnement, sans quoi ils perdraient presque toute légitimité aux yeux de la population ; et ensuite, les problèmes écologiques contemporains seraient d'une telle complexité qu'ils seraient hors de portée des citoyens ordinaires, au point que seule une élite éclairée serait apte à comprendre et à imposer les décisions impopulaires, mais nécessaires, qui s'imposent au nom de la survie collective. Barry constate cependant que la sociologie des mobilisations environnementalistes a généralement démontré que ces thèses étaient très peu reprises dans les milieux militants… et qu'au contraire les écologistes tendent plutôt à se défier de l'arbitraire autoritaire, et à promouvoir des valeurs démocratiques comme la participation, la transparence, l'égalité, l'autonomie, l'équilibre des pouvoirs, etc. En bref, il y aurait un décalage entre, d'une part, un petit nombre d'auteurs effectivement sceptiques à l'égard de la démocratie mais dont on surestime sans doute l'audience, et d'autre part, la réalité des mobilisations et des politiques vertes telles qu'on peut empiriquement les observer.

Cela étant, les controverses relatives au degré de conciliation possible entre le régime démocratique et l'impératif écologique ne sont pas fixées une fois pour toute : elles évoluent aussi avec le temps, à mesure que penseurs et militants reconsidèrent leurs pratiques et leurs idées en fonction de l'évolution du contexte politique et scientifique. Or, au cours des années 2000, trois phénomènes majeurs ont quelque peu changé la donne : d'abord, les diagnostics scientifiques ouvertement alarmistes se sont multipliés, du GIEC à l'ASPO, pour avertir que des seuils d'irréversibilité, d'emballement ou de basculement étaient en passe d'être atteints ; ensuite, les efforts politiques liés au développement durable ne sont pas parvenus à initier un changement décisif en la matière ; enfin, des mouvements catastrophistes ont émergé autour

---

[1] John Barry, entrée « Democracy », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.122-123.
[2] Garrett Hardin, *Living Within Limits: Ecology, Economics and Population Taboos*, Oxford, Oxford University Press, 1993 ; Robert L. Heilbroner, 1974, *op. cit.* ; William Ophuls et A. Stephen Boyan, Jr., 1992 (1977), *op. cit.*

des mots d'ordre de décroissance et de transition, qui se fondent sur ce constat pour anticiper que les sociétés ne changeront probablement pas avant de faire l'expérience de catastrophes s'imposant à elles. Il y a là une forme nouvelle de défiance, ou du moins de scepticisme à l'égard des régimes démocratiques existants, qui ne recoupe pas exactement les deux familles d'arguments résumées par John Barry, et qu'il faut donc expliciter. C'est une interrogation engagée, mais à portée théorique, qui ne cherche pas à disqualifier le *principe* démocratique pour mieux prôner l'autoritarisme, mais qui consiste plutôt à anticiper la mort matériellement contrainte du *projet* démocratique tel qu'il existe aujourd'hui (c'est-à-dire fondé sur le partage équitable de richesses croissantes), pour se demander ce que pourrait être un nouveau projet démocratique, fondé sur la sobriété collective dans un monde en décroissance.

Peut-être cette interrogation n'est-elle pas entièrement nouvelle. En effet, selon Andrew Dobson, il n'est pas impossible que les propos des auteurs présumés *« éco-autoritaires »* aient été partiellement sur-interprétés à force d'être abusivement tronqués et re-mentionnés article après article : si l'on revient aux textes d'origine, affirme-t-il, *« Even the vilains if this piece, such as Heilbroner and Ophuls, were never as clear in their rejection of democratic procedures as their detractors have claimed »*[1]. Reprenant notamment le livre emblématique de William Ophuls, Dobson démontre que celui-ci ne *réclame* jamais franchement l'abandon des procédures démocratiques, mais qu'il s'inquiète plutôt de leur incapacité à rompre avec la poursuite de l'abondance, et qu'il *pressent* que l'inévitable avènement des pénuries conduirait sans doute à délégitimer les régimes démocratiques et à favoriser des dérives autoritaires. Il est vrai qu'Ophuls en concluait qu'il serait sans doute préférable d'aller dès aujourd'hui vers un État plus fort, voire plus autoritaire ; mais il insistait également sur le fait que cette autorité devait elle-même être *contenue* par des contre-pouvoirs, et que le respect de l'environnement ne nécessitait évidemment pas de remettre en cause *toutes* les libertés individuelles :

> *« As the community and its rights are given increasing social priority, we shall move from liberty toward authority, for the community will have to be able to enforce its demands on individuals. This prospect may seem alarming, but the historical record does not justify the fear that any concession of political rights to the community must lead to the total subjugation of the individual by an all-powerful state. There is no reason why authority could not be made strong enough to maintain a steady-state society and yet be limited. »*[2]

---

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.106.
[2] William Ophuls et A. Stephen Boyan, Jr., 1992 (1977), *op. cit.*, p.285-286.

Andrew Dobson en conclut que même s'il n'est pas un fervent démocrate, Ophuls n'est pas pour autant la caricature d'éco-autoritariste à laquelle on l'a parfois réduit. En fait, ses propos sont peut-être moins incompatibles avec la démocratie qu'avec l'individualisme libéral aujourd'hui présent dans nos sociétés démocratiques[1]. Il ne s'agit de suspendre ni les libertés individuelles, ni les procédures démocratiques, mais plutôt de réfléchir aux dispositifs qui permettraient de les subordonner à un *« impératif de survie collective »* intrinsèquement non-négociable, parce que prédéterminant tout et profitant à tous. On peut alors se demander si ces propositions ne se rapprochent finalement pas – sans évidemment prétendre les assimiler les unes aux autres – de celles faites par Bourg et Whiteside, quand ils imaginent qu'un contre-pouvoir incarnant les intérêts du long-terme pourrait opposer son veto aux décisions que les générations présentes prétendraient prendre à leur encontre. L'enjeu est de déterminer quelles sont la nature et l'amplitude des garde-fous *« autoritaires »* qu'il serait nécessaire d'instituer pour garantir les droits de l'avenir, ou la survie collective, ce qui revient à peu près au même : pour Bourg et Whiteside, un contre-pouvoir institutionnel suffit, mais pour Ophuls, il faudrait sans doute aller plus loin et subordonner le pouvoir central à des orientations scientifiquement argumentées. Cette dernière position rejoint celle de David Shearman et Joseph Wayne Smith, auteurs d'un ouvrage prenant acte de l'impuissance des régimes démocratiques à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et plaident donc pour un régime scientifiquement éclairé :

> *« We discuss a Platonic form of authoritarianism based upon the rule of scientific experts. […] We are critics, on ecological grounds, of the capitalist economic system and existing authoritarian systems. We argue that even the allegedly more environmentally preferable liberal democratic societies fail to provide humanity with ecologically sustainable structures. We accept that mention of authoritarian government will horrify the reader with visions of dictators who have strutted during the past centuries, but we remind that many have been elected under democratic systems. »*[2]

Cette question de l'*« impératif de survie »*, ou de l'*« impératif vert »*, est celle à laquelle se sont heurtées la plupart des tentatives d'écologisation des régimes démocratiques. Dans son livre *Green Political Theory*, qui fut en 1992 l'un des ouvrages fondateurs du courant du même nom, Robert Goodin exposait sa thèse selon laquelle l'écologisme se fonderait à la fois sur une *« théorie verte de la valeur »* (qui définit quels objectifs fondamentaux poursuivre) et sur une *« théorie verte de l'agencement »* (qui dit comment les poursuivre)… mais qu'en

---

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p106.
[2] David Shearman et Joseph Wayne Smith, *The Climate Change Challenge and the Failure of Democracy*, Westport-London, Praeger, 2007, p.2.

réalité, étant donné que la construction logique de l'écologisme qui recherche avant tout à éviter une forme d'apocalypse écologique, la théorie de la valeur *primait* sur la théorie de l'agencement[1]. Ainsi que le commente Andrew Dobson, cela revenait à suggérer que l'écologisme était plus *« conséquentialiste »* que *« procéduraliste »* dans sa manière de distinguer les *« bonnes »* des *« mauvaises »* décisions[2]. Or la démocratie étant très souvent perçue comme un attachement à des procédures, il devenait tentant d'en conclure que le *« conséquentialisme »* de l'écologisme (une décision est juste *si et seulement si* elle enraye effectivement la crise écologique) et le *« procéduralisme »* du régime démocratique (une décision est juste *si et seulement si* elle respecte la procédure démocratique) étaient logiquement inconciliables. Toutefois les disputes théoriques n'en sont pas restées là, et au cours des années 2000, au moins trois pistes se sont dégagées qui permettent de surmonter cette opposition, non pas infondée – puisqu'elle pointe une vraie tension entre les exigences de la procédure et celles du résultat – mais sans doute un peu trop schématique.

Première piste, la relativisation de l'incompatibilité entre conséquentialisme écologiste et procéduralisme démocratique. En effet, Andrew Dobson continue son commentaire de la thèse de Goodin en remarquant que l'opposition peut sembler juste sur le plan de la logique pure, elle s'estompe dans la réalité empirique : *« This is to say that consequences matter for democracy and procedures are important for greens »*[3]. En effet, explique-t-il, les écologistes se soucient des procédures parce que beaucoup des problèmes environnementaux qui les inquiètent les amènent, sur le terrain, à lutter contre des intérêts puissants, étatiques ou privés, qui seraient vraisemblablement les premiers bénéficiaires d'un déclin des procédures démocratiques – en bref, la procédure démocratique leur paraît plus écologiquement favorable que la faiblesse des garanties procédurales propre aux régimes autoritaires. Et en miroir, il est abusif de réduire la démocratie à sa simple dimension procédurière, car elle se fonde aussi sur un projet démocratique, ne serait-ce que par son attachement à l'égalité des citoyens : elle est donc aussi conséquentialiste, dans la mesure où elle poursuit une quête, un idéal démocratique dont elle ne saurait se détourner, même en respectant les procédures, sans être accusée de se trahir elle-même. Dès lors, le dilemme écolo-démocrate perd de sa consistance, il devient même envisageable d'œuvrer à la convergence des procéduralismes et des conséquentialismes de l'écologisme et de la démocratie.

---

[1] Robert Goodin, 1992, *op. cit.*
[2] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p108.
[3] *Ibid.*, p.108.

Deuxième piste, les travaux plus récents sur l'idée de *« politiques environnementales du sacrifice »*. Selon les politistes états-uniens Michael Maniates et John Meyer, la rhétorique de l'*« impératif vert »* renvoie immanquablement à celle du *« sacrifice »*, qu'ils comparent à un sparadrap collant dont on ne saurait se débarrasser. L'ampleur des problèmes écologiques, notamment à long terme, devrait imposer des sacrifices immédiats que les populations et les élus sont trop égoïstes pour consentir. Pris sous cet angle, le problème ne peut mener qu'à la conclusion logique que les processus démocratiques sont fondamentalement impuissants face à la crise écologique globale : *« If we accept this perspective, then it seems that the only remaining possibilities are a catastrophic event that would shock people into action or the rise of informed experts capable of imposing sacrifice on us before it's too late »*[1]. Mais selon les deux auteurs, cette approche est biaisée pour deux raisons : d'abord, elle suppose que les sacrifices sont inexistants dans les sociétés démocratiques contemporaines, ce qui est faux ; et ensuite, elle réduit l'éventuelle écologisation de la société à sa seule dimension sacrificielle, ce qui est trop réducteur. Quand il est affirmé qu'un consentement au sacrifice est improbable, on renvoie implicitement à une conception romantique du sacrifice, héroïque et désintéressé, et effectivement ce comportement peut paraître relativement rare, en démocratie comme sous d'autres régimes… mais Maniates et Meyer arguent qu'en réalité, un grand nombre de choix individuels ou collectifs incluent une part de sacrifice, y compris en démocratie : une société consent à sacrifier une part de son pouvoir d'achat immédiat pour assurer le financement futur de ses retraites, par exemple. Le sacrifice apparaît alors omniprésent dans le fonctionnement de nos régimes démocratiques, bien qu'il y soit généralement présenté et vécu selon d'autres catégories cognitives – le choix, l'investissement, la garantie, la sécurité, l'assurance, etc. Dès lors, il devient possible de pointer l'ensemble des sacrifices qui sont implicitement consentis aujourd'hui pour prolonger de quelques années notre abondance énergétique et matérielle : sacrifice de la stabilité climatique, de l'autonomie et de la sécurité que conférait la sobriété énergétique, sacrifice de l'idéal d'égalité, sacrifice du temps consacré aux transports, etc. Et à l'inverse, l'écologisation de la société ne peut pas être réduite à sa dimension sacrificielle, car elle permettrait de retrouver une part de ce qui est aujourd'hui sacrifié au nom de la poursuite de l'abondance. Les auteurs en concluent qu'il nous faut d'abord nous extraire de l'impasse théorique et politique qui postule que *« les générations présentes devraient se sacrifier pour les générations futures mais n'y consentiront jamais de leur plein gré »*, et réengager plutôt le

[1] Michael Maniates et John M. Meyer, « Must we sacrifice? Confronting the politics of sacrifice in an ecologically full world », *in* Michael Maniates et John M. Meyer (dir.), *The Environmental Politics of Sacrifice*, Cambridge-London, MIT Press, 2010, p.1.

débat théorique et politique sur une nouvelle base, en explicitant clairement ce que le projet d'abondance matérielle sacrifie aujourd'hui, et ce qu'un projet d'écologisation sacrifierait en comparaison. Cela permet de resituer le caractère nécessairement imparfait du choix, qui doit toujours sacrifier l'option non-choisie ; mais cela permet surtout de resituer la construction démocratique de l'intérêt général dans *un contexte de finitude des possibles* : résoudre la crise écologique et poursuivre l'abondance ne sont vraisemblablement pas des options conciliables. Il y a, dans cette affirmation, la reconnaissance d'une contrainte matérielle non-négociable, mais ce constat permet paradoxalement de *ré-ouvrir un espace délibératif* où la communauté démocratique devra décider de ce qu'elle sacrifie, sachant qu'elle ne pourra pas tout avoir.

Reste la troisième piste, celle ouverte par l'émergence des réseaux catastrophistes dans les années 2000. L'idée de l'opposition entre conséquentialisme écologiste et procéduralisme démocratique a principalement été inspirée par des problèmes environnementaux dont les conséquences se manifesteraient à long terme – le réchauffement climatique, par exemple, où l'on considère généralement que les générations présentes *ont encore le choix* de léguer aux générations futures un climat vivable ou non. Le conséquentialisme écologiste juge prioritaire le résultat à atteindre (il *faut* que nous léguions un climat vivable), quand le procéduralisme démocratique insiste plutôt sur le respect des processus décisionnels (il *faut* que la procédure démocratique soit respectée, quelle que soit la décision souveraine qui en sortira). Entre les deux s'intercalent des propositions comme celles de Bourg et Whiteside, qui ambitionnent de réduire cette dichotomie en faisant évoluer les procédures dans un sens plus conséquentialiste (il *faut* respecter la procédure démocratique, mais il *faut* que celle-ci évolue pour assurer qu'il n'en sortira pas la décision de sacrifier le climat). Mais l'approche des mouvements pour la décroissance et pour la transition n'est pas exactement celle-là, parce qu'ils mettent davantage l'accent sur le fait qu'à leurs yeux, le pic mondial du pétrole conventionnel a *déjà* été atteint, qu'il sera *à court terme* suivi du pic de tous les liquides et du pic des ressources, et que les ruptures catastrophiques imposent *déjà* des sacrifices accrus aux générations présentes. La particularité de ces mouvements par rapport aux controverses que nous venons de voir, c'est qu'ils se distinguent par l'importance qu'ils accordent aux trois contractions catastrophiques : contraction temporelle, quand ils affirment que les dégâts de la crise écologique seront pour les générations présentes avant de l'être pour les générations futures ; contraction matérielle, quand ils estiment que la raréfaction des matières et des énergies va s'imposer comme le nouveau cadre non-négociable dans lequel devront désormais s'insérer nos projets politiques ; contraction démocratique, enfin, quand ils en déduisent que la prolongation de l'abondance

matérielle qui sous-tend aujourd'hui le projet démocratique n'est plus une option. Pour eux, la fin de l'abondance est de moins en moins un sacrifice qu'il faudrait moralement consentir du fait de ses conséquences à long terme ; mais de plus en plus un contexte matériel qui imposera à court terme aux générations présentes de radicalement *recentrer* le projet démocratique sur quelques priorités matérielles, en rompant notamment avec l'idéal d'abondance, sous peine de voir la pression des faits finir de disloquer les communautés démocratiques existantes.

En affirmant dans le champ politique ces idées à ambition théorique, les mouvements de la décroissance et de la transition incarnent une tentative originale de reconsidération des dilemmes écolos-démocrates. La question du long terme se pose toujours, mais en étant de plus en plus concurrencée par la pression du court terme qui n'est qu'une autre face du même problème. La pensée catastrophiste contemporaine considère qu'il est trop tard pour vraiment anticiper le basculement du pic pétrolier mondial : d'une certaine manière, sur ce problème-là, le dilemme entre conséquentialisme et procéduralisme cède le pas à la gestion en urgence des conséquences d'un défaut de conséquentialisme dans le passé (quand il avait été choisi de poursuivre la croissance de la consommation énergétique malgré l'avertissement des premiers chocs pétroliers). Aujourd'hui que la parenthèse historique de l'abondance commence à se refermer, ils ne rejettent pas le *principe* démocratique en tant que tel, mais ils s'intéressent au *cadrage temporel et matériel* dans lequel un nouveau projet de société pourrait être conçu. Ainsi compris, le projet démocratique des réseaux catastrophistes n'est plus très éloigné des propositions d'un Tim Jackson qui, dans son essai *Prospérité sans croissance* paru en 2010, pose d'abord le constat que la croissance n'est matériellement plus possible, pour ensuite se demander ce qui la rendait souhaitable, et pour finalement proposer une autre conception de la prospérité *insérable* dans un monde sans croissance, dont le fondement n'est plus la poursuite de l'abondance matérielle, mais plutôt la garantie des droits fondamentaux et de l'autonomie des individus[1]. Les mouvements catastrophistes ne font que radicaliser ce genre de réflexion, en réfléchissant non pas dans le contexte d'un monde sans croissance, mais dans celui d'un monde en décroissance. Il nous reste à identifier un cadre théorique qui nous permettrait de situer cette pensée militante en expliquant son caractère dissonant dans le champ politique : nous allons pour cela nous appuyer sur les travaux de Bruno Villalba sur la notion de *« délai »* qu'il emprunte à Günther Anders, laquelle permet à la fois de comprendre le détachement des réseaux catastrophistes à l'égard du projet démocratique visant une maximisation perpétuelle

[1] Tim Jackson, 2010 (2009), *op. cit.*

de l'abondance, et leur prétention à ouvrir un espace délibératif où pourrait être mis en débat un projet démocratique *recentré*, sobre et convivial, *inséré* dans son contexte écologique.

2.2 Une proposition théorique émergente : le délai plutôt que la durée

Pour situer ses propositions d'ingénierie institutionnelle dans les discussions théoriques existantes, Dominique Bourg a proposé une classification établissant cinq approches politico-théoriques distinctes par lesquelles on peut envisager le problème que la crise écologique pose aux démocraties modernes[1]. La première consiste à disqualifier les démocraties libérales, au motif qu'elles seraient essentiellement incapables de consentir volontairement les sacrifices nécessaires, et qu'il serait donc préférable de leur substituer ou de leur adjoindre une forme de gouvernement par des élites éclairées – ce serait la position d'auteurs comme Heilbroner ou Jonas, encore que nous avons vu que les auteurs *« éco-autoritaires »* sont rarement univoques à ce sujet. La deuxième revient à affirmer qu'il n'est pas vraiment possible de savoir comment une démocratie réagirait à la crise écologique, car nous ne sommes déjà plus en démocratie : c'est la position notamment du journaliste et objecteur de croissance Hervé Kempf, quand il dénonce la dérive oligarchique des régimes aujourd'hui prétendument démocratiques[2]. La troisième prétend étendre les mécanismes représentatifs à des entités qui en sont pour l'instant exclues, et dont la voix feraient contre-poids à celles qui sont aujourd'hui les seules à se voir reconnaître une légitimité citoyenne : c'est par exemple la proposition de projets comme celui du *« Parlement des choses »* de Bruno Latour, ou celui de la *« démocratie des affectés »* de Robyn Eckersley, qui pourraient intégrer aux organes représentatifs certains non-humains, ou les générations futures[3]. La quatrième posture est celle de Bourg lui-même : il s'agit, plutôt que d'étendre l'assiette des voix représentées, d'adjoindre aux organes représentatifs d'autres institutions qui seraient plus aptes à prendre en compte le long terme, et qui pourraient ainsi les éclairer de l'extérieur. La cinquième approche, enfin, revient à considérer qu'il est déjà en partie trop tard pour anticiper la rupture catastrophique, qu'il y a maintenant un risque majeur d'effondrement institutionnel, et qu'il convient de refonder un projet démocratique adapté à

---

[1] Dominique Bourg, « Démocratie, long terme et écologie », contribution au colloque *Les Futurs de la démocratie*, Université de Lausanne, 24 février 2012.
URL de la présentation : http://www.youtube.com/watch?v=a-EHsZfARoI (consulté le 11 octobre 2012).
[2] Hervé Kempf, *L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie !*, Paris, Seuil, 2011.
[3] Bruno Latour, 2004 (1999), *op. cit.* ; Robyn Eckersley, « Deliberative democracy, ecological representation and risk: towards a democracy of the affected », *in* Michael Saward (dir.), *Democratic Innovation: Deliberation, Representation and Association*, London-New York, Routledge, 2000, p.117-132.

cette situation socialement et politiquement nouvelle qu'ouvre la fin de l'abondance. C'est la position des réseaux pour la décroissance et la transition dans la sphère militante, à laquelle correspond en théorie politique la notion de *« délai »*, que Bruno Villalba a tenté de distinguer de celle de *« durée »* dans ses travaux sur les conceptions de la temporalité démocratique au temps de la crise écologique globale :

> *« Si on croise le problème climatique (en insistant notamment sur l'imminence des points de rupture et des effets d'emballement) avec la question énergétique (pic pétrolier imminent, déclin inéluctable des matières premières, risques de ruptures d'approvisionnement électrique dès cet hiver…), alors le problème climatique est moins un problème de long terme qu'un problème de compte à rebours, moins un problème de durée qu'un problème de délai. Dès lors, l'enjeu n'est pas tant d'arriver à penser le long terme (puisqu'en fait nous le faisons déjà à travers le prisme du mythe du développement, du progrès technoscientifique ou de la croissance continue), mais plutôt à penser le compte à rebours (comme nous y invite Albert Jacquard) et donc la possibilité de l'inexistence du long terme, la possibilité de "la fin de tout but possible" (Günther Anders). »*[1]

Les origines de la notion de délai se situent dans les travaux du philosophe allemand Günther Anders, suite à l'irruption de la bombe atomique sur la scène ontologique. À partir du moment où la bombe existe, explique-t-il, la perspective d'annihilation de l'humanité devient davantage qu'une simple hypothèse, elle devient un horizon indépassable[2]. La date de 1945 est une rupture définitive dans l'histoire de l'humanité, celle où nous avons basculé d'un temps potentiellement infini vers le *« temps de la fin »*. C'est un basculement irréversible, parce que l'humanité ne désapprendra jamais la bombe atomique. Le délai peut être prolongé au jour le jour, maintenu comme à bout de bras, mais il abolit définitivement toute possibilité d'une quelconque garantie à long terme. Le délai est donc un temps non pas infini, mais *fini*, au-delà duquel il n'y a plus rien : soit l'annihilation survient ; soit l'humanité parvient à se donner les moyens de prolonger encore le délai, mais sans jamais plus pouvoir définitivement s'en échapper. Le pari philosophique d'Anders, dont Jean-Pierre Dupuy s'inspirera quelques décennies plus tard, se fonde sur l'idée que c'est en prenant lucidement acte du délai que nous nous donnerions les meilleures chances d'éviter l'anéantissement. En bref, la reconnaissance du contexte *temporel* et *matériel* inédit dans lequel l'humanité a basculé avec l'irruption de la bombe devrait être un préalable à toute entreprise collective, parce que c'est dans cette réalité

---

[1] Michel Badré, Dominique Bourg, Jean-René Brunetière, Jean Gadrey, Alain Grandjean, Bernard Perret et Bruno Villalba, 2011, *op. cit.*, p.210.
[2] « Le Délai », *in* Günther Anders, 2006 (1981), *op. cit.*, p.247-314.

temporelle et matérielle que s'insèreront désormais toutes les actions humaines. Pour Anders, l'enjeu n'est pas exclusivement moral, puisqu'il s'agit surtout d'éviter la banalisation de cette réalité nouvelle et, en l'évitant, de maximiser les chances de survie de l'humanité – ce qui restera invariablement son objectif premier et non-négociable.

Le travail théorique de Bruno Villalba a consisté à transposer la pensée philosophique de Günther Anders (sur la bombe atomique) à la situation présente, qui voit les démocraties modernes comme prises de court par l'irruption de la crise écologique globale[1]. Selon lui, on peut identifier cinq grandes caractéristiques du délai atomique qui correspondent à des réalités comparables dans le cas de la crise écologique globale. Premièrement, il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais d'une *réalité objective et déjà présente* : la bombe existe matériellement, de même que la crise écologique, dont on sait qu'en dépit des controverses sur les échéances, elle débouchera finalement sur un réchauffement climatique déjà significatif, sur l'épuisement des ressources fossiles, etc. Deuxièmement, le délai n'implique *aucune date fatidique*, et c'est ce qui le distingue des millénarismes qui prétendent révéler la date de l'Apocalypse : la bombe explosera peut-être demain, peut-être jamais, mais d'ici-là sa réalité sera toujours présente ; de même, la catastrophe écologique n'annonce aucune date fixe, mais au mieux des périodes, des repères, et toujours avec une marge d'incertitude… insuffisante cependant pour invalider le cœur du raisonnement. Troisièmement, c'est une réalité inévitablement *angoissante*, et il est vain, voire dangereux de prétendre refouler l'expression de cette angoisse : Anders affirmait que puisqu'il était impossible de comprendre l'ampleur de la menace sans éprouver de peur, alors il fallait, pour ne pas sous-estimer la menace, accepter d'exprimer cette peur dans nos réflexions – non pas une peur panique, mais une peur raisonnante et heuristique, à la manière de Hans Jonas. Effectivement, la crise écologique globale suscite des émotions vives, souvent du domaine de la peur, et qu'il est difficile de refouler hors des délibérations sur le sujet… d'où la proposition sous-jacente du délai consistant à inventer des dispositifs pour autoriser et canaliser l'expression des émotions au sein des processus délibératifs (à l'image des expérimentations délibératives auxquelles procède le réseau de la transition, sur lesquels nous reviendrons dans le prochain chapitre). Quatrièmement, c'est une réalité *non-négociable*, sur lesquels les volontés humaines et les processus délibératifs n'ont guère de prise : la bombe existe désormais irréversiblement, que nous le voulions ou non ; de même, le réchauffement climatique et la déplétion pétrolière échappent, au-delà d'un certain seuil, à toute prétention délibérative, si bien que nous pouvons

seulement en prendre acte. Cinquièmement, enfin, le délai est aussi un processus dynamique de *réduction des choix possibles*, parce qu'il implique des seuils d'irréversibilité : une part de ce qui était politiquement possible avant l'existence de la bombe ne l'était plus après et, en revanche, il faut désormais affecter à la surveillance des arsenaux nucléaires des moyens techniques, économiques et humains non-négligeables ; de même, la raréfaction des énergies fossiles va progressivement réduire la marge de manœuvre économique et matérielle des institutions jusqu'à ce que cette manne géologique soit épuisée (ou que l'ampleur du réchauffement interdise de continuer à y puiser).

Selon Bruno Villalba, la notion de *« délai »* doit être opposée à celle de *« durée »*, qui sous-tend implicitement les conceptions dominantes du temps dans le champ politique, mais aussi en théorie politique[2]. La focalisation de Pierre Rosanvallon sur le temps long fournirait une illustration exemplaire de conceptualisation implicite du temps politique sous la forme d'une durée potentiellement infinie : les conséquences de la crise écologique sont cantonnées dans un avenir lointain, et les générations présentes ont tout au plus des responsabilités vis-à-vis de générations futures dont l'existence semble déjà acquise. Mais pour Villalba, deux biais initiaux rendent cette approche insatisfaisante. Premièrement, le court-termisme supposé des institutions démocratiques n'est peut-être pas aussi évident qu'il y paraît : au contraire, même, le projet démocratique s'est construit conjointement à l'idée de progrès social et technique. Bruno Villalba se fonde ici notamment sur les travaux d'Alain Gras, qui mettent en lumière la manière dont l'expansion technique a colonisé l'imaginaire du progrès humain, si tant est que celui-ci ait jamais existé de manière indépendante[3] ; et sur ceux de Gilbert Rist, qui montrent comment le développement s'est imposé depuis quelques décennies comme un horizon idéal vers lequel les démocraties devraient toujours tendre, quitte à devoir à consentir des sacrifices à court terme, par exemple en matière de cultures traditionnelles[1]. Deuxièmement, il n'est pas raisonnable de réduire la crise écologique à un problème de long terme, si l'on considère que le pic mondial du pétrole conventionnel a déjà été atteint : au contraire, il faudrait produire un effort cognitif et théorique pour nous aider à comprendre que la crise écologique est déjà une réalité présente, en particulier pour les populations déjà rattrapées par le déclassement. Ainsi, la démonstration de Bruno Villalba l'amène à une conclusion opposée à celle de Rosanvallon, et même à affirmer que la cause de notre impuissance démocratique face à la crise écologique

---

[1] Bruno Villalba, 2010, *op. cit.*
[2] Luc Semal et Bruno Villalba, « Obsolescence de la durée et actualité du délai », *Ecorev*, vol. 34, février 2010, p.18-19.
[3] Alain Gras, 2003, *op. cit.* ; Alain Gras, 2007, *op. cit.*

« relève de la cécité *et non plus de la* myopie *»*[2]. Les démocraties ne sont pas myopes : au contraire, elles s'accrochent à une mystique du progrès et du développement qui leur promet que tout ira en s'améliorant, en dépit des secousses à court terme. Mais elles sont aveugles par leur incapacité à voir les causes écologiques de leurs problèmes contemporains, pourtant déjà aujourd'hui sous leurs yeux. Le postulat implicite de la *« durée »* ne permettant pas de saisir ces phénomènes de manière satisfaisante, Bruno Villalba propose de consolider la notion de *« délai »* pour en faire un cadre théorique aidant à penser la temporalité spécifique de la crise écologique contemporaine.

Adopter le délai pour cadre théorique permet de d'échapper aux impasses analytiques et politiques des dilemmes écolo-démocrates. La durée conduit à rechercher les stratagèmes qui nous inciteraient à sacrifier le présent au nom du long terme, mais sans avoir jusqu'à présent produit de résultats décisifs en ce sens. Le délai, au contraire, prend pour postulat qu'il n'y aura *jamais* de long terme pour les sociétés d'abondance énergétique et matérielle, que leurs jours sont comptés, et que le projet démocratique ne pourra se réinventer que s'il parvient à se penser comme *inscrit* ou *inséré* dans le nouveau contexte temporel et matériel des déplétions qui s'annoncent. En économie déjà, plusieurs auteurs comme Peter Victor au Canada, Tim Jackson au Royaume-Uni ou Jean Gadrey en France, prennent acte de l'improbabilité, voire de l'impossibilité du retour de la croissance, et s'attachent désormais à concevoir des modèles ou des outils analytiques pour comprendre et contrôler ce que pourrait être une économie sans croissance[3]. Tous trois en viennent logiquement à travailler sur des notions qui les amènent à la marge de la science politique, comme la prospérité, la justice, l'égalité, la solidarité, etc. Ils pressentent la difficulté *politique* que pose déjà la question d'une transition matériellement contrainte vers une économie sans croissance, et leurs travaux font bien ressortir l'idée que le système démocratique lui-même va devoir faire sa propre transition, pour devenir un *projet démocratique sans croissance* – voire un *projet démocratique en décroissance*, chose à peu près inexistante à ce jour. Le délai constitue une piste théorique pour entamer ce travail dans le champ de la science politique, en prenant pour point fixe de la réflexion non pas un avenir qui imposerait des sacrifices dès aujourd'hui, mais le basculement présent qui nous contraint matériellement à repenser notre projet démocratique dans un temps et un monde finis.

---

[1] Gilbert Rist, 2007 (1997), *op. cit.*

[2] Michel Badré, Dominique Bourg, Jean-René Brunetière, Jean Gadrey, Alain Grandjean, Bernard Perret et Bruno Villalba, 2011, *op. cit.*, p.209.

[3] Peter Victor, *Managing Without Growth: Slower by Design not Disaster*, Cheltenham, Edward Elgar, 2008 ; Tim Jackson, 2010 (2009), *op. cit.* ; Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les Petits matins-Alternatives économiques, 2010.

En écho au pari philosophique de Günther Anders, la formulation de l'hypothèse du délai en science politique contient une part de pari : paradoxalement, prendre acte du fait que des contraintes temporelles et matérielles *non-négociables* s'imposent aux démocraties peut aider celles-ci non seulement à s'échapper de leur projet d'abondance qui n'est plus viable, mais aussi à *ré-ouvrir des espaces délibératifs* plus en phase avec les réalités matérielles et temporelles. Considérons un cas pratique, celui du pétrole, qui est à l'origine des mouvements contemporains pour la décroissance et la transition : si ses quantités sont présumées *infinies*, ou du moins traitées comme telles, il n'y a pas matière à délibérer de la légitimité des usages qui en sont faits. Mais en revanche, si l'on explicite qu'il s'agit de ressources *finies*, et même déjà en voie de raréfaction, alors il devient justifié d'en délibérer. Cette idée a par exemple été avancée par le philosophe et objecteur de croissance Albert Jacquard (auquel Bruno Villalba faisait d'ailleurs référence, dans la citation où il expliquait la notion de délai) :

> *« La seule attitude sage est de faire l'inventaire des richesses de notre planète et de décider sur quelle durée nous admettons de les épuiser. […] Ce cadeau de la nature nous est offert une fois pour toutes, il ne sera pas renouvelé. Avant de le dilapider, il serait raisonnable de réfléchir un peu pour le réserver aux emplois les plus judicieux. Mais, comme des enfants insouciants à qui on offre un magnifique cerf-volant en papier et qui s'amusent à le mettre en flammes, nous nous sommes précipités sur l'usage le plus immédiatement utile du pétrole ; nous le brûlons. De ces substances subtilement élaborées au cours des temps géologiques, nous récupérons ce qu'elles ont de moins intéressant : leur énergie. On pourrait aussi, en brûlant le* Portrait du docteur Gachet *ou les* Tournesols*, récupérer un peu d'énergie, le scandale serait du même ordre. »*[1]

La résonance est forte avec les travaux des économistes qui, à l'instar de Tim Jackson, *insèrent* leurs modèles économiques dans un contexte matériel interdisant la croissance. Mais alors que Jackson semble encore évoquer la *stabilisation* économique de sociétés mâtures qui n'auraient *plus besoin* de croître, Albert Jacquard va plus loin en insistant davantage sur le fait qu'une parenthèse historique se refermera avec la fin du pétrole : ce n'est pas de stabilisation dont il est question chez lui, mais plutôt de la fin d'un stock irremplaçable. Le cadre théorique du délai permet de poser un *cadrage temporel et matériel* au sein duquel il devient possible de délibérer des meilleurs usages auxquels il convient de réserver les énergies fossiles qu'il reste (contraction matérielle) et pendant qu'il en reste (contraction temporelle). Cette perspective a des équivalents en économie, par exemple les travaux du britannique Thomas Princen, qui

[1] Albert Jacquard, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, 1991, p.148-149.

considère que sa discipline a fait fausse route en se concentrant d'abord sur la *« production »*, alors qu'elle aurait dû partir de la *« consommation de ressources finies »* qui est à la base de la plupart des processus productifs contemporains : selon lui, ce renversement épistémologique permettrait de mieux rendre compte de la manière dont les processus économiques s'insèrent dans un monde de finitudes matérielles et temporelles, où toutes les ressources fossiles sont vouées à *« se dégrader »* inéluctablement, avec pour seule fin possible l'épuisement définitif[1]. Il ne faudrait pas sur-interpréter la pensée de Princen, mais il semble tout de même que cette approche fasse écho à la manière dont la notion de délai, en science politique, insiste sur la nécessité de comprendre comment les pensées politiques contemporaines *s'insèrent* dans une finitude temporelle et matérielle, en prenant pour point fixe de leur engagement le moment où une ressource fossile emblématique commence à manquer.

Au cours de ce chapitre, nous avons dû nous éloigner un peu du terrain proprement dit, afin de poser quelques jalons théoriques permettant de mieux situer la pensée politique des réseaux pour la décroissance et pour la transition. Pourtant, nous n'en étions jamais très loin : ainsi, un auteur comme Dominique Bourg qui, après avoir été l'un des théoriciens francophones du projet politique de développement durable, a évolué jusqu'à travailler sinon à la décroissance, du moins à une société sans croissance, n'est pas complètement étranger aux réseaux des penseurs et des universitaires travaillant sur les perspectives de décroissance – il a d'ailleurs contribué à la revue *Entropia* en 2007, portant un regard sceptique, mais non hostile sur les théories de la décroissance[2]. Bruno Villalba théorise la notion de délai en se fondant sur les écrits d'Anders, que citent abondamment les penseurs de la décroissance, ainsi que sur ceux de Jacquard, lui-même objecteur de croissance et très apprécié dans ces milieux : l'objecteur de croissance lillois Bertrand, qui était l'un de nos principaux contacts dans les milieux lillois de la décroissance au cours de notre enquête, nous l'avait décrit à plusieurs reprises comme *« son auteur préféré »*[3] ; et plus d'une demi-douzaine d'objecteurs de croissance revendiqués étaient venus assister à une conférence donnée par le philosophe le 12 mars 2008, à l'IEP de Lille[4]. Côté anglophone, des auteurs comme Tim Jackson ou Peter Victor participent à des événements scientifiques tels que les colloques internationaux de

---

[1] Thomas Princen, « Consumption and its externalities: where economy meets ecology », *in* Tim Jackson (dir.), *The Earthscan Reader in Sustainable Consumption*, London-Sterling, Earthscan, 2006, p.50-66.
[2] Dominique Bourg, « Le défi de la dématérialisation », *Entropia*, vol. 3, automne 2007, p.19-30.
[3] Propos recueillis lors d'un entretien avec Bertrand, à son domicile lillois, le 12 octobre 2009.
[4] Résumé d'une observation participante, à l'occasion de cette conférence à laquelle nous avons retrouvé des objecteurs de croissance lillois (notamment Bertrand et Marine), le 12 mars 2008, à l'IEP de Lille.

Research and Degrowth[1] ; et ils contribuent régulièrement aux travaux scientifiques de la *New Economics Foundation*, le *think tank* londonien très proche des réseaux de la transition… En bref, ces controverses ne sont pas nécessairement *produites* par les réseaux catastrophistes qui nous intéressent, mais elles en sont comme le *reflet*, ou comme le *prolongement*, dans une sphère plus scientifique où peuvent davantage s'affirmer l'ambition théorique et la prétention paradigmatique de ces mobilisations émergentes.

Mais nous ne pouvons pas en rester là, et il nous faut maintenant revenir aux pratiques observables dans les groupes militants pour y rechercher une éventuelle *déclinaison politique* de la notion de délai, de manière à vérifier empiriquement l'hypothèse selon laquelle le cadre temporel et matériel du délai permet effectivement de *ré-ouvrir des espaces délibératifs*. Sur le premier point, la chose semble entendue : l'insistance à mettre en garde contre la déplétion imminente des ressources fossiles, et contre la précipitation imminente de ses conséquences économiques et sociales, témoigne de la manière dont les réseaux de la décroissance et de la transition fondent leur engagement sur la conviction partagée que des contraintes matérielles et temporelles sont en train de s'imposer au champ politique – il y aura de moins en moins de pétrole, et un jour il n'y en aura plus du tout. C'est le versant fataliste de la décroissance ou de la transition, perçues comme un destin inéluctable et inaccessible à tout compromis politique, ce qu'Yves Cochet résume en ces termes : *« On peut négocier entre humains, mais on ne peut pas négocier avec des barils de pétrole manquants. […] Vous pouvez discuter avec la géologie, mais elle ne vous écoutera pas ! »*[2] Mais une fois qu'est posé ce cadrage temporel et matériel, alors il est possible de ré-ouvrir un espace délibératif consacré à la ré-invention d'un projet démocratique *insérable* dans ce nouveau contexte environnemental – un projet de vie collective désirable, mais également compatible avec la fin annoncée de l'abondance fossile, qui s'annonce – pour le moins – délicate à gérer. Sans doute les militants ne le diraient-ils pas exactement avec ces mots-là, mais c'est pourtant bien l'idée qui ressort de ces propos tenus par un militant de la transition, dans une réunion de clôture des rencontres annuelles du réseau en juin 2010, devant quelques dizaines d'autres militants qui l'ont approuvé :

> *« Quand je lis des livres sur toutes ces questions, et j'en ai lu plusieurs ces dernières années, j'apprends souvent des choses qui me dépriment pour deux jours, parce que ça me semble clair qu'il y aura un effondrement, même si on ne sait pas trop comment, ça peut être*

[1] Notamment lors du colloque international organisé par le réseau *Research and Degrowth*, en mai 2012, sous le titre « Degrowth in the Americas ». URL : http://montreal.degrowth.org/program_speakers.html (consulté le 11 octobre 2012).

[2] Propos tenus lors de son intervention aux tables rondes organisées par la revue *Entropia*, à Paris, le 4 avril

d'un coup, ça peut être à plusieurs endroits à différents moments, nous ne savons pas. Mais ce que nous devons chercher, c'est ce qui nous rassemblera encore à ce moment-là, et ça c'est la transition. »[1]

Ce militant ne nous a pas semblé s'exprimer comme un *« éco-autoritaire »*. Ses propos ne dénigraient aucunement le principe démocratique. Ils n'appelaient pas non plus à sacrifier les générations présentes dans l'intérêt des générations futures, ou à suspendre les procédures démocratiques au nom d'un impératif de survie. Mais il déduisait de ses lectures et de ses réflexions que le projet démocratique actuel, fondé sur l'abondance, ne parviendrait plus à se maintenir très longtemps – indépendamment de sa volonté, d'ailleurs, puisqu'il trouve cette perspective plutôt angoissante à titre personnel. Il ne prétendait ni avancer une date précise, ni révéler un quelconque scénario des ruptures qui consommeraient cet échec. Mais il anticipait simplement que le projet d'abondance, qui sous-tend aujourd'hui le projet démocratique, allait bientôt être rattrapé par des irréversibilités et des finitudes dont il ne se relèverait pas – non du vivant des éventuelles générations futures, mais de son vivant à lui. Et pourtant c'est bien à partir de ce constat, potentiellement démobilisateur, qu'il justifiait son engagement militant au sein d'un groupe écologiste avec lequel il espérait *préparer* le projet démocratique recentré qui pourrait *s'insérer* dans le contexte qui s'annonce. L'ambiance grave dans laquelle ces propos ont été accueillis suggère qu'ils étaient globalement compris par les quelques dizaines d'autres militants présents, autant que nous pouvions en juger. Par leur assentiment à militer dans ce cadre temporellement et matériellement contraint, ils contribuaient à la *« politisation du temps qu'il reste »*. L'objectif de la dernière partie de notre travail consistera à présenter et analyser les dispositifs et les processus délibératifs que les militants catastrophistes, et surtout ceux de la transition, inventent, ré-inventent ou expérimentent pour tenter de donner corps à cette ambition collective en *préfigurant* un projet démocratique sobre et convivial.

* * *

La *« politisation du temps qu'il reste »* désigne le processus par lequel les réseaux de la décroissance et de la transition élaborent une conception politique du temps où l'avenir du projet démocratique actuel n'est plus conçu comme une durée potentiellement infinie, mais comme un délai au sein duquel les années sont désormais comptées. Les militants ne cessent

---

2009, à l'Université Descartes, à l'occasion de la parution du 6ème volume de la revue.

[1] Propos tenus par un militant de la transition, au cours d'une réunion de conclusion des rencontres annuelles du *Transition Network*, devant quelques dizaines d'autres militants, le 14 juin 2010, à Newton Abbot (Devon).

pas de se soucier du long terme et des générations futures, mais ils ne font pas de ce souci le cœur de leur engagement. Pour eux, la crise écologique globale ne se réduit pas à un problème pour les générations futures, parce qu'elle est en passe de se précipiter en un basculement catastrophique vers un monde en décroissance, du vivant des générations présentes. Le temps n'est pas infini avant ce basculement, de même qu'il n'est pas infini avant la fin définitive du pétrole, des autres énergies fossiles, des minerais, de l'emballement climatique, etc. Ce sont autant de contraintes non-négociables qui pèsent de plus en plus, de manière convergente, sur le projet démocratique actuel, tacitement sous-tendu par des idéaux d'abondance, de progrès et de développement… rendus improbables par les pénuries cumulatives qu'annonce le pic des ressources. Ainsi, au sein du projet démocratique fondé sur l'abondance, les contractions temporelles et matérielles débouchent nécessairement sur une contraction démocratique. Mais les réseaux catastrophistes font le pari qu'en prenant acte de l'assèchement de l'abondance, il serait possible de ré-ouvrir des espaces délibératifs où faire émerger un projet démocratique *recentré*, tendu vers la sobriété et la convivialité, et donc *insérable* dans les contraintes non-négociables qu'annonce le temps de la fin. Alors que la focalisation sur la durée incite à en appeler aux experts pour intégrer le temps long dans le système démocratique, l'approche par le délai appréhende le problème autrement, en proposant un cadrage temporel et matériel au sein duquel les générations présentes peuvent délibérer de ce qu'il convient de construire collectivement, ou de sauver prioritairement, après la fin de l'abondance. Les deux approches ne sont sans doute pas complètement incompatibles, mais cela nous entraînerait trop loin de notre sujet. Pour l'heure, nous allons en revenir au terrain, et plus précisément aux dispositifs et aux processus délibératifs qu'expérimentent les réseaux catastrophistes contemporains pour tenter de préfigurer ce que pourraient signifier un projet et une pratique démocratiques conçus pour s'insérer dans le temps de la fin.

Conclusion de la deuxième partie

Ces quatre chapitres ont mis en lumière l'importance des correspondances à l'œuvre au sein des processus de politisation de la pensée catastrophiste. Les trajectoires individuelles de transformation ou de conversion s'emboîtent dans un phénomène d'affirmation identitaire qui conduit à une relative distinction des mobilisations catastrophistes au sein des nébuleuses écologistes françaises et britanniques. L'émergence des réseaux catastrophistes elle-même ne peut pas être comprise de manière satisfaisante si elle n'est pas réinsérée dans une évolution politique plus générale, celle qui voit d'un côté croître l'alarmisme des milieux scientifiques qui tendent à valider le risque de basculements majeurs (écosystémiques, énergétiques ou climatiques), et de l'autre des milieux institutionnels qui laissent s'assécher la perspective d'une mise en pratique décisive des espoirs initiaux du développement durable, sur fond de montée en puissance des théories et des politiques de l'adaptation. La politisation de la pensée catastrophiste, des militants et des mouvements qui l'incarnent, doit alors être comprise dans sa dimension *dynamique*, c'est-à-dire comme un processus s'enracinant dans déjà quatre décennies de luttes écologistes et de politiques environnementales… mais aussi comme un processus inachevé, non stabilisé, tendu vers un avenir dont la nature catastrophique semble certaine aux yeux des militants, quoique sans échéance ou scénario précis.

La politisation de la pensée catastrophiste est aussi un phénomène complexe, qui doit à la fois désigner la manière dont des mouvements catastrophistes s'installent durablement dans l'espace politique, et celle dont ils prétendent y défier les conceptions dominantes de l'agenda et de la temporalité politiques. De même que le temps de la catastrophe est essentiellement la *précipitation*, la politisation de la pensée catastrophiste est une tentative d'acclimatation de la précipitation dans un espace politique implicitement continuiste. C'est donc essentiellement un travail de signification sur le temps du politique, par lequel les réseaux de la décroissance et de la transition prétendent concurrencer le récit dominant d'un progrès *lent mais continu* des régimes démocratiques vers une meilleure prise en compte de la crise écologique globale. La pensée catastrophiste se fait pensée politique quand elle amène des militants à *se détacher* de ce récit dominant, et à adapter non pas seulement leurs pratiques sociales, mais aussi leurs pratiques politiques au récit catastrophiste concurrent – selon lequel il n'y a pas de progrès

lent et continu de la prise en considération de la crise écologique globale, mais plutôt une accumulation de preuves que les régimes politiques existants – démocratiques ou non – ne parviennent pas à reprendre le contrôle sur les grands problèmes écologiques au seuil des points de rupture. Si le politique ne peut plus reprendre la main, la perspective qu'il reste est celle de la rupture catastrophique proprement dite, qui contraindra le politique à s'adapter à la fin de l'abondance.

Les politisations catastrophistes ont un amont radicalement pessimiste, qui se traduit à la fois dans la logique sociale de désillusion qui sous-tend les trajectoires individuelles, dans le détachement à l'égard d'un développement durable jugé obsolète, dans la conviction qu'il est trop tard pour éviter les chocs énergétiques et climatiques, dans le renoncement à voir en la lutte électorale un enjeu décisif de l'action politique, etc. Mais elles ont aussi un aval qui n'est pas uniformément sombre, car paradoxalement, l'inéluctabilité de la catastrophe est une manière de *ré-ouvrir un espace pour l'engagement politique* par une hybridation originale des horizons catastrophique et révolutionnaire. En effet, la politisation de la pensée catastrophiste introduit dans l'espace politique des groupes qui usent de toutes les tribunes pour réaffirmer que le *statu quo* ne pourra matériellement plus se maintenir longtemps – dans une rhétorique transcendant la conscience de la petitesse numérique de ces réseaux par leur constance dans la conviction qu'une catastrophe, indépendante de toute volonté politique, mettra bientôt fin à l'abondance. Cette constance à se référer à un agenda catastrophique surdéterminant conduit à une stratégie politique d'*affirmation identitaire* forte, souvent même au mépris des exigences que requerrait l'efficacité organisationnelle à des fins électorales ou institutionnelles. Par un détachement revendiqué vis-à-vis des logiques de pouvoir, par une constance à s'en tenir à un agenda catastrophique décalé par rapport à l'agenda politique, les réseaux de la décroissance et de la transition en viennent à endosser le rôle électoralement incertain, mais politiquement significatif, d'*incarnation allégorique de contraintes temporelles et matérielles*, absolument non-négociables, et en passe de s'imposer au reste du champ politique.

Cette constance à clamer l'imminence inéluctable de contraintes non-négociables n'est aisément concevable ni dans l'espace politique des régimes démocratiques contemporains, ni dans le champ épistémologique de la théorie politique. En nous fondant sur les travaux de la *green political theory*, nous avons montré que la catégorie de l'éco-autoritarisme n'est pas du tout adaptée à l'analyse des réseaux de la décroissance et de la transition. En revanche, l'essor de la pensée politique catastrophiste qu'ils incarnent introduit une dissonance forte entre la volonté de faire durer le projet démocratique d'une part, et l'imminence d'une contraction

matérielle radicale suite au pic des ressources d'autre part. En réalité, les réseaux catastrophistes ne s'opposent pas au *principe* démocratique en tant que tel, mais davantage au *projet* démocratique aujourd'hui existant, qui au-delà des seuls critères institutionnels, ne peut pas véritablement être dissocié d'un imaginaire de l'abondance matérielle et énergétique que rappellent sans cesse les notions de croissance, d'expansion, de progrès, de développement, etc. Le pari des réseaux pour la décroissance et pour la transition, que la notion de délai nous a permis de mieux appréhender, consiste à penser qu'en prenant acte de l'inéluctabilité de la fin du projet de réalisation démocratique par l'abondance, il serait possible de ré-ouvrir des *espaces délibératifs* au sein desquels pourrait être élaboré un projet démocratique *recentré*, fondé sur la convivialité, l'autonomie et la sobriété – un projet démocratique sans croissance, voire en décroissance, mais en tout cas *insérable* dans un contexte écologique en contraction qui ne pourra pas être négocié. La dernière partie de notre travail consistera donc à analyser les pratiques délibératives qu'expérimentent les réseaux catastrophistes contemporains, et par lesquels ils entendent à la fois *préfigurer* et *préparer* la transition des communautés politiques locales vers un monde qui, de gré ou de force, aura rompu avec l'abondance matérielle.

Partie III : Délibérations

La posture catastrophiste, caractérisée par la perspective de discontinuités politiques fortes, débouche sur des *pratiques politiques*. L'idée reçue du catastrophisme comme facteur de défection et de désengagement, récurrente jusque dans les réseaux militants eux-mêmes, se trouve relativisée par l'étude des mobilisations catastrophistes réellement existantes. Au contraire, celles-ci donnent à voir des militants que l'attente de la catastrophe inspire, au point de les faire contribuer à l'élaboration de formes innovantes de participation politique et d'action collective – ou, du moins, de formes qu'ils espèrent innovantes et à la hauteur des catastrophes qu'ils anticipent. Le catastrophisme en politique apparaît donc ici comme un ensemble de pratiques traduisant une volonté d'*incarner activement le verbe catastrophiste* dans le jeu politique, donc sans se contenter d'une posture simplement théorique, qui plus est potentiellement démobilisatrice.

Toutefois, ces pratiques politiques catastrophistes ne sont encore qu'émergentes. Les réseaux peu formalisés et faiblement hiérarchisés dans lesquels elles se déploient n'ont pas vocation à délivrer une orientation figée de la participation politique catastrophiste. Ils constituent plutôt *des espaces de délibération collective* sur ce que pourrait être un projet démocratique prenant véritablement acte du basculement catastrophique dans une ère post-croissance. Les pratiques délibératives des réseaux catastrophistes sont principalement extra-institutionnelles, mais elles constituent néanmoins une forme de *« participation politique »* au sens de Philippe Braud, pour qui cette expression renvoie à *« l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner une influence sur le fonctionnement du système politique »*, y compris les activités qui se situeraient délibérément à l'écart, voire en

opposition avec le jeu politique lui-même[1]. L'objet de cette dernière partie sera de montrer comment les réseaux catastrophistes, en marge des processus électoraux et des formes plutôt conventionnelles de participation politique, cherchent à influer le jeu politique en développant une stratégie fondée sur la construction d'*espaces délibératifs catastrophistes*, principalement extra-institutionnels. Il apparaîtra bientôt que le mouvement de la transition est allé nettement plus loin en ce sens que le mouvement de la décroissance, notamment parce que le réseau des groupes locaux de transition se sont davantage structurés que leur homologues décroissants, parvenant ainsi à rationaliser la *formation* des militants à l'animation de processus délibératifs catastrophistes locaux, au point de générer un début de *professionnalisation* en la matière.

Pour appréhender ces phénomènes, nous nous situerons dans la lignée des nombreux travaux ayant suivi le *« tournant délibératif »* de la théorie démocratique, depuis les années 1980. Ce développement théorique a conduit un nombre croissant d'auteurs à concentrer leur attention sur la manière dont les régimes démocratiques se caractérisaient par une *discussion rationnelle et inclusive*, qui ne se contente pas d'amalgamer les opinions individuelles, mais qui parvient véritablement à faire évoluer les opinions et les valeurs de chacun jusqu'à faire émerger des représentations originales, et surtout non-préexistantes, de l'intérêt général. En France, le tournant délibératif a d'abord été le fait d'auteurs comme Bernard Manin, attachés à définir le rôle des processus délibératifs dans l'émergence d'une volonté générale à l'échelle nationale[2]. Puis, au cours des années 2000 notamment, d'autres travaux ont suivi qui, tout en prolongeant la réflexion théorique sur les vertus démocratiques de la délibération, se sont également intéressés aux pratiques délibératives que certains mouvements sociaux initiaient pour leur fonctionnement interne – en dépit d'inévitables difficultés et incohérences, ainsi que l'expliquait Daniel Mouchard dans son analyse d'un mouvement de chômeurs[3]. Le contexte général semble donc être celui de l'émergence d'une norme nouvelle en la matière, que Loïc Blondiaux et Yves Sintomer ont pu qualifier d'*« impératif délibératif »*, et qui pare la pratique délibérative de fortes vertus démocratiques, au point de sensiblement justifier et de légitimer la multiplication des espaces délibératifs dans le jeu politique[4]. Le tournant théorique vers la

[1] Philippe Braud, 2008, *op. cit.*, p.443.
[2] Bernard Manin, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, vol. 33(1), Paris, Gallimard, 1985, p.72-94.
[3] Daniel Mouchard, « "Politique délibérative" et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p.125-145.
[4] Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p.17-35.

revalorisation des vertus délibératives se prolonge donc par des innovations institutionnelles, mais souvent encore à des stades expérimentaux, telles que les conférences de citoyens[1].

Mais plus précisément, l'analyse des pratiques délibératives catastrophistes se situera dans le prolongement des études que le tournant délibératif a inspiré au courant de la *green political theory*. En effet, parallèlement à son travail de typologie des discours écologistes qui nous a aidé à situer l'origine des discours catastrophistes contemporains, le politiste australien John Dryzek s'est imposé dans les années 2000 comme l'un des spécialistes internationaux de la question délibérative[2]. À la croisée de ces deux champs de recherche, il a alors développé une réflexion originale sur la contribution potentielle de l'idéal délibératif à la conception de procédures et d'institutions démocratiques aidant à l'émergence de décisions écologiquement soutenables[3]. Son argument consiste à montrer que même si les procédures délibératives ne garantissent jamais complètement que les décisions prises seront écologiques, elles semblent néanmoins être *les plus favorables à l'émergence d'une volonté générale soutenable*, parce que c'est la discussion libre et inclusive qui permet de faire entrer dans le jeu politique les intérêts d'acteurs politiquement faibles mais écologiquement déterminants, telles que les générations futures ou les entités non-humaines.

À la suite de John Dryzek, d'autres auteurs du courant de la *green political theory* ont prolongé cette réflexion sur l'intérêt qu'auraient les mouvements écologistes à promouvoir la multiplication des espaces délibératifs pour faire entendre leurs arguments. C'est notamment le cas des deux politistes états-uniens Walter Baber et Robert Bartlett, qui ont montré comment le passage par la délibération peut amener les acteurs à intégrer la nécessité d'aboutir à des décisions écologiquement rationnelles[4]. Mais nous nous intéresserons tout particulièrement aux travaux du politiste britannique Graham Smith, qui s'est également intéressé à la manière dont les mouvements écologistes pouvaient recourir *en interne* aux procédures délibératives quand ils sont eux-mêmes confrontés à des conflits de valeurs problématiques – par exemple, quand un groupe environnementaliste doit se prononcer sur l'opportunité d'un projet de grand champ d'éoliennes qui réduirait la dépendance globale aux

---

[1] Dominique Bourg et Daniel Boy, *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, Paris, Descartes & Cie-Éditions Charles Léopold Mayer, 2005.
[2] John S. Dryzek, « Vers un système délibératif mondial ? », *Participations*, vol. 2(1), 2012, p.167-180.
[3] John S. Dryzek, *Deliberative Democracy and Beyond: Liberals, Critics, Contestations*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2002 (2000), p.140-161.
[4] Walter F. Baber et Robert V. Bartlett, *Deliberative Environmental Politics: Democracy and Ecological Rationality*, Cambridge-London, MIT Press, 2005.

énergies fossiles, mais nuirait à la biodiversité locale[1]. L'argument central de Graham Smith consiste à considérer que face à de tels dilemmes, la *pluralité des valeurs écologistes* fait qu'il peut exister *plusieurs options* également défendables d'un point de vue écologiste… et que dans ce cas, aucune décision ne pouvant être imposée de manière prétendument objective, seule la pratique de la délibération permettra de faire émerger une formulation négociée de l'intérêt général (si possible élargi à l'environnement et aux générations futures). La nécessité de toujours délibérer pour arbitrer entre les divers arguments écologiquement raisonnables, et éventuellement pour faire émerger collectivement des réponses originales, nourrissent encore aujourd'hui un abondant travail théorique autour du concept de *citoyenneté environnementale*, entendue comme une pratique de la citoyenneté tendant à constamment réintroduire dans les pratiques et les délibérations politiques le souci d'un intérêt général élargi à l'environnement et aux générations futures[2].

Les pratiques délibératives expérimentées par les réseaux catastrophistes contemporains permettent de confronter ces récents développements théoriques à la réalité observable sur un terrain constituant un cas-limite. En effet, la perspective d'un basculement rapide vers l'après-croissance constitue un cadrage délibératif problématique, dans la mesure où il impose aux acteurs de prendre en compte, dans leurs processus délibératifs, toute une série de contraintes non-négociables liées à la fin de l'abondance énergétique et matérielle. En d'autres termes, il s'agit d'observer la capacité des réseaux catastrophistes contemporains à *concilier* d'une part le principe délibératif de la discussion libre et inclusive ; et d'autre part leur conviction que le basculement catastrophique en cours est un fait matériel avéré qui échappe à la délibération. Dans les chapitres qui viennent, nous verrons que cette tension est résolue par la structuration d'*espaces délibératifs autonomes*, encadrés par des militants de la transition formés à des méthodes spécifiques d'animation de groupe, et dédiés à la discussion libre et inclusive de ce que pourrait être *un projet territorial insérable dans le contexte de contraction énergétique et économique qui s'annonce*. En externe, les réseaux catastrophistes tentent de faire entendre leur voix en réaffirmant sans cesse l'imminence du basculement catastrophique global ; mais en interne, ils initient un exercice délibératif expérimental par lequel des groupes de militants et d'habitants *entérinent* la réalité du basculement en cours, afin de *déjà* pouvoir délibérer du projet territorial auquel ils aspirent dans le contexte nouveau qui s'annonce. À Totnes, par exemple, cela signifie que le groupe de transition de *continue* à s'adresser à l'ensemble de la

[1] Graham Smith, *Deliberative Democracy and the Environment*, London-New York, Routledge, 2003.
[2] Andrew Dobson et Derek Bell (dir.), 2005, *op. cit.* ; Andrew Dobson et Angel Valencia Sàiz (dir.), 2005, *op.*

société en tentant de convaincre qu'une rupture énergétique est en cours… mais que dans le même temps, il initie des espaces délibératifs autonomes au sein desquels militants, habitants et élus volontaires ont la possibilité de *déjà* délibérer d'un projet souhaitable pour la ville après le pic pétrolier. Or l'observation de ces espaces délibératifs catastrophistes montre que, même quand le contexte général de contraction énergétique et économique fait à peu près consensus entre les acteurs en présence, la formulation du nouveau projet territorial et des modalités pratiques de sa mise en œuvre restent suffisamment indéterminés pour autoriser *plusieurs années de discussions et de délibérations*. Ainsi, en prenant unilatéralement acte de la fin annoncée de l'abondance énergétique, les réseaux catastrophistes ne closent nullement la discussion démocratique. Ils ouvrent au contraire des espaces délibératifs alternatifs, où s'expérimentent d'autres formes de citoyenneté environnementale au temps des catastrophes.

À partir de ce cadre théorique général, les trois chapitres qui viennent vont se focaliser sur trois aspects traditionnellement problématiques dans les théories délibératives, et que les pratiques catastrophistes permettent d'éclairer d'un jour relativement original.

Le premier point problématique est celui de la place des émotions dans les processus délibératifs. Traditionnellement, la théorie démocratique tend à disqualifier toute expression émotionnelle, pour souligner au contraire les vertus de l'argumentation rationnelle en tant que seule forme légitime d'expression dans le champ politique. Cependant, et notamment depuis les années 1990, d'importants travaux ont souligné non seulement l'impossibilité pratique du bannissement des émotions à l'écart du monde politique… mais aussi leur importance capitale pour le bon fonctionnement démocratique, en tant que facteur *nécessaire* à la mobilisation des citoyens. Selon Philippe Braud notamment, les régimes démocratiques tirent leur force de leur aptitude supérieure à gérer, sans les étouffer, les dynamiques émotionnelles qui traversent les sociétés[1]. Nous verrons que les réseaux catastrophistes contemporains sont particulièrement concernés par ce problème, dans la mesure où une délibération ayant pour objet l'adaptation à la fin annoncée de l'abondance énergétique et matérielle suscite *toujours* des réactions de peur qu'il serait illusoire d'espérer bannir hors de l'espace délibératif. Nous nous intéresserons donc aux procédures et aux dispositifs que les mouvements catastrophistes contemporains, et notamment celui de la transition, ont développé pour *canaliser* ces émotions et les intégrer au

---

cit.

[1] Philippe Braud, *Le Jardin des délices démocratiques. Pour une lecture psycho-affective des régimes pluralistes*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1991 ; Isabelle Sommier et Xavier Crettiez (dir.), *Les Dimensions émotionnelles du politique. Chemins de traverse avec Philippe Braud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

processus délibératif, donnant ainsi corps à ce que pourrait être une pratique démocratique de l'*« heuristique de la peur »*. Cela passe notamment par l'attention particulière que ces réseaux accordent aux *« dispositifs de sensibilisation »* (conçus, au sens de Christophe Traïni, pour canaliser l'expression des émotions en direction d'un engagement politique), ainsi qu'à la formation des militants qui sont chargés de mettre en scène ces dispositifs dans les arènes délibératives autonomes.

Le deuxième chapitre se penchera sur le problème de la diversité des formes discursives qui surgissent dans les processus délibératifs réellement existants : les théories délibératives insistent sur l'importance de l'argumentation rationnelle dans le processus décisionnel, mais la pratique délibérative montre plutôt que les acteurs délibérants ne disposent pas toujours d'une maîtrise équivalente de ce registre discursif. Les profanes, notamment, recourent plus volontiers à des registres émotionnels ou narratifs, souvent considérés comme étant déplacés ou illégitimes par les animateurs de la procédure délibérative. Cependant, des travaux récents, notamment ceux de la sociologue états-unienne Francesca Polletta, ont montré que le recours à la *forme narrative* (*storytelling*) pouvait enrichir un processus délibératif s'il était utilisé et canalisé pour faciliter la discussion entre des publics socialement hétérogènes, susceptibles de mieux comprendre par ce biais le point de vue subjectif de leurs interlocuteurs[1]. Dans le cas des délibérations catastrophistes contemporaines, nous verrons que le recours aux récits a été l'une des stratégies développées par les réseaux de la transition pour susciter des *résonances narratives* permettant de réduire les *dissonances cognitives* que la perspective d'une rupture écologique majeure ne manque pas de faire naître, même chez les plus investis des militants. La mise en récit apparaît ainsi comme une étape du processus délibératif catastrophiste, dont l'animation réclame des méthodes d'animation spécifiques que les réseaux de la transition ont contribué à formaliser en organisant la formation de leurs militants. De plus, nous verrons que certains des récits produits de cette manière, à commencer par le *« Plan local de descente énergétique »* de Totnes, ont eu une influence au-delà des seuls réseaux catastrophistes, dans la mesure où ils commencent à inspirer des collectivités territoriales désireuses de renouveler la concertation locale sur les questions environnementales.

Enfin, le troisième chapitre portera sur la question de l'*ancrage territorial* des pratiques délibératives catastrophistes, en insistant notamment sur les difficultés à articuler d'une part l'échelle globale des basculements catastrophiques attendus, et d'autre part l'échelle réduite des réponses que peuvent raisonnablement produire des démarches délibératives locales. En

effet, jusqu'à présent, la *green political theory* a surtout analysé la manière dont les pratiques délibératives permettaient d'intégrer à la discussion le souci d'intérêts extra-territoriaux (par exemple en considérant l'impact des émissions de gaz à effet de serre sur les populations des États insulaires, même si ceux-ci ne participent pas directement à la délibération). Mais le cas des réseaux catastrophistes contemporains modifie sensiblement les termes du problème : ce ne sont plus seulement des *intérêts* globaux qu'il faut intégrer aux délibérations locales, mais surtout des *contraintes* globales inédites, sur lesquelles les acteurs ne pourront avoir aucune prise, à l'image du pic pétrolier global. Nous verrons alors que la montée en puissance du thème de la *« reconstruction de la résilience locale »* dans les délibérations catastrophistes contemporaines illustre un mode spécifique d'articulation entre l'échelle globale des ruptures catastrophiques d'une part, et l'échelle locale des procédures décisionnelles catastrophistes d'autre part. Là encore, le mouvement de la transition se distingue par sa capacité à mettre en scène la territorialisation des conséquences d'une catastrophe énergétique globale… au point d'éveiller l'intérêt de certaines collectivités locales qui, sans endosser l'ensemble du projet territorial catastrophiste, ambitionnent de développer une stratégie locale d'anticipation des éventuelles pénuries énergétiques à venir.

[1] Francesca Polletta, 2006, *op. cit.,* p.82-108.

I- Dispositifs et méthodes pour une pratique politique de l'heuristique de la peur

« Maisie sentit alors passer vraiment sur elle un frisson de terreur, et il lui sembla tout à coup comprendre ce dont elle avait peur. »[1]

Les mouvements catastrophistes contemporains entretiennent une relation ambivalente avec la peur. Certes, il existe un discours institué, fortement répandu dans les réseaux de la décroissance et de la transition, affirmant qu'il est politiquement stérile de se complaire dans l'angoisse ou l'anxiété dans l'attente de la catastrophe globale : les membres de la transition répètent souvent que l'une des forces du mouvement a été de ne pas se limiter à un discours *« doom and gloom »* (glauque et apocalyptique) ; en France, Vincent Cheynet affirme que *« la peur ne construit rien de bon »*[2]. Mais dans le même temps, les observations participantes et les entretiens montrent que la peur fait partie de l'univers quotidien de ces réseaux, parce que la conviction de l'imminence d'une rupture catastrophique n'est pas émotionnellement neutre. Certains militants reconnaissent volontiers avoir peur ; d'autres sont plus discrets sur le sujet, mais se laissent aller à des confidences hors des entretiens ; d'autres encore pensent qu'il faut combattre la peur en cultivant l'espoir… mais aucun des militants que nous avons rencontrés, quand il était interrogé à ce sujet, ne nous a laissé entendre que la perspective du pic pétrolier ou du réchauffement climatique le laissait émotionnellement *indifférent*.

En réalité, les réseaux catastrophistes contemporains ne peuvent pas faire abstraction de la peur que suscitera *nécessairement* leur discours s'il est pris au sérieux jusque dans ces conséquences les plus matérielles – en matière d'alimentation, de chauffage, etc. Même dans le *Manuel de transition*, pourtant décrit par les militants comme un livre enthousiasmant, Rob Hopkins affirme : *« Si vous ne trouvez pas la situation effrayante, c'est que vous n'avez pas encore bien compris »*[1]. Cette phrase est intéressante, car elle condense un problème politique auquel sont confrontés les réseaux pour la décroissance et la transition : parler sérieusement de ruptures catastrophiques imminentes *ne peut pas* être émotionnellement neutre, quelles que soient les précautions prises… et il donc très difficile de légitimer le diagnostic catastrophiste

[1] Henry James, *Ce que savait Maisie*, Paris, Robert Laffont, 1947 (1897), p.369.
[2] Vincent Cheynet, 2008, *op. cit.*, p.138.

au sein d'un registre politique qui tend plutôt à valoriser l'argumentation froide et rationnelle. Mais pour Hopkins, peu importe finalement que la peur soit souhaitable ou non : de toutes façons, elle est un symptôme *inévitable* de la compréhension de la situation présente, et donc une étape *incontournable* du processus délibératif catastrophiste.

L'ambition de ces mouvements à introduire en politique le thème – émotionnellement chargé – de l'imminence d'une rupture catastrophique globale soulève deux questions, l'une sociologique, et l'autre théorique. D'un point de vue sociologique, il faut expliquer comment les militants de la décroissance et de la transition ont appris à gérer l'irruption des émotions négatives dans les processus de mobilisation qu'ils animent : depuis la fin des années 1990, la sociologie des mobilisations a justement fourni un important travail de conceptualisation pour mieux appréhender le rôle des dynamiques émotionnelles dans les parcours militants et les phénomènes de ralliement, sous l'impulsion d'auteurs comme James Jasper, Jeff Goodwin, Francesca Polletta ou Christophe Traïni[2]. En prolongement de ces approches, il sera possible d'identifier la manière dont les mouvements catastrophistes canalisent les émotions politiques par le biais de dispositifs de sensibilisation, dont la maîtrise devient un savoir-faire militant mobilisable jusque dans le cadre de processus délibératifs. Mais d'un point de vue théorique, la politique émotionnelle des réseaux catastrophistes contemporains fait aussi écho aux écrits d'auteurs comme Philippe Braud ou George Marcus[3], qui mettent en doute l'opportunité de la prétention classique à bannir les émotions hors des espaces délibératifs : selon eux, quoique nous en disions, non seulement la vie politique est parcourue de dynamiques émotionnelles, mais en plus certaines de ces émotions contribuent – parfois de manière irremplaçable – au bon fonctionnement des régimes démocratiques. Ils esquissent ainsi une théorie démocratique qui ne dissocierait plus totalement les logiques émotionnelles des logiques décisionnelles, et qui chercherait plus modestement à identifier des dispositifs politiques contribuant à canaliser les dynamiques émotionnelles de la société dans un sens heuristique.

Dans un premier temps, il nous faudra revenir plus précisément sur les développements récents par lesquels la théorie démocratique a initié une réhabilitation du rôle des émotions dans les processus démocratiques, en les confrontant à des propositions philosophiques plus anciennes en faveur d'une éthique décisionnelle s'appuyant sur les vertus heuristiques d'une

---

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.87.
[2] Jeff Goodwin, James M. Jasper et Francesca Polletta (dir.), *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2001 ; Christophe Traïni (dir.), 2009, *op. cit.*
[3] Philippe Braud, 1996, *op. cit.* ; George E. Marcus, *Le Citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 (2002).

peur rationnelle des catastrophes globales. Puis, en nous appuyant sur la sociologie du travail émotionnel des mouvements sociaux, nous verrons que les réseaux catastrophistes pour la décroissance et la transition ont développé des méthodes et des dispositifs qui esquissent une mise en pratique militante de l'heuristique de la peur, répondant à leur besoin stratégique de gérer les réactions d'angoisse que suscitent leurs discours, mais aussi d'optimiser la capacité de ces chocs émotionnels à devenir des chocs moraux justifiant un engagement politique. Et pour finir, nous verrons comment ce travail émotionnel, d'abord expérimenté dans un cadre militant pour nourrir un processus de mobilisation, a connu des prolongements professionnels et institutionnels qui pourraient préfigurer l'introduction de ces méthodes d'accompagnement politique de la peur catastrophiste dans des espaces délibératifs officiels ou autonomes.

1. La réhabilitation partielle des émotions par la théorie démocratique

Depuis les années 1990, de nombreux politistes se sont intéressés au rôle des émotions dans les processus politiques. Leurs travaux ont contribué à changer le regard porté par leur communauté scientifique sur des phénomènes collectifs ou des registres d'expression qui jusqu'alors avaient souvent été assimilés à des dénis de rationalité, et donc à des impuretés du jeu démocratique. Ces avancées théoriques et méthodologiques dans l'étude des dynamiques émotionnelles en politique constituent une ressource primordiale pour la compréhension des idées et des pratiques développées dans les années 2000 par les mouvements catastrophistes français et britanniques, qui doivent incessamment gérer les réactions de peur que suscitent leurs anticipations. D'abord, ces avancées montrent que l'idéal du monopole de la rationalité dans les espaces délibératifs est irréalisable en pratique, et que le régime démocratique ne se distingue au mieux que par son aptitude à gérer les émotions politiques sans les étouffer. En suggérant que la persistance des émotions n'est pas toujours nuisible au bon fonctionnement du système démocratique, ces analyses invitent à ré-examiner sous un jour nouveau les propositions philosophiques en faveur d'une heuristique de la peur. En effet, en s'appuyant sur la notion de *« travail émotionnel »* récemment avancé par la sociologie des mobilisations, il devient possible d'analyser le travail politique des militants catastrophistes sur les réactions de peur que leurs anticipations suscitent comme une tentative de mise en pratique politique de l'heuristique de la peur.

1.1 L'impossibilité pratique de bannir les émotions hors du jeu politique

Longtemps, les analyses du rôle des émotions politiques dans les phénomènes politiques ont principalement été le fait de psychologues sociaux – à l'instar par exemple de Serge Moscovici, qui avait montré l'importance de notions comme l'admiration, l'influence ou la reconnaissance sociale dans les phénomènes de déviance politique[1]. Sans être toujours rejetées en tant que telles, ces approches psychologiques peinaient à être articulées avec l'un des postulats de la théorie démocratique, celui qui accordait à l'argumentation rationnelle le monopole de la légitimité discursive dans le jeu politique. Admettre le rôle des émotions dans les processus démocratiques était méthodologiquement compliqué, parce qu'il est difficile de récolter des matériaux empiriques objectivables à ce sujet, et théoriquement audacieux, parce que cela revenait à reconnaître que des phénomènes perçus comme irrationnels faisaient partie intégrante du fonctionnement normal des régimes démocratiques.

En 1991, Philippe Braud parvenait cependant à une articulation prometteuse entre idéal démocratique et phénomènes émotionnels[2]. Dans *Le Jardin des délices démocratiques*, il admettait clairement que les pratiques démocratiques réellement existantes sont parcourues de dynamismes émotionnels, loin de l'idéal de pure rationalité qu'avaient pu nourrir certains des théoriciens de la démocratie. Pourtant, cela ne conduisait pas Philippe Braud à diagnostiquer un quelconque échec du régime démocratique : au contraire, le système démocratique tire sa force de son aptitude supérieure à gérer les émotions politiques sans les laisser déborder, bien sûr, mais sans les étouffer non plus. Et l'auteur avançait donc l'hypothèse qu'il existe un *« optimum d'indifférence politique »* pour les démocraties : si la politique laissait les citoyens *trop* indifférents, au point de ne jamais éprouver ni espoir ni angoisse en risque d'alternance, alors ils ne voteraient même pas et le système s'effondrerait du fait de l'abstention ; mais à l'inverse, si la politique ne laissait *pas assez* indifférents les citoyens, alors ceux-ci pourraient ne plus se contenter des comportements politiques conventionnels pour s'exprimer, au risque de déborder le système démocratique. L'analyse de Philippe Braud avait ainsi le mérite de réconcilier d'une part le constat empirique que les émotions participaient effectivement du jeu démocratique, et d'autre part l'aspiration théorique à définir la démocratie par sa capacité à contenir les dynamismes émotionnels en marge des espaces délibératifs guidés par la raison. Mais il suggérait dans le même temps qu'une certaine dose d'émotions politiques était aussi *utile*, voire *nécessaire* au bon fonctionnement démocratique, ce qui introduisait une rupture

[1] Serge Moscovici, 1979, *op. cit.*
[2] Philippe Braud, 1991, *op. cit.*

analytique assez conséquente dans la théorie démocratique, ainsi que nous allons maintenant le voir avec le cas précis du rôle joué par la peur dans la vie politique.

1.2 Le rôle ambivalent de la peur en politique

Dans un ouvrage de 2004, le politiste américain Corey Robin a procédé à un important travail de relecture critique de classiques de la théorie politique consacrés à la peur. Selon son analyse, Hobbes, Montesquieu, Tocqueville, Arendt et d'autres encore partagent une même espérance théorique selon laquelle la peur pourrait constituer le ciment politique des sociétés, condition nécessaire pour éviter tout basculement vers la guerre civile ou la barbarie. Mais cette espérance théorique, estime Robin, s'incarne en des usages routiniers de la peur, tant aux États-Unis que dans les autres sociétés démocratiques – et cela en dépit de la rhétorique dominante qui prétend refuser que les relations démocratiques soient régies par la peur :

> *« Si la plupart des intellectuels et des responsables politiques modernes déclarent rejeter la peur au nom de la liberté, de la raison et de quelques autres valeurs héritées des Lumières, ils viennent pourtant y puiser, en dépit qu'ils en aient, comme à une source de vitalité et de renouveau politique. Qu'il s'agisse de la Terreur jacobine, du despotisme des Soviets, du génocide dans les Balkans ou des attentats terroristes du 11 septembre, ils aiment à voir dans la peur de ces maux et dans leur condamnation l'occasion d'une régénération collective, et ce, non pas pour ceux qui en ont été les victimes, mais pour nous-mêmes, qui en avons été les spectateurs. La peur est en effet censée nous enseigner le prix de certaines valeurs. La crainte de la guerre civile doit nous apprendre à respecter l'autorité de la loi, celle du totalitarisme à chérir la démocratie libérale et celle du fondamentalisme religieux à défendre la tolérance et le pluralisme. Parce que nous redoutons ces maux, nous nous laissons persuader de prendre les mesures qui doivent permettre de nous en prémunir. »*[1]

Pour Robin, ce double discours démocratique sur la peur (d'un côté honnie comme anti-démocratique, de l'autre encensée comme facteur de ralliement aux valeurs démocratiques) montre que les détenteurs du pouvoir encouragent une peur *dépolitisée* (peur de l'autre, peur des catastrophes naturelles) pour masquer la réalité des tensions politiques et des enjeux de justice sociale. La peur devient ainsi un levier fondamental du pouvoir politique, omniprésent jusque dans les sociétés démocratiques… mais un levier néfaste, nuisible aux idéaux de la

[1] Corey Robin, *La Peur. Histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006 (2004), p.15.

raison délibérative comme à ceux d'un sain gouvernement. Corey Robin aboutit donc à un diagnostic ambivalent, selon lequel la peur serait à la fois néfaste et omniprésente : il faudrait la combattre, mais tout en ayant conscience de son caractère quasiment incontournable.

Dans sa préface à l'ouvrage de Robin, cependant, Philippe Braud se démarque en partie de cette analyse. Alors que Robin persiste sans nuance à disqualifier le rôle politique de la peur, Braud avance l'idée que *certaines peurs sont utiles à la démocratie*, mais évidemment à condition d'être politiquement modérées et canalisées :

> *« Pour Robin, la peur est un phénomène purement négatif dont il convient de se libérer. Il est néanmoins permis de se demander s'il est totalement absurde de s'inspirer ou d'éprouver de la peur. Après tout, cette émotion est un phénomène repérable avec une parfaite constance dans toute l'histoire de l'humanité. À moins d'être un champion convaincu de l'irrésistible marche en avant de l'humanité, il est peut-être opportun de se demander si un phénomène aussi persistant à travers les âges ne perdure que pour de mauvaises raisons. […] Il n'est pas non plus absurde d'avoir peur dans la mesure où cette émotion primaire joue un rôle de signal de danger. Il est normal, et utile jusqu'à un certain point, de s'inquiéter de soi ou d'autrui, de nourrir des craintes pour la préservation de biens matériels ou immatériels, de redouter les menaces qui planent sur des œuvres de civilisation ou des particularismes identitaires. En deçà d'un certain seuil d'intensité, la peur est positive parce qu'elle incite à la vigilance, facilite l'adoption de mesures préventives, suscite des réflexes de fuite ou d'évitement qui peuvent avoir un sens en termes de conservation. Mais il est réputé humiliant d'avoir peur, surtout dans certaines cultures politiques. »*[1]

Cette réhabilitation – partielle et sous conditions – du rôle de la peur dans les logiques démocratiques trouve encore un écho dans les travaux du politiste américain George Marcus. En s'inspirant de résultats récents dans le domaine des neurosciences, et en s'appuyant sur des études empiriques menées par sa propre équipe, Marcus avance en effet l'hypothèse atypique selon laquelle *« l'électeur est plus rationnel quand il est inquiet que quand il est serein »*[2]. En effet, selon son analyse, le sentiment d'anxiété est la réaction normale à la réception d'un stimulus indiquant une discontinuité ou une anormalité dans l'environnement routinier. Elle agit donc comme un système de surveillance qui encourage l'individu à enclencher une activité réflexive, consistant à délibérer du nouveau comportement le plus adapté à l'environnement ainsi modifié :

---

[1] Philippe Braud, préface à Corey Robin, 2006 (2004), *op. cit.*, p.9-10.
[2] George E. Marcus, 2008 (2002), *op. cit.*, p.148.

« Le système de surveillance se contente d'arrêter une activité en cours et de préparer le corps à passer à l'action (mieux vaut prévenir que guérir, et donc mettre en alerte le système nerveux autonome), mais il laisse l'esprit prendre le relais par la suite. Cela a notamment pour résultat de nous inciter à apprendre. En effet, ce que nous avons déjà appris se révèle soudain insuffisant, et il nous faut tirer de nouveaux enseignements de la situation nouvelle. L'anxiété nous encourage donc à renouveler notre apprentissage et à ne pas nous fier à ce que nous savons déjà. »[1]

Sur le plan politique, soutient Marcus, cela signifie non seulement que l'anxiété n'est pas un obstacle à la rationalité, mais aussi qu'elle est une condition *nécessaire* de la raison délibérative : c'est elle qui amène à rompre les routines en engageant une recherche d'information (par exemple en comparant les programmes des candidats aux élections plutôt que de voter selon ses habitudes). Marcus reconnaît d'ailleurs combien cette affirmation peut sembler contre-intuitive :

« Suggérer que l'anxiété constitue un levier majeur pour que le citoyen offre le meilleur de lui-même en termes de réflexion rationnelle est sans doute difficile à accepter. Premièrement, parce que l'anxiété n'est pas un sentiment agréable. Deuxièmement, parce que cela viole le principe profondément enraciné selon lequel la raison fonctionne mieux seule. Troisièmement, parce qu'il remet en cause la pratique scientifique qui estime que seule la raison permet d'aboutir à des résultats sérieux et fiables, en particulier, par opposition à ce qui est considéré comme de la manipulation "émotionnelle" (de la démagogie). »[2]

Toutefois, si Marcus fait de l'anxiété une condition de la raison démocratique, il admet également que *« dans certaines circonstances, la raison ayant été mise de côté, les émotions peuvent aussi nous desservir, comme lorsque les situations conflictuelles deviennent destructrices »*[3]. La peur apparaît donc comme une émotion fondamentalement *ambivalente* : sa présence dans les arènes démocratiques ne peut être niée, mais ses effets sont incertains. Elle peut être instrumentalisée pour des manipulations démagogiques contraires à la raison, mais elle peut aussi être mobilisée comme instrument de vigilance, voire de délibération au service des sociétés démocratiques.

Robin, Braud et Marcus partagent donc un même constat empirique, selon lequel en dépit des idéaux originaux de la théorie démocratique, les émotions – et notamment la peur –

---

[1] *Ibid.*, p.147.
[2] *Ibid.*, p.153.
[3] *Ibid.*, p.165.

ne seront vraisemblablement jamais bannies du jeu politique. Mais leurs analyses divergent ensuite, quand Robin persiste à ne voir en cette peur qu'un obstacle à la raison démocratique, tandis que Braud et Marcus esquissent l'image d'une peur qui pourrait véritablement devenir une *ressource démocratique*… mais à condition d'être convenablement canalisée dans les processus politiques. Ces développements récents de la théorie démocratique font écho aux propositions philosophiques plus anciennes en faveur d'une heuristique de la peur.

1.3 Les propositions philosophiques pour une heuristique de la peur

La proposition théorique d'instaurer un usage heuristique de la peur est indissociable de l'œuvre philosophique de Hans Jonas. Dans son *Principe responsabilité*, l'ancien élève de Heidegger, collègue et ami d'Arendt et d'Anders, considérait en effet que l'extension de l'agir humain rendait nécessaire cet effort métaphysique consistant à *« inventer »* une peur d'un nouveau genre, à la hauteur des menaces pesant désormais sur une humanité et une nature devenues vulnérables aux conséquences de la puissance technique. Hans Jonas conçoit cette heuristique de la peur non pas comme un projet politique exhaustif, mais comme une posture métaphysique permettant *a minima* d'éviter le pire :

> *« Nous savons beaucoup plus tôt ce dont nous ne voulons pas que ce que nous voulons. […] Donc bien que l'heuristique de la peur ne soit certainement pas le dernier mot dans la quête du bien, elle est pourtant un premier mot extrêmement utile et sa capacité devrait être pleinement exploitée dans un secteur où si peu de mots nous sont accordés sans avoir été cherchés. »*[1]

Au cours de sa démonstration, Jonas insiste à plusieurs reprises sur le fait que la peur potentiellement heuristique n'est évidemment pas la peur panique, expérimentée de manière spontanée par l'ensemble des humains face à un danger imminent. Il s'agit plutôt d'une peur réfléchie, logiquement et rationnellement déduite de l'examen de la puissance technologique inédite accumulée par les sociétés humaines :

> *« La représentation du destin des hommes à venir, à plus forte raison celle du destin de la planète qui ne concerne ni moi ni quiconque encore lié à moi par les liens de l'amour ou du partage immédiat de la vie, n'a pas de soi cette influence sur notre âme ; et pourtant elle "doit" l'avoir, c'est-à-dire que nous devons lui concéder cette influence. Il ne peut donc s'agir ici, comme chez Hobbes, d'une peur de type "pathologique" (pour parler comme*

Kant), qui s'empare de nous de sa propre force, à partir de son objet, mais d'une peur de type spirituel qui en tant qu'affaire d'attitude est notre propre œuvre. »[2]

L'ambition métaphysique de fonder une heuristique de la peur conduit finalement Jonas à s'interroger sur les formes politiques qui permettraient de traduire en pratique sa proposition théorique. En suggérant qu'une forme de *« dictature bienveillante »* exercée par des experts serait peut-être la seule solution pour cela, il a contribué à alimenter les polémiques relatives au caractère supposé antidémocratique de la peur. Mais son analyse a pourtant contribué à inspirer une méthode de gouvernement, la *précaution*, qui est devenue un principe décisionnel des régimes démocratiques contemporains – avec notamment, en France, l'inscription en 2005 du principe de précaution dans la Charte de l'environnement adossée à la Constitution. Il faut sans doute y voir une première expérience de canalisation institutionnelle des phénomènes de peur rationnelle au service d'un processus décisionnel démocratique.

Cependant, du point de vue des réseaux catastrophistes contemporains, le principe de précaution apparaît généralement insuffisant. Le philosophe Jean-Pierre Dupuy, notamment, qui partage l'essentiel des conclusions de Jonas sur la nécessité d'intégrer une peur rationnelle à nos processus décisionnels, considère que le principe de précaution reste un principe trop désincarné, trop froidement rationnel pour véritablement tirer parti du potentiel heuristique de la peur. En effet, si les menaces considérées n'ont pas un poids de réalité suffisant, alors elles ne suffiront pas à justifier l'application du principe de précaution… or, selon Dupuy, seule la véritable *expérience de la peur* pourra donner un poids de réalité suffisant à ces menaces – ce qui lui a notamment inspiré sa proposition philosophique pour un catastrophisme éclairé[3]. On en revient donc au problème de l'optimum émotionnel des démocraties, avec d'une part une institutionnalisation du principe de précaution qui entrouvre les processus décisionnels aux vertus heuristiques de peur, et d'autre part des réseaux catastrophistes qui considèrent qu'il faudrait aller *encore plus loin* dans l'intégration de la peur rationnelle comme instrument de la raison délibérative. Cette réflexion des réseaux catastrophistes sur les vertus heuristiques de la peur ne donne pas lieu à une doctrine homogène, mais elle transparaît régulièrement dans les écrits des militants de la décroissance et de la transition – par exemple, dans cet article publié dans *Entropia* par Chantal Guillaume, objectrice de croissance et maire de sa petite commune de Franche-Comté :

---

[1] Hans Jonas, 1998 (1979), *op. cit.*, p.66-67.
[2] *Ibid.*, p.68-69.
[3] Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*

« Seule la peur pourrait déclencher et faire advenir la nécessité de l'agir. Ainsi, à la question que faire ?, il faut répondre : avoir peur, comme si cela devait être le préalable de l'action. Il ne pourrait y avoir d'agir responsable et conséquent sans la peur préétablie, pré-requise, comme une nécessité. Il faut d'ailleurs être convaincu que la civilisation technicienne, par son arrogance et son optimisme, ne prend pas la mesure des menaces qui pèsent sur elles ; elle a rejeté la peur aux oubliettes et prend le risque de laisser advenir les plus grands dangers. […] La peur se trouve rejetée, occultée par une civilisation qui ne doute jamais de ses capacités de durer sans catastrophe, alors même qu'elle s'est donné les moyens de son auto-anéantissement. L'analyse que nous voudrions soulever, c'est que l'urgence de la situation exige, au contraire, la peur qui pourrait décider et orienter notre agir. […] La crise écologique exigerait ainsi la peur, celle d'un autre type, une peur inédite qui ne serait plus ce sentiment ou cette émotion qui concerne notre conservation, notre vie physique ou celle de nos proches ; ce serait une peur collective à la hauteur des dangers représentés et représentables, qui se distinguerait de la panique, de l'effroi, de la terreur. Elle ne serait pas paralysante, tétanisante*, mais éclairante,* alertante. *»*[1]

À partir de là, il apparaît clairement que les réseaux catastrophistes contemporains ont une sympathie intellectuelle pour les propositions métaphysiques comme l'heuristique de la peur ou le catastrophisme éclairé. De plus, leur appel à mieux tirer parti des vertus de la peur dans les processus décisionnels fait écho à des avancées récentes de la théorie démocratique, selon lesquelles cette émotion est effectivement – mais sous conditions – un déclencheur de délibération rationnelle, consubstantiel au bon fonctionnement démocratique. Mais tout cela resterait de l'ordre des spéculations théoriques, si nous ne nous intéressions pas maintenant à la manière dont les militants de la décroissance et de la transition déclinent cette orientation théorique en pratiques et en dispositifs politiques effectifs. Pour ce faire, les développements récents de la sociologie des mobilisations dans l'étude des émotions politiques permettent de mieux comprendre comment le *« travail émotionnel »* des militants peut permettre d'*encadrer* et de *canaliser* l'expression d'émotions *a priori* négatives (la peur, l'anxiété ou l'angoisse) à des fins cognitives… incarnant ainsi une forme de mise en pratique militante de l'heuristique de la peur, potentiellement mobilisable dans le cadre de processus délibératifs.

[1] Chantal Guillaume, « Réhabiliter la peur », *Entropia*, n°10, printemps 2011, p.188-189.

1.4 L'éclairage de la sociologie des mobilisations sur le travail émotionnel des militants

Depuis la fin des années 1990, la sociologie des mobilisations a témoigné d'un sensible regain d'intérêt pour le rôle des dynamiques émotionnelles dans les mouvements sociaux. La chose n'était pas aisée, car le risque était grand de renouer avec des analyses trop normatives qui réduisaient volontiers toute contestation à une aberration sociale. Érik Neveu résume ainsi les problèmes théoriques, épistémologiques et méthodologiques soulevés par les analyses du rôle des émotions dans le processus de mobilisation :

> *« Les émotions ont longtemps eu mauvaise presse chez les analystes des mouvements sociaux. Questionner le rôle possible de la colère et de la haine, de la compassion ou de la peur semblait rouvrir la porte à la méprisante psychologie des foules de Le Bon. […] Si la protestation est rationnelle, si les causes s'argumentent de façon experte, que viennent y faire les émotions ? Et comment les ordonner, chercher des concepts sans passer à la psychologie, comme on passe à l'ennemi ? […] La limite de ces travaux peut être de tordre le bâton à l'envers, en faisant par exemple des chocs émotionnels la condition presque obligée de l'engagement. Elle tient aussi à des concepts encore imprécis. »*[1]

En réalité, la montée en puissance progressive des méthodes ethnographiques dans l'analyse des mouvements sociaux a largement contribué à faire émerger un consensus sur le fait que les processus de mobilisation s'appuient toujours en partie (mais non exclusivement) sur des logiques émotionnelles. La controverse porte plutôt sur la qualité et la pertinence des outils méthodologiques disponibles pour en rendre compte : le sociologue peut-il avoir accès à des données objectivables pour analyser les émotions subjectives des militants ? Et s'il dispose de telles données, ne risque-t-il pas de sur-interpréter l'importance des logiques émotionnelles au point de faire perdre de vue la dimension rationnelle de l'engagement ? Pour répondre à ces questions, les principaux auteurs à s'être emparés de la question du rôle des émotions dans les mouvements sociaux ont d'abord proposé de distinguer clairement d'une part ce qui relève des *sentiments*, et d'autre part ce qui relève des *émotions*, pour ne travailler finalement que sur ces dernières. Cette distinction, largement inspirée des travaux de Goodwin, Jasper et Polletta, a été définie ainsi par Christophe Traïni :

> *« Je suggère, pour commencer, de réserver le terme de "sentiments" (*feelings*, dirait l'anglais) afin de désigner très précisément les états corporels qui résultent de l'altération d'une partie des processus cérébraux automatiques par des réactions affectives. Les sentiments, en effet, désignent ce qui découle de notre capacité à sentir, ils s'accompagnent*

[1] Érik Neveu, 2011 (1996), *op. cit.*, p.106.

de la conscience plus ou moins claire d'une sensation physique, d'une impression, c'est-à-dire de l'empreinte que les événements qui adviennent peuvent imprimer sur notre corps. »[1]

« Il paraît crucial de réserver le terme "émotion" afin de désigner l'activité des individus dès lors qu'elle relève de ce travail de sélection et de transformation des informations par la conscience réfléchie. Contrairement à ce que pourrait nous laisser penser le langage courant, lorsqu'il l'érige en l'antithèse de la raison, l'émotion ne peut se manifester en l'absence d'un degré minimal aussi bien de réflexivité que de compréhension intersubjective. Éprouver une émotion, en effet, exige une capacité à réfléchir sur soi-même, un travail d'introspection par lequel l'individu est en mesure de ramener son propre état mental à une taxonomie de conduites correspondant à certains types de circonstances. »[2]

À partir de cette typologie, Traïni propose de concentrer l'analyse sur le *travail réflexif* qui distingue les émotions des simples sentiments. En effet, toutes les émotions font l'objet d'un *« travail émotionnel »* de la part de l'individu, cette expression désignant *« l'activité en situation qui consiste à se conformer ou se démarquer des règles sociales relatives à la modulation des émotions »*[3]. Lorsque les émotions sont mobilisées dans le cadre d'un engagement politique, le travail comparable de conscience réfléchie qui précède et accompagne leur expression peut être qualifié de *travail militant*. Et c'est ce travail militant, incarné par des relations sociales et des dispositifs objectivables, qui fournissent au politiste une clé d'entrée pour l'étude des émotions dans les processus de mobilisation. Or, l'étude des réseaux catastrophistes contemporains montre effectivement que les militants doivent souvent *gérer les réactions de peur* que leurs discours suscitent, en interne et en externe : pour cela, ils procèdent à un *travail émotionnel* qu'il est possible d'objectiver en focalisant l'analyse sur les chocs moraux et les dispositifs de sensibilisation volontairement mis en œuvre par eux.

2. Le travail émotionnel des militants pour encadrer l'heuristique de la peur

Parce qu'il se fonde sur la conviction que des ruptures énergétiques majeures risquent à court terme d'enclencher un phénomène d'effondrement, l'engagement catastrophiste inclut presque toujours une *dimension de peur* – non pas de peur panique, mais de peur rationnelle et déductive. Et en externe, quand les militants catastrophistes rencontrent une oreille

[1] Christophe Traïni, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 60, n°2, avril 2010, p.338.
[2] *Ibid.*, p.339-340.
[3] *Ibid.*, p.341.

attentive, ils doivent également *gérer les réactions de peur* que leurs discours peuvent susciter. Cela a conduit les militants pour la décroissance et la transition à procéder à un *travail émotionnel* significatif, observable dans leurs pratiques politiques collectives, contribuant à faire de cette contrainte émotionnelle une ressource susceptible de leur apporter de nouveaux soutiens, de ressouder les groupes existants, etc. Ce travail émotionnel se manifeste lorsque les militants, spontanément ou par le biais d'une mise en scène réfléchie, exposent leurs états affectifs ou mettent à l'épreuve ceux de leurs interlocuteurs. Pour que la grande diversité des situations émotionnelles ne constitue pas un obstacle méthodologique, nous nous appuierons surtout sur les concepts *« sténographiques »* définis par Traïni, *« c'est-à-dire qui se limitent à organiser, au sein du corpus empirique, le relevé de relations liant régulièrement plusieurs éléments typiques »*[1]. C'est donc la récurrence de certains phénomènes émotionnels qui nous permettra d'expliquer comment les militants gèrent les réactions de peur qu'ils peuvent éprouver ou susciter, mais aussi comment ils peuvent tenter d'en tirer parti en les canalisant dans un sens heuristique propre à alimenter la mobilisation. La première récurrence est la retranscription et le partage d'un *« choc moral »* lié à l'acceptation d'une réalité effrayante, généralement le pic pétrolier ; la deuxième est la mise en scène de *« dispositifs de sensibilisation »* produits pour multiplier de tels chocs moraux, par exemple lors d'une projection de documentaire ; et la troisième est la formalisation, par des livres et des formations, de méthodes d'animation de groupes visant à modérer et canaliser les dynamiques émotionnelles dans un sens heuristique.

2.1 Retranscrire et partager un choc moral : la découverte du pic pétrolier

Dans notre chapitre consacré aux trajectoires biographiques de militants catastrophistes, nous avions montré qu'il existait un idéal-type récurrent de *« basculement catastrophiste »* lié à la découverte et à la compréhension des implications du pic pétrolier – ou, dans certains cas, du réchauffement climatique. Nous avions notamment relaté le cas d'une conférence donnée à Lille par le député Vert Yves Cochet, et consacrée au problème du pic pétrolier : il était apparu que plusieurs des objecteurs de croissance lillois non seulement se souvenaient encore de cette soirée plusieurs années après, mais même qu'ils la décrivaient spontanément comme *« un moment qui les avait marqués »*. Au moins l'une des militantes interrogées, Noémie, y voyait le moment précis de son basculement du développement durable vers la décroissance.

[1] *Ibid.*, p.343.

Nous avions noté que cet idéal-type de basculement pouvait s'expliquer par le fait que des jeunes gens biographiquement disponibles avaient été exposés, au cours de cette soirée, à des ressources scientifiques récentes (les données de l'ASPO sur le pic pétrolier) que les réseaux de la décroissance diffusaient alors activement en multipliant les conférences pour se rallier de nouveaux soutiens politiques. Ce schéma explicatif général est confirmé par la récurrence des récits biographiques de militants qui font référence à une conférence de ce genre – ainsi Claire, jeune objectrice de croissance de 23 ans, lorsque nous l'avons interrogée sur l'origine de son engagement, nous a immédiatement répondu : *« Hé bien, il y a trois ans, je suis allée à une conférence d'Yves Cochet avec trois amis, et en fait j'avais jamais entendu ça avant, et ça a été assez frappant »*[1].

Mais au cours de ces explications, nous avions peu insisté sur la très importante charge *émotionnelle* de ce basculement. Cela s'explique par le fait qu'il aurait été abusif d'expliquer le basculement catastrophiste comme étant *d'abord* un phénomène émotionnel. En effet, ainsi que le préconise Traïni*, « l'attention prêtée aux dimensions affectives doit viser non pas à débusquer une supposée variable explicative des mobilisations collectives, mais bien plutôt à analyser les différentes opérations qui caractérisent le* travail militant *»*[2]. La précaution méthodologique suggérait donc de s'en tenir d'abord à des considérations essentiellement socio-politiques, et ensuite seulement d'examiner si les états affectifs alors éprouvés par les militants avaient fait ou non l'objet d'un travail émotionnel interférant avec le processus de mobilisation. Cela nous permettait de ne pas commettre l'erreur de présenter ces dynamiques émotionnelles comme l'explication ultime des mobilisations catastrophistes. Néanmoins, il est maintenant temps d'aborder cet aspect de la question, en étudiant la manière récurrente par laquelle certains membres de la décroissance et de la transition *mettent en scène, à des fins politiques, les émotions qui ont été les leurs (ou qu'ils présentent comme telles) au moment de leur basculement catastrophiste*. Pour cela, nous disposerons des données objectives fournies par les entretiens réalisés avec les militants ordinaires, mais aussi des récits publiés par des figures emblématiques des réseaux catastrophistes français et britanniques.

En s'inspirant des travaux de James Jasper, Christophe Traïni propose le concept de *« choc moral »* pour désigner les événements de ce genre, qui font naître chez l'individu des

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Claire, étudiante de 23 ans et objectrice de croissance, le 6 septembre 2012, à Paris.
[2] Christophe Traïni, avril 2010, *op. cit.*, p.335.

émotions tellement violentes – souvent accompagnées de manifestations physiques – qu'elles vont significativement structurer son engagement politique ultérieur :

> *« Par l'expression* moral shock*, James M. Jasper désigne un type d'expérience sociale qui s'inscrit en amont de l'engagement pour une cause et qui se caractérise par quatre traits complémentaires : elle résulte d'un événement inattendu ou d'une modification imprévue, plus ou moins brusque, de l'environnement des individus ; elle implique une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écœurement, la nausée, le vertige ; elle conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquels il adhère ; enfin cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action, et ce, en l'absence même des facteurs favorables généralement soulignés par les théories de l'action collective. »*[1]

L'étude des chocs moraux, bien qu'elle soit riche en enseignements sur les logiques émotionnelles à l'œuvre dans certains épisodes de basculement biographique, appelle d'abord deux précautions méthodologiques importantes. Premièrement, le politiste ne pouvant pas avoir un accès direct aux chocs moraux, il doit généralement restreindre ses ambitions à l'analyse des *traces empiriques des chocs moraux*, et non des chocs moraux eux-mêmes. Cela implique de rechercher d'une part les comptes-rendus de ces chocs, et d'autre part l'utilisation que font les militants de ces comptes-rendus dans le cadre des dispositifs de sensibilisation. Et deuxièmement, il faut résister à la tentation d'ériger le choc émotionnel comme facteur explicatif principal (ou pire, nécessaire) de l'engagement, car le choc moral doit toujours être interprété comme *l'un seulement* des éléments qui constituent l'histoire sociale du militant. Cela signifie qu'il faut bien sûr tenir compte des prédispositions de l'individu au choc moral (qui sont fonction de sa socialisation préalable), mais aussi – surtout – du travail émotionnel par lequel il va *réinterpréter*, voire reconstruire *a posteriori* le récit de son choc moral pour l'intégrer à l'argumentation générale par laquelle il justifie son engagement.

Chez certains objecteurs de croissance français, on trouve dans les entretiens des traces de chocs moraux, le plus souvent liés à la découverte du pic pétrolier. Cela apparaît d'abord dans les mots qu'ils choisissent pour décrire l'impression laissée sur eux par la conférence, la lecture ou le documentaire qu'ils associent à leur basculement biographique : un moment *« marquant »* selon Noémie, ou *« frappant »* selon Claire. De tels mots ne renvoient pas seulement à un phénomène cognitif, mais aussi à une réaction affective, parfois suffisamment

[1] *Ibid.*, p.343.

forte pour que le militant en garde un souvenir assez vif plusieurs années après. Par exemple, la jeune objectrice de croissance lilloise Noémie raconte que pendant la conférence d'Yves Cochet, elle a *« compris quelque chose »*, ce qui renvoie à une logique cognitive, mais aussi qu'elle a éprouvé une véritable sensation de *« malaise physique »* à ce moment-là :

> *« En fait, ça faisait un moment qu'Yves Cochet parlait du pic pétrolier, et c'était déjà assez troublant, mais c'est à peu près quand il a parlé de rationnement que là, à un moment, j'ai vraiment eu froid dans le dos, comme un frisson. Je crois que c'est parce que je me suis rendu compte qu'en fait, la situation était pire que ce que je croyais, et les échéances étaient beaucoup plus courtes que ce que je croyais jusque-là. »*[1]

Il ne faudrait pas sur-interpréter de tels propos, et voir en ce type de réaction affective une *explication* de l'engagement politique ultérieur. D'abord, tous les entretiens ne laissent pas deviner un tel épisode, ce qui devrait inviter à relativiser son importance ; et ensuite, il y a aussi des militants qui racontent faire *régulièrement* l'expérience de telles sensations depuis qu'ils ont commencé à militer. Ainsi Béatrice, objectrice de croissance bordelaise d'environ trente ans, nous racontait en marge d'un séminaire sur la décroissance :

> *« J'entends souvent des trucs sur la décroissance, le pic pétrolier, tout ça, mais il y a des moments où j'ai l'impression d'y croire plus. C'est des moments où je vois qu'on est tous là à parler d'effondrement, et ça me donne mal au ventre, ça serre. Et tout à l'heure, pendant qu'on parlait, des retraites, quand quelqu'un a dit que sans doute nous on n'en aurait jamais parce que le système serait effondré depuis longtemps, j'étais pas bien… »*[2]

On touche là aux limites du concept de *« choc moral »* qui, selon Jasper et Traïni, ne doit désigner que des expériences situées *en amont* de l'engagement… ce qui exclut donc les maux de ventre de Béatrice. Cependant, les deux phénomènes peuvent quand même être mis en rapport, dans la mesure où l'expérience intermittente du malaise corporel suscité par les idées catastrophistes ravive physiquement le *souvenir* d'un choc moral originel. Des militants comme Noémie ou Béatrice procèdent à une forme de travail émotionnel quand ils établissent cognitivement une continuité entre ces sensations discontinues : les moments de tension ou de malaise physique deviennent des jalons mémorables du parcours militant, que le militant va ensuite pouvoir réinterpréter et raconter comme des moments de plus grande *lucidité* face aux catastrophes à venir – une lucidité cognitive qui s'incarne en manifestations physiques d'une réaction de peur, non pas panique, mais froide, voire glaçante. Il existe parfois, à l'origine, un

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Noémie, objectrice de croissance lilloise, à Lille, le 15 juin 2011.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Béatrice, objectrice de croissance bordelaise, en marge d'un atelier

vrai *« choc moral »* au sens de Jasper et Traïni, mais il arrive fréquemment que l'ancrage émotionnel de l'engagement soit plus complexe, quand il s'enracine dans des états affectifs écliptiques, sans date originelle précise.

D'un point de vue militant, il y a une utilité rationnelle à faire émerger, par un travail réflexif sur ses propres émotions, une continuité entre les expériences de peur catastrophiste. Par définition, le choc moral ne dure pas en tant que sensation physique : il dure en tant que jalon de la *mémoire* cognitive et corporelle, dont le souvenir peut éventuellement être *ravivé* par de nouvelles expériences proches. Mais, pour parler des militants catastrophistes, il n'est évidemment pas possible qu'ils éprouvent *en permanence* des sensations physiques de peur… Le travail émotionnel consiste alors à pallier cette discontinuité intrinsèque des sensations de peur en amenant les militants à reconnaître dans leur propre parcours biographique un choc moral initial (ou à défaut, des moments ultérieurs de réaction affective intense) dont ils feront des jalons mémoriels dans la reconstruction de l'histoire de leur engagement. Il s'agit de lutter contre l'amnésie des états affectifs par un travail émotionnel qui, en structurant une cohérence temporelle de la peur catastrophiste, offrira une base plus stable et rationnelle à l'exploitation politique des vertus heuristiques de la peur.

C'est là que le réseau britannique des *Transition Towns*, parce qu'il est plus structuré et centralisé, est allé nettement plus loin que le mouvement français pour la décroissance. Les objecteurs de croissance que nous avons interrogés avaient souvent réfléchi aux sensations de peur ou d'angoisse qu'ils avaient éprouvées en telle ou telle occasion, mais presque toujours de manière spontanée, intuitive et individuelle. Chez les militants britanniques de la transition, au contraire, il y avait une connaissance plus formalisée de l'importance des chocs moraux et de leurs répliques (au sens des répliques d'un tremblement de terre). La plupart utilisaient même deux expressions inventées par Rob Hopkins lui-même pour désigner précisément ce qui s'apparente en tous points à un choc moral : le *« moment End of Suburbia »*, qui désigne le moment où un individu comprend soudainement les implications du pic pétrolier, y compris pour sa propre vie et à court terme (avec une référence au titre d'un documentaire sur le sujet qui a beaucoup circulé dans les réseaux de la transition[1]) ; et le *« syndrome du stress post-pétrolier »*, qui désigne toutes les réactions affectives qui s'ensuivent, dont notamment des sensations physiques de peur, avec frissons et maux de ventre. Hopkins décrit longuement ces deux phénomènes dans le *Manuel de transition* :

---

sur la décroissance et la sobriété énergétique, le 21 mai 2010.

[1] Gregory Greene, 2004, *op. cit.*

« Le pic pétrolier et le chaos climatique peuvent être intenses et inquiétants quant aux implications et aux effets qu'ils auront sur nous. De la même façon que la plupart des gens se souviennent d'où ils étaient le 11 septembre 2001 ou, pour les plus vieux, quand le Président Kennedy a été assassiné, la plupart de ceux qui sont conscients du pic pétrolier et des changements climatiques peuvent raconter le moment où ils ont enfin compris – ce que j'appelle parfois leur "moment End of Suburbia". *Je pense qu'en plus de comprendre ces enjeux, il est important de ne pas prétendre qu'il s'agit de questions purement intellectuelles. Nous devons également nous occuper du cœur et admettre que cette information est troublante, qu'elle nous affecte tous et que la façon dont elle nous affecte détermine en retour comment nous réagirons – ou pas. […] Pour certains, il s'agit d'un choc traumatisant alors que d'autres y trouvent la confirmation de ce qu'ils ont toujours soupçonné. Pour la plupart, cependant, l'effet n'est pas aussi tranché. J'ai remarqué au fil des années certains symptômes de ce que j'ai fini par appeler le* syndrome de stress post-pétrolier. *»*[1]

Plusieurs pages sont ensuite consacrées à détailler les réactions physiologiques qui peuvent accompagner le syndrome du stress post-pétrolier :

« Mains moites, nausée et légères palpitations : *Découvrir la vérité à propos de quelque chose qui sous-tend l'ensemble de notre mode de vie peut causer un choc physiologique profond. Le corps y répond de diverses façons et, pour plusieurs personnes, la première manifestation du syndrome est un inconfort physique.*

Sensation de confusion et d'irréalité : *Plusieurs traditions spirituelles mentionnent "la nuit noire de l'âme", ce passage où se révèle le vide de la réalité et où l'on est forcé d'abandonner la compréhension du monde à laquelle on s'était attaché. Le pic pétrolier et les changements climatiques nous forcent à regarder nos vies et la société autour de nous comme dans un miroir, nous permettant de voir que la permanence et la réalité de ce qui nous entoure n'est en fait qu'une illusion fragile dépendante d'un apport continu en pétrole bon marché, acheminé jusqu'à nous par de longs canaux d'approvisionnement. Quand vous voyez la nature illusoire du monde qui vous entoure, vous pouvez vous sentir désorientés.*

Peur : *Dans notre travail de communication sur le pic pétrolier et les changements climatiques, nous ne devons pas perdre de vue que le sujet est, pour beaucoup de personnes, très effrayant. D'ailleurs, on pourrait dire que si vous ne trouvez pas la situation effrayante, c'est que vous n'avez pas encore bien compris. La peur entraînera la paralysie chez certains et la fermeture chez d'autres. Il est crucial de ne pas simplement déverser sur les gens des informations potentiellement terrifiantes : nous devons aussi permettre l'échange*

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.85-86.

d'information et prévoir un espace où les gens pourront digérer ce qu'ils viennent d'apprendre. »[1]

Plus loin, Hopkins raconte son propre choc moral, éprouvé en 2004, après avoir assisté dans la même soirée à une conférence de Colin Campbell (géologue fondateur de l'ASPO) et à une projection du documentaire de Gregory Greene, *End of Suburbia* : le choc fut tel qu'il décida de recentrer ses activités professionnelles et militantes sur ce problème… et ce fut le début des *Transition Towns*[1]. Évidemment, ce récit est à considérer avec précaution, car sans préjuger de sa sincérité ou de sa véracité, il intègre nécessairement une part de reconstruction *a posteriori*, à la lumière du succès politique du mouvement initié à partir de ce moment.

Mais quoiqu'il en soit, l'important n'est pas pour nous le choc moral de Rob Hopkins en tant que tel, mais plutôt la manière dont ce choc moral est *retranscrit* et *mis en scène* dans une approche réflexive des logiques émotionnelles consubstantielles à l'activisme politique au sujet du pic pétrolier. L'identification et l'explicitation des réactions angoissées ont permis au réseau britannique de mettre en évidence des *récurrences émotionnelles* qui vont contribuer à souder les groupes en une communauté non seulement cognitive, mais aussi émotionnelle, par l'identification à d'autres individus ayant expérimenté les mêmes chocs affectifs face au pic pétrolier. Ce partage encouragé des récits individuels contribue à la domestication du choc par le militant, qui peut ainsi s'appuyer sur un collectif l'aidant à rationaliser politiquement les sensations physiquement troublantes dont il a fait l'expérience. Alors que ce travail n'est généralement qu'intuitif chez les objecteurs de croissance francophones, l'organisation plus structurée de la transition britannique a conduit à une plus grande formalisation de ce travail émotionnel collectif. Mieux, cet effort de formalisation a permis d'expérimenter des pratiques et des dispositifs politiques ambitionnant de *maîtriser* et de *canaliser* la capacité des discours catastrophistes à susciter des chocs moraux (ou des répliques de chocs moraux), avec l'idée d'en faire des ressources militantes au service du processus de mobilisation : c'est le sens des dispositifs de sensibilisation sur lesquels nous allons maintenant nous pencher.

2.2 Dispositifs de sensibilisation : les projections publiques de documentaires

Alors que le concept de *« choc moral »* renvoie à un événement biographique subjectif auquel le politiste ne peut qu'indirectement accéder, celui de *« dispositif de sensibilisation »*

[1] *Ibid.*, p.86-87.

désigne des éléments beaucoup plus concrètement observables et objectivables : ce sont des affiches, des chants, des scénographies qui sont conçues de manière à interpeller les militants et les soutiens potentiels au-delà des logiques purement cognitives, en s'adressant également à leurs affects. Toujours en s'inspirant d'approches sociologiques anglo-saxonnes, Christophe Traïni et Johanna Siméant proposaient de définir ainsi les dispositifs de sensibilisation :

> *« Par dispositifs de sensibilisation, il faut entendre, plus précisément, l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue. »*[2]

Le recours à ce concept nécessite certaines précautions méthodologiques. Il convient notamment de rappeler qu'il est empiriquement délicat de prétendre évaluer l'efficacité de ces dispositifs, puisque les réactions émotionnelles effectivement éprouvées restent de l'ordre de l'expérience subjective des militants. De plus, même lorsque certaines des personnes exposées au dispositif de sensibilisation racontent avoir été touchées par celui-ci, cela ne suffit pas pour affirmer que leur exposition au dispositif a été la cause déterminante de leur engagement. En revanche, si l'on parvient à identifier des *récurrences significatives* dans les usages et dans les réceptions d'un dispositif de sensibilisation particulier, alors on peut supposer que celui-ci cristallise un *travail émotionnel* consciemment élaboré par les concepteurs et les utilisateurs du dispositif. Dès lors, en travaillant sur le dispositif lui-même et sur l'affinement des usages qui gravitent autour de lui, il devient possible d'expliquer la part des logiques émotionnelles dans certains épisodes du processus de mobilisation. Enfin, on pourra étudier les compétences des militants qui conçoivent et maîtrisent ces dispositifs de sensibilisation comme autant de ressources – généralement de ressources professionnelles, par exemple en infographie ou en animation – dont la disponibilité peut contribuer, parfois de manière déterminante, au succès d'une mobilisation.

Puisque Hopkins et les militants de la transition parlent volontiers de *« moment End of Suburbia »*, en référence au titre d'un documentaire jugé *« saisissant »* et qui a abondamment été diffusé par les groupes locaux dans le cadre de projections publiques, il semble justifié de voir là un cas emblématique des dispositifs de sensibilisation catastrophistes. Le documentaire *End of Suburbia* est l'œuvre d'un cinéaste américain âgé d'une quarantaine d'années, Gregory

---

[1] *Ibid.*, p.121.
[2] Christophe Traïni et Johanna Siméant, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », *in* Christophe Traïni (dir.), 2009, *op. cit.*, p.13.

Greene, consacré au pic pétrolier et à ses conséquences – en bref, l'effondrement imminent de la civilisation du tout-pétrole[1]. Le titre fait référence au modèle urbanistique états-unien, dont le développement a été rendu possible pendant des décennies grâce aux énergies fossiles abondantes et bon marché : après le pic pétrolier, à mesure que les réservoirs des voitures individuelles ne pourront plus être remplis, ce modèle essentiellement pavillonnaire ne pourra plus se maintenir et finira vraisemblablement par s'effondrer. Sur le fond, le propos s'appuie presque en permanence sur les travaux de l'ASPO, qui n'avait été fondée que quelques années auparavant (en 2000). Greene a notamment sélectionné plusieurs extraits d'entretiens avec des figures emblématiques des réseaux les plus alarmistes sur le pic pétrolier – par exemple le journaliste scientifique états-unien Richard Heinberg et le géologue irlandais fondateur de l'ASPO Colin Campbell – filmés en 2004, à Paris, en marge de la première conférence internationale de l'ASPO. Le film est clairement catastrophiste au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire qu'il postule clairement que le monde bientôt connaîtra un bouleversement radical et brutal sous l'effet d'une contraction énergétique et économique phénoménale… mais sans être totalement pessimiste, puisqu'il avance quelques pistes socio-politiques pour piloter la grande descente énergétique de manière à peu près maîtrisée[2].

Si l'on s'intéresse à ce film en tant que dispositif de sensibilisation, il faut évidemment s'intéresser aux choix cinématographiques du réalisateur, mais sans les sur-interpréter : *End of Suburbia* est un documentaire engagé, mais Greene ne l'a pas conçu spécifiquement pour le faire circuler dans des réseaux militants qui, à l'époque du tournage et du montage, n'étaient encore qu'embryonnaires. En revanche, il sera plus intéressant de se demander pourquoi les militants ont choisi ce documentaire-là, plutôt qu'un autre, comme dispositif de sensibilisation privilégié… et comment ils ont appris à mettre en scène ce documentaire dans des projections publiques, en essayant d'optimiser sa capacité réputée à susciter des chocs moraux.

Une caractéristique importante du documentaire est la manière dont il use du registre de la *démonstration scientifique* pour expliquer le pic pétrolier. *End of Suburbia* n'est pas une dénonciation de la société capitaliste ou de l'exubérance énergétique : aucune scène ne laisse entendre qu'il puisse y avoir un problème idéologique avec le pétrole ou le consumérisme en

---

[1] Gregory Greene, 2004, *op. cit.*

[2] Nous avons pu nous entretenir avec Gregory Greene le 9 décembre 2010, en marge d'un événement organisé par un groupe de transition parisien sur les plans locaux de décroissance énergétique. Il était alors en train de réaliser un nouveau documentaire, consacré cette fois aux expériences qui, comme les *Transition Towns*, cherchaient à préparer activement un après-pétrole sobre et heureux.

tant que tel. Mais en revanche, on y trouve une démonstration argumentée, avec beaucoup de chiffres et de graphiques à l'appui, que ce modèle de civilisation ne survivra pas longtemps au pic pétrolier mondial. Ces propos ne sont pas tenus par des personnalités politiques ou par des militants écologistes déjà identifiés, mais plutôt par des scientifiques et des géologues ayant travaillé avec des compagnies pétrolières. Ceux-ci ne cherchent pas à décrire précisément quel sera l'impact du pic pétrolier sur la société… mais ils ne cachent pas non plus leur inquiétude, et certaines ellipses sont suffisamment parlantes pour être saisissantes. Ce choix d'un film qui privilégie le registre de la démonstration scientifique, sobre mais glaçante, plutôt que celui de la dénonciation politique des responsables de la catastrophe, n'est pas anodin. Parce que la charge émotionnelle du discours est déjà intense, il peut s'avérer stratégiquement plus efficace de ne pas en rajouter dans ce qui pourrait être interprété comme une forme irrationnelle, voire pathologique de catastrophisme. Dans son étude des partisans de la cause animale, Christophe Traïni souligne la prudence avec laquelle certains milieux militants veillent à ne pas trop se conformer aux stéréotypes qui pourraient desservir leur mobilisation : ainsi, même s'ils visent à sensibiliser le public aux souffrances des animaux, certains des dispositifs utilisés s'appuient essentiellement sur *« des considérations techniques très précises »*, parce qu'elles sont *« les mieux à même de désarmer ceux qui voudraient débusquer là une "sensiblerie" aveugle et obstinée »*[1]. De la même manière, on peut voir dans l'utilisation militante de *End of Suburbia* comme dispositif de sensibilisation privilégié un souci de se prémunir contre les accusations de pessimisme irrationnel, en montrant au contraire par une démonstration froide et elliptique le processus de *déduction logique* qui justifie de partager l'angoisse *rationnelle* qu'éprouvent les scientifiques à l'écran.

Mais le documentaire *End of Suburbia* n'est pas un dispositif de sensibilisation complet à lui tout seul. En effet, au-delà du contenu de ce film, il faut encore s'intéresser aux mises en scène par lesquelles les militants de la transition ont *accompagné* sa diffusion tout au long des projections publiques qu'ils organisaient. Cela signifie analyser les méthodes progressivement adoptées par les organisateurs de l'événement pour introduire le film, et surtout pour parvenir ensuite à *gérer les réactions de peur* suscitées par le film quand la lumière se rallume. Sur ce point, une fois de plus, on constate que l'organisation plus structurée du réseau de la transition a permis une plus importante *formalisation des méthodes d'accompagnement émotionnel* que dans les réseaux français de la décroissance. En France, il nous est souvent arrivé d'assister à une conférence donnée par tel ou tel théoricien de la décroissance qui, à un moment donné,

[1] Christophe Traïni, avril 2010, *op. cit.*, p.351.

parvenait à trouver les mots justes pour que la salle *frémisse* de peur, au sens propre : ce fut le cas, par exemple, lors d'une table ronde sur le pic des ressources, dans laquelle intervenait l'ingénieur normalien Philippe Bihouix, spécialiste des pics métalliques[1]. À un moment de sa démonstration, alors qu'il finissait d'expliquer le cercle vicieux par lequel la raréfaction des énergies fossiles allait accélérer celle des métaux et inversement, il s'est passé quelque chose dans l'auditoire : des regards échangés entre voisins, certains yeux soudainement un peu plus grand ouverts, un silence attentif et remuant à la fois… Il est délicat de décrire, et plus encore d'expliquer sociologiquement ce type de tension collective, que l'on pourrait éventuellement comparer aux réactions du public dans les combats de boxe décrits par Loïc Wacquant[2]. Mais le phénomène n'en était pas moins réel, et laisse supposer qu'une partie des auditeurs venait d'être émotionnellement interpellés par une donnée du problème qu'ils n'avaient anticipée, et qui perturbait leur représentation de l'avenir au point de les troubler. Cela étant, il n'y a pas eu cette fois-là d'accompagnement émotionnel de l'auditoire, et donc pas de travail émotionnel visant à optimiser les vertus potentiellement heuristiques de cette réaction affective.

Cette absence d'accompagnement émotionnel de l'auditoire est assez emblématique de ce que nous avons pu observer dans les réseaux français de la décroissance… et en creux, elle permet de mieux souligner l'importante *formalisation des méthodes d'accompagnement* que le réseau de la transition a progressivement élaboré, en s'inspirant notamment de méthodes d'animation de groupe – parfois à la limite des techniques de développement personnel. Dans le groupe qui a lancé le mouvement de la transition à Totnes en 2005 se trouvaient plusieurs psychologues, et ils ont beaucoup influencé Hopkins dans sa manière de penser l'importance qu'il y a à accompagner les chocs émotionnels pour les canaliser vers l'action collective – en bref, pour qu'ils deviennent des chocs moraux marquant le début d'un engagement. Dans le *Manuel de transition*, il encourage les groupes locaux à organiser des projections publiques de documentaires comme *End of Suburbia*, mais il insiste aussi énormément sur la nécessité de se préparer à devoir gérer des troubles émotionnels importants dans la salle :

> *« Organisez des événements où les gens réfléchissent, mais où ils pourront trouver un réconfort après avoir constaté la nature illusoire du monde fondé sur le pétrole qui les entoure, un choc traumatique pour certains. Vous devez vous préparer aux expressions du*

[1] Cette table ronde se tenait le 22 août 2012, à Poitiers, pendant les journées d'été d'EELV. Elle avait été organisée par Yves Cochet et Agnès Sinaï, sur le thème : *« Pic pétrolier, pic des ressources, pic des objets : comment anticiper les finitudes ? »*

[2] Loïc Wacquant, 2002 (2000), *op. cit.*

syndrome de stress post-pétrolier. Assurez-vous qu'il reste du temps à l'horaire pour que les gens puissent échanger et se soutenir mutuellement. »[1]

Ces conseils, qui d'après nos observations ont beaucoup été suivis par les groupes de transition britanniques, montrent qu'il existe dans ce mouvement une ambition explicite de procéder à *un travail émotionnel structuré par des dispositifs de sensibilisation* : diffuser des documentaires qui choquent, mais aussi fournir l'accompagnement politique qui va favoriser la domestication de ce choc et permettre d'en tirer la vertu heuristique. Aussi rationnellement argumenté soit-il, le documentaire ne s'adresse pas seulement à l'individu pensant, mais aussi à l'individu ressentant, qu'il faut faire sortir de son indifférence émotionnelle initiale. C'est un éclairage intéressant sur les propositions philosophiques pour une heuristique de la peur, car ces pratiques d'accompagnement politique des chocs émotionnels semblent déjà suggérer que cette heuristique *n'est pas spontanée*, et qu'au contraire elle nécessite une méthode de travail émotionnel permettant une mise en ordre collective et raisonnée des sentiments suscités par les anticipations catastrophistes. Cette nuance explique pourquoi certains militants pour la décroissance ou la transition peuvent à la fois se méfier des dérives auxquelles peut mener une utilisation politique de la peur, et tout de même considérer qu'il est pratiquement inévitable de faire l'expérience heuristique de la peur avant de pouvoir prendre la mesure de la catastrophe qui est en cours. Mais il nous reste maintenant à expliquer comment le réseau de la transition a concrètement mis en œuvre et formalisé ce travail d'accompagnement émotionnel, grâce à des *méthodes d'animation* réputées favoriser la modulation et la canalisation stratégique des émotions vers la mobilisation et l'engagement politique.

2.3 Méthodes d'accompagnement politique pour une canalisation heuristique de la peur

Les méthodes d'accompagnement émotionnel auxquelles recourent les groupes locaux de transition ne sont pas une invention spontanée de leur part. Étant plus formellement organisé et centralisé que les réseaux français de la décroissance, le réseau britannique des *Transition Towns* a rapidement mis en place une série de *formations militantes* destinées aux membres de son réseau, et notamment aux animateurs de groupes locaux (c'est-à-dire ceux-là même qui allaient devoir gérer les réactions de peur lors des événements publics). Quand un

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.149.

groupe local souhaite adhérer au réseau de la transition pour officiellement devenir une *« initiative locale de transition »*, il est de coutume qu'au moins l'un des futurs animateurs du groupe suive deux ou trois jours de formation à Totnes (parfois ailleurs, quand des formations sont délocalisées pour limiter les déplacements). Les formations sont payantes, de manière à pouvoir indemniser les formateurs qui sont généralement des animateurs du mouvement, mais nous avons pu constater qu'une modeste collecte dans un groupe local suffisait à récolter la somme nécessaire. Les formations abordent des thèmes très variés, allant de la permaculture à l'animation d'ateliers pour la rédaction d'un plan local de décroissance énergétique, et nous aurons l'occasion d'y revenir. Pour l'instant, il nous faut surtout nous attarder spécifiquement sur les *méthodes politiques d'accompagnement émotionnel des dispositifs de sensibilisation* qui ont été formalisées et largement diffusées par le biais de ces formations militantes.

Une partie de ces méthodes d'animation est arrivée dans le réseau de la transition par le biais des psychologues qui ont participé aux débuts du groupe local de Totnes. En effet, ils ont rapidement proposé aux initiateurs du mouvement de s'inspirer des travaux pionniers de Joanna Macy, une psychologue militante écologiste engagée depuis les années 1970 dans les mouvements pacifistes et antinucléaires. Son principal ouvrage, *Despair and Personal Power in the Nuclear Age*, date de 1983. Elle y développe l'idée que la perspective d'une apocalypse nucléaire, très rationnellement réaliste depuis 1945, provoque nécessairement des angoisses et des peurs d'une ampleur que les individus – y compris les militants – ne savent pas toujours spontanément gérer : il n'est pas rare que l'énormité de la menace atomique suscite davantage de déni ou de désespoir que d'activisme politique. Elle nourrit ce constat de son expérience militante, pendant laquelle elle a entamé une réflexion sur les méthodes d'accompagnement et d'animation qui lui semblaient faciliter la domestication collective de ces angoisses inédites, nécessaires mais potentiellement tétanisantes. Cette manière d'aborder la question n'est pas sans évoquer certains concepts emblématiques du philosophe catastrophiste Günther Anders : la *« supraliminarité »* de la menace atomique, trop grande pour être spontanément accessible à l'esprit humain ; l'*« obsolescence de l'homme »* dépassé par sa création destructrice ; etc. À partir de ces concepts, Anders proposait une méthode philosophique consistant à *« exercer son imagination »* pour *apprendre* à nourrir une peur *rationnelle*, seule capable selon lui de repousser efficacement l'horizon de l'apocalypse nucléaire.

L'approche psychologique de Joanna Macy et l'approche philosophique de Günther Anders ne sont évidemment pas identiques, mais elles ont pour point commun d'affirmer que l'humanité est entrée dans une ère inédite de menaces apocalyptiques, dont les individus ne

savent pas *spontanément* prendre la mesure. Tous deux affirment donc qu'un *apprentissage* est nécessaire, fondé sur l'acceptation d'une *angoisse rationnelle* qu'il faut apprendre à gérer pour en tirer des vertus heuristiques, mais sans se laisser déborder par elle. Chez Anders, il s'agit surtout d'un apprentissage philosophique ; mais chez Macy, la proposition prend une tournure beaucoup plus pratique, avec le souci se structurer une *méthodologie politique* sur laquelle les groupes militants pourront effectivement s'appuyer pour nourrir et faire croître leurs entreprises de mobilisation pacifistes ou antinucléaires. C'est la raison pour laquelle son ouvrage de référence, à la différence de ceux d'Anders, est conçu non pas seulement comme une méditation philosophique, mais aussi comme un *guide* ou un *manuel militant* :

> *« This book is a guide to despair and empowerment work. That term refers to the psychological and spiritual work of dealing with our knowledge and feelings about the present planetary crisis in ways that release energy and vision for creative response. The present crisis includes the growing threat of nuclear war, the progressive destruction of our life support system, the unprecedented spread of human misery and the fact that these developments render questionable, for the first time in history, the survival of our species. »*[1]

La manière dont les groupes locaux de transition se sont approprié les méthodes issues de ce guide montre que la filiation entre le catastrophisme antinucléaire des années 1960-1970 et le catastrophisme contemporain, que nous avions déjà soulignée sur le plan théorique, se retrouve également dans les pratiques militantes. Plutôt que de lister l'ensemble des méthodes proposées par Macy qui ont été reprises pour être appliquées lors des réunions des groupes de transition, nous nous concentrerons sur un cas précis que nous avons directement observé : les *méthodes d'accompagnement émotionnel des dispositifs de sensibilisation*, et notamment des films documentaires potentiellement effrayants. En effet, l'ouvrage de Macy contient un petit appendice intitulé *« Helping People Deal With Terrifying Films »*, qui formalise une dizaine de conseils pour aider les militants à gérer les réactions d'angoisse des spectateurs pendant et après la projection publique d'un documentaire alarmiste. L'objectif n'est pas de rassurer les spectateurs, puisque rationnellement, ils *devraient* avoir peur. Il s'agit plutôt de les aider à *formuler* leur peur en prévoyant, juste après la fin du film, un temps d'échange organisé de manière à ce que chacun soit libre de s'exprimer dans de petits groupes de discussion. Voici un aperçu de ces conseils méthodologiques pour la canalisation du travail émotionnel qui peut alors opérer au cours de ces discussions par petits groupes :

---

[1] Joanna Macy, *Despair and Personal Power in the Nuclear Age*, Philadelphia, New Society Publishers, 1983, p.xiii.

« 4. Before the film begins, let people know how they will have a chance to talk about it when it's over. Several methods that have been effective, given limited time, are: [a] In a large group: "After the film, there will be 10 or 20 minutes for you to talk with the people sitting around you about the film and how you feel. It's important that we don't face this threatening future alone, so take the opportunity to share even if it's with someone you don't know well. We're all in this together." Take a few minutes for people to arrange groups of four or five. [b] "Following the film, we will divide into groups to discuss how we feel and what we should do. Let's set up those groups now so we can get into them. Please don't just go off by yourself and feel sunk. We're all going to have to work together to solve this mess. Try to use this opportunity to share what's in your heart and your ideas with us." Divide the room into groups. […]

« 6. Do not stand up after the film is over and try to scare people with further horrifying facts. This is a violent act and does not encourage peace. When people are subjected to too much fear-provoking material, they tend toward numbing, forgetting or feeling so violated that they are hostile to the overall message.

« 7. Watch for people who are unusually troubled and ask someone to help them by listening to them or just being with them.

« 8. When we are dealing with the current threatening world situation, we are dealing with the heaviest grief, angers and fears we all carry with us. They're powerful feelings which need to be respected in a caring way. This enables people to act from power, not to shut down and being paralysed.

« 9. Some groups are more comfortable writing their thinking and feelings in privacy and then sharing their writing with a small group. This is often most effective with groups that are not accustomed to talking with people outside their family. Writing may actually free some people to express their inner feelings.

« 10. Take care of yourself. Talk about what's in your heart and how you feel about the information in the films and your own fears. Don't depend on talking in the showings to work through your own fear. Develop your own support group of people who are also doing this work and struggling with the feelings it brings up. Do not do this work in isolation. »[1]

L'application – presque systématique dans les groupes de transition britanniques – de ces méthodes d'accompagnement émotionnel des dispositifs de sensibilisation a conduit à des pratiques très contrastées entre les réseaux catastrophistes français d'une part, et britanniques d'autre part. En France, lors d'événements publics organisés par des objecteurs de croissance,

nous n'avons quasiment jamais identifié chez les organisateurs de souci particulier à l'égard des réactions émotionnelles que leurs discours pouvaient susciter : les projections militantes auxquelles nous avons assisté n'étaient généralement suivies que d'une séance de questions-réponses, qui valorisait surtout la dimension cognitive ou idéologique des interventions. Mais au Royaume-Uni, au contraire, il était rare qu'un événement public de la transition ne prévoie pas un temps consacré à l'expression des émotions, généralement en petits groupes ou en binôme avec le voisin. Nous avons pu l'observer lors d'un débat public organisé en octobre 2008 par le groupe de transition de Totnes, sur la question du rôle de l'énergie nucléaire dans la transition vers l'après-pétrole, à laquelle assistèrent une cinquantaine de personnes : après le court exposé par une représentante de l'industrie nucléaire, et un autre par une figure locale de l'opposition antinucléaire, l'organisateur a invité chacun à se tourner vers son voisin pour lui parler quelques minutes des émotions que ces propos avaient éveillées en lui – et ensuite seulement, le débat reprendrait sous un angle plus cognitif[2]. En nous pliant à l'exercice, nous avons pu constater à quel point les personnes présentes trouvaient cela normal et habituel. À l'inverse, lorsque les premiers groupes de transition français ont expérimenté ces méthodes dans leurs propres réseaux, cela créait souvent une forme de *« choc culturel »* observable au fait qu'une partie des auditeurs n'acceptait ces exercices que de mauvaise grâce… quand ils ne quittaient pas ostensiblement la salle. Pour ne pas caricaturer, il faut préciser que nous avons rencontré des militants britanniques que ces méthodes d'accompagnement émotionnel énervaient, et certains militants français qui étaient au contraire enthousiastes à ce sujet ; mais ils n'étaient certainement pas majoritaires.

Ce contraste entre les pratiques britanniques et françaises montre que les réseaux de la transition sont allés nettement plus loin que ceux de la décroissance dans le travail réflexif sur la dimension émotionnelle de leur activisme politique. Cette approche réflexive des émotions a permis de *formaliser* – et même de *professionnaliser*, dans le cas des formateurs – certaines méthodes d'accompagnement politique des dispositifs de sensibilisation catastrophistes. Elles ne visent pas à substituer les logiques émotionnelles aux logiques cognitives, mais plutôt à intégrer les premières aux secondes, pour qu'une peur rationnelle et canalisée puisse alimenter le raisonnement déductif. Leur principe est de structurer un *espace politique* au sein duquel ce travail émotionnel peut *légitimement* être effectué, souvent en articulation avec des dispositifs de sensibilisation réputés pouvoir générer des chocs moraux (chez les individus non-militants)

---

[1] *Ibid.*, p.176-177.
[2] Résumé d'une observation participante à Totnes, le 12 novembre 2008. Pour information, lors des discussions

ou des répliques de chocs moraux (chez les individus déjà militants). Au sein de cet espace, l'expression de la peur est encouragée, mais sa canalisation par des méthodes de discussion collective permet d'autoriser sa présence tout en la contenant. Cela répond finalement à un *besoin stratégique* de ces réseaux : celui de *maîtriser les dynamiques émotionnelles* suscitées par les anticipations catastrophistes non seulement pour ne pas être débordés par le désespoir qu'elles risquent d'engendrer, mais aussi pour *optimiser* la capacité supposée de ces émotions à nourrir le processus de mobilisation en favorisant les ralliements et en ressoudant le groupe sur la base d'une communauté de vue à la fois cognitive et émotionnelle.

En sociologie des mobilisations, la question de l'utilisation stratégique des émotions est à traiter avec précaution. Dans son étude des partisans de la cause animale, Christophe Traïni a noté que les militants avaient clairement conscience de la nécessité stratégique d'optimiser l'efficacité de leurs dispositifs de sensibilisation en les adaptant au public visé, en recourant même souvent pour cela à des procédés professionnels inspirés du marketing – ce qui l'amène à la conclusion que *« la "gestion rationnelle des affects" fait partie intégrante des savoir-faire spécifiques qui font du militantisme un domaine de pratiques et de sens particulier »*[1]. Mais il insiste aussi sur le poids des sensibilités sincères, qui peuvent parfois aller à l'encontre de ce que réclamerait l'efficacité stratégique, par exemple lorsqu'un groupe persiste dans le registre de la dénonciation scandalisée de la tauromachie au risque de s'aliéner des soutiens potentiels pour d'autres causes. Dans le cas des mobilisations pour la décroissance et pour la transition, l'utilisation stratégique des émotions est pareillement bornée, car l'angoisse de la catastrophe ne peut jamais être totalement évacuée des discours sur le pic pétrolier et sur le réchauffement climatique. Et néanmoins, il reste aux militants une marge de manœuvre dans la modulation stratégique des *registres émotionnels*, c'est-à-dire que le registre de la peur, sans pouvoir être totalement délaissé, peut quand même être *contrebalancé* par un discours puisant davantage dans le registre de l'espoir ou de l'enthousiasme. Le registre de la peur est nécessairement activé quand le discours catastrophiste prétend dévoiler l'imminence d'immenses difficultés énergétiques et économiques ; mais le registre de l'espoir peut aussi être mobilisé quand le discours catastrophiste décrit la situation présente comme celle d'un formidable défi à relever, qui redonne du sens à l'action collective. Généralement, tout militant mobilise alternativement ces deux registres de manière complémentaire, mais il est aussi fréquent dans ces réseaux que tel ou tel individu soit connu pour mobiliser plus volontiers l'un des deux

---

qui suivirent, une majorité des personnes présentes ont plutôt pris position contre l'énergie nucléaire.

[1] Christophe Traïni, « Les émotions de la cause animale. Histoires affectives et travail militant », *Politix*, vol. 24,

registres : cela tient à sa sensibilité individuelle, et c'est ce qui peut expliquer la coexistence de personnalités dites *« pessimistes »* et *« optimistes »* au sein de ces mouvements.

En structurant un espace politique où l'expression des angoisses est légitimée, le réseau de la transition a pu *formaliser* et *professionnaliser* les méthodes d'accompagnement politique du travail émotionnel des militants et de leurs auditoires. Il y a là une ambition stratégique très explicite de leur part, consistant à poursuivre un *équilibre optimal* entre la peur catastrophiste de voir la civilisation s'effondrer, et l'espoir catastrophiste qu'un sursaut politique permette de piloter pacifiquement la grande descente énergétique à venir jusqu'à une forme de sobriété heureuse. La mise en scène des chocs moraux, l'encadrement des dispositifs de sensibilisation et la formalisation des méthodes d'accompagnement du travail émotionnel doivent ainsi être compris comme *les éléments d'une expérience militante de mise en pratique de la proposition théorique de l'heuristique de la peur*. En effet, leur objectif est de parvenir à maîtriser et à canaliser les dynamiques émotionnelles que suscitent les anticipations catastrophistes dans un sens présumé favorable à l'engagement politique et à l'action collective. Dans ce schéma, si elle fait l'objet d'un accompagnement politique adéquat, l'expérience de la peur catastrophiste devient donc une étape décisive du processus de mobilisation politique… mais aussi un déclencheur incontournable de la délibération rationnelle au temps des catastrophes.

3. L'intégration de l'heuristique de la peur à des processus délibératifs

L'éclairage de la sociologie des mobilisations sur le travail émotionnel des militants de la décroissance et de la transition montre la propension de ces réseaux à vouloir instituer des espaces et des dispositifs politiques qui permettraient une mise en pratique de l'heuristique de la peur. Tels que nous les avons décrits jusqu'à présent, ces espaces et ces dispositifs avaient surtout vocation à nourrir un processus de mobilisation. Néanmoins, l'ambition des réseaux catastrophistes contemporains ne se limite pas à une pratique *en interne* de l'heuristique de la peur, puisqu'ils prétendent également peser sur le jeu politique *dans son ensemble*. Ainsi, en expérimentant les méthodes de discussion qui peuvent optimiser les vertus heuristiques de la peur catastrophiste, ils entendent aussi *préfigurer des méthodes de délibération démocratique* qui parviendraient à intégrer des dynamiques émotionnelles canalisées au service de la raison

---

n°93, 2011, p.80.

délibérative. Cette aspiration à instituer une pratique délibérative de l'heuristique de la peur invite d'abord à questionner plus précisément la manière dont la théorie démocratique peut reconsidérer le rôle positif de la peur dans le processus décisionnel, et ensuite à interroger les premières expérimentations de professionnalisation et d'institutionnalisation auxquelles les réseaux catastrophistes contemporains ont pu procéder en la matière.

3.1 Le rôle de la peur comme condition de la raison délibérative

Nous avons expliqué plus haut comment la théorie démocratique avait procédé depuis le début des années 1990 à une réhabilitation partielle du rôle des émotions dans les pratiques démocratiques. Plusieurs auteurs, comme Philippe Braud ou George Marcus, se démarquaient ainsi de la conception traditionnelle de la raison démocratique qui aspire plutôt à *faire taire* les émotions – et notamment les émotions négatives comme la peur ou l'angoisse, réputées sources d'irrationalité. George Marcus est certainement l'un de ceux à être allés le plus loin dans la remise en cause de cette dichotomie, puisqu'il affirme non seulement que les logiques émotionnelles et les logiques rationnelles ne s'opposent pas, mais aussi que les premières sont *indissociables* des secondes, au point de former une *« synergie harmonieuse »* :

> *« L'opinion ordinaire soutient que la mise en œuvre de la raison délibérative implique la mise à l'écart des émotions. […] Dans ce livre, je soutiens la thèse radicale selon laquelle les gens peuvent être rationnels précisément parce qu'ils sont sujets aux émotions : ce sont ces dernières qui permettent la rationalité. Ou encore, nos facultés émotionnelles (*emotional faculties*) sont davantage en harmonie qu'en opposition avec notre capacité à être rationnels. La raison n'est pas une faculté autonome de l'esprit, indépendante des émotions ; au contraire, elle est constituée d'un ensemble particulier de capacités mobilisées par les systèmes émotionnels du cerveau afin de nous adapter aux défis quotidiens auxquels nous devons faire face. La pratique de la citoyenneté doit donc tenir compte du rôle des émotions dans le développement de la raison. »*[1]

Cela étant, à la lumière de l'éclairage fourni par l'analyse du travail émotionnel auquel procèdent les réseaux militants catastrophistes, il devient nécessaire de dire plus précisément *quand* et *comment* les logiques émotionnelles peuvent nourrir les processus démocratiques : c'est poser la question de la définition et de la délimitation des dispositifs institutionnels qui permettraient de canaliser les dynamiques émotionnelles au service de la raison délibérative.

[1] George E. Marcus, 2008 (2002), *op. cit.*, p.20.

Or, selon Marcus, les émotions qui nous intéressent – la peur ou l'angoisse – jouent un rôle véritablement décisif dans le processus démocratique en tant que principal *« déclencheur de la délibération consciente »*[1]. Il va jusqu'à définir l'anxiété comme *« l'émotion centrale sur laquelle reposent la raison et la démocratie »*[2], parce que les études empiriques montrent que c'est l'expérience de cette émotion déplaisante qui pousse les citoyens à rompre les routines individuelles et collectives, et à se ré-investir dans un processus de délibération pour trouver des solutions au problème à l'origine de leur angoisse :

> *« Bien que l'anxiété soit une émotion désagréable que chacun souhaite éviter, elle se trouve jouer un rôle crucial dans le fonctionnement de la démocratie. Elle en appelle à la raison tout en faisant taire les habitudes. Ainsi, elle permet de créer l'espace délibératif si cher aux théoriciens de la démocratie. Elle a toujours eu cette fonction, encore faut-il que ceux qui souhaitent mettre en place cet espace sachent s'y prendre. »*[3]

Mais si la théorie démocratique semble pouvoir intégrer l'idée que les émotions comme la peur jouent un rôle *en amont* des processus délibératifs (comme déclencheur de l'attention rationnelle et comme créateur d'espaces délibératifs), il semble en revanche nettement plus délicat de dire si ces mêmes émotions peuvent jouer un rôle heuristique *pendant* le processus délibératif. En effet, la sociologie des mobilisations écologistes montre que les mouvements sociaux motivés par une peur initiale s'exposent très rapidement à une forte disqualification au regard des autorités institutionnelles et scientifiques. C'est ce qu'explique par exemple le sociologue états-unien Andrew Szasz, dans son étude des mobilisations contre des dépôts de déchets toxiques installés dans des quartiers pauvres pendant les années 1980 : il y montre que l'utilisation par les militants du registre émotionnel s'exposait à une double disqualification, d'abord de la part des experts, au nom du monopole de la rationalité scientifique, et ensuite de la part des milieux politiques, au nom de la détermination rationnelle d'un intérêt général supérieur aux logiques localistes de type NIMBY[4]. Un schéma de ce type laisse bien voir que l'expérience de la peur a été pour ces collectifs (souvent d'abord indifférents à la politique) un véritable déclencheur de mobilisation, mais que la conception conventionnelle d'une raison délibérative imperméable aux logiques émotionnelles s'est maintenue par la manière dont les décideurs ont réaffirmé leur monopole de la raison, et donc de la légitimité. Au final, selon ce modèle, les émotions peuvent

---

[1] *Ibid.*, p.146.
[2] *Ibid.*, p.163.
[3] *Ibid.*, p.164.
[4] Andrew Szasz, 1994, *op. cit.*

éventuellement *créer* de nouveaux espaces délibératifs, mais elles doivent immédiatement en être *exclues* au nom du monopole de la rationalité.

Or c'est précisément cette conception de l'espace délibératif, théorisé comme tirant sa légitimité de sa capacité à bannir les émotions au nom du monopole de la raison pure, que l'approche catastrophiste invite aujourd'hui à questionner. Selon cette dernière, au contraire, c'est la délégitimation des émotions dans le processus délibératif qui constitue la principale faiblesse des procédures démocratiques actuelles. En effet, interdire l'expression légitime des émotions dans les espaces délibératifs, c'est se priver des vertus heuristiques de la peur, qui peuvent seules permettre de *hisser la délibération à l'échelle des catastrophes globales*. Pour un auteur comme le philosophe Jean-Pierre Dupuy, par exemple, l'expérience de la peur ne doit pas seulement être un déclencheur de délibération, mais plutôt l'expérience fondatrice qui permettra de mener un travail émotionnel *tout au long du processus délibératif*. En pratique, cela signifie dénier aux experts scientifiques et politiques leur aptitude supposée à décider mieux parce qu'ils décident plus froidement. Il ne s'agit évidemment pas de fonder toute la légitimité politique sur les dynamiques émotionnelles, mais de considérer qu'en situation de catastrophes à potentiel apocalyptique, l'incapacité à éprouver des émotions devient une tare pour l'exercice de la raison délibérative :

> *« Je comprends pourquoi, même lorsqu'ils sont compétents, honnêtes et dévoués au bien commun, certains technocrates me donnent l'impression qu'ils sont des êtres humains incomplets, ennuyeux et stupides. C'est qu'ils ne connaissent pas la peur et qu'ils ne le savent même pas. Ou plutôt, ils ont tellement peur de la peur, de la peur des autres et de leur propre peur, qu'ils n'ont jamais cherché à la comprendre ni à y voir une donnée indépassable de la condition humaine. […] Le Commissariat à l'énergie atomique a confié à des sociologues la tâche d'analyser ce qui fait que les gens ont peur du nucléaire. Je crois urgent de réaliser une étude anthropologique sur ce qui fait que les nucléocrates n'en ont pas peur. »*[1]

On retrouve également chez Anders cette propension catastrophiste à vouloir inverser le stigmate, d'une part en assumant fièrement ses propres émotions, et d'autre part en pointant l'irrationalité de tous ceux qui prétendent comprendre l'ampleur des menaces contemporaines sans ressentir la moindre émotion d'angoisse :

> *« Se moquer de l'adjectif "émotionnel", c'est faire preuve de froideur et de bêtise. Il va de soi que nous réagissons de façon "émotionnelle" face à la catastrophe qui menace et*

[1] Jean-Pierre Dupuy, 2006, *op. cit.*, p.124-125.

nous n'en avons pas honte. C'est de ne pas réagir ainsi que nous devrions au contraire avoir honte. Celui qui ne réagit pas ainsi et qualifie notre émotion d'irrationnelle, celui-là ne révèle pas seulement sa froideur mais aussi sa bêtise. »[1]

Mais les plaidoyers philosophiques de Dupuy, Anders ou Jonas en faveur de la vertu heuristique de la peur ne devraient pas être dissociés du contexte technique et écologique dans lequel ils ont été formulés. En effet, tous trois insistent sur le caractère historiquement *inédit* des catastrophes globales et irréversibles qui menacent, en tâchant de démontrer que même si jusqu'à présent nous n'avions pas eu besoin de nos émotions pour guider nos décisions, il en serait désormais autrement – à cause de l'arme nucléaire, d'abord, mais ensuite aussi à cause de tous les développements techniques à potentiel apocalyptique. Leur but n'est donc pas de démontrer que la théorie démocratique s'est trompée de tous temps en excluant les émotions des espaces délibératifs, mais plutôt qu'elle doit pragmatiquement *s'adapter* à ce nouveau contexte écologique et technique – lequel se caractérise par le surgissement de perspectives catastrophiques auparavant inexistantes, et dont l'ampleur nous restera inaccessible tant que nous ne nous fierons qu'à nos seules capacités cognitives. C'est ce contexte nouveau qui rend nécessaire à leurs yeux l'innovation politique que serait l'intégration d'une peur rationnelle et légitime aux processus décisionnels démocratiques.

Certains théoriciens de la démocratie ont déjà souligné que les régimes démocratiques auraient sans doute intérêt à repenser la manière dont ils gèrent les dynamiques émotionnelles qui traversent la société… et qui, évidemment, évoluent avec elle. C'est le cas par exemple de Philippe Braud, dont on se souvient qu'il théorise la démocratie comme un régime capable de gérer les dynamismes émotionnels de façon optimale, sans les étouffer ni se laisser déborder par eux. Dans *Le Jardin des délices démocratiques*, il envisageait notamment l'hypothèse que la montée en puissance du chômage de masse finisse par engendrer des réactions affectives suffisamment violentes pour fragiliser l'édifice démocratique : ainsi, *« dans cette hypothèse, il serait improbable que la montée des anxiétés, le choc des rivalités et des jalousies exacerbées par la pénurie, n'ébranlent pas gravement les fondements de la vie démocratique »*[2]. Ce qu'il pointe là, c'est la nécessité de théories et de pratiques démocratiques qui n'auraient pas une conception trop figée du rôle des émotions dans le jeu politique. Son propos n'est évidemment pas catastrophiste, mais en revanche son approche théorique permet de comprendre comment les réseaux catastrophistes contemporains se font les porteurs et les

[1] Günther Anders, 2001 (1977), *op. cit.*, p.317.
[2] Philippe Braud, 1991, *op. cit.*, p.54.

expérimentateurs d'un travail émotionnel qu'ils estiment *désormais* nécessaire, et qu'ils proposent d'intégrer dans les processus délibératifs pour les *adapter* au contexte catastrophique contemporain. L'évolution de la réalité – la montée du chômage de masse pour Braud, l'approche des pénuries pour les catastrophistes – justifie dans les deux cas *un ajustement des procédures et des dispositifs de canalisation des émotions pour maintenir l'optimum émotionnel du régime démocratique*. Il reste donc à décrire les expérimentations institutionnelles et professionnelles par lesquelles les réseaux catastrophistes contemporains entendent préfigurer cette adaptation des processus délibératifs en cherchant à y introduire des dispositifs permettant une canalisation politique de la peur catastrophiste à des fins heuristiques.

3.2 Prolongements professionnels et institutionnels

Dans leur essai de 2001, intitulé *Agir dans un monde incertain*, les sociologues Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe ont analysé la manière dont la transformation des problèmes sanitaires, techniques ou environnementaux avait fini par influer sur les théories et les pratiques délibératives[1]. En effet, des sujets nouveaux tels que la gestion pluriséculaire des déchets nucléaires ou le développement des cultures d'OGM imposent de plus en plus souvent aux autorités politiques et scientifiques de prendre des décisions potentiellement lourdes de conséquences en situation d'*incertitude radicale*. De ce fait, les experts et les élus voient leur monopole de la légitimité rationnelle de plus en plus contesté par des citoyens profanes, qui luttent pour s'inviter dans le processus décisionnel… et pour y faire entendre des arguments et des points de vue que les experts ne parviennent généralement pas à concevoir spontanément. Les trois sociologues appellent cela la *prolifération des forums hybrides*, entendus comme des espaces délibératifs où peut se déployer la controverse socio-technique qui permet d'associer un maximum des groupes sociaux concernés à la reformulation du problème initial et des réponses politiques à lui apporter. Selon eux, la multiplication des situations d'incertitude radicale rendait obsolète la dichotomie stricte entre experts scientifiques et politiques d'une part, et profanes présumés irrationnels d'autre part. Au contraire, il fallait désormais réfléchir à l'intérêt qu'il y aurait à institutionnaliser davantage ces forums hybrides qui, sinon, allaient continuer à se multiplier de manière

[1] Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, 2001, *op. cit.*

sauvage : c'est le sens d'expérimentations procédurales telles que les enquêtes publiques et les conférences de citoyens, qui intègrent aux processus décisionnels l'idée que depuis notre entrée dans le temps des incertitudes radicales, les experts n'ont plus nécessairement le monopole de la compétence et de la légitimité démocratiques.

Les travaux de Callon, Lascoumes et Barthe ont l'intérêt d'avancer l'hypothèse selon laquelle l'évolution du contexte technique pourrait justifier une évolution assez conséquente des théories et des pratiques délibératives. Ils soulignent également comment la multiplication des forums hybrides sauvages met en évidence la difficulté des démocraties représentatives à gérer ces évolutions. Enfin, ils suggèrent que l'effervescence de ces forums hybrides interroge utilement les limites du savoir de ceux que l'on considérait jusqu'alors être les détenteurs du monopole de la rationalité politique et scientifique, respectivement les élus et les experts. Cela constitue un cadre théorique intéressant pour penser la façon dont les réseaux catastrophistes contemporains cherchent, d'une part, à s'inviter dans des *espaces délibératifs officiels* pour y faire entendre la voix de l'heuristique de la peur, et d'autre part, à susciter la création d'autres *espaces délibératifs autonomes* dans lesquels ils peuvent faire l'expérience d'une délibération territoriale intégralement menée à l'ombre des catastrophes. Dans les deux cas, ces initiatives questionnent les limites des processus délibératifs confinés, c'est-à-dire réservés à des experts politiques ou scientifiques hermétiques aux logiques émotionnelles, et proposent de réfléchir à des processus délibératifs plus ouverts aux méthodes de l'heuristique de la peur.

À mesure que des méthodes d'accompagnement politique du travail émotionnel étaient formalisées par le réseau de la transition, on a pu voir quelques militants se spécialiser dans la présentation du pic pétrolier aux collectivités territoriales – certains allant jusqu'à en faire leur principale activité professionnelle. C'est le cas de Christophe, ingénieur de trente-cinq ans environ, que nous avons rencontré fin 2010 dans les réseaux français de la transition, alors qu'il commençait seulement à intervenir régulièrement auprès de conseils municipaux. Par la suite, nous avons eu l'occasion de le revoir suffisamment régulièrement, en marge des réseaux de la décroissance et de la transition, pour pouvoir suivre le développement de son activité et de sa reconnaissance professionnelle. S'étant formé pour devenir spécialiste du pic pétrolier et des stratégies territoriales de résilience énergétique, il a très fréquemment été sollicité par les premiers groupes locaux de transition français pour une intervention auprès des habitants… mais aussi, parfois, auprès d'élus locaux, voire du conseil municipal entier, notamment dans certaines petites communes où les autorités locales sont relativement accessibles aux militants locaux. Son récit donne une idée de ce à quoi peut ressembler

l'intégration d'un travail sur les réactions émotionnelles dans les petits espaces délibératifs officiels que sont ces conseils municipaux. En effet, Christophe raconte avoir rapidement constaté que sa présentation des implications du pic pétrolier mondial, si elle était réussie et convaincante, s'avérait facilement saisissante et angoissante pour des conseillers qui ne s'attendaient pas à une présentation aussi catastrophiste : cela vérifiait l'hypothèse générale des réseaux de la transition, selon laquelle le but ne doit pas être de faire peur, mais de faire comprendre l'ampleur des implications du pic pétrolier, tout en sachant que cette compréhension suscite presque immanquablement de la peur. Ces inévitables réactions de peur doivent alors faire l'objet d'un accompagnement qui, sans prétendre les étouffer, permettra de les canaliser dans un sens plus heuristique. Au fil de ses interventions, Christophe a appris à formaliser et à expliciter ce travail en développant un savoir-faire professionnel en la matière : ne pas surenchérir quand l'angoisse devient palpable, permettre une forme de respiration émotionnelle entre les données les plus anxiogènes, ne pas mettre un terme à la discussion tant que l'auditoire paraît encore trop désemparé, etc. Il faut bien comprendre que le fond de l'intervention est intégralement conçu selon un registre très scientifique, et nullement psychologique, mais que c'est le caractère trop déstabilisant de ces informations qui a progressivement inspiré une méthodologie d'accompagnement du travail émotionnel – laquelle, au départ, n'était certainement pas un but en soi. Aujourd'hui, il n'est pas rare que Christophe explique directement à son auditoire que son exposé va probablement susciter des moments de tension ou d'angoisse, mais que cela fait partie du processus normal de compréhension du problème, et que l'intervention s'achèvera tout de même par quelques exemples plus positifs d'initiatives locales et d'actions politiques pour préparer l'après-pic pétrolier. L'objectif est donc d'accompagner les élus locaux dans leur travail émotionnel pour les aider à *« digérer »* ce qu'ils vont entendre, à domestiquer la peur du pic pétrolier pour la rendre heuristique, et pour en faire la base d'un choc moral incitant à l'action politique[1].

Le cas de Christophe montre comment les méthodes d'accompagnement politique de l'heuristique de la peur, après avoir été expérimentées et formalisées dans un contexte militant pour nourrir un processus de mobilisation, ont commencé à connaître certains prolongements institutionnels et professionnels dans le cadre d'espaces délibératifs officiels. De plus, ce cas n'est pas complètement isolé, puisque au cours de nos observations, nous avons pu rencontrer plusieurs de ces consultants en transition ou en résilience, dont l'activité principale était la

[1] Résumé des propos recueillis lors de plusieurs entretiens, mais notamment le 16 décembre 2011, en marge d'un séminaire de l'Institut Momentum.

formation à destination des élus locaux – quoique rarement avec une tonalité catastrophiste aussi assumée que dans le cas de Christophe. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un phénomène massif, et il faut plutôt y voir pour l'instant le développement d'une niche professionnelle qui est déjà parvenue à se maintenir plusieurs années. Mais c'est aussi un espace qui contribue à une certaine légitimation des thèmes et des méthodes catastrophistes dans des espaces délibératifs qui prétendent traditionnellement se garder des logiques émotionnelles. Il est certainement encore trop tôt pour évaluer les retombées effectives de ces approches sur les politiques territoriales menées par les conseils municipaux concernés ; cependant, nous aurons l'occasion de revenir dans un chapitre ultérieur du cas de la municipalité de Bristol, qui s'est inspirée des logiques catastrophistes pour conduire une réflexion officielle sur la vulnérabilité de son territoire aux ruptures énergétiques locales qu'imposera le pic pétrolier mondial.

D'ici-là, il nous faut encore nous intéresser aux expériences d'application des méthodes d'accompagnement politique de l'heuristique de la peur que les mouvements catastrophistes mènent non plus dans les espaces délibératifs officiels, mais dans des espaces délibératifs plus autonomes, qu'ils ont eux-mêmes créés. Sur ce point, l'exemple le plus emblématique est sans doute celui du *« Plan de local de décroissance énergétique »* pour la ville de Totnes, qui a été rédigé à partir d'une série d'ateliers délibératifs pendant lesquels les habitants étaient invités à *mettre en récit* ce qu'ils estimeraient être une transition réussie vers l'après-pétrole, pour leur ville, à horizon 2030. Ces ateliers, animés par le groupe local de transition, se sont étalés sur presque quatre ans ; environ 500 des 9000 habitants de la commune y ont contribué sous une forme ou sous une autre ; et le document final, publié en 2010, compte plus de 300 pages. Il est donc le fruit d'un long processus délibératif qui pourrait être qualifié d'*« autonome »* ou de *« sauvage »*, et qui a largement contribué à étoffer et à structurer le réseau des relais locaux du groupe de transition de Totnes au fil des ans. Et surtout, la mise en récit de ce plan local de décroissance énergétique s'est intégralement effectuée à l'ombre du pic pétrolier, puisque les ateliers étaient animés systématiquement selon les méthodes que nous avons exposées dans ce chapitre, et qui consistent à *légitimer le travail réflexif sur les réactions de peur* que suscitent les anticipations catastrophistes, de manière à les canaliser sans les étouffer dans un sens heuristique, et à optimiser ainsi leur capacité à provoquer un engagement politique fondé sur l'acceptation de l'imminence d'un basculement énergétique et économique majeur. Nous développerons davantage le cas de cette expérience originale de délibération narrative dans le prochain chapitre, centré sur la question du recours stratégique au récit comme instrument de

réduction des dissonances cognitives que font souvent naître les angoissantes anticipations catastrophistes.

* * *

Depuis les années 1990, les théories et les pratiques démocratiques laissaient entrevoir non seulement une remise en cause du monopole de la rationalité des experts, mais aussi un début de réhabilitation du rôle des dynamiques émotionnelles dans les processus délibératifs. Parallèlement, plusieurs philosophes continuaient à nourrir l'ambition théorique de fonder une éthique de la décision qui s'appuierait sur les vertus heuristiques d'une peur rationnelle, seule capable de nous hisser à la hauteur de catastrophes techniques et écologiques inédites, dont la démesure semble inaccessible aux logiques strictement analytiques. Dans ce contexte, l'étude des mobilisations catastrophistes contemporaines fournit un éclairage sociologique original, qui permet d'entrevoir quels pourraient être les méthodes et les dispositifs qui contribueraient à mettre en pratique la réhabilitation des émotions et l'heuristique de la peur dans les espaces politiques. Les réseaux britanniques de la transition, notamment, ont su formaliser et diffuser des compétences militantes dans la gestion optimale des réactions émotionnelles suscitées par les angoissantes anticipations catastrophistes, en légitimant notamment en leur sein un travail émotionnel canalisé par une méthodologie d'accompagnement politique des dispositifs de sensibilisation à des fins heuristiques. Ce travail répondait d'abord à des besoins stratégiques : celui de tirer parti des chocs moraux – ou des répliques de chocs moraux – dont l'expérience empirique montre qu'ils jouent un rôle important dans les ralliements à la cause collective ; et celui de maîtriser des logiques émotionnelles souvent très déplaisantes pour les individus qui les éprouvent, en leur offrant un accompagnement politique permettant de domestiquer la peur catastrophiste sans se laisser étouffer par elle. Mais ce travail émotionnel a aussi conduit à des prolongements professionnels et institutionnels originaux, avec des incursions dans quelques espaces délibératifs officiels, et avec la création d'espaces délibératifs autonomes : dans ces cas-là, la méthodologie de l'heuristique de la peur n'est plus seulement mise au service d'un processus de mobilisation, mais plutôt au service d'un processus de délibération à vocation inclusive. Le prochain chapitre montrera notamment comment des pratiques de mise en récit ont alors été mobilisées, dans le cadre de délibérations narratives, pour contribuer à réduire les dissonances cognitives introduites par la perspective anxiogène des catastrophes à venir.

II- Récits catastrophistes : résonances narratives contre dissonances cognitives

« Une autorité incontestable lui eût-elle annoncée que la fin du monde sera due à un trouble catastrophique de l'atmosphère, il aurait assimilé cette information à la simple idée de "sale temps" et pas à une autre, parce qu'il n'avait aucune expérience des cataclysmes, et que la foi n'implique pas nécessairement la compréhension. »[1]

La dimension émotionnelle des dynamiques militantes et des processus délibératifs des réseaux catastrophistes étant établie, il faut encore interroger la manière dont les déductions politiques fondées sur l'heuristique de la peur sont traduites en croyances et en pratiques. En effet, nous avons montré que les chocs moraux ou les répliques de chocs moraux constituent des jalons de la mémoire émotionnelle subjective des militants. Mais par définition, ces chocs ne peuvent être que des moments paroxystiques d'expérience de la peur catastrophiste, qui soulèvent en creux la question des intervalles entre les chocs : comment s'effectue le travail de mise en ordre des croyances et des pratiques supposées conformer le vécu quotidien aux anticipations catastrophistes inspirées par l'heuristique de la peur ? Les frissons ou les sueurs froides que certains militants racontent avoir éprouvés en comprenant les conséquences du pic pétrolier permettent de *matérialiser* une croyance, mais cela ne dure qu'un temps. Il faut donc étudier le travail politique par lequel les militants luttent contre cette amnésie du corps, pour pérenniser et ancrer dans le quotidien leur croyance en l'imminence d'un basculement global.

Dans ce chapitre, nous allons montrer que les réseaux catastrophistes contemporains ont beaucoup investi dans une *stratégie politique de contestation narrative* pour donner davantage de *« poids de réalité »* à leurs croyances. En effet, ce travail militant sur les récits répond au besoin stratégique – propre à ces mouvements – d'aider à réduire les importantes dissonances cognitives que les perspectives catastrophistes ne cessent d'introduire chez des individus qui, tout en étant plutôt convaincus par l'hypothèse de rupture, doivent tout de même concilier leur conviction avec la réalité quotidienne d'un contexte social où tout reste fondé sur l'hypothèse de continuité. Or, la stratégie narrative des réseaux catastrophistes

[1] Joseph Conrad, *Typhon*, Paris, Gallimard, 1973 (1903), p.36.

permet d'accompagner les individus dans une approche réflexive des grands récits qui donnent sens au vécu quotidien, en l'articulant avec des croyances plus fondamentales quant à la marche du monde… et en donnant ainsi du sens à l'engagement politique en période de précipitation catastrophique.

L'analyse sociologique des dynamiques narratives nécessite d'importantes précautions méthodologiques. Un auteur comme Christian Salmon, par exemple, a bien démontré que la construction de récits peut être étudiée comme la manifestation de luttes politiques entre des processus de cadrage concurrents[1]. Mais ses travaux ont été critiqués par Érik Neveu, à cause surtout de leur tendance à réduire le *storytelling* à une stratégie de communication néfaste (car extrêmement efficace pour la manipulation des masses) sans véritablement rendre compte des conditions sociales, nécessairement contrastées, d'élaboration et de réception des récits[2]. Pour l'étude des pratiques narratives catastrophistes, nous nous réfèrerons davantage aux concepts de la sociologue Francesca Polletta, déjà citée plus haut pour ses travaux pionniers sur le rôle des émotions dans les processus de mobilisations[3]. Dans un ouvrage de 2006, intitulé *It Was Like A Fever*, elle a prolongé les analyses de Robert Benford sur les processus de cadrage, en proposant un cadre théorique et méthodologique pour l'étude de la *« mise en récit »* comme registre discursif ayant une effectivité politique, au-delà des logiques purement rationnelles[4]. Selon elle, une sociologie de la mise en récit permettra de compléter utilement l'analyse des processus de cadrage et des résonances cognitives, en soulignant l'importance de la narration comme élément structurant des croyances communes qui unissent le collectif.

Comme pour l'étude des dynamiques émotionnelles, l'approche sociologique des récits ne peut éviter les généralités qu'à la condition d'identifier des dispositifs et des procédures réellement objectivables. Dans le cas des mobilisations catastrophistes contemporaines, nous pourrons étudier non seulement le *contenu* des récits en tant que tel, mais aussi les *dispositifs* narratifs qui ont servi de support au travail militant de diffusion et d'appropriation des récits (notamment des films documentaires), et les *procédures* narratives expérimentales initiées par certains groupes locaux. L'enjeu de cette analyse sera de rendre intelligible le travail politique auquel ces mouvements procèdent pour susciter des *résonances narratives* susceptibles de réduire les *dissonances cognitives* qui empêchent la pérennisation des croyances acquises au

---

[1] Christian Salmon, *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008 (2007).
[2] Érik Neveu, 2011 (1996), *op. cit.*, p.105.
[3] Jeff Goodwin, James M. Jasper et Francesca Polletta (dir.), 2001, *op. cit.*
[4] Francesca Polletta, 2006, *op. cit.*

moyen de l'heuristique de la peur. Dans un premier temps, nous analyserons comment ces réseaux ont expliqué par des phénomènes psychologiques leurs difficultés à conformer leurs croyances et leurs pratiques quotidiennes à leurs convictions catastrophistes ; puis, l'étude du travail militant sur les récits catastrophistes montrera que certains dispositifs narratifs ont été les supports d'une stratégie consciente de contestation narrative de l'hypothèse de continuité ; et enfin, nous verrons que ces pratiques narratives militantes ont inspiré la création d'espaces délibératifs autonomes, au sein desquels un processus de délibération narrative a contribué à rapprocher les croyances catastrophistes du vécu quotidien.

1- « Savoir n'est pas croire » : les obstacles aux croyances catastrophistes

Les réseaux de la décroissance et de la transition font preuve d'une importante activité réflexive au sujet de leurs difficultés à *véritablement* croire en leurs propres diagnostics. Les penseurs et les militants de ces mouvements admettent en effet fréquemment qu'en dépit de leur intime conviction qu'un basculement global est en cours, ils persistent à faire comme si la situation actuelle allait encore durer – dans leur vie familiale, dans leurs choix professionnels, etc. Ce décalage persistant les a amenés à s'interroger sur l'existence d'obstacles sociaux ou psychologiques à la pérennisation des croyances catastrophistes : faire l'expérience physique de la peur prouve l'intensité de la croyance à un instant donné… mais tout se passe ensuite comme si cette croyance se dissolvait avec le retour aux routines psychologiques et sociales fondées sur l'hypothèse de continuité. Cette difficulté à croire *vraiment* en la catastrophe alors même qu'on est sincèrement convaincu de son approche, le philosophe Jean-Pierre Dupuy l'a résumée en une formule souvent reprise par les objecteurs de croissance : *« Savoir n'est pas croire »*[1]. Le savoir peut rester une abstraction, alors que la véritable croyance implique plutôt un engagement de l'individu, un souci de matérialiser ses convictions par une mise en ordre du quotidien et une renégociation des relations sociales… qui est socialement coûteuse, quand la dissonance est trop forte, ce qui est le cas entre les croyances catastrophistes et les normes de la société continuiste. C'est cette difficulté à mettre en ordre le quotidien et les croyances catastrophistes qu'il faut expliquer, en étudiant d'abord comment les propos des militants font écho aux analyses de philosophes catastrophistes sur notre difficulté à vraiment croire en la possibilité de catastrophes supraliminaires, c'est-à-dire trop grandes pour que nous puissions

[1] Jean-Pierre Dupuy, 2002, *op. cit.*, p.129.

les concevoir ; et ensuite comment l'interaction des dissonances cognitives et sociales limitent le poids de réalité que les militants catastrophistes accordent à leurs croyances.

1.1 La supraliminarité et les méthodes pour la minimiser

Dans son ouvrage de 2002, intitulé *Pour un catastrophisme éclairé*, le philosophe Jean-Pierre Dupuy précise ce qu'il essaye d'exprimer en affirmant que *« nous ne croyons pas ce que nous savons »* :

> *« La catastrophe n'est pas crédible, tel est l'obstacle majeur. La peur de la catastrophe n'a aucune force dissuasive. L'heuristique de la peur n'est pas une solution toute faite, elle est le problème. »*[1]

Ce problème d'un *« déficit de crédibilité »* intrinsèque au diagnostic catastrophiste n'est pas qu'une spéculation philosophique. Dans les mobilisations catastrophistes contemporaines, il devient une contrainte stratégique pour les militants qui prétendent construire et pérenniser une action politique fondée sur la prise en compte effective des implications de ce diagnostic. Cela a conduit ces réseaux à développer une forte réflexivité sur les obstacles à une *« vraie »* croyance catastrophiste, entendue comme une forme de conviction presque viscérale qui serait suffisamment profonde et pérenne pour motiver une mise en ordre du quotidien en fonction de l'anticipation catastrophiste. Cette hypothèse d'une *« vraie »* croyance est au cœur de *Carbon Detox*, un ouvrage publié en 2007 par George Marshall, un psychologue écologiste proche du réseau britannique de la transition. L'auteur y raconte notamment qu'il avait milité pendant déjà plusieurs années contre le réchauffement climatique, avant qu'un hasard ne lui fasse comprendre que jusque-là, il n'y avait pas *vraiment* cru :

> *« In October 2005 I was standing on my back porch having a cigarette when I realized that climate change was really happening. […] It was a clear night, and as I stood looking at the stars I felt the warm evening breeze blowing across me. I bathed in its moist, rich fertile smell, recalling fond memories of holidays in Italy. The only thing missing was a background buzz of crickets.*
>
> *« And then I felt a violent shudder running all through my body – as if I had been wired to the mains. It was an overwhelming sense of danger that triggered all of my animal defence mechanisms – my hairs stood on end, my skin started sweating, my heart was*

[1] *Ibid.*, p.143-144.

pounding. My body had heard the warning carried by that gentle breeze. This wasn't some balmy garden on the Adriatic – it was a dingy backyard on an Oxford housing estate. And it was late October – we should already have had the first frost. It later turned out that this had been the hottest October weather on record.

« In that instant, and for the first time, I truly *believed in climate change. You could say that, after a long slumber, I had woken up and found myself on the rollercoaster.*

« Now when I tell this story, most people look at me as if I am nuts. […] But when I tell my story to people with a religious faith they understand immediately what I mean and why I am telling it. They understand that you can spend years going through the motions and say all the right things without truly believing something in your heart. And they recognize that true believing can come at strange times and in an instant of transcendental awareness. I wouldn't call my porch revelation a religious experience as such, but I must say that it shared many of the same qualities.

« Not only did this experience leave me deeply shaken but it raised a disturbing question: if, in that instant, I had suddenly and truly believed in climate change, did this mean that I had been working on something for five years that I actually didn't believe in?

« And the answer has to be 'yes'. Now this does not mean that my work was ineffective because of that. In some ways it might have been more effective. The few people who I can say without question truly believe in climate change have an alarming tendency to grab people bay the lapels and scream at them – and this is not a very effective way to communicate their concerns. But it was also clear that belief in climate change is not a switch – it exists in degrees, and it takes years to acquire. »[1]

La résonance est forte avec les analyses de Dupuy : non seulement savoir n'est pas croire, mais en plus, faire l'expérience physique de la peur n'est qu'un *commencement* de croyance. En dressant un parallèle entre le frisson d'angoisse catastrophiste et la révélation religieuse, George Marshall attire notre attention sur la dimension essentiellement subjective et intime de ce phénomène, presque indicible… mais que pourtant ceux qui l'ont eux-mêmes éprouvé semblent pouvoir reconnaître. D'un point de vue sociologique, cela s'apparente à une variante de *« choc moral »*, susceptible d'intervenir longtemps après le début de l'engagement politique, mais susceptible d'amener l'individu à reconsidérer son environnement social, voire à renégocier le sens et les modalités pratiques de son action militante. Mais dans le dernier paragraphe de son récit, Marshall souligne aussi combien la *« révélation catastrophiste »* peut

[1] George Marshall, *Carbon Detox: Your Step-By-Step Guide to Getting Real About Climate Change*, London, Gaia thinking, 2007, p.86-88.

être difficile à assumer, tant psychologiquement que socialement : en effet, la démesure de la catastrophe attendue est telle qu'elle risque de s'avérer déstabilisante si le militant y croit *vraiment*, c'est-à-dire s'il pousse la croyance jusqu'à vouloir conformer trop entièrement ses pratiques sociales et politiques à l'anticipation catastrophiste.

Si la catastrophe n'est pas crédible, elle le doit donc à son caractère *démesuré*. À partir de son expérience d'intellectuel engagé dans les mouvements antinucléaires, le philosophe catastrophiste Günther Anders avait proposé le concept de *« supraliminarité »* pour exprimer le fait que les menaces apocalyptiques (qui caractérisent notre époque depuis que la bombe atomique existe) sont tellement gigantesques que l'esprit humain semble incapable d'y accéder et de le concevoir au point d'y croire véritablement. C'est par ce concept qu'il expliquait l'incapacité de certaines victimes d'Hiroshima à trouver des mots qui ne soient pas dérisoires pour dire ce qu'ils avaient vécu :

> *« J'appelle "supraliminaires" les événements et les actions qui sont trop grands pour être encore conçus par l'homme : si c'était le cas, ils pourraient être perçus et mémorisés. Weber et Fechner ont appelé "infraliminaires" les excitations qui sont trop petites pour que les hommes puissent encore les enregistrer. Aujourd'hui les "excitations" (s'il est possible de ranger des événements immenses sous ce terme académique) sont devenues trop grandes pour "accéder" encore à nous. C'est au point que lorsque j'ai cherché à parler de la déflagration atomique avec les victimes d'Hiroshima, elles restaient tout simplement muettes. Non parce que leur anglais aurait été insuffisant (ils se taisaient en japonais et l'interprète, lui aussi, restait muet). L'événement était trop grand pour qu'ils aient pu s'en rappeler et même pour qu'ils aient pu le percevoir. »*[1]

Plus loin, Anders notait que le caractère supraliminaire de la menace apocalyptique était tellement perturbateur – émotionnellement, psychologiquement ou socialement – que celle-ci était souvent *éludée* au moyen de *méthodes de minimisation* qui permettent de maintenir le danger à distance[1]. Il propose une typologie de ces méthodes, en pointant toujours la manière dont elles contribuent à *déréaliser* la menace par des procédés *« mensongers »* : établir un classement erroné du danger en prétendant que le risque apocalyptique n'est que la réplique en plus grand d'autres petits risques ; dégriser l'horreur en réduisant le scénario d'apocalypse à ses données statistiques ; solenniser l'horreur en valorisant son aspect esthétique ; procéder à des comparaisons infondées à partir des données passées (alors que l'apocalypse serait par définition un phénomène nouveau et

[1] Günther Anders, 2001 (1977), *op. cit.*, p.72-73.

incomparable) ; prétendre qu'en réalité, le monde serait plus dangereux sans le risque apocalyptique ; prendre le risque à la légère en riant des ceux qui s'en inquiètent ; et spéculer sur la bêtise en tentant d'apaiser les futures victimes par des recommandations dérisoires, mais dont ils se contenteront peut-être. En procédant à cette typologie, Anders attire notre attention sur la dimension sociale du refoulement, perceptible au fait que ces méthodes s'incarnent en pratique dans des *interactions* entre individus, dont la conséquence est de *délégitimer socialement* les tentatives de prise en considération réelle des menaces supraliminaires.

Günther Anders est d'abord un philosophe de l'ère atomique, et c'est donc à partir de la menace nucléaire qu'il construit sa typologie des méthodes de minimisation. Mais à partir de ce cas extrême, il a produit une réflexion plus générale sur le *« décalage prométhéen »*, qu'il définissait comme le fait que l'humanité était de plus en plus *dépassée* par la démesure de ses productions : il s'agit donc du décalage entre l'énormité des conséquences de notre puissance technique d'une part, et la petitesse de nos capacités à comprendre ces conséquences d'autre part. Le *déficit de crédibilité* des perspectives catastrophistes doit alors être compris comme le reflet du *déficit d'imagination* de l'homme qui ne parvient pas à hisser son imagination et ses croyances à la hauteur de sa puissance réelle. Pour les nombreux objecteurs de croissance qui s'approprient aujourd'hui les textes d'Anders, il faut désormais appliquer ce prisme de lecture au problème de la catastrophe énergétique et climatique, qui est la conséquence de nos choix passés, mais dont l'ampleur supraliminaire semble inaccessible à notre conscience… si bien qu'il est comme impossible d'y conformer durablement nos croyances et nos pratiques sociales.

Ces considérations psychologiques et philosophiques mettent en lumière une contrainte propre aux mobilisations catastrophistes : leur difficulté à pérenniser un engagement fondé sur l'anticipation de catastrophes supraliminaires auxquelles il est difficile de croire *vraiment*, en dépit de toutes les démonstrations logiques. Mais cet argument n'est pas que psychologique, puisque les méthodes de minimisation dénoncées par Anders relevaient surtout d'interactions sociales incitant les individus à éluder les menaces supraliminaires. C'est à ces interactions qu'il faut maintenant s'intéresser, en montrant comment les militants catastrophistes, quand ils commencent à croire suffisamment en leurs anticipations pour tenter d'y conformer leurs discours et leurs pratiques quotidiennes, sont confrontés à de violentes *dissonances cognitives*

---

[1] *Ibid.*, p.189-201.

et *dissonances sociales*… qui rendent très coûteuse la mise en ordre du quotidien, et incitent plutôt le militant à relativiser l'intensité de sa croyance catastrophiste.

1.2 Dissonances cognitives et dissonances sociales

Les militants de la décroissance et de la transition que nous avons rencontrés n'avaient pas une représentation homogène des catastrophes à venir, pas plus que de leur rythme ou de leur forme précise. Souvent, des termes comme *« effondrement »* ou *« rentrer dans le mur »* étaient utilisés pour désigner des perspectives déplaisantes, mais sans déroulement très précis. Toutefois, il est arrivé que certains militants nous expliquent de façon plus détaillée ce qu'ils mettaient derrière ces expressions – souvent quand nous avions déjà passé plusieurs heures avec eux en observation participante, et qu'une certaine confiance s'était installée. Les propos tenus dans ces conditions étaient généralement très significatifs, dans la mesure où ils aidaient à mieux saisir ce qui rend l'engagement catastrophiste psychologiquement et socialement si impliquant : des perspectives souvent très sombres, qui ont fait dire à plusieurs des militants interrogés qu'ils *« espéraient se tromper »*, ou qu'ils préfèreraient *« ne pas trop y penser »*.

Le 15 novembre 2008, après une journée d'observation participante auprès du groupe de transition d'Exeter (Devon) qui organisait une journée d'ateliers, Oliver nous a proposé de venir chez lui pour y conduire un entretien informel. Médecin quinquagénaire, père de deux jeunes adultes, il habitait une maison cossue dans le centre-ville. Après quelques minutes de discussion, il a commencé à nous raconter sa manière de voir l'avenir, en s'appuyant sur des scientifiques ou des journalistes scientifiques réputés pour la noirceur de leurs pronostics, et dont il nous recommandait la lecture. On peut légitimement considérer que la description qu'il nous a faite se distingue par sa noirceur :

> *« Ma théorie, c'est que le climat va se réchauffer très très vite : je ne sais pas si vous connaissez James Lovelock ou Mark Lynas, mais ça devrait s'accélérer et s'emballer d'ici 10, 15 ou 20 ans. Pour Lovelock, il est même déjà trop tard aujourd'hui, trop tard pour arrêter le changement climatique, parce que le permafrost a déjà commencé à fondre. Donc d'ici 20 ans peut-être, les gens vont fuir les régions tropicales, qui seront devenues inhabitables à cause des famines et des guerres, pour se rapprocher des pôles. Et en fait, de tous les continents, l'Amérique du Nord est la mieux placée pour ça, parce que quand on va vers le Nord, le continent s'élargit : les Américains savent qu'ils pourront aller au Canada, que c'est un pays immense, peu peuplé, plein d'eau et plein de forêts pour le bois. Alors*

qu'en Amérique du Sud, en Afrique et en Europe, quand on va vers les pôles, ça se rétrécit, et donc il y aura trop de gens, et donc des guerres. En Sibérie, il y aura des conflits entre la Chine, la Russie et l'Inde, parce que ça fera vraiment beaucoup de monde. En plus, le Canada est protégé par deux barrières naturelles, les océans, qui seront facilement surveillés par l'armée américaine pour empêcher l'immigration massive des réfugiés. Alors vraiment, si vous voulez vous marier et faire des enfants, il faut que vous alliez vivre au Québec. »[1]

Ces propos doivent être appréhendés avec précaution, car il s'agit d'un discours tenu en privé, dans un moment de détente, et qui ne suffit pas à résumer la manière dont le réseau de la transition conçoit l'avenir. Mais il est pourtant représentatif d'un genre d'anticipation quasi apocalyptique que beaucoup de militants jugent tout à fait *possible* – et même probable, selon les plus dubitatifs quant à leur capacité collective à inverser la tendance. Et pour cette raison, il peut être considéré comme une illustration significative de la difficulté à croire *vraiment* en un tel scénario, c'est-à-dire à y croire suffisamment intensément pour en tirer les conclusions pratiques : *« il faut que vous alliez vivre au Québec »*. À ce stade, le problème qui se pose nécessairement au militant sera celui du *degré d'acceptabilité psychologique et sociale* de ce type de croyance : éprouver un frisson de peur ponctuel est aisément admis ; dire comme une hypothèse conditionnelle qu'il faudrait aller vivre au Québec peut encore l'être ; commencer à envisager sérieusement et publiquement ce déménagement risque vite de devenir socialement problématique ; et le faire effectivement suscitera au moins l'incompréhension de l'entourage. En réalité, Oliver nous disait quelques minutes plus tard que lui-même étant déjà assez âgé, il n'avait pas besoin de déménager, parce qu'il espérait ne pas voir cela de son vivant. Puis son chat arriva pour demander à manger, ce qui nous ramena tous à des considérations beaucoup plus terre à terre, bien loin des guerres du climat supraliminaires dont nous parlions quelques instants auparavant. Finalement, tout se passait comme si la croyance d'Oliver se manifestait de manière *fluctuante*, parfois très intense quand il la verbalise, mais très rapidement mise à distance quand le quotidien réimpose ses logiques propres, fortement continuistes.

Ce décalage typique du catastrophisme, entre la supraliminarité des anticipations d'une part et la banalité continuiste du quotidien d'autre part, peut être saisi au travers de la notion de *dissonance cognitive*. Dans les années 1950, le psychologue social Leon Festinger étudiait avec son équipe les conditions sociales dans lesquelles une croyance pouvait se maintenir tout en étant démentie par les faits. Cela les avait conduits à pratiquer l'observation participante

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Oliver, militant quinquagénaire d'un groupe de transition à Exeter

auprès de sectes apocalyptiques qui prophétisaient la fin du monde à une date précise, pour pouvoir étudier la manière dont le groupe réagirait en voyant que sa prédiction ne s'était pas réalisée comme prévu. D'une manière ou d'une autre, disaient-ils, le spectacle de la continuité du monde susciterait chez les adeptes des dissonances cognitives trop évidentes pour pouvoir être éludées :

> *« Deux opinions, croyances ou éléments de savoir sont dissonants s'ils jurent l'un avec l'autre, soit qu'ils se contredisent, soit que les éléments envisagés ne découlent pas l'un de l'autre. […] La dissonance étant par définition génératrice de malaise, le sujet sera "contraint" de chercher à la réduire ou à l'éliminer. Ces efforts, qui constitueront la manifestation observable de la dissonance, peuvent prendre trois formes, parfois conjuguées. La personne peut tenter de modifier une ou plusieurs de ses croyances, opinions ou comportements impliqués dans la dissonance ; elle peut chercher à étayer sur de nouvelles informations les consonances existantes et réduire d'autant la dissonance globale ; elle peut enfin essayer d'oublier ou de minimiser les éléments cognitifs dissonants. Pour que ces efforts réussissent, ils doivent trouver le soutien d'un milieu soit physique soit social. En l'absence de ce soutien, les efforts les plus déterminés pour réduire la dissonance sont voués à l'échec. »*[1]

Les conclusions de Festinger éclairent la dimension sociale du phénomène de manière significative. Tous les adeptes durent effectivement procéder à un travail de réduction de leurs dissonances cognitives, en modifiant leurs croyances. Mais tous ne le firent pas de la même façon : ceux qui avaient fait ce travail en compagnie de non-croyants avaient majoritairement *renié* leur foi initiale, tandis que les adeptes restés en huis-clos avaient *rationalisé* l'échec de leur prophétie en se convainquant les uns les autres que c'était leurs prières qui avaient permis d'éviter la fin du monde. Cette étude démontrait donc la capacité d'un collectif à renégocier sa croyance quand la dissonance cognitive devient trop forte… mais aussi la nécessité pour cela qu'il y ait un collectif qui soit là pour re-légitimer la croyance menacée de discrédit.

L'exemple de cette étude ne peut être ici qu'un éclairage, car il serait erroné de dresser un parallèle entre une logique apocalyptique (fondée sur des convictions de nature religieuse) et les logiques catastrophistes contemporaines, qui relèvent plutôt de l'appropriation politisée d'un diagnostic scientifique (sur un mode déductif discutable, mais rationnel). Et pourtant, le phénomène des dissonances cognitives est fréquemment perceptible chez les militants de la décroissance et de la transition, qui déjà peinent à *« croire ce qu'ils savent »*, mais qui en plus

---

(Devon), le 15 novembre 2008.

doivent quotidiennement réduire les dissonances entre leurs anticipations catastrophistes et le spectacle d'un environnement social fermement continuiste. En effet, ainsi que le pointent les travaux de Festinger, la dissonance a une dimension cognitive individuelle, mais elle s'ancre dans un tissu de relations sociales qui vont la rendre plus ou moins *douloureuse*, et donc plus ou moins *négociable* : entre adeptes partageant une même foi, on peut rationaliser l'échec de la prophétie en renégociant la croyance pour l'adapter à la réalité ; mais un adepte seul parmi les mécréants, faute de pouvoir la renégocier, aura davantage tendance à renier la croyance.

Pour les militants de la décroissance et de la transition, c'est le spectacle de la société continuiste, mais aussi le poids du regard de l'entourage qui suscite de la dissonance. Bridget, militante quinquagénaire cofondatrice d'un groupe de transition à Exeter (Devon), nous disait ainsi qu'il lui était souvent *« douloureux »* de concilier ses convictions politiques d'une part, et le spectacle des choix professionnels et familiaux de ses enfants d'autre part :

> *« [Ma fille] tue le temps en attendant septembre. D'ici-là elle doit décider si elle va rejoindre son copain au Brésil, ou si c'est l'inverse. Chacun des deux veut aller dans le pays de l'autre. Évidemment moi ça ne me réjouit pas, je trouve ça plutôt affreux comme perspective. Elle sait ce que j'en pense, elle sait que selon moi ce n'est pas une situation durable : le prix des billets d'avion va augmenter, et en plus je ne veux pas prendre l'avion. Donc ça va être une séparation dure, soit pour elle, soit pour lui. Elle sait que je pense comme ça, je ne le lui cache pas. J'essaie quand même de la soutenir autant que je peux. Mais je crois qu'elle trouve que je devrais le faire davantage, l'aider et la soutenir quelle que soit sa décision… Mais elle a changé, elle est devenue très mainstream, elle met des chaussures à hauts talons… Oui, c'est vraiment un changement, je crois que c'est lié à son copain brésilien, il vient d'une famille très riche. Donc c'est pas trop facile à vivre à la maison en ce moment. »*[2]

Dans cet extrait d'entretien particulièrement représentatif, on constate que la dissonance cognitive se double d'une dissonance sociale : Bridget ne parvient pas à concilier ses deux rôles sociaux, celui de parent responsable et celui de militante catastrophiste. Et elle nourrit le sentiment que sa fille *désapprouve* sa croyance catastrophiste – ou du moins sa prétention à matérialiser sa croyance par une mise en ordre de son quotidien, impliquant non seulement de ne plus prendre l'avion, mais en plus d'*incarner par ce choix l'intransigeance de sa croyance*.

---

[1] Leon Festinger, Henry W. Riecken et Stanley Schachter, 1993 (1956), *op. cit.*, p.24-25.

[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Bridget, à Newton Abbot (Devon), le 12 juin 2010, en marge des rencontres internationales du réseau de la transition. Nous la retrouvions après l'avoir déjà accompagnée trois jours en observation participante, deux ans auparavant.

Au fil de nos entretiens, outre le refus assumé des voyages aériens, nous avons croisé d'autres formes d'incarnation de la croyance catastrophiste qui, en rencontrant l'incompréhension de l'entourage continuiste, rend socialement *coûteuse* la fermeté des convictions catastrophistes : décider de ne pas avoir d'enfants, ne plus se soucier des cotisations pour la retraite, refuser un plan de carrière bien tracé pour se reconvertir dans l'agriculture vivrière, etc. Cela contribue à expliquer l'importance de la sociabilité catastrophiste, qui permet aux militants de s'investir dans des espaces sociaux où leurs croyances ne doivent pas perpétuellement être justifiées et renégociées… mais même cela ne suffit évidemment pas pour parvenir à faire abstraction des dissonances cognitives et sociales que fait naître l'environnement social continuiste.

Pour les mouvements catastrophistes contemporains, la gestion des croyances apparaît donc comme un besoin stratégique, qui nécessite un travail politique collectif : la croyance catastrophiste ne reste qu'une considération théorique si elle n'est pas verbalisée et incarnée dans un vécu quotidien ; or cette verbalisation et cette incarnation sont douloureuses, car elles se heurtent à la désapprobation de l'entourage continuiste. Dans ce contexte, la croyance catastrophiste apparaît extrêmement fluctuante : le caractère supraliminaire de la menace tend à la déréaliser en empêchant de la rendre intelligible, si bien que les croyances catastrophistes semblent devoir se dissoudre dans les réalités quotidiennes… sauf lorsque certaines décisions accroissent soudainement le poids de réalité de la perspective catastrophiste en incarnant l'intensité de la croyance par une adaptation du quotidien, mais alors elles se heurtent à une réprobation qui durcit les dissonances cognitives et sociales. Tout se passe donc comme si le militant devait perpétuellement risquer soit de devoir taire ou renier ses convictions sous la pression des dissonances, soit de les réaffirmer de manière trop intransigeante pour que cela ne paraisse pas incongru ou excessif à l'entourage.

Les travaux de Festinger soulignent à ce sujet l'importance du collectif comme lieu de rationalisation et de renégociation des croyances menacées de discrédit. Sans prétendre mener une recherche en psychologie sociale, nous devons nous intéresser au *travail politique* grâce auquel les collectifs catastrophistes organisent et formalisent la renégociation des croyances qui sous-tendent cet engagement particulier. Ce travail politique est d'autant plus important, dans les mobilisations catastrophistes, que celles-ci cumulent les deux contraintes militantes de la supraliminarité des menaces qui les motivent d'une part, et des dissonances cognitives et sociales qui rendent l'engagement plus coûteux d'autre part. L'analyse de ce travail politique nécessite d'importantes précautions méthodologiques, le principal problème étant la récolte de matériaux sociologiques objectivables. L'étude des pratiques narratives catastrophistes

permet de satisfaire à cette exigence, puisqu'elle peut se concentrer sur les dispositifs et les processus narratifs qui visent justement à donner du *poids de réalité* aux anticipations catastrophistes par un double travail symbolique de *représentation du supraliminaire* d'une part, et de *réduction des dissonances* d'autre part.

2- Travail militant : résonances narratives contre dissonances cognitives

Confronté à l'apathie de ses contemporains concernant la perspective d'une apocalypse nucléaire, Günther Anders avait souvent opté pour une stratégie narrative. Un philosophe qui n'écrirait que pour les autres philosophes serait comme un boulanger qui ne ferait du pain que pour les autres boulangers, argumentait-il. Déjà pendant les années 1930, il avait choisi la forme narrative pour traiter des dangers du nazisme montant[1]. Dans les années 1960, il choisit la fable de Noé, prophète de malheur incapable de se faire entendre des autres hommes, pour traiter de la question atomique[2]. Pour le philosophe, il ne s'agissait en rien d'une posture esthétique, mais plutôt d'une tentative visant à combattre la supraliminarité, en laquelle il voyait l'obstacle suprême à la réflexion et à l'action politique. Ainsi conçue, la narration est le support d'un travail symbolique visant à réduire les dissonances cognitives qui limitent notre capacité à croire ce que nous savons. Si cet exemple est significatif, c'est parce que dans les années 2000, les mouvements catastrophistes ont, eux aussi, développé une stratégie narrative pour contribuer à accroître le poids de réalité de leurs anticipations. Ce qui était une initiative personnelle chez Anders devient alors un *travail militant*, qui s'appuie sur des dispositifs et des méthodes spécifiques d'animation politique. Nous allons d'abord expliquer comment ce travail narratif, dont l'objectif est de contester les grands récits continuistes du développement et du progrès en leur proposant une alternative, a fait l'objet d'une réflexion stratégique très explicite dans les réseaux de la transition britannique, et en laquelle il faut voir une tentative de lutte contre les dissonances cognitives par la culture de *résonances narratives*. Puis, dans la lignée des travaux de Francesca Polletta sur le rôle des processus de cadrage narratif dans les actions collectives, nous analyserons trois dispositifs narratifs qui ont été les supports de ce travail politique dans les réseaux catastrophistes : l'un centré sur l'histoire de la résilience

[1] Pendant les années 1930, Günther Anders a choisi la forme romanesque pour faire une satire de l'idéologie nazie. Cet ouvrage, intitulé *La Catacombe de Molussie*, n'a pas été traduit à ce jour. Édition allemande : Günther Anders, *Die Molussische Katakombe. Roman.* München, C. H. Beck, 1992. Pour la traduction d'une présentation de cette œuvre par Anders lui-même, voir : Günther Anders, 2001 (1977), *op. cit.*, p.37-46.
[2] « L'avenir pleuré d'avance », *in* Günther Anders, 2006 (1981), *op. cit.*, p.21-33.

de la société cubaine quand elle fut brusquement privée de pétrole après l'effondrement du bloc soviétique ; l'autre axé sur l'histoire du succès de la gestion collective des pénuries par la société britannique lors de la Seconde guerre mondiale ; et le dernier esquissant l'histoire de la grande transition que les sociétés industrielles devraient aujourd'hui entamer pour devenir des sociétés d'abondance frugale ou de sobriété heureuse.

2.1 Une stratégie de contestation narrative des grands récits continuistes

Si les croyances catastrophistes s'avèrent ainsi entravées par les dissonances cognitives, c'est notamment parce qu'elles sont en contradiction flagrante avec le grand récit continuiste qui sous-tend les croyances dominantes. Ce grand récit continuiste n'est pas nécessairement homogène, mais il s'appuie sur quelques grandes idées qui contribuent à le structurer : l'idée de *« développement »*, dont Gilbert Rist a montré qu'elle était ancrée dans un imaginaire de l'expansion économique perpétuelle[1] ; celle de *« progrès »*, dont Alain Gras a expliqué le rôle de mythe autorisant les modernes à croire en une évolution perpétuelle vers toujours mieux et toujours plus[2] ; etc. Dans les années 1990 et 2000, la notion de *« développement durable »* a pu être envisagé comme le concurrent potentiel du grand récit continuiste, par sa prétention à recomposer le cadre et les horizons de référence de l'action politique. C'est notamment la thèse de Yannick Rumpala, quand il analyse la dimension socio-discursive du développement durable, lequel constitue au moins autant un univers sémantique qu'un projet politique :

> *« On peut aussi considérer qu'un projet, en l'occurrence un projet de société, installe un récit. Le récit sert en quelque sorte à accompagner le changement, ou au moins à le justifier. C'est ce qui semble également se passer avec le développement durable et amène à s'interroger sur la nature de ce récit. Précisément, ce projet collectif semble se construire à partir de l'installation d'un métarécit. Il s'agit en effet d'un tissage narratif qui prend une forme englobante, voire totalisante, et qui peut ainsi venir expliquer et ordonner la compréhension et l'expérience du monde tel qu'il évolue. Dans l'interprétation comme dans l'argumentation, cet assemblage semble pouvoir fournir un cadre de référence transcendant. De quoi d'ailleurs amener à se demander quelle position un tel métarécit constitué autour du développement durable prend par rapport à ce qui a pu être présenté comme un autre*

[1] Gilbert Rist, 2007 (1997), *op. cit.*, p.299-344.
[2] Alain Gras, 2007, *op. cit.*, p.252-253.

métarécit éminemment influent, celui de la modernisation, et dans quelle mesure peuvent s'établir des articulations ou des substitutions. »[1]

Cependant, au cours des années 2000, plusieurs analystes du développement durable ont montré que dans les faits, la diversité des interprétations possibles de cette notion avait finalement permis de concilier cet univers sémantique émergent avec l'essentiel du grand récit continuiste. C'est notamment l'idée défendue par Bruno Villalba, quand il conclut l'analyse des modalités d'appropriation et d'institutionnalisation du développement durable en pointant l'effacement progressif du potentiel subversif que certains théoriciens avaient initialement cru voir cette notion[2]. Cette perte de substance politique du développement durable a largement nourri l'émergence des mobilisations catastrophistes au début des années 2000, que ce soit en France ou au Royaume-Uni.

L'engagement catastrophiste se fonde sur un autre grand récit, en contradiction totale avec celui de la continuité du progrès et du développement. En France, cette affirmation peut se fonder sur l'analyse du rôle joué par des théoriciens critiques du progrès technique (Ellul, Illich, Gras, etc.) et du développement (Rist, Latouche, Partant, etc.) dans la structuration et la légitimation intellectuelle du mouvement pour la décroissance. Leurs écrits ont nourri l'idée que le récit moderne de la continuité était rendu obsolète par l'approche de seuils de ruptures catastrophiques, et qu'il fallait donc *« décoloniser notre imaginaire »*, selon une expression de Serge Latouche qui a connu un grand succès dans ces réseaux militants[3]. Cette décolonisation de l'imaginaire peut alors être comprise comme une ambition de rompre avec le grand récit continuiste, et de lui substituer un autre grand récit fondé sur l'acceptation des limites sociales et environnementales à la croissance, et sur l'invention d'une forme démocratiquement négociée de société d'abondance frugale[4]. Toutefois, en France, ces propositions ont généralement été formulées dans un registre discursif très argumentatif, et n'ont pas donné lieu à des tentatives significatives d'adaptation dans le registre narratif – c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de romans ou de films expressément produits pour incarner ce que serait une société de décroissance, ou une société en voie vers la décroissance. On pourrait, au mieux, travailler sur l'iconographie du journal *La Décroissance*, mais sans pouvoir véritablement présumer de sa représentativité par rapport au reste du mouvement.

---

[1] Yannick Rumpala, 2009, *op. cit.*, p.40-41.
[2] Bruno Villalba, « Une appropriation politisée… », 2009, *op. cit.*, p.363-366.
[3] Serge Latouche, *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Fayard, 2004.
[4] Serge Latouche, 2011, *op. cit.*

Mais au Royaume-Uni, au contraire, le réseau de la transition a rapidement développé une stratégie narrative très explicite, visant d'une part à contester le méta-récit continuiste, et d'autre part à nourrir le méta-récit concurrent de la transition vers la sobriété heureuse. C'est ce que montre par exemple cet extrait d'un article de Rob Hopkins, dans lequel il affirme que si la transition peine à se faire entendre, c'est parce qu'elle se heurte à un *« déficit narratif »* tel que les propositions du mouvement n'entrent pas encore en résonance avec des images mentales qui pourraient faire sens auprès des citoyens :

> *« One of the big problems we have is around stories. If we were to go into Hay today and stop people and say: 'What's your mental picture of Hay-on-Wye in 15 or 20 years, when it started to cut its emissions in 2009?' I think most people's mental picture tends to be somewhere between the* Flintstones *and* Little House on the Prairie. *We don't have the cultural stories about what that kind of shifts look like. We have the technologies. We have the insights. We have the ability tomorrow to put ourselves on a kind of war footing to make this happen very quickly. But we lack the narratives about what that would look like. »*[1]

De manière plus détaillée, les théoriciens du mouvement pour la transition ont établi une typologie distinguant *quatre méta-récits* au travers desquels les sociétés industrialisées pensent leur avenir[2]. Le premier est celui de la surenchère technologique, avec des avancées technologiques majeures qui permettraient, par exemple, de partir à la conquête de l'espace : c'est notamment l'imaginaire de la science-fiction. Le deuxième, plus modeste, suppose la continuation d'un progrès modéré, fondé sur la diffusion massive de technologies vertes qui permettraient au moins de stabiliser la situation écologique, sans nécessiter aucune évolution sociale majeure : c'est le récit du développement durable et de la croissance verte, ou celui du *« business as usual »*. Ces deux premiers grands récits peuvent être compris comme les deux compréhensions possibles de l'hypothèse continuiste. Puis il existe un troisième grand récit, celui de l'effondrement dont s'inspirent les films post-apocalyptiques, et qui tend à fasciner les individus et les groupes qui se détachent de l'hypothèse de continuité. Enfin, un quatrième grand récit serait celui d'une transition rapide, mais non-apocalyptique, vers des sociétés de sobriété heureuse. L'hypothèse des théoriciens du mouvement pour la transition est que les trois premiers grands récits peuvent s'appuyer sur des représentations communes (romans, films, etc.) qui contribuent à leur donner davantage de poids de réalité dans l'imaginaire des

---

[1] Rob Hopkins, « Lessons From the Front Line of Communities », *in* David Boyle and Andrew Simms, *The Art of Rapid Transition: How to Thrive in Times of Crisis*, London, New Economics Foundation, 2010, p.21-22.

[2] Shaun Chamberlin, 2009, *op. cit.*, p.21-37. On trouve des typologies très proches chez d'autres théoriciens de la transition, tels que le théoricien et fondateur de la permaculture David Holmgren, ou le journaliste scientifique Richard Heinberg. Voir : David Holmgren, 2009, *op. cit.*, p.60 ; Richard Heinberg, 2007 (2004), *op. cit.*, p.14.

sociétés industrialisées… mais qu'en revanche, il n'existe presque aucune représentation qui permettrait de *visualiser* ce à quoi ressemblerait concrètement le monde du quatrième méta-récit, celui de la transition heureuse vers un monde plus sobre.

À partir de cette typologie, Hopkins et les initiateurs du mouvement de la transition se sont explicitement fixé pour objectif de *combler ce déficit narratif* en cherchant des dispositifs et des méthodes qui aideraient à imaginer et à visualiser le projet de société en faveur duquel ils militaient. Là encore, contrairement aux réseaux de la décroissance qui sont assez éclatés, les réseaux britanniques de la transition étaient suffisamment structurés et centralisés pour que ces dispositifs et ces méthodes fassent l'objet d'une relative formalisation, ce qui a contribué à faciliter leur large diffusion auprès des groupes locaux (par le biais notamment des formations militantes dispensées à Totnes). Par ailleurs, ce travail narratif doit aussi être compris comme un prolongement du travail émotionnel auxquels procèdent ces réseaux militants (*cf.* chapitre précédent), puisque travail narratif et travail émotionnel sont deux stratégies complémentaires au service d'un même objectif politique : celui d'accroître le poids de réalité de l'anticipation catastrophiste, de manière à favoriser les ralliements et les soutiens à l'action collective. Les méthodes d'accompagnement politique de l'heuristique de la peur sont plutôt conçues pour donner davantage de poids à l'anticipation de désastres supraliminaires, mais le travail narratif doit contrebalancer la peur en structurant des récits plus désirables, et donc plus susceptibles de déclencher un certain enthousiasme militant.

Il est évidemment difficile d'évaluer le succès ou l'insuccès de ces pratiques narratives militantes. Selon Francesca Polletta, les récits élaborés par les mouvements sociaux peuvent jouer un rôle effectif dans le processus de mobilisation, en contribuant à la construction de l'identité collective et du sens de l'engagement. La sociologie des pratiques narratives permet de compléter l'analyse des processus de cadrage, principalement consacrée au travail militant de mise en cohérence théorique, et qui valorise surtout le registre discursif de l'argumentation rationnelle. Mais Polletta explique que le registre narratif, lui aussi, est très employé par les entrepreneurs de mobilisation et les militants pour raconter les origines et les raisons d'être du mouvement social dans lequel ils s'inscrivent : parce qu'il présente toujours *un début, une fin, une intrigue et des personnages*, le récit est un registre discursif présentant un important degré de cohérence interne, et très efficace pour rationaliser une incohérence théorique ou une zone

d'ombre historique[1]. Or, c'est justement pour ces raisons que le récit est un registre discursif déterminant dans les mobilisations catastrophistes contemporaines, qui ont la caractéristique de perpétuellement devoir rationaliser un engagement que de fortes dissonances cognitives risquent toujours de discréditer : après la démonstration logique qu'une rupture catastrophique est imminente, le registre narratif peut prendre le relais du registre argumentatif pour réduire les dissonances cognitives, et pour consolider la cohérence symbolique du catastrophisme en dépit du problème de la supraliminarité. C'est donc un travail politique visant à combler les lacunes de la rationalité démonstrative en proposant d'*« exercer son imagination »*, ainsi que le suggérait Günther Anders, pour se hisser à la hauteur des problèmes contemporains. Les récits catastrophistes peuvent alors être compris comme des *« étirements d'imagination »* qui contribuent au processus de mobilisation, et qui sont analysables par le biais des dispositifs narratifs sur lesquels s'appuient les militants pour procéder au travail symbolique de réduction des dissonances cognitives qui risqueraient d'entraver leur action.

2.2 L'histoire de Cuba sans pétrole : « The Power of Community »

Dès leurs débuts vers 2005-2006, les premiers groupes locaux de transition britanniques ont procédé à un travail narratif consistant à raconter comment certaines sociétés dépendantes du pétrole avaient été brutalement confrontées à des ruptures d'approvisionnement massives, auxquelles elles s'étaient pacifiquement adaptées au prix d'un important effort collectif. Les deux récits les plus sollicités ont été celui de la *« période spéciale »* de Cuba en 1991, et celui de la société britannique pendant le blocus de 1940-1941 : dans les deux cas, le travail narratif des militants s'est appuyé sur des dispositifs objectivables, notamment un film documentaire pour le cas cubain, et une abondante iconographie pour le cas de la Seconde guerre mondiale. Ces dispositifs narratifs permettaient une *mise en scène* des deux récits à tonalité historique, dont l'utilité stratégique était d'accroître le *« poids de réalité »* des perspectives de pénuries énergétiques imminentes, et de la capacité d'une société à s'y adapter sans nécessairement sombrer dans le chaos.

Le récit de la *« période spéciale »* cubaine est au cœur d'un documentaire engagé daté de 2006, intitulé *The Power of Community: How Cuba Survived Peak Oil*, et réalisé par Faith

[1] Francesca Polletta, 2006, *op. cit.*, p.8-9.

Morgan[1]. Ce film a été l'un des plus abondamment diffusé par les premiers groupes locaux de transition, et a très fortement influencé l'imaginaire du mouvement, comme en témoigne la facilité avec laquelle les penseurs du réseau y font encore référence dans leurs écrits, et les militants pendant les entretiens. Plusieurs séquences montrent des experts, énergéticiens ou agronomes, qui privilégient le registre argumentatif, mais plus globalement, leurs explications sont intégrées dans une trame narrative canonique : une *unité de temps et d'espace*, un début marqué par un *élément déclencheur*, une *intrigue*, des *personnages* luttant dans la tourmente, et finalement une *fin heureuse* implicitement érigée en *morale politique*, à vocation normative et programmatique.

L'unité de temps et d'espace, d'abord, est aisément identifiable : c'est l'île de Cuba, pendant les quelques années de la *« période spéciale »* qui suivit la chute du bloc soviétique, soit la première moitié des années 1990. La situation initiale est celle d'une société typique de l'ère de l'abondance énergétique, dont l'économie et l'agriculture étaient progressivement devenues extrêmement dépendantes des importations massives de pétrole produit dans le reste du bloc communiste. L'élément déclencheur est l'effondrement de l'URSS, qui entraîne une diminution soudaine et drastique de ces importations, auquel s'ajoute bientôt le durcissement de l'embargo imposé par les États-Unis : en l'espace d'une semaine, la société cubaine se trouve alors plongée dans une crise sans précédent, combinant une récession massive, une complète paralysie des transports et de l'économie, et même bientôt les premiers symptômes de malnutrition dans la population. Les personnages principaux sont les habitants cubains, brusquement jetés dans une situation de pénurie énergétique et alimentaire dont ils ne sont pas responsables (la responsabilité étant plutôt à rechercher dans des sphères géopolitiques qui les dépassent) : plongés dans des temps difficiles, ils perdent chacun une moyenne de dix kilos.

L'intrigue, c'est la quête d'une ressource oubliée qui permettra à ces gens simples, auxquels le spectateur peut aisément s'identifier, de sortir grandis de cette mauvaise passe : la solidarité et l'inventivité collective que résume l'expression *« power of community »*, et qui avaient été mises en sommeil pendant la période d'abondance énergétique. Les péripéties sont alors nombreuses, qui permettent de mettre en scène ce réveil inespéré de la société cubaine : dans les villes, les habitants transforment chaque jardin, chaque terrain vague, chaque terrasse en potager ; les campagnes se convertissent à l'agriculture biologique en un temps record ; le gouvernement met en place un système de rationnement équitable pour les biens vitaux que

[1] Faith Morgan, *The Power of Community: How Cuba Survived Peak Oil*, États-Unis, Alchemy House Productions Inc., 2006. URL: http://www.powerofcommunity.org/cm/index.php (consulté le 11 octobre 2012).

sont la nourriture et l'énergie ; des millions de vélos sont achetés à la Chine et deviennent en quelques semaines le principal mode de transport dans l'île ; des milliers de Cubains opèrent une reconversion professionnelle en s'installant comme fermier, dans l'une des nombreuses petites exploitations agricoles biologiques nées du démantèlement des grandes exploitations conventionnelles devenues ingérables ; etc. Des personnages secondaires interviennent pour jouer un rôle d'allié décisif dans ces péripéties : des experts australiens en permaculture, qui ont conseillé les Cubains dans leur transition agricole vers l'après-pétrole.

Le dénouement est heureux, car à la fin de la *« période spéciale »*, les communautés locales ont trouvé en elles une volonté et une créativité inattendues, suffisantes non seulement pour surmonter l'épreuve, mais également pour en sortir grandis… au point que beaucoup de Cubains disent désormais vivre mieux aujourd'hui qu'avant 1990, mettant en scène la sagesse classique de la simplicité heureuse. En guise de morale, des experts de l'ASPO affirment qu'à l'heure du pic pétrolier mondial, l'aventure des Cubains doit être regardée comme une source d'inspiration pour nos sociétés industrielles : ces dernières se trouvent en effet aujourd'hui dans la situation de la société cubaine au début de ce récit, et elles devront à leur tour trouver en elles les ressources collectives – la solidarité et la créativité – pour renouer avec la sagesse de la sobriété heureuse dans un monde post-pétrole.

Le récit de la *« période spéciale »* cubaine a abondamment été repris par les penseurs des réseaux catastrophistes – par exemple Yves Cochet en France, ou l'économiste de la NEF Andrew Simms, au Royaume-Uni[1]. Sa grande cohérence narrative semble en effet lui conférer une importante force de conviction, entendue comme la capacité du récit à se faire accepter en tant que support et incarnation d'un méta-récit plus large, celui de la transition qui s'annonce. Si l'on se souvient que c'est un travail politique de diffusion et de légitimation du récit qui a consolidé son influence dans l'imaginaire collectif du mouvement, on peut parler alors d'un *dispositif narratif* visant à réduire les dissonances cognitives que fait naître l'anticipation de ruptures énergétiques supraliminaires par un travail de rapprochement symbolique avec une histoire plus facile à représenter. Cependant, ainsi que le remarque Francesca Polletta, le récit est un registre discursif qui n'a pas toujours vocation à coller à la réalité, mais qui viserait plutôt à mettre en scène une part de la réalité pour lui donner sens, quitte à en laisser une autre part dans l'ombre. Et en effet, au fil des années, certains membres des réseaux de la transition ou de la décroissance ont émis des doutes sur l'opportunité de ce récit, en s'interrogeant par

[1] Yves Cochet, 2005, *op. cit.*, p.213-216 ; Andrew Simms, *Nine meals from anarchy: Oil Dependence, Climate Change and the Transition to Resilience*, London, New Economics Foundation, 2008, p.17-19.

exemple sur le fait que le contexte dictatorial n'est pas pris en compte dans le récit-type, ou en rappelant que la période spéciale a pris fin dès que les importations ont pu reprendre[1]. Cette zone d'ombre montre la dimension *mythique* du récit qui, en dépit de ses incohérences, peut devenir une référence commune à tous les militants qui se l'approprient comme une ressource culturelle donnant du sens à leur engagement, en dépit des dissonances cognitives. C'est un phénomène comparable qui se joue autour du récit de la résistance britannique pendant la Seconde guerre mondiale.

2.3 L'histoire de la Seconde guerre mondiale : « The New Home Front »

Dès 2005-2006, les premiers groupes locaux du réseau britannique de la transition ont abondamment utilisé l'iconographie des années 1940 pour mettre en scène la manière dont le Royaume-Uni s'était organisé pour affronter en urgence une situation de pénurie énergétique soudaine. Ce travail militant ne s'est pas appuyé sur un dispositif aussi aisément identifiable que dans le cas du récit cubain, mais plutôt sur une multitude de photographies d'époque et de détournements d'affiche qui illustraient un récit relativement structuré, avec à nouveau une situation initiale, un élément déclencheur, etc.

L'unité de temps et de lieu est celle des îles britanniques, pendant la Seconde guerre mondiale. La situation initiale correspond à une société prospère, disposant d'un vaste empire colonial, et dont l'économie était très dépendante d'importations alimentaires et énergétiques massives. L'élément déclencheur, c'est d'abord l'éclatement de la guerre en 1939, suivie dès 1940 par la défaite de l'allié français : le Royaume-Uni se retrouve alors seul encore en guerre contre les forces de l'Axe, qui mettent en place un sévère blocus dans le cadre de la bataille d'Angleterre. Les personnages principaux sont les Britanniques, soudain confrontés à une rupture totale des importations dont ils dépendaient jusqu'alors, et se voient soudainement contraints à ne plus compter que sur leurs propres ressources, avec le spectre de la pénurie qui s'installe rapidement.

Après ce choc, l'intrigue se dessine comme la quête des vertus par lesquelles un peuple parvient à s'organiser pour supporter les pénuries nécessaires jusqu'à la victoire. Ici, il faut rappeler que contrairement à la France, le Royaume-Uni n'a jamais été occupé pendant cette période, et que cette histoire peut donc être racontée par les réseaux britanniques comme celle

[1] Christian Araud, « Le mythe de Cuba en transition », *Silence*, n°391, juin 2011, p.15 ; David Holmgren, 2009,

d'une *« résistance victorieuse »* (ce qui explique aussi, en contrepoint, la réticence de certains objecteurs de croissance français à s'approprier ce récit). Les péripéties intermédiaires sont alors toutes les initiatives prises par la population pour se donner les moyens de supporter la situation dans le calme et la solidarité : dans les grandes villes, toutes les parcelles de terre disponibles sont transformées en zones de culture vivrière, depuis les plates-bandes entre les voies des tramways jusqu'aux jardins royaux, sous le nom de *« victory gardens »* ; par voie d'affichage, les autorités encouragent la population à renouer avec des pratiques d'autonomie perçues comme un peu désuètes, telles que la couture, la réparation, le potager, l'élevage de poules ou la conservation des aliments ; on instaure un système de rationnement qui garantit à chacun un accès équitable à l'alimentation et à l'énergie, dans des proportions limitées mais suffisantes ; etc. Toutes ces actions sont bientôt regroupées sous le nom de *« front intérieur »* (*« Home front »*) et sont présentées par le récit comme un instrument décisif de la victoire britannique.

Là encore, le dénouement est heureux. Non seulement le Royaume-Uni gagne la guerre, mais en plus certaines études médicales démontrent que la malnutrition a diminué dans le pays entre le début et la fin de la guerre, notamment chez les enfants des classes populaires, grâce aux bienfaits du régime alimentaire frugal, mais à peu près équilibré, que garantissait le système de rationnement. Beaucoup de personnes âgées parlent de ces épisodes comme d'une période difficile, mais aussi comme d'un moment exaltant de solidarité nationale face à une menace majeure. Moralité de l'histoire, en cas de force majeure, la population britannique a su faire preuve de solidarité pour répartir les restrictions, de manière équitable, au point de sortir de l'épreuve plus forte qu'elle n'y était entrée.

Comme le récit cubain, ce récit du front intérieur a beaucoup été repris par les penseurs de la transition (et, plus rarement, par ceux de la décroissance) : Rob Hopkins, Paul Ariès et Andrew Simms en sont trois exemples[1]. Mais chez les simples militants également, la facilité avec laquelle cette histoire est invoquée témoigne de son efficacité à incarner et à structurer l'imaginaire catastrophiste. Nous pouvons citer le cas de Riley, militant quadragénaire dans le groupe de transition de Bristol (Somerset), également impliqué dans le réseau international, et qui nous expliquait ainsi le succès de cette histoire dans les milieux écologistes britanniques :

---

op. cit., p.92-94.

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.70-72 ; Paul Ariès, juin 2008, *op. cit.* ; Andrew Simms, Monty Don et Revel Guest, « An environmental war economy? What can we learn about rapid adaptation from Britain's past? », *in* David Boyle et Andrew Simms, 2010, *op. cit.*, p.32-37.

« La période du rationnement pendant la seconde guerre mondiale, finalement, ce n'est pas seulement des mauvais souvenirs. Évidemment ça a été très dur, d'autant plus que les gens ont beaucoup été bombardés… Mais finalement ça a quand même été une victoire, l'Angleterre n'a jamais été occupée par les Allemands. Alors il y a cette idée selon laquelle "d'accord, ça a été dur, on a dû se serrer la ceinture, mais chacun a fait sa part et ça a marché". »[1]

Un autre exemple significatif de ce succès narratif est la manière dont David, militant quadragénaire de la transition dans la petite ville de Lewes (Sussex), a spontanément utilisé la référence à ce récit pendant notre entretien, pour faire le lien avec la situation présente :

« If you think back to what happened during World War Two, people were really careful about food, energy, not to waste, etc. And I don't think anyone in Transition Town Lewes would like *to come back to that time…* But*, many would say we became too materialistic, and less careful about waste; and if you think about peak oil and climate change, then you understand that maybe we should be more careful about waste again, and about food and energy. »*[2]

La récurrence des références à ce récit dans les propos des penseurs et des militants de la transition britanniques témoigne de son importance dans la structuration de l'imaginaire du mouvement. Comme l'histoire de la période spéciale cubaine, l'histoire de la résistance de la société britannique a été un support narratif efficace pour réduire les dissonances cognitives en accroissant le poids de réalité des scénarios de pénurie énergétique soudaine, en montrant que des situations comparables avaient déjà existé seulement quelques décennies auparavant. De plus, ces récits permettent d'insister sur certains éléments qui incarnent les principes politiques réputés permettre de gérer pacifiquement une situation potentiellement explosive : la dimension égalitaire (avec la présence du rationnement dans les deux récits) ; l'appel à une action immédiate, très concrète et mobilisatrice (recentrage radical des activités économiques sur la production des biens de première nécessité) ; le rôle primordial de l'innovation sociale, avec la valorisation des savoir-faire populaires et des ressources locales (incarnée par l'idée que les habitants se prennent en main en redécouvrant des pratiques d'autonomie quelque peu oubliées) ; le besoin d'un accompagnement institutionnel déterminé pour organiser, légitimer et assurer la continuité de l'effort collectif ; etc. Dans les deux cas cependant, le récit s'inscrit dans une temporalité courte – celle de la gestion de crise liée à un problème passager – qui se

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Riley, au domicile d'un membre du groupe de transition de Bristol, le 30 octobre 2009.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec David, dans son bureau, à Lewes (Sussex), le 17 mai 2012.

distingue radicalement de la temporalité catastrophique, celle-ci étant fondée sur l'anticipation de ruptures énergétiques irréversibles et définitives.

Une particularité du travail narratif sur la Seconde guerre mondiale, par rapport à celui sur l'exemple cubain, tient à la manière dont les réseaux catastrophistes ont pu s'appuyer sur une iconographie très identifiée dans la société britannique, de manière à concevoir plusieurs dispositifs narratifs renforçant le lien symbolique entre cette situation passée et la situation présente. Depuis quelques années déjà, l'agronome états-unien Lester Brown avait commencé à affirmer que les problèmes combinés du réchauffement climatique et du pic pétrolier devraient inspirer des politiques dignes d'une *« mobilisation de temps de guerre »*, mais sans quitter un registre strictement argumentatif[1]. C'est plus tard, et autour notamment du réseau de la transition, que la thématique a véritablement été mise en récit : en 2011, la présidente du *Green Party* britannique, Caroline Lucas, très proche de la transition, a participé au lancement d'une campagne intitulée *« The New Home Front »*, regroupant plusieurs projets consistant à s'inspirer de l'effort de guerre pour résister au réchauffement climatique et au pic pétrolier[2]. Plusieurs des mesures proposées rejoignent les revendications récurrentes des réseaux catastrophistes britanniques : mise en place d'un rationnement de l'énergie, reconversion en urgence de l'industrie automobile, plan national de relance de l'agriculture périurbaine, etc. Ces propositions sont mises en scène par le biais de supports narratifs produits par ces mêmes réseaux, tels que des détournements des affiches de l'époque appelant à contribuer à l'effort de guerre, réalisés par des artistes et des graphistes écologistes[3]. Le *think-tank* de la NEF a publié un carnet de rationnement du carbone dont le graphisme copie celui des carnets de rationnement de la Seconde guerre mondiale, et l'utilise comme support de sensibilisation lors des événements auxquels elle participe[4]. Plus encore que le récit cubain, le récit historique du *« Home Front »* semble accroître son propre poids de réalité à mesure qu'il inspire le récit plus programmatique du *« New Home Front »*.

Comme dans le cas du récit cubain, il faut bien constater que le registre narratif permet souvent de choisir les éléments de réalité qui seront mis en scène, tout en en laissant d'autres dans l'ombre. Par exemple, certains critiques assurent que les *« victory gardens »* n'ont joué

---

[1] Lester R. Brown, 2007 (2006), *op. cit.*, p.308-310.
[2] Caroline Lucas et Andrew Simms, *The New Home Front: Showing Leadership: How We Can Learn From Britain's War Time Past in an Age of Dangerous Climate Change and Energy Insecurity*, London, Caroline Lucas MP, 2011.
[3] Dmitri Siegel et Edward Morris, *Green Patriot Posters: Graphics for a Sustainable Community*, London, Thames and Hudson, 2011.
[4] Clare Patey et Victoria Johnson, *Ration Me Up: Carbon Ration Book*, *sine loco*, New Economics Foundation,

qu'un rôle négligeable dans la production alimentaire, et que leur véritable rôle était d'aider à exalter l'esprit patriotique des citoyens dont le moral semblait fragile. Cela incite à souligner la dimension *mythique* de ce récit, qui vaut moins par son exactitude historique que par la manière dont il est largement approprié par les militants catastrophistes contemporains, au point de structurer non pas seulement leur imaginaire collectif, mais aussi leurs propositions programmatiques les plus concrètes. En ce sens, on peut rejoindre Francesca Polletta dans son affirmation que le registre narratif, même s'il échappe en partie aux logiques rationnelles, peut tout de même jouer un rôle décisif dans le cours de certains processus de mobilisation. Dans les mobilisations catastrophistes, les récits de Cuba et de la Seconde guerre mondiale sont des ressources culturelles dans lesquelles les militants peuvent puiser pour apprendre à visualiser ce que signifie *concrètement* une rupture d'approvisionnement énergétique, ainsi que ce qu'il faut espérer de la population dans une telle situation. Leur travail narratif leur permet donc de réduire les dissonances cognitives qui les entravent, en cultivant des résonances narratives qui établissent une analogie entre ces deux histoires passées et la grande transition qui s'annonce vers l'après-pétrole. C'est cet accompagnement politique, d'une narration rétrospective vers une narration anticipative, qui constitue le pivot du travail narratif des réseaux catastrophistes.

2.4 L'histoire qu'il reste à écrire : « In Transition 1.0 »

Les récits rétrospectifs sur Cuba et la Seconde guerre mondiale répondent à un besoin stratégique des réseaux catastrophistes de rendre intelligible les perspectives de pénurie à partir desquelles ils structurent leur engagement politique. Cependant, cet accompagnement narratif doit aussi amener les militants à entamer un processus narratif plus anticipatif, tourné non plus vers des cas passés de ruptures d'approvisionnement énergétique, mais sur la perspective à venir de la raréfaction des ressources fossiles. Selon Francesca Polletta, les histoires émergentes ont d'autant plus de chances d'être bien reçues, et donc d'être efficaces dans le processus de mobilisation, si elles suscitent des résonances avec d'autres histoires déjà globalement acceptées[1]. En suivant cette analyse, on peut considérer que le travail militant sur les récits rétrospectifs était une étape dans un processus narratif plus large, dont l'objectif est de *transposer* la trame narrative des ruptures énergétiques passées à des histoires racontant un avenir possible, pour donner davantage de corps à l'anticipation catastrophiste.

2009.

[1] Francesca Polletta, 2006, *op. cit.*, p.14.

Toutefois, il faut garder à l'esprit la typologie des récits anticipatifs à partir de laquelle le réseau de la transition a conçu sa stratégie de contestation narrative. Leur objectif est de produire des récits qui ne soient ni continuistes (exubérance technologique ou stabilisation), ni apocalyptiques (effondrement), mais qui mettraient en scène une transition aussi désirable que possible vers la sobriété heureuse, dans un contexte difficile de forte contraction économique et énergétique. Le point commun à tous ces récits anticipatifs des catastrophistes est donc de chercher à concilier, dans l'espace discursif ouvert par le récit, l'acceptation d'une rupture de type catastrophique (fin de l'abondance et de la croissance) et la perspective d'une adaptation socialement négociée : il s'agit donc d'innover en construisant les premiers récits suggestifs et crédibles d'une transition rapide et réussie vers un mode plus sobre, sans cependant nier un contexte catastrophique potentiellement douloureux. Par définition, ces récits comptent peu de préconisations expertes, mais privilégient plutôt l'accompagnement politique vers une morale de l'histoire, implicitement normative.

Pour étudier cette catégorie de récits d'anticipation catastrophiste, il faut s'appuyer sur les dispositifs narratifs produits par les réseaux militants. En 2009, la NEF a publié un essai intitulé *The Great Transition*, où un narrateur de 2050 raconte comment un sursaut politique et social inespéré a permis d'éviter le cataclysme énergétique et climatique en inventant *in extremis* un monde plus sobre et plus désirable :

> *« There we were back in 2009 feeling as if the four horsemen of the apocalypse were bearing down on us. The global economy was falling apart, we were accelerating towards the cliff edge of catastrophic climate change, and our oil-addicted economies were set to go cold-turkey as their fossil-fuel fix grew much more expensive and harder to get hold of. At the same time the world was divided by great wealth and extreme poverty; overwork and unemployment; hunger and obesity; and even the relatively rich global minority found themselves consuming ever more but without any noticeable rise in their well-being. It was all going horribly wrong. The suddenly, common sense kicked in. We realised that we had one chance left. If we blew that, there could be no turning back, no excuses. It wasn't as if we hadn't been warned, or that we didn't know what was going wrong. Change became the name of the moment. The Great Transition began. A future was mapped out that would allow the country to live within its fair share of global environmental resources. We even worked out how to manage the Transition in a way that improved our well-being, enhanced community life, and promoted social justice. »*[1]

[1] Stephen Spratt, Andrew Simms, Eva Neitzert et Josh Ryan-Collins, *The Great Transition: A Tale of How It Turned Out Right*, London, New Economics Foundation, 2010, p.9.

La trame narrative de ce récit anticipatif est presque une transposition à l'identique des récits à tonalité historique fondés sur les cas de Cuba et de la Seconde guerre mondiale : une situation initiale de dépendance énergétique (le présent) ; un élément déclencheur sous forme de rupture catastrophique (pic pétrolier, emballement climatique, effondrement économique) ; une intrigue fondée sur la redécouverte d'une forme d'intelligence collective permettant à la société de reprendre en main son avenir (*« suddenly, common sense kicked in »*) ; diverses péripéties conduisant à un renversement de situation inespéré grâce à la mobilisation des institutions et des citoyens ordinaires ; et enfin, un dénouement heureux, écologiquement et socialement, à l'horizon 2050.

C'est encore cette même trame narrative que l'on retrouve dans le film documentaire produit par le réseau britannique de la transition en 2009, *In Transition 1.0*, qui a fait l'objet d'une très large diffusion dans les groupes locaux (également disponible sur internet)[1]. Le film se situe également dans le futur, vers 2050, et s'ouvre avec le témoignage de deux personnes âgées racontant comment le monde de leur enfance a soudainement été balayé par le pic pétrolier et le réchauffement climatique, mais aussi comment l'élan populaire qu'a initié la transition a permis de relever avec succès les défis de l'après-pétrole :

> **Prologue : depuis le futur.**
>
> Vieille dame : *I remember when I was 8 years old, back in 2006. I was just a girl...*
>
> Vieil homme : *I remember when I was about 11 years old, back in 2006. I was just a boy...*
>
> VD : *I just wondered in what kind of a world we would be living in sixty years time.*
>
> Jeune garcon : *The grown ups were talking more and more about the oil running out.*
>
> VD : *It did sound really scary...*
>
> Jeune fille : *And at school, we learnt about this thing called global warming.*
>
> VH : *About then, I didn't really know what they were worrying about.*
>
> […]
>
> **Séquence 3 : depuis le futur.**
>
> VD : *People were very slow to change, at first.*
>
> JF : *No one wanted to think no more cars, planes, or apples from the other side of the world.*
>
> VD : *Imagine that: apples from the other side of the world!*
>
> JG : *But we all did our bit, and things started to change.*
>
> VH : *It was amazing, just being part of it.*
>
> […]

[1] Emma Goude, *In Transition 1.0: From Oil Dependence to Local Resilience*, Royaume-Uni, Smith & Watson Productions, 2009. URL: http://www.transitionnetwork.org/transition-movie (consulté le 11 octobre 2012).

Séquence 9 : depuis le futur

JG : *Before the transition, people just tried to make ends meet.*

JF : *Not change the world.*

JG : *But we had to do something!*

VH : *People came with all kinds of ways to make small changes.*

VF : *Everyone had a part to play, something to give, something to contribute.*

JF : *We didn't know if we would make the difference, but it didn't stop us trying.*

La particularité de *In Transition 1.0*, par rapport à d'autres dispositifs narratifs pourtant très proches comme celui de la NEF, est d'intégrer au récit les groupes militants actuels pour en faire les acteurs décisifs de la grande transition qui s'annonce. En effet, les séquences supposées se dérouler dans l'avenir sont entrecoupées d'abord de quelques explications relatives au pic pétrolier et au réchauffement climatique, et surtout, ensuite, d'images des débuts *réels* du mouvement de la transition : Rob Hopkins raconte ses premières expériences à Kinsale et à Totnes, puis viennent des multitudes de séquences présentant les actions déjà menées par plusieurs groupes locaux de transition en matière d'alimentation, d'autonomie énergétique, d'économie, d'éducation, etc. Cela révèle un souci militant de consolider le sens de l'engagement présent en l'inscrivant par un procédé narratif dans une temporalité politique alternative, fondée sur la rupture catastrophique plutôt que sur la continuité. Mais trois autres enseignements peuvent encore être tirés de ce documentaire, concernant le rôle des pratiques narratives dans le processus de mobilisation des mouvements catastrophistes.

Premièrement, on retrouve ici trois des principaux traits du récit identifiés par Francesca Polletta : la canonicité, l'ouverture à l'interprétation et le caractère normatif[1]. Le caractère *canonique* est observable au fait que, malgré leur diversité, la totalité des micro-récits mobilisés dans le documentaire convergent vers le récit de la grande transition globale, certes difficile, mais finalement achevée avec succès vers 2050. L'*ouverture à l'interprétation* se manifeste par les ambiguïtés entretenues par le documentaire : certaines séquences insistent sur l'apathie actuelle de la population, mais d'autres affirment que les choses commencent déjà à changer. Les mots pour qualifier le mouvement maintiennent eux aussi un certain flou : *« things started to change »*, *« just being part of it »*, etc. Selon Polletta, l'ouverture à l'interprétation est déterminante dans la capacité du récit à rallier des sensibilités militantes très différentes d'une part, et à être appropriés par les militants qui tendent à en combler les lacunes avec des éléments de leur propre culture politique préexistante. Enfin, le caractère

[1] Francesca Polletta, 2006, *op. cit.*, p.19.

normatif renvoie à la morale implicite du documentaire, à savoir que le spectateur a lui-même tout à gagner à rejoindre cet enthousiasmant mouvement plein d'avenir (un enfant interpelle même les spectateurs au cours du film : *« you can join a transition group, or, if there's not one in your area, you can just start one. »*). Le caractère implicitement normatif du récit constitue le principal lien entre les pratiques narratives et les processus de mobilisation.

Deuxièmement, le récit de la transition correspond à l'analyse faite par Polletta des récits propres à certaines mobilisations émergentes. Dans son analyse des récits véhiculés par le mouvement américain des droits civiques au début des années 1960, elle souligne ainsi la manière dont les premiers *sit-in* sont invariablement présentés comme spontanés : en réalité, ils demandaient une préparation et une organisation militante importante, mais la rhétorique de la spontanéité permettait de mettre sincèrement en scène l'engagement comme le résultat d'un impératif moral ressenti par l'activiste lui-même, plutôt que comme le résultat d'une réflexion idéologique. Ici de même, le documentaire souligne à plusieurs reprises le caractère spontané de la mobilisation des groupes locaux (*« we just improvised »*, dit Rob Hopkins), et sur le fait que les initiateurs ont très vite été surpris par la mise en place d'une dynamique qui les dépassait largement (*« I have to admit that's a lot more than what I was expecting »*, *« and then there's been this massive kind of uptake of the project, the BBC wanted to come and film it… »*). La rhétorique de la spontanéité est une force pour le récit émergent, dans la mesure où il désamorce les conflits idéologiques potentiels autour de ces questions très politisées. Quant à l'insistance sur la fulgurante *« diffusion virale »* du mouvement, elle joue un rôle similaire, mais en y ajoutant l'idée que le moment est venu, que *« les choses »* commencent à bouger. Ce récit peut donc tout à fait être analysé comme une ressource produite par un mouvement émergent en vue de soutenir et d'alimenter le processus de mobilisation à visée politique.

Troisièmement enfin, le choix de la forme *« film documentaire »* comme support de la mise en récit a considérablement accru l'efficacité militante du récit lui-même. Les trois projections publiques auxquelles nous avons assisté nous ont montré que *In Transition 1.0* ne laisse pas les militants indifférents : les principaux qualificatifs récurrents pour le décrire étaient *« inspirant »* et *« enthousiasmant »*. De fait, ce documentaire pourrait être analysé en tant que dispositif de sensibilisation, au même titre que *The End of Suburbia*. Cela tend à confirmer l'analyse de Polletta, selon laquelle l'une des principales fonctions des récits est de canaliser des émotions éparses pour leur donner un sens global, de manière à les orienter vers les processus de mobilisation. La forme cinématographique est alors d'autant plus adéquate aux fins militantes qu'elle permet des projections publiques, donc collectives (contrairement

aux récits simplement écrits), et donc un travail militant de construction collective de sens au moyen d'échanges organisés après chaque projection, ainsi que nous l'avons déjà analysé à propos d'autres films (*cf.* chapitre précédent).

L'analyse des dispositifs narratifs, et de leur mise en scène par les militants, met en lumière l'importance stratégique des récits dans le processus de mobilisation catastrophiste : à partir d'exemples historiques d'adaptation sociale à une situation de contraction énergétique, ces réseaux racontent des histoires fédératrices qui contribuent à accroître le poids de réalité des anticipations catastrophistes. Dans le réseau de la transition, il s'agit même d'une stratégie explicite de contestation narrative pour offrir une alternative aux méta-récits continuistes. Ce travail militant permet ainsi de susciter des résonances narratives susceptibles de contrer les dissonances cognitives propres aux mobilisations catastrophistes. Ce travail de réduction des dissonances participe du processus de mobilisation, en limitant les risques de démobilisation et de désagrégation d'une part, et en consolidant les soutiens et les ralliements d'autre part. Cette maîtrise des dispositifs narratifs constitue donc une ressource culturelle déterminante dans le succès militant des mouvements catastrophistes. Mais ainsi que nous l'avons fait avec le travail émotionnel (*cf.* chapitre précédent), nous devons encore montrer comment ce travail militant sur les récits, après avoir été mis en œuvre au service d'un processus de mobilisation, a ensuite été l'objet d'une formalisation et d'une professionnalisation permettant de l'intégrer aux pratiques délibératives locales mises en œuvre par les réseaux catastrophistes.

3- Délibérations narratives : le Plan de décroissance énergétique de Totnes

Des dispositifs narratifs comme les films *The Power of Community* ou *In Transition 1.0* ne montrent pas seulement l'importance du travail narratif dans les processus de mobilisation catastrophistes. Ils invitent aussi à questionner la manière dont les pratiques narratives sont susceptibles d'être intégrées aux processus délibératifs pour adapter ceux-ci à la temporalité catastrophiste. En effet, le problème de la supraliminarité et des dissonances cognitives, s'il se pose aux individus militants, se pose aussi aux individus délibérants. La question qui se pose alors est celle de la capacité des procédures délibératives à s'ouvrir aux pratiques narratives en tant qu'instrument de réduction des dissonances cognitives qui limitent notre capacité à croire aux perspectives de ruptures catastrophiques, et donc à les considérer comme un objet politique sérieux et légitime. Des éléments de réponse à cette question peuvent être trouvés dans l'analyse des *espaces délibératifs autonomes* qu'ont créés certains groupes de transition

au Royaume-Uni, et notamment à Totnes, et qui ont expérimenté l'intégration des dispositifs et des processus narratifs dans une procédure délibérative locale. Après avoir présenté le cas emblématique de Totnes en tant que lieu d'expérimentation d'une délibération narrative visant à raconter et structurer un projet de territoire catastrophiste, nous montrerons comment cette première expérience a ouvert la voie à la formalisation et la professionnalisation des méthodes d'encadrement des pratiques narratives au service des délibérations catastrophistes.

3.1 L'accompagnement politique d'une délibération locale à visée narrative

Le récit de *« la grande transition qui s'annonce »* entretient suffisamment d'ambiguïtés pour être ouvert à l'interprétation. En effet, sa morale implicitement normative invite chaque *« communauté locale »* se prendre en main en inventant sa propre transition à petite échelle, avec ses propres ressources locales. Mais le récit permet rarement de préciser quelles sont les actions menées, sous l'impulsion de quelles catégories sociales ou de quelles institutions, etc. De ce fait, le mot *« transition »* semble agir comme une *ellipse*, selon la catégorie d'analyse proposée par Polletta : une part de flou elliptique favorise l'appropriation du récit, parce que cela incite ses récepteurs à combler eux-mêmes les vides narratifs en devenant co-auteurs du récit[1]. Cette suggestion de Polletta permet de mieux comprendre pourquoi les militants de la transition de Totnes, au lieu de rédiger eux-mêmes un programme de transition pour leur ville, ont plutôt choisi de n'en tracer que les grandes lignes, et de tester des méthodes d'animation pour encourager les habitants à devenir les co-auteurs du récit des décennies à venir.

Le *Plan local de décroissance énergétique* est le fruit de cette délibération narrative, qui s'est tenue à Totnes entre 2006 et 2010, à l'initiative des militants de la transition. Il s'agit d'un document de plus de 300 pages, publié en 2010, qui rassemble les résultats de plusieurs années d'ateliers thématiques, au cours desquels les habitants étaient invités à imaginer ce que pourrait localement être la transition vers l'après-pétrole à horizon 2030. Dans un premier temps, les habitants ont été invités à produire librement des *« visions »* de leur ville en 2030, donc des micro-récits illustratifs d'une vie sobre et désirable après une transition réussie. Puis, dans un second temps, ils ont été invités à procéder à un rétro-planning précisant les étapes permettant d'aboutir à cette vision. L'un des exemples repris de manière récurrente par les militants de Totnes est celle des fruits frais, dont 95% sont aujourd'hui importés au Royaume-

[1] Francesca Polletta, 2006, *op. cit.*, p.45.

Uni : si les habitants expriment la volonté de manger des fruits produits localement en 2030, alors ils sont invités à narrer comment la population locale a acquis des terrains vers 2015, a fondé une pépinière en 2016, a planté des vergers en 2017, a formé des arboriculteurs pour les entretenir dès 2020, a mis en place des systèmes de circuits courts vers 2017, pour finalement tendre vers l'autosuffisance en fruits frais vers 2030.

Initié, encadré et animé par des activistes, mais rempli par les suggestions des habitants, ce travail militant de *« rêve visionnaire »* d'abord, et de *« planification narrative »* ensuite, a finalement produit un document hybride, entre le récit et le programme d'action :

> *« What you are about to read is as much a story as it is a community plan. It is a story about how a Devon town and its surrounded parishes embarked on an extraordinary journey, starting in 2009, harnessing all of its creativity and brilliance to re-imagine itself for a rapidly changing world. It is the story of ordinary people who came to see that their future would be very different from the present, and that that change was an inevitability. Rather than panic, switch off or slump into denial of the changes building around them, they took the braver, more testing, but ultimately more nourishing route, of seeing that change as a tremendous and historic opportunity. Like all great adventure stories, it begins with ordinary people faced with a task the scale of which initially looks impossible. By taking the first steps and rediscovering how to work with each other, skills, strength and previously unimagined inner resources were uncovered, and a scale of transformation was achieved that 20 years later, is the subject of the songs and stories of the generation that followed them. It is a story, but it is also a statement of intent. »*[1]

La production du Plan local de décroissance énergétique constitue le lien introduit par le mouvement de la transition entre pratiques narratives et pratiques délibératives. Ce plan est le fruit de délibérations initiées et encadrées par les militants, mais auxquelles ont contribué plusieurs centaines d'habitants. Des universitaires de Plymouth ont fait un sondage auprès des habitants de Totnes pour évaluer le degré réel de participation de la population à ce processus de narration collective. Les résultats obtenus sont loin d'être négligeables :

> *« 74.9% of those questioned had heard of TTT and its work. The respondents were then asked whether they had ever participated in any of its events. 60.6% said never, 33.3% occasionally, 3.9% regularly and 2.2% often. Taking a rough figure for the population of Totnes as 8,416, extrapolated to all the survey respondents, this means that around 155 people often involved, 328 regularly involved, and around 2800 occasionally involved since*

[1] Transition Town Totnes, Jacqi Hodgson et Rob Hopkins, 2010, *op. cit.*, p.22.

the launch of the project in late 2006. Those who said had participated in TTT events were then asked which ones. 59.1% said they had attended a talk or workshop, 7.7% had had some involvement in the Garden Share scheme, 36.9% had been involved in the Totnes Pound initiative, 21.5% had taken an active role of TTT's 11 working groups, 6.2% had got involved with the Transition Tales project […] and 12.3% had participated in the creation of this Energy Descent Plan for the area. »[1]

Extrapolés, ces chiffres suggèrent qu'environ 400 des 8416 habitants de Totnes ont pris part (à des degrés d'investissement divers) à certains des ateliers thématiques visant à définir le contenu de ce plan. À ce stade, la frontière entre activistes et habitants sensibilisés tend à s'estomper : à partir de quel point un habitant acceptant de contribuer à la rédaction collective d'un Plan de décroissance énergétique devient-il un militant ? En réalité, ce brouillage des distinctions doit être analysé comme l'un des principaux atouts stratégiques de la démarche narrative initiée par le groupe local : en proposant aux habitants de contribuer non pas à la rédaction d'un programme politique de transition, mais à l'invention d'une histoire plaisante à raconter (et d'apparence dépolitisée au premier abord), le groupe de transition réduit le coût idéologique du ralliement au processus. Puisqu'il peut être perçu comme trop impliquant de contribuer à un programme politique, les groupes de transition proposent des ateliers souvent organisés de manière ludique, avec les écoliers, les personnes âgées, les associations locales...

Concrètement, ce *processus de ralliement à faible implication* prend par exemple la forme d'ateliers organisés dans les maisons de retraite de la ville, où les personnes âgées sont invitées à raconter comment la ville était *« avant le pétrole »*, en expliquant qu'il s'agit d'un manière de nourrir le récit de la transition à venir vers l'après-pétrole (programme *« honour the elders »*, ou *« rendre hommage aux aînés »*, mené notamment à Totnes[2]). Ce peut aussi être un projet artistique, d'apparence dépolitisée, mené avec les écoles locales :

« One of the things we have been doing in Totnes is called Transition Tales and it is about getting children to imagine Totnes in 2030 and what it could be like, reporting from there as news broadcasters. It is fascinating how the boys still do take-offs of Top Gear looking at how people get around. For a lot of the girls'ones, Paris Hilton is still walking around – it is just that she seems to be wearing wellies and working on a farm. »[3]

---

[1] *Ibid.*, p.19.
[2] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.163.
[3] Rob Hopkins, « Lessons From… », 2010, p.22.

Ce peut encore être des ateliers d'écriture, au cours desquels les habitants sont invités à raconter la vie en 2030. Certains des textes ainsi produits ont été incorporés au Plan local de décroissance énergétique, parmi lesquels le poème ci-dessous :

« My Grandma

My grandma ate a mango every morning in her day
And each one wrapped in a plastic pack that she'd just throw away
She had strawberries in winter – and apples in the spring
She must have been quite special to deserve so many things.

Grandma's house had many rooms but she resided all alone
And a hideout in the countryside made up a second home
And she had energy to burn at the flick of any switch
If everything she says is true she must have been quite rich.

The garden of my grandma was the prettiest you've seen
She never grew a single grain or vegetable or bean
She never had to work the land and get her clothes all mucky
She never had to lift a hand, how could she be so lucky?

Grandma had her very own car, to go just where she'd like
One didn't have to walk so far, or take the bus, or bike
She didn't need the neighbours, she knew city folk instead
I hope that she was grateful for the amazing life she led.

Gran would get on aeroplanes if she fancied taking flight
She'd disappear once every year – for maybe just a fortnight!
She must have been contented when her life was so carefree
I like to hear her stories and pretend that it was me… »[1]

Ces ateliers sont généralement organisés de manière ludique, autorisant les discussions, les débordements, voire les plaisanteries à la limite du crédible – par exemple le récit d'une attaque de requins blancs dans la petite rivière de Totnes en 2021, suite à leurs remontées vers le nord à cause du réchauffement climatique[2]. De cette manière, les habitants sont presque insensiblement amenés à jouer le jeu de l'hypothèse catastrophiste initiale (le basculement à court terme dans l'ère du pétrole rare et cher). La frontière entre engagement ludique et engagement politique n'est pas aisée à tracer dans le cadre de ce processus, et cela contribue

[1] Transition Town Totnes, Jacqi Hodgson et Rob Hopkins, 2010, *op. cit.*, p.23.
[2] Shaun Chamberlin, 2009, *op. cit.*, p.97.

indéniablement au succès du modèle. Selon des militants locaux, un atelier réussi doit prendre des airs de fête plutôt que de réunion sérieuse, et il doit malgré tout en ressortir des éléments de récit qui alimenteront le plan local de décroissance énergétique. Dans le document publié en 2010, les récits sont accompagnés de photos anciennes (illustrant la vie locale avant le pétrole) et de photos-montages (illustrant la même vie après le pétrole, et montrant par exemple la reconversion des parkings municipaux aujourd'hui existants en jardins potagers collectifs[1]). Ces illustrations semi-fantaisistes, semi-sérieuses, sont à leur tour utilisées pour susciter de nouveaux micro-récits, etc.

Entre 2006 et 2010, le groupe de transition de Totnes est donc parvenu à animer tout un *processus de délibération narrative* en accompagnant les habitants dans l'invention d'une histoire aidant à *se représenter* et à *verbaliser* ce que signifierait concrètement une adaptation locale à la rupture énergétique globale. L'objectif de cette démarche n'était pas de rédiger un programme politique de transition, mais plutôt *« un récit qui inviterait à la transition en rendant la chose plus réelle et plus désirable pour les habitants »*, selon les termes d'Indiana, un militant de Totnes qui nous décrivait ce processus rétrospectivement[2]. Malheureusement, nos périodes d'observation participante à Totnes sont intervenues un peu trop tard pour que nous puissions assister directement à ce processus de délibération narrative : la plupart des ateliers avaient alors déjà pris fin, et il nous a donc fallu travailler à partir de documents écrits et de propos recueillis *a posteriori*. En revanche, nous avons pu directement observer la façon dont les méthodes et les procédures de délibération narrative expérimentées à Totnes ont été ensuite *formalisées* et *professionnalisées* par le réseau : après la publication du document en 2010, les animateurs du processus ont organisé des formations à l'animation d'ateliers pour la rédaction d'un plan local de descente énergétique, à destination notamment des autres groupes locaux, mais parfois aussi d'employés de collectivités territoriales.

3.2 Formalisation, professionnalisation et institutionnalisation

Pendant le processus de délibération narrative qui s'est déroulé à Totnes entre 2006 et 2010, la plupart des ateliers ont été organisés suivant une méthode d'animation de discussion appelée *« open space technology »*[3] (parfois *« forum ouvert »* en France). Selon Hopkins, *« le*

---

[1] Transition Town Totnes, Jacqi Hodgson et Rob Hopkins, 2010, *op. cit.*, p.45-47.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Indiana, quadragénaire, à Totnes, le 12 juin 2012.
[3] Harrison Owen, *Open Space Technology: A Users Guide*, San Francisco, Berett-Koehler, 1993.

forum ouvert est un outil efficace pour dynamiser de grands groupes, de cinq à mille personnes, dans la discussion de divers sujets »[1]. L'histoire raconte que cette technique a été inventée suite au constat que le moment le plus intéressant des colloques et des journées d'étude était presque toujours la pause-café : l'objectif est donc de renoncer à la division classique entre conférencier et auditoire, et d'inventer une organisation qui incite à la multiplication de discussions parallèles. Concrètement, les organisateurs se contentent de fournir un local disposant de plusieurs lieux de discussion, et de proposer pour la séance un thème général. C'est ensuite aux participants de proposer des sous-thèmes de discussion et de s'organiser pour qu'il en ressorte des décisions des ateliers ainsi organisés. La fragmentation du grand groupe initial en petits sous-groupes de discussion facilite la prise de parole des plus réservés, et contribue au contraire à isoler ceux qui tendent à monopoliser la parole.

Bien que cette méthode d'animation date au moins des années 1990, le mouvement de la transition se l'est appropriée au point d'en faire l'un de ses traits distinctifs par rapport aux autres organisations écologistes britanniques. Le groupe de transition de Totnes a systématisé son usage dans les événements du réseau, et a rapidement proposé aux autres groupes locaux de leur dispenser des formations à l'animation d'ateliers *open space*. Parmi les militants que nous avons rencontrés au cours de nos observations participantes, plusieurs avaient suivi cette formation. C'était notamment le cas de Bridget, militante à Exeter (Devon), qui avait accepté que nous participions au premier forum ouvert qu'elle animait elle-même, le 15 novembre 2008. Le compte-rendu que nous en avons fait permet donc à la fois de mieux saisir le déroulé de ce type d'événement, et de constater l'important degré de formalisation de la méthode :

> *La journée a pour thème:* « How will Exeter survive and flourish after the end of peak oil ? ». *Une cinquantaine de personnes sont présentes à l'ouverture (plusieurs autres personnes viendront en cours de route, dont le leader Lib-Dem au conseil municipal). Pour commencer, tout le monde se réunit dans la grande salle, les chaises sont mises en cercle autour de l'organisatrice. Elle commence par expliquer quelles sont les règles d'un atelier open space, conçues pour favoriser le* « collective thinking » *et le* « creative thinking ». *Les règles d'organisation des débats ont préalablement été recopiées sur de grandes affiches et accrochées au mur. Elle insiste sur le fait que le but n'est pas juste de discuter, mais surtout de* « faire émerger des idées et des propositions d'action ». *(Comme normalement ce sont les habitants d'Exeter qui sont supposés participer, on nous demande gentiment de nous présenter en quelques mots, mais en fait notre présence ne pose de problème à personne).*

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.164.

Puis vient la présentation du thème général de la journée, et chacun est invité à proposer un atelier s'inscrivant dans ce thème général, en fonction de ses centres d'intérêt personnels, de ses compétences, de ses idées, etc.

Après une demi-minute de flottement, les participants commencent à proposer des thèmes d'ateliers. Concrètement : une personne se lève, va au centre du cercle, prend un feutre et une feuille pour y inscrire sa proposition, puis l'explique aux autres en quelques mots (cinq à vingt secondes) et va se rasseoir. Au bout de quelques minutes, une quinzaine de thèmes ont été proposés, qui sont répartis dans le planning des ateliers du jour (trois sessions successives, permettant chacune cinq ateliers parallèles dans cinq salles différentes). Parmi les thèmes proposés : « needs versus wants », « voluntary simplicity », « working with local authorities », « keeping health in a post-petroleum world », « flourishing sustainability in times of recession »…

Chaque atelier rassemble entre cinq et dix participants, pour une discussion d'une demi-heure environ. Toute personne à l'initiative d'un atelier est chargée d'y assister et d'en faire un compte-rendu, au fur et à mesure, sur une grande feuille de paper-board qui sera ensuite attachée au mur. De fait, cette personne tend souvent à recadrer la discussion pour savoir quoi écrire quand les digressions deviennent trop nombreuses. L'effervescence est évidente pendant les ateliers, et nous sommes surpris de voir à quel point les gens jouent le jeu (au point que nous nous demandons si la même chose pourrait aussi bien fonctionner en France). Les élus locaux semblent jouer le jeu et participent normalement. Certains ateliers ressemblent à une discussion informelle à tendance généralisante et sans perspective pratique (par exemple celui sur la simplicité volontaire). D'autres, au contraire, ancrent très concrètement leur réflexion dans la ville, en cherchant par exemple à identifier des espaces verts qui pourraient rapidement être reconvertis en zones d'agriculture urbaine.

En fin de journée, Bridget nous expliquera qu'en effet, ce sont plutôt ces groupes-là qui ont le plus de chance de déboucher sur des actions concrètes en faveur de la résilience, ou sur des groupes activistes engagés dans la durée… Mais que c'est bien qu'il y ait aussi des ateliers plus généralistes, pour les gens qui viendraient pour la première fois, et qui ne sont pas prêts tout de suite à s'engager dans des actions concrètes ou à prendre des responsabilités militantes.[1]

À Exeter, l'événement dont nous venons de rendre compte était relativement isolé, car les militants locaux disaient ne pas encore être suffisamment installés dans le paysage local pour animer un processus délibératif à l'échelle de celui de Totnes (qui avait requis plusieurs

[1] Compte-rendu d'une journée d'observation participante à Exeter (Devon), pendant une journée d'ateliers *open space*, le 15 novembre 2008.

dizaines d'ateliers, des centaines de participants, et une organisation sur plusieurs années). Mais à Totnes, l'ampleur de la démarche a permis la structuration progressive de groupes de discussion thématiques (nourriture, énergie, santé, etc.) qui ont commencé par *délibérer* dans ce type d'ateliers de ce que pourrait être la transition de Totnes vers l'après-pétrole, pour ensuite s'accorder sur des éléments narratifs qui permettraient de *raconter* le fruit de leurs réflexions en l'intégrant au plan local de décroissance énergétique. Plusieurs de ces groupes thématiques ont parallèlement mené des actions plus concrètes (par exemple la mise en place de jardins comestibles, dans le cas du groupe sur l'alimentation) qui permettaient de tracer un *continuum* entre la participation à la délibération narrative, la participation à la prise de décision militante, et la participation à l'action locale.

Le fait qu'un groupe de militants ait réussi à mobiliser plusieurs centaines d'habitants, pendant quatre ans, pour une procédure délibérative sur les questions énergétiques, n'est pas passé inaperçu. Après 2010, les demandes de formation à ces méthodes d'animation semblent avoir sensiblement augmenté, au point de donner lieu à une certaine *professionnalisation* des militants qui avaient initialement animé le processus. Un cas emblématique de cette évolution est celui de Jacqi Hodgson, militante de la transition et conseillère municipale verte à Totnes, qui avait été la principale coordinatrice de cet exercice de narration collective jusqu'en 2010, et qui a ensuite travaillé comme consultante sous le titre de *« Energy Descent Pathways Project Coordinator »*. Après l'avoir déjà rencontrée à deux reprises (en novembre 2008 et en juin 2010), nous avons eu l'occasion d'assister en 2012, pendant une journée, à la formation qu'elle dispense sur les outils d'accompagnement et d'animation d'un processus de rédaction d'un plan de décroissance énergétique[1]. Cette formation consistait notamment à nous faire expérimenter trois exercices narratifs à conduire en petits groupes de cinq ou six personnes, et qui visaient à nous accompagner dans la verbalisation d'une *« vision »* de ce que pourrait être notre ville en 2030 si elle parvenait à se passer de pétrole. Le recours à des méthodes ludiques contribue à accroître l'effervescence narrative qui apparaît alors, par exemple lorsqu'il s'agit de dessiner ce que serait en 2030 l'affiche d'un commerce local sans pétrole.

En marge de son activité de formation, Jacqi Hodgson a régulièrement été contactée par des réseaux de collectivités territoriales : elle a par exemple été invitée à rendre compte de son

[1] Il s'agit du 12 juin 2012. Ce jour-là, la formation avait été faite à notre demande, car nous étions chargé d'organiser un déplacement à Totnes auquel participaient (entre autres) un élu et trois fonctionnaires territoriaux du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais et des mairies de Lille et de Loos-en-Gohelle, dans le cadre d'un programme de recherche sur les politiques locales de sobriété énergétique. Toutefois, nous nous sommes assuré que la formation avait déjà été dispensée plusieurs fois à d'autres groupes avant le nôtre.

expérience pendant la 6ème Conférence européenne des villes durables, en 2010 à Dunkerque[1]. En effet, le succès de l'expérience délibérative de Totnes doit être située dans un contexte plus général d'essoufflement des procédures participatives liées aux politiques locales de développement durable (Agendas 21 ou Plans climat territoriaux). Ainsi, l'un des fonctionnaires territoriaux qui avait assisté avec nous à cette formation sur les plans de décroissance énergétique nous a confié avoir été marqué par le contraste entre la difficulté de son institution à mobiliser les citoyens pour des procédures participatives d'une part, et le succès de la démarche narrative de Totnes d'autre part… d'autant plus que cette dernière avait nécessité relativement peu de moyens financiers et humains[2]. De retour en France, il s'efforce maintenant d'intégrer des exercices de ce type aux procédures participatives dont il a la charge. Ces exemples montrent que la professionnalisation des méthodes de délibération à vocation narrative se prolonge par une *institutionnalisation* – encore largement inachevée – de la réflexion sur la contribution potentielle des pratiques narratives à la verbalisation collective d'un projet de société plus insérable dans le contexte des contractions énergétiques et économiques qui s'annonce. Il est encore trop tôt pour prétendre évaluer les retombées de ce début d'institutionnalisation, mais il sera intéressant, dans les années à venir, de suivre le cas de la commune de Grande-Synthe (21 000 habitants, Nord), qui a officiellement rejoint le réseau des *Transition Towns* en 2011, suite à une initiative du maire et un vote du Conseil municipal : cela nous permettra de mieux apprécier jusqu'à quel point les pratiques narratives qui ont relativement fonctionné dans un espace délibératif autonome peuvent être acclimatées au sein d'espaces délibératifs officiels.

* * *

Les mobilisations catastrophistes contemporaines se heurtent à deux obstacles majeurs, d'ordre à la fois psychologique et social : la *supraliminarité* des anticipations qui fondent leur engagement, et les *dissonances cognitives* qui naissent de la confrontation de ces anticipations catastrophistes avec l'environnement social continuiste. Parce que la supraliminarité et les dissonances cognitives sont déplaisantes, elles risquent toujours d'engendrer la démobilisation des militants qui renonceraient à mettre en cohérence leur quotidien et leur croyance. Pour les réseaux catastrophistes, il existe alors un besoin stratégique de lutter contre ces dissonances cognitives, ce qu'ils font en leur opposant des *résonances narratives* qui aideront à structurer l'imaginaire du mouvement tout en accroissant le poids de réalité de ses anticipations. Dans le

[1] Du 19 au 21 mai. URL : http://www.dunkerque2010.org/fr/accueil/index.html (consulté le 11 octobre 2012).
[2] Propos recueillis lors d'un entretien à Totnes, le 13 juin 2012.

mouvement de la transition, plus structuré et centralisé que celui de la décroissance, il s'en est suivi une stratégie explicite de contestation narrative des méta-récits continuistes, qui s'appuie concrètement sur des dispositifs narratifs que les militants mettent en scène lors d'événements publics. Le *travail narratif* est alors un travail politique qui vise à accompagner un collectif dans son effort de représentation de la supraliminarité, pour l'amener à se projeter de manière plus prospective dans une mise en récit de l'anticipation catastrophiste. D'abord mis en œuvre dans un contexte militant, ces méthodes d'accompagnement politique par la narration ont été expérimentées à plus grande échelle au sein d'espaces délibératifs autonomes : à Totnes, notamment, un large processus de délibération à visée narrative a conduit à la rédaction par les habitants d'un récit ancrant la perspective catastrophiste dans la réalité plus tangible d'un territoire qu'ils pratiquent au quotidien, celui de leur commune. Cette expérience pionnière a conduit à des formes de *formalisation* et de *professionnalisation*, voire à de premiers signes d'*institutionnalisation* des méthodes proposées par le réseau de la transition. Ces évolutions récentes incitent à questionner, dans un dernier chapitre, les implications politiques d'une territorialisation de l'anticipation catastrophiste.

III- Territorialisation des délibérations catastrophistes

> *« Edouard, j'en ai fini avec toi ! Ta saloperie de feu va vous éteindre tous, toi et ton espèce, et en un rien de temps, crois-moi ! Yah ! Je remonte sur mon arbre, cette fois tu as passé les bornes, Edouard, et rappelle-toi, le brontosaure aussi avait passé les bornes, où est-il à présent ? Adieu.* Back to the trees ! *clama-t-il en cri de ralliement. Retour aux arbres ! »*[1]

Le travail politique sur les émotions et les récits constitue une contribution des réseaux catastrophistes à la renégociation contemporaine des registres d'expression considérés comme légitimes au sein des espaces délibératifs. Mais les mouvements pour la décroissance et pour la transition prétendent également, par cette évolution des procédures délibératives, construire les conditions d'une renégociation de l'agenda politique et des priorités de l'action publique. L'accompagnement émotionnel et narratif permettant d'accroître le *poids de réalité* des idées catastrophistes, il vise à favoriser une mise en cohérence des propositions théoriques avec les pratiques quotidiennes du collectif. Dans ce dernier chapitre, nous allons recentrer l'attention sur la dimension locale de l'action politique catastrophiste, en analysant la question au prisme de la *territorialisation* des délibérations conçues à l'ombre des catastrophes.

La notion de *territoire* est au cœur de plusieurs travaux contemporains sur les processus d'écologisation des sociétés. Elle a fait l'objet de vastes études interdisciplinaires, notamment sous l'angle du développement durable[2]. Elle pourra donc nous aider à rendre compte de la manière dont les réseaux catastrophistes contemporains travaillent à une renégociation des relations avec l'espace géographique de la vie quotidienne, avec la communauté locale qui y vit, et avec les collectivités territoriales qui sont en charge de son administration politique. Le réseau britannique de la transition, du fait de son organisation en un réseau de petits groupes locaux, est allé plus loin que le mouvement de la décroissance dans la territorialisation de son action politique. Pour ce chapitre, nous nous intéresserons donc surtout à des exemples issus de quelques groupes britanniques significatifs, et notamment du cas emblématique de Totnes,

---

[1] Roy Lewis, *Pourquoi j'ai mange mon père*, Arles, Actes Sud, 1990 (1960), p.20.
[2] Bertrand Zuindeau (dir.), 2010, *op. cit.*

qui depuis 2005 est devenu le cœur et la vitrine du réseau international de la transition. Même si le cas de Totnes est particulier, il convient de garder à l'esprit qu'il est régulièrement cité comme modèle par les militants de la décroissance et de la transition, ce qui le rend au moins représentatif d'un état d'esprit et d'une aspiration qu'il alimente au sein de ces réseaux.

Les principes de *relocalisation* et de *re-territorialisation* sont des traditions politiques et identitaires des mouvements écologistes depuis les années 1970. Mais les réseaux de la décroissance et de la transition contribuent aujourd'hui à les renouveler, en les réinterprétant à l'ombre des ruptures énergétiques et économiques imminentes qui structure leur engagement. Dans un premier temps, nous analyserons comment la perspective de ces ruptures conduit à une évolution du sens et des modalités du principe de relocalisation au sein de ces réseaux : la notion de *résilience*, notamment, permet d'expliquer la manière dont les militants conçoivent désormais l'inéluctabilité de relocalisations en catastrophe, sous la pression de l'effondrement énergétique et économique mondial. Puis nous analyserons comment cet impératif de survie, bien qu'il soit non-négociable dans son principe, est reconstruit par les militants en enjeux de délibération territoriale, conduisant la communauté locale à renégocier son agenda politique avec les collectivités territoriales. Enfin, nous verrons que cette expérimentation de pratiques délibératives catastrophistes peut être analysée comme un travail politique de *« pédagogie des catastrophes »*, par lequel la communauté locale est accompagnée dans une ré-interprétation et une renégociation de son identité territoriale à l'ombre des catastrophes.

1- L'idéal de relocalisation à l'épreuve de la contraction temporelle

Tandis que s'accentuait la mondialisation des échanges, la notion de *relocalisation* est devenue l'un des thèmes incontournables de la pensée écologiste[1]. Le recentrage des activités sociales sur un territoire de taille modérée est présenté comme souhaitable – alternativement ou simultanément – au nom de la réduction des pollutions, de la quête d'authenticité, de la préservation des identités régionales, des exigences démocratiques, de la préservation des conditions de l'autonomie des individus, etc. Entre les pratiques associatives d'une AMAP[2] et le municipalisme libertaire de Murray Bookchin[3], c'est en réalité une très grande variété de théories et de pratiques qui se côtoient dans la notion idiosyncrasique de relocalisation. Au

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.90-93.
[2] Claire Lamine, 2008, *op. cit.*
[3] Janet Biehl et Murray Bookchin, *Le Municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété, 1998.

sein de cet univers, le rapport au local des mobilisations catastrophistes se distingue par l'importance attribuée à la *temporalité* des relocalisations : sous la pression des catastrophes réputées imminentes, la conception catastrophiste des relocalisations s'apparente de plus en plus à des *relocalisations en catastrophe*. Pour saisir ce recadrage catastrophiste du principe de relocalisation, nous expliquerons d'abord le rôle structurant de cette notion dans la conception écologiste de la société idéale ; puis nous montrerons comment la montée en force de la notion de résilience dans les réseaux catastrophistes des années 2000 a partiellement redéfini l'idéal de relocalisation comme un instrument local de gestion de la crise énergétique globale ; et enfin, nous verrons que la dénonciation d'une éventuelle *« dérive survivaliste »* correspond, dans les réseaux catastrophistes contemporains, à une stratégie d'affirmation de l'essence démocratique de leur projet territorial.

1.1 Le rôle structurant de la relocalisation dans l'idéal écologiste

Dès les années 1970, la recherche de l'échelle territoriale la plus appropriée à l'action politique a été un thème fondateur et identitaire de la pensée écologiste. En effet, au temps de la crise écologique globale, les écologistes critiquent la prépondérance de l'échelon national, à la fois trop grand pour permettre une véritable appropriation politique par les citoyens, et trop petit pour favoriser la résolution des problèmes mondiaux inédits que sont le réchauffement climatique, l'explosion démographique, l'épuisement des ressources, etc. Comme l'a noté la politiste australienne Robyn Eckersley, il en a souvent résulté un tiraillement entre d'une part l'aspiration universaliste de l'écologisme (*« penser global »*), et d'autre part son attachement à un ancrage territorial à échelle humaine, qui coïnciderait avec l'environnement quotidien de l'individu autonome (*« agir local »*). Il en résulte une vaste palette de nuances idéologiques et pratiques, qui correspondent à autant de tentatives de conciliation politique entre ces deux impératifs potentiellement antagonistes : *« Nowadays, it seems both communitarians and cosmopolitans reject both a particularism that excludes the rest of the world and a cosmpolitanism that is blind to local attachments. »*[1] Cette tension fondatrice a inspiré aux penseurs écologistes des propositions politiques très diverses, qui gravitent autour de l'idée de *relocalisation politique et économique* : la décentralisation, le fédéralisme, le régionalisme, le biorégionalisme, le municipalisme, etc. Derrière toutes ces notions, il y a la quête commune

[1] Robyn Eckersley, « Communitarianism », *in* Andrew Dobson et Robyn Eckersley (dir.), 2006, *op. cit.*, p.107.

d'un échelon territorial qui maximiserait l'autonomie des individus, en leur garantissant une capacité de maîtrise politique des institutions qui régissent leur vie.

Pour les écologistes, l'échelon politique de prédilection doit donc être l'échelon local. Cette ambition relocalisatrice a beaucoup influencé les stratégies politiques mises en œuvre par les mouvements écologistes depuis les années 1970. On le voit à la manière dont les partis écologistes ont fait du renforcement des pouvoirs locaux un axe programmatique important qui les distingue au sein du jeu politique. Mais on le voit aussi dans les milieux écologistes extra-partisans, par exemple au travers de l'importance qu'ils accordent traditionnellement à l'idée d'*« expérimentation locale »*. Dans un chapitre sur les stratégies politiques écologistes, Andrew Dobson montre notamment comment l'effervescence communautaire des années 1960-1970 a très profondément marqué la réflexion territoriale du mouvement écologiste, en particulier dans ses franges extra-partisanes les plus radicales[1]. En effet, les *« communautés intentionnelles »* de cette époque ont été un important espace de socialisation et de politisation pour nombre de militants que l'on retrouve aujourd'hui dans les réseaux de la décroissance et de la transition. La notion de communauté intentionnelle renvoie à l'idée de micro-groupes de militants qui, après s'être mutuellement choisis, décident d'investir un lieu pour y développer localement des modes de vie et de coopération en accord avec leurs idéaux. C'était le cas, par exemple, de la ferme expérimentale de John Seymour, dans laquelle avait vécu John, devenu aujourd'hui un militant sexagénaire de la transition, dans une petite ville du Somerset :

> *« Quand j'étais à la ferme de John Seymour, dans le Pays de Galles, c'était vraiment une région spéciale. C'était vraiment perdu, il y avait plein d'endroits où on ne pouvait pas vraiment aller par la route, et ça a attiré pas mal d'alternatifs par-là. La vie était souvent dure, les hivers étaient très froids, et les gens ne vivaient pas toujours très vieux… Mais au moins ils vivaient, je veux dire ils vivaient vraiment, en contact avec la terre et tout ça. Maintenant ça a évolué, cette région, et on a un peu perdu de ce qui faisait la vie de là-bas… Et nous, maintenant, on essaye de retrouver certains des aspects de cette vie qu'on a plus ou moins perdue… »*[2]

Dans les années 2000, l'expérimentation communautaire n'a pas totalement disparu des réseaux écologistes. Les militants de la décroissance et de la transition citent fréquemment les écovillages comme des lieux préfigurant ce à quoi pourrait concrètement ressembler la société

---

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.123-129.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec John, dans un café de Langport (Somerset), en marge de la réunion mensuelle du groupe local de transition, le 27 octobre 2009.

d'abondance frugale qu'ils préconisent[1]. Toutefois, ces lieux restent peu nombreux. Comme l'ont montré Bertrand Hervieu et Danièle Hervieu-Léger, les expériences communautaires qui ont survécu sont généralement celles qui ont réussi à s'intégrer à la vie économique locale, en y développant une activité viable en milieu rural[2]. Certaines y sont parvenues en devenant des lieux de formation reconnus dans les réseaux écologistes : le *Schumacher College* dans le Devon, le *Centre for Alternative Technologies* au Pays de Galles, le *Centre Terre vivante* dans le Trièves, etc. Mais on en trouve aussi quelques-unes qui ont réussi à développer une activité viable dans un secteur économique plus concurrentiel, en privilégiant les ressources locales et les circuits courts : c'est le cas notamment de la scierie coopérative *Ambiance Bois* dans le Limousin, qui existe depuis les années 1980 et qui affiche aujourd'hui sa proximité avec la décroissance dans un livre-témoignage préfacé par Serge Latouche[3]. En dépit de leur évidente faiblesse numérique, ces expériences locales jouent encore aujourd'hui un rôle structurant dans la manière dont les réseaux de la décroissance et de la transition conçoivent le rapport au territoire[4].

Cependant, au-delà d'un accord de principe sur le caractère nécessaire et souhaitable des relocalisations, le mouvement écologiste n'a pas développé une conception homogène des modalités pratiques de leur généralisation. Il en résulte des polémiques persistantes dans les réseaux écologistes, notamment motivées par la crainte que des processus de relocalisation puissent déboucher sur des dérives antidémocratiques. Ces polémiques remontent au moins au début des années 1980, lorsque l'historien états-unien et écologiste Kirkpatrick Sale a théorisé la notion de *biorégionalisme*[5]. Dans la lignée de ses travaux sur l'échelle humaine[6] (lesquels rappellent souvent ceux d'Illich sur les seuils de contre-productivité), Sale défendait la thèse que les institutions politiques connaissent des seuils au-delà desquels leur croissance devient contre-productive – tant selon des critères démocratiques qu'économiques et écologiques[1]. Dans sa conception, la biorégion constitue un échelon optimal en deçà de ce seuil, correspondant à un territoire géographique cohérent et relativement autonome (sans être nécessairement autarcique), et permettant l'autodétermination d'une communauté politique

---

[1] Jonathan Dawson, *Les Écovillages. Laboratoires de modes de vie éco-responsables*, Gap, Éditions Yves Michel, 2010. L'auteur de cet ouvrage est également formateur au *Schumacher College*, à Totnes.
[2] Bertrand Hervieu et Danièle Hervieu-Léger, 2005 (1979), *op. cit.*
[3] Michel Lulek, *Scions… travaillait autrement ? Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré*, Saint Pierreville, Éditions du REPAS, 2003 (1998).
[4] Michel Lulek, « Le terreau des néo-ruraux », *in* Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.), 2005 (2003), *op. cit.*, p.166-176.
[5] Kirkpatrick Sale, *Dwellers on the Land: The Bioregional Vision*, San Francisco, Secker and Warberg, 1985.
[6] Kirkpatrick Sale, 1980, *op. cit.*

locale *« à taille humaine »*. Certains analystes, dont Robyn Eckersley, ont pointé quelques points aveugles de l'argumentation biorégionaliste, à commencer par l'inexacte superposition des frontières supposées délimiter les zones écologiquement cohérentes d'une part, et socialement cohérentes d'autre part[2]. Mais surtout, ainsi que le souligne le politiste Damian White, la perspective d'une multitude de biorégions autonomes soulève la question du devenir de certaines valeurs à prétention universelle, à commencer par les valeurs démocratiques[3]. Ce risque était assumé par Sale, qui envisageait effectivement que des biorégions politiquement autonomes puissent développer une grande diversité de formes politiques, dont certaines ne seraient pas démocratiques. Cela lui valut des polémiques avec d'autres penseurs écologistes, dont notamment Murray Bookchin, qui estimait au contraire que le biorégionalisme devrait aller de pair avec un échelon confédéral, pour garantir un minimum de solidarité territoriale et de respect de la démocratie directe.

On retrouve aujourd'hui un écho à cette polémique parmi les objecteurs de croissance des années 2000. Chez un auteur comme Serge Latouche, le plaidoyer pour la relocalisation s'articule avec une dénonciation plus ancienne de l'appauvrissement de la diversité culturelle mondiale sous l'effet de l'occidentalisation du monde[4]. Dans sa volonté de parvenir à définir un territoire à la fois culturellement différencié, politiquement autonome et économiquement cohérent, il a repris à son compte la notion de biorégion[5]. Certaines figures du mouvement ont critiqué le choix de ce terme, notamment Vincent Cheynet, qui plaide pour la reconnaissance au sein de la décroissance de certaines valeurs à vocation universelle, parmi lesquelles celles de la démocratie représentative[6]. D'autres insistent sur l'insuffisance de la relocalisation pour fonder un projet de décroissance, arguant du fait que la logique capitaliste pourrait tout à fait s'accommoder d'un retour au local[7]. D'une manière générale, la relocalisation semble conçue comme une nécessité matérielle, mais dont les conséquences politiques pourraient s'avérer relativement ambivalentes[8]. Et pourtant, même si les polémiques des années 2000 font écho à celles des années 1970-1980, quelque chose a changé sous l'effet de la contraction temporelle introduite par la perspective catastrophiste. En effet, l'imminence supposée du pic pétrolier a

---

[1] Kirkpatrick Sale, « L'unique espoir est dans la sécession », *Entropia*, vol. 8, printemps 2010, p.108-118.
[2] Robyn Eckersley, 2006, *op. cit.*, p.98.
[3] Damian White, « Bioregionalism », *in* John Barry et E. Gene Frankland (dir.), 2002, *op. cit.*, p.45-47.
[4] Serge Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 2005 (1989).
[5] Serge Latouche, 2006, *op. cit.*, p.208-209.
[6] Vincent Cheynet, 2008, *op. cit.*, p.131-136.
[7] Romain Felli, « Pouvoir, échelles, État », *Entropia*, vol. 9, automne 2010, p.148-157.
[8] Jean Monestier, « Relocalisation : non suffisante, mais nécessaire », *Entropia*, vol. 10, printemps 2011, p.199-207.

suggéré aux réseaux de la décroissance et de la transition que les relocalisations (désirables ou non, anticipées ou non) sont en passe d'être *imposées en catastrophe* par les raréfactions de ressources. La spécificité catastrophiste, dans les débats plus larges sur les relocalisations et leurs modalités, réside donc en la conviction qu'une contraction énergétique majeure rendra rapidement *obsolètes* les controverses trop spéculatives sur la désirabilité des relocalisations. Cette récente évolution du sens politique dont les réseaux écologistes investissent l'imaginaire de la relocalisation s'est significativement illustrée dans la montée en puissance du concept de *résilience*, dans les années 2000.

1.2 Résilience : de la relocalisation idéale à la relocalisation en catastrophe

Les mouvements pour la décroissance et la transition ont été initiés, selon des modalités différentes, par des réseaux écologistes qui s'inquiétaient de l'imminence d'un pic pétrolier mondial. Cette perspective inédite les a amenés à reconsidérer la temporalité et les modalités pratiques des relocalisations qu'ils préconisaient jusqu'alors. Si le pic pétrolier implique des ruptures d'approvisionnement énergétique à court ou moyen terme, la relocalisation n'est plus véritablement un impératif moral, mais plutôt un impératif *matériel*, lié à l'effondrement de la mondialisation. La question n'est plus alors de savoir si la relocalisation est souhaitable ou non, mais plutôt de savoir *comment la mettre en œuvre pratiquement* de manière à réduire ses effets potentiellement traumatisants – rupture brutale des importations, isolement économique et politique, réduction de la quantité et de l'éventail des biens effectivement disponibles, etc. Cette conception catastrophiste de la relocalisation tient donc à la fois du projet et du destin. Ses implications pratiques sont ambivalentes, mais elle n'en est pas moins inévitable.

La notion de *résilience* a été au cœur de ce processus de reformulation du principe de relocalisation par les réseaux catastrophistes contemporains. En écologie, la résilience désigne la capacité d'un écosystème à encaisser un choc sans s'effondrer, en se réorganisant pour se donner les moyens de surmonter l'épreuve sans traumatisme. Cette notion est fréquemment utilisée par les experts et les praticiens en permaculture, qui veulent concevoir des systèmes agricoles inspirés des systèmes naturels : la complexité et la diversité d'un écosystème est une source de résilience et de robustesse, alors que les monocultures sont écologiquement fragiles. Lorsque Rob Hopkins, professeur de permaculture, a lancé le mouvement de la transition en 2005, il a importé cette notion dans le vocabulaire des mobilisations écologistes en expliquant qu'à l'heure du pic pétrolier mondial, chaque communauté locale doit *en urgence* reconstruire

sa résilience – énergétique, alimentaire, économique, sociale, politique, etc. La relocalisation devient alors un instrument au service de l'objectif nouveau qu'est la résilience :

> *« Le concept de résilience occupe une place centrale dans ce livre. Dans le domaine de l'écologie, le terme résilience fait référence à la capacité d'un écosystème à s'adapter à des événements (chocs) extérieurs et à des changements imposés. […] Dans le cas des communautés humaines, le mot renvoie à leur capacité de ne pas s'effondrer au premier signe d'une pénurie de pétrole ou de nourriture mais, au contraire, de réagir à ces crises en s'adaptant. […] Une résilience accrue et une économie locale renforcée ne signifient pas l'édification de murailles autour de nos villes ni le refus d'y laisser entrer ou sortir quoi que ce soit. Ce n'est pas le rejet du commerce ni une sorte de retour idyllique d'un passé imaginaire. Il s'agit plutôt d'être mieux préparés pour un avenir plus sobre, plus autosuffisant et qui favorise ce qui est local au lieu de ce qui est importé. »*[1]

Contrairement à la relocalisation, la résilience peut être considérée comme une notion intrinsèquement *problématisée* : si le mouvement de la transition juge urgent de reconstruire la résilience locale, c'est parce que ses militants sont convaincus que des chocs énergétiques majeurs sont *imminents*. L'impératif de résilience n'a de sens qu'à cause de cette conviction que des chocs majeurs sont désormais inévitables, tandis que le principe de relocalisation peut être conçu indépendamment de cette perspective. Dans ce contexte, les relocalisations ne sont plus pensées comme une proposition utopique, ni même comme un projet politique délibérément décidé et démocratiquement piloté. Les relocalisations généralisées deviennent elles-mêmes un élément du basculement catastrophique global, faute d'avoir été suffisamment anticipées. L'effondrement de la mondialisation devient alors un contexte auquel le politique est réputé devoir désormais s'adapter, pour le meilleur et pour le pire.

Pour saisir la signification de cette évolution, on peut analyser l'exemple des monnaies locales. Cela fait plusieurs décennies que divers mouvements sociaux, pour prolonger leurs critiques des logiques capitalistes, ont fondé des monnaies parallèles permettant d'échapper à la spéculation et à l'accumulation. Les milieux écologistes ont fréquemment participé à ces expériences, par exemple dans le cadre des SEL en France, en espérant notamment que cela puisse favoriser la relocalisation des échanges marchands. Dans les réseaux catastrophistes de la décroissance et de la transition, plusieurs monnaies locales ont été mises en œuvre à la fin des années 2000 – on pourrait notamment citer la *Totnes Pound*, la *Lewes Pound* et la *Brixton Pound* au Royaume-Uni, qui ont inspiré d'autres projets moins aboutis en France. Le réseau

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.60-61.

de la transition a consacré un ouvrage entier à ce sujet en 2010, intitulé *Local Money*, sous la plume de l'économiste alternatif Peter North[1]. La monnaie locale y est présentée comme un instrument de relocalisation économique, qui permet de favoriser les commerces locaux et de limiter l'accaparement des richesses par les multinationales, selon un argumentaire écologiste relativement classique. Mais à plusieurs reprises, nous avons pu observer que les concepteurs et les utilisateurs de ces monnaies locales y voyaient aussi un outil de *résilience économique*, dont la généralisation pourrait aider à surmonter le vraisemblable effondrement de l'économie internationale suite au pic pétrolier. Par exemple, le 13 juin 2010, à l'occasion d'un atelier sur l'approfondissement des monnaies locales, nous avons pu assister à une longue discussion entre quatre militants de la transition qui se demandaient sur quoi indexer la valeur de chaque monnaie locale : à l'heure actuelle, étant donné qu'une livre de Lewes vaut une livre Sterling, l'effondrement de la seconde entraînerait celle de la première. Les quatre militants y voyaient un défaut majeur de la livre de Lewes, parce que cette perspective leur paraissait très probable à moyen terme. Ils ambitionnaient donc d'adosser la livre de Lewes sur une valeur plus sûre, et discutaient pour cela de plusieurs hypothèses : une livre de Lewes pourrait valoir un panier de légumes locaux, un stère de bois local ou un kilowattheure des panneaux solaires locaux… Leur conviction de l'imminence d'une rupture catastrophique les amenait donc à changer le sens dont ils investissaient leurs pratiques politico-économiques, et même à envisager de faire évoluer ces pratiques pour les adapter à leurs anticipations catastrophistes. Cela illustre de manière très significative la redéfinition de la relocalisation à la lumière de la résilience : pour eux, la relocalisation doit être conçue de manière à résister aux chocs globaux[2].

Selon les politistes britanniques John Barry et Stephen Quilley, en mettant l'accent sur le choc du pic pétrolier mondial et sur l'impératif de résilience, le mouvement de la transition a opéré une forme de *« virage pragmatique »*. La relocalisation n'est plus présentée d'abord comme un instrument d'émancipation politique et économique, mais comme un instrument de survie collective dans l'ère de contraction énergétique et économique qui s'annonce. Qu'elle soit souhaitable ou non, la relocalisation sera de toute manière inéluctable, et mieux vaut s'y préparer au plus vite. Barry et Quilley y voient une stratégie politique à base communautaire, évoquant celle des chariots de pionniers faisant le cercle en urgence pour se protéger d'une attaque inattendue :

---

[1] Peter North, 2010, *op. cit.*

[2] Nous avons participé à cet atelier dans le cadre des rencontres annuelles du *Transition Network*, à Newton Abbot (Devon), le 13 juin 2010.

« Metaphorically one can view Transition Towns as a strategy of 'circling the wagons' as local communities learn, practice and experiment their way towards creating a more sustainable future for themselves, without waiting on the state or some other outside agency to come and help them. To continue the analogy, TT initiatives are not waiting for 'the cavalry' to come riding over the hill to rescue them and 'give them' resilience. TT initiatives are examples of local communities 'doing sustainability for themselves' on the basis of their own localised understanding of what 'sustainability' means. »[1]

Cette évolution du sens politique de la relocalisation questionne également l'idée de communauté. À l'heure du pic pétrolier mondial, l'accent n'est plus mis sur les communautés intentionnelles, comme cela avait été le cas dans les années 1970, mais plutôt sur la notion de *« communauté locale »*. Celle-ci est au cœur des propositions politiques du mouvement de la transition (alors que les réseaux français n'en parlent qu'avec prudence, notamment du fait de la connotation péjorative de l'idée de communautarisme). La communauté locale désigne les gens et les institutions qui vivent sur un même territoire, en lien avec ce territoire, partageant là une même condition d'existence. Selon le cadrage politique proposé par le mouvement de la transition, la communauté locale deviendra un acteur politique de premier plan lorsque se matérialiseront les grandes ruptures énergétiques et économiques. Par exemple, c'est le degré de résilience de chaque communauté locale qui déterminera sa capacité à gérer pacifiquement les premières ruptures d'approvisionnement énergétique. La pensée catastrophiste fait ainsi de la communauté locale une *« communauté de destin »*, en pronostiquant que chaque individu et chaque groupe sera matériellement contraint, le moment venu, de réinvestir l'échelon local en entrant en relation avec les autres habitants de son territoire. La communauté de destin peut être définie comme un rassemblement de personnes très diverses, mais rassemblées par le fait d'être coincés ensemble en un même endroit au moment d'une catastrophe, et donc d'avoir brusquement *intérêt* à coopérer malgré leurs désaccords.

Les réseaux catastrophistes contemporains renouvellent ainsi l'imaginaire écologiste, en se démarquant de l'idéal de la *« communauté intentionnelle »* pour se confronter à la notion de *« communauté de destin »*. Ce recadrage est particulièrement perceptible dans le réseau de la transition, qui s'est rapidement approprié la notion de résilience par le biais du mouvement de la permaculture, et qui a rapidement développé une stratégie fondée sur la multiplication de petits groupes locaux. En revanche, le mouvement de la décroissance ne s'est que tardivement emparé de la notion de résilience, par imitation du mouvement de la

[1] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.3.

transition, et parfois avec un peu de réticence (principalement liée à l'acception psychologique du terme). Mais avec ou sans recours extensif à cette notion, l'idée s'est répandue que les relocalisations massives sont inéluctables à moyen terme, et qu'elles seront d'autant plus traumatisantes qu'elles n'auront pas été anticipées. Les mouvements de la décroissance et de la transition proposent donc une stratégie politique fondamentalement *territoriale*, par laquelle chaque territoire a vocation à se reconstituer une autonomie (énergétique, alimentaire, économique, politique, etc.) suffisante pour pouvoir surmonter les chocs de la fin de l'ère d'abondance matérielle. Cette insistance sur l'impératif de *re-territorialisation* a suscité quelques polémiques relatives au risque d'une éventuelle dérive autarcique, qui se sont cristallisées autour du terme de *« survivalisme »*.

1.3 La dénonciation du risque survivaliste comme ressource démocratique

Dans le langage académique, le mot *« survivaliste »* n'est pas nécessairement péjoratif. Il désigne quelques auteurs écologistes emblématiques des années 1970, qui partageaient la conviction que les dégradations environnementales globales sont suffisamment graves pour menacer la survie de l'humanité. Les politistes John Dryzek et David Schlosberg, notamment, placent dans cette catégorie des figures de l'écologie politique telles que les Meadows, Paul Ehrlich, Garrett Hardin, Edward Goldsmith, Lester Brown, etc.[1] Si l'on s'en tenait strictement à cette définition, alors les mouvements de la décroissance et de la transition pourraient être qualifiés de *« survivalistes »*. C'est d'ailleurs ce que font les politistes John Barry et Stephen Quilley, en arguant que le mouvement de la transition prospère sur la crainte que les chocs combinés du pic pétrolier et du réchauffement climatique n'aboutissent à un effondrement général de la civilisation[1].

Le problème est qu'il existe aussi, dans le langage courant, un usage très dépréciatif du terme *« survivaliste »*. Selon cette acception, le survivaliste n'est pas un penseur s'inquiétant de la survie de l'humanité, mais un individu persuadé de l'inéluctabilité de l'effondrement et décidant de se préparer au pire *à l'échelon individuel ou familial*. Cette définition est souvent accompagnée de toute une imagerie : stockage d'armes et de nourriture dans un abri anti-atomique, méthodes de survie en milieu naturel hostile, chasse à l'arc, feu sans allumettes, etc. Des romans et des films ont contribué à ancrer dans la culture populaire cet usage du

[1] John S. Dryzek et David Schlosberg, 2005 (1998), *op. cit.*, p.7-9.

terme *« survivaliste »*, comme par exemple *Postman*, le récit post-apocalyptique de l'écrivain états-unien David Brin :

> *« Autrefois, avant l'Apocalypse, le terme [survivaliste] avait eu diverses acceptions se référant à une vaste gamme de comportements ; ils allaient des préparatifs que dictait à l'homme de bon sens la nécessité de défendre sa communauté, jusqu'à la paranoïa antisociale des maniaques de la gâchette. D'un certain point de vue, il n'était pas exclu que Gordon lui-même [le héros sympathique] pût être désigné comme un "survivaliste". Toutefois, c'était la connotation de tueur qui avait prévalu après le désastre causé par les pires des représentants du groupe désigné sous ce terme. »*[2]

La plupart des militants de la décroissance et de la transition avec lesquels nous nous sommes entretenus ne connaissaient que cette seconde acception du terme. De ce fait, quand ils parlaient des *« survivalistes »*, ils désignaient les individus qui stockaient des armes et de la nourriture à leur domicile pour espérer survivre à l'effondrement. Tous les militants que nous avons interrogés à ce sujet condamnaient de telles dérives, à la fois pour des raisons morales et pour des raisons pratiques (suivant l'idée que même bien armé, on ne survit pas longtemps seul contre tous). Plusieurs figures de la décroissance et de la transition ont également pris la peine de condamner publiquement les tentations survivalistes : Rob Hopkins, Paul Ariès, etc.[3] Les deux mouvements semblent donc se construire *en opposition* à la figure du survivaliste… Mais nous devrions aussi signaler qu'en dépit de nos fréquentes présences dans ces réseaux, nous n'avons *jamais* rencontré ni un survivaliste, ni même un militant ayant personnellement rencontré un survivaliste. Cela ne signifie pas nécessairement que ces survivalistes n'existent pas, mais cela nous invite à considérer avec circonspection l'importance de ce phénomène, et à chercher une explication à la vigueur de sa dénonciation.

On peut avancer l'hypothèse que la *dérive survivaliste* est un repoussoir politiquement utile, qui permet aux mouvements pour la décroissance et la transition d'entretenir l'idée qu'il existe plus *désespéré* qu'eux. La dénonciation du survivalisme devient alors une réaffirmation de la confiance en la capacité de la communauté locale à *délibérer*, à se ressouder en situation de crise, à décider de coopérer plutôt que de s'affronter. Le survivaliste, sous une dimension quasiment mythique, est comme une incarnation allégorique de la victoire de l'individualisme égoïste sur l'intérêt général de la communauté locale. Il sert à exprimer la crainte de voir la

---

[1] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.15.
[2] David Brin, 1987 (1985), *op. cit.*, p.167.
[3] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.87-88 ; Paul Ariès, « Survivre aux survivalistes », *La Décroissance*, n°52, septembre 2008, p.2-3.

communauté démocratique locale s'effondrer par incapacité à se réinventer en situation de basculement catastrophique global. En ce sens, la dénonciation des dérives survivalistes agit comme une *ressource politique* pour les mouvements catastrophistes, qui peuvent cultiver une identité démocratique en dénonçant ce qu'ils regardent comme leur antithèse[1] : des individus isolés, obsédés par la catastrophe jusqu'à en développer des comportements pathologiques, paranoïaques, maniaques ou antisociaux. Les réseaux de la décroissance et de la transition se réclament au contraire d'un esprit de coopération et de délibération démocratique, auquel ils entendent rester fidèles *même au plus fort de la catastrophe*. Dénoncer les survivalistes, c'est donc dénoncer la tentation d'abandonner l'attachement aux pratiques délibératives.

Cette stratégie de démarcation à l'égard du survivalisme est d'autant plus utile que les penseurs et les militants de la décroissance et de la transition croient véritablement en un risque d'effondrement généralisé. Or dans un tel scénario, il devient politiquement délicat de déterminer le degré de violence qui distinguerait la défense légitime de la communauté locale d'une part, et la dérive survivaliste d'autre part. Certains auteurs se sont essayés à imaginer de tels scénarios, mais toujours en précisant que ce n'était pas la vision de l'avenir en faveur de laquelle ils militaient. Par exemple, David Holmgren, l'un des inventeurs de la permaculture devenus compagnons de route du mouvement de la transition, décrit ainsi ce le scénario qu'il intitule *« canots de sauvetage »* :

> *« Local wars, including use of nuclear weapons, accelerate collapse in some areas, but the failure of national systems of power prevents global warfare. Successive waves of famine and disease break down social and economic capacity on a larger scale than the Black Death in medieval Europe, leading to a halving of global population in a few decades. […] Urban areas are largely abandoned and dangerous but remain valuable as quarries for salvaging materials, especially metals. Suburban landscapes become ruralised into defensive hamlets making use of salvaged materials. […] In some localities, especially in favourable regions with accessible energy and agricultural resources, communities analogous to the monasteries of the early medieval period provide basic knowledge and skills to their surrounding communities and are thus protected by the locals from ravages of local warlords and pirates. […] At its extreme, this scenario describes many of the elements of the collapse long-term future in which there is a complete breakdown in the lineage of industrial civilisation. »*[2]

[1] On peut observer un phénomène comparable dans les associations qui font une ressource politique de leurs discours visant à se démarquer des logiques NIMBY. Voir : Danny Trom, 1999, *op. cit.*
[2] David Holmgren, 2009, *op. cit.*, p.82-88.

Les entretiens que nous avons effectués montrent que beaucoup des militants interrogés affirmaient croire effectivement en la plausibilité de tels scénarios. Pourtant, nous n'avons pas rencontré d'individus qui y croyaient suffisamment pour s'y préparer activement. Un exemple significatif est celui d'Oliver, militant quinquagénaire dans le groupe de transition d'Exeter (Devon), qui nous avait conseillé de nous installer au Québec en prévision du réchauffement climatique. Évoquant ensuite son propre cas, il nous expliquait qu'en réalité, lui-même n'irait probablement jamais aussi loin dans une stratégie de préparation au pire :

> *« Je serais bien allé vivre en communauté dans une île d'Écosse, sur les terres de mes ancêtres… On aurait pu construire un monde parfait, où tout le monde aurait été d'accord pour faire la société de transition, mais ça n'aurait été qu'une bulle parfaite dans un monde qui n'aurait pas changé. Et puis d'ici 20 ou 30 ans, quand la société se serait effondrée, les gens seraient arrivés avec leurs fusils : "My kids are hungry !" [Dernière phrase prononcée en pointant un fusil imaginaire vers nous]. »*[1]

Dans ce contexte intellectuel où le scénario du pire paraît toujours *possible*, la stratégie politique de dénonciation du survivalisme est extrêmement significative. Dans leur article sur le mouvement de la transition, John Barry et Stephen Quilley expliquent qu'on peut trouver là une nouvelle forme d'activisme, qu'il convient de comprendre comme *un pari sur l'avenir* : l'effondrement est possible, sans que l'on puisse encore savoir s'il est déjà certain… si bien que la moins mauvaise des solutions consiste à parier qu'il est encore possible de l'éviter *in extremis*, par une sorte de stratégie *« sans regret »*[2]. Les survivalistes sont alors moralement condamnés parce qu'ils parient *déjà* sur l'effondrement, au point de complètement se détacher des logiques délibératives et de se désinvestir du jeu politique. Les efforts de dénonciation du survivalisme peuvent alors être réinterprétés comme un travail militant visant à prévenir les tendances à la démobilisation qui menacent sans cesse les mobilisations catastrophistes. Les réseaux de la décroissance et de la transition réaffirment ainsi leur attachement à une stratégie *politique* de réinvestissement du territoire par la communauté locale dans un esprit délibératif, visant à promouvoir la solidarité et la convivialité. Nous allons maintenant analyser comment ce travail politique est effectivement mis en œuvre à l'échelle d'un territoire.

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien au domicile d'Oliver, à Exeter, le 15 novembre 2008.
[2] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.2.

2- Confronter le projet catastrophiste à la matérialité d'un territoire

Les mouvements de la décroissance et de la transition ont contribué à redéfinir l'idéal écologiste de relocalisation, en l'investissant d'un sens nettement plus catastrophiste[1]. Selon eux, les relocalisations sont inévitables à court ou moyen terme, faute d'énergie. La question politique est de savoir si elles se feront à la manière chaotique des survivalistes, ou plutôt dans un esprit de coopération à l'échelle des communautés locales. À ce stade, les différences entre le mouvement de la décroissance et celui de la transition semblent s'accentuer. Le mouvement de la décroissance a produit beaucoup de publications appelant à des relocalisations, mais les expérimentations locales sont restées très parcellaires. En revanche, le réseau de la transition a développé une *action politique territoriale* plus affirmée, en s'appuyant sur les centaines de groupes locaux qui le composent désormais. C'est donc dans les expériences britanniques que l'on trouve les exemples les plus aboutis d'une mise en œuvre territoriale du projet politique catastrophiste, fondé sur un renforcement des pratiques délibératives locales. La confrontation du projet catastrophiste à la matérialité du territoire conduit alors à délibérer localement des usages prioritaires auxquels devraient être réservées les ressources territoriales en situation de basculement catastrophique global. Cela conduit d'abord à une délibération sur les modalités de préservation des ressources matérielles (notamment alimentaires et énergétiques) qui sont nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux de la communauté locale ; cela conduit ensuite à discuter de la cohésion de la communauté locale et des savoir-faire sur lesquels elle pourrait compter dans un tel scénario ; et enfin cela se traduit par une renégociation avec les collectivités territoriales de l'agenda politique local, par exemple en les invitant à débattre des plans d'urgence à mettre en œuvre en cas de pénurie énergétique.

2.1 Des ressources matérielles pour manger, se chauffer, se soigner

Dans le *« plan local de descente énergétique »* de Totnes, une page a suscité beaucoup de discussions, tant chez les rédacteurs que chez les commentateurs du document. Il s'agit de la page consacrée à la *capacité de production d'alcool local* dans un scénario de relocalisation radicale. Les études préalables montraient en effet que la population de Totnes consommait

[1] Ce qui tend à démarquer leur conception de la relocalisation d'autres conceptions plus *« continuistes »*, par exemple celle de l'actuel gouvernement français, dont l'ambition affichée est de *« relocaliser »* l'industrie, mais sans adhérer pourtant à l'imaginaire d'effondrement qui sous-tend les propositions catastrophistes.

principalement des alcools importés, donc extrêmement dépendants du pétrole… Mais si le pétrole venait à manquer, que pourraient-ils boire ? Traditionnellement, rappellent les auteurs, la population locale buvait surtout du cidre et de la bière de fabrication locale. Mais au cours du XXe siècle, les vergers à cidre de Totnes ont presque tous été arrachés, si bien que les pommes à cidre doivent désormais être importées de Bretagne. Pour retrouver une production locale de cidre, il faudrait donc réserver des terrains à la replantation de vergers… Mais cela prendrait plusieurs années avant qu'ils ne soient productifs. La bière pose moins de problème, puisque les céréales nécessaires pourraient être plantées d'une année sur l'autre. Mais les terres agricoles alors nécessaires ne devraient-elles pas plutôt être réservées à une production plus essentielle, par exemple de la nourriture de base ou du bois de chauffage ? Il existe un vignoble à Totnes, dont la production est essentiellement exportée pour l'instant, mais qui pourrait fournir aux habitants de Totnes l'équivalent d'une bouteille de vin par personne et par mois : est-ce suffisant ? À chacune des questions posées, il y a *une occasion de délibération locale*, dont l'objet serait de déterminer collectivement la hiérarchisation des usages d'une ressource finie – les terres agricoles – dans un scénario de relocalisation en urgence. Le principe de relocalisation n'est plus négociable, mais une part de ses modalités pratiques le reste, puisqu'on peut relocaliser en privilégiant le vin, le cidre, la bière ou l'abstinence[1].

Cet exemple est significatif, car il montre comment l'impératif de re-territorialisation peut déboucher sur un regain de délibération locale. Il permet de comprendre la logique de la délibération catastrophiste sur l'utilisation des ressources territoriales, mais sans que le sujet ne soit encore trop anxiogène, puisque l'alcool n'est pas une nécessité immédiatement vitale. Ce n'est cependant qu'un exemple, et les groupes de transition entendent systématiser ce type de réflexion, en procédant à des délibérations locales similaires sur l'ensemble des ressources territorialement disponibles. Dans ce cas, la confrontation du projet catastrophiste à la finitude du territoire conduit à un recentrage des délibérations locales sur les *implications matérielles* d'une politique qui viserait à satisfaire les besoins fondamentaux de la communauté locale au plus fort de la catastrophe globale. L'enjeu politique devient alors de savoir si la délibération locale permet de faire émerger un *projet de territoire alternatif* dont le principal objectif serait de renforcer la capacité de la communauté locale à *se nourrir, se chauffer et se soigner*, même en cas d'effondrement énergétique et économique mondial.

[1] Transition Town Totnes, Jacqi Hodgson et Rob Hopkins, 2010, *op. cit.*, p.80.

Les politistes John Barry et Stephen Quilley avancent l'hypothèse que le succès du mouvement de la transition doive s'expliquer par sa capacité à prendre acte de l'échec des mobilisations trop désincarnées (*« pour la planète »* ou *« pour les générations futures »*), et à se recentrer sur *« les certitudes ontologiques de la survie »*[1]. Nos propres observations tendent à confirmer cette piste : l'une des motivations les plus récurrentes exprimées par les militants que nous avons interrogés est bien le souci de savoir s'ils pourront manger, se chauffer ou se soigner demain (c'est-à-dire quand le pétrole manquera). L'imaginaire des pénuries à venir est déterminant dans le mouvement, puisqu'il transcende l'idéal théorique de la relocalisation en un impératif de survie à relativement court terme. L'anticipation de l'effondrement des réseaux nationaux et internationaux fait de la relocalisation en urgence une question de survie. Par exemple Stephen, militant dans le groupe de transition de Glastonbury (Somerset), nous expliquait en 2009 que la dépendance de la communauté locale aux supermarchés était une menace réelle pour la capacité de la communauté locale à surmonter les chocs énergétiques et économiques à venir :

> *« Le problème avec les supermarchés, c'est que c'est mauvais pour la résilience. Il y a eu un livre en 2001, d'un think tank un peu radical [la NEF, New Economics Foundation], qui s'appelait* Nine Meals From Anarchy. *C'était suite à un mouvement de protestation des agriculteurs, qui ont bloqué les dépôts d'essence pendant trois jours. Au bout du troisième jour, les patrons des supermarchés sont allés voir le ministre, pour dire qu'il n'y avait plus que quatre jours de nourriture en stock. Et ça montre combien on est dépendants du pétrole pour la distribution de la nourriture et pourquoi c'est important qu'on mette en place des réseaux locaux pour produire notre alimentation. »*[2]

L'objectif de relocalisation générale des activités humaines, imposé par la raréfaction des produits pétroliers, est cependant interprété comme générateur de *dilemmes*. La notion d'*« hectares fantômes »*, théorisée dès les années 1960 par l'agronome Georg Borgstrom et reprise dans les années 1980 par William Catton[3], constitue l'armature théorique implicite des dilemmes anticipés par la transition et la décroissance : l'opulence caractéristique des sociétés occidentales est rendue possible par l'exploitation à distance, grâce au pétrole, des grandes quantités d'*« hectares »* nécessaires à ce mode de vie et qui ne seraient pas disponibles en Occident. Avec la fin annoncée du pétrole, la transition et la décroissance anticipent d'une part que les hectares fantômes deviendront inutilisables à distance, et d'autre part que les rares

---

[1] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.13-14.
[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Stephen, dans un café de Glastonbury, le 25 octobre 2009.
[3] William R. Catton, Jr., 1982, *op. cit.*, p.38.

hectares réels localement disponibles feront l'objet d'une âpre concurrence. C'est ce que nous expliquait Riley, militant quadragénaire de la transition dans le groupe de Bristol, également actif dans les réseaux nationaux de ce mouvement :

> *« À Totnes, il y a aussi eu un rapport qui a été écrit, qui s'appelle* Can Totnes Feed Itself ? *Et ils ont essayé de faire une carte pour montrer l'empreinte de Totnes pour sa nourriture, et c'est très impressionnant : elle va jusqu'à Exeter… Celle d'Exeter va jusqu'à Totnes, celle de Bristol aussi, et celle de Londres aussi… Alors à la question Can Totnes Feed Itself ?, la réponse était : oui, mais alors elle pourra difficilement se chauffer. Parce que pour le chauffage, il faut beaucoup de bois… Et ils ont calculé que même avec des chauffages efficaces, des chauffages collectifs et tout ça, et même en utilisant les parcelles non exploitées pour l'instant, il n'y aurait pas assez de bois. C'est assez effrayant parce que Totnes est pourtant une zone assez rurale, et on peu se demander ce que ça veut dire pour des grandes villes comme Londres. Ça pourrait très bien devenir un piège mortel [death trap]. Mais cela dit, si on regarde Cuba, les gens ne sont pas mort de faim, simplement ils ont perdu dix kilos en moyenne… »*[1]

C'est justement parce que la relocalisation en urgence impose des *dilemmes* qu'elle est une incitation à la délibération locale : il faudra choisir. La formulation en termes de dilemmes invite les groupes locaux à engager une hiérarchisation des priorités qui jusqu'alors n'aurait pas eu de sens : que faut-il sauver en priorité comme activités et comme capacités de production en prévision d'une situation d'effondrement, puis d'autosuffisance forcée par les faits ? Sans surprise, ce sont bien les nécessités de base qui sont plébiscitées par les groupes locaux, à savoir la nourriture, l'énergie pour le chauffage, les soins, etc. Ce recentrage du projet territorial sur les *« certitudes ontologiques de la survie »* peut s'expliquer, selon Barry et Quilley, par l'influence séminale des principes de la permaculture[2]. En effet, Rob Hopkins, initialement professeur de permaculture, s'est largement inspiré de son expérience pour concevoir le modèle de la transition. Plus qu'une simple méthode agricole, la permaculture peut être définie comme un mouvement philosophique, à prétention holistique, dont l'objectif est de concevoir des interactions soutenables entre des sociétés humaines relocalisées et leurs environnements. L'agriculture y joue un rôle central, pour la production alimentaire d'abord, mais aussi pour les productions énergétiques (bois de chauffage), textiles, artisanales, etc. Le réseau de la transition incite vivement chaque nouveau groupe local à envoyer l'un de ses

---

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Riley, au domicile d'un membre du groupe de transition de Bristol, le 30 octobre 2009.
[2] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.24.

membres suivre une formation de base à la permaculture. En France, un phénomène comparable se dessine autour de la figure de l'agronome cévenol Pierre Rabhi, dont les travaux en agro-écologie ont beaucoup contribué à sensibiliser des réseaux émergents de la décroissance au problème de la sécurité alimentaire locale[1]. Dans les deux cas, ces filiations ont conduit ces mouvements à faire du renforcement de l'*autonomie territoriale* une priorité politique, mais en redéfinissant cette autonomie comme une *stratégie d'adaptation collective* à un contexte de basculement global potentiellement destructeur.

2.2 Ressources communautaires et valorisation des savoir-faire locaux

La dimension territoriale du projet politique catastrophiste ne se limite pas à débattre de l'usage des terres agricoles locales. En effet, relocaliser la production alimentaire ne nécessite pas seulement que des terres soient disponibles, mais aussi que les savoir-faire adéquats soient présents dans la communauté locale. On ne s'improvise pas agriculteur, producteur d'énergies renouvelables ou maraîcher. C'est pour cette raison que la territorialisation du projet politique catastrophiste doit aussi être comprise comme un travail de *recensement* et de *diversification* des savoir-faire localement disponibles pour accroître la capacité d'autonomie du territoire et de la communauté locale. À Totnes, le groupe de transition a lancé un vaste programme en ce sens, appelé le *« great reskilling »*, dont le but est de former la population locale à certaines méthodes (agricoles, gastronomiques, architecturales…) susceptibles de les aider à préserver leur autonomie dans un monde post-pétrole :

> *« Je crois que le sentiment de panique qui s'empare des gens, en particulier des jeunes hommes, quand ils comprennent les implications du pic pétrolier vient en partie de la conscience que nous avons perdu plusieurs compétences qui étaient banales pour nos grands-parents. Une des actions les plus utiles que peut faire une Initiative est d'offrir un éventail très accessible de formations sur de nombreuses compétences. Mais lesquelles ? Nous devons avoir l'esprit ouvert : un peu de recherche est utile pour cerner ce que les gens savaient faire et qui serait encore utile aujourd'hui, mais il faut aussi découvrir les savoir-faire que les gens possèdent aujourd'hui et qui devraient être plus répandus. Des événements de requalification jouent plusieurs rôles : rapprocher les gens et développer de nouvelles aptitudes dans la bonne humeur ; bâtir des réseaux ; redonner un sentiment profond de "je suis capable de…" ; établir des liens entre les générations ; fournir, quand cela est possible, l'occasion de faire*

[1] Pierre Rabhi, « Pour une sobriété heureuse », in Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir.),

des travaux pratiques qui deviennent des manifestations concrètes. […] Travaillez, aussi souvent que possible, avec des groupes, des institutions et des organismes existants. Allez chercher les compétences locales partout où elles se cachent. Essayez d'impliquer les personnes qui viennent d'être formées dans la formation des suivantes. »[1]

Concrètement, ce programme vise à ce que les militants les plus impliqués parviennent à initier une dynamique de *valorisation et de diversification des savoir-faire disponibles au sein de la communauté locale*. Dans le cas de Totnes, la méthode choisie a été d'organiser divers ateliers avec le tissu associatif local de la commune, autour de tous les savoir-faire supposés pouvoir contribuer à l'autonomie locale : *« résolution de conflits, préservation d'aliments, aiguisage, efficacité énergétique résidentielle, compostage, monnaies locales, gestion efficace de réunions, écoute active, diagnostic énergétique, production de biodiesel, rénovation, pose de crépi, installation de panneaux solaires, fabrication de peintures et de teintures naturelles, finances domestiques, fauchage, construction en ballots de paille, tricot, tissage, élagage d'arbres, création de pépinières, plantes médicinales, fabrication de fours, audit de dépendance au pétrole, entretien d'outils, roseaux filtrants, logiciels libres, entretien de vélos, chant, gestion du temps, biodynamie, nutrition, organisation communautaire, boulangerie, construction en pisé, horticulture productive… »*[1]. Dans le film *In Transition 1.0* (*cf.* chapitre précédent), on voit entre autres des ateliers de couture, de cuisine et de jardinage, au cours desquels des groupes intergénérationnels sont montrés en train d'échanger des savoir-faire à la fois plaisants dans l'immédiat, valorisants socialement, et utiles à plus long terme dans une perspective de relocalisation généralisée.

La valorisation des savoir-faire autonomes est une tradition historique et identitaire des réseaux écologistes depuis les années 1970. Elle inspirait notamment les expériences de retour à la terre, autour des ouvrages de John Seymour sur l'autosuffisance rurale, et se déclinait dans les mots d'ordre politiques *« small is beautiful »*, *« do it yourself »*, etc. Mais là aussi, on peut considérer que la perspective catastrophiste a conduit les militants contemporains de la décroissance et de la transition à *réévaluer le sens et les modalités de cette revalorisation*. Il ne s'agit pas seulement d'œuvrer à l'émancipation des individus en les aidant à acquérir des savoir-faire autonomes, mais aussi désormais de leur donner les moyens de survivre dans les situations catastrophiques pressenties. Cette reformulation n'est généralement pas exprimée aussi abruptement dans la communication publique du mouvement de la transition. En effet,

---

2005 (2003), *op. cit.*, p.107-111.
[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*, p.159-162.

comme souvent dans les démarches catastrophistes, l'initiation d'une telle dynamique locale fonctionne si elle parvient à associer une forme de *rétribution sociale immédiate* d'une part, et une forme de mise en cohérence des croyances catastrophistes d'autre part. La rétribution immédiate est très volontiers mise en avant dans les documents militants diffusés par la transition : c'est le plaisir de la convivialité locale retrouvée, associé à celui du sentiment d'avoir gagné en autonomie. En d'autres termes, la rétribution immédiate de la mutualisation des savoir-faire réside en la consolidation d'une sociabilité de voisinage (avec émergence d'une identité collective généralement considérée comme déterminante dans les logiques de sociabilité militante) et en la satisfaction personnelle tirée d'une acquisition de compétences nouvelles. Mais cette rétribution immédiate est renforcée par le sentiment, très variable en fonction du degré d'intégration des croyances catastrophistes, que les savoir-faire ainsi cultivés pourront s'avérer déterminants en cas de pénuries graves imposant brusquement des relocalisations en urgence.

La formalisation du programme *« great reskilling »* de Totnes n'a pas d'équivalent en France, même au sein du mouvement de la décroissance. Pourtant, depuis 2002, les objecteurs de croissance ont construit un discours critique du cloisonnement des activités quotidiennes, et notamment de celui entre activités de production et de consommation. Cela s'est traduit dans les pratiques par un grand intérêt porté aux savoir-faire individuels ou micro-sociaux permettant l'autoproduction, donc des gains en autonomie et une tendance à l'autosuffisance. Les forums décroissants sur internet, et plus encore les rencontres informelles au sein des réseaux militants, permettent la circulation de savoir-faire pratiques concernant la culture potagère, le micro-élevage, le compostage, les économies d'eau et d'énergie, la récupération d'eau de pluie, l'entretien et le bricolage de vélos, etc. On peut régulièrement trouver, dans des magazines comme *L'Écologiste* et *Silence*, des annonces pour des stages d'agriculture biologique, de permaculture, d'auto-construction d'habitat écologique, etc. Des structures associatives spécifiques facilitent encore ce travail militant de diffusion de savoir-faire : des associations de cyclistes qui organisent des ateliers d'entretien du matériel, des AMAP qui organisent des chantiers pour se former tout en aidant l'agriculteur, des groupes de tricot, des associations pour l'habitat nomade, etc. La culture des savoir-faire contribuant à l'autonomie est donc une activité importante des réseaux de la décroissance, mais de manière plus éclatée et plus improvisée que dans les réseaux de la transition.

---

[1] *Ibid.*, p.162.

Ce qu'il y a de significatif dans le cas de Totnes, par comparaison, c'est la dimension essentiellement *territoriale* de cette valorisation des savoir-faire autonomes. De même que les groupes de transition proposent de délibérer pour déterminer la meilleure manière d'utiliser les ressources matérielles locales, ils proposent de débattre des savoir-faire qui permettraient de surmonter au mieux une situation de basculement catastrophique global. Cela donne lieu à un travail d'*animation politique du territoire* qui participe de la territorialisation de la pensée catastrophiste. Par ailleurs, on notera que la thématique du *great reskilling* a aussi inspiré des propositions à vocation nationale, pour l'instant moins abouties : par exemple, le mouvement de la transition réfléchit à une *« université de la transition »*, qui serait dédiée à la diffusion de savoir-faire utiles au temps du pic pétrolier global, éventuellement en collaboration avec les universités officielles et des chercheurs engagés[1]. Le *Green Party* s'en est inspiré pour l'une de ses campagnes nationales, *The New Home Front*, lancée en 2011 par la députée Caroline Lucas[2]. Mais en parallèle, le mouvement de la transition persiste à souligner l'importance d'une approche *territorialisée* des savoir-faire communautaires : en effet, dans sa perspective de relocalisation en urgence, il importe que chaque communauté locale dispose d'à peu près toute la panoplie des savoir-faire nécessaires pour assurer un haut degré d'autonomie. Cette insistance sur l'échelon local a amené les groupes de transition à questionner le rôle potentiel des collectivités territoriales dans leur stratégie de résilience communautaire.

2.3 Communautés locales et collectivités territoriales

La territorialisation de la démarche catastrophiste ne se limite pas à une confrontation aux ressources matérielles et aux ressources communautaires. L'approche territoriale conduit aussi les groupes de transition à *entrer en négociation avec les institutions locales*, notamment les collectivités territoriales, qui sont traditionnellement en charge de la gestion du territoire. Là encore, c'est le mouvement de la transition, et non celui de la décroissance, qui est allé le plus loin dans cette stratégie de renégociation du projet de territoire avec les autorités locales, grâce à sa structuration en petits groupes locaux. En prenant soin d'établir un dialogue avec le conseil municipal ou le conseil de district, les groupes de transition entendent se donner les moyens de peser sur une *redéfinition de l'agenda politique local*, voire une reformulation des objectifs des politiques publiques locales.

---

[1] John Barry et Stephen Quilley, 2009, *op. cit.*, p.23.
[2] Caroline Lucas et Andrew Simms, 2011, *op. cit.*, p.33-35.

L'intérêt des mouvements écologistes pour l'échelon politique local n'est pas nouveau. Ce qu'il y a de plus significatif, c'est la tendance innovante de certains groupes de transition à travailler en priorité avec les services administratifs de *gestion des risques* ou de *gestion des crises*, plutôt qu'avec les services dédiés à l'environnement ou au développement durable. En effet, plusieurs des militants que nous avons interrogés nous ont expliqué que les personnels politiques et administratifs les plus réceptifs à leur approche étaient ceux habitués à envisager des situations *anomales* – inondations, canicules, épidémies, accident industriel, etc. Cela les prédispose à comprendre la plausibilité, par exemple, d'une rupture d'approvisionnement énergétique ou d'une submersion côtière. C'est par exemple ce que nous expliquait Riley, militant impliqué dans le groupe de transition de Bristol (Somerset), quand il nous racontait avoir mobilisé ses quelques contacts au sein des services municipaux pour que soit mis en place un service de gestion des situations d'urgence :

> *« Je pense que oui, cette question de l'urgence est sûrement importante. Moi je pense qu'on a passé le pic pétrolier l'année dernière, et que c'est pour ça qu'on a une telle crise économique aujourd'hui. Au* Town Council*, j'ai poussé pour qu'on mette en place un* Emergency planning group*. En fait, il n'est pas centré sur la transition, mais plutôt sur les inondations, parce qu'ici il y a beaucoup de zones inondables, et ça c'est assez parlant, même pour ceux qui ne sont pas forcément d'accord avec la transition. Dans le groupe, il y en a même plusieurs qui ont soulevé le thème des risques accrus d'inondation à cause du réchauffement climatique, et pour moi c'était plutôt une bonne surprise. En cas d'inondation, c'est ce groupe qui devrait dire où trouver la nourriture, où reloger les gens, etc. Alors évidemment, c'est conçu pour les inondations, mais moi ce qui m'intéresse c'est au moins qu'on commence la réflexion sur ces situations de crise locale. Évidemment, il reste à savoir si on a réussi à aboutir à quelque chose d'un peu efficace, et ça pour l'instant je n'en suis pas sûr. »*[1]

Si les groupes de transition reprochent souvent aux institutions locales leur incapacité à rompre avec les schémas d'analyse routinisés, en revanche, ils parviennent parfois à trouver un langage commun avec le personnel politique et administratif en charge de prévoir les plans d'action en situation d'urgence. Ce langage commun est fondé d'une part sur la capacité à travailler sur des *scénarios* habituellement considérés comme improbables, et d'autre part sur celle à imaginer des situations d'urgence où les frontières de l'acceptable et de l'inacceptable sont rapidement bouleversées. Ce que les groupes de transition considèrent comme une totale

[1] Propos recueillis lors d'un entretien avec Riley, au domicile d'un membre du groupe de transition de Bristol, le 30 octobre 2009.

certitude (des pénuries énergétiques à court ou moyen terme), certaines institutions en charge des plans d'urgence peuvent accepter de le regarder comme une *hypothèse* suffisamment sérieuse pour mériter d'être politiquement anticipée. De cette manière, certaines collectivités locales ont été amenées à participer à la réflexion initiée par le groupe local de transition, sans avoir pour autant à souscrire officiellement à l'ensemble de leur discours catastrophiste.

L'exemple le plus abouti en la matière est un rapport publié par la commune de Bristol (environ 400 000 habitants), en coopération avec le groupe local de transition, pour évaluer la résilience de la communauté urbaine en cas de ruptures d'approvisionnement énergétique[1]. Le travail préparatoire à ce rapport a été initié pendant l'envolée mondiale des prix du pétrole (été 2008), et le résultat final a été publié en 2009, sous le titre *Building a Positive Future for Bristol After Peak Oil*. Le rapport, qui compte une centaine de pages, évalue la vulnérabilité de l'agglomération face aux risques de pénurie énergétique. Six secteurs sont étudiés à cette lumière : les transports et la mobilité, l'alimentation, les soins, les services publics, les secteurs économiques majeurs et l'énergie. Pour chacun de ces secteurs, le rapport dresse un état des lieux de la vulnérabilité actuelle aux pénuries énergétiques, avance des pistes de résolution des dilemmes énergétiques en cas de crise majeure non anticipée, et propose finalement quelques recommandations d'actions publiques à mener dès à présent pour réduire cette vulnérabilité. Plusieurs militants britanniques de la transition nous ont cité ce rapport comme un exemple de coopération réussie avec les collectivités territoriales, en insistant sur la victoire politique que représente *la mise à l'agenda du risque de pénurie énergétique*.

Il est vraisemblablement trop tôt pour prétendre analyser les retombées politiques de ce rapport. Les conclusions alarmistes de l'évaluation de la vulnérabilité alimentaire de Bristol face au risque énergétique ont incité les autorités à commander un second rapport, publié en 2011, qui formule plusieurs propositions de politiques publiques locales pour accroître l'autonomie alimentaire du territoire, et donc sa résilience[2]. Le groupe local de transition continue à s'impliquer activement dans ces travaux, et l'on peut y voir une stratégie politique de *légitimation locale* de la problématique catastrophiste. Dans ce cas, la publication de rapports n'est qu'une étape, le but étant ensuite de *pérenniser* cette réflexion au sein de la collectivité territoriale. Certains des militants interrogés nous ont cité en exemple la stratégie du mouvement états-unien des *Post-carbon cities*, qui effectue un travail de lobbying auprès

---

[1] Collectif, *Building a Positive Future for Bristol After Peak Oil*, *sine loco*, 2009. URL: http://bristolgreencapital.org/latest/2011/09/the-peak-oil-report/ (consulté le 12 octobre 2012).

[2] Joy Carey, *Who Feeds Bristol? Towards a Resilient Food Plan*, *sine loco*, 2011. URL: http://www.bristol.gov.uk/page/food-bristol (consulté le 12 octobre 2012).

des municipalités pour les inciter à développer des programmes d'anticipation du pic pétrolier à leur échelle territoriale (ce qui a débouché, par exemple, sur l'adoption en 2006 de la *San Francisco Peak Oil Resolution*[1]). À Toulouse, un groupe de transition embryonnaire a travaillé avec les militants locaux d'EELV pour adapter les enseignements du premier rapport de Bristol au cas toulousain[2].

En établissant ainsi une coopération avec les collectivités territoriales, les groupes de transition ouvrent un espace délibératif dans lequel il est *politiquement légitime* de travailler à des scénarios de *discontinuité radicale*. L'objectif n'est pas de convaincre l'ensemble du personnel politique local, mais d'identifier certains *passeurs* – par exemple les membres du service de gestion des risques urbains – et de les associer au travail d'animation territoriale sur les problématiques catastrophistes. Cela n'implique pas nécessairement que tous les acteurs partagent une conception homogène du problème : à Bristol, par exemple, les militants de la transition envisageaient une fin *définitive* de l'énergie abondante et bon marché, tandis que leurs interlocuteurs officiels n'envisageaient souvent que des difficultés d'approvisionnement *passagères*. Mais en dépit de cette différence, ils sont parvenus à s'accorder sur un espace de discussion commun, où il devenait possible de délibérer d'une action publique territoriale d'inspiration catastrophiste. C'est un exemple significatif de la manière dont un mouvement catastrophiste peut localement contribuer à une *renégociation de l'agenda politique territorial* en effectuant dans la durée un travail de légitimation de certaines notions comme la résilience, le pic pétrolier, la fragilité énergétique, etc.

La territorialisation de la démarche catastrophiste a ainsi conduit les groupes locaux à multiplier les espaces délibératifs pour déterminer collectivement les modalités pratiques du principe de relocalisation en urgence. Pour certains, il s'agit de débattre des usages auxquels devraient être prioritairement affectées les ressources matérielles, territorialement limitées, en cas de basculement énergétique et économique global. Pour d'autres, il s'agit de recenser et de diversifier les compétences pratiques et les savoir-faire sur lesquels pourrait s'appuyer la communauté locale dans un tel scénario. Pour d'autres encore, il s'agit de déterminer selon quelles modalités les collectivités territoriales pourraient contribuer à la gestion démocratique d'une situation de pénurie potentiellement explosive. Considérées ensemble, ces différentes stratégies de territorialisation catastrophiste témoignent de l'existence d'un travail militant

---

[1] Daniel Lerch, 2007, *op. cit.*, p.71.

[2] Collectif, *Mieux vivre à Toulouse après le pic pétrolier. Une analyse sur l'impact du pic de production de pétrole sur l'agglomération toulousaine*, *sine loco*, 2012. URL : www.mariepierrecassagne.eelv-legislatives.fr (consulté le 1er juin 2012).

d'*animation du débat politique local*, visant à faire émerger *un projet de territoire alternatif*, catastrophiste plutôt que continuiste. On peut considérer que les mouvements catastrophistes contemporains contribuent ainsi, à leur manière, au renouvellement des pratiques politiques locales par extension du cercle des acteurs associés au processus décisionnel. Mais on peut aussi aller un peu plus loin, en considérant la *spécificité* du contenu de leur travail délibératif, et en s'intéressant à leur stratégie de *pédagogie catastrophiste* par la délibération territoriale.

3- La délibération territoriale comme pédagogie catastrophiste

La confrontation des propositions catastrophistes à la réalité d'un territoire n'amène pas les mouvements catastrophistes à prôner la suspension des procédures démocratiques locales. Nous venons de voir qu'au contraire, même si le principe de la re-territorialisation n'est pas négociable pour des raisons matérielles, ses modalités pratiques peuvent tout de même faire l'objet de délibérations locales associant un maximum de la population. La multiplication des espaces délibératifs catastrophistes participe d'un renforcement des pratiques démocratiques locales. On peut toutefois se demander sur quelles décisions effectives peuvent déboucher les délibérations en question. Les rapports comme celui de Bristol sont significatifs, par la façon dont ils témoignent d'une évolution du regard que portent certaines collectivités territoriales sur les scénarios catastrophistes. Mais il peut être utile de considérer, au-delà des documents officiels, comment le travail politique d'animation territoriale des réseaux catastrophistes peut contribuer à un processus plus souterrain de *réinvestissement du territoire* par ses habitants. Ce réinvestissement passe par une modification du regard porté sur le territoire quotidien, et par une réévaluation des manières d'envisager son évolution future (ce qui rejoint en partie le travail politique sur les émotions et les récits que nous avons analysés dans les deux chapitres précédents). Nous allons maintenant expliquer d'abord comment ce travail de ré-interprétation du territoire s'appuie sur la recherche d'une nouvelle stratégie d'action directe recentrée sur la notion de résilience, et ensuite pourquoi il peut être interprété comme une méthode politique innovante de pédagogie catastrophiste.

3.1 Le renouvellement de l'action directe par son recentrage sur la résilience

La territorialisation de la démarche catastrophiste incite les groupes locaux de transition à mobiliser leur communauté locale autour de quelques projets emblématiques. De manière

symptomatique, le mouvement pour la transition n'a publié aucun ouvrage théorique, mais plusieurs *manuels à l'usage des militants*. Chacun de ces manuels est orienté vers une forme précise d'action à l'échelle locale. Le *Manuel de transition* a donné le ton, qui est rédigé à la manière d'un guide proposant des recettes pour aider le lecteur à lancer sa propre initiative de transition, en s'inspirant de ce qu'il s'est fait à Totnes[1]. Il y a ensuite le *Transition Timeline* de Shaun Chamberlin, qui est conçu comme un guide devant aider les lecteurs à mobiliser leur communauté locale autour d'un projet de rédaction d'un plan de décroissance énergétique[2]. Et surtout, depuis 2009, le mouvement a publié une collection de manuels pratiques proposant des méthodes d'animation territoriale pour travailler avec une communauté locale sur divers projets de relocalisation. Le premier, intitulé *Local Food: How to Make it Happen in Your Community*, a été publié en 2009 par Tamzin Pinkerton et Rob Hopkins : il regroupe plusieurs témoignages relatant des actions militantes de relocalisation agricole, avec des informations pratiques sur les jardins ouvriers ou familiaux, sur les potagers et vergers communautaires, sur les *Community Supported Agriculture* (CSA, un équivalent des AMAP), sur les coopératives alimentaires, sur les marchés fermiers, sur les guides de nourriture locale, sur l'éducation à l'agriculture, etc.[3] Le deuxième, *Local Money*, publié en 2010 par Peter North, est également conçu comme un guide pratique devant aider le lecteur à lancer une monnaie locale dans sa propre communauté[4]. Le troisième, *Local, Sustainable Homes*, par Chris Bird, suit le même modèle, mais appliqué à l'architecture écologique[5].

Au sein du mouvement de la transition, il est de notoriété publique que certains leaders ont autrefois pratiqué l'*action directe non-violente*, notamment dans le cadre du mouvement anti-routes des années 1990, dans celui des luttes anti-OGM du début des années 2000, ou dans celui des camps-climat[6]. On peut donc s'interroger sur la signification du renouvellement de leur répertoire d'action, maintenant qu'ils recentrent leur activisme sur des pratiques moins conflictuelles, par exemple le lancement d'une monnaie locale. L'explication classique, très souvent avancée par les militants eux-mêmes, est que le durcissement des lois répressives a rendu trop coûteuses les stratégies de confrontation directe au Royaume-Uni. Toutefois, on peut encore compléter cette explication, en avançant notamment l'hypothèse

---

[1] Rob Hopkins, 2010 (2008), *op. cit.*
[2] Shaun Chamberlin, 2009, *op. cit.*
[3] Tamzin Pinkerton et Rob Hopkins, 2009, *op. cit.*
[4] Peter North, 2010, *op. cit.*
[5] Chris Bird, 2010, *op. cit.*
[6] Benjamin Seel, Matthew Paterson et Brian Doherty (dir.), 2000, *op. cit.* ; Derek Wall, 1999, *op. cit.* ; Brian Doherty et Graeme Hayes, 2008, *op. cit.*

que les réseaux catastrophistes contemporains *renouvellent le sens et les modalités de l'action directe* en les adaptant à la temporalité catastrophiste. Dans un chapitre consacré aux répertoires d'action des mobilisations écologistes, Andrew Dobson explique que l'action directe non-violente a abondamment été employée par les militants britanniques des années 1990, mais qu'il s'en est suivi une assez forte désillusion lorsque les programmes autoroutiers controversés ont tout de même été achevés, à seulement quelques exceptions près[1]. De plus, la stratégie d'opposition physique aux bulldozers est effectivement devenue plus coûteuse à mesure qu'étaient durcies les peines sanctionnant les entraves aux pouvoirs publics et aux forces de l'ordre… Mais on peut encore ajouter un autre élément d'explication, si l'on tient compte du fait que les réseaux catastrophistes contemporains se sont structurés à partir de la crainte que l'imminence du pic pétrolier ne précipite un effondrement mondial à court ou moyen terme. Car s'il est possible de s'opposer physiquement à la construction d'une route ou à une plantation d'OGM, il n'est pas réellement envisageable de s'opposer physiquement au pic pétrolier. Par conséquent, au temps des catastrophes, l'action directe consiste plutôt à *reconstruire en urgence la résilience* dans sa propre commune, en associant autant que possible la communauté locale parce que c'est nécessaire, *avec ou sans le soutien des autorités publiques*. Or c'est précisément ce que prétendent faire les groupes de transition. À Totnes, les projets les plus emblématiques de ce renouvellement de l'action directe sont les programmes *Transition Streets* et *REconomy*.

En 2010, le groupe TTT avait achevé le travail d'animation politique et de délibération narrative préparatoire à la rédaction du *Plan local de décroissance énergétique*. Les militants souhaitaient prolonger leur action en passant à une phase plus active de la transition : non plus se contenter de rédiger un plan, mais aussi travailler à un changement effectif des comportements au sein de la communauté locale, pour renforcer la résilience territoriale. Le programme *Transition Streets* poursuit cet objectif. Son principe est de fournir une méthode d'animation à l'échelle d'une rue, pour que des voisins puissent travailler ensemble à une *réduction de leurs consommations d'énergie*. La méthode est résumée dans un guide d'une cinquantaine de pages fourni par TTT. La première réunion est organisée par un membre de TTT ayant des compétences professionnelles en méthodes d'animation de réunion, après quoi le groupe de voisins doit s'autogérer. Entre 2010 et 2012, soixante-dix groupes ont ainsi été formés à Totnes, qui regroupaient chacun sept familles. Au total, TTT estime avoir touché entre 15 et 20% de la population de la ville par le biais de ce programme. Ce chiffre étant

[1] Andrew Dobson, 2007 (1990), *op. cit.*, p.129-132.

relativement élevé, cette méthode d'animation territoriale sur la question énergétique a suscité de l'intérêt dans les réseaux professionnels et administratifs travaillant sur ces questions. En 2012, les demandes de voyage d'études étaient devenues si fréquentes que le groupe TTT a professionnalisé l'accueil des délégations d'administrations et de collectivités territoriales. Une micro-entreprise (*Transition Tours*) organise à la demande des visites au domicile de familles qui ont participé à des réunions *Transition Streets*, et qui sont prêtes à partager leur expérience à ce sujet. Nous avons pu assister à deux de ces visites, en juin et en octobre 2012, auprès de deux familles différentes. Le leitmotiv de ces présentations est que la communauté locale de Totnes a décidé de passer à l'action *sans attendre les pouvoirs publics*, qui ont plutôt été suivistes dans ce programme[1].

Toujours à Totnes, l'autre exemple significatif de ce recentrage de l'action directe sur la résilience territoriale est le projet *REconomy*. Selon les animateurs du groupe TTT, à mesure que les tensions énergétiques et économiques s'aggraveront, les commerces et les entreprises de Totnes enchaîneront les faillites. Les pouvoirs publics ne partageant pas cette conception de l'avenir, ils n'anticipent pas cet effondrement économique territorial. L'objectif du projet *REconomy* est de prendre les devants sur les autorités compétentes en structurant une sorte de chambre de commerce alternative, laquelle réunirait des micro-entreprises locales situant déjà leurs activités dans une perspective post-pétrole. Certaines de ces micro-entreprises existent déjà, mais d'autres restent à créer. Le groupe TTT a donc lancé une campagne locale pour la réhabilitation d'un site industriel désaffecté appelé Atmos, et qu'ils entendent transformer en une *« pépinière d'entreprises de transition »*. Parmi les projets qui y seraient accueillis, il y aurait des restaurateurs n'utilisant que des produits locaux, un micro-cabinet d'architecture écologique, une entreprise locale de transports doux, etc. Nous avons assisté, en juin 2012, à une séance du conseil municipal de Totnes au cours de laquelle un responsable du programme avait été invité à présenter ce projet. L'une des phrases-clés de son intervention a été : *« What you need to think about is building a new economy for the time of recession »*[2]. Au cours de cette séance, il était significatif de voir que le représentant de TTT revendiquait un statut de porte-parole de la *« communauté locale en action »*, au point de donner à certains conseillers municipaux le sentiment d'être concurrencés ou débordés par ce mouvement local. Selon les

[1] Nous faisons ce résumé sur la base des deux visites que nous avons effectuées avec *Transition Tours* (en juin et en octobre 2012), enrichies des entretiens réalisés avec plusieurs militants de Totnes.
[2] Phrase extraite de la présentation du projet Atmos au conseil municipal de Totnes, par le membre du groupe local de transition Dave Chapman, le 12 juin 2012.

membres du groupe de transition avec lesquels nous nous sommes entretenus, il ne fait aucun doute que les entreprises de *REconomy* préfigurent l'avenir économique de leur territoire.

Ces deux exemples, *Transition Streets* et *REconomy*, sont significatifs d'une évolution de certains militants catastrophistes qui *réinventent le sens et les modalités de l'action directe* au temps du basculement énergétique et économique. Cela ne signifie pas que les formes plus courantes d'action directe non-violente ont disparu : certains militants britanniques que nous avons rencontrés avaient récemment participé, par exemple, à des fauchages d'OGM (mais en leur nom propre, et sans l'appui officiel de la transition). Mais cela signifie qu'on trouve dans les mouvements catastrophistes contemporains un prolongement innovant du registre de l'action directe, davantage centré sur l'*accompagnement politique de la communauté locale*, et orienté vers le *renforcement de la résilience territoriale par anticipation de l'effondrement*. C'est donc une forme d'adaptation du registre de l'action directe aux contraintes imposées par la précipitation des catastrophes. Le point commun avec l'action directe plus traditionnelle est un esprit *« do it yourself »*, qui prétend résoudre le problème de l'inertie des pouvoirs publics par le rétablissement d'une relation *autonome* entre l'individu et son environnement direct. Il ne s'agit pas d'un repli sur la sphère privée, mais plutôt d'une stratégie politique d'autonomie délibérative de la communauté locale, en marge des instances représentatives traditionnelles. Cette action directe renouvelée prétend ainsi recentrer l'engagement sur les *« véritables »* priorités politiques, à savoir la consolidation des conditions matérielles qui permettront à la communauté politique de se perpétuer par-delà le basculement catastrophique global attendu. Cela participe d'un travail de ré-interprétation politique du territoire qui contribue à acculturer la communauté politique locale aux théories et aux pratiques catastrophistes – non pas sous la forme d'une conversion massive, mais au travers d'un discret travail politique de légitimation de cette question, et de maillage des expérimentations locales.

3.2 La « pédagogie des catastrophes » comme travail politique territorial

Depuis 2006, selon les responsables de TTT, des centaines de groupes de visiteurs sont venus à Totnes pour *voir* un territoire en transition vers l'après-pétrole. Le profil des visiteurs a évolué au fil des années. Il y avait d'abord surtout des militants écologistes britanniques qui souhaitaient fonder leur propre groupe de transition. Puis le phénomène s'est internationalisé avec la venue de Coréens, de Japonais, d'États-uniens, de Néerlandais, de Français, etc. Des journalistes de divers médias nationaux ont fait le déplacement, certains depuis l'Australie ou

la Nouvelle-Zélande. Depuis 2010 et la publication du *Plan local de décroissance énergétique de Totnes*, il y a aussi un nombre croissant de délégations envoyées par des administrations ou des collectivités territoriales. En cinq ans, Totnes est devenu l'un des lieux emblématiques de l'action écologique territoriale, comme avaient pu l'être auparavant l'éco-quartier de BedZed (à Londres, Royaume-Uni) ou le quartier Vauban (à Fribourg, Allemagne). Comme dans ces deux derniers cas, le groupe TTT a dû faire face à cet afflux de visiteurs en professionnalisant leur accueil. Cette notoriété soudaine était politiquement ambivalente. C'était une *ressource* politique, dans la mesure où les rapports de force locaux (par exemple vis-à-vis du conseil municipal ou de la chambre de commerce) ont été modifiés par cette audience internationale, impressionnante à l'échelle d'une ville de seulement 9000 habitants. Mais c'était aussi une *contrainte* politique quand les militants locaux ont pris conscience que certains visiteurs repartaient déçus, en répandant le bruit que l'expérience n'avait rien d'original par rapport à ce que l'on pouvait observer ailleurs. En fondant la micro-entreprise *Transition Tours*, le but était donc de gérer cette notoriété ambivalente en proposant de guider les visiteurs à travers le territoire de Totnes, pour leur *apprendre à voir* le travail délibératif souterrain effectué depuis cinq ou six ans au sein de la communauté locale.

Nous avons participé à deux de ces visites organisées, en juin et en octobre 2012. Elles débutent au pied de la grand-rue de Totnes. C'est une petite bourgade très photogénique, mais qui ne paraît pas particulièrement écologique : il y a des voitures, les gens font leurs courses, on aperçoit un supermarché en contrebas, etc. Le guide commence par sortir une carte de la région, et se met à raconter l'histoire de la ville depuis sa fondation, à l'Antiquité. Il parle des invasions vikings, assez longuement, puis du Moyen-Age, de la construction du château-fort qui surplombe encore la ville. Il explique que pendant toute cette période, la ville était un port de première importance, qui était utile au commerce régional, mais qu'il fallait aussi protéger contre d'éventuelles attaques. Il parle des petites proto-industries qui faisaient vivre tous les habitants de la région, en dépit du climat capricieux : la laine, le lait, les céréales, etc. Il parle ainsi pendant une dizaine de minutes, et progressivement, il y a comme un flottement dans le groupe qui l'écoute : les gens se regardent, l'air de se demander où le guide veut en venir. Il n'y a là, *a priori*, aucun rapport avec le mouvement de la transition pour lequel chacun a fait le déplacement. Cela ressemble plutôt à une visite guidée faite par un historien local.

Mais soudain, l'histoire s'accélère. Le charbon, puis le pétrole arrivent. Ils bouleversent l'économie locale. Les industries locales s'effondrent, quelques services se développent. Les zones agricoles sont abandonnées ou transformées en parking – y compris sous les pieds des

visiteurs. Les petits commerces ferment et les habitants se nourrissent de nourriture importée par les supermarchés. Le port de commerce devient un port de plaisance. Tout cela en à peine un siècle, c'est-à-dire en un bref instant à l'échelle de l'histoire qui vient d'être longuement racontée. Mais le pétrole commence déjà à manquer, et cette parenthèse historique se referme. Le territoire survivra sans doute, mais il devra se réinventer en s'inspirant en partie de ce qui avait existé avant la parenthèse de l'énergie facile. Totnes redeviendra sans doute un port, et retrouvera une certaine autonomie alimentaire et énergétique. La communauté locale a décidé de s'y préparer, en prenant les devants sur les autorités politiques et économiques. Pour cela, elle a lancé plusieurs programmes depuis cinq ans : la délibération pour la rédaction d'un plan local de décroissance énergétique, le programme *Transition Streets*, le projet *REconomy*, etc. C'est un travail d'animation politique de longue haleine, qui n'est ni abouti, ni linéaire. Mais c'est l'un des premiers projets de territoire qui anticipent sur un effondrement économique mondial, et qui parvient pourtant à construire sur cette base une *démarche délibérative* au sein de la communauté locale pour l'aider à assurer sa perpétuation dans les temps troublés qui s'annoncent. Une démarche délibérative n'est pas très photogénique, et on ne la perçoit pas en se promenant simplement dans les rues de la ville. Mais l'objectif des *Transition Tours* est de guider les visiteurs dans ces rues en leur montrant quelques projets emblématiques, discrets, mais qui incarnent cette anticipation catastrophiste qui fait la particularité du territoire. Cette conclusion donne un sens rétrospectif à la longue histoire qui a précédé, en montrant que la pensée catastrophiste est une pensée du *temps long* des communautés politiques – long dans le passé, et long dans l'avenir. L'abondance énergétique présente n'est qu'une parenthèse.

L'un des points culminants de la visite qui s'ensuit est le passage par une petite île au milieu de la rivière locale, appelée *l'île de Vire*, en hommage au jumelage avec cette petite ville de Normandie. Depuis des décennies, cette île est un parc, dans laquelle les habitants de Totnes viennent se promener ou se reposer. C'est aussi un lieu de mise en scène de l'identité nationale, car comme beaucoup de parcs britanniques, on l'a aménagé en y plantant des arbres et des arbustes ornementaux importés des colonies ultramarines, pour représenter l'empire. La plupart de ces arbres sont encore là. Mais si l'on regarde de plus près, comme le guide nous y invite, on constate que les derniers arbres plantés sont différents. Ce sont des arbres fruitiers, notamment des noyers et des noisetiers. Ils ont été plantés en accord avec la mairie, pour incarner le projet territorial émergent, fondé sur une relocalisation alimentaire massive. Les fruitiers apportent des vitamines, et les noyers des protéines. D'ici quelques années, ils deviendront productifs. En grandissant, ils finiront par remplacer les arbres précédents.

L'identité nationale issue de l'empire colonial s'éclipsera alors, au profit d'une identité locale fondée sur l'autonomie et la frugalité heureuse. Bien sûr, ce ne sont que quelques arbres. Ce n'est qu'une histoire. Mais il est significatif de constater que les militants de la transition *voient* cette histoire et y *croient* lorsqu'ils viennent sur cette île. À leurs yeux, ces arbres sont un peu plus que des arbres : ils sont comme une *incarnation métonymique de l'avenir post-pétrole*, enracinée au cœur de leur territoire quotidien. Ils contribuent à donner du *poids de réalité* aux anticipations politiques catastrophistes, car même lorsque la banalité du quotidien rend irréelle l'énormité des chocs attendus, les arbres restent là pour incarner imperturbablement la préparation communautaire à ces chocs. TTT a proposé de faire de Totnes la *« nut tree capital of Britain »*, c'est-à-dire la capitale britannique des arbres à noix… tout en sachant que *« being nuts »* signifie aussi être un peu fou, un peu excentrique. Le mouvement a appris à jouer de ce décalage, en en riant, mais aussi en se mettant en scène comme un phénomène véritablement *précurseur*, qui n'est effectivement pas toujours facile à comprendre d'un point de vue extérieur, c'est-à-dire d'un point de vue continuiste.

La visite à travers Totnes continue. Sur un bâtiment municipal, les militants ont installé des panneaux solaires qu'ils ont offerts à la mairie, inversant la logique des subventions pour obliger les autorités locales à s'associer davantage à leur démarche. Plusieurs bacs à fleurs municipaux ont été transformés en mini-potagers en libre-service, entretenus par des habitants encadrés par des militants formés à la permaculture. Cela a nécessité un important travail de négociation et de coordination avec les services administratifs, qui ont finalement accepté de tenter l'expérience. Un peu plus loin, en centre-ville, le guide nous mène dans un petit jardin communautaire appelé *« Health garden »*, qui n'est pas grillagé. À première vue, il ne s'agit que d'un potager comme les autres. En réalité, c'est le fruit d'une négociation non seulement avec la mairie, mais surtout avec les médecins locaux : TTT leur a proposé de travailler avec eux sur le thème de la médecine post-pétrole, à la fois préventive et curative. Ce potager est entretenu par des patients dépressifs, qui se sont vus prescrire une activité physique collective, le jardinage, laquelle fait partie intégrante de leur traitement. C'est la première expérience du genre au Royaume-Uni, et elle fait l'objet d'une étude universitaire visant à en faire le bilan et à en évaluer l'efficacité. Beaucoup de ces projets ont été négociés avec des institutions ou des associations déjà existantes auparavant, qu'il a fallu convaincre de l'intérêt qu'il peut y avoir à anticiper la fin de l'énergie abondante et bon marché. Ces partenaires ne sont pas devenus catastrophistes, et les membres de TTT ont aussi appris à moduler ou à euphémiser une partie de leur discours à ce sujet. Mais ensemble, ils ont construit un espace communautaire où il est

désormais légitime d'envisager l'évolution du territoire au prisme des ruptures énergétiques. Ainsi, en refaçonnant leur territoire quotidien, ils ont aussi contribué à remodeler les termes du débat politique local, et à renégocier une part de l'agenda de l'action publique territoriale.

Dans les mouvements de la décroissance et de la transition, les penseurs et les militants débattent souvent d'une éventuelle *« pédagogie des catastrophes »*. L'expression est attribuée à Denis de Rougemont, à la fin des années 1970[1]. Certains, comme Serge Latouche, affirment que l'inertie de la société continuiste est telle que seule la pédagogie des catastrophes pourra la sortir de sa torpeur. D'autres, dans la lignée de Naomi Klein ou d'Isabelle Stengers, pensent que les catastrophes n'auront aucune vertu pédagogique, et qu'au contraire elles concentreront le poids du désastre sur les exclus de la richesse, incitant les dominants à aller encore plus loin dans l'exploitation pour faire durer le système dont ils profitent[2].

Mais l'analyse de cette visite guidée à Totnes permet de porter un regard différent sur cette polémique, en suggérant une autre interprétation de la pédagogie des catastrophes. À l'échelle de leur territoire, les militants du groupe de transition de Totnes effectuent un *travail politique* de pédagogie des catastrophes. Leur cadre cognitif leur suggère que le monde est déjà en train de basculer, même si la société peine à s'en rendre compte et à s'y adapter en réévaluant ses priorités politiques. Ce basculement catastrophique n'est pas *intrinsèquement* pédagogique… Par ses méthodes d'animation politique territoriale, par son travail sur les émotions et sur les récits, le groupe de transition de Totnes *travaille à rendre cette catastrophe plus pédagogique*, en ouvrant des espaces délibératifs au sein desquels la communauté locale peut débattre d'un projet territorial alternatif. TTT se construit ainsi une stratégie politique de minorité active, au sens de Serge Moscovici, qui cherche moins à prendre le pouvoir qu'à diffuser dans la société d'autres cadres de compréhension du monde et de l'histoire[1]. La manière dont les membres du groupe local refaçonnent leur territoire quotidien participe d'une action politique souterraine, en ancrant dans le paysage des repères visuels qui contribuent à diffuser localement une interprétation catastrophiste des grandes ruptures contemporaines. Cette stratégie de minorité active, extra-institutionnelle, est une tradition de l'écologie politique dont les mouvements catastrophistes contemporains ne font

---

[1] *« Je sens venir une série de catastrophes organisées par nos soins diligents quoique inconscients. Si elles sont assez grandes pour réveiller le monde, pas assez pour tout écraser, je les dirai pédagogiques, seules capables de surmonter notre inertie et l'invincible propension des chroniqueurs à taxer de "psychose d'apocalypse" toute dénonciation d'un facteur de danger bien avéré mais qui rapporte. »* Denis de Rougemont, repris dans Serge Latouche, 2006, *op. cit.*, p.280.

[2] Isabelle Stengers, 2009, *op. cit.* ; Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Actes Sud et Leméac, 2010 (2007).

que réinventer le sens et les modalités. Déjà chez Ivan Illich, dans les années 1970, on trouvait une préfiguration du *travail politique* auquel les minorités actives – selon l'auteur – devraient un jour procéder pour aider leurs contemporains à *donner sens* aux basculements du monde :

> *« Prévisible et inattendue, la catastrophe ne sera une* crisis*, au sens propre du mot, que si, au moment où elle frappe, les prisonniers du progrès demandent à s'échapper du paradis industriel et qu'une porte s'ouvre dans l'enceinte de la prison dorée. Il faudra alors démontrer que l'évanouissement du mirage industriel donne l'occasion de choisir un mode de production convivial et efficace. Pour l'heure, la préparation de cette tâche est la clé d'une nouvelle pratique politique. Il faudra des groupes capables d'analyser avec cohérence la catastrophe et de l'exprimer en langage ordinaire. Ils devront savoir plaider la cause d'une société qui se donne des bornes, et le faire en termes concrets, compréhensibles par tous, désirables en général et immédiatement applicables. […] À l'heure du désastre, la catastrophe se transformera en crise si un groupe de gens lucides gardant leur sang-froid sait inspirer confiance à ses concitoyens. Leur crédibilité dépendra de leur habileté à démontrer qu'il est non seulement nécessaire, mais possible d'instaurer une société conviviale, à condition d'utiliser consciemment une procédure réglée, qui reconnaisse au conflit d'intérêt sa légitimité, donne valeur au précédent, et attribue un caractère exécutoire à la décision d'hommes ordinaires, reconnus par la communauté comme les représentant. À l'heure de l'histoire, seul l'enracinement dans l'histoire peut donner la confiance nécessaire pour bouleverser le présent. »*[2]

Cette citation n'a pas valeur démonstrative, mais elle est l'expression d'un état d'esprit des militants catastrophistes contemporains, qui conçoivent leur engagement politique comme une anticipation du rôle qu'ils devront jouer au plus fort de la catastrophe. Le travail politique de ré-interprétation du territoire, en prise directe avec la matérialité géographique et avec la communauté locale, peut être mieux compris à cette lumière. C'était le sens de l'intervention d'un militant quadragénaire de la transition à Glastonbury (Somerset), au cours d'un atelier sur l'avenir énergétique de sa commune. En trois phrases, il a résumé le sens de l'engagement catastrophiste, conscient de sa faiblesse politique présente, mais pariant déjà sur la capacité de son groupe à servir de recours démocratique au plus fort des catastrophes à venir :

> *« Les masses ne changeront pas avant que l'économie s'effondre. Nous on ne pourra pas les forcer à s'impliquer, ce qu'on peut faire c'est expérimenter, voir ce qui marche, ce*

---

[1] Serge Moscovici, 1979, *op. cit.*
[2] Ivan Illich, 1973, *op. cit.*, p.151-152.

qui ne marche pas, et garder la transition comme une porte ouverte que les gens peuvent trouver et pousser pour nous rejoindre, quand ils en auront envie. […] Le jour où il n'y aura plus de pétrole à la pompe, on ne sera plus huit, mais huit mille à en discuter, et ce jour-là on parlera vraiment de résilience locale ! »[1]

* * *

Depuis les années 1970, le principe de relocalisation a été un élément structurant de la pensée écologiste, en France et au Royaume-Uni. Mais pendant les années 2000, l'imminence supposée du pic pétrolier mondial a conduit les réseaux de la décroissance et de la transition à en faire évoluer le sens et les modalités pratiques. À la lumière de la notion de résilience, les relocalisations du XXIe siècle ont été réinterprétées comme des relocalisations en catastrophe, consenties en urgence sous la pression des ruptures énergétiques et économiques. Alors que ces propositions restaient essentiellement théoriques dans les réseaux de la décroissance, elles se sont incarnées au Royaume-Uni en un réseau de petits groupes locaux, qui cherchaient à se confronter à la matérialité de leur territoire quotidien. Cette territorialisation de la démarche catastrophiste, presque uniquement britannique, est riche en enseignements sur les pratiques délibératives conçues à l'ombre des catastrophes. On peut y observer qu'à partir d'un principe de relocalisation non-négociable, certains groupes locaux – et notamment celui de Totnes – sont parvenus à ouvrir des espaces délibératifs inattendus, qui participent d'un enrichissement des pratiques démocratiques locales. Les propositions catastrophistes ont ainsi permis d'initier une *animation politique du territoire* suffisamment innovante pour éveiller un relatif intérêt dans les réseaux professionnels internationaux sur le sujet. À Totnes même, la légitimation de l'approche catastrophiste a permis une réévaluation partielle de l'agenda politique local, ainsi qu'une *renégociation permanente* du projet de territoire pour la commune, incarnée par divers projets emblématiques qui refaçonnent discrètement l'environnement quotidien des habitants. L'accompagnement méthodologique du groupe local de transition permet ainsi de nourrir un climat de *délibération constante* au sein de la communauté locale, qui prétend réinventer son territoire pour l'adapter à la fin des énergies faciles, et pour assurer sa propre continuité par-delà les discontinuités globales.

[1] Propos tenus par Oswald, militant britannique quadragénaire, au cours d'une journée d'ateliers organisés par le groupe local de transition de Glastonbury (Somerset), le 24 octobre 2009.

Conclusion de la troisième partie

Dans leur ouvrage *Porto Alegre : l'espoir d'une autre démocratie* (2002), Marion Gret et Yves Sintomer proposent une étude du cas des pratiques délibératives dans cette ville brésilienne, pour en tirer des enseignements sur une forme possible de renouvellement des pratiques démocratiques locales[1]. Ils y montrent notamment comment une acculturation de la population aux processus délibératifs permet de lentement recomposer l'identité territoriale et politique de la communauté qui habite le lieu. Ils expliquent comment la pratique permanente de la démocratie participative contribue à refaçonner l'espace géographique à travers certains projets d'envergure modeste, mais auxquels les habitants vont attribuer un sens politique plus fort parce qu'ils en ont été les décideurs. Ils racontent comment la communauté locale change le regard qu'elle porte sur elle-même, à mesure qu'elle affirme son autonomie politique en se rendant actrice de ses propres choix. Ils montrent enfin comment ces pratiques démocratiques innovantes amènent certaines des collectivités territoriales concernées à adapter les modalités de leur action publique, et même à renégocier l'agenda politique local. Bien sûr, Porto Alegre est un cas *particulier*, dont le degré de reproductibilité a abondamment été questionné. Mais les auteurs considèrent que ce cas particulier peut tout de même être perçu comme *significatif*, parce qu'il est devenu emblématique, parce que son nom a circulé, parce qu'il a été érigé en exemple à l'échelle internationale, etc. Porto Alegre a synthétisé une part de l'esprit du temps en devenant un lieu d'expérimentation de pratiques délibératives renouvelées. C'est pour cette raison qu'il a marqué de son empreinte une période de l'histoire démocratique moderne.

C'est avec un regard politologique comparable que l'on peut aujourd'hui analyser les pratiques délibératives expérimentées dans les mobilisations catastrophistes contemporaines. Ces pratiques délibératives ne sont pas homogènes. Elles n'ont été développées qu'à petite échelle. Même à Totnes, où elles sont les plus abouties, elles restent loin d'avoir impliqué l'ensemble de la population locale. Mais malgré tout cela, on peut leur trouver une dimension significative en tant qu'élément d'un esprit du temps. On peut se souvenir que la petite ville de Totnes, 9000 habitants, est devenue en cinq ou six ans l'un des lieux européens les plus

[1] Marion Gret et Yves Sintomer, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, 2e éd., Paris, La Découverte, 2005 (2002).

emblématiques de la transition écologique, attirant plusieurs milliers de visiteurs anonymes ou officiels, suscitant l'intérêt de dizaines de collectivités territoriales. Pour cela, Totnes n'a pas investi de grandes sommes d'argent dans la construction d'éco-quartiers exemplaires, comme cela a pu être le cas à BedZed (Londres) ou dans le quartier Vauban de Fribourg (Allemagne). Ce n'est le fait que d'une petite association écologiste, qui a su développer une méthodologie innovante pour initier au sein de la communauté locale une longue séquence de délibération extra-institutionnelle, permettant ainsi à la population de débattre de l'avenir de son territoire à l'heure du pic pétrolier mondial. Ce faisant, les artisans de cette expérience délibérative ont montré qu'un cadrage catastrophiste du débat public n'était nullement incompatible avec un renforcement de la démocratie locale.

Le cas de Totnes nous suggère cependant aussi qu'il peut exister certaines conditions au bon fonctionnement des pratiques délibératives catastrophistes. Nous en citerons notamment trois, en guise de conclusion à cette dernière partie consacrée aux délibérations à l'ombre des catastrophes. Premièrement, au fil des cas que nous avons analysés, il est apparu que le réseau de la transition a davantage su développer ces pratiques délibératives que n'ont su le faire les objecteurs de croissance français. Cela peut vraisemblablement s'expliquer par l'organisation et la structuration du mouvement de la transition en petits groupes locaux, qui a permis d'aller plus loin dans la *territorialisation* des principes catastrophistes. Cette approche territoriale a incité les groupes locaux à systématiquement confronter leurs propositions politiques à leur territoire quotidien, en établissant des espaces de négociation avec la communauté locale et avec les collectivités territoriales. C'est ce qui a permis aux groupes les plus dynamiques – en particulier celui de Totnes, mais aussi ceux de Lewes et de Bristol, par exemple – de procéder à un travail politique de ré-interprétation politique du territoire, au fil d'exercices délibératifs tels que la rédaction d'un plan local de décroissance énergétique.

Deuxièmement, l'analyse du mouvement de la transition nous apprend aussi que les délibérations catastrophistes nécessitent un important *accompagnement méthodologique*. La perspective d'un effondrement énergétique et économique mondial, quand elle est considérée sérieusement dans un débat public, semble immanquablement susciter des réactions de peur ou des dissonances cognitives. Pour gérer ce problème, le réseau de la transition a développé des méthodes d'animation politique qui aident à canaliser les réactions de peur dans un sens heuristique, et qui vont aider les participants à cultiver des résonances narratives pour réduire leurs dissonances cognitives. La relative centralisation du *Transition Network* à Totnes lui a permis de *formaliser*, et même de *professionnaliser* ces méthodes d'animation politique par le

biais de formations militantes qui ont contribué à maintenir la cohérence du mouvement au fil des années. Ces expérimentations d'intégration des logiques émotionnelles et narratives aux processus délibératifs font écho à certains développements récents de la théorie démocratique, selon lesquels la délibération rationnelle pourrait s'avérer compatible avec une réhabilitation partielle du rôle démocratique des émotions et des récits partagés par une communauté.

Troisièmement, enfin, le cas de Totnes invite à penser que l'initiation de délibérations catastrophistes locales nécessite un *portage politique* conséquent. À Totnes, c'est un groupe militant associatif qui a effectué ce travail, en commençant par un long processus d'éducation populaire à la question du pic pétrolier au moyen de projections publiques de documentaires, puis en enchaînant avec un grand exercice de délibération narrative débouchant sur un plan local de décroissance énergétique, puis en initiant les projets *Transition Streets* et *REconomy*, etc. Le conseil municipal semble parfois s'être senti comme concurrencé par ce mouvement inattendu d'une part de la communauté locale. En 2012, il avait officiellement voté un soutien de principe aux initiatives de la transition, mais sans véritablement prétendre vouloir jouer un rôle moteur dans ce processus. Ailleurs, en revanche, certaines collectivités territoriales ont choisi de rejoindre le mouvement des villes en transition sur une initiative des élus : c'est par exemple le cas dans la ville de Grande-Synthe, dans le département du Nord. Les années qui viennent permettront d'observer les modalités selon lesquelles une collectivité territoriale peut s'approprier les cadrages et les méthodologies élaborés par les réseaux catastrophistes… en les refaçonnant vraisemblablement pour les adapter à ses propres contraintes et à ses attentes politiques. Cela nous permettra de mieux connaître les conditions et les limites d'une tentative d'institutionnalisation du portage politique des expérimentations délibératives catastrophistes.

.

Conclusion : la catastrophe comme processus politique

> *« Le magistrat parut d'abord parfaitement incrédule, mais à mesure que je continuais, son attention et son intérêt augmentèrent ; je le vis parfois frissonner d'horreur ; et, à d'autres moments, une vive surprise, sans mélange d'incrédulité, se peignait sur ses traits. […] Il avait écouté mon histoire avec cette sorte de demi-croyance qu'on accorde à un conte de revenants et d'événements surnaturels ; mais quand il lui fut demandé, en conséquence, d'agir en sa qualité officielle, toute son incrédulité l'envahit à nouveau. »*[1]

Au cours des années 2000, les mobilisations pour la décroissance et la transition ont comme cristallisé un élément de l'*« esprit du temps »* contemporain, par la manière dont elles ont permis la structuration d'une participation politique anticipant l'effondrement du projet moderne de marche démocratique vers l'abondance matérielle. Observées à distance, ces deux mobilisations auraient pu sembler n'être qu'un exemple supplémentaire dans la longue liste des mouvements sociaux qui, depuis des siècles ou des millénaires, ont annoncé la fin de leur monde, sinon la fin du monde, dans ce subtil mélange de conviction sincère et d'utilisation de la puissance narrative qui caractérise les mobilisations eschatologiques. Mais notre approche plus approfondie de ces réseaux, fondée sur l'immersion plutôt que sur le survol, nous montre qu'il y a aussi *autre chose* dans ces mouvements, quelque chose de plus *particulier*, et dont il est utile d'interroger la spécificité historique, en montrant la manière dont les catastrophismes se réinventent aujourd'hui un sens politique *singulier* au temps de la crise écologique.

C'est une proposition méthodologique que nous avançons, et qui consiste à appréhender ces réseaux catastrophistes contemporains en les accompagnant dans leur hypothèse de rupture, c'est-à-dire en montrant comment les trajectoires individuelles et générationnelles ont coïncidé avec le processus de rationalisation et de politisation d'une posture catastrophiste en rupture avec l'imaginaire continuiste qui domine le jeu politique. On peut alors réinterpréter

[1] Mary Shelley, *Frankenstein ou le Prométhée moderne*, Paris, Flammarion, 1979 (1818), p.293.

les mouvements contemporains non plus au prisme de l'histoire d'un imaginaire eschatologique qui aurait existé de tout temps, mais plutôt au prisme d'une histoire des idées politiques très évolutive, et selon laquelle l'écologisme a introduit depuis les années 1970 une réflexion sur les finitudes et les irréversibilités globales qui pourraient entraver le projet moderne. Ainsi, en réinscrivant pleinement le catastrophisme écologiste contemporain dans une histoire des idées politiques structurant l'esprit des démocraties du début du XXIe siècle, nous contribuons à la structuration d'une théorie politique environnementale qui inviterait à une approche réflexive de la trajectoire politologique, et qui inciterait à développer des outils analytiques pour penser l'insertion des communautés politiques dans un environnement dont la continuité d'existence conditionne la leur.

1- Une proposition méthodologique pour l'étude des mobilisations catastrophistes

L'étude des mobilisations catastrophistes contemporaines invite à fortement relativiser l'idée selon laquelle une immuable *« pensée de la fin »* se répéterait de manière cyclique dans le champ social, pour nous inciter plutôt à rechercher la spécificité du processus politique de structuration d'un cadre d'interprétation de l'avenir démocratique en rupture avec le postulat de la continuité. Les réseaux pour la décroissance et pour la transition que nous avons étudiés ont été nourris par des trajectoires individuelles et des dynamiques générationnelles, qui sont sociologiquement significatives pour expliquer ce moment spécifique de l'histoire politique moderne, qui a vu des militants écologistes non pas simplement s'extraire d'un jeu politique continuiste en lequel ils avaient cessé de croire, mais aussi reconstruire les conditions d'un engagement politique et d'une délibération locale se nourrissant du diagnostic catastrophiste pour réintroduire de la négociabilité dans un monde fini. Ce sont ces trajectoires individuelles et ces dynamiques générationnelles qui permettent de donner une profondeur sociologique à ces mouvements atypiques, en montrant comment ils s'articulent avec la logique sociale plus large de *désillusion* des prétentions réformatrices ou révolutionnaires des NMS qui ont agité les démocraties modernes au tournant des années 1960 et 1970.

Dans les années 1970, l'irruption de l'idéologie et des mobilisations écologistes dans le champ politique moderne a constitué un important moment de réorganisation sociale, qui a vu notamment la montée des premières jeunes générations entrées en politique sous l'influence du survivalisme séminal des Meadows, de René Dumont, d'Edward Goldsmith, etc. Il serait

illusoire de prétendre dresser un tableau exhaustif des devenirs politiques de cette génération pionnière, mais deux tendances distinctes semblent aujourd'hui se dessiner, à l'heure où ces expérimentateurs de l'écologisme arrivent en fin de carrière militante. La première peut être résumée comme s'inscrivant dans une logique d'*institutionnalisation*, selon des modalités de normalisation – hiérarchisation, centralisation, adaptation aux règles du jeu politique, etc. – que la sociologie politique a abondamment décrites, en traitant du cas des partis écologistes et des grandes ONG environnementalistes. Mais il en est une autre qui est passée plus inaperçue, parce qu'elle était plus souterraine et plus difficile à cerner avec les méthodologies focalisées sur l'étude des formes les plus tangibles de la participation politique, et faiblement intéressées par les dynamiques émotionnelles ou narratives au prisme desquelles certains militants portent un regard rétrospectif sur leurs propres engagements passés. Cette seconde tendance suit une logique de *désillusion*, qui ne s'exprime pas tant dans les grandes entités politiques structurées que sont les partis ou les grandes ONG, que dans les réseaux informels qui gravitent autour d'eux dans un esprit de proximité critique. Méthodologiquement, il est toujours très difficile d'étudier les stratégies d'exit, mais les mouvements contemporains pour la décroissance et la transition nous ont donné l'occasion d'analyser des réseaux politiques présentant une nette concentration d'individus s'étant peu à peu détachés de la logique d'institutionnalisation en réorganisant les modalités et le sens de leur engagement politique, à mesure que s'asséchaient leurs espoirs de parvenir à susciter les conditions sociales d'une écologisation de la société moderne. Leur trajectoire politique collective nous donne ainsi l'occasion d'étudier rétrospectivement un pan relativement inexploré de l'histoire de cette génération pionnière de l'écologie politique, dont les espoirs de refondation culturelle et démocratique se sont dissous au contact d'un champ politique difficilement compatible avec les approches survivalistes.

Mais la spécificité historique des mobilisations pour la décroissance et la transition tient aussi à la rencontre qui s'y est effectuée, entre cette génération pionnière vieillissante et une nouvelle génération montante – cette dernière étant très présente dans ces réseaux, et s'y étant politisée dans les années 2000, à l'heure où s'est brusquement accélérée la diffusion d'études annonçant à la fois l'imminence du pic pétrolier mondial et des irréversibilités climatiques. Au contact de ces deux générations, il y a eu dans les réseaux français et britanniques comme un *précipité* politique conduisant à l'affirmation d'une identité collective plus *solide*, incarnée dans le champ politique par un positionnement atypique et par l'expérimentation de pratiques conçues comme devant désormais s'inscrire dans une temporalité catastrophiste. Les réseaux

politiques qui se sont ainsi constitués ont été un espace de *transmission générationnelle*, dans lequel ont été redécouverts et réappropriés des auteurs et des éléments séminaux de la pensée survivaliste des années 1970, qui avaient tendance à s'effacer sous l'effet de la sélection et de la reformulation des argumentaires qu'induisait l'institutionnalisation de l'écologisme. C'est pour cette raison que l'effervescence du catastrophisme écologiste dans les années 2000 n'est pas seulement la fin d'un cycle politique qui avait été inauguré par l'irruption des premières générations politisées dans les réseaux écologistes et qui s'achève avec leur retraite militante, mais aussi l'ouverture d'un nouveau cycle dans lequel nous devrons suivre l'évolution d'une génération qui s'est politisée à l'ombre des catastrophes, dans l'attente d'un basculement du monde que la double perspective du pic pétrolier et du réchauffement climatique lui laissait présager de manière imminente.

Pour comprendre les subtilités de ces dynamiques générationnelles, il faut d'abord prendre acte du caractère *évolutif* de la pensée catastrophiste, en ne commettant pas l'erreur de le réduire à une sorte d'invariant de l'engagement écologiste depuis les années 1970. Ce que montre le cas des réseaux contemporains pour la décroissance et la transition, c'est justement que le catastrophisme d'aujourd'hui n'est pas une simple reproduction du survivalisme de la génération pionnière des années 1970. Il serait plus juste d'en parler en termes de *mise à jour* ou d'*actualisation* d'un mode de pensée, qui ré-enchâsse la trajectoire politique moderne dans un faisceau de contraintes écologiques et temporelles présumées inconciliables avec elle, et qui construit désormais son argument dans une temporalité réduite par l'imminence supposée de la contraction énergétique et de l'emballement climatique. C'est l'étude des pratiques, et plus encore du *sens* donné aux pratiques politiques, qui permet de saisir l'inscription récente de ces réseaux dans une temporalité proprement catastrophiste, impliquant une concurrence croissante des stratégies de *préparation* avec les logiques de revendication, de négociation et d'institutionnalisation. Pour saisir cela, il faut parfois prendre le risque de s'écarter un peu des méthodes sociologiques les plus rassurantes (c'est-à-dire de celles fondées sur des outils théoriques ayant déjà fait leurs preuves pour beaucoup d'autres mobilisations, par exemple la théorie de la mobilisation des ressources), pour s'essayer à des éléments méthodologiques un peu moins stabilisés, mais permettant d'accorder davantage de signification aux émotions et aux croyances qui ne cessent de transparaître au fil des observations participantes auprès de ces milieux politiques. C'est à ce prix que l'on accède à un corpus de données sociologiques qui éclaire différemment l'histoire des mobilisations écologistes depuis les années 1970, qui invite à re-contextualiser la trajectoire d'institutionnalisation des organisations écologistes les

plus étudiées, et qui ouvre ainsi la voie à une réinsertion argumentée du catastrophisme dans l'histoire des idées politiques modernes.

2- Une inscription du catastrophisme dans l'histoire des idées politiques

En saisissant la profondeur historique de la rationalisation d'une posture catastrophiste au sein des mobilisations écologistes, on rompt avec la tentation de réduire ce phénomène à une catégorie psychologique dépréciative, et l'on attribue au contraire une valeur pleinement politique au catastrophisme dans le paysage des grandes idéologies modernes. La dimension politiquement rationnelle du catastrophisme contemporain s'enracine dans l'histoire de l'idéologie écologiste, qui s'est fondamentalement structurée dans les années 1970 comme une pensée de la *finitude*, notamment au travers du thème des limites à la croissance. Dès sa formulation originale, cette pensée de la finitude écologique s'est accompagnée d'un horizon eschatologique où s'entremêlaient, de manière indéterminée, les notions d'éco-apocalypse, de catastrophe et d'effondrement… mais d'un horizon *lointain*, qui n'était pas nécessairement vécu comme un processus déjà irréversiblement enclenché. Dans les années 2000, la pensée politique catastrophiste s'est réactualisée – et quelque peu précisée – au contact des données émergentes relatives au pic pétrolier et au réchauffement climatique, contribuant ainsi à une réévaluation du projet écologiste à mesure que s'objective la crise écologique globale.

En tant qu'idée politique contemporaine, le catastrophisme s'affirme ainsi comme l'une des composantes de l'idéologie écologiste, qui évolue sous son influence d'une pensée de la finitude vers une pensée du *rappel à l'ordre* par la finitude. C'est l'anticipation d'un point de rupture au-delà duquel l'accélération moderne ne pourrait matériellement plus se perpétuer, sous l'effet d'une contraction énergétique et économique qui porterait un terme définitif à la version moderne du projet démocratique, dont l'imaginaire a progressivement été structuré par les notions de croissance, de développement, de progrès technique, etc. Cela a conduit les mouvements catastrophistes contemporains à aller particulièrement loin dans leur exploration des implications politiques d'une pensée de la finitude, en élaborant par exemple un discours sur le rationnement particulièrement dissonant dans le champ politique du début du XXIe siècle. Le catastrophisme est la clé de lecture qui permet de saisir le sens de ce type de propositions politiques, en permettant de comprendre leur rationalité si on les resitue dans une temporalité catastrophiste nourrie des sciences de la vie et de la Terre, plutôt que dans la temporalité continuiste où se pensent généralement les autres idéologies politiques modernes.

Mais ce que les mobilisations pour la décroissance et pour la transition nous apprennent encore sur le catastrophisme comme idée politique moderne, c'est que la catastrophe dont il est question n'est pas réductible à une *date* ou à un *scénario* précis. Elle doit plutôt être comprise comme un *processus* s'étirant dans la durée. Le processus catastrophique, tel que ces réseaux contribuent à le dessiner, peut s'étaler sur plusieurs décennies, voire sur plusieurs générations, avec parfois des phases d'accélération et d'emballement qui peuvent rendre plus tangible le basculement en cours[1]. Les années 1970 avaient beaucoup insisté sur les dimensions démographiques et alimentaires de ce processus, tandis que les années 2000 ont vu une montée en puissance des discours catastrophistes sur les ressources pétrolières, sur l'emballement climatique et sur les pertes de biodiversité… mais peut-être n'est-ce pas là le véritable cœur du problème, si l'on considère que l'idée catastrophiste est d'abord une pensée du *processus* de basculement global, au sein duquel interagissent tous ces phénomènes qui, tour à tour, concentrent l'attention des mobilisations écologistes.

Cette pensée politique de la catastrophe comme processus est l'un des traits distinctifs les plus significatifs pour dissocier le catastrophisme contemporain des logiques millénaristes qui ont pu exister au fil des siècles, ou qui existent encore aujourd'hui. En effet, il n'y a ici ni parole révélée, ni date fatidique qui pourrait fonder une comparaison avec les terreurs de l'An Mil ou de l'an 2000, avec les sectes millénaristes ou avec l'angoisse de l'Apocalypse Maya annoncée pour le 21 décembre 2012. La prétention prédictive des réseaux de la décroissance et de la transition se limite généralement aux grandes lignes d'un processus *déduit* plutôt que prophétisé, avec tout au plus quelques dates avancées à titre d'hypothèses pour fixer un horizon temporel à l'activisme – ces dates ayant surtout vocation à accélérer le rythme de l'action politique, plutôt qu'à lui fixer un calendrier précis. Les militants affichent la certitude qu'un processus catastrophique est en cours, et c'est sur cette certitude qu'ils fondent leur engagement… mais à part cela, ils ne disposent que de pronostics incertains pour concevoir leur stratégie politique.

Au moment où nous concluions notre thèse, l'Agence internationale de l'énergie a publié dans un rapport annuel une analyse affirmant qu'avec l'essor des gaz de schiste et des pétroles non-conventionnels, le spectre des pénuries énergétiques était à nouveau repoussé de quelques années, en dépit du fait que le pic du pétrole conventionnel a effectivement été

[1] On peut prendre la sixième extinction massive des espèces comme un exemple emblématique de processus catastrophique s'étalant sur plusieurs décennies ou plusieurs siècles : une période très courte au regard du rythme des écosystèmes mondiaux, mais assez longue au regard de l'histoire moderne ; si bien que les sciences de la vie et de la Terre auront tendance à parler de rupture catastrophique, et la science politique d'évolution graduelle.

atteint vers 2005[1]. On peut pourtant supposer que la pensée catastrophiste ne disparaîtra pas, et qu'elle tendra plutôt à se reformuler en intégrant ces données nouvelles à ses pronostics évolutifs, tout en maintenant inchangé le cœur de sa réflexion sur le processus de basculement catastrophique. Cela correspond à la manière dont Fabien, quadragénaire militant dans un groupe de transition francilien, nous avait expliqué le contexte temporel en fonction duquel il concevait l'action de sa famille politique :

> *« Je fais le pari qu'on a entre 10 et 20 ans, mais c'est un pari. Parce que si tu dis que c'est pour dans six mois, et qu'il n'y a plus qu'à se barrer à la campagne et à attendre, hé ben on ne fait plus rien… »*[2]

Cette idée de *« pari catastrophiste »* est emblématique de la situation d'*incertitude* dans laquelle se déploie aujourd'hui la pensée politique catastrophiste. Elle permet de comprendre pourquoi la poursuite des controverses sur le rythme du réchauffement climatique ou la date du pic pétrolier n'est pas rédhibitoire pour ces mouvements, qui s'intéressent davantage au processus de basculement catastrophique qu'à la datation précise des ruptures pressenties. Le 28 septembre 2012, lors d'une intervention faite par Yves Cochet dans le cadre des séminaires de l'Institut Momentum, l'eurodéputé a invité une quinzaine d'auditeurs à parier avec lui sur la date où l'on pourrait raisonnablement dire que l'effondrement *aura eu lieu*. En s'inspirant d'un document ayant circulé dans les réseaux liés à l'ASPO, il proposait une liste d'une douzaine de critères précisant ce qui pourrait objectivement constituer l'aboutissement d'un processus d'effondrement. Lui-même pariait pour 2020 ou 2030. Certains auditeurs étaient prêts à parier pour un basculement plus précoce, d'autres pour une date plus tardive, et quelques-uns ont critiqué les critères choisis pour définir l'effondrement… Mais personne n'a critiqué ni la logique du pari en elle-même, ni le présupposé selon lequel un processus d'effondrement serait déjà enclenché. Il s'agissait là d'une illustration particulièrement significative de l'état d'avancement de la réflexion catastrophiste en 2012, de son effort de rationalisation politique où s'articulent les déductions logiques et les anticipations politiques, en situation d'incertitude radicale. La pratique du pari pourrait paraître cynique, mais selon nous, il est plus justifié d'y voir une méthode d'animation politique de l'idée catastrophiste, par laquelle chaque parieur est invité à préciser sa pensée en formulant un argumentaire

---

[1] International Energy Agency, *Medium-Term Oil Market Report 2012*, Paris, OECD/IEA, 2012. URL : http://www.iea.org/Textbase/npsum/MTOMR2012sum.pdf (consulté le 12 octobre 2012).

[2] Propos recueillis lors d'un entretien avec Fabien, militant francilien de la transition, en marge de l'université d'été d'ATTAC, le 21 août 2010.

justifiant son pronostic. En effet, parier est un *acte*, et même un acte *impliquant*[1]. Dans ce cas précis, cela signifie passer d'un registre intime – la conviction diffuse qu'un processus d'effondrement est en cours – à un registre plus politique, fondé sur l'interaction avec l'autre parieur et avec les témoins, face auxquels il va falloir publiquement défendre une hypothèse, sans pourtant prétendre détenir la vérité. Parier sur l'effondrement est donc *un acte politique*, qui s'inscrit dans les logiques délibératives catastrophistes contemporaines, en prise avec des émotions et des récits dissonants[2].

La dimension délibérative du catastrophisme nous semble être l'un des enseignements les plus importants de ce travail. Dans les réseaux que nous avons étudiés, nous n'avons pas trouvé de situations où la conviction catastrophiste des militants mettait un terme définitif à leurs délibérations. Au contraire, nous avons observé des groupes qui, à partir d'un constat non-négociable, ré-ouvraient paradoxalement des espaces délibératifs où il redevenait justifié de débattre de choses dont les continuistes débattent peu. Par exemple, en postulant d'emblée le caractère *fini* et *irremplaçable* des ressources pétrolières, les militants catastrophistes de la décroissance et de la transition leur ont ré-attribué une valeur qui n'est pas exclusivement économique : une valeur proprement *politique*, qui justifie de débattre de la *légitimité* des divers usages qui peuvent en être faits, indépendamment du pouvoir d'achat des uns et des autres. La dimension politique du catastrophisme tient au fait que c'est parfois en reconnaissant que quelque chose est rare, ou que quelque chose est en train de disparaître, que l'on en comprend la valeur. En ce sens, le catastrophisme politique des années 2000 nous a montré qu'il n'est pas justifié de postuler l'opposition entre logiques catastrophistes et logiques démocratiques. Au contraire, il nous invite à comprendre la subtilité avec laquelle ces logiques viennent parfois s'articuler de manière inattendue, contribuant ainsi à ancrer fermement le catastrophisme écologiste dans le paysage des idées démocratiques modernes.

3- L'invitation à une approche réflexive de la trajectoire politologique

Même s'il fait inévitablement écho à des imaginaires eschatologiques plus anciens, le catastrophisme écologiste contemporain ne doit pas être réduit à cela. La manière dont il s'est politiquement rationalisé et structuré depuis les années 1970, avec une accélération dans les

[1] J. L. Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 (1962).
[2] Le document en question, « Le pari de l'effondrement », est reproduit en annexe 5. Quand cette thèse aura été soutenue, les membres du jury pourront s'initier à l'hypothèse catastrophiste en s'essayant eux-mêmes à ce pari.

années 2000, l'a fait entrer de plain-pied dans le monde des idées politiques qui participent de la dimension auto-réflexive des démocraties contemporaines. Comme nous le soulignions en introduction de ce travail, le catastrophisme écologiste est un des éléments de compréhension les plus emblématiques d'un phénomène plus vaste, que le sociologue allemand Hartmut Rosa désigne par le terme d'*accélération*. La montée en puissance de l'*idée* catastrophiste dans le paysage politique du début du XXIe siècle doit être comprise comme s'enracinant dans ce que Rosa décrit comme un changement plus objectif de la *réalité* des sociétés modernes, à mesure que ces dernières voient paradoxalement leur horizon temporel se restreindre du fait de cette accélération historiquement inédite. En affirmant la responsabilité anthropique dans les pertes de biodiversité et le réchauffement climatique, les sciences de la vie et de la Terre montrent que la déstabilisation écologique globale est une des conséquences de ce changement dans la réalité sociale. L'hypothèse de rupture catastrophique n'étant plus absurde dans le domaine écosystémique, il reste à savoir comment la science politique peut réagir à cette perspective, en questionnant son propre regard sur les fondements matériels de la politique.

L'analyse des mobilisations catastrophistes contemporaines nous a fourni des premiers éléments pour nourrir cette réflexion disciplinaire, mais le travail n'est pas clos. En s'inspirant de ce qu'a fait l'histoire environnementale, l'une des futures pistes de recherche de la théorie politique environnementale pourrait être de procéder à une relecture des auteurs classiques de la science politique, pour y puiser matière à réflexion sur sa propre trajectoire scientifique au fil des décennies. Sans prétendre avoir accompli cette tâche avec l'ampleur qui conviendrait, nous pouvons en donner un aperçu à l'heure de clore notre thèse, en nous appuyant sur trois extraits des œuvres de Condorcet, Alexis de Tocqueville et Max Weber. L'objectif n'est pas de réinterpréter l'ensemble de leurs écrits, mais simplement de montrer comment l'analyse de l'hypothèse catastrophiste à laquelle nous venons de procéder peut nous aider à faire évoluer notre regard scientifique, en attirant notre attention de politiste sur quelques phrases discrètes, émises à l'époque sur le ton de la réserve, de la confidence ou de l'hypothèse. C'est à nous, politistes contemporains, de nous demander pourquoi ces auteurs et leurs commentateurs n'ont pas davantage attribué de valeur structurante à ces pistes entrevues, et comment nous pourrions aujourd'hui nous en emparer pour les réinvestir à l'ombre des catastrophes.

Le marquis de Condorcet a écrit son œuvre principale en pleine période révolutionnaire, pendant l'épisode de la Terreur, alors qu'il était emprisonné comme Girondin. Il s'agit de son ouvrage intitulé *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain* (1795), dans lequel il entend démontrer que le développement perpétuel des sciences permettra à l'humanité de

poursuivre indéfiniment sa marche vers le progrès intellectuel et moral. Cela devrait le situer parmi les précurseurs des grands récits continuistes qui fondent l'esprit démocratique contemporain. Et pourtant, dans l'introduction de son texte, Condorcet émet comme une réserve discrète, quand il émet l'hypothèse – très improbable et très lointaine – qu'un *« bouleversement général »* puisse advenir sur le globe, qui priverait *« l'espèce humaine »* de certaines *« ressources »* :

> *« Tel est le but de l'ouvrage que j'ai entrepris, et dont le résultat sera de montrer, par le raisonnement et par les faits, qu'il n'a été marqué aucun terme au perfectionnement des facultés humaines ; que la perfectibilité de l'homme est réellement indéfinie ; que les progrès de cette perfectibilité, désormais indépendante de toute puissance qui voudrait les arrêter, n'ont d'autre terme que la durée du globe où la nature nous a jetés. Sans doute, ces progrès pourront suivre une marche plus ou moins rapide, mais jamais elle ne sera rétrograde ; du moins, tant que la terre occupera la même place dans le système de l'univers, et que les lois générales de ce système ne produiront sur ce globe, ni un bouleversement général, ni des changements qui ne permettraient plus à l'espèce humaine d'y conserver, d'y déployer les mêmes facultés, et d'y trouver les mêmes ressources. »*[1]

En 1831, Alexis de Tocqueville effectua un voyage aux États-Unis d'Amérique, dont le but officiel était d'étudier l'organisation du système pénitentiaire local. En réalité, ce fut pour lui l'occasion de procéder à l'observation directe de la société qui était alors à la pointe de la révolution démocratique dont la pression croissait sur les vieilles monarchies européennes. Il en tira la matière de son œuvre majeure, *De la démocratie en Amérique*, qui lui vaut encore aujourd'hui d'être regardé comme l'un des précurseurs de la théorie démocratique. Mais il y a aussi trouvé l'inspiration d'un autre texte, moins connu, *Quinze jours au désert* (1860), dans lequel il raconte les sentiments et les réflexions que lui ont inspirés deux semaines passées dans les solitudes américaines, au contact des forêts primitives et des indigènes dont il pressentait la *« destruction »*. Tocqueville n'hésite pas alors à parler des émotions que ce spectacle éveille en lui, non pas simplement dans le cadre de considérations paysagères, mais en assumant réellement que l'expérience de ce choc moral – la beauté d'une *« grandeur naturelle et sauvage qui va finir »* – puisse laisser en l'individu une *« trace profonde »* modifiant le regard porté sur l'histoire humaine :

> *« C'est cette idée de destruction, cette arrière-pensée d'un changement prochain et inévitable qui donne, suivant nous, aux solitudes de l'Amérique un caractère si original et*

[1] Condorcet, *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain*, Paris, Flammarion, 1998 (1795).

une si touchante beauté. On les voit avec un plaisir mélancolique. On se hâte en quelque sorte de les admirer. L'idée de cette grandeur naturelle et sauvage qui va finir se mêle aux superbes images que la marche de la civilisation fait naître. On se sent fier d'être homme, et l'on éprouve en même temps je ne sais quel regret amer du pouvoir que Dieu vous a accordé sur la nature. L'âme est agitée par des idées, des sentiments contraires. Mais toutes les impressions qu'elle reçoit sont grandes, et laissent une trace profonde. »[1]

Au début du XXe siècle, Max Weber était l'un des pionniers de la pensée sociologique moderne. Dans son œuvre maîtresse, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, il avait pour ambition d'expliquer ce qui lui paraissait être le phénomène social le plus déterminant de son époque, à savoir l'essor du capitalisme. Selon lui, cette évolution économique et politique devait être comprise comme la conséquence d'une révolution des esprits dans la manière de concevoir le rapport à l'argent. C'est le protestantisme, en fondant une éthique affirmant que l'homme peut légitimement s'enrichir dans ses entreprises terrestres, qui a ouvert la voie à la rationalisation économique et au développement du système capitaliste. Mais au moment de conclure son analyse, Weber s'autorise une rapide spéculation sur l'avenir de ce phénomène. En cette occasion, il laisse entrevoir – très brièvement – l'hypothèse que cette révolution des esprits pourrait être dépendante d'un contexte de disponibilité énergétique dont l'avenir n'est nullement garanti :

« Le puritain voulait être un homme besogneux – et nous sommes forcés de l'être. Car lorsque l'ascétisme se trouva transféré de la cellule des moines dans la vie professionnelle et qu'il commença à dominer la moralité séculière, ce fut pour participer à l'édification du cosmos prodigieux de l'ordre économique moderne. Ordre lié aux conditions techniques et économiques de la production mécanique et machiniste qui détermine, avec une force irrésistible, le style de vie de l'ensemble des individus nés dans ce mécanisme – et pas seulement de ceux que concerne directement l'acquisition économique. Peut-être le déterminera-t-il jusqu'à ce que la dernière tonne de carburant fossile ait achevé de se consumer. »[2]

* * *

[1] Alexis de Tocqueville, *Quinze jours au désert*, Le Pré Saint-Gervais, Le Passager clandestin, 2011 (1860), p.82. Sur l'origine de ce texte, on peut également consulter : Yvon Le Scanff, « "Quinze jours dans le désert" : Tocqueville et la "wilderness" », *Études*, vol. 404, 2006, p.223-233. On y apprend notamment que *« Tocqueville voulait, par exemple, placer* Quinze jours dans le désert *à la fin du second tome de* La Démocratie en Amérique. *C'est simplement par un scrupule d'amitié pour Beaumont, son ami et compagnon de voyage, qu'il ne le fera pas. »* (p.223-224).

[2] Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1967 (1904-1905), p.223-224.

Quand Condorcet, Tocqueville et Weber écrivaient ces lignes, ils ouvraient déjà la voie à une réflexion sur les conditions matérielles de leurs théories politiques. Il s'agissait alors de simples hypothèses, qui ne leur semblaient pas justifier de se voir attribuer un rôle structurant dans la construction de leurs pensées respectives. Mais on peut trouver là les prémices d'une réflexion politologique d'inspiration catastrophiste que, peut-être, ils n'auraient pas regardée comme *totalement* absurde. Ils envisageaient effectivement qu'une rupture majeure dans les fondements matériels des communautés humaines puisse radicalement changer la donne dans la manière de penser et de faire la politique. Ils esquissent ainsi l'idée que la théorie politique n'est pas une science surplombant un monde immuable, mais plutôt une science embarquée dans un monde qui change. Les sciences de la vie et de la Terre montrent que la déstabilisation écologique globale, qui s'accélère depuis les années 1970, est l'un des aspects les plus préoccupants de l'évolution du monde physique dans lequel s'enracine le politique : c'est le sens de l'hypothèse de l'Anthropocène. Celle-ci nous suggère que l'essence de la pensée catastrophiste n'est pas irrationnelle, à condition d'abandonner l'illusion d'une date fatidique à laquelle nous pousse l'imagerie apocalyptique, pour plutôt penser le basculement catastrophique comme un processus au long cours qu'ont enclenché les sociétés modernes depuis déjà plusieurs décennies… Cela n'exclut cependant pas que certaines phases de précipitation puissent brutalement imposer des ajustements politiques potentiellement traumatisants. À la lumière de l'analyse des mobilisations contemporaines de la décroissance et de la transition, la théorie politique environnementale peut contribuer à renouveler le regard que porte la communauté politologique sur les conditions écologiques de la continuité du politique.

Annexes

1- Liste de nos soixante-cinq séquences d'observation participante

Cette annexe dresse la liste de nos soixante-cinq principales séquences d'observation participantes auprès des mouvements de la décroissance et de la transition, en France et au Royaume-Uni. Les plus courtes ne durent que quelques heures, tandis que les plus longues s'étalent sur une dizaine de jours. L'information principale en est vraisemblablement l'évolution de notre statut auprès de ces réseaux, puisque nous n'avons d'abord été présent qu'en simple observateur (2007-2008), mais nous avons ensuite été progressivement identifié comme porteur d'une expertise internationale intéressant les réseaux que nous étudiions (2009-2012). Ainsi, nous sommes progressivement passé du statut d'*« observateur extérieur »* à celui de d'*« observateur-participant »*, puis à celui de *« participant-observateur »*, tant auprès des réseaux politiques de la décroissance que de ceux de la transition.

Ces comptes-rendus ne peuvent évidemment pas rendre compte des nombreuses autres interactions qui ont permis de maintenir le contact avec ces réseaux *entre* les séquences d'observation participante : courriers électroniques, échanges de références et de demandes d'information, réactions aux publications des uns et des autres dans les médias militants, etc. Ces contacts intermédiaires et réguliers ont pourtant joué un rôle déterminant pour parvenir à établir des relations de confiance avec les enquêtés, condition nécessaire à une analyse dans la durée du rapport des militants avec le temps qui passe, et avec les catastrophes qui, selon eux, s'annoncent à court terme. Les séquences d'observation participante listées ci-dessous doivent donc être comprises comme s'intégrant dans une présence plus continue dans les réseaux de la décroissance et de la transition, notamment sous la forme de contacts informels réguliers avec nos principaux informateurs français et britanniques.

2007 :

20-22 août 2007 : Rencontres nationales des objecteurs de croissance à Royère de Vassivière. Trois jours d'ateliers et d'observation participante, avec plus d'une centaine de

participants présents. Pendant ces trois journées, nous nous contentons d'assister aux débats, sans jamais intervenir publiquement, en nous limitant donc à un rôle d'observateur extérieur. Nous connaissons déjà quelques objecteurs de croissance lillois qui ont fait le déplacement, ce qui nous permet de recueillir leurs impressions au cours d'entretiens impromptus. Comme il se met à pleuvoir abondamment le dernier jour, une demi-douzaine d'objecteurs de croissance lillois dont le matériel de camping a été trempé demande que nous les hébergions sur notre lieu de vacances, non loin de là, pendant un ou deux jours : nous acceptons, ce qui contribuera rapidement à instaurer avec certains d'entre eux une relation de confiance qui durera ensuite pendant les cinq années de la recherche.

2008 :

29 mars 2008 : Tables-rondes *Entropia* à Paris (Sorbonne), autour de la publication du 4ème volume : *Décroissance et utopie*. C'est aussi une journée d'hommage à André Gorz, qui vient de décéder, et auquel étaient liés plusieurs des membres de la revue. Nous y assistons en tant que simple observateur extérieur. Une douzaine d'intellectuels se succèdent à la tribune, dont plusieurs avec qui nous établirons plus tard des contacts réguliers : Jean-Claude Besson-Girard, Françoise Gollain, Yves Cochet, Alain Gras, etc. Environ une centaine d'auditeurs.

11-13 avril 2008 : Rencontres annuelles des *Transition Towns* à Cirencester (RU). Trois jours d'ateliers et de conférences, avec plus de 200 militants présents. Nous nous y rendons comme observateur extérieur. Les nombreux moments d'échange – hébergement collectif, repas, soirées conviviales, etc. – nous ont permis d'établir plusieurs contacts qui seront ensuite mobilisés quand nous devrons observer des groupes de transition proprement dits. C'est aussi à cette occasion que nous établissons les premiers contacts avec des militants vivant en France (notamment à Paris), et qui compteront par la suite parmi les principaux passeurs du mouvement de la transition dans les réseaux écologistes français.

17-19 avril 2008 : Rencontres internationales *Research and Degrowth* à Paris. Trois jours d'ateliers et de présentations scientifiques regroupant une centaine de participants. Nous y assistons en tant qu'observateur extérieur, mais nous avons justifié notre présence en nous proposant comme volontaire pour l'organisation logistique : préparation et fermeture des salles, accueil des intervenants, etc. Le partage des repas permet d'établir plusieurs contacts, et de mener quelques entretiens impromptus avec quelques animateurs du mouvement qui

commencent seulement à nous identifier. C'est à la fin de ces rencontres que, pour la première fois, nous sommes confronté à l'évolution de notre statut d'observateur extérieur : en effet, ayant appris que nous travaillions également sur le mouvement des *Transition Towns*, l'un des organisateurs (François Schneider) propose de nous mettre en relation avec le magazine *Silence*, qui serait intéressé par un dossier sur ce thème. Nous acceptons, en espérant ainsi d'une part nous donner les moyens d'entrer en contact avec l'un des principaux organes de presse axés sur la décroissance, et d'autre part nous donner une justification militante légitime aux yeux des activistes de la transition pour aller les observer.

7-17 novembre 2008 : Observation participante auprès de groupes de transition à Seaton, Sidmouth, Totnes et Exeter (Devon, Royaume-Uni). Avec Mathilde Szuba, nous prenons prétexte de la sollicitation du magazine *Silence* pour reprendre contact avec les militants britanniques rencontrés en mai, lors des rencontres annuelles du mouvement. Nous décidons d'un déplacement d'une dizaine de jours, déterminé en fonction d'une part des possibilités d'hébergement sur place, et d'autre part des événements militants planifiés par les groupes que nous souhaitons observer. À Seaton, notre informatrice Deborah est enthousiaste, au point de nous héberger pendant trois nuits, et de se libérer pour nous accompagner non seulement auprès des militants de son propre groupe de transition, mais aussi auprès des groupes des communes voisines (notamment à Sidmouth). Elle profite de notre présence pour avertir le maire et le journal local que des *« chercheurs français »* ont fait le déplacement pour étudier l'activité du groupe militant, espérant ainsi consolider sa propre légitimité dans les réseaux locaux. Cela nous vaudra un article et une photographie dans le journal local, avec à la main un numéro du journal *La Décroissance*. Le contact avec Totnes est moins évident : le groupe local, surchargé de travail, n'a pas répondu à nos messages. Nous nous y rendons donc spontanément, accompagnés de notre Deborah, et le premier accueil est plutôt froid (on nous conseille même gentiment de retourner étudier les réseaux français). Néanmoins nous parvenons à établir un contact positif avec une jeune militante très active localement, Mandy, qui est très vite passionnée par ce que nous racontons de la décroissance – et notamment par la capacité des objecteurs de croissance français à assumer la conflictualité de leur militantisme, ce qui n'est pas le cas du mouvement de la transition. Elle prend le temps de répondre à nos questions, puis de nous recommander à d'autres militants locaux : elle sera finalement l'une de nos principales informatrices à Totnes, et nous serons amenés à la rencontrer régulièrement. Grâce à elle, nous effectuons plusieurs entretiens. Nous sommes hébergés pendant trois nuits chez l'habitant, grâce au réseau *couchsurfing*, mais pas chez des

militants véritablement actifs. Le soir du 12 novembre, nous assistons, mais comme simple observateur, à une soirée d'ateliers et de débats sur le thème de l'énergie nucléaire (plus d'une cinquantaine de participants). Enfin, nous nous rendons à Exeter pour les trois dernières journées d'observation : nous y sommes accueillis par une militante locale, Bridget (à qui nous avons été recommandés par Deborah), qui nous accueille chaleureusement, et deviendra par la suite l'une de nos principales informatrices au Royaume-Uni. Nous assistons, dès notre arrivée, à une journée d'ateliers organisés par le groupe local de transition, qui réunit plus d'une cinquantaine de personnes, et pour laquelle nous fournissons une aide logistique : vaisselle, préparation de la salle, etc. Pendant les pauses, nous prenons les contacts de plusieurs militants avec lesquels nous ferons des entretiens pendant les deux jours suivants, dont notamment Oliver.

2009 :

20-22 février 2009 : Rencontres du MOC à Saint-Jean-du-Gard sur l'économie locale et les alternatives au capitalisme. Ces journées rassemblent entre 80 à 100 militants de la décroissance, ou proches, pour trois jours d'ateliers. Pour la première fois, nous sommes convié à présenter (gracieusement) nos travaux sur le mouvement britannique des *Transition Towns*. C'est en fait l'équipe de *Silence*, qui vient alors de publier notre dossier, qui a suggéré aux organisateurs de nous solliciter. Notre intervention n'est cependant programmée que pour la fin du séminaire, si bien que nous pouvons assister presque à l'ensemble des rencontres comme simple observateur, en nous gardant d'intervenir. Nous sommes hébergé chez des militants du groupe local d'ATTAC, ce qui permet de prolonger les entretiens et l'observation. Notre intervention d'une quinzaine de minutes est suivie d'une discussion d'une demi-heure, devant une vingtaine de personnes. Grâce aux repas et aux discussions plus informelles, nous établissons pendant ces trois jours divers contacts, notamment avec le MOC, que nous mobiliserons par la suite pour solliciter des entretiens.

4 avril 2009 : Tables rondes *Entropia* à Paris (Université Descartes), autour de la publication du 6ème volume : *Crise éthique, éthique de crise ?* Parmi les intervenants, Serge Latouche, Yves Cochet, Jean-Claude Besson-Girard, Miguel Benasayag, Angélique del Rey, etc. Nous sommes simple auditeur. Environ 150 auditeurs.

21-25 mai 2009 : Foire éco-bio de Colmar avec forum décroissance consacré aux Villes en transition. Là encore, nous avons été sollicité suite à une recommandation de

l'équipe de *Silence* pour une intervention sur le mouvement britannique des *Transition Towns*. Le fait d'être invité comme intervenant nous permet notamment d'être hébergé chez l'habitant pendant trois nuits. L'un de nos hôtes étant d'origine britannique, et donc particulièrement intéressé par notre présentation, il deviendra par la suite notre informateur local. Nous faisons une présentation d'une demi-heure environ, puis questions-réponses, devant une soixantaine de personnes. Dans le public se trouve Jean-Claude Besson-Girard, qui nous suggère d'écrire un article pour *Entropia*, et de venir aux journées d'été de la revue : nous acceptons. Michel Bernard, rédacteur en chef du magazine *Silence*, également présent, nous propose de rédiger d'autres dossiers sur la transition, davantage axés sur le rationnement et sur la résilience : nous acceptons également.

27 mai 2009 : Rencontres organisées à Lyon par l'équipe de *Silence* sur les Villes en transition. Suite à la publication de notre premier dossier dans le magazine *Silence*, nous sommes invité à présenter le mouvement des *Transition Towns* lors d'une soirée-débat organisée par l'équipe du magazine. Nous sommes hébergé par le rédacteur en chef, ce qui nous permet d'effectuer plusieurs entretiens avec lui, son entourage, et ses camarades de militantisme. Le soir de la présentation proprement dite, 40 à 50 personnes sont présentes, dont plusieurs objecteurs de croissance lyonnais désireux de fonder une initiative locale de transition, et qui sont venus se renseigner à cette fin.

22-25 août 2009 : Journées d'été d'*Entropia* à Villedieu. Une vingtaine de figures du mouvement de la décroissance sont présentes, pour discuter notamment de l'avenir de la revue. Avec Mathilde Szuba, nous sommes *a priori* conviés surtout comme observateurs, mais on nous demande une longue présentation informelle des *Transition Towns* au cours du premier repas. L'hébergement collectif permet de multiplier les entretiens et les séquences d'observation. Nous assistons ainsi à trois jours d'ateliers et de discussions, mais surtout en tant qu'observateurs extérieurs. À la fin du séjour, nous sommes invités à rejoindre le comité de rédaction d'*Entropia* : nous acceptons.

26-27 août 2009 : Université d'été d'ATTAC à Arles. L'une de nos informatrices, rencontrée à l'occasion de notre présentation des *Transition Towns* dans les Cévennes en mars 2009, nous a recommandé pour une intervention à l'Université d'été d'ATTAC. Nous y faisons une présentation devant plus d'une centaine d'auditeurs. Plusieurs viennent nous poser davantage de questions par la suite, et déclarent être en train de se renseigner pour fonder leur propre groupe local de transition. Nous déjeunons avec eux, puis participons avec eux à d'autres ateliers (mais cette fois en tant qu'observateurs extérieurs). Nous sommes à nouveau

hébergé chez des militants. Parmi les militants rencontrés à cette occasion, plusieurs seront par la suite parmi les plus actifs dans les réseaux franciliens et français de la transition, et certains deviendront nos principaux informateurs (notamment Fabien et Henri).

10 septembre 2009 : Visite de terrain auprès du groupe « Trièves en transition » (Rhône-Alpes). Nous avons préalablement pris contact avec les animateurs de ce groupe, en nous présentant comme les auteurs du dossier publié dans *Silence*. Il s'agit du premier groupe de transition véritablement actif en France. Nous visitons le Centre Terre Vivante et effectuons des entretiens avec des militants locaux. Nous serons amené à les recroiser régulièrement dans les années suivantes.

24 octobre-1er novembre 2009 : Observation participante auprès de trois groupes de transition, à Glastonbury, Langport et Bristol (Somerset, RU). Une deuxième fois, avec Mathilde Szuba, nous prenons prétexte de la préparation d'un dossier dans le magazine *Silence* pour prendre contact avec des groupes de transition britanniques, et pour solliciter d'être reçus par eux. Nous choisissons trois groupes locaux, géographiquement proches les uns des autres, et organisant des événements publics pendant la durée de notre séjour. Les premiers contacts sont facilités par le fait que nous pouvons désormais ajouter, en pièce jointe, le premier dossier que nous avons publié dans le magazine *Silence*. À Glastonbury, nous assistons dès le premier jour, en tant qu'observateurs extérieurs, à une journée d'ateliers-débats, pour lesquels nous fournissons simplement une aide logistique (vaisselle, cuisine, rangement). Nous prenons néanmoins les contacts nécessaires pour mener ensuite plusieurs entretiens, chez l'habitant ou dans les cafés, avec des militants locaux de la transition. Nous allons ensuite à Langport, où nous commençons par assister, en tant qu'observateurs extérieurs, à la soirée mensuelle du groupe local de transition, dans un café-restaurant. La réunion se poursuit ensuite de manière informelle, ce qui nous permet de nous présenter et d'obtenir plusieurs entretiens pour les deux jours qui suivent. L'une des militantes nous propose de nous héberger en *Bed and Breakfast*, nous acceptons. Enfin, nous nous rendons à Bristol où nous avons obtenu un entretien avec une militante contactée par internet : une fois l'entretien effectué, le contact étant bien établi, elle nous propose de nous héberger et de nous présenter à d'autres militants locaux. Nous acceptons, et pouvons ainsi effectuer plusieurs entretiens pendant les deux jours qui suivent. Cette militante sera par la suite l'une de nos principales informatrices sur le mouvement de la transition dans le Somerset.

7-8 novembre 2009 : Tables-rondes *Entropia* à Besançon, autour de la publication du 7ème volume : *L'Effondrement… et après ?* Plus d'une centaine de spectateurs sont présents,

notamment issus des réseaux militants locaux, mais aussi nationaux. Nous sommes hébergé chez l'habitant. Nous ne prenons pas encore une part active aux débats. Les temps de repas et d'échange sont mis à profit pour des prises de contact en vue d'entretiens.

25 novembre 2009 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Ayant intégré le comité de rédaction de la revue en août 2009, nous sommes en mesure de participer à ses réunions régulières, tous les deux mois, à Paris. L'équipe y discute des dossiers en cours, mais aussi de l'actualité militante de la décroissance, des publications récentes ou en préparation, etc. Le caractère régulier de ces réunions permettra d'établir des relations de confiance facilitant les entretiens au-delà des discours institués sur la décroissance. La taille du groupe se réunissant régulièrement (environ une douzaine de personnes) nous permet, pendant les premiers mois, d'être suffisamment en retrait pour garantir notre statut d'observateur-participant.

30 novembre 2009 : Conférence-débat d'Yves Cochet à l'IEP de Lille, sur le thème du réchauffement climatique, du pic pétrolier et de la décroissance. Plusieurs membres des réseaux lillois de la décroissance sont présents et interviennent dans le débat. Nous sommes présent en tant que simple observateur.

10-14 décembre 2009 : Klimaforum à Copenhague (Danemark). Plusieurs ateliers sur les Villes en transition sont animés par des militants britanniques, mais dans le public se trouvent des objecteurs de croissance français, dont plusieurs de nos informateurs. Nous y retrouvons notamment Fabien et Henri. Nous restons simple observateur pendant les ateliers, mais menons plusieurs entretiens.

2010 :

27 janvier 2010 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Environ une douzaine de participants.

2 février 2010 : Premier événement français sur les Villes en transition, à Paris. Environ 50 personnes présentes, dont de nombreux objecteurs de croissance. Nous restons simple observateur. Parmi les organisateurs se trouvent plusieurs de nos informateurs, dont Fabien, qui propose de nous héberger : nous acceptons.

17 mars 2010 : Réunion dînatoire des groupes de transition de Paris et Île-de-France, une trentaine de personnes présentes. Les réseaux parisiens de la transition sont alors en train de se cristalliser, par des phénomènes d'inter-connaissance. Nous restons simple

observateur. Plusieurs de nos informateurs sont présents et nous présentent à des militants que nous ne connaissons pas encore. Nous sommes hébergé par l'un de nos informateurs.

31 mars 2010 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Une petite douzaine de participants, hébergement par l'un de nos informateurs parisiens.

15-16 mai 2010 : Tables-rondes *Entropia* à Louvain-la-neuve (Belgique), autour de la publication du 8ème volume : *Territoires de la décroissance*. Hébergement chez des militants. Environ 200 auditeurs. Les repas et les temps d'échange sont mis à profit pour des entretiens et des prises de contact. Plusieurs de nos contacts lillois ont fait le déplacement.

21-22 mai 2010 : Ateliers sur la sobriété énergétique par l'association Rêvolutives en Bretagne. Quinze personnes, dont plusieurs objecteurs de croissance lillois, sont réunies à cette occasion. Nous sommes invité pour présenter nos réflexions sur la sobriété, inspirées par l'étude des *Transition Towns*. L'hébergement collectif, avec les militants, est mis à profit pour des entretiens et des prises de contact.

12-13 juin 2010 : Rencontres annuelles des *Transition Towns* à Newton Abbot (Devon, RU). Trois jours d'ateliers réunissent plus de deux cents membres de groupes de transition. Nous sommes présent en tant que simple observateur, mais retrouvons sur place plusieurs de nos informateurs réguliers, français et britanniques. À cette date, il nous apparaît clairement que les réseaux français et britanniques sont désormais en cours d'imbrication. L'hébergement sur place, partagé avec plusieurs militants, permet de multiplier les séquences d'observation et d'entretiens. Nous prenons aussi des contacts en vue d'entretiens ultérieurs.

14-16 juin 2010 : Observation participante auprès du groupe de transition de Totnes. Nous venons de rencontrer Dylan, militant à Totnes, qui propose de nous héberger pendant deux nuits. Très actif dans le groupe local de transition, il accepte que nous venions avec lui à des réunions de coordination auxquelles il participe pendant ces deux jours. À cette occasion, nous retrouvons plusieurs des militants que nous avions rencontrés deux années auparavant (notamment Mandy et Jacqi Hodgson). C'est aussi notre première rencontre avec Indiana, qui deviendra l'un de nos principaux contacts à Totnes. Nous effectuons plusieurs entretiens à cette occasion. Nous constatons également que le fort engouement médiatique pour l'expérience de Totnes, encore accru par la publication toute récente du Plan local de décroissance énergétique, amène déjà le groupe local à se protéger en professionnalisant l'accueil des visiteurs.

17-26 juin 2010 : Observation participante auprès de groupes de transition au Pays de Galles. Nous sommes hébergé par des objecteurs de croissance français rencontrés dans les réseaux d'*Entropia*, et installés au Pays de Galles depuis déjà plusieurs années. Leur connaissance des réseaux militants britanniques et français feront d'eux des informateurs précieux, pendant et après ce séjour. Ils nous fournissent les contacts nécessaires pour une série d'entretiens avec des membres actifs des groupes locaux de transition, mais aussi avec des intellectuels britanniques participant aux débats publics qui entourent ce mouvement. Nous passons également deux journées au CAT (*Centre for Alternative Technologies*), un centre de ressources écologistes datant des années 1970 qui travaille désormais régulièrement avec le mouvement de la transition, pour y effectuer des observations, des entretiens et des recherches bibliographiques.

28 juin 2010 : Entretien avec des militants au bureau du groupe de transition de Brixton (quartier de Londres). Sur la route du retour, nous passons quelques heures avec des membres du groupe de transition de Brixton que nous sommes allé rencontrer dans leur bureau. Comme nous disposons de peu de temps avec eux, nous orientons notamment les entretiens vers leur monnaie locale, la *« Livre de Brixton »*, qui est souvent citée en exemple par les autres groupes de transition.

19-22 août 2010 : Université d'été d'ATTAC à Arles. Comme l'année précédente, nous sommes à nouveau convié pour une présentation sur les *Transition Towns*. Toutefois, il y a désormais d'autres intervenants sur le sujet, notamment des militants d'ATTAC désormais impliqués dans des groupes de transition en France. Avant et après notre présentation, nous menons quelques entretiens avec certains de nos informateurs présents, ainsi qu'avec d'autres militants que nous rencontrons à cette occasion. Nous sommes hébergé par des militants.

10 septembre 2010 : Tables-rondes sur les scénarios de transition énergétique à Paris (Assemblée nationale). Le député EELV Yves Cochet organise une journée de tables rondes où sont présentés les scénarios de transition énergétiques élaborés par plusieurs associations ou réseaux proches de la décroissance ou de la transition. Nous sommes présent comme simple observateur.

29 septembre 2010 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Une douzaine de participants. Hébergement chez l'un de nos informateurs parisiens.

7 octobre 2010 : Projection publique du film *In Transition 1.0* à Paris, à l'initiative des groupes de transition d'Île-de-France et de certains de nos informateurs. Une centaine de

personnes sont présentes, dont plusieurs objecteurs de croissance. La projection est suivie d'ateliers par petits groupes, auxquels nous participons.

30 octobre 2010 : conférence autour du n°40 de la revue *Écologie et politique* (co-organisée par Rêvolutives) avec interventions des membres du comité de rédaction Jean-Paul Deléage et Denis Chartier, sur le thème des courants contemporains de l'écologie politique en France. Plusieurs objecteurs de croissance et membres de la transition sont présents, dont certains de nos informateurs (notamment Béatrice et Henri).

25 novembre 2010 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Une douzaine de présents. Hébergement chez l'un de nos informateurs parisiens.

26 novembre 2010 : Séminaire « Ville post-carbone » organisé à La Défense par l'Ademe, le Ministère de l'environnement et l'Université de Tours (Cyria Emilianoff, Jacques Theys et Éric Vidalenc). Deux cents personnes présentes, dont de nombreux militants des groupes de transition franciliens et de nombreux objecteurs de croissance, parmi lesquels plusieurs de nos informateurs. Après la série de conférences, nous passons plusieurs heures avec eux. Nous sommes hébergés chez l'un d'eux.

9 décembre 2010 : soirée de présentation-débat « Qu'est-ce qu'un Plan de descente énergétique ? », organisée par le groupe de transition d'Île-de-France. La soirée commence par une projection publique, après laquelle nous faisons une courte présentation sur le plan de décroissance énergétique rédigé par les habitants de Totnes. Environ soixante militants sont présents (transition et objecteurs de croissance), dont une douzaine restent pour le repas et les discussions plus informelles. Nous sommes ensuite hébergé chez l'un de nos principaux informateurs parisiens.

10 décembre 2010 : Tables rondes « Où va le monde ? » à Paris. Organisée par Yves Cochet à l'Assemblée nationale, avec notamment Yves Paccalet, Claude Bourguignon, Jean-Marc Jancovici, Susan George et Serge Latouche. Environ deux cent cinquante personnes présentes. Nous sommes présents comme simples observateurs extérieurs, mais plusieurs de nos informateurs sont présents dans la salle. Nous passons la soirée avec eux et sommes hébergé chez l'un d'eux.

18 décembre 2010 : Tables-rondes *Entropia* à Paris, autour de la publication du 9ème volume : *Contre-pouvoirs et décroissance*. Deux cents personnes présentes. Nous intervenons à l'une des tables rondes, sur le thème des plans de descente énergétique. Plusieurs de nos

informateurs au sein des groupes de transition franciliens sont présents et restent ensuite discuter pendant plusieurs heures. Nous sommes hébergé chez l'un de nos informateurs.

2011 :

23-26 janvier 2011 : Séjour chez l'un des membres du Comité de rédaction de la revue *Entropia*. Hébergement et repas sur place, avec longs entretiens, notamment sur la genèse historique du mouvement de la décroissance.

27 janvier 2011 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Environ une douzaine de personnes présentes.

5-6 mars 2011 : Rencontres du MOC à Saint-Jean-du-Gard sur le thème des Villes en transition. Entre 80 et 100 personnes sont présentes, pour deux jours d'ateliers. Beaucoup des membres actifs dans les réseaux de la décroissance et de la transition sont présents, dont plusieurs de nos informateurs au sein des deux mouvements. Nous sommes hébergé chez nos informateurs locaux. Nous faisons une présentation sur les plans de décroissance énergétique, mais tâchons de rester en retrait durant le reste des ateliers, de manière à rester dans notre rôle d'observateur extérieur. Nombreux entretiens à l'occasion des soirées et des repas partagés pendant ces deux journées. Nous assistons également à plusieurs discussions informelles au sein du MOC, qui cherche alors à définir une ligne pour les élections à venir, notamment les présidentielles et législatives de 2012.

11-13 mars 2011 : Salon Primevère à Lyon. Nous avons été invité pour animer un atelier avec les objecteurs de croissance de *Silence* sur le thème des Villes en transition. Entre 80 et 100 personnes sont présentes, nous prenons des contacts pour des entretiens. Nous sommes hébergé chez notre principal informateur lyonnais. L'ambiance se prête relativement aux entretiens sur le catastrophisme, puisque la centrale nucléaire de Fukushima était en train d'échapper à tout contrôle pendant ces trois jours.

31 mars 2011 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Une demi-douzaine de personnes présentes.

1er avril 2011 : séminaire de lancement de l'Institut Momentum. *Think tank* fondé par Agnès Sinaï, avec plusieurs objecteurs de croissance parmi les membres fondateurs. Nous avons accepté de figurer parmi les membres fondateurs. Nous sommes hébergé chez l'un de nos informateurs franciliens.

14 avril 2011 : Tables-rondes EELV-NPdC à Lille. Sur le thème de la transition énergétique, avec interventions de Mathilde Szuba sur le rationnement, et d'Yves Cochet sur la décroissance. Environ 50 personnes présentes, dont l'un de nos informateurs lillois. Nous sommes présent en tant que simple observateur.

7-8 mai 2011 : Tables-rondes *Entropia* à Libourne, à l'occasion de la sortie du 10ème volume : *Aux sources de la décroissance*. 150 à 200 personnes présentes. Nous sommes parmi les organisateurs des tables rondes, mais n'intervenons que quelques minutes, en fin de journée, en remplacement d'un absent de dernière minute. Nous sommes hébergé chez des objecteurs de croissance locaux. Les temps de repas et de discussion sont mis à profit pour des entretiens avec certains de nos informateurs réguliers, et pour la prise de nouveaux contacts.

14 mai 2011 : Conférence-débat de Paul Ariès à Lille. Organisée par le groupe local des Amis du Monde Diplomatique, autour du thème de la décroissance. 80 à 100 personnes présentes, dont plusieurs de nos informateurs lillois.

23-25 mai 2011 : Observation participante dans un groupe de transition londonien. Nous sommes hébergé chez un couple de militants de la transition, Ken et Diana, que nous avions rencontrés en 2008, au début de nos travaux sur la transition. Depuis, ils sont devenus nos principaux informateurs londoniens sur la transition, et acceptent de nous recommander à plusieurs autres militants locaux. Nous mettons les trois jours à profit pour effectuer plusieurs entretiens.

26 mai 2011 : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Une demi-douzaine de participants.

27 mai 2011 : Premier séminaire de l'Institut Momentum à Paris. Séminaire sur la décroissance et l'effondrement, autour d'un exposé par Yves Cochet sur le thème : *« Catastrophique ou catabolique : le rythme de la transition »*. Une quinzaine de participants. Les discussions se poursuivent après le séminaire proprement dit, et nous sommes hébergé chez l'un de nos principaux informateurs parisiens.

23 juin 2011 : Conférence-débat d'Hervé Kempf à Lille. Il a été invité à intervenir sur le thème de la crise écologique, par une structure associative roubaisienne désirant fonder une initiative de transition, et à laquelle participe l'une de nos informatrices lilloises au sein du réseau local d'objecteurs de croissance. Environ 150 auditeurs.

3-4 juillet 2011 : Journées d'été régionales d'EELV à Boulogne. Mathilde Szuba (Cetcopra) et Victoria Johnson (NEF), animent un atelier sur les politiques publiques de rationnement, défendues notamment au Royaume-Uni par le *Green Party* et le mouvement de la transition. Une vingtaine d'auditeurs. Entretiens avec Victoria Johnson et des objecteurs de croissance adhérents ou sympathisants d'EELV.

19-21 août 2011 : Journées d'été nationales d'EELV à Clermont-Ferrand. Nous avons été invité pour présenter le mouvement des *Transition Towns* pendant une table ronde consacrée aux transitions écologiques. Plusieurs objecteurs de croissance et membres de groupes de transition sont présents à cet atelier, et pendant ces journées d'été en général. Les moments de repas et de pause sont donc mis à profit pour des entretiens avec les informateurs que nous retrouvons à cette occasion.

22-25 août 2011 : Journées d'été d'*Entropia* à Cenves. Une vingtaine d'objecteurs de croissance présents, notamment des membres du Comité de rédaction, pour des ateliers sur le thème de l'État et des institutions. Nous sommes en hébergement collectif avec la plupart des autres membres du Comité de rédaction.

23 septembre 2011 : séminaire de l'Institut Momentum à Paris. Présentation par Thomas Guéret, objecteur de croissance et candidat d'EELV sur un programme *« Territoire en transition »*, sur le thème des Villes en transition et du rythme de la déplétion énergétique. Une quinzaine de participants à la discussion.

24 novembre 2011 : conférence de Dennis Meadows à Marne-la-Vallée. Dans le cadre du colloque *Inis Mutat Res*, à l'École d'architecture de Marne-la-Vallée. Environ 300 auditeurs, dont de nombreuses figures de la décroissance.

25 novembre 2011 : séminaire de l'Institut Momentum à Paris. Séminaire autour d'une présentation par Thierry Caminel (ingénieur énergéticien) sur le thème *« Intensité carbone et énergie nette »*. Une quinzaine de participants à la discussion.

14-15 décembre 2011 : conférences sur le pic pétrolier et la sobriété énergétique. Dans le cadre d'une journée d'études liée au programme de recherche *Sobriétés*, nous avons invité Victoria Johnson (NEF) et Simone Osborn (Bristol en transition, *Energy Bulletin*) à présenter leurs travaux. Longs entretiens sur l'actualité de la transition au Royaume-Uni lors des repas, la veille et le jour même du séminaire.

16 décembre 2011 : séminaire de l'Institut Momentum à Paris. Séminaire autour d'une présentation par Philippe Bihouix (ingénieur spécialiste des pics métalliques, co-auteur

de *Quels futurs pour les métaux ?*) sur le thème : *« Déplétion des métaux et limites du recyclage »*. Une vingtaine de participants à la discussion.

2012 :

11 mai 2012 : séminaire de l'Institut Momentum à Paris. Séminaire autour d'une présentation par Jacques Grinevald, spécialiste de la civilisation thermo-industrielle, sur le thème *« Anthropocène : entrée et sortie »*. Une vingtaine de participants à la discussion.

Du 16 au 18 mai 2012 : séjour à Brighton et à Lewes (Sussex, RU). Nous allons à Brighton pour des recherches bibliographiques, mais essayons d'en profiter pour rentrer en contact avec des militants du groupe local de transition : nous apprenons que le groupe s'est dissous récemment, sans que nous parvenions vraiment à savoir pourquoi. En revanche, nous parvenons à obtenir plusieurs entretiens avec des militants du groupe de transition de Lewes, à quelques kilomètres de là (notamment avec David). Nous passons aussi dans plusieurs magasins qui acceptent la monnaie locale produite par le groupe de transition, la *« Livre de Lewes »*, pour évaluer le degré de normalisation de son utilisation au-delà des seuls cercles militants. Nous nous entretenons également à ce sujet avec des employés de la mairie.

Du 9 au 13 juin 2012 : séjour à Totnes. Dans le cadre d'un programme de recherche sur les politiques locales de sobriété énergétique (dirigé par Bruno Villalba), nous sommes en charge d'organiser un séminaire de quatre jours à Totnes pour une dizaine de personnes (dont des universitaires, des représentants associatifs, et des représentants de collectivités locales). Pour ce faire, nous mobilisons plusieurs de nos contacts sur place, dont notamment Indiana et Jacqi Hodgson. Nous en profitons pour suivre les formations, et pour observer plus en détail le processus de professionnalisation qui s'est considérablement accru depuis nos premiers séjours (en 2008). En marge des séminaires, longs entretiens avec des membres du groupe local de transition et des animateurs du réseau national *Transition Network*.

15 juin 2012 (matin) : Comité de rédaction d'*Entropia* à Paris. Une petite dizaine de participants.

15 juin 2012 (après-midi) : séminaire de l'Institut Momentum à Paris. Séminaire autour d'une présentation par Mathilde Szuba (doctorante Ademe-Cetcopra) sur le thème *« Quotas de carbone, rationnement et responsabilité »*. Une douzaine de participants à la discussion.

18 juin 2012 : conférence sur la décroissance à Paris. Table-ronde organisée par la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, dans le cadre du cycle *« La décroissance a-t-elle un avenir ? »*, sur le thème : *« Quel monde à venir ? »*. Intervenants : Serge Latouche, Mathilde Szuba, Alice Leroy, Émilie Hache et Philippe Squarzoni. Environ une centaine d'auditeurs.

Du 22 au 24 août 2012 : journées d'été d'EELV à Poitiers. Un groupe d'objecteurs de croissance y organise notamment un forum sur le thème : *« Pic pétrolier, pic des ressources, pic des objets : comment anticiper les finitudes ? »*. Intervenants : Yves Cochet, Agnès Sinaï, Mathilde Szuba, Philippe Bihouix et Catherine Grèze. Environ 200 auditeurs. Au cours des trois journées, plusieurs entretiens avec des objecteurs de croissance adhérents ou sympathisants d'EELV, et dont certains s'apprêtent à lancer une motion (minoritaire).

Du 27 au 29 août 2012 : journées d'été de la revue *Entropia* à Cenves (Rhône-Alpes). Une vingtaine d'objecteurs de croissance présents, notamment des membres du Comité de rédaction, pour discuter de l'avenir de la revue et de l'élaboration d'un nouvel organigramme (suite au retrait de Jean-Claude Besson-Girard). Nous sommes en hébergement collectif avec la plupart des autres membres du Comité de rédaction.

Du 14 au 19 octobre 2012 : séminaire au *Schumacher College* et à Totnes. Nous participons à l'organisation et à l'encadrement d'un séminaire pour une vingtaine d'étudiants de Sciences Po Lille (Majeure Développement soutenable). Au programme, des séminaires du *Schumacher College* et une présentation des projets-phares de TTT. À cette occasion, nous retrouvons plusieurs de nos contacts locaux, et nous nous renseignons sur l'avancée des divers projets locaux auxquels travaillent désormais les militants.

2- Liste de nos trente interventions publiques en contexte militant

Au cours des années 2007 et 2008, nous n'avions encore accès à nos terrains d'enquête qu'en tant qu'observateur extérieur ou auditeur. En février 2009, cependant, nous avons publié un dossier d'une quinzaine de pages sur le mouvement des *Transition Towns* dans le magazine écologiste *Silence* : cela nous vaudra de recevoir, en quelques semaines, plusieurs invitations à venir présenter nos travaux auprès de groupes d'objecteurs de croissance. Cette annexe dresse la liste des trente principales interventions que nous avons réalisées, à propos des Villes en transition, dans un contexte militant, entre 2009 et 2012.

Cette annexe vise à montrer comment nous avons progressivement été identifié par les réseaux militants français comme porteurs d'une expertise internationale, et donc *« adoubé »* par eux comme contributeur utile à leur réflexion collective. Ce qu'il importe ici de souligner, c'est la manière dont cette contribution nous a soudainement permis d'accéder à une quantité de terrains et de données auxquelles nous n'aurions pas eu accès sans cela : parce que nous étions sollicité par les objecteurs de croissance pour parler de la transition, nous acquérions en retour le droit d'observer leurs propres pratiques, dans une approche comparative qu'ils estimaient intéressante… et dont ils étaient même demandeurs, en espérant en retirer quelque chose d'utile à leurs propres réflexions. De plus, à partir de septembre 2010, notre statut de personne-ressource fut encore accru dans ces réseaux par la petite *« aura »* que nous procurait parfois le fait de dispenser un cours sur la décroissance à Sciences-Po Paris. Ce phénomène de reconnaissance progressive par les réseaux étudiés nous invite à nous interroger sur les limites des démarches méthodologiques fondées sur une stricte extériorité du chercheur : dans ce cas-ci, c'est l'intégration progressive qui a permis d'accéder durablement aux terrains, et le coût de cette intégration était un minimum d'engagement de la part du chercheur.

2009 :

21 février 2009, Saint-Jean-du-Gard : « Les Villes en transition ». Intervention à la demande du MOC et du groupe local d'ATTAC, dans le cadre d'un atelier sur les alternatives au capitalisme. 25 participants à notre atelier.

23 mai 2009, Colmar : « Les Villes en transition ». Intervention suite à une demande du groupe local d'objecteurs de croissance, dans le cadre d'un cycle de conférences sur la décroissance couplé à la foire éco-bio. Soixante auditeurs.

27 mai 2009, Lyon : « Les Villes en transition ». Conférence-débat à la demande du magazine *Silence*, suite à la publication de notre dossier sur ce thème en février (n°365). Près de 40 auditeurs, dont beaucoup d'objecteurs de croissance lyonnais désireux de lancer un groupe de transition.

26 août 2009, Arles : « Les Villes en transition ». Intervention dans une table-ronde lors de l'université d'été d'ATTAC, organisée par Geneviève Azam et le groupe *« Écologie et société »* (sur suggestion du groupe ATTAC de Saint-Jean-du-Gard). Environ 120 auditeurs.

24 septembre 2009, Rennes : « Les Villes en transition ». Intervention à la demande de la Communauté urbaine de Rennes, dans le cadre d'une conférence publique préparatoire à l'élaboration du Plan climat-énergie territorial. Environ 150 auditeurs.

27 septembre 2009, Vendôme : « Les Villes en transition ». Conférence publique à la demande de l'association locale d'objecteurs de croissance, dans le cadre de leur fête annuelle *« Fête du dos d'âne »*. Une soixantaine d'auditeurs.

2 octobre 2009, Strasbourg : « Les Villes en transition ». Intervention dans le cadre d'un séminaire organisé par le réseau Sortir du nucléaire, sur le thème des villes autonomes en énergie, au Parlement européen de Strasbourg, à la veille d'une grande manifestation contre la centrale de Fessenheim. Trente personnes participent à notre atelier.

2010 :

13 février 2010, Lille : « Les Villes en transition ». Intervention dans le cadre du séminaire public sur le thème « Énergie, sobriété et aménagement du territoire » organisée par Virage énergie à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES). Près de soixantaine personnes présentes, dont beaucoup d'objecteurs de croissance locaux.

6 mai 2010, Lille : « La Sobriété comme question politique : décroissance, transition et autres durabilités fortes ». Intervention pour le séminaire interdisciplinaire sur le développement durable (SIDD) sur le thème « Croissance verte, décroissance, développement durable : où allons-nous ? ». Événement scientifique, mais il y a une vingtaine d'objecteurs de croissance et militants de la transition locaux dans l'auditoire.

23 mai 2010, Mûr de Bretagne : « Les Villes en transition ». Intervention lors d'un atelier sur la sobriété énergétique, organisé par l'association écologiste Rêvolutives. Douze participants aux discussions.

27 mai 2010, Lyon : « Les Villes en transition ». Conférence publique (avec Mathilde Szuba) à l'occasion de l'exposition *« Villes du futur »* autour de l'architecte Luc Schuitten. Environ cinquante auditeurs.

21 août 2010, Arles : « Villes en transition et Plans de décroissance énergétique ». Intervention lors de l'université d'été d'ATTAC, organisée par Geneviève Azam et le groupe *« écologie et société »*. 60 auditeurs.

24 septembre 2010, Paris : « Villes en transition et militantisme de la sobriété ». Intervention dans le cadre du colloque *« Pour une socio-anthropologie de l'environnement »* organisé par le Cetcopra (Paris 1). Plusieurs militants parisiens ont fait le déplacement.

17 octobre 2010, Paris : « Les Villes en transition », présentation publique (avec Mathilde Szuba) dans le cadre du salon Felipe, salon du livre et de la presse écologiste. Près de 40 auditeurs.

3 novembre 2010, *France Culture* : « Transition Towns, version française ». Enregistrement public à Paris (avec Mathilde Szuba) de l'émission *Terre à terre*, animée par Ruth Stégassy, autour de la publication de la traduction française du *Manuel de transition* de Rob Hopkins. Faux direct, diffusé le matin du samedi 6 novembre. 60 auditeurs environ.

26 novembre 2010, Paris : « Les villes en transition : un exercice de prospective radicale et citoyenne », intervention dans le cadre du séminaire *« Ville post-carbone »* organisé à La Défense par l'Ademe, le Ministère de l'environnement et l'Université de Tours (Cyria Emilianoff, Jacques Theys et Éric Vidalenc). Événement scientifique, mais une petite vingtaine d'objecteurs de croissance et militants de la transition locaux sont dans l'auditoire.

9 décembre 2010, Paris : « Qu'est-ce qu'un Plan de descente énergétique ? », présentation (avec Mathilde Szuba) à l'invitation d'un groupe de transition d'Île-de-France. Environ 50 auditeurs.

18 décembre 2010, Paris : « Des plans de limitation énergétique pour la décroissance », présentation dans le cadre des tables-rondes *Entropia* autour de la publication du 9ème volume : *Contre-pouvoirs et décroissance*. Environ 120 auditeurs.

2011 :

14 janvier 2011, Lille : « Villes en transition et plans locaux de décroissance énergétique ». Présentation à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), à l'occasion de l'AG constituante de l'association des Amis de Klimato (fondées à l'initiative d'un groupe incluant des objecteurs de croissance lillois). Environ 30 auditeurs.

11 février 2011, France culture : émission *Le Champ des possibles*. Avec Mathilde Szuba, nous sommes invités à intervenir sur le thème des Villes en transition, en contrepoint des deux autres invités, Isabelle Frémeaux et John Jordan, co-auteurs d'un ouvrage intitulé *Les Sentiers de l'utopie* qui parle, entre autres, de l'expérience de Totnes.

11 février 2011, Lille : « Des récits pour apprendre à croire : le cas des Villes en transition ». Intervention et animation d'un débat à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), suite à une pièce de théâtre sur Jonas par l'auteur écologiste Joël Campagne. Environ 40 personnes présentes.

5 mars 2011, Saint-Jean-du-Gard : « Territoires en transition et plans de descente énergétique ». Présentation-débat sur demande du MOC et du groupe local d'ATTAC. Près de 40 participants à notre atelier.

5 mars 2011, Radio Larzac. Interview croisée (avec Michel Lepesant du MOC et Mathilde Szuba) suite à notre atelier.

12 mars 2011, Lyon : « Résiliences et Villes en transition ». Conférence-débat dans le cadre d'un cycle de conférences adossé au salon Primevère. Environ 80 auditeurs.

15 avril 2011, Radio Cité Vauban. Enregistrement d'une discussion d'une heure pour l'émission écologiste de cette radio locale, avec Mathilde Szuba, sur invitation d'objecteurs de croissance lillois.

19 août 2011, Clermont-Ferrand : « Les Villes en transition ». Participation à un forum sur l'urbanisme durable dans le cadre des journées d'été nationales d'EELV. Parmi les intervenants : Emmanuel Cau (vice-président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais) et Claire Monod (conseillère régionale d'Ile-de-France). Environ 200 auditeurs.

10 novembre 2011, Paris : « Cultures en transition », participation à une table ronde organisée par *Silence* et *Nature et Progrès*, dans le cadre du Salon Marjolaine. Autres intervenants : Michel Bernard (magazine *Silence*), Pierre Bertrand (Trièves en transition),

Ralph Bölke (Paris en transition), Mathilde Szuba (doctorante Ademe-Cetcopra). Environ 150 auditeurs.

6 décembre 2011, Paris : « Les villes en transition ». Participation à une table-ronde dans le cadre d'une conférence préparatoire à la rédaction d'un Agenda 21 régional. Parmi les autres intervenants : Mathilde Szuba (doctorante Ademe-Cetcopra), Lucia Penozzi (Slow food France). Environ 30 auditeurs.

2012 :

16 mars 2012 : conférence sur la décroissance à Paris. Table-ronde organisée par la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, dans le cadre du cycle *« La décroissance a-t-elle un avenir ? »*, sur le thème : *« Le pari écologique »*. Intervenants : Yves Cochet, Luc Semal, Élisabeth Laville et Alice Leroy. Une centaine d'auditeurs.

19 mars 2012, Lille : « Villes en transition et pic pétrolier ». Conférence-débat à l'Université catholique de Lille, dans le cadre d'un cycle de conférence Énergie et société à l'initiative de l'Institut de recherche sur le développement durable (IRDD). Environ 150 auditeurs.

3- Principaux résultats électoraux de la décroissance en France

La stratégie électorale est une question extrêmement controversée au sein du mouvement de la décroissance, à l'origine de très nombreuses brouilles, scissions et clivages internes. Si tous les objecteurs de croissance s'accordent sur la dimension politique de leur mouvement, ils se déchirent en revanche régulièrement sur deux points :

- Faut-il accepter de jouer le jeu électoral en présentant des candidats aux élections ? Ou faut-il privilégier des formes d'action politique non-électorales ?
- S'il faut participer aux élections, alors les candidatures doivent-elles être autonomes, pour offrir une tribune aux idées de la décroissance mais sans véritablement chercher à l'emporter ? Ou faut-il au contraire tenter de construire des alliances potentiellement majoritaires ? Et dans ce cas, avec quels alliés : EELV, NPA, Front de Gauche ?

La chronique des principaux résultats électoraux attribués à la décroissance, ci-dessous, a été rédigée en recueillant les résultats officiels, complétés par des consultations d'archives, des entretiens spécifiques, de la littérature grise, et d'autres données déjà rassemblées auparavant par Timothée Duverger[1].

Quelques candidatures pour la décroissance existent aussi en Belgique, en Suisse, au Québec et en Italie, dont nous n'avons pas recueilli les données avec autant de précision. Elles sont à peu près aussi rares et obtiennent généralement des résultats équivalents.

Présidentielles 2002 :

L'agronome Pierre Rabhi, soutenu notamment par un collectif d'objecteurs de croissance, ne parvient pas à réunir les 500 signatures qui lui auraient permis de se présenter aux élections présidentielles.

[1] Timothée Duverger, 2011, *op. cit.*, p.212-223.

Législatives 2002 :

Aucune structure partisane n'existe encore à cette date, et la décroissance commence à peine à faire parler d'elles dans quelques revues écologistes engagées (notamment *Casseurs de Pub* et *Silence*).

Circonscription	Candidat	Étiquette	1er tour		2nd tour	
			Voix	%	Voix	%
2e du Rhône	Vincent Cheynet	Décroissance	301	0,70%	/	/

Présidentielles 2007 :

Dès 2005, certains groupes d'objecteurs de croissance lancent des appels à l'unité en vue de présenter des candidats aux législatives et à la présidentielle de 2007. L'équipe du journal *La Décroissance*, autour de Vincent Cheynet, plaide vigoureusement en ce sens, mais l'idée est très loin de faire consensus dans les réseaux déjà restreints du mouvement. Quelques noms sont avancés pour la présidentielle – Jacques Testart, Pierre Rabhi, Paul Ariès – mais aucun d'eux n'estime les conditions raisonnablement réunies pour véritablement se lancer. Des États généraux de la décroissance sont prévus pour le 15 octobre, en vue desquels un début de programme est ébauché, mais aucun accord n'est atteint. Au contraire, des clivages profonds se dessinent à cette occasion, qui persisteront sous forme de violentes querelles internes pendant les années suivantes.

En 2006, Nicolas Hulot lance son « Pacte écologique ». Les réseaux de la décroissance sont généralement sceptiques à l'égard de l'engagement de l'animateur de TF1. Quant à l'équipe du journal *La Décroissance*, elle lui est franchement hostile, car elle voit en lui l'idéal-type des *« éco-tartuffes »* qu'elle dénigre chaque mois. Elle lance donc un contre-pacte, dit *« Pacte contre Hulot »*, qui a été actif quatre ans, récoltant près de 11000 signatures (http://pacte-contre-hulot.org/, consulté le 15 mai 2011). Hulot sera également considéré par le journal comme l'un des principaux responsables de la *« supercherie »* du Grenelle de l'environnement. Dans les années qui suivent, le journal attaque violemment non seulement Hulot lui-même, mais aussi tous les objecteurs de croissance qui prétendraient coopérer avec lui : Jean-Paul Besset, Pierre Rabhi, Yves Cochet, etc. Cette tendance croissante du journal à *« désigner des coupables »* débouchera sur d'innombrables conflits internes, bien sûr motivés

par de nettes divergences stratégiques ou idéologiques, mais aussi par d'inépuisables querelles de personnes.

Chez les Verts, le député de Paris Yves Cochet participe aux primaires internes de son parti en proposant une campagne axée sur les thèmes du pic pétrolier et de la décroissance (déjà développés dans son livre-programme *Pétrole apocalypse*, paru en 2005). Au second tour qui l'oppose à Dominique Voynet, il arrive légèrement en tête, mais avec une avance si réduite que les résultats sont très contestés. Un nouveau second tour est organisé, au bout duquel il est finalement devancé de seulement 57 voix.

L'ex-leader syndicaliste José Bové obtient les 500 signatures pour se présenter à la présidentielle, soutenu par divers collectifs à dominantes altermondialistes et anticapitalistes, généralement issus de la campagne pour le « non de gauche » au référendum de 2005 sur le Traité Constitutionnel Européen. Il avait auparavant explicitement manifesté son intérêt pour les idées de la décroissance[1]. Plusieurs groupes d'objecteurs de croissance, autour notamment de Paul Ariès, le soutiennent d'abord. Certains intègrent même son équipe de campagne. Mais Ariès et d'autres prennent finalement publiquement leurs distances avant le premier tour, en reprochant au *« candidat condamné»* de ne pas s'attaquer frontalement au problème de la croissance. José Bové obtient finalement 1,32% des suffrages (483 008 voix).

Législatives 2007 :

Les groupes d'objecteurs de croissance favorables à des candidatures pour la décroissance aux élections nationales ne sont pas parvenus à s'accorder sur un nom pour la présidentielle. Pour les législatives, le tout jeune **PPLD** prend l'initiative de présenter onze candidats, auxquels il faut ajouter, pour Les Verts, le député sortant, **Yves Cochet**, qui sera réélu et restera le seul objecteur de croissance de l'Assemblée nationale.

Circonscription	Candidat	Étiquette	1er tour		2nd tour	
			Voix	%	Voix	%
4e du Haut-Rhin	Serge Sonnino	PPLD	93	0,24%	/	/
2e du Haut-Rhin	Jean-Pierre Frick	PPLD	1141	2,71%	/	/
7e de Seine-Maritime	Stéphane Madeleine	PPLD	170	0,51%	/	/
2e de Dordogne	Boris Coquard	PPLD	248	0,48%	/	/

[1] José Bové, « Debout contre la croissance », *La Décroissance*, n°31, avril 2006, p.3.

1ère de Gironde	Jean-Luc Coudray	PPLD	365	0,72%	/	/
1ère de la Loire	Yves Scaviner	PPLD	96	0,26%	/	/
2e de la Loire	Bruno Clémentin	PPLD	126	0,48%	/	/
17e de Paris	Abdelhak-Salik Branki	PPLD	106	0,31%	/	/
2e de la Nièvre	Julien Gonzalez	PPLD	198	0,54%	/	/
2e du Rhône	Vincent Cheynet	App. PPLD	467	1,07%	/	/
3e du Rhône	Sophie Divry	App. PPLD	413	1,03%	/	/
11e de Paris	Yves Cochet	Les Verts	13927	35,79%	21210	57,17%

(Source : http://www.partipourladecroissance.net/?page_id=210, consulté le 8 avril 2012)

Municipales 2008 :

Commune	Candidat	Etiquette	1er tour		2nd tour	
			Voix	%	Voix	%
Monchy-au-Bois (62)	O. Bouly	PPLD	29	6,90%	/	/
Paris (7ème arr.)	S. Branki	PPLD	80	0,45%	/	/
Lyon (1er arr.)	S. Divry	LCR-La décr. (tête de liste)	1324	13,13%	/	/
St-Genest-Lerpt (42)	J.-P. Lyonnet	Div. Gauche (liste unitaire)	2010	68,00%	/	/
Varennes-Vauzelles (58)	J. Gonzalez	Sans étiquette (liste unitaire UDF-Modem)	871	17,86%	/	/
St-Nazaire (44)	Th. Brulavoine	MOC	2905	12,24%	4226	17,69%

(Source : http://www.partipourladecroissance.net/?page_id=197, consulté le 8 avril 2012)

Cantonales 2008 :

Canton	Candidat	Étiquette	1er tour	
			Voix	%
Le Havre - 1 (76)	Stéphane Madeleine	PPLD	168	2,87%
Pougues-les-Eaux (58)	Julien Gonzalez	Ecolos (+ soutien PPLD)	92	7,96%

(Source : http://www.partipourladecroissance.net/?page_id=197, consulté le 8 avril 2012)

Européennes 2009 :

En vue de ces élections, le MOC et le PPLD s'associent au sein de l'**AdOC** (Association des objecteurs de croissance), pour présenter des listes « Europe-décroissance » dans 6 des 8 grandes régions. Mais ils disposent de trop peu de ressources pour faire imprimer des bulletins de vote, si bien que les électeurs potentiels sont supposés imprimer eux-mêmes leur bulletin avant d'aller voter. Au final, les résultats obtenus par ces listes sont dérisoires, et bien plus faibles que lors des élections précédentes. Des groupes d'objecteurs de croissance extérieurs à l'AdOC critiquent d'ailleurs vivement ce qu'ils considèrent comme une forme d'amateurisme, ou de demi-mesure, dont le principal résultat serait d'amener les journalistes et la population à la conclusion que la décroissance ne pèse qu'autour de 0,03% en France.

Grande région	Tête de liste	Étiquette	1er tour	
			Voix	%
Nord-Ouest	Virginie Verhassel	Europe Décroissance	592	0,02%
Ouest	Thierry Brulavoine	Europe Décroissance	1374	0,05%
Est	Catherine Bahl	Europe Décroissance	941	0,04%
Sud-Ouest	Sylvie Barbe	Europe Décroissance	827	0,03%
Sud-Est	Annie Vital	Europe Décroissance	1278	0,04%
Ile-de-France	Jean-Luc Pasquinet	Europe Décroissance	1031	0,04%

(Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_pour_la_d%C3%A9croissance, consulté le 8 avril 2012).

Régionales 2010 :

Pour ces élections, l'AdOC présente **deux listes autonomes** (en Alsace et en Franche-Comté), et intègre **deux listes communes** avec le NPA et le Front de Gauche : l'une en Languedoc-Roussillon (8,6% au 1er tour) et l'autre dans le Limousin (13,13% au 1er tour, puis 19,10% au second).

Région	Tête de liste	Étiquette	1er tour	
			Voix	%
Alsace	Manuel Santiago	Écologie sociale, solidaire et décroissante	8376	1,61%
Franche-Comté	Claude Buchot	Écologie solidaire en Franche-Comté	4471	1,12%

(Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_pour_la_d%C3%A9croissance, consulté le 8 avril 2012).

Cantonales 2011 :

Canton	Candidats	Étiquette	1er tour	
			Voix	%
Conflans-Ste-Honorine (78)	Chr. Ondet & A.-I. Veillot	Décroissance	6	0,07%
Le Havre - 4 (76)	Th. Avenel & A. Coudrain	Décroissance	35	1,10%
Le Havre - 9 (76)	N. Perret & St. Madeleine	PPLD	15	0,42%
St-Etienne-du-Rouvray (76)	Ph. Renoult Oissel	Décroissance	21	0,32%
Rouen - 7 (76)	G. Mannig	Décroissance	27	0,92%
Rouen - 6 (76)	I. Plouchard	Décroissance	26	0,59%
Alfortville-Sud (94)	B. Geraud	Décroissance	0	0,00%
Le Châtelard (73)	S. Rochex & C. Serpollet	Décroissance	32	1,55%
Besançon Nord-Ouest (25)	H. Drouot	OC-Décroissance	94	3,39%
Lons-le-Saunier Nord (39)	J. Da Rocha	OC-Décroissance	212	4,36%
Mas-d'Azil (09)	R. Bordallo	EELV-PG-NPA-PPLD-PO	285	14,60%
Maillezais (85)	M. Mengneau	OC-Divers	143	3,10%

(Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_pour_la_d%C3%A9croissance, consulté le 8 avril 2012).

Présidentielles 2012 :

En avril 2010, un appel est lancé par le journal *La Décroissance* en faveur de la candidature de **Paul Ariès** aux présidentielles de 2012. Un site internet présente les principaux axes d'une éventuelle campagne (http://objecteursdecroissance2012.fr/, consulté le 12 avril 2012). Cependant, en l'absence d'unanimité entre les principaux courants de la décroissance, Ariès décide de se retirer, pensant qu'aucune autre candidature n'émergera. Suite à ce retrait, l'équipe du journal *La Décroissance* décide tout de même de soutenir une candidature spontanée : celle de l'ex-Vert **Clément Wittmann**, objecteur de croissance sans notoriété particulière, qui sillonnera la France à vélo pour recueillir les 500 signatures, mais sans y parvenir. Paul Ariès, désormais en conflit avec le journal, apportera en mars 2012 son soutien à **Jean-Luc Mélenchon**, alors en pleine ascension dans les sondages. Depuis quelques années déjà, Ariès s'était rapproché du Parti de Gauche (PG), dont le programme redistributif

lui paraissait partiellement compatible avec les idées de la décroissance. Mélenchon déclare en avril 2012 reconnaître l'utilité de *« la force d'interpellation »* de l'idée de décroissance, et affirme éviter désormais le mot *« croissance »* pour lui préférer celui de *« relance »*. (Source : http://www.lepartidegauche.fr/editos/arguments/1295-entretien-avec-jean-luc-melenchon-dans-le-magazine-la-decroissance#.UCE5j1LjbaQ, consulté le 12 avril 2012).

Parallèlement, le **PPLD**, qui refuse la logique de la personnalisation propre à une campagne présidentielle, propose une candidature collective dite **« candidature de l'escargot »**. Cette initiative suscite de vives critiques dans les collectifs d'objecteurs de croissance qui pensent utile de jouer sérieusement le jeu électoral, et qui craignent que la décroissance soit plutôt discréditée que servie par ce type d'actions. L'objectif poursuivi est évidemment d'attirer l'attention des médias, et non d'aller jusqu'au bout de cette candidature qui, comme chacun s'y attendait, ne rassemblera pas les 500 signatures nécessaires. On notera qu'une campagne similaire, dite **« Tous Candidats »**, a été menée pendant la même période par l'association Colibris, proche de Pierre Rabhi, qui reprenait plusieurs thématiques directement inspirées de la décroissance et de la transition. (Voir : www.touscandidats2012.fr, consulté le 12 avril 2012).

À Europe Écologie-Les Verts (EELV), des primaires internes sont organisées au printemps 2011. **Yves Cochet** se déclare candidat pour développer les thèmes de la décroissance et du pic pétrolier. Néanmoins, ainsi qu'il l'avait annoncé, il se retire pour soutenir **Nicolas Hulot** dès que celui-ci se déclare candidat à son tour. L'entrée en scène de Hulot suscite cependant la colère de plusieurs groupes d'objecteurs de croissance, qui lui reprochent ses liens avec TF1 et diverses multinationales, ainsi que la *« supercherie »* du Grenelle de l'environnement. Parmi les plus critiques, **Stéphane Lhomme**, ex-porte-parole de Sortir du Nucléaire devenu chroniqueur au journal *La Décroissance*, décide de se présenter, lui aussi, à ces primaires, en tant que candidat anti-Hulot. Dès lors, les débats qui précèdent le 1er tour des primaires prennent une tournure très polémique, **Eva Joly** semblant profiter de la rhétorique anti-Hulot. Eva Joly arrive finalement en tête au 1er comme au 2nd tours des primaires. Les objecteurs de croissance qui soutenaient Hulot, comme ceux qui soutenaient Joly pour faire barrage à Hulot, se voient finalement marginalisés dans l'équipe de campagne de la candidate officielle, qui ne souhaite pas mener une campagne trop catastrophiste, et qui, de fait, ne développera pas les thèmes de prédilection de la décroissance en tant que candidate officielle d'EELV.

4- Portrait des principaux militants régulièrement observés

Cette annexe présente les profils des militants dont nous avons fait un suivi régulier au fil des années et qui apparaissent dans ce travail. L'âge indiqué correspond à celui du militant au moment de notre première prise de contact, et il s'agit donc de l'âge à partir duquel nous avons pu établir un contact régulier avec lui ou elle. Le choix d'une méthode ethnographique qui favorisait l'observation participante nous a amené à renoncer à une formalisation trop stricte des entretiens : en effet, notre objectif était surtout de saisir un moment de basculement dans les trajectoires politiques individuelles et collectives, qui se manifeste par une renégociation laborieuse – et largement inachevée – des discours, des idées et des pratiques politiques. Pour ce sujet précis, il ne nous semblait donc pas adéquat de figer artificiellement la parole des militants à un instant donné, dans le cadre d'un entretien formel, et nous avons plutôt tenté de rendre compte de l'aspect dynamique de ces portraits catastrophistes en accompagnant ces individus dans la durée.

Tous les prénoms ont évidemment été modifiés.

Béatrice (30 ans en 2007) : ancienne militante des jeunes Verts, elle était déjà active dans diverses associations et revues écologistes quand elle a commencé à s'investir davantage dans les réseaux de la décroissance. Nous l'avons rencontrée en marge d'événements militants co-organisés par les petites associations lilloises proches des thèses de la décroissance. Ses activités politiques l'amenant fréquemment à se déplacer en France, nous avons pu lui rendre service en l'hébergeant occasionnellement après qu'elle avait quitté Lille. Elle est ainsi devenue pour nous une informatrice régulière concernant les réseaux de l'écologie radicale, et notamment de la décroissance. Consacrant beaucoup de temps au militantisme, elle a alterné pendant la durée de notre étude des périodes de chômage volontaire, de bénévolat, et de petits boulots investis d'un sens politique (notamment dans le milieu associatif).

Bertrand (29 ans en 2006) : militant anti-pub et objecteur de croissance depuis 2005, il était aussi l'un des animateurs les plus actifs du réseau lillois de la décroissance. Avec Marine, il était le co-organisateur du *« café décroissance »* mensuel dans un café alternatif, où les militants discutaient avec un intervenant d'une des dimensions de la décroissance : rapport

à la technique, au travail salarié, à la coopération, à la voiture, etc. Il est aussi l'un des membres actifs du collectif local des *« déboulonneurs »*, qui barbouillent des panneaux publicitaires et réclament une restriction, voire une interdiction de la publicité dans les lieux publics. Il est l'un des initiateurs du groupe de théâtre satirique, au nom ironique d'*« Église de la Très Sainte Consommation »*, qui organise chaque mois un événement public sous forme de théâtre de rue. Nous l'avons rencontré pour la première fois alors que nous commencions seulement à élaborer notre sujet de doctorat, en 2006. Ensuite nous l'avons régulièrement côtoyé lors des actions militantes que nous venons de décrire, mais aussi lors d'événements à caractère privé : soirée ou repas avec d'autres militants dans leurs domiciles privés, ateliers improvisés de préparation de savon biologique, coup de main pour la préparation d'un événement militant, etc. Il nous a rejoint sur notre lieu de vacances avec plusieurs de ses amis de militantisme en août 2007, dans le Limousin : ils étaient dans la région pour assister aux rencontres nationales des objecteurs de croissance à une vingtaine de kilomètres de là (Royère-de-Vassivières), mais leur matériel de camping avait été trempé par les averses. Ces quelques jours de vacances communes ont permis d'établir une proximité et des relations de confiance que nous avons ensuite maintenues pendant les années suivantes.

Boris (28 ans en 2007) : après un Master de philosophie, il a choisi de poursuivre ses études en faisant une thèse gravitant beaucoup autour de la notion de décroissance. Sans être politiquement très engagé, ses travaux l'ont progressivement amené à être sollicité par divers collectifs locaux ou réseaux nationaux, et donc à participer au travail collectif de structuration et de légitimation d'une espace intellectuel autour des idées de la décroissance. Cela l'a aussi conduit à contribuer régulièrement aux journaux et aux revues de ces réseaux. Nous l'avons rencontré dans le cadre de séminaires et d'ateliers universitaires consacrés à la question de la décroissance, et la proximité de nos sujets d'étude nous a permis de construire un échange régulier à ce sujet.

Bridget (54 ans en 2008) : elle était l'une des principales animatrices du groupe de transition d'Exeter (Devon). Nous l'avons contactée et rencontrée pour la première fois en novembre 2008, à la veille d'une journée publique d'ateliers qu'elle allait organiser avec son groupe. Nous avons passé avec elle la soirée du 14 novembre 2008 dans un petit restaurant, et nous avons convenu que nous l'aiderions le lendemain pour la logistique des ateliers : tables à préparer, nettoyage de la vaisselle, etc. La journée du 15 novembre nous a donc permis de rester avec elle pendant plusieurs heures, de suivre ses impressions, etc. Puis, le lendemain (16 novembre), elle nous a invité chez elle pour le repas de midi avec sa famille, et nous

avons passé l'après-midi avec elle à la faire raconter son parcours militant depuis la fin des années 1970, ce qui nous apprit qu'elle avait vécu une expérience communautaire, et que son engagement au sein de la transition était une sorte de retour au militantisme après avoir élevé ses enfants. Nous l'avons encore retrouvée le 12 juin 2010, lors des rencontres nationales du *Transition Network* à Newton Abbot (Devon), où elle nous expliqua notamment avoir découvert et intégré la notion de décroissance (qu'elle n'utilisait guère auparavant). Entre ces rencontres, nous avons suivi l'activité de son groupe local de transition via le blog qu'ils animent sur Internet, et sommes resté avec eux en contacts espacés, mais cordiaux.

Casimir (38 ans en 2006) : architecte lillois, membre de plusieurs petites associations écologistes locales, son engagement en faveur de la décroissance a surtout pris la forme de choix professionnels atypiques, orientés vers l'habitat partagé ou l'architecture écologique. Nous l'avons rencontré en marge d'événements organisés par le groupe local de décroissance, notamment des conférences, et avons progressivement établi des relations de confiance – par exemple en partageant régulièrement des repas, y compris chez lui. Il affichait dès le départ une sympathie personnelle pour les notions telles que la frugalité ou la simplicité volontaire, mais il a sensiblement approfondi cette démarche au fil des années, par exemple en réduisant assez drastiquement ses déplacements, y compris professionnels.

Christophe (35 ans en 2010) : ingénieur spécialiste des questions énergétiques, nous l'avons rencontré en 2010, alors que son nom commençait à circuler dans les réseaux français de la transition (qui n'en étaient alors qu'à leur début). Il commençait alors à être identifié en tant qu'expert engagé, très impliqué dans la réflexion politique naissante sur le problème des politiques locales de résilience face au choc du pic pétrolier. Au fil des années, il est parvenu à s'établir comme consultant, et à faire de ses interventions publiques sa principale activité professionnelle. Nous l'avons régulièrement côtoyé, en marge de séminaires organisés par les réseaux français de la transition.

David (49 ans en 2012) : ingénieur habitant dans la petite ville de Lewes (Sussex), il a rejoint le groupe local de transition après avoir assisté à une conférence organisée par celui-ci, vers 2006, sur le pic pétrolier. Il a alors opéré une reconversion professionnelle qui l'a amené à travailler pour une coopérative locale d'énergies renouvelables initiée par le groupe local de transition. Il est l'un des rares militants que nous avons rencontrés trop tard pour vraiment pouvoir suivre son évolution.

Deborah (50 ans en 2008) : elle est l'une des premières militantes de la transition que nous avons rencontrées à l'occasion des rencontres nationales du mouvement, en avril 2008, à Cirencester (Gloucestershire). Très enthousiaste à l'idée que nous lui fassions mieux connaître les mouvements français équivalents au sien, elle nous a rapidement proposé de passer quelques jours chez elle dans les mois qui suivraient. Nous avons ainsi pu passer trois jours en observation participante avec son groupe de transition, dans la petite ville côtière de Seaton (Devon), en novembre 2008. Elle nous a ensuite recommandé à d'autres groupes que nous souhaitions contacter – ce qui, par la suite, nous a grandement facilité l'accès au terrain. Conseillère municipale, elle a tenu à nous présenter au personnel de la mairie pour faire savoir que des chercheurs venaient exprès de France pour se renseigner sur son action. Elle a également prévenu le journal local, qui a ensuite publié un petit article sur nous à cette occasion. Nous avons logé pendant trois jours avec sa famille, et avons profité de ces moments pour retracer l'histoire biographique du couple, qui avait fait son retour à la terre à la fin des années 1970 en achetant une ferme qu'ils exploitèrent pendant une trentaine d'années. Nous avons retrouvée Deborah en juin 2010, lors des rencontres annuelles du réseau de la transition à Newton Abbot (Devon). Nous sommes resté en contact régulier entre-temps, notamment par courrier, car elle nous envoyait de la documentation sur l'avancement de leurs projets locaux.

Diana (65 ans en 2008) : militante écologiste depuis les années 1970, employée d'une ONG militant pour l'accès des femmes du tiers-monde aux moyens contraceptifs, elle a fondé le groupe de transition de son quartier londonien, avec son mari Ken. Elle est parallèlement très active dans le *Climate Action Network*. Nous l'avons rencontrée en 2008, pour aller en covoiturage avec elle et Ken aux rencontres nationales du mouvement de la transition à Cirencester (Gloucestershire). Nous avons été hébergé chez eux pendant trois jours en mai 2011, et sommes resté en contact épistolaire.

Dorothée (24 ans en 2010) : étudiante à Sciences Po Paris, elle nous avait contacté en marge de notre cours sur les *« théories et politiques de la décroissance »*. Elle cherchait alors une structure où elle pourrait avoir une première expérience professionnelle, dans le domaine de l'environnement. Par intérêt personnel, elle aurait souhaité travailler dans une optique plus proche de la décroissance que de la croissance verte, mais hésitait à refuser les offres de stage plus conventionnelles qui lui étaient déjà parvenues. Nous sommes resté en contacts espacés par la suite.

Dylan (53 ans en 2010) : il est l'un des principaux animateurs du groupe thématique *Building and housing* du groupe de Totnes en transition, il est aussi l'auteur d'un ouvrage à ce sujet. Nous l'avons rencontré pendant les journées nationales du mouvement de la transition à Newton Abbot (Devon), en juin 2010. Dans la foulée, il a accepté de nous héberger trois jours chez lui près de Totnes, et que nous l'accompagnions à des réunions du groupe local. Nous avons effectué de longs entretiens avec lui à son domicile. Sa sensibilité d'extrême-gauche, assez rare dans les réseaux de la transition britanniques, faisait qu'il était particulièrement intéressé par notre approche comparative avec la décroissance française.

Fabien (38 ans en 2009) : médecin, militant à ATTAC, il vient nous parler à la suite de notre intervention pendant l'université d'été d'ATTAC. Très intéressé, il souhaite alors en savoir plus. Un an plus tard, il sera devenu l'un des principaux animateurs du groupe de transition d'Ile-de-France. Nous l'avons retrouvé au Sommet climatique de Copenhague en décembre 2009, lors d'un atelier animé par des membres du réseau britannique de la transition. À partir de ce moment, nous le recroisons très régulièrement à l'occasion des événements organisés par les réseaux de la transition, et il deviendra l'un de nos informateurs réguliers pour la région parisienne et pour le *« groupe de liaison nationale »* qui se créera peu de temps après. D'abord dubitatif à l'égard de la décroissance, il va progressivement évoluer jusqu'à s'approprier ce mot d'ordre. Il s'est rendu à Totnes pour suivre la formation dispensée par le réseau britannique de la transition, et il s'est également rendu à plusieurs rencontres nationales qui se tenaient en Angleterre.

Fanny (34 ans en 2006) : architecte, elle milite dans une association lilloise pour un habitat écologique partagé. Nous la croisons régulièrement lors des événements lillois autour de l'écologie et de la décroissance.

Fred (26 ans en 2006) : professeur de sciences physiques en collège, militant dans une branche locale de Greenpeace, il est très impliqué dans les milieux de l'écologie radicale à Lille. Nous le côtoyons régulièrement lors des événements lillois autour de l'écologie et de la décroissance, lors desquels il intervient souvent publiquement. Nous avons perdu sa trace vers 2010.

Harry (52 ans en 2010) : écologiste radical vivant à Macchynlleth (Pays de Galles), il soutient le groupe local de transition, mais n'y participe pas directement, parce qu'il estime que ce mouvement accorde trop d'importance au pic pétrolier par rapport au réchauffement

climatique, et qu'il n'est pas suffisamment anticapitaliste. Nous avons réalisé un entretien avec lui à son domicile, le 22 juin 2010.

Henri (48 ans en 2009) : militant à ATTAC, il vient nous parler à la suite de notre intervention pendant l'université d'été d'ATTAC, en compagnie de Fabien. Un an plus tard, lui aussi sera devenu l'un des membres les plus actifs du réseau francilien de la transition. Il s'est rendu à Totnes pour suivre la formation dispensée par le réseau britannique de la transition. À partir de 2011, il s'est fortement investi dans les campagnes d'ATTAC contre l'extractivisme, et dans les mobilisations contre les gaz de schiste en Ile-de-France.

Indiana (35 ans en 2010) : lorsque nous le rencontrons en juin 2010, il est employé à Totnes par le groupe local de transition. Il s'occupe notamment des formations dispensées par le mouvement, mais aussi de l'animation du groupe local. Il achève alors une phase de reconversion professionnelle, après avoir été guide de nature pour des expéditions inter-continentales. En tant que formateur, il a été amené à dispenser des formations à des groupes non-anglophones, par exemple à Barcelone (ce qui l'a amené à constater directement des divergences dans l'appropriation politique de la transition selon les cultures nationales). Nous l'avons retrouvé en juin 2012, pendant plusieurs journées de séminaire à Totnes. Il avait alors fondé une micro-entreprise d'organisation de *« visites guidées de la transition »*, en accord avec le groupe local, contribuant ainsi à la professionnalisation du mouvement.

Isabelle (25 ans en 2006) : elle a étudié dans un Institut d'Études Politiques de province, au début des années 2000. Au cours de sa formation, elle est amenée à suivre des enseignements consacrés à la question du développement durable, et décide de se spécialiser sur les problématiques environnementales. Au cours de sa dernière année de formation, en 2006, elle effectue un stage de six mois pour le service développement durable d'une grande collectivité territoriale, avant d'enchaîner quelques emplois temporaires chez les Verts. Mais dans le même temps, elle commence à participer à diverses actions militantes où elle côtoie des objecteurs de croissance – manifestations à vélo, déboulonnages de publicités dans la ville, etc. Lorsqu'elle raconte cette période, elle met en avant les incohérences qui lui apparaissaient alors de plus en plus flagrantes entre l'action des élus verts avec lesquels elle travaillait, d'une part, et l'ampleur sans commune mesure des problèmes environnementaux et sociaux, d'autre part. En 2007-2009, elle est en froid avec les verts et milite dans divers collectifs libertaires ou se revendiquant de la décroissance. Parallèlement, elle s'engage dans une démarche radicale de simplicité volontaire, par exemple en se contentant volontairement du RMI pendant plusieurs mois de manière à dégager davantage de temps pour militer. Cela

ne va pas sans générer de tensions avec son entourage familial, mais aussi amical, qui se renouvelle en grande partie à cette occasion – *« Tu es en train de te désocialiser, ton diplôme perd de la valeur chaque année »*, lui dit alors une de ses camarades de promotion. En 2010-2011, après avoir souffert d'un sentiment d'isolement social, elle retravaille pour différentes associations, mais conserve un mode de vie volontairement simplifié – habitat en colocation, pas de voiture, pas de frigo, pas d'avion, etc. Elle dit suivre avec intérêt les propositions et les actions du mouvement de la transition, et s'appuie souvent dessus pour amener la structure militante qui l'emploie désormais à intégrer la perspective de ruptures énergétiques majeures à court terme. Elle nous a un jour présenté Noémie en ces termes : *« C'est mon amie, nous partageons la même manière de voir le monde… et de voir la fin du monde ! [en riant] »*. Nous nous sommes très régulièrement entretenu avec elle tout au long de notre recherche.

John (59 ans en 2009) : dans sa jeunesse, après des études d'agronomie, il a vécu dans la ferme de John Seymour (écologiste britannique et figure de l'autosuffisance rurale depuis les années 1970). Lorsque nous l'avons rencontré en octobre 2009, il était membre du groupe de transition de Langport (Somerset). Il s'inquiète particulièrement de l'épuisement des sols et de la difficulté à mettre en place une agriculture post-pétrole.

Ken (80 ans en 2008) : militant écologiste de longue date, il a été le cofondateur avec sa femme Diana du groupe de transition de son quartier à Londres. Il avait été officier dans l'armée britannique d'occupation en Inde, et en a gardé un regard critique sur le développement à l'occidentale. Nous l'avons rencontré en 2008, pour aller en covoiturage avec lui et Diana aux rencontres nationales du mouvement de la transition à Cirencester (Gloucestershire), où il était le doyen. Nous avons été hébergé chez eux pendant trois jours en mai 2011, et sommes resté en contact épistolaire.

Mandy (32 ans en 2008) : nous l'avons rencontrée en novembre 2008, alors qu'elle était employée par le groupe de transition de Totnes. Elle y était en charge de nombreux dossiers, notamment celui des échanges de jardins. De sensibilité nettement plus libertaire que les autres militants de la transition, elle avait longtemps milité dans les réseaux de la gauche radicale britannique, et participé à des mobilisations écologistes recourant à l'action directe. Comme Dylan, cela l'a amenée à s'intéresser à la décroissance, dont elle appréciait l'aspect anticapitaliste. Nous l'avons ensuite retrouvée à chacun de nos passages à Totnes, et notamment en juin 2010 et en juin 2012. Parallèlement à son travail pour le groupe local de transition, elle continue à s'investir à titre personnel dans des collectifs écologistes recourant à l'action directe.

Marine (27 ans en 2006) : militante anti-pub et objectrice de croissance depuis 2005, elle était l'une des animatrices les plus actives du réseau lillois de la décroissance. Elle a alterné des périodes de chômage volontaire avec des emplois ponctuels et politiquement marqués (par exemple dans un restaurant biologique). Avec Bertrand, elle était la co-organisatrice du *« café décroissance »* mensuel dans un café alternatif. Nous l'avons rencontrée pour la première fois quand nous commencions seulement à élaborer notre sujet de doctorat, en 2006. Ensuite nous l'avons régulièrement côtoyée lors des événements lillois autour de l'écologie et de la décroissance, mais aussi lors de soirées ou de repas avec d'autres militants dans leurs domiciles privés, ateliers improvisés de préparation de savon biologique, coup de main pour la préparation d'un événement militant, etc. Elle nous a rejoint sur notre lieu de vacances avec plusieurs de ses amis de militantisme en août 2007, dans le Limousin : ils étaient dans la région pour assister aux rencontres nationales des objecteurs de croissance à une vingtaine de kilomètres de là (Royère-de-Vassivières), mais leur matériel de camping avait été trempé par les averses. Ces quelques jours de vacances communes ont permis d'établir une proximité et des relations de confiance que nous avons ensuite maintenues pendant les années suivantes.

Nicolas (30 ans en 2006) : après avoir travaillé quelques années dans la publicité, il est devenu l'un des membres les plus actifs du réseau lillois de la décroissance vers 2005. Il a alors opéré une reconversion personnelle assez radicale, s'engageant dans une démarche de simplicité volontaire, et cherchant à s'installer comme paysan dans la région. Nous l'avons régulièrement côtoyé lors des événements lillois autour de l'écologie et de la décroissance, mais aussi lors de soirées ou de repas avec d'autres militants dans leurs domiciles privés. En 2012, il militait notamment pour l'habitat léger (yourtes) et pour le soutien à des projets agricoles atypiques (micro-fermes biologiques), qu'il conçoit comme le prolongement direct de ses engagements décroissants.

Noémie (26 ans en 2006) : elle a étudié dans un Institut d'Études politiques de province au début des années 2000. À l'occasion d'une année d'étude à l'étranger, elle a établi des contacts avec des militants environnementalistes et a effectué un stage pour un parti vert étranger. À son retour, elle suit une formation sur les politiques de développement durable. À l'époque, dit-elle, elle se retrouvait encore dans cette ligne et envisageait par exemple de travailler pour l'Ademe. En 2005 cependant, elle entend une conférence d'Yves Cochet sur le pic pétrolier et commence à se renseigner, puis à travailler sur ce thème. Elle adopte alors progressivement une démarche écologiste plus radicale, et s'investit dans les

réseaux lillois de la décroissance. En 2012, elle contribuait régulièrement à plusieurs revues écologistes et décroissantes. Nous nous sommes très régulièrement entretenu avec elle tout au long de notre recherche.

Oliver (55 ans en 2008) : médecin, membre du groupe de transition d'Exeter, nous l'avons rencontré à l'occasion d'une journée d'ateliers, au cours de laquelle il animait une discussion sur la médecine post-pétrole. Le soir, nous l'avons retrouvé chez lui pour un long entretien sur sa vision du mouvement de la transition et de l'avenir du monde.

Ophélie (36 ans en 2010) : militante très impliquée dans les réseaux écologistes lillois, elle était membre des Verts. De sensibilité décroissante, elle dit se retrouver dans le discours d'Yves Cochet. Très intéressée par le mouvement de la transition à partir de 2010, elle a suivi en 2012 une formation à Totnes, qui a accentué la dimension paradigmatique du pic pétrolier dans son action militante. Nous l'avons régulièrement côtoyée lors des événements lillois autour de l'écologie et de la décroissance.

Oswald (42 ans en 2009) : consultant sur la responsabilité environnementale, il a participé au lancement du groupe de transition de Glastonbury (Somerset). Il devient alors progressivement spécialiste de la résilience, et intègre de plus en plus cette dimension dans son travail. Il devient ainsi l'un des formateurs agréés du réseau national de la transition, et s'investit dans la coordination du réseau britannique. Nous l'avons retrouvé à l'occasion des rencontres nationales du réseau à Newton Abbot (Devon), en juin 2010.

Riley (45 ans en 2008) : il était déjà dirigeant d'une ONG régionale de promotion des transports doux lorsqu'il s'est rapproché du groupe fondateur de la transition à Totnes, vers 2006. Il a ensuite rejoint le groupe de transition de Bristol, et s'est activement investi dans le réseau de coordination national de la transition. Nous l'avons rencontré lors des rencontres nationales du mouvement en 2008 à Cirencester (Gloucestershire), puis à Bristol (Somerset) en novembre 2009 pour de longs entretiens, et en juin 2010 lors des rencontres nationales du mouvement à Newton Abbot (Devon).

Ross (65 ans en 2008) : figure locale de l'autosuffisance alimentaire et énergétique dans le Devon, il est fréquemment cité en exemple par les groupes de transition des alentours, et fait volontiers visiter sa maison écologique et permaculturelle. Pompier à la retraite, il a été influencé dans sa jeunesse par sa rencontre avec John Seymour. Nous l'avons rencontré chez lui pour un long entretien en présence de Deborah, qui nous avait présentés.

Stephen (51 ans en 2009) : militant de la transition à Glastonbury (Somerset), nous l'avons rencontré à l'occasion d'une journée d'ateliers organisée par le groupe local. Nous avons ensuite procédé à de plus longs entretiens avec lui, le soir même et le lendemain. Parallèlement à son engagement pour la transition, il militait avec le groupe local des Amis de la Terre contre l'installation d'un supermarché à Glastonbury.

Thilbault (35 ans en 2008) : ingénieur et enseignant dans le supérieur, spécialiste des questions énergétiques, membre des Verts, il est actif dans plusieurs associations écologistes lilloises. En tant qu'énergéticien et militant vert, il se retrouve globalement dans les discours d'Yves Cochet. Partant d'une réflexion sur la décroissance énergétique, ses travaux se sont progressivement recentrés sur la notion de sobriété énergétique. De plus en plus intéressé par la notion de résilience, il a suivi en 2012 une formation à Totnes. Nous l'avons régulièrement côtoyé lors des événements lillois autour de l'écologie et de la décroissance.

5- Document : « Le pari de l'effondrement »

Le document ci-dessous nous est parvenu alors que nous achevions la rédaction de cette thèse de doctorat. Il a été proposé par l'eurodéputé EELV Yves Cochet, en conclusion de son intervention dans un séminaire de l'Institut Momentum, à Paris, le 28 septembre 2012. Nous le reproduisons en l'état, note de bas de page incluses. Il nous a paru significatif par la façon dont il montre le mélange de certitude et d'incertitude qui fonde l'engagement catastrophiste : certitude qu'un *processus* de basculement du monde est en cours, mais incertitude quant à la date, au rythme et au déroulement des événements qui actualiseront ce basculement. Il faut enfin noter que même s'il présente une dimension ludique, l'acte de parier est aussi une façon d'afficher publiquement et de renforcer une croyance, en passant du stade de la conviction intime à celui de l'argumentation politique et de l'interaction sociale.

Le pari de l'effondrement[1]

Je parie que l'effondrement va arriver ….....

Je parie que l'effondrement n'arrivera pas ….....

Date du pari ….....

Date de la fin du pari ….....

Montant du pari (en équivalent Euro2012 à la date de fin du pari) .....…..

Agrément : A la fin du pari, les deux parieurs conviennent de se rencontrer et de rechercher un consensus sur le fait que l'effondrement a eu lieu. S'ils ne parviennent pas au consensus, le pari est déclaré nul et non avenu. S'ils y parviennent, le gagnant reçoit du perdant le montant du pari. Le pari peut être soldé avant sa date d'expiration convenue, si les deux parieurs s'en accordent. Si les deux parieurs sont incapables de se rencontrer à la date de fin du pari, ou avant cette date, celle-ci est automatiquement reportée jusqu'à ce que les parieurs se rencontrent pour solder le pari. Le pari est déclaré nul et non avenu si au moins l'un des deux parieurs meurt avant le solde.

Précisions : Le mot *« effondrement »* pouvant être soumis à interprétations subjectives, le texte ci-dessous tente d'objectiver la définition de ce mot[2]. Par *« effondrement »* nous entendons que les

[1] Ce texte est une adaptation libre d'une chronique parue le 28 août 2012 sur le site www.cluborlov.blogspot.fr

[2] Lors du premier séminaire de l'Institut Momentum, le 27 mai 2011, Yves Cochet avait défini l'effondrement comme *« le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie,*

composants essentiels de l'infrastructure de la vie en France, tels qu'énumérés ci-après, sont si dégradés que nos vies en sont profondément modifiées. Plus précisément, l'effondrement devra sans ambiguïté impliquer tous les composants suivants :

1- Le marché des actions aura subi un nouvel effondrement de magnitude supérieure à celui de 2008.
2- Plusieurs grandes banques auront fait faillite. Le Fonds de garantie des dépôts (créé en France par la loi du 25 juin 1999) aura été incapable de rembourser les déposants.
3- Le réseau électrique, à l'échelon régional, aura défailli de nombreuses fois. Les conséquences en cascade auront été le dépérissement du commerce.
4- Il y aura eu plusieurs pénuries d'énergies fossiles.
5- L'Internet sera pratiquement mort, avec des répercussions commerciales catastrophiques.
6- Le transport aérien sera devenu inaccessible à l'immense majorité de la population. La plupart des transports seront devenus rudimentaires, et sur de courtes distances.
7- De nombreuses écoles, collèges, lycées et universités seront fermés.
8- Les hôpitaux publics et la Sécurité sociale ne fonctionneront presque plus.
9- Beaucoup d'activités auront cessé d'exister. Les secteurs financiers et technologiques seront essentiellement anéantis.
10- L'approvisionnement en aliments et en eau potable sera devenu l'activité principale de presque tout le monde. Il y aura énormément de famines et de malnutritions. Les réseaux de ravitaillement seront réduits à l'échelle locale, principalement par les potagers familiaux.
11- Les pouvoirs politiques élus seront impuissants, et la majorité de la population sera dirigée par des leaderships locaux non-élus, éventuellement dictatoriaux.

Signatures :

Le parieur pour l'effondrement : ….....

Le parieur contre l'effondrement : ….....

Les témoins :
….....

….....

mobilité, sécurité) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi ». La définition d'aujourd'hui précise encore le sens du mot.

Bibliographie et filmographie

Les dates entre parenthèses indiquent l'année de la première édition originale. Quand plusieurs années sont indiquées, il s'agit d'un recueil d'articles ou de textes courts qui avaient originellement été publiés séparément.

Bibliographie

Abbey (Edward), *Le Gang de la clef à molette*, Paris, Gallmeister, 2006 (1975).

Abbey (Edward), *Le Retour du gang de la clef à molette*, Paris, Gallmeister, 2007 (1989).

Acot (Pascal), *Histoire de l'écologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994 (1988).

Afeissa (Hicham-Stéphane), *La Communauté des êtres de nature*, Paris, MF éditions, 2010.

Agulhon (Maurice), L*a République au village. Les populations du Var de la Révolution à la IIe République*, Paris, Seuil, 1979 (1970).

Alcaud (David) et Bouvet (Laurent) (dir.), *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Paris, Sirey, 2004.

Allègre (Claude) et Bouldouyre (Alain), *L'imposture climatique. Ou la fausse écologie*, Paris, Plon, 2010.

Allègre (Claude), *Ma vérité sur la planète*, Paris, Plon, 2007.

Allenby (Braden R.), *Industrial Ecology: Policy Framework and Implementation*, Upper Saddle River (NJ), Prentice Hall, 1999.

Allison (George), *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown, 1971.

Alvarez (Walter), *La Fin tragique des dinosaures*, Paris, Hachette, 1998 (1997).

Anders (Günther), *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, Paris, Allia, 2001 (1977).

Anders (Günther), *Die Molussische Katakombe. Roman*. München, C. H. Beck, 1992.

Anders (Günther), *Hiroshima est partout*, Paris, Seuil, 2008.

Anders (Günther), *L'Obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Ivréa-Encyclopédie des nuisances, 2002 (1956).

Anders (Günther), *La Haine à l'état d'antiquité*, Paris, Payot & Rivages, 2007 (1985).

Anders (Günther), *La Menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, *sine loco*, Le Serpent à plumes, 2006 (1981).

Araud (Christian), « Le mythe de Cuba en transition », *Silence*, n°391, juin 2011.

Araud (Christian), « Scénarios du futur et initiatives de transition », *Entropia*, vol. 7, automne 2009, p.133-143.

Arendt (Hannah), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 (1961).

Arendt (Hannah), *Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2002 (1966).

Arendt (Hannah), *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972 (1954).

Ariès (Paul) (dir.), *Décroissance ou récession. Pour une décroissance de gauche*, Lyon, Parangon/Vs, 2012.

Ariès (Paul) et Leray (Florence), *Cohn-Bendit, l'imposture*, Paris, Max Milo éditions, 2010.

Ariès (Paul), « Contre la "juste adaptation" à la barbarie ! », *La Décroissance*, n°77, p.4.

Ariès (Paul), « La décroissance est-elle soluble dans la modernité ? », *in* Bernard (Michel), Cheynet (Vincent) et Clémentin (Bruno) (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003), p.126-127.

Ariès (Paul), « Les grands écarts de Soral », *La Décroissance*, n°78, avril 2011, p.16.

Ariès (Paul), « Les identiverts ? Non merci ! », *La Décroissance*, n°79, mai 2011, p.8.

Ariès (Paul), « Pour un rationnement désirable », *La Décroissance*, n°50, juin 2008, p.2-4.

Ariès (Paul), « Survivre aux survivalistes », *La Décroissance*, n°52, septembre 2008, p.2-3.

Ariès (Paul), *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Golias, 2005.

Ariès (Paul), *La Simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2010.

Arnaud (Lionel) et Guionnet (Christine) (dir.), *Les Frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

Association Biodiversité Culturelle et Worms (Jean-Pierre), *Les Créatifs culturels en France*, Gap, Éditions Yves Michel, 2006.

Association Négawatt, *Manifeste Négawatt. Réussir la transition énergétique*, Arles, Actes Sud, 2012.

Aubertin (Catherine) et Vivien (Franck-Dominique) (dir.), *Le Développement durable*, Paris, La Documentation Française, 2010.

Austin (J. L.), *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 (1962).

Azam (Geneviève), « ATTAC : un tournant écolo », *Mouvements*, vol. 63, juillet 2010, p.32-46.

Azam (Geneviève), *Le Temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme*, *sine loco*, Les Liens qui libèrent, 2010.

Baber (Walter F.) et Bartlett (Robert V.), *Deliberative Environmental Politics: Democracy and Ecological Rationality*, Cambridge-London, MIT Press, 2005.

Babin (Claude), *Autour du catastrophisme. Des mythes et légendes aux sciences de la vie et de la Terre*, Paris, Vuibert, 2005.

Badie (Bertrand) et Birnbaum (Pierre), *Sociologie de l'État*, Paris, Pluriel, 1994 (1979).

Badré (Michel), Bourg (Dominique), Brunetière (Jean-René), Gadrey (Jean), Grandjean (Alain), Perret (Bernard) et Villalba (Bruno), « Les droits de l'avenir : comment prendre des décisions de long terme ? », *Esprit*, mars-avril 2011, p.205-235.

Ballard (James G.), *Salut l'Amérique !*, Paris, Denoël, 1981.

Barbault (Robert), *Un éléphant dans un jeu de quilles. L'homme et la biodiversité*, Paris, Seuil, 2006.

Barjavel (René), *Ravage*, Paris, Gallimard, 1972 (1943).

Barnosky (Anthony D.), Hadly (Elizabeth A.) & al., « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature*, vol. 486, 7 juin 2012, p.52-58.

Barrey (Sandrine) et Kessous (Emmanuel) (dir.), *Consommer et protéger l'environnement. Opposition ou convergence ?*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Barry (John) et Eckersley (Robyn) (dir.), *The State and the Ecological Crisis*, Cambridge-London, MIT Press, 2005.

Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002.

Barry (John) et Quilley (Stephen), « The transition to sustainability: Transition Towns and sustainable communities », *in* Leonard (Liam) et Barry (John) (dir.), *The Transition to Sustainable Living and Practice*, *Advances in Ecopolitics*, vol.4, Bingley, Emerald, 2009, p.1-28.

Barry (John), entrée « Democracy », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.122-123.

Barry (John), entrée « Green political theory », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.249-252.

Barry (John), *Rethinking Green Politics*, London, Sage, 1999.

Baxter (Brian), *Ecologism: An Introduction*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999.

Bayon (Denis), Flipo (Fabrice) et Schneider (François), *La Décroissance. Dix questions pour comprendre et en débattre*, Paris, La Découverte, 2010.

Beaud (Stéphane) et Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, 4e éd., Paris, La Découverte, 2010 (1997).

Beaurain (Christophe), « "Croissance verte, développement durable, décroissance : éléments de controverse" (Journée d'études, Lille, 6 mai 2010) », *Natures Sciences Sociétés*, n°19, vol. 3, 2011, p290-293.

Beck (Corinne), Luginbühl (Yves) et Muxart (Tatiana) (dir.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Paris, Quae, 2005.

Beck (Corinne) et Delort (Robert), *Pour une histoire de l'environnement*, Paris, Éditions du CNRS, 1993.

Beck (Ulrich), *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001 (1986).

Becker (Howard S.), *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002 (1998).

Benford (Robert) et Hunt (Scott), « Cadrages en conflit : mouvements sociaux et problèmes sociaux », *in* Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001, p.163-194.

Benoist (Alain de), *Demain, la décroissance ! Penser l'écologie jusqu'au bout*, Paris, Edite, 2007.

Beres (Louis René), *Apocalypse: Nuclear Catastrophe in World Politics*, Chicago-London, University of Chicago Press, 1980.

Bernard (Michel), Cheynet (Vincent) et Clémentin (Bruno) (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003).

Bertaux (Daniel), *Le Récit de vie*, 3e éd., Paris, Armand Colin, 2010 (1997).

Bertrand (François), « Changement climatique et adaptation des territoires », *in* Zuindeau (Bertrand) (dir.), *Développement durable et territoires*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p.339-350.

Bess (Michael), *La France vert clair. Écologie et modernité technologique (1960-2000)*, Seyssel, Champ Vallon, 2011 (2003).

Besset (Jean-Paul), *Comment ne plus être progressiste… sans devenir réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005.

Bessin (Marc), Bidart (Claire) et Grossetti (Michel) (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010.

Besson-Girard (Jean-Claude), *Decrescendo Cantabile. Petit manuel pour une décroissance harmonieuse*, Lyon, Parangon/Vs, 2005.

Biehl (Janet) et Bookchin (Murray), *Le Municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété, 1998.

Bihouix (Philippe) et Guillebon (Benoît de), « La décroissance promue par une grande école », *La Décroissance*, n°76, février 2011, p.5.

Bihouix (Philippe) et Guillebon (Benoît de), *Quel futur pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société*, Les Ulis, EDP Sciences, 2010.

Bird (Chris), *Local Sustainable Homes: How to Make it Happen in Your Community*, Totnes, Transition Books, 2010.

Blanchet (Alain) et Gotman (Anne), *L'Entretien*, 2e éd., Paris, Armand Colin, 2010 (1992).

Blandin (Patrick), *Biodiversité. L'avenir du vivant*, Paris, Albin Michel, 2010.

Blondiaux (Loïc) et Sintomer (Yves), « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p.17-35.

Boia (Lucian), *La Fin du monde. Une histoire sans fin*, Paris, La Découverte, 1999 (1989).

Bonaïuti (Mauro), « À la conquête des biens relationnels », *in* Bernard (Michel), Cheynet (Vincent) et Clémentin (Bruno) (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003), p.28-33.

Bonnaud (Laure) et Martinais (Emmanuel), *Les Leçons d'AZF. Chronique d'une loi sur les risques industriels*, Paris, La Documentation Française, 2008.

Bookchin (Murray), *Vers une technologie libératrice*, Paris, Librairie Parallèles, 1974.

Borraz (Olivier), *Les Politiques du risque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Boulding (Kenneth E.), « The economics of the coming Spaceship Earth », *in* Jarrett (Henry) (dir.), *Environmental Quality in a Growing Economy: Essays from the 6th RFF Forum*, Baltimore, RFF-Johns Hopkins Press, 1966, p.3-14.

Boulle (Pierre), *La Planète des singes*, Paris, Julliard, 1963.

Bourg (Dominique) & al., *Vers une 6e République écologique*, Paris, Odile Jacob, 2011.

Bourg (Dominique) et Boy (Daniel), *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, Paris, Descartes & Cie-Éditions Charles Léopold Mayer, 2005.

Bourg (Dominique) et Papaux (Alain) (dir.), *Vers une société sobre et désirable*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010.

Bourg (Dominique) et Whiteside (Kerry), *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil, 2010.

Bourg (Dominique), « Démocratie, long terme et écologie », contribution au colloque *Les Futurs de la démocratie*, Université de Lausanne, 24 février 2012. URL : http://www.youtube.com/watch?v=a-EHsZfARoI (consulté le 11 octobre 2012).

Bourg (Dominique), « L'éco-scepticisme et le refus des limites », *Études*, vol. 7, tome 413, 2010, p.29-40. URL : http://www.cairn.info/revue-etudes-2010-7-page-29.htm (consulté le 12 mars 2012).

Bourg (Dominique), « Le défi de la dématérialisation », *Entropia*, vol. 3, automne 2007, p.19-30.

Bourg (Dominique), *Le Nouvel âge de l'écologie*, Paris, Descartes & Cie, 2003.

Bourg (Dominique), *Les Scénarios de l'écologie*, Paris, Hachette, 1996.

Bourgois (Philippe), *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001 (1995).

Boutaud (Aurélien) et Gondran (Natacha), *L'Empreinte écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

Bové (José) et Luneau (Gilles), *Pour la désobéissance civique*, Paris, La Découverte, 2004.

Boy (Daniel), Jacques le Seigneur (Vincent) et Roche (Agnès), *L'Écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

Boy (Daniel), *Les Parlementaires et l'environnement*, Rapport de recherche, 2003. URL : http://www.developpement.durable.sciences-po.fr/publications/cahier7.pdf (consulté le 3 avril 2012).

Boyd (Lee) et Houpt (Katherine A.) (dir.), *Przewalski's Horse: The History and Biology of an Endangered Species*, Albany (NY), State University of New York Press, 1994.

Boyle (David) et Simms (Andrew), *The Art of Rapid Transition: How to Thrive in Times of Crisis*, London, New Economics Foundation, 2010.

Brand (Karl-Werner), « Cyclical aspects of new social movements: waves of cultural criticism and mobilization cycles of new middle-class », *in* Dalton (Russell J.) et Kuechler (Manfred) (dir.), *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 1990, p.23-42.

Braud (Philippe), *L'Émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Braud (Philippe), *Le Jardin des délices démocratiques. Pour une lecture psycho-affective des régimes pluralistes*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1991.

Braud (Philippe), *Sociologie politique*, 9e éd., Paris, LGDJ, 2008.

Bréchon (Pierre) (dir.), *Le Discours politique en France. Évolution des idées partisanes*, Paris, La Documentation Française, 1994.

Bréchon (Pierre) (dir.), *Les Partis politiques français*, Paris, La Documentation Française, 2011.

Brin (David), *Postman*, Paris, J'ai lu, 1987 (1985).

Brodie (Bernard), *War and Politics*, New York, Macmillan, 1973.

Bronner (Gérald) et Géhin (Étienne), *L'Inquiétant principe de précaution*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010.

Broqua (Christophe), *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Broto (Emmanuel), « Piquistes ! », *La Décroissance*, n°43, octobre 2007, p.3.

Brown (Lester R.), *Le Plan B. Pour un pacte écologique mondial*, Paris, Calmann-Lévy & Souffle Court, 2007 (2006).

Bruckert (Michaël), *Généalogie et circulation du concept de décroissance*, Mémoire de recherche de HEC, sous la direction d'Ève Chiapello, 2007.

Bruckner (Pascal), *Le Fanatisme de l'Apocalypse. Sauver la Terre, punir l'homme*, Paris, Grasset, 2011.

Buclet (Nicolas), *Écologie industrielle et territoriale. Stratégies locales pour un développement durable*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011.

Busekist (Astrid von), *Penser la politique. Enjeux et défis contemporains*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

Caillé (Alain), Humbert (Marc), Latouche (Serge) et Viveret (Patrick), *De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris, La Découverte, 2011.

Callicott (John Baird), *Éthique de la terre*, *sine loco*, Wildproject, 2010 (1985-2001).

Callon (Michel), Lascoumes (Pierre) et Barthe (Yannick), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

Cans (Roger), *Tous verts ! La surenchère écologique*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

Canto-Sperber (Monique) (dir.), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, 3e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

Cardon (Dominique) et Granjon (Fabien), *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

Carey (Joy), *Who Feeds Bristol? Towards a Resilient Food Plan*, *sine loco*, 2011. URL: http://www.bristol.gov.uk/page/food-bristol (consulté le 12 octobre 2012).

Carozzi (Claude) et Taviani-Carozzi (Huguette), *La Fin des temps. Terreurs et prophéties au Moyen Âge*, Paris, Flammarion, 1999 (1982).

Carson (Rachel), *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963 (1962).

Carter (Alan), *A Radical Green Political Theory*, London-New York, 1999.

Carter (Neil), *The Politics of the Environment: Ideas, Activism, Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Castoriadis (Cornelius), « L'écologie contre les marchands », *in Une société à la dérive*, Seuil, Paris, 2005.

Castoriadis (Cornelius), *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

Catton, Jr. (William R.), *Overshoot: The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Urbana-Chicago, University of Illinois Press, 1982 (1980).

Catton, Jr. (William) et Dunlap (Riley E.), « Environmental sociology: a new paradigm », *The American Sociologist*, vol. 13, 1978, p.41-49.

Cauvet (Philippe), « La question territoriale dans la sortie de crise en Irlande du Nord : une approche historique », *in* Grévy (Jérôme) (dir.), *Sortir de crise. Les mécanismes de résolution des crises politiques (XVIe-XXe siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p.225-238.

Cefaï (Daniel) (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte-M.a.u.s.s., 2003.

Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001.

Cefaï (Daniel), « Les cadres de l'action collective : définitions et problèmes », *in* Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001, p.51-97.

Cefaï (Daniel), *Pourquoi se mobilise-t-on ?*, Paris, La Découverte, 2007.

Challen (Colin), *Too Little, Too Late: the Politics of Climate Change*, Hove, Picnic Publishing, 2009.

Chamberlin (Shaun), « Dr. David Fleming: a tribute », *The Ecologist*, 21 décembre 2010.

Chamberlin (Shaun), *The Transition Timeline: For a Local, Resilient Future*, Totnes, Green Books, 2009.

Charbonneau (Bernard), *Le Feu vert. Autocritique du mouvement écologique*, Lyon, Parangon/Vs, 2009 (1980).

Charbonneau (Bernard), *Le Jardin de Babylone*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 2002 (1969).

Charbonneau (Simon), « Pour une déconcentration des activités », *Entropia*, vol. 8, printemps 2010, p.182-189.

Chartier (Denis), « Développement soutenable et ONG. De la difficulté d'incarner l'alternative », *in* Aubertin (Catherine) et Vivien (Franck-Dominique) (dir.), *Le Développement durable*, Paris, La Documentation Française, 2010, p.103-126.

Charvolin (Florian), *L'Invention de l'environnement en France. Chronique anthropologique d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003.

Chesnais (François), *Les Dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

Cheynet (Vincent), *Le Choc de la décroissance*, Paris, Seuil, 2008.

Chiapello (Ève) et Hurand (Anne), « Se détacher de la consommation : enquête auprès des objecteurs de croissance en France », *in* Barrey (Sandrine) et Kessous (Emmanuel) (dir.), *Consommer et protéger l'environnement. Opposition ou convergence ?*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.113-134.

Christoff (Peter), entrée « Ecological modernization », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.154.

Citton (Yves), « La passion des catastrophes », *Revue Internationale des Livres et des Idées*, janvier-février 2009. URL : http://www.fabula.org/revue/document4926.php (consulté le 12 mars 2012).

Clémentin (Bruno), « La décroissance se situe-t-elle sur l'axe gauche-droite ? », *Entropia*, vol. 1, automne 2006, p.34-41.

Cobb (Roger W.) et Elder (Charles D.), *Participation in American Politics: The Dynamics of Agenda-Building*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1983 (1972).

Cochet (Yves) et Sinaï (Agnès), *Sauver la Terre*, Paris, Fayard, 2003.

Cochet (Yves), « Intervention d'Yves Cochet, député de Paris, à l'Assemblée nationale, le 14 octobre 2008 », *Entropia*, vol. 6, printemps 2009, p.190-193.

Cochet (Yves), « L'effondrement, catastrophique ou catabolique ? », *Institut Momentum*, séminaire du 27 mai 2011. URL : http://www.institutmomentum.org/2011/05/l%E2%80%99effondrement-catabolique-ou-catastrophique/#more-316 (consulté le 2 mai 2012).

Cochet (Yves), « Les vraies causes de la récession », *Entropia*, vol. 7, Lyon, Parangon/Vs, automne 2009, p.11-20.

Cochet (Yves), *Antimanuel d'écologie*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2009.

Cochet (Yves), *Pétrole apocalypse*, Paris, Fayard, 2005

Colas Dominique, *Sociologie politique*, 2e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2006 (1994).

Cole (H.S.D.), Freeman (Christopher), Jahoda (Marie) et Pavitt (K.L.R.), *L'Anti-Malthus. Une critique de « Halte à la croissance »*, Paris, Seuil, 1974 (1973).

Collectif, « Le pic du pétrole vu d'en haut », *La Décroissance*, n°55, décembre 2008, p.8-9.

Collectif, « Mad Max garanti », *La Décroissance*, n°77, mars 2011, p.9.

Collectif, *Défaire le développement, refaire le monde*, Lyon, Parangon, 2003.

Collectif, *L'Écologie en 600 dates*, Congé-sur-Orne, Le Passager clandestin, 2012.

Collectif, *Building a Positive Future for Bristol After Peak Oil*, *sine loco*, 2009. URL: http://bristolgreencapital.org/latest/2011/09/the-peak-oil-report/ (consulté le 12 octobre 2012).

Collectif, *Mieux vivre à Toulouse après le pic pétrolier. Une analyse sur l'impact du pic de production de pétrole sur l'agglomération toulousaine*, *sine loco*, 2012. URL : www.mariepierrecassagne.eelv-legislatives.fr (consulté le 1er juin 2012).

Collectif, *Pour repolitiser l'écologie. Le Contre-Grenelle de l'environnement*, Lyon, Parangon/Vs, 2007.

Combe (Hélène), « La gouvernance, une impérieuse nécessité pour le développement durable », *in* Zuindeau (Bertrand) (dir.), *Développement durable et territoires*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p.491-501.

Commoner (Barry), *L'Encerclement. Problèmes de survie en milieu terrestre*, Paris, Seuil, 1972 (1971).

Commoner (Barry), *La Pauvreté du pouvoir. L'énergie et la crise économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980 (1976).

Commoner (Barry), *Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil, 1969 (1963).

Conan Doyle (Arthur), *La Ceinture empoisonnée*, Paris, Laffont, 1980 (1913).

Condorcet, *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain*, Paris, Flammarion, 1998 (1795).

Conrad (Joseph), *Lord Jim*, Paris, Gallimard, 1982 (1900).

Conrad (Joseph), *Typhon*, Paris, Gallimard, 1973 (1903).

Copinschi (Philippe), *Le Pétrole, quel avenir ? Analyse géopolitique et économique*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

Corcuff (Philippe), *Les Nouvelles sociologies*, Paris, Armand Colin, 2011 (1995).

Cornut (Pierre), Bauler (Tom) et Zaccai (Edwin) (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007.

Costanza (Robert) (dir.), *Ecological Economics: The Science and Management of Sustainability*, New York, Columbia University Press, 1991.

Cotgrove (Stephen), *Catastrophe or Cornucopia: The Environment, Politics and the Future*, Chichester-New York-Brisbane-Toronto-Singapore, John Wiley and Sons Publishing, 1982.

Cox (John D.), *Climate Crash: Abrupt Climate Change and What It Means For Our Future*, Washington, Joseph Henry Press, 2005.

Crettiez (Xavier), entrée « Écologie politique », *in* Alcaud (David) et Bouvet (Laurent) (dir.), *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Paris, Sirey, 2004, p.100-104.

Crettiez (Xavier), *Les Formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008.

Crettiez (Xavier), « "*High risk activism*" : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, n°34, 2011/1, p.45-60.

Crettiez (Xavier), « "*High risk activism*" : essai sur le processus de radicalisation violente (seconde partie) », *Pôle Sud*, n°35, 2011/2, p.97-112.

Cronon (William), *Changes in the Land: Indians, Colonists and the Ecology of New England*, New York, Hill and Wang, 1983.

Cronon (William), *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, W.W. Norton & Co, 1991.

Crosby (Alfred), *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

Crosby (Alfred), *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492*, Westport, Greenwood, 1972.

Crutzen (Paul J.) et Stoermer (Eugene F.), « The 'Anthropocene' », *IGPB Newsletter*, n°41, mai 2000.

Crutzen (Paul J.), « Geology of Mankind », *Nature*, n°415, janvier 2002, p.23.

Cuche (Denys), *La Notion de culture dans les sciences sociales*, 4e éd., Paris, La Découverte, 2010 (1996).

Cury (Philippe) et Miserey (Yves), *Une mer sans poissons*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

Cutler (Alice) et Chatterton (Paul), *The Rocky Road to a Real Transition: The Transition Towns Movement and What It Means for Social Change*, *sine loco*, Footprint, 2009 (2008).

Dalton (Russell J.) et Kuechler (Manfred) (dir.), *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

Daly (Herman E.) (dir.), *Economics, Ecology, Ethics: Essays Toward a Steady-State Economy*, San Francisco, W.H. Freeman, 1980.

Daly (Herman E.), *Beyond Growth: The Economics of Sustainable Development*, Boston, Beacon Press, 1996.

Daly (Herman E.), *Steady-State Economics*, Washington, Island Press, 1991.

Darmon (Muriel), *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010 (2006).

Dauphiné (André), *Risques et catastrophes. Observer – spatialiser – comprendre – gérer*, Paris, Armand Colin, 2003 (2001).

Davis (Mike), *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003.

Dawson (Jonathan), *Les Écovillages. Laboratoires de modes de vie éco-responsables*, Gap, Éditions Yves Michel, 2010.

Debout (Simone), « Sartre et Camus face à Hiroshima », *Esprit*, n°239, janvier 1998, p.151-158.

Deléage (Jean-Paul), *Une histoire de l'écologie*, Paris, Seuil, 2000 (1991).

Delogu (C. Jon), *Ralph Waldo Emerson. Une introduction*, Rennes, Les Perséides, 2006.

Déloye (Yves), *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007 (1997).

Delwit (Pascal) et De Waele (Jean-Michel) (dir.), *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999.

Department for Environment, Food and Rural Affairs, *Defra's Climate Change Plan 2010*, 2010. URL: http://archive.defra.gov.uk/environment/climate/documents/climate-change-plan-2010.pdf (consulté le 11 octobre 2012

Descola (Philippe), *Diversité des natures, diversité des cultures*, Paris, Bayard, 2010.

Descola (Philippe), *L'Écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*, Paris, Quae, 2011.

Descola (Philippe), *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

Desroche (Henri), *Sociologie de l'espérance*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

di Méo (Cyril), *La Face cachée de la décroissance. Une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Diamond (Jared) et Robinson (James A.) (dir.), *Natural Experiments of History*, Cambridge-London, Belknap Press of Harvard University Press, 2011.

Diamond (Jared), *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000 (1997).

Diamond (Jared), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006 (2005).

Diamond (Jared), *Le Troisième chimpanzé. Essai sur l'évolution et l'avenir de l'animal humain*, Paris, Gallimard, 2000 (1992).

Dobré (Michelle) et Juan (Salvador) (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Dobré (Michelle), *L'Écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Dobry (Michel), « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », *in* Bessin (Marc), Bidart (Claire) et Grossetti (Michel) (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, p.64-88.

Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, 3e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2009 (1986).

Dobson (Andrew) et Bell (Derek) (dir.), *Environmental Citizenship*, Cambridge-London, MIT Press, 2005.

Dobson (Andrew) et Eckersley (Robyn) (dir.), *Political Theory and the Ecological Challenge*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

Dobson (Andrew) et Valencia Sàiz (Angel) (dir.), *Citizenship, Environment, Economy*, London, Routledge, 2005.

Dobson (Andrew), « 'All I left behind' – the mainstreaming of ecologism », *Contemporary Political Theory*, vol. 8 (3), Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, p.319-328.

Dobson (Andrew), *Green Political Thought*, London-New York, Routledge, 2007 (1990).

Doherty (Brian) et Hayes (Graeme), « *A Tale of Two Movements* : manifestations anti-OGM en Grande-Bretagne et en France », *in* Hiez (David) et Villalba (Bruno) (dir.), *La Désobéissance civile. Approches politique et juridique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p.175-190.

Doherty (Brian), entrée « Monkey-wrenching », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.324.

Dorst (Jean), *Avant que nature meure*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1964.

Dorst (Jean), *La Force du vivant*, Paris, Flammarion, 1979.

Drezner (Daniel W.), *Theories of International Politics and Zombies*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2011.

Dryzek (John S.) et Schlosberg (David), *Debating the Earth: The Environmental Politics Reader*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005 (1998).

Dryzek (John S.), « Vers un système délibératif mondial ? », *Participations*, vol. 2(1), 2012, p.167-180.

Dryzek (John S.), *Deliberative Democracy and Beyond: Liberals, Critics, Contestations*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2002 (2000).

Dryzek (John S.), Norgaard (Richard B.) et Schlosberg (David) (dir.), *Climate Change and Society*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011.

Dryzek (John S.), *The Politics of the Earth: Environmental Discourses*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005 (1997).

Dubuisson-Quellier (Sophie), *La Consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

Duby (Georges), *An 1000 an 2000. Sur les traces de nos peurs*, Paris, Textuel, 1995.

Dukes (Paul), *Minutes to Midnight: History and the Anthropocene Era From 1763*, London-New York-Delhi, Anthem Press, 2011.

Dumont (René), *L'Utopie ou la mort !*, Seuil, 1973.

Dumont (René), *La Campagne de René Dumont et du mouvement écologique : naissance de l'écologie politique. Déclarations, interviews, tracts, manifestes, articles, rapports, sondages, récits et nombreux autres textes*, Paris, Pauvert, 1974.

Dumont (René), *Seule une écologie socialiste…*, Paris, Robert Laffont, 1977.

Dunlap (Riley E.) et Catton, Jr. (William), « Struggling with human exemptionalism », *The American Sociologist*, vol. 25 (1), 1994, p.5-30.

Dunlap (Riley E.) et Michelson (William) (dir.), *Handbook of Environmental Sociology*, Westport (CT), Greenwood, 2002.

Dunlap (Riley E.), « The maturation and diversification of environmental sociology: from constructivism and realism to agnosticism and pragmatism », *in* Redclift (Michael R.) et Woodgate (Graham) (dir.), *The International Handbook of Environmental Sociology, Second Edition*, Cheltenham-Northampton, Edward Elgar, 2010, p.15-32.

Duplessy (Jean-Claude) et Morel (Pierre), *Gros temps sur la planète*, *sine loco*, Odile Jacob, 1990.

Dupuy (Jean-Pierre), « Günther Anders, le philosophe de l'âge atomique », préface à Anders (Günther), *Hiroshima est partout*, Paris, Seuil, 2008, p.7-31.

Dupuy (Jean-Pierre), *La Marque du sacré*, Paris, Carnets Nord, 2008.

Dupuy (Jean-Pierre), *Le Catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002.

Dupuy (Jean-Pierre), *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Seuil, 2005.

Dupuy (Jean-Pierre), *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, Paris, Seuil, 2006.

Durand (Frédéric), *La Décroissance. Rejet ou projets ?*, Paris, Ellipses, 2008.

Duval (Guillaume), « L'impasse de la décroissance », *Cosmopolitiques*, vol. 13, août 2006, p.35-42. URL : http://cosmopolitiques.phpnet.org/IMG/pdf/04-_Duval.pdf (consulté le 3 avril 2012).

Duvat (Virginie) et Magnan (Alexandre), *Ces îles qui pourraient disparaître*, Paris, Le Pommier, 2012.

Duverger (Timothée), *La Décroissance, une idée pour demain. Une alternative au capitalisme, synthèse des mouvements*, Paris, Sang de la Terre, 2011.

Eckersley (Robyn), « Communitarianism », *in* Dobson (Andrew) et Eckersley (Robyn) (dir.), *Political Theory and the Ecological Challenge*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p.91-108.

Eckersley (Robyn), « Deliberative democracy, ecological representation and risk: towards a democracy of the affected », *in* Saward (Michael) (dir.), *Democratic Innovation: Deliberation, Representation and Association*, London-New York, Routledge, 2000, p.117-132.

Eckersley (Robyn), *The Green State: Rethinking Democracy and Sovereignty*, Cambridge-London, MIT Press, 2004.

Edwards (Bob) et McCarthy (John D.), « Ressources and social movement mobilization », *in* Snow (David A.), Soule (Sarah A.) et Kriesi (Hanspeter) (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden-Oxford-Victoria, Blackwell Publishing, 2004, p.116-152.

Egan (Michael), *Barry Commoner and the Science of Survival: The Remaking of American Environmentalism*, Cambridge-London, MIT Press, 2007.

Ehrlich (Paul R.), *La Bombe P*, Paris, Fayard-J'ai lu, 1972.

Ellul (Jacques), *L'Illusion politique*, Paris, La Table Ronde, 2004 (1965).

Ellul (Jacques), *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Armand Colin, 1954.

Ellul (Jacques), *Le Bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988.

Ellul (Jacques), *Le Système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

Emerson (Ralph Waldo), *La Nature*, Paris, Allia, 2009 (1836).

Enfants d'Aquarius (Les), *Manuel de la vie pauvre*, Paris, Stock, 1974.

Erkman (Suren), *Vers une écologie industrielle*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2004 (1998).

Eyriolles (Agathe), *Les Sens de la décroissance. Filiations et transmissions entre la France et l'Italie*, Mémoire de recherche de Sciences Po Paris, sous la direction de Nonna Mayer et Marc Lazar, 2007.

Farcet (Gilles), *Henry Thoreau. L'Éveillé du Nouveau Monde*, Paris, Sang de la Terre, 1998 (1986).

Farrachi (Armand), *Rousseau ou l'état sauvage*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

Faucher (Florence), « L'impossible développement des Verts britanniques », *in* Delwit (Pascal) et De Waele (Jean-Michel) (dir.), *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999b, p.197-219.

Faucher (Florence), « Manger vert. Choix alimentaires et identité politique chez les écologistes français et britanniques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 48, n°3-4, juillet-août1998, p.437-457.

Faucher (Florence), *Les Habits verts de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999a.

Felli (Romain), « Pouvoir, échelles, État », *Entropia*, vol. 9, automne 2010, p.148-157.

Ferry (Luc), *Le Nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992.

Festinger (Leon), Riecken (Henry W.) et Schachter (Stanley), *L'Échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993 (1956).

Fillieule (Olivier) (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

Fillieule (Olivier) et Péchu (Cécile), *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Fitch (Jon E.), entrée « World Conservation Union », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.477.

Fleming (David), *The Lean Guide to Nuclear Energy: A Life-Cycle in Trouble*, London, The Lean Economy Connection, 2007.

Flipo (Fabrice), « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, vol. 50, 2007, p.143-151.

Fœssel (Michaël) et Worms (Frédéric), « La catastrophe est-elle une politique ? », *Esprit*, mai 2011, p.54-70.

Foreman (Dave) et Haywood (Bill), *Ecodefense: A Field Guide to Monkeywrenching*, Chico, Abbzug Press, 2002 (1985).

Foster (John Bellamy), *Marx écologiste*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011 (2009).

Foucart (Stéphane), *Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Paris, Denoël, 2010.

Frankland (E. Gene), Lucardie (Paul) et Rihoux (Benoît) (dir.), *Green Parties in Transition: the End of Grass-Roots Democracy?*, Farnham-Burlington, Ashgate Publishing, 2008.

Frère (Séverine) et Scarwell (Helga-Jane) (dir.), *Éco-fiscalité et transport durable : entre prime et taxe ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011.

Gadrey (Jean), *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les Petits matins-Alternatives économiques, 2010.

Gambino (Megan) et Meadows (Dennis), « Is it too late for sustainable development? », *Smithsonian*, 16 mars 2012. URL : http://www.smithsonianmag.com/science-nature/Is-it-Too-Late-for-Sustainable-Development.html?onsite_source=relatedarticles&onsite_medium=internallink&onsite_campaign=SmithMag&onsite_content=Is%20it%20Too%20Late%20for%20Sustainable%20Development? (consulté le 11 avril 2012).

Garcia (Ernest), *Medio ambiente y sociedad. La civilizacion industrial y los limites del planeta*, Madrid, Alianzaensayo, 2004.

Garrigou (Alain), *Le Vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

Gary (Romain), *Les Racines du ciel*, Paris, Gallimard, 1980 (1956).

Gauchet (Marcel), « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *in La Démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002, p.199-206.

Gauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, vol. 1, *La Révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.

Gauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, vol. 2, *La Crise du libéralisme, 1880-1914*, Paris, Gallimard, 2007.

Gauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, vol. 3, *À l'épreuve des totalitarismes*, Paris, Gallimard, 2010.

Gauchet (Marcel), *La Démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

Gaullier (Xavier), *Le Temps des retraites. Les mutations de la société salariale*, Paris, Seuil-La République des Idées, 2003.

Georgescu-Roegen (Nicholas), *La Décroissance. Entropie, écologie, économie*, 3e éd., Paris, Ellébore-Sang de la Terre, 2006 (1979).

Géré (François), *La Prolifération nucléaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

GIEC, *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Genève, GIEC, 2007. URL : http://www.un.org/french/climatechange/ipcc.shtml (consulté le 31 mai 2012)

Gilbert (Claude) (dir.), *La Catastrophe, l'élu et le préfet*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1990.

Ginzburg (Carlo), *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

Gladwell (Malcolm), *Le Point de bascule. Comment faire une grande différence avec de très petites choses*, Paris, Transcontinental, 2003 (2000).

Gleizes (Jérôme), « Les verts et la décroissance », *Ecorev*, vol. 26, printemps 2007, p.61-63.

Gobineau (Arthur de), *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Éditions Pierre Belfond, 1967 (1853-1855).

Goffman (Erving), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 (1974).

Gold (Raymond I.), « Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique », *in* Cefaï (Daniel) (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte-M.a.u.s.s., 2003, p.340-349.

Goldsmith (Edward) (dir.), *Changer ou disparaître. Plan pour la survie*, Paris, Fayard, 1972.

Gollain (Françoise), « Les débats autour du mouvement pour la décroissance », *French Politics, Culture & Society*, vol. 24, n°2, summer 2006, p.115-128.

Goodin (Robert), *Green Political Theory*, Cambridge, Polity Press, 1992.

Goodwin (Jeff), Jasper (James M.) et Polletta (Francesca) (dir.), *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

Gorz (André), *Écologie et politique*, Paris, Seuil, 1978 (1975).

Gould (Stephen J.), « Le choc d'un astéroïde », *in Quand les poules auront des dents*, Paris, Seuil, 1991 (1983), p.373-387.

Gouriou (Emmanuelle), *Le Parti pour la décroissance et ses militants au sein de la démocratie représentative française : représentations, relations et contradictions*, Mémoire de recherche de l'Université de Lille II, sous la direction de Bruno Villalba, 2012.

Gras (Alain), *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003.

Gras (Alain), *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007.

Gras (Alain), Ravignan (François de), Balestrat (Marion) et Piro (Patrick), « La fin du monde est-elle pour 2008 ? », *La Décroissance*, n°24, décembre 2004, p.14-15.

Marion Gret et Yves Sintomer, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, 2e éd., Paris, La Découverte, 2005 (2002).

Grévy (Jérôme) (dir.), *Sortir de crise. Les mécanismes de résolution des crises politiques (XVIe-XXe siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

Grinevald (Jacques), « Georgescu-Roegen : bioéconomie et biosphère », *Silence*, n°164, avril 1993, p.4-14.

Grinevald (Jacques), « Histoire d'un mot : sur l'origine historique de l'emploi du mot décroissance », *Entropia*, vol. 1, automne 2006, p.185-188.

Grinevald (Jacques), « Nicholas Georgescu-Roegen et le "message terrestre" de la décroissance », *Entropia*, vol. 10, printemps 2011, p.135-154.

Grinevald (Jacques), *La Biosphère de l'anthropocène. Climat et pétrole, la double menace : repères transdisciplinaires (1824-2007)*, Genève, Georg, 2007.

Grodzins (Morton M.), *The Metropolitan Area as a Racial Problem*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1958.

Guattari (Félix), *Les Trois écologies*, Paris, Galilée, 1989.

Guha (Ranajit), *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Delhi, Oxford University Press, 1983.

Guillaume (Chantal), « Réhabiliter la peur », *Entropia*, n°10, printemps 2011, p.188-189.

Gurr (Ted R.), *Why Men Rebel*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1970.

Hamilton (Clive), *Requiem for a Species: Why We Resist the Truth About Climate Change*, London-Wahington DC, Earthscan, 2010.

Hansen (James), *Storms of my Grandchildren: The Truth about the Coming Climate Catastrophe and our Last Chance to Save Humanity*, London-Berlin-New York-Sidney, Bloomsbury, 2009.

Hardin (Garrett), « The tragedy of the commons » (1968), *in* Dryzek (John S.) et Schlosberg (David), *Debating the Earth: The Environmental Politics Reader*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005 (1998), p.25-36.

Hardin (Garrett), *Living Within Limits: Ecology, Economics and Population Taboos*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

Hardy (Thomas), *Jude l'obscur*, Paris, Albin Michel, 1950 (1895).

Harribey (Jean-Marie), « Comprendre la crise globale pour en sortir », *Entropia*, vol. 7, automne 2009, p.21-32.

Harribey (Jean-Marie), « Désaliéner le travail pour économiser les ressources », *Entropia*, vol. 2, printemps 2007, p.24-38.

Harrison (Harry), *Soleil Vert*, Paris, Presses de la Cité, 1974 (1966).

Hastings (Michel), « Le discours écologiste : un exemple d'hermaphrodisme idéologique », *in* Bréchon (Pierre) (dir.), *Le Discours politique en France. Évolution des idées partisanes*, Paris, La Documentation Française, 1994, p.115-136.

Hastings (Michel), *Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991.

Hayes (Graeme), *Environmental Protest and the State in France*, Hampshire-New York, Palgrave Macmillan, 2002.

Hayward (Tim), *Ecological Thought: An Introduction*, Oxford, Polity Press, 1995.

Heilbroner (Robert L.), *An Inquiry into the Human Prospect*, New York, HarperRow, 1974.

Heim (Roger), *L'Angoisse de l'an 2000. Quand la nature aura passé, l'Homme la suivra*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973.

Heim (Roger), préface à Carson (Rachel), *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963 (1962).

Heinberg (Richard), *Peak Everything: Waking Up to a Century of Declines*, Philadelphia, New Society Publishers, 2007.

Heinberg (Richard), *Pétrole : la fête est finie! Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier*, Paris, Éditions Demi-Lune, 2008 (2003).

Heinberg (Richard), *Powerdown: Options and Actions for a Post-Carbon World*, Forest Row, Clairview Books, 2007 (2004).

Heinberg (Richard), *The Oil Depletion Protocol: A Plan to Avert Oil Wars, Terrorism and Economic Collapse*, Gabriola Island, New Society Publishers, 2006.

Heisbourg (François) et la Fondation pour la Recherche Stratégique, *Hyperterrorisme. La nouvelle guerre*, Paris, Odile Jacob, 2001.

Herring (Horace), entrée « Whole Earth photograph », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.472-473.

Hervieu (Bertrand) et Hervieu-Léger (Danièle), *Des communautés pour les temps difficiles. Néo-ruraux ou nouveaux moines*, Paris, Le Centurion, 1983.

Hervieu (Bertrand) et Hervieu-Léger (Danièle), *Le Retour à la nature. « Au fond de la forêt… l'État »*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005 (1979).

Hiez (David) et Villalba (Bruno) (dir.), *La Désobéissance civile. Approches politique et juridique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008.

Hirsch (Robert L.), Bezdek (Roger) et Wendling (Robert), *Peaking of World Oil Production: Impacts, Mitigation and Risk Management*, New York, Nova Science Publishers, 2006.

Hoffman (Banesh) et Dukas (Helen), *Albert Einstein. Créateur et rebelle*, Paris, Seuil, 1979.

Holmgren (David), *Future Scenarios: How Communities Can Adapt to Peak Oil and Climate Change*, Totnes, Green Books, 2009.

Homer-Dixon (Thomas), *The Upside of Down: Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization*, London, Souvenir Press, 2006.

Hopkins (Robert John), *Localisation and Resilience at the Local Level: The Case of Transition Town Totnes (Devon, UK)*, Thèse de doctorat, *School of Geography, Earth and Environmental Science*, *University of Plymouth*, 2010.

http://xa.yimg.com/kq/groups/22317429/1112065515/name/RobHopkins+PhD+-+2010.pdf (consulté le 12 octobre 2012).

Hopkins (Rob), « Ed Miliband Muses on his Experience as a 'Keynote Listener' at the Transition Network conference », *Transition Culture*, 27 juillet 2009. URL: http://transitionculture.org/2009/07/27/ed-miliband-muses-on-his-experience-as-a-keynote-listener-at-the-transition-network-conference/ (consulté le 10 octobre 2012).

Hopkins (Rob), « Lessons From the Front Line of Communities », *in* Boyle (David) et Simms (Andrew), *The Art of Rapid Transition: How to Thrive in Times of Crisis*, London, New Economics Foundation, 2010, p.21-23.

Hopkins (Rob), *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010 (2008).

Hopkins (Rob), *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, Totnes, Green Books, 2008.

Hubert (Marie-Claude), *Le Théâtre*, Paris, Armand Colin, 1988.

Huet (Sylvestre), *L'Imposteur, c'est lui. Réponse à Claude Allègre*, Paris, Stock, 2010.

Hulot (Nicolas) et le Comité de veille écologique, *Combien de catastrophes avant d'agir ? Manifeste pour l'environnement*, Paris, Seuil, 2002.

Hulot (Nicolas), *Pour un pacte écologique*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.

Hunt (Terry L.) et Lipo (Carl P.), « Ecological catastrophe, collapse, and the myth of "ecocide" on Rapa Nui (Easter Island) » *in* McAnany (Patricia A.) et Yoffee (Norman) (dir.), *Questioning Collapse: Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p.21-44.

Hunter (Robert), *Greenpeace*, Paris, Robert Laffont, 1983.

Hunter (Robert), *Les Combattants de l'arc-en-ciel. La première expédition de Greenpeace (Amchitka, 1971)*, Paris, Gallmeister, 2007 (2004).

Hurand (Anne), *Comment vivre la décroissance dans une société de croissance ? Essai sur les objecteurs de croissance aujourd'hui en France*, Mémoire de recherche de HEC, sous la direction d'Ève Chiapello, 2008. URL : http://appli6.hec.fr/amo/Public/Files/Docs/66_fr.pdf (consulté le 3 avril 2012).

Ihl (Olivier), *La Fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996.

Illich (Ivan), *Énergie et équité*, *in* Illich (Ivan), *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2003, p.379-447.

Illich (Ivan), *La Convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

Illich (Ivan), *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Paris, Seuil, 1975.

Illich (Ivan), *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2003.

Illich (Ivan), *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Fayard, 2005.

Illich (Ivan), *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1973.

Inglehart (Ronald), *La Transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993 (1990).

Inglehart (Ronald), *The Silent Revolution*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1977.

International Energy Agency, *Medium-Term Oil Market Report 2012*, Paris, OECD/IEA, 2012. URL : http://www.iea.org/Textbase/npsum/MTOMR2012sum.pdf (consulté le 12 octobre 2012).

International Energy Agency, *Saving Oil in a Hurry*, Paris, OECD/IEA, 2005. URL: http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/savingoil.pdf (consulté le 11 octobre 2012).

International Energy Agency, *World Energy Outlook 2010*, Paris, OECD/IEA, 2010. URL: http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/weo2010.pdf (consulté le 11 octobre 2012).

Ion (Jacques), Franguiadakis (Spyros) et Viot (Pascal), *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

Isenberg (Andrew C.), *The Destruction of the Bison: An Environmental History, 1750-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Itçaina (Xabier) et Weisbein (Julien) (dir.), *Marées noires et politique. Gestion et contestations de la pollution du Prestige en France et en Espagne*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Jackson (Tim) (dir.), *The Earthscan Reader in Sustainable Consumption*, London-Sterling, Earthscan, 2006.

Jackson (Tim), *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, Etopia-De Boeck, 2010 (2009).

Jacquard (Albert), *Le Compte à rebours a-t-il commencé ?*, Paris, Stock, 2009.

Jacquard (Albert), avant-propos à Rotblat (Joseph), Steinberger (Jack) et Udgaonkar (Bhalchandra), *Un monde sans arme nucléaire*, Paris, T·R·A·N·S·I·T·I·O·N-L'Âge d'homme, 1995, p.7-8.

Jacquard (Albert), *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, 1991.

Jallon (Hugues), « De la résistance à la dissidence : les voies étroites de la contestation globale », *Mouvements*, vol. 25, janvier-février 2003, p.45-50.

James (Henry), *Ce que savait Maisie*, Paris, Robert Laffont, 1947 (1897).

Jancovici (Jean-Marc) et Grandjean (Alain), *Le Plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie*, Paris, Seuil, 2006.

Jancovici (Jean-Marc), *C'est maintenant ! Trois ans pour sauver le monde*, Paris, Seuil, 2009.

Jancovici (Jean-Marc), *Changer le monde : tout un programme !*, Paris, Calmann-Lévy, 2011.

Jarrett (Henry) (dir.), *Environmental Quality in a Growing Economy: Essays from the 6th RFF Forum*, Baltimore, RFF-Johns Hopkins Press, 1966.

Jasper (James), « L'art de la protestation collective », *in* Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001, p.135-159.

Jeudy (Henri-Pierre), *Le Désir de catastrophe*, Belval, Circé, 2010 (1992).

Johnston (Hank) et Noakes (John A.) (dir.), *Frames of Protest: Social Movements and the Framing Perspective*, Lanham, Rowman & Littlefiel Publishers, 2005.

Jollivet (Marc) et Legay (Jean-Marie), « Dossier interdisciplinarité : canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales », *Natures-Sciences-Sociétés*, vol. 13 (2), avril-juin 2005, p.184-188.

Jonas (Hans), *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, 1998 (1979).

Jones (Christopher B.), entrée « Doomsayers », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.131.

Journet (Nicolas), « La théorie de l'effondrement s'effondre », *Sciences Humaines* n°213, mars 2010.

Jouvenel (Bertrand de), *Arcadie. Essais sur le mieux-vivre*, Paris, Sédéis, 1968.

Jouvenel (Bertrand de), *La Civilisation de puissance*, Paris, Fayard, 1976.

Kandel (Robert) et Kandel (Maya), *La Catastrophe climatique*, Paris, Hachette, 2009.

Kandel (Robert), *Le Réchauffement climatique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

Kempf (Hervé), « L'armée allemande et le pic pétrolier : voilà le document », *Reporterre*, 16 septembre 2010, http://www.reporterre.net/spip.php?article1276 (consulté le 12 octobre 2012).

Kempf (Hervé), « Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 ! », *Le Monde*, 24 novembre 2010.

Kempf (Hervé), *L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie !*, Paris, Seuil, 2011.

Kempf (Hervé), *La Baleine qui cache la forêt. Enquêtes sur les pièges de l'écologie*, Paris, La Découverte, 1994.

Kerckhove (Stephen), *Grenelle de l'environnement. L'histoire d'un échec*, Gap, Éditions Yves Michel, 2010.

Kernalegenn (Tudi), *Luttes écologistes dans le Finistère. Les chemins bretons de l'écologie* (1967-1981), Fouesnant, Yoran Embanner, 2006.

Kervasdoué (Jean de), *La Peur est au-dessus de nos moyens. Pour en finir avec le principe de précaution*, Paris, Plon, 2011.

Kervasdoué (Jean de), *Les Prêcheurs de l'apocalypse. Pour en finir avec les délires écologiques et sanitaires*, Paris, Plon, 2007.

Keynes (John Maynard), *La Pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 2002.

Kingsland (Sharon E.), *The Evolution of American Ecology, 1890-2000*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2005.

Klandermans (Bert) et Staggenborg (Suzanne) (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 2002.

Klandermans (Bert), Kriesi (Hanspeter) et Tarrow (Sidney) (dir.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement Participation Across Cultures*, Greenwich (Conn), JAI Press, 1988.

Klein (Naomi), *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Actes Sud et Leméac, 2010 (2007).

Kosciusko-Morizet (Nathalie), « Entretien », *Revue Internationale et Stratégique*, vol. 60(4), 2005, p.93-100. URL : http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2005-4-page-93.htm (consulté le 13 mars 2012).

Kourilsky (Philippe) et Viney (Geneviève), *Le Principe de précaution*, Paris, Odile Jacob-La Documentation française, 2000.

Kunstler (James Howard), *La Fin du pétrole. Le vrai défi du XXIe siècle*, Paris, Plon, 2005.

Kunstler (James Howard), *World Made By Hand*, New York, Grove Press, 2008.

Lacombe (Pierre-Yves), *Le Mouvement de la Transition. Un renouveau de l'action collective sur le territoire dans un contexte de crise systémique*, Mémoire de recherche de l'Institut d'études d'urbanisme de Paris, sous la direction de Guillaume Faburel, 2011.

Lacroix (Bernard), *L'Utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006 (1981).

Lagadec (Patrick), *États d'urgence. Défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, Paris, Seuil, 1988.

Lagadec (Patrick), *La Civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Paris, Seuil, 1981.

Lagadec (Patrick), *La Gestion des crises. Outils de réflexion à l'usage des décideurs*, Paris, Mac Graw-Hill, 1991.

Lagroye (Jacques) (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003.

Lagroye (Jacques), « Les processus de politisation », *in* Lagroye (Jacques) (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p.359-372.

Lahire (Bernard), *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

Lamarck (Jean-Baptiste de), *Système analytique des connaissances positives de l'homme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988 (1820).

Lamine (Claire), *Les AMAP. Un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*, Gap, Yves Michel, 2008.

Langewiesche (William), *Atomic Bazaar. Comment l'arme nucléaire est devenue l'arme du pauvre*, Paris, Allia, 2010.

Langumier (Julien), *Survivre à l'inondation. Pour une ethnologie de la catastrophe*, Paris, ENS Éditions, 2008, p.26.

Larrère (Catherine) et Larrère (Raphaël), *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier, 1997.

Larrère (Catherine), entrée « Précaution », *in* Canto-Sperber (Monique) (dir.), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, 3e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p.1259-1262.

Larrue (Corinne), *Analyser les politiques publiques d'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Lascoumes (Pierre), « Les ambiguïtés des politiques de développement durable », *in* Michaux (Yves) (dir.), *Qu'est-ce que les technologies ?*, Paris, Odile Jacob, 2001, p.561-570.

Lascoumes (Pierre), *L'Éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994.

Latouche (Serge) et Harpagès (Didier), *Le Temps de la décroissance*, *sine loco*, Éditions Thierry Magnier, 2010.

Latouche (Serge), « La voie de la décroissance : pour une société d'abondance frugale », *in* Caillé (Alain), Humbert (Marc), Latouche (Serge) et Viveret (Patrick), *De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris, La Découverte, 2011, p.43-72.

Latouche (Serge), *Farewell to Growth*, Cambridge-Malden, Polity Press, 2009 (2006).

Latouche (Serge), *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 2005 (1989).

Latouche (Serge), *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

Latouche (Serge), *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Fayard, 2004.

Latouche (Serge), *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, *sine loco*, Mille et une nuits, 2011.

Latour (Bruno), *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991.

Latour (Bruno), *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 2004 (1999).

Lavabre (Marie-Claire), *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale de Sciences Politiques, 1994.

Lavignotte (Stéphane), *La Décroissance est-elle souhaitable ?*, Paris, Textuel, 2010.

Le Prestre (Philippe), *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*, Paris, Armand Colin, 2005.

Le Scanff (Yvon), « "Quinze jours dans le désert" : Tocqueville et la "wilderness" », *Études*, vol. 404, 2006, p.223-233.

Leakey (Richard E.) et Lewin (Roger), *La Sixième extinction. Évolution et catastrophes*, Paris, Flammarion, 1999 (1996).

Lebon (Gustave), *Psychologie des foules*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006 (1895).

Lefèvre (Sylvain), *ONG & Cie. Mobiliser les gens, mobiliser l'argent*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

Leonard (Liam) et Barry (John) (dir.), *The Transition to Sustainable Living and Practice*, *Advances in Ecopolitics*, vol.4, Bingley, Emerald, 2009.

Leopold (Aldo), *Almanach d'un comté des sables*, Paris, Aubier, 1995 (1949).

Lepesant (Michel) (dir.), *Notre décroissance n'est pas de droite*, Lyon, Golias, 2012.

Leray (Florence), *Le Négationnisme du réchauffement climatique*, Lyon, Golias, 2011.

Lerch (Daniel), *Post-Carbon Cities: Planning for Energy and Climate Uncertainty*, Sebastopol, New Society Publishers, 2007.

Lévêque (Christian), *La Biodiversité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

Lewis (Roy), *Pourquoi j'ai mangé mon père*, Arles, Actes Sud, 1990 (1960).

Lindemann (Thomas), *Penser la guerre. L'apport constructiviste*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Lipietz (Alain), *La Société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La Découverte, 1998 (1996).

Locher (Fabien) et Quenet (Grégory), « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n°56-4, octobre-décembre 2009, p.7-37.

Lomborg (Bjørn), *Cool It: The Skeptikal Environmentalist's Guide to Global Warming*, New York, Knopf, 2007.

Lomborg (Bjørn), *L'Écologiste sceptique. Le véritable état de la planète*, Paris, Le Cherche-midi, 2004 (2001).

Lorius (Claude) et Carpentier (Laurent), *Voyage dans l'anthropocène. Cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*, *sine loco*, Actes Sud, 2010.

Loubet del Bayle (Jean-Louis), *Les Non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 2001 (1969).

Lovelock (James), *La Revanche de Gaïa. Préserver la planète avant qu'elle ne nous détruise*, Paris, Flammarion, 2007.

Lovelock (James), *La Terre est un être vivant. L'hypothèse Gaïa*, Paris, Flammarion, 1993 (1979).

Lowenthal (David), *George Perkins Marsh: Prophet of Conservation*, Seattle-London, University of Wahington Press, 2003.

Lucas (Caroline) et Simms (Andrew), *The New Home Front: Showing Leadership: How We Can Learn From Britain's War Time Past in an Age of Dangerous Climate Change and Energy Insecurity*, London, Caroline Lucas MP, 2011.

Luisin (Thierry), *Le Mouvement des objecteurs de croissance. Comment rester décroissant dans un monde de croissance ?*, Mémoire de recherche de l'Institut d'Études Politiques de Lille, sous la direction de Bruno Villalba, 2010.

Lulek (Michel), « Le terreau des néo-ruraux », *in* Bernard (Michel), Cheynet (Vincent) et Clémentin (Bruno) (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003), p.166-176.

Lulek (Michel), *Scions… travaillait autrement ? Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré*, Saint Pierreville, Éditions du REPAS, 2003 (1998).

Lutte ouvrière, « La décroissance, un point de vue parfaitement réactionnaire », 24 juin 2009. URL : http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/la-decroissance-un-point-de-vue (consulté le 11 octobre 2012).

Lynas (Mark), *Six degrés. Que va-t-il se passer ?* Paris, Dunod, 2008 (2007), p.46 ; p.279.

Lynas (Mark), *The God Species: How the Planet Can Survive the Age of Human*, London, Fouth Estate, 2009.

MacCracken (Michael C.), Moore (Frances) et Topping, Jr. (John C.) (dir.), *Sudden and Disruptive Climate Change*, London, Earthscan, 2008.

Macy (Joanna), *Despair and Personal Power in the Nuclear Age*, Philadelphia, New Society Publishers, 1983.

Malthus (Thomas R.), *Essai sur le principe de population*, Paris, Gonthier, 1963 (1803).

Maniates (Michael) et Meyer (John M.) (dir.), *The Environmental Politics of Sacrifice*, Cambridge-London, MIT Press, 2010.

Maniates (Michael) et Meyer (John M.), « Must we sacrifice? Confronting the politics of sacrifice in an ecologically full world », *in* Maniates (Michael) et Meyer (John M.) (dir.), *The Environmental Politics of Sacrifice*, Cambridge-London, MIT Press, 2010, p.1-8.

Manin (Bernard), « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, vol. 33(1), Paris, Gallimard, 1985, p.72-94.

Mansholt (Sicco), *La Crise. Conversations avec Janine Delaunay*, Paris, Stock, 1974.

Marcus (George E.) *Le Citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 (2002).

Maris (Virginie), *Philosophie de la biodiversité. Petite éthique pour une nature en péril*, Paris, Buchet-Chastel, 2010.

Marshall (George), *Carbon Detox: Your Step-By-Step Guide to Getting Real About Climate Change*, London, Gaia thinking, 2007.

Martínez-Alier (Joan), Pascual (Unai), Vivien (Franck-Dominique) et Zaccaï (Edwin), « Sustainable De-Growth: Mapping the Context, Criticisms and Future Prospects of an Emergent Paradigm », *Ecological Economics*, 69, 2010. URL : http://www.web.ca/~bthomson/degrowth/degrowth_history.pdf (consulté le 12 mars 2012).

Martínez-Alier (Joan), *The Environmentalism of the Poor: A Study of Ecological Conflicts and Valuation*, Londres, Edward Elgar, 2002.

Mary (Luc), *Le Mythe de la fin du monde. De l'Antiquité à 2012*, Paris, Trajectoire, 2009.

Massard-Guilbaud (Geneviève), *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

Mathias (Jean-Christophe), *Grenelle de l'environnement. La supercherie écologique*, Paris, Sang de la Terre, 2010.

Mathieu (Lilian), *Mobilisations de prostitués*, Paris, Belin, 2001.

Mathiot (Pierre), « Mouvements sociaux : les nouvelles formes de l'action collective », *Revue politique et parlementaire*, vol. 968, décembre 1993, p.45-55.

Maupassant (Guy de), *Apparition et autres contes d'angoisse*, Paris, Flammarion, 1987.

Maurin (Éric), *La Peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil, 2009.

McAdam (Doug), D. McCarthy (John) et Zald (Mayer N.) (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

McAdam (Doug), *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.

McAnany (Patricia A.) et Negrón (Tomás Gallareta), « Bellicose rulers and climatological peril? Retrofitting twenty-first centuries woes on eighth-century Maya society », *in* McAnany (Patricia A.) et Yoffee (Norman) (dir.), *Questioning Collapse: Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p.142-175.

McAnany (Patricia A.) et Yoffee (Norman) (dir.), *Questioning Collapse: Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

McCarthy (Cormac), *La Route*, Paris, Éditions de l'Olivier, 2008 (2006).

McCormick (John), entrée « Stockholm Conference », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.433-434.

McNeill (John R.), « Sustainable suvival », *in* McAnany (Patricia A.) et Yoffee (Norman) (dir.), *Questioning Collapse: Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p.364-365.

McNeill (John R.), *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010 (2000).

McSpadden (Lettie), entrée « Earth Day », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.134.

McSpadden (Lettie), entrée « World Wide Fund for Nature », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.480-481.

Meadows (Dennis), « Il faut construire rapidement de la résilience », *Imagine*, vol. 91, mai-juin 2012. URL : http://www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article1421 (consulté le 23 mai 2012).

Meadows (Donella H.), Meadows (Dennis L.), Randers (Jorgen) et Behrens III (William W.), *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

Meadows (Donella H.), *Thinking in Systems: A Primer*, White River Junction VT, Chelsea Green Publishing, 2008.

Meadows (Donella), Meadows (Dennis) et Randers (Jorgen), *Beyond the Limits: Confronting Global Collapse, Envisioning a Sustainable Future*, Post Mills (VT), Chelsea Green Publishing, 1992.

Meadows (Donella), Randers (Jorgen) et Meadows (Dennis), *Limits to Growth. The 30-Year Update*, White River Junction (VT), Chelsea Green Publishing, 2004.

Méheust (Bertrand), *La Politique de l'oxymore. Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, Paris, La Découverte, 2009.

Mercier-Faivre (Anne-Marie) et Thomas (Chantal), *L'Invention de la catastrophe au XVIIIe siècle. Du châtiment divin au désastre naturel*, Genève, Droz, 2006.

Mercklé (Pierre), *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004.

Messac (Régis), *Quinzinzinzili*, Talence, L'Arbre vengeur, 2007 (1935).

Michaud (Dominique Allan), *L'Avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990…*, Paris, L'Harmattan, 1989.

Michaux (Yves) (dir.), *Qu'est-ce que les technologies ?*, Paris, Odile Jacob, 2001.

Mill (John Stuart), *Principes d'économie politique*, Paris, Dalloz, 1953 (1848).

Millenium Ecosystem Assessment, *Ecosystems and Human Well-Being: Synthesis Report*, Washington DC, Island Press, 2005.

Miller (Roland de), *Robert Hainard peintre et philosophe de la nature*, Paris, Sang de la Terre, 1987.

Miller (Walter M.), *Un cantique pour Leibowitz*, Paris, Gallimard, 2001 (1960).

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, *Plan national d'adaptation de la France aux effets du changement climatique : 2011-2015*, 2011. URL : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ONERC-PNACC-complet.pdf (consulté le 11 octobre 2012).

Mitchell (Timothy), *Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone*, Alfortville, Éditions è®e, 2011.

Mitzman (Arthur), « Convaincre la gauche européenne », *Entropia*, vol. 1, automne 2006, p.104-117.

Miviludes, *Rapport annuel de la Miviludes 2010*, Paris, La Documentation Française, 2011.

Monbiot (George), *Heat: How to Stop the Planet From Burning*, Cambridge, South End Press, 2009 (2007).

Monestier (Jean), « Relocalisation : non suffisante, mais nécessaire », *Entropia*, vol. 10, printemps 2011, p.199-207.

Mongeau (Serge) (dir.), *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance*, Montréal, Écosociétés, 2007.

Mongeau (Serge), « Vers la simplicité volontaire », *in* Bernard (Michel), Cheynet (Vincent) et Clémentin (Bruno) (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003), p.112-116.

Mongeau (Serge), *La Simplicité volontaire, plus que jamais…*, Montréal, Écosociété, 1998.

Morin (Edgar) et Kern (Anne Brigitte), *Terre-Patrie*, Paris, Seuil, 1993.

Moscovici (Serge), *De la nature. Pour penser l'écologie*, Paris, Métailié, 2002.

Moscovici (Serge), *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1977 (1968).

Moscovici (Serge), *La Société contre nature*, Paris, Seuil, 1994 (1972).

Moscovici (Serge), *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979.

Mouchard (Daniel), « "Politique délibérative" et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p.125-145.

Mouchard (Daniel), « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La Vie des Idées*, 7 septembre 2010. URL : http://www.laviedesidees.fr/Les-mouvements-sociaux.html (consulté le 12 mars 2012).

Müller-Rommel (Ferdinand) et Poguntke (Thomas) (dir.), *Green Parties in National Governments*, London-Portland, Frank Cass Publishers, 2002.

Mumford (Lewis), *Le Mythe de la machine*, vol. 1, *La technologie et le développement humain*, Paris, Fayard, 1973 (1967).

Mumford (Lewis), *Le Mythe de la machine*, vol. 2, *Le Pentagone de la puissance* Paris, Fayard, 1974 (1967).

Murray (James) et King (David), « Climate policy: oil tipping point has passed », *Nature*, 481, janvier 2012, p.433-435.

Myers (Norman), *The Sinking Ark: A New Look at the Problem of Disappearing Species*, Oxford-New York, Pergamon Press, 1979.

Nash (Roderick), *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 2001 (1967).

National Research Council, *Abrupt Climate Change: Inevitable Surprises*, Wahington, 2002.

Nelkin (Dorothy) et Pollak (Michael), *The Atom Besieged: Extraparliamentary Dissent in France and Germany*, Cambridge-London, MIT Press, 1981.

Neveu (Érik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011 (1996).

Nicholson (Max), *La Révolution de l'environnement. Guide à l'usage des nouveaux maîtres du monde*, Paris, Gallimard, 1973 (1970).

Nicolas (Adolphe), *Énergies : une pénurie au secours du climat ?*, Paris, Belin, 2011.

North (Peter), *Local Money: How to Make it Happen in Your Community*, Totnes, Transition Books, 2010.

Odum (Howard T.) et Odum (Elisabeth C.), *A Prosperous Way Down: Principles and Policies*, Boulder, University Press of Colorado, 2008 (2001).

Odum (Howard T.), *Environment, Power and Society For the Twenty-First Century: The Hierarchy of Energy*, New York, Columbia University Press, 2007 (1971).

Offe (Claus), « New social movements: challenging the boundaries of institutional politics », *Social Research*, vol. 52, 1985, p.817-867.

Ollitrault (Sylvie), *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

Ophuls (William) et Boyan, Jr. (A. Stephen), *Ecology and the Politics of Scarcity Revisited: The Unravelling of the American Dream*, New York, W.H. Freeman and Company, 1992 (1977).

Oreskes (Naomi) et Conway (Erik M.), *Les Marchands de doute. Comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur les enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, Paris, Le Pommier, 2012 (2010).

Oreskes (Naomi), *Plate Tectonics: An Insider's History of the Modern Theory of the Earth*, Boulder-Oxford, Westview Press, 2001.

Osborn (Fairfield), *La Planète au pillage*, Arles, Actes Sud, 2008 (1948).

Owen (Harrison), *Open Space Technology: A Users Guide*, San Francisco, Berett-Koehler, 1993.

Paccalet (Yves), *L'Humanité disparaîtra, bon débarras !*, Paris, Arthaud, 2006.

Paik (Peter Y.), *From Utopia to Apocalypse: Science Fiction and the Politics of Catastrophe*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 2010.

Pallante (Maurizio), *La Décroissance heureuse. La qualité de vie ne dépend pas du PIB*, Namur, Nature et Progrès Belgique, 2011 (2005).

Passet (René), *L'Économique et le vivant*, 2e éd., Paris, Economica, 1996 (1979).

Patey (Clare) et Johnson (Victoria), *Ration Me Up: Carbon Ration Book*, *sine loco*, New Economics Foundation, 2009.

Pearce (Fred), *Points de rupture. Comment la nature nous fera payer un jour le changement climatique*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 (2007).

Peretti-Watel (Patrick), *La Société du risque*, Paris, La Découverte, 2010 (2001).

Perrin (Jacques), *La Conception de la décroissance d'Yves Cochet*, Mémoire de recherche de l'Université Paris Marne-la-Vallée, sous la direction de Bertrand Alliot, 2010.

Perrin (Lou), *Le Mouvement des villes en transition : une réponse originale aux crises énergétiques et climatique ? Étude de cas : Totnes, Devon, première initiative*, Mémoire de recherche de l'Université de Toulouse-Le Mirail, sous la direction de Frédéric Durand et Frédéric Leriche, 2009.

Petit (Olivier), Villalba (Bruno) et Zaccai (Edwin), « Interdisciplinarité et développement durable », *in* Zuindeau (Bertrand) (dir.), *Développement durable et territoires*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p.37-48.

Petitjean (Armand) (dir.) *Quelles limites ? Réponses de D. Meadows, le Club de Rome, G. Picht*, Paris, Seuil, 1974.

Piaget (Charles), « Lip, les effets formateurs d'une lutte collective », *Entropia*, vol. 2, printemps 2007, p.141-166.

Pinçon (Michel) et Pinçon-Charlot (Monique), *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, Quadrige-Presses Universitaires de France, 2009 (1997).

Pinkerton (Tamzin) et Hopkins (Rob), *Local Food: How to Make it Happen in your Community*, Totnes, Transition Books, 2009.

Polletta (Francesca) et Jasper (James), « Collective identity and social movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 27, 2001, p.261-281.

Polletta (Francesca), « Contending stories: narrative in social movements », *Qualitative Sociology*, vol. 21(4), 1998, p.419-446.

Polletta (Francesca), *It Was Like a Fever: Storytelling in Protest and Politics*, Chicago, Chicago University Press, 2006.

Pomeranz (Kenneth), *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel-Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2010 (2000).

Ponting (Clive), *A Green History of the World: The Environment and the Collapse of Great Civilisations*, New York, Penguin, 1991.

Porcedda (Aude), « "Pour la suite du monde : développement durable ou décroissance soutenable ?" Compte-rendu de colloque (Montréal, 18-19 mai 2009) », *Natures Sciences Sociétés*, n°18, vol. 3, 2010, p.334-336.

Pr. Mollo Mollo (Philippe Lebreton), *L'Énergie, c'est vous*, Paris, Stock, 1974.

Prévôt (Henri), *Trop de pétrole ! Énergie fossile et réchauffement climatique*, Paris, Seuil, 2007.

Princen (Thomas), « Consumption and its externalities: where economy meets ecology », *in* Jackson (Tim) (dir.), *The Earthscan Reader in Sustainable Consumption*, London-Sterling, Earthscan, 2006, p.50-66.

Pudal (Bernard), « La vocation communiste et ses récits », *in* Lagroye (Jacques) (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p.147-161.

Pudal (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989.

Puiseux (Hélène), *L'Apocalypse nucléaire et son cinéma*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1988.

Quignard (Pascal), *Tous les matins du monde*, Paris, Gallimard, 1991.

Rabhi (Pierre), « Pour une sobriété heureuse », in Bernard (Michel), Cheynet (Vincent) et Clémentin (Bruno) (dir.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2005 (2003), p.107-111.

Rabhi (Pierre), *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010.

Rahnema (Majid), *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris-Arles, Fayard-Actes Sud, 2003.

Rapport de la Commission d'enquête du Sénat, *La Catastrophe de l'Amoco Cadiz*, Paris, Hachette, 1978.

Razemon (Olivier) et Salles (Alain), « Grèce : vivre en décroissance », *Le Monde*, 10 février 2012, p.18.

Redclift (Michael R.) et Woodgate (Graham) (dir.), *The International Handbook of Environmental Sociology, Second Edition*, Cheltenham-Northampton, Edward Elgar, 2010.

Rémond (René), *L'Histoire politique du XXe siècle autorise-t-elle un certain optimisme ou bien justifie-t-elle quelque catastrophisme ?*, Saint-Sébastien-sur-Loire, Pleins feux, 1998.

Riesel (René) et Semprun (Jaime), *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 2008.

Rist (Gilbert), *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, 3e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2007 (1997).

Robin (Corey), *La Peur. Histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006 (2004).

Rocard (Michel), « La société de demain sera moins marchande et moins cupide », *Le Monde*, 25 février 2012.

Rocard (Michel), Bourg (Dominique) et Augagneur (Floran), « Le genre humain, menacé », *Le Monde*, 2 avril 2011.

Rootes (Chris), entrée « Environmental movements », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.176-178.

Rootes (Christopher) (dir.), *Environmental Protest in Western Europe*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2003.

Rosa (Hartmut), *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010 (2005).

Rosanvallon (Pierre), « Le souci du long terme », *in* Bourg (Dominique) et Papaux (Alain) (dir.), *Vers une société sobre et désirable*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.151-162.

Rosanvallon (Pierre), « Sortir de la myopie des démocraties », *Le Monde*, 8 décembre 2009.

Rosanvallon (Pierre), *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

Rosanvallon (Pierre), *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.

Rosny Aîné, *La Mort de la Terre*, Paris, Flammarion, 1997 (1910).

Rowell (Alexis), *Communities, Councils and a Low-Carbon Future: What We Can Do if Governments Won't*, Totnes, Transition Books, 2010.

Rubin (Jeff), *Why Your World Is Going To Get a Whole Lot Smaller: Oil and the End of Globalization*, New York, Random House, 2009.

Rumpala (Yannick), « Artificial intelligences and political organization: an exploration based on the Science Fiction work of Iain M. Banks », *Technology in Society*, vol. 34, 2012, p.23-32.

Rumpala (Yannick), « Le développement durable comme reconstruction narrative d'un projet commun », *in* Villalba (Bruno) (dir.), *Appropriations du développement durable. Émergences, diffusions, traductions*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, p.39-66.

Rumpala (Yannick), *Le Développement durable ou le gouvernement du changement total*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

Russell (Bertrand), *Ma conception du monde*, *sine loco*, Gallimard, 1962.

Sainteny (Guillaume), *L'Introuvable écologisme français ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

Sainteny (Guillaume), *Les Verts*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 (1991).

Sale (Kirkpatrick), *Dwellers on the Land: The Bioregional Vision*, San Francisco, Secker and Warberg, 1985.

Sale (Kirkpatrick), *Human Scale*, New York, Coward, McCann and Geoghegan, 1980.

Sale (Kirkpatrick), « L'unique espoir est dans la sécession », *Entropia*, vol. 8, printemps 2010, p.108-118.

Sale (Kirkpatrick), *The Green Revolution: The American Environmental Movement 1962-1992*, New York, Hill and Wang, 1992.

Salmon (Christian), *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008 (2007).

Samuel (Pierre), *Écologie. Détente ou cycle infernal*, Paris, Union générale d'éditions, 1973.

Sarkozy (Nicolas), « Discours Convention de l'UMP sur l'écologie », 19 octobre 2005. URL : http://www.u-m-p.org/sites/default/files/fichiers_joints/dates_cles/discours_nicolas_sarkozy_6.pdf (consulté le 13 mars 2012).

Sauvy (Alfred), *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

Saward (Michael) (dir.), *Democratic Innovation: Deliberation, Representation and Association*, London-New York, Routledge, 2000.

Sawicki (Frédéric), « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », *in* Lagroye (Jacques) (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p.123-146.

Schor (Juliet), *The Overspent American: Upscaling, Downshifting, and the New Consumer*, New York, Basic Books, 1998.

Schumacher (Ernst Friedrich), *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil, 1978 (1973).

Seel (Benjamin), Paterson (Matthew) et Doherty (Brian) (dir.), *Direct Action in British Environmentalism*, London-New York, 2000.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), « France qui décroît, France en transition », *in* Hopkins (Rob), *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010 (2008), p.180-185.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), *Les Processus décisionnels démocratiques à l'épreuve des pénuries énergétiques. Du refoulement à l'intégration ?*, Mémoire de recherche de l'Institut d'Études Politiques de Lille, sous la direction de Bruno Villalba, 2006.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), « Les *Transition Towns* : résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé », *Entropia*, vol. 7, automne 2009, p.178-188.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), « Pic pétrolier et résilience », *Silence*, n°385, décembre 2010, p.4-17.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*, vol. 63, septembre 2010, p.130-136.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), « Villes en transition : vers le rationnement », *Silence*, n°379, mai 2010, p.4-16.

Semal (Luc) et Szuba (Mathilde), « Villes vers la sobriété », *Silence*, n°365, février 2009, p.4-16.

Semal (Luc) et Villalba (Bruno), « Obsolescence de la durée et actualité du délai », *Ecorev*, vol. 34, février 2010, p.18-19.

Semal (Luc), « D. Meadows, J. Randers et D. Meadows, 2004, *Limits to Growth. The 30-Year Update*, Chelsea Green Publishing », *Développement Durable et Territoires*, 2007. URL : http://developpementdurable.revues.org/4422 (consulté le 11 avril 2012).

Semal (Luc), « Des plans de limitation énergétique pour la décroissance », *Entropia*, vol. 9, automne 2010, p.175-184.

Semal (Luc), « J. R. McNeill, 2010, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Champ Vallon », *Études rurales*, vol. 188, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, p.225-228.

Semal (Luc), « Logiques et limites des expérimentations de modes de vie post-carbone : analyse comparative des stratégies de deux mouvements, la décroissance et la transition », *in* Dobré (Michelle) et Juan (Salvador) (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.177-186.

Serres (Michel), « L'abécédaire de Michel Serres », *Le Monde Magazine*, 6 novembre 2010, p.46.

Serres (Michel), *Le Contrat naturel*, Paris, Bourin, 1990.

Serres (Michel), *Le Mal propre. Polluer pour s'approprier ?*, Paris, Le Pommier, 2008.

Seyfang (Gill) et Haxeltine (Alex), « Growing grassroots innovations: exploring the role of community-based social movements for sustainable energy transitions », CSERGE Working Paper EDM 10-13, 30 juillet 2010. URL : http://www.cserge.ac.uk/sites/default/files/edm_2010_08.pdf (consulté le 5 avril 2012).

Seyfang (Gill), Haxeltine (Alex), Hargreaves (Tom) et Longhurst (Noel), « Energy and communities in transition – towards a new research agenda on agency and civil society in sustainability transitions », CSERGE Working Paper EDM 10-13, 30 juillet 2010. URL : http://www.cserge.ac.uk/sites/default/files/edm_2010_13.pdf (consulté le 5 avril 2012).

Seymour (John), *Revivre à la campagne*, *sine loco*, Éditions de Borée, 2009 (1976).

Shearman (David) et Smith (Joseph Wayne), *The Climate Change Challenge and the Failure of Democracy*, Westport-London, Praeger, 2007.

Shelley (Mary), *Frankenstein ou le Prométhée moderne*, Paris, Flammarion, 1979 (1818).

Shelley (Mary), *Le Dernier homme*, Paris, Gallimard, 1988 (1826).

Shove (Elizabeth), « Efficiency and consumption: technology and practice » (2004), *in* Jackson (Tim) (dir.), *The Earthscan Reader in Sustainable Consumption*, London-Sterling, Earthscan, 2006, p.293-304.

Siegel (Dmitri) et Morris (Edward), *Green Patriot Posters: Graphics for a Sustainable Community*, London, Thames and Hudson, 2011.

Siméant (Johanna), *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

Simms (Andrew), Don (Monty) et Guest (Revel), « An environmental war economy? What can we learn about rapid adaptation from Britain's past? », *in* Boyle (David) et Simms (Andrew), *The Art of Rapid Transition: How to Thrive in Times of Crisis*, London, New Economics Foundation, 2010, p.32-37.

Simms (Andrew), Johnson (Victoria) et Chowla (Peter), *Growth Isn't Possible: Why We Need a New Economic Direction*, London, New Economics Foundation, 2010.

Simms (Andrew), *Nine meals from anarchy: Oil Dependence, Climate Change and the Transition to Resilience*, London, New Economics Foundation, 2008, p.17-19.

Simon (Julian) et Kahn (Herman) (dir.), *The Resourceful Earth: A Response to Global 2000*, New York, Basil Blackwell, 1984.

Simonnet (Dominique), *L'Écologisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979 (1982).

Sinaï (Agnès), « La Californie par-delà l'effondrement », *Entropia*, automne 2009, p.189-201.

Smith (Graham), *Deliberative Democracy and the Environment*, London-New York, Routledge, 2003.

Smith (Mark J.), *Ecologism: Towards Ecological Citizenship*, Buckingham, Open University Press, 1998.

Snow (David A.) et Benford (Robert D.), « Clarifying the relationship between framing and ideology », *in* Johnston (Hank) et Noakes (John A.) (dir.), *Frames of Protest: Social Movements and the Framing Perspective*, Lanham, Rowman & Littlefiel Publishers, 2005, p.205-211.

Snow (David A.) et Benford (Robert D.), « Framing processes and social movements: an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p.611-639.

Snow (David A.), Soule (Sarah A.) et Kriesi (Hanspeter) (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden-Oxford-Victoria, Blackwell Publishing, 2004.

Snow (David) et Benford (Robert), « Ideology, frame resonance, and participant mobilization », *in* Klandermans (Bert), Kriesi (Hanspeter) et Tarrow (Sidney) (dir.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement Participation Across Cultures*, Greenwich (Conn), JAI Press, 1988, p.197-218.

Snow (David), « Analyse des cadres et mouvements sociaux », *in* Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001, p.27-49.

Sommier (Isabelle), *La Violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Sommier (Isabelle), *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003 (2001).

Sommier (Isabelle) et Crettiez (Xavier) (dir.), *Les Dimensions émotionnelles du politique. Chemins de traverse avec Philippe Braud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012

Spengler (Oswald), *Le Déclin de l'Occident*, vol. 1, *Forme et vérité*, Paris, Gallimard, 1948 (1918).

Spengler (Oswald), *Le Déclin de l'Occident*, vol. 2, *Perspectives de l'histoire mondiale*, Paris, Gallimard, 1948 (1923).

Spratt (Stephen), Simms (Andrew), Neitzert (Eva) et Ryan-Collins (Josh), *The Great Transition: A Tale of How It Turned Out Right*, London, New Economics Foundation, 2010.

Steffen (Will), « A truly complex and diabolical policy problem », *in* Dryzek (John S.), Norgaard (Richard B.) et Schlosberg (David) (dir.), *Climate Change and Society*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, p.21-38.

Steinmetz (George), « Regulation theory, post-marxism and the new social movements », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 36(1), 1994, p.176-212.

Stengers (Isabelle), *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009.

Stephens (Piers H.G.), entrée « Romanticism », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.403.

Stern (Nicholas), *The Economics of Climate Change: The Stern Review*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2007.

Strahan (David), *The Last Oil Shock: A Survival Guide to the Imminent Extinction of Petroleum Man*, London, John Murray Publishing, 2007.

Streeck (Wolfgang) et Thelen (Kathleen) (dir.), *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005.

Strickland (Hugh Edwin) et Gordon (Melville Alexander), *The Dodo and its Kindred: Or, the History, Affinities and Osteology of the Dodo, Solitaire, and Other Extinct Birds of the Islands Mauritius, Rodrigez and Bourbon*, London, Benkham and Reeve, 1848.

Szasz (Andrew), *Ecopopulism: Toxic Waste and the Movement for Environmental Justice*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press, 1994.

Szuba (Mathilde), *Gouverner dans un monde fini. La traduction institutionnelle de limites environnementales dans une politique de quotas individuels d'énergie : la carte carbone du gouvernement Blair*, Thèse de doctorat de sociologie de l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, sous la direction d'Alain Gras et Bruno Villalba, 2013 (à soutenir).

Szuba (Mathilde), « La Carte carbone : des quotas d'énergie pour les particuliers », *in* Frère (Séverine) et Scarwell (Helga-Jane) (dir.), *Éco-fiscalité et transport durable : entre prime et taxe ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011, p.161-187.

Taguieff (Pierre-André), *Le Nouveau national-populisme*, Paris, CNRS éditions, 2012.

Tainter (Joseph), *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Tanuro (Daniel), *L'Impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.

Tertrais (Bruno), *L'Apocalypse n'est pas pour demain. Pour en finir avec le catastrophisme*, Paris, Denoël, 2011.

Tertrais (Bruno), *La Menace nucléaire*, Paris, Armand Colin, 2011.

Tertrais (Jean-Pierre), *Du développement à la décroissance. De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 2006.

Theys (Jacques), du Tertre (Christian) et Raushmayer (Felix), *Le Développement durable, la seconde étape*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2010.

Thom (René), *Paraboles et catastrophes. Entretiens sur les mathématiques, la science et la philosophie*, Paris, Flammarion, 2010 (1983).

Thoreau (Henry David), *Walden ou la vie dans les bois*, Paris, Gallimard, 1998 (1854).

Thuman (Catherine) et Cheynet (Vincent), « Europe-Écologie-les-Verts, le show des rentiers de l'écologie », *La Décroissance*, n°55, décembre 2010, p.1 et p.5.

Tilly (Charles) et Tarrow (Sidney), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Tocqueville (Alexis de), *Quinze jours au désert*, Le Pré Saint-Gervais, Le Passager clandestin, 2011 (1860).

Tocqueville (Alexis de), *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1978 (1893).

Touraine (Alain), Hegedus (Zsuza), Dubet (François) et Wieviorka (Michel), *La Prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

Traïni (Christophe) (dir.) *Émotions… Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

Traïni (Christophe) et Siméant (Johanna), « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », *in* Traïni (Christophe) (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

Traïni (Christophe), « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 60, n°2, avril 2010, p.335-358.

Traïni (Christophe), « Les émotions de la cause animale. Histoires affectives et travail militant », *Politix*, vol. 24, n°93, 2011, p.69-92.

Traïni (Christophe), *La Cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

Transition Town Totnes, Hodgson (Jacqi) et Hopkins (Rob), *Transition in Action: Totnes and District 2030, an Energy Descent Action Plan*, Totnes, Transition Town Totnes, 2010.

Trom (Danny), « De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue Française de Science Politique*, n°49 (1), 1999, p.31-50.

Tubiana (Laurence), Gemenne (François) et Magnan (Alexandre), *Anticiper pour s'adapter. Le nouvel enjeu du changement climatique*, Paris, Pearson, 2010.

Tunno (Matthew P.) et Smith (Zachary A.), entrée « Eco-terrorism », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.151.

Unabomber (Théodore Kaczynski), *Manifeste. L'avenir de la société industrielle*, Monaco, Jean-Jacques Pauvert aux Éditions du Rocher, 1996.

Vadrot (Claude-Marie), *Déclaration des droits de la nature*, Paris, Stock, 1973.

Vadrot (Claude-Marie), *L'Horreur écologique. De l'inutilité du Ministère de l'environnement*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2007.

Van Der Heijden (Hein-Anton), « Political opportunity structure and the institutionalisation of the environmental movement », *Environmental Politics*, vol. 6(4), 1997, p.25-50.

Van Der Henst (Émilie), *Intellectuels décroissants. La construction d'un espace intellectuel autour de la décroissance*, Mémoire de recherche de Lille 2, sous la direction de Bruno Villalba, 2007.

Vermander (Benoît), *Chine brune ou Chine verte ? Les dilemmes de l'État-parti*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

Vialatte (Jérôme), *Les Partis Verts en Europe Occidentale*, Paris, Economica, 1996.

Victor (Peter), *Managing Without Growth: Slower by Design not Disaster*, Cheltenham, Edward Elgar, 2008.

Villalba (Bruno) (dir.), *Appropriations du développement durable. Émergences, diffusions, traductions*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009.

Villalba (Bruno) et Boucher (Yannick), « Le militant, la compétence et l'éthique : les conditions de l'investiture chez les Verts », *Politix*, vol. 9, 1990, p.37-43.

Villalba (Bruno), « Dire la crise ? L'injonction contradictoire de l'idée de crise écologique dans le champ politique », *in* Beck (Corinne), Luginbühl (Yves) et Muxart (Tatiana) (dir.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Paris, Quae, 2005, p.383-391.

Villalba (Bruno), « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & politique*, n°40, 2010, p.95-113.

Villalba (Bruno), « La genèse inachevée des Verts », *Vingtième siècle*, vol. 53, Paris, Presses de Sciences Po, janvier-mars 1997, p.85-97.

Villalba (Bruno), « La sociologie politique et l'environnement : questions sur un silence », *in* Beck (Corinne), Luginbühl (Yves) et Muxart (Tatiana) (dir.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Paris, Quae, 2005, p.369-382.

Villalba (Bruno), « La transmutation d'Europe Écologie-Les Verts », *in* Bréchon (Pierre) (dir.), *Les Partis politiques français*, Paris, La Documentation Française, 2011, p.129-154.

Villalba (Bruno), « Une appropriation politisée mais peu politique », *in* Villalba (Bruno) (dir.), *Appropriations du développement durable. Émergences, diffusions, traductions*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, p.363-366.

Villalba (Bruno), « Yves Paccalet, *L'Humanité disparaîtra, bon débarras !* », *Ecorev*, vol. 23, été 2006, p.76-77.

Villalba (Bruno), *De l'identité des Verts. Essai sur la construction d'un nouvel acteur politique*, Thèse de doctorat de Science politique, sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, Université de Lille II, 1995.

Vivien (Frank-Dominique), *Le Développement soutenable*, Paris, La Découverte, 2005.

Wackernagel (Mathis) et Rees (William), *Notre empreinte écologique. Comment réduire les conséquences de l'activité humaine sur la Terre*, Montréal, Écosociété, 1999 (1995).

Wacquant (Loïc), *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2002 (2000).

Wall (Derek), *Babylon and Beyond: The Economics of Anti-Capitalist, Anti-Globalist and Radical Green Movements*, London-Ann Arbor (MI), Pluto Press, 2005.

Wall (Derek), *Earth First! and the Anti-Roads Movement: Radical Environmentalism and Comparative Social Movements*, London-New York, Routledge, 1999.

Walter (François), *Catastrophes. Une histoire culturelle. XVIe-XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2008.

Ward (Barbara) et Dubos (René), *Nous n'avons qu'une terre*, Paris, Fayard-J'ai lu, 1972.

Weber (Max), *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1967 (1904-1905).

Wells (Herbert G.), *La Guerre des mondes*, Paris, Mercure de France, 1950 (1898).

Wells (Herbert G.), *La Machine à explorer le temps*, Paris, Gallimard, 1959 (1895).

Welzer (Harald), *Les Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXIe siècle*, Paris, Gallimard, 2009 (2008).

White (Damian), « Bioregionalism », *in* Barry (John) et Frankland (E. Gene) (dir.), *International Encyclopedia of Environmental Politics*, London-New York, Routledge, 2002, p.45-47.

Whiteside (Kerry H.), *Divided Natures: French Contributions to Political Ecology*, Cambridge-London, MIT Press, 2002.

Wilhelm (Kate), *Le Temps des genévriers*, Paris, Denoël, 1980 (1979).

Wilson (Edward O.), *Sauvons la biodiversité !*, Paris, Dunod, 2007 (2006).

Wingert (Jean-Luc), *La Vie après le pétrole. De la pénurie aux énergies nouvelles*, Paris, Autrement, 2005.

Wordsworth (William), *Poèmes*, Paris, Gallimard, 2001 (1807-1842).

Worster (Donald), *A Passion for Nature: The Life of John Muir*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011 (2008).

Worster (Donald), *Dust Bowl: The Southern Plains in the 1930s*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2004 (1979).

Worster (Donald), *Les Pionniers de l'écologie. Une histoire des idées écologiques*, Paris, Sang de la terre, 1992 (1977).

Yoffee (Norman) et Cowgill (George), *The Collapse of Ancient States and Civilisations*, Tucson, University of Arizona Press, 1988.

Young (Stephen C.) (dir.), *The Emergence of Ecological Modernisation: Integrating the Environment and the Economy?*, London-New York, Routledge, 2000.

Zaccai (Edwin), « J. R. McNeill, 2010, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXème siècle*, Champ Vallon », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2011. URL : http://vertigo.revues.org/10705 (consulté le 12 mars 2012).

Zaccai (Edwin), « L'échec de Copenhague en perspective », *Esprit*, n°362, février 2010, p.6-13.

Zaccai (Edwin), Gemenne (François) et Delocry (Jean-Michel) (dir.), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

Zaccai (Edwin), *Vingt-cinq ans de développement durable, et après ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

Zélem (Marie-Christine), *Politiques de maîtrise de la demande de l'énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Zentrum für Transformation der Bundeswehr, *Sicherheitspolitische Implikationen knapper Ressourcen*, Strausberg, 2010.

Zibechi (Raúl), « Le "Bien vivre" », *Entropia*, vol. 9, automne 2010, p.28-38.

Zonabend (Françoise), *La Presqu'île au nucléaire*, Paris, Odile Jacob, 1989.

Zuindeau (Bertrand) (dir.), *Développement durable et territoires*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010.

Filmographie

Miller (George), *Mad Max*, Australie, Kennedy Miller Production, 1979.

Fleischer (Richard), *Soleil Vert*, États-Unis, Metro Goldwin Mayer, 1973.

Hillcoat (John), *La Route*, États-Unis, 2929 Productions & Dimension Films, 2009.

Greene (Gregory), *The End of Suburbia: Oil Depletion and the End of the American Dream*, Canada, The Electric Wallpaper Company, 2004. URL : www.theendofsuburbia.com (consulté le 15 août 2011).

Morgan (Faith), *The Power of Community: How Cuba Survived Peak Oil*, États-Unis, Alchemy House Productions Inc., 2006. URL: http://www.powerofcommunity.org/cm/index.php (consulté le 11 octobre 2012).

Goude (Emma), *In Transition 1.0: From Oil Dependence to Local Resilience*, Royaume-Uni, Smith & Watson Productions, 2009. URL: http://www.transitionnetwork.org/transition-movie (consulté le 11 octobre 2012).

Index

A

Abbey, Edward, 154
Acot, Pascal, 149
Adbusters, 75
AdOC, 597
Afeissa, Hicham-Stéphane, 17
AFS, 112
AFSP, 113, 226
Agulhon, Maurice, 221
AIE, 369, 370, 406
Alcaud, David, 35
Allan Michaud, Dominique, 221, 318
Allègre, Claude, 45
Allenby, Braden R., 133
Alliot, Bertrand, 252
Allison, George, 212
Alvarez, Walter, 51
Amis de la Terre, 79, 80, 131, 252, 261, 293, 294
Anders, Günther, 55, 56, 210, 211, 213, 274, 292, 293, 408, 415, 417, 418, 421, 422, 448, 465, 466, 473, 474, 486, 487, 493
Araud, Christian, 103, 501
Arendt, Hannah, 55, 163, 209, 210, 445, 448
Ariès, Paul, 23, 75, 76, 77, 78, 80, 293, 312, 313, 314, 315, 328, 329, 355, 406, 502, 532, 584, 594, 595, 598
Arnaud, Lionel, 237
ASPO, 27, 82, 97, 98, 99, 100, 245, 265, 287, 310, 364, 366, 367, 368, 370, 373, 377, 378, 409, 454, 459, 461, 500, 567
ATTAC, 80, 81, 261, 312, 313, 317, 334, 360, 380, 567, 576, 577, 581, 588, 589
Aubertin, Catherine, 153
Augagneur, Floran, 369
Augustin (saint), 49
Auschwitz, 209
Austin, J. L., 568
Azam, Geneviève, 313, 589

B

Baber, Walter F., 435
Babin, Claude, 51
Badie, Bertrand, 221
Badré, Michel, 48, 400, 417, 420
Balestrat, Marion, 287
Ballard, James G., 124
Banks, Iain M., 123
Barbault, Robert, 131
Barjavel, René, 297
Barnosky, Anthony D., 22, 47
Barrey, Sandrine, 24
Barry, John, 20, 25, 37, 87, 101, 119, 133, 147, 148, 149, 154, 226, 228, 265, 306, 307, 308, 409, 410, 526, 530, 532, 534, 537, 538, 542
Barthe, Yannick, 171, 475, 476
Bartlett, Robert V., 435
Bauler, Tom, 202

Baxter, Brian, 119, 226
Bayon, Denis, 81, 95, 96, 346
Beaud, Stéphane, 31, 106, 107
Beaurain, Christophe, 82
Beck, Corinne, 19, 168, 173
Beck, Ulrich, 43, 170
Becker, Howard S., 32
BedZed, 551, 558
Behrens III, William W., 36, 70, 142, 177, 189, 198, 365
Bell, Derek, 228, 436
Benford, Robert, 303, 305, 306, 307, 482
Benoist, Alain de, 312
Beres, Louis René, 211, 212, 213
Bernard, Michel, 76, 101, 102, 329, 525, 539, 577, 591
Bertaux, Daniel, 270, 271
Bertrand, François, 353
Bertrand, Pierre, 591
Bess, Michael, 34, 88, 135, 136, 159, 225, 358
Besset, Jean-Paul, 77, 96, 277, 312, 594
Bessin, Marc, 163
Besson-Girard, Jean-Claude, 74, 77, 96, 244, 250, 255, 256, 257, 259, 279, 577, 587
Bezdek, Roger, 27, 47, 381
Bidart, Claire, 163
Biehl, Janet, 522
Bihouix, Philippe, 13, 200, 463, 585, 587
Bird, Chris, 85, 547
Birnbaum, Pierre, 221
Blair, Tony, 116, 406
Blandin, Patrick, 180, 194
Blondiaux, Loïc, 399, 434
Boia, Lucian, 50, 51, 123, 124, 125
Bölke, Ralph, 592
Boltzmann, Ludwig, 292
Bonaïuti, Mauro, 101
Bonnaud, Laure, 169
Bonneuil, Christophe, 218
Bookchin, Murray, 132, 133, 136, 522, 526
Borgstrom, Georg, 537
Borraz, Olivier, 43, 170
Boucher, Yannick, 252
Boulding, Kenneth E., 72
Bouldouyre, Alain, 45
Boulle, Pierre, 124
Bourg, Dominique, 47, 48, 64, 96, 131, 225, 348, 369, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 411, 414, 416, 417, 420, 422, 435
Bourgois, Philippe, 31
Bourguignon, Claude, 582
Boutaud, Aurélien, 73, 190
Bouvet, Laurent, 35
Bové, José, 154, 595
Boy, Daniel, 93, 152, 222, 435
Boyan, Jr, A. Stephen, 53, 409, 410
Boyd, Lee, 139
Boyle, David, 496, 502
Brand, Karl-Werner, 149
Brangwyn, Ben, 378
Braud, Philippe, 151, 290, 433, 434, 437, 442, 444, 446, 447, 448, 471, 474, 475
Bréchon, Pierre, 38, 39
Brin, David, 37, 127, 532
Brodie, Bernard, 211

Bronner, Gérald, 53, 172
Broqua, Christophe, 150
Broto, Emmanuel, 103
Brower, David, 147
Brown, Gordon, 406
Brown, Lester, 36
Brown, Lester R., 72, 126, 142, 504, 531
Bruckert, Michaël, 24, 81, 95
Bruckner, Pascal, 44
Brulavoine, Thierry, 79, 334
Brundtland (Rapport), 343
Brune, François, 96
Brunetière, Jean-René, 48, 400, 417, 420
Buclet, Nicolas, 153
Busekist (von), Astrid, 43, 170, 229

C

Caillé, Alain, 321
Callicott, John Baird, 16, 17
Callon, Michel, 171, 475, 476
Caminel, Thierry, 585
Campagne, Joël, 591
Campbell, Colin, 82, 98, 245, 253, 366, 459, 461
Camus, Albert, 209
Cans, Roger, 164
Canto-Sperber, Monique, 53
Cardon, Dominique, 104, 366
Carey, Joy, 544
Carozzi, Claude, 121, 122
Carpentier, Laurent, 160, 214
Carson, Rachel, 37, 101, 131, 135, 175, 176, 178
Carter, Alan, 226
Carter, Neil, 38
Casseurs de Pub, 74, 75, 76, 95, 98, 251, 309, 366, 594
Castoriadis, Cornelius, 119, 321
Catton, Jr., William R., 18, 73, 190, 383, 384, 385, 386, 388, 408, 537
Cau, Emmanuel, 591
Cauvet, Philippe, 163, 164
Cefaï, Daniel, 31, 111, 150, 239, 303, 304, 305, 307, 311, 318, 324
Centre for Alternative Technologies, 104, 261, 581
Centre Terre Vivante, 261, 578
Challen, Colin, 208
Chamberlin, Shaun, 85, 282, 406, 496, 514, 547
Chapman, Dave, 549
Charbonneau, Bernard, 136, 137, 292, 293, 365
Charbonneau, Simon, 277, 321
Chartier, Denis, 153, 155, 582
Charvolin, Florian, 152
Chatterton, Paul, 316
Chesnais, François, 130
Cheynet, Vincent, 74, 75, 76, 77, 78, 99, 101, 102, 251, 314, 329, 346, 441, 525, 526, 539, 594
Chiapello, Ève, 24, 81, 106, 250, 251, 256, 332, 333
Chirac, Jacques, 128, 361
Chowla, Peter, 331
Christoff, Peter, 133
Churchill, Winston, 208
Citton, Yves, 53

Clémentin, Bruno, 75, 76, 101, 102, 311, 329, 525, 539
Cobb, Roger W., 174
Cochet, Yves, 13, 78, 145, 195, 244, 245, 246, 250, 252, 253, 254, 255, 261, 264, 265, 282, 296, 326, 334, 366, 368, 389, 406, 423, 453, 454, 456, 463, 500, 567, 579, 581, 582, 584, 587, 592, 594, 595, 599, 610
Cohn-Bendit, Daniel, 314
Combe, Hélène, 347
Commoner, Barry, 136, 175, 176, 177, 178
Conan Doyle, Arthur, 123
Condorcet, 569, 570, 572
Conrad, Joseph, 289, 481
Conway, Erik M., 45, 207
Copenhague (2009), 93, 359, 360, 361, 371, 375, 395, 400
Copinschi, Philippe, 367
Corcuff, Philippe, 150
Cornut, Pierre, 202
Costanza, Robert, 16, 220
Cotgrove, Stephen, 18
Cousteau, Jacques-Yves, 360
Cox, John D., 193
Crettiez, Xavier, 35, 40, 271, 437
Cronon, William, 216, 217
Crosby, Alfred, 217
Crutzen, Paul J., 214, 217
Cuche, Denys, 332
Cury, Philippe, 194
Cutler, Alice, 316

D

Dalton, Russell J., 148, 149
Daly, Herman, 72, 73
Darmon, Muriel, 243, 251, 256, 260
Darwin, Charles, 16
Dauphiné, André, 63, 169
Davis, Mike, 217
Dawson, Jonathan, 525
De Waele, Jean-Michel, 92, 152
Debout, Simone, 209
Delaunay, Janine, 71
Deléage, Jean-Paul, 148, 362, 582
Delocry, Jean-Michel, 44
Delogu, C. Jon, 148
Delort, Robert, 19
Déloye, Yves, 221
Delwit, Pascal, 91, 152
Descola, Philippe, 224
Desroche, Henri, 362
di Méo, Cyril, 81
Diamond, Jared, 49, 142, 143, 144, 145, 188, 200, 217
Diogène, 292
Dobré, Michelle, 88, 153, 299
Dobry, Michel, 41, 42, 130, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166
Dobson, Andrew, 20, 21, 35, 38, 119, 120, 121, 134, 146, 159, 160, 183, 226, 227, 228, 290, 306, 358, 410, 411, 412, 436, 522, 523, 524, 548
Doherty, Brian, 34, 35, 154, 547
Don, Monty, 502
Dorst, Jean, 131, 135, 139, 143, 179, 180

Drezner, Daniel W., 46
Dryzek, John S., 36, 37, 72, 126, 127, 133, 214, 384, 435, 531
du Tertre, Christian, 345
Dubet, François, 148, 157, 221
Dubos, René, 147
Dubuisson-Quellier, Sophie, 24, 81, 153, 299, 332, 333
Duby, Georges, 122
Duflot, Cécile, 314
Dukas, Helen, 209
Dukes, Paul, 214
Dumont, René, 131, 135, 140, 142, 147, 177, 195, 196, 202, 252, 281, 365, 366, 562
Dunlap, Riley E., 17, 18, 383, 384, 385, 386, 388, 408
Duplessy, Jean-Claude, 213
Dupuy, Jean-Pierre, 53, 54, 55, 56, 63, 122, 123, 166, 167, 171, 172, 202, 203, 211, 379, 380, 417, 449, 473, 474, 483, 484, 485
Durand, Frédéric, 81, 87
Durkheim, Émile, 388
Dust Bowl, 167, 215
Duval, Guillaume, 81
Duvat, Virginie, 342
Duverger, Timothée, 23, 77, 81, 95, 593

E

Earth First!, 272
Eckersley, Robyn, 21, 228, 416, 523, 526
Ecology Party, 282
Edwards, Bob, 94
EELV, 78, 106, 246, 261, 294, 311, 314, 337, 358, 463, 545, 581, 584, 585, 587, 591, 593, 599, 610
Egan, Michael, 177
Ehrlich, Paul R., 36, 37, 72, 142, 175, 177, 178, 196, 198, 531
Eichmann, Adolf, 209
Einstein, Albert, 209
Elder, Charles D., 174
Ellul, Jacques, 132, 136, 223, 292, 293, 319, 495
Emerson, Ralph Waldo, 148
Emilianoff, Cyria, 582, 590
End of Suburbia, 82, 83, 266, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463
Enfants d'Aquarius (Les), 325
Entropia, 13, 23, 74, 76, 80, 88, 96, 100, 103, 110, 142, 251, 253, 254, 255, 256, 259, 260, 261, 265, 277, 292, 293, 311, 312, 313, 320, 321, 356, 366, 368, 422, 423, 449, 450, 526, 574, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 590, 625, 638, 642
EPOC, 78, 79
Erkman, Suren, 153
Eyriolles, Agathe, 81, 101

F

Faburel, Guillaume, 87
Farcet, Gilles, 148
Farrachi, Armand, 148
Faucher, Florence, 34, 89, 90, 91, 152, 222, 239, 290, 300
Felli, Romain, 526

Ferry, Luc, 45, 131, 225, 408
Festinger, Leon, 125, 489, 490, 491, 492
Fillieule, Olivier, 34, 88, 92, 150, 151, 311
Fitch, Jon E., 149
Fleischer, Richard, 297
Fleming, David, 282, 308, 309, 375
Flipo, Fabrice, 81, 95, 96, 102, 106, 346
Fœssel, Michaël, 53
Foreman, Dave, 154
Foster, John Bellamy, 388
Foucart, Stéphane, 45
Franguiadakis, Spyros, 151
Frankland, E. Gene, 20, 37, 101, 133, 147, 148, 149, 152, 154, 409, 526
Freeman, Christopher, 70
Frémeaux, Isabelle, 591
Frère, Séverine, 406
Fressoz, Jean-Baptiste, 218
Friends of the Earth, 261, 277
Fukushima, 167, 203, 359

G

Gadrey, Jean, 48, 400, 417, 420
Gambino, Megan, 73
Garcia, Ernest, 102
Garrigou, Alain, 221
Gary, Romain, 393
Gauche plurielle, 286
Gauchet, Marcel, 42, 163, 225
Gaullier, Xavier, 129
Géhin, Étienne, 53, 172
Gemenne, François, 44, 188, 351, 352, 354, 355
George, Susan, 582
Georgescu-Roegen, Nicholas, 75, 76, 139, 140, 257, 292, 364
Géré, François, 212
Gibson, Mel, 296, 297
GIEC, 37, 46, 93, 125, 131, 181, 352, 371, 372, 375, 394, 400, 409
Gilbert, Claude, 43, 63, 165
Ginzburg, Carlo, 31
Gladwell, Malcolm, 192
Glastonbury, 537
Gleizes, Jérôme, 314
Gobineau, Arthur de, 49
Goffman, Erving, 303
Gold, Raymond I., 111
Goldsmith, Edward, 76, 135, 142, 147, 189, 195, 281, 531, 562
Gollain, Françoise, 81
Gondran, Natacha, 73, 190
Goodin, Robert, 20, 119, 226, 411, 412
Goodwin, Jeff, 442, 451, 482
Gordon, Melville Alexander, 179
Gorz, André, 96, 136, 224, 292, 322, 325
Goude, Emma, 507
Gould, Stephen J., 51
Gouriou, Emmanuelle, 78
Grandjean, Alain, 48, 131, 265, 374, 400, 417, 420
Granjon, Fabien, 104, 366
Gras, Alain, 29, 96, 102, 112, 116, 201, 277, 287, 296, 366, 368, 419, 494, 495
Green Party, 261, 282, 294, 334, 504, 585
Greene, Gregory, 82, 457, 459, 461
Greenpeace, 147, 209, 248, 268, 293, 294
Gret, Marion, 557

Grévy, Jérôme, 163, 164
Grèze, Catherine, 587
Grinevald, Jacques, 75, 76, 181, 257, 363, 586
Grodzins, Morton M., 191
Grossetti, Michel, 163
Guattari, Félix, 224
Guéret, Thomas, 585
Guest, Revel, 502
Guha, Ranajit, 217
Guillaume le Taciturne, 282
Guillaume, Chantal, 449, 450
Guillebon, Benoît de, 200
Guionnet, Christine, 237
Gurr, Ted R., 162

H

Hache, Émilie, 113, 587
Hadly, Elizabeth A., 22, 47
Hainard, Robert, 135
Hamilton, Clive, 199
Hansen, James, 45, 372
Hardin, Garrett, 36, 72, 126, 385, 409, 531
Hardy, Thomas, 243
Hargreaves, Tom, 87
Harpagès, Didier, 105
Harribey, Jean-Marie, 313
Harrison, Harry, 124
Hastings, Michel, 39, 221, 311
Haxeltine, Alex, 87
Hayes, Graeme, 34, 88, 92, 151, 547
Hayward, Tim, 54
Haywood, Bill, 154
Hegedus, Zsuza, 148, 157, 221
Heilbroner, Robert L., 53, 385, 409, 416
Heim, Roger, 131, 135, 136, 139
Heinberg, Richard, 84, 102, 128, 141, 142, 194, 195, 200, 201, 265, 308, 387, 461, 496
Heisbourg, François, 212
Hemming, John, 367
Herring, Horace, 101
Hervieu, Bertrand, 257, 525
Hervieu-Léger, Danièle, 257, 525
Hiez, David, 24, 34, 154
Hillcoat, John, 297
Hiroshima (1945), 55, 208, 209, 210, 486
Hirsch, Robert, 27, 47, 381
Hobbes, Thomas, 448
Hodgson, Jacqi, 25, 86, 512, 514, 515, 518, 536, 580, 586
Hoffman, Banesh, 209
Holmgren, David, 25, 308, 309, 496, 501, 533
Homer-Dixon, Thomas, 265, 308
Hopkins, Rob, 25, 71, 76, 82, 83, 85, 86, 87, 97, 98, 103, 110, 264, 266, 267, 268, 270, 282, 296, 305, 308, 309, 316, 329, 330, 337, 338, 349, 354, 366, 372, 378, 381, 382, 388, 389, 406, 441, 442, 457, 458, 459, 460, 463, 464, 496, 497, 502, 508, 509, 512, 513, 514, 515, 516, 527, 528, 532, 536, 538, 540, 547, 590
Houpt, Katherine A., 139
Hubbert, King, 194, 364
Hubert, Claude-Marie, 50
Huet, Sylvestre, 45

Hulot, Nicolas, 77, 131, 145, 195, 198, 594, 599
Humbert, Marc, 321
Hume, David, 16
Hunt, Scott, 305
Hunt, Terry L., 144
Hunter, Robert, 147, 209
Hurand, Anne, 24, 81, 106, 250, 251, 256, 332, 333

I

Ihl, Olivier, 221
Illich, Ivan, 54, 132, 136, 185, 292, 293, 319, 321, 325, 379, 495, 555
In Transition 1.0, 507, 509, 540, 581
Inglehart, Ronald, 148
Ion, Jacques, 151
Isenberg, Andrew C., 179
Itçaina, Xabier, 166

J

Jackson, Tim, 64, 330, 331, 347, 348, 354, 415, 420, 421, 422
Jacquard, Albert, 139, 209, 417, 421, 422
Jacques le Seigneur, Vincent, 152, 222
Jahoda, Marie, 70
Jallon, Hugues, 333
Jancovici, Jean-Marc, 131, 265, 374, 582
Jarrett, Henry, 72
Jasper, James, 305, 442, 451, 454, 455, 456, 457, 482
Jeudy, Henri-Pierre, 127
Johannesburg (2002), 93, 286, 359, 360
Johnson, Victoria, 331, 504, 585
Johnston, Hank, 306
Jollivet, Marc, 46
Joly, Eva, 314, 599
Jonas, Hans, 54, 132, 136, 210, 416, 418, 448, 449, 474
Jones, Christopher B., 37
Jordan, John, 591
Jospin, Lionel, 252
Journet, Nicolas, 144
Jouvenel, Bertrand de, 223
Juan, Salvador, 88, 153

K

Kaczynski, Théodore, 154
Kahn, Herman, 37, 384
Kandel, Maya, 45
Kandel, Robert, 45, 181
Kant, Emmanuel, 449
Kempf, Hervé, 27, 45, 225, 369, 416, 584
Kerckhove, Stephen, 186, 293
Kern, Anne-Brigitte, 224
Kernalegenn, Tudi, 101, 166
Kervasdoué, Jean de, 53, 172
Kessous, Emmanuel, 24
Keynes, John M., 70
King, David, 194, 286, 369, 370
Kingsland, Sharon E., 149
Klandermans, Bert, 34, 303
Klein, Naomi, 554
Kosciusko-Morizet, Nathalie, 173
Kourilsky, Philippe, 171
Kriesi, Hanspeter, 94, 303
Kuechler, Manfred, 148, 149

Kunstler, James H., 145, 202, 265, 297, 308, 381, 382
Kyoto, 351, 352

L

L'Écologiste, 74, 76, 541
La Décroissance, 23, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 95, 103, 201, 251, 260, 265, 287, 292, 296, 312, 314, 319, 320, 334, 348, 355, 368, 406, 495, 532, 594, 598, 599, 614
La Gueule ouverte, 147
Lacombe, Pierre-Yves, 87
Lacroix, Bernard, 31, 221, 239, 250, 251, 272, 278, 279, 280
Lafargue, Paul, 292
Lagadec, Patrick, 169
Lagroye, Jacques, 237, 238
Laherrère, Jean, 245, 253, 366
Lahire, Bernard, 273, 274
Lamarck, Jean-Baptiste de, 205
Lamine, Claire, 24, 126, 153, 522
Langewiesche, William, 212
Langumier, Julien, 167
Lannoye, Paul, 13
Larrère, Catherine, 17, 53, 135, 224
Larrère, Raphaël, 17, 135, 224
Larrue, Corinne, 222
Larzac, 281, 358
Lascoumes, Pierre, 38, 152, 164, 171, 222, 344, 475, 476
Latouche, Serge, 13, 23, 76, 77, 78, 96, 101, 102, 105, 277, 282, 293, 305, 321, 327, 345, 346, 495, 525, 526, 554, 582
Latour, Bruno, 43, 93, 224, 400, 416
Lavabre, Marie-Claire, 356, 357, 362
Lavignotte, Stéphane, 23, 81
Laville, Elisabeth, 592
Lazar, Marc, 81
Le Monde Diplomatique, 80, 261, 312, 313, 584
Le Prestre, Philippe, 159, 174
Le Scanff, Yvon, 571
Leakey, Richard E., 51, 180
Lebon, Gustave, 162
Lebreton, Philippe, 135
Lefèvre, Sylvain, 38, 153
Legay, Jean-Marie, 46
Leggett, Jeremy, 84
Leonard, Liam, 25
Leopold, Aldo, 16, 135, 215
Lepage, Corinne, 314
Lepesant, Michel, 79, 312, 591
Leray, Florence, 45, 99, 314, 371, 372
Lerch, Daniel, 103, 545
Leriche, Frédéric, 87
Leroy, Alice, 587, 592
Lévêque, Christian, 180
Lévi-Strauss, Claude, 131
Lewin, Roger, 51, 180
Lewis, Roy, 521
Lhomme, Stéphane, 599
Lib-Dem, 334
Lindemann, Thomas, 211
Lip, 313
Lipietz, Alain, 140
Lipo, Carl P., 144
LO, 329

Locher, Fabien, 18, 19, 215, 217
Lomborg, Bjørn, 45, 126
Longhurst, Longhurst, 87
Lorenz, Konrad, 131
Lorius, Claude, 160, 214
Loubet del Bayle, Jean-Louis, 286, 287
Lovelock, James, 25, 52, 131, 181, 192, 199, 268, 281, 373, 374, 376, 488
Lowenthal, David, 135, 149
Lucardie, Paul, 152
Lucas, Caroline, 92, 261, 504, 542
Luginbühl, Yves, 168, 173
Luisin, Thierry, 81
Lulek, Michel, 525
Luneau, Gilles, 154
Lynas, Mark, 193, 374, 488

M

MacCracken, Michael C., 193
Macy, Joanna, 465, 466
Mad Max, 296, 297
Magnan, Alexandre, 188, 342, 351, 352, 354, 355
Malthus, Thomas R., 37, 70, 385
Maniates, Michael, 413
Manin, Bernard, 434
Mansholt, Sicco, 71
Marcus, George E., 442, 446, 447, 448, 471, 472
Maris, Virginie, 17, 180
Marsh, George Perkins, 135, 149
Marshall, George, 484, 485
Martinais, Emmanuel, 169
Martínez-Alier, Joan, 24, 81, 102, 138, 401
Marx, Karl, 388
Mary, Luc, 125
Massard-Guilbaud, Geneviève, 19
Mathias, Jean-Christophe, 186, 293
Mathieu, Lilian, 150, 324
Mathiot, Pierre, 34
Maupassant, Guy de, 67
Maurin, Éric, 286, 287
Mayer, Nonna, 81
McAdam, Doug, 33, 88, 239, 271
McAnany, Patricia A., 143, 144
McCarthy, Cormac, 297
McCarthy, John D., 33, 88, 94
McCormick, John, 147
McNeill, John R., 19, 42, 52, 144, 218, 219, 220
McSpadden, Lettie, 147, 149
Meadows, Dennis, 36, 39, 40, 52, 69, 70, 71, 72, 73, 126, 127, 140, 142, 147, 152, 177, 188, 189, 190, 191, 192, 197, 198, 200, 202, 281, 293, 364, 365, 376, 384, 531, 562
Meadows, Donella, 36, 52, 69, 70, 71, 72, 73, 126, 140, 142, 147, 152, 177, 188, 189, 190, 192, 197, 198, 200, 202, 281, 293, 364, 365, 376, 384, 531, 562
Méheust, Bertrand, 46
Mélenchon, Jean-Luc, 313, 598, 599
Mercier-Faivre, Anne-Marie, 63
Mercklé, Pierre, 34
Messac, Régis, 124, 208
Meyer, John M., 413
Michaux, Yves, 344
Michelson, William, 17

Miliband, Ed, 330
Mill, John Stuart, 70
Miller, George, 296
Miller, Roland de, 135
Miller, Walter M., 124
Miserey, Yves, 194
Mitchell, Timothy, 29
Mitzman, Arthur, 312
Miviludes, 125
MOC, 78, 79, 81, 313, 334, 335, 576, 583, 588, 591, 597
Mollisson, Bill, 25
Momentum, 13, 261, 266, 275, 477, 567, 583, 584, 585, 586, 610
Monbiot, George, 374
Monestier, Jean, 526
Mongeau, Serge, 78, 102, 327
Monod, Claire, 591
Monod, Théodore, 131
Moore, Frances, 193
Morel, Pierre, 213
Morgan, Faith, 499
Morin, Edgar, 96, 224
Morris, Edward, 504, 644
Morris, William, 292
Moscovici, Serge, 224, 339, 390, 444, 554, 555
Mouchard, Daniel, 151, 434
Muir, John, 135, 149, 215
Müller-Rommel, Ferdinand, 152
Mumford, Lewis, 132, 136
Murray, James, 194, 286, 369, 370
Muxart, Tatiana, 168, 173
Myers, Norman, 180

N

Nagasaki (1945), 55, 208, 210
Nash, Roderick, 18, 148, 215, 217
NEF, 537
Négawatt, 326
Negrón, Tomás Gallareta, 144
Neitzert, Eva, 506
Nelkin, Dorothy, 89, 151
Neveu, Érik, 34, 92, 94, 150, 304, 451, 482
New Economics Foundation, 261, 282, 423, 500, 504, 585
Nicholson, Max, 149
Nicolas, Adolphe, 265, 364, 377, 378
Nicolino, Fabrice, 77
Noakes, John A., 306
Norgaard, Richard B., 214
North, Peter, 85, 529, 547
Nouvelle-Orléans (La), 93
Novalis, 289
NPA, 78, 261, 312, 313, 593, 597

O

Odum, Elisabeth C., 52, 102
Odum, Eugène, 192
Odum, Howard T., 52, 102, 131, 376
Offe, Claus, 148
Ollitrault, Sylvie, 24, 34, 91, 101, 137, 151, 221, 222, 261, 262, 276, 281, 298, 299, 300
Ophuls, William, 53, 385, 409, 410, 411
Oreskes, Naomi, 45, 207
Osborn, Fairfield, 131, 135, 143, 179
Osborn, Simone, 585

Owen, Harrison, 515

P

Paccalet, Yves, 360, 582
Paik, Peter Y., 123
Pallante, Maurizio, 101
Papaux, Alain, 47
Partant, François, 96, 292, 495
Pascual, Unai, 24, 81, 102, 401
Pasquinet, Jean-Luc, 79
Passet, René, 384, 408
Paterson, Matthew, 35, 154, 547
Patey, Clare, 504
Pavitt, K.L.R., 70
PCF, 356, 357
Pearce, Fred, 193
Péchu, Cécile, 34, 92, 150, 311
Penozzi, Lucia, 592
Peretti-Watel, Patrick, 169
Perret, Bernard, 48, 400, 417, 420
Perrin, Jacques, 252
Perrin, Lou, 87
Perrodon, Alain, 366
Petit, Olivier, 46
Petitjean, Armand, 70
PG, 78, 261, 312, 313, 598
Piaget, Charles, 313
Picht, Georg, 70
Pinçon, Michel, 116
Pinçon-Charlot, Monique, 116
Pinkerton, Tamzin, 85, 547
Piro, Patrick, 287
Plogoff, 281, 358
POC, 78, 79
Poguntke, Thomas, 152
Pollak, Michael, 89, 151
Polletta, Francesca, 50, 305, 438, 439, 442, 482, 493, 497, 498, 500, 505, 508, 509, 511
Pomeranz, Kenneth, 217
Ponting, Clive, 143
Porcedda, Aude, 82
Post-Carbon Institute, 265
PPLD, 77, 78, 79, 595, 597, 599
Prévôt, Henri, 380, 381
Princen, Thomas, 421, 422
Protocole de Kyoto, 358, 360, 361, 375
Pudal, Bernard, 238, 251
Puiseux, Hélène, 124, 208, 209

Q

Quenet, Grégory, 18, 19, 215, 217
Quignard, Pascal, 341
Quilley, Stephen, 25, 87, 265, 306, 307, 308, 530, 532, 534, 537, 538, 542

R

Rabhi, Pierre, 23, 76, 77, 78, 132, 255, 310, 325, 326, 539, 593, 594, 599
Rahnema, Majid, 325
Randers, Jorgen, 36, 52, 70, 73, 142, 177, 189, 190, 198, 200, 365
Raushmayer, Felix, 345
Ravignan, François de, 287
Razemon, Olivier, 287
REconomy, 548, 549, 550, 552, 559
Redclift, Michael R., 17, 18, 220
Rees, William, 73, 190

Rémond, René, 130
Research and Degrowth, 24, 71, 261, 423
Riecken, Henry W., 125, 491
Riesel, René, 128
Rihoux, Paul, 152
Rio (1992), 93, 343, 358
Rio+20 (2012), 359
Rist, Gilbert, 29, 346, 419, 420, 494, 495
Roberts, Paul, 268
Robin, Corey, 445, 446, 447, 448
Robinson, James A., 143
Rocard, Michel, 369, 370
Roche, Agnès, 152, 222
Rootes, Christopher, 34, 88, 147, 156, 157
Rosa, Hartmut, 15, 202, 569
Rosanvallon, Pierre, 41, 47, 163, 221, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 419
Rosny Aîné, 123
Rostand, Jean, 131
Rotblat, Joseph, 209
Rougemont (de), Denis, 554
Rougemont, Denis de, 554
Rousseau, Jean-Jacques, 148, 166
Rowell, Alexis, 85, 87
Rubin, Jeff, 368
Rumpala, Yannick, 123, 343, 344, 494, 495
Russell, Bertrand, 209
Ryan-Collins, Josh, 506

S

Sainteny, Guillaume, 35, 75, 85, 119, 152, 222, 227
Sale, Kirkpatrick, 185, 217, 525, 526
Salles, Alain, 287
Salmon, Christian, 482
Samuel, Pierre, 131, 196
Sarkozy, Nicolas, 173, 174, 178, 185
Sartre, Jean-Paul, 209
Sauvy, Alfred, 70
Saward, Michael, 416
Sawicki, Frédéric, 238
Scarwell, Helga-Jane, 406
Schachter, Stanley, 125, 491
Schlosberg, David, 36, 37, 72, 126, 127, 133, 214, 384, 531
Schneider, François, 81, 95, 96, 102, 346, 575
Schor, Juliet, 102
Schuitten, Luc, 590
Schumacher College, 25, 97, 104, 261, 308, 525, 587
Schumacher, Ernst F., 25, 97, 132, 294, 315
Seel, Benjamin, 35, 154, 547
Semal, Luc, 56, 73, 86, 87, 88, 103, 110, 112, 113, 220, 419, 592
Semprun, Jaime, 128
Sénèque, 13
Serres, Michel, 209, 224, 400
Seyfang, Gill, 87
Seymour, John, 320, 359, 524, 540
Shearman, David, 411
Shelley, Mary, 123, 561
Shove, Elizabeth, 354
Siegel, Dmitri, 504, 644

Silence, 23, 33, 74, 75, 76, 77, 80, 86, 103, 110, 261, 359, 501, 541, 575, 576, 577, 578, 583, 591, 594
Siméant, Johanna, 150, 460
Simms, Andrew, 331, 496, 500, 502, 504, 506, 542
Simon, Julian, 37, 126, 384
Simonnet, Dominique, 119, 227
Sinaï, Agnès, 96, 113, 252, 265, 463, 583, 587
Sintomer, Yves, 399, 434, 557
Smith, Graham, 435, 436
Smith, Mark J., 119
Smith, Zachary A., 154, 411
Snow, David, 239, 303, 304, 306, 307
Snow, David A., 94
Soil Association, 282
Soleil Vert, 296
Sommier, Isabelle, 151, 154, 333, 338, 437
Soral, Alain, 312
Soule, Sarah A., 94
Spengler, Oswald, 49
Spratt, Stephen, 506
Squarzoni, Philippe, 587
Staggenborg, Suzanne, 34
Steffen, Will, 214
Stégassy, Ruth, 590
Steinberger, Jack, 209
Steinmetz, George, 149
Stengers, Isabelle, 46, 554
Stephens, Piers H. G., 148
Stern, Nicholas, 46, 47, 93, 184, 185, 381
Stern, Thomas, 93
Stockholm (1972), 358, 360
Stoermer, Eugene F., 214
Strahan, David, 84, 265, 308
Streeck, Wolfgang, 41
Strickland, Hugh Edwin, 179
Sunt, Christian, 79
Survivre et vivre, 292
Szasz, Andrew, 101, 132, 138, 218, 472
Szuba, Mathilde, 56, 86, 87, 103, 110, 112, 116, 226, 406, 407, 575, 577, 578, 584, 585, 586, 587, 590, 591, 592

T

Taguieff, Pierre-André, 129
Tainter, Joseph, 143
Tanuro, Daniel, 143
Tarrow, Sidney, 92, 303
Tati, Jacques, 292
Taviani-Carozzi, Huguette, 121, 122
Tchernobyl, 55, 165, 167, 170, 171, 203, 358, 366
Terre à terre, 86, 590
Tertrais, Bruno, 44, 211
Tertrais, Jean-Pierre, 78
Testart, Jacques, 594
Thant, U, 197, 198
The Ecologist, 76, 142, 147, 282, 619
Thelen, Kathleen, 41
Thévard, Benoît, 266
Theys, Jacques, 345, 582, 590
Thom, René, 52, 192
Thomas, Chantal, 63
Thoreau, Henry David, 148, 215
Thuman, Catherine, 314
Tilly, Charles, 92

Tocqueville, Alexis de, 41, 159, 445, 569, 570, 571, 572
Topping, Jr., John C., 193
Touraine, Alain, 148, 156, 157, 221
Traïni, Christophe, 151, 154, 438, 442, 451, 452, 453, 454, 456, 457, 460, 462, 469, 646
Transition Network, 82, 85, 105, 261, 267, 282, 294, 295, 316, 331, 339, 360, 374, 378, 424, 529, 558, 586
Transition Streets, 548, 549, 550, 552, 559
Transition Tours, 549, 551, 552
Trom, Danny, 137, 303, 304, 305, 533
Tubiana, Laurence, 188, 351, 352, 354, 355
Tunno, Matthew P., 154

U

Udgaonkar, Bhalchandra, 209
UICN, 149
UMP, 173

V

Vadrot, Claude-Marie, 147, 199, 360, 361
Valencia Sàiz, Angel, 228, 436
Van Der Heijden, Hein-Anton, 38
Van Der Henst, Émilie, 24, 81, 96
Vanoise (La), 281
Vermander, Benoît, 346
Verts (Les), 79, 239, 246, 247, 252, 261, 286, 293, 294, 314, 358, 365
Vialatte, Jérôme, 89, 152
Victor, Peter, 420, 422
Vidalenc, Éric, 582, 590
Villalba, Bruno, 24, 34, 38, 46, 47, 48, 57, 78, 81, 91, 112, 113, 116, 152, 154, 168, 173, 202, 222, 223, 239, 240, 252, 290, 311, 326, 335, 337, 344, 345, 357, 358, 360, 363, 400, 401, 407, 408, 415, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 495, 586
Viney, Geneviève, 171
Viot, Pascal, 151
Viveret, Patrick, 321
Vivien, Franck-Dominique, 24, 81, 102, 153, 344, 401
Voltaire, 166
Voynet, Dominique, 255, 314, 595

W

Wackernagel, Mathis, 73, 190
Wacquant, Loïc, 112, 463
Wall, Derek, 35, 95, 150, 272, 291, 299, 300, 306, 315, 547
Wallon-Leducq, Christian-Marie, 239
Walter, François, 63
Ward, Barbara, 147
Weber, Florence, 31, 106, 107
Weber, Max, 388, 569, 571, 572
Weisbein, Julien, 166
Wells, H. G., 123, 208
Welzer, Harald, 46, 201
Wendling, Robert, 27, 47, 381
White, Damian, 526
Whiteside, Kerry, 34, 47, 88, 131, 184, 225, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 411, 414
Wieviorka, Michel, 148, 157, 221
Wilhelm, Kate, 124

Wilson, Edward O., 180
Wingert, Jean-Luc, 195, 196, 265, 364, 366, 389
Wittmann, Clément, 78, 79, 598
Woodgate, Graham, 17, 18, 220
Wordsworth, William, 148
Worms, Frédéric, 53
Worms, Jean-Pierre, 322, 614
Worster, Donald, 18, 135, 148, 149, 167, 179, 215
WWF, 294

Y

Yoffee, Norman, 143, 144
Young, Stephen C., 133

Z

Zaccai, Edwin, 24, 40, 44, 46, 81, 102, 132, 202, 220, 287, 345, 346, 348, 350, 353, 371, 401
Zald, Mayer N., 33, 88
Zélem, Marie-Christine, 153
Zibechi, Raúl, 103
Zonabend, Françoise, 109
Zuindeau, Bertrand, 46, 347, 353, 521

Militer à l'ombre des catastrophes. Contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition

Résumé

Au cours des années 2000, deux mobilisations parallèles ont contribué à renouveler le paysage de l'écologie politique : la *décroissance* en France, et les *Transition Towns* au Royaume-Uni. Nous proposons une approche comparative internationale de ces deux mouvements, d'abord distincts, mais qui se sont progressivement imbriqués à mesure qu'ils s'internationalisaient. Nous nous intéresserons particulièrement à la dimension *catastrophiste* de ces deux mouvements, entendue comme un mode de pensée politique fondé sur l'anticipation de *ruptures écologiques majeures* (pic pétrolier, mais aussi réchauffement climatique ou effondrement écosystémique) qui mettraient fin à la version moderne du projet démocratique. Loin de n'être qu'une posture intellectuelle, le catastrophisme s'incarne dans ces mouvements en des *pratiques délibératives expérimentales* qui invitent à questionner la temporalité continuiste dans laquelle se conçoit généralement la théorie démocratique.

L'étude de ces deux mobilisations vise à nourrir une réflexion d'ordre plus théorique sur les outils dont dispose la science politique pour penser l'insertion des communautés politiques dans leur environnement. En nous appuyant sur les travaux pionniers de la *green political theory*, nous montrerons qu'une *théorie politique environnementale* pourrait contribuer à interroger la théorie démocratique en invitant à la réinsérer dans un contexte de déstabilisation écologique globale. .....

.....

Mots clefs : théorie politique environnementale, sociologie des mobilisations, écologie politique, décroissance, transition, catastrophe, politisation, délibération, démocratie.

.....

Activism in the Shadow of Catastrophes: *A Contribution for a Green Political Theory Through the Cases of Degrowth and Transition Movements*

Abstract

During the 2000's decade, two social movements, the *décroissance* movement in France and *Transition Towns* in the United- Kingdom, have contributed, both in parallel, to a renewal of the green political landscape. This thesis is an international comparative analysis of these two movements, which were first distinct, then progressively overlapped as they evolved to become international. This research will focus in particular on the *catastrophist* dimension of these two movements, understood as a form of political thought based on the anticipation of major ecological shifts (peak oil, climate change, ecosystems collapse, etc.) that would put an end to the modern version of the democratic project. Far from being an intellectual framework only, *catastrophism* also gives rise to *experimental deliberative practices* that put into question the hypothesis of continuity that generally pervades theories of democracy.

The analysis of these two movements aims at proposing new material to provide for a theoretical reflection on the intellectual tools that political science uses to investigate the ecological embeddedness of political communities. Dwelling on the pioneer work of *green political theory*, we will suggest that a *théorie politique environnementale* could contribute to reconsider theories of democracy, with an invitation for them to fit within the framework of the global ecological disruption.

.....

Keywords : green political theory, environmental politics, sociology of mobilisations, degrowth, transition towns, catastrophe, politicisation, deliberation, democracy.

Unité de recherche/Research unit : *Ceraps (Université Lille 2), 1 place Déliot, 59000 Lille.*

Ecole doctorale/Doctoral school : *Ecole doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion, n° 74, 1 place Déliot, 59000 Lille, ecodoc.univ-lille2.fr,* http://edoctorale74.univ-lille2.fr

Université/University : *Université Lille 2, Droit et Santé, 42 rue Paul Duez, 59000 Lille,* http://www.univ-lille2.fr